



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

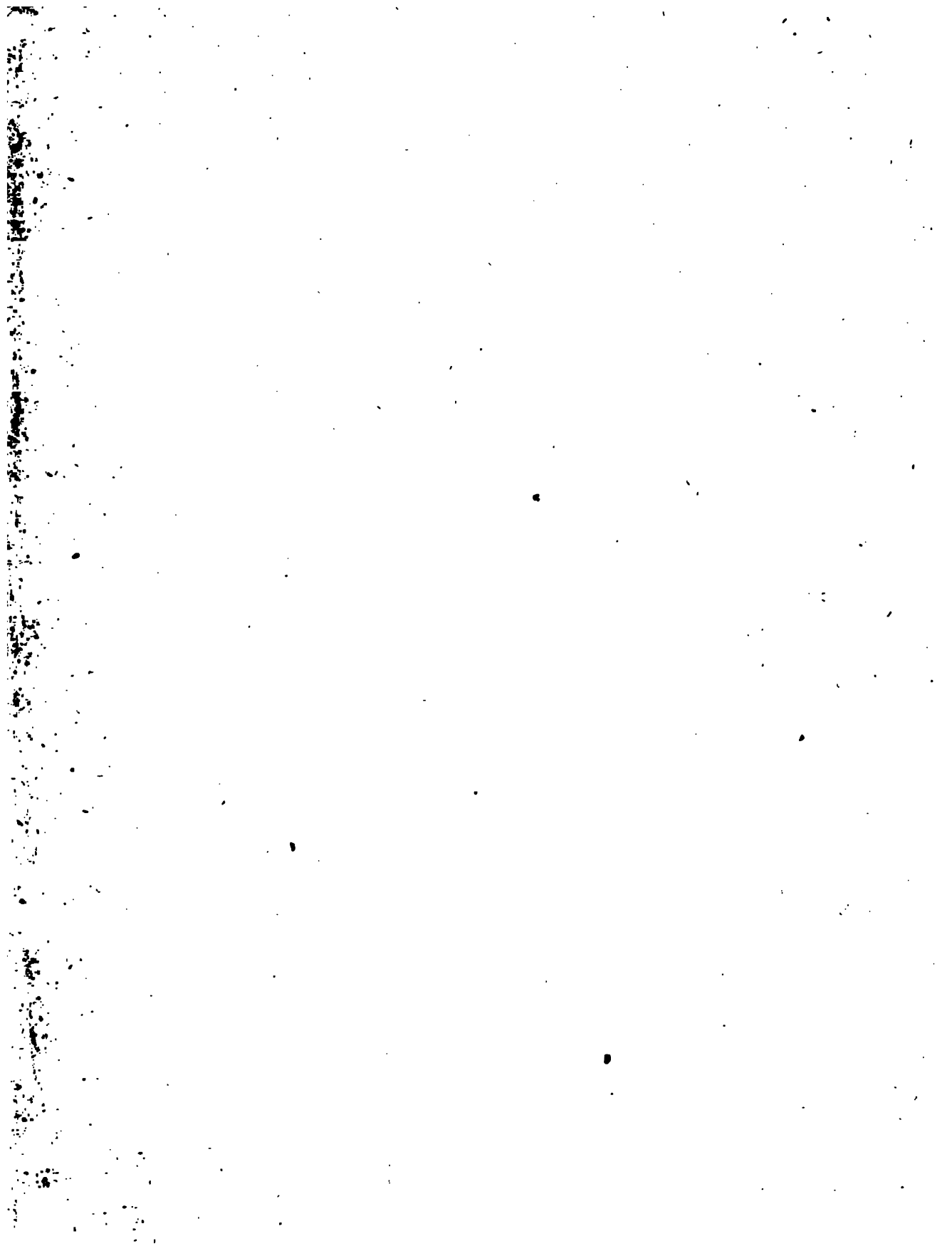
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>















**HISTOIRE
D'ANGLETERRE,**

P A R

M. RAPIN DE THOYRAS.

TOME TROISIEME.

HISTOIRE D'ANGLETERRE.

P A R

M. RAPIN DE THOYRAS,

NOUVELLE EDITION

AUGMENTÉE DES NOTES DE M. TINDAL,
& de quelques autres Remarques mises au bas des Pages; de l'ABRÉGÉ
HISTORIQUE fait par RAPIN THOYRAS; du Recueil des Actes
Publics d'Angleterre, de THOMAS RYMER, dispersé dans cette Edition
à la fin des Volumes auxquels chaque partie en peut appartenir; & de
MEMOIRES pour les vingt premières années du Règne de GEORGE II.

PAR LES SOINS DE M. DE S. M.

TOME TROISIÈME



A L A H A Y E.

M. DCC. XLIX.

226. l. 217.

2.1

2.2

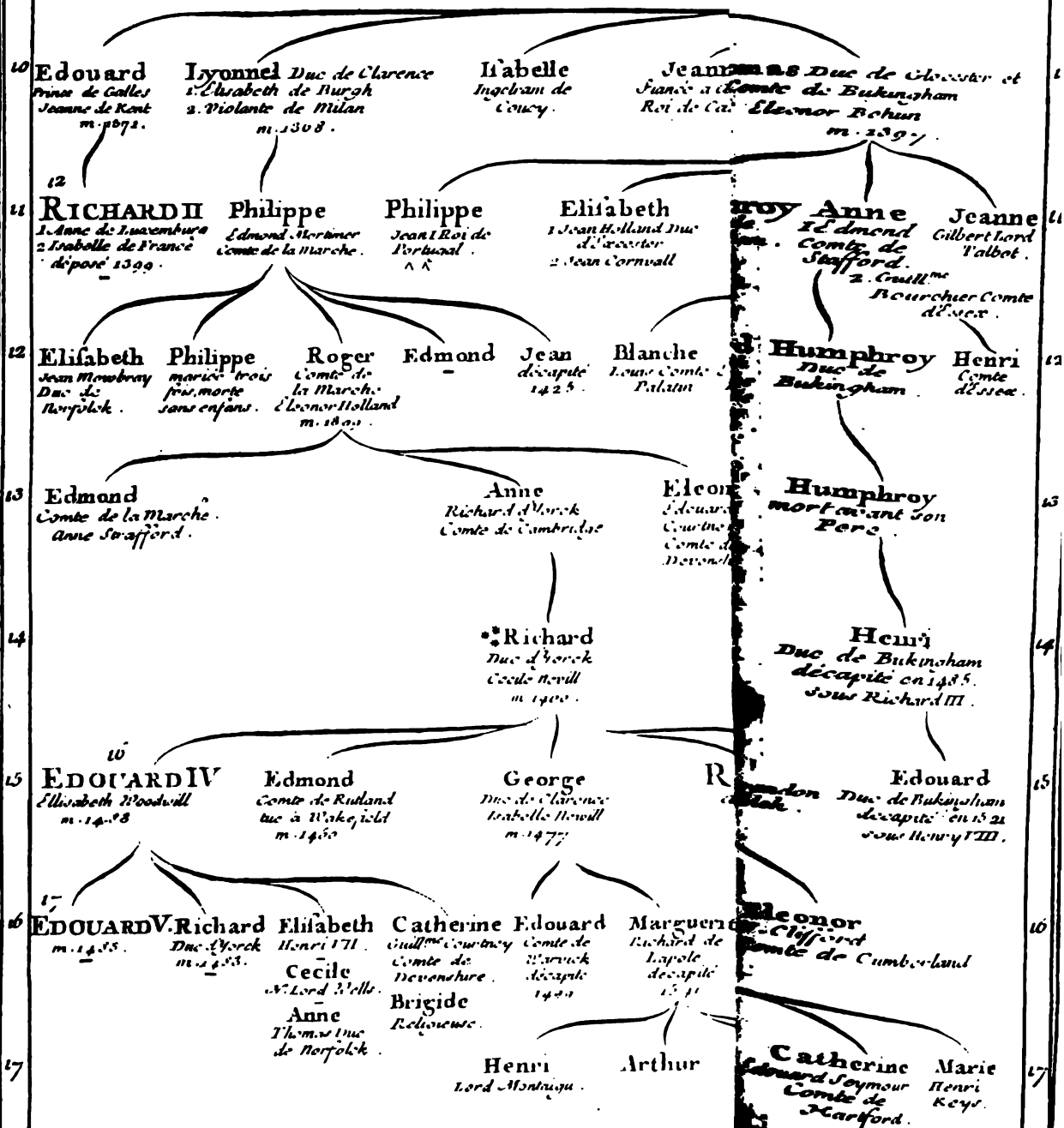
2.3

2.4

2.5

2.6

2.7

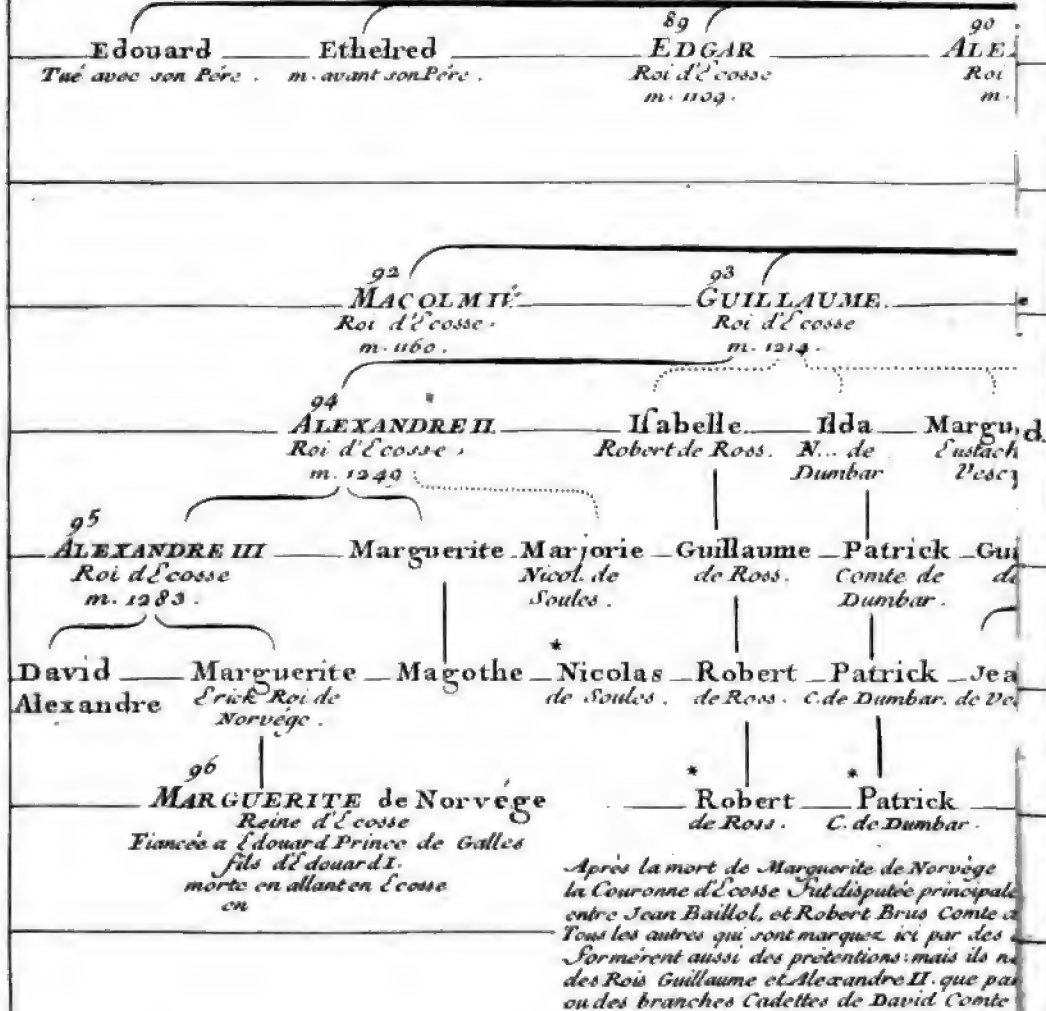


Je n'ai pas prétendu donner ici une généalogie complète de la Postérité d'Edouard I et leurs descendants ont droit de succéder à la Couronne, quand leur tour vient, descendants d'Edouard III, avec tous leurs descendants tant hommes que femmes, ce qui conduit à envahir l'Angleterre, sous le Règne d'Isabelle, il fit dresser une Généalogie Tanastre, troisième fils d'Edouard III par Philippe et Catherine filles de ce Duc. Il y a encore aujourd'hui en Angleterre, plusieurs Familles qui descendent d'Edmond Duc d'York, son 4^e fils. Mais il n'est pas possible de ranger et de mettre ici ce que j'ai cru le plus nécessaire pour l'intelligence de ce

I^{re} TABLE GÉNÉALOGIQUE DE LA FAM

NB.

Cette Table doit être placée au commencement
du III^e Tome





HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE NEUVIEME

Contenant les Regnes d'EDOUARD I. &
d'EDOUARD II.

EDOUARD I.

Surnommé AUX LONGUES JAMBES,

Neuvieme Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



A mort de Henri III. étant arrivée pendant l'absence d'Edouard son Fils qui devoit lui succeder, sembloit offrir aux Mécontents une occasion favorable pour exciter de nouveaux troubles. Elle n'eut pourtant aucune suite fâcheuse. Le Parti de Leicester étoit tellement abbatu, qu'il ne se trouvoit plus en état de lever la tête. Mais quand même quelques esprits inquiets auroient voulu se servir de cette occasion pour troubler la paix du Royaume, la bonne opinion que le Peuple avoit conçue d'Edouard, auroit rendu leurs projets imprati-

Tome III.

EDOUARD I.
1272.

A

EDOUARD I.
1172.

Les Barons pré-
dient serment à E-
douard quoiqu'ab-
sent.

Edouard arrive
en Sicile.

quables. Ce Prince avoit paru avec beaucoup d'éclat, pendant les dernières années du Regne de son Pere. La victoire d'Evesham, la réduction des Rebelles d'Ely, & la clémence dont il avoit usé envers eux après qu'il les eut soumis, étoient encore récentes dans la mémoire des Anglois, & les remplissoient d'estime & d'admiration pour ses rares qualitez. Ils ne doutoient point, que ce Prince n'employât tous ses talens à rétablir la paix & la tranquillité dans son Royaume, qui avoit reçu de si violentes secousses sous les deux Regnes précédens. Ainsi bien loin de se trouver disposés à favoriser les Mécontents, ils témoignèrent une extrême impatience de revoir leur nouveau Souverain, fondant sur lui seul toute l'esperance de leur bonheur à venir. Bien qu'Edouard fût absent, & qu'on n'eût pas même de ses nouvelles, tous les Barons d'un commun accord lui prêterent le serment de fidélité. En même-tems ils lui écrivirent une Lettre pleine de respect & de soumission, pour l'inviter à venir au plutôt prendre possession du Trône de ses Ancêtres. En attendant son retour, ils s'assemblerent à Londres, pour commettre la Régence du Royaume à quelques-uns d'entre eux qui en seroient jugés les plus capables. Leur choix étant tombé sur l'Archevêque d'Yorck, & sur les Comtes de Cornouaille & de Chester, le Parlement, qui s'assembla bien-tôt après, confirma toutes les mesures qu'ils avoient prises pour la conservation de la tranquillité du Royaume.

Ce Parlement fut composé, non seulement des Seigneurs Spirituels & Temporels, mais encore des Députés de chaque Province, & de chacune des Principales Villes ou Citez. La même chose avoit été pratiquée sous le Gouvernement du Comte de Leicester, pendant la captivité du dernier Roi; mais ces assemblées n'avoient pas été convoquées par une autorité légitime. Je ne m'arrêterai point ici à examiner si, avant le tems dont je parle présentement, les Communes avoient le droit d'assister aux Parlemens par leurs Députés. C'est une matiere pleine de difficulté, & qui n'a pas été encore bien éclaircie. Je me contenterai de dire, qu'on ne peut disconvenir qu'elles n'ayent joui de cette prérogative sous le Regne d'Edouard I (1), & que depuis ce tems-là jusqu'à présent, elles ne l'ayent conservée sans aucune interruption.

Edouard continuant son voyage sans savoir ce qui se passoit en Angleterre, arriva heureusement en Sicile, où Charles d'Anjou le reçut avec tous les honneurs dus à son rang & à son mérite. Ce fut à Messine qu'il apprit la mort du Roi son Pere, de laquelle il parut beaucoup plus touché que de celle de Jean son fils aîné, qui lui fut portée en même tems. En partant de Sicile, il prit la route de Rome, où il séjourna quelques jours, pour y voir le nouveau Pape qui étoit son ami particulier, & qui l'avoit accompagné à la Palestine, en qualité

(1) Celui-ci étoit véritablement le IV. Roi de ce nom, y en ayant eu trois du même nom du tems des Saxons. Aussi avoit-on accoutumé, en parlant de cet Edouard-ci & des deux suivans, en les nommant I, II, III, d'ajouter *post Conquestum*, après la Conquête; mais peu à peu cette addition a été négligée. RAPIN THOYRAS.

de Légat. Ensuite, il prit son chemin par la France & passa par la Bourgogne. Comme il avoit la réputation d'être vaillant & droit, le Comte de Châlon, qui se piquoit des mêmes qualitez, le pria d'assister à un Tournoi qui se devoit faire dans son païs, & lui fit même une espee de défi. Bien qu'un Roi d'Angleterre pût honnêtement se dispenser de se mesurer avec un Comte de Châlon, Edouard accepta le défi sans balancer. Il craignit sans doute de faire quelque tort à sa réputation, s'il le refusoit. Les Lettres mêmes du Pape, qui lui écrivit pour le détourner de cette résolution, ne furent pas capables de l'arrêter. Il y a des Historiens qui prétendent, que les Bourguignons n'usèrent pas de toute la bonne-foi requise en ces occasions. Ils disent que le Tournoi se changea en un véritable combat, dans lequel les Anglois eurent l'avantage, & qui fut nommé *La petite Bataille de Châlon*.

Comme Edouard traversoit la France, il ne crut pas pouvoir se dispenser d'aller faire un tour à Paris, pour y rendre visite au Roi Philippe, qui lui fit toutes sortes d'honneurs & de caresses, & reçut de lui l'hommage pour la Guienne. Ensuite, Edouard se rendit à Bourdeaux, pour y recevoir l'hommage des Vassaux de ce Duché. Quelques-uns ont dit que *Gaston de Moncade*, Vicomte de Bearn, voulut éviter de rendre cet hommage, & qu'il fut arrêté à Bourdeaux où il étoit allé trouver le Roi. Mais quoiqu'il soit vrai, que ce Vicomte promit de ne point quitter la Cour d'Edouard sans sa permission, il est pourtant certain que les différens qu'il avoit avec le Roi ne regardoient nullement l'hommage du Bearn. Le Recueil des Actes publics fait voir manifestement, que ces démêlés étoient sur tout autre chose. Ils furent terminés à Limoges par le ministère d'*Accurse*, fameux Jurisconsulte, qui étoit alors au service du Roi.

Dès qu'Edouard eut achevé de régler ses affaires en Guienne, il se rendit dans son Royaume, où il fut reçu avec toutes les marques possibles d'amour & de respect, comme ayant acquis un nouveau mérite, par l'Expédition qu'il venoit de faire dans la Palestine. Peu de jours après son arrivée, il fut couronné avec Alienor son épouse, en présence d'Alexandre III. Roi d'Ecosse, du Duc de Bretagne, & de toute la Noblesse du Royaume. Les Historiens ont remarqué, qu'à l'occasion de cette solemnité, on lâcha dans la campagne cinq-cens chevaux, qui furent libéralement donnés à ceux qui les purent attraper.

Le premier soin qui occupa le nouveau Roi, après son Couronnement, fut d'examiner à fond les affaires de son Royaume. Pour cet effet, il nomma des Commissaires qui eurent ordre de parcourir les Provinces, & de s'informer exactement touchant les Fiefs qui dépendoient de la Couronne, & de l'état où ils se trouvoient. Ils furent aussi chargés d'examiner & de punir les malversations des Magistrats, qui, depuis quelque tems, n'avoient que trop abusé de leur autorité pour opprimer les Sujets. Cette première démarche produisit un merveilleux effet parmi le peuple. On comprit par là, que ce Prince avoit in-

A ij

EDOUARD I.
1273.
Il se trouve à
un Tournoi fait à
Châlon.

Il va voir le Roi
de France à Paris ;

Et de là en Guien-
ne.

Mezerai.

*AA. Publ. T. II.
p. 132.*

1274.
Il arrive en An-
gletierre, où il est
couronné.

Il envoie des
Commissaires dans
les Provinces.

EDOUARD I.
1274.

Il forme le des-
sein de châtier le
Prince de Galles.

tention de gouverner d'une toute autre maniere que son Pere & son Ayeul ; & l'on attendit avec confiance les heureux effets des maximes qu'il suivoit pour se procurer un Regne tranquille. Il étoit absolument nécessaire qu'Edouard se fit estimer & craindre de ses Sujets , afin qu'aucun trouble domestique n'apportât des obstacles aux grands desseins qu'il méditoit. Le premier , & celui qui l'occupoit le plus , étoit de châtier Leolyn Prince de Galles. Ce Prince avoit assez fait voir pendant les derniers troubles dont l'Angleterre avoit été agitée, combien son voisinage étoit dangereux, puisqu'il avoit toujours été prêt à soutenir les Anglois mécontents. Jamais , sans lui , le Comte de Leicester ne seroit monté au haut degré de puissance où il s'étoit vu ; & le Comte de Gloucester ne se seroit pas rendu redoutable , sans les secours de Leolyn. La conduite que ce Prince avoit tenue en ces occasions , & en plusieurs autres , avoit fait prendre à Edouard la résolution de mettre cet ennemi hors d'état de nuire. Mais les circonstances du tems & son voyage de la Terre Sainte , l'avoient obligé à différer l'exécution de ce projet. Leolyn ne l'ignoroit pas. Il regardoit Edouard comme son plus grand ennemi. Mais les précautions qu'il voulut prendre pour se mettre à couvert de son ressentiment , firent un effet tout contraire , puisqu'elles fournirent au Roi un prétexte de l'attaquer.

1275.
Sujet de la Guerre
de Galles.

AB. Publ. T. II.
pag. 26.

J'ai dit ci-devant que le vieux Leolyn , Ayeul de celui-ci , s'étoit rendu Vassal & Tributaire de Henri III , & que son Successeur avoit fait hommage à ce même Roi , pour tout le Pais de Galles. Quoique depuis ce tems-là les Gallois eussent fait quelques efforts pour se délivrer de ce joug, jusqu'à vouloir se donner au Pape , ils n'avoient pu y réussir. Malgré les troubles qui affligèrent l'Angleterre sous le Regne précédent , la Couronne étoit demeurée en possession de compter le Prince de Galles parmi ses Vassaux. Immédiatement après la mort de Henri III. , & avant le retour d'Edouard , Leolyn fut sommé de venir rendre hommage au Roi absent : mais il ne tint aucun compte de cette sommation. Ce refus fut cause que le nouveau Roi , incontinent après son arrivée , le fit sommer une seconde fois de venir lui rendre hommage , & d'assister à son Couronnement en qualité de Vassal. Leolyn trouva des raisons pour s'en dispenser. Il prétendit que les Anglois n'avoient pas observé le dernier Traité de Paix , & qu'ils avoient commis sur les frontieres divers excès , dont il demandoit réparation. Pour lui ôter ce prétexte , le Roi nomma des Commissaires qui eurent ordre de rectifier toutes choses , & en même tems , il le fit encore sommer de venir lui rendre hommage. Cette troisième sommation ne fit pas plus d'effet que les précédentes. Cependant Leolyn , ayant appris que l'Archevêque de Cantorberi se préparoit à l'excommunier & à mettre un Interdit sur tous ses Etats , écrivit au Pape pour tâcher de parer ce coup. Les moyens qu'il employa pour mettre la Cour de Rome dans ses intérêts , furent si efficaces , que le Pontife défendit à l'Archevêque

d'agir contre lui, pendant qu'il offriroit de rendre hommage dans son pais. Edouard ne se payant pas de toutes ces chicanes, lui fit faire une citation peremptoire, à laquelle ce Prince ne crut pas pouvoir se dispenser d'obeir. Il voulut pourtant ménager encore le terrain, prétendant qu'il n'étoit obligé de rendre hommage qu'au Roi en personne, & sur la frontiere des deux Etats. Edouard voulut bien y consentir. Mais une maladie dont il fut attaqué en allant à Shrewsburi pour ce sujet, fit remettre l'hommage à une autre fois. Dans la suite, Leolyn se repentit de l'avance qu'il avoit faite. Depuis ce tems-là, rien ne fut capable de le porter à s'aller mettre entre les mains d'un Monarque qu'il regardoit comme un ennemi juré. Après plusieurs autres sommations infructueuses, le Roi comprit enfin qu'il falloit employer des moyens plus efficaces. Cependant voulant régler les affaires de son Royaume avant que d'entrer en guerre avec ses voisins, il se contenta de faire citer Leolyn devant le Parlement qui devoit s'assembler au commencement de l'année suivante. Ce Prince n'y comparut point. Il allegua pour justifier son refus, que le Roi ayant marqué en diverses occasions une extrême animosité contre lui, il ne pouvoit confier sa personne à un ennemi déclaré. Neanmoins il protesta qu'il étoit prêt à rendre son hommage dans son propre pais, si le Roi vouloit y envoyer des Commissaires pour le recevoir, ou bien dans un lieu tiers, où il pût se trouver sans danger. Il offrit encore d'aller sur les terres du Roi, pourvu qu'il lui donnât le Prince son Fils aîné en ôtage, avec le Comte de Gloucester & le Grand Chancelier. Une réponse si arrogante ne fit que confirmer Edouard dans la résolution qu'il avoit prise. Il dissimula pourtant, pour ne pas interrompre les séances du Parlement qui étoit occupé à des affaires très importantes. C'étoit à faire d'excellentes Loix, qui assuroient le repos & la liberté du Peuple, aussi bien que les immunités de l'Eglise, & les privileges du Clergé. On les nomma *les Statuts de Westminster*.

EDOUARD I.
1275.

AB. PUBL. T. II.
pag. 68.

Statuts de Westminster.

Dès que le Parlement fut séparé, le Roi pensa sérieusement à la guerre qu'il avoit dessein de porter dans le Pais de Galles, pour punir la défobéissance de Leolyn. Pendant qu'il faisoit ses préparatifs, il arriva que des Armateurs de Bristol prirent un Vaisseau, sur lequel étoit une des filles du feu Comte de Leicester, qui alloit trouver Leolyn avec qui elle étoit accordée. Le Prince demanda sa Femme; & le Roi ayant refusé de la lui renvoyer, il comprit qu'il devoit s'attendre à la Guerre. En effet, dès qu'Edouard eut pris toutes ses mesures, il fit assembler les Pairs du Royaume, qui donnerent un Jugement, par lequel Leolyn fut déclaré coupable de felonie; sur quoi, la guerre lui fut déclarée. Ce Prince se repentit alors d'avoir poussé les choses si loin. Pour conjurer l'orage dont il étoit menacé, il demanda la Paix avec soumission; & en même tems, il supplia le Roi de lui rendre son Accordée. L'une & l'autre demande lui fut refusée, à moins qu'il ne

1276.
Edouard attaque le Prince de Galles.

AB. PUBL. T. II.
pag. 68.

EDOUARD I. 1276. voulut s'engager à réparer les dommages qu'il avoit cauez aux frontieres d'Angleterre, pendant les Guerres précédentes, condition qu'il ne voulut pas accepter. La Guerre fut donc commencée : mais pendant la premiere Campagne, elle ne fut pas poussée avec beaucoup de chaleur.

1277.
Edouard pousse
Leolyn.

Au commencement du Printems suivant, Edouard ayant assemblé de très grandes forces, se mit à la tête de son Armée, & la mena dans le pais ennemi. Il y fit pratiquer un large chemin, au travers d'une vaste Forêt, s'ouvrant par là un passage pour pénétrer jusques dans le centre de cette Principauté. Avant que de s'engager davantage dans ce pais-là, il y fit construire les Châteaux de *Flin* & de *Ruiland* (1), qui lui en assuroient l'entrée en tout tems, & une retraite en cas de besoin. Comme les Gallois n'étoient pas en état de lui faire tête, il s'avança plus loin, & les poussa jusqu'à la montagne de *Snowdon*, qui leur servoit ordinairement d'azyle quand ils étoient poursuivis par les Anglois. Dans le même tems sa Flotte attaqua la petite Isle d'Anglesey, qui ne fit qu'une très legere résistance.

Qui se soumet à
de dures condi-
tions.

Leolyn se trouvant hors d'état de s'opposer à un si puissant ennemi qui l'attaquoit avec toutes ses forces, se vit contraint de demander humblement la Paix, qui ne lui fut accordée qu'à de très dures conditions. Il fut obligé de s'engager à payer cinquante-mille livres sterling pour les frais de la Guerre. De-plus, Edouard ayant bien voulu lui rendre l'Isle d'Anglesey, il fut convenu, qu'à l'avenir il la tiendrait de la Couronne d'Angleterre, sous la redevance de mille marcs tous les ans. Il promit encore de donner une entiere satisfaction à David son frere qui s'étoit retiré auprès du Roi, & il livra des otages pour sureté de sa parole. La fierté du Prince de Galles se trouvant à peu près domptée par un Traité si mortifiant, Edouard se contenta, pour cette fois, de l'honneur de la victoire. Il lui rendit généreusement ses otages, & le quitta encore des sommes auxquelles il s'étoit obligé. Cependant il se fit faire une donation de l'Isle d'Anglesey, de laquelle pourtant il ne devoit jouir, qu'en cas que Leolyn mourût sans enfans. Ensuite, il lui rendit sa Fiancée, & lui fit même l'honneur d'assister à ses noces. Il créa encore David frere de Leolyn, Comte de Dembigh; & pour l'attacher

1278.
AA. Publ. T. II,
pag. 91.
Edouard lui
rend ses otages.
Ibid. pag. 95.

(1) Il devoit dire *Rudhlan*, dans le Comté de *Flintshire*. Ce Château fut bâti par *Llewelyn ap Sisilth*, & enlevé la premiere fois aux Gallois par *Robert de Rudhlan*, Neveu de *Hugues* Comte de *Chester*; ainsi, le Château ne fut point bâti, mais réparé par *Edouard I. Offa* Roi de *Mercia*, & *Merodith* Roi de *Dyved*. furent tuez au Combat qui se donna à *Rudhlan* en l'année 794. *Cambd.* sur *Flintshire*.

Cette Note n'est pas de *M. Tindal*. A la pag. 140. du Volume des *Remarques historiques & critiques sur l'Histoire d'Angleterre* &c. On lit en titre : *NOTES ajoutées & CORRECTIONS communiquées, par le Révérend W. S. pendant l'absence du Traducteur Anglois*. Ces *Notes & Corrections* sont au nombre de 24. On les trouvera chacune à leur place, distinguées de celles de l'Auteur & de son Traducteur par cette marque : *REV. W. S.*

aux intérêts de l'Angleterre, il lui fit épouser une riche Héritière Angloise.

EDOUARD I.
1278.
1279.
Il acquiert le
Comté de Ponthieu
en France.

L'heureux succès de la Guerre de Galles fut immédiatement suivi de l'acquisition qu'Edouard fit en France du Comté de *Ponthieu* & de *Montreuil*, échu à la Reine sa femme par la mort de la Reine de Castille sa mere, qui en étoit en possession. Mais pour obtenir du Roi de France l'investiture de ce Fief, il fut obligé de confirmer le Traité que le Roi son Pere avoit fait pendant qu'il étoit captif du Comte de Leicester, & de renoncer comme lui à l'Anjou & à la Normandie. Il se reserva pourtant trente livres de rente sur les revenus de cette dernière Province, apparemment comme un témoignage qu'elle avoit appartenu à ses Ancêtres.

Cette affaire étant terminée, Edouard s'occupa sérieusement du soin de reparer le désordre arrivé dans la Monnoye, qui avoit été extraordinairement altérée & corrompue pendant les troubles du dernier Regne. Sur l'avis qu'on lui donna que les Juifs étoient les principaux auteurs de ce mal, il fit saisir en un même jour tous ceux qui se trouverent dans le Royaume, afin qu'aucun des coupables ne pût échapper. Ensuite, après un examen rigoureux, deux cens quatre-vingt d'entre eux, convaincus d'avoir rogné les Espèces, d'en avoir battu de fausses, ou d'avoir prêté la main à les débiter, furent condamnés à mort, & exécutez sans miséricorde.

Plusieurs Juifs
sont punis pour
avoir altéré la
monnoye.

Une affaire d'une autre nature, mais non moins importante pour le public, fournit au Roi une nouvelle occasion de faire paroître la résolution qu'il avoit prise de reformer les abus qui s'étoient introduits dans le Royaume. On se plaignoit depuis longtems de l'accroissement excessif des richesses du Clergé & des Monasteres, sans qu'on eût pu jusqu'alors trouver des remèdes efficaces pour arrêter le cours d'un mal si préjudiciable à l'Etat. Les Barons, qui avoient exigé du Roi Jean la Charte dont il a été souvent parlé, avoient pris soin d'y faire insérer une défense expresse aux Sujets, d'aliéner leurs Terres en faveur de l'Eglise. Mais cet article, non plus que plusieurs autres, n'avoit pas été bien observé. Les plaintes sur ce sujet s'étoient renouvelées au commencement de ce Regne, sous lequel on croyoit avoir lieu d'espérer que tous les abus seroient redressés. On fit voir manifestement au Roi, qu'avec le tems, toutes les Terres passeroient entre les mains du Clergé, si l'on continuoit à souffrir que les Particuliers alienassent leurs biens en faveur de l'Eglise. En effet, l'Eglise ne mourant point, acquerant toujours & n'alienant jamais rien, il ne pouvoit se faire que son bien ne s'accrût excessivement, & qu'elle n'acquît enfin toutes les Terres du Royaume. Edouard ayant mûrement examiné cette affaire, assembla le Parlement, & y proposa de faire une Loi qui remediât à cet abus. Cette proposition ayant été reçue avec joye, il fut fait un Statut, par lequel il étoit défendu à toutes sortes de personnes de disposer de leurs biens

Statut de Main-morte.

EDOUARD I. en faveur des Societez qui ne meurent point , sans une expresse permission du Roi. Ce Statut fut appelé *Statut de Main-morte* , parce qu'il étoit destiné à empêcher que les Terres ne tombassent en mains mortes , c'est-à-dire , inutiles au service du Roi & du Public , sans esperance qu'elles dussent jamais changer de Maîtres.

1280.

Le Parlement qui s'assembla l'année suivante , ayant voulu remedier à un autre abus , donna lieu , sans y penser , à en faire naître un plus grand. Pendant les troubles des deux derniers Regnes , plusieurs personnes s'étoient approprié des Terres qui ne leur appartenoient pas. La Couronne même avoit souffert de ce désordre. Pour remedier à ce mal & rendre à un chacun ce qui lui étoit dû , le Parlement fit un Acte , qui étoit très juste en lui-même. Il portoit , que ceux qui possédoient des Terres contestées , seroient obligez de faire voir comment ils en avoient acquis la possession , & de produire leur Titre devant les Juges , pour y être examiné. Ce Statut reçut le nom de *Quo Warranto* , du mot Anglois *Warrant* qui veut dire *garantie* , c'est-à-dire , un Acte qui sert de fondement ou de garantie à la possession. Ainsi le *Quo Warranto* est proprement un droit de demander à quelqu'un , par quel *Warrant* , ou sur quel fondement il possède le bien contesté. Ce Reglement étoit juste & nécessaire : mais le Roi , séduit par un mauvais conseil , & par la passion d'amasser de l'argent , en fit un usage contraire au dessein du Parlement , & s'en servit pour opprimer ses Sujets. Comme il n'ignoroit pas , que parmi le grand nombre de gens qui tenoient des Terres de la Couronne , il ne se pouvoit qu'il ne s'en trouvât plusieurs qui avoient perdu leurs Titres , il voulut tirer avantage de leur malheur , sous prétexte d'exécuter le Statut que le Parlement venoit de faire. Pour cet effet , il publia une Proclamation qui ordonnoit à tous ceux qui tenoient des Terres de la Couronne , de produire leurs Titres devant les Juges du Royaume. Cette Proclamation fut regardée comme la source d'une très grande oppression. En effet , ceux qui furent attaquez les premiers , & qui ne purent produire leurs Titres primordiaux , quoiqu'ils prouvassent d'ailleurs une longue possession , se virent contrains de payer de grosses sommes au Roi , pour pouvoir conserver leurs Terres. Ce mal seroit allé beaucoup plus loin , si la fermeté du Comte de Warren n'en eût pas arrêté le cours. Ce Seigneur ayant comparu devant les Juges , on lui demanda le Titre fondamental , en vertu duquel il possédoit ses Terres. Il répondit à cette demande , en tirant du fourreau une vieille épée toute rouillée , & en disant aux Juges , que c'étoit par cet instrument que ses Ancêtres avoient acquis leurs Terres , & que c'étoit par celui-là même qu'il prétendoit les conserver jusqu'à la mort. Une réponse si hardie sembloit devoir attirer des affaires fâcheuses à ce Comte ; mais elle fit un effet tout contraire. Elle fit comprendre au Roi , combien il lui seroit difficile de rançonner la Noblesse , sous un prétexte si frivole , sans tomber dans de grands inconvéniens. Il vit bien qu'il

Statut de *Quo Warranto* , dont le Roi fait un mauvais usage.

Hardiesse du Comte de Warren.

qu'il y avoit encore parmi les Barons des gens qui n'étoient pas moins disposés à hazarder toutes choses pour conserver leurs biens & leurs privilèges, que ceux qui avoient vécu du tems de Jean & de Henri III. D'ailleurs il connut par là, combien ses prétentions paroissoient injustes au Peuple comme elles l'étoient en effet. Ces considérations l'ayant porté à révoquer sa Proclamation, le Peuple en témoigna une joye qui fit assez connoître combien il avoit ressenti cette oppression. D'un autre côté le Roi tira de sa moderation plus d'avantages, qu'il ne s'étoit fait de tort par son injustice. Ses Sujets chargerent ses Ministres de tout ce qu'il y avoit d'odieux dans sa conduite, & lui attribuerent l'honneur d'avoir réparé le mal par sa sagesse. Quelque gloire que ce Prince ait acquis par ses conquêtes, la victoire qu'il remporta sur soi-même en cette occasion, lui fit bien plus d'honneur que tous ses exploits guerriers. Il est infiniment moins glorieux à un Souverain, de conquérir des Provinces & des Royaumes qui ne lui appartiennent pas, que de se défaire volontairement d'une prétention dont il vient à reconnoître l'injustice.

EDOUARD I.
1280.

Le Roi révoque
sa Proclamation.

Ces occupations domestiques furent interrompues par la revolte de Leolyn. Ce Prince, ne pouvant qu'avec une extrême peine porter le joug des Anglois, fit de nouveaux efforts pour s'en délivrer; mais ce ne fut que pour se jeter dans le précipice. Trois choses principalement l'engagerent dans cette entreprise. La première fut l'humeur inquiète de David son Frere. Quelque précaution qu'Edouard eût prise pour se concilier son affection par plusieurs bienfaits, ce Prince ne cessoit point d'exciter son Frere à prendre les armes, pour se tirer de la sujétion où il se trouvoit. Il croyoit y avoir un intérêt particulier, parce que Leolyn n'ayant point d'enfans, il étoit son Successeur présomptif. La seconde chose qui faisoit pancher Leolyn du côté de la Guerre, étoit une certaine Prophétie du fameux Merlin. Les Gallois croyoient voir dans cette prétendue prédiction, que Leolyn étoit destiné à porter le Diadème de *Brutus*, premier Roi, comme on le prétendoit, de toute l'Isle d'Albion. Cette fantaisie s'étoit tellement emparée de leurs esprits, & de celui de Leolyn même, qu'ils bâtissoient là-dessus, comme sur un fondement assuré. La troisième enfin, qui étoit la seule que Leolyn alleguoit, étoit fondée sur certains griefs, dont il donna la liste à l'Archevêque de Cantorberi, qui étoit allé le trouver pour le porter à la Paix. Si ces griefs (1), dont un Historien a rapporté la substance, étoient véritables, il est certain que ce Prince n'avoit que trop de raison de faire des efforts pour se délivrer du joug qui lui étoit imposé. Mais Edouard refusa d'écouter ses plaintes. Cette dureté fit comprendre à Leolyn, qu'une vigoureuse défense étoit le seul moyen qui pût le mettre à couvert d'une sujétion qu'il regardoit

1281.
Guerre de Galles.

(1) On en trouve la liste dans la Chronique du País de *Galles*, par *Powel*. TINDAL.
Tome III. B

EDOUARD I.
1181.

comme un véritable esclavage. Il prit donc les armes pour secouer ce joug importun ; & ayant surpris le Lord Clifford qui commandoit pour le Roi dans les frontieres , il tua plusieurs de ses gens , & l'emmena prisonnier. Ensuite, il entra plus avant dans les Terres des Anglois, où il fit de grands ravages, & défit les Comtes de Northumberland & de Surrey, qui avoient été envoyez dans ces quartiers-là pour arrêter ses progrès.

1182.
Edouard marche en personne contre les Gallois.

Ce fut une grande mortification pour Edouard, de voir que ses Troupes se fussent laissé battre par les Gallois. Cependant, dans l'espérance d'être lui-même plus heureux, il rassembla une nombreuse Armée, pour aller encore une fois dompter la fierté de Leolyn. Pendant que ses Troupes étoient en marche pour se rendre sur les frontieres de Galles, il alla rendre visite à la Reine sa Mere, qui s'étoit retirée dans le Monastere d'Ambresburi. Cette Princesse, prévenue eu faveur du feu Roi son Epoux, fit voir à son Fils un homme qui se vantoit d'avoir recouvré la vue sur le tombeau de Henri III, & par son intercession. Elle croyoit sans doute lui faire plaisir. Mais elle fut bien surprise de lui entendre dire, qu'il étoit tellement persuadé de la justice & de la probité du feu Roi son Pere, qu'il ne doutoit nullement, que s'il eût été en son pouvoir, il n'eut plutôt ôté, que rendu la vue à cet imposteur.

Faux miracle attribué à Henri III.

Edouard n'ayant demeuré que peu de tems auprès de la Reine sa Mere, la quitta, pour aller se mettre à la tête de son Armée. Il entra dans le Pais de Galles sans y trouver aucune opposition, Leolyn s'étant retiré sur la montagne de *Snowdon*, dans un poste où il ne pouvoit être attaqué. Cet obstacle n'étant pas capable de rebuter Edouard, il résolut d'investir son ennemi, en se rendant maître de toutes les avenues par où il auroit pu lui échaper. Rien ne pouvoit mieux marquer l'envie qu'il avoit de réussir dans son entreprise, qu'un pareil projet, qu'aucun de ses Prédécesseurs n'avoit jamais osé tenter. Pour cet effet, après avoir garni tous les postes, il fit construire un pont de bateaux sur la Riviere de *Mennay*, vis-à-vis de Bangor, afin de pouvoir mettre aussi des Troupes dans l'Isle d'Anglesey. Ensuite, prévoyant que le blocus seroit de longue durée, il en laissa le commandement à *Roger Mortimer*, & alla en attendre l'événement dans le Château de Rutland, qu'il avoit fait bâtir pendant la Guerre précédente. Dans le poste où Leolyn s'étoit retiré, il auroit sans doute épuisé la patience de ses ennemis, si un accident inopiné ne l'eût engagé à se priver lui-même de cet avantage. Quelques Anglois de ceux qui étoient dans Anglesey, ayant passé le pont dont je viens de parler, pour aller reconnoître le pais, furent attaquez par les Gallois, & poursuivis de si près, que la plupart furent tuez, ou se noyèrent en voulant repasser dans l'Isle. Ce petit avantage fit croire à Leolyn que le Ciel commençoit à se déclarer en sa faveur, & que la Prophétie de Merlin alloit s'accomplir. Plein de cette idée flateuse, ils descendit dans la plaine pour combattre les Anglois, sans considerer l'inégalité de ses forces. Mais il éprouva bien-

1183.

tôt combien les espérances étoient mal fondées, puisque dans le combat où il s'engagea témérairement, il fut tué sur la place, après avoir vu son Armée dans une entière déroute. On trouva dans les poches certaines Lettres en chiffre, qui faisoient comprendre qu'il avoit de grandes intelligences en Angleterre: mais Edouard ne jugea pas à propos d'en faire une exacte recherche. Cependant, afin d'inspirer de la terreur à ceux qui s'étoient engagez avec ce Prince, il fit exposer sa tête, couronnée de lierre, sur les murailles de la Tour de Londres. On pouvoit comprendre par-là ce que des Sujets devoient attendre de la sévérité du Roi, puisqu'un Prince Souverain étoit traité de cette manière.

Telle fut la fin de ce Prince descendu de *Roderic le Grand*, de qui j'ai parlé ailleurs, & d'une des plus anciennes Maisons Souveraines de l'Europe. Avec lui expira la liberté de la Nation. Les Gallois découragés par la mort de leur Prince, & par leur défaite, & n'étant plus en état de résister, Edouard se rendit aisément maître de tout leur País, dont il distribua la plus grande partie à ses Officiers & à ses Courtisans, ne se réservant pour lui que la Souveraineté, & les Places fortifiées.

Quelque tems après, David, Frere de Leolyn, rodant encore dans le país, eut le malheur d'être pris par les Anglois, & d'être envoyé à Rutland où le Roi étoit encore. Ce fut en vain qu'il demanda instamment la faveur d'aller se jeter à ses pieds, pour implorer sa miséricorde. Comme il étoit le seul de sa famille, Edouard voulut s'assurer la conquête par la mort de ce Prince. Suivant cette résolution, il le fit conduire à Shrewsbury, où par l'avis du Parlement qui avoit été convoqué pour ce Sujet, il fut condamné à mourir de la mort des Traîtres. Cette rigoureuse Sentence fut exécutée, sans qu'on épargnât à ce malheureux la moindre des circonstances de cet infame supplice. Sa tête fut exposée en spectacle auprès de celle du Prince son Frere, & les quatre quartiers de son corps furent envoyez à Yorck, à Bristol, à Northampton, & à Winchester.

La rigueur qu'Edouard exerça envers ce Prince a été rapportée par tous les Historiens, sans qu'aucun ait daigné s'y arrêter un moment pour la condamner. C'est pourtant une action qui ne peut gueres être excusée. Quand même la rigueur du Droit auroit autorisé une sentence de mort, n'étoit-ce pas une barbarie extrême, que de faire mourir un Prince d'une Maison Souveraine, d'un supplice jusqu'alors inusité à l'égard des personnes un peu distinguées par leur naissance? Que n'auroient-ils pas dit, ces mêmes Historiens, si un Roi de France, après avoir pris dans un combat un Frere d'un Roi d'Angleterre, l'avoit fait pendre ignominieusement à une potence? Ou si, ayant trouvé le corps du Roi-même tué dans une bataille, il avoit fait mettre sa tête sur les murailles de la Bastille?

Après qu'Edouard se fut ainsi assuré la possession de cette Principauté, il chercha les moyens de prévenir les accidens qui pourroient la

EDOUARD I.
1283.
Leolyn est vain-
cu & tué.
AH. Publ. T. II.
pag. 224.

Sa tête est ex-
posée sur la Tour
de Londres.

Edouard s'em-
pare du País de
Galles.

Il fait mourir
David frere de
Leolyn, & fait
mettre sa tête au-
près de celle de
son Frere.

AS. Publ. T. II.
pag. 247.

Le País de Gal-
les est uni à l'An-
gleterre.

EDOUARD I.
1253.

lui faire perdre. L'union de ce Pais à la Couronne d'Angleterre, fut celui qui lui parut le plus propre. Pour cet effet, il convoqua un Parlement où il fut résolu que le pais de Galles seroit inséparablement uni à la Couronne. Ce fut de cette maniere, que les Gallois, ce petit reste des anciens Bretons, perdirent enfin leur liberté, après l'avoir conservée dans ce petit coin de l'Isle pendant plus de huit-cens ans. Certainement on ne pourroit, sans injustice, leur refuser les louanges qui sont dues à la constance avec laquelle ils avoient jusqu'alors défendu leur Patrie. Dénuez de tout secours, sans Alliances étrangères, & sans forces maritimes, ils s'étoient maintenus contre les Rois d'Angleterre, Saxons & Normans, qui avoient presque tous tenté de les subjuguier avec des forces infiniment superieures. Il est vrai qu'ils avoient souvent été réduits à payer tribut à ces mêmes Monarques : mais cela n'empêchoit pas qu'ils ne fissent toujours un Peuple à part, se gouvernant par ses propres Loix. Ce ne fut pas seulement par leur valeur qu'ils surent conserver leur liberté, mais encore par la Politique, en fomentant adroitement les divisions de leurs voisins ; jusqu'à ce qu'enfin le terme assigné pour perdre ce bien précieux arriva sous le Regne d'Edouard I. On peut pourtant dire, que si cette perte pouvoit être recompensée, ils ont eu sujet de s'en consoler, puisqu'ils n'ont fait qu'un même Peuple avec leurs vainqueurs. Depuis ce tems-là, ils ont toujours joui des mêmes Loix & des mêmes Privileges, qui rendent la Nation Angloise la plus heureuse de toutes les Nations du monde.

1284.
Mort d'Alphonse
se fils du Roi.
AH. Publ. T. II.
Pag. 175.

AH. Publ. T. II.
Pag. 18.

Naissance d'Edouard
se fils du Roi.

La satisfaction qu'Edouard reçut de la conquête du Pais de Galles, fut immédiatement suivie d'une grande affliction que lui causa la mort d'Alphonse son Fils. C'étoit un Prince de grande esperance, & qui étant déjà parvenu à l'âge de douze ans, devoit bien-tôt épouser la Fille unique de Florent Comte de Hollande. Ce fut le troisieme Fils qu'Edouard perdit dans l'espace de peu d'années (1). Jean, son Fils aîné, étoit mort avant son retour de la Terre-Sainte. Le second, nommé Henri, avoit été accordé avec la Fille unique de Thibaud Roi de Navarre.

Bien que les Gallois eussent été entierement subjugués, ils ne laissoient pas de marquer, en toutes occasions, le chagrin extrême qu'ils ressentoient de se voir soumis aux Anglois. Quelques-uns d'entre eux eurent même la hardiesse de dire au Roi, qu'il ne seroit jamais paisible possesseur de leur Pais, tant qu'ils ne seroient pas gouvernez par un Prince de leur Nation. Si l'on en croit certains Historiens, cette hardie déclaration engagea le Roi à leur donner une espece de satisfaction. Ils prétendent que dès-lors il fit dessein de leur donner pour Prince, le Fils dont il esperoit que la Reine sa femme, qui étoit enceinte, accoucheroit bien-tôt. Ils ajoutent que ce fut dans cette vue, qu'il voulut qu'elle allât accoucher à Caernarven, Ville du Pais de Gal-

(1) Les trois fils d'Edouard sont enterrés à Westminster. T. II. D.

les, où, selon ses esperances, elle mit au monde un Prince auquel on donna le nom d'Edouard, & le surnom de *Caernarven* lieu de sa naissance. On prétend encore, qu'immédiatement après que la Reine fut délivrée, il assembla les Etats de Galles, & leur annonça qu'il avoit pris la résolution de leur donner un Prince né dans leur Pais, & qui ne parloit pas un seul mot d'Anglois: qu'ensuite, il leur nomma le Prince son Fils qui venoit de naître à Caernarven. Mais d'autres Auteurs moins crédules, considérant sans doute cette circonstance comme une puerilité, ont cru mieux faire de la passer sous silence. Ce n'étoit en effet qu'une misérable équivoque, peu capable de satisfaire ce Peuple, & qui ne convenoit nullement au caractère d'Edouard. D'ailleurs, il est certain que ce ne fut qu'en 1301. que le jeune Prince fut investi de la Principauté de Galles, étant alors âgé de dix-sept ans.

EDOUARD I.
1284.

La conquête du Pais de Galles, & l'estime générale où le Roi étoit parmi ses Sujets, ayant procuré à l'Angleterre une profonde tranquillité, ce qui se passa dans ce Royaume jusqu'à la Guerre d'Ecosse est peu considérable. C'est ce qui m'oblige à passer légèrement sur les affaires domestiques, dont je me contenterai de rapporter, eu peu de mots, quelques-unes des principales circonstances.

On trouve qu'en 1285. le Roi ôta la Charte des Privileges à la Ville de Londres; qu'il cassa le Maire, parce qu'il s'étoit laissé corrompre par les Boulangers, & en établit un autre de sa propre autorité. Mais peu de tems après, la Ville trouva le moyen de recouvrer sa Charte, en faisant un présent au Roi.

1285.

Cette même année le Roi convoqua un Parlement, qui fit quelques additions aux anciens Statuts, sous le nom de *seconds Statuts de Westminster*.

Dans l'année 1286, Edouard fit arrêter, en un même jour, tous les Juifs qui se trouvoient répandus dans le Royaume (1). Les Communes lui accorderent un Subside de la cinquantième partie des biens mobiliers, pour obtenir de lui qu'il chassât du Royaume tous ces Etrangers qui étoient à charge à la Nation. Il le promit; mais après avoir obtenu le Subside, il leur accorda un délai qui leur fut vendu cherement.

1286.
Le Roi tire de
grosses sommes
des Juifs.

Vers le milieu de cette même année, trois affaires importantes appellerent Edouard en France, où il séjourna plus de trois ans. Comme pendant ce tems-là il ne se passa rien de fort remarquable en Angleterre, je rapporterai seulement les affaires qu'il eut à ménager en ce pais-là. La première étoit la demande qu'il fit à la Cour de France, des Provinces qui avoient été enlevées aux Rois Jean & Henri III, touchant laquelle il y eut une longue négociation. La seconde regardoit l'Hommage qu'il devoit rendre à *Philippe le Bel* Roi de France, qui

Il va en France.

Motifs de ce
voyage.

(1) Ils furent tous bannis, & leurs biens confisqués. TIND.

EDOUARD I.
1286.

venoit de succéder à *Philippe le Hardi* son Pere. La troisieme étoit l'accommode-
ment qu'il entreprit de ménager entre les Maisons d'Arra-
gon & d'Anjou, touchant le Royaume de Sicile.

Le Comte de
Pembroke Ré-
gent.

Le Roi voyant que sa présence n'étoit pas absolument nécessaire dans son Royaume, qui se trouvoit dans une profonde tranquillité, en laissa la Régence au Comte de Pembroke, & s'embarqua pour se rendre à la Cour de France. Il y employa près d'un an à solliciter la restitution des Provinces enlevées à sa Couronne par les Prédécesseurs de Philippe le Bel : mais toutes les peines qu'il se donna pour ce sujet furent inutiles. La Cour de France se trouvant alors dans un état de prospérité, qui ne lui laissoit aucun lieu de craindre du côté de l'Angleterre, fut sourde à toutes ses propositions. Tout l'avantage qu'il retira de cette négociation, ne consista qu'en une pension de six mille livres, pour les prétentions qu'il avoit sur certaines Terres situées au-delà de la Charente, dont Philippe conservoit la jouissance contre la disposition des anciens Traitez. Ce fut sur ce pied-là, que les deux Monarques en signerent un nouveau ; après quoi Edouard rendit son Hommage à Philippe. La forme de cet Hommage, qui ne fut rendu qu'en termes généraux, & les protestations qui le précéderent, font voir manifestement qu'Edouard vouloit toujours conserver ses prétentions, afin de les faire valoir dans des conjonctures plus favorables. Sans spécifier, dans son Hommage, aucun Pais particulier, il affecta d'y renfermer toutes les Provinces sur lesquelles il avoit des prétentions. Comme c'est ici une matiere importante, qui eut de grandes suites dans un autre tems, il ne sera pas inutile de rapporter les termes mêmes de l'Hommage, avec les Protestations faites sur ce sujet. Voici ce que porte un Mémoire tiré du Recueil des Actes Publics.

La négociation
du Roi en France
est infructueuse.

Nouveau Traité
entre Edouard &
Philippe le Bel.

Hommage ren-
du par Edouard à
Philippe.

Le Mercredi de la semaine de la Pentecôte, l'an 14. du Regne d'Edouard & le 1. de Philippe, à Paris dans une Chambre du Palais Royal, le Roi Edouard fit hommage au Roi Philippe en ces termes, l'Evêque de Bath & de Wells portant la parole.

Sire, Roi de France, le Roi Henri Pere de Monseigneur le Roi d'Angleterre, qui est ici présent, fit certaines demandes à Louis Roi de France votre Ayeul, sur lesquelles fut fait entre eux un Traité de Paix. Selon ce Traité, Henri fit hommage à votre dit Ayeul, des Terres qu'il tenoit actuellement en-deça de la Mer, & de celles que ledit Louis s'étoit engagé à lui remettre par la susdite Paix. Monseigneur le Roi Edouard ici présent, après la mort de son Pere, fit hommage au Roi votre Pere de ces mêmes Terres, & selon la forme de la même Paix. Et quoique Mondit Seigneur pût avec justice, comme c'est l'opinion de plusieurs de son Conseil, se dispenser de rendre le même hommage, à cause que ladite Paix n'a pas été observée, & qu'à son grand préjudice, plusieurs entreprises ont été faites sur les Terres qu'il tient ; néanmoins, il ne veut pas présentement entrer en dispute sur ce sujet, pourvu que vous sachiez observer ladite Paix, & reparer les dommages qu'il a soufferts.

Je deviens votre Homme, pour les Terres que je tiens de vous en-deça de la Mer, selon la forme de la Paix qui fut faite entre nos Ancêtres. EDOUARD I.
1286.

Il n'est pas difficile de s'appercevoir, que dans cet hommage, Edouard voulut ménager les expressions, pour ne pas trop s'engager. Outre les protestations qu'il fit par la bouche de l'Evêque, il ne voulut rendre hommage qu'en termes généraux, pour les Terres qu'il tenoit, sans rien spécifier; s'en réservant l'explication à un autre tems. Mais, quelle que fût sa pensée, Philippe se croyant sans doute en droit d'expliquer ces mêmes termes à son propre avantage, voulut bien recevoir l'hommage, avec cette obscurité affectée. Il lui accorda même, peu de jours après, des Lettres Patentes, par lesquelles il consentoit que les Terres qu'Edouard possédoit en France ne pussent être confisquées, ni pour injuste Jugement, ni pour déni de justice. De plus, il promettoit de renvoyer les Parties appellantes au Senéchal de Guienne, & s'engageoit à lui donner trois mois pour soutenir ou pour redresser les Jugemens. Mais cette concession ne devoit avoir lieu que pendant la vie d'Edouard, après quoi les choses devoient retourner dans leur premier état.

*AB. Publ. T. IIa
Pag. 321.*

Ces deux affaires arrêterent Edouard à la Cour de France environ un an. Mais l'accommodement qu'il entreprit de faire entre les deux Rois de Sicile & d'Arragon l'occupa bien plus longtems, & l'engagea dans beaucoup de soins & de fatigues, dont il ne retiroit aucun avantage que le plaisir de s'employer pour la reconciliation de ces deux illustres Maisons. Quoique cette affaire ne regarde pas directement Edouard, qui n'agissoit que comme Médiateur, néanmoins, puisqu'elle l'occupa tout entier durant deux années, j'espère qu'on ne me saura pas mauvais gré si j'explique, en peu de mots, le sujet de ces différens, & les principaux événemens qu'ils produisirent.

*Différens entre
les deux Maisons
d'Anjou & d'Ar-
ragon.*

J'ai déjà rapporté dans le Regne précédent, comment les Papes avoient fait passer la Couronne de Sicile dans la Maison de Souabe, & les efforts qu'ils firent ensuite pour la lui arracher. J'ai laissé le Bâtard Mainfroi en possession des deux Siciles, & le Pape donnant solennellement l'Investiture de ces deux Royaumes à Charles d'Anjou, après avoir longtems amusé le Prince Edmond, Frere de notre Edouard, de l'esperance de lui procurer cette Couronne. Il faut présentement reprendre, en peu de mots, la suite de cette Histoire, jusqu'au tems dont je parle présentement.

Charles d'Anjou fut mieux se prévaloir de la faveur du Pape, que n'avoit fait Edmond. Avec le secours du Roi son Frere, il leva une puissante Armée, & se rendit à Rome, où le Pape lui mit solennellement sur la tête la Couronne des deux Siciles, le 28. de Juin de l'année 1265. Dès le commencement de l'année suivante, il marcha vers le Royaume de Naples; & le 26. de Février, il remporta une pleine victoire sur Mainfroi qui fut tué sur la place. Délivré, par cette seule

EDOUARD I.
1286.

Bataille, des obstacles qui s'opposoient à son agrandissement, il se mit en possession des deux Siciles, & les conserva quelque teins sans Concurrent. Les *Gibelins*, c'est-à-dire le Parti opposé au Pape, atterrez par la prospérité de Charles, qui soutenoit les *Guelfes* & qui en étoit lui-même soutenu, chercherent tous les moyens possibles pour lui faire perdre ces deux Royaumes. Ils persuaderent à *Conradin* Fils de l'Empereur Conrad, qu'étant le seul Héritier de la Maison de Souabe, il devoit faire valoir les droits qu'il avoit sur les deux Siciles, & arracher cette proie à Charles d'Anjou. Il ne fut pas nécessaire d'user de beaucoup de sollicitations, pour porter Conradin à cette entreprise. Sans balancer, ce jeune Prince prit le titre de Roi de Sicile; & malgré l'Excommunication que le Pape lança contre lui, il se rendit en Italie, où il fit d'abord quelques progrès. Cet heureux commencement lui ayant fait concevoir de grandes espérances, il s'avança vers Naples pour combattre son ennemi. A son approche, Charles quitta le siege de Nocera qu'il avoit déjà commencé, & s'étant mis en marche pour aller au-devant de lui, il le rencontra près du *Lac Fucin* nommé aujourd'hui *Celano*, où il lui livra bataille. Le succès en fut funeste à Conradin, qui eut le malheur de la perdre, & d'être fait prisonnier. Le vainqueur usant cruellement de sa victoire, poussa la barbarie jusqu'à faire couper la tête à ce jeune Prince, qui n'étoit âgé que de seize ans. Il le fit juger & condamner par les Syndics des Villes du Royaume, qui eurent la lâcheté de suivre aveuglément des directions de ce Prince sanguinaire.

*Fazellus Hist.
Sicil.*

L'extinction de la Maison de Souabe, dont Conradin étoit le dernier Mâle, sembloit devoir mettre les Gibelins hors d'état de lever encore la tête. Mais si ce coup accablant les étonna, il ne leur fit pourtant pas entièrement perdre courage. Par la mort de Conradin, tous les droits de la Maison de Souabe étoient dévolus à Pierre Roi d'Arragon, qui avoit épousé *Constance* Fille de Mainfroi. Quoique ces droits ne vinssent que d'un Bâtard de cette Maison, les Gibelins ne perdirent pas l'esperance de faire entrer le Roi d'Arragon dans leur querelle, puisqu'ils s'agissoit de lui procurer deux Royaumes. *Jean* Seigneur de *Procide*, ancien Serviteur de la Maison de Souabe, se chargea de cette négociation, & de concerter avec Pierre les mesures nécessaires pour faire réussir le dessein qu'on avoit formé de détrôner Charles d'Anjou. Premièrement, il s'assura de la concurrence du Pape Nicolas III, qui étoit mécontent du Roi Charles. Ensuite, il passa jusqu'à Constantinople, où il obtint un secours d'argent de l'Empereur Michel, qui étoit menacé d'une Guerre de la part du même Roi. Ces mesures étant prises, il alla communiquer son projet au Roi d'Arragon. Ce Prince eut d'abord quelque peine à s'engager dans cette entreprise, qui lui paroissoit au-dessus de ses forces. Mais l'approbation du Pape, l'argent que l'Empereur Grec offroit de fournir, & la revolte des Siciliens qu'on lui

lui faisoit regarder comme certaine, l'y déterminèrent enfin. D'ailleurs, le Seigneur de Procide lui fit entendre, qu'il pouvoit, sans rien hasarder, se mettre en état de profiter des bons succès, ou d'abandonner l'entreprise, sans qu'il parût y avoir aucune part. Pour cet effet, il lui conseilla d'équiper une Flotte, sous prétexte d'aller faire la Guerre aux Maures d'Afrique, & d'assiéger même une de leurs Places. Il ajouta que si, contre toute attente, la revolte des Siciliens venoit à manquer, il pourroit continuer de faire la Guerre aux Infideles, sans faire paroître qu'il eût eu aucun autre dessein : que si, au contraire, les Siciliens tenoient leur parole, il se trouveroit à portée de profiter des événemens.

EDOUARD I.
1286.

Ce projet étant ainsi ajusté, Jean de Procide retourna dans son pays, pour y faire agir ses amis quand il en seroit tems. L'armement du Roi d'Arragon causa quelque allarme aux Rois de France & de Sicile; mais il fut si bien feindre, qu'il calma leurs inquietudes. Dès que sa Flotte fut en état, il fit voile vers les côtes d'Afrique, où il assiégea la Ville d'*Andacalle*. Il avoit avec lui *Roger de Lauria*, qui étoit l'Officier de mer le plus entendu qu'il y eût alors en Europe. Pendant ce tems-là, le Seigneur de Procide prit si bien toutes les mesures, qu'en une même nuit les Siciliens couperent la gorge à plus de huit-mille François qui se trouvoient alors dans leur Île. Ce Massacre, auquel on a donné le nom de *Vêpres Siciliennes* (1), fut fait le lendemain de Pâque, savoir le 30. de Mars 1282. La nouvelle en ayant été portée à Rome où Charles d'Anjou se trouvoit alors, ce Prince fit toute la diligence possible pour prévenir les suites de cette Conspiration. Comme il avoit toute prête la Flotte qu'il avoit destinée contre l'Empereur de Constantinople, il mit à la voile, & alla se présenter devant Messine. Sa prompte arrivée surprit tellement les habitans de cette grande Ville, que n'espérant pas d'être assez tôt secourus, ils offrirent de se rendre, à condition qu'ils auroient la vie sauve. Le desir de vengeance, qui s'étoit emparé du cœur du Roi de Sicile, ne lui permit pas de leur accorder cette grace. Mais les Messinois, comprenant par ce refus ce qu'ils devoient attendre de ce Prince vindicatif, prirent la résolution de vendre chèrement leurs vies, aimant mieux mourir les armes à la main, que sur des gibets & sur des échafauts.

AN. PUBL. T. II.
PAG. 201.

Cependant, le Roi d'Arragon ayant appris que les Siciliens étoient allés si avant qu'il n'y avoit plus rien à craindre de leur inconstance, se rendit en peu de jours à Palerme, où il se fit couronner. Ensuite, il écrivit à Charles un billet, où il lui commandoit d'une manière très hautaine, de se retirer d'un pays où il n'avoit plus rien à prétendre. Charles lui répondit d'une manière encore plus fière & plus offen-

AN. PUBL. T. II.
PAG. 225.

Ibid.

(1) On les nomma *Vêpres Siciliennes*, à cause que la Cloche du Service du soir donna le signal du Massacre. TIND.

EDOUARD I.
1286.

sante; & néanmoins, la crainte où il étoit que la Flotte Espagnole ne lui coupât les vivres qui lui venoient de Naples, le fit résoudre à lever le Siege de Messine, & à se retirer dans la Calabre. Il ne fut pas plutôt parti, que le Roi d'Arragon fit son entrée dans Messine, où les habitans le reçurent avec toutes les marques possibles de joye & de reconnoissance.

projet d'un combat singulier entre les Rois d'Arragon & de Sicile.

Charles, outré de colère, alla porter ses plaintes au Pape Martin IV, qui avoit succédé à Nicolas. Il se servit, en parlant du Roi d'Arragon, des termes les plus durs & les plus offensans, & offrit même de se battre contre lui, seul à seul, ou cent contre cent, pour lui faire avouer qu'il étoit un Traître, un lâche, & un perfide. Ces discours étant venus à la connoissance du Roi d'Arragon, il envoya des Ambassadeurs à Rome pour justifier sa conduite, & pour accepter le défi. Charles en reçut la proposition avec joye, & l'envie qu'il avoit de se venger personnellement de son ennemi, le fit consentir à une Treve, pendant laquelle on régla les conditions du Combat qui se devoit faire entre les deux Rois. Il fut convenu que chacun d'eux se trouveroit à Bourdeaux, à la tête de cent Cavaliers, le premier de Juin 1283, & que le Roi d'Angleterre seroit instamment prié de leur assurer le Camp dans cette Ville, d'honorer leur Combat de sa présence, ou d'y envoyer quelqu'un pour tenir sa place. Il faut pourtant remarquer, que leurs conventions portoient en termes exprès, *que les deux Rois se trouveroient à Bourdeaux au jour marqué, quoi qu'il pût arriver: mais que si Edouard ne s'y trouvoit pas présent en personne, le Combat projeté ne se feroit pas, à moins que les Parties n'en convinssent dans la suite.* Quoique tous les Historiens conviennent unanimement qu'Edouard leur assura le Camp à Bourdeaux, il est pourtant très certain qu'il le refusa. Les Lettres qu'il écrivit sur ce sujet au Roi de Sicile, & au Prince de Salerne son Fils, font voir manifestement qu'il n'ent jamais la pensée d'accorder cette demande, puisqu'il leur dit franchement que, quand il s'agiroit d'acquiescer les deux Royaumes d'Arragon & de Sicile, il ne voudroit pas assurer le Camp pour un tel Combat. Ces Lettres se trouvent dans le Recueil des Actes Publics tirez des Archives d'Angleterre.

AB. Publ. T. II.
pag. 226.

Ibid.
pag. 239. & 240.

Quoique le refus d'Edouard dégageât les deux Rois ennemis de l'obligation de combattre, ils étoient pourtant obligez, par leurs conventions, de se trouver à Bourdeaux. Charles s'y rendit au jour marqué, avec ses cent Cavaliers, & s'y tint depuis le Soleil levant jusqu'au soir; mais voyant que son ennemi ne paroissoit pas, & qu'on n'en avoit même aucune nouvelle, il se retira. Dès qu'il fut parti, Pierre, qui s'étoit aussi rendu à Bourdeaux déguisé en Ecuyer, alla trouver le Sénéchal de cette Ville, & ayant pris acte de sa présentation, il lui laissa ses armes en témoignage. C'est sur cette démarche du Roi d'Arragon, que les Historiens François ont pris occasion de parler de ce Prince d'une maniere peu honorable, comme si le défaut de courage

l'avoit obligé à manquer à sa parole, & à se servir de cette supercherie pour éluder ses engagements. Mais il ne seroit pas trop difficile de justifier sa conduite à cet égard, si c'étoit ici le lieu d'entrer dans une pareille discussion (1).

Bien que, comme il a été déjà remarqué, le Roi d'Arragon fût dégagé de l'obligation de combattre, puisqu'Edouard ne s'étoit pas trouvé à Bourdeaux, on fit sonner bien haut en France & en Italie, la démarche qu'il venoit de faire. On prétendoit que c'étoit une preuve manifeste qu'il étoit lui-même convaincu de l'injustice qu'il avoit faite à Charles d'Anjou, puisqu'il n'avoit osé exposer la décision de leurs différens à un Combat qu'il avoit lui-même demandé. Le Pape Martin IV. qui étoit François, & entièrement dévoué à la Maison d'Anjou, lança contre ce Prince une Sentence d'excommunication, quoi qu'il produisît l'Investiture de la Sicile que Nicolas III. lui avoit donné en secret. Il délia même ses Sujets du serment de fidélité, & donna le Royaume d'Arragon à Charles Comte de Valois, second Fils du Roi de France (2). Malgré tout cela, Pierre garda toujours ses deux Royaumes; & pour insulter au Pape, sous prétexte de déferer à son autorité, il ne se fit plus appeler que le *Chevalier d'Arragon*. Martin, se voyant ainsi moqué, voulut faire sentir à ce Prince qu'on ne l'insultoit pas impunément. Il publia contre lui une Croisade, dont Philippe III. Roi de France fut déclaré Général; & il se trouva des gens assez simples pour se persuader qu'ils gagneroient le Paradis, en épousant la querelle du Pape & de la Maison d'Anjou. Il est vrai qu'il n'y eut gueres que des François qui s'engagerent dans cette Croisade, à laquelle leur Roi avoit un intérêt particulier, puisqu'elle étoit destinée à mettre son Fils sur le Trône d'Arragon.

Pendant que Philippe se préparoit à cette entreprise, Roger Lauria faisoit prospérer les armes de son Maître dans la Méditerranée. Il avoit enlevé Malthe à Charles d'Anjou, après le gain d'une Bataille navale, dans laquelle la Flotte Françoisse avoit été entièrement détruite. Immédiatement après cette Victoire, il alla insulter les Côtes de Naples, à dessein d'attirer hors de ses Ports le Prince de Salerne, à qui le Roi Charles son Pere avoit laissé le commandement de sa Flotte. Ce dessein lui réussit selon ses souhaits. Le Prince de Salerne, avide de gloire, & ne pouvant endurer les bravades de Lauria, s'engagea témérairement dans un Combat naval, où il eut le malheur d'être vaincu & fait prisonnier. Il fut incontinent envoyé en Sicile, où il se vit en danger de perdre la tête sur un échafaut, les Siciliens voulant

(1) Voyez sur ce sujet l'*Extrait* du II. Tome des *Actes Publics d'Angleterre*, dans la *Bibliothèque choisie* de Mr. Le Clerc Tom. XX. pag. 53, où le détail de cette affaire est expliqué à fond & la conduite du Roi d'Arragon justifiée. R. A. P. T. H.

On trouvera cet *Extrait* à la fin de ce Volume.

(2) Philippe III. qui vivoit alors. R. A. P. T. H.

EDOUARD I.
1286.

le faire servir de représailles pour Conradin ; mais Constance, Femme du Roi d'Arragon, eut la générosité de le tirer de ce péril, en l'envoyant au Roi son Epoux qui étoit alors en Espagne. Le chagrin que Charles ressentit de la perte de sa Flotte, & de la prison de son Fils, fut d'autant plus grand, qu'il arriva trois jours après avec un secours considérable, & qu'il avoit expressément ordonné au Prince de ne pas combattre avant l'arrivée de ce secours. Cet événement, qui dérangeoit entierement les affaires, fut vrai-semblablement la cause de sa mort qui arriva le 6. de Juin 1285. Il laissa pour Successeur Charles II. son Fils ; surnommé *le Boiteux*, prisonnier en Espagne, à qui les Arragonois ne donnerent que le titre de Prince de Salerne pendant sa prison.

La mort de Charles, ni la perte de la Bataille de Naples, ne furent pas capables de faire désister Philippe de ses projets. Au mois de Mai de cette même année, il s'étoit mis à la tête de ses Troupes, qui consistoient en quatre-vingt mille hommes de pied, & vingt mille chevaux ; & quoiqu'il apprît en chemin la mort du Roi son Frere, il ne laissa pas d'entrer dans le Roussillon, où il se rendit maître de Perpignan. Ensuite, il s'avança dans la Catalogne, où, après diverses conquêtes, il mit le siege devant *Gironne*. Le Roi d'Arragon ayant voulu attaquer un Convoi qui alloit de Rozes à ce siege, fut blessé dans le Combat, & mourut trois mois après de sa blessure. Il laissa l'Arragon & la Catalogne au Prince *Alphonse* son Fils aîné, & la Sicile à *Jaques* son second Fils ; à condition que, si Alphonse mouroit sans enfans, Jaques lui succéderoit en Arragon, & cederait la Sicile à *Frederic* son Frere cadet.

Les heureux succès que le Roi de France avoit eus au commencement de cette Guerre, ne durèrent pas même jusqu'à la fin de la Campagne. Roger Lauria ayant attaqué la Flotte Française, en détruisit tous les Vaisseaux, à l'exception d'un petit nombre, qui se sauverent à Rozes. D'un autre côté, les maladies qui se mirent dans l'Armée de Philippe, l'empêcherent de continuer ses progrès par terre. Enfin, ce Prince s'en trouvant lui-même attaqué, se fit porter à Perpignan, où il finit sa vie le 6. d'Octobre. Philippe IV. son Fils, surnommé *le Bel*, fut son Successeur. Honorius IV. avoit déjà occupé la place de Martin IV, qui étoit mort cette même année.

1287.
Edouard est choisi pour Médiateur entre les deux Rois de Sicile & d'Arragon.

Tel étoit l'état des affaires entre les Maisons d'Arragon & d'Anjou ; lorsqu'Edouard entreprit d'accommoder leurs différens, après avoir accepté la médiation que les deux Parties lui avoient offerte. La plus grande difficulté de cette négociation consistoit à tirer le Prince de Salerne des prisons du Roi d'Arragon, sans quoi il étoit impossible de procurer la Paix. Edouard se donna beaucoup de peine pour y réussir. Il eut sur ce sujet diverses entrevues avec Alphonse. Mezerai assure même, qu'il passa jusqu'en Sicile pour s'aboucher avec le Roi Jaques :

mais l'Histoire d'Angleterre ne fait aucune mention de ce voyage. Enfin, dans une Conférence qu'Alphonse & lui eurent ensemble à *Oleron* en Bearn, ils réglèrent les conditions sous lesquelles le Prince de Salerne devoit être délivré, & dont Edouard voulut bien se rendre caution, pour ce qui regardoit la rançon. Ensuite, ces mêmes conventions furent confirmées par un Traité conclu à *Campo Franco*, le 4. d'Octobre 1288. Nicolas IV, Successeur d'Honorius, s'opposa fortement à l'exécution de ce Traité. Il le trouvoit trop avantageux pour le Roi d'Arragon, & très ignominieux pour son Siege; en ce que, sans le consulter, le Prince de Salerne s'étoit obligé à faire en sorte que le Comte de Valois renonceroit au Royaume d'Arragon. Cette opposition fit naître de nouvelles difficultez: mais elles furent enfin surmontées par les soins & par la prudence d'Edouard, qui faisoit l'office de Médiateur avec beaucoup d'impartialité. Pour faciliter l'exécution du Traité, il vouloit bien s'engager à donner des otages Anglois au Roi d'Arragon, & faire intervenir comme caution les principales Villes de Guienne, Alphonse ayant fait la même chose à l'égard des principales Villes de ses Etats.

En conséquence de cet Accord, le Prince de Salerne fut mis en liberté, en laissant ses Fils en otage. Il sembloit que cette affaire, qui prenoit un si bon train, dût être bien-tôt terminée, la principale difficulté étant levée par la liberté de ce Prince qui s'étoit lié par les sermens les plus solennels. Mais il n'exécuta rien de ce qu'il avoit promis. Non seulement il se fit couronner Roi des deux Siciles par le Pape, contre les termes exprès du Traité, mais il fit même tous les efforts pour affermir le Comte de Valois dans la résolution de se servir de son prétendu droit sur le Royaume d'Arragon. Quand il crut avoir donné un assez bon ordre à ses affaires, il seignit de vouloir aller se remettre en prison, comme il s'y étoit engagé, en cas qu'il n'exécutât pas les conventions. Pour cet effet, il se rendit à un certain lieu où le Roi d'Arragon devoit se trouver pour le recevoir, & pour l'échanger avec les Princes ses Fils: mais il y alla si bien accompagné, qu'Alphonse ne crut pas devoir se hasarder sur sa bonne foi. Cela donna lieu à des plaintes, à des reproches, à des justifications réciproques, de la part des deux ennemis, qui s'adressoient toujours au Roi d'Angleterre, comme Médiateur & Garant du Traité. Enfin, Edouard s'étant, selon les apparences, laissé d'agir en faveur de ces Princes, qui répondoient si mal à tous les soins qu'il s'étoit donnez pour eux, leur laissa finir leurs affaires comme ils l'entendirent, sans s'en mêler davantage. Mais pour ne pas laisser le Lecteur en suspens touchant la fin de cette querelle, j'ajouterai en deux mots, qu'après de longues négociations, mêlées de beaucoup d'hostilité, les deux Princes terminèrent enfin leurs différends par un Traité. Le Prince de Salerne, qu'on appelloit Charles le Boiteux, garda la Sicile deçà le Phare,

EDOUARD I.
1287.
A. H. Publ. T. II.
Pag. 342.

1288.
Ibid. pag. 358.

Pag. 372.

Ibid. Pag. 435.
Pag. 450, 451.

EDOUARD I.
1288.

laquelle on commença dès-lors à distinguer par le nom de *Royaume de Naples* ; & la Maison d'Arragon demeura en possession de l'Isle de Sicile. Le Comte de Valois se désista aussi de ses prétentions sur le Royaume d'Arragon.

1289.
Edouard retour-
ne en Angleterre.

& châtie les Juges
mercenaires.

Après qu'Edouard eut demeuré plus de trois ans au-delà de la Mer, il retourna dans son Royaume au mois d'Août 1289. Les premiers soins dont il s'occupa immédiatement après son retour, furent de corriger divers abus qui s'étoient introduits pendant son absence, particulièrement dans l'administration de la Justice. Sur les plaintes qu'on lui fit de tous côtes, que les Juges se laissoient corrompre par des présens, il fit soigneusement examiner leur conduite, & châtia rigoureusement les coupables. De ce nombre se trouva le *Chef Justice*, ou le premier Juge, qui fut puni par le bannissement & par la confiscation de ses biens. Ces malversations, qui n'avoient été que trop fréquentes, donnerent occasion au Roi d'exiger des Juges un serment, qu'à l'avenir ils ne recevraient ni argent, ni présent, de qui que ce fût ; à la réserve de quelques repas qu'ils pourroient accepter, pourvu qu'il n'y eût aucun excès. Un Historien assure que ce Prince tira plus de cent mille marcs d'argent, des confiscations des biens de ceux qui se trouverent avoir malversé (1).

1290.
Tous les Juifs
sont chassés d'An-
gleterre.

Au commencement de l'année 1290, Edouard convoqua un Parlement, où furent faits les *Troisièmes Statuts de Westminster*, & où le bannissement des Juifs fut absolument résolu. Il y avoit déjà longtems que le Peuple le demandoit : mais les Juifs avoient toujours trouvé les moyens de parer ce coup, par des présens qu'ils avoient faits au Roi & à ses Ministres. Ils voulurent encore se servir de la même voye ; mais ils ne purent rien obtenir, le Roi ne pouvant les protéger plus longtems sans désobliger son Parlement. Leurs biens immeubles furent confisqués ; mais ils eurent la permission d'emporter tout le reste avec eux. L'opinion commune est, qu'ils avoient commencé à s'établir dans le Royaume, sous le Regne de Guillaume le Conquerant : mais quelques-uns croient leur établissement plus ancien. D'abord ils n'y furent qu'en bien petit nombre : mais peu-à-peu, ils s'y étoient multipliés jusqu'à quinze-mille. Leur argent leur avoit fait obtenir des privilèges considérables, qu'Edouard lui-même avoit confirmés ; comme d'avoir une Synagogue dans Londres, un Chef de leur Religion comme une espece de Pontife, & des Juges de leur Nation,

(1) *Speed* nous a donné les noms des Juges qui avoient malversé, & marqué en détail les Amendes : savoir, le Chevalier *Radolphe Hengham*, 7000 Marcs ; le Chevalier *Jean Lovetot*, 3000 ; le Chevalier *Guillaume Brompton*, 6000 ; le Chevalier *Salomon Rochester*, 4000 ; le Chevalier *Richard Boyland*, 4000 ; le Chevalier *Thomas Sodenone*, 2000 ; le Chevalier *Walter Hepton*, 2000 ; le Chevalier *Guillaume Sabam*, 3000 ; *Robert Littlebury*, Greffier, 1000 ; *Roger Leicester*, Greffier 1000 ; *Adam de Stratton*, 32000. TIND.

pour juger les procès qu'ils avoient entre eux. Ils perdirent tous ces avantages, pour n'avoir pu moderer leur desir infatiable de s'enrichir par des moyens illégitimes, comme les usures extraordinaires, l'altération de la Monnoye, & d'autres voyes de cette nature, qui ne peuvent que rendre odieux ceux qui les mettent en usage. Pour ce qui regarde l'accusation qu'on intentoit contre eux, qu'ils crucifioient de tems en tems des Enfans Chrétiens, on peut presque tenir pour certain que ce n'étoit qu'une calomnie inventée par leurs ennemis.

EDOUARD I.
1290.

Nous voici arrivez à la grande affaire du Regne d'Edouard I, je veux dire à la Conquête de l'Ecosse, de laquelle il est bien difficile, pour ne pas dire impossible, de parler d'une maniere qui puisse satisfaire tout ensemble les Anglois & les Ecossois. Quoique les deux Nations conviennent à peu près des faits, & de ce qui donna occasion à cette Conquête; elles sont pourtant fort divisées quant au droit. Si l'on en croit les Anglois, Edouard ne fit rien en cette occasion qui ne fût conforme à la Raison & à la Justice. Les Ecossois, au contraire, prétendent, que la seule ambition porta ce Prince à profiter des troubles dont l'Ecosse fut agitée, pour s'en rendre maitre sur des prétextes frivoles. Bien qu'il y ait déjà plusieurs siècles d'écoulez depuis cet événement, les Historiens n'ont pu encore se défaire des préjugés de leur Nation. Les Anglois regardent toujours Edouard I. comme un grand Prince, qui n'employa ses armes que pour soutenir la justice de sa Cause. Les Ecossois en parlent comme d'un Tiran qui avoit juré la ruine de leur Nation, & qui, contre toute sorte de droit, s'étoit mis dans l'esprit de satisfaire son ambition, en unissant tous les Peuples de la Grande-Bretagne sous son Empire. Comme je ne suis engagé, ni par ma naissance, ni par aucun autre intérêt, dans aucun des deux Partis, je me flatte d'avoir examiné cette affaire sans prévention, & d'avoir tiré du Recueil des Actes Publics, des éclaircissements capables d'en donner une juste idée. Il faudra pour cet effet entrer dans un détail un peu circonstancié, mais d'autant plus nécessaire, que c'est le seul moyen dont on puisse se servir pour dissiper les préjugés qui contribuent à obscurcir cette matiere.

Affaires d'Ecosse.

Alexandre III. Roi d'Ecosse, avoit épousé, comme on l'a vu ailleurs, *Marguerite* Fille de Henri III. Roi d'Angleterre, & Sœur d'Edouard. Il en eut trois Enfans, *Alexandre*, *David* & *Marguerite*. *David* mourut dans l'enfance, & *Marguerite* épousa *Eric* Roi de Norwege en 1281. Il fut convenu dans le Contrat de mariage, que si le Prince *Alexandre* mourait sans enfans, & que le Roi son Pere ne laissât point de posterité mâle, *Marguerite* la Fille succéderoit à la Couronne d'Ecosse, & que ses Enfans jouïroient des mêmes droits, en cas qu'elle décedât avant le Roi son Pere. Peu de tems après, *Alexandre* ayant perdu son Fils unique de même nom que lui, & la Reine de Norwege la Fille étant aussi morte après avoir mis au monde une Fille nommée

Récit des différens arrivez en Ecosse touchant la succession à la Couronne.

EDOUARD I.
1290.

Mort d'Alexandre III. Roi d'Ecosse.

Marguerite de Norwege est reconnue pour Reine d'Ecosse.

AN. Publ. T. II.
pag. 448.

AN. Publ. T. II.
ibid.

Marguerite, ce Prince résolut de satisfaire aux conventions dont je viens de parler. Pour cet effet, il engagea les Barons Ecossois à lui promettre par serment, que s'il mourait sans Enfants mâles, ils reconnoitroient la jeune Princesse de Norwege pour leur Reine. Alexandre ne vécut qu'environ deux ans après avoir ainsi réglé sa succession; sa mort, causée par une chute de cheval, étant arrivée en 1285.

Dès que les Ecossois eurent perdu leur Roi, ils établirent six Régens pour gouverner le Royaume; en attendant que la Princesse de Norwege, qui n'étoit âgée tout au plus que de trois ans, fût en état de prendre les rênes du Gouvernement. Je ne trouve ni dans les Histoires d'Angleterre, ni dans celles d'Ecosse, par quelle raison les Ecossois furent trois ou quatre ans sans demander leur Reine, ou pourquoi Eric son Pere négligea de l'envoyer dans ce pays-là. Ce ne fut qu'en 1289, après le retour d'Edouard en Angleterre, qu'Eric lui envoya des Ambassadeurs sur ce sujet. Edouard étant grand-oncle de Marguerite, Eric crut ne pouvoir mieux faire que de lui demander son conseil & son assistance, pour mettre cette jeune Princesse sur le Trône d'Ecosse. Immédiatement après avoir reçu cette Ambassade, Edouard écrivit aux Régens d'Ecosse, & leur recommanda fortement les intérêts de la jeune Marguerite. En même tems il leur fit savoir, qu'il avoit dessein de leur envoyer une Ambassade sur ce sujet, afin de régler avec eux certaines choses qui regardoient le bonheur & la tranquillité de l'Ecosse. Mais les Régens trouverent plus à propos d'envoyer eux-mêmes des Plénipotentiaires en Angleterre, pour ajuster avec les Ambassadeurs de Norwege, en présence d'Edouard, tout ce qui concernoit les intérêts de l'Ecosse. Cependant, ils ne négligerent pas de mettre cette clause dans le Plein-pouvoir qu'ils donnerent aux Envoyez, *sauf l'honneur & la liberté du Royaume*. Ce furent les Evêques de St. André & de Glasgow qu'on chargea de cette négociation.

Quoique les Historiens aient négligé d'expliquer en quoi consistoient les difficultez qu'il y avoit touchant la venue de Marguerite en Ecosse, on comprend pourtant qu'il s'en trouvoit d'assez grandes. Cela paroît, tant par le tems qui s'étoit écoulé depuis la mort du Roi Alexandre, que par les précautions qu'on prit d'assembler à Salisburi les Plénipotentiaires d'Edouard, d'Eric, & des Ecossois, afin de régler ensemble tout ce qui regardoit la reception de cette Princesse. Dans cette Assemblée il fut convenu, que la jeune Reine seroit envoyée en Angleterre, libre de tout engagement de Mariage. Edouard promit de son côté de la garder & de la faire élever, jusqu'à ce que l'Ecosse fût dans une parfaite tranquillité, & en état de la recevoir. De plus, il donna sa parole, qu'il ne permettroit point qu'elle entrât dans aucune sorte d'engagement de mariage; à condition que les Ecossois ne feroient aucune démarche sur le même sujet, sans son approbation & celle du Roi de Norwege,

Ce

Ce n'étoit pas sans raison qu'Edouard avoit fait insérer ce dernier article dans les conventions. Depuis la mort du Roi d'Ecosse, il avoit formé le projet d'unir les deux Royaumes de la Grande-Bretagne, par le mariage du Prince son Fils avec Marguerite. Il avoit même déjà demandé & obtenu une Dispense de la Cour de Rome, quoiqu'il n'eût pas jugé à propos de faire si-tôt connoître son intention. Mais après qu'il eut pris les mesures dont je viens de parler, il fit proposer ce mariage aux Régens. Cette proposition ayant été examinée dans un Conseil composé de tous les Grands du Royaume, il fut unanimement résolu d'y donner les mains. Mais ce fut sous certaines conditions, qu'ils se réservèrent de produire devant le premier Parlement qui s'assembleroit en Angleterre. Il y eut sur ce sujet diverses négociations, dont le détail seroit ici inutile. Il suffira de dire, que des Députés des deux Nations s'étant assembles à *Bringham*, convinrent ensemble de divers Articles, dont voici les principaux, par rapport à ce qui sera dit dans la suite.

I. Les Plenipotentiaires d'Edouard promirent en son nom, qu'il conserveroit inviolablement les Loix, les Libertez, & les Coutumes du Royaume d'Ecosse, en toutes choses, & en tout tems, dans tout le Royaume, & dans toutes ses Marches.

II. Qu'en cas qu'Edouard le fils, ou Marguerite la future Epouse, vinssent à mourir l'un ou l'autre sans laisser des Enfans de leur mariage, & en tous les cas ou événemens, par lesquels le Royaume d'Ecosse dût parvenir au plus prochain Héritier; il seroit restitué au Peuple d'Ecosse, libre, entier, absolu, & sans aucune sujettion : sauf toutefois les droits du Roi d'Angleterre sur la Couronne d'Ecosse, en cas qu'elle dût parvenir, à lui ou à ses Héritiers, par une légitime succession.

III. Que le Royaume d'Ecosse demeureroit séparé, divisé, & libre en soi-même, sans aucune sujettion ni dépendance de l'Angleterre; sauf au Roi d'Angleterre & à ses Successeurs, les droits qu'il avoit sur certaines Terres des frontieres, ou ailleurs, avant le tems de cette Convention, ou ceux qu'il pourroit acquérir légitimement dans la suite.

IV. Qu'aucune personne tenant des Terres en Fief du Roi d'Ecosse; ne seroit tenue de répondre en Jugement hors du Royaume, selon la coutume observée jusqu'alors.

V. Que tous les Sujets de la Couronne d'Ecosse jouïroient du même privilege selon la coutume.

VI. Que les Archives, Chartres, & Privileges, ou autres Monumens concernant la Dignité Royale & le Royaume d'Ecosse, seroient mis dans un lieu sûr, sans les tirer du Royaume, sous le sceau de certains Seigneurs; jusqu'à ce que la Reine fût arrivée dans le Royaume, & qu'elle eût des enfans.

VII. Qu'il ne se feroit aucune sujettion, alienation, ou obligation, des choses qui regardoient le Royaume d'Ecosse; jusqu'à ce que la

EDOUARD I.
1290.
Edouard propose
le mariage du
Prince son fils a-
vec Marguerite.
Ibid. Pag. 450.

Les Régens d'E-
cosse y consen-
tent.
Ibid. Pag. 471.

Conditions du
Mariage.

*AB. Publ. T. H.
Pag. 482.*

EDOUARD I. Reine y fut elle-même, & qu'elle eût des Enfans vivans;
1290.

VIII. Qu'il ne se tiendroit point de Parlement hors du Royaume.

Ces précautions font voir combien les Ecoffois étoient éloignés de croire, en ce tems-là, que le Royaume d'Ecosse fût dépendant de l'Angleterre.

Le Mariage est
conclu.

Ces Articles, & plusieurs autres que j'ai passés sous silence, ayant été approuvés & ratifiés, le Mariage fut conclu & arrêté, à la commune satisfaction des deux Peuples. Edouard commença dès-lors à se mettre en possession de l'Ecosse pour le Prince son Fils, en y envoyant l'Evêque de Durhan, qui, conjointement avec les six Régens, fut chargé de l'administration des affaires, au nom du jeune Edouard & de Marguerite. Personne ne doutoit que les deux Royaumes de la Grande Bretagne n'allassent être entièrement unis par le moyen de ce mariage; lorsque tout à coup, & lorsqu'on s'y attendoit le moins, on vit évanouir

MS. Publ. T. II.
pag. 1090. omiffa

cette espérance. Edouard reçut une Lettre de l'Evêque de Saint André, qui l'informoit que le bruit s'étoit répandu que la Reine Marguerite étoit morte; & que sur cette nouvelle, quelques Seigneurs Ecoffois commençoient à se remuer, pour faire valoir les droits qu'ils prétendoient avoir à la Couronne. Ce Prélat le supplioit en même tems de s'avancer sur les frontieres, pour arrêter par sa présence les mouvemens que cette mort, si elle se trouvoit véritable, alloit causer dans le Royaume. Le bruit qui s'étoit répandu de la mort de la Reine, ne se trouva que trop bien fondé. Cette Princesse, que le Roi son Pere avoit promis d'envoyer en Angleterre avant le mois d'Octobre, partit en effet de Norwege, & mourut dans une Isle où elle fut contrainte de relâcher.

Mort de Mar-
guerite.

Dès que cette nouvelle se fut répandue en Ecosse, elle y causa des mouvemens extraordinaires, qui mirent ce Royaume dans le plus fâcheux état où il se fût jamais trouvé. Le dernier Roi, qui avoit eu la précaution de faire jurer les Grands, qu'ils reconnoîtroient Marguerite de Norwege pour leur Reine, n'avoit pas pris celle de régler la Succession en cas que cette Princesse mourût sans enfans. On n'étoit donc pas peu embarrassé pour le choix d'un Successeur. Cet embarras devenoit encore plus grand de jour en jour, à cause des Factions qui se formoient en faveur des Prétendans à la Couronne. Jamais l'union entre les Grands n'auroit été plus nécessaire. Mais les intérêts particuliers étouffant l'amour de la Patrie, chacun prenoit parti, selon qu'il se trouvoit engagé ou par des liaisons de famille, ou par d'autres motifs; sans se mettre en peine si le droit se trouvoit du côté où son inclination l'attachoit.

Jean Baillol &
Robert Brus pré-
sident à la Cou-
ronne d'Ecosse.

Entre ceux qui prétendoient à la Couronne, Jean Baillol & Robert Brus partageoient à peu près les suffrages de tout le Royaume. Le premier possédoit de grands biens en France, dans la Province de Normandie: le second avoit des domaines considérables en Angleterre: & tous deux étoient très puissans en Ecosse, où leurs alliances leur don-

noient un fort grand crédit. Pour bien comprendre les fondemens de leurs prétentions, il sera nécessaire d'avoir devant les yeux la généalogie de la Famille Royale d'Ecosse dont je vais donner une courte explication.

EDOUARD I.
1170.

David Roi d'Ecosse n'eut qu'un fils nommé *Henri*, qui étant mort avant lui, laissa trois fils, savoir *Macolm IV.* qui occupa le Trône après son Ayeul, & mourut sans enfans; *Guillaume*, qui fut le Successeur de son frère aîné; & *David*, qui fut Comte de Huntington en Angleterre. La postérité de Guillaume se trouvant éteinte par la mort de Marguerite de Norwege, il falloit nécessairement remonter à celle de David, Comte de Huntington, troisieme fils du Prince Henri. David étoit mort sans enfans mâles: mais il avoit laissé trois filles, savoir, *Marguerite*, qui avoit été mariée avec *Alain de Gallway*; *Isabelle*, qui avoit épousé *Robert Brus*; & *Ada*, femme de *Jean Hastings* Seigneur Anglois. Marguerite, qui étoit l'aînée de ces trois sœurs, ne laissa que deux filles, *Devergulde*, que quelques-uns nomment *Dornagille*; & *Marjorie*. Devergulde épousa *Jean Baillol*, de qui elle eut un fils du même nom, qui étoit l'un des deux Prétendans à la Couronne. Marjorie, qui avoit été femme de Jean Cumin, étoit morte sans lignée. Isabelle, seconde fille de David, eut de Robert Brus un fils, qui avoit nom Robert comme son Pere, & qui étoit l'autre prétendant. *Ada*, troisieme fille de David, avoit laissé un fils nommé *Jean Hastings*, qui prétendoit aussi à la Couronne. De peur d'embrouiller la matiere, je remets à parler en un autre endroit de ce troisieme Prétendant, pour me borner ici aux deux principaux, savoir, *Jean Baillol* & *Robert Brus*, qui étoient proprement les seuls qui eussent droit de prétendre à la succession.

Généalogie de
la Famille Royale
d'Ecosse.

Il faut présentement remarquer, qu'au tems de la mort de Marguerite de Norwege, les trois filles de David Comte de Huntington n'étoient plus en vie. Mais Devergulde, fille de l'aînée, vivoit encore, & cédoit tous ses droits à Jean Baillol son fils, qui, comme descendu de l'aînée des filles de David, prétendoit devoir être préféré à tous les autres Aspirans. D'un autre côté, Robert Brus, fils de la Cadette, alleguoit pour soi-même, qu'il étoit plus prochain d'un degré que Baillol, puisqu'il étoit Petit-fils de David; au-lieu que son concurrent n'étoit que Petit-fils de la fille aînée du même Prince. On lui objectoit, que Devergulde étant dans le même degré que lui, devoit recueillir la succession, puisqu'elle étoit fille de l'aînée des filles de David, au-lieu qu'il n'étoit que fils de la cadette. Mais il répondoit, que dans un même degré, les mâles devoient être préférés aux femmes, & que c'étoit la Loi & la coutume constante de tous les Etats; sur quoi il alleguoit divers préjuges tirés des Histoires étrangères. Voilà quel étoit le sujet de ce Procès, qui ne pouvoit être jugé sans mécontenter la moitié du Roïaume.

Fondemens des
droits des principaux
Prétendans.

C'est ici qu'on commence à trouver de l'opposition entre les Histo-

Etat des affaires

EDOUARD I.
1290.
en Ecosse, selon
les Ecossois.
Buchanan.

Edouard est choisi
pour arbitre.

Il convoque les
Etats d'Ecosse à
Norham.

riens Anglois & les Ecossois. Ceux-ci disent, que les choses se trouvoient dans un tel état, qu'il étoit impossible de trouver en Ecosse des Juges impartiaux. Ils ajoutent, que quand même on auroit pu venir à bout d'en choisir de tels, il auroit été trop difficile d'exécuter leur sentence, à cause de l'égalité de crédit & de puissance qui se trouvoit dans les deux partis. Baillol étoit Seigneur de la Province de *Galloway*, l'une des plus considérables du Roïaume. Il se trouvoit encore appuyé par la famille des *Cumins*, qui étoit très puissante & très accréditée. Robert Bruce possédoit en Angleterre le Comté de *Cleveland*, & en Ecosse, ceux d'*Anandal* & de *Garioch*. Outre cela, par le moyen de Robert son fils, à qui sa femme avoit apporté en dot le Comté de *Carrick*, il se trouvoit allié aux plus puissantes familles d'Ecosse. Ainsi, continuent-ils, pour éviter une Guerre Civile qui ne pouvoit manquer de s'allumer, il fut convenu entre les deux Partis, qu'on remettroit le Jugement de cet important Procès au Roi d'Angleterre. On croyoit pouvoir attendre toutes sortes de bons offices de sa part, tant à cause de la bonne intelligence qu'il y avoit depuis longtems entre les deux Nations, qu'en reconnaissance du prompt consentement qu'on avoit donné au Mariage du Prince son fils avec la dernière Reine. Il fut donc prié, disent-ils encore, de vouloir être le Juge de ce différend, & d'accorder son secours à celui qu'il jugeroit à propos de placer sur le Trône. Ils ajoutent, qu'Edouard accepta la médiation, & qu'il se rendit à *Norham* où il convoqua les Etats d'Ecosse, en protestant, qu'il ne les assembloit pas comme Souverain, mais comme un ami, qui les prioit de se rendre auprès de l'Arbitre qu'ils avoient eux-mêmes choisi. Mais c'est un fait dont les Anglois ne demeurent pas d'accord. Ils soutiennent, qu'Edouard assembla les Etats d'Ecosse à *Norham*, non comme ami & arbitre, mais en vertu du droit de Souveraineté qu'il avoit sur l'Ecosse. Ils ajoutent, que la simple considération de la situation de *Norham*, qui est une Ville d'Angleterre, fait voir assez manifestement, qu'Edouard exerça un acte de Souveraineté en convoquant les Etats d'Ecosse dans son propre Roïaume. Les Ecossois répondent, que cette preuve ne peut avoir lieu, puisqu'en cette même occasion, Edouard leur accorda des Lettres Patentes qui la détruisent entièrement. Voici comment ce Prince s'exprimoit dans ces Lettres : *Qu'il n'entendoit pas que la venue des Ecossois au-delà de la Tweede pût leur porter de préjudice, ni qu'à l'avenir, pour quelque affaire que ce pût être, ils fussent tenus de venir traiter avec lui au-delà de cette Rivière.* Une déclaration si expresse, qui semble prouver que ce Prince ne prétendoit point avoir la Souveraineté de l'Ecosse, ne prouve en effet que sa politique, ou sa dissimulation; puisqu'il est certain que dès ce tems-là il avoit intention d'établir ce droit de Souveraineté. Aussi, dès qu'il fut une fois établi, traita-t-il ces Lettres Patentes de pure concession, qui pouvoit être révoquée, & qui le fut effectivement. Dans les vues que ce Monarque avoit, de faire reconnoître la Souve-

raineté par les Etats d'Ecosse, ainsi qu'on le verra dans la suite, il n'étoit pas à propos d'armer les Ecossois par un acte d'autorité absolue, avant que les Etats fussent assemblez. Une pareille démarche auroit pu leur faire prendre des mesures contraires à ses desseins. Il étoit bien plus naturel & plus utile pour lui, d'assembler premierement les Etats, afin de les amener par degrez à la reconnoissance qu'il vouloit exiger d'eux. Ainsi, vraisemblablement, quand il convoqua les Etats à Norham, il employa des expressions équivoques & bien ménagées, propres à cacher son intention. Il n'avoit pas alors intérêt de la découvrir, quoiqu'il eût dessein de se servir de cette même Convocation, pour ajouter une nouvelle force à ses droits.

EDOUARD I.
1290.

Buchanan prétend qu'immédiatement après la mort de la jeune Reine, Edouard forma le projet de se rendre maître de l'Ecosse. Peut-être va-t-il trop loin. Il y a beaucoup plus d'apparence que les premières vues de ce Prince n'alloient qu'à se faire reconnoître Souverain de ce Royaume, soit qu'il crût que cela lui étoit dû, soit qu'il voulût profiter de l'occasion favorable qui se présentoit de bien établir ce droit prétendu. Pour mieux réussir dans ce dessein, continue le même Historien, il engagea huit autres personnes, outre les deux déjà nommées, à demander la Couronne. Son dessein étoit, selon cet Historien, d'embarasser tellement cette affaire, que les deux principaux Prétendans pussent s'apercevoir qu'il ne manqueroit pas de moyens pour rendre leurs droits douteux, s'ils ne se rendoient souples à ses volontez.

Après ces observations, qui ne sont pas inutiles pour la suite, il est tems de venir au Jugement de ce fameux Procès. Mais auparavant, il est nécessaire de remarquer que cette affaire en contient deux réellement distinctes l'une de l'autre, savoir, le droit de succession à la Couronne d'Ecosse, & le droit de Souveraineté sur ce même Royaume, prétendu par Edouard. Celle-là paroît d'abord la plus importante, & celle-ci ne semble qu'une question incidente, qui prenoit son origine de la première. Mais on verra qu'elle devint la principale, par les funestes suites qu'elle eut; c'est pourquoi on ne doit pas trouver étrange que je m'y arrête pour l'éclaircir. On doit encore remarquer, que le détail qui va être rapporté, est tiré d'un Journal ou Procès Verbal inséré dans le Recueil des Actes publics, fait par *Maitre Jean de Cadam*, l'un des Clercs ou Notaires d'Edouard. Cette observation doit engager à lire, avec quelque précaution, ce qui paroît y être trop avantageux au Roi d'Angleterre, par rapport à ses prétentions sur la Souveraineté d'Ecosse.

Extrait d'un
Procès Verbal fait
par ordre d'Edouard.

Les Etats d'Ecosse s'étant assemblez à Norham, le 10 de Mai 1291, *Roger Brabanson* Grand Justicier d'Angleterre, en fit l'ouverture, parlant par ordre & au nom du Roi son Maître, qui étoit présent. Il dit que le Roi d'Angleterre, considérant l'état incertain où le Royaume d'Ecosse se trouvoit, avoit requis les Etats de s'assembler en ce lieu, pour leur exposer certaines choses tendantes à conserver la paix & la tran-

1291
Edouard proposa
se aux Etats d'E-
cosse de le recon-
noître pour leur
Souverain.
Ann. Publ. T. II.
pag. 542. Instru-
mentum Public.

EDOUARD I.
1291.

quillité du Roïaume : Que son intention n'étoit pas de rien usurper sur personne, d'empêcher le cours de la Justice, ou de diminuer les droits & les libertez du Peuple d'Ecosse : mais, que comme Seigneur Souverain de l'Ecosse, il venoit rendre justice à chacun : Qu'afin que cela se pût faire avec plus de facilité, quoique ce qu'il prétendoit ne pût lui être justement disputé, il requéroit les Etats, par surabondance de droit, de le reconnoître pour Souverain, & Seigneur direct de l'Ecosse : Qu'ensuite, il se serviroit de leurs conseils, pour faire ce que la justice & la raison demanderoient. Cette proposition ayant extrêmement surpris les Etats, ils demanderent un délai pour consulter les Prélats & les Barons absens, afin qu'ils pussent donner une réponse uniforme dans une affaire de cette importance. Edouard fit paroître, à son tour, quelque étonnement de ce que les Etats demandoient du tems pour répondre. Il dit, qu'il avoit lieu de croire qu'ils étoient venus préparer sur cette matiere, puisqu'ils n'avoient pas ignoré son intention ; c'est pourquoi il ne leur donnoit que le reste du jour pour délibérer sur sa demande. Le lendemain, les Etats ayant insisté sur la demande du jour précédent, le Roi leur accorda un délai de trois semaines, à compter depuis le 10. de Mai. Pendant ce tems-là, ils devoient préparer tout ce qu'ils avoient à dire contre ses prétentions, & tous les Actes & Documens par lesquels ils pouvoient prétendre infirmer sa demande.

Les Etats ne répondent rien.

Considération
sur le silence des
Etats.

Quoique, selon le tems marqué par le Roi, la prochaine Assemblée se dût tenir le 1. de Juin, je ne trouve pourtant, dans le Journal qui me sert de guide, que celle du 2 du même mois. L'Evêque de Bath & Wells porta la parole pour le Roi, & récita d'abord ce qui s'étoit fait dans les deux Assemblées précédentes. Ensuite il ajouta, que les trois semaines que le Roi avoit accordées aux Etats étant expirées, sans qu'ils eussent rien produit ni allégué qui pût détruire son droit ; son intention étoit d'agir en vertu de la Souveraineté reconnue sur le Royaume d'Ecosse, & en qualité de Souverain, rendre justice aux Prétendants.

Arrêtons-nous ici un moment, pour faire une observation sur ce sujet. Quelque bonne opinion qu'on puisse avoir de la bonne foi d'Edouard, & du Notaire qui a dressé le Verbal, d'où ce que je viens de rapporter est extrait, on ne peut s'empêcher de s'appercevoir qu'il y a ici quelque chose de défectueux. Dans les deux précédentes Assemblées, Edouard produit ses prétentions sur la Souveraineté de l'Ecosse. Les Etats, bien loin de reconnoître sur le champ cette Souveraineté, demandent du tems pour consulter ensemble sur un point si délicat. Le Roi leur accorde trois semaines ; & ce tems étant expiré, dans la première Séance dont le Journal fait mention, le Chancelier d'Angleterre commence à parler le premier, & dit que les Etats n'ont rien produit ni allégué contre les prétentions du Roi. Ne semble-t'il pas, qu'il devoit commencer par interpellier les Etats de donner leur réponse, de laquelle le Journal devoit faire mention, soit en rapportant leurs ob-

jections ou leur acquiescement, ou du moins en exposant qu'ils n'avoient rien répondu; après quoi le discours du Chancelier viendrait à propos? Au lieu de cela, il commence par déclarer que les Etats n'ayant rien opposé à la prétention du Roi, ce Prince a résolu d'user de son droit. Cela conduit à faire soupçonner, ou que la Relation de ce qui se passa ce jour-là est tronquée, ou que le jour précédent il y avoit eu une autre Assemblée, dans laquelle les Etats avoient produit leurs preuves, mais dont l'Auteur du Journal n'a pas jugé à propos de faire mention. En effet, il a été déjà remarqué que, selon le délai fixé par le Roi, il devoit y avoir une Assemblée le 1. de Juin; au-lieu que celle-ci n'est que du 2. Mais je ne donne ceci que pour une conjecture, sur laquelle je ne prétens rien établir. La plus grande difficulté consiste en ce qu'après une délibération de trois semaines, il est étonnant que les Etats d'Ecosse n'aient rien trouvé à répondre ou à opposer aux prétentions d'Edouard. Il est certain que jusqu'alors la Souveraineté de la Couronne d'Angleterre sur l'Ecosse n'avoit jamais été si généralement reconnue, que la simple notoriété publique pût fermer la bouche aux Etats. Il n'en faut point d'autre preuve que les conventions de Mariage que j'ai rapportées ci-devant, dans lesquelles les Ecois avoient pris tant de précautions pour maintenir leur indépendance. En second lieu, le tems qu'ils prirent pour délibérer sur la demande du Roi, marqué assez qu'ils n'étoient pas bien persuadés de leur sujettion à la Couronne d'Angleterre. Enfin, la précaution même qu'Edouard prenoit d'exiger d'eux cette reconnaissance, témoignoit que la chose étoit pour le moins douteuse. On n'a pas accoutumé d'agir de cette manière, quand on a un droit incontestable & généralement reconnu. S'il est donc vrai, que les Etats n'aient rien répondu à la prétention du Roi, il faut croire, ou qu'ils furent intimidés, ou que les deux principaux Prétendants s'unirent ensemble, & cabalèrent parmi les Membres des Etats, pour les empêcher de combattre les prétentions du Roi d'Angleterre. Apparemment ils avoient peur d'arrêter le Jugement de l'affaire principale, par cet incident. Revenons à notre Journal.

Le Grand Chancelier ayant parlé de la manière que le Journal le rapporte, & prenant le droit de son Maître pour accordé, s'adressa premièrement à Robert Brus, & lui demanda s'il vouloit reconnoître le Roi d'Angleterre pour Souverain de l'Ecosse, & recevoir de lui, en cette qualité, la justice qu'il demandoit. Le Journal ajoute, que Robert Brus répondit clairement & distinctement, qu'il reconnoissoit le Roi d'Angleterre pour Souverain Seigneur du Royaume d'Ecosse, & qu'il consentoit à recevoir de lui, en cette qualité, le Jugement que ce Prince trouveroit à propos de prononcer. La même question étant faite à *Florent Comte de Hollande*, & à *Jean Hastings* (1), ils firent tous deux la même réponse. Après cela, *Patrick Dunbar*, Comte de la Mar-

(1) Lord d'*Abergavenny*. TIND.

EDOUARD I.
1291.

Edouard se fait
reconnoître pour
souverain de l'E-
cosse par tous les
Prétendants.

EDOUARD I.
1291.

che, *Guillaume Ross, Gautier de Huntercumbe, Guillaume Vesci*, par Procureur, *Robert de Pinkenny, & Nicolas de Soules*, se présentèrent, & demandèrent d'être reçus séparément, à prouver que la Couronne d'Ecosse leur étoit dévolue par droit de succession. On leur fit la même demande qu'aux trois premiers, touchant les droits d'Edouard; à quoi ayant répondu de même, leur Requête fut reçue. *Jean Baillol* étant absent, son Ecuyer se présenta; & après avoir allégué quelque raison pour excuser l'absence de son Maître, il demanda pour lui qu'il pût être oui le lendemain; ce qui lui fut accordé.

Protestation d'Edouard.

Le jour suivant, après que le Chancelier eut fait une récapitulation de tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors, Baillol, qui étoit présent, fut interrogé de la même manière que les autres Prétendants, & fit une semblable réponse. Ensuite, le Chancelier fit tout haut cette Protestation au nom du Roi : *Qu'encore que le Roi d'Angleterre agisse en cette occasion comme Souverain Seigneur de l'Ecosse, il ne prétendoit pas par là se désister du droit héréditaire qu'il pouvoit avoir à la Couronne de ce Royaume, ni s'exclure soi-même quant à la propriété. Qu'il se reservoit expressément la liberté de poursuivre ses droits, ainsi que les autres Prétendants, de la manière, & dans le tems qu'il trouveroit à propos.* Dès que le Chancelier eut achevé de parler, le Roi repeta mot à mot la même Protestation de sa propre bouche. Ensuite *Jean Cumin*, Seigneur de Badenough, se leva & demanda d'être reçu à prouver le légitime droit qu'il avoit sur la Couronne. Sa demande lui fut accordée, après que, comme les autres Prétendants, il eut reconnu la Souveraineté du Roi d'Angleterre. Ce qui regardoit Edouard étant ainsi établi, les Prétendants dressèrent un Ecrit, par lequel ils le reconnoissoient pour Souverain Seigneur de l'Ecosse. Cet Ecrit fut signé de tous, & particulièrement de Robert Brus & de Jean Baillol, & scellé de leurs cachets. Quant au silence des Etats sur ce même sujet, Edouard, sans s'en embarasser davantage, le prit pour un consentement, & se mit en possession de la Souveraineté.

Reconnoissance authentique des Prétendants.

Edouard demande d'être mis en possession du Royaume.

Les Prétendants y consentent.

Ce pas étant fait, le Roi en fit un autre plus avant. Il représenta aux Prétendants, qu'il seroit inutile de donner un Jugement pour adjuger la Couronne à l'un d'entre eux, s'il n'étoit pas en son pouvoir de le faire exécuter. Sur ce fondement, il demanda qu'on le mît en possession du Royaume, afin qu'il pût le livrer à celui qui seroit déclaré Roi. Cela lui fut accordé par les Prétendants, qui passerent un Acte conforme à son desir, comme si leurs simples prétentions à la Couronne leur eussent acquis le droit de pouvoir disposer du Royaume à leur volonté. Dans cet Acte, ils reconnoissoient le Roi d'Angleterre pour Souverain Seigneur de l'Ecosse, & en cette qualité, pour Juge du Procès touchant la succession. Ils promettoient de tenir pour bon & valable le Jugement qu'il prononceroit. Ils consentoient qu'il fût mis en possession de toutes les Places, & de tout le Royaume, pour le remettre à celui à qui il seroit adjugé. Ils ajoutaient pourtant cette condition, qu'il

qu'il s'obligerait à le restituer, deux mois après le Jugement prononcé, au même état qu'il l'auroit reçu, sous l'hommage que le nouveau Roi feroit obligé de lui rendre. EDOUARD I
1294.

Tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors en faveur d'Edouard, n'étoit que des Actes emanez de quelques particuliers ; mais entre ceux-ci se trouvoient Brus & Baillol, dont les Partis partageoient toute l'Ecosse, & par conséquent leur approbation entraînoit celle de tout le Royaume. Dans ce tems d'Anarchie, les Régens n'avoient pas beaucoup d'autorité, & n'osoient même rien faire qui put desobliger le Roi, ou les deux principaux Compétiteurs, dont l'un devoit devenir leur Maître. Quand aux Etats, depuis qu'Edouard se fut aperçu qu'ils étoient peu disposés à favoriser les prétentions, il ne les consultoit plus. Comme ils étoient assembles hors de l'Ecosse, & sous la main du Roi ils n'avoient pas la liberté de prendre les mesures qu'ils auroient voulu. Ainsi, le Roi ne trouva presque point d'opposition de la part des Gouverneurs des Places, quand il voulut se mettre en possession du Royaume. *Guillaume de Unfreville*, qui commandoit dans les Châteaux de *Dundee* & de *Forfar*, fut le seul qui fit quelque résistance. Il regardoit l'Acte dont on vient de parler, comme très irrégulier, & ne pouvoit se résoudre, sur une pareille garantie, à livrer des Places qui ne lui avoient été confiées ni par le Roi d'Angleterre, ni par les Prétendants. Il fallut que les Prétendants, les Régens, & le Roi même, s'obligeassent par un Acte exprès à l'indemniser, en cas qu'il vînt un jour à être recherché pour ce sujet.

Quelle que fût la prétention d'Edouard, il est certain que la Souveraineté de la Couronne d'Angleterre n'avoit jamais été bien reconnue en Ecosse. Ainsi les Ecossois, en général, ne pouvoient regarder les démarches des Prétendants, & des Régens mêmes, que comme une manifeste prévarication. Cependant, il étoit bien difficile de faire autrement. Tous les Grands étoient, ou gagnés par les promesses d'Edouard, ou intimidés par ses menaces. Les Troupes qu'il avoit fait marcher à Norham, sous prétexte de garder les Etats d'Ecosse, ne contribuoient pas peu à inspirer de la terreur. Ainsi, l'on étoit obligé de faire à-peu-près tout ce qu'il vouloit. Il étoit pourtant nécessaire que les Régens donnassent quelque satisfaction au Peuple, en lui faisant voir qu'ils avoient soin de ses intérêts. Ce fut dans cette vue qu'ils demandèrent à Edouard des Lettres Patentes, pour déclarer que le jugement du Procès entre les Prétendants seroit rendu dans le Royaume d'Ecosse. Edouard regardant cette démarche comme une espece d'approbation de sa Souveraineté, parce que la demande avoit été conçue d'une manière à ne le pas choquer, n'eut pas beaucoup de peine à condescendre à leur très humble Requête, & leur fit expédier les Lettres qu'ils desiroient.

Concession d'Edouard.

L'affaire de la Souveraineté étant terminée de la manière qu'on vient de le voir, quoique sans l'intervention des Etats, il fut question

On vient à l'examen du procès

EDOUARD I.
1291.
touchant la Couronne.

d'examiner les Droits de ceux qui demandoient la Couronne, afin que le Roi pût connoître le fondement de leurs prétentions. Pour cet effet, il fut convenu entre eux, que Baillol & Cumin, tant pour eux-mêmes que pour tous les Prétendans, nommeroient quarante personnes; & que tout de même Robert Brus en nommeroit quarante autres, pour examiner les raisons des Compétiteurs. De plus, qu'à ces quatre-vingts, le Roi en pourroit ajouter vingt & quatre, plus ou moins; & que ces Commissaires, après avoir tout mûrement examiné, en feroient leur rapport au Roi.

Dans la Séance du 5. de Juin, on ne fit autre chose, que de donner les noms des Examineurs qui avoient été choisis.

On convient que le procès sera jugé à Barwick le 1. d'Août.

Le jour suivant, le Roi ordonna aux Examineurs de régler le tems & le lieu où ils devoient s'assembler pour travailler à l'examen. Tous convinrent de *Barwick* Ville d'Ecosse, située sur la *Twede*, pour le lieu. Mais comme ils ne purent s'accorder à l'égard du tems, le Roi fixa le 2. d'Août de cette même année.

Les Régens & les Gouverneurs des Places remettent leurs Commissions à Edouard, qui les leur rend.

Il y eut encore à *Norham* une autre Assemblée, dans laquelle les Régens d'Ecosse remirent au Roi leurs Patentes, & les Gouverneurs des Places leurs Commissions, pour en disposer à sa volonté. Edouard les reçut & les leur rendit ensuite, avec les changemens nécessaires pour qu'il parût qu'ils tenoient leurs Emplois de lui. Le même jour il nomma l'Evêque de *Cathness* pour Grand Chancelier d'Ecosse, & lui associa *Gautier de Hamondesham*, Anglois, l'un de ses Clercs.

Il se fait prêter serment de fidélité.

Le 12. de Juin, Edouard fit expédier des ordres à tous ceux qui possédoient des Charges dans le Royaume d'Ecosse, de venir lui prêter serment de fidélité; ce qui fut fait le même jour, par ceux qui se trouvoient présens. Les Prétendans lui prêterent aussi le même serment: après quoi l'on se sépara, en attendant le tems marqué pour l'Assemblée qui devoit se tenir à *Barwick*.

Il fait une Protestation.

Quoique ce tems fût encore assez éloigné, Edouard s'y rendit bientôt après, & dès le 3. de Juillet, il fit la Protestation suivante: *Qu'en core qu'il eût accordé ci-devant, que l'affaire de la Succession seroit jugée dans le Royaume d'Ecosse, il ne prétendoit pas s'astreindre à la même condescendance, si le même cas arrivoit une autre fois, ni en aucune autre occasion.* Apparemment l'Assemblée devant laquelle il fit cette Protestation, n'étoit ni complete ni autorisée pour la recevoir, puisque les Examineurs ne devoient se trouver à *Barwick* que le 3. Août, c'est-à-dire un mois après.

Les Prétendans présentent leurs Requêtes.

Ce jour-là étant venu, les Commissaires Examineurs s'assemblerent à *Barwick*, en présence du Roi, & reçurent les Requêtes des Prétendans, dans l'ordre qui suit. Mais parce que ces Requêtes, qui contenoient les fondemens de leurs prétentions, étoient appuyées sur la Généalogie de la Famille Royale d'Ecosse, il est nécessaire d'avoir devant les yeux cette Généalogie, quoique supposée, sans quoi il seroit difficile de comprendre leurs raisons,

Florent, Comte de Hollande, exposoit qu'il étoit descendu d'Ada, Fille du Prince Henri, & Sœur des Rois Macolm IV. & Guillaume. EDOUARD I.
1291.

Patrick Dumbar, Comte de la Marche, fondeoit ses prétentions sur ce qu'il descendoit d'*Ilda* Fille du Roi Guillaume, & Sœur d'Alexandre II.

Guillaume Vesci disoit qu'il étoit issu de *Marguerite*, Fille du Roi Guillaume.

Robert de Pinkerny soutenoit, qu'il venoit de *Marguerite* Fille du Prince Henri, & Sœur des Rois Macolm & Guillaume.

Nicolas de Soules disoit : qu'étant Petit-Fils d'Alexandre II, par Marguerite seconde Fille de ce Roi, & la posterité de Marguerite Sœur aînée de sa Mere étant éteinte, la Couronne lui étoit dévolue, comme au plus prochain Héritier.

Patrick Galibly appuyoit sa demande sur ce qu'il étoit Petit-Fils du Roi Guillaume, par *Henri* Fils du même Roi. Apparemment *Henri* Pere de Patrick étoit bâtard, puisque s'il eût été légitime, le Droit de son Fils auroit été indisputable.

Roger de Mandeville prétendoit à la Couronne, comme Fils d'*Alfrique* Fille du Roi Guillaume.

Jean Hastings soutenoit que le Royaume d'Ecosse étant divisible, devoit être partagé entre les descendans des trois Filles de *David* Comte de Huntington, dont la plus jeune étoit sa Mere.

Robert de Ros se disoit issu d'Isabelle Fille aînée du Roi Guillaume, & Sœur d'Alexandre II.

Jean Cummin tiroit son Droit de plus haut, savoir de *Donald*, qui avoit été autrefois Roi d'Ecosse.

Jean Baillol exposoit, qu'il étoit Fils de *Devergulde*, Fille aînée de *Marguerite* la plus âgée des Filles de *David* Comte de Huntington; & que toute la posterité du Roi Guillaume étant éteinte, il se trouvoit le plus prochain Héritier de la dernière Reine. Il faut remarquer qu'il posoit en fait dans sa Requête, que *Marguerite* & *Isabelle*, Filles aînées d'Alexandre II, étoient mortes sans posterité, quoique *Nicolas de Soules* se dît Fils de la première. Après cela, passant sous silence, *Henri*, *Isabelle*, *Ilda*, *Marguerite* & *Alfrique*, Enfans du Roi Guillaume, desquels *Galibly*, *Ros*, *Dumbar*, *Vesci* & *Mandeville* se disoient descendus, il reprenoit la branche de *David* Frere cadet du Roi Guillaume. Ce silence donne lieu de présumer, ou que ces premiers Prétendans avoient exposé à faux leurs Généalogies, ou que ceux dont ils se disoient descendus, étoient bâtards; sans quoi leurs descendans auroient eu plus de Droit à la Couronne que ceux de *David*. Aussi verrons-nous dans la suite, qu'on ne fit aucun cas de leurs prétentions. On peut encore observer, que ceci favorise ce qu'a dit *Buchanan*, qu'*Edouard* engagea huit Prétendans, outre *Baillol* & *Brus*, à demander la Couronne, afin d'embarasser l'affaire. En effet, il est facile de voir que de

EDOUARD I.
1291.

tous ceux qui viennent d'être nommez, Baillol excepté, il n'y en avoit pas un seul qui eût le moindre Droit à la Succession, supposant, comme il y a beaucoup d'apparence, qu'ils étoient issus des Bâtards, & que *Nicolas de Soules* n'avoit pas bien exposé sa Généalogie.

Robert Brus alleguoit, qu'il étoit plus prochain d'un degré que Baillol, puisqu'il étoit Petit-Fils de David; au lieu que son Concurrent n'étoit que Petit-Fils de sa Fille. Qu'à la vérité *Devergulde* étoit dans un même degré que lui, mais qu'elle ne pouvoit pas prétendre à la Couronne, parce que la coutume vouloit qu'on préférât les hommes aux femmes, dans un même degré de consanguinité. Pour fortifier encore son Droit, il ajoutoit, qu'Alexandre II. l'avoit déclaré son Héritier, en cas qu'il mourût sans Enfans; & il offroit de le prouver par des témoins qui étoient encore en vie. De plus, il soutenoit qu'Alexandre III. l'avoit toujours regardé comme son Successeur présomptif, & qu'il s'en étoit expliqué avec ceux qui l'approchoient de plus près.

Toutes ces Requêtes ayant été lues, & le Roi, dit le Journal, voulant donner aux Commissaires le tems de les examiner, marqua le second jour de Juin de l'année suivante 1292, pour tenir une autre Assemblée, où les Prétendans pourroient plus amplement déduire leurs raisons.

Je me servirai moi-même de cet intervalle, pour examiner, aussi brièvement qu'il sera possible, les fondemens sur lesquels Edouard appuyoit son Droit de Souveraineté à l'égard de l'Ecosse. On les trouve fort au long, dans un Mémoire que ce Prince fit dresser sur ce sujet. Et parce que cet Ecrit est souvent allegué par les Auteurs Anglois, comme contenant les preuves justificatives du Droit de Souveraineté que l'Angleterre a eu de tout tems sur l'Ecosse, il ne sera pas inutile d'en donner ici un Abregé, afin qu'on puisse s'instruire parfaitement sur cette matiere.

*Preuves alleguées par EDOUARD I. pour établir le DROIT
DE SOUVERAINETE' des ROIS D'ANGLETERRE
sur l'ECOSSE.*

L'AN 901. *Edouard l'Ancien, Roi d'Angleterre, soumit à sa domination les Rois des Ecoissois, des Humbres & des Gallois. Cela se trouve dans les Histoires de Marianus Scotus, de Roger de Hoveden & de Guillaume de Malmesburi.*

L'an 921. *Le Roi d'Ecosse, Reginald Roi des Danois, les Anglois qui habitoient le Northumberland, le Roi de Galles & ses Sujets, choisirent Edouard l'Ancien pour leur Pere & Seigneur, & firent une étroite Alliance avec lui. Marianus Scotus, Roger de Hoveden.*

L'an 924. *le même Edouard regnoit sur tous les habitans de la Grande-*

Bretagne, Anglois, Ecoffois, Cumbres, Danois & Bretons. Mar. Scotus, Rog. de Hoveden. EDOUARD I.
1291.

L'an 926. le Roi Adelstan, Fils d'Edouard, vainquit Constantin Roi d'Ecosse, avec le Roi des Wentes, & le contraignit de prendre la fuite. Après cette victoire, ils lui prêterent serment, & conclurent une Alliance avec lui à Elnoth, le 4. de de Juillet. Mar. Scotus, Rog. de Hoveden. Preuves de la
Souveraineté des
Rois d'Angleterre
sur l'Ecosse.

On trouve dans les Histoires de Guillaume de Malmesburi, de Raoul de Dicet, & de Henri de Huntingdon, qu'Adelstan contraignit Constantin Roi d'Ecosse, de quitter sa Couronne, & qu'ensuite il lui permit de la reprendre, à condition qu'il la tiendrait sous la dépendance des Rois d'Angleterre; disant, qu'il étoit plus glorieux de faire des Rois, que d'être Roi.

En 934. le même Adelstan vainquit Constantin qui s'étoit revolté, & ravagea l'Ecosse jusqu'à Dunferd. Le même Constantin lui donna son Fils en ôiage, avec de grands présens: & ainsi ils firent la Paix ensemble. Mar. Scotus, Rog. de Hoveden, Henr. de Huntingdon, Ra. de Dicet.

L'an 937. Eugene Roi de Cumberland, & Constantin Roi d'Ecosse, allèrent trouver Adelstan à Dacor, & se remirent à sa discretion. Adelstan, qui avoit ordonné à Constantin de faire baptiser son Fils, tint lui-même l'Enfant sur les fonts. G. de Malmesburi.

En 940. Adelstan eut pour Successeur Edmond, qui regna quatre ans, sans que les Ecoffois se revoltassent pendant son Regne.

En 947. Edred, Frere & Successeur d'Edmond, ayant vaincu les Northumbres, porta ses armes en Ecosse. Les Ecoffois saisis de crainte, se soumirent à lui sans résistance, & lui prêterent le serment de fidélité qui lui étoit dû. Edred établit sur les Ecoffois un Roi nommé Edrik. Mar. Scotus, G. de Malmesburi, Hen. de Huntingdon.

L'an 955. Edwi fut Roi d'Angleterre après Edred, & regna quatre ans, sans que, pendant son Regne, il y eût aucune revolte de la part des Ecoffois.

L'an 977. Edgar Roi d'Angleterre ayant assemblé à sa Cour, Keneth Roi d'Ecosse, Macolm de Cumberland, & six autres Rois, les fit servir de Rameurs dans un bateau dont il tenoit lui-même le gouvernail. Il s'écria, dit-on, qu'enfin, ses Successeurs pourroient se glorifier d'être véritablement Rois d'Angleterre, puisqu'ils jouissoient d'une si grande prérogative.

Un autre fois, le même Edgar ayant ouï dire que Keneth avoit mal parlé de lui, le fit venir à sa Cour, & l'ayant mené à la campagne, il lui présenta deux épées, afin qu'il en choisît une pour se battre avec lui. Keneth le refusa, & s'étant jeté aux pieds d'Edgar, il lui demanda pardon, & l'obtint. Mar. Scotus, R. de Hoveden, G. de Malmesburi, H. de Huntingdon, Ra. de Dicet.

Pendant les Regnes d'Edouard le Martyr, d'Ethelred II, & d'Edmond côté de fer, il n'y eut point de revolte de la part des Ecoffois.

Canut le Grand, à son retour de Rome, dans la 15. année de son Regne, subjugué sans peine l'Ecosse qui s'étoit revoltée, & le Roi Macolm lui fut sujet. Canut étoit Roi d'Angleterre, de Danemarck, de Norwege, & d'Ecosse.

EDOUARD I.
1291.
Preuves de la
Souveraineté des
Rois d'Angleterre
sur l'Ecosse.

Mar. Scotus, G. de Malmesburi, Henri de Huntingd. Ra. de Dicet.

On ne trouve point que les Ecoissois se soient revoltés, pendant les Regnes de Harald I. & de Hardi - Canut.

Sous le Regne d'Edouard le Confesseur, Siward, Comte de Northumberland, vainquit Machiot Roi d'Ecosse, & le tua. Ensuite, par le commandement du Roi Edouard, il mit Macolm, Fils du Roi de Cumberland, sur le Trône d'Ecosse. Les mêmes.

On trouve aussi ces paroles dans l'Histoire de Guillaume de Malmesburi: Le Roi Edouard donna le Royaume d'Ecosse à Macolm Fils du Roi de Cumberland, pour le tenir de la Couronne d'Angleterre.

On ne voit rien dans l'Histoire touchant les Ecoissois, pendant que Harald II. fut sur le Trône d'Angleterre.

Guillaume le Conquerant ayant marché en Ecosse, dans la 6. année de son Regne, Macolm alla au-devant de lui jusqu'à Aberneth, où il lui fit hommage ou devint son homme (1). Chron. de S. Alban.

On voit dans la même Chronique, que Guillaume s'en retourna en Angleterre après avoir reçu l'hommage de Macolm, & quelques ôtages.

La 3. année de Guillaume le Roux, Macolm s'étant revolté, & ayant ravagé le Northumberland, Guillaume, accompagné de Robert son Frere, mena son Armée en Ecosse, & fit la Paix avec Macolm, à cette condition, que Macolm lui obéiroit, comme il avoit obéi à Guillaume son Pere. M. Scotus, Rog. de Hoveden.

Henri de Huntingdon dit que Macolm, saisi de crainte, devint homme du Roi Guillaume.

Le même Roi chassa Donald du Trône d'Ecosse, & y mit en sa place Edgar Fils de Macolm. Les mêmes.

Edgar Roi d'Ecosse étant mort, Alexandre I. son Frere lui succéda, par la permission de Henri I. Roi d'Angleterre. Henr. de Huntingdon.

Etienne Roi d'Angleterre ayant demandé l'hommage à David Roi d'Ecosse, & celui-ci l'ayant refusé parce qu'il avoit fait serment à Mathilde, Henri, son Fils, fit hommage au Roi Etienne. M. Scotus, H. de Hungtindon, Rog. de Hoveden.

Guillaume Roi d'Ecosse, David Comte de Huntingdon son Frere, les Comtes & les Barons d'Ecosse, firent hommage à Henri II. Roi d'Angleterre, & lui prêtèrent serment de fidélité (2).

(1) On en peut voir la forme dans le second Statut, l'an 17 d'Edouard II. « Lors-
» qu'un homme qui a droit de Franchise fera hommage, il tiendra ses deux mains
» jointes entre les mains de son Seigneur, & prononcera ces paroles à genoux : Je
» deviens votre Homme-lige, dès ce jour à jamais, pour la vie, pour les membres,
» & pour l'honneur du monde ; & je vous devrai ma foi pour la Terre que je tiens
» de vous, sauf la foi que je dois à mon souverain Seigneur le Roi, & à mes autres
» Seigneurs. Les Ecclésiastiques, au lieu de dire je deviens votre homme, disent, Je
» vous fais hommage, & je vous serai fidele & loyal. TIND.

(2) Foi, Féauté, du mot Latin Fidelitas. Voyez la forme de ce Serment in Anno
14. Edouard, Stat. 2. « Lorsque celui qui a droit de Franchise prêterait foi, il tiendra

L'an 1174. Guillaume Roi d'Ecosse ravageant l'Angleterre, fut fait prisonnier & livré au Roi Henri II, qui le mit en liberté, à condition qu'il lui feroit hommage pour le Royaume d'Ecosse.

EDOUARD I.
1291.
Preuves de la
Souveraineté des
Rois d'Angleterre
sur l'Ecosse.

Comme il a été parlé ailleurs du Traité que ces deux Rois firent ensemble, il n'est pas nécessaire de le répéter. Il suffit de dire en deux mots, que Guillaume, pour obtenir sa liberté, fut contraint de s'engager à faire hommage lige à Henri II. pour le Royaume d'Ecosse, & qu'il exécuta son engagement. C'est ici la meilleure Piece en faveur d'Edouard, & aussi celle sur laquelle il insiste le plus dans cet Ecrit, entrant là-dessus dans un grand détail, qui se réduit à ce qui vient d'être rapporté.

Sous le Regne de Richard, on ne trouve point que les Ecossois se soient revoltés. Au contraire, Guillaume se rendit à Cantorberi, pour faire hommage à Richard.

Edouard passe ici prudemment sous silence les Lettres Patentes de Richard I, par lesquelles il se départit de la Souveraineté sur le Royaume d'Ecosse.

Le même Guillaume vint rendre hommage au Roi Jean à Lincoln, & lui prêta serment de fidélité sur la Croix de Hubert Archevêque de Cantorberi. Rog. de Hoveden.

Le même Roi Jean voulut faire la Guerre à Guillaume, parce que, sans lui en avoir demandé la permission, il avoit marié sa Fille au Comte de Bologne. Cela se trouve dans les Chroniques du Monastere de Bridlington. On lit aussi dans celles de l'Abbaye de Honywood, que Guillaume donna ses deux Filles en ôtage au Roi Jean.

Henri III. dans la 35. année de son Regne, se rendit à Yorck, pour y faire le mariage de sa Fille avec Alexandre Roi d'Ecosse; & celui-ci y fit hommage au Roi d'Angleterre. La Tutelle du jeune Roi, & la Régence du Royaume, furent conférées à Robert Rosi & à Jean Baillol, par l'avis des Grands des deux Royaumes. Chron. de St. Alban.

Pour fortifier toutes ces preuves, Edouard ramassoit encore quelques passages extraits de diverses Chartres & de quelques Bulles des Papes, & d'un Livre intitulé, La Vie de St. Jean de Beverley. Voici ce que c'est.

Dans une Chartre d'Edgar Roi d'Ecosse, accordée à l'Eglise de Durham, ce Prince reconnoît qu'il possède la Terre de Londony, & tout le Royaume d'Ecosse, par le don de Guillaume Roi d'Angleterre son Seigneur.

Dans une autre Chartre, Guillaume, Roi d'Ecosse, accorde à Jean Roi d'Angleterre son très cher Seigneur, de pouvoir marier Alexandre son Fils, Prince d'Ecosse, à qui il voudra. De plus, il promet au Roi Jean, que quoi

*» sa main droite sur le Livre, & dira : Ecoutez, Monseigneur; moi N. N. je vous
» serai fidèle & véritable, & je vous devrai ma foi pour la Terre que je tiens de
» vous, & je vous rendrai fidèlement les droits & services que je vous dois aux Ter-
» mes marqués. Ainsi Dieu me soit en aide, & les Saints » ! Celui qui tient une
» Terre sous ce serment seulement, la tient de la manière la plus libre qu'aucun Sujet
d'Angleterre puisse la tenir. TIND.*

EDOUARD I.
1291.
Preuves de la
Souveraineté des
Rois d'Angleterre
sur l'Ecosse.

qu'il puisse arriver, lui & le Prince Alexandre son Fils, garderont la foi à Henri fils de Jean, comme à leur Souverain Seigneur.

On trouve dans un Bref de Gregoire IX. que ce Pontife ordonna aux Barons d'Ecosse de prendre le parti du Roi d'Angleterre, contre leur propre Prince, en cas que le dernier vint à rompre le Traité qu'il avoit fait avec Henri II.

Le même Pape, dans un autre Bref, ordonnoit à l'Archevêque d'York, & à l'Evêque de Carlisle, d'induire le Roi d'Ecosse à observer le Traité.

Dans un autre, adressé au Roi d'Ecosse, ce même Pontife lui disoit, que puisqu'il étoit homme lige du Roi d'Angleterre, & qu'il lui avoit prêté serment de fidélité, il ne devoit rien attenter contre lui.

Le Pape Clément, écrivant à Henri Roi d'Angleterre en faveur de l'Evêque de S. André, chassé de son Siege par le Roi d'Ecosse, le requiert, entre autres choses, d'avertir ce Prince, de l'induire, & s'il est nécessaire, de le forcer par la puissance qui lui a été accordée, à rétablir cet Evêque.

La preuve tirée de la Vie de St. Jean de Beverley, dont l'Auteur est inconnu, consiste dans ce Narré. Le Roi Adelstan marchant vers l'Ecosse pour y porter la Guerre, trouva sur son chemin des gens, qui ayant été aveugles & boiteux, venoient d'être guéris par l'intercession de St. Jean de Beverley. Cela lui fit prendre la résolution d'aller faire ses dévotions dans l'Eglise où le corps de ce Saint reposoit. Après qu'il eut prié, il laissa son poignard sur l'autel, pour gage de ce qu'il avoit promis au Saint, si son entreprise avoit un heureux succès. Ensuite, étant entré en Ecosse, St. Jean lui apparut & lui promit son secours. Sur cette promesse, Adelstan attaqua les Ecossois, & remporta sur eux une victoire signalée. Ensuite, il soumit tout le Royaume d'Ecosse, & y séjourna trois ans. En s'en retournant en Angleterre, il rencontra un grand rocher sur son chemin, & pria Dieu par l'intercession de St. Jean de Beverley, de lui donner quelque signe, par lequel les assistans pussent connoître, que les Ecossois étoient justement soumis aux Anglois, & que l'Ecosse subjuguée devoit à jamais payer Tribut à ses Successeurs. Après cela tirant son épée, il en frappa le rocher, qui ceda comme s'il eût été de beurre, & il y fit une ouverture d'une aune de profondeur. Sur quoi l'Auteur ajoute, que c'est un signe manifeste que l'Ecosse a été subjuguée par les Anglois.

Edouard ajoutoit encore quelques autres témoignages, mais sans en nommer les Auteurs, pour faire voir que les Seigneurs de Gallway avoient fait hommage au Roi d'Angleterre.

En 1185. Roland Seigneur de Gallway se soumit au Roi d'Angleterre, craignant, comme on le présume, dit l'Auteur, la puissance de ce Monarque, qui s'avançoit avec une grande Armée pour lui faire la Guerre.

Henri II. Roi d'Angleterre, ayant reçu l'hommage d'Alain de Gallway, & de David Frere du Roi Guillaume, s'en retourna dans ses Etats.

L'an 22. de Henri II, Gilbert, fils de Fergus Seigneur de Gallway, se rendit avec le Roi d'Ecosse en Angleterre, où il devint homme lige de Henri le Pere, & lui prêta serment de fidélité. Ensuite, pour obtenir sa bienveillance,

veillance, il lui donna mille marcs d'argent, & Duncan son Fils en ôtage. EDOUARD I.
1291.

Ce sont là les preuves dont Edouard se servoit pour justifier son droit de Souveraineté sur le Royaume d'Ecosse. Comme il passe pour constant parmi plusieurs Historiens Anglois, que ce Prince prouva incontestablement son Droit par les anciennes Chroniques, j'ai cru que le Lecteur ne seroit pas fâché d'en pouvoir juger par soi-même, sans être obligé de s'en rapporter aux Auteurs de l'un ou de l'autre Parti. C'est aussi ce qui m'a engagé à ne retrancher aucune de ces preuves, quoiqu'il y en ait quelques-unes qui ne sont rien moins qu'évidentes.

Certainement, il y auroit lieu d'être surpris que les Etats d'Ecosse n'eussent rien trouvé à répondre à ces preuves, dont la plupart sont extraordinairement foibles, pour ne pas dire tout-à-fait frivoles. Mais on doit considérer qu'ils étoient en Angleterre, intimidés par la présence du Roi; & que Brus & Baillol, qui avoient un très grand crédit, faisoient tous leurs efforts pour empêcher les incidens qui auroient pu retarder le Jugement de la Cause principale. Cependant, puisqu'Edouard appuyoit ses prétentions sur les preuves étalées dans ce Mémoire, & que l'hommage qu'il exigea des Rois d'Ecosse fut l'unique cause de la Guerre qui s'alluma dans la suite entre les deux Nations, il ne sera pas inutile d'ajouter ici quelques éclaircissemens sur cette matière. Voici donc ce que les Ecossois auroient pu opposer à ces preuves, si de puissantes raisons ne les eussent engagés à garder le silence; & ce qu'ils opposerent en effet, dès qu'ils se trouverent dans de plus favorables conjonctures.

Premièrement, ils pouvoient dire, qu'il étoit nécessaire de distinguer deux choses qu'Edouard affectoit de confondre dans cet Ecrit, savoir, la supériorité des forces des Rois d'Angleterre, & les avantages qu'ils avoient souvent remportés sur les Ecossois, d'avec l'aveu prétendu fait par les Rois d'Ecosse, qu'ils tenoient leur Couronne des Rois d'Angleterre. C'étoit de la seconde chose qu'il s'agissoit dans le différend en question; & néanmoins, c'est sur la première que portent la plupart des preuves alléguées dans le Mémoire.

2. Il ne s'agissoit pas de prouver en général, que les Rois d'Ecosse avoient été souvent contraints de faire des Traitez désavantageux, & qu'ils avoient prêté des sermens relatifs à ces Traitez: il falloit produire les Actes mêmes, & faire voir qu'ils contenoient effectivement la reconnaissance de la Souveraineté des Rois d'Angleterre sur l'Ecosse. Il étoit encore nécessaire de justifier la continuation de cette reconnaissance, par les Hommages que les Rois d'Ecosse devoient avoir rendus à tous les renouvellemens des Regnes de l'un & de l'autre Royaume, selon la coutume constante pratiquée par les Vassaux, depuis plusieurs siècles. Mais c'est ce qu'Edouard ne faisoit pas.

3. Lorsqu'Edgar Roi d'Ecosse reconnoissoit dans sa Chartre accordée

EDOUARD I.
1291.

à l'Eglise de Durham, qu'il tenoit son Royaume de Guillaume le Roux cette reconnoissance n'emportoit pas un aveu que la Couronne d'Ecosse dépendit de celle d'Angleterre. C'étoit une simple déclaration, que c'étoit par l'assistance de ce Prince qu'il étoit monté sur le Trône d'Ecosse, dont un Usurpateur s'étoit emparé, ainsi qu'il paroît par l'Histoire.

*Anderson's Essay
etc. pag. 86.*

4. Cette même Charte, qui fait une des principales preuves d'Edouard, est impuignée de faux par les Auteurs Ecossois, & combattue par des raisons de Chronologie si fortes, qu'on ne peut gueres s'empêcher d'y acquiescer.

5. A l'égard de ce qui se passa entre Henri II. & Guillaume Roi d'Ecosse, il est bien vrai que celui-ci rendit un Hommage lige pour tout son Royaume : mais il n'est pas moins certain, que ce fut en conséquence d'un Traité, où cet Hommage avoit été expressément stipulé, pour procurer la liberté au Roi prisonnier. Cela même fait voir qu'il n'y étoit point sujet auparavant, puisqu'il fut nécessaire de l'y engager par un Traité. C'est à quoi on n'auroit jamais pensé, à moins que la Guerre n'eût été entreprise pour raison de cet Hommage; ce qui n'est pas. D'ailleurs, ce même Hommage, qui n'étoit qu'une suite de la prison de Guillaume, ne fut pas continué par ses Successeurs, puisque Richard, Fils de Henri, s'en départit à pur & à plein, ainsi qu'on l'a vu dans le Regne de ce Prince.

6. Pour ce qui regarde les autres preuves, qui sont beaucoup moins fortes, non seulement elles sont tirées de quelques Auteurs Anglois, ou Sujets de l'Angleterre, dont la plupart sont fort postérieurs aux événements qu'ils rapportent; mais elles sont fondées sur des expressions vagues, qui n'ont pas nécessairement le sens qu'Edouard prétendoit leur donner.

7. Edouard n'avoit-il point d'autres preuves à produire, que des témoignages de quelques Historiens partiiaux? Pourquoi ne produisoit-il pas les Hommages rendus par les anciens Rois d'Ecosse, comme il faisoit voir celui que Guillaume avoit rendu à Henri II? S'il n'avoit été question que de prouver l'Hommage pour le Comté de Huntington, il n'auroit pas été obligé d'aller fouiller chez les Historiens : il en auroit trouvé les preuves dans ses propres Archives. D'où vient donc qu'il avoit été plus difficile de conserver les Hommages rendus pour le Royaume d'Ecosse? Si le Roi de France n'avoit pu justifier sa Souveraineté sur la Guienne, & sur le Comté de Ponthieu, que par des passages tirez des Auteurs François, il y a lieu de douter qu'Edouard eût voulu s'assujettir à lui rendre hommage pour ces deux Provinces.

8. Les Ecossois pouvoient alleguer, que lorsque Henri III. demanda du secours au Roi d'Ecosse contre le Comte de Leicester, il reconnut en termes exprès, que ce secours lui étoit donné par amitié, & nullement par devoir.

9. Le même Henri ayant voulu exiger d'Alexandre III. son Gendre, l'Hommage pour le Royaume d'Ecosse, celui-ci le refusa, & ne voulut le rendre que pour les Terres qu'il possédoit en Angleterre. EDOUARD I.
1291.

10. Edouard lui-même ayant souhaité que le même Alexandre III. son Beau-Frere assistât à son Couronnement, lui donna des Lettres Patentes, par lesquelles il reconnoissoit que la présence de ce Prince n'étoit pas de devoir, & qu'il n'avoit assisté à cette cérémonie que par amitié, & pour lui faire honneur, sans y être en aucune maniere obligé.

11. Quand le même Alexandre rendit son hommage à Edouard, il fit une protestation authentique, qu'il n'entendoit pas que cet Hommage fût pour le Royaume d'Ecosse, mais seulement pour les Terres qu'il possédoit en Angleterre : & son Hommage fut reçu avec cette restriction.

12. Les Ecossois pouvoient dire encore, que l'Hommage fait pour des Terres situées en Angleterre, bien que rendu par un Roi d'Ecosse, n'avoit aucune relation au Royaume d'Ecosse. Ainsi les Rois d'Angleterre, en rendant Hommage aux Rois de France, ne prétendoient pas rendre le Royaume d'Angleterre dépendant de la Couronne de France, mais reconnoître seulement la dépendance des Terres qu'ils possédoient dans ce Royaume.

13. Enfin, on rendoit souvent Hommage pour des pensions ; comme les Comtes de Flandre le rendoient aux Rois d'Angleterre par cette même raison, & comme le Comte de Savoye en faisoit un semblable aux mêmes Rois, pour une pension de deux-cens marcs. Ainsi, faire voir simplement que les Rois d'Ecosse avoient fait Hommage aux Rois d'Angleterre, ce n'étoit pas prouver le point en question. Il falloit justifier que ces Hommages étoient pour le Royaume d'Ecosse, ou par des Lettres Patentes des Rois d'Ecosse mêmes, ou par les Instrumens des Hommages attestez par de bons témoins, comme on le pratique ordinairement. Mais Edouard ne produisoit aucun Acte que celui de Guillaume, Hommage forcé, dont le Roi Richard s'étoit départi.

Quant aux passages extraits des Bulles des Papes, ils ne pouvoient former aucune preuve, puisque les Ecossois ne nioient pas que leurs Rois fussent Vassaux de l'Angleterre, pour le Comté de Huntington, & pour quelques autres Terres situées sur les frontieres ; mais ils nioient qu'ils le fussent pour le Royaume d'Ecosse : ce que les Bulles ne disoient pas.

Je ne dis rien de l'Extrait tiré de la Vie de St. Jean de Beverley, puisqu'il y a lieu de douter qu'Edouard voulût sérieusement tirer une preuve d'un Miracle si peu avéré, ou, pour mieux dire, si ridicule, & d'une Histoire dont l'Auteur est inconnu.

Au reste, les réponses qu'on vient de lire, ne sont pas des argumens que je prête aux Ecossois. La plupart sont les mêmes que Boniface VIII. employa dans un Bref adressé à Edouard, pour le dissuader de rien en-

EDOUARD I.
1291.

treprendre contre l'Ecosse, ainsi qu'on le verra dans la suite. Revenons présentement au Jugement du Procès touchant la Succession, que j'avois interrompu.

1292.
Suite de ce qui
se passa dans le Ju-
gement touchant
la Couronne d'E-
cosse.

Le jour marqué par Edouard étant arrivé, tous les Prétendants, avec les quatre-vingts Examineurs, se rendirent à Barwick, où Edouard se trouva présent. Dès la premiere Séance, des Ambassadeurs du Roi de Norwege se présenterent, & demanderent la Couronne pour le Roi leur Maitre, Pere de la derniere Reine. Leur Requête ayant été reçue, après qu'ils eurent reconnu le Roi d'Angleterre pour Seigneur direct de l'Ecosse, celles des autres Prétendants furent lues, chacune à son tour, & les Commissaires commencerent à les examiner. Mais Edouard, dit le Journal, considérant que cet examen entraîneroit dans une longueur qui pourroit être préjudiciable à l'Ecosse, prit la chose d'un autre biais. Il proposa & fit trouver bon, qu'on commençât par l'examen des Droits de Jean Baillol & de Robert Brus, sans préjudice des autres, qui seroient discutez dans la suite.

Question propo-
sée par Edouard,
qui demeure in-
décise.

La premiere question qu'on mit sur le tapis, fut, par quelles Loix & Coutumes il falloit se régler dans ce Jugement? Sur quoi Edouard voulut avoir préalablement les avis des Commissaires Examineurs. Il ne leur fut pas possible de s'accorder pour décider cette question. Après avoir longtems disputé entre eux, ils répondirent au Roi, qu'ils ne pouvoient lui donner leurs avis sans une plus ample délibération, & le prierent de leur ajoindre vingt & quatre Anglois, comme on en étoit convenu. Cet expédient ne facilita pas la décision. Les Commissaires Anglois rapporterent au Roi, que les Ecossois étoient si peu d'accord entre eux touchant leurs propres Loix, qu'il étoit fort difficile d'asseoir un Jugement sur un point si fort contesté. Ils ajouterent, que par cette raison, ils n'osoient eux-mêmes lui donner aucun conseil, sur une question si délicate. Ces difficultez déterminerent Edouard à donner un plus long terme, & à marquer le 14. d'Octobre suivant, pour le jour de la premiere Assemblée.

Edouard accor-
de un délai.

Il propose trois
questions.

Les Commissaires s'étant assemblez au tems prescrit, Edouard leur proposa ces trois questions. 1. Par quelles Loix & Coutumes il falloit proceder à ce Jugement? 2. Comment il falloit se régler, supposé que les Coutumes d'Angleterre & d'Ecosse fussent incertaines, ou que celles des deux Royaumes fussent opposées? 3. S'il falloit juger touchant le Royaume d'Ecosse, autrement qu'à l'égard des Comtez, Baronnies, ou autres Fiefs dépendans de la Couronne d'Angleterre? Le délai qu'Edouard avoit accordé aux Examineurs, leur avoit donné des lumieres qu'ils n'avoient pas auparavant. Eux qui n'avoient pu s'accorder au mois d'Août touchant la premiere question, se trouverent au mois d'Octobre d'un sentiment unanime. Ils répondirent sur la premiere: Que s'il se trouvoit des Loix ou des Coutumes certaines dans les Païs de la domination du Roi, c'étoit par elles qu'il falloit auparavant se régler. Sur

Réponse.

la seconde, que si, dans ses Etats il ne se trouvoit point de Loi certaine sur ce sujet, il pouvoit en faire une nouvelle. Sur la troisième il fut décidé, qu'on devoit juger du Royaume d'Ecosse, de la même manière que des autres Fiefs indivisibles. Il n'est pas difficile de s'appercevoir que ces questions préliminaires ne tendoient, ainsi qu'on le voit par les réponses, qu'à établir le Droit de Souveraineté d'Edouard; Droit qu'il supposoit constamment, sans donner la liberté de le contredire.

EDOUARD I.
1292.

Edouard ayant reçu ces décisions, fit appeller Brus & Baillol, & leur demanda s'ils avoient quelque chose à dire, pour fortifier les raisons exposées dans leurs Requêtes. Ils répondirent, qu'ils souhaitoient d'ajouter encore quelque chose de vive voix; & Brus commença le premier à parler. Ses raisons se réduisirent à ces quatre suivantes. 1. Que la Succession d'une Couronne se doit régler par le Droit Naturel, par lequel les Rois regnent, & non par les Loix usitées à l'égard des Sujets; & que selon ce Droit Naturel, le plus proche doit succéder. 2. Que par cette même raison, bien que les Héritages des Particuliers fussent divisibles, & que les aînez eussent quelque prérogative par les Loix observées entre les Sujets, il n'en étoit pas de même à l'égard d'un Royaume, où le plus prochain Héritier devoit succéder sans aucun partage. 3. Il soutint, qu'il étoit souvent arrivé en Ecosse même, que la Couronne avoit été adjugée à la branche collatérale, préférablement à la directe; & que la Succession dans la Famille des aînez n'étoit pas tellement établie, qu'elle dût lui porter du préjudice, puisqu'on avoit vu plusieurs fois, dans le même Royaume, les Freres préférer aux Fils. 4. Il posoit en fait, qu'encore qu'il ne fût qu'en même degré que Devergulde, il devoit pourtant succéder, parce qu'il étoit le Mâle le plus prochain.

Raisons allé-
guées par Robert
Brus.

Jean Baillol prenant ensuite la parole, établit son Droit sur la Généalogie de la Famille Royale, & fit voir qu'il étoit descendu de l'Aînée des Filles de David Comte de Huntington, au-lieu que Brus ne venoit que de la Cadette. Il répondit aux raisons de son Compétiteur, & soutint que la Coutume d'Angleterre, aussi bien que celle d'Ecosse, étoit, que le descendant de l'Aînée, quoique plus éloigné, étoit préféré au plus prochain descendant de la Puînée. Quant à ce que Brus avoit allégué du Droit Naturel des Rois, il répondit en substance, que c'étoit au Roi d'Angleterre à décider sur cela, en qualité de Souverain, qui depuis un tems immémorial tenoit l'Ecosse dans la dépendance de sa Couronne. A l'égard des exemples que Robert avoit produits, des Freres préférer aux Fils, il soutint que cela ne s'étoit jamais fait en Ecosse, que par voye d'usurpation & de violence. Que même, quand une telle chose étoit arrivée, les Rois d'Angleterre, comme Souverains, avoient corrigé ces abus, en remettant les Fils sur le Trône. Pour prouver ce qu'il avançoit, il allegua l'exemple d'Edgar, que Guillaume le Roux mit en possession de la Couronne usurpée par De-

Raisons & ré-
ponses de Jean
Baillol.

EDOUARD I.
1292.

nald. Enfin, il soutint que, quand même ce que Robert avoit avancé ne souffriroit point de contradiction, il n'en pourroit tirer aucun avantage. En effet, il paroissoit par là qu'on avoit quelquefois exclu le plus prochain, pour en mettre un plus éloigné sur le Trône; étant indubitable, qu'un Frere est plus éloigné qu'un Fils. Je serois trop long, si je voulois rapporter toutes les raisons, les réponses & les repliques de l'un & de l'autre. Ceci suffira, comme je l'espère, pour faire connoître les fondemens de leurs prétentions.

Question proposée aux Examineurs.

Cette affaire étant ainsi éclaircie, & les raisons des deux Prétendants ayant été examinées, le Roi proposa la Question de cette maniere : *Si le plus éloigné, issu de l'Aînée, devoit être préféré au plus prochain, venu de la Cadette ?* Les Commissaires furent là-dessus d'une opinion unanime. Ils décidèrent que, selon les Loix & les Coutumes des deux Royaumes, le Descendant de l'Aînée devoit être préféré. On pourroit avec raison demander, à quoi donc servoit la discussion des Questions préliminaires, puisque les Loix des deux Royaumes décidoient si formellement la principale; s'il n'avoit été déjà remarqué, qu'elles n'étoient pas inutiles aux intérêts particuliers d'Edouard. Nonobstant la décision formelle des Commissaires, le Roi voulant faire voir qu'il agissoit sans passion & sans partialité, fit encore longtems agiter la même Question en sa présence, & fixa le 6. de Novembre suivant, pour prononcer une Sentence définitive aux deux Prétendants.

Edouard décide contre Robert Brus, qui présente une Requête.

Ce jour-là, Edouard prononça solennellement, que Robert Brus étoit mal fondé dans ses prétentions, & que les Loix ne lui donnoient aucun Droit sur la Couronne d'Ecosse. Mais comme l'exclusion de Brus n'emportoit pas nécessairement l'admission de Baillol, puisqu'il y avoit d'autres Prétendants, le Roi ordonna aux Examineurs d'écouter les autres Parties. Robert Brus, se voyant exclus par cette Sentence, déclara qu'il avoit un autre Droit dont il vouloit se prévaloir, & justifier dans une autre forme les prétentions qu'il avoit sur une partie du Royaume. Ensuite, il présenta sur ce sujet une Requête, qui fut reçue.

Demande de Jean Hastings.

L'affaire entre Baillol & Brus étant terminée, *Jean Hastings* se présenta, & soutint que l'Ecosse étant un Fief dépendant de l'Angleterre, n'avoit pas plus de privileges que les autres Fiefs qui étoient tous divisibles. Il inferoit de là, que le Royaume d'Ecosse devoit être partagé entre les Filles de David Comte de Huntington, dont la plus jeune étoit sa Mere. Il fut incontinent suivi de Robert Brus, qui se présenta encore, & dit, qu'il se réduisoit à demander la troisième partie du

Edouard propose encore deux questions.

Royaume, comme Fils & Héritier de la seconde Fille de David. Sur ces nouvelles demandes, Edouard proposa ces deux questions. 1. Si le Royaume d'Ecosse étoit un *Fief* divisible? 2. Ou si, ne l'étant pas, les acquisitions faites par les Rois d'Ecosse devoient suivre la commune Loi des Héritages ordinaires? L'avis unanime du Conseil du Roi & des

Décidées contre eux.

Commissaires, fut, que le Royaume d'Ecosse étoit un *Fief* indivisible, & que les acquisitions faites par les Rois dans le Royaume même, cessoient d'être divisibles dès le moment qu'elles passoient en leurs mains. Après cette décision, Edouard marqua le 17. de Novembre, pour prononcer là-dessus.

EDOUARD I.
1192.

Les Commissaires s'étant assemblez au jour marqué, le Roi fit appeler tous les Prétendans, & leur demanda ce qu'ils avoient à dire, pour justifier leurs Droits. Les Ambassadeurs de Norwege, *Florent de Hollande*, *Guillaume de Vescy*, *Patrick Dumber*, *Guillaume de Ross*, *Robert de Pinkeny*, *Nicolas de Soules*, & *Patrick Galihly*, déclarerent qu'ils ne prétendoient pas poursuivre plus avant leurs demandes, & retirerent leurs Requêtes. Sur cette déclaration, le Roi prononça, qu'ils n'avoient rien à prétendre sur la Couronne d'Ecosse. *Jean Cumin* & *Roger de Mandeville* ne s'étant pas présentez pour soutenir leurs prétentions, ils en furent semblablement déboutez. Ensuite, le Roi prononça que *Jean Hastings* & *Robert Brus* n'avoient rien à prétendre sur la troisième partie que chacun d'eux demandoit, parce que le Royaume d'Ecosse ne pouvoit pas être partagé.

Tous les autres
prétendans se dé-
sistèrent de leurs
prétentions.

Il ne restoit plus que Baillol, qui se trouvant sans Concurrent depuis que les autres avoient été condamnez, fut reconnu pour le seul fondé à prétendre à la Couronne. Ainsi, Edouard prononça qu'il seroit mis en possession du Royaume, se réservant néanmoins à lui-même & à ses Successeurs, le Droit de poursuivre leurs prétentions sur le même Royaume, quand ils le jugeroient à propos. Après cela, il adressa la parole au nouveau Prince, & lui dit, qu'il devoit prendre soin de gouverner son Peuple équitablement, de telle manière, que pour défaut de Justice, ou pour quelque autre raison que ce pût être, il n'obligeât pas son Souverain à se servir de son Droit pour remédier aux abus. Ensuite, il lui assigna le Jeudi suivant pour prêter le Serment de fidélité, & le jour de Noël prochain, pour rendre son Hommage dans Newcastle.

Edouard déclare
Baillol Roi d'Ecos-
se.

Le Procès étant ainsi terminé, Edouard fit expédier tous les ordres nécessaires pour mettre Baillol en possession du Royaume, & le nouveau Roi lui prêta le Serment de fidélité le 20. Novembre. Dans ce Serment, il reconnoissoit la Souveraineté du Roi d'Angleterre sur l'Ecosse en termes très clairs & très soumis, & il en fit expédier un Acte authentique. Son installation se fit à *Scone* avec les formalitez ordinaires, & tous les Seigneurs Ecossois lui prêterent Serment, à l'exception de Robert Brus, qui s'étoit absenté. Ensuite, ils se rendit à Newcastle sur la Thyne, où il rendit son Hommage au Roi, avec de telles expressions, qu'il n'étoit pas possible d'y rien ajouter pour mieux marquer la dépendance.

Baillol prête ser-
ment à Edouard.

Après avoir vu la maniere dont le Journal, fait par ordre d'Edouard, rapporte ce qui se passa dans le Jugement de ce fameux Procès, il est

Baillol rend
hommage à E-
douard.

Plaintes des E-
cossois contre E-
douard.

EDOUARD 1.
1192.

juste de faire parler les Ecoissois à leur tour, & de mettre devant les yeux du Lecteur ce qu'ils disent sur cette matiere. Ils prétendent qu'Edouard agit très injustement dans tout le cours de cette affaire, & que sa conduite ne fut qu'une suite continuelle d'artifices, de séductions, & de violences : Qu'à la vérité, il avoit bien eu auparavant quelque prétention sur la Souveraineté d'Ecosse; mais qu'elle étoit si mal fondée, qu'il ne se seroit jamais avisé de la faire valoir, si l'état où le Royaume se trouvoit ne lui en eût fourni l'occasion : Qu'ayant été choisi pour Juge, ou plutôt pour Arbitre du différend qui regnoit entre les deux Prétendans, il abusa de cette confiance, pour ses propres affaires, aux dépens de la liberté des Ecoissois. Ils conviennent à peu-près de ce qui est rapporté dans le Journal : mais ils assurent, qu'en secret, par des promesses & par des menaces, il disposa les Commissaires à suivre aveuglément ses directions. Ils ajoutent, qu'ayant pour but principal de rendre Vassal de la Couronne d'Angleterre, celui qui seroit déclaré Roi d'Ecosse, il fit entendre aux deux Prétendans, qu'ils n'avoient rien à esperer s'ils ne le reconnoissoient auparavant pour Souverain du Royaume. Pour les engager, continuent-ils, à cette reconnoissance, il avoit lui-même excité tous les autres Compétiteurs, gens qui dépendoient absolument de lui, afin de faire naître des difficultés qui fissent comprendre à Brus & à Baillol, combien ils avoient besoin de sa faveur. On ne doit pas trouver étrange, que les Prétendans fussent disposés à faire tout ce qu'il souhaitoit. Les deux principaux craignoient que leur résistance ne les privât de la Couronne; & les autres n'avoient entrepris de se mettre au nombre des Compétiteurs, que pour obéir à ses ordres, ou pour lui faire plaisir. On prétend encore, qu'avant que d'en venir à l'examen des Droits des Parties, Edouard avoit résolu de faire tomber la Couronne sur la tête de Baillol, qui étoit d'un génie moins élevé que Robert Brus, & qui avoit moins de crédit dans le Royaume. Buchanan dit sur ce sujet, qu'Edouard offrit d'abord la Couronne à Brus, à condition qu'il s'engageroit à lui en faire hommage; & que celui-ci l'ayant refusée à ce prix, Edouard se tourna du côté de Baillol, qui l'accepta sans balancer. Et sur ce que les Anglois prétendent tirer un argument invincible du consentement & de la signature de Robert, aux Actes & Déclarations que les Prétendans firent avant que de présenter leurs Requêtes; voici ce que les Ecoissois répondent. Ils disent, qu'il n'étoit nullement impossible que Robert ait d'abord refusé la Couronne, sous la condition qu'on lui vouloit imposer : & qu'ensuite, ayant reconnu combien ce refus pouvoit lui être préjudiciable, il se soit laissé porter à cette condescendance. Véritablement, il n'avança pas beaucoup ses affaires par ce moyen, puisque sa résistance fit plus d'impression sur l'esprit d'Edouard, que sa soumission n'en put faire dans la suite. On ajoute, qu'il est impossible de s'empêcher de voir dans le Journal même fait par ordre d'Edouard, que
nonobstant

nonobstant la grande parade d'impartialité qui y regne, ce Prince fa- EDOUARD I.
1298.
vorisoit le parti de Baillol. Premièrement, les raisons de Robert Brus y sont extrêmement abrégées, & l'on peut dire même mal exposées. En second lieu, aussi-tôt après que Robert eut été exclus, tous les autres Prétendants, Baillol excepté, se départirent de leurs prétentions, jusqu'aux Ambassadeurs même de Norwege, qui selon les apparences, avoient des ordres secrets d'agir selon les directions d'Edouard. En effet, on ne peut comprendre pourquoi l'exclusion de Brus pouvoit faire assez de tort aux autres Prétendants, pour les obliger à retirer leurs Requêtes. Mais on comprend aisément qu'ils n'étoient plus nécessaires aux desseins du Roi, après le Jugement donné contre ce Seigneur. C'est ce qui fait connoître la raison pourquoi Edouard voulut qu'on commençât par l'examen des droits de Brus & de Baillol, parce qu'après que cette affaire seroit vidée, il n'avoit plus besoin des autres. On fait encore remarquer l'absence affectée de Baillol, le jour que les autres Prétendants reconnurent la Souveraineté du Roi d'Angleterre, afin qu'un jour, quand il seroit sur le Trône, on ne pût pas lui reprocher d'avoir été des premiers à introduire cette nouveauté; son but étant de faire croire, qu'il n'avoit fait qu'imiter ceux qui l'avoient précédé. On prétend qu'Edouard craignoit plus Robert que Baillol, & que dans tout le cours de cette procédure, il n'eut jamais en vue que ses propres intérêts. L'unique but de toutes ses démarches, continue-t-on, étoit d'établir un droit qu'il n'auroit jamais pu soutenir dans d'autres circonstances, & qui ne lui appartenoit point. Si ce droit eût été incontestable, à quoi bon prenoit-il tant de précautions pour l'établir? Pourquoi tant de reconnoissances & tant de sermens exigez de quelques Particuliers, dans le tems que les Etats d'Ecosse n'alleguoient pas la moindre raison pour combattre ses prétentions, si l'on en croit le Journal? Pourquoi entasser tant de raisons, dont la plupart sont si foibles, pour faire reconnoître une Souveraineté, qui, selon lui, ne lui étoit pas disputée? Si les Etats d'Ecosse ne répondirent rien à la première proposition d'Edouard, il est facile de juger que ce ne pouvoit être que par un motif de crainte. D'ailleurs, on ne pouvoit pas inferer de leur silence, qu'ils reconnoissoient cette Souveraineté, puisqu'ils n'avoient jamais fait auparavant un semblable aveu. Si par leur silence ils eussent prétendu donner leur approbation aux prétentions d'Edouard, d'où vient qu'il n'exigea pas d'eux une déclaration authentique, aussi bien que des Prétendants? Etoit-ce à ceux-ci à décider une question si importante, & n'étoit-ce pas plutôt aux Etats actuellement assemblez? Enfin, il parut assez dans la suite, que les sentimens du Peuple d'Ecosse n'étoient pas conformes à la déclaration des Prétendants, en ce qu'il embrassa la première occasion qui s'offrit de secouer le joug qu'on lui avoit imposé. J'ajouterai ici, en faveur des Ecossois, que le nouveau Recueil des Actes Publics four-

EDOUARD I.
1292.

nit une preuve assez forte, que les Rois d'Ecosse n'avoient jamais rendu hommage pour tout le Royaume, si l'on en excepte celui que Guillaume avoit rendu à Henri II. On trouve dans ce Recueil, que le Grand Chambellan. d'Edouard ayant demandé à Baillol les droits dûs par les Vassaux quand ils rendoient leur Hommage, on ne put rien trouver pour servir de règle sur ce sujet. Ainsi, Edouard fut obligé de les fixer lui-même à vingt livres sterling, ce qui étoit le double de ce qu'un Comte payoit en semblable occasion. Quelle apparence y a-t-il que ces droits n'eussent pas été réglés auparavant, si cet Hommage avoit été rendu plusieurs fois, comme Edouard le prétendoit ?

Considerations
sur cette même
affaire.

J'ai rapporté jusqu'ici la maniere dont les Anglois & les Ecoissois ont parlé de ce qui se passa dans le Jugement de ce fameux Procès, tant à l'égard du Trône même, que de la Souveraineté prétendue par Edouard. Mais pour achever d'éclaircir cette matiere, il ne sera pas inutile d'y faire encore quelques observations. Premièrement, Il paroît par toute la conduite d'Edouard, qu'au commencement, son intention n'étoit pas de s'emparer de l'Ecosse, comme Buchanan l'en accuse, mais seulement de rendre ce Royaume dépendant de l'Angleterre. Il avoit cela de commun avec la plupart de ses Prédecesseurs. Sans parler des Rois Saxons & des premiers Rois Normans, Henri II. n'eut pas plutôt le Roi Guillaume en son pouvoir, qu'il voulut profiter du malheur de ce Prince, en l'obligeant à lui faire Hommage de son Royaume. Henri III., Pere d'Edouard, voulut exiger la même chose d'Alexandre III.; mais il ne lui fut pas possible d'y réussir. On ne peut donc pas inferer des premieres démarches d'Edouard, qu'il eût formé le projet de se rendre maitre de l'Ecosse, puisqu'il ne demandoit que la Seigneurie directe, sans jamais insister sur l'utile, touchant laquelle il se contenta de faire une simple protestation. S'il eût eu ce dessein, il auroit pu aisément trouver des prétextes plausibles de mettre des Garnisons Angloises, & des Gouverneurs à sa dévotion, dans les Places qui lui furent livrées. Il pouvoit alleguer, que tous les Ecoissois ayant déjà pris parti pour quelqu'un des Prétendans, on ne pouvoit confier la garde des Places à des gens de leur Nation, sans exposer le Royaume au danger d'une Guerre Civile. Mais au-lieu de s'assurer par ce moyen la possession du Royaume, il confirma tous les Gouverneurs, & se contenta de recevoir leur serment; précaution, qu'un Prince aussi habile qu'il l'étoit, auroit sans doute trouvée peu sûre, s'il eût eu de mauvais desseins. Ajoutons encore, que s'il eût formé le projet dont on l'accuse, il auroit trouvé une occasion favorable d'en faciliter l'exécution, en partageant le Royaume entre les Descendans des trois Filles de David. Par là il auroit désuni les forces des Ecoissois; au-lieu qu'il les tint unies, en adjugeant la Couronne à un seul.

Mais d'un autre côté, on ne peut gueres disconvenir, qu'il n'ait

voulu profiter de cette favorable conjoncture, pour établir sa Seigneurie directe sur l'Ecosse, & remplir ainsi le projet que ses Ancêtres avoient formé, mais qu'ils n'avoient pu pleinement exécuter. Il est difficile de juger, s'il croyoit lui-même avoir un Droit bien légitime; ou si, considérant l'état où l'Ecosse se trouvoit alors, il voulut profiter de l'occasion pour établir un nouveau Droit. Ce dernier est plus apparent; quoiqu'il n'arrive que trop souvent, que les hommes se laissent prévenir en faveur de ce qui leur est avantageux. En effet, vouloir tirer des preuves des Histoires composées par des Anglois, pour faire voir que l'Ecosse dépendoit de la Couronne d'Angleterre, c'étoit avouer qu'il n'en avoit pas de meilleures. Certainement, un Hommage tel que celui-là devoit être justifié par des preuves plus authentiques. On a bien de la peine à se persuader, que si le Royaume d'Ecosse avoit été dépendant de l'Angleterre depuis un tems immémorial, & sans aucune interruption, comme il prétendoit le prouver, on n'eût pu trouver dans les Archives du Souverain, qu'un seul Hommage en forme, rendu par les Rois d'Ecosse. Il est donc apparent que, sans être trop bien convaincu de son Droit, il voulut, pour le bien établir, se prévaloir de l'avantage que lui donnoit la situation où les affaires des Ecoissois se trouvoient; sachant bien que personne n'étoit en état de s'y opposer, puisque les deux Chefs de Parti avoient tant de raisons de le ménager. Mais je ne sai si l'acquiescement des Ecoissois pouvoit suffire, pour lui acquiescer un nouveau Droit. C'est ce que je laisse à déterminer à ceux qui sont versez dans ces matieres. Quoi qu'il en soit, il me semble qu'on ne peut pas bien justifier ce Prince, qui, par une ambition mal fondée, alluma entre les deux Nations de la Grande-Bretagne, une Guerre qui fit couler des torrens de sang de l'une & de l'autre. Que si l'événement peut être compté pour quelque chose dans des affaires de cette nature, la suite de cette Histoire fera voir, que bien qu'au commencement Dieu ait favorisé l'entreprise d'Edouard, il permit pourtant qu'enfin les projets des Anglois s'en allassent en fumée. Peut-être m'attirerai-je quelque censure de la part de certains gens entêtés de cette ancienne domination de l'Angleterre sur l'Ecosse, ou des perfections d'Edouard I. Ils s'imagineront sans doute, que ce que je viens de dire fait quelque tort à la gloire de ce Prince, ou à la grandeur de l'Angleterre. Mais j'espère que les personnes moins préoccupées me rendront plus de justice. Il est tems présentement de revenir à l'Histoire, & de faire voir les effets funestes que l'ambition d'Edouard produisit, pour le malheur des deux Royaumes.

Si le desir de regner avoit fait faire à Baillol des démarches contraires aux intérêts de l'Ecosse, l'extrême envie qu'Edouard avoit de bien établir sa Souveraineté sur ce Royaume, lui fit commettre des fautes contraires à ses véritables intérêts, aussi bien qu'à ceux de l'Angleterre. Dans une occasion à-peu-près semblable, le Pape Innocent III. se

EDOUARD I.
1291.

1293.

Manières dures
& hautes d'Edouard
envers le
nouveau Roi d'Ecosse.

EDOUARD I.
1293.

garda bien de faire trop tôt sentir aux Anglois le poids de la Souveraineté qu'il avoit acquise sur eux, par la resignation du Roi Jean. Il voulut les accoutumer au joug peu-à-peu, & sans qu'ils s'en aperçussent, de peur de les effaroucher trop. Mais Edouard prit avec les Ecoissois une route toute contraire. Il avoit à peine acquis cette Souveraineté, qu'il avoit tant souhaitée, qu'il en fit ressentir à ses Vassaux toute la dureté : & cette rigueur ne produisit pas l'effet qu'il en attendoit. Bien loin qu'elle contribuât à tenir ce Peuple dans la sujettion, elle ne servit qu'à leur faire chercher les moyens de s'en délivrer.

Avant qu'Edouard partit de Newcastle, il se présenta une occasion de faire valoir son nouveau Droit, de laquelle il ne manqua pas de profiter. Un Bourgeois de Barwick s'étant plaint à lui de quelque tort qu'il prétendoit avoir reçu de la part de certains Commissaires Anglois, qui avoient été envoyez en Ecosse, Edouard renvoya l'affaire en Angleterre pour y être jugée par ses Juges. Le Conseil d'Ecosse, croyant voir dans cette démarche une infraction des promesses du Roi d'Angleterre, lui députa quelques-uns de ses Membres, pour lui représenter, qu'il s'étoit engagé à ne tirer point hors du Royaume les affaires des Ecoissois. Edouard trouva cette remontrance très mal fondée. Il leur répondit, que cette affaire étoit d'une telle nature, qu'il ne pouvoit permettre qu'elle fût portée ailleurs qu'à ses propres Cours, puisqu'il n'appartenoit point à des Vasseaux de corriger les fautes de ceux qui représentoient la personne du Souverain. S'il en fût demeuré là, les Ecoissois auroient pu se flater que ce cas particulier ne tireroit point à conséquence. Mais ce n'étoit pas là l'intention du Roi. Pour prévenir de semblables plaintes à l'avenir, il envoya au Conseil d'Ecosse une Déclaration conçue en ces termes : *Qu'encore que pendant la vacance du Trône, il eût fait aux Ecoissois quelques promesses à tems, qu'il avoit exactement observées ; il ne prétendoit plus être lié par ces promesses, depuis qu'il y avoit un Roi en Ecosse, ni se départir du Droit de faire juger toutes les affaires qui regarderoient ce Royaume, au lieu & dans le tems qu'il le jugeroit à propos.* Il réitéra cette protestation, quelques jours après, dans sa propre Chambre, en présence de Baillol & d'un grand nombre de Seigneurs des deux Nations. Ensuite, il ajouta, qu'il prétendoit faire venir le Roi d'Ecosse même en Angleterre, toutes les fois qu'il le jugeroit convenable. L'émotion avec laquelle il parloit, ferma la bouche à Baillol, qui se trouvant entre ses mains, ne crut pas qu'il fût à propos pour lui de répondre. Mais il n'en fut pas quitte pour cela. Deux jours après, il se vit contraint de faire expédier des Lettres Patentes, par lesquelles il renonçoit, pour lui-même & pour ses Successeurs, à toutes les promesses, concessions, & ratifications faites par le Roi d'Angleterre, pendant que le Trône d'Ecosse avoit été vacant, & approuvoit tout ce qu'Edouard avoit fait pendant ce tems-là. Pour le récompenser de cette renonciation, Edouard lui fit expédier des Lettres, par lesquelles

Edouard revoque ce qu'il avoit accordé aux Ecoissois.
Hist. Publ. T. II.
p. 197.

Baillol s'en dépar-
t. Ibid. pag. 199.

Edouard se désiste de ses prétentions sur le domai-

les il reconnoissoit, qu'il n'avoit d'autre droit sur le Royaume d'Ecosse, que celui de l'Hommage. De plus, il promettoit, pour lui & pour ses Successeurs, de ne point prétendre à la Garde - Noble des Héritiers mineurs, ni au droit de les marier à sa volonté.

EDOUARD I.
1293.
ne utile d'Ecosse.
pag. 601.

Cette premiere démarche d'Edouard étoit assez capable de faire comprendre aux Ecoissois, qu'il avoit résolu d'user de ses droits dans toute leur étendue. Mais il ne les laissa pas longtems, sans leur en donner des preuves plus convaincantes. Un Marchand de Gascogne lui présenta une Requête, dans laquelle il exposoit, qu'Alexandre III., dernier Roi d'Ecosse, avoit été son débiteur d'une certaine somme qui lui étoit encore due, sans que toutes ses sollicitations, auprès du nouveau Roi, eussent pu lui faire obtenir son paiement : Que pour cette cause, il s'adressoit à lui, comme Souverain du Roi d'Ecosse, pour lui demander justice. Edouard embrassant avec ardeur cette occasion de mettre ses droits en usage, fit sommer le Roi d'Ecosse de se trouver à Westminster le lendemain de l'Ascension ; pour répondre en personne aux plaintes portées contre lui par le Marchand. Cette premiere Citation est datée du 8. de Mars, environ deux mois après qu'Edouard fut parti de Newcastle.

1. Citation.
Aff. Publ. T. II.
pag. 605.

Huit jours après, il fit faire à Baillol une seconde Citation, dont voici le sujet. Pendant qu'il étoit encore à Barwick, il avoit donné ordre aux Régens d'Ecosse, de mettre *Macdulphe*, Comte de Fyffe, en possession de certaines Terres sur lesquelles ce Seigneur avoit des prétentions. Cet ordre avoit été exécuté avant le Couronnement de Baillol, pendant qu'Edouard étoit encore maître de l'Ecosse. Dans le premier Parlement que le nouveau Roi tint à Scone, le Comte de Fyffe fut accusé de s'être mis injustement en possession de ces Terres, dont la garde appartenoit au Roi. C'étoit proprement l'accuser d'une précipitation affectée, en s'adressant au Roi d'Angleterre, & de n'avoir pas attendu qu'il y eût un Roi sur le Trône d'Ecosse. Sur cette accusation, le Parlement ordonna qu'il seroit emprisonné. Quelque tems après, ce Seigneur ayant été mis en liberté, alla se plaindre à Edouard ; & sur cette plainte, le Roi d'Ecosse fut encore sommé de se présenter devant Edouard, en quelque lieu qu'il se trouvât, le lendemain de la Trinité.

2. Citation.
pag. 606.

Le 15. de Juin suivant, le Roi prit une nouvelle occasion de citer Baillol sur un autre sujet. Pendant qu'il étoit à Newcastle, il avoit ordonné à Gautier de Huntercumb, Gouverneur de l'Isle de Man, de mettre Baillol en possession de cette Isle ; & son ordre avoit été exécuté. Peu de tems après, une Dame, nommée *Austrigue*, qui avoit des prétentions sur cette Isle, la demanda au Roi d'Ecosse ; & sa demande ayant été rejetée, elle s'en plaignit à Edouard. Sur cette plainte, Baillol fut encore cité à comparoitre en personne quinze jours après la S. Michel, en quelque lieu que le Roi se trouvât alors. De plus,

3. Citation.
pag. 608.

EDOUARD I.
1293.

4. Citation.
pag. 615.

5. Citation en
1294.

Baillol comparoit devant le Parlement d'Angleterre.

Edouard ordonna aux Sherifs de Northumberland, de signifier cette Citation au Roi d'Ecosse même, devant des témoins.

Peu de mois après, Baillol reçut encore une nouvelle Citation, dont voici le sujet. David, Roi d'Ecosse, avoit autrefois donné au Monastere de Reading, situé en Angleterre, un certain Prieuré dépendant de l'Evêché de S. André. Ensuite, ce Prieuré avoit été aliéné par l'Abbé de Reading, en faveur de l'Evêque de S. André. Le Successeur de cet Abbé voulant recouvrer le Bénéfice, prétendit que l'alienation en avoit été faite contre l'avis de la plupart des Moines; & il présenta sur ce sujet une Requête au Roi. L'Evêque en ayant été informé, en appella au Pape, & son Appel fut admis par la Cour d'Ecosse. Sur les plaintes que l'Abbé de Reading fit à Edouard, de ce qu'on avoit déferé à cet Appel, Baillol fut encore cité à comparoitre en personne, quinze jours après la fête de S. Martin.

Un an après, Edouard prit encore occasion de traiter ce Prince avec la même hauteur, en lui ordonnant de comparoitre devant lui, pour se justifier de ce qu'il avoit refusé de rendre justice à l'Evêque de Durham, sur certaine affaire qui regardoit son Diocèse.

Tant de différentes Citations, sur de si légers sujets, & sur les simples plaintes de quelques Particuliers, firent comprendre au nouveau Roi d'Ecosse, qu'il s'étoit moins rendu Vassal qu'Esclave du Roi d'Angleterre. Cependant, comme il n'avoit pris aucunes mesures pour se couer le joug, il n'osa point se dispenser de se rendre auprès de lui, pour répondre à ces différentes accusations. Buchanan prétend, que ce fut par hazard que ce Pince se trouva au Parlement d'Angleterre, lorsque le Comte de Fyffe y porta ses plaintes contre lui: mais d'autres assurent que ce fut pour obeir aux Citations. Quoi qu'il en soit, il fut accusé devant le Parlement, d'avoir refusé de rendre justice au Comte de Fyffe, & de l'avoir fait mettre en prison. Il voulut répondre par Procureur: mais on ne le lui permit point, & il se vit contraint de se tenir à la *Barre*, comme un simple Particulier. C'étoit une grande mortification pour un Souverain: mais Edouard avoit pris à tâche de l'humilier, & de faire sentir aux Ecossois tout le poids de leur dépendance. Baillol n'ayant pu se dispenser de répondre, allegua, que s'agissant d'un Droit de la Couronne dans l'accusation qu'on intentoit contre lui, il ne pouvoit défendre sa cause, sans avoir premierement consulté ses Sujets. Son excuse n'ayant pas été trouvée valable, le Parlement ordonna que trois des ses meilleurs Châteaux seroient saisis entre les mains du Roi, jusqu'à ce qu'il eût donné une entière satisfaction. Les Auteurs Anglois assurent, qu'avant que cette Sentence fût prononcée, Baillol présenta une Requête, par laquelle, reconnoissant la Seigneurie directe du Roi d'Angleterre sur l'Ecosse, il supplioit Edouard de lui donner un délai, pour consulter son Parlement. Dès qu'il se fut réduit à la voye de supplication, on lui accorda sa demande.

& un certain jour lui fut assigné pour se présenter. Il se retira le cœur outré de l'affront qu'il venoit de recevoir, & dans la résolution de tenter toutes sortes de moyens, pour se délivrer d'un joug qui lui étoit devenu insupportable.

EDOUARD I.
1194.

La Guerre, qui s'alluma dans ce même tems entre la France & l'Angleterre, fit espérer à Baillol que la conjoncture étoit favorable pour se tirer de la sujettion où il se trouvoit. En effet, il y avoit apparence qu'il auroit le loisir de prendre les mesures nécessaires à l'exécution de son dessein pendant qu'Edouard feroit occupé à cette Guerre. Une querelle particuliere, entre des Matelots Anglois & François, avoit causé cette rupture. En même tems elle avoit fourni au Roi de France un prétexte pour faire citer Edouard à la Cour des Pairs, & une occasion de lui enlever la Guienne, par une ruse dont on verra le détail ci-après. Avant que d'en venir à une Guerre ouverte, Edouard employa la voye de la négociation, pour tâcher de retirer ce Duché d'entre les mains du Roi de France. Mais Philippe, qui n'ignoroit pas les desseins du Roi d'Ecosse, tiroit les affaires en longueur, jusqu'à ce que ce Prince se fût déclaré. Pendant cette négociation, Baillol envoya des Ambassadeurs en France, sous prétexte de renouveler l'ancienne Alliance entre les deux Nations. Mais son véritable but étoit de s'unir étroitement avec Philippe, par le mariage d'Edouard son Fils avec une Fille du Comte de Valois, Frere de ce Monarque. Quelque secret qu'on gardât dans cette négociation, Edouard fut informé qu'il se tramoit à Paris quelque complot contre lui. Ainsi, pour prévenir les desseins du Roi d'Ecosse, il lui demanda les Châteaux de Barwick, de Jedworth, & de Roxborowgh; promettant de les lui rendre, dès qu'il auroit terminé ses affaires avec la France. Mais, sans rejeter entièrement cette proposition, Baillol trouva le moyen de gagner du tems, pendant qu'il continuoît à prendre des mesures pour secouer le joug des Anglois. Dès que ses Ambassadeurs eurent conclu avec la France la Ligue qu'il avoit fait proposer, il crut qu'il étoit tems de se déclarer. Il y étoit puissamment sollicité par Philippe, qui n'ignorant pas qu'Edouard se préparoit à la Guerre, vouloit lui susciter dans son Isle, des affaires qui l'empêchassent de penser aux moyens de se faire rendre la Guienne. Baillol avoit été longtems combattu en lui-même, par la considération du serment qu'il avoit prêté au Roi d'Angleterre. Mais, pour lui ôter ce scrupule, Philippe lui avoit obtenu du Pape une Dispense de son serment. Ainsi, se voyant à couvert des censures de l'Eglise, qui étoient en ce tems-la très redoutables, & n'ayant plus aucune inquiétude au sujet de son serment, il crut que rien ne devoit plus l'arrêter. Edouard, surpris de cette résolution qui vint bien-tôt à sa connoissance, forma le dessein d'abandonner ses affaires de France, & d'employer ses préparatifs contre l'Ecosse. Il considéra, que la Rebellion de Baillol lui fournissoit un prétexte plausible de se rendre

1195.
Baillol s'allie
avec la France.

Le Pape le dispense de son serment.

EDOUARD I.
1295.

Baillol se déclare contre Edouard.

maître de ce Royaume, dont la conquête étoit pour lui d'une tout autre importance que la Guienne. Au-lieu donc de faire embarquer son Armée pour la mener en France, comme il en avoit eu le dessein, il lui fit prendre la route d'Ecosse. Cependant Baillol, qui s'assuroit sur le secours que le Roi de France lui avoit promis, envoya au Roi d'Angleterre le Gardien des Cordeliers de Roxborough, pour lui rendre une Lettre en main propre. Dans cette Lettre, il se plaignoit des fréquentes injures qu'il avoit reçues de sa part, de tant de Citations faites sur des prétextes très légers & sur de simples Requêtes de quelques Particuliers; & enfin, il lui déclaroit qu'il ne vouloit plus être son Vassal. Cette Lettre ne fit qu'irriter encore plus Edouard, qui, continuant sa marche vers l'Ecosse, & laissant ses affaires de France dans une très fâcheuse situation, résolut de faire la conquête de ce Royaume, comme les Historiens Anglois l'avouent en cette occasion. C'est ici qu'on peut fixer le commencement de cette longue Guerre, qui excita dans les cœurs des Anglois & des Ecossois une haine réciproque, que le tems n'a pu encore bien éteindre.

1296.
Edouard attaque l'Ecosse.

Les Ecossois ont d'abord quelque succès.

Edouard met Robert Brus dans ses intérêts.

Il assiege Barwick.

Edouard s'étoit avancé jusqu'à Newcastle, à dessein d'aller assiéger Barwick, qui étoit comme la Clef des deux Royaumes, & qui, par cette raison, a été la Place la plus exposée aux sièges & aux surprises des deux Nations. Dans cette vue il avoit mis en mer une Flotte qui avoit ordre, sur toutes choses, d'empêcher que rien n'approchât de la Ville dont il avoit dessein de faire le siège. Mais cette Flotte se laissa surprendre par les Ecossois, qui en brûlerent ou coulerent à fond dix-huit Vaisseaux. Dans ce même tems, ils eurent encore un autre avantage sur quelques Troupes Angloises, qui s'étant avancées pour se saisir d'un certain poste, furent taillées en pieces, avec perte de plus de mille hommes. Ces succès, qui éleverent le cœur du Roi d'Ecosse, ne firent qu'animer Edouard à la vengeance, & l'obliger à redoubler ses efforts pour subjuguier un Peuple qui paroissoit si résolu à secouer le joug. On a vu ci-devant, qu'il y avoit en Ecosse deux Factions, dont l'une soutenoit les intérêts de Baillol, & l'autre ceux de Brus. Edouard, sachant bien que cette dernière n'avoit acquiescé que par force au Jugement qu'il avoit prononcé en faveur du premier, crut qu'il en pourroit tirer de grands secours, s'il pouvoit persuader à Robert Brus de se joindre à lui. Dans cette vue, il lui offrit de lui mettre la Couronne sur la tête, pourvu qu'il se déclarât contre Baillol. Robert accepta cette offre avec joye, & fortifia le parti d'Edouard d'un grand nombre d'amis, qui n'avoient prêté serment à Baillol que par un motif de crainte.

Après qu'Edouard eut pris ces mesures, il entra en Ecosse, & alla mettre le siege devant Barwick. Comme cette Ville étoit extrêmement forte, & pourvue d'une bonne Garnison, il craignit d'y trouver une résistance qui donnât le tems à Baillol de se préparer, & aux Ecos-

sois

fois en général, celui de se réunir ensemble, pour se délivrer d'un danger qui les menaçoit tous également. Ainsi, rien ne pouvoit lui être plus avantageux, que de se rendre promptement maître de Barwick, afin de pouvoir s'avancer au milieu du Pais, & de déconcerter par là les mesures des Ecoissois. C'est ce qui lui fit prendre la résolution d'employer la ruse, afin de venir à bout de son entreprise en moins de de tems. Pour cet effet, après qu'il eut battu la Place quelques jours, il leva subitement le siege. En même tems, par le moyen de quelques Soldats qui, feignant de désertir, allerent se jeter dans la Ville, il fit courir le bruit que l'approche du Roi d'Ecosse, qui accouroit au secours, l'obligeoit à se retirer. Ce bruit fut bien-tôt suivi de la nouvelle supposée, que Baillol n'étoit qu'à une lieue de là, prêt à entrer dans la Ville. Sur ce faux avis, les Soldats & les Bourgeois sortirent en foule pour l'aller recevoir, s'imaginant qu'Edouard étoit déjà bien éloigné. Cette multitude sans Chef, étant tombée dans une embuscade, & voulant se retirer avec précipitation, fut si vivement poursuivie, que les Anglois entrèrent pêle-mêle dans la Ville, & y firent un grand carnage. On prétend que plus de sept-mille Ecoissois périrent en cette occasion.

EDOUARD I.
1296.

Il s'en rend maître par un stratagème.

Edouard s'étant ainsi rendu maître de Barwick, marcha vers Dumbar, à dessein d'en faire le Siege. Il étoit à peine arrivé devant la Ville, qu'il eut avis que Baillol s'approchoit à la tête d'une nombreuse Armée. Quoiqu'il ne se fût pas attendu que les Ecoissois pussent être si-tôt prêts, il reçut cette nouvelle avec joye, dans l'esperance d'obtenir une victoire qui le rendroit maître de tout le Royaume. Baillol s'avancoit de son côté, avec une égale ardeur, résolu de décider par une Bataille, s'il devoit être libre ou esclave. Ces deux Armées en étant venues aux mains, combattirent longtems, avec beaucoup de courage : mais ce ne fut pas avec la même fortune. Les Ecoissois se virent enfin contraints de lâcher le pied, après avoir perdu la plus grande partie de leurs Troupes. On fait monter la perte qu'ils firent en cette occasion à plus de vingt-mille hommes : perte si grande & si terrassante, qu'ils ne se virent de longtems en état de s'opposer aux progrès des Vainqueurs. Après cette grande victoire. Edouard retournant sur ses pas, alla se présenter devant Dumbar, qui lui ouvrit ses portes. Ensuite, sans donner à ses ennemis le tems de reprendre haleine, il marcha vers Roxborough, dont il se rendit maître avec la même facilité. Immédiatement après, il s'approcha d'Edimbourg, dont le Château lui fut rendu dans huit jours. De là, il alla se saisir de Sterling, de Perth, & généralement de toutes les Places considerables. En un mot, avant la fin de la Campagne, il se vit tellement maître de toute l'Ecosse, que Baillol & toute sa Noblesse ne trouverent point d'autre ressource, que de se mettre à sa merci. Ce fut à cette condition qu'il leur accorda la Paix. Le Roi d'Ecosse alla le trouver à *Kinkardin*, &

Bataille où Baillol est vaincu.

Grands progrès d'Edouard après la victoire.

Baillol lui cède.

EDOUARD I.
1296.

Mezerai.

*Supercherie de
Philippe envers E-
douard.
AH. Publ. T. II.
pag. 620.*

Vaisseaux les uns des autres quand l'occasion s'en présentoit. Pendant un assez long tems, ce ne fut qu'une Guerre particuliere, à laquelle les deux Rois ne prenoient aucune part. Mais il arriva, que des Vaisseaux Anglois ayant rencontré une Flotte Normande chargée de vin ils l'emmenèrent en Angleterre. Les Propriétaires en ayant porté leurs plaintes au Roi de France, il demanda la restitution de la prise, & une promptre reparation de cet attentat. Comme Edouard ne se hâtoit pas de répondre, Philippe le Bel, qui étoit d'un naturel extrêmement fier, le somma de comparoitre en personne devant la Cour des Pairs, pour répondre aux plaintes faites contre lui. Cette Citation fut faite en 1294, à peu près dans le tems même qu'Edouard citoit le Roi d'Ecosse pour de très legers sujets, ainsi qu'on l'a déjà vu. Les Historiens François disent qu'Edouard n'ayant pas comparu, & s'étant contenté d'envoyer à Paris Edmond son Frere pour tenir sa place, Philippe, qui n'en fut pas satisfait, envoya le Connétable de Nesle en Guienne, où il s'empara de Bourdeaux, & de tout le reste de la Province. Certainement, on ne peut qu'être surpris qu'une pareille conquête ait si peu coûté à la France. Ce Général auroit-il pu se rendre maître de la Guienne, sans former aucun siege, & sans livrer aucun combat, comme si c'eût été un país ouvert & dénué de Places, & de Troupes pour le défendre? Cela me persuade, ou que les Historiens François ont ignoré ce qui se passa en cette occasion, ou qu'ils n'ont pas jugé à propos de le rapporter. Mais ce qu'on ne voit pas dans leurs Histoires, se trouve clairement expliqué dans le Recueil des Actes Publics qu'on a nouvellement imprimé en Angleterre, & que j'ai déjà souvent cité. Ainsi j'espere qu'on ne sera pas fâché d'en voir ici le détail.

Edouard ayant été cité à la Cour des Pairs, ainsi qu'il a été dit, ne jugea pas à propos de comparoitre en personne. Il envoya le Prince Edmond son Frere à Paris, pour répondre en son nom, avec ordre d'éviter, autant qu'il seroit possible, de l'engager dans une Guerre avec la France. Ainsi ce Prince fut muni d'un Plein-pouvoir, qui l'autorisoit à donner au Roi de France toute la satisfaction qu'il pourroit raisonnablement souhaiter. Edmond trouva ce Monarque très irrité, & faisant de grandes menaces. Après plusieurs instances pour entrer en Traité, la négociation lui paroissant entierement infructueuse, il prit la résolution de s'en retourner. Dans le tems qu'il étoit prêt à partir, les deux Reines, savoir, Marie de Brabant Veuve de Philippe le Hardi, & Jeanne de Navarre Femme du Roi regnant, le prièrent de renouer la négociation avec elles. L'extrême desir qu'elles témoignoiient de procurer une bonne Paix entre les deux Rois, & les ordres qu'Edmond avoit reçus du Roi son Frere, le firent aisément consentir à cette proposition. Les deux Reines lui représenterent, que Philippe se sentoît extrêmement offensé des injures qu'il avoit reçues de la part des Sujets d'Edouard, & particulièrement de certaines personnes de Guienne,

contre lesquelles il étoit extraordinairement irrité : Que par cette raison, il étoit impossible de parvenir à un bon accord, si on ne lui donnoit une satisfaction raisonnable. Elles ajouterent que, comme l'honneur du Roi se trouvoit intéressé dans cette affaire, il n'y avoit point d'autre moyen de l'appaiser, sinon qu'Edouard lui fit une réparation publique, qui donnât à connoître à tout le monde qu'il désavouoit ses Sujets. Pour cet effet, elles proposerent qu'on livrât à Philippe, *Xaines, Talmond, Pymirel, Penne & Monflanquin*, avec les personnes dont il se plaignoit. Mais comme cette satisfaction paroissoit excessive, elles firent entendre au Prince que ce n'étoit que pour la forme seulement, & que Philippe s'engageroit à rendre les Villes & les personnes, sur la prière qu'elles-mêmes lui en feroient. De plus, elles promirent qu'aussi-tôt que l'honneur du Roi seroit à couvert par cette réparation, il revoqueroit la Citation envoyée à Edouard, & lui donneroit un sauf-conduit pour le venir trouver à Amiens, où il recevrait son hommage. Edmond consentit à toutes ces propositions, à condition que les deux Reines signeroient l'Ecrit qui en seroit fait, & promettoient avec serment que les choses seroient exécutées de point en point, selon qu'il étoit accordé. Ce Traité, qui fut signé par les deux Reines, & qui devoit être tenu secret, pour l'honneur du Roi de France, fut envoyé à Edouard, qui en parut très-satisfait. Il étoit principalement attentif à ce qui regardoit l'Ecosse; & selon les apparences, tant de Citations faites à Baillol sur des prétextes frivoles, n'avoient pour but que de le faire tomber dans la Rebellion, pour avoir occasion de l'en punir. D'ailleurs, pendant que cette affaire se négocioit à Paris, il se rendoit maître de l'Ecosse. Ainsi, une Guerre avec la France ne pouvant que l'embarasser beaucoup dans une semblable conjoncture, il étoit bien aise de donner à Philippe une satisfaction apparente, qui dans le fond ne lui portoit aucun préjudice. Voyant donc que ce Prince vouloit bien se contenter d'une apparence de réparation, il résolut de la lui donner encore plus grande qu'il ne l'avoit lui-même souhaitée, afin d'assurer d'autant mieux avec la France une Paix qui lui étoit si nécessaire. Dans cette vue, il donna pouvoir à Edmond de livrer au Roi de France toute la Guienne, avec la Ville capitale; & envoya au Sénéchal, des ordres positifs d'obéir à tout ce que ce Prince lui commanderoit, sans aucune exception. Edmond ayant informé le Roi de France des ordres qu'il avoit reçus, lui témoigna qu'il étoit prêt à les exécuter : mais à condition, qu'en présence de témoins dignes de foi, le Roi assureroit de sa propre bouche, qu'il exécuteroit les conventions signées par les deux Reines. Philippe voulut bien lui donner cette satisfaction, & s'étant rendu dans une certaine chambre, accompagné du Duc de Bourgogne, il promit en foi de Roi, en présence du même Duc, des deux Reines, de Blanche de Navarre Femme d'Edmond, & des Ambassadeurs d'Angleterre,

EDOUARD I.
1296.

La Guienne est
livrée au Roi de
France.

d'exécuter cet accord. En même tems, il revoqua, de sa propre bouchè, la Citation d'Edouard, & fit publier cette revocation en pleine Salle, par l'Evêque d'Orleans. Edmond se croyant assuré de ce côté-là, donna les ordres au Senéchal de Guienne, pour livrer le Duché à celui qui seroit autorisé par le Roi de France. Ce fut Raoul de Nesle, Connétable de France, qui fut chargé d'aller prendre possession de la Guienne au nom de Philippe. Le Senéchal vouloit prendre quelque précaution pour ne livrer la Province qu'aux conditions du Traité, dont Edmond lui avoit donné connoissance. Mais le Connétable refusa de s'astreindre à aucunes conditions, disant, qu'il ignoroit les Traitez qui pouvoient s'être faits entre les deux Rois, & qu'il n'avoit ordre que de se mettre en possession de la Guienne, au nom de son Maître. Ensuite, il demanda qu'on lui remit entre les mains, les gens dont on étoit convenu; & il les fit conduire à Paris.

Philippe refuse
d'exécuter l'Ac-
cord.

Tous les articles ayant été plus qu'exécutez de la part de l'Angleterre, Edmond demanda la restitution de la Guienne & des personnes, stipulée dans le Traité secret. A cela on lui répondit, que sa demande seroit examinée dans le Conseil du Roi. En même tems, Philippe lui fit dire qu'il ne devoit pas être surpris, s'il lui faisoit une réponse un peu rude devant le Conseil, à cause de certains Conseillers qui n'étoient pas du secret; mais que dès qu'ils seroient sortis, il lui donneroit une entière satisfaction. Edmond s'assurant sur cette promesse, se présenta devant le Conseil où Philippe étoit présent, & demanda la restitution de la Guienne; à quoi ce Monarque répondit sechement, qu'il ne vouloit point la rendre. Cette réponse n'ayant pas surpris le Prince Anglois qui s'y étoit attendu, il se retira dans une chambre prochaine en attendant l'effet de la promesse du Roi, & on l'y laissa quelque tems, sans lui donner d'autre réponse. Enfin, les Evêques d'Orleans & de Tournay allèrent le trouver, & lui dirent, qu'il étoit inutile d'attendre plus longtems, & que le Roi ne vouloit plus être importuné pour cette affaire. Quelques jours après, Philippe se rendit au Parlement, sans en avoir fait avertir Edmond, & y fit faire une Proclamation publique, pour sommer le Roi d'Angleterre de venir répondre aux articles contenus dans la Citation. Edmond n'étant pas alors au Palais, *Hugues de Were* & *Henri de Lacy* (1), Ambassadeurs d'Edouard, entrèrent, & dirent, qu'ils ne s'étoient pas attendus que cette affaire se termineroit par la voye de la Justice, mais selon le Traité qui avoit été fait, vu même que la Citation avoit été revoquée. Cette excuse n'ayant pas été trouvée valable, ils furent congédiés; & bien qu'ils ne demandassent que jusqu'au jour suivant, pour pouvoir consulter avec le Frere de leur Roi, ils ne purent obtenir ce délai. Ainsi

(1) L'Auteur avoit mis *Jean de Lacy*. *M. Tindal* avertit que c'est une faute & qu'il s'agit d'*Henri de Lacy* Comte de *Lincoln*.

la Cour prononça un Arrêt, qui adjugeoit au Roi la confiscation de la Guienne. EDOUARD I.
1296.

C'est là ce que contient en substance un Mémoire qui se trouve dans le Recueil des Actes Publics, où le Prince Edmond rend lui-même compte de cette affaire, & de la manière dont tout s'étoit passé, depuis le commencement de la négociation. Il semble qu'on pourroit objecter, que c'est une des Parties qui parle, & que par conséquent on n'est pas obligé d'ajouter foi à son témoignage. Mais, outre la manière naïve dont ce Mémoire est écrit, la conquête de la Guienne, sans sieges & sans combats, rend cette relation fort vraisemblable. De plus, on voit dans le Recueil déjà cité, diverses Lettres d'Edouard, où il se plaint d'avoir été trompé par le Roi de France. Il y en a, entre autres, une adressée aux Prélats & aux Barons de Guienne, dans laquelle il s'excuse de ce qu'il a fait un Traité avec la France, sans les avoir consultez; & leur dit qu'il a été abusé autant ou plus qu'eux. Cela paroît encore manifestement par la retractation de l'Hommage qu'il avoit rendu à Philippe, laquelle est conçue en ces termes: *Nos Ambassadeurs diront au Roi de France ces mêmes paroles.*

Sire, Notre Seigneur le Roi d'Angleterre, Seigneur d'Irlande & Duc d'Aquitaine, vous a fait hommage conditionnellement, savoir, selon la forme de la Paix faite entre vos Ancêtres & les siens, laquelle vous n'avez pas observée. D'un autre côté, afin de terminer les différens qui s'étoient émus entre vos Sujets & les siens, il fut fait un Traité secret, entre vous & Monseigneur Edmond son Frere, comme vous devez vous en souvenir, dans lequel étoient contenus certains articles que vous n'avez point exécutés, quoiqu'il soit allé lui-même au-delà de ce qui avoit été promis de sa part. Ensuite, il vous a fait requérir deux fois par son dit Frere, & une troisième par des Pairs de France & autres Grands de votre Royaume, que vous eussiez à lui restituer sa Terre de Guienne, & à délivrer ceux de ses Sujets que vous tenez en prison: ce que vous avez refusé. C'est pourquoi, il lui semble que vous ne le tenez plus pour votre Vassal: aussi ne veut-il pas l'être à l'avenir (1).

Retractation de
l'hommage rendu
par Edouard à Phi-
lippe le Bel.

Quelque grand que fût le chagrin qu'Edouard ressentoit de se voir ainsi dupé par Philippe, il aima mieux laisser la Guienne entre les mains de ce Prince, qu'abandonner la Guerre d'Ecosse, qui lui paroïsoit plus importante. D'ailleurs, il comprenoit bien, qu'avant que de s'engager dans une Guerre contre la France, il falloit se mettre à couvert de la diversion que les Ecossois pourroient faire sur les frontieres du Nord. Par ces raisons, il s'étoit contenté d'envoyer Edmond son

(1) J'ai dit ci-dessus, que les Historiens François n'expliquent pas la manière dont Philippe le Bel se rendit maître de la Guienne, parce que je n'avois pas vu encore l'Histoire du Pere Daniel, qui rapporte une partie de ce qui est contenu dans le Mémoire du Prince Edmond, quoique d'une manière fort abrégée, avec des différences notables, & sans trop observer l'ordre des tems, en citant *Walsingham in Edwarda*. R. A. P. T. H.

EDOUARD I.
1296.

Guerre de Guienne de peu d'importance.

Edouard engage le Comte de Flandres dans ses intérêts.

Affaires de Flandres.

Frere en Guienne, avec peu de Troupes; son unique but étant de tenir Philippe occupé de ce côté-là, de peur qu'il n'envoyât du secours aux Ecoissois. L'intention d'Edouard n'ayant pas été de pousser vigoureusement la Guerre en Guienne, où il n'avoit gardé que Bayonne, & quelques Places des environs, on peut bien juger, que ce qui se passa dans ces quartiers-là, ne peut pas être considerable. Cependant, les François se vantent d'y avoir gagné deux Batailles, l'une sous le commandement du Comte de Valois, & l'autre sous le Comte d'Artois. Mais ces actions ne peuvent pas avoir été fort importantes, vu le peu de forces qu'Edmond avoit. La vérité est, que la France étoit obligée d'y tenir une Armée considerable, parce qu'elle avoit à combattre non seulement les Anglois, mais les revoltes des Habitans, qui étoient très fâchez d'avoir changé de Maître. Avec la superiorité des forces que le Comte de Valois commandoit, il contraignit Edmond de s'aller renfermer dans Bayonne, où il mourut en 1296. Le Comte de Lincoln (1), qui prit ensuite le commandement des Troupes Angloises, ayant voulu assieger *Dacs*, se vit obligé de se retirer promptement, à l'approche du Comte d'Artois qui s'avançoit pour faire lever le Siege. Peut-être reçut-il en cette occasion quelque échec, auquel on a donné le nom de Bataille. Quoi qu'il en soit, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de s'arrêter plus longtems sur le détail de la Guerre de Guienne, puisqu'elle ne produisit aucun événement considerable (2).

Ce n'étoit pas en Gascogne, qu'Edouard prétendoit faire ses plus grands efforts contre la France. Il comprenoit assez, qu'il y auroit trop de difficulté à recouvrer cette Province si éloignée de l'Angleterre, & où il ne lui restoit plus d'autre Place que Bayonne. Son dessein étoit d'attaquer Philippe du côté de la Flandre, où la disposition des affaires sembloit lui promettre un meilleur succès. Le Comte de Flandre se trouvoit alors dans une situation, qui l'obligeoit à chercher une protection contre la France; & il n'en pouvoit trouver ni de plus prochaine, ni de plus prompte, que celle du Roi d'Angleterre, qui brûloit d'envie de se venger. Voici le sujet des differens que ce Comte avoit alors avec Philippe.

Dès l'an 1284, *Guy*, c'étoit le nom de ce Prince, s'étoit brouillé avec les Gantois, au sujet du Gouvernement de leur Ville, dont ils prétendoient qu'il n'avoit aucun droit de se mêler. Sous le Regne de Philippe le Hardi, cette affaire avoit été portée au Parlement de Paris, qui avoit donné un Arrêt en faveur du Comte, & condamné les Magistrats à une amende. *Guy* profita de cette occasion pour chagriner

(1) *Henri de Lacy*. TIND.

(2) Le Pere *Daniel* fait entendre que ce fut une Guerre très vive, & que les Anglois étoient extrêmement forts en Guienne. Les Historiens Anglois en parlent tout autrement, & avec plus d'apparence, par les raisons qui en ont été rapportées. R A P. T H.

en diverses sortes les habitans de cette grande Ville, qui en gardèrent un vif ressentiment. Dès que Philippe le Bel fut monté sur le Trône, les affaires changerent de face. Ce Monarque voyant que les brouilleries entre le Comte de Flandres & les Gantois, lui offroient une occasion favorable de profiter de leur désunion, ne voulut pas la laisser échaper. Dans cette vue, il fit dire secretement aux Magistrats de Gand, que s'ils vouloient renouveler leur procès contre le Comte, il étoit dans la disposition de leur rendre la justice qui leur étoit due. Il n'en fallut pas davantage pour obliger la Ville de Gand à recommencer la querelle. Cette affaire ayant été encore une fois portée au Parlement de Paris, l'autorité des trente-neuf Magistrats ou Gouverneurs, qui avoit été abolie par le précédent Arrêt, fut rétablie dans Gand. Le Comte se sentit offensé de ce que Philippe avoit pris à tâche de le chagriner, en rétablissant dans cette Ville un pouvoir qui lui étoit si odieux. Il n'osa pas pourtant faire éclater son ressentiment : mais il résolut de prendre des mesures pour se fortifier contre lui, le regardant comme un ennemi dont il devoit tâcher de prévenir les desseins. Quelque tems après, il fit agir Robert de Bethune son Fils, qui, par de secretes insinuations, disposa les Villes de Flandre à faire fortifier certaines Places, contre la teneur des Traitez faits avec la France, en leur faisant entendre qu'elles n'y trouveroient point d'opposition de la part du Comte son Pere. Le but de Guy étoit de brouiller ces Villes avec la France, de peur que Philippe ne les fît soulever contre lui. Philippe fut informé de la part que le Comte avoit dans cette affaire : mais comme il avoit alors d'autres embarras, il ne jugea pas à propos de faire éclater son ressentiment, ni contre les Villes qui avoient violé les Traitez, ni contre l'auteur de ce conseil. Cependant, son silence même fit comprendre au Comte qu'il devoit s'attendre à être attaqué dans un autre tems. Les affaires demurerent en cet état pendant quelques années. Philippe dissimuloit sa colere, & Guy pensoit continuellement aux moyens d'en prévenir les effets.

Ce fut dans ces entrefaites qu'arriva la rupture entre la France & l'Angleterre. Quoiqu'Edouard employât tous les moyens possibles pour tâcher d'éviter la Guerre, par la négociation qui s'étoit entamée à Paris, il crut qu'à tout événement, il devoit s'assurer du secours du Comte de Flandre, dont il n'ignoroit pas le mécontentement. Dans cette vue, il lui fit demander sa Fille ainée en mariage, pour le Prince Edouard son Fils, jugeant que cette voye étoit infaillible, pour l'engager fortement dans ses intérêts. Cette négociation, quoique secrette, vint pourtant à la connoissance de Philippe, & lui causa beaucoup de chagrin. Mais il le dissimula, de peur de s'ôter, en le faisant paroître, les moyens de prévenir une Alliance si préjudiciable aux intérêts de son Etat. Pour venir à bout de son dessein, il feignit d'ignorer ce qui se passoit, & ayant attiré sous quelque prétexte Guy & la Comtesse sa

EDOUARD I.
1196.

sa Femme à Paris, il les y retint en prison. Ce ne fut que par une es-
pece de grace, qu'il voulut bien les mettre en liberté, à condition
qu'ils lui livreroient leur Fille en ôtage, & qu'ils s'engageroient à rom-
pre leur Alliance avec Edouard, sous peine d'Excommunication. Guy
ne fut pas plutôt dans ses Etats, qu'il employa toutes sortes de moyens
pour retirer sa Fille d'entre les mains de Philippe. Mais il ne lui fut pas
possible d'y réussir. Philippe craignoit trop l'union du Comte avec
l'Angleterre, pour se priver volontairement du gage qu'il avoit en son
pouvoir.

Edouard forme
une Ligue contre
la France.

Pendant que ces choses se passaient, les affaires d'Ecosse, qui occu-
poient entièrement Edouard, ne lui laissoient ni le loisir ni la commodi-
té de penser à la Guerre qu'il avoit projeté de faire à Philippe. Mais
dès qu'elles furent au point où il les souhaitoit, il tourna toutes ses
pensées du côté de la vengeance. La supercherie que Philippe lui avoit
faite, étant une injure qui ne pouvoit pas être aisément oubliée, il avoit
beaucoup pris sur soi-même en différant jusqu'alors à chercher les
moyens de l'en faire repentir. Cependant, comme il alloit avoir à
faire à un puissant ennemi, il étoit nécessaire qu'il mît sur pied des
forces considérables, que l'Angleterre seule n'étoit pas en état de lui
fournir. Ce fut dans cette vue qu'il chercha les moyens de former au-
delà de la mer une puissante Ligue contre la France : & quoique cette
entreprise parût assez difficile, il ne laissa pas d'en venir à bout. Outre
le Comte de Flandre, qu'il n'eut pas beaucoup de peine à gagner,
Adolphe de Nassau nouvellement élu Empereur, Albert Duc d'Autri-
che, l'Archevêque de Cologne, & divers autres Princes d'Allemagne,
le Duc de Brabant, les Comtes de Hollande, de Juliers, & de Luxem-
bourg, furent engagés dans cette Ligue, par les grandes sommes qu'E-
douard devoit leur fournir. Tous ces Princes, fiers de leur nombre &
de leur puissance, envoyèrent à Philippe des Cartels de défi, dont au-
cun ne le choqua tant que celui du Comte de Flandre, qui étant son
Vassal, lui disoit hautement qu'il ne vouloit plus le reconnoître pour
son Souverain.

Mezerai.
Chron. Belg.

1197.
Edouard dompte
la hieité du Clergé.

AN. Publ. T. II.
pag. 706.

Pendant que Philippe se préparoit à repousser cette attaque, Edouard
faisoit, de son côté, tous les efforts possibles pour amasser de l'argent,
dont il avoit un extrême besoin, à cause des engagements où il étoit
entré avec les Princes Confédérés. Pour cet effet, il assembla le Par-
lement à S. Edmond-buri, & obtint un Subside de la huitieme partie
des biens mobiliers des habitans des Villes, & de la douzieme du
reste des Sujets Laïques. Cet exemple ne fut pas capable de toucher
le Clergé. Il prétendit pouvoir se dispenser de donner un secours au
Roi, fondé sur une Bulle que Boniface VIII. avoit envoyée dès l'an-
née précédente à l'Archevêque de Cantorberi, & que ce Prélat avoit
gardée sans la faire publier. Par cette Bulle, il étoit expressément dé-
fendu à tous les Ecclésiastiques, de payer aucune Taxe aux Princes

Séculiers, sans le consentement du S. Siege. Le refus du Clergé choqua extraordinairement le Roi. Néanmoins, avant que d'en venir à des moyens violens, il fit représenter aux principaux Membres, que puisqu'ils possédoient des Fiefs dans le Royaume, & qu'ils jouissoient de la protection des Loix, ainsi que les autres Sujets, il étoit juste qu'ils contribuassent aux charges publiques. Mais ces remontrances furent sans effet. Quand il vit qu'il n'en pouvoit rien obtenir, il fit saisir tous les Fiefs Laïques possédés par le Clergé, & mit hors de la protection des Loix tous les Membres du Clergé, de quelque rang qu'ils fussent, défendant très-expressément aux Juges Royaux de leur rendre justice, en quoi que ce fût. Une démarche si hardie étonna ce puissant Corps, qui, depuis le commencement de la Monarchie, n'avoit jamais rencontré une pareille fermeté dans aucun Roi d'Angleterre. Si Edouard avoit été semblable à son Pere ou à son Ayeul, peut-être le Clergé auroit-il pu trouver dans le mécontentement du Peuple, des moyens pour faire repentir le Roi de sa hardiesse. Mais comme il comprit bien qu'il ne lui seroit pas aisé d'émouvoir le Peuple, il ne jugea pas à propos de faire des efforts, qui vrai-semblablement seroient inutiles. Ainsi, quelques-uns s'étant hâtes de composer avec le Roi pour la cinquieme partie de leurs biens, leur exemple entraîna les autres. L'Archevêque de Cantorberi fut traité plus sévèrement, parce qu'outre qu'il étoit le premier auteur du refus du Clergé, il s'opiniâtra plus que les autres. Le Roi fit saisir tous ses biens, & les revenus des Monasteres de son Diocese, & en donna l'administration à des Officiers, qui ne laissoient aux Moines que ce qui étoit absolument nécessaire pour leur subsistance. Apparemment, c'étoit pour les punir de ce qu'ils avoient pris avec trop de chaleur le parti de leur Archevêque. La fermeté du Roi fit enfin plier le Prélat, qui, pour rentrer dans les bonnes grâces de son Souverain, lui donna la quatrieme partie de ses biens. C'est ainsi que quand le Clergé rencontre des Princes vigoureux, il fait plier avec autant de soumission, qu'il fait marquer de fierté quand il n'a en tête que des Princes foibles ou trop scrupuleux.

Dans une occasion à peu près semblable, qui se présenta bien-tôt après, les Seigneurs Laïques témoignèrent ben plus de fermeté que les Prélats, quoique ce fût contre ce même Prince. Pour exécuter les grands projets qu'il méditoit, il avoit convoqué la Noblesse à Salisbury, à dessein de voir exactement ce que chaque Baron pouvoit lui fournir de Troupes. Son intention étoit de faire une puissante diversion en Guienne, pendant qu'il presseroit son ennemi du côté de la Flandre. Mais il eut de la peine à trouver des Seigneurs qui voulussent servir ailleurs, que là où il commanderoit en personne. Chacun s'excusoit d'aller servir en Guienne, quoique d'ailleurs ils ne refusassent pas de fournir le nombre de Troupes à quoi leurs Fiefs les obligeoient. Edouard, ne se payant pas de ces excuses, les menaça de donner leurs Terres à

Edouard trouve
de l'opposition du
côté des Barons.

EDOUARD I.
1297.

Hardieffe de
deux Seigneurs.

d'autres qui seroient plus obéissans. Ces menaces causerent de grands mouvemens parmi la Noblesse. Elle étoit bien éloignée de croire, que ses Terres fussent à la disposition du Roi. *Humphroi Bohun*, Grand Connétable, & *Hugues Bigod*, Comte de Norfolk & Grand Maréchal, plus hardis que leurs Compagnons, prirent la parole, & dirent nettement au Roi, qu'ils étoient prêts à l'accompagner là où il commanderoit en personne, & non ailleurs. Le Grand Maréchal ajouta, qu'il ne refusoit pas de conduire l'Avant-garde sous le Roi, comme la Charge l'y obligeoit ; mais qu'il ne serviroit pas sous le commandement d'un autre, & que personne n'étoit en droit de l'y contraindre. Le Roi répondit tout en colere, qu'il le feroit bien marcher : à quoi celui-ci repliqua, qu'il n'en feroit rien. *Par le Dieu Eternel*, dit alors le Roi, avec beaucoup d'émotion, *vous marcherez, ou vous serez pendu. Par le Dieu Eternel*, repartit le Comte, *je ne marcherai, ni ne serai pendu* : & sur le champ, il se retira, sans plus retourner à la Cour.

Le Roi n'ose entreprendre de les châtier.

Edouard avoit vu, sous le Regne du Roi son Pere, des exemples fréquens & funestes de l'insolence des Barons. Il connoissoit trop bien quelle étoit leur union, quand il s'agissoit de maintenir leurs privilèges, pour vouloir risquer sa gloire & son repos, dans une Guerre contre eux. Une querelle de cette nature ne pouvoit que lui être très préjudiciable, aussi bien qu'à tout le Royaume. Le moindre inconvénient qui pouvoit lui en arriver, étoit de perdre l'occasion de se venger du Roi de France. Dans la disposition où les Barons se trouvoient, il n'y avoit presque point à douter, qu'ils ne se fussent tous unis contre lui, s'il eût entrepris de châtier hautement l'insolence de ceux qui avoient osé lui résister en face. Il eut encore plus de sujet de se confirmer dans cette pensée, quand il apprit que, craignant son ressentiment, ils commençoient à lever des Troupes pour se défendre, en cas qu'il eût formé le dessein de les attaquer. Sans trop de pénétration, il est aisé de comprendre qu'ils se sentoient appuyez. Ces considérations obligèrent ce Prince à dissimuler son chagrin, en attendant qu'il se présentât une occasion de le faire éclater à propos. D'ailleurs, il ne vouloit pas perdre l'occasion de passer en Flandre, où les besoins du Comte son Allié l'appelloient incessamment. Cependant, il ne tarda pas longtems à trouver une conjoncture favorable pour châtier l'audace de ces deux Seigneurs, en leur ôtant leurs Emplois, parce qu'ils refuserent de faire quelque chose qui regardoit le devoir de leurs Charges, par la crainte où ils étoient de se livrer entre ses mains. Il s'en fallut peu, qu'il n'eût sujet de s'en repentir. Dans le tems qu'il alloit s'embarquer, il reçut de la part des Evêques, Comtes, Barons, & Communes du Royaume, une longue Remontrance, contenant une liste des Grieffs de la Nation, & de diverses infractions faites à la Grande Chartre. Cette démarche lui fit comprendre, qu'il devoit aller bride en main, de peur d'irriter une Nation qui paroissoit disposée à prendre feu, à la premiere occasion

Il leur ôte leurs Charges.

Plaintes portées au Roi par ses Sujets.

qui pourroit se présenter. Il répondit donc avec une extrême douceur à la Remontrance qu'on lui avoit présentée, & promit sur son honneur, de corriger, à son retour, tous les abus dont on se plaignoit. Il pria la Noblesse de se tenir en repos pendant son absence, l'assurant qu'il lui donneroit une entière satisfaction. Comme il n'étoit pas moins nécessaire d'appaiser le Peuple, que les intrigues des deux Comtes avoient irrité, il publia une Proclamation pour justifier sa conduite, & pour faire connoître les raisons qui l'avoient obligé à casser ces deux Officiers. Entre autres choses, il disoit dans cette Proclamation, qu'il avoit été informé qu'on avoit fait accroire à son Peuple, qu'il avoit refusé de recevoir des remontrances tendant au bien du Royaume; ce qu'il assuroit être faux. Il y témoignoit encore, qu'il étoit très fâché d'avoir exposé ses Sujets à de grandes charges, pour soutenir les Guerres auxquelles il s'étoit vu engagé. Enfin, il prioit son Peuple d'excuser ce que la nécessité l'avoit obligé de faire, & promettoit de faire exactement observer la Grande Chartre à l'avenir. Il tint sa parole peu de tems après. Le Prince son Fils, qu'il avoit laissé pour Régent, ayant assemblé le Parlement qui lui accorda un grand Subside, confirma les deux Chartres du Roi Jean, par un Acte authentique qui fut signé en Flandre par le Roi même, & scellé du Grand Sceau qu'il avoit emporté avec lui. On peut remarquer dans l'Histoire d'Angleterre, plusieurs exemples semblables à celui-ci. Je veux dire, que les Rois qui ont gardé des ménagemens avec leurs Sujets, & répondu avec moderation à leurs plaintes, ont rarement manqué à les appaiser; pourvu que, comme Henri III., ils n'aient pas affecté de les tromper continuellement, & de manquer à leur parole. Au contraire, ceux qui ont voulu agir avec trop de hauteur, se sont attiré des affaires fâcheuses, & ont causé la plupart du tems de grands troubles: de quoi on a vu des exemples très remarquables sous quelques-uns des Rois précédens.

Pendant qu'Edouard s'étoit occupé dans son Isle à faire des préparatifs pour soutenir la Ligue qu'il avoit formée contre la France, Philippe ne s'étoit pas attaché avec moins de soin à chercher les moyens de repousser le choc qu'on lui préparoit. Il s'étoit fortifié par des Alliances avec les Rois de Castille & d'Arragon, & avoit levé une puissante Armée; pendant que Jeanne Reine de Navarre, sa Femme, assembloit ses forces particulieres pour le secourir. La Champagne, qui étoit du domaine de cette Princesse, fut attaquée la première, par le Comte de Bar l'un des Alliez d'Edouard, qui ravagea cette Province d'un bout à l'autre. Mais la suite de cette entreprise fut aussi funeste à ce Prince, que les commencemens en avoient été heureux. A l'approche de la Reine, qui s'avançoit pour défendre son pais, le Comte, saisi de crainte, n'ayant su ni combattre ni se retirer, se vit obligé de se rendre à cette Princesse, qui l'envoya prisonnier à Paris.

Cependant, les Princes Conféderez ne se hâtoient point d'envoyer

EDOUARD I.
1297.
Il les appaise.

Il publie une
proclamation
pour appaiser au-
si le Peuple.
Aff. Publ. T. II.
pag. 783.

Philippe se pré-
pare à se défendre.

EDOUARD I.
1297.
Il débauche les
Alliez d'Edouard.

Il assiege Lille.

Le Duc de Ju-
liers est battu par
les François.

Edouard arrive
en Flandre.

Divisions en ce
pays-là fort préju-
diciables à ses af-
faires.

Lille se rend à
Philippe,
qui fait d'autres
conquêtes.

leurs Troupes en Flandre. Adolphe de Nassau, arrêté par des affaires que Philippe lui avoit suscitées en Allemagne, ou, comme quelques-uns l'assurent, par des présens, ne put, ou ne voulut point tenir ce qu'il avoit promis. Le Duc d'Autriche se laissa débaucher par la même voye; & les Ducs de Brabant & de Luxembourg, les Comtes de Guel-dres & de Beaumont, suivirent cet exemple. Philippe, profitant de cet avantage, entra dans la Flandre à la tête de soixante-mille hommes, & s'attacha d'abord au siege de Lille. Guy, qui attendoit avec impatience les secours d'Angleterre, n'étoit pas en état de s'opposer au Roi de France, n'ayant pas la moitié des forces qu'on lui avoit fait esperer. Tout ce qu'il put faire, fut de tâcher de rompre les mesures de ce Prince, par une diversion, sous la conduite du Duc de Juliers. Dès que Philippe fut informé que ce Général s'étoit mis en campagne, il détacha le Comte d'Artois, qui l'ayant rencontré tout proche de Furnes, lui livra bataille, & mit son Armée en déroute. Le Duc de Juliers fut tué dans ce combat, & le Comte d'Artois y perdit son Fils aîné. Cette défaite fut cause que Guy n'osa s'éloigner de Gand & de Bruges, où il attendoit Edouard. D'ailleurs, il se trouvoit très embarrassé, à cause des divisions qui regnoient dans son pais. Il s'étoit formé en Flandre deux Partis, dont l'un, qu'on appelloit *Porte-lys*, étoit dans les interêts de la France; & l'autre dans ceux du Comte.

Edouard arriva enfin, après s'être longtems fait attendre; mais avec peu de forces, par rapport à cette grande entreprise, parce qu'il avoit compté sur des Alliez qui lui manquoient de parole. En entrant dans Bruges, il trouva toute la Ville en désordre, à cause de l'animo-sité des deux Factions dont je viens de parler. Ce ne fut qu'avec bien de la peine, qu'il vint enfin à bout d'appaîser les mouvemens de cette Ville, en accordant aux habitans certains privileges, par rapport au trafic qu'ils faisoient en Angleterre. Ensuite, il se rendit à Gand, où il trouva les mêmes divisions. Ainsi, comme de son côté il n'amenoit pas tout le secours qu'il avoit promis, il vit lui-même avec chagrin, combien le Comte de Flandre étoit peu en état de fournir les Troupes qu'il avoit fait esperer. Les Flamans s'étoient divisez au sujet de cette Guerre. Les uns l'approuvoient, & les autres soutenoient qu'elle n'étoit nullement avantageuse au Pais, & que leur Prince ne l'avoit entreprise que pour ses interêts particuliers, ou pour ceux du Roi d'Angleterre. Pendant qu'Edouard s'occupoit à terminer ces differens, qui étoient très préjudiciables à ses affaires, Philippe se rendit maître de Lille, après un siege de trois mois. Dès qu'il fut en possession de cette Place, il ne trouva que peu d'obstacles à la conquête de Douay, de Courtray, & de quelques autres Villes du voisinage. Ensuite, il marcha vers Bruges, qui se rendit sans résistance. Il avoit formé le projet de brûler la Flotte Angloise, qui se tenoit à l'ancre à Dam. Mais le Comte de Valois, qui s'étoit chargé du soin de cette Expédition, n'ayant pû se

préparer assez secrètement, trouva que les Vaisseaux Anglois s'étoient retirés.

EDOUARD L.
1197.

Toutes les mesures d'Edouard se trouverent rompues, par l'infidélité de ses principaux Alliez, qui l'avoient abandonné après avoir reçu son argent. Les secours qu'il pouvoit esperer du Comte de Flandre, étoient incertains & peu considérables, à cause de la Faction des *Porte-lys*, qui s'opposoit à toutes les résolutions dont la France auroit pu recevoir quelque préjudice. Ses propres Troupes étoient en trop petit nombre, pour pouvoir les opposer aux forces de son ennemi. Outre cela, de nouveaux troubles, arrivés en Ecosse, rendoient sa présence nécessaire dans son Royaume, où même il n'étoit pas sans crainte que son absence ne causât quelques mouvemens. Toutes ces considérations ensemble le porterent à chercher quelque voye, pour se tirer d'affaire, sans être obligé d'abandonner le Comte de Flandre, qu'il avoit engagé dans sa querelle. Il n'en trouva point de meilleure, que de demander une Treve, qui ne lui fut accordée qu'à la considération du Roi de Sicile, & du Comte de Savoye, qui s'employèrent pour lui. Cette Treve, qui ne devoit durer que jusqu'à la fête des Rois pour la Guienne, & jusqu'à la S. André seulement pour la Flandre, portoit, que Philippe demeureroit en possession des Places qu'il avoit conquises. Apparemment cette condition servit à la faire prolonger encore pour deux ans, Philippe étant bien aise de jouir tranquillement de ses conquêtes. Quelque pressé que fût Edouard d'aller donner ordre aux affaires d'Ecosse, il passa pourtant le reste de l'Hiver à Gand, pour tâcher de réunir les habitans de cette puissante Ville. Il esperoit par là d'en tirer un secours considérable, quand la Treve seroit expirée. Pendant le séjour qu'il y fit, il y courut risque de la vie, dans une sédition des habitans, qui avoient résolu de faire main-basse sur tous les Anglois. On dit qu'il fut redevable de son salut, à la générosité d'un Chevalier Flamand, de la Faction des *Porte-lys*, qui, par ses soins & par ses prières, arrêta la fureur de ce Peuple mutiné. Le danger où il s'étoit vu exposé, lui donnant lieu de craindre quelque nouvelle insulte, il abandonna son entreprise & reprit la route de ses Etats.

Treuve entre les
deux Rois.

Prolongée.

Edouard séjourne à Gand, où il court risque de la vie.

Ce fut là le succès de l'Expédition d'Edouard en Flandre. Cette puissante Ligue, qui sembloit devoir engloutir la France, ne servit qu'à épuiser les trésors de celui qui l'avoit formée, & à lui faire comprendre, combien il lui seroit difficile de recouvrer par la force le Païs qu'il avoit perdu par son imprudence. Ce seroit peu de chose, que d'avoir éprouvé un sort si contraire aux projets qu'il avoit formés: c'est à quoi les plus grands hommes se trouvent quelquefois exposés. Mais il y a plus: c'est qu'il ne put se tirer de l'embarras où il s'étoit jeté, sans faire une breche considérable à son honneur. Quoiqu'il eût promis au Comte de Flandre de le protéger jusqu'à la fin, il ne laissa pas de l'abandonner, ainsi qu'on le verra dans la suite. Revenons pré-

EDOUARD I.
1297.

Affaires d'Ecosse.

Guillaume Wal-
leys fait soulever
les Ecossois.

Il chasse les An-
glois d'Ecosse.

Il est déclaré Ré-
gent par l'armée.

sentement à l'Ecosse, qui nous doit fournir la matiere la plus confide-
rable du reste de ce Regne.

Bien qu'Edouard eût conquis l'Ecosse, il n'avoit pas conquis les
cœurs des Ecossois, qui ne portoient qu'avec peine un joug que la force
leur avoit imposé. Dès qu'ils virent Edouard occupé en Flandre, ils
prirent ce tems pour se soulever, sous la conduite de *Guillaume Walleys*,
homme d'une Maison peu illustre, & d'une fortune encore plus mé-
diocre, mais d'un génie très élevé. Ce généreux Ecossois, quoique
peu autorisé parmi les Compatriotes, entreprit de relever sa Patrie de
l'abîme de misere où elle se trouvoit plongée, pendant que les person-
nes du premier rang, divisées par des Factions, ou suivant le parti du
Vainqueur, travailloient à l'envi à faire durer son esclavage. Les Au-
teurs Ecossois font de cet homme illustre un portrait qui le rend com-
parable aux plus grands Heros, & trouvent à peine des termes assez
relevez, pour faire connoître son mérite. Ce Walleys donc, quoiqu'à
peine connu en Ecosse, ayant pris la résolution de travailler à la li-
berté de son País, assembla dans ce dessein un petit nombre de Trou-
pes. Quelque peu considerable que fût le Corps dont il avoit le com-
mandement, il fit de si merveilleux progrès, qu'on ne fait ce qu'on
doit le plus admirer, ou la hardiesse de son entreprise, ou le succès
dont elle fut d'abord accompagnée. Tous ceux qui soupiroient après
la Liberté, voyant qu'il y avoit un homme assez hardi pour se mettre
à leur tête, coururent en foule sous ses drapeaux, & formerent bien-
tôt une Armée considerable. Avec ce secours, Walleys attaqua les
Places dont les Anglois étoient maitres, & dont les Garnisons étoient
peu nombreuses, à cause qu'Edouard avoit eu besoin de ses Troupes
en Flandre. Par la sévérité dont il usa envers ceux qui tomberent entre
ses mains, il inspira une telle terreur aux autres, qu'à peine se trouva-
t-il quelque Place qui voulût attendre les dernières extremitez, de
peur de s'exposer à un semblable traitement. Par ce moyen, il recou-
vra en très peu de tems toutes les Villes dont les Anglois s'étoient em-
parez, & il ne leur laissa que la seule Ville de Barwick. Ces heureux
succès donnerent à son Armée une si grande admiration pour sa vertu,
que, sans s'arrêter aux formalitez ordinaires, elle le déclara Régent du
Royaume. Edouard, qui étoit alors en Flandre, ayant appris les pro-
grès de Walleys, se hâta de conclure la Treve dont il a été parlé ci-
dessus, & s'en retourna en Angleterre, dans la résolution de punir sé-
verement la revolte des Ecossois.

Avant que d'entreprendre cette Expédition, il falloit nécessaire-
ment régler deux affaires également importantes. La premiere étoit
de trouver quelque moyen pour faire la Paix avec la France, de peur
qu'elle ne donnât du secours à l'Ecosse. La seconde, de donner quel-
que satisfaction au Peuple, comme il s'étoit engagé à le faire après son
retour. Il ne trouva point de meilleure voye pour parvenir au pre-
mier

mier but , que de faire convenir Philippe de mettre leurs differens entre les mains de Boniface VIII. , qui n'étoit pas encore brouillé avec ce Prince , comme il le fut depuis. Philippe ayant accepté cette proposition , les deux Monarques remirent leurs démêlez à l'arbitrage du Pape , non pas en qualité de Chef de l'Eglise , mais comme Particulier , sous le Nom de *Benoit Cajetan*.

Cette affaire étant en assez bon train , il fallut penser à la seconde. Pour se concilier l'affection de ses Sujets , Edouard convoqua un Parlement , où il confirma la Grande Chartre sans en être sollicité. Il est vrai qu'il insista beaucoup , pour pouvoir insérer cette Clause dans la confirmation , *sauf les droits de notre Couronne*. Mais voyant que le Parlement s'y opposoit avec beaucoup de chaleur , il prit le parti de s'en désister : ce qui fit un très bon effet parmi le Peuple.

Après qu'Edouard se fut ainsi délivré de l'inquietude que ces deux affaires lui caufoient , il se mit à la tête d'une puissante Armée , & s'étant avancé jusques vers le milieu de l'Ecosse , il rencontra ses ennemis à Falkirk. Les deux Armées étoient campées à une si petite distance l'une de l'autre , que les Anglois ayant entendu un grand bruit dans le Camp ennemi , coururent aux armes , avec une extrême précipitation , dans la pensée qu'ils alloient être attaquez. Le Roi voulut aussi monter à cheval. Mais dans le tems qu'il mettoit le pied à l'étrier , son cheval effarouché par le bruit qui se faisoit , le jeta par terre , & lui enfonça deux côtes d'un coup de pied. Ce fâcheux accident ne l'empêcha pas de se trouver à la Bataille qui se donna peu de tems après , & d'y commander avec le même sang-froid , que s'il n'eût point eu de mal. Cette Bataille fut sanglante , & en même tems très funeste aux Ecoffois , qui , selon quelques Auteurs , y perdirent soixante-mille hommes. Mais c'est à quoi il y a peu d'apparence. D'autres , qui réduisent ce nombre à dix mille hommes , ne s'éloignent peut-être pas moins de la vérité. Quoi qu'il en soit , la perte des Ecoffois fut si grande , que de longtems ils ne purent se voir en état de lever la tête. Walleys , avec le débris de son Armée , se retira derriere les marais du Nord , où il n'étoit pas possible de le poursuivre. Cependant , Edouard profitant de sa victoire , s'empara de toutes les Places fortes , avec la même facilité qu'il les avoit perdues. Ainsi l'on peut dire , qu'en cette occasion il conquit l'Ecosse une seconde fois. Après qu'il eut donné les ordres nécessaires pour la conservation de ce Royaume , il reprit le chemin d'Angleterre , où des affaires importantes le rappelloient.

Walleys ne se trouvoit pas alors en état de profiter de l'absence de ce Prince. Non seulement il avoit perdu son Armée , mais encore il avoit manifestement connu , que la jalousie des Seigneurs Ecoffois avoit été une des principales causes de sa défaite. Bien loin que sa vertu leur donnât de l'émulation , elle leur faisoit craindre qu'il n'aspirât au Trône. Dans cette pensée , ils aimoient mieux que leur Patrie gémît dans

Tome III.

K

EDOUARD I.
1297.
Philippe & E.
douard prennent
le Pape pour Ar-
bitre.

Edouard confir-
me la Grande
Chartre.

Il marche en E-
cosse.

Il lui arrive un
fâcheux accident.

Il gagne la ba-
taille de Falkirk.

Il retourne en
Angleterre.

Les Seigneurs
Ecoffois sont ja-
loux de Walleys.

EDOUARD I.
1298.

Conference de
Walleys avec Ro-
bert Brus.

Walleys se dé-
met de la Régén-
ce.

Cumin est fait
Régent d'Ecosse.

Edouard presse
la négociation de
la Paix avec la
France.

un perpétuel esclavage, que de se voir réduits à rendre hommage à un homme qui leur étoit si fort inférieur par sa naissance. Il falloit bien que ces soupçons se fussent repandus parmi la Noblesse, puisque Robert Brus, Comte de Carrick, Fils de celui qui avoit prétendu à la Couronne, en fit des reproches à Walleys. Ce Seigneur, qui servoit dans l'Armée d'Edouard, s'étant trouvé le jour de la Bataille de Falkirk, à la poursuite de Walleys qui se retiroit, & ayant été arrêté par une petite Riviere que les Ecossois venoient de passer, le fit prier de venir lui parler sur le bord opposé. Walleys y ayant consenti, Robert lui représenta, qu'il se perdoit lui-même par son ambition : qu'il n'y avoit aucune apparence qu'il pût résister aux forces du Roi d'Angleterre ; & que quand même il pourroit se flater de cette espérance, les Grands du Royaume ne pourroient jamais se résoudre à le reconnoître pour Roi. Walleys lui répondit, que ce n'étoit nullement un motif d'ambition qui lui mettoit les armes à la main : qu'il se reconnoissoit trop indigne du Trône, pour oser y porter sa vue : mais que son unique but étoit de délivrer sa Patrie, que les Grands du Royaume laissoient périr par leur lâcheté. On prétend que cette réponse fit une telle impression sur l'esprit de Brus, qu'il en répandit des larmes. On ajoute encore, que dès ce moment il prit la résolution de faire tous ses efforts pour affranchir l'Ecosse de l'esclavage sous lequel elle gémissoit.

Cependant, Walleys ayant manifestement connu combien la jalousie que les Grands avoient conçue contre lui étoit préjudiciable aux intérêts du Royaume, se démit de la Régence, & n'agit plus que comme Particulier. Il ne cessa pourtant pas de travailler de tout son pouvoir, & en toutes occasions, à la liberté de sa Patrie. Quelque tems après qu'Edouard eut quitté l'Ecosse, ceux qui conservoient encore quelque affection pour leur pays, établirent *Cumin* pour Régent. Mais c'étoit peu de chose que cette Régence, qui ne lui donnoit de l'autorité que sur une petite partie du Royaume, & sur quelques Troupes en désordre, échappées de la dernière Bataille.

Dès qu'Edouard fut de retour en Angleterre, il employa tous ses soins à faire réussir la négociation qui étoit entre les mains du Pape, pour la restitution de la Guienne. Depuis qu'il avoit perdu l'espérance de recouvrer cette Province par les armes, l'Alliance du Comte de Flandre lui étoit à charge, la protection qu'il lui avoit promise étant un obstacle perpétuel à la conclusion de la Paix. Il prit donc la résolution d'abandonner son Allié : & dès-lors, les difficultés commencerent à s'évanouir. Le malheureux Comte, abandonné du Roi d'Angleterre, & d'un autre côté, pressé par le Comte de Valois qui commandoit en Flandre l'Armée du Roi son Frere, ne savoit comment se tirer d'un si grand embarras. Dans cette fâcheuse situation, il se laissa enfin persuader de se remettre entre les mains de ce Prince, qui lui donna sa parole qu'il le meneroit à Paris, pour trai-

ter lui-même avec le Roi; & que si dans un an il ne pouvoit obtenir la Paix, il auroit la liberté de s'en retourner dans ses États. Mais Philippe ne se croyant pas lié par la parole de son Frere, retint le Comte en prison.

EDOUARD I.
1298.

La Treve de deux ans entre la France & l'Angleterre étant sur le point d'expirer, les Ambassadeurs des deux Rois s'assemblerent à Montreuil sur la mer, où le Pape leur envoya sa Sentence arbitrale, qui portoit en substance: Qu'Edouard seroit remis en possession de la Guienne: & que, pour rétablir l'union entre les deux Rois, Edouard épouserait Marguerite Sœur de Philippe (1); & qu'Isabelle (2), Sœur du même Philippe, seroit donnée en mariage au Prince de Galles Fils d'Edouard. Il étoit dit aussi dans la même Sentence, que Jean Baillol, autrefois Roi d'Ecosse, seroit remis entre les mains du Nonce du Pape, pour le garder là où il jugeroit à propos. Les Plénipotentiaires des deux Couronnes signerent cette Sentence: mais comme il y avoit diverses choses à régler pour la mettre en exécution, ils convinrent d'une Treve, qui dans la suite fut souvent prolongée, avant qu'on signât le Traité de Paix. Cependant, Baillol fut livré à l'Evêque de Vicence Nonce du Pape, qui en confia la garde à des Evêques François.

1299.
La Treve est prolongée à Montreuil.
Sentence du Pape.

Dès que le nouveau Régent d'Ecosse avoit été informé qu'on négocioit à Montreuil un Traité entre la France & l'Angleterre, il avoit envoyé des Députés à Philippe, pour le prier d'y faire comprendre les Ecossois. La conjoncture paroissoit favorable. Edouard souhaitoit passionnément de recouvrer la Guienne par un Traité, ne se sentant pas en état d'en venir à bout par d'autres voyes. Il y avoit donc apparence qu'en cette considération, il accorderoit à l'Ecosse des conditions tolerables, si le Roi de France vouloit s'employer tout de bon pour les obtenir. Effectivement, Philippe fit d'abord quelque démarche pour engager Edouard à laisser l'Ecosse en repos. Mais dès la première proposition qu'il en fit, il connut qu'il étoit impossible de procurer autre chose, que certaines douceurs, qu'ils seroient même obligés d'acheter par une reconnaissance formelle du pouvoir qui les tenoit dans l'esclavage. Edouard étoit en possession de l'Ecosse, où il ne trouvoit presque plus d'opposition. Ainsi, lui proposer d'accorder la Paix à ce Royaume, c'étoit proprement vouloir l'obliger à se défaire de cette acquisition. D'un autre côté, il ne pouvoit accorder une Paix particulière au Régent & à ceux qui lui obéissoient, sans laisser en Ecosse une Puissance indépendante de la sienne. Tout ce donc que

Treves accordées
à l'Ecosse.

(1) *Alienor*, femme d'*Edouard*, étoit morte en 1290. RAR. TH.

Eleonor, femme d'*Edouard*, mourut en 1291. Le Roi, à sa mémoire, fit ériger des Croix par-tout où le corps s'arrêta, tandis qu'on le portoit du Comté de *Lincoln* à *Westminster*; savoir, à *Walsham*, à *S. Albans*, à *Dunstable*, &c. & particulièrement à *Charing-Cross*, dans une Place de la Ville de *Westminster*. TIND.

(2) *Isabelle*.] Elle étoit Fille, & non pas Sœur de *Philippe*. AG. Publ. Tom. II. p. 840. TIND.

EDOUARD I.
1199.

Cumin exhorte
les Ecoffois à rompre
la Treve.

Toute l'Ecoffe se
souleve.

Les Anglois font
encore chasser du
Royaume.

1300.
Troisième Expédition
d'Edouard
En Ecoffe.

Il obtient une
victoire signalée
sur les Ecoffois.

Philippe put obtenir, fut une Treve de sept mois pour ceux qui ne pouvoient se résoudre à porter le joug. Si l'on en croit les Historiens d'Ecoffe, cette Treve fut mal observée de la part de l'Angleterre. Mais ce n'est, peut-être, que pour justifier la résolution que Cumin prit de la rompre. Quoi qu'il en soit, ce Régent assembla les Seigneurs qu'il connoissoit affectionnez à leur Patrie, & leur représenta le triste état où elle se trouvoit réduite. Il leur dit, que si on donnoit à Edouard le tems de s'affermir dans sa conquête, il prendroit de telles mesures, qu'en vain on feroit, dans la suite, des efforts pour recouvrer la liberté. Que ce Prince n'attendoit plus que d'avoir subjugué ce petit reste d'Ecoffois qui résistoit encore, pour achever de réduire ce miserable Royaume dans une parfaite servitude. Que ce dessein seroit déjà exécuté, si les Treves que la France leur avoit de tems en tems procurées ne l'avoient fait differer. Qu'il n'y avoit donc point de tems à perdre; & qu'il falloit promptement se résoudre à faire un généreux effort pour recouvrer la liberté, ou à laisser la Patrie dans un éternel esclavage. Ensuite, il leur fit voir la facilité qu'il y avoit à se délivrer du joug pendant qu'Edouard se reposoit sur leur foiblesse, & que la saison de l'Hiver leur offroit des avantages, qu'ils ne pourroient plus esperer dès qu'elle seroit passée. Ces remontrances produisirent l'effet qu'il s'en étoit promis. Ces Seigneurs amoureux de la liberté, & ne sentant que trop le poids de leur servitude, résolurent d'un commun accord de reprendre les armes; & chacun, de son côté, alla travailler à inspirer la même résolution au Peuple. Il ne leur fut pas difficile d'y réussir. Le petit peuple étoit encore plus animé contre les Anglois, que les Grands, parce qu'il avoit été moins ménagé. En peu de tems tout le Royaume se souleva, sans qu'il fût possible aux Garnisons Angloises d'arrêter une revolte si générale. Tous les Bourgeois des Villes & les habitans de la campagne ayant pris les armes dans un même jour, & à la même heure, ces Garnisons se trouverent attaquées toutes à la fois, par dedans & par dehors, avec tant de fureur & d'acharnement, qu'il ne leur fut pas possible de résister. En un mot, elles se virent réduites à la nécessité de demander à sortir du Royaume, sans quoi elles ne pouvoient éviter d'être taillées en pieces.

Edouard, outré de colere de ce que c'étoit toujours à recommencer, leva une Armée avec toute la diligence possible; & dès que la saison le put permettre, il entra pour la troisième fois, les armes à la main, dans ce malheureux Royaume. L'Armée Ecoffoise, qui n'étoit composée que de Milices mal armées & peu aguerries, ne se sentant pas en état de résister à ce Prince, voulut se retirer à son approche. Mais il la poursuivit si vivement, que l'ayant enfin atteinte, & réduite au point de ne pouvoir éviter le combat, il la mit dans une entière déroute. Les Historiens assurent que cette journée auroit mis fin à la destinée de l'Ecoffe, si les Anglois eussent pu poursuivre leurs ennemis

à travers les marais, dont les routes étoient connues aux gens du païs, & que les vainqueurs n'oseroient entreprendre de traverser.

Cette défaite ayant ôté aux Ecoſſois toute eſperance de pouvoir plus longtems réſiſter, ils eurent recours aux prières & aux ſoumiſſions. Ils ſupplierent le Roi de leur donner la liberté de rédimer leurs Terres pour de l'argent, & de leur rendre leur Roi, aux conditions qu'il voudroit lui-même leur impoſer. Mais il leur refuſa l'une & l'autre de ces demandes. Cette dureté leur fit chercher les moyens de ſoulager leur miſere, en ſe mettant ſous la protection du Pape, à qui ils envoyèrent des Ambaſſadeurs, pour lui offrir la Souveraineté de leur Païs. Boniface VIII. dont l'ambition eſt aſſez connue, accepta cette offre ſans balancer. Il avoit accoutumé d'agir avec beaucoup de hauteur avec les Princes Chrétiens, ſ'imaginant qu'ils devoient aveuglément ſe ſoumettre à ſes volontés, & que ſon autorité ne regardoit pas moins le Temporel que le Spirituel. Dans cette penſée, il ſuppoſa qu'un ſimple Bref de ſa part ſeroit capable de faire déſiſter Edouard de toutes ſes prétentions ſur l'Ecoſſe. Voici le commencement de ce Bref, où ce Pontife ſuppoſoit comme indubitable, une choſe dont perſonne n'avoit jamais ouï parler.

BONIFACE *Serviteur des Serviteurs &c. A Notre Très cher Fils Edouard, illuſtre Roi d'Angleterre, ſalut & bénédiction Apoſtolique.*

Nous ſavons, Très cher Fils, & l'expérience nous a ſouvent confirmé, combien eſt grande l'affection dévote que vous avez pour l'Egliſe Romaine, qui vous porte dans des entrailles de charité. Nous ſavons, dis-je, combien eſt ardent le zèle & la reverence que vous lui portez, & combien vous êtes prompt à obéir à ſes ordres. C'eſt ce qui nous donne une ferme eſperance, & une entière conſiance, que votre Sublimité Royale recevra nos paroles en bonne part, les entendra diligemment, & les exécutera efficacement. Il a pu parvenir juſqu'à Votre Alteſſe Royale, & nous ne doutons point que vous ne gardiez dans votre mémoire, que, depuis les anciens tems, le Royaume d'Ecoſſe a toujours appartenu & appartient encore à l'Egliſe Romaine, ainſi qu'il eſt connu de tout le monde; & que, comme Nous en avons été informés, il n'a jamais été dépendant ni de vos Prédéceſſeurs, ni de vous-même &c.

Le reſte de ce Bref, qui eſt trop long pour pouvoir être inſéré ici tout entier, contient la plus grande partie des raiſons qui ont été ci-devant rapportées, contre les prétentions des Rois d'Angleterre ſur la Souveraineté de l'Ecoſſe. Comme, ſelon les apparences, le Pape avoit été inſtruit par les Ambaſſadeurs Ecoſſois, on doit préſumer, que ſi pendant l'Assemblée de Norham, les Etats d'Ecoſſe ne répondirent rien à ce qu'Edouard alleguoit, ce n'étoit pas qu'ils manquaſſent de preuves, mais par un tout autre motif. Le Pape reprochoit encore à Edouard, toutes les violences qui s'étoient commiſes dans la Guerre d'Ecoſſe, & particulièrement la priſon de divers Evêques. Enfin, il ſe conſtituoit lui-même Juge des différens entre les Anglois & les Ecoſ-

EDOUARD I.
1300.

Il rejette leurs ſoumiſſions.

Ils ſe mettent ſous la protection du Pape, en lui offrant la Souveraineté de l'Ecoſſe.

Boniface VIII. accepte leur offre.

Bref du Pape à Edouard.
AB. Publ. T. II.
p. 5. 344.

EDOUARD I.
1300.

Edouard menace
de détruire l'E-
cosse.

Il accorde une
Treve à la prière
du Roi de France,

Et investit Edou-
ard son Fils aîné
de la Principauté
de Galles.

1331.

Réponse des An-
glois au Bref du
Pape.

Le Roi écrit au-
si au Pape.

fois, & ordonnoit au Roi, d'envoyer les Ambassadeurs à Rome, avec toutes les instructions nécessaires, dans six mois au plus tard; après quoi il prononceroit une Sentence définitive.

Une maniere d'agir si hautaine n'étoit gueres propre à faire quitter les armes à Edouard. Il en fut si choqué, que bien loin d'avoir égard aux prétentions du Pontife, il jura que s'il en entendoit plus parler, il détruiroit l'Ecosse d'une mer à l'autre. Les Députés des Ecoissois, qui étoient auprès de lui, ne purent écouter ces menaces de sang-froid. Ils lui répondirent, qu'il avoit encore beaucoup d'ouvrage à faire avant que d'en venir là; & qu'il n'y avoit pas un Ecoissois, qui ne donnât jusqu'à la dernière goutte de son sang, pour la défense de sa Patrie. Mais, quelque résolution qu'il eût prise de ne point quitter l'Ecosse avant que de l'avoir entièrement réduite, il n'osa refuser au Roi de France une Treve que ce Prince lui demanda pour les Ecoissois.

Ce fut pendant cette Treve, qu'Edouard investit son Fils aîné, âgé de dix-sept ans, de la Principauté de Galles & du Comté de Chester. Les Gallois s'en réjouirent, & regarderent cette démarche comme une marque de la bonté du Roi pour eux, parce que le jeune Prince étoit né dans leur pays.

Au commencement de l'année suivante, le Roi convoqua le Parlement à Lincoln, pour lui demander son avis touchant les prétentions du Pape à l'égard de l'Ecosse, & sur la réponse qu'il devoit faire à son Bref. Le Parlement n'étant pas moins choqué des prétentions & des manieres hautaines du Pape, que le Roi même, il fut résolu qu'on écrirait sur ce sujet au Pontife une Lettre qui seroit signée de tous les Barons du Royaume. Dans cette Lettre, ils lui disoient sans détour, le contraire de ce qu'il avoit assuré dans son Bref, savoir que, de tout tems, la Couronne d'Angleterre avoit joui du droit de Souveraineté sur l'Ecosse; & qu'il étoit de notoriété publique, que l'Ecosse n'avoit jamais dépendu de l'Eglise Romaine quant au temporel. Que par cette raison, le Parlement ne souffriroit jamais que le Roi mît tous les droits en compromis, ni qu'il envoyât des Ambassadeurs à Rome sur ce sujet, quand même ce Prince seroit d'humeur de pousser sa complaisance pour le S. Siege jusqu'à ce point. Enfin, ils prioient le Pontife de laisser le Roi & le Peuple d'Angleterre jouir de leurs droits, sans entreprendre de les troubler (1). Cette Lettre fut suivie, quelques mois après, d'une autre du Roi même, avec laquelle il envoya en même tems un Ecrit semblable à celui qu'il avoit fait dresser pendant l'Assemblée de Northam, pour justifier que de tout tems le Royaume d'Ecosse avoit été dépendant de l'Angleterre. Mais au-lieu que, dans le premier, il n'a-

(1) Cette Remontrance étoit signée de cent Comtes & Barons, qui déclarent outre cela, qu'ils avoient le droit de représenter toute la *Communauté* du Royaume. Le Docteur *Howel* nous a donné leurs noms, & intitule son Catalogue : *Liste des dignes Défenseurs de la Patrie, qui s'opposèrent aux usurpations du Pape.* TIND.

voit commencé à déduire son droit que depuis Edouard l'Ancien, dans celui-ci, il en prenoit l'origine depuis le Regne de *Brutus*, premier Roi fabuleux de l'Isle d'Albion. Ensuite, il continuoit par tous les pretendus Rois qu'on trouve dans l'Histoire, ou plutôt, dans le Roman de Geoffroi de Monmouth : ce qu'il n'avoit osé faire dans le premier, qui étoit dressé pour les Ecoffois. Mais tout étoit bon à l'égard du Pape & des Italiens, qui n'étoient pas assez versez dans l'Histoire d'Angleterre pour pouvoir discerner le vrai d'avec le faux. D'ailleurs, la Lettre du Roi étoit très respectueuse, & ne contenoit aucune expression dont le Pontife pût être choqué. Cette modération dans une occasion semblable, où il se sentoit très offensé des prétentions du Pape, ne peut être attribuée qu'au besoin qu'il avoit de lui dans l'affaire qui regardoit la restitution de la Guienne.

La Treve avec l'Ecosse ne fut pas plutôt expirée, qu'Edouard se rendit dans ce Royaume, où il passa tout l'Hiver. Mais dans le tems qu'il se préparoit à recommencer la Guerre, il fut si puissamment sollicité par le Roi de France, qu'il ne put refuser aux Ecoffois une prolongation de la Treve jusqu'au mois de Novembre. On pourroit trouver étrange qu'il eût tant de complaisance pour Philippe, s'il étoit vrai, comme quelques-uns l'ont avancé, qu'il eût fait la Paix avec la France à Montreuil, & qu'il fût rentré en possession de la Guienne. Mais il est certain que la Paix entre les deux Couronnes ne fut entièrement conclue qu'en 1303, & que le Traité de Montreuil n'étoit proprement qu'une Sentence arbitrale du Pape, qui contenoit divers articles dont l'exécution pouvoit rencontrer beaucoup de difficulté, quoiqu'en général, les deux Rois en fussent assez contents. C'est ce qui rend la déférence d'Edouard pour Philippe moins extraordinaire, puisque, par un refus, il auroit pu retarder la conclusion d'une Paix qui devoit lui faire recouvrer la Guienne.

La Treve avec l'Ecosse étant sur le point d'expirer, Edouard envoya *Segrave* dans ce Royaume, pour y recommencer la Guerre. Ce Général y entra, moins à dessein d'y combattre les Ecoffois, qu'il croyoit peu en état de lui résister, que pour ruiner le país. Dans ce dessein, il partagea son Armée en trois Corps, qui marchaient à quelque distance l'un de l'autre, afin d'embrasser plus de terrain. La prévention où il étoit qu'il n'avoit rien à craindre, le faisant marcher avec beaucoup de négligence, & sans daigner s'informer de l'état où se trouvoient ses ennemis, il les rencontra inopinément tout proche de *Ross*, à cinq milles d'Edimbourg. Comme il s'étoit trop avancé avec le Corps qu'il commandoit, pour pouvoir être secouru des autres, l'Armée d'Ecosse, commandée par *Cumin* & par *Frazer*, l'attaqua sans perte de tems, & le mit incontinent en déroute. Celui des deux autres Corps qui étoit le plus proche, ayant appris que le Général étoit attaqué, voulut aller à son secours. Mais n'ayant pu arriver assez à

EDOUARD L.
1301.

Edouard retourne en Ecosse.

Il accorde une nouvelle Treve.

1302.
Il envoie Segrave en Ecosse.

Trois victoires remportées par les Ecoffois en un jour.
Buchanan.

EDOUARD I.
1302.

tems, il fut battu comme le premier. Quoique les Ecoffois eussent été victorieux dans ces deux Combats, ce n'avoit pas été sans peine & sans perte. Leurs bleffez étant en assez grand nombre, & leurs Troupes très fatiguées, ils se dispofoient à prendre quelque repos, lorsqu'ils virent arriver le troisieme Corps de l'Armée Angloise, qui se préparoit à les attaquer. Cette vue les déconcerta d'abord d'une telle maniere, que dans le premier mouvement, ils se seroient mis en fuite, si les exhortations de leurs Généraux n'eussent relevé leur courage. Ce dernier Combat fut le plus rude des trois. Les Anglois, animez du desir de venger leurs compagnons, & les Ecoffois encouragés par les deux victoires qu'ils venoient de remporter, combattirent longtems avec une égale animosité: mais les Ecoffois eurent enfin l'avantage, & mirent leurs ennemis en fuite. Les Historiens Anglois passent legerement sur ces trois Combats; & les Ecoffois, au contraire, prennent grand soin de relever leur triple victoire (1). Peut-être les uns en disent-ils trop, & les autres trop peu. Quoi qu'il en soit, on ne peut disconvenir que cet échec ne parût très important à Edouard, puisqu'il lui fit prendre la résolution d'entrer encore une fois en Ecoffe, avec la plus nombreuse Armée qu'il eût jamais mise sur pied. Il ne lui fut pourtant pas possible d'exécuter ce dessein jusqu'à l'année suivante, parce qu'il ne put se dispenser de comprendre les Ecoffois dans une Treve qu'il fit avec la France jusqu'au Mois de Juin.

Edouard se prépare à rentrer en Ecoffe.

Treve avec la France, où l'Ecoffe est comprise.

1303.
Traité de Paix entre la France & l'Angleterre.
Mém. Publ. T. II.
pag. 923.

Les deux Rois abandonnent leurs Alliez.

Ibid. Pag. 929.

Avant que cette Treve fût expirée, la Paix entre les deux Couronnes se conclut à Paris, le 20. de Mai 1303. Philippe rendit la Guienne à Edouard, qui s'engagea, de son côté, à lui rendre un hommage lige sans condition, dans la Ville d'Amiens. Quant aux Alliez des deux Rois, on n'en fut fait aucune mention dans le Traité. Au contraire, chacun des deux Monarques s'engagea par serment, à ne donner aucun secours aux ennemis de l'autre. Ainsi, les Ecoffois & le Comte de Flandre se trouverent également abandonnez. C'est ici un de ces exemples remarquables, & qui ne sont que trop fréquens, du peu de fonds que les petits Princes peuvent faire sur leurs Alliances avec des Souverains trop puissans. Quoique le premier article de l'union porte toujours qu'on ne fera ni Paix ni Treve sans un consentement mutuel, c'est pour l'ordinaire, celui qui est le premier violé. Véritablement, Philippe voulut persuader aux Ecoffois, qu'il leur procureroit une Paix particuliere dans l'entrevue qu'il devoit avoir avec Edouard: mais rien n'étoit plus éloigné de sa pensée. En effet, il n'avoit laissé les Ecoffois à la merci du Roi d'Angleterre, que pour obtenir de lui qu'il abandonnât les Flamans, qui ayant repris les armes contre lui, avoient déjà remporté de grands avantages. Baillol, à qui ce Traité ôta toute espé-

(1) Les Historiens d'Ecoffe attribuent toute la gloire à *Cumin* & à *Frazer*, sans faire aucune mention de *Wallace* (*Wallays*); au-lieu que les Anglois l'attribuent entièrement au brave *Wallace*. TIND.

rance d'être jamais rétabli, demeura sur ses Terres en Normandie, & vécut tout le reste de sa vie en homme privé.

Les brouilleries, qui étoient survenues entre le Pape Boniface & Philippe le Bel, avoient longtems arrêté la conclusion de cette Paix. Le Pape, qui avoit projeté d'employer les armes des Chrétiens à une nouvelle Croisade, prétendoit commander en Maître à tous les Princes de l'Europe, & les obliger à terminer leurs différens selon son caprice, afin de se mettre en état d'envoyer ou de conduire eux-mêmes leurs forces dans la Palestine. La hauteur avec laquelle il voulut traiter le Roi de France, fit naître entre eux des différens, qui dégénérèrent enfin en une rupture ouverte. Cela fut cause que Philippe, ne regardant plus ce Pontife que comme un ennemi, ne voulut plus de sa Médiation, & conclut la Paix avec Edouard, sans l'intervention de celui qu'ils avoient choisi pour arbitre.

Edouard, n'ayant plus rien à craindre de la part de la France, porta pour la quatrième fois ses armes en Ecosse, avec une Armée si nombreuse, qu'il ne trouva point de résistance. Il pénétra jusqu'à l'extrémité septentrionale de l'Isle, ravageant tout à droite & à gauche, sans que les Ecossois fussent en état de s'opposer à une puissance si formidable. Le seul Walleys le côtoyoit avec quelques Troupes, pour le harceler, & pour venger les Ecossois sur les Soldats Anglois qui osoient s'écarter du gros de l'Armée. Quelque grands que fussent les avantages d'Edouard, il fut moins rigoureux à l'égard de ceux d'entre les Ecossois qui se soumirent volontairement, qu'il ne l'avoit été dans son Expédition précédente. Il avoit compris qu'en les mettant au désespoir, il les avoit lui-même engagés dans la revolte. Ce fut par cette raison qu'il traita favorablement ceux qui allèrent se rendre à lui, & qu'il leur permit de racheter leurs Terres; ce qu'il leur avoit auparavant refusé. Cette douceur produisit un si bon effet, que presque tous les Grands du Royaume, qui se trouvoient sans aucune ressource d'ailleurs, voulurent en profiter. Avant que de quitter ce Royaume, Edouard fit attaquer le Château de Sterlyn, qui se défendit pendant tout l'hiver. La vigoureuse défense des assiégés obligea le Roi à se rendre lui-même au Siège, dès que le beau tems fut venu; & néanmoins, ce ne fut qu'au mois de Juillet qu'il les contraignit de capituler. Buchanan dit que, contre les termes de la Capitulation, il retint prisonniers le Gouverneur & les Officiers de la Garnison.

La prise de Sterlyn termina cette quatrième expédition d'Edouard, & cette troisième Conquête. Mais quoiqu'on puisse dire à bon droit que l'Ecosse fut conquise en cette occasion, il y avoit encore en ce pais-là, hors de l'atteinte des armes Angloises, certains endroits impénétrables, qui servirent de retraite & d'azyle à ceux qui ne pouvoient vivre dans l'esclavage, & qui furent d'un grand secours pour faire recouvrer à tout le Royaume son ancienne liberté, C'est ce qu'Edouard

Tome III.

L.

EDOUARD I.
1303.

Cette Paix se
fait sans l'intervention
du Pape.

Quatrième expédition
d'Edouard
en Ecosse.

Où il ne trouve
point d'opposition.

Il accorde quelques
grâces aux
Ecossois,

& fait assiéger
Sterlyn.

1304.
Il s'en rend Maître.

EDOUARD I.
1304.
Fin tragique de
Walleys.

lui-même, au milieu de ses prosperitez, ne pouvoit s'empêcher de craindre. La rigueur avec laquelle il traita le brave Walleys, qui lui fut livré par une insigne trahison, fit assez voir qu'il ne croyoit pas les Ecoffois subjugués, quoiqu'il fût maître de l'Ecosse. Pour les épouvanter par la punition de ce grand homme qu'il regardoit comme l'unique auteur de leur revolte, il le fit juger, condamner & exécuter comme coupable de Haute-Trahison, & ordonna que les quatre quartiers de son Corps fussent exposez dans quatre des principales Villes d'Angleterre. Ce furent des Juges Anglois qui prononcèrent cette Sentence, quoique Walleys fût Ecoffois, & du nombre de ceux qui n'avoient jamais reconnu la Jurisdiction d'Edouard. Pour excuser, en quelque maniere, une rigueur si extraordinaire, il se trouve des Historiens qui ont tâché de diffamer Walleys, & qui l'ont accusé d'avoir commis des cruautés excessives. Mais ces accusations, ni le genre de sa mort, n'ont pu empêcher que la Posterité ne lui ait rendu la justice qui lui est due, & que les gens non prévenus ne le regardent encore comme un Heros qui étoit digne d'une meilleure fortune.

1305.
Sévérité d'Edouard envers un Seigneur Anglois.

Edouard n'ayant plus rien à faire en Ecosse, reprit le chemin de l'Angleterre, où il s'attacha d'abord à faire respecter son autorité, pour laquelle quelques-uns d'entre les Seigneurs marquoient avoir peu de déference. Segrave fut le premier attaqué sur ce sujet (1), pour servir d'exemple aux autres. Ce Seigneur ayant été accusé de quelque malversation, avoit appelé son accusateur en duel, pour justifier son innocence par un Combat singulier, selon la coutume qui étoit alors en usage. Mais le Roi n'ayant pas trouvé à propos de permettre ce Combat, Segrave avoit passé la mer, pour aller se battre hors du Royaume. Quoique sa désobeissance fût en quelque maniere adoucie par les égards qu'il avoit eus pour le Roi, en s'abstenant de faire ce Combat dans les Terres de sa domination, Edouard la regarda comme étant d'une trop grande conséquence, pour la laisser sans punition. Dès que Segrave fut de retour, il le fit arrêter, & ordonna qu'on lui fit son procès. Les Juges se trouverent un peu embarrassés à donner un jugement sur cette affaire, touchant laquelle ils ne trouvoient apparemment aucune Loi pour les diriger. Cependant, après une délibération qui dura trois jours entiers, ils prononcèrent un Arrêt de mort contre l'accusé, ajoutant dans leur Sentence, qu'il seroit au pouvoir du Roi de lui faire grace. Edouard se sentit offensé de l'audace de ces Juges qui sembloient vouloir borner son autorité, comme s'il n'eût pas eu le pouvoir d'exercer sa clémence sans leur permission, & il leur fit une sévère reprimande. Il ne laissa pourtant pas de pardonner à Segrave, sur l'intercession de certains Seigneurs qui se rendirent cautions de sa conduite.

(1) Segrave fut accusé de Trahison par le Chevalier Jean de Cromwell. (M. de Wessm. Anno 1305.) TIND.

Mais ce ne fut pas là le seul exemple de sévérité qu'Edouard donna depuis son retour. Il avoit été informé que la Justice se rendoit dans tout le Royaume, avec beaucoup de négligence & de partialité; que les Magistrats se laissoient corrompre par des présens; & que les riches étoient à couvert de la rigueur des Loix, pendant que les pauvres étoient exposés à l'oppression & à la tyrannie des Grands. Un si grand désordre demandant un remède prompt & efficace, il donna une Commission extraordinaire à des Juges qu'il nomma lui-même, pour aller faire, dans toutes les Provinces, une perquisition exacte de tous les malfaiteurs, de quelque rang qu'ils pussent être; & leur donna pouvoir de faire exécuter leurs Sentences sur le champ. Cette Commission fut nommée *Trail-baton*, mot dont on ignore l'étimologie, sur laquelle on a formé diverses conjectures qu'il seroit trop long de rapporter. Il suffit de dire, pour donner une idée de cette Cour extraordinaire (1), que c'étoit à peu près ce qu'on appelle en France *Grands-Jours*. Cette sévérité fut un frein à ceux qui prétendoient se mettre à couvert de la Justice, par leur crédit & par leurs richesses. Elle servit en même tems à remplir les coffres du Roi, qui profita des amendes à quoi les coupables furent condamnés.

A ces deux exemples de sévérité, il en joignit un troisième fort remarquable, pour faire connoître qu'il entendoit que les Loix fussent observées sans aucun égard à la naissance, ou à la dignité des personnes. Le Prince Edouard son Fils, s'étant laissé porter, par les inductions d'un de ses Favoris nommé *Pierre Gaveston*, à commettre quelque excès contre l'Evêque de Chester (2), il le fit mettre dans une prison publique, ne voulant point que son rang le mît à couvert de la Justice.

Cette démarche auroit fait sans doute plus de plaisir aux Anglois, si celles qu'il fit peu de tems après, eussent marqué la même modération & les mêmes égards pour le Peuple. Clement V. natif de Bourdeaux, ayant succédé à Boniface VIII. dans le Siege Pontifical, Edouard crut qu'il devoit profiter du crédit qu'il espiroit d'avoir auprès du nouveau Pape, pour obtenir la Dispense du serment qu'il avoit fait à l'égard des Chartres dont j'ai souvent parlé. Le Pape ne

EDOUARD I.
1305.
Commission
nommée *Trail-
baton*, pour punir
les malversations
des Grands.
MS. Publ. T. II.
pag. 960.

Le Roi fait met-
tre le Prince de
Galles son Fils
dans une prison
publique.

Clement V. dit
pensé le Roi de
l'observation de la
Grande Charte.

(1) Ces Juges étoient en quelque maniere comme les Juges d'*Eyre*. Leur fonction étoit de faire des Informations dans tout le Royaume, & de juger sur le rapport des Jurez prudens, les *Maires*, *Sherifs*, *Baillys*, *Receveurs des droits d'Aubaine* & autres, accusés d'*Extorsion*, de *Corruption* & autres crimes, d'*Usurpation* des Terres; faire le procès aux chicaneurs, & perturbateurs du repos public &c. A l'égard de l'étimologie du mot *Trail-baton*, voyez le Glossaire de *Spelman*. T. III.

(2) Il n'y avoit point d'Evêque de Chester en ce tems-là; le Siege de *Lichfield* y fut transféré après la Conquête. Il fut encore transféré de-là à *Covenry*, d'où *Henri VIII* le remit à son ancien Lieu. De sorte que la personne dont on parle ici étoit *Walter de Langton*, Evêque de *Lichfield* & de *Covenry*, dans le Diocèse duquel se trouvoit Chester. *Rav. W. S.*

EDOUARD I.
1305.
Aff. Publ. T. II.
pag. 978.

Edouard fait
quelques Actes
d'autorité arbi-
traire.

1306.
Affaires d'Ecos-
se.

Major.
Buchanan.

Robert Brus &
Jean Cumin for-
ment le projet de
délivrer leur Pa-
trie.

fit aucune difficulté de lui accorder cette faveur. Il supposa, comme il paroît par sa Bulle, que ce Prince avoit été forcé de faire ce serment, & cette supposition, toute fausse qu'elle étoit, lui parut une raison suffisante pour le dispenser de l'exécution. On prétend qu'Edouard acheta cette Dispense par un Service de Vaiselle d'or, dont il fit présent au Pontife. L'allarme que cette démarche causa dans tout le Royaume, n'étoit pas sans fondement, puisqu'on commença bien-tôt à s'apercevoir que le Roi usurpoit une plus grande autorité que les Loix & les Coutumes du Pais ne lui permettoient. Il affecta même de découvrir son intention, dans une occasion où l'on ne pouvoit pas s'y méprendre. Clement V. lui avoit accordé les Décimes sur le Clergé, pour trois ans, & s'en étoit réservé la moitié pour les besoins du Saint Siege. Le Parlement ne pouvant souffrir ce honteux trafic, qui tendoit à appauvrir le Clergé sans nécessité, & à faire sortir l'argent du Royaume, s'y opposa fortement, & défendit aux Collecteurs de faire cette levée. Edouard, sans aucun égard pour le Parlement, leva les défenses de sa propre autorité, & permit aux Collecteurs de continuer. Cette action arbitraire venant immédiatement après la Dispense dont je viens de parler, fit craindre aux Anglois que le Roi n'eût formé quelque dessein préjudiciable à leur liberté; & leur crainte ne paroissoit que trop bien fondée. Mais si ce Prince avoit eu cette intention, les nouveaux troubles qui survinrent en Ecosse l'empêcherent de l'exécuter, & lui rendirent la faveur du Pape inutile.

Les Ecossois, quoique tant de fois vaincus, & autant de fois obligés de prêter serment de fidélité à Edouard, ne pouvoient s'accoutumer au joug qui leur avoit été imposé. Robert Brus, Comte de Carrick, étoit un de ceux qui croyoient avoir le plus de sujet de se plaindre. Non seulement, Robert son Pere avoit été exclus de la Couronne; mais de plus, Edouard lui avoit déjà manqué de parole. Il s'étoit engagé à le mettre sur le Trône à la place de Baillol: mais il n'avoit fait aucune démarche qui tendît à exécuter sa promesse. Néanmoins, Robert l'avoit toujours fidelement servi, soit avant, soit après la mort de son Pere, se flatant peut-être qu'il accompliroit enfin sa promesse. Mais la conversation qu'il avoit eue avec Walleys le jour de la Bataille de Falkirck, & toutes les démarches du Roi, lui ayant fait comprendre que ce Monarque ne travailloit uniquement que pour soi-même, il avoit conçu le généreux dessein de faire des efforts pour délivrer son Pais de la servitude où il se trouvoit réduit. En même tems, il pensoit à se procurer la Couronne d'Ecosse, à laquelle il prétendoit avoir un légitime droit, malgré le Jugement donné contre le Comte son Pere. Jean Cumin, surnommé le Rouge, autre Seigneur Ecossois fort considéré en Ecosse, mais pourtant moins accredité que Brus, étoit, ou paroissoit être dans des sentimens semblables, & avoir à cœur les intérêts de la Patrie. Cette conformité fit que ces deux Seigneurs s'entre-commu-

niquerent leurs pensées, après qu'ils se furent longtems sondez l'un l'autre, sans oser se découvrir. Enfin s'étant tous deux enhardis, ils eurent ensemble plusieurs Conférences, dans lesquelles ils convinrent des moyens qu'il falloit employer pour faire réussir leurs projets. Ces Conférences aboutirent à des Conventions, qui contenoient en substance ces deux Articles. I. Qu'ils agiroient en commun pour faire en sorte que Robert Brus fut couronné Roi d'Ecosse. II. Qu'en considération des services que Cumin rendroit à Robert, celui-ci cederait tous les domaines qu'il possédoit en Ecosse, & le feroit son Lieutenant Général. Ces mesures étant prises, Robert se rendit à la Cour d'Edouard, où il étoit nécessaire de gagner certains Seigneurs Ecossois qui avoient pris le parti de ce Prince.

EDOUARD L.
1306.

Cependant, soit que Cumin se repentît de ce qu'il avoit fait, ou, comme quelques-uns l'assurent, qu'il n'eût brassé ce complot que pour faire tomber Robert dans le piège, il instruisit le Roi de tout le projet. On prétend même qu'il lui envoya l'original de leurs Conventions, signé de tous les deux & scellé de leurs cachets. D'abord, le Roi forma le dessein de faire arrêter Robert. Mais craignant que cet éclat ne lui fit manquer ses complices, il se contenta de le faire observer exactement. Il espéroit de faire de nouvelles découvertes par le moyen de Cumin, à qui Robert communiquoit par ses Lettres tout ce qu'il faisoit à la Cour. Le dessein du Roi ne put être si secret, qu'il ne fût pénétré par le Comte de Gomer, ancien ami de la Maison de Brus, qui étoit alors à Londres. Ce Seigneur, sachant que Robert étoit exactement épié, & n'osant lui parler lui-même pour l'instruire d'un secret si important, lui envoya une paire d'éperons dorez & quelques piéces de monnoye d'or, comme s'il avoit emprunté cela de lui. Robert, qui avoit l'esprit pénétrant, comprit d'abord qu'il y avoit du mystère dans la prétendue restitution de son ami, & en conclut qu'il vouloit par là lui conseiller de s'évader. Dans cette pensée, il en prit la résolution sur le champ, & fut l'exécuter avec tant d'adresse & de diligence, qu'il fut impossible de le prévenir, & plus encore de l'atteindre. Comme il n'avoit communiqué ses pensées qu'à Cumin, il ne douta point qu'il n'eût été trahi par cet infidèle ami. Dans cette persuasion, si-tôt qu'il fut arrivé en Ecosse, il se rendit à Dumfrees où Cumin se trouvoit alors, & l'ayant trouvé dans l'Eglise des Cordeliers, ne s'attendant point à sa venue, il le poignarda de sa propre main. Ce coup hardi, joint au complot qu'il avoit fait, l'exposant au ressentiment du Roi, il se vit dans la nécessité de se déclarer ouvertement; sachant bien qu'il n'y avoit point de salut pour lui, que dans la réussite de ses desseins. Dès qu'il se fut déclaré, le concours de ceux qui se rendirent auprès de lui fut si grand, qu'il se vit bien-tôt en état d'aller en bonne compagnie à Scone, où il fut solennellement couronné. Après cela, tout le Peuple généralement se rangea dans son parti.

Cumin trahit
Brus.

Robert Brus se
sauve en Ecosse.

Il y tue Cumin.

Il se déclare ou-
vertement contre
Edouard, & se fait
couronner Roi
d'Ecosse.

EDOUARD I.
1306.
Edouard envoie
une armée en É-
cosse,

Ce fut avec un chagrin extrême qu'Edouard s'aperçut qu'il s'étoit trop flatté dans la pensée où il avoit été, qu'il n'avoit plus rien à faire en Écosse. Il ne voulut pourtant point se desister de ses premiers projets. Mais afin de s'assurer pour l'avenir la possession de ce Royaume, il résolut de le mettre en tel état qu'il n'y eût plus aucune revolte à craindre. Suivant ce dessein, il fit prendre les devans à *Audemar* de Valence Comte de Pembroock, avec une Armée, pour lui préparer le chemin, pendant qu'il assembloit toutes ses forces à Carlisle. Pour rendre son Expédition plus éclatante, il fit Chevaliers trois-cens jeunes Gentils-hommes qui accompagnoient le Prince son Fils, auquel il vouloit, en cette occasion, donner les premières leçons de la Guerre.

Robert Brus est
vaincu & contraint
de se cacher.

Cependant, Robert avoit fait de grands progrès en Écosse, & s'étoit rendu maître de diverses Places. Il auroit poussé plus loin ses conquêtes, si le Comte de Pembroock n'en eût arrêté le cours. Ce Général étant entré en Écosse, marcha droit à Robert, qui n'ayant pas jugé à propos de reculer dans cette première occasion, alla lui-même à la rencontre. Les deux Armées en étant venues aux mains, celle de Robert fut mise en déroute. Mais comme la perte n'avoit pas été fort considérable, il voulut hazarder une seconde Bataille, dans laquelle il ne fut pas plus heureux. Ces deux malheurs consécutifs l'ayant obligé à quitter la partie, il se retira dans une des Isles Hebrides, où il demeura caché chez un ami de sa Maison, en attendant que le tems lui devînt plus favorable. Peu de tems après, Edouard étant entré dans le Royaume avec une nombreuse Armée, y trouva les Écossois consternés, & leurs Troupes dispersées. Ainsi, n'ayant point d'ennemis à combattre, il ne fit qu'envoyer de tous côtes des détachemens, pour se saisir des partisans de Robert. Il en fut pris un très grand nombre, qui éprouverent tous la rigueur de ce Prince. Trois Freres du nouveau Roi perdirent la tête sur un échafaut. Sa Femme même ayant été envoyée en Angleterre, y fut tenue dans une étroite prison. L'âge d'Edouard, & le chagrin qu'il avoit de se voir si souvent obligé de recommencer, le rendoient tellement inexorable, qu'il ne pardonna presque à personne. Les Evêques de Glasgow & de S. André, qui avoient été pris avec leurs cottes d'armes sous leurs habits, auroient été sacrifiés à sa vengeance, si la peur qu'il eût de déobliger le Pape, ne leur eût sauvé la vie. Ils furent pourtant envoyés en Angleterre & détenus en prison. Le Comte d'Athol, allié d'Edouard & de la Famille Royale d'Écosse, ne fut distingué des autres, que par la hauteur de la potence à laquelle il fut pendu. La Comtesse de Boghan (1), qui avoit assisté

Edouard arrive
en Écosse, & traite
rigoureusement
les Revoltez.

AN. PUBL. T. II.
185. 1012.

(1) La Comtesse de *Boghan* étoit Sœur du Comte de *Fife*, qui étoit alors en Angleterre. Il devoit remplir la fonction de couronner le Roi d'Écosse. Ainsi, comme cette Dame avoit tout le courage d'un brave homme, elle se déroba d'auprès de son Mari avec toute sa Cavalerie, & alla mettre la Couronne sur la tête de *Bruce*, à l'Abbaye de *Scone*. T. I. ND.

au Couronnement de Robert, fut mise dans une cage de bois, sur une Tour du Château de Barwick, pour servir de ridicule spectacle au peuple. Marie la Sœur éprouva le même sort à Roxborowgh.

EDOUARD I.
1307.

Après qu'Edouard se fut ainsi vengé des partisans de Robert, qui avoient eu le malheur de tomber entre ses mains, il passa l'Hiver à Carlisle, où il convoqua un Parlement, qui fut le dernier de son Règne. Les premières occupations de cette Assemblée furent touchant les moyens dont on pourroit se servir pour assurer la possession de l'Ecosse, en unissant ce Royaume à l'Angleterre. Edouard avoit résolu de ne rien épargner pour tenir les Ecossois en bride, & d'employer même pour cela les méthodes les plus rigoureuses. Mais les affaires de ce pais-là changèrent de face, avant qu'on eût pris aucune résolution fixe sur ce sujet.

1307.
Edouard veut unir l'Ecosse à l'Angleterre. Parlement à Carlisle.

Ce même Parlement s'appliqua encore, avec beaucoup de soin, à prendre des précautions contre les extorsions de la Cour de Rome, qui continuoient toujours avec les mêmes excès qu'auparavant, malgré les mesures qu'on avoit prises pour les arrêter. Il fit même des Statuts qui auroient pu apporter quelque soulagement à ce mal, s'ils eussent été bien exécutés.

Statuts contre la Cour de Rome.

Ce fut dans ce même tems, que l'Evêque de Lichfield, Grand Trésorier, ayant fait remarquer au Roi l'ascendant que *Pierre Gaveston*, jeune-homme d'une vie fort déréglée, avoit sur l'esprit du Prince son Fils, & les suites fâcheuses qui pourroient naître d'une si étroite correspondance, ce Monarque résolut d'y remédier sur le champ. Pour cet effet, par l'avis du Parlement qui étoit encore assemblé, Gaveston fut banni du Royaume, comme corrupteur de la jeunesse du Prince. De plus, le Roi voulut que son Fils s'engageât par serment à ne le rappeler jamais, & que Gaveston jurât aussi qu'il ne remettroit plus le pied dans le Royaume. A cette condition, il lui assigna une pension de cent marcs, à prendre sur les revenus de Guienne.

Pierre Gaveston, Favori du Prince est banni du Royaume. AS. Pub. T. II. pag. 1043.

Malgré la résolution qu'Edouard avoit prise de mettre l'Ecosse hors d'état de se pouvoir plus relever, le tems de sa délivrance approchoit pourtant. Dieu, qui avoit voulu châtier les Ecossois, n'avoit pas résolu de détruire entièrement cette Nation, qui se trouvoit réduite comme aux abois. Edouard ayant quitté l'Ecosse, Robert Brus sortit de sa cachette, & se servit utilement de l'absence de ce Prince, & de la rigueur de l'Hiver qui empêchoit les Troupes Angloises d'agir. Il rassembla les débris de son Armée dispersée dans le Royaume, & la renforça de nouvelles levées, que les Seigneurs Ecossois, irrités de la sévérité d'Edouard, lui amenèrent de tous côtes. Avec ces Troupes ramassées, il attaqua le Comte de Pembroke, qui commandoit en ce pais-là, & obtint sur lui une victoire signalée, dans laquelle le Général Anglois fut fait prisonnier. Ensuite, il marcha contre le Comte de Gloucester, qui étoit à la tête d'un autre Corps, & le contraignit de se retirer dans

Heureux succès de Robert Brus.

N défait le Comte de Pembroke.

EDOUARD I.
1307.
& prend plusieurs
places.

Edouard se dé-
termine à ruiner
entièrement l'E-
cosse.
Il assemble son
armée à Carlisle.

Il y est surpris
d'une maladie.

Il donne ses der-
niers ordres à son
Fils.

Il se fait porter
en Ecosse.

Il y meurt.

Éloge & caracte-

le Château d'*Ayre*, où il l'assiégea, quoique sans succès. Comme il étoit maître de la campagne, & qu'il ne trouvoit plus aucune opposition, il s'empara sans peine de diverses Places, & les fit démanteler, tant pour n'être pas obligé d'y laisser des Garnisons, que pour empêcher que les Anglois ne s'y fortifiassent dans la suite.

Edouard, surpris de cette révolution imprévue, & irrité contre les Ecoissois d'une manière à ne pouvoir plus être apaisé, résolut de prendre de cette Nation une vengeance signalée. Pour cet effet, il somma tous les Vassaux de la Couronne, sans en excepter un seul, de se rendre à Carlisle vers le milieu de l'Été, sous peine de perdre leurs Fiefs. Son intention étoit de marcher dans le milieu de l'Ecosse, & de ruiner ce Royaume d'une mer à l'autre, comme il l'en avoit souvent menacé. Mais Dieu ne lui permit pas d'exécuter une si barbare résolution. Il étoit à peine arrivé à Carlisle, où il avoit assemblé la plus belle Armée qu'on eût jamais vue en Angleterre, qu'il fut attaqué d'une maladie qui termina sa vie & tous ses projets. Dès qu'il se sentit malade, il connut que sa fin approchoit; & pendant qu'il avoit encore l'esprit libre, il fit venir le Prince Edouard son Fils aîné, & lui recommanda fortement trois choses. La première étoit, de continuer vigoureusement la Guerre d'Ecosse, jusqu'à ce qu'il eût entièrement subjugué les Ecoissois. Pour cet effet, il lui conseilla de faire porter ses os à la tête de l'Armée, ne doutant nullement que cet objet ne fît perdre courage à des ennemis qu'il avoit tant de fois vaincus. La seconde chose qu'il lui recommanda, fut d'envoyer son cœur à la Terre Sainte, avec trente-deux-mille livres sterling qu'il avoit destinées à l'entretien du Saint Sepulchre. La troisième, de ne rappeler jamais Gaveston. Après avoir donné ses derniers ordres à son Fils, il se fit porter à petites journées en Ecosse, voulant mourir dans un pays dont il avoit trois fois fait la conquête. De cette manière, il s'avança jusqu'à une petite Ville nommée *Burgh* (1), où son mal s'étant augmenté par une dysenterie qui lui survint, il y rendit le dernier soupir, le 7. de Juillet 1307. Il étoit âgé de soixante & huit ans, dont il en avoit régné trente-quatre, sept mois & vingt jours. Son Corps fut porté à Waltham, & de là dans l'Eglise de Westminster, où il fut enduit de cire, & placé auprès de celui de Henri son Pere.

Telle fut la vie & la mort d'Edouard, premier de ce nom depuis la

(1) Sur les Sables de *Cumberland*, pour le distinguer de *Burgh* sur *Stanmore* dans le Comté de *Westmorland*. Le Monument de la mort d'Edouard y fut conservé au moyen de quelques grandes pierres roulées sur le lieu; mais en 1685. on y dressa un Pilier carré, haut de neuf verges & demi, mesure d'Angleterre. Du côté occidental on y lit cette Inscription: *Memoria aeterna Edwardi I. Regis Angliae longè Clarissimi, qui in Belli apparatu contra Scotos occupatus hic in castro obiit, 7. Julii A. D. 1307.* Ce Monument fut érigé par *Jean Aglionby*, Jurisconsulte; & fait par *Thomas Langstone*. Cambd. TIND.

Conquête des Normans, & le quatrieme, depuis Ecbert. Ce Prince avoit sans doute de très belles qualitez, & particulièrement, beaucoup de valeur & de prudence. Il savoit moderer ses passions, & revenir dans le bon chemin quand il s'en étoit écarté: qualité qu'on ne sauroit assez louer dans un Souverain. Quand on le compare à son Pere, à son Ayeul, & à son propre Fils qui lui succeda, on trouve qu'il avoit sur eux de grands avantages. Cette comparaison, qui ne peut gueres manquer de venir dans l'esprit, lui a été si favorable, que les Historiens Anglois ont employé les expressions les plus fortes pour le louer, & ont voulu le faire passer pour le plus grand Prince de son siecle. Un fameux Auteur n'a pas fait difficulté de dire, que Dieu avoit tendu son Tabernacle dans le cœur de ce Monarque. Mais toute sa conduite, à l'égard de l'Ecosse, ne donne pas de lui une idée si avantageuse. Quoi qu'il en soit, sans examiner de trop près les expressions dont les Historiens se sont servis sur son sujet, & les louanges qu'ils lui ont données, on peut dire qu'il a été un grand Roi, & que l'Angleterre a tiré des avantages très considérables de son administration. Ce Royaume, affoibli par la mauvaise conduite des deux Rois précédens, reprit sa premiere splendeur par l'habileté de celui-ci, qui sut se faire aimer & respecter de ses Sujets, & se rendre redoutable à ses voisins. La Conquête du País de Galles, que ses Prédécesseurs avoient inutilement tentée, ajouta un grand lustre à son Regne, & procura un avantage considerable à son Royaume. Celle d'Ecosse lui auroit sans doute fait plus d'honneur, s'il l'eût entierement terminée, puisque les Auteurs Ecossois auroient parlé de lui en d'autres termes qu'ils n'ont fait, si dans le tems qu'ils ont écrit, ils eussent été Anglois.

Il étoit très bien fait de sa personne, plus grand que le commun des hommes, de toute la tête. Ses cheveux étoient noirs & frisez naturellement, & ses yeux, de la même couleur, brilloient d'une maniere extraordinaire. Il auroit été parfait dans sa taille, si ses jambes, qui étoient un peu trop longues, eussent été proportionnées au reste de son corps. C'est ce qui lui fit donner le surnom de *Long-shanks*, c'est-à-dire, *Longues-jambes*. Il joignoit aux perfections de son corps, un jugement solide, une grande pénétration, une conduite très sage, qui ne lui permit que rarement de faire quelque faux-pas. Outre cela, il avoit des principes de justice, d'honneur & de bonne-foi, qui l'empêchoient de favoriser le vice, non pas même dans ses plus familiers Courtisans, non plus que dans son propre Fils. Ajoutons encore, une continence exemplaire, vertu assez rare parmi les Souverains. Toutes ces belles qualitez firent naître pour lui, dans les cœurs de ses Sujets, un amour & une estime, qui ne contribuerent pas peu à rendre son Regne paisible au dedans, pendant que ses armes étoient employées hors du Royaume. Pour ce qui regarde l'affaire d'Ecosse, on peut dire qu'elle procura plus d'honneur à l'Angleterre que d'avantages réels,

EDOUARD I.
1307.

Enfans d'Edouard
& de sa première
Femme.

Enfans de la se-
conde.

Suite des Parle-
mens depuis ce
Regne.

Droit des Com-
munes.

Le titre de Ba-
ron est restreint.

puisqu'après des torrens de sang répandus pour cette querelle, les Anglois se virent enfin contrains d'abandonner leurs projets.

Edouard eut, d'Eleonor de Castille sa première Femme, quatre Fils & neuf Filles. *Edouard II.* son Successeur, fut le seul de ses Fils qui le survécut. *Eleonor*, l'ainée des Filles, avoit été accordée avec *Alphonse* Roi d'Arragon: mais ce Prince étant mort avant la consommation du mariage, elle fut donnée à *Henri* Duc de Bar. *Jeane* surnommée d'*Acre*, lieu de sa naissance, fut accordée avec *Hartman* Fils de l'Empereur *Rodolphe I.* mais la mort de ce jeune Prince ayant prévenu leur union, elle épousa *Gilbert Clare* Comte de Gloucester, & en secondes nœces, *Raoul Mortimer*. *Marguerite* fut Femme de Jean Duc de Brabant: *Elisabeth*, de Jean Comte de Hollande, & ensuite de *Humphrey Bohun* Comte de Hereford. *Berenguelle*, *Alix*, *Blanche*, & *Beatrix*, moururent dans l'enfance, ou sans avoir été mariées.

Edouard eut deux Fils & une Fille de Marguerite de France sa seconde Femme, qu'il épousa étant âgé de soixante ans, quoiqu'elle n'eût que dix-huit. *Thomas*, qui étoit l'ainé de ce second lit, fut Comte de Norfolk, & Grand Maréchal d'Angleterre. *Edmond* porta le titre de Comte de Kent. La Fille, nommée *Eleonor*, devoit épouser *Othon* Comte de Bourgogne, mais elle mourut dans l'enfance.

On a une suite sans interruption de tous les Parlemens tenus en Angleterre, depuis la 22. année de ce Regne. La constitution de ces Assemblées, telle qu'elle est aujourd'hui, fut si bien établie sous ce même Regne, qu'il y eut une Loi publiée comme une addition à la Grande Chartre, par laquelle il étoit ordonné qu'aucune Taxe ne seroit levée dans le Royaume, sans le consentement des Communes.

On peut encore observer sur ce Regne, que le titre de *Baron*, qui étoit commun à tous les Gentilshommes qui tenoient des Terres de la Couronne, fut restreint à ceux que le Roi appelloit au Parlement, pour y donner leurs suffrages (1).

(1) Ce fut sous ce Regne, qu'on croit que fut fixé l'Etalon de la Monnoye d'Angleterre. Il fut ordonné que dans une livre d'Argent monnoyé, il y auroit onze onces, deux Penny & un quart d'Argent pur, & seulement dix-sept Penny & trois quarts d'Alliage. Cette livre devoit peser vingt *Shillings* & un quart en compte; chaque once vingt Penny, chaque Penny vingt-quatre grains & demi. Dans le même tems, on décria plusieurs especes de Monnoye étrangere par une Proclamation, comme *Pollards*, *Crocards*, *Staldings*, *Aigles*, *Leonins*, & *Steepings*, deux desquels, disent les Mémoires, étoient de la valeur d'un seul *sterling*. C'étoit une composition d'Argent, de Cuivre & de Soufre. TIND.



EDOUARD II.

Surnommé DE CAERNARVEN,

Dixieme Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



LE Regne d'Edouard I. avoit été un Regne heureux & triomphant pour l'Angleterre. La Principauté de Galles avoit été unie à la Couronne. L'Ecosse trois fois subjuguée, étoit sur le point de succomber une quatrième fois, l'Armée Angloise ayant déjà pénétré dans ses frontieres. On ne voyoit plus de Factions dans le Royaume. La discorde en étoit bannie, & la bonne intelligence se trouvoit heureusement rétablie entre le Souverain & les Sujets. Tout cela sembloit avoir avantageusement réparé les pertes que la Couronne avoit faites au-delà de la mer, sous les Regnes de Jean & de Henri III, moins par la foiblesse des Anglois, que par la pusillanimité de ces deux Princes. L'âge d'Edouard de Caernarven, qui, en montant sur le Trône, entroit dans sa vingt & troisième année, sa belle taille, sa bonne mine, son port majestueux, joints à l'avantage d'être né d'un Pere si généralement estimé, donnoient de nouvelles esperances aux Anglois. Comme jamais Prince n'étoit parvenu à la Couronne dans des circonstances plus favorables, aussi n'y en eut-il jamais aucun qui fût reçu avec une joye plus universelle, & de plus grands applaudissemens. Il sembloit même,

M ij

EDOUARD II.
1307.
Etat de l'Angleterre.

* Prévention des Anglois en faveur d'Edouard II.

EDOUARD II.
1307.

Edouard rappelle
Gaveston, & le
comble de bien-
faits.

AS. Pub. T. III.
pag. 1.

Cette démarche
proluit de fa-
cheux effets pour
le Roi.

Forte passion du
Roi pour Gaveston.

Portrait & ca-
ractere de Gaveston.

que la satisfaction excessive que le Peuple témoignoit en cette occasion, faisoit quelque tort à la gloire du Roi défunt.

La premiere démarche que fit ce Prince, peu de jours après la mort de son Pere, renversa toutes ces belles esperances, & changea la joye du Peuple en tristesse. Il n'avoit pas encore rendu les derniers devoirs au grand Prince auquel il devoit la naissance, qu'oubliant le serment qu'il avoit fait au sujet de *Gaveston*, il rappella ce Favori. Il n'attendit pas même son retour, pour le rendre tout d'un coup le plus riche Seigneur du Royaume. Dès les premiers jours de son Regne, il le fit Comte de Cornouaille, & lui donna les Terres qui étoient revenues à la Couronne par la mort du dernier Comte de ce nom, fils de Richard Roi des Romains. L'impatience qu'il eut de combler de ses faveurs un homme qui venoit d'être chassé d'auprès de lui, comme corrupteur de sa jeunesse, fit voir jusqu'à quel degré sa passion étoit montée, & en fit craindre les suites. Mais ce ne fut pas là tout l'effet qu'elle produisit. Les Anglois commencerent à se faire une idée désavantageuse de leur nouveau Roi, & en même tems, à penser aux moyens d'arrêter la fougue impétueuse de ce Prince, qui donnoit de si justes sujets de crainte. En effet, non content d'avoir commencé son Regne par la violation de la promesse qu'il venoit de faire au Roi son Pere, en rappelant un Favori méprisé de tout le monde, il l'avoit d'abord comblé de bienfaits; & immédiatement après son retour, il lui avoit encore fait présent de l'Isle de Man. Mais ce n'étoit pas là le seul, ni le principal sujet du mécontentement des Seigneurs Anglois. Ils ne pouvoient voir sans un extrême chagrin, un homme tel que Gaveston, disposer à son gré de toutes les Charges du Royaume, & se rendre maitre absolu du Gouvernement de l'Etat, dont le Roi lui abandonnoit entierement la conduite. Il sembloit qu'Edouard ne voulût être Roi, que pour pouvoir répandre ses faveurs à pleines mains sur son Favori. Uniquement occupé à lui plaire, comme un Amant à sa Maitresse, il ne se méloit de rien, que de chercher tous les jours de nouveaux moyens de lui procurer quelque satisfaction. Enfin, s'abandonnant entierement à sa direction, il le laissoit agir en Roi, pendant qu'il faisoit gloire lui-même d'être son Sujet ou son Esclave. On n'avoit jamais vu de passion plus démesurée. Aussi ne feignoit-on point de dire tout publiquement, que le Roi étoit enforcélé.

Si une femme avoit eu la même passion pour Gaveston, on ne l'auroit pas trouvée fort étrange, puisqu'il ne manquoit d'aucune des qualitez propres à produire cet effet parmi les personnes de l'autre sexe. Il avoit une beauté de visage, à laquelle on ne pouvoit trouver aucun défaut. Sa taille étoit fine & dégagée, son air noble & grand. Il se distinguoit par une adresse extraordinaire dans tous les exercices du corps. On ne pouvoit s'empêcher d'admirer son esprit, & ces réparties vives & promptes, propres aux Gascons, parmi lesquels il étoit né.

A tout cela, quelques-uns ajoutent une valeur peu commune. S'il eût été moins aimé du Roi, il auroit fait une fortune plus solide, quoique moins considérable : mais l'affection de son Prince lui inspira un orgueil qui le perdit. Il voulut gouverner l'Etat, avec une autorité absolue, sans faire part de son pouvoir à qui que ce fût, ayant même assez de peine à se servir du nom du Roi. Ses qualitez extérieures, qui brilloient en lui avec beaucoup d'éclat, le rendoient si fier & si présomptueux, qu'il se croyoit au-dessus des plus grands hommes ; quoique, par ses vices & par ses débauches, il se mit lui-même au-dessous des plus méprisables. Le grand moyen dont il se servit pour gagner l'affection d'Edouard, fut d'avoir une complaisance aveugle pour toutes ses volontez, sans examiner si elles étoient honnêtes ou vicieuses. Quand une fois il se fut rendu maître de son esprit, son unique soin fut de l'entretenir dans les plaisirs, à quoi ce Prince n'avoit que trop de penchant. Que pouvoit-on donc attendre de l'étroite union de ces deux personnes, qu'un débordement scandaleux dans la Cour, & le dépérissement entier des affaires ? Un Ministre sans expérience, dont le génie étoit très borné, & qui ne s'occupoit que de bagatelles, de jeux, de danses, de festins, & de plaisirs encore moins innocens, étoit peu capable de gouverner un si grand Etat. On ne fut pas longtems sans éprouver les suites funestes d'un si mauvais choix.

EDOUARD II.
1307.

Le retour de Gaveston fut immédiatement suivi de la disgrâce de *Langton*, Evêque de Chester (1) & Grand Trésorier. Edouard haïssoit mortellement ce Prélat, qu'il accusoit d'avoir été le principal promoteur du bannissement de Gaveston. Aussi-tôt qu'il se vit revêtu du pouvoir Souverain, il le confina dans le Château de Wallingford, sans vouloir permettre que personne parlât en sa faveur. Ce ne fut qu'aux pressantes instances du Pape, ou plutôt à ses menaces, qu'il lui redonna la liberté, après une longue détention. A cette violence il ajouta la destitution de tous les anciens Officiers & Domestiques du Roi son Pere, sans daigner en dire un mot à son Conseil.

L'Evêque de Chester est mis en prison.

Les commencemens de ce Regne ne promettant rien de bon, les principaux Seigneurs songerent de bonne heure aux moyens d'arrêter l'impétuosité du Prince qui les gouvernoit, & de mettre un frein à son humeur capricieuse. Mais ces pensées furent interrompues par la solemnité de son mariage. Le Roi son Pere l'avoit accordé avec Isabelle de France, fille de Philippe le Bel, & lui avoit fortement recommandé en mourant, d'accomplir ce mariage au plutôt. Ce fut la seule chose dans laquelle il se hâta de lui obeir. Négligeant donc la Guerre d'Ecosse, qui n'étoit pas moins nécessaire, il se rendit à Boulogne, où le Roi de France l'attendoit pour lui remettre sa fille entre les mains. Jamais noces ne furent plus magnifiques. On y vit quatre Rois & qua-

1308:
Mariage du Roi.

(1) L'Auteur avoit dit Evêque de *Lichfield*. La Correction est de M. TINDAL.

EDOUARD II.
1308.

Gaveston est fait
Gardien ou Ré-
gent, en l'absence
du Roi.

Jalousie des Sei-
gneurs Anglois. Ils
se liguent pour
empêcher le Cou-
ronnement du
Roi.
Edouard promet
de les satisfaire.

Il est couronné.
Honneur fait à
Gaveston.

tre Reines, outre un grand nombre de Princes & de Princesses, de Seigneurs & de Dames de qualité, qui faisoient une assemblée de Noblesse la plus nombreuse qu'on eût vue depuis longtems (1).

Quoique le voyage d'Edouard fût très court, il ne laissa pas de produire de mauvais effets. En quittant l'Angleterre, il avoit eu la foiblesse d'en laisser le gouvernement à son Favori (2), sous le titre de *Gardien*, avec un pouvoir de disposer de toutes les Charges, de tous les Bénéfices vacans, de la Garde-Noble des enfans mineurs, & enfin, d'agir en toutes choses avec une autorité illimitée. Tant de faveurs, jointes aux grands dons qu'il lui avoit faits avant son départ, dans le Duché de Guienne sa Patrie, exciterent la jalousie des Grands. Cette passion alla si loin, qu'ils se liguerent ensemble pour mettre obstacle au Couronnement du Roi, dont le jour étoit déjà marqué. Edouard ne se trouvant pas en état de rompre une si puissante Ligue, où presque tous les Seigneurs du Royaume étoient entrez, prit le parti de la douceur pour en arrêter les suites. Il donna sa parole aux Seigneurs, qu'au prochain Parlement il leur accorderoit tout ce qu'ils pourroient raisonnablement souhaiter. Cette promesse les contenta. Mais ils ne purent voir, sans un extrême chagrin, Gaveston chargé de porter la Couronne de S. Edouard, dont le Roi devoit être couronné, honneur qui, par une ancienne coutume, étoit dû aux Princes du Sang Royal. Cette préférence acheva d'irriter les Seigneurs contre le Favori. En même tems, elle les remplit d'indignation contre le Roi, qui sembloit faire gloire de sa foiblesse pour un homme odieux à toute la Nation. Le Couronnement s'acheva pourtant sans opposition. Ce fut l'Evêque de Winchester qui en fit la cérémonie, par commission de l'Archevêque de Cantorberi, qui étoit absent du Royaume. Voici le Serment qu'on fit prêter au Roi.

L'Evêque de Westminster. *Sire, voulez-vous garder & confirmer par votre Serment au Peuple d'Angleterre, les Loix établies par les pieux Rois vos Prédécesseurs, & en particulier, les Loix, les Coutumes, les Franchises accordées au Clergé & au Peuple, par le glorieux Roi S. Edouard votre Devancier?*
Le Roi. *Je l'accorde & le promets.*

L'Evêque. *Sire, garderez-vous à Dieu, à la Sainte Eglise, au Clergé,*

(1) On vit aux noces d'Edouard, les Rois de France, de Navarre, d'Allemagne & de Sicile; avec les Reines Marie de France, Marguerite Douairiere d'Angleterre, & la Reine de Navarre. TIND.

(2) *Act. Publ.* T. III. p. 47. Cet Acte découvre l'erreur de la plupart des Historiens, en particulier du Pere d'Orléans, de Speed qui a fait des Notes sur l'Histoire du Pêre Daniel, du Docteur Howel, &c. qui disent tous que Gaveston étoit avec le Roi lors de la célébration de ses noces; au-lieu que ce Favori étoit alors en Angleterre, comme il paroît par plusieurs Ordres qu'on voit dans les *Fœdera* de Rymer, qu'il signa en l'absence du Roi avec la subscription, *Teste Gaveston*. Mr. de Rapin a rectifié un grand nombre de pareilles bévues, au moyen des *Fœdera*. TIND.

Et au Peuple, la paix en Dieu, entièrement Et selon votre pouvoir ?

Le Roi. *Je la garderai.*

L'Evêque. *Sire, ferez-vous observer dans tous vos Jugemens le Droit Et la Justice, avec discretion, en miséricorde Et en vérité, selon votre pouvoir ?*

Le Roi. *Je le ferai.*

L'Evêque. *Sire, promettez-vous de garder Et de faire observer les Loix Et les Statuts que la Communauté de votre Royaume jugera à propos d'établir, Et les défendrez vous Et protégerez-vous, selon votre pouvoir ?*

Le Roi. *Je l'accorde Et le promets.*

Comme c'est ici la première fois qu'on trouve dans l'Histoire le modèle entier du Serment que les Rois prêtoient à leur Couronnement, il ne sera pas hors de propos de remarquer l'avantage que le Peuple avoit gagné sur l'Autorité Royale, depuis l'établissement de la Grande Chartre. On voit manifestement dans celui-ci, que bien loin de supposer que cette Chartre fût un Titre primordial des Privilèges accordez par le Roi Jean au Peuple d'Angleterre, on ne la regardoit que comme une confirmation des anciennes prérogatives du Peuple. Ce fut dans cette supposition, qu'on fit jurer à Edouard II. qu'il observeroit les Loix de S. Edouard, qui n'étoient autres que celles des Anglo-Saxons; de peur qu'en lui faisant jurer l'observation de la Grande Chartre, on ne donnât lieu de croire, que les privilèges du Peuple étoient fondez sur la concession des Rois. J'ignore si Edouard I. avoit prêté le même serment, ou si ce fut une nouveauté introduite au Couronnement d'Edouard II.

Cette solennité ne fut pas plutôt terminée, qu'Edouard oublia ce qu'il avoit promis aux Seigneurs. Il continua toujours sa faveur à Gaveston, & le laissa, comme auparavant, maître absolu des affaires du Royaume, & de celles de sa Maison. Gaveston de son côté, loin de se mettre en état de conjurer l'orage qui le menaçoit, affectoit de gouverner avec une autorité absolue, sans vouloir prendre conseil de qui que ce fût. Il se servoit de l'ascendant qu'il avoit sur l'esprit de son Maître, pour l'éloigner de la pensée de continuer la Guerre d'Ecosse, que le Roi son Pere lui avoit tant recommandée, & dont ses Sujets attendoient la fin avec impatience, afin d'être soulagez des charges à quoi elles les exposoit. Au-lieu de lui inspirer de l'ardeur pour la gloire & pour la vertu, il remplissoit la Cour de débauchez, de Bouffons, de Parasites & d'autres gens de cette espece, propres à corrompre ses inclinations, quand même elles auroient été aussi bonnes qu'elles étoient mauvaises. Il joignoit à cela une vanité ridicule, en affectant de porter sur sa personne les bijoux du Roi, & de la Couronne même; ce qu'Edouard ne faisoit aucun scrupule de lui permettre. La foiblesse de ce Prince alloit même jusqu'à ce point, qu'on lui entendit dire, que si son pouvoir étoit égal à son affection, il mettroit la Couronne sur la tête de Gaveston. Sa puissance ne s'étendant pas si loin, il voulut du moins l'approcher du Trône autant qu'il lui fut possible, en lui

EDOUARD II.
1308.

Le Roi oublie
sa promesse.

Conduite im-
prudente du Fa-
voti.

Le Roi lui don-
ne sa Niece en
mariage.

EDOUARD II.
1308.
Haine des Grands
pour Gaveston.

faisant épouser sa Niece, Sœur du Comte de Gloucester.

Ils travaillent à
mettre le Parle-
ment dans leurs
intérêts.

Le Parlement
demande l'exil de
Gaveston.

Le Roi le pro-
met.
*AB. Publ. T. II.
p. 80.*
Il diffère l'exé-
cution de sa pro-
messe.
Ibid. pag. 91.

Pag. 89.

Il fait Gaveston
Gouverneur d'Ir-
lande.
Pag. 93.

Chaque nouvelle faveur que le Roi accordoit à Gaveston, ajoutoit un nouveau degré à la haine que les Seigneurs avoient conçue contre ce Favori. Un Anglois élevé dans ce même poste, leur auroit été à peine supportable : combien moins un simple Chevalier Gascon, en qui ils ne découvroient d'autre mérite qu'un beau visage, une taille dégagée, & une vivacité d'esprit, assez agréable dans les conversations, mais peu propre à gouverner un Etat ? Ils voyoient bien qu'il étoit inutile de presser le Roi de se défaire de ce Favori, & que jamais il ne consentiroit à leurs desirs, à moins qu'il n'y fut forcé. Dans cette pensée, au lieu de s'amuser à persuader Edouard, par des raisons, qui n'auroient produit aucun effet, ils travaillèrent à faire entrer dans leur Ligue les Membres du Parlement qui devoit s'assembler, & qui s'assembla en effet au mois de Mai 1308. Par les cabales des Seigneurs, l'exil de Gaveston devint la principale, ou plutôt, la seule affaire de cette assemblée. Les deux Chambres s'étant unies dans un même dessein, demandèrent au Roi d'une manière si forte & si positive, que Gaveston fût banni du Royaume, que ce Prince n'osa s'y opposer. Il craignit que son refus ne le privât des secours qu'il attendoit pour continuer la Guerre d'Ecosse, & peut-être quelque chose de plus fâcheux. Ainsi, sans s'amuser à disputer inutilement sur ce sujet, il fit expédier des Lettres Patentes, par lesquelles il s'engageoit à faire sortir Gaveston du Royaume, avant la fête de Saint Jean-Baptiste de cette même année. Cependant, au lieu de faire quelques démarches qui donnassent lieu de croire qu'il avoit dessein d'exécuter sa promesse, il accordoit tous les jours de nouvelles grâces à son Favori. Quinze jours après son engagement, il lui donna des Terres de trois mille marcs de revenu annuel (1). Cette conduite faisant voir manifestement, qu'il n'étoit nullement résolu à se séparer de lui, l'Archevêque de Cantorberi, qui étoit entré dans la Ligue des Seigneurs, bien qu'il eût de grandes obligations au Roi, excommunia Gaveston, s'il ne sortoit pas du Royaume au tems qui lui avoit été marqué. Edouard se mettant peu en peine de cette censure, se contenta de prier le Pape de l'annuler. En même tems, il écrivit au Roi de France son Beau-Père, pour le prier de lui ménager un accommodement avec les Barons, & de faire en sorte qu'il pût garder son Favori.

Ces mesures ne furent ni assez justes, ni assez promptes. Les Seigneurs voyant approcher le tems marqué pour le départ de Gaveston, firent de si fortes instances auprès du Roi, pour l'obliger à tenir sa parole, qu'il n'osa s'en dispenser. Mais en exécutant sa promesse, il trouva le moyen de donner à son Favori un nouveau témoignage de son affection, en le faisant Gouverneur d'Irlande avec un pouvoir très étendu.

(1) Le don fait à Gaveston est daté à Langley. Act. Publ. Tom. III. p. 87. TIND.
du.

du. Cet éloignement, tout honorable qu'il étoit, ne laissa pas de donner quelque satisfaction aux Seigneurs, qui esperoient de profiter de son absence pour le perdre. Mais il n'en fut pas lui-même content. Outre que le changement de l'Angleterre pour l'Irlande lui paroissoit trop défavantageux, il comprenoit assez que son absence de la Cour ne pouvoit que lui être fatale. Comme il étoit maître absolu de l'esprit du Roi, à peine fut-il arrivé en Irlande, qu'il se fit rappeler, sous prétexte d'assister à un Tournoi qui devoit se faire à Wallingford. La magnificence avec laquelle il parut à cette fête, & le grand nombre d'étrangers qui l'accompagnoient & qui lui servoient comme de Gardes, accrurent sensiblement la jalousie des Seigneurs, qui se voyoient ainsi braver. Il joignit à cette espece d'insulte, l'imprudence de faire, contre les Comtes de *Lencastre*, de *Warwick*, de *Warren*, & de *Hereford*, des railleries piquantes, qui auroient engagé ces Seigneurs à se venger de lui, quand même ils n'auroient eu aucun sujet de se plaindre. Il appelloit le Comte de *Lencastre*, *le Comedien*; le Comte de *Pembrook*, *le Juif*; le Comte de *Warwick*, *le Sanglier des Ardenes*: & ainsi, à chacun de ses ennemis particuliers, il avoit donné des noms pour les tourner en ridicule, ou pour faire connoître leurs défauts. Ces Seigneurs se voyant insultez par le Favori, & abusez par le Roi, s'assemblerent pour concerter les moyens d'obliger Edouard à leur tenir parole. Peu de tems après, ils lui présenterent une Requête, dans laquelle ils exposoient, que l'Etat & sa propre Maison étoient si mal gouvernez, qu'il étoit absolument nécessaire de chercher des moyens pour prévenir les suites de ce désordre. Ils ajoutoient, que le seul qui leur parût propre étoit, que le Roi laissât à des Seigneurs choisis par le Parlement, le soin de faire un Règlement pour le Gouvernement du Royaume & de sa Maison. Edouard avoit déjà donné de grandes marques de foiblesse, dans les égards qu'il avoit eus pour leurs premieres demandes. Par là, il leur avoit fait comprendre que si, à l'avenir, ils témoignaient de la résolution, il n'auroit pas la fermeté de leur résister. Ils ne furent point trompez dans leurs conjectures. Ce Prince, aussi timide en certaines occasions, que fier & hautain dans d'autres, étoit peu capable de distinguer celles où il auroit fallu céder, d'avec celles où il auroit été nécessaire de marquer de la fermeté. Aussi prit-il précisément le contrepied de ce qu'il auroit dû faire. Au lieu d'avoir de la complaisance pour les Barons, lorsqu'ils lui demanderent la première fois l'éloignement de *Gaveston*, il voulut s'obstiner à le retenir contre toutes les règles de la Politique. Ensuite, loin de s'opposer de tout son pouvoir à la proposition qu'on lui faisoit de remettre le Gouvernement en d'autres mains que les siennes, & au-lieu de hazarder tout, plutôt que d'y donner son consentement, il crut devoir céder à leur importunité. Sans faire attention aux suites d'une condescendance si pernicieuse à son autorité & à son repos, il permit que le Parlement fit choix de sept Evê-

EDOUARD II.
1308.

1309.
Il le rappelle.

Gaveston insulte
quelques Seigneurs.

1310.
Adresse des Seigneurs au Roi.

Ils lui proposent
de dures conditions.

Il consent qu'on
nomme des Com-
missaires, pour
gouverner le Ro-
yaume.

EDOUARD II.
1311.
M. Pub. T. II.
pag. 204. 220.
Règlement sur
ce sujet.

ques, de huit Comtes & de six Barons, pour faire le Règlement qu'oni lui proposoit.

En conséquence du consentement du Roi, les Seigneurs ayant travaillé à ce Règlement, en présentèrent le projet au Roi, qui l'approuva, & leur donna pouvoir de le faire observer pendant un an. Il ne contenoit que six Articles, dont les deux principaux étoient : *Que le Roi ne pourroit disposer d'aucune partie de ses revenus, qui seroient désormais employés à payer ses dettes, & à l'entretien de sa Maison, afin qu'il vécut de son bien sans prendre celui d'autrui ; Que la Grande Chartre seroit ponctuellement observée : & que s'il s'y trouvoit quelque article obscur ou douteux, ce seroit aux Seigneurs élus, auxquels on donnoit le titre d'Ordinateurs, à l'expliquer.* Il n'y fut rien inséré touchant le bannissement de Gaveston. Apparemment les Barons avoient cru, qu'ils n'avoient plus rien à craindre de ce Favori, pendant que le Gouvernement seroit entre leurs mains. Néanmoins, quand dans la suite ils virent que le Roi continuoit à repandre ses faveurs sur lui, & que, sans leur demander leurs avis, il l'avoit fait Gouverneur de Nottingham, & Juge des Forêts au-deça de la Trente; ils dressèrent quarante & un nouveaux Articles, que le Roi se vit contraint d'approuver. L'un de ces Articles portoit, en termes exprès, le bannissement du Favori.

Antre Règlement contenant
quarante & un Articles.
Gaveston est banni.

Edouard s'étant ainsi laissé mettre des entraves dont il ne pouvoit se débarrasser, se détermina, quoiqu'avec une peine extrême, à éloigner Gaveston. Cependant, afin de lui épargner la honte d'un bannissement il lui donna une Commission imaginaire d'aller lever des Troupes en Guienne, pour secourir le Comte de Foix, qui avoit eu avec la Cour de France un démêlé dont il ne restoit plus aucune suite.

1312.
Le Roi le rappelle.
M. Pub. T. II.
pag. 298.

L'exil de Gaveston ne fut pas de longue durée. Edouard qui ne pouvoit vivre sans lui, ne comptant pour rien les Articles qu'il venoit de signer, le rappella sans en faire part aux Ordinateurs. Peu de tems après, il écrivit une Lettre circulaire à tous les Sherifs du Royaume, pour leur en donner avis, & pour justifier cette démarche. Il leur disoit, qu'étant obligé par le serment qu'il avoit fait, en recevant la Couronne de faire observer les Loix du País, il n'y avoit point d'autorité qui pût l'en dispenser : Que Gaveston ayant été banni par une violence notoire, & sans aucune Sentence juridique, il n'avoit pu le priver du bénéfice des Loix, qui étoit dû à tous les Sujets : Que par cette raison, il l'avoit fait revenir dans le Royaume ; non pas à dessein de le soustraire à la Justice, mais afin qu'il pût être jugé selon la forme ordinaire : Qu'en attendant ce Jugement, il le reconnoissoit pour bon & fidele Sujet, & leur ordonnoit de publier cette Déclaration chacun dans son département.

Les Barons émeuvent le Peuple contre le Roi.

Les Seigneurs ne furent pas trop fâchez, que, par cette démarche, le Roi leur eût fourni un prétexte d'achever la ruine d'un Favori, qui ne pouvoit lui être arraché sans en venir à la violence. Pour commen-

cer à s'ouvrir une voye qui pût les conduire à leur but, ils tâcherent de mettre le Peuple dans leurs intérêts, en décriant la conduite du Roi. Ils disoient hautement, qu'on ne pouvoit plus compter sur ce qui étoit arrêté dans les Parlemens, puisque le Roi n'y avoit aucun égard : Qu'il n'étoit pas difficile de s'appercevoir, que ce Prince cherchoit à usurper un pouvoir despotique ; & que tout le Peuple étoit également intéressé à s'opposer à l'accroissement d'une puissance arbitraire ; qui tenoit à faire des Sujets autant d'Esclaves. Ces discours étant appuyez par les Emissaires qu'ils avoient parmi le Peuple, commencerent à produire un mécontentement universel, dont le Roi n'avoit que trop de sujet de craindre les suites. Il crut pouvoir les prévenir en publiant une Proclamation, dans laquelle il protestoit que son intention étoit d'observer les quarante & un Articles. Mais comme il en avoit violé un des principaux par le rappel de son Favori, cette Protestation ne produisit aucun effet.

EDOUARD II.
1312.

Cependant Gaveston, encore plus imprudent que son Maître, au lieu d'apaiser ses ennemis par sa modestie, devenoit de jour en jour plus fier & plus arrogant. Il agissoit comme s'il n'eût eu rien à craindre, ou que les desseins des Barons lui eussent été inconnus. Il eut même l'audace de parler insolemment à la Reine, qui n'en ayant pu obtenir aucune satisfaction, s'en plaignit amèrement au Roi son Père. Elle lui disoit, que Gaveston étoit l'unique cause de ses malheurs, & que la passion que le Roi son Epoux avoit conçue pour cet indigne Favori, lui faisoit perdre l'affection qu'il devoit avoir pour elle, & l'éloignoit entierement de son lit. Cette plainte a donné lieu à quelques-uns de soupçonner, que la familiarité entre le Roi & Gaveston étoit des plus criminelles. Mais c'est peut-être porter le soupçon trop loin.

Conduite imprudente de Gaveston.

Il parle insolemment à la Reine.

Cependant, les Seigneurs ne perdoient pas de vue leur premier projet. Il y avoit parmi eux des gens habiles, qui n'ignoroient pas combien il est dangereux, en ces occasions, d'agir à demi, & que, si ces sortes d'entreprises ne sont pas poussées jusqu'au bout, elles manquent rarement de ruiner leurs auteurs. Le Comte de Lincoln (1) étoit un des plus considérables de ce parti, tant par sa naissance & par ses emplois, que par son âge & par sa sagesse. Comme il étoit retenu au lit par une maladie qui, selon les apparences, devoit le conduire au tombeau, il craignit qu'après sa mort, les conféderez ne vinsent à molir ; & il voulut tâcher de prévenir cet accident, qui auroit causé leur ruine. Pour cet effet, ayant fait appeler le Comte de Lencastre son Gendre, Petit-Fils de Henri III., il le conjura dans les termes les plus forts & les plus touchans, de ne pas abandonner l'Eglise & le Peuple

Conseil donné par le Comte de Lincoln au Comte de Lencastre.

(1) C'étoit *Henri de Lacy*, descendu de *Gautier de Lacy* qui passa en Angleterre avec *Guillaume le Conquérant*. T. I. D.

EDOUARD II
1312.

Ligue des Seigneurs contre le Roi.

Ils choisissent le Comte de Lancastre pour Général.

Indolence étonnante du Roi.
M. Publ. T. III.
pag. 304.

d'Angleterre, à la merci des Papes & des Rois. Il lui dit, que sa naissance l'obligeoit à faire des efforts pour délivrer le Royaume des vexations auxquelles il se trouvoit malheureusement assujetti. Il lui recommanda d'avoir toujours un grand respect pour le Roi. Mais en même tems, il ajouta, que ce respect ne devoit pas l'empêcher de travailler de tout son pouvoir à éloigner de la personne du Prince, les Ministres & les Favoris étrangers: Que l'honneur, la conscience, l'intérêt du Public, l'obligeoient à procurer l'observation de la Grande Charte, qui étoit l'unique fondement du bonheur & de la tranquillité du Royaume. Enfin, il lui conseilla de s'unir étroitement avec le Comte de Warwick (1), qui, entre tous les Seigneurs confédérés, étoit le plus capable de conduire cette importante entreprise. On ne tarda pas longtems à voir les effets de ce conseil. Le Comte de Lancastre s'étant encore plus étroitement ligué avec les Comtes de Warwick, de Pembroke, d'Arundel, de Hereford, de Warren, l'Archevêque de Cantorberi, & plusieurs autres Evêques & Barons, ils résolurent tous d'un accord, de prendre les armes, sous le prétexte ordinaire de soutenir les droits de l'Eglise & de l'Etat.

Le Comte de Lancastre fut élu Général de l'Armée qu'on avoit résolu de mettre sur pied, honneur qu'on ne pouvoit refuser à son mérite, quand même on n'auroit eu aucun égard à sa qualité (2). Immédiatement après que cette résolution fut prise, tous les Seigneurs confédérés s'étant répandus dans les diverses Provinces du Royaume, y leverent des Troupes tout ouvertement. Ils firent tant de diligence, qu'en très peu de tems leurs forces se trouverent assemblées au rendez-vous qui leur avoit été marqué. Il étoit impossible qu'Edouard ignorât ces préparatifs. Cependant, comme s'il n'eût dû y prendre aucun intérêt, il n'y fit aucune attention. Au-lieu de penser aux moyens de satisfaire les Seigneurs irrités, ou de se défendre de leurs insultes, il ne s'occupoit qu'à se divertir à Yorck, ou il se trouvoit alors avec Gaveston. Son unique soin étoit de combler ce Favori de nouveaux bienfaits, demeurant dans une indolence surprenante, pendant qu'il voyoit tout le Royaume prêt à se soulever contre lui. Il sembloit qu'il affectât continuellement d'agir d'une manière contraire à ses véritables intérêts, & de négliger de prendre les mesures qu'un médiocre jugement auroit pu lui indiquer. Dans le tems qu'il voyoit les Barons soulever pour l'obliger à observer les quarante Articles, il s'avisa d'en violer un des principaux, en conférant la Charge de Grand Trésorier à l'E-

(1) *Guy de Beauchamp*. TIND.

(2) Le Comte de Lancastre étoit Fils du Prince *Edmond*, Fils de *Henri III*. Il étoit Comte de *Lancastre*, *Leycester* & *Ferrars*; & du chef de sa Femme, de *Lincoln* & de *Salisbury*. Outre cela, il avoit de grands biens dans les Comtez d'*Yorck*, de *Cumberland*, & dans la Principauté de *Galles*; il étoit encore Comte d'*Artois* en *Picardie*; & par conséquent le plus puissant Sujet du Royaume. TIND.

vêque de Chester, sans l'approbation des Ordinateurs. Mais ce ne fut pas la seule faute qu'il fit en cette occasion. Comme s'il eût été en état de donner la loi aux Barons liguez, il voulut, dans ce même tems, faire reformer le Règlement, sous prétexte qu'il s'étoit réservé le droit d'en faire corriger, par l'avis des Ordinateurs, quelques Articles trop préjudiciables à ses droits. Il étoit bien aisé de comprendre, que ce n'étoit pas un tems propre pour demander cette modification. Cependant, il ne laissa pas de nommer, de sa part, des Commissaires pour travailler à ce changement.

Les Barons avoient bien alors d'autres pensées. Après qu'ils eurent assemblé toutes leurs forces, ils prirent le chemin d'Yorck, croyant y surprendre le Roi, dont l'indolence leur donnoit lieu de tout espérer. Mais, à la première nouvelle de leur approche, il s'étoit retiré dans Newcastle, où ils le suivirent sans perte de tems. Cette Ville ne lui ayant pas paru assez forte, il la quitta, pour aller se renfermer dans le Château de Scarborough, qu'il regardoit comme la meilleure Place qu'il eût du côté du Nord. Il commençoit alors à s'apercevoir de la faute qu'il avoit faite, en différant si longtems à se préparer à la défense : mais il étoit trop tard pour y penser. Néanmoins, malgré le peu d'apparence qu'il y avoit de pouvoir réussir, il résolut d'aller dans la Province de Warwick, où il espiroit de pouvoir assembler une Armée, sous l'espérance frivole que le Peuple viendrait en foule se ranger sous ses drapeaux. Mais, comme il craignoit plus pour Gavelston que pour soi-même, il le laissa dans Scarborough, le recommandant au Gouverneur comme un précieux dépôt, & un gage assuré de la confiance qu'il avoit en lui.

Pendant qu'Edouard prenoit des mesures trop tardives, les Barons, qui étoient entrez dans Newcastle le même jour qu'il en étoit parti, s'étoient emparez de tout ce que le Roi & son Favori y avoient laissé, la précipitation avec laquelle ils étoient partis ne leur ayant pas permis de rien emporter. On trouva dans le bagage de Gavelston, beaucoup de bijoux, qui, pour la plupart, appartenoient à la Couronne, & dont on fit faire un inventaire exact, afin d'en pouvoir rendre compte dans la suite. Dès que le Comte de Lencastré eut appris que le Roi étoit sorti de Scarborough, & qu'il y avoit laissé Gavelston, il détacha les Comtes de Pembroke & de Warren, pour aller faire le siège de ce Château. Dans le même tems, il marcha lui-même, avec le reste de l'Armée, vers le centre du Royaume, afin d'être plus à portée de s'opposer aux desseins du Roi. Les deux Comtes détachez s'étant avancez vers Scarborough, sans aucune opposition, en formèrent le siège, & le poussèrent avec beaucoup de vigueur. Quoique la Place fût une des plus fortes du Royaume, elle se trouva si mal pourvue de vivres & d'autres choses nécessaires pour sa défense, qu'en peu de jours, Gavelston se vit dans la nécessité de se livrer entre les mains de ses ennemis. Il

EDOUARD.
1312.

Il veut faire reformer le Règlement.
Ibid. pag. 310.

Les Seigneurs assemblent leurs troupes & vont chercher le Roi, qui se retire à Scarborough avec Gavelston.

Les Seigneurs entrent dans Newcastle & s'emparent des équipages du Roi & du Favori.

Ils font assiéger Scarborough.
Ann. Publ. T. III.
pag. 329. 333.
334.

Gavelston se rend sous condition.

EDOUARD I.
1312.

obtint pourtant une espece de Capitulation, par laquelle il lui fut promis qu'on le feroit parler au Roi, & qu'il ne seroit jugé que par les Pairs, suivant la forme ordinaire.

Le Comte de Pembrook se charge de mener Gaveston au Roi.

Dès qu'Edouard fut informé de la prise de son Favori, il fit de grandes instances pour obtenir qu'on le mît en liberté, ou que du moins, on le lui amenât pour le voir & pour lui parler, comme on s'y étoit engagé. Sur toutes choses, il conjura les Seigneurs conféderez d'épargner la vie de leur prisonnier, leur promettant, à ce prix, de leur donner une entiere satisfaction sur leurs Griefs. La plupart des Barons n'étoient pas d'avis de mener Gaveston au Roi, sachant bien que cette demande ne tendoit qu'à le tirer d'entre leurs mains. Mais il y consentirent enfin, sur ce que le Comte de Pembrook représenta, qu'ayant donné sa parole pour tous les Conféderez, ils étoient obligez de la tenir: Que s'ils vouloient bien lui confier sa conduite, il se chargeroit du soin de le faire parler au Roi, & de le remener ensuite en tel lieu qu'ils jugeroient à propos.

Le Comte de Warwick enleve Gaveston, & lui fait couper la tête.

Pembrook avoit dessein de conduire son prisonnier dans le Château de Wallingford, où le Roi devoit se rendre pour lui parler. Suivant ce projet, ayant pris sa marche vers la Province d'Oxford, il arriva au Château de *Doddington*, où il laissa Gaveston avec une Garde, pendant qu'il alla lui-même loger dans un Château voisin. Il ne croyoit pas qu'il fût nécessaire d'user de plus grandes précautions, dans un país où le Roi n'avoit point de Troupes, & où par conséquent il n'y avoit rien à craindre de sa part: mais il trouva qu'il avoit mal pris les mesures. Le Comte de Warwick, qui s'étoit fortement opposé à l'entrevue du Roi & de Gaveston, ayant été informé de la disposition de ces logemens, se rendit cette même nuit à la maison où Gaveston étoit gardé, l'en enleva par force, & le conduisit à Warwick. Dès le lendemain, ce même Seigneur, & quelques autres des plus emportez du Parti, lui ayant fait sommairement son procès, lui firent trancher la tête (1). Action furieuse, s'il en fut jamais, qui, en violant une Capitulation, fouloit aux pieds les Loix du País, & les égards que des Sujets doivent avoir en tout tems pour leur Souverain. Que n'auroient-ils pas dit, ces mêmes Seigneurs, si le Roi ou Gaveston en avoient fait une semblable?

Les Barons marchent contre le Roi.

Quoiqu'Edouard se sentît extrêmement offensé de l'audace de ces Seigneurs, il n'étoit pas en état de s'en venger; & les Barons ne firent aucune démarche, pour lui faire avoir quelque satisfaction de cet outrage. Au contraire, non contents de se voir délivrez de l'objet de leur haine, ils demanderent avec plus de hauteur qu'auparavant, l'exécution des quarante Articles, & un prompt remede aux maux de l'Etat.

(1) *Gaveston* eut la tête tranchée en présence des Comtes de *Lancastre*, de *Warwick*, & de *Hereford*. Le lieu de l'exécution fut *Blacklow-Hill*, près de *Warwick*.
T I N D.

En même tems, ils marcherent vers Londres, où le Roi s'étoit retiré, résolu d'obtenir par la force, ce qu'ils voyoient bien qu'il ne leur accorderoit jamais volontairement. Cependant, Edouard n'ayant pas osé se confier aux Bourgeois de Londres, s'étoit allé renfermer dans Cantorberi, où il n'étoit gueres plus en sûreté. Dans cette extrémité, il eut recours à l'intercession du Nonce du Pape, & à celle de Louis Comte d'Evreux, Oncle de la Reine, qui se trouvoit alors en Angleterre, & du Comte de Glocester son Neveu (1), qui jusqu'alors avoit gardé une espece de neutralité. Par le moyen de ces trois Médiateurs, qui travaillèrent avec ardeur à cette affaire, on convint de certains Articles, dont tout le monde parut content. Les Seigneurs s'engagerent à restituer tout ce qui avoit été pillé à Newcastle, à demander publiquement pardon au Roi, & à lui protester, que sans aucun dessein contre sa personne, leur unique but avoit été de reformer les abus du Gouvernement. Le Roi promit de son côté, de leur accorder une Amnistie, aussi bien qu'à tous leurs adherans, & se reserva la liberté d'en donner une semblable à tous ceux qui avoient favorisé le retour de Gaveston.

EDOUARD II.
1312.

AB. Publ. T. III.
pag. 366.

Accommodement entre le Roi & les Barons.

Le Roi promet une amnistie.

Les Barons s'acquitterent exactement de leur parole, en rendant tout ce qui avoit été saisi à Newcastle: mais Edouard ne fut pas de si bonne foi. Il différa plus d'un an à faire publier l'Amnistie, & pendant ce tems-là il n'y eut point de moyen qu'il n'employât, pour attirer le Comte de Lencastre à la Cour. Mais, quelques sauf-conduits qu'il lui fit offrir, il ne lui fut pas possible d'engager ce Prince à s'aller livrer entre ses mains, avant que l'Amnistie fût publiée. Enfin, les Barons, las de toutes les défaites dont le Roi se servoit, recommençoient à prendre les armes, lorsque le Roi de France envoya le Comte d'Evreux son Frere, accompagné d'Enguerrand de Marigny, pour tâcher de mettre fin à ces differens. La Reine s'y employa aussi de tout son pouvoir. On eut beaucoup de peine à y réussir, parce que le Roi différant toujours de publier l'Amnistie promise, les Barons croyoient toujours avoir sujet de craindre qu'il n'agît pas de bonne-foi. Pendant cette négociation, le Roi alla s'aboucher avec le Roi son Beau-Pere, & donna ordre que le Parlement s'assemblât pendant son absence. Le Comte de Lencastre, & les Barons du même parti ne firent aucune difficulté d'assister à cette Assemblée, étant rassurés par l'absence du Roi. Mais ayant appris qu'il étoit de retour, & qu'il avoit débarqué à Sandwich, ils se retirerent incontinent, ne voulant point se fier aux sauf-conduits qu'il leur avoit envoyez du lieu du débarquement. Leur retraite obligea le Parlement à se séparer. Les affaires se trouvant en un état qui faisoit craindre à tout moment une nouvelle rupture, les Médiateurs presserent tellement le Roi de donner satisfaction aux Barons,

1313.
Il en diffère la publication sous divers prétextes.

AB. Publ. T. III.
pag. 388.

Ibid. pag. 422.

(1) Gilbert de Clare, Fils de Jeanne d'Acre Sœur du Roi. TIND.

EDOUARD II. 1313.
L'amnistie est publiée.
18. Publi. T. III. pag. 442, 443, 448, 449.

qu'il ne put plus reculer. Il fit donc expédier les deux Amnisties promises, qui furent confirmées peu de tems après par le Parlement. Mais une Amnistie générale ne suffisant pas pour satisfaire les intéressés, il fallut en donner de particulières à quatre-cens soixante & huit d'entre eux, dont on voit les noms dans le Recueil des Actes Publics.

Naissance d'Edouard fils du Roi.

Ce fut pendant le cours de cette négociation, que la Reine mit au monde, au commencement d'Octobre de l'année 1313, un Prince qui reçut au Baptême le nom d'Edouard.

Les Barons font une réparation publique au Roi.

La publication des Amnisties, tant pour les Barons confédérés que pour les amis de Gaveston, ayant enfin rétabli la tranquillité dans l'Etat, le Parlement accorda au Roi un Subside considerable, pour pousser vigoureusement la Guerre contre l'Ecosse. Avant que cette Assemblée se séparât, les Barons firent au Roi une réparation publique, dans la grande Salle de Westminster, en présence de tout le Peuple. Cette action se fit avec beaucoup de solennité. Les Barons se servirent, en parlant au Roi, des termes les plus humbles & les plus soumis, comme si le pardon qu'il leur avoit accordé eût été un pur effet de sa clémence. Ensuite, ils s'en retournerent chez eux, satisfaits en apparence, mais sans cesser pourtant de se défier du Roi. Ils l'avoient trop offensé, pour pouvoir espérer qu'il oubliât jamais cette injure. La mort du Comte de Warwick, qui arriva bien-tôt après, augmenta encore leur défiance, tout le monde étant persuadé qu'il étoit mort de poison.

Affaires d'Ecosse.

Pendant que l'Angleterre souffroit des agitations violentes, par la foiblesse & le peu de génie de celui qui la gouvernoit, l'Ecosse se fortifioit tous les jours, par la sage conduite d'un Roi courageux & vigilant, qui savoit habilement profiter du repos que la mort d'Edouard I. lui avoit procuré. Robert Brus, qu'on peut avec raison regarder comme le Restaurateur de la Monarchie Ecossoise, fut étouffer les Factions qui divisoient ses Sujets, & les réunir tous dans le dessein de secouer le joug de la servitude. Par cette heureuse union, il se mit en état non seulement de recouvrer la meilleure partie de son Pais, mais encore, de porter ses armes jusqu'en Angleterre. Je vais présentement donner le détail de la Guerre d'Ecosse, que je n'aurois pu mêler avec le récit des troubles domestiques d'Angleterre, sans apporter de la confusion à l'un & à l'autre.

Guerre d'Ecosse.

Edouard I. avoit résolu de ruiner entièrement l'Ecosse, & vraisemblablement il auroit mis ce Royaume dans un triste état, si la mort ne l'avoit enlevé du monde, tout à propos pour les Ecossois. Robert Brus se préparoit à profiter de la consternation que la perte d'Edouard caufoit parmi les Anglois: mais une grande maladie, dont il fut attaqué dans le même tems, ne lui permit pas d'entrer en action. Cependant, les Ecossois, qui ne connoissoient pas encore le caractère d'Edouard II, se trouvoient dans un très grand embarras, leur Roi étant à l'extrémité, & leurs forces très inférieures à celles de leurs ennemis. La résolution subite

subite qu'Edouard II. prit de s'en retourner en Angleterre, après s'être avancé jusqu'à Dumfrees & avoir répandu la terreur dans toute l'Ecosse, leur donna lieu de concevoir de meilleures esperances. L'impatience qu'eut ce Prince d'aller à la rencontre de Gaveston, d'épouser la Princesse qui lui étoit destinée, & de se faire couronner, lui ôta toutes les pensées de la Guerre, pour laquelle il n'avoit aucun panchant. Ainsi, laissant son Armée sous la conduite de Jean Cumin, Seigneur Ecossois, il reprit la route d'Angleterre. Son départ précipité donna lieu à bien des murmures dans l'Armée & dans le Royaume. On ne pouvoit voir sans étonnement, qu'il abandonnât la conquête de l'Ecosse, dans un tems où le nombre & l'ardeur de ses Troupes, & la maladie du Roi Robert, sembloient lui assurer une glorieuse Campagne. Le choix qu'il fit de Cumin, pour commander son Armée, ne fut pas moins désapprouvé. Ce Général étoit Ecossois, & bien que d'un parti contraire à Robert & son ennemi particulier, la seule qualité d'Etranger suffisoit pour faire murmurer les Anglois, qui se trouvoient deshonorés par cette préférence. Ce qui arriva bien-tôt après, fit voir que ces plaintes n'étoient que trop bien fondées. Cumin, voulant profiter de la maladie de Robert qu'il croyoit hors d'état de se mettre à la tête de ses Troupes, s'avança vers les Ecossois pour les attaquer. Quoique Robert se trouvât encore extrêmement foible, il ne crut pas devoir refuser le combat. En une telle conjoncture, une retraite auroit pu faire perdre cœur à ses Sujets, & lui causer la perte de tout son Royaume. Dans cette résolution, étant monté à cheval, soutenu de deux Ecuyers, il rangea son Armée en bataille, & attendit ses ennemis avec une fermeté qui produisit un merveilleux effet. Ils s'étoient attendus que cette petite Armée n'oseroit tenir devant eux. Mais quand, par la bonne contenance des Ecossois, il se virent déçus de cette esperance, leur ardeur se trouva tellement rallentie, qu'à peine purent-ils se résoudre à commencer le combat. Une attaque si foible, & qui fut si mal soutenue, ayant inspiré aux Ecossois un nouveau courage, ils fondirent avec impétuosité sur leurs ennemis, & les mirent dans une entiere déroute. Cette défaite fut d'autant plus honteuse pour les Anglois, qu'outre qu'ils étoient en beaucoup plus grand nombre, c'étoient les mêmes Troupes qui avoient si souvent vaincu les Ecossois, & qui, en cette occasion, se laisserent battre par une Armée levée à la hâte, & composée de nouveaux Soldats. Cumin s'étant retiré en Angleterre, après la défaite, Robert entra dans le Comté d'Argyle que les Anglois tenoient encore, & le ravagea d'un bout à l'autre. Peu de tems après, *Edouard Brus* son Frere battit encore les Anglois, dans la Province de Gallway. Ces deux victoires donnerent aux Ecossois une telle supériorité, que dès ce tems-là, ils commencerent à mépriser les Anglois, & à oublier leurs pertes passées.

Quelque peu de panchant qu'Edouard eût pour la Guerre, il ne put

Tome III.

O

EDOUARD II.
1313.

Bataille gagnée
par les Ecossois.

Autre par
Edouard Brus.



EDOUARD II. se dispenser de faire quelques efforts pour arrêter les progrès du Roi d'Ecosse. En 1308, c'est-à-dire dans la seconde année de son Regne, il mena lui-même une puissante Armée dans ce Royaume. Mais comme il avoit négligé de se pourvoir de vivres, ayant compté sur ceux qu'il esperoit de trouver dans le Pais ennemi, il se vit obligé de remener son Armée en Angleterre, parce qu'il ne trouvoit pas de quoi la faire subsister. Robert, plus prévoyant que lui, avoit enlevé, ou détruit par avance, tout ce qui auroit pu servir à l'entretien de ses ennemis. La retraite d'Edouard procura au Roi d'Ecosse la facilité de s'emparer de diverses Places occupées par les Anglois, & de faire cette année-là une très heureuse Campagne. Les troubles qu'il y eut dans la suite en Angleterre, au sujet de Gaveston, mirent ce Prince en état de faire encore de plus grands progrès. En 1310 & 1311, il entra deux fois en Angleterre, & en remporta un grand butin. En 1312, il recouvra *Perth, Lanarick, Dumfrees, Roxborough*, & enfin, le Château d'Edimbourg, qui fut emporté d'assaut par le Comte de Murray son Général. Cette même année, la petite Isle de *Man* se soumit volontairement à lui.

Pendant que Robert continuoît ses conquêtes, Edouard, uniquement occupé à chercher les moyens de se venger des Barons qui avoient fait mourir Gaveston, vivoit dans une indolence surprenante à l'égard de l'Ecosse. Au-lieu de presser son accommodement avec les Seigneurs, afin de réunir toutes ses forces, il en traînoit la négociation en longueur, par une Politique pernicieuse aux affaires de son Etat. Cependant, Robert profitoit de la négligence des Anglois. Après qu'il se fut rendu maître de toutes les Places qu'Edouard I. avoit occupées en Ecosse, à l'exception de Sterlyn, il envoya en 1313. Edouard son Frere assieger cette Ville, la plus forte qu'il y eût alors en Ecosse. Ce siege fut poussé avec beaucoup de vigueur: mais la résistance des assiegez ne fut pas moins grande. Néanmoins, Mowbray, qui commandoit dans la Place, voyant que son Maître ne faisoit aucun préparatif pour le secourir, crut lui rendre un bon service en signant une Capitulation, par laquelle il s'engageoit à rendre la Place dans un an, si elle n'étoit pas secourue avant ce tems-là.

Edouard ayant par là tout le loisir nécessaire pour se préparer, & voulant, à quelque prix que ce fût, prévenir la perte d'une Place si considerable, fit sommer tous ses Vassaux de lui amener des Troupes. Les Anglois, les Gascons & les Gallois furent si prompts à lui obeir, qu'au mois de Juin de l'année 1314, il se vit à la tête de cent-mille combattans. Les Soldats de cette Armée dévoroient déjà dans leur imagination, tout ce que les précédens ravages d'Edouard I. avoient laissé de reste en Ecosse. Les seuls Comtes de Lencastré, d'Arundel, de Hereford, & le nouveau Comte de Warwick, refuserent de servir le Roi en cette occasion; la défiance où ils étoient à son égard, ne leur permettant pas de s'aller livrer entre ses mains.

EDOUARD II.
1313.
Edouard d marche
contre l'Ecosse,

Et s'en retourne
sans avoir rien
fait.

Robert fait de
grands progrès.
Buchanan.

Robert fait assie-
ger Sterlyn.

La Ville capi-
tale.

1314.
Edouard assem-
ble une armée de
cent mille hom-
mes.

Cette nombreuse Armée étant entrée en Ecosse, s'avança jusqu'à la vue de Sterlyn. Robert l'attendoit à la tête de trente-mille hommes accoutumés aux fatigues de la Guerre, & qui avoient souvent battu les Anglois. Il s'étoit mis en bataille sur un terrain avantageux, où il ne pouvoit être envelopé. Une Montagne, hérissée de rochers inaccessibles, couvroit un de ses côtes; & l'autre étoit en sûreté par le moyen d'un profond Marais. Quelque grande que fût l'inégalité des deux Armées, les Ecoffois, qui s'étoient déterminés à vaincre ou à mourir, reçurent leurs ennemis avec tant de vigueur & de fermeté, qu'il mirent bien-tôt le trouble & la confusion dans cette nombreuse Armée. La Cavalerie Angloise ayant été d'abord poussée avec une impétuosité à laquelle elle ne put résister, donna occasion par sa fuite, à la défaite de toute l'Armée: Défaite la plus terrible que l'Angleterre eût jamais soufferte, depuis le commencement de la Monarchie (1). Les Auteurs Ecoffois font monter la perte de leurs ennemis à cinquante-mille hommes. Ils prétendent que le nombre des prisonniers qu'ils firent en cette occasion, surpassoit celui des vainqueurs. Le Comte de Glocester, Neveu d'Edouard II, quantité d'autres Seigneurs de marque, & plus de sept-cens Chevaliers, demeurèrent morts sur le champ de bataille. Les Anglois réduisent le nombre de leurs morts à dix-mille. Mais les suites de cette Bataille font voir que leur perte fut beaucoup plus grande, puisque, depuis ce tems-là, ils n'osèrent plus se mettre en campagne.

Edouard, avec le débris de son Armée, se retira précipitamment, sans se trouver en sûreté, jusqu'à ce qu'il fut arrivé à Yorck. Ce fut là que se rassemblèrent, auprès de lui, ceux que la fuite avoit fait disperser en divers endroits. Il y forma un Corps très considérable, avec quoi il témoigna quelque envie de rentrer dans le pais ennemi, & d'y hasarder un second combat. Mais la consternation de ses Troupes étoit si grande, qu'il ne put les résoudre à faire un nouvel effort, pour rétablir leur honneur. Cette Bataille, qui fut nommée *la Journée de Bannocks-Brown*, procura aux Ecoffois, outre un butin inestimable, une tranquillité qui dura plusieurs années. Ils acquirent une si grande supériorité sur les Anglois, que ceux-ci, loin d'être en état de regagner ce qu'ils avoient perdu en Ecosse, se virent pendant un très long tems, réduits à voir ravager leurs frontières, sans oser faire la moindre résistance. Leur terreur étoit si extrême, qu'un de leurs Historiens assure, que trois Soldats Ecoffois étoient capables de faire fuir cent Anglois, tant ceux-ci avoient été intimidés par cette terrible défaite.

(1) Cette Bataille fut donnée le 25. de Juin 1314, près de la Rivière de *Bannocks-bourn*. On dit que les Ecoffois avoient creusé des tranchées de trois pieds de profondeur & d'autant de largeur: ils y mirent des clayes, qui couvroient des bâtons pointus qu'ils avoient enfoncés en terre; les Cavaliers Anglois tomberent dans ces fossés, & y furent misérablement tués. TIND.

EDOUARD II
1314.
Il s'avança vers
Sterlyn.
Bataille de Ban-
nocks-Brown.

Les Anglois font
mis en déroute,
avec une très-gran-
de perte.

AB Publ. T. III.
pag. 491.

EDOUARD II.
1314.
Un Imposteur,
qui veut passer
pour Edouard, est
pendu.

Pendant que la Fortune travailloit en toutes occasions à l'abaissement d'Edouard, un Imposteur, nommé *Poidras*, fils d'un Tanneur d'Exceter, cherchoit à lui enlever la Couronne, en soutenant qu'il étoit lui-même Edouard, & qu'il avoit été changé par sa Nourrice. Un projet si extraordinaire, & si mal conçu, ne fit que conduire l'Imposteur au gibet, au-lieu du Trône où il avoit voulu monter. Sans doute il avoit fondé ses esperances sur le peu d'estime que les Anglois avoient pour le Roi, s'étant apparemment imaginé qu'il ne seroit pas difficile de leur faire accroire qu'il n'étoit pas fils d'Edouard I, qui n'avoit que de nobles & de généreuses inclinations. Mais ce n'étoit pas de ce vil instrument que la Providence vouloit se servir pour ruiner ce malheureux Prince, quoiqu'en quelque maniere, on puisse considerer cet événement comme une espece d'augure de ce qui lui devoit arriver.

1315.
Grande famine.

La perte que les Anglois firent en Écosse, fut suivie d'une Famine épouvantable qui dura trois ans, & qui fit mourir une infinité de personnes. En vain le Parlement voulut y remédier en taxant le prix des vivres: il fut contraint l'année suivante, de révoquer l'Acte qu'il avoit passé sur ce sujet. Mais ni la Guerre, ni la Famine, ni les murmures du Peuple, ne furent pas capables d'empêcher que le Roi n'employât une somme très considérable pour faire les funérailles de son Favori, dont il fit transporter le Corps à la Terre de Langley, dans la Province de Hartford. Il voulut lui-même honorer la pompe funebre, accompagné de l'Archevêque de Cantorberi & de quelques autres Prélats. Mais les Seigneurs Laïques refuserent constamment d'assister aux obseques d'un homme qui leur avoit été si odieux, & qu'ils croyoient indigne de l'honneur qu'on faisoit à sa mémoire.

1316.
La famine se
renforce.

Cependant, la Famine ravageoit la misérable Angleterre d'une si terrible maniere, qu'on ne peut presque ajouter foi à ce que les Historiens en rapportent. Ils ne se sont pas contentez de dire, que les animaux pour lesquels on a le plus d'horreur, servoient de nourriture aux hommes; mais ce qui est bien plus horrible, qu'on étoit obligé de cacher les enfans avec un soin extrême, si l'on ne vouloit les exposer à être dérobés pour servir d'aliment aux larrons. Ils assurent que les hommes mêmes prenoient des précautions pour s'empêcher d'être assommés dans des lieux secrets, sachant qu'il n'y avoit que trop d'exemples que quelques-uns avoient été ainsi traités, pour repaître ceux qui ne pouvoient trouver leur nourriture par d'autres moyens. On voit encore dans les Histoires de ce tems-là, que ceux qui étoient renfermez dans les prisons, se dévoroient impitoyablement les uns les autres, l'extrême disette de vivres ne permettant pas qu'on leur fournît les alimens nécessaires. Une Dyssenterie, qui provenoit de la mauvaise nourriture, acheva de mettre le comble à la misere des Anglois. Il en mourut tous les jours un si grand nombre, qu'à peine les vivans pouvoient-ils suffire à enterrer les morts. Le seul remede qu'on put trou-

ver contre la Famine, mais qui ne fut pas capable d'apporter tout le soulagement nécessaire, fut de défendre, sur peine de la vie, de brasser aucune sorte de bierre. C'étoit afin que le grain qu'on employoit ordinairement à faire ce breuvage, servît à faire du pain.

EDOUARD II.
1316.

Malgré ces calamitez, qui auroient dû tourner les cœurs du côté de la dévotion & de la repentance, on voyoit tous les jours augmenter la haine réciproque que le Roi & les Seigneurs nourrissoient depuis longtems dans leurs seins. Il étoit comme impossible que cette haine violente ne produisît enfin de très funestes effets. Edouard, ne pouvant oublier les injures qu'il avoit reçues, couvoit dans son cœur un desir de vengeance, qui lui faisoit chercher tous les moyens possibles de se satisfaire. Il étoit principalement animé contre le Comte de Lencastre, qu'il regardoit comme l'unique Auteur de ses disgraces, & comme son plus dangereux ennemi. Si la vie de ce Seigneur avoit été en sa disposition, apparemment il ne l'auroit pas épargnée. Mais comme sa dissimulation n'avoit pas été capable de l'attirer dans aucun piège, voyant qu'il ne pouvoit s'en prendre à sa personne, il entreprit de lui ôter les biens & l'honneur. Pour cet effet, il lui suscita une affaire, que la défiance la plus excessive n'auroit pas été capable de prévenir.

1317.

Pendant que ce Seigneur se tenoit éloigné de la Cour, un certain Chevalier, nommé *Saint Martin*, homme d'une très petite mine, & qui avoit la taille d'un Nain, présenta aux Juges une Requête, pour réclamer la femme du Comte de Lencastre, Héritière des Maisons de Lincoln & de Salisburi. Il foutenoit dans sa Requête, qu'il avoit couché avec elle, & qu'elle lui avoit fait une promesse de mariage avant que de s'engager avec le Comte. Cette Dame, mécontente de son mari, ayant, à sa honte éternelle, avoué le fait, fut adjugée avec tous ses biens à cet indigne Prétendant. Cette affaire, qui auroit demandé un grand examen, fut jugée avec tant de précipitation, qu'il étoit aisé de comprendre que les Juges avoient été gagnés par avance, & que le Roi lui-même avoit été le promoteur de ce procès. Un affront de cette nature, fait à un Prince du Sang Royal, extraordinairement aimé du Peuple, excita une extrême indignation contre le Roi. On n'entendoit par-tout que des murmures contre son Gouvernement. Comme il n'avoit alors aucun Favori, auquel on pût attribuer ses excès, on en rejettoit toute la faute sur lui-même, & l'on disoit ouvertement, que jamais le Trône d'Angleterre n'avoit été rempli par un Prince si indigne de commander à un Peuple libre. Il y eut même de gens qui prirent la hardiesse de lui faire publiquement des reproches sur sa conduite. Un jour de fête, Edouard mangeant en public dans la grande Salle de Westminster, une femme malquée parut à cheval, & lui présenta une Lettre. Le Roi s'imaginant que ce papier contenoit quelque chose propre à le divertir, le fit lire à haute voix. Mais il fut bien surpris de n'entendre que des reproches sanglans sur sa lâcheté, sur sa

Affront fait au Comte de Lencastre. On lui ôte sa Femme, pour la donner à un autre.

Murmures contre le Roi.

On lui reproche sa conduite dans une Lettre.

EDOUARD II.
1317.

tirannie, & sur tous les abus qui s'étoient introduits sous son Règne. Cette femme ayant été arrêtée, avoua qu'un certain Chevalier l'avoit induite à jouer ce personnage; & le Chevalier soutint hardiment, qu'ayant cru que le Roi liroit cette Lettre en particulier, il avoit jugé ce moyen très propre pour lui faire entendre les plaintes de ses Sujets.

1318.
Les Barons se
plaignent de di-
vers griefs.

Pendant que l'Angleterre se trouvoit réduite à une extrême désolation, Edouard, sans se mettre en peine des ravages que les Ecoffois continuoient à faire dans les frontieres, ne s'occupoit qu'à chercher les moyens de réduire les Barons qui commençoient à former de nouveaux projets, dont il avoit sujet de craindre les suites. Ils lui avoient présenté depuis peu une Requête, contenant une longue liste des Griefs de son Peuple, dont ils demandoient une prompte réparation. Rien

Il convoque un
Parlement, & le
révoque.

n'étoit plus éloigné de sa pensée, que de reformer les abus. Cependant, comme il n'osoit faire paroître ouvertement ses intentions, il avoit renvoyé cette affaire au Parlement qui devoit s'assembler à Lincoln. Une invasion que les Ecoffois firent dans ce même tems, lui fournit un prétexte de proroger plusieurs fois cette Assemblée, & enfin, d'en revoquer la convocation. Cette démarche irrita tellement les Barons, que d'un commun accord ils résolurent de prendre les armes, pour se procurer par la force la satisfaction qu'ils demandoient. Ils auroient sans doute poussé bien loin ce foible Prince, incapable de se bien gouverner dans des conjonctures si délicates, si quelques Seigneurs plus moderez ne se fussent joints au Légat du Pape, pour travailler avec lui à une reconciliation. Ces Médiateurs obtinrent du Roi, que pour la satisfaction des Seigneurs liguez, un certain nombre d'entre eux seroit admis dans son Conseil, & qu'il s'engageroit à ne rien faire sans leur participation. Le Comte de Lencastre devoit être de ce nombre: mais comme il ne pouvoit se fier au Roi, il fut convenu qu'il nommeroit un Baron ou un Chevalier pour tenir sa place. De plus, Edouard promit de donner une Amnistie pure & simple, sans aucune restriction, au Comte de Lencastre, pour tout ce qui s'étoit passé jusqu'alors. Cet Accord fut conclu & signé à Leek, le 9 d'Août 1318, & confirmé trois jours après par le Parlement que le Roi avoit assemblé, sur les pressantes instances des Médiateurs. Après que cette affaire fut terminée, le Roi & le Comte de Lencastre se virent dans la plaine de Leicesters, s'embrassèrent & se baisèrent en signe d'une parfaite reconciliation. Revenons présentement à la Guerre d'Ecosse, qui duroit toujours pendant les troubles dont l'Angleterre étoit agitée.

Le Roi d'Ecosse
ravage l'Angleterre.

Après que Robert eut gagné près de Sterlyn cette Bataille signalée qui fut si fatale aux Anglois, il poursuivit les vaincus jusqu'en Angleterre, où il fit de prodigieux ravages, pendant qu'Edouard n'osoit sortir d'Yorck pour s'opposer à son ennemi. Le Roi d'Ecosse ne se contentant pas de cet avantage, forma le projet d'enlever l'Irlande à la Couronne d'Angleterre. Cette Ile étoit depuis longtems gouvernée

Il forme le pro-
jet de s'emparer
de l'Irlande.

par des Officiers Anglois, qui avoient bien plus de soin de s'enrichir que de procurer le bien du Peuple. Leur tyrannie avoit produit parmi les Irlandois, un mécontentement si grand & si général, qu'ils ne demandoient qu'une occasion favorable pour se revolter. La défaite de l'Armée Angloise devant Sterlyn leur ayant donné lieu de croire que la conjoncture étoit propre pour exécuter leur dessein, ils firent savoir au Roi d'Ecosse, qu'ils étoient prêts à secouer le joug des Anglois, s'il vouloit leur donner quelque secours. Robert n'eut garde de laisser échapper une occasion si favorable de s'emparer de cette Isle, ou du moins d'y faire une puissante diversion. Il y envoya quelques Troupes, sous la conduite d'Edouard son Frere, qui s'étant mis à la tête des Revoltez, conquist la meilleure partie de l'Isle, & y fut même reconnu pour Roi. Pendant qu'il y poussoit ses conquêtes, Robert amusoit le Roi d'Angleterre, par des propositions de Paix qu'il sembloit faire de bonne foi, & avec beaucoup d'empressement : mais de tems en tems il faisoit adroitement naître des difficultez, qui empêchoient qu'on ne pût rien conclure. Ce manège dura jusqu'en 1317, sans qu'Edouard s'aperçût des artifices de son ennemi. Son peu de pénétration auroit même achevé de lui faire perdre l'Irlande, si les murmures du Peuple ne l'eussent tiré de son assoupissement. Le préjudice que l'Angleterre pouvoit recevoir de la perte de cette Isle étoit si manifeste, & on lui en fit si bien connoître les consequences, qu'enfin il résolut d'y envoyer un puissant renfort, sous la conduite de Mortimer. Avec ce secours, les Anglois qui étoient en Irlande, se trouvant en état de tenir la campagne, se mirent en marche pour aller attaquer le Prince Ecossois. Cependant, le Roi d'Ecosse, qui avoit été informé du besoin que son Frere avoit d'être promptement secouru, étoit passé lui-même en Irlande. Mais en arrivant, il apprit qu'il avoit été défait & tué dans un combat où il s'étoit témérairement engagé. La perte que Robert fit en cette occasion, ayant rompu toutes ses mesures, & ne lui ayant pas permis de continuer la Guerre en ce pays-là, il trouva plus à propos d'aller profiter des avantages que ses armes venoient de remporter en Ecosse. En son absence, Douglas, l'un de ses Généraux, avoit battu l'Armée que le Roi d'Angleterre avoit envoyée dans ce Royaume, pour tâcher de profiter de l'éloignement de Robert.

Cette nouvelle victoire mit les Anglois hors d'état de faire tête aux Ecossois, inspira la pensée à Robert d'en profiter, en assiegeant Barwick qui étoit encore entre les mains des Anglois. Il ne put faire ses préparatifs, sans qu'Edouard en fût informé. Mais cette connoissance étoit assez inutile ; puisqu'il n'avoit ni l'argent ni les Troupes nécessaires pour prévenir les desseins de son ennemi. Ses Sujets étoient dans des dispositions si peu favorables à son égard, qu'il ne pouvoit espérer d'entir un secours assez prompt ni assez puissant. Quand même il auroit pu se flatter de cette esperance, il comprenoit assez que le Parlement lui

EDOUARD II.
1318.

Il y envoya Edouard Brus son Frere, qui s'y fait couronner.

Edouard y envoya des troupes.

Edouard Brus est tué.

Les Anglois sont battus en Ecosse.

Le Roi d'Ecosse se prépare à faire le siege de Barwick.

EDOUARD II.
1319.

Edouard prie le Pape de lui procurer la Paix avec l'Ecosse.

Le Pape entreprend de forcer Robert à faire la Paix avec Edouard.

Il envoie deux Légats avec un pouvoir fort étendu.

En attendant il ordonne une Treve de deux ans.

Les Légats sont publiés la Treve. Edouard l'accepte.

Robert la refuse.

AN. Publ. T. III.
pag 798.

Il prend Berwick.

Il est excommunié & son Royaume mis en interdit.

Edouard assiège

feroit payer cherement le Subside qu'il vouloit bien accorder. Dans cette extremite, il se tourna du côté du Pape, & le pria instamment d'employer son autorité pour lui procurer la Paix ou du moins une Treve avec l'Ecosse. Jean XXII., qui venoit de succeder à Clement V., ne balançoit pas un moment à faire ce qu'Edouard souhaitoit. Il regarda cette occasion comme très favorable pour étendre sa puissance sur les Têtes couronnées. Dans cette pensée, il se mit en tête de faire la Paix entre Edouard & Robert, non comme Médiateur, mais en qualité de Juge Souverain, & en vertu de sa Puissance Apostolique. Pour cet effet, il envoya deux Légats en Angleterre, avec un pouvoir qui marquoit qu'il se croyoit revêtu de la puissance souveraine, sur tous les Rois, même dans les affaires temporelles. Leur Commission portoit, qu'ils eussent à faire la Paix entre les deux Nations ennemies, de la maniere qu'ils le jugeroient à propos, & de contraindre les deux Princes de l'accepter, sous peine d'Excommunication, & d'Interdit pour leurs Etats. Mais comme il jugeoit qu'une semblable Paix ne pouvoit pas se faire sans quelque discussion qui emporteroient du tems, il donnoit ordre à ses Légats de faire publier, de sa part & en son autorité, une Treve de deux ans, & leur donnoit pouvoir d'excommunier ceux qui refuseroient de l'observer.

Les Légats, munis d'un pouvoir si ample & si extraordinaire, se rendirent en Angleterre & y firent d'abord publier la Treve. Edouard s'y soumit aveuglément, sans considerer que, par son obeissance, il sacrifioit à la Cour de Rome les droits les plus authentiques de sa Couronne. Il n'en fut pas de même de Robert. Sous prétexte que le Pape & ses Légats ne lui donnoient pas le titre de Roi, il ne voulut jamais permettre à ceux-ci l'entrée dans son Royaume, moins encore d'y faire publier la Treve. Il fit même maltraiter le Gardien des Cordeliers de Berwick, que les Légats lui avoient envoyé, & qui usant de surprise, avoit eu la hardiesse de publier en quelque maniere cette Treve en présence de quelques Ecois. Bien loin donc d'obeir au Pape, il assiegea Berwick, & s'en rendit maître par l'infidelité du Gouverneur (1), s'il en faut croire les Anglois. Ce mépris pour les ordres du Pape, engagea les Légats à l'excommunier, & à mettre son Royaume en Interdit. Mais il ne se mit pas beaucoup en peine d'une censure qui étoit manifestement pleine d'injustice pour lui, & de partialité pour les Anglois. Ainsi, continuant ses progrès, il s'avança sur les frontieres d'Angleterre, & y fit de grands ravages, sans rencontrer aucune opposition.

Edouard comprit alors, que les armes spirituelles du Pape ne lui étoient pas d'un grand secours. Ainsi, changeant tout à coup de con-

(1) Ce Gouverneur de Berwick se nommoit *Pierre Spalding*. Il paroît qu'il fut pendu dans la suite par ordre du Roi. *Robert Stew. TIND.*

duite,

Quité, il trouva moyen de lever une Armée avec laquelle il voulut aller recouvrer Barwick. Pendant qu'il étoit occupé à ce siege, le Comte de Murray, Général du Roi d'Ecosse, faisoit en Angleterre une diversion qui fut très fatale aux habitans des frontieres. En s'en retournant, après avoir ravagé quelques Provinces, il rencontra un Corps de Milices Angloises, au nombre de dix mille hommes, qui avoient l'Archevêque d'Yorck à leur tête. Quoique ses forces ne fussent pas de beaucoup si nombreuses que celles de ses ennemis, il ne laissa pas de les attaquer courageusement, & de remporter, sur ces Troupes peu aguerries, une victoire qui en fit périr plus de la moitié. Les Ecoffois appellerent cette Bataille le *Combat blanc*, à cause de quelques Prêtres Anglois qui y furent tuez étant revêtus de leurs Surplis. Cet événement obligea Edouard à lever le siege de Barwick. Peu de tems après, à force de sollicitations, il obtint une Treve de deux ans; après quoi il quitta les Provinces du Nord, pour s'en retourner à Londres, où il ne fut pas plus heureux.

EDOUARD M.
1319.
Edouard assiege
Barwick.

Les Milices d'Y-
orck sont battues
par les Ecoffois.

Il leve le siege
& obtient une
Treve de deux ans.
M. P. T. III.
pag. 309.

Cette Treve ne procura pas à l'Angleterre le repos qu'on en avoit attendu. Elle étoit à peine publiée, que le Royaume se vit agité de nouveaux troubles, bien plus violens que ceux que Gaveston y avoit excitez. La haine entre le Roi & les Seigneurs subsistoit toujours, comme un feu caché sous la cendre, qui ne demandoit qu'une nouvelle matiere pour se rallumer. Malheureusement, cette matiere ne se trouva que trop prête. Les Seigneurs, toujours jaloux de ceux qui approchoient de la personne du Roi, avoient introduit à la Cour un jeune homme, nommé *Hugues Spencer*, qu'ils croyoient absolument dévoué à leurs interêts. Ils lui avoient procuré une place de Chambellan, dans la vue de se servir de lui comme d'un espion, afin d'être informez de ce qui se passoit à la Cour, où ils ne se trouvoient que rarement. Mais leur projet tourna contre eux-mêmes. Spencer avoit un Pere nommé Hugues comme lui, homme de cœur & de bon sens, qui lui donna des instructions toutes contraires. Il lui fit comprendre qu'il lui feroit plus aisé de pousser sa fortune, en travaillant directement pour soi-même, qu'en servant les Barons; & qu'avec un peu de patience & de souplesse, il pourroit se rendre supérieur à ceux qu'il regardoit comme ses protecteurs, Spencer le Fils s'étant disposé à faire usage de ce conseil, y trouva d'abord de grandes difficultez. Le Roi ne pouvoit regarder de bon œil un Domestique qui avoit déjà temoigné trop de penchant pour ses ennemis. Néanmoins, avec le tems & les sages avis de son Pere, Spencer effaça peu-à-peu les fâcheuses impressions que son Maître avoit prises contre lui. Comme son dessein étoit de se rendre maître de l'esprit du Roi, il ne fit point de difficulté de se rendre pour quelque tems son Esclave, en lui faisant connoître, dans toutes les occasions qui se présentoient, qu'il lui étoit entierement dévoué. Par cette aveugle complaisance, & par un acquiescement universel à

Elévation de Hugues
Spencer, qui
devient Favori du
Roi.

EDOUARD II.
1319.

Spencer abuse
de la faveur.

Spencer son Pere
est fait Comte de
Winchester.
Son caractère.

Le Comte de
Lencastre anime
les Grands contre
les Spencers.

1320.
Ils renouvellent
leur Ligue,

& prennent les ar-
mes.

tout ce qui pouvoit lui être agréable , de son Espion, il devint son Confident , & enfin, il remplit dans son cœur la place que Gaveston y avoit autrefois occupée. Dès qu'il se vit dans ce haut degré de faveur, il en abusa , comme son Prédécesseur avoit fait ; & par sa fierté outrée , & son avidité insatiable, il fit bien-tôt souhaiter que Gaveston n'eût pas été opprimé. Hugues son Pere , à qui il avoit fait conférer le titre de Comte de Winchester, avoit été jusqu'alors d'un caractère tout différent. On ne pouvoit lui rien reprocher, qui fût indigne d'un homme d'honneur & de probité. Dans tous les Emplois que le feu Roi & celui-ci lui avoient confiez, il s'étoit toujours conduit avec beaucoup de modération, de sagesse, & de désintéressement. Mais il ne fut pas se maintenir dans la reputation qu'il avoit acquise. Une tendresse aveugle pour son Fils, & l'ambition qu'il se mit en tête sur ses vieux jours, le firent tomber dans des excès qui le rendirent , aussi bien que son Fils, odieux à la Nation, & particulièrement à la Noblesse. On ne tarda pas longtems à s'apercevoir d'un mécontentement universel. Le Comte de Lencastre , toujours populaire & ennemi juré du Roi, malgré leur reconciliation extérieure, avoit su profiter de ces conjonctures, pour former un Parti capable de ruiner les deux Favoris. Il avoit fait comprendre à ses amis, que leur perte, & la sienne propre, étoient infail-
libles, s'ils ne trouvoient le moyen d'éloigner les deux Spencers de la Cour : Que le Roi, qui couvoit un secret desir de se venger, étoit à la vérité incapable de bien conduire un dessein : mais qu'on avoit tout à craindre de ce Prince assisté de ses deux nouveaux Ministres, bien plus habiles que Gaveston. Il ajouta, que ceux-ci n'étoient pas moins coupables que l'autre, de diverses infractions des Privileges du Peuple ; & que ce seroit en vain qu'on auroit travaillé jusqu'alors à réduire l'Autorité Royale à de justes bornes, si l'on permettoit que le Roi reprît ses premieres brisées, & recommençât à fouler aux pieds les libertez des Sujets. Ces raisons, alleguées par un Prince qui passoit pour désintéressé & plein de zèle pour le bien public, & jointes à l'envie que la fortune des Spencers excitoit, firent un si prompt effet, que l'ancienne Confédération fut renouvelée. Comme les Barons liguez avoient tout à craindre de l'habileté des Ministres, ils ne perdirent point un tems qui leur étoit précieux, à présenter des Requêtes au Roi, comme ils avoient fait au sujet de Gaveston. Une semblable conduite n'auroit produit d'autre effet, que de donner à leurs ennemis le tems de se préparer. Ainsi, sans donner à connoître leurs desseins, ils prirent la resolution de lever des Troupes avec autant de secret & de diligence qu'il seroit possible, & de surprendre le Roi & les Favoris, avant qu'ils eussent le tems de prendre aucunes mesures. Ce dessein fut exécuté avec tant de promptitude, qu'en très peu de tems, ils assemblèrent onze mille hommes, avec quoi ils ne craignirent point de se mettre en campagne. Leur premier exploit fut le saccagement des Ter-

res des Spencers, dont ils donnerent la commission à Hugues Mortimer, qu'on nommoit le *Jeune*, pour le distinguer de son Oncle qui portoit le même nom. Il s'en acquitta d'une manière si rude, & avec si peu de ménagement pour les Favoris, qu'en peu de jours il leur causa un dommage de plus de soixante-mille livres sterling. Ce coup étant fait, les Barons députerent au Roi quelques-uns de leur Corps pour lui présenter une Requête, par laquelle ils demandoient l'éloignement des deux Spencers. Edouard se sentant peu en état de reprimer leur audace, renvoya l'affaire au Parlement. Il ne doutoit nullement qu'il n'eût assez de crédit parmi les Communes, pour protéger ces deux Ministres. Mais la résolution que les Seigneurs prirent de demeurer armés, rompit toutes ses mesures. Plusieurs Membres du Parlement étant à la dévotion des Seigneurs, d'autres étant intimidés par l'Armée, & tous en général estimant trop peu les Spencers pour vouloir rien hasarder en leur faveur, ces deux Favoris furent bannis du Royaume, sans qu'il fût possible au Roi de parer le coup. On appella cette Assemblée le *Parlement des bandes blanches*, à cause de certaines marques blanches que les partisans des Seigneurs portoient pour s'entre-connoître. Quelques efforts que le Roi pût faire pour s'opposer à cette violence, il se vit contraint de céder à une force majeure, à laquelle il n'y avoit pas moyen de résister. Spencer le Pere étant alors absent du Royaume pour les affaires du Roi, le Fils fut ignominieusement conduit à Douvre, où on le fit embarquer, avec de grandes menaces s'il entreprenoit jamais de remettre le pied dans le Royaume.

EDOUARD II.
1320.

Les Seigneurs
demandent l'éloi-
gnement des deux
Favoris,

Qui sont bannis
par le Parlement.

AB. Publ. T. III.
pag. 391.

Edouard ressentit vivement cet affront, & jura de s'en venger. Mais peut-être auroit-on trouvé le moyen de l'appaiser, si la Reine qui, en semblables occasions, avoit accoutumé de servir de Médiatrice entre le Roi & les Seigneurs, n'eût cessé de rendre à ceux-ci les mêmes offices. Bien loin de faire des efforts pour rallentir la colère du Roi, elle prit soin de l'exciter à la vengeance, étant outrée d'un affront qu'elle venoit de recevoir de l'un d'entre eux, & dont elle rejettoit la faute sur tout le Parti. Voici quel étoit le sujet de son ressentiment.

Pendant qu'Edouard étoit si fort animé contre les Seigneurs, Isabelle ayant formé le dessein d'aller en pèlerinage à Cantorberi, avoit envoyé devant quelques-uns de ses Domestiques pour lui préparer un logement dans le Château de Leeds, appartenant à *Barthelemi Baldefmere* l'un des Barons confédérés. Comme tous ceux de ce Parti étoient alors dans une extrême défiance à l'égard du Roi, l'Officier qui commandoit dans ce Château, en refusa l'entrée aux gens de la Reine. Il y en eut même un de tué. Bien loin que Baldefmere pensât à désavouer l'action de cet Officier, sur les plaintes qui lui en furent faites, il eut l'audace d'écrire à la Reine une Lettre très insolente, dans laquelle il approuvoit expressément tout ce qui s'étoit passé. Il étoit difficile que cette Princesse, qui étoit fière & vindicative, souffrit cette injure sans

Affront fait à la
Reine par un des
Seigneurs ligues.

AB. Publ. T. III.
pag. 397.

EDOUARD II.
1320.

Elle excite le Roi
à la vengeance.

Le Roi leve des
troupes, & publie
une Proclamation
pour rassurer le
Peuple.
*Ann. Publ. T. III.
pag. 898.*

Il prend le Châ-
teau de Leeds &
fait pendre le
Commandant.

Il rappelle Spen-
cer le Jeune.
Ibid. Pag. 907.

Les Barons se
trouvent dans un
fâcheux état.

Spencer le Pere
est aussi rappelé.

Pag. 907.

s'en ressentir. Comme elle voyoit bien que l'union des Barons étoit l'unique cause de l'insolence de Baldesmere, elle crut que, pour pouvoir se vanger plus aisément de celui-ci, elle devoit faire des efforts pour rompre cette Confédération. Le Roi son Epoux attendoit patiemment une occasion favorable pour exercer sa vengeance : mais celle d'une femme ne sauroit souffrir de retardement. Dans le dessein où la Reine étoit de porter Edouard à la hâter autant qu'il seroit possible, elle lui persuada que cette conjoncture lui étoit avantageuse, pour se tirer de la sujettion où il se trouvoit : qu'en se hâtant de punir le Commandant de Leeds, comme il le méritoit, il inspireroit une telle terreur aux Barons qui ne s'attendoient à rien moins, qu'ils ne penseroient pas même à se défendre, quand ils le verroient les armes à la main, & en état de les ranger à leur devoir par la force. Edouard ayant goûté ce conseil, donna des ordres pour lever des Troupes. Mais, de peur d'y rencontrer quelque obstacle, & afin de rassurer ses Sujets qui commençoient à prendre l'alarme de cette levée, il publia une Proclamation, dans laquelle il protestoit, qu'il ne prenoit pas les armes pour faire la Guerre à son Peuple, mais uniquement, pour punir l'insolence d'un Particulier. Cette Proclamation ayant produit un bon effet parmi le Peuple, & les Barons n'ayant pas cru devoir engager le Royaume dans une Guerre Civile pour l'amour d'un simple Officier, le Roi leva une Armée sans opposition. Dès qu'elle fut en état de marcher, il alla sans différer assiéger le Château de Leeds ; & s'en étant rendu maître, il fit pendre le Commandant, avec quelques autres Officiers de la Garnison. Cet heureux succès lui ayant fait oublier sa protestation, il se servit des armes qu'il avoit à la main, pour se venger de ses ennemis. Dans cette résolution, il assiegea quelques autres Châteaux appartenans aux Barons, & en particulier celui de Warwick, dont il vint à bout avec la même facilité. Dès qu'il crut s'être rendu assez redoutable, il rappella Spencer le jeune, qui depuis son bannissement faisoit le métier de Corsaire, particulièrement contre les Vaisseaux Anglois.

Edouard continuant ses progrès, depuis le retour de son Favori, mit dans une consternation inexprimable les Barons confédérés, qui n'avoient pris aucune mesure pour se défendre. Ils auroient bien souhaité en cette occasion, d'avoir l'assistance de la Reine ; mais elle étoit trop irritée contre eux, pour vouloir les écouter. Dans cette fâcheuse situation, ils se virent exposés à la rage de leurs ennemis, qui ne les épargnerent pas. Cependant le Roi, de sa seule autorité, cassa la Sentence de bannissement donnée contre les Spencers, & fit revenir le Pere dans le Royaume, comme il avoit déjà rappelé le Fils. La diligence du Roi avoit jetté les Barons dans un si terrible embarras, qu'ils ne savoient quel parti prendre. Son Armée étoit au milieu du Royaume, prête à fondre sur les plus hardis. Le Peuple, ainsi qu'il arrive

ordinairement en semblables occasions, se rangeoit du côté du plus fort, de peur de se voir opprimé avant que les Barons fussent en état de le protéger. Dans cette extrémité, la plupart des Seigneurs liguez prirent le parti de se soumettre à la merci du Roi, & ce furent ceux qui agirent le plus sagement. Quant à ceux qui refuserent de suivre la même route, il y en eut plusieurs qui furent arrêtez & exécutez; quelques-uns chercherent un azyle au-delà de la Mer, & d'autres furent enfermez dans diverses prisons. Du nombre de ces derniers se trouva Mortimer le jeune, que les Spencers firent étroitement resserrer dans la Tour, mais qui sans doute n'auroit pas été traité si favorablement, si une puissante intercession ne lui eût sauvé la vie.

La Faction du Comte de Lencastre se trouvant extrêmement affoiblie, par la défection, la fuite, la prison, ou la mort de ses partisans, ce Seigneur, avec le peu de Troupes qu'il put assembler, se vit contraint de prendre la route du Nord. Il n'avoit point d'autre ressource que dans la protection des Ecossois, qui lui avoient promis du secours: mais il falloit l'aller joindre. La route qu'il tenoit, & quelques Lettres interceptées, firent connoître au Roi quel étoit son dessein. Pour le prévenir, il donna ordre au Chevalier *Harclay*, Gouverneur de Carlisle, d'assembler autant de Troupes qu'il pourroit, & d'aller au-devant du Comte pour lui couper les passages, ou pour l'amuser du moins, pendant qu'il le poursuivroit lui-même avec son Armée. Quelque diligence que le Comte de Lencastre pût faire, & quelques précautions qu'il prît pour retarder la marche du Roi, en ruinant le pays qu'il laissoit derrière lui, il se vit contraint de s'arrêter, après avoir passé la *Trent* sur le pont de Burton, afin d'en disputer le passage à l'Armée qui le poursuivoit. Mais Edouard s'étant retiré, pour aller chercher un autre passage, le Comte résolut de l'attendre de pied ferme. Néanmoins, soit par scrupule, ou par la crainte que la supériorité des forces du Roi lui inspireroit, il changea bien-tôt de résolution. Dans l'espérance de pouvoir se tirer de cet embarras, il s'avança jusqu'à Burgh, où couloit une autre Rivière qui n'offroit aucun autre passage, que par un pont que le Chevalier *Harclay* gardoit. Ainsi, dans l'extrémité où il se trouvoit réduit, il falloit nécessairement, ou se résoudre à combattre le Roi qui le talonnoit, ou tâcher de forcer ce passage, avant que l'Armée Royale l'eût atteint. Il prit ce dernier parti, & sans perte de tems, il fit attaquer le pont. La vigoureuse résistance des ennemis, la mort du Comte de Hereford (1) qui fut tué au commencement du combat, & la peur que les Troupes de Lencastre eurent d'être surprises par le Roi qui s'avançoit, les décou-

Edouard III
1321.

Plusieurs des Barons se soumettent au Roi.

D'autres sont punis.
Ann. Publ. T. III. pag. 927.
Mortimer le Jeune est mis à la Tour.

1322.
Le Comte de Lencastre marche vers l'Ecosse.

Le Roi le pour-
suit.

& l'atteint; mais
il ne peut l'attaquer.

Le Comte de
Lencastre fait at-
taquer un pont
gardé par Harclay.

(1) *Humphrey de Bohun*, qui épousa *Elisabeth* Fille d'*Edouard I.*, & Veuve du Comte de *Holland*. On dit qu'un Soldat *Gallois* le perça de dessous le Pont, par une fente. *TIND.*

EDOUARD II
1322.

Il est fait pri-
sonnier.

Le Roi lui fait
trancher la tête.
Ibid. pag. 936.

Baldesmero &
plusieurs autres
sont exécutés.

Les Spencers se
rendent fort odieux.

1323.
Expédition d'E-
douard en Ecosse.

ragerent tellement, qu'au lieu de continuer l'attaque, elles prirent la fuite, & se dispersèrent dans la campagne. Harclay s'apercevant de ce désordre, passa promptement le pont, & se mit à la poursuite des fuyards, parmi lesquels il fit un grand nombre de prisonniers. Le Comte de Lancastre, qui faisoit des efforts inutiles pour rallier ses gens, ayant trop longtems conservé l'espérance d'y réussir, ne put éviter le malheur d'être pris lui-même, avec quatre-vingts-quinze Barons ou Chevaliers, & d'être conduit au Château de Pontfract. Ce malheureux Prince se vit d'abord exposé aux insultes des soldats, qui l'appelloient par moquerie *le Roi Arthur*, à cause de certaines Lettres qu'on avoit interceptées, où il étoit désigné par ce nom. Mais ce ne fut pas là ce qu'il eut à souffrir de plus rigoureux. Peu de jours après, le Roi s'étant rendu à Pontfract, le fit comparoitre en Jugement devant un petit nombre de Pairs qui l'accompagnoient (1), parmi lesquels se trouvoient les deux Spencers. Ce fut par cette Assemblée faite à la hâte, & peu nombreuse, que ce Prince fut condamné à mourir de la mort des Traîtres. Mais en faveur de sa naissance, le Roi voulut bien lui épargner l'infamie de ce supplice, & se contenter de lui faire couper la tête. Neuf autres Seigneurs de son parti furent condamnés par la même Sentence, & exécutés à York. Le Lord Baldesmero, première cause de cette Guerre, & quatre autres Seigneurs, souffrirent la même peine à Londres, à Windsor, à Cantorbéry, & à Gloucester, afin de jeter l'épouvante dans tout le Royaume. Jamais, depuis la Conquête des Normans, les échafauts n'avoient été souillez d'une plus grande quantité de sang Anglois, qu'ils le furent en cette occasion (2). Ces inhumanitez furent attribuées aux Spencers, qui acheverent par là de se rendre odieux à tout le monde, & d'exciter dans le cœur de la Noblesse un desir de vengeance qui ne fut enfin que trop assouvi.

Edouard se persuada qu'après avoir eu de si heureux succès contre ses Sujets, il ne pouvoit que s'être rendu très redoutable aux Ecossois. Dans cette pensée il prit la résolution de marcher vers l'Ecosse, plein d'esperance de surprendre Robert, & de réparer par une seule expédition, toutes les pertes qu'il avoit faites depuis le commencement de son Regne. Pendant qu'il fut dans ses propres États, il trouva des vi- vres en abondance. Chacun s'empressoit d'en apporter à son Armée.

(1) Le Duc de Lancastre parut devant les Comtes de Kent, de Warren, de Winchester, d'Athol, & Angus. Dugdale. TIND.

(2) Speed nous a conservé la Liste suivante, des noms des Barons qui furent exécutés à mort. Le Comte de Lancastre, les Lords Warren-Lisle, Guill. Tachet, Thomas Mandate, Henri de Bradburn, Guill. Cheney, à Pontfract : Roger Clifford, Jean Mowbray, Jocelin d'Ervill, à York : Jean Gifford, à Gloucester : Henri Teyes, à Londres : François de Aldenham, à Windsor : Barthelemi de Baldejsmore, & Barthelemi d'Asburnham, à Cantorbéry. Outre ceux qui furent pendus avec des chaînes, on emprisonna soixante & douze Chevaliers, qui furent ensuite mis en liberté, après avoir payé de grosses Amendes, comme dit *De la Mer*. TIND.

moins par affection que par crainte. Mais s'étant mal à propos imaginé qu'il trouveroit les mêmes facilités dans le pays ennemi, il s'y vit tout à coup dans une disette effroyable. Ainsi, bien loin de pouvoir marcher plus avant, il fut contraint de s'en retourner en hâte, comme il lui étoit déjà arrivé une autre fois, sans que cette expérience l'eût rendu plus sage. Mais ce ne fut pas là toute la honte qu'il reçut de cette Expédition mal concertée. Il avoit à peine commencé à reprendre la route de ses Etats, que Robert se mit à ses trousses, & le poursuivit jusqu'en Angleterre même. Il l'atteignit enfin à *Blackmor*, où il lui enleva tout son bagage, & fut même sur le point de le faire prisonnier. L'Armée Angloise s'étant toute dispersée en cette occasion. Robert poursuivit sa marche, ravageant tout le pays ennemi par le fer & par le feu, jusques sous les murailles d'Yorck. Enfin, après avoir brûlé le Monastere de *Rippon*, & rançonné celui de *Beverley*, il s'en retourna dans son pays chargé de butin. Quelque fujet qu'eût ce Prince d'espérer de grands avantages de la continuation de la Guerre, il ne laissa pas d'entrer en négociation pour une Treve, qui fut enfin conclue le 13. de Mai de l'année suivante, pour treize ans. Il consentit d'autant plus volontiers à cette Treve, qu'il ne pouvoit se dispenser de donner quelque relâche à ses Sujets épuisés par une si longue Guerre. D'ailleurs, il esperoit de se reconcilier par ce moyen avec la Cour de Rome, qui lui faisoit entendre, que son absolution & de la levée de l'Interdit dépendoient de cette condescendance.

La soumission des Anglois, & la Treve faite avec l'Ecosse, pour plusieurs années, mirent Edouard précisément dans la situation qui convenoit le mieux à son naturel. Il se trouvoit sans occupations qui le détournassent de ses plaisirs, & il possédoit un Royaume paisible, dont il pouvoit remettre le Gouvernement entre les mains de ses Favoris, sans crainte d'être contrôlé par ses Sujets. C'étoit un bonheur auquel il n'avoit pu parvenir que cette année, qui étoit la seizième de son Regne. Cependant, la satisfaction dont il jouissoit, ne laissoit pas d'être quelquefois troublée par le souvenir du passé. La mort du Comte de Lencastre, dont il commençoit à se repentir depuis qu'il se trouvoit dans un état plus tranquille, lui causoit de tems en tems de fâcheux remords. Cela parut manifestement par la réponse qu'il fit à certains Seigneurs, qui lui demandoient la grace d'un Criminel condamné à mort ! *Est-il possible, s'écria-t-il, qu'un scélérat, tel que celui-ci, trouve tant d'amis qui me demandent sa grace, & qu'il ne se soit trouvé personne qui ait voulu me solliciter pour le Comte de Lencastre, mon proche parent ? Non, il ne sera pas dit qu'après avoir fait mourir un Prince, je pardonne à un coquin qui a si bien mérité la mort.*

Le caractère de Thomas, Comte de Lencastre, n'étoit gueres moins équivoque que celui du Comte de Leicester, dont il a été parlé dans le Regne de Henri III. Les partisans du Roi & des Spencers le traî-

EDOUARD II.
1323.

Il est obligé de s'en retourner.

Il est suivi & battu par Robert.

qui ravage l'Angleterre.

Treves de treize ans entre l'Angleterre & l'Ecosse.
AB. Publ. T. III.
pag. 1022.

Edouard se repent d'avoir fait mourir le Comte de Lencastre.

Incertitude touchant le Caractere du Comte de Lencastre.

EDOUARD II.
1323.

21.

Disgrace de Har-
clay.

Le Comte de
Lencastre est ca-
nonisé.

Grand pouvoir
des Spencers.

Ils persécutent
leurs ennemis.

toient de traître & de scélerat ; qui , ayant été pris les armes à la main contre son Roi , avoit été justement condamné. Mais le Peuple en gé-
néral avoit sa mémoire en vénération , le regardant comme un véritable Martyr de la Liberté. Immédiatement après sa mort , on couroit en foule à son tombeau (1) , où l'on prétendoit qu'il se faisoit divers Miracles. Le Roi fut même obligé d'enjoindre très expressément à l'Evêque de Londres , de faire cesser la superstition des Peuples de son Diocèse , qui alloient faire leurs prières devant un portrait de ce Comte , qu'on avoit mis dans l'Eglise de S. Paul. Selon les apparences , l'incertitude touchant le caractère de ce Prince auroit duré plus longtemps , si deux choses n'eussent déterminé les esprits en sa faveur. La première fut la punition du Chevalier Harclay , qui , ayant été fait Comte de Carlisle , pour récompense du service qu'il avoit rendu au Roi , tomba dans la disgrâce des Spencers , & eut la tête tranchée. On l'accusa d'avoir entretenu intelligence avec les Ecoffois. La seconde fut la canonisation de ce même Prince (1) , qui se fit en 1389. à la requisition d'Edouard III , fils de celui qui lui avoit ôté la vie. Après cela , il n'y eut plus aucun lieu de douter de la pureté de ses intentions. Du moins , il ne fut plus permis de diffamer ouvertement sa mémoire.

La mort de ce Prince , & le supplice des divers autres Seigneurs du même parti , avoient mis les Spencers au haut de la roue. Comme il ne se trouvoit plus personne qui fût en état de leur faire tête , ces deux Ministres faisoient , au nom du Roi , tout ce qu'ils croyoient convenable à leurs intérêts , sans se mettre en peine de ménager les restes d'un Parti entièrement réduit aux abois. S'ils avoient su modérer leur passion , & résister au plaisir de la vengeance , il n'y a point de doute qu'ils ne se fussent maintenus dans le haut degré de fortune où ils étoient montez. Ils auroient même fait passer à leur Maître une vie douce & tranquille. Mais où trouve-t-on des gens de ce caractère ? Ceux-ci , pour achever de se venger de leurs ennemis , rejetterent le Royaume dans des troubles plus grands & plus funestes que ceux qui venoient d'être apaisez. Non contents d'avoir fait mourir les principaux du Parti opposé , d'en avoir dépouillé d'autres de leurs biens , & d'en avoir fait condamner un grand nombre d'autres à un bannissement perpétuel , ils crurent qu'il manqueroit encore quelque chose à

(1) Le Comte de *Lencastre* fut enterré dans l'Eglise du Prieuré de *Pontefract*. Le Prieur & les Moines ayant publié qu'il se faisoit des Miracles à son Tombeau , le bruit s'en répandit si fort , que le Roi fut obligé d'ordonner qu'on fermât l'Eglise. La Lettre du Roi à l'Evêque de *Londres* au sujet du Portrait de ce Seigneur , est dans le Vol. III. pag. 1033. des *Actes Publics*. TIND.

(2) Le Pape fut sollicité de canoniser le Comte de *Lencastre* , en 1327 ; & le Roi *Edouard III* , donna la permission de bâtir une Chapelle au lieu où ce Seigneur avoit été décapité : mais la Canonisation ne fut faite que sous le Regne de *Richard II* , en 1389. TIND.

leur

leur sûreté, s'ils ne se délivroient pas de trois hommes qui leur causoient de l'inquiétude, & contre lesquels ils étoient extrêmement animés. C'étoient les Evêques de Lincoln & de Hereford, & Roger Mortimer le jeune. Ce dernier, qui leur avoit causé beaucoup de dommage, se trouvoit entre leurs mains, étant actuellement prisonnier à la Tour.

EDOUARD II.
1323.

La perte de Roger Mortimer, & des Evêques de Hereford & de Lincoln est étonnante.

Adam Orleton, Evêque de Hereford, étoit parvenu à cette Dignité, par la faveur du Pape Jean XXII, malgré tous les efforts que le Roi avoit faits pour y mettre obstacle. Ce Prélat, qui avoit peu ménagé la Cour en cette occasion, avoit bien jugé que le Roi ne manqueroit pas de se venger de lui, s'il en trouvoit les moyens. Par cette raison, il s'étoit jetté dans le parti du Comte de Lencastre, afin de se mettre à couvert de la persécution qu'il avoit sujet de craindre. Les affaires ayant tourné tout autrement qu'il ne se l'étoit proposé, & le Roi conservant un extrême ressentiment contre lui, sa perte fut résolue. Pour cet effet, il fut cité à venir répondre devant la Cour Royale, sur l'accusation de Haute-Trahison, qui avoit été intentée contre lui. Il comparut; mais il refusa de répondre ailleurs que devant la Cour Ecclésiastique, se fondant sur les privilèges de son Ordre. Ce refus ne lui auroit pas beaucoup servi, s'il n'eût pas été appuyé par les Archevêques de Cantorberi & de Dublin. Ces Prélats, regardant la Sentence que la Cour du Roi alloit prononcer, comme une infraction manifeste des immunités de l'Eglise, s'en allèrent, en compagnie de plusieurs autres Evêques, interdire aux Juges Royaux la connoissance de cette affaire. En même tems, ils les menacèrent de l'Excommunication, s'ils osoient passer plus avant. Quelque envie que le Roi & ses Ministres eussent de se débarrasser de ce Prélat, les oppositions du Clergé empêchèrent les Juges de prononcer la Sentence, & l'affaire fut renvoyée au Parlement. Mais en attendant la fin du procès, le Roi fit saisir le temporel de l'accusé.

Ils attaquent l'Evêque de Hereford & trouvent de l'opposition.
Ann. Publ. T. III.
pag. 617. 617.

L'Evêque de Lincoln, qui se trouvoit dans le même cas, comprenoit assez, par la démarche que le Roi venoit de faire, ce qu'il devoit attendre pour lui-même, en cas que l'Evêque de Hereford fût condamné. Un intérêt commun formant entre ces deux Prélats une liaison très étroite, ils s'appliquèrent à chercher ensemble les moyens d'exciter des troubles qui les missent à couvert de la vengeance du Roi. Malheureusement pour ce Prince, ils n'y réussirent que trop bien.

Les deux Evêques s'unissent ensemble.

Roger Mortimer le Jeune n'étoit pas, ou du moins ne paroissoit pas être dans des circonstances si favorables. Retenu dans une étroite prison, & n'ayant aucun caractère qui pût l'arracher à la vengeance des Favoris qui étoient extraordinairement animés contre lui, il s'attendoit à payer de sa tête les maux qu'il leur avoit faits. En effet, il fut condamné à mort : mais il trouva une puissante intercession auprès du Roi, qui, malgré les sollicitations de ses Favoris, changea sa peine en

Mortimer est condamné.

Le Roi lui fait grâce de la vie.

EDOUARD II.
1323.

Il fait de nouveaux Complots.

Il est condamné une seconde fois & il obtient encore sa grace.

Remarque sur ce sujet.

La Reine s'attire des chagrins de la part des Spencers.

Mortimer se sauve de la Tour & se retire en France.

une prison perpétuelle. C'étoit beaucoup pour Mortimer, que d'avoir évité la mort. L'état où il se trouvoit, sembloit demander qu'il attendît avec patience, que le tems amenât quelque changement en sa faveur. Mais un moyen si lent & si incertain n'étoit pas capable de calmer ses inquiétudes. Soit qu'il craignît que tôt ou tard le Roi ne se laissât gagner par ses ennemis, ou qu'il comptât sur la même protection qui lui avoit déjà sauvé la vie, il entra dans de nouveaux complots. Tout prisonnier qu'il étoit, il tenta de se rendre maître de la Tour, & en même tems du Château de Wallingford, par le moyen de ses amis. Ce complot ayant été découvert, un de ceux qu'il avoit employez fut condamné au gibet, lui-même subit une seconde fois la même Sentence. Cependant il obtint encore sa grace.

Quand on fait réflexion sur le grand crédit des Spencers, sur leur humeur vindicative, & sur le sujet qu'ils avoient de haïr personnellement Mortimer; on ne peut qu'être convaincu, que la protection qui l'arrachoit à leur vengeance, devoit être bien puissante. D'un autre côté, si l'on repasse toutes les circonstances de ce Regne, on trouvera qu'il n'y a point d'apparence qu'aucune autre personne que la Reine, ait pu obtenir une pareille faveur du Roi, contre l'interêt & les sollicitations des Ministres. Cette conjecture se trouve appuyée par la conduite scandaleuse que cette Princesse tint depuis avec Mortimer; d'où l'on peut inferer, que leur bonne intelligence avoit commencé longtemps avant qu'elle éclatât aux yeux du Public. On peut encore ajouter, pour confirmer cette pensée, ce que tous les Historiens rapportent unanimement, que la Reine se plaignoit sans cesse des rigueurs qu'on exerçoit contre les partisans du feu Comte de Lencastre. Cela donne lieu de présumer, que Mortimer étoit le principal sujet de ses plaintes. De plus, ce fut en même tems que les Spencers commencèrent à chagriner la Reine Isabelle; tellement que, par leurs persécutions, ils l'obligèrent à se plaindre au Roi de France son Frere, qu'elle n'étoit regardée que comme une servante dans la maison du Roi son Epoux. Or il ne paroît pas que les Favoris eussent d'autres sujets de lui donner du chagrin, que la protection qu'elle accordoit à Mortimer leur ennemi. Toutes ces raisons me persuadent que, dès ce tems-là, Isabelle vivoit en bonne intelligence avec Mortimer, & que la protection ouverte dont elle l'honoroit, attira sur elle-même la vengeance des Favoris. Les chagrins qu'elle en reçut, la porterent à chercher les moyens de se venger à son tour. C'est là véritablement la source des événemens que nous allons voir, touchant laquelle les Historiens se sont expliquez fort obscurément. Ajoutons tout d'une suite, pour ne revenir à Mortimer que quand il en sera tems, que bien-tôt après, ce jeune homme trouva le moyen de se sauver de la Tour, & de se tenir caché quelque tems en Angleterre, malgré les perquisitions qu'on fit faire pour tâcher de l'arrêter. Quoiqu'on se servît pour cela d'un

moyen qui manque rarement de réussir (1), il eut le bonheur d'échapper à cette recherche, & de se retirer en France. Apparemment il étoit caché en quelque endroit, où l'on n'auroit osé le chercher. Rapportons présentement les funestes effets que produisirent l'amour, l'ambition, la vengeance, qui agitoient alors les principales personnes de la Cour.

EDOUARD II
1323.

La paix qu'Edouard I. avoit faite avec la France, subsistoit toujours, sans que certains démêlez qu'il y avoit eu entre les deux Couronnes, sous les Regnes de *Louis Hutin* & de *Philippe le Long*, Fils & Successeurs de *Philippe le Bel*, eussent été capables de la rompre. Depuis que *Charles le Bel* étoit monté sur le Trône de France, après la mort de ses Freres, ces differends s'étoient considerablement accrus, à l'occasion de la juridiction que ce Prince prétendoit avoir sur la Guienne, en qualité de Seigneur Souverain de ce Duché. Il y a même apparence que Charles, mécontent des mauvais traitemens que la Reine Isabelle sa Sœur recevoit en Angleterre, cherchoit des occasions de donner à Edouard des marques de son ressentiment. Un accident imprévu, arrivé en Guienne, lui donna lieu de se satisfaire. C'est de là que prirent leur origine tous les malheurs qui fondirent, dans la suite, sur la tête du Roi d'Angleterre.

Affaires d'Edouard avec la Cour de France.

Dans un Bourg de l'Agenois, nommé *Saint Sardos*, dépendant de la Terre de Montpezat, il s'étoit commis certain excès, sur lequel les Officiers qu'Edouard tenoit en Guienne négligerent de rendre justice. Cette négligence donna lieu aux interressez d'en porter leurs plaintes au Roi de France, comme Seigneur Souverain. Charles ne laissa pas échapper cette occasion de faire valoir ses droits sur la Guienne. Il fit donner par la Cour des Pairs un Arrêt, qui condamnoit le Seigneur de Montpezat, & quelques autres Gentilshommes Gascons, au bannissement, & confisquoit leurs Châteaux au profit de la Couronne de France. En vertu de cet Arrêt, donné sans appeller le Roi d'Angleterre, ni ses Officiers, Charles voulut se mettre en possession du Château de Montpezat; mais il fut prévenu par les Anglois, qui y mirent une forte Garnison. Cette résistance donna lieu à un autre Arrêt, qui déclaroit la Garnison criminelle de felonie, pour s'être opposée à l'exécution du premier. Cependant, le Roi de France fit lever des Troupes dans le Perigord, & dans les Provinces voisines, à dessein de faire assieger le Château. Pour donner plus de couleur à cet armement, il se plaignit, qu'Edouard ne lui avoit pas rendu hommage pour la Guienne & pour le Comté de Ponthieu; & par là il se prépara un prétexte de confisquer ces Provinces, en cas que ses armes eussent le succès qu'il s'en promettoit. On vit en effet que son dessein n'étoit

Affaire qui donna au Roi de France une occasion pour le saisir de la Guienne.

(1) Cette maniere d'arrêter les criminels, s'appelle en Anglois *Hue and Cry*, sur quoi voi. *Smith, de Republicâ Anglorum*, Rar. Tit.

EDOUARD II.
1324.
Charles de Valois fait de grands progrès en Guienne.

AB. Publ. T. IV.
pag. 9.

pas de prendre seulement un Château, puisqu'il envoya une puissante Armée dans la Guienne, sous la conduite de Charles de Valois son Oncle, qui s'y empara de diverses Places. Il est certain, que rien n'étoit plus éloigné de la pensée d'Edouard, que de vouloir entrer en Guerre avec la France; & néanmoins, il ne fit aucune démarche pour l'éviter. Au-lieu de donner quelque satisfaction au Roi son Beau-Frere, en rendant justice aux interressez dans l'affaire de S. Sardos, & en lui offrant l'hommage auquel il étoit obligé, il garda toujours son caractère, qui lui faisoit négliger les affaires les plus importantes, pour ne s'attacher qu'à des bagatelles. Véritablement, il envoya des Commissaires en Guienne, avec un ordre public de faire des informations touchant l'affaire de S. Sardos. Mais leur commission secrete portoit, de faire tous leurs efforts pour obliger les plaignans à se désister de leur Appel; ce qui n'étoit pas travailler à la satisfaction du Roi de France. Quant à l'hommage, quoiqu'il ne prétendît pas le disputer, il se défendit de le rendre, sur ce qu'il n'avoit pas été sommé dans les formes. Cependant, il envoya le Comte de Kent son Frere, commander en Guienne; mais avec si peu de Troupes, que ce Prince n'osant pas tenir la Campagne, se renferma dans *la Reole*, où il fut assiégé, & enfin obligé de capituler.

Négociations à Paris.
AB. Publ. T. IV.
pag. 63, 98, 100.

Les Spencers causent du chagrin à la Reine.

Avant que le Comte de Kent passât en Guienne, il avoit été envoyé à Paris, pour tâcher d'accommoder le differend qui s'étoit ému entre les deux Couronnes. Il étoit même convenu avec la Cour de France, d'un Traité que le Roi son Frere refusa de ratifier. Ce fut là le sujet d'une longue Négociation, qui ne servit qu'à donner au Comte de Valois le tems de pousser ses progrès dans la Guienne. Enfin, Edouard voyant que ce Duché étoit dans un danger manifeste, voulut faire quelques préparatifs, qui donnerent occasion à la Cour de France d'équiper une Flotte, pour l'opposer à celle que les Anglois devoient mettre en mer. Les Spencers, toujours attentifs aux occasions de chagriner Isabelle, se servirent de celle-ci pour la dépouiller du Comté de Cornouaille, qui lui avoit été assigné pour sa dépense particuliere. Ils insinuerent au Roi, qu'il étoit dangereux de laisser ce pais entre les mains de la Reine, dans le tems qu'on étoit en Guerre contre le Roi son Frere. Ils ajouterent, que, selon les apparences, la Flotte que les François équipotent, étoit destinée à faire une invasion de ce côté-là. Il n'en fallut pas davantage pour obliger Edouard à reprendre cette Province, d'une maniere outrageante pour la Reine, sans dissimuler qu'il la croyoit capable d'entretenir une correspondance criminelle avec les ennemis de l'Etat. Cet affront, qu'elle ressentit vivement, joint à tant d'autres sujets de mécontentement qu'elle avoit contre les Spencers & contre le Roi, hâta vraisemblablement le projet dont on va voir le détail.

2325.

Bien qu'Edouard fit quelques préparatifs pour la Guerre, ce n'étoit

pas de la force de ses armes qu'il attendoit la restitution de ce qui lui avoit été enlevé. Il fondeoit sa plus grande espérance sur le Pape, qui ayant été choisi pour Médiateur entre les deux Couronnes, lui faisoit espérer une bonne issue de cette affaire. Pour travailler à cet accommodement, le Pontife envoya deux Nonces à Paris, où des Ambassadeurs d'Angleterre se rendirent aussi. Mais la négociation alloit si lentement, que les Anglois ne purent s'empêcher de témoigner de l'impatience. Comme ils paroissoient disposés à s'en retourner, une personne considérable de la Cour de France en prit occasion d'insinuer aux Nonces, que si le Roi d'Angleterre vouloit envoyer la Reine sa Femme à Paris, il n'y avoit point de doute qu'elle n'obtînt du Roi son Frere beaucoup plus que les Ambassadeurs ne pouvoient espérer. Les Nonces ayant fait cette ouverture aux Plénipotentiaires Anglois, ceux-ci résolurent que l'Evêque d'Exceter (1), l'un d'entre eux, feroit un voyage à Londres, pour persuader à leur Maître de suivre la voye qu'on leur avoit indiquée. Ce détail se voit dans une Lettre qu'Edouard écrivit au Pape sur ce sujet, insérée au Recueil des Actes Publics. Ce ne fut donc pas un expédient inventé par les Spencers pour se délivrer de la Reine, ainsi que quelques-uns l'ont avancé, puisque ce projet vint premièrement de la Cour de France. Il y a beaucoup plus d'apparence, que ce fut la Reine elle-même qui fit secrètement agir le Roi son Frere, afin d'avoir une occasion d'aller à Paris, & d'y commencer l'exécution du complot qu'elle avoit formé contre le Roi son Epoux & contre ses deux Favoris. Quoi qu'il en soit, cette proposition ayant été examinée dans le Conseil d'Edouard, on jugea que tout expédient étoit préférable à la Guerre, dans la conjoncture où l'Angleterre se trouvoit alors. Isabelle fut donc priée d'aller en France, à quoi elle parut se déterminer dans la seule vue de procurer la Paix entre les deux Rois. Immédiatement après son arrivée à Paris, elle obtint une courte Treve, pendant laquelle elle conclut un Traité avec le Roi son Frere. Ce Traité portoit, que le Duché de Guienne seroit remis tout entier entre les mains du Roi de France: Qu'ensuite les deux Rois se trouveroient à Beauvais, où Charles, à la priere de la Reine sa Sœur, restitueroit la Guienne à Edouard, qui lui en feroit hommage: Que dans cette restitution ne seroit point compris le Pais d'Agenois, conquis en dernier lieu par la France; mais qu'il seroit permis au Roi d'Angleterre d'intenter à cet égard un procès devant la Cour des Pairs, où l'on rendroit justice: Que si la Cour ordonnoit qu'Edouard fût remis en possession de ce Pais-là, il s'obligeoit à payer au Roi de France une certaine somme pour les frais de la Guerre; mais qu'il ne payeroit rien, s'il étoit débouté de ses prétentions. Le jour qui suivit la signature du Traité, les Commissaires de France, pour

EDOUARD II.
1325
Le Pape envoya
deux Nonces à
Paris pour travail-
ler à un accom-
modement entre
les deux Rois.
AB. Publ. T. IV.
pag. 105.

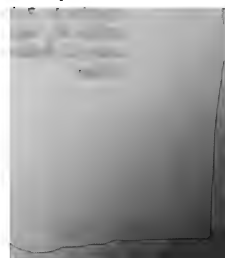
On proposa à
Edouard d'envo-
yer la Reine sa
femme à Paris.

Ibidem T. IV.
pag. 140.

Edouard y con-
sent.

Isabelle va en
France & y con-
clut un Traité.
Ibid. pag. 153.

(1) Il se nommoit *Gautier Stapleton*. TIND.



EDOUARD II.
1325.

Edouard se pré-
pare à partir pour
rendre son hom-
mage.

On lui propose
de céder la Guie-
nne au Prince son
Fils.

Il accepte la pro-
position.

Remarques qui
font voir que
Charles le Bel a-
gissoit de concert
avec la Reine sa
sœur.

des raisons qu'ils ne voulurent pas expliquer, prolongerent de quinze jours le terme de l'entrevue des deux Rois, qui avoit été fixé à la fête de l'Assomption de la Vierge.

Quelque désavantage qu'Edouard trouvât pour lui dans ce Traité, comme il vouloit éviter la Guerre à quelque prix que ce fut, il ne laissa pas de le ratifier, & de se préparer pour aller rendre son hommage. C'étoit avec beaucoup d'inquietude que les Spencers voyoient faire ces préparatifs, sachant qu'il y avoit dans le Royaume un grand nombre de mécontents, qui pourroit profiter de l'absence du Roi, pour exciter des troubles. Un expédient qui fut trouvé dans cet intervalle, soit en France, soit en Angleterre, les tira de cet embarras. On insinua au Roi, que s'il vouloit céder au Prince Edouard son Fils, âgé de treize ans, le Duché de Guienne & le Comté de Ponthieu, le Roi de France recevroit l'hommage du jeune Prince, & lui restitueroit les Places qu'il s'étoit engagé de rendre par le Traité. Vrai-semblablement, cette ouverture vint de la Cour de France, aussi bien que celle qui avoit procuré le voyage de la Reine à Paris. Mais on ne fit que l'insinuer au Roi comme la première, afin de l'engager à demander lui-même cette faveur. Quoi qu'il en soit, comme on est ordinairement enclin à se flatter, Edouard crut que, par considération pour lui, le Roi de France avoit trouvé cet expédient, pour le dispenser d'une corvée qui lui étoit très désagréable, ou que la Reine sa Femme avoit obtenu cette grace par ses sollicitations. Ni lui, ni les Spencers, ne s'aperçurent point du venin qui étoit caché sous cette proposition, en apparence très avantageuse. Ils ne doutoient nullement que l'administration de la Guienne ne demeurât toujours entre leurs mains, sous le nom du jeune Edouard, du moins pendant sa minorité. D'un autre côté, il ne paroissoit pas que la France dût trouver aucun avantage dans le changement proposé. Mais c'étoit cela même qui devoit le leur rendre suspect, puisqu'il arrive rarement qu'on fasse à autrui des propositions avantageuses, sans que ceux qui les font y trouvent quelque profit pour eux-mêmes, quoique d'abord il n'en paroisse rien. Néanmoins, comme Edouard ne soupçonnoit point la Reine sa Femme, il accepta sans balancer cette proposition, qui le dispensoit d'un voyage qu'il n'auroit fait qu'avec beaucoup de repugnance. C'étoit, pour ainsi dire, se jeter à corps perdu dans le piège qu'on lui tendoit, l'unique but de la Reine, dans toute cette intrigue, étant d'attirer le Prince son Fils auprès d'elle, & de se servir de lui pour ruiner le Roi son Epoux.

Il n'y a presque aucun lieu de douter, que le Roi Charles le Bel n'ait eu beaucoup de part à ce complot, quand on considère que ce fut de sa part que vint la première proposition d'envoyer Isabelle à Paris. Cela donne lieu de présumer qu'il fut aussi l'auteur de la seconde, qui tendoit à y faire venir aussi le Prince Edouard. En effet, s'il n'avoit

eu aucune vue secrete, quel avantage auroit-il pu trouver dans l'échange proposé? N'étoit-il pas plus honorable pour lui, de voir le Roi d'Angleterre à ses genoux, que son Fils. Cependant, bien loin qu'il paroisse qu'il ait formé aucune difficulté sur ce sujet, on voit dans diverses Pieces du Recueil des Actes Publics, qu'il y fit trouver de sa part toutes les facilitez possibles, par la précipitation avec laquelle cet Accord fut conclu. Le 21 d'Août, Edouard croyoit encore aller en France. Le 24. du même mois, il écrivit à Charles, pour s'excuser sur une prétendue maladie, de ce qu'il ne pouvoit se trouver à Beauvais au jour marqué. Le 2. de Septembre, il fit un transport pur & simple du Comté de Ponthieu, au Prince son Fils. Le 4. de même mois, Charles signa des Lettres Patentes, par lesquelles il consentoit à la substitution du Fils à la place du Pere, à condition que le Roi Edouard cederait à son Fils toutes les Terres qu'il possédoit en France. Mais cette condition avoit été déjà exécutée en Angleterre, deux jours auparavant, à l'égard du Comté de Ponthieu. On voit par-là, que cette Négociation fut commencée & terminée, entre le 23. d'Août, & le 4. de Septembre, tems qui paroîtra sans doute trop court, si l'on ne suppose que la Cour de France étoit déjà résolue d'accorder ce qu'elle savoit bien qu'on devoit lui demander. Si la substitution du Fils à la place du Pere n'avoit eu aucune suite, on n'auroit pas lieu d'y faire beaucoup d'attention, ce fait étant peu important en lui-même. Mais il a été nécessaire d'en rapporter les circonstances, pour faire voir que c'étoit un complot formé de longue main par la Reine, & un piège qu'elle tendoit au Roi son Epoux; & en même tems, qu'elle agissoit de concert avec le Roi de France son Frere. En effet, il est bien difficile de se persuader, que cette Princesse ait eu assez d'industrie pour faire entrer le Roi Charles dans ses projets, sans que ce Prince & son Conseil s'en soient apperçus. Il y a donc beaucoup d'apparence, qu'avant que de quitter l'Angleterre, Isabelle avoit fait entendre au Roi son Frere, qu'elle souhaitoit de se tirer de la sujettion où les Spencers la tenoient, & de se délivrer des mauvais traitemens qu'elle recevoit du Roi son Epoux, à leur instigation. Ainsi, l'on peut présumer avec beaucoup de vrai-semblance, que ce fut en vue de rendre service à la Reine sa Sœur, que Charles fit faire indirectement la proposition de l'envoyer à Paris: Que ce fut encore, pour suivre le même projet, qu'il se rendit si facile dans le Traité qu'il conclut avec elle, dans un tems où il pouvoit raisonnablement espérer de se rendre maître de la Guienne: Enfin, que ce fut dans le même dessein, qu'il consentit à recevoir l'hommage du Fils au-lieu du Pere. On ne peut presque douter que la prolongation du terme de l'hommage, sans en expliquer les raisons, ne fût une suite du même complot. On crut, sans doute, avoir besoin d'un peu plus de tems, pour persuader à Edouard d'envoyer le Prince son Fils à Paris, à quoi on se persuadoit qu'il trou-
EDOUARD II.
1325.
AB. Publ. T. IV.
pag. 163.

EDOUARD II.
1325.

Mexrai.

Le jeune Edouard
se rend à Paris.
*Ab. Publ. T. IV.
pag. 158. & suiv.*

Il y fit hom-
mage au Roi de
France.

Nouveau diffé-
rend entre les
deux Rois, qui
fournit à la Reine
Isabelle un pré-
texte de demeurer
à Paris.

Complots de la
Reine contre le
Roi son Epoux.

Sa passion pour
Mortimer.

roit les difficultez. On peut encore joindre à toutes ces preuves, que dans la suite, Charles permit à la Reine sa Sœur de demeurer en France, malgré les instances réitérées de son Epoux qui la rappelloit. De plus, les Historiens François avouent eux-mêmes, qu'il lui avoit promis du secours. Ajoutons encore à cela, la haine qu'Isabelle avoit conçue contre Spencer le jeune, & sa passion pour Mortimer, qu'elle ne se donna plus la peine de cacher dès qu'elle eut le Prince son Fils entre ses mains. Joignons y encore la promptitude avec laquelle tous les Seigneurs Anglois se déclarerent pour elle quand il en fut tems, ainsi que nous le verrons tout à l'heure. Ainsi, par l'amas & les liaisons de toutes ces circonstances, on ne peut qu'être convaincu que le projet d'Isabelle étoit déjà formé avant qu'elle partît d'Angleterre, & que le Roi son Frere ne l'ignoroit pas. Je me suis un peu étendu sur les particularitez de ce fait, parce qu'il m'a semblé que les Historiens ont parlé fort obscurément des causes qui produisirent la revolution dont on va voir le détail.

Les deux Rois étant convenus de l'expédient proposé, le Prince Edouard partit pour Paris, le 12 de Septembre 1325, après avoir reçu du Roi son Pere le don pur & simple du Duché de Guienne & du Comté de Ponthieu. Peu de jours après son arrivée, il rendit hommage au Roi son Oncle, qui lui rendit effectivement la Guienne; mais il garda l'Agenois, de quoi Edouard le Pere se plaignit beaucoup. Il prétendoit que, par le dernier Accord, Charles s'étoit engagé à rendre toute la Guienne à son Fils. Charles, au contraire, soutenoit que la restitution à laquelle il s'étoit engagé, étoit relative au dernier Traité par lequel il s'étoit réservé l'Agenois. Ce différend ne déplut pas à la Reine, qui avoit besoin d'un prétexte pour demeurer à Paris, d'où elle n'avoit pas dessein de partir si-tôt. Dès qu'elle eut le Prince son Fils entre ses mains, tous les Anglois qui s'étoient réfugiés en France, ou qui avoient été bannis de leur pays, s'assemblerent auprès d'elle. Roger Mortimer fut de ce nombre, & devint son principal Conseiller. Depuis ce tems-là, les Ambassadeurs d'Edouard n'eurent que peu d'accès auprès de la Reine, & ne furent plus consultez sur ce qui restoit encore à négocier touchant la restitution de l'Agenois. Au contraire, elle tenoit de fréquens Conseils, où elle n'admettoit que des ennemis déclarés du Roi son Epoux & des Spencers. Souvent même elle avoit avec Mortimer des Conférences secretes, qui donnoient lieu à bien des soupçons. Enfin, elle vint à garder si peu de ménagement dans les familiaritez qu'elle avoit avec lui, que les Serviteurs d'Edouard, qui se trouvoient à Paris, en étoient très scandalisés. D'un autre côté, son retour en Angleterre étoit différé de jour en jour, sous divers prétextes, malgré les ordres réitérés qu'elle recevoit du Roi son Epoux, de lui remener son Fils. Tous les Historiens assurent unanimement, qu'elle aimoit Mortimer. Quelques-uns ont dit que cette passion naquit à Paris ;

Paris ; mais il y a beaucoup plus d'apparence qu'elle avoit commencé en Angleterre, avant la prison de Mortimer, ainsi qu'il a été dit ci-devant. Quoi qu'il en soit, les secretes Conferences que la Reine avoit avec un fugitif qu'elle auroit dû éloigner de sa personne, comme un ennemi du Roi, ouvrirent enfin les yeux de l'Evêque d'Exceter, l'un des Ambassadeurs d'Edouard. Ce Prélat, voyant manifestement que son Maître étoit trahi, se déroba secrètement de la Cour de France, pour aller l'avertir de ce qui se passoit à Paris. Il l'informa non seulement de la conduite scandaleuse de la Reine à l'égard de Mortimer, mais il l'assura même qu'ils brassoient ensemble quelque complot contre lui. Il se fonda avec raison, sur les fréquens Conseils qu'ils tenoient avec les Exilez, sans que les Ambassadeurs y fussent admis. Edouard avoit déjà trouvé fort étrange, qu'après l'hommage rendu, la Mere & le Fils demeurassent si longtems en France ; & il leur avoit souvent écrit pour les rappeler. L'information qu'il venoit de recevoir de l'Evêque d'Exceter ayant achevé de lui ouvrir les yeux, il commença dès-lors à s'appercevoir de la grande faute qu'il avoit faite, en envoyant le Prince à Paris. Cela fut cause qu'il redoubla ses instances pour les faire revenir, & qu'il ordonna positivement à la Reine de le lui remener, sans que les raisons qu'elle avoit jusqu'alors alleguées la dussent arrêter un moment. Cet ordre étoit si pressant, qu'Isabelle se vit obligée de chercher d'autres prétextes. Elle lui fit écrire par le Roi son Frere, qu'elle ne pouvoit se résoudre à retourner en Angleterre, sans prendre auparavant quelque sûreté contre les mauvais traitemens qu'elle craignoit de la part de Spencer le jeune. Edouard répondit à cette Lettre, en justifiant la conduite de Spencer à l'égard de la Reine, & en prenant à témoin les Lettres mêmes pleines d'amitié & de confiance, qu'elle avoit écrites à ce Favori depuis qu'elle étoit en France. De plus, il assuroit le Roi son Beau-Frere, qu'il ne souffriroit jamais que Spencer, ni aucun autre de ses Sujets, manquassent au respect qui étoit dû à sa Femme. Il lui représentoit encore, que s'il ne se fût pas entierement confié à sa bonne-foi, il n'auroit jamais envoyé son Fils en France ; & qu'il le prioit de se souvenir de sa parole, & de le lui renvoyer au plutôt. Il écrivit à peu près de la même maniere à la Reine & au Prince : mais ces Lettres ne produisirent aucun effet. Isabelle étoit résolue de pousser sa pointe, & pendant qu'elle prenoit à Paris des mesures pour faire réussir ses desseins, ses amis la servoient utilement en Angleterre. Les principaux de ses partisans étoient Henri de Lencastre, Frere de celui qui avoit été décapité à Pontfract, & les Evêques de Lincoln & de Hereford. Ils n'eurent pas beaucoup de peine à former un puissant Parti contre le Roi, vu la disposition où les cruelles exécutions faites depuis peu avoient mis les Seigneurs Anglois.

Charles le Bel avoit promis du secours à la Reine sa Sœur, comme

Tome III.

R

EDOUARD II.
1325.

L'Evêque d'Exceter en informe le Roi.

qui tâche en vain de faire revenir la Reine & le Prince.

La Reine se plaint de Spencer.

Lettre d'Edouard à Charles sur ce sujet.
MS. Publ. T. IV. pag. 180.

Il se forme en Angleterre un parti pour la Reine.

EDOUARD II.
1326.
Isabelle traite avec le Comte de Haynaut, & ariété avec lui le mariage du Prince Edouard avec sa Fille.

les Historiens François n'ont pu s'empêcher de le reconnoître : mais il ne vouloit pas qu'il parût qu'il entroît dans ses complots. Il étoit donc nécessaire qu'Isabelle trouvât un protecteur qui n'eût pas le même scrupule, & qui pût ouvertement soutenir ses intérêts. Pour cet effet, elle fit rechercher le Comte de Haynaut, de qui elle crut pouvoir tirer quelques Troupes, afin d'en fortifier son Parti en arrivant en Angleterre. Mais comme elle ne pouvoit espérer de mettre ce Prince dans ses intérêts, sans lui faire trouver quelque avantage, elle conclut avec lui le Mariage du jeune Edouard son Fils, avec Philippe Fille de ce Comte, comme si elle eût eu le pouvoir de disposer du jeune Prince. Plusieurs Pieces qu'on trouve dans le Recueil des Actes Publics, font voir manifestement, que ce Mariage se traitoit pendant que la Reine étoit encore à Paris. On y voit, entre autres, une Lettre du Roi Edouard à son Fils, par laquelle il lui défendoit expressément d'entrer dans aucun engagement de mariage, sans sa participation.

Refutation de ce qu'on a dit, que le Roi de France chassa sa sœur,

Cependant, le Roi de France souffroit toujours qu'Isabelle demeurât à Paris, & lisoit, sans s'émouvoir & sans faire aucune réponse, les Lettres qu'Edouard lui écrivoit pour lui reprocher sa mauvaise-foi. Les avis qu'Edouard avoit reçus de l'Evêque d'Exceter, les vains prétextes dont la Reine se servoit pour différer son retour, & la connivence du Roi Charles sur ce sujet, le jettoient dans une espece de désespoir. Il voyoit manifestement qu'il se tramoit à Paris quelque complot contre lui, sans pouvoir deviner ce que c'étoit. Mais il comprenoit bien qu'il en devoit craindre les suites, tant que le Prince son Fils seroit entre les mains de ses ennemis. Presque tous les Historiens ont assuré, que le mépris que la Mere & le Fils témoignioient pour ses ordres, le portèrent enfin à les bannir du Royaume. Mais une Lettre qu'il écrivit au Pape sur ce sujet, fait voir clairement que c'étoit un faux bruit, qu'on faisoit courir en France pour justifier le retardement de la Reine. Dans cette Lettre, Edouard disoit au Pontife, *qu'une telle pensée ne lui étoit jamais venue dans l'esprit : que l'âge tendre de son Fils ne permettoit pas qu'on pût lui imputer sa désobéissance, dont la Reine seule étoit coupable ; & qu'il avoit trop d'affection pour l'un & pour l'autre, pour exercer contre eux une si grande cruauté.* Après avoir inutilement tenté tous les moyens dont il put s'aviser, pour les obliger à retourner en Angleterre, il tourna toute sa colere contre les Ambassadeurs qui avoient assisté la Reine dans la négociation du fatal Traité, & voulut les rendre responsables de l'événement. Il accusa particulièrement l'Evêque de Norwich & le Comte de Richemond, d'avoir prévarié dans l'exécution de leurs Ordres : en quoi il fit deux fautes capitales. La premiere, en ce qu'il accrut par là le nombre de ses ennemis, qui n'étoit déjà que trop grand. La seconde, en ce qu'il faisoit voir combien il étoit incapable de gouverner son Etat, puisque, comme auroit pu faire un Roi mineur, il re-

Lettre d'Edouard qui fait voir qu'il ne bannit pas la Reine.
AG. Publ. T. IV.
pag. 190.

Il accuse ses Ambassadeurs d'avoir prévarié.
pag. 193.

jettoit sur ses Ministres la faute qu'il avoit lui-même commise, en ratifiant ce Traité. Cette conduite ne pouvoit que donner un grand avantage à ses ennemis, dont le principal but étoit de persuader au Peuple, que ce Prince étoit peu propre au Gouvernement. A cette démarche imprudente il en ajouta une autre qui ne l'étoit pas moins, en déclarant la Guerre à la France, sans avoir rien de prêt pour la soutenir, & en donnant au Roi Charles un prétexte plausible de soutenir ouvertement les intérêts de sa Sœur.

Comme le projet qu'Isabelle forma de détrôner le Roi son Epoux, a quelque chose de fort odieux, les Historiens François ont voulu faire entendre, que Charles le Bel son Frere n'y étoit nullement entré. Au contraire, ils assurent qu'aussi-tôt que ce Prince en fut informé, il la chassa de ses Etats, & défendit à tous ses Chevaliers de lui donner du secours. Ils auroient dit toute la vérité, s'ils eussent ajouté, qu'il ne fit cette démarche que quand Isabelle eut achevé de prendre toutes ses mesures avec le Comte de Haynaut, & qu'elle fut sur le point d'exécuter son projet. Mezerai n'a pu s'empêcher de faire connoître ce qu'il en pensoit, quand il a dit que les Spencers semerent tant d'argent dans la Cour de France, que Charles gagné par des présens, ou intimidé par les menaces d'une rupture, défendit à ses Sujets d'assister la Reine. Il est vrai qu'il ajoute, que sur ce que Mortimer, qui s'étoit sauvé de la Tour, étoit allé trouver la Reine Isabelle à Paris, Charles, ennemi de ces turpitudes, ne voulut plus la souffrir dans ses Etats. Mais il est aisé de comprendre, que ce Prince n'agissoit pas par ce motif, puisqu'il n'est pas vrai que Mortimer allât trouver la Reine en France, où il étoit deux ans avant elle. Au contraire, il est certain que Charles souffrit plus de seize mois durant, que toute sa Cour fût témoin des familiaritez de sa Sœur avec Mortimer. Que si dans la suite il la chassa de ses Etats, ce ne fut que sur l'incertitude de l'événement, pour ne pas encourir le blâme d'avoir approuvé sa conduite, en cas qu'elle ne réussît pas.

Isabelle ayant quitté la Cour de France, alla passer quelques jours à Abbeville, d'où elle se rendit à Valenciennes. Immédiatement après son arrivée, elle ratifia le Traité conclu entre elle & le Comte de Haynaut, & fit fiancer le jeune Edouard avec la Princesse Philippe. Peu de jours après, elle prit la route de Dordrecht, où elle fit embarquer les Troupes que le Comte de Haynaut lui fournissoit, qui s'y trouverent toutes prêtes, avec les Vaisseaux nécessaires pour les transporter. C'étoit Jean de Haynaut, Frere du Comte de ce nom, qui en avoit le commandement; & la Reine lui accorda comme une faveur singulière, la permission de prendre le titre de son Chevalier. Quelques-uns ne font monter ces Troupes qu'à trois-mille hommes. D'autres disent qu'elles étoient en beaucoup plus grand nombre. Mais ce n'étoit pas tant sur les forces qu'elle menoit avec elle, qu'elle fondeoit ses espé-

EDOUARD II.
1326.
AB. Publ. T. IV.
pag. 118.

Il déclare la guerre à la France.

Charles favorise les complots de sa sœur.
Mezerai.

La Reine se rend à Valenciennes, & va s'embarquer à Dordrecht.

EDOUARD II.
1326.
Elle arrive en
Angleterre, où les
Mécontents vont la
joindre.

rances, que sur le mécontentement des Anglois, & sur le grand nombre de partisans que ses amis lui avoient procurez en Angleterre. Elle débarqua le 22. de Septembre dans la Province de Suffolck, où Henri de Lencastre la joignit avec quelques autres Seigneurs (1). En même tems, les ennemis des Spencers s'empresserent à lever des Troupes pour aller à son secours, & bien-tôt son Armée se trouva si nombreuse, qu'elle inspira de la terreur à ceux qui auroient eu envie de servir le Roi. Ce malheureux Prince, qui avoit été averti assez à tems qu'on faisoit à Paris quelque complot contre lui, s'étoit amusé à son ordinaire, à chercher des remèdes peu efficaces aux maux qui le menaçoient. Au-lieu de travailler de bonne heure à lever une Armée, & à équiper une Flotte, qui auroient pu déconcerter les projets de ses ennemis, il s'étoit contenté d'écrire au Pape & au Roi de France, des Lettres qui n'avoient de rien servi. Aussi, à l'arrivée des forces étrangères, se trouva-t-il abandonné de tout le monde, & hors d'état de faire tête à ses ennemis. Ce fut en vain qu'il publia une Proclamation, pour ordonner à ses Sujets de courir sus aux Etrangers, & qu'il mit à prix la tête de Mortimer : personne ne se hâta de lui obeir. Le Comte de Kent même, son Frere, prit le parti des Mécontents, & se joignit à la Reine. Dans cette extremité, il prit la résolution de se retirer dans les Provinces occidentales, avec les deux Spencers, le Comte d'Arundel, le Chancelier *Baldock*, *Simon Reading*, & quelque petit nombre d'autres attachez à la fortune des Favoris.

Edouard se trouve abandonné de tout le monde.
AS. Publ. T. IV.
pag. 232.

Il se retire vers les Provinces de l'Ouest.

La Reine publie un Manifeste.
Pag. 236.

Cependant, la Reine, dont l'Armée grossissoit tous les jours par les Troupes qu'on lui amenoit de tous côtez, publia un Manifeste tant en son nom, qu'en ceux d'Edouard son Fils & du Comte de Kent, dans lequel ils expofoient le motif de leur armement. Ils prétendoient, que leur unique but étoit de délivrer l'Eglise & l'Etat des oppressions à quoi les expofoient le mauvais Gouvernement du Roi, & la Tirannie des Spencers. Ils ajoutoient, que ces indignes Favoris, & leurs adherans, devoient être regardez comme des ennemis de l'Etat, puisque par leurs pernicioeux conseils, par l'abus qu'ils faisoient de l'autorité du Roi, ils ôtoient injustement la vie aux uns, les biens & la liberté aux autres, sans aucun égard aux Loix du Pais, ni aux privileges des Sujets. Ce Manifeste fut publié à Wallingford, le 15. d'Octobre, pendant que la Reine étoit en marche pour aller à la poursuite du Roi.

Elle poursuit le Roi,

Edouard se trouvoit alors peu en état de résister à ses ennemis. Tous les efforts qu'il avoit faits pour lever des Troupes, avoient été inutiles : personne n'avoit voulu s'exposer au ressentiment de la Reine, ni hazarder son bien & sa vie pour un Prince malheureux, qu'on regardoit

(1) Entre autres, *Edouard*, Comte de Kent, Frere du Roi; *Aimeric de Valence*, Comte de Pembroke; le Comte de *Leycester*; avec les Evêques de *Hereford*, de *Lincoln*, d'*Ely*, & de *Dublin*. TIND.

déjà comme perdu. Dans cette extrémité, ne voyant aucune ressource en Angleterre, il voulut se retirer en Irlande, après avoir laissé Spencer le Pere dans Bristol. Il s'imaginoit que le siege de cette Place occuperoit si longtems la Reine, qu'elle lui donneroit le loisir de prendre quelques mesures. Suivant cette résolution, il s'embarqua sur un petit bâtiment, & mit à la voile pour l'Irlande. Mais les vents contraires ne lui ayant pas permis de continuer sa route, il fut rejeté sur les côtes du País de Galles, où il se vit contraint de prendre terre, & de se cacher dans l'Abbaye de *Neithe*, en attendant que le vent devînt favorable, ou qu'il pût former quelque autre dessein. Pendant que ce malheureux Prince avoit de la peine à trouver dans son propre Royaume un lieu où il pût être sûrement, la Reine parcouroit les Provinces avec une merveilleuse rapidité. Tout le monde s'empressoit à l'envi, à lui fournir toutes les choses nécessaires pour la subsistance de son Armée. Enfin, elle arriva devant Bristol, où Spencer ne fit qu'une très legere résistance. Cette Ville s'étant rendue, après un siege de peu de jours, ce vieillard, âgé de quatre-vingt-dix ans, y fut incontinent pendu, sans aucune formalité de Justice.

Pendant la Ville de Londres, suivant l'exemple de tout le reste du Royaume, se déclara pour la Reine. Ce fut en vain que *Stapleton* Evêque d'Exceter, que le Roi y avoit laissé avec le titre de Gardien, voulut la conserver à son Maître. Les efforts qu'il fit pour cela, ne servirent qu'à exciter contre lui la fureur de la populace, qui, après lui avoir fait souffrir divers tourmens, lui fit enfin couper la tête (1). Ce même peuple, déchainé contre le Roi, se rendit maître de la Tour, & mit en liberté tous les prisonniers que les Spencers y avoient fait enfermer.

Ce fut à Bristol, où la Reine séjourna quelques jours, qu'elle apprit que le Roi s'étoit embarqué pour l'Irlande. Comme il n'avoit laissé le soin du Gouvernement à personne, les Seigneurs qui accompagnoient la Reine, se servirent de ce prétexte, pour élire *Gardien* ou Régent du Royaume, le jeune Edouard, qui en accepta l'administration. Après cela la Reine se rendit à Gloucester, qui lui ouvrit ses portes. Elle y publia une Proclamation, pour inviter le Roi à venir reprendre le Gouvernement du Royaume: mais il n'y avoit aucune sincerité dans cette démarche. Non seulement elle n'avoit pas intention de remettre l'Autorité souveraine entre les mains du Roi, mais elle savoit bien qu'il n'oseroit jamais prendre aucune confiance en elle, après en avoir été si cruellement traité.

Pendant que la Reine étoit à Gloucester, le bruit s'étant répandu que le Roi étoit caché quelque part dans le País de Galles, Henri de

EDOUARD II.
1326.
Qui laisse Spencer le Pere à Bristol, & veut se retirer en Irlande. Le vent le rejette sur la côte. Il se cache dans le país de Galles.

La Reine prend Bristol & fait pendre Spencer le Pere.

Londres se déclare pour la Reine.

L'Evêque d'Exceter y est décapité.

Les Seigneurs élisent le Prince Edouard pour Gardien du Royaume.
Ann. Publ. T. IV. pag. 237.

La Reine publie une Proclamation pour inviter le Roi à revenir.

Le Roi est arrêté, & conduit à Monmouth.

(1) Cet Evêque d'Exceter fit de grands biens à l'Université d'Oxford. Il y fonda & dota le College d'Exceter, & la Halle du Corf (*Hart-Hall.*) T I N D.

EDOUARD II.
1326.

Lencastre fut détaché de l'Armée pour l'aller chercher. Ses soins, & la récompense de deux mille livres sterling que la Reine avoit promise à ceux qui lui livreroient Spencer le jeune, lui firent bien-tôt trouver ce malheureux Prince, dans le lieu où il avoit prétendu se cacher. Il n'avoit que Spencer, le Chancelier Baldock, Simon Reading, & un petit nombre de Domestiques, tout le reste l'ayant abandonné dans sa mauvaise fortune. Comme l'Abbaye de Nethe n'étoit pas un lieu propre à garder ces prisonniers, Henri de Lencastre les conduisit au Château de Monmouth, en attendant de nouveaux ordres. Dès que la Reine fut informée que le Roi son Epoux & les principaux de ses ennemis étoient en son pouvoir, elle tint Conseil pour savoir de quelle maniere elle devoit se conduire dans cette conjoncture. Le résultat de ce Conseil fut, qu'on enverroient l'Evêque de Hereford au Roi, pour lui demander le Grand Sceau, tant pour l'empêcher de s'en servir contre la Reine, que pour pouvoir convoquer un Parlement, sans quoi on ne pouvoit rien faire qui ne manquât d'une autorité légitime. Si ce qui s'étoit passé jusqu'alors avoit fait connoître au Roi les desseins de ses ennemis, ceci acheva de le convaincre qu'on ne vouloit plus garder de mesures avec lui, puisqu'en lui ôtant le Grand Sceau, on le privoit en même tems de l'exercice de l'Autorité Royale. Il le livra pourtant sans témoigner aucune repugnance, & donna pouvoir à la Reine & au Prince son Fils, de s'en servir comme ils le jugeroient à propos, même pour les choses qui ne seroient que de pure grace. Ce fut le dernier acte d'autorité que fit ce Prince, qui peu de tems après fut conduit au Château de Kenelworth.

On l'oblige à
livrer le grand
sceau.

Ibid. Pag. 237.

Il est conduit au
Château de Kenelworth.

La Reine convoque un Parlement au nom du Roi.

Pag. 242.
Le Comte d'Arundel est décapité à Hereford.

Spencer le Fils, & Simon Reading y sont pendus.

Baldock meurt en prison à Londres.

Dès que la Reine eut le Grand Sceau en sa possession, elle s'en servit à son avantage, tant pour ordonner le payement de ses propres dettes, que pour convoquer un Parlement au nom du Roi prisonnier. Elle n'eut pas la patience d'attendre le tems de cette Assemblée, pour se venger de Spencer & de ses autres ennemis. Le Comte d'Arundel (1) avoit déjà été décapité par ses ordres à Hereford, & ce fut en ce même lieu qu'elle voulut sacrifier les autres à sa vengeance. Elle se mit en marche vers cette Ville, faisant conduire ses prisonniers d'une maniere outrageante, afin de les exposer dans tout le chemin aux insultes & aux malédictions du Peuple. Dès qu'elle y fut arrivée, elle fit faire sommairement le procès à Spencer & à Simon Reading, dont le premier fut pendu à une potence haute de cinquante pieds, & l'autre dix pieds plus bas. Quant au Chancelier Baldock, comme il étoit dans les Ordres Ecclésiastiques, & qu'on n'osoit proceder contre lui de la même maniere, on le mit entre les mains de l'Evêque de Hereford, qui le conduisit à Londres. Mais en entrant dans la Ville la populace se jeta sur lui, & après l'avoir extraordinairement

(1) Son nom étoit *Edmond Fitz-Alan*. Il descendoit d'une Fille de la Famille des *Albini* Comtes d'*Arundel*. *Mortimer* le haïssoit mortellement. *TIND.*

maltraité, elle le traîna dans les prisons de Newgate, où il mourut des coups qu'il avoit reçus. EDOUARD II.
1326.

Les Favoris & les Ministres ayant ainsi reçu la récompense de leur orgueil & de leur barbarie, la Reine se rendit à Londres, pour y prendre de nouvelles mesures touchant le Parlement qui s'y devoit assembler. Elle entra en triomphe dans cette Capitale, aux acclamations du Peuple qui la nommoit sa Libératrice, & lui témoignoit sa reconnaissance, pour le prétendu service qu'elle venoit de rendre à l'Etat. Le Parlement s'étant assemblé au mois de Janvier 1327, la première chose qu'on y agita, fut la déposition du Roi, à quoi tout le monde étoit déjà préparé, sans que ce malheureux Prince trouvât un seul de ses Sujets qui voulût défendre sa cause. Il y fut résolu d'un consentement unanime, que le Roi seroit déposé, & qu'Edouard son Fils seroit fait Roi en sa place. Les chefs de l'accusation intentée contre lui furent rédigez en plusieurs Articles, entre lesquels il y en avoit quelques-uns fort exagerez, & d'autres qui n'étoient que de pures redites, afin d'en grossir le nombre. En général, il étoit accusé de n'avoir pas gouverné selon les Loix du País : de s'être servi de mauvais Conseillers, & d'avoir rejeté les conseils de ses fideles. Sujets. Cet Acte ayant passé d'une commune voix, le jeune Edouard fut proclamé Roi dans la Grande Salle de Westminster, sous le nom d'Edouard III. Ensuite l'Archevêque de Cantorberi prononça un Sermon sur ces paroles, *Voix du Peuple, voix de Dieu*, dans lequel il tâcha de justifier ce que le Parlement venoit de faire, & exhorta le Peuple à invoquer le Roi des Rois, en faveur du nouveau Souverain.

Quand la nouvelle de cette rigoureuse Sentence fut portée à la Reine, elle en parut extrêmement touchée, jusqu'à répandre une grande abondance de larmes. Mais cette douleur apparente ne s'accordoit gueres avec toutes les démarches qu'elle avoit faites pour ruiner son Époux ; moins encore avec sa passion pour Mortimer, dont elle donnoit des marques si publiques, qu'il étoit impossible de s'y méprendre. Le Prince son Fils, que son âge rendoit moins soupçonneux, fut peut-être le seul qui se laissa toucher par ses feintes larmes. Poussé par ses généreuses inclinations, il fit un vœu solennel de n'accepter jamais la Couronne pendant la vie du Roi son pere, sans son consentement exprès. Ce vœu déconcerta un peu les mesures du Parlement. Il craignoit qu'Edouard le Pere ne voulût s'obstiner à garder le titre de Roi, quoique dépouillé de toute son autorité. Dans cet embarras, on jugea qu'il étoit absolument nécessaire de l'obliger à resigner la Couronne au Prince son Fils. Suivant cette résolution, on lui envoya les Evêques de Lincoln & de Hereford, afin de l'y préparer. Ensuite le Parlement nomma douze Commissaires, savoir trois Evêques, trois Comtes, deux Barons, deux Abbez, & deux Juges auxquels on ajouta le Juge *Trussel*, comme Procureur spécial du Peuple, pour lui

1327.
Le Parlement
s'assemble.

Edouard y est
déposé, & le Prin-
ce son Fils élu en
sa place.

Feinte affliction
de la Reine.

Le Prince E-
douard fait vœu de
n'accepter point
la Couronne sans
le consentement
de son Pere.

Le Parlement
oblige le Roi à re-
signer la Couron-
ne.

EDOUARD II.
1327.

déclarer que les Anglois n'étoient plus liez par le serment qu'ils lui avoient prêté, & pour recevoir sa resignation. L'acharnement qu'on avoit contre ce malheureux Prince, parut manifestement dans le choix qu'on fit des deux premiers Evêques, que le Roi avoit toujours regardés comme ses ennemis, & qui en effet s'acquitterent de leur commission d'une maniere assez rude. Au-lieu de lui donner quelque consolation, ils insultèrent à sa disgrâce, en voulant lui persuader qu'on le déposoit pour son propre bien, & dans la vue de le décharger du fardeau du Gouvernement, afin qu'il pût vivre plus heureusement qu'il n'avoit vécu jusqu'alors. Mais comme leur discours malicieux ne produisoit pas un grand effet sur son esprit, ils lui déclarèrent nettement, qu'il ne pouvoit se dispenser de se conformer aux desirs du Parlement, sans rendre sa condition plus malheureuse. Ils ajouterent, que son obstination causeroit un très grand préjudice à sa Famille, puisque, s'il refusoit de resigner sa Couronne au Prince son Fils, la Nation étoit résolue d'élire un Roi qui n'auroit aucune relation à la Famille Royale. Après ce discours, ils le laisserent, pour lui donner le tems de penser à ce qu'il devoit répondre aux Commissaires qui venoient recevoir sa resignation, .

Triste état d'Edouard.

A l'arrivée des Députés, ce malheureux Prince sortit de sa chambre, vêtu de deuil, & marquant dans sa contenance, le trouble dont il étoit agité. Comme il étoit déjà informé du sujet de cette Députation, la vue de cette puissance formidable qui venoit le dépouiller de la Royauté fit une telle impression sur son esprit, qu'il tomba dans une défaillance dont il eut de la peine à revenir. Dès qu'il eut rappelé ses esprits, les Députés l'informerent du sujet de leur commission, & lui représenterent les fâcheuses suites que son refus pourroit avoir. Alors ce Prince infortuné, dans un abattement qu'on ne pouvoit voir sans pitié, leur répondit : Qu'il se soumettoit à tout ce qu'on demandoit de lui, avec d'autant plus de resignation, qu'il reconnoissoit que ses péchez étoient l'unique cause de ses malheurs. Il ajouta néanmoins, qu'il ne pouvoit regarder, sans une extrême affliction, la haine que son Peuple avoit conçue contre lui : mais que si sa douleur pouvoit recevoir quelque soulagement, c'étoit par la considération de la bonté que ses Sujets avoient pour son Fils, dont il leur étoit sensiblement obligé.

Sa Réponse aux Députés.

Il résigne toutes les marques de la Royauté.

Procédure nouvelle sur ce sujet.

Après cette réponse, il fallut procéder à la cérémonie de la Resignation, qui ne consista qu'en ce peu de formalitez. C'est que le Roi remit entre leurs mains, la Couronne, le Sceptre, & les autres marques de la Royauté. Après cela Trussel s'adressant au Roi, lui parla de cette sorte, formant lui-même le stile d'une procédure, dans laquelle il n'y avoit aucun exemple précédent à imiter. *Moi Guillaume Trussel, Procureur du Parlement, & de toute la Nation Angloise, je vous déclare en leur*

nom

nom & en leur autorité, que je revoque & retracte l'hommage que je vous ai fait ; & dès ce moment je vous prive de la Puissance Royale, & proteste que je ne vous obéirai plus comme à mon Roi. Après ces paroles, le Grand Maître rompit sa baguette, & déclara que tous les Officiers du Roi étoient déchargés de leur service. Ce fut par là que finit le Règne d'Edouard II, dans la quarante-troisième année de son âge, après avoir duré dix-neuf ans, six mois & quinze jours.

EDOUARD II.
1327.

Ce Prince étoit d'un génie très borné, qui ne lui permettoit pas de distinguer ce qui lui étoit avantageux, d'avec ce qui lui pouvoit nuire. Il suivoit son caprice, sans se mettre en peine des suites, & sans avoir la capacité de remédier aux malheurs qu'il s'attiroit lui-même par cette conduite. Quoiqu'il eût plusieurs défauts, on peut pourtant assurer, qu'il étoit plus foible que méchant. Enfin, pour faire son portrait en peu de mots, il n'y a qu'à dire qu'il étoit fort ressemblant à Henri III. son Ayeul. Edouard son Pere, bien plus habile que lui, & instruit par les malheurs des deux Rois ses Prédécesseurs immédiats, évita toujours, comme un écueil très dangereux, les occasions de se brouiller avec la Noblesse, aimant mieux souffrir quelque chose, que de risquer son repos, pour satisfaire son ressentiment. Celui-ci n'eut pas assez de capacité pour suivre un si bon exemple, ni pour profiter de ses instructions. Il se livra tout entier à ses Favoris, & il aima mieux perdre l'affection de son Peuple, que se priver du plaisir de faire du bien à ceux qu'il aimoit. Sa foiblesse & son peu de génie lui attirèrent le mépris de ses Sujets ; mépris qui se changea bien-tôt en haine, quand on vit qu'il sacrifioit tout à ses passions. Il eut le malheur d'avoir une femme belle & galante, qui se laissant aller à une honteuse passion, lui porta le dernier coup, peut-être de peur d'en être elle-même prévenue. Certainement, il fut traité avec trop de rigueur par ses Sujets, dont l'insolence s'étoit considérablement accrue à cause de la foiblesse de leur Souverain. On ne peut remarquer sans étonnement, qu'il ne s'en trouva pas un seul qui voulût tirer l'épée pour lui. Je n'entreprendrai pas de décider jusqu'où pouvoient aller, en ce tems-là, les droits du Peuple à l'égard du Roi. Je dirai seulement, qu'on ne pouvoit se fonder sur aucun exemple, puisque, c'est ici le premier que l'Histoire d'Angleterre fournit, d'un Roi déposé par ses Sujets, du moins depuis la Conquête. On a reproché à la mémoire d'Edouard II, qu'il étoit sujet au vin. Quelques-uns ont parlé de la passion qu'il eut pour Gaveston, d'une manière à faire penser qu'elle étoit des plus criminelles. D'autres, au contraire, ont loué sa continence. En effet, on ne trouve point qu'il ait eu ni des Maîtresses ni des Bâtards, ainsi que quelques-uns de ses Prédécesseurs. Il fonda le Collège d'Oriel (1) & l'Ecole

Caractere d'Edouard II.

Fondations d'Edouard II.

(1) On attribue la fondation du Collège d'Oriel à Edouard II., quoiqu'il n'eût
Tome III.

EDOUARD II.
1327.

Ses Enfants.

de *Ste. Marie*, dans l'Université d'Oxford, & un Monastere d'hommes dans la Terre de Langley.

Ce Prince eut d'Isabelle de France sa Femme, deux Fils, & autant de Filles. L'ainé des Fils étoit Edouard III, qui lui succéda. Le second qui avoit nom Jean, & qui étoit surnommé d'Eltham lieu de sa naissance, mourut à la fleur de son âge, sous le Regne d'Edouard son Frere, sans laisser de posterité. *Jeanne*, l'ainée des Filles, épousa David Roi d'Ecosse. La seconde, nommée *Alienor*, fut Femme de Renaud Duc de Gueldre.

Tremblement de terre.

Abolitions de l'Ordre des Templiers.

Je finirai l'Histoire de ce Regne, par deux événemens dont je n'ai pas eu occasion de parler ailleurs. Le premier fut un Tremblement de terre, le plus terrible qu'on eût jamais senti dans la Grande-Bretagne. Le second fut la destruction de l'Ordre des *Templiers*, tant en Angleterre qu'en tous les autres Etats Chrétiens. Cet Ordre avoit été formé à Jerusalem, sous le Regne de Baudouin IV., pour la défense du S. Sepulcre, & pour la protection des Pèlerins qui y abordoient de toutes parts. *Hugues de Paganis* & *Geoffroi de St. Ademar*, en avoient été les fondateurs. Les Chevaliers de cet Ordre furent d'abord nommez les *Pauvres de la Sainte Cité*. Dans la suite on leur donna le nom de *Templiers*, à cause qu'ils eurent leur première Maison proche du Temple. De là vint aussi qu'on donna le nom de *Temples* à toutes leurs Maisons. L'Ordre fut confirmé au Concile de Troye en 1127, & sa Règle fut composée par S. Bernard.

Après la ruine du Royaume de Jerusalem, arrivée environ l'an 1186, cet Ordre se répandit dans tous les Etats de l'Europe, & s'accrut extraordinairement par les liberalitez des Chrétiens. Les richesses changerent bien-tôt les mœurs des Chevaliers. Avec le tems, leurs vices scandaleux (1), joints à un orgueil insupportable, les rendirent aussi odieux, qu'ils avoient été estimez au commencement de leur institution. Philippe le Bel, Roi de France, ayant eu quelque sujet de mécontentement contre ceux de son Royaume, & ne se contentant pas de châtier ceux qui l'avoient offensé, entreprit de ruiner l'Ordre entier, par le moyen du Pape Clement V. qu'il fut mettre dans les in-

fait guere autre chose que d'accorder la permission à *Adam de Brom* son Aumônier en 1324, de bâtir & d'assigner un revenu à un College qui seroit nommé l'*Hôtel de Sainte Marie*. Ce fut à cette Société qu'*Edouard III*, au commencement de son Regne, donna un fonds nommé le *Oriele*, sur lequel est bâti le College d'*Oriel*. La *Halle de Sainte Marie* d'aujourd'hui fut pendant longtems la Maison Curiale du Curé de *Sainte Marie*. Cette Eglise ayant été donnée par *Edouard II* au College fondé par *Adam de Brom*, la maison tomba ensuite dans leur possession, & fut assignée pour le logement des Etudiens. *Cambd. Addit. au Comté d'Oxford.* TIND.

(1) C'est un dicton commun, *Boire comme un Templier*. Collier *Hist. Ecclesiast.* pag. 507. TIND.

terêts. Premièrement, il fit arrêter tous les Templiers qui se trou-
 rent en France, aussi bien que le Grand-Maitre de l'Ordre qui fai-
 soit sa résidence dans l'Isle de Chypre, & qui, par ordre du Pape, s'é-
 toit rendu à Paris. Ensuite, sur l'accusation qui fut intentée contre
 eux, qu'à leur entrée dans l'Ordre ils renonçoient Jesus-Christ, &
 crachoient contre un Crucifix, il en fit brûler cinquante-sept, du nom-
 bre desquels étoit le Grand-Maitre. A ces accusations on en ajoutoit
 encore d'autres, d'Hérésie, de Sodomie, & d'une infinité d'autres cri-
 mes. Pour faire plaisir au Roi de France, Clement V. sollicita forte-
 ment Edouard II. à suivre l'exemple de Philippe son Beau-Pere.
 Après plusieurs instances, il obtint enfin, que tous les Templiers
 d'Angleterre fussent arrêtés en un même jour, ainsi qu'on l'avoit prati-
 qué en France. Edouard s'étant laissé persuader, dans l'esperance de
 profiter de leurs biens qui étoient très considerables, fit tenir à Lon-
 dres un Synode National, où ils furent condamnés. Mais on ne les
 traita pas avec autant de rigueur qu'en France. On se contenta de
 les disperser dans les Monasteres pour y faire pénitence, avec une
 pension modique prise sur les revenus de l'Ordre. Les premieres ri-
 gueurs qu'on exerça contre eux en France & en Angleterre, auroient
 suffi sans doute, si l'on n'avoit eu intention que de les châtier : mais
 leur ruine étoit résolue. Clement V. étant d'accord sur ce point avec
 Philippe le Bel, fit faire des informations rigoureuses, & entendre un
 grand nombre de témoins, qui chargèrent non seulement quelques-
 uns des Chevaliers, mais tout l'Ordre entier, de divers crimes des plus
 horribles. Si ces dépositions étoient bien fondées, on a de la peine à
 comprendre qu'il pût y avoir parmi des Chrétiens, une Société si
 détestable. Mais tout le monde n'étoit pas également persuadé de la
 vérité de ces témoignages, particulièrement pour ce qui regardoit
 tout l'Ordre en général. Ces préparatifs étant faits, le Pape convo-
 qua, à Vienne en Dauphiné, un Concile Général auquel il présida lui-
 même, & où Philippe voulut aussi assister pour y presser la condam-
 nation de l'Ordre. Mais ils ne trouverent pas dans le Concile, les dis-
 positions qu'ils y souhaitoient. Les Evêques ne pouvoient se résoudre
 à condamner des gens qui n'avoient été ni convaincus, ni même cités
 devant le Concile pour y produire leurs défenses. Ces procédures
 faites d'office par le Pape, sans entendre ce que tout l'Ordre pouvoit
 alleguer pour sa justification, ne parurent pas suffisantes au Concile,
 qui souhaitoit qu'on agit en cette occasion d'une maniere plus juridi-
 que. Ainsi, le Pape se vit obligé d'user de la plénitude de sa Puissan-
 ce Apostolique, en suspendant cet Ordre pour toujours, par une Bulle
 qui fut lue à la seconde Session. Comme le Concile n'y étoit pas pré-
 paré, personne n'osa se hasarder à mettre opposition à la Bulle, & le
 silence fut pris pour une approbation, selon la méthode établie depuis

EDOUARD II.
1327.

quelque tems. La même Bulle reservoit au S. Siege la disposition des biens des Templiers; & peu de tems après, Clément en gratifia les Hospitaliers, ou Chevaliers de S. Jean, qu'on appelle aujourd'hui Chevaliers de Malthe. Ce fut en vain qu'Edouard II, qui s'étoit déjà emparé des biens de l'Ordre condamné, voulut s'opposer au don que le Pape en avoit fait aux Hospitaliers, & insister sur les prérogatives de sa Couronne, qui lui adjugeoient les confiscations : les troubles dont l'Angleterre fut agitée pendant son Regne, ne lui permirent pas de se maintenir dans cette possession. C'est ainsi qu'on fit souffrir à tout l'Ordre des Templiers, les peines que quelques-uns de ses Membres avoient sans doute méritées, mais qui, selon les apparences, n'étoient pas dues à tous.







HISTOIRE D'ANGLETERRE, LIVRE DIXIEME, Contenant les Regnes d'EDOUARD III. & de RICHARD II.

EDOUARD III.

Onzieme Roi d'Angleterre, depuis la Conquête.



A deposition d'Edouard II. ne procura pas d'abord aux Anglois tout le bonheur qu'on leur en avoit fait esperer. S'ils se virent delivrez des troubles qui avoient agité le dernier Regne, ce ne fut que pour tomber dans des inconveniens qui n'étoient pas moins fâcheux. Le Gouvernement d'un Roi foible & imprudent n'étoit pas plus dangereux, que celui d'un Prince mineur conduit par une Mere passionnée, & par un jeune Ministre sans expérience, plus présomptueux &

EDOUARD III.

EDOUARD III.
1327.

moins habile que les Spencers. Aussi le Peuple s'aperçut-il bien-tôt, qu'il n'avoit pas beaucoup gagné par ce changement. Par bonheur pour lui, la minorité d'Edouard ne fut pas de longue durée. Dès que ce jeune Prince se fut lui-même chargé des soins du Gouvernement, il changea les malheurs du Règne précédent en félicité, & les affronts reçus de la France & de l'Ecosse, en gloire & en triomphe. Exemple remarquable, qui fait voir que la prospérité d'un Etat dépend moins de ses propres forces, que de la sagesse de celui qui le conduit. C'est ce qu'on va voir dans ce Règne, qu'on met avec raison au rang des plus illustres de l'Histoire d'Angleterre.

1327.
Edouard III. est
proclamé & cou-
ronné.

Dès que les Commissaires envoyez à Kenelworth furent de retour avec la réignation d'Edouard II., le Prince son Fils fut proclamé de nouveau, sous le nom d'Edouard III., & couronné peu de jours après (1). La Reine & Mortimer, qui avoient intérêt de rendre tout le Royaume complice de leur violence, affectèrent en cette occasion de faire frapper une Médaille, qui marquoit le consentement général que le Peuple donnoit à cette révolution. D'un côté, on y voyoit le jeune Roi touchant de son Sceptre un monceau de cœurs, avec ces paroles: *Il donne les Loix à son Peuple qui les reçoit volontairement* (2). Sur le revers paroissoit ce même Prince, recevant une Couronne qui tomboit sur sa tête, avec ces mots: *Il ne la ravit pas, mais il la reçoit* (3).

Le Parlement
nomme des Ré-
gens.

Mais la Reine
s'empare du Gou-
vernement.

Walsingham.

Quoiqu'Edouard ne fût que dans sa quinzième année, il avoit déjà un jugement mûr, & une pénétration peu ordinaire à cet âge. Il fallut pourtant, pour se conformer aux Loix du Royaume, donner des Gouverneurs au Roi, & des Régens à l'Etat. Le Parlement en élut douze, qui furent choisis parmi les Evêques, les Comtes, & les Barons, & dont Henri de Lencastre fut déclaré le Chef. La Reine ne s'opposa point à cette nomination. Mais comme elle avoit la force en main, elle s'empara du Gouvernement, dont elle ne fit part qu'à ses créatures. Roger Mortimer, qui n'avoit pas moins de pouvoir sur elle que Spencer le jeune en avoit eu sur le dernier Roi, fit la Charge de Premier Ministre, & devint l'Arbitre souverain des affaires du Royaume. Comme le Parlement étoit à la dévotion de la Reine, elle se fit ad-

(1) Ce fut le jour de la Chandeleur, qu'Edouard III reçut l'Ordre de Chevalerie, par les mains du Comte de Lencastre; & le même jour il fut couronné à Westminster, par Gautier Archevêque de Cantorbery. Speed, p. 566. TIND.

(2) *Populo dat jura volenti.* RAP. Th.

(3) *Non rapit, sed recipit.* RAP. Th.

Ces Devises sont ainsi rapportées par Josué Barnes, dans sa Relation de la Vie d'Edouard III. Il dit qu'il vit une de ces Médailles dans la Chambre d'un de ses Amis à la Communauté de Grais-Inn. Mais l'Evêque Nicholson croit que ceux-là se trompent fort, qui attribuent ces Médailles à ce Prince; car, dit-il, il n'y a rien dans la Légende qui y vife; & les Devises y sont trop ingénieuses pour ce tems-là; elles paroissent d'un siècle plus poli. Hist. Lib. Part. III. p. 250. de l'Ed. in fol. TIND.

juger un Douaire qui excédoit les deux tiers des revenus de la Couronne. En même tems, on assigna cent marcs par mois pour l'entretien du Roi déposé : somme plus que suffisante pour la dépence qu'on faisoit pour ce Prince infortuné, qui étoit traité dans sa prison d'une manière fort indécente.

EDOUARD III.
1327.

L'animosité que le Parlement avoit fait paroître dans ses procédures contre Edouard II., encouragea ceux qui avoient souffert pendant la faveur des Spencers, à présenter des Requêtes pour être rétablis dans leurs biens & dans leurs honneurs. Elles furent toutes favorablement reçues. Le Parlement voulant justifier la démarche qu'il venoit de faire, cassa toutes les Sentences rendues sous le dernier Regne, tant contre le feu Comte de Lencastre & ses adhérens, que contre ceux qui avoient favorisé les desseins de la Reine. On prétendit qu'elles étoient contraires aux Loix, & que manifestement elles avoient été extorquées par le crédit des Favoris. C'est peut-être ce qui a donné lieu à quelques Historiens, de dire qu'Edouard III. voulut commencer son Regne par une Amnistie générale, dont il gratifia ses Sujets. Mais si on entend par cette Amnistie la cassation des Jugemens dont je viens de parler, on ne doit pas en faire honneur à ce Prince. Non seulement il ne faisoit rien de soi-même, mais il est certain, qu'en cela on n'eut aucun autre motif, que de décrier le Gouvernement passé & de favoriser les partisans de la Reine. Ce fut dans cette même vue qu'on fut persuader au Roi, de demander avec instance à la Cour de Rome, la Canonisation du Comte de Lencastre décapité à Pontfract. On lui faisoit dire dans ses Lettres au Pape, que les Miracles qui se faisoient sur le tombeau de ce Prince, témoignaient assez que son supplice avoit été un véritable martyre. Enfin, toutes les démarches de la Reine & de ce Parlement tendoient uniquement à justifier la conduite qu'on avoit tenue à l'égard du dernier Roi : conduite qui auroit sans doute passé pour très criminelle, si elle n'avoit pas été suivie d'un heureux succès.

Le Parlement
casse les Sentences
données sous
le Regne précédent.
*AS. Publ. T. IX.
pag. 245.*

Le Roi demande
au Pape la Canonisation du feu
Comte de Lencastre.

Le repos dont l'Angleterre se flatoit de jouir sous ce nouveau Roi, qui se trouvoit en Paix ou en Treve avec tous ses voisins, fut troublé par une irruption que les Ecoissois firent sur les frontieres. Robert leur Roi, quoique d'une santé fort foible, & d'un âge assez avancé, ne crut pas devoir laisser passer cette Minorité, sans en tirer quelque avantage. Il craignoit aussi qu'un trop long repos n'énervât les forces de ses Sujets. Dans les conjonctures où ils se trouvoient, il croyoit qu'il étoit nécessaire de les tenir en haleine, sachant qu'ils avoient à faire à des ennemis redoutables, qui, en faisant la Treve avec eux, ne s'étoient pas désistés de leurs prétentions. Ce sont là les causes les plus apparentes de cette rupture, que Buchanan ne justifie qu'en disant, qu'il est à croire que Robert y fut porté par de puissantes raisons. Quoi qu'il en soit, ce Prince mit le Comte de Murray & le

Le Roi d'Ecosse
rompt la Treve.

EDOUARD III.
1327.

Chevalier Douglas à la tête d'une Armée de vingt-mille hommes, & leur ordonna d'aller ravager les frontieres d'Angleterre. Edouard ne put apprendre la nouvelle de cette irruption, sans sentir exciter dans son ame un desir ardent de se signaler pour la défense de son Royaume. Quoique ceux qui gouvernoient en son nom n'eussent pas beaucoup d'inclination pour la Guerre, ils ne crurent pas qu'il fût de leur intérêt de souffrir cette insulte. Leur autorité auroit pu être ébranlée, si, en cette occasion, ils eussent donné quelque marque de foiblesse, ou de lâcheté.

Edouard assemble une grande armée.

Querelle entre les Anglois & les troupes de Haynaut.

M. Esbard.

Les Ecoissois ravagent les frontieres.
Booth, Buchan.

Les avis du Conseil s'étant trouvez conformes aux desirs du Roi, on assemble une Armée de soixante-mille hommes, en y comprenant les Troupes que Jean de Haynaut avoit amenées de son pais. Toute l'Armée s'étant rendue à Yorck, Edouard étoit sur le point de se mettre à la tête, lorsqu'il survint, entre les Anglois & les Troupes de Haynaut, une querelle dans laquelle il y eut beaucoup de sang répandu. Comme les premiers étoient les agresseurs, on ne pouvoit rendre justice aux Etrangers, sans mécontenter l'Armée. Ainsi la Cour fut obligée de séjourner à Yorck plus longtems qu'il n'avoit été résolu, afin de chercher les moyens d'appaïser ce differend, avant que de se mettre en campagne. Ce retardement donna aux Ecoissois le tems de passer la Thyne entre Carlisle & Newcastle, & de ravager, d'une maniere très barbare, le pais situé en-deçà de cette Riviere. Ils avoient quatre-mille hommes d'armes. Leurs autres Troupes étoient montées sur de petits Chevaux, afin de pouvoir plus aisément faire des courtes & se retirer. Cette nouvelle fit hâter le départ du Roi. Bien qu'il ne fut pas précisément où étoient les ennemis, il se mit en marche pour aller les chercher, guidé seulement par les maisons embrasées & encore fumantes qu'il trouvoit sur le chemin. Quelque diligence qu'il pût faire, il ne lui fut pas possible de les atteindre. Comme ils n'avoient point d'Infanterie, & qu'ils n'étoient chargez que de peu de bagage, ils faisoient des marches si extraordinaires, que non seulement ils se mirent hors de la portée de l'Armée Angloise, mais même dans un tel éloignement, qu'on ne put plus les suivre à la trace. L'incertitude du lieu où ils s'étoient retirez, ayant fait perdre au Roi l'esperance de les rencontrer, il assemble le Conseil de Guerre sur ce sujet. Quelques avis confus ayant fait juger que les Ecoissois n'avoient pas encore repassé la Thyne, il fut résolu qu'on iroit les attendre au-delà de cette Riviere, à peu près à l'endroit où l'on crut qu'ils pourroient passer pour se retirer dans leur pais. Cette resolution fut exécutée. Mais l'Armée Angloise n'eut pas plutôt passé la Thyne, quelle se vit obligée de la repasser, parce qu'elle ne trouvoit aucun moyen de subsister au Nord de cette Riviere.

Pendant le tems qui fut employé dans ces marches & contre-marches, Edouard n'ayant jamais eu des nouvelles certaines des ennemis, étoit

étoit dans une extrême inquiétude. Comme il ne favoit quelle route prendre pour les aller chercher , il fit publier dans l'Armée , qu'il donneroient le titre de Chevalier , avec une pension de cent livres sterling , à quiconque lui en apporteroit des nouvelles certaines. L'espérance d'une si bonne récompense mit tant de gens en campagne , qu'il ne tarda pas longtems à être informé de ce qu'il souhaitoit de savoir. Mais ce ne fut pas sans quelque confusion , qu'il apprit que les ennemis , qu'il cherchoit avec tant d'empressement , n'étoient qu'à deux lieues de lui. Il marcha incontinent vers eux , dans l'espérance de les pouvoir combattre le même jour. Mais il ne jouit pas longtems du plaisir que cette espérance lui caufoit. Les Généraux Ecoissois , qui n'avoient pas ignoré son approche , s'étoient campez vis à vis du Parc de *Stanhope* , sur une Colline au pied de laquelle couloit la Riviere de *Were* , à la vérité peu profonde , mais pleine de rochers qui en rendoient le passage très difficile. Quelque envie qu'Edouard eût de les combattre , il connut avec un chagrin extrême , qu'il ne pouvoit les attaquer sans exposer son Armée à un danger évident. Il étoit fâcheux pour ce jeune Prince avide de gloire , de voir les ennemis de si près , sans pouvoir en venir aux mains avec eux. Il ne perdit pourtant pas toute espérance d'y réussir. Comme il jugeoit de leur courage par le sien , il leur fit proposer , que s'ils vouloient passer la Riviere pour venir à lui , il se retireroit à une distance convenable pour leur donner le tems de passer , & la facilité d'occuper le terrain qu'ils jugeroient à propos ; ou bien qu'aux mêmes conditions , il passeroit lui-même de leur côté. Les Généraux Ecoissois répondirent , que l'Armée Angloise étant trois fois plus forte que la leur , ce seroit à eux une trop grande rémerité que d'accepter ce parti : Qu'ils étoient résolus de demeurer dans leur poste , & que c'étoit au Roi à les en déloger , s'il jugeoit qu'il lui fût avantageux de l'entreprendre. Cependant , comme ils craignoient qu'Edouard , en les amusant par ses offres , n'eût la pensée de passer la Riviere en quelque autre endroit , ils se retirèrent pendant la nuit , & allèrent se camper dans un poste plus avantageux que celui qu'ils venoient de quitter. Outre qu'ils avoient toujours la *Were* en front , leurs flancs étoient couverts par des montagnes & des marais inaccessibles , qui leur ôtoient la crainte d'être attaquez , quand même les Anglois auroient passé la Riviere plus haut. Edouard ayant été informé de leur mouvement , les suivit , la *Were* entre deux , & les ayant trouvez dans un poste si peu accessible , il leur fit faire la même proposition qu'il leur avoit déjà faite , à quoi ils répondirent comme la première fois.

Pendant que les deux Armées se tenoient en présence sans pouvoir en venir aux mains , le Chevalier Douglas , l'un des deux Généraux Ecoissois , passa la Riviere à quelque distance des deux Camps , n'ayant que deux-cens Chevaux seulement. Avec cette petite Troupe , il se glissa jusques dans le Camp des Anglois , & pénétra même jusqu'à la

Tome III.

T

EDOUARD III.
1327.

Il les atteint
sans pouvoir les
combattre.
*Jes. Barns , Hist.
of Ed. III.*

Action hardie
du Chevalier Dou-
glas.

EDOUARD III.
1327.

Les Ecoffois se
retirent.

Fin tragique
d'Edouard II.
Lamdre.

Tente du Roi, où il donna une terrible allarme. *Vrai-semblablement*, son dessein étoit d'enlever ce Prince : mais n'ayant pu réussir, il se retira sans beaucoup de perte. Enfin, après que les deux Armées eurent été quinze jours dans les mêmes postes, les Ecoffois décamperent pendant la nuit, & par des marches précipitées, qui ôtoient aux Anglois les moyens de les poursuivre, se retirèrent dans leur país. Ils étoient déjà si loin lorsqu'Edouard fut averti de leur retraite, qu'il ne jugea pas à propos de les poursuivre. Plusieurs attribuerent dès-lors à Mortimer les mauvais succès de cette Campagne, & le soupçonnèrent d'avoir des intelligences avec les ennemis, pour leur procurer la facilité de se retirer sans combattre. Edouard n'ayant plus rien à craindre des Ecoffois, reprit le chemin d'Yorck, fort mortifié de n'avoir pu se venger. Dès qu'il fut arrivé dans cette Ville, il congédia ses Troupes, après avoir fait de magnifiques présens à Jean de Haynaut, en le renvoyant dans son país.

Pendant que ce Prince étoit occupé à cette Expédition, le Roi son Pere toujours étroitement gardé dans le Château de Kenelworth, y passoit une vie pleine d'amertume, n'ayant pas la liberté de prendre le moindre divertissement. Il écrivoit de tems en tems à la Reine sa Femme, pour la prier d'adoucir les rigueurs de sa prison : mais rien n'étoit capable de fléchir la dureté de cette Princesse, en faveur d'un Epoux qu'elle avoit elle-même réduit à ce malheureux état, sans que, du moins à son égard, il se fût rendu digne d'un traitement si barbare. Si elle eût ôsé suivre ses inclinations, elle auroit laissé ces Lettres sans réponse. Mais comme elle avoit intérêt de tromper le Public par cette correspondance, elle étoit bien aise de l'entretenir. Elle lui envoyoit de tems en tems du linge, des habits, & quelques petits présens; afin de persuader au Peuple crédule, qu'elle sacrifioit sa tendresse aux intérêts de l'Etat. Il n'étoit pas si facile de tromper Edouard lui-même, puisqu'il ne pouvoit qu'être convaincu, qu'elle étoit l'unique cause de ses malheurs. Aussi n'eut-elle jamais le front de paroître devant lui. Elle ne voulut pas même permettre au Roi son Fils, d'aller rendre quelques devoirs à son malheureux Pere, de peur qu'il n'apprît des choses qu'elle souhaitoit qu'il ignorât toute sa vie. Ainsi, quoique le Roi prisonnier souhaitât ardemment de les voir l'un & l'autre, & qu'il demandât souvent en quoi ils se sentoient si fort offenzés, pour lui refuser cette consolation, il ne put jamais l'obtenir.

Cependant, la rigueur dont on usoit envers ce Prince infortuné, commençoit à exciter quelques mouvemens de pitié dans les cœurs des Anglois, qui sont naturellement généreux. Henri de Lencastre même, à qui on en avoit confié la garde, s'adoucissoit de jour en jour d'une telle maniere, qu'il lui laissoit entrevoir quelque esperance de recouvrer la liberté. Un autre motif se joignoit encore dans l'esprit de ce Prince, à celui de la générosité. C'étoit la conduite irreguliere de la

Reine & le grand crédit de Mortimer, que son arrogance rendoit odieux à tout le monde. Comme il ne prenoit pas soin de cacher ses sentimens, la Reine & Mortimer le soupçonnerent d'avoir formé le dessein de retablir le Roi déposé. Ce soupçon, bien ou mal fondé, produisit un funeste effet, en les déterminant à prévenir le danger dont ils se croyoient menacez. Dans cette vue, ils résolurent de tirer le Roi prisonnier d'entre les mains de son Gardien qui leur étoit devenu suspect, & d'en confier la garde à des gens dont ils fussent plus assurés. Les Chevaliers *Maltravers* & *Gournay*, tous deux d'un naturel aussi brutal qu'il étoit nécessaire pour les desseins de ceux qui les employoient, eurent ordre de tirer Edouard du Château de Kenelworth, & de le transférer dans celui de Barckley. Il n'étoit presque pas possible que ce malheureux Prince tombât en de plus mauvaises mains. D'abord ils le conduisirent à Corfe, ensuite à Bristol, & enfin au Château de Barckley, qui devoit être la dernière prison. Dans ce voyage, ils lui firent mille indignitez, jusqu'à le faire razer en pleine campagne, avec de l'eau froide tirée d'un fossé bourbeux. Quelque constance qu'il eût témoignée jusqu'alors, il ne put, en cette occasion, s'empêcher de déplorer son infortune, & de faire connoître à quel point il en étoit touché. Parmi les plaintes & les reproches qu'il fit à ceux qui le traitoient avec tant de barbarie, il leur dit, que, quoiqu'ils pussent faire, ils ne lui ôteroient point l'usage de l'eau chaude pour se razer. En même tems, il laissa couler deux torrens de larmes de ses yeux. Ses ennemis avoient esperé que les chagrins & les fatigues qu'on lui faisoit endurer, seroient capables de terminer ses jours. Mais bien qu'ils fussent servis avec un zèle barbare par ces impitoyables Gardes, qui employèrent pour cela des moyens aussi cruels qu'insolens, la bonté de son tempérament les empêcha de réussir. Ces scélérats, voyant que leurs rigueurs ne produisoient pas un assez prompt effet, demandèrent de nouvelles instructions, qu'on ne leur fit pas longtems attendre. Ils reçurent des ordres précis de faire mourir ce Prince, qui, tout misérable qu'il étoit, ne laissoit pas de causer de continuelles frayeurs aux auteurs de sa disgrâce. On dit qu'*Adam Orleton*, Evêque de Hereford, l'un des Ministres de la Reine, accompagna ces ordres d'une Lettre écrite en Latin, dans laquelle, par une indigne équivoque, il leur conseilloit en un même tems de tuer Edouard, & les exhortoit à se garder d'un pareil crime. En effet, les expressions qu'on lui attribue peuvent recevoir l'un & l'autre de ces deux sens, selon la différence de la ponctuation (1). Ces ordres ne furent pas plutôt arrivés que les deux Gardes sachant bien à quoi ils devoient s'en tenir, entrèrent dans la chambre d'Edouard pour les exécuter. Ce Prince étant alors couché dans son lit, ils mirent un coussin sur son visage, pour

(1) *Edwardum occidere nolite timere, bonum est.*

Edwardum occidere nolite, timere bonum est. RAP. TH.

EDOUARD III.
1327.

empêcher qu'il ne fût entendu. Ensuite avec une cruauté dont on n'avoit jamais vu d'exemple, ils lui fourrerent dans le Corps un tuyau de corne, au travers duquel ils firent passer un fer chaud, qui lui brûla les entrailles. Ce fut de cette horrible manière que ce Prince infortuné finit sa vie (1), souffrant dans sa mort des douleurs si violentes, que malgré la précaution de ses assassins, ses cris furent entendus de bien loin. Pour couvrir cette infame action, les deux Bourreaux firent venir quelques habitans de Bristol & de Gloucester, qui ayant examiné le Corps, & n'y ayant point trouvé de marques d'une mort violente, jugerent qu'il étoit mort naturellement. Cette relation, qu'on prit soin de faire certifier par des temoins, fut incontinent répandue dans tout le Royaume, afin que tout le Peuple en fût informé.

Les malheurs de ce Prince, que ses ennemis persécuterent avec tant d'acharnement, commençoient à exciter la pitié des Anglois, depuis qu'il avoit cessé de leur être redoutable. Mais cette pitié fut peu agissante, au-lieu que leur haine ne leur permit pas de demeurer en repos, jusqu'à ce qu'ils l'eussent entièrement ruiné. Véritablement, il seroit difficile de justifier toute sa conduite. Mais on ne peut pas accuser de prévention en sa faveur, ceux qui ont assuré qu'il n'y avoit point de proportion de ses fautes avec ses peines. Il souffrit lui-même pour n'avoir pas eu la fermeté de punir ses Favoris. Grande leçon pour tous les Princes, mais dont peu savent profiter ! La pitié qu'on eut de ses souffrances, qui ne purent toujours demeurer cachées, alla si loin, qu'après sa mort, il fut regardé comme un Saint, tant le Peuple passe aisément d'une extrémité à l'autre. Son Corps fut d'abord inhumé sans aucune pompe, dans l'Eglise de Gloucester. Mais quelque tems après, le Roi son Fils lui fit ériger un superbe Tombeau dans la même Eglise. Bien loin que ses meurtriers reçussent de leur parricide la récompense qu'ils en attendoient, ils furent contraints de se sauver au-delà de la mer, pour en éviter la punition. Ceux même qui les avoient employés, affectoient de les faire chercher exactement, afin de couvrir la part qu'ils avoient au crime. Trois ans après, Gournay fut arrêté à Burgos, & par l'ordre du Roi de Castille, conduit à Bayonne, d'où Edouard ordonna qu'on le transportât en Angleterre. Mais, par des intrigues qui ne sont pas bien développées dans l'Histoire, il fut décapité sur le vaisseau. Maltravers passa sa vie en exil, en quelque endroit d'Allemagne où il s'étoit retiré. Mais la vengeance divine ne s'arrêta pas à la punition de ces deux scélérats. La Reine, Mortimer, & leurs complices, en ressentirent aussi les effets. Peut-être même doit-on regarder comme des suites de cette même vengeance, les morts violentes ou prématurées de presque tous les Descendans d'Edouard III.

Punition de
Gournay.

(1) Dans le mois d'Octobre. RAP. TH.

M. Barnes dit qu'il fut mis à mort le 21 Septembre. TIND.

aussi bien que les Guerres Civiles dont l'Angleterre fut affligée sous la postérité de ce même Roi, ainsi qu'on le verra dans la suite.

EDOUARD III.
1327.

La mort d'Edouard II. arrêta tous les mouvemens qu'on commençoit à remarquer dans le Royaume. Le Roi son Fils se trouvant dans un état plus tranquille, puisque par la mort de son Pere, qu'il croyoit naturelle, il se trouvoit guéri des scrupules qu'il pouvoit avoir sur son sujet, prit ce tems de repos pour solemniser, avec Philippe de Haynaut son mariage, qui avoit été conclu par la Reine sa Mere à Valenciennes. La cérémonie s'en fit dans Yorck, où le Roi se trouvoit au retour de la Campagne. Quelque tems après, la nouvelle Reine fut couronnée avec les solemnitez ordinaires.

1328.

Mariage d'Edouard III.

Après que les fêtes pour le mariage du Roi & pour le couronnement de la Reine furent terminées, Edouard convoqua le Parlement à Northampton, pour lui demander ses avis sur deux affaires très importantes. La première regardoit la Régence du Royaume de France, à laquelle il prétendoit après la mort de Charles le Bel son Oncle, arrivée au commencement de cette année. Je remets à parler de celle-ci en un autre endroit. La seconde étoit la Paix avec l'Ecosse, que le Roi Robert lui proposoit. La Reine Isabelle & Mortimer, qui tenoient les rênes du Gouvernement, ne croyant pas que la Guerre fût convenable à leurs intérêts, souhaitoient avec ardeur de faire la Paix. D'un autre côté, le Roi d'Ecosse ne se sentant plus en état de supporter les fatigues de la Guerre, desiroit de se procurer du repos pendant le reste de sa vie. D'ailleurs, comme ses infirmités le menaçoient d'une mort prochaine, il étoit bien-aise de prévenir par une Paix avec les Anglois, les accidens que la Guerre pourroit causer pendant la minorité de David son Fils, qui n'étoit âgé que de sept ans. Le Parlement étant entièrement dans les intérêts de la Reine, il ne fut pas difficile d'obtenir son approbation, pour entamer un Traité que les deux partis souhaitoient également de conclure. La Reine mere & Mortimer, pour les Anglois, & Douglas pour le Roi d'Ecosse, furent les Négociateurs de cette Paix. Elle fut bien-tôt conclue & scellée, par le mariage de David Prince d'Ecosse avec *Jeanne* Sœur d'Edouard (1), quoiqu'ils fussent tous deux dans l'enfance.

Le Roi consulte le Parlement sur la paix proposée par le Roi d'Ecosse.

Traité de Paix entre l'Angleterre & l'Ecosse.

La plupart des Anglois n'avoient vu qu'avec peine commencer la négociation d'une Paix, qui, selon les apparences, ne pouvoit leur apporter aucun nouvel avantage. Ils s'en seroient pourtant consolés par l'esperance du repos qu'elle devoit leur procurer, si, pour en hâter la conclusion, Isabelle & Mortimer n'eussent cédé au Roi d'Ecosse des avantages qu'il n'auroit pas même pu esperer, après le gain de plusieurs Batailles. Par leur conseils interessez, Edouard se désista de toutes ses prétentions sur l'Ecosse, tant à l'égard de la Souveraineté que

Il tend à Robert, tout ce qu'Edouard I. avoit enlevé d'Ecosse.

(1) Les Ecois nommoient par dérision cette jeune Princesse, *Jeanne de la Paix* (*Joan Make-peace.*) TIND.

EDOUARD III.
1328.

Les Anglois mur-
murent.

Mariage de Jean-
ne avec David.

Mortimer est
fait Comte de la
Marche,

& Jacques But-
ler, Comte d'Or-
mond.

Mecontente-

de la propriété. En même tems, il rendit à Robert tous les Titres & Documens qui pouvoient justifier la Souveraineté des Rois d'Angleterre sur ce Royaume. Entre ces Titres étoit le fameux Acte, nommé *Ragman*, signé de Jean Baillol & de tous les Seigneurs d'Ecosse, dans lequel étoient contenus les droits de la Couronne d'Angleterre. Tout cela fut suivi de la restitution de la Couronne, du Sceptre, des Joyaux qu'Edouard I. (1) avoit enlevés d'Edimbourg, & généralement de tout ce qui pouvoit rendre quelque témoignage de la Souveraineté de l'Angleterre sur le Royaume d'Ecosse. Si tout cela s'étoit fait par un motif de justice & d'équité, pour réparer en quelque manière les torts qu'Edouard I. avoit faits aux Ecossois, bien loin de le trouver étrange, on auroit dû louer une conduite si Chrétienne. Mais comme on étoit bien convaincu que la Reine & Mortimer n'agissoient pas par un semblable motif, & que d'ailleurs le Peuple étoit prévenu en faveur des droits qu'Edouard I. avoit voulu établir, tout le monde étoit très mécontent de cette restitution. On disoit, que c'étoit acheter bien cherement une Paix, qui n'étoit ni honorable, ni nécessaire: que par ce honteux Traité, toutes les dépenses qu'on avoit faites, & tout le sang qui s'étoit répandu pour la conquête de l'Ecosse, devenoient absolument inutiles: que la Reine, qui avoit pris pour prétexte l'incapacité du Roi son Epoux pour le dépouiller de sa Dignité, faisoit bien voir combien elle étoit elle-même incapable de gouverner un Etat; & que les fautes qu'Edouard II. avoit commises pendant tout son Regne, n'étoient rien au prix de celle qu'elle faisoit dès la première année de son administration. Malgré tous ces murmures, la Reine & Mortimer eurent assez de crédit dans le Parlement pour y faire approuver la Paix, & pour faire regarder comme une récompense suffisante de toutes les restitutions qu'on faisoit à l'Ecosse, une somme de trente-mille marcs, que Robert promit de payer, dans le terme de trois ans. C'est ainsi qu'il arrive le plus souvent, que ceux qui prétendent réformer le Gouvernement par des voyes extraordinaires, font voir dans la suite qu'ils n'ont eu rien moins en vue, que le bien public qui leur a servi de prétexte.

En conséquence du Traité qui venoit de se conclure, le mariage de Jeanne Sœur du Roi fut solennisé à Barwick. Peu de tems après, Mortimer se vit récompensé du prétendu service qu'il venoit de rendre à son Maître, par le titre de *Comte de la Marche*, que le Roi lui conféra en plein Parlement. *Jean d'Eltham*, Frere du Roi, fut créé Comte de Cornouaille, & *Jacques Butler* reçut le titre de Comte d'Ormond.

Henri de Lencastre, & quelques autres Seigneurs, s'étoient absentez de cette Assemblée. Ils étoient mécontents de ce que la Reine Mere &

(1) Sur-tout un d'une grande valeur, nommé *La Croix noire d'Ecosse*. Ce Traité portoit encore, qu'aucun Anglois ne pourroit posséder des Fonds de Terre en Ecosse, s'il n'y faisoit sa demeure. *TIND.*

Mortimer avoient usurpé toute l'autorité, contre l'intention du Parlement, qui avoit nommé douze Barons pour avoir soin des affaires publiques. La mort tragique d'Edouard II, & le Traité qu'on venoit de faire avec l'Ecosse, leur fournissant un prétexte plausible de se plaindre, ils avoient déjà commencé à tenir des Conférences secrètes, & à former des projets pour reformer le Gouvernement. Comme il étoit difficile de garder le secret dans un complot où ils avoient dessein de faire entrer beaucoup de monde, la Reine & le Favori en furent bientôt avertis. Le Comte de Lencaſtre, qu'ils regarδοient comme l'auteur de ce complot, & le Chef des Mécontents, fut la première victime qu'ils réſolurent de ſacrifier à leur ſureté. Un accident qui arriva peu de tems après, leur fournit une occaſion dont ils crurent devoir ſe ſervir pour exécuter leur deſſein. Ce Prince avoit une querelle particulière avec le Lord Holland (1), qu'il regarδοit comme un ennemi capital de ſa Maïſon, & comme un des principaux auteurs de la mort du Comte Thomas ſon Frere. Quelques menaces qu'il lâcha contre ſon ennemi, porterent un Chevalier ſon Domestique, nommé *Thomas Whiers*, à chercher l'occaſion de venger ſon Maître. Cette occaſion s'étant rencontrée peu après la ſéparation du Parlement, *Whiers* tua le Lord Holland, & ſe refugia dans le Palais de Lencaſtre, d'où les ordres réitérés de la Cour ne furent pas capables de l'arracher. La Reine & le Comte de la Marche ne furent pas ſâchez que leur ennemi leur fournit un prétexte ſi plausible d'animer le Roi contre lui. Ils firent entendre à ce jeune Prince, qu'il étoit d'une très grande importance de ne pas ſouffrir qu'un Sujet, de quelque qualité qu'il fût, entreprît de protéger des criminels, & d'arrêter le cours de la Juſtice : que c'étoit agir en Souverain ; & qu'il étoit à craindre que ceux qui s'attribuoient un tel pouvoir, n'euffent intention de l'accroître aux dépens de l'Autorité Royale, & ne braſſaſſent des complots pour troubler la tranquillité de l'Etat. Par ces diſcours envenimés, ils engagèrent le jeune Roi à prendre la réſolution de châtier cette déſobéiſſance.

Dès que le Comte de Lencaſtre ſut qu'on avoit deſſein de l'attaquer, il fit de ſon côté des préparatifs pour ſe défendre, & forma une Aſſociation, dans laquelle entrèrent Edmond Comte de Kent, & Thomas Comte de Norſolck, Oncles du Roi, le Lord Beaumont, le Juge Truſſel, & quelques autres Seigneurs, qui réſolurent tous enſemble d'oppoſer la force à la force, en cas qu'on les attaquât. En même tems, ils publièrent un Maniſte contenant les motifs de leur armement, tous tirez des Griefs du Royaume & de l'intérêt public. Ils diſoient qu'ils avoient pris les armes, 1. Pour obliger la Reine Douairière à mettre dans le Tréſor public, le revenu qu'elle ſ'étoit ſait aſſigner, exce-

EDOUARD III.
1328.
ment de quelques
Seigneurs.

*Dugdale, Vol.
II. pag. 73.*

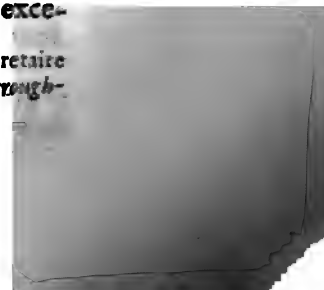
Henri de Lencaſtre fournit à la Reine un prétexte de l'attaquer.

Elle anime le Roi contre lui.

Il ſe prépare à ſe défendre.
Ligue contre la Cour.

Maniſte des Lignes.

(1) L'élevation & la fortune de ce Seigneur vint de ce qu'il avoit été Secrétaire de Thomas Comte de Lencaſtre, qu'il abandonna après la Bataille de *Burrough-Bridge*. *Dugdale. TIND.*



EDOUARD III.
1328.

dant de beaucoup le Douaire ordinaire des Reines. II. Pour arrêter les exactions & les usurpations de ceux qui gouvernoient au nom du Roi. III. Pour faire punir ceux qui avoient trahi l'Etat dans la dernière Guerre contre l'Ecosse. IV. Pour faire examiner par quels moyens l'Ordonnance du Parlement, qui avoit établi douze Barons pour gouverner l'Etat pendant la minorité du Roi, n'avoit pas été exécutée. V. Pour faire en sorte qu'on fit d'exactes perquisitions touchant la mort d'Edouard Pere du Roi, après que, par des ordres particuliers, il avoit été tiré des mains de ceux à qui le Parlement en avoit confié la garde. VI. Pour faire rechercher ceux qui s'étoient emparez des trésors du dernier Roi, sans en avoir rendu compte. VII. Pour faire que le Public fût informé, par quels conseils le Roi, pendant sa minorité, avoit cédé tous les droits sur l'Ecosse, & rendu tous les Actes qui pouvoient les justifier. VIII. Enfin, pour faire rendre compte à ceux qui avoient conseillé au Roi de marier la Princesse sa Sœur avec David Brus, Fils de l'ennemi capital de la Nation Angloise.

Le Roi veut
châtier les Mé-
contens.

L'Archevêque
de Cantorberi
s'emploie pour
procurer la paix.

Ces Articles, dont on prit soin de répandre des copies dans tout le Royaume, touchoient vivement la Reine & le Comte de la Marche, qui y étoient assez ouvertement désignez. Mais au-lieu de s'amuser à justifier leur conduite, qui en effet ne pouvoit que mal-aisément être excusée, ils suivirent une autre route, en faisant entendre au Roi, que ceux qui avoient pris les armes cherchoient à lui ravir la Couronne. Ils lui insinuerent malicieusement, que ses deux Oncles, & Henri de Lencastre, qui étoit Petit-Fils de Henri III, avoient formé le projet de faire exclure la postérité d'Edouard II. du Trône dont ce Prince avoit été déclaré indigne, comme si les fautes du Pere devoient rejaillir sur les Enfants. Le jeune Roi, qui n'avoit aucun soupçon contre la Reine sa Mere, ayant prêté l'oreille à cette accusation, résolut d'employer la force, pour ranger à leur devoir des gens qu'il regardoit déjà comme des Rebelles. Il commença même à faire des préparatifs pour exécuter ce dessein. Vrai-semblablement cette affaire auroit eu de fâcheuses suites, si l'Archevêque de Cantorberi (1) ne se fût pas employé avec ardeur, pour arrêter le cours de ces mouvemens. Ce Prélat fit adroitement entendre à la Reine, que le Manifeste des Mécontens étoit si spécieux, & que les Griens dont ils se plaignoient étoient d'une telle nature, qu'il étoit à craindre que tout le Peuple ne se rangeât dans leur parti. La Reine ayant aisément compris ce que l'Archevêque ne lui expliquoit qu'à demi, & jugeant qu'il n'y auroit pas moins de danger pour elle que pour les Mécontens, si elle entreprenoit de les pousser à bout, elle se laissa persuader de finir cette affaire par un accommodement, dont les Mécontens ne s'éloignoient pas. Comme leur Parti n'étoit pas encore assez puissant pour porter les choses où ils

(1) Son nom étoit *Simon de Mepham*. TIND.

desiroient ;

désiroient, leur dessein, en publiant ce Manifeste, n'avoit été que de faire sentir à la Reine à quoi elle s'exposeroit en voulant les accabler. Ainsi, sans insister davantage sur leurs Grieffs, ils acceptèrent le pardon que l'Archevêque leur procura, moyennant certaines amendes, & le bannissement de *Beaumont*, de *Trussel*, & du meurtrier du Lord Holland, qui furent exclus de l'Amnistie. En cette occasion, le Comte de la Marche feignit de favoriser les Princes. Mais il garda contre eux un vif ressentiment, dont le Comte de Kent fut la victime.

EDOUARD III.
1328.

Les Mécontents
acceptent une
Amnistie.

Le brave Robert, Roi d'Ecosse, ne jouit pas longtems de la glorieuse Paix qu'il venoit de faire avec l'Angleterre. Il mourut d'une mort douce & tranquille, avec la consolation d'avoir délivré l'Ecosse de la Domination des Anglois, & de voir sa propre Famille affermie sur le Trône. Ce n'est pas sans fondement, que les Ecoissois le mettent au nombre de leurs plus illustres Rois, comme Restaurateur de leur Monarchie. Ce Prince étant dans son lit de mort, donna ces trois instructions principales à ceux qu'il avoit chargés de la Régence, pendant la minorité de David son Fils, qui n'étoit âgé que de huit ans. La première, de ne hazarder jamais aucune Bataille dans le Royaume. La seconde, de ne faire point de longues Treves avec les Anglois, en cas que les deux Nations reprissent les armes l'une contre l'autre. La Troisième, d'être toujours attentifs à ce qui se passeroit en Angleterre, de peur d'être surpris quand ils se trouveroient sans défense.

1329.
Mort du Roi
d'Ecosse. David
son fils lui suc-
cede.

Le Comte de la Marche, toujours soutenu par la Reine Mere, se trouvoit élevé à un si haut degré de puissance, qu'il agissoit moins en Ministre qu'en Souverain. Il dispoit de toutes les Charges, aussi bien que des revenus publics, avec une autorité accompagnée d'une arrogance assez ordinaire aux Favoris, & qui ne contribue pas moins que leur fortune, à les rendre odieux. Le crédit extraordinaire de ce Comte réveilla la jalousie des Anglois, qui n'avoient pas changé d'humeur depuis la déposition d'Edouard II, & qui n'avoient pas plus d'estime pour ce nouveau Favori, qu'ils en avoient eu pour Gaveston & pour Spencer. Entre ceux qui marquoient le plus ouvertement leurs sentimens sur ce sujet, Edmond Comte de Kent, Oncle du Roi, étoit le principal. Ce Prince, non plus qu'Edouard II. son Frere, n'avoit pas beaucoup de génie pour les affaires; mais il étoit naturellement bon & généreux. Il s'étoit pourtant laissé surprendre aux artifices d'Isabelle, quand il s'étoit joint à elle contre son propre Frere, ne s'imaginant pas qu'elle dût pousser les choses si loin. Quand une fois il se fut engagé dans ce parti, la rapidité de la revolution qui arriva immédiatement après, ne lui permit pas de s'en retirer. Le Gouvernement fut changé, avant qu'il eût le tems de réfléchir sur les conséquences de l'entreprise de la Reine. La conduite irrégulière de cette Princesse, l'arrogance du Favori, la mort soudaine du feu Roi, & les fautes qui se commirent dans l'administration des affaires publiques, lui ouvri-

Le Comte de
la Marche se rend
de plus en plus
odieux.
Walsingb.

Le Comte de
Kent est mécon-
tent.

EDOUARD III.
1329.

La Reine &
Mortimer tendent un piège à
ce Prince.

On lui fait accroire qu'Edouard
II. est encore en
vie.

Il forme le dessein de le tirer de
prison.

rent enfin les yeux. Il reconnut avec douleur, l'injustice du complot où il s'étoit malheureusement engagé. Les cœurs généreux ont de la peine à dissimuler leurs sentimens. Celui-ci, peu instruit dans les maximes de la Politique, ne prenoit pas assez de soin de cacher le chagrin qu'il ressentoit de ce qui s'étoit passé, & de ce qu'il voyoit tous les jours. Il s'étoit jetté, sans balancer, dans le parti de Henri de Lencastre, pendant les derniers mouvemens, faisant connoître par-là, qu'il ne tiendrait pas à lui que les affaires ne changeassent de face. Il n'en fallut pas davantage pour obliger Isabelle & le Comte de la Marche à hâter sa ruine, dans la crainte où ils étoient d'en être eux-mêmes prévenus. Pour cet effet, ils lui tendirent un piège des plus extraordinaires qu'on puisse s'imaginer, & auquel il est étonnant que ce Prince se laissât prendre. Comme sa conduite ne donnoit aucune prise sur lui, il falloit, pour avoir occasion de le perdre, faire en sorte qu'il se rendît lui-même criminel, afin qu'on trouvât sa ruine moins étrange. Dans cette vue, ses deux ennemis firent agir auprès de lui, des gens qui feignant d'être de ses amis, lui insinuerent adroitement, qu'Edouard II. son Frere étoit encore en vie, & qu'on n'avoit publié sa mort que pour prévenir les mouvemens que ses partisans pourroient exciter. Ils ajoutèrent que ce Prince étoit étroitement gardé dans le Château de *Corse*, où personne n'avoit la liberté de le voir, que ses Domestiques qui étoient enfermez avec lui. Ce prétendu secret fut appuyé de diverses circonstances, & confirmé par le témoignage de plusieurs personnes considérables, parmi lesquels se trouvoient deux Evêques qui étoient trompez aussi bien qu'Edmond, ou qui aidoient à le tromper. Il avoit lui-même assisté aux funérailles du Roi son Frere. Mais ce qu'on venoit de lui dire, joint au bruit conforme à cela, qui commençoit à se répandre à la Cour par la ruse de ses ennemis, & au desir qu'il avoit que la chose fût vraie, lui persuaderent aisément qu'on avoit pu le tromper par de feintes obseques. Dans cette pensée, il résolut de chercher tous les moyens possibles de tirer le prétendu prisonnier de sa captivité. Il étoit pourtant combattu par la considération du serment qu'il avoit fait au Roi son Neveu: mais il fut bien-tôt tiré de cet embarras. On prétend qu'ayant reçu la commission d'aller à la Cour du Pape, pour y demander la Canonisation du feu Comte de Lencastre, il se servit de cette occasion, pour consulter Jean XXII. sur cette affaire. On ajoute, mais je ne sai si c'est avec fondement, que ce Pontife non seulement approuva son projet, mais le chargea même de l'exécuter, sur peine d'Excommunication. Dès qu'Edmond se sentit appuyé d'une telle autorité, tous ses scrupules s'évanouirent. Ainsi, sans balancer davantage, il partit d'Avignon, résolu de faire tous ses efforts pour délivrer le Roi son Frere, qu'il croyoit encore en prison. Cependant, comme cette croyance n'étoit fondée que sur des bruits dont la certitu de n'étoit pas bien averée, il chargea un certain Moine

son Confident, d'aller à Corfe pour s'assurer de la vérité. Les auteurs de ce complot n'avoient pas négligé de faire courir aux environs de ce Château, un bruit sourd qu'Edouard y étoit encore détenu. Ainsi, le Moine étant allé dans ces quartiers-là, pour y prendre de secrètes informations, trouva que les habitans du voisinage en étoient persuadés. Ces faux bruits ayant déjà formé un préjugé dans son esprit, il prétexta quelque affaire avec le Gouverneur du Château, & lui demanda, s'il y avoit quelque fondement à ce qu'on publioit touchant Edouard. Celui-ci, qui avoit reçu ses instructions sur ce sujet, lui répondit d'une manière à le confirmer dans sa pensée. On dit même, qu'il lui fit voir, mais d'un peu loin, un homme assis à table, qu'on servoit avec beaucoup de respect, & que par là il acheva de le convaincre qu'on ne l'avoit pas abusé. Edmond se trouvant confirmé dans son opinion, par le rapport du Moine, se rendit lui-même à Corfe, & sans témoigner le moindre doute, il demanda qu'on le menât à l'appartement de son Frere. Le perfide Gouverneur, feignant d'être surpris que le Prince fût instruit de ce secret, ne lui nia point qu'Edouard fût dans le Château, mais il lui dit qu'il avoit des ordres très exprès de ne le faire voir à personne. Cet aveu fit qu'Edmond redoubla ses instances; mais voyant que le Gouverneur étoit inflexible, il le chargea pour le prisonnier, d'une Lettre dans laquelle il l'assuroit, qu'il alloit travailler à lui procurer la liberté. Cette Lettre fut incontinent portée à la Reine, qui la fit voir au Roi son Fils, en lui exagérant le danger où il se trouvoit par les intrigues de son Oncle. Il ne lui fut pas difficile d'obtenir du Roi la permission de s'assurer de la personne du Prince: il étoit trop éloigné de soupçonner sa Mere d'avoir elle-même tramé ce Complot. Dès que le Roi eut donné son consentement à ce qu'on lui proposoit, on prit des mesures pour arrêter Edmond à Winchester, où le Parlement étoit assemblé. Son accusation ayant été portée devant les Pairs, on lui fit voir sa propre Lettre, laquelle il ne put désavouer. Il confessa même que divers Seigneurs, & en particulier, l'Archevêque d'Yorck & l'Evêque de Londres, étoient entrez dans son Complot, ou du moins, qu'ils lui avoient conseillé d'en hâter l'exécution. Sur cet aveu (1), qui marquoit un dessein formé de changer

EDOUARD III.
1329.

Il fait pour cela
diverses démar-
ches.

(1) *Walsingham* nous donne le détail suivant de la Confession qu'Edmond fit devant le Parlement, le 16 de Mars, l'an quatrième du Regne d'Edouard III. Il avoua qu'un certain Moine, Prédicateur de Londres, lui avoit dit qu'il avoit conjuré un Esprit, qui l'avoit assuré qu'Edouard Frere de l'Accusé étoit en vie. Il dit encore, que le Chevalier *Ingram Barringer* lui porta un message de la part de *Guillaume Lord Zouche*, qui le prioit de l'aider à son rétablissement. Que le Chevalier *Robert Taunton* vint le trouver aussi de la part de l'Archevêque d'Yorck, pour l'encourager, l'assurant qu'il avoit à son service 5000 hommes prêts à marcher. Que le Chevalier *Foulques Fitz-Warren* lui dit que ce seroit le plus grand honneur qui pût lui arriver, s'il se monroit à la tête de cette entreprise, lui promettant de l'aider de tout son pouvoir. De plus, que le Chevalier *Ingram Barringer* vint de la

EDOUARD III.
1329.
Il est condam-
né à mort & exé-
cuté.

19. Mars.

Affaires d'E-
douard III. avec
la France.

le Gouvernement, il fut condamné à perdre la tête. L'exécution suivit de près la Sentence. Pendant tout ce jour-là, le Roi fut tellement obsédé par la Reine sa Mere, & par le Comte de la Marche, que personne ne put s'approcher de lui, pour lui demander la grace d'un Prince qui le touchoit de si près. On dit même, qu'il ne fut rien ni de l'Arrêt prononcé contre son Oncle, ni de son exécution, que quand il n'y eut plus de remede. Quoi qu'il en soit, Edmond fut conduit sur l'échafaut, pour y subir la peine à quoi il avoit été condamné. Mais l'Exécuteur s'étant évadé, il y demeura depuis midi jusqu'au soir, avant qu'on pût trouver personne qui voulût faire l'office du fugitif. Enfin, vers le soir, un Garde de la Maréchaussée (1), gagné par l'argent qu'on lui offrit, se chargea de l'exécution. C'est ainsi que périt ce Prince, à l'âge de vingt & huit ans. Il laissa deux Fils, qui moururent jeunes, & deux Filles, dont la cadette fut la plus belle Femme de son tems. Elle épousa en secondes nœces, le fameux Prince de Galles son Cousin; Fils aîné d'Edouard III. Edmond fut le seul poursuivi pour le crime imaginaire qui lui fit souffrir la mort, quoique, selon ses dépositions, plusieurs autres eussent dû subir la rigueur des Loix: mais les Auteurs du Complot ne cherchoient que cette seule victime. D'ailleurs, ils n'avoient garde de faire examiner trop scrupuleusement cette affaire, de peur de donner lieu de découvrir ce qu'ils avoient intérêt de tenir caché. Il y a même beaucoup d'apparence, que plusieurs de ceux qu'Edmond avoit chargez par ses dépositions, étoient des traîtres qui avoient été gagnez par ses ennemis, pour le pousser dans le précipice.

Avant que de continuer le récit de ce qui s'est passé en Angleterre pendant la Minorité d'Edouard, il est nécessaire de parler des affaires qu'il eut avec la France, avant qu'il prît lui-même les rênes du Gouvernement. Non seulement l'ordre des tems le demande, mais il est très à propos d'éclaircir par avance l'origine d'une affaire, qui doit faire la principale matiere de la Majorité de ce même Prince. Pour cet effet, il faut reprendre le récit des démêlez qu'il y avoit entre les deux Couronnes, à l'endroit où je l'ai laissé dans le Regne d'Edouard II.

Le dernier Traité fait à Paris par l'entremise d'Isabelle, n'avoit pas entièrement terminé toutes les affaires qu'Edouard II. & Charles le Bel avoient ensemble. Cette Reine, qui n'avoit en vue que le projet qu'elle avoit formé contre le Roi son Epoux, n'avoit pas cru qu'il fût de son intérêt d'entrer dans la discussion de tous les articles que ces différens

part du Chevalier *Jean Peché*, pour lui faire savoir qu'il pouvoit compter sur son secours; & qu'*Henri Lord Beaumont*, & le Chevalier *Thomas Rosselin* à Paris, le pouissoient à cela, lui disant qu'ils étoient prêts à passer en Angleterre pour l'aider. Enfin, que le Chevalier *Ingram* dont on vient de parler, vint le trouver une autre fois à *Arundel* dans sa chambre, & l'assura qu'il pouvoit compter sur le secours de l'Evêque de *Londres*. *T. Walsingham*. p. 110. TIND.

(1) *Knighton* dit que ce fut un des Prisonniers qui fit l'exécution pour sauver sa vie, la veille de *S. Cuthbert*. TIND.

comprenoient. Elle craignoit trop de mettre quelque obstacle à sa principale affaire. D'un autre côté, le Roi Charles, qui étoit en possession de l'Agenois, n'avoit pas jugé à propos de presser lui-même cet éclaircissement. Ainsi la Sentence donnée à Paris, à l'occasion de l'affaire de S. Sardos, qui condamnoit les Seigneurs Gascons au bannissement, & ordonnoit la démolition de leurs Châteaux, subsistoit toujours : mais le Traité que la Reine avoit conclu, conservoit en leur entier les prétentions d'Edouard, & lui laissoit la liberté de les poursuivre à la Cour des Pairs. La cession de la Guienne avoit fait naître de nouvelles difficultés. Edouard II. avoit prétendu que Charles, en recevant l'hommage du Prince son Neveu, s'étoit engagé à lui rendre toute cette Province; de quoi le Roi de France ne convenoit pas.

EDOUARD III.
1329.

Edouard III. ne fut pas plutôt sur le Trône, que, par l'avis de son Parlement, il envoya des Ambassadeurs en France, pour y terminer toutes les affaires qu'il avoit avec cette Couronne. Peu de tems après, il fut fait un nouveau Traité, qui contenoit ces six Articles.

Nouveau Traité
conclu à Paris.

I. Qu'il se feroit une restitution réciproque, de tout ce qui avoit été conquis de part & d'autre pendant la Guerre.

II. Qu'Edouard payeroit au Roi de France cinquante-mille livres sterling, pour le dédommager de la dépense qu'il avoit faite à l'occasion de cette rupture.

III. Que des deux côtés, on donneroit une Amnistie générale.

IV. Que le Roi de France accorderoit aux Seigneurs Gascons condamnez un pardon de leur Felonie, quant à la vie & aux membres, à condition qu'ils obéiroient au Ban.

V. Qu'Edouard se chargeoit de faire abattre leurs Châteaux.

VI. Que ce Traité seroit de nul effet, s'il n'étoit ratifié par le Roi d'Angleterre, avant la fête de Pâque.

La Cour d'Angleterre souhaitoit trop la Paix, pour manquer à l'exécution de ce dernier Article. Ainsi les deux Couronnes s'entretinrent dans une bonne intelligence, pendant le reste de cette année, les deux Rois prenant soin, chacun de son côté, d'éviter les occasions d'une nouvelle rupture.

Cette affaire étoit à peine terminée, qu'un nouveau sujet de querelle, bien plus important, engagea les deux Royaumes dans une Guerre qui fit couler des torrens de sang, & mit enfin la France à deux doigts de sa ruine. Ce fut la mort de Charles le Bel, arrivée le 1. de Février 1328. qui donna occasion à cette querelle. Ce Prince étant mort sans enfans mâles; & ayant laissé la Reine Jeanne la Femme enceinte, ils'émut une grande question touchant la Régence du Royaume, pendant la grossesse de la Reine Veuve. Edouard y prétendoit comme Neveu; & le plus proche parent du feu Roi : mais Philippe, Fils de Charles Comte de Valois, & Cousin Germain du même Roi, soutenoit que son droit à la Régence étoit incontestable. Il se fondeoit

Mort de Charles le Bel.

McCrack

Edouard & Philippe Comte de Valois prétendent à la Régence.

EDOUARD III.
1329.

Philippe l'em-
porte.

sur la Loi Salique, qui, selon lui, n'admettoit ni les Femmes ni leurs descendants à la Succession de la Couronne; d'où il inferoit, qu'ils n'avoient non plus aucun droit à la Régence, au préjudice des mâles. Cette question fut décidée en faveur de Philippe, par les Grands de France, qui lui adjugerent la Régence pendant la grossesse de la Reine. Ce fut en partie sur ce sujet, qu'Edouard assembla le Parlement de Northampton, dont j'ai parlé à l'occasion de la Paix d'Ecosse. Il y représenta les raisons qu'il avoit eues de prétendre à la Régence du Royaume de France, le tort qu'il prétendoit qu'on lui avoit fait en lui préférant Philippe de Valois, & la conséquence déavantageuse qu'on pourroit tirer de son exclusion, par rapport à la Couronne de ce Royaume, en cas que le fruit que la Reine portoit ne vînt pas à bien, ou que ce fût une Fille. Les Historiens ne disent pas positivement, quelle fut l'opinion du Parlement dans une affaire si délicate. Mais comme cette Assemblée étoit à la dévotion de la Reine Mere, & du Comte de la Marche, il y a beaucoup d'apparence qu'elle ne fut pas plus scrupuleuse par rapport aux affaires de France, qu'elle l'avoit été à l'égard de celles d'Ecosse. Il y avoit des raisons bien plus spécieuses pour dissuader Edouard de faire la Guerre à la France. La difficulté de l'entreprise, les forces de ce Royaume, l'âge du Roi, étoient des objections auxquelles il étoit difficile de répondre. D'ailleurs, il pouvoit arriver, que les préparatifs qu'on feroit pour soutenir les droits du Roi, seroient inutiles, si la Reine Veuve mettoit au monde un enfant mâle. Malgré ces raisons, il ne fut pas possible de persuader au jeune Roi, d'abandonner un droit qu'il croyoit lui appartenir légitimement. Cependant, comme il étoit encore dans sa Minorité, il comprit bien qu'il lui seroit trop difficile de combattre efficacement les avis de la Reine sa Mere, de son Conseil, & du Parlement. Mais s'il se désista, tacitement de ses prétentions sur une Régence qui étoit sur le point d'expirer, il n'en fut pas de même de celles qu'il avoit sur la Couronne même, en cas que le point en question ne fût pas décidé par la naissance d'un Prince. Cela paroît par plusieurs Lettres qu'il écrivit à certains Seigneurs de Guienne, datées le 28. de Mars, environ un mois avant l'accouchement de la Reine Jeanne. Dans la supposition que le fruit que cette Princesse portoit étoit une Fille, il disoit à ces Seigneurs, que son intention étoit d'employer tous les moyens possibles pour recouvrer les droits & les héritages de la Reine sa Mere.

AB. Publ. T. IX.
pag. 344. & c.

La Reine Veuve
accouche d'une
Fille.

Edouard de-
mande la Cou-
ronne; mais Phi-
lippe se fait sa-
crer.

Dans le mois d'Avril, Jeanne mit au monde une Princesse, dont la naissance auroit dès-lors donné lieu à une sanglante Guerre, si Edouard se fut trouvé en état de faire valoir ses prétentions. Il demanda pourtant la Couronne de France par ses Ambassadeurs: mais Philippe s'étant fait sacrer en vertu du Jugement qui lui avoit adjugé la Régence, les Ambassadeurs d'Angleterre ne furent pas même écoutés. Je

passé légèrement sur ces choses, parce qu'il sera nécessaire dans la suite d'en parler avec un peu plus d'étendue. Il suffit pour le présent de savoir, qu'Edouard ne se trouvant pas en état de pousser cette affaire, jugea qu'il étoit à propos de la laisser dormir, jusqu'à une occasion plus favorable. Plusieurs Pièces du Recueil des Actes Publics font connoître que c'étoit là son intention, & que son silence ne marquoit rien moins que le dessein de se désister de ses droits. On y voit, qu'immédiatement après le Sacre de Philippe de Valois, il commençoit à prendre des mesures pour lui faire la Guerre. L'Alliance qu'il conclut en ce même tems avec le Duc de Brabant, & avec divers Seigneurs qui s'engagerent à lui fournir des Troupes, prouve qu'il méditoit quelque grand dessein; & les Lettres qu'il écrivoit aux Seigneurs de Guienne, font voir que c'étoit contre la France. Dans ces Lettres, datées le 16. de Septembre 1328, il disoit positivement, que son dessein étoit de recouvrer les héritages de la Reine sa Mere. Or en ce tems-là, il n'avoit avec la France aucun démêlé, auquel la Reine sa Mere fût intéressée en son particulier. Ces héritages dont il parloit regardoient donc tout le Royaume de France, puisque les différens qu'il pouvoit avoir avec Philippe pour la Guienne, n'avoient aucun rapport aux droits de cette Princesse.

Philippe de Valois s'étant engagé au commencement de son Regne dans une Guerre avec les Flamans, ne se hâta point de demander à Edouard l'hommage pour la Guienne & pour le Comté de Ponthieu. Ce ne fut qu'au mois d'Avril 1329. qu'il le fit sommer de venir lui rendre cet hommage en personne. Dans la disposition où Edouard se trouvoit, il auroit bien souhaité de pouvoir se dispenser d'aller s'humilier devant un Prince qu'il regardoit comme un Usurpateur de son bien. Mais son Conseil faisant réflexion sur son âge, & sur l'état du Royaume qui se trouvoit plein de Mécontents, ne pouvoit se résoudre à donner son approbation à un refus qui vraisemblablement devoit le jeter dans un très grand embarras. D'un autre côté, la Reine sa Mere, & le Comte de la Marche, faisoient tous les efforts possibles pour l'empêcher de se brouiller avec Philippe. Ils lui représentoient, qu'il perdroit infailliblement tout ce qu'il possédoit en France, s'il alloit imprudemment faire connoître ses prétentions sur ce Royaume, sans avoir rien de prêt pour les soutenir. Mais ces remontrances n'auroient peut-être pas eu assez de pouvoir sur son esprit, si, pour le satisfaire, on ne se fût pas avisé d'un expédient, indigne à la vérité de la bonne-foi dont les Rois doivent faire profession, mais que son âge & sa passion ne lui permirent pas d'examiner trop scrupuleusement. On lui suggéra qu'en protestant par avance contre cet hommage, il conserveroit ses prétentions en leur entier. Suivant cet avis, il fit, en présence de son Conseil, une Protestation dans laquelle il déclaroit : *Que par l'hommage qu'il alloit rendre, il ne prétendoit point porter de préju-*

EDOUARD III.
1329.

Edouard dissimule.

Philippe fait sommer Edouard de venir lui rendre hommage.
Froissard, Mémoires.

Edouard proteste en secret contre l'hommage.
Informar. Edward. ad Papam. in Benedicti. T. I.

EDOUARD III.
1329.
Fol Ep. secr. 302.
in Biblioth. Paris.
can. Ord. Fual.
Raynald.

dice à ses justes droits sur la Couronne de France, quand même il viendrait à le raïsier par ses Lettres Patentes ; & que ce n'étoit que la crainte de perdre ses Terres en France, qui l'obligeoit à faire cette démarche. Cet Acte fut signé du Roi & des Seigneurs du Conseil : mais il ne fut pas communiqué à l'Envoyé de Philippe. On se contenta de lui répondre en général, que le Roi s'acquitteroit au-plutôt de ce qu'il devoit à la Couronne de France.

Hommage rendu par Edouard à Philippe.

AN. Publ. T. IV.
pag 384.

Serres,
Jof. Barni.

Quelque grande que fût la repugnance qu'Edouard sentoît à rendre cet hommage dont il craignoit les conséquences, il s'y détermina pourtant, de peur de faire connoître, en le refusant, un dessein qu'il n'étoit pas encore tems de découvrir. Pour se dédommager, en quelque forte, de la démarche humiliante à laquelle on l'obligeoit, il se fit accompagner d'un grand nombre de Seigneurs ; & avec un équipage très magnifique, & une suite de mille Chevaux, il se rendit à Amiens, où Philippe l'attendoit. Le jour marqué pour rendre son hommage, il se présenta devant le Roi de France, vêtu d'une robe d'écarlate parsemée de Leopards d'or, ayant la Couronne sur la tête, l'épée au côté, & des éperons d'or aux pieds. Le Roi de France l'attendoit assis sur son Trône, la Couronne sur la tête, le Sceptre à la main, ayant une robe de velours bleu, semée de fleurs de lys d'or. A ses côtez étoient les Rois de Navarre & de Majorque, tous les Pairs & les principaux Seigneurs de France, qu'il avoit mandez exprès pour être témoins de cet hommage authentique. Avant qu'Edouard arrivât, Philippe avoit prétendu que ce seroit un hommage lige (1), comme il devoit l'être effectivement. Mais dans les Conférences qui s'étoient tenues sur ce sujet avant la cérémonie, l'affaire avoit été réglée d'une autre manière. Edouard ayant protesté qu'il n'étoit pas bien éclairci sur la qualité de l'hommage, avoit offert de le rendre en termes généraux. Cependant, il avoit promis sur son honneur, que si, après avoir consulté ses Archives, il trouvoit que l'hommage dût être lige, il en donneroit ses Lettres Patentes, scellées de son Grand Sceau. Sous cette condition, Philippe avoit consenti à recevoir l'hommage en termes généraux. Ce fut effectivement de cette manière qu'Edouard le rendit, quoi qu'en aient pu dire certains Historiens François, qui sans doute ont travaillé sur de mauvais Mémoires. Un Historien d'Edouard dit encore, avec aussi peu de fondement, que le Roi de France fut sur le point de le faire arrêter ; mais que l'Evêque de Lincoln en avertit son Maître, qui se retira sans prendre congé. C'est ce qui ne peut être vrai, puisque Philippe n'auroit pu prendre cette résolution, que sur le refus d'Edouard de rendre un hommage lige ; & néanmoins, il est certain qu'il voulut bien le recevoir en termes généraux. Ils eurent même ensemble diverses Conférences après la céré-

(1) *L'hommage lige, ou en plein, se faisoit tête nue, & sans épée au côté.* T I M O, monie,

monie. Avant que de se séparer, ils convinrent qu'Edouard enverrait des Ambassadeurs en France, pour y terminer ce que le dernier Traité avoit laissé indécis.

EDOUARD III.
1329.

Dans la disposition où Edouard se trouvoit à l'égard du Roi de France, il ne se hâtoit pas d'envoyer la déclaration promise. Au contraire, il tâchoit de gagner du tems, par des propositions d'un double mariage de son Frere & de sa Sœur avec les enfans de Philippe. Il retint même à Londrès près d'un an, sous divers prétextes, des Ambassadeurs qui lui avoient été envoyez pour le presser d'accomplir sa promesse. Pendant ce tems-là, Edouard pressoit à son tour le Roi de France, de terminer leurs differens touchant la Guienne, ainsi qu'ils en étoient convenus dans leur dernière entrevue. Il n'étoit pas difficile de comprendre, qu'Edouard ne cherchoit qu'à tirer les affaires en longueur. Aussi Philippe, qui souffroit impatiemment tous ces délais, lui fit-il connoître qu'il ne vouloit pas être sa dupe. Il envoya en Guienne le Comte d'Alençon son Frere, qui prit & démolit le Château de Xaintes, & pilla celui de Bourg. Cette exécution, à laquelle Edouard ne s'étoit pas attendu, produisit un nouveau Traité entre les deux Monarques. Edouard s'engagea positivement à envoyer la déclaration au sujet de l'hommage, à payer les cinquante-mille livres sterling qu'il devoit à la France, & soixante-mille livres Parisis pour le transport que le Roi son Pere lui avoit fait de la Guienne. De plus, il promit de faire abattre les Châteaux des Seigneurs Gascons, condamnez sous le Regne de Charles le Bel. Peu de tems après la conclusion de ce Traité, il envoya au Roi de France des Lettres Patentes sous son grand Sceau, pour confirmer & spécifier l'hommage qu'il avoit rendu à Amiens. Il y déclaroit expressément, que cet hommage devoit être censé lige, & que tous ceux que lui-même, ou ses Successeurs Ducs de Guienne & Comtes de Ponthieu, rendroient à l'avenir, se feroient de la même maniere & avec les mêmes formalitez que le Roi de France l'avoit prétendu. Dans ces mêmes Lettres, il y avoit un modèle de la maniere dont cet hommage devoit se rendre. Après qu'il eut envoyé cette Déclaration authentique, il fit un voyage en France, sous prétexte d'y accomplir un vœu. Il y vit Philippe, & obtint de lui un rabais de trente-mille livres tournois, pour les dommages faits à Bourg & à Xaintes, & un pardon absolu pour les Seigneurs Gascons condamnez. Quittons pour un moment les affaires qu'Edouard avoit avec la France, pour voir ce qui se passoit en Angleterre pendant ces négociations. Nous aurons bien-tôt occasion de reprendre la suite de ces affaires, qui font la principale matiere de ce Regne.

1330.
Suite des affaires d'Edouard avec la France.

Edouard déclare que l'hommage qu'il a rendu est lige.
Arch. Publ. T. IV.
pag. 478.

1331.
Nouvel Accord entre les deux Rois.
Ibid. pag. 484.

Ce fut peu de tems après son retour d'Amiens, qu'Edouard commença, comme on le présume, à prendre quelques soupçons touchant la conduite de la Reine sa Mere. Dès qu'on s'aperçut à la Cour, que le

Chute de la Reine Isabelle & du Comte de la Marche.

EDOUARD III.
1331.
*Knigheton, Wal-
singb.*
Informations
données au Roi.

Roi paroissoit se laisser d'être sous la tutelle de sa Mere & du Favori, leurs ennemis ne manquèrent pas de faire leurs efforts pour les lui rendre suspects. On lui insinua tant de choses dignes de son attention, qu'il résolut enfin de s'instruire à fond de ses affaires. Ceux à qui il s'adressa lui firent remarquer, que le Comte de la Marche affectoit d'offusquer la gloire de son Souverain, par une dépense qui surpassoit de beaucoup celle d'un Sujet : Qu'il disposoit de toutes les Charges du Royaume, en faveur de ses Créatures : Qu'il étoit l'arbitre de la fortune des Anglois, abaissant les uns, élevant les autres, selon qu'ils paroissent contraires ou attachez à ses intérêts : Que c'étoit par ses ordres secrets, qu'Edouard II. avoit été massacré : Que le Comte de Kent avoit perdu la vie par ses intrigues : Enfin, qu'il y avoit beaucoup d'apparence, que la Reine & son Ministre avoient formé le dessein de se conserver l'Autorité souveraine, en le tenant dans une perpétuelle Minorité. Quelques-uns ajoutent, qu'on lui fit entendre que la Reine sa Mere étoit enceinte du fait de Mortimer. Ce qu'ils disent n'est pas hors d'apparence, puisque, selon le témoignage de Froissard, le bruit de cette grossesse étoit commun dans tout le Royaume. Ces informations acheverent de convaincre le Roi, de ce qu'il n'avoit jusqu'alors que soupçonné. Il repassa dans son esprit la mort soudaine du Roi son Pere, le supplice du Comte de Kent son Oncle, la honteuse Paix qu'on lui avoit fait conclure avec l'Ecosse, le Douaire excessif de la Reine sa Mere, le crédit, les richesses, & l'orgueil du Comte de la Marche ; & détestant la malice de ceux qui s'étoient servis du prétexte du bien public pour satisfaire leurs passions, il résolut de les en punir. Il cacha pourtant avec soin ce qu'il avoit dans l'ame, jusqu'à ce que l'occasion se présentât de pouvoir agir sans courir risque de se perdre. Pour exécuter ses desseins, il choisit le tems que le Parlement devoit s'assembler à Nottingham. La Cour s'étant rendue dans cette Ville, la Reine Isabelle & le Comte de la Marche se logerent dans le Château, avec une Garde de cent-quatre-vingts Chevaliers ; pendant que le Roi, avec peu de suite, étoit logé dans la Ville. Malgré ces précautions, qui sembloient marquer que la Reine & le Favori n'étoient pas sans inquiétude, Edouard, qui avoit gagné le Gouverneur du Château, y entra par un chemin souterrain, & se rendit à l'appartement de sa Mere, étant accompagné de *Montaigne*, & de quelques autres Officiers (1), tous résolus de le servir aux dépens de leurs vies. Il se fit

AB. Publ. T. IV.
pag. 452.
Edouard arrête
lui-même le
Comte de la Mar-
che, & l'envoie
à la Tour.

(1) Outre le Chevalier *Guillaume de Montague*, ensuite Comte de *Salisbury*, il y avoit avec le Roi, le Chevalier *Humphrey de Bohun*, & le Chevalier *Guillaume* son Frere ; le Chevalier *Rodolphe de Stafford*, le Chevalier *Guillaume de Clinton*, le Chevalier *Jean Nevill de Hornby*, le Chevalier *Guillaume Eland*, &c. Le Conduit souterrain est encore nommé *Le Trou de Mortimer*. Les deux Chevaliers qui furent tués étoient *Hugues de Turplington*, Intendant de la Maison du Roi, & *Richard Monmouth*, selon les *Fœdera* ; mais selon *Dugdale & Barnes*, il s'appelloit *Jean. TIND.*

d'abord quelque bruit, & il en coûta la vie à deux Chevaliers de la Garde, qui ayant eu moins de respect pour le Roi que leurs compagnons, voulurent faire résistance. Le Comte de la Marche fut arrêté; & malgré les cris de la Reine, qui prioit le Roi son Fils avec beaucoup de larmes, d'épargner *le beau Mortimer*, on le fit sortir par le même chemin par où le Roi étoit entré, & conduire avec une sûre garde à la Tour de Londres.

EDOUARD III.
1331.
Il convoque un nouveau Parlement.

Ibid.

Ce coup d'Etat ayant bien réussi, le Roi cassa le Parlement, & en convoqua un autre par une Proclamation. Comme le dernier avoit eu moins d'égards pour le bien public, que pour les intérêts de la Reine & du Comte de la Marche, le Roi se plaignit fortement dans sa Proclamation, des Membres qui l'avoient composé, & en prit occasion d'exhorter le Peuple à choisir des Députés qui eussent à cœur le bien de l'Etat. Ce Parlement s'assembla dans Londres, avec des dispositions bien différentes de celles du précédent. La plupart des Membres, ravis de voir le Royaume délivré de la tyrannie du Comte de la Marche, n'avoient en vue que de remédier aux désordres du Gouvernement, & de faire porter au Favori la peine de tous ses crimes: exemple qui n'est pas extraordinaire, parmi les Favoris & les Ministres qui abusent de leur crédit. Pour si puissans qu'ils soient, ils doivent s'attendre à se voir abandonnés de tout le monde, dès que leurs affaires commencent à tomber en décadence.

Dans le Discours que le Roi fit au Parlement, il se plaignit en général de la Reine & de Mortimer. Ensuite, il dit, qu'avec l'approbation de ses Sujets, il avoit dessein de prendre lui-même les rênes du Gouvernement, quoiqu'il ne fût pas parvenu à l'âge prescrit par les Loix. Le Parlement y consentit avec joie, tous les Membres se trouvant également disposés à seconder ses desseins.

Edouard s'étant ainsi délivré de ses Gouverneurs, son premier soin fut de se saisir du Douaire exorbitant que la Reine sa Mere s'étoit fait assigner, & de la réduire à une pension annuelle de cinq-cens livres sterling. En même tems, il la confina dans le Château de *Rising*, de peur que cet esprit intrigant n'excitât de nouveaux troubles. Mezerai s'est trompé, quand il a dit qu'Edouard avança les jours de sa Mere. Il est certain qu'elle vécut encore vingt & huit ans dans cette espece de prison, où le Roi son Fils lui rendoit une ou deux visites tous les ans, plus par bienfaisance que par affection.

La Reine est confinée au Château de Rising.

Abregé d'ec. an.
1328.

Pour ce qui regarde le Comte de la Marche, il fut traité à toute rigueur. Son accusation, qui fut portée devant le Parlement, contenoit divers Articles dont les principaux étoient: Qu'il s'étoit emparé du Gouvernement du Royaume sans y être autorisé, & contre la disposition expresse du Parlement: Qu'il avoit mis auprès de la personne du Roi, des gens qui épioient toutes ses actions, afin qu'il ne pût se délivrer de la servitude où on le tenoit: Qu'il avoit procuré la mort

Le Comte de la Marche est condamné & exécuté.

EDOUARD III.
1331.

d'Edouard II. par ses ordres exprès : Qu'il avoit brassé un perfide complot, pour faire perdre la vie au feu Comte de Kent Oncle du Roi : Qu'il s'étoit approprié les trente-mille Marcs payez par le Roi d'Écosse : Qu'il s'étoit fait donner par le Roi des domaines très considérables, & diminué par là sans nécessité, les revenus de la Couronne : Enfin, qu'il avoit vécu avec la Reine Mere du Roi, dans une familiarité peu respectueuse. Pour tous ces crimes, qu'on prétendoit être de notoriété publique, & pour la preuve desquels on ne daigna pas même ouïr des témoins, il fut condamné à mort. Sa Sentence qui portoit, que comme traître, il seroit pendu au gibet commun de Tyburn, fut exécutée sans qu'on lui épargnât aucune des rigueurs de cet infame supplice. Il y eut ceci de remarquable dans ce Jugement, que l'accusé fut condamné sans être ouï dans ses défenses, comme il avoit lui-même fait condamner les deux Spencers. Mais cette irrégularité fut avantageuse à sa famille (1). Roger son Petit-Fils obtint dans la suite un Acte qui cassoit cette Sentence, comme ayant été donnée contre les Loix & les Coutumes du Royaume. Nous verrons dans la suite de cette Histoire, les descendans par les femmes, monter sur le Trône d'Angleterre. L'article de son accusation, qui regardoit son commerce avec la Reine, fait voir manifestement, combien tout le Royaume étoit scandalisé de leur familiarité. Si elle n'eût pas été publique, il n'y a point d'apparence que le Parlement eût voulu porter à l'honneur de cette Princesse un coup si terrible, qui ne pouvoit que rejaillir sur le Roi son Fils. Ceux qui ont prétendu la justifier par le peu de vrai-semblance qu'il y a, qu'une Princesse d'un rang si élevé ait pu s'oublier jusqu'à ce point, n'ont pas fait réflexion, que peu d'années auparavant, les trois Belles-Filles de Philippe le Bel n'avoient pas eu plus de soin de leur réputation, de l'aveu de tous les Historiens.

Naissance du
Prince Edouard.

C'est ainsi qu'Edouard commença de bonne heure à effacer les taches qui avoient souillé sa Minorité, & qu'en prenant le timon du Gouvernement, il donna d'heureux présages de la gloire & de la félicité de son Regne. Pour augmenter encore le bonheur public, le Ciel favorisa ce jeune Monarque de la naissance d'un Fils, que la Reine mit au monde cette même année. Il fut nommé Edouard comme son Pere.

(1) Le Comte de la Marche laissa quatre Enfans : Edmond son aîné mourut à la fleur de son âge, laissant un Fils nommé Roger, qui fut rétabli dans les biens & les honneurs de son Ayeül. Ce même Comte laissa aussi sept Filles ; Catherine Femme de Thomas de Beauchamp Comte de Warwick ; Jeanne, mariée à Jacques Lord Audley ; Agnès, mariée à Laurent de Hastings, Comte de Pembroke ; Marguerite, mariée à Thomas Fils & Héritier de Maurice Lord Berkley ; Maude ou Matilda, mariée à Jean Fils & Héritier de Jean de Charleton, Lord Powis ; Blanche, à Pierre de Grandison ; & Beatrix, premièrement mariée à Edouard Fils & Héritier de Thomas de Brotherton Comte-Maréchal, Fils d'Edouard II, & ensuite au Chevalier Thomas de Broose. Dugdale. T I N D.



& devint en son tems le Prince le plus illustre & le plus accompli que l'Angleterre ait jamais produit.

EDOUARD III.
1331.

Le Roi forme le
projet de conqué-
rir l'Ecosse.

Depuis qu'Edouard avoit pris lui-même la conduite de ses affaires, on attendoit avec impatience de voir de quel côté ce jeune Prince se tourneroit. Son courage, son habileté, l'activité de son esprit, ne permettoient pas de penser, qu'à l'exemple du Roi son Pere, il voulût prendre le parti d'une vie oisive. Il étoit beaucoup plus apparent, qu'il suivroit les traces qu'Edouard I. son Ayeul lui avoit marquées. La France & l'Ecosse avoient également intérêt d'être attentives à ses premières démarches. La France pouvoit craindre qu'il ne renouvelât ses prétentions sur la Couronne, que Philippe de Valois avoit obtenue à son préjudice. L'Ecosse n'avoit pas moins sujet d'appréhender qu'il ne voulût se relever du honteux Traité, auquel la Reine sa Mere & Mortimer l'avoient engagé pendant son bas âge. Quoique le Roi d'Ecosse fût son Beau-Frere, on n'ignoroit pas en ce tems-là, non plus qu'en celui-ci, que la liaison du sang n'est presque jamais une digue assez forte pour arrêter l'ambition des Princes. Effectivement, Edouard avoit en vue ces deux grands desseins. Mais il ne lui étoit pas possible de s'engager à la fois dans deux entreprises si considerables. Il prit donc la résolution de commencer par l'Ecosse, afin qu'après avoir subjugué ce Royaume, il pût attaquer la France, avec les forces unies des deux Nations qui partageoient la Grande Bretagne.

La Paix, conclue deux ans auparavant avec Robert Brus, sembloit mettre un obstacle invincible à ce projet. Mais les Princes ambitieux trouvent toujours assez de prétextes, quand il s'agit de satisfaire leurs passions. Edouard en avoit un qui lui paroissoit légitime, ou du moins, suffisant, pour justifier son entreprise contre l'Ecosse. C'étoit, qu'il avoit été trahi par sa Mere & par les Ministres, dans le dernier Traité qu'il avoit fait avec Robert Brus. Cependant, quelque spécieuse que cette raison lui pût paroître, il ne jugea pas à propos de s'en prévaloir; avant que d'être comme assuré du succès de son entreprise. Pour parvenir à son but, il se servit du ministère d'Edouard Baillot, Fils de ce Jean Baillot qu'Edouard I. avoit mis sur le Trône d'Ecosse, & qu'il en avoit ensuite fait descendre, pour punir sa prétendue rébellion. Il y avoit déjà trente-huit ans que le Pere avoit été détrôné. Après un si long intervalle, le Fils, qui, depuis la mort de son Pere, menoit en France une vie assez obscure, ne s'attendoit gueres à voir le Roi d'Angleterre le presser de faire valoir ses droits sur le Royaume d'Ecosse. Ce fut pourtant ce qu'Edouard lui fit insinuer par le Lord Beaumont, qui, depuis son bannissement, faisoit son séjour en France. Ce Seigneur lui représenta, qu'il avoit une occasion favorable pour monter sur le Trône d'Ecosse, usurpé par la Famille des Brus: Que la Minorité du Roi David lui offroit une conjoncture qui ne se retrouveroit pas aisément: Enfin, que le Roi d'Angleterre étoit dans la disposition

Il se sert d'Edouard Baillot, pour exécuter ce dessein.

Robert. Knighton, Walsingb.

Il l'excite à faire valoir ses droits sur l'Ecosse, & lui promet du secours.

EDOUARD III.
1331.

Jos. Barn.

de favoriser ses efforts. Baillol prêta aisément l'oreille à une proposition si flatteuse; & pour s'assurer par soi-même de ce qu'il pouvoit espérer du Roi, il se rendit en Angleterre, où il se tint caché. Pendant ce tems-là, il négocioit avec Edouard, par l'entremise de Beaumont, touchant les conditions sous lesquelles il devoit s'engager à cette entreprise. L'Historien d'Edouard fait de grands efforts pour justifier le Roi, sur une démarche si contraire à la bonne-foi, & au Traité fait en dernier lieu avec l'Ecosse. Mais ceux qui n'ont point intérêt de défendre sa réputation, pourront difficilement s'empêcher de reconnoître, qu'en cette occasion, l'ambition fut l'unique, ou le véritable motif de cette conduite. Il n'est que trop vrai-semblable, que l'espérance d'une acquisition, telle que celle du Royaume d'Ecosse, le fit passer par-dessus les scrupules qu'il pouvoit avoir sur ce sujet. J'en donnerai dans la suite des preuves, qui vont bien au-delà de la vraisemblance.

Baillol se prépare pour son expédition.

Edouard seint de vouloir entretenir la paix avec l'Ecosse.
Aft. Publ. T. IV.
pag. 329.

Les deux Parties n'eurent pas beaucoup de peine à régler leurs Conventions. Baillol ne croyoit pas pouvoir acheter trop cherement une Couronne, à laquelle il n'auroit jamais osé aspirer sans être assuré d'un puissant secours. D'un autre côté, Edouard, qui songeoit moins aux intérêts de Baillol qu'aux siens propres, & qui se proposoit de recueillir tout le fruit de cette entreprise, ne fit pas difficulté de promettre encore plus que Baillol n'auroit osé espérer. Ces Conventions ne furent pas plutôt arrêtées, qu'on fit secrètement entendre à la Noblesse Angloise, qu'en servant Baillol on feroit plaisir au Roi. Il n'en fallut pas davantage pour engager dans son parti ceux qui ayant reçu des Terres en Ecosse, de la libéralité d'Edouard I., les avoient ensuite perdues par les revolutions arrivées dans ce Royaume. Outre ce secours, Baillol pouvoit aussi compter dans l'Ecosse même, sur celui des anciens amis de sa Maison, qui se trouvoient intéressés à l'appuyer. En effet, ce n'étoit qu'en mettant ce Prince sur le Trône, qu'ils pouvoient espérer de rentrer dans les Emplois, dont ils se trouvoient éloignés depuis que Robert Brus y étoit monté.

Pendant que Baillol faisoit ses préparatifs, Edouard feignoit de vouloir exactement observer la Paix avec l'Ecosse, & donnoit sur ce sujet divers ordres, qui n'étoient pas trop bien exécutés. Il publia même une Proclamation, contre ceux de ses Sujets qui s'étoient engagés au service de Baillol. Mais il ne fit cette démarche que quand ils furent sur le point de partir, & qu'il n'étoit plus tems de les arrêter. Son unique but étoit de faire accroire au Public, qu'il n'avoit aucune part à cette entreprise, quoiqu'en effet il en fût le véritable Auteur.

Aussi-tôt que Baillol se trouva prêt, il fit embarquer sa petite Armée, qui ne consistoit qu'en deux mille cinq cens hommes, & alla descendre à *Kingcorm*, tout proche de Perth, d'où il renvoya ses Vaisseaux. Il voulut par là faire connoître à ses Troupes, qu'elles ne devoient

mettre leur confiance que dans leur valeur. Ces préparatifs n'avoient pu se faire si secrètement, que les Ecoffois n'en eussent eu quelque connoissance. Il avoit à peine achevé de mettre son monde à terre, qu'il apprit qu'*Alexandre Seton* venoit à lui pour le combattre, à la tête de dix mille hommes. Le chemin de la retraite étant fermé aux Anglois, ils n'avoient aucune esperance de salut que la victoire. Ainsi, pleins d'une généreuse résolution, ayant attendu leurs ennemis de pied ferme, ils combattirent avec un courage si extraordinaire, que le Général Ecoffois, avec une Armée fort supérieure, eut la honte d'être entièrement défait. Le Comte de Fyffe, qui suivoit Seton de près avec une Armée encore plus nombreuse, ayant voulu venger cet affront, n'eut pas un meilleur succès. Après ces deux victoires, Baillol s'étant avancé dans le païs, rencontra encore un autre Corps de Troupes Ecoffoises, sur lequel il remporta le même avantage. Cinq jours après, il battit encore *Nigel Brus*, qui venoit l'attaquer avec un Corps de dix mille hommes. En cette dernière occasion, il ne fit quartier à personne, ne voulant point se charger de prisonniers qui ne pouvoient que l'embarraffer.

EDOUARD III.
1331.

Il y gagna quatre batailles.

Quatre batailles perdues en si peu de tems, ayant jetté les Ecoffois dans la dernière consternation, Baillol eut le loisir d'assiéger Perth, qu'on appelle aussi *la Ville de St. Jean*, dont il se rendit maître sans beaucoup de peine. Il y trouva une grande quantité de munitions de Guerre & de bouche, dont il avoit un extrême besoin pour se mettre en état de faire de plus grands progrès. Ses affaires l'ayant obligé à s'éloigner de St. Jean, Patrick Dumber, Comte de la Marche, profita de son absence pour aller assiéger cette même Place. Mais à la première nouvelle qu'il eut que Baillol marchoit pour la secourir, il leva le siège avec précipitation, quoiqu'il eût une Armée supérieure en nombre : tant les pertes précédentes avoient causé de terreur aux Ecoffois.

Il se rend maître de Perth.

La bonne fortune de Baillol ne manqua pas de produire les effets qui accompagnent ordinairement les heureux succès. Un très grand nombre de Seigneurs & de Gentilshommes du païs allèrent se soumettre à lui, & lui prêter le serment de fidélité. Cette défection, qui menaçoit le Roi David d'une plus grande, obligea ce jeune Prince à s'en aller, avec la Reine sa Femme, chercher un azyle en France, ne pouvant plus demeurer en sûreté dans leur Royaume. Cependant, afin de donner un plus grand branle aux affaires d'Ecoffe, Edouard fit en sorte que divers Particuliers de ses Sujets équipèrent, en leur propre nom, une Flotte pour aller donner la chasse à celle que les Ecoffois avoient mise en Mer, & sur laquelle ils fendoient leur dernière ressource. La perte de cette dernière, qui fut ruinée par les Anglois, acheva de déconcerter les partisans du Roi David. Le Comte de Fyffe, qui étoit un des principaux, alla se soumettre au Vainqueur, & son exemple

David Roi d'Ecoffe se retire en France.

La Flotte d'Ecoffe est battue par les Anglois.

ÉDOUARD III.
1331.

Baillol se fait
couronner, &
rend hommage à
Édouard pour l'E-
cosse.

Il lui cède Bar-
wick.
*Ann. Publ. T. IV.
pag. 536, 539.*

Édouard leve une
armée sous pré-
texte des troubles
d'Irlande.

Mais il la fait
marcher vers l'E-
cosse.

1333.
Il se plaint que
les Ecoffois ont
rompu la Paix.
*Ann. Publ. T. VI.
pag. 552.*

fut suivi de plusieurs autres. Ces heureux succès déterminèrent Baillol à se faire couronner. La cérémonie se fit à Scone, où se faisoit ordinairement l'inauguration des Rois.

Ce nouveau Roi ne fut pas plutôt sur le Trône, que, pour accomplir le Traité qu'il avoit fait avec le Roi d'Angleterre, il lui rendit hommage pour le Royaume d'Ecosse de la même manière que son Pere l'avoit rendu à Édouard I., c'est-à-dire, avec toutes les circonstances qui pouvoient le mieux marquer une entière sujétion. Dans les Lettres Patentes qu'il en fit dresser, il disoit expressément, que c'étoit du consentement du Roi d'Angleterre, & par les secours qu'il avoit reçus des Anglois, qu'il étoit rentré dans son héritage, dont il supposoit, contre la vérité, que Jean son Pere avoit été chassé par Robert Brus. De plus, il ceda au Roi d'Angleterre, en paiement des secours qu'il avoit reçus de lui, la Ville & le Château de Barwick, qui étoient encore au pouvoir du Roi David. Il offrit même d'épouser Jeanne Sœur d'Édouard, si l'on pouvoit obtenir la cassation du mariage de cette Princesse avec David Brus. Enfin, il promit de fournir au Roi son Souverain, un secours d'hommes & d'argent, toutes les fois qu'il en seroit requis. Toutes ces circonstances font voir manifestement, qu'Édouard n'avoit eu que trop de part au projet de cette Expédition, quelques efforts que ses Historiens fassent pour l'en justifier.

Pendant que Baillol étoit occupé à pousser ses conquêtes en Ecosse, Édouard avoit assemblé le Parlement d'Angleterre pour lui demander un subside. Le prétexte de cette demande étoit pris de certains troubles qui s'étoient élevés en Irlande, & qu'il représentoit si dangereux, qu'il ne pouvoit se dispenser d'envoyer une Armée dans cette Isle. Le subside fut aisément accordé. Mais pendant que les Troupes destinées à cette Expédition étoient en marche pour aller s'embarquer, elles reçurent ordre de s'avancer vers les frontières d'Ecosse. Édouard ayant représenté au Parlement qu'il étoit dangereux de laisser les Provinces du Nord dégarnies, pendant que leurs voisins étoient en armes, & assuré, que la présence étoit nécessaire en ces quartiers-là; on consentit que l'Expédition d'Irlande fût remise à une autre fois. Apparemment, le Parlement ne se laissa pas abuser; mais il voulut bien s'aveugler volontairement, pour ne pas porter obstacle aux desseins du Roi.

Cependant, Édouard voyant que par la rapidité des conquêtes de Baillol, son projet réussissoit selon ses souhaits, ne balança plus à lever le masque. Il commença, sur des prétextes frivoles, à se plaindre que les Ecoffois avoient rompu la Paix. Il falloit bien qu'il manquât de bonnes raisons, puisqu'il en employoit une si peu vraisemblable, dans la conjoncture où l'Ecosse se trouvoit. Le Régent que le Roi David avoit laissé en Ecosse, n'épargna ni excuses ni prières, ni soumissions, pour

pour détourner l'orage qui menaçoit sa Patrie : mais ce fut inutilement. Edouard, qui avoit formé le dessein de s'emparer de Barwick, assiegea bien-tôt après cette Place. Il la pressa si vivement, qu'il obligea le Gouverneur à signer une Capitulation, par laquelle il s'obligeoit de la rendre si elle n'étoit pas secourue dans un certain jour. Pendant ce tems-là, le Régent voyant qu'il ne pouvoit sauver Barwick que par quelque grand effort, avoit levé une Armée, & s'avançoit en diligence pour combattre les Anglois. Edouard qui en étoit averti, alla l'attendre sur la hauteur de *Halydown*, où se donna un furieux Combat, qui fut suivi de la déroute entière de l'Armée d'Ecosse. Sept Comtes Ecossois y furent tuez sur la place, avec neuf-cens Chevaliers, & quatre-mille Gentilshommes, outre trente-deux mille simples Soldats, si l'on veut croire les Auteurs Anglois. Mais les Ecossois n'en avouent que dix-mille ; en quoi, sans doute, ils s'éloignent moins de la vérité. Cette victoire fut suivie de la conquête de Barwick, que le Roi annexa pour toujours à la Couronne d'Angleterre.

Le succès de cette Campagne ayant rempli les esperances d'Edouard, il reprit le chemin de ses Etats, après avoir laissé à Baillol un Corps de Troupes, pour achever de réduire toute l'Ecosse. Fortifié de ce secours, Baillol conquirit encore quelques Places ; après quoi il alla tenir son premier Parlement à Edimbourg. Il y fit confirmer & ratifier tout ce qui avoit été déjà fait en faveur du Roi d'Angleterre. Deplus, tous les Seigneurs Anglois qui l'avoient servi, recouvrèrent les Terres qu'ils avoient perdues en Ecosse, ou en acquirent de nouvelles. Tous les Actes de Parlement passez sous Robert Brus, furent cassez, comme ayant été faits par une autorité illégitime. Baillol ne se contenta pas d'avoir marqué sa reconnoissance à Edouard par la cession de Barwick, & par l'hommage qu'il lui avoit rendu ; il lui livra encore *Roxborough*, *Jedworth*, *Selkirk*, *Dumfrees*, & le Château d'*Edimbourg*, pour recompense, ainsi qu'il le disoit lui-même dans ses Lettres, des secours qu'il avoit reçus de lui pour recouvrer ses Etats.

Cet hommage volontaire, & ces grandes alienations, lui firent perdre l'estime & l'affection de ses nouveaux Sujets. Il ne leur étoit pas difficile de s'appercevoir, que ce Prince n'étoit qu'un instrument dont Edouard se servoit pour se rendre maitre de l'Ecosse. Dans cette persuasion, ils résolurent de secouer le joug de ce nouveau Roi, qui trahissoit si ouvertement les intérêts du Royaume. Quelques-uns des principaux, profitant de cette disposition générale, se mirent à la tête d'un Corps de Mécontents, & allèrent chercher Baillol, qui ne s'attendoit à rien moins qu'à être attaqué. Ils le surprirent, le battirent, & le mirent dans la nécessité de se sauver, sur un Cheval sans selle, à Carlisle, d'où il fit savoir à son Protecteur le malheur qui lui étoit arrivé.

Dans ce même tems, Edouard avoit assemblé un Parlement, au-

Tome III.

X

EDOUARD III.

1333.
Il se rend maitre de Barwick.

Bataille de Halydown, où les Ecossois sont défaits.
Ibid. pag. 171.

Barwick ouvre ses portes à Edouard.

Baillol tient son premier Parlement en Ecosse.

AB. Publ. T. IV.
pag. 190.

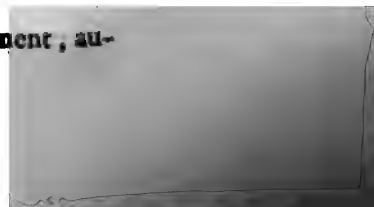
Il cède diverses Places à Edouard.

1334.

Les Ecossois se revoltent contre lui.

Boech. Buchanan.

Il est surpris & chassé d'Ecosse.



EDOUARD III.
1334.

Edouard marche
en Ecosse, & ra-
vage ce Royau-
me.

1335.
Autre expédition
d'Edouard en E-
cosse.

Le Régent d'E-
cosse est fait pri-
sonnier par les
Anglois.

Le Pape & le
Roi de France tâ-
chent de détour-
ner Edouard de la
Guerre d'Ecosse.

quel il avoit communiqué le dessein qu'il disoit avoir formé d'aller à la Terre Sainte, avec le Roi de France & plusieurs autres Princes Chrétiens. Mais la nouvelle de la révolution arrivée en Ecosse, lui fit changer son prétendu projet. Dès qu'il eut obtenu le secours d'argent qu'il demandoit, il marcha vers ce Royaume à la tête d'une nombreuse Armée, & pénétra sans opposition jusqu'aux Provinces du Nord, pendant que l'Armée Ecossoise se tenoit dans des postes où il n'étoit pas possible de l'attaquer. Ainsi, faute de trouver des ennemis à combattre, il quitta l'Ecosse pour retourner en Angleterre. Il étoit à peine arrivé sur la frontière, que Dumber, qui commandoit l'Armée d'Ecosse, sortant de ses retraites, reprit quelques Places sur les Anglois. Comme la saison ne permettoit pas au Roi d'aller chercher ses ennemis, il mit ses Troupes en quartier; & pour ne pas trop s'éloigner, il résolut de passer l'Hiver à Roxborowgh.

Au commencement du Printemps, il attaqua l'Ecosse par Mer & par Terre. Il s'avança même jusqu'à l'Océan Septentrional. Mais il ne tira pas de grands avantages de cette course, l'extrémité de l'Ecosse ne pouvant être gardée qu'en y tenant toujours une Armée supérieure à celle des Ecossois. Ainsi voyant qu'il ne pouvoit les attirer au combat, il séjourna quelque tems à Perth, pendant que le Comte de Cornouaille son Frere ravageoit les Provinces Occidentales de ce malheureux Royaume. Il est vrai que les Ecossois remportèrent quelque avantage sur cinq-cens Archers Anglois, qui se laisserent surprendre. Ils prirent aussi le Comte de Namur & le Prince son Frere, qui servoient dans l'Armée d'Edouard. Mais ce dernier avantage leur fut fatal, en ce qu'il leur fit perdre le Comte de Murray, Régent du Royaume. Ce Seigneur, qui avoit eu la générosité de rendre la liberté à ces deux prisonniers, ayant voulu pousser plus loin la civilité, en les conduisant lui-même sur la frontière, eut le malheur d'être pris par un Parti de la Garnison de Roxborowgh. Cet accident ajouta aux pertes que les Ecossois avoient déjà faites, celle d'un bon Général, & d'un très habile Régent.

Cependant, le Pape & le Roi de France s'employoient fortement, quoique d'une manière indirecte, pour le Roi David, en tâchant de détourner les armes Angloises d'un autre côté. Pendant qu'Edouard étoit à Perth, il y reçut des Ambassadeurs de France, qui, conjointement avec le Nonce du Pape, le presserent d'accomplir l'engagement où il étoit entré, de porter ses armes dans la Palestine. Il comprit aisément, que cette proposition ne tendoit qu'à le distraire de la Guerre d'Ecosse. Ainsi, pour éviter de plus fortes sollicitations, il répondit nettement aux Ambassadeurs de Philippe, que par la grace de Dieu, il se sentoit assez fort pour faire la Guerre aux Infidèles, sans l'assistance de leur Maître, dès qu'il auroit achevé de subjuguier l'Ecosse. Cette réponse ayant fait connoître aux Ecossois, qu'il étoit entiere-

ment résolu de ne point finir la Guerre avant que de s'être rendu maître absolu du Royaume, la plupart d'entre eux se soumirent volontairement, voyant bien qu'il ne leur étoit pas possible de résister plus longtemps. Ceux qui prirent ce parti, en obtinrent des conditions assez favorables; mais il s'en trouva d'autres qui aimerent mieux s'exposer aux plus rudes extremitez, que de se soumettre au joug des Anglois. Après la fin de la Campagne, Edouard s'en retourna triomphant en Angleterre, ayant donné ses ordres pour faire fortifier de nouveau, *Perth*, *Edimbourg*, *Sterling*, & laissé le Gouvernement de l'Ecosse au Comte d'Athol.

Ce nouveau Général, qui, bien qu'Ecossois, avoit pris le parti d'Edouard pour se venger de certains affronts qu'il avoit reçus de ses Compatriotes, n'eut pas plutôt le commandement de l'Armée Angloise, qu'il alla faire le siege de *Kildrumney*. *Dumbar* & *Douglas*, qui commandoient les Troupes d'Ecosse, se hâterent d'aller au secours, & quoique leur armée fût très inférieure en nombre, ils battirent & tuèrent le Comte d'Athol, & secoururent la Place. Cet heureux succès ayant inspiré un nouveau courage aux Ecossois, ils se rassemblèrent de tous côtes, sous la conduite de ces deux Généraux, qui firent des progrès très considérables.

Edouard, qui croyoit avoir assez bien dompté ce Peuple, entra dans une espece de fureur en apprenant cette nouvelle revolte. Dès que la saison le lui permit, il marcha pour la quatrième fois dans le centre de l'Ecosse, & ravagea d'une maniere impitoyable, les Provinces qui s'étoient déclarées contre lui. En s'en retournant, il fit réduire en cendres la Ville d'*Aberdeen*, & quelques autres moins considérables; & ayant laissé un petit Corps d'Armée à *Baillol*, il reprit la route de ses Etats, où des affaires plus importantes le rappelloient. Ce fut la dernière Expédition que ce Prince fit en Ecosse. Il étoit tems que ce malheureux Royaume jouît de quelque repos. Depuis qu'Edouard I. avoit commencé à l'attaquer, il s'y étoit répandu tant de sang Ecossois, qu'on ne peut assez admirer qu'après tant de pertes, les Peuples de ce pais-là fussent encore en état de disputer leur liberté.

Les quatre Expéditions qu'Edouard avoit faites en Ecosse, lui avoient sans doute acquis beaucoup de reputation. Mais il semble qu'on auroit pu lui disputer une partie de la gloire, par la consideration de la superiorité de ses Troupes, plus nombreuses, mieux disciplinées, & mieux pourvues de toutes les choses nécessaires, que celles des Ecossois. Il voulut donc faire voir dans un champ plus vaste & plus noble, qu'il ne craignoit pas d'affronter de plus grands dangers, ni de se mesurer avec des ennemis plus redoutables. Ainsi, négligeant désormais l'Ecosse qu'il croyoit avoir assez bien domptée, & qui ne lui offroit plus de lauriers à cueillir, il résolut d'attaquer la France, le plus puissant Etat de l'Europe, & de faire tous ses efforts pour ar-

EDOUARD III.
1335.
Les principaux
Ecossois se sou-
mettent à Edou-
ard.

Edouard retour-
ne en Angleterre.

Les Anglois sont
battus.

1336.

Edouard ravage
l'Ecosse,

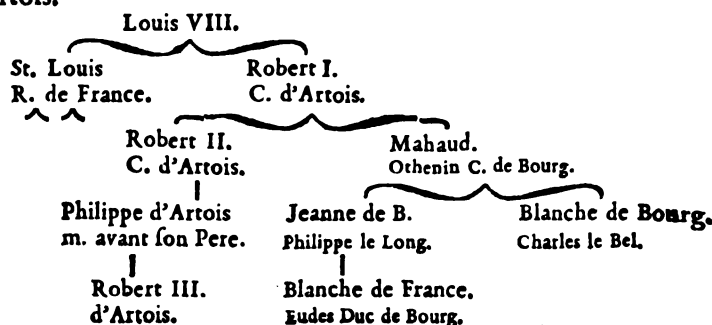
& s'en retourne.

Desseins d'E-
douard contre la
France.

EDOUARD III.
1336.

racher la Couronne à Philippe de Valois. J'ai déjà parlé des prétentions qu'il avoit sur ce Royaume, dont il avoit été exclus en vertu de la Loi Salique. Comme il prétendoit qu'elle avoit été mal expliquée, & que ce fut la source & l'origine d'une longue & sanglante Guerre qui mit souvent la France dans un extrême danger, il y auroit quelque espece de nécessité, avant que d'entrer dans le détail de cette Guerre, d'en faire connoître le véritable fondement. Mais comme il est trop difficile d'expliquer cette matiere en peu de paroles, je prie le Lecteur de trouver bon que je le renvoye à une espece de Dissertation qui sera mise à la fin de ce Regne, pour ne pas interrompre trop longtems le fil de l'Histoire. Il suffira de dire ici en deux mots, qu'Edouard prétendoit que la Loi Salique, en excluant les Femmes de la Succession à la Couronne, n'en excluait pas leurs Descendans mâles; d'où il inferoit, que le mâle le plus prochain devoit succéder.

Le Recueil des Actes Publics contient diverses Pieces qui font voir clairement, qu'encore qu'Edouard eût paru acquiescer au Jugement donné en France contre lui, il rouloit dans sa tête quelque grand dessein, & que c'étoit contre la France. On y voit, entre autres, une Lettre qu'il écrivit aux habitans de Bayonne, dans laquelle il leur promettoit positivement, de ne faire jamais de Paix avec la France, sans qu'ils y fussent compris; quoiqu'en ce tems-là il ne fut pas en Guerre avec cette Couronne. Ce ne fut donc pas *Robert d'Artois*, chassé de France & réfugié en Angleterre, qui lui inspira cette pensée, comme tous les Historiens de France l'assurent unanimement. Je ne voudrois pourtant pas nier que ce Prince, mécontent de Philippe de Valois, n'ait contribué par ses conseils, & peut-être par la consideration des intelligences qu'il avoit en France, à lui faire hâter l'exécution de son projet. Mais puisque Robert d'Artois est communément regardé comme l'Auteur de cette entreprise, & des maux que la France souffrit en cette occasion, il ne sera pas hors de propos d'instruire le Lecteur des sujets que ce Prince, descendu de Louis VIII., croyoit avoir de se plaindre de Philippe. Pour cet effet, il est nécessaire d'avoir quelque connoissance de la Généalogie de la Maison d'Artois.



Robert I. Comte d'Artois, Fils de Louis VIII. Roi de France, eut un Fils & une Fille, savoir, *Robert & Mahaud*. Robert II. fut Comte d'Artois, & Mahaud épousa *Othenin* Comte de Bourgogne, de qui elle eut deux Filles, *Jeanne & Blanche*, qui furent Femmes de Philippe le Long & de Charles le Bel, Rois de France. De la première vint une Fille nommée *Blanche*, qui épousa Eudes Duc de Bourgogne. Robert II. n'eut qu'un Fils nommé Philippe, qui étant mort avant le Comte son Pere, laissa un Fils nommé Robert, qui fut le troisième de ce nom, mais qui ne fut pas Comte d'Artois. Après la mort de Robert II., qui arriva sous le Regne de Philippe le Bel, il y eut un grand procès touchant la Succession de l'Artois. Robert III. y prétendoit comme Petit-Fils de Robert II. & le plus prochain Héritier mâle. Mais Mahaud sa Tante soutenoit que cette Succession lui appartenait, comme Sœur de Robert II. & plus prochaine d'un degré que Robert III. La Cour des Pairs décida la question en faveur de Mahaud, dont les deux Filles épousèrent les deux Fils cadets de Philippe le Bel. Robert d'Artois demeura dans le silence pendant la vie de Philippe, & pendant tout le Regne de Louis Hutin: mais il arma sous la Régence de Philippe le Long, & se mit en possession de l'Artois. Lors que de Régent Philippe fut devenu Roi, l'affaire concernant l'Artois fut encore portée à la Cour des Pairs, & jugée encore une fois en faveur de Mahaut sa Belle-Mère. Après la mort de Charles le Bel, Robert d'Artois fut de tous les Grands de France celui qui agit avec le plus de chaleur pour faire obtenir la Couronne à Philippe de Valois son Beau-Frère, & qui soutint le plus fortement l'autorité de la Loi Salique. Il espéroit d'établir par là un préjugé en sa faveur; & que la Loi Salique ayant été admise par rapport à la Couronne, tous les Fiefs qui en dépendoient seroient sujets à la même Loi. Ainsi, fondé sur ce préjugé qui lui étoit favorable, & sur l'avantage qu'il avoit d'être Beau-Frère du nouveau Roi, il renouvela le procès & produisit certaines Lettres du Grand Sceau, dont il prétendoit se prévaloir. Mais Philippe fit examiner ces Lettres avec tant d'exactitude, qu'on en découvrit la fausseté, pour laquelle une Demoiselle d'Artois qui les avoit fabriquées, fut sévèrement punie. Cet Acte, sur lequel Robert s'appuyoit, ayant été rejeté, le Comté d'Artois fut adjugé à *Blanche* Fille de Philippe le Long, en vertu du droit qu'elle tiroit de Mahaud sa Grand-Mère. Robert, outré de dépit, s'emporta contre le Roi, & lui fit même des reproches qui le piquèrent jusqu'au vif. On dit qu'il y ajouta des menaces, qui déterminèrent le Roi à le pousser avec rigueur. Il le fit citer à la Cour des Pairs, & l'ayant fait condamner par défaut, il fit publier la Sentence dans les rues de Paris. Robert se retira dans le Haynaut: mais Philippe ne l'ayant pas même laissé tranquille dans cette retraite, il prit le parti désespéré d'aller se jeter entre les bras du Roi d'Angleterre. Il trouva ce Monarque finissant la

EDOUARD III
1336.
Etat du procès
pour le Comte
d'Artois.

EDOUARD III. Guerre d'Ecosse, & méditant son entreprise contre la France. Vraisemblablement, il contribua par ses sollicitations à hâter l'exécution de ce projet.

1337.
Edouard fait alliance avec plusieurs Princes.
Ad. Publ. T. IV.
1335-1337.

& avec Jacques d'Artevelle & les Flamans.

Victoire des Anglois en Flandre.
Mezerai.

Une Guerre de cette importance ne pouvoit pas se commencer, sans avoir fait des préparatifs extraordinaires, & sans l'appui de diverses Alliances qui pussent contrebalancer la supériorité que la France avoit alors sur l'Angleterre. Edouard avoit déjà mis dans ses intérêts l'Empereur Louis de Bavière, le Duc de Brabant, les Comtes de Gueldre & de Haynaut ses Beaux-Frères, l'Archevêque de Cologne, & divers autres Princes Allemands. Il ne négligea pas même les secours particuliers de divers Seigneurs d'Allemagne, de Flandre, de Brabant, de Gascogne, qui devoient lui fournir un nombre de Cavaliers, proportionné aux sommes qu'il leur donnoit. Toutes ces Troupes rassemblées & jointes aux Anglois, devoient former une Armée très nombreuse. Mais ces Alliances n'étoient pas à beaucoup près si avantageuses, que celle qui lui fut procurée par Robert d'Artois, avec *Jacques d'Artevelle* Brasseur de Bière à Gand (1) Le crédit de ce Bourgeois étoit si grand en Flandre, qu'il en avoit fait revolter les principales Villes contre le Comte. Ce Prince s'étoit même vu réduit à la nécessité de se réfugier en France, en attendant que Philippe, qui s'étoit engagé à le rétablir pût exécuter sa promesse. Edouard, profitant de cette conjoncture, avoit offert sa protection aux Flamans, qui l'avoient acceptée avec joye, dans la crainte où ils étoient de se voir opprimer par Philippe. Cette alliance lui étoit d'autant plus avantageuse, qu'outre le secours qu'il pouvoit attendre de ce Peuple, elle lui fournissoit la commodité de pouvoir assembler son Armée en Flandre, & une voye pour s'ouvrir de ce côté-là une entrée dans le pays ennemi. Le Parlement, qui avoit approuvé son entreprise, lui ayant accordé de grands subsides pour l'exécuter, il mit sur pied une des plus belles Armées qu'on eût jamais levée en Angleterre. En attendant que tous ses Alliez fussent en état d'agir, il envoya une partie de ses Troupes au secours des Flamans, que leur Comte pouffoit vigoureusement avec le secours de la France. A l'arrivée de ces Troupes, Gui, Frere du Comte de Flandre, qui s'étoit posté dans l'Isle de Cadfant, fut battu & fait prisonnier. Ce premier succès des armes Angloises déconcerta

(1) Cet homme ayant entrepris de se rendre le Protecteur du Peuple, avoit tout à son commandement. Il n'alloit jamais dans les rues sans avoir à sa suite soixante ou quatre-vingts Estaffiers, qui au moindre signal tuoient tout homme reconnu pour n'être pas des Amis d'*Artevelle*. Il recevoit & dépensoit à sa fantaisie les revenus du Comte de Flandre; il bannissoit tous les Seigneurs qu'il soupçonnoit être dans les intérêts du Comte; & il avoit dans chaque Ville du Pays des gens à sa solde, qui lui servoient d'Espions & l'avertissoient de tous ceux qui étoient portés de mauvaise volonté contre lui, qu'il ne laissoit point en repos jusqu'à ce qu'il les eût chassés du Pays, ou ruinés. Il fut massacré à la fin en 1345, par la Populace, pour avoir tenté de faire Comte de Flandre le Fils du Roi *Edouard*. *TIND.*

tellement les mesures du Comte de Flandre, que les Villes, qui jus-
qu'alors avoient tenu son parti, se déclarerent contre lui.

EDOUARD II.
1337.

Pendant qu'Edouard faisoit ses préparatifs pour cette importante Guerre, qui étoit l'objet de tous ses soins, il convoqua un Parlement. C'étoit principalement pour établir un bon ordre dans le Commerce des Laines qui étoit d'une très grande importance pour le Royaume. Dans ce même Parlement, il créa Duc de Cornouaille le Prince Edouard son Fils aîné, qui fut le premier en Angleterre à qui le titre de Duc fut conféré (1).

Le Prince E-
douard est fait
duc de Cornouail-
le.

Dès que le Roi se vit à peu près en état de commencer la Guerre, il écrivit au Pape & aux Cardinaux, pour justifier son entreprise contre la France. Il se plaignoit dans ses Lettres, qu'encore qu'après la mort de Charles le Bel son Oncle, la Couronne lui fût dévolue comme à l'Héritier le plus prochain, il en avoit été privé par un Jugement injuste & précipité : Que les Ambassadeurs qu'il avoit envoyez à Paris pour la demander, non-seulement n'avoient pas été écoulez, mais que même on avoit poussé la violence à leur égard jusqu'à les menacer, & à leur faire courir risque de la vie : Qu'en ôtant à un Mineur la Couronne qui lui appartenoit légitimement, les Grands de France avoient fait l'office de brigands & de ravisseurs, plutôt que de Juges ; & qu'il protestoit contre tout ce qui s'étoit fait pendant sa Minorité. Ensuite il disoit, que Philippe de Valois, non content d'avoir usurpé le Royaume de France, s'étoit injustement emparé de la Guienne & du Comté de Ponthieu, avant que d'avoir déclaré la Guerre, & avoit sans cause réuni ces deux Provinces à la Couronne : Qu'il avoit favorisé la révolte des Ecoffois, au-lieu de s'unir avec lui, comme la liaison du sang le demandoit : Enfin que, par toute sa conduite, il avoit fait connoître qu'il étoit son ennemi mortel, & qu'il ne regardoit qu'avec un extrême chagrin tout ce qui pouvoit tendre à l'honneur de l'Angleterre.

Edouard écrit au
Pape contre Phi-
lippe.
AB. Publ. T. IV.
pag. 826.

Philippe ayant eu communication de ces Lettres, répondit que, par la Loi Salique, & par le Jugement des Grands, Edouard se trouvoit exclus de la Succession à la Couronne de France, sur laquelle d'ailleurs il ne pouvoit prétendre aucun droit, puisqu'il étoit né hors du Royaume : Que quant à lui, non seulement tous les François l'avoient reconnu pour Roi, mais qu'Edouard lui-même avoit ac-

Réponse de Phi-
lippe.

(1) Edouard fut revêtu du Duché de Cornouaille, par une Guirlande sur la tête, un Anneau au doigt, & une Verge d'argent. Depuis ce tems-là les Fils aînez des Rois d'Angleterre sont Ducs de Cornouaille nez. On créa à la même solemnité six Comtes & vingt Chevaliers, parmi lesquels, dit Speed, étoit le Chevalier Thomas de la More, qui écrivit la vie d'Edouard II. Il est souvent cité par M. de Rapin. Il écrivit en François, mais il a été souvent publié en Anglois par les Auteurs des Histoires générales de cette Nation. Il parle fort au long des souffrances de ce Roi. T I N D.

EDOUARD III.
1337.

Replique d'Edouard.

Edouard fait de-
mander la Cou-
ronne de France
par le Duc de
Brabant, & le
fait son Lieute-
nant Général en
France.

Ibid. pag. 815.

1338.

Le Pape envoie
deux Légats en
Angleterre.

Edouard accor-
de une comite
treve.

AB. Publ. T. IV.
pag. 833. 838.

Edouard se pré-
pare à la Guerre.

Le Dauphin de
Viennois veut fai-
re ériger son pais
en Royaume.
AB. F. bl. T. IV.
pag. 839.

quiescé à leur Jugement : Que l'hommage qu'il avoit rendu en per-
sonne, & confirmé par ses Lettres Patentes, faisoit voir manifeste-
ment, qu'il étoit lui-même convenu du peu de fondement de ses pré-
tentions. Edouard repliqua, que la protestation qu'il avoit faite en
présence de son Conseil, avant que d'aller rendre hommage, empê-
choit que cette démarche ne put lui porter du préjudice : Que la seule
crainte de perdre ses Terres de France l'y avoit obligé ; & que cette
raison jointe à celle de la Minorité, étoit plus que suffisante pour ren-
dre invalide tout ce qu'il y avoit fait jusqu'alors. De ces deux raisons,
la première auroit été difficilement admise dans une Cour de Justice :
mais ce n'étoit pas là que ce fameux procès se devoit juger. Cepen-
dant, Edouard voulant faire connoître à ses Alliez qu'il étoit engagé
dans cette querelle d'une manière à ne pouvoir plus reculer, chargea
le Duc de Brabant de demander en son nom la Couronne de France.
En même tems, il l'établit pour son Lieutenant Général dans tout ce
Royaume, avec ordre aux François, qu'il appelloit ses Sujets, de lui
obéir.

Pour tâcher de prévenir les maux qu'une querelle de cette nature
pouvoit causer à la Chretienité, Benoît XII, qui occupoit alors le
Siege Pontifical, s'employa vivement envers les deux Rois. Mais
comme Edouard étoit l'agresseur, le Pontife lui envoya d'abord deux
Cardinaux, qui avoient ordre de faire tous les efforts possibles pour le
porter à la Paix. Ces deux Légats s'acquitterent de leur commission avec
beaucoup de chaleur, & sollicitèrent fortement Edouard à mettre
cette affaire en négociation. Ils ne purent pourtant s'empêcher de mar-
quer quelque partialité en faveur de la France, à cause des liaisons
qu'Edouard avoit avec l'Empereur, qui étoit ennemi déclaré du Pape.
Cela n'empêcha pas que le Roi ne leur témoignât que leur médiation
lui étoit agréable, & qu'il n'offrit de faire la Paix, pourvu qu'on lui
fit des propositions qui eussent quelque proportion avec ses droits. Il
s'engagea même à retarder l'exécution de ses desseins jusqu'au mois de
Mars suivant. Mais cette condescendance étoit peu considérable, puis-
qu'on étoit alors au mois de Décembre. Il employa le reste de l'hiver
à préparer son Armée & sa Flotte, & principalement à fortifier la Ligue
par de nouveaux Alliez. Parmi ceux-ci, on trouve dans le Recueil des
Actes Publics, le Comte Palatin du Rhin, le Duc d'Autriche, & le
Dauphin de Viennois, que les Historiens mettent tous trois au nom-
bre des Alliez de la France. Cela donne lieu de présumer qu'ils s'étoient
d'abord engagés avec Edouard, & qu'ensuite ils se laisserent gagner
par Philippe. Le Dauphin avoit conçu le dessein de faire ériger son
Pais en Royaume. C'étoit vrai-semblablement par cette raison, qu'il
avoit voulu entrer dans la Ligue d'Edouard, esperant sans doute qu'il
emploieroit son crédit auprès de l'Empereur, pour lui obtenir ce qu'il
souhaitoit. Ce projet ne lui ayant pas réussi, il se rangea dans le parti
de

de la France. Le Comte de Haynaut voulant aussi entrer dans la Ligue, EDOUARD III. 1338. souhaita qu'Edouard fût revêtu du titre de *Vicaire de l'Empire*, afin d'avoir un prétexte de joindre ses armes à celles de ce Prince, comme commandant les forces de l'Empereur. Pour satisfaire ce Comte, & dans l'espérance de porter par là d'autres Princes Allemands à la même résolution, Edouard voulut bien demander à l'Empereur cette Dignité.

Le Comte de Haynaut entre dans la Ligue.

Quand il eut pris toutes les précautions que la prudence lui suggeroit, il partit d'Angleterre avec une Flotte de cinq-cens voiles, & prit la route d'Anvers, où des affaires importantes l'appelloient. Il étoit nécessaire qu'il s'approchât de ses Alliez, afin de prendre avec eux toutes les mesures convenables pour l'exécution de ses desseins. Quoique ses Ambassadeurs eussent conclu des Alliances en son nom avec plusieurs Princes, il restoit encore bien des choses à régler avec ces Puissances, avant que de pouvoir assembler leurs forces. Ce fut proprement ce qui retarda de plusieurs mois le commencement de la Campagne : mais ce retardement ne fut pas entièrement inutile. Pendant ce tems-là, Edouard alla s'aboucher à Cologne avec l'Empereur (1), qui lui fit expédier une Patente pour l'établir Vicaire de l'Empire, comme il l'avoit souhaité. Cette espèce de faveur fut accompagnée de la promesse d'un puissant secours; promesse qui fut ensuite mal exécutée. Les Villes de Flandres étant entrées dans la Ligue par l'entremise de Jacques d'Artevelle, craignoient de se voir un jour abandonnées à la vengeance de leur Comte & du Roi de France. Il étoit donc nécessaire qu'Edouard se fit voir aux Flamans, afin de les rassurer par sa présence. Ce fut dans cette vue qu'il fit un voyage à Gand, & qu'il accorda aux principales Villes du pays divers privilèges, par rapport au Commerce qu'elles avoient avec l'Angleterre. Pendant ce même intervalle, il promit au Marquis de Juliers de le faire Pair d'Angleterre; ce qu'il exécuta dans la suite, en le créant Comte de Cambridge (2).

Edouard se rend à Anvers.

Juillet.

Il est fait Vicaire de l'Empire.

1339. Il s'engage à faire le Duc de Juliers Pair d'Angleterre.

(1) A cette Entrevue, on dressa deux Trônes en pleine Place publique, l'un pour l'Empereur, & l'autre pour le Roi. L'Empereur se plaça le premier, & le Roi s'assit auprès de lui. Cela se fit en présence de quatre *Grands-Ducs*, de trois *Archevêques* & de trois *Evêques*, de 37 Comtes, & selon les *Hérauts*, de 17000 *Baniers*, *Bannereux*, *Chevaliers*, & *Ecuyers*. L'Empereur tenant son Sceptre, le Globe à la gauche, & un Chevalier d'*Allemagne* lui tenant sur la tête une Epée nue, Sa Majesté Impériale déclara alors publiquement la Déloyauté, Perfidie & Lâcheté du Roi de France; sur quoi il le défia, & prononça qu'il avoit forfait & perdu la protection & faveur de l'Empire. Il établit dans le même tems Edouard Vicaire Général de l'Empire, lui concédant un plein & absolu pouvoir sur tous les Pais en-deçà du Rhin jusqu'à Cologne, dont il lui donna une *Chartre Impériale*, à la vue de tous ceux qui se trouverent présens. *Jos. Barnes, Vie d'Edouard III. TIND.*

(2) Le 7 de Mai, l'année quatorzième d'Edouard III. Le Roi fit au Marquis de Juliers un don de 20 livres sterling l'année, payables des revenus casuels du Comté de Cambridge, pour soutenir sa nouvelle Dignité. Mais ce Seigneur ne fut jamais convoqué au Parlement. Il étoit Fils de la Sœur de la Reine Philippe. Il mourut sans Enfants mâles. *TIND.*

EDOUARD III.
1339.
Il érige le Com-
té de Gueldre en
Duché.

Le pouvoir que la Dignité de Vicaire de l'Empire lui donnoit, le mit en état d'ériger le Comté de Gueldre en Duché, & d'accorder à la Ville de Cologne divers privilèges, par où il fortifia l'Alliance qu'il avoit déjà contractée avec l'Archevêque. Entre tous les Alliez, le Duc de Brabant étoit celui qui lui causoit le plus d'embarras. Ce Prince, craignant que les deux Monarques ennemis ne s'accommodassent à ses dépens, comme il arrive assez souvent que les grands Princes négligent les intérêts des petits qui les ont servis, vouloit prendre ses sûretés, avant que de s'engager dans la Ligue. Plus il marquoit de défiance, & plus Edouard redoubloit ses efforts pour s'assurer de son secours. Outre l'argent qu'il lui fournit avec profusion, il lui fit espérer l'honneur d'avoir un jour pour Gendre le Duc de Cornouaille, Héritier présomptif de la Couronne d'Angleterre. De plus, afin de lui donner une entière assurance, il voulut bien s'engager par écrit, à ne quitter point les Pais-Bas jusqu'à ce que la Guerre fût terminée.

Il emprunte de
l'argent de tous
côtés.

Il met sa Cou-
ronne en gage.
AB. Publ. T. V.
pag. 101.
Naissance du
Prince Lionnel.

Le Pape écrit au
Roi une Lettre
menaçante.
Ibid. pag. 128.

Edouard entre
dans l'Artois.

Mais toutes ces affaires, quoique très importantes, n'étoient pas la seule cause du long séjour d'Edouard dans le Brabant. Comme les dépenses à quoi il s'étoit engagé étoient excessives, il faisoit, pendant ce tems-là, négocier des emprunts chez tous les Princes étrangers. Il ne se fit pas même un scrupule de s'adresser à des Particuliers, & d'emprunter d'eux les sommes qu'ils voulurent lui prêter, pour modiques qu'elles fussent. On trouve même dans le Recueil des Actes Publics, qu'il mit sa propre Couronne en gage, chez l'Archevêque de Treves. Pendant le séjour qu'Edouard fit à Anvers, la Reine sa Femme y accoucha d'un Prince qui fut nommé *Lionnel*. Ce fut aussi dans cette même Ville qu'il reçut une Lettre du Pape, qui lui représentoit en termes assez forts, le danger où il s'étoit exposé, par son Alliance avec Louis de Baviere qui étoit excommunié. En même tems, il lui reprochoit le tort qu'il s'étoit fait, en recevant de ce prétendu Empereur le Titre de Vicaire de l'Empire, qui étoit si fort au-dessous de lui. Mais ces remontrances firent peu d'effet sur son esprit. Quoique le Pontife menaçât de proceder extraordinairement contre lui par des censures, il aima mieux en courir les risques, que d'interrompre l'exécution de ses desseins.

Tout étant prêt pour commencer la Campagne, qui avoit été retardée jusqu'au mois de Septembre, Edouard se mit à la tête de quarante-mille hommes, & alla camper entre *Marchienne & Douay*. Ensuite il marcha vers le Cambresis, & s'arrêta quelque tems devant les murailles de Cambrai. Ce fut là qu'il apprit que Philippe s'avançoit avec une Armée formidable, à dessein de lui livrer bataille. Comme cette Guerre lui coutoit des sommes immenses, & qu'il avoit intérêt de la terminer promptement par quelque grand coup, dès qu'il eut reçu cette nouvelle, il passa l'Escaut pour aller rencontrer son ennemi. Peu de jours après, les deux Armées se trouvant campées assez proche l'une de l'autre,

tre, aux environs de *Vironfosse*, Philippe lui envoya un Héraut pour lui offrir la bataille, à condition que ce fût dans une plaine, où il n'y eût point d'embarras. Edouard accepta le défi, & lui laissa le choix du tems & du lieu. Le 22. d'Octobre fut marqué pour la décision de cette fameuse querelle. Mais pendant que des deux côtes on se préparoit au combat avec une égale ardeur, Philippe reçut, de la part de Robert Roi de Naples, une Lettre qui l'intimida. Ce Prince, qui passoit pour un très habile Astrologue, lui prédisoit un mauvais succès, en quelque lieu qu'il combattît les Anglois. C'est du moins ce que divers Historiens assurent, ajoutant que, sur la foi de cette prédiction, Philippe se retira, n'osant hasarder la bataille. D'autres pourtant soutiennent avec plus de vrai-semblance, que cette Lettre n'auroit pas été capable de le porter à cette démarche, si les Grands qui l'accompagnoient n'eussent arrêté son ardeur par des conseils plus prudents. On prétend qu'ils lui représenterent, que dans la Bataille qui s'alloit donner, il ne hazardoit pas moins que sa Couronne, au-lieu qu'Edouard ne risquoit que des Soldats, dont la plupart n'étoient pas à lui; & que sur cette remontrance, il se détermina, quoiqu'avec peine, à donner ce petit avantage à son ennemi. Dès qu'Edouard ne vit plus aucune apparence de pouvoir attirer Philippe au combat, il se retira dans le Haynaut. C'est ainsi que le raconte *Froissard*, que les François accusent d'être, en toutes occasions, trop partial pour les Anglois. *Nangis* Historien François a fait un récit tout différent, en disant qu'Edouard se retira le premier, pour ne pas s'exposer au risque d'une Bataille. Ce n'est pas la seule fois qu'on trouve de semblables oppositions entre les Historiens. Il semble pourtant qu'en cette occasion, il n'est pas apparent qu'Edouard, qui avoit passé l'Escaut pour aller rencontrer Philippe, se soit retiré de peur de combattre. Mais les raisons qu'eut Philippe de ne pas hasarder la Bataille, sont très fortes. L'honneur d'un Roi ou d'un Général ne consiste pas à combattre toutes les fois que l'occasion s'en présente, mais à ne le faire qu'à propos, & à ne risquer point la perte d'un Etat sans une extrême nécessité. Quoi qu'il en soit, cette première Campagne se passa sans effusion de sang, excepté dans la Guienne, où les deux Partis se faisoient réciproquement la Guerre. Mais comme il ne se passa rien de fort considérable en ce pais-là, il n'est pas nécessaire de s'arrêter à ce détail.

Il ne fut pas possible à Edouard de repasser en Angleterre, aussi promptement qu'il le souhaitoit, étant retenu dans les Pais-Bas par une affaire qu'on lui avoit suscitée sous main. Le Roi de France, qui voyoit avec chagrin les avantages que son ennemi tiroit de son Alliance avec les Flamans, avoit su, par le moyen de ses Emissaires, inspirer aux Villes de Flandre un scrupule, de ce qu'elles avoient pris les armes contre leur Seigneur Souverain. Ce scrupule, fortifié par les Ecclésiastiques, dont la plupart étoient dans les intérêts de la France, avoit

EDOUARD III.
1339.
Philippe lui présente la bataille.
Il l'accepte.
Ibid.

Philippe se retire.
Mezerai.

Raisons de sa retraite.

Edouard se retire aussi en Haynaut.

EDOUARD III.
1339.

1340.
Edouard prend
le titre de Roi de
France.
M. Publ. T. V.
pag. 158.

Sa Devise.

Il publie une Dé-
claration adressée
aux François,
M. Publ. T. V.
pag. 154.

& un Manifeste
contre Philippe.

Il repasse en
Angleterre.

Le Parlement
prend des pré-
cautions tou-

déjà fait une forte impression sur le Peuple. Peut-être même auroit-il causé en ce pais-là quelque revolution préjudiciable à l'Angleterre, si Jacques d'Artevelle n'y eût trouvé un prompt remede, en conseil-
lant à Edouard de prendre le Titre de Roi de France. Cette propo-
sition ayant été examinée dans le Conseil du Roi, y fut approuvée
comme un expédient propre à tenir les Flamans dans la Ligue. Effec-
tivement, Edouard en recueillit l'avantage qu'on lui en avoit fait espe-
rer. Suivant ce conseil, il prit le Titre de Roi de France, & fit écar-
teler ses Armes de Leopards & de Fleurs de lys. Il y ajouta cette De-
vise, *Dieu & mon Droit*, voulant par là faire connoître, qu'il mettoit
toute sa confiance en Dieu, & dans la justice de sa cause. Ce nouveau
Titre ne devoit pas beaucoup surprendre, puisque toutes ses démar-
ches précédentes avoient assez manifesté son dessein. Depuis quelque
tems, il refusoit à Philippe le Titre de Roi, & défendoit à tous ses
Ministres de lui en donner d'autre que celui de Comte de Valois.
D'ailleurs, il avoit établi le Duc de Brabant pour son Lieutenant Gé-
néral en France, & par-là, il avoit assez fait comprendre qu'il s'en
croyoit le véritable Roi : mais il n'avoit pas encore osé en prendre le
nom. Dès qu'il eut franchi le pas, à l'occasion du scrupule des Flamans,
il ne fit plus difficulté de prendre le Titre de Roi de France, dans tous
les Actes Publics, & de marquer cette année comme la premiere de
son nouveau Regne. En même tems, il publia une Déclaration par
laquelle il faisoit savoir aux François, que le Royaume de France lui
étant dévolu par la mort de Charles le Bel, selon la volonté de Dieu, à
laquelle il ne vouloit point s'opposer, il étoit résolu d'en prendre le
Gouvernement. Il promettoit à ses nouveaux Sujets tout ce qu'on a
accoutumé de promettre en semblables occasions, & offroit la pro-
tection à ceux qui, à l'exemple des Flamans, le reconnoitroient pour
leur Souverain. Le même jour il publia encore un Manifeste, qui con-
tenoit un détail des injures qu'il prétendoit avoir reçues de Philippe
de Valois, & des efforts qu'il avoit lui-même faits pour parvenir à la
Paix, afin qu'ils pussent unir leurs forces ensemble contre les Infideles.

Quoiqu'Edouard eût pris avec le Duc de Brabant des engagements,
qui l'obligeoient à demeurer dans les Pais-Bas jusqu'à ce que la Guerre
fût terminée, il ne lui fut pas possible de tenir sa parole. Ses affaires
le rappelloient nécessairement en Angleterre. Mais pour satisfaire ce
Prince, il laissa en ôtage quatre Seigneurs Anglois des plus qualifiez,
outre la Reine son Epouse & l'Enfant nouvellement né qui demeure-
rent à Anvers pour gages de son retour. Après qu'il eut ainsi réglé
cette affaire, il repassa en Angleterre, où il arriva au mois de Fevrier.
Bien-tôt après, il convoqua un Parlement, qui, en lui accordant un
Subside considerable, obtint de lui la confirmation de la Grande Char-
tre. Avant que de se séparer, les Seigneurs & les Communes lui pré-
senterent une Adresse, par laquelle ils demandoient que le Titre de

Roi de France qu'il prenoit dans les Actes Publics , n'eût point d'influence sur les affaires qui regardoient l'Angleterre. Cette demande étoit trop raisonnable , pour qu'il se fit une peine de la leur accorder. Quoiqu'il n'eût pas encore acquis un seul pied de terre en France, ce nouveau Titre ne déplaisoit pas aux Anglois, qui s'imaginoient que leur Roi en étoit devenu plus grand. Mais il n'en étoit pas de même de Benoit XII. Ce Pontife fit tous les efforts possibles pour porter le Roi à le quitter , prétendant qu'il n'y avoit aucun droit , à cause de la Loi Salique , touchant laquelle Philippe avoit pris soin de l'instruire à son avantage. Mais ses exhortations furent sans effet.

EDOUARD III.
1340.
chant le nouveau
titre du Roi.

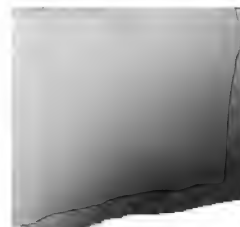
Le Pape exhorte
Edouard à quitter
ce titre.
A. P. Pub. T. V.
pag. 173.

Bien que la première Campagne n'eût produit aucun événement considérable, les préparatifs qu'Edouard faisoit , donnoient bien à connoître qu'il ne s'attendoit pas qu'il en dût être de même de la seconde. Il avoit augmenté sa Flotte jusqu'à trois-cens Vaisseaux propres pour le combat , & son Armée étoit incomparablement plus nombreuse que la précédente. Tout se trouvant prêt vers le milieu de l'Été , il s'embarqua pour passer en Flandre, quoiqu'on l'eût averti que la Flotte de France, forte de quatre-cens voiles , l'attendoit sur la route de l'Ecluse. Dans l'ardeur où il étoit d'acquiescer de la gloire, cette nouvelle lui causant moins de surprise que de joye, il prit la résolution de s'ouvrir un passage au travers des ennemis , malgré leur supériorité. Il les rencontra sur les côtes de Flandre, comme il s'y étoit attendu , & sans balancer , il engagea le combat. Ce fut le plus grand & le plus considérable qu'on eût encore vu sur cette Mer , & le premier où un Roi d'Angleterre eût commandé en personne. Les Vaisseaux des deux côtes s'étant , pour la plupart , accrochez les uns aux autres , on y combattit de pied ferme comme si ç'eût été sur Terre, depuis huit heures du matin jusqu'à sept heures du soir. Si la valeur d'Edouard fut admirée de ses Soldats , sa conduite ne causa pas moins de surprise aux Matelots , qui ne pouvoient sans étonnement lui voir donner des ordres si à propos , & avec tant de prévoyance , qu'on auroit dit qu'il avoit toute sa vie commandé sur Mer. La présence & la fermeté de ce Prince qui se trouvoit par-tout où le péril étoit le plus grand , donna un merveilleux courage à ses gens , qui combattirent avec une valeur surprenante. Les François se battirent de leur côté avec beaucoup de courage : mais après avoir , pendant plusieurs heures , soutenu les efforts des Anglois , ils se virent enfin réduits à se jeter dans la Mer , pour éviter le fer de leurs ennemis. De toute la Flotte Française il ne se sauva que trente Vaisseaux , les autres ayant été pris ou coulez à fond. Ainsi la victoire d'Edouard ne pouvoit être plus complète. Les Anglois prétendent que la France perdit trente-mille hommes dans ce combat. Un malheur si accablant fut longtems ignoré de Philippe. Personne n'osoit lui en apporter la nouvelle ; jusqu'à ce que , par une mauvaise plaisanterie , un Fou qu'il entretenoit lui donna lieu de le deviner.

Grands préparatifs en Angleterre.

Edouard gagne une bataille navale.
A. P. Pub. T. V.
pag. 195.

La France fait une grande perte.



EDOUARD III.
1340.
Edouard assiege
Tournay.
*MS. Publ. T. V.
pag. 197.*

Défaite des Fla-
mants.

Philippe s'ap-
proche de Tour-
nuy.

Edouard lui fait
un défi.

Réponse de Phi-
lippe.

Edouard se trou-
ve fort embarras-
sé.

L'heureux succès qu'Edouard eut dans cette Bataille , lui donna la facilité de faire débarquer paisiblement ses Troupes en Flandre , où il assembla la plus belle Armée qu'aucun Roi d'Angleterre eût jamais eue sous son commandement. Elle consistoit en cent-cinquante mille hommes , Anglois , Allemans , Flamans , ou Gascons. Avec ces nombreuses Troupes , il alla faire le siege de Tournay , après avoir détaché cinquante-mille hommes , sous la conduite de Robert d'Artois , qui alla se poster près de Saint Omer pour favoriser le siege. Ce dernier Corps étoit pour la plus grande partie composé des Milices de Flandre , qui ne sachant ce que c'est que la discipline militaire , allerent un jour sans ordre , au nombre de dix-huit mille hommes , attaquer les faubourgs de St. Omer , à dessein de les piller. Le Duc de Bourgogne , qui s'étoit jetté dans cette Place , ne pouvant endurer cette bravade , sortit sur eux & en tua plus de trois-mille. Cette perte n'auroit pas été fort considerable , si elle n'eût pas produit un funeste effet. La même nuit , les Troupes Flamandes , saisies d'une terreur panique , quitterent leur Camp dans un extrême désordre , & se retirerent honteusement , une partie dans leurs maisons , & l'autre dans le Camp d'Edouard. Quelques-uns ont assuré , qu'il y eut en cette occasion une Bataille , dans laquelle Robert d'Artois fut entierement défait par le Duc de Bourgogne. Mais Froissard , Auteur contemporain , qui rapporte cet événement de la maniere qu'on vient de le voir , me paroît plus digne de foi que ceux qui ont écrit après lui.

Cependant Philippe , à la tête d'une Armée beaucoup plus forte que celle d'Edouard , s'avançoit pour secourir Tournay. Il étoit accompagné des Rois de Navarre & de Bohême ses Alliez , & avoit dans son Armée toute la Noblesse de son Royaume. Son dessein n'étoit pourtant pas de donner Bataille , mais seulement de harceler les assiegeans , pour les obliger à lever le siege. Edouard s'étant bien-tôt aperçu de l'intention de Philippe , comprit combien il lui seroit difficile de se rendre maître de la Place , pendant que l'Armée de France seroit si proche de lui. Ainsi , pour obliger son ennemi à changer son plan , il lui envoya un Héraut avec une Lettre , pour le défier à un Combat singulier entre leurs deux personnes , ou de cent contre cent , ou bien entre les deux Armées. La suscription de cette Lettre étoit , *A Philippe de Valois* , sans aucun autre titre. Philippe lui répondit , qu'il avoit vu une Lettre adressée à Philippe de Valois , & que comme elle n'étoit pas pour lui , il ne répondoit rien à ce qu'elle contenoit : Que néanmoins , il se servoit de cette occasion pour lui faire savoir , qu'avec l'aide de Dieu , il esperoit de le chasser dans peu de tems hors de ses Terres.

Il étoit difficile que le siege de Tournay avançât beaucoup , à cause de l'Armée de France qui ne cessoit ni nuit ni jour de harceler les Assiegeans , Edouard fut trois mois devant cette Place , sans faire beau-

coup de progrès, & néanmoins, il ne pouvoit se résoudre à lever le siège, quoiqu'il vit peu d'apparence à réussir. Son embarras étoit grand : mais il en fut tiré par *Jeanne de Valois* sa Belle-Mere, Sœur du Roi de France, & Veuve du dernier Comte de Haynaut. Cette Princesse, qui s'étoit retirée dans l'Abbaye de *Fontenelle*, après la mort de son Epoux, en sortit en cette occasion, pour tâcher de moyenner quelque accommodement entre ces deux Monarques, dont l'un étoit son Frere & l'autre son Gendre. Elle fut négocier avec tant d'adresse, qu'enfin elle les fit consentir à une Treve, qui devoit durer depuis le 20. de Septembre, jusqu'au 15. de Juin de l'année suivante. Elle fut ensuite prolongée de deux ans, par l'entremise du Pape. Dès que la Treve fut signée, Edouard reprit la route d'Angleterre avec la Reine sa Femme, qui avoit séjourné trois ans dans les Païs-Bas. Elle y avoit mis au monde deux Princes, savoir *Lionnel* & *Jean* né à Gand, connu dans la suite sous le nom de Duc de Lencastre.

EDOUARD NE
1340.

Treuve conclue
entre les deux
Rois.

Edouard retour-
ne en Angleterre.

Ce fut un grand sujet de mortification pour Edouard, que de se voir obligé, par la nécessité de ses affaires, de faire une Treve pour laquelle il n'avoit aucune inclination, & qui effectivement rompit toutes ses mesures. Trois raisons très pressantes l'obligerent à faire cette démarche, qui paroissoit si peu convenable aux vastes desseins qu'il avoit formez. Premièrement, la défection de l'Empereur & du Duc de Brabant, qui s'étoient détachés de la Ligue. En second lieu, les dépenses excessives qu'il falloit faire pour entretenir une si nombreuse Armée, auxquelles l'argent, qui venoit d'Angleterre en moindre quantité qu'il ne l'avoit espéré, ne pouvoit suffire. Enfin, il n'y avoit qu'une Treve qui pût, en quelque maniere, sauver la honte de la levée du siège qu'il avoit entrepris. Non seulement ces raisons étoient suffisantes pour le porter à signer cette Treve, mais même elles l'engageoient indispensablement à se procurer quelque repos, afin de pouvoir remédier aux inconvéniens arrivés par la legereté de ses Alliez, & par l'épuisement de ses Finances. A l'égard du Duc de Brabant, il le leurra quelque tems de l'esperance du Mariage dont il a été ci-devant parlé : il en demanda même la dispense au Pape. Mais cette affaire ne réussit pas, soit que les obstacles vinssent du Roi même, ou de la Cour de Rome. Ainsi le Duc de Brabant, qui se voyoit amusé, retira ses Troupes, sans pourtant rompre ouvertement avec le Roi. Pour ce qui regarde l'Empereur, l'assistance qu'Edouard en avoit tirée étoit si peu considérable, que cette perte ne l'auroit pas beaucoup affoibli. Mais ce Prince, en faisant une Paix particulière avec la France, sous prétexte qu'Edouard avoit conclu la Treve sans lui, avoit en même tems révoqué la Patente qui l'établissoit Vicaire Général de l'Empire. Cet accident imprévu qui détacha quelques-uns des Princes Allemands de la Ligue, mit Edouard dans la nécessité de prendre d'autres mesures.

L'Empereur &
le Duc de Bra-
bant se détachent
de la Ligue.

EDOUARD III.
1340.
Brouillerie entre le Roi & l'Archevêque de Cantorberi.

Mais la principale affaire à laquelle Edouard devoit penser , étoit à payer ses dettes qui étoient très considérables. De plus , il falloit chercher les moyens de continuer la Guerre quand la Treve seroit expirée, sans se mettre en danger de retomber dans les mêmes inconveniens. En partant d'Angleterre, il avoit mis ses affaires dans un tel état, qu'il ne doutoit nullement de recevoir à point nommé les sommes dont il avoit besoin pour payer sa nombreuse Armée. Mais il ne fut pas plutôt engagé au siege de Tournay, que l'argent lui manqua contre son attente; & par là, il se trouva dans un très grand embarras. Lors qu'il fut arrivé à Londres, il se plaignit hautement de l'Archevêque de Cantorberi, auquel il avoit laissé la principale administration de ses affaires, en son absence. Il l'accusa d'avoir malicieusement fait naître des obstacles à la levée du Subside accordé par le Parlement, quoique ce fût par son conseil, & par ses instances, qu'il s'étoit engagé dans cette entreprise. De plus il se plaignit, qu'ayant commencé le siege de Tournay, sur les assurances que ce Prélat lui avoit données qu'il ne le laisseroit manquer de rien, il s'étoit vu abandonné, lorsqu'il avoit eu le plus besoin de secours: Que non seulement l'Archevêque lui avoit manqué de parole; mais que même il s'étoit opposé à tous les expédiens qu'on avoit proposés pour faire trouver de l'argent. Enfin, qu'il étoit l'unique cause de la longueur du siege de Tournay, & de ce qu'il avoit si mal réussi. L'Archevêque se voyant ainsi exposé au ressentiment du Roi, qui ne se contentant pas de le menacer, avoit résolu de le pousser à bout, entreprit à son tour de le chagriner. Il se plaignit d'une levée extraordinaire d'argent, faite depuis le retour du Roi, contre les privileges de la Grande Charte, & menaça d'excommunier les Officiers que le Roi y avoit employez. Son but étoit d'exciter par là quelque mouvement parmi le Peuple. Vrai-semblablement il auroit poussé plus loin sa vengeance, s'il ne se fût pas apperçu que le Parlement n'approuvoit pas son procédé. Comme il craignoit de se voir abandonné, il prit, quoiqu'un peu tard, le parti de se remettre à la clemence du Roi. Ce Prince voulut bien recevoir ses soumissions, de peur de s'engager dans une querelle qui ne pouvoit que lui porter du préjudice, à cause des frequens besoins qu'il avoit des secours du Clergé.

L'Archevêque se soumet.

Renoit XII. est partial pour la France.

Quelques-uns ont cru que l'Archevêque s'étoit laissé gagner par le Pape, qui n'étoit pas content de cette Guerre, & qui penchoit beaucoup du côté de la France. On vit bien-tôt après une preuve sensible de la partialité de ce Pontife, dans la démarche qu'il fit en mettant en Interdit tout le Pais de Flandre, parce que les Flamans avoient pris parti contre le Roi de France leur Seigneur Souverain. Le Clergé de Flandre observa cet Interdit avec tant d'exactitude, qu'on fut obligé d'envoyer d'Angleterre en ce pais-là des Prêtres moins scrupuleux, pour y célébrer le Service divin. Les Flamans reçurent ces Ecclésiastiques

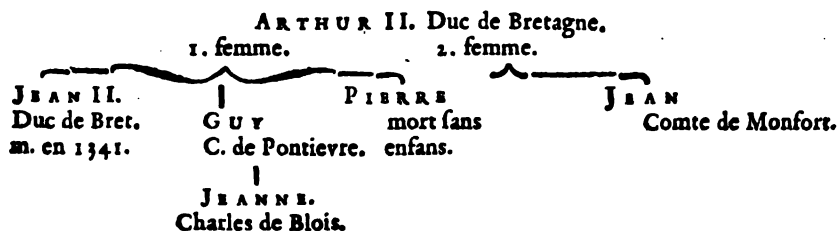
clésiastiques sans aucune difficulté, & prétendirent éluder les censures du Pape, en disant qu'elles étoient appuyées sur un faux fondement, puisqu'Edouard étoit le véritable Roi de France, & Philippe un Usurpateur.

EDOUARD III.
1343.

La Guerre qu'Edouard avoit entreprise contre la France lui avoit si mal réussi, que toutes les dépenses qu'il avoit faites ne lui avoient pas acquis un seul pied de terre dans ce Royaume, dont il avoit prétendu faire la conquête. Après de si grands efforts, dont il avoit vu l'inutilité, il ne sembloit pas qu'il pût jamais se voir en état d'en faire de semblables. Par conséquent, il y avoit apparence qu'il se desisteroit de ses projets. D'ailleurs, la Treve donnant à son ennemi le tems de se préparer, il ne pouvoit plus se flatter de l'espérance de le surprendre. Cependant, il est difficile de juger si les négociations qu'il y eut pour parvenir à la Paix, pendant l'intervalle de cette Treve, étoient sinceres de sa part, ou s'il n'avoit pour but que d'amuser son ennemi. Quoiqu'il en soit, s'il eut véritablement intention de faire la Paix, il ne persista pas longtems dans ce dessein. Les nouveaux avantages qu'il entrevit dans la disposition où se trouvoient les affaires du Duché de Bretagne, le firent bien-tôt résoudre à profiter d'une conjoncture si favorable. La part que l'Angleterre prit dans la querelle qui s'émut alors touchant la succession de ce Duché, m'oblige à faire un petit détail de ce procès, pour l'intelligence de ce qui sera dit dans la suite.

AN. Publ. T. P.
pag. 260.

Négociations
pour faire la Paix
entre les deux
Rois.



Arthur II., Duc de Bretagne, avoit laissé trois Fils de sa première Femme, savoir *Jean II.* qui lui succéda, *Guy* Comte de *Pontievre*, & *Pierre*. Il avoit eu d'une seconde Femme un quatrième Fils nommé *Jean*, qui fut Comte de Monfort par sa Mere. Jean II. & Pierre n'eurent point d'enfans. *Guy*, qui mourut en 1330, laissa une Fille nommée *Jeanne*, que le Duc Jean son Oncle donna pour Femme à *Charles de Châtillon*, Frere de Louis Comte de Blois. On l'appelloit communément *Charles de Blois*. Jean II. étant mort en 1341, il ne restoit que deux personnes de cette Famille, savoir, Jean Comte de Monfort, & Jeanne sa Niece, Femme de Charles de Blois. Ils prétendirent tous deux au Duché; Jeanne par droit de représentation, comme Fille de Guy Frere aîné de Jean de Montfort; & celui-ci comme Frere du der-

Affaires de Bre-
tagne.
Argentré.
Hist. de Bre.

Procès entre
Jean Comte de
Monfort, & Char-
les de Blois.

EDOUARD III.
1341.

Ils font tous
deux citez à la
Cour des Pairs.

Jean se sauve
de Paris.

La Bretagne est
adjudgée à Charles
de Blois.

Philippe con-
fisque le Comté
de Monfort.

Edouard donne
à Jean le Comté
de Richemont.

nier Duc, & par consequent plus prochain d'un degré que sa Niece. Il prétendoit encore se prévaloir de l'avantage du Sexe; raison peu considerable, puisque la Bretagne ne reconnoissoit point l'autorité de la Loi Salique. Mais Charles avoit un grand avantage sur son Concurrent. C'est qu'il étoit Neveu de Philippe de Valois, qui devoit être le Juge de cette affaire. D'un autre côté, le Comte de Monfort avoit si bien pris ses mesures, qu'immédiatement après la mort du Duc son Frere, il s'étoit emparé de la Bretagne, & s'étoit fait prêter serment par la plupart des Sujets. Il étoit même allé en Angleterre, où il avoit secrettement rendu hommage à Edouard, le reconnoissant pour Roi de France, & avoit fait Alliance avec lui. Cette démarche, dont Philippe avoit été informé, avoit achevé de le perdre dans l'esprit de ce Monarque, qui n'étoit pas déjà trop bien disposé en sa faveur. Cependant, Philippe voulant observer les formalitez ordinaires, fit citer les deux Prétendans à la Cour des Pairs, pour y soutenir leurs droits, & en recevoir Jugement. Monfort eut l'imprudence de se rendre à Paris s'imaginant que ce qu'il avoit fait en Angleterre étoit encore secret. Mais à sa premiere audience, il connut ce qu'il devoit attendre du Roi, qui lui dit nettement qu'il n'avoit rien à prétendre sur la Bretagne, & lui reprocha l'hommage qu'il avoit rendu au Roi d'Angleterre. Monfort avoua qu'il avoit été en Angleterre pour y voir ses amis, & nia d'avoir rendu l'hommage. Mais Philippe étant mieux informé qu'il ne le pensoit, lui défendit de sortir de Paris, & marqua un jour pour le Jugement du procès. Il ne fut pas difficile à Monfort de connoître le danger où il se trouvoit, par rapport à sa cause & à sa personne. Ainsi, prenant tout à coup son parti, il s'évada de Paris déguisé en Marchand, & se rendit en Bretagne. Cela n'empêcha pas qu'en son absence, la Cause ne se jugeât en faveur de Charles de Blois, qui fut déclaré Duc de Bretagne, & incontinent admis à l'hommage. On prétend que dans ce Jugement, les Pairs n'observerent pas toutes les formalitez que les Causes de cette nature requéroient, & que leurs procédures ne furent pas tout à fait régulières. Quant au fond de l'affaire, quoique cette décision fût directement opposée à ce qui avoit été jugé au sujet du Comte d'Artois, ils prétendirent que la diversité des coutumes dans les deux Païs en étoit la cause; parce qu'en Bretagne la Représentation avoit lieu, & qu'en Artois elle n'étoit point reçue. Quoi qu'il en soit, Philippe étant irrité contre le Comte de Monfort à cause de l'hommage qu'il avoit rendu au Roi d'Angleterre, confisqua la Terre de Monfort: mais, pour le recompenser de cette perte, Edouard lui donna en Angleterre le Comté de Richemont. Peu de tems après, Jean, Fils aîné de Philippe de Valois, ayant été chargé de faire exécuter l'Arrêt donné en faveur de Charles de Blois, entra dans la Bretagne à la tête d'une puissante Armée, & Monfort se renferma dans Nantes, où il fut incontinent assiégé. Peu de tems après,

la Ville ayant été prise, & Monfort fait prisonnier, il fut conduit à Paris, & enfermé dans la grosse Tour du Louvre.

Cet événement auroit sans doute terminé la querelle entre les deux Concurrents : mais Marguerite de Flandre, Femme de Jean de Montfort, entreprit de soutenir les intérêts de son Epoux malgré la fâcheuse situation où ses affaires se trouvoient. Elle se rendit à Londres avec son Fils âgé de quatre ans, & y renouvela l'Alliance que le Comte son Epoux avoit faite avec Edouard. Par ce nouveau Traité, elle s'engagea positivement à mettre entre les mains des Anglois toutes les Places qui étoient encore en son pouvoir; & pour mieux s'assurer du secours de l'Angleterre, elle conclut le mariage de son Fils avec une des Filles d'Edouard, & laissa le jeune Prince à la Cour du Roi, pour y être élevé, ou plutôt pour y être en ôtage. Ce Traité procurant à Edouard une entrée dans la Bretagne, & par ce moyen la facilité d'attaquer Philippe de ce côté-là, il se hâta d'y envoyer Robert d'Artois. D'abord, ce Général se rendit maître de Vannes, & fit ensuite assiéger Rennes. Pendant que ses Troupes étoient occupées à ce Siege, les Chefs du Parti contraire sachant qu'il étoit demeuré dans Vannes avec peu de monde, assiégerent cette Place & l'emporterent d'assaut. Robert y ayant été blessé à mort, eut beaucoup de peine à se sauver à Hennebont, où il mourut de ses blessures. Edouard reçut avec douleur la nouvelle de sa mort. Il jura de la venger, & ne tint que trop exactement sa parole. L'Expédition de Robert d'Artois dans la Bretagne, fournit à Philippe un sujet de se plaindre qu'Edouard avoit violé la Treve; & pour lui rendre la pareille, il fit recommencer les hostilités en Guienne. Ainsi les deux Monarques se préparèrent à renouveler la Guerre, en s'accusant réciproquement d'être infractions de la Treve.

Le Comte de Northampton, qui avoit pris le commandement des Troupes Angloises en Bretagne après la mort de Robert d'Artois, n'étoit pas en état de faire de grands progrès avec le peu de monde qu'il avoit. Cependant il étoit d'une grande importance pour Edouard de se rendre maître de ce Duché. C'est ce qui lui fit prendre la résolution d'y aller lui-même, avec des forces plus considérables. Dès qu'il y fut arrivé, il fit assiéger à la fois, *Nantes, Rennes, Vannes & Guingamp*. Philippe, comprenant combien l'établissement des Anglois dans la Bretagne pouvoit lui être préjudiciable, résolut de les en chasser à quelque prix que ce fût. Pour cet effet, il mit sur pied une Armée de cinquante-mille hommes, dont il donna le commandement au Duc de Normandie son Fils aîné. Ce jeune Prince ayant marché avec une extrême diligence, eut le bonheur d'arriver en Bretagne avant la prise des Places assiégées. Son approche obligea le Roi d'Angleterre à lever ces quatre sieges, afin de joindre toutes ses Troupes en un seul Corps, qui se trouvoit en-

A a ij

EDOUARD III.

1341.

Le Comte de Monfort est fait prisonnier. Sa Femme maintient ses affaires.

Elle renouvelle l'alliance avec Edouard,

& conclut le mariage de son Fils avec une fille du Roi.

1342.

Edouard envoie Robert d'Artois en Bretagne.

Robert y est tué.

Edouard va lui-même en Bretagne, & y assiege quatre Places.

Le Duc de Normandie lui fait lever ces quatre sieges.

EDOUARD III.
1342.

1343.
Treve de deux
Rois & leurs Al-
lies.

Affaires d'E-
cosse.

Progrès des E-
cossois, depuis
l'an 1339.

Robert Stuart
assiège & prend
Perth en 1339.

Il se rend mai-
tre de Sterlyn en
1340.

Edouard mar-
che contre l'E-
cosse en 1341.

core fort inférieur à celui des François. Les deux Armées demeu-
rèrent, pendant la plus grande partie de l'Hiver, campées à une pe-
tite distance l'une de l'autre, mais bien retranchées, sans qu'il parût
qu'aucun des deux Chefs eût envie de combattre. Le Duc de Nor-
mandie ne voulut rien hasarder, parce qu'ayant fait ce qu'il sou-
haitoit, il espiroit d'affamer les ennemis. Edouard n'étoit pas plus
disposé à risquer une Bataille contre une Armée beaucoup plus forte
que la sienne, à moins qu'il n'y fût forcé. Pendant que ces deux
Princes se tenoient dans l'inaction, deux Légats de Clement VI.,
nouveau Pape, eurent le tems d'arriver auprès d'eux, & de négocier
entre les deux Couronnes une Treve de deux ans, dans la-
quelle tous les Alliez des deux côtes furent compris. Ils tirèrent
aussi parole des deux Rois, qu'ils envoyeroient leurs Ambassa-
deurs à Avignon, pour y travailler à la Paix par la médiation du
Pape.

Pendant qu'Edouard avoit été occupé à la Guerre de France, les
Ecossois avoient profité de cette diversion, pour tâcher de recouvrer
leur liberté. Depuis qu'Edouard avoit quitté l'Ecosse, les partisans
du Roi David avoient eu de grands avantages sur Baillol qui com-
mandoit l'Armée Angloise, mais qui n'avoit pas assez de Troupes pour
arrêter leurs progrès. Robert Stuart, Régent d'Ecosse pour le Roi
David, soutenoit par sa valeur & par sa conduite, les intérêts de ce
jeune Prince exilé. Il étoit dignement secondé par Guillaume Dou-
glas, & par quelques autres Seigneurs qui conservoient encore une
fidélité inviolable pour leur légitime Souverain. Quoiqu'un Corps
commandé par Douglas eût reçu un fâcheux échec, Robert ne laissa
pas de se soutenir toujours. Il se vit même bien-tôt en état d'assié-
ger *Perth* ou *St. Jean*, qui étoit la plus forte Place que les Anglois
occupassent en Ecosse. Le siège en dura trois mois, par la disette
de munitions que souffrit l'Armée assiégeante. Mais un secours qui
lui vint de France tout à propos, la mit enfin en état d'emporter la
Place. Cette perte obligea Baillol à quitter le centre du Royaume,
pour se retirer sur les frontieres, où il se mit à couvert par le moyen
des Places qu'il avoit cedées aux Anglois. La Treve qui se conclut
devant Tournay, dans laquelle l'Ecosse étoit comprise, obligea
Stuart à quitter les armes pour quelque tems. Mais elle ne fut pas
plutôt rompue à l'occasion des affaires de Bretagne, que les Ecossois
se rassemblèrent & assiegerent Sterlyn, dont ils se rendirent maîtres,
après y avoir donné une infinité d'assauts, qui ne laissoient aux assiegez
aucun moment de relâche.

Ces progrès ayant fait comprendre à Edouard qu'il s'étoit trop
flaté, lorsqu'il avoit cru ce Royaume hors d'état de lui faire de la
peine, il résolut de l'attaquer encore une fois par Terre & par Mer.
Pour cet effet, il se rendit sur les frontieres, où il attendit la Flotte

qui devoit le joindre à Newcastle. Mais une violente tempête, dont elle fut battue pendant plusieurs jours, la mit hors d'état de servir pour le reste de cette année. Ce fâcheux accident l'empêcha d'entrer en Ecosse, parce qu'il se trouvoit privé des vivres & des munitions que la Flotte lui apportoit. Il ne pouvoit pas espérer d'en trouver dans le pais ennemi, parce que les Ecossois eux-mêmes y avoient fait le dégât, afin d'ôter à son Armée le moyen de subsister. Cependant, le peu de connoissance que les Ecossois avoient de son état, le tira de ce mauvais pas. Comme ils se voyoient fort inférieurs à ce Prince, qui menaçoit leur pais d'une entière désolation, ils prirent le parti de demander avec beaucoup de soumission une Treve, qu'ils se trouverent trop heureux de pouvoir obtenir. Edouard n'avoit garde de la refuser : mais profitant de leur terreur, il ne voulut la leur accorder qu'à cette condition : Qu'ils le reconnoitroient pour Souverain de l'Ecosse, & renonceroient à l'obéissance du Roi David, si ce Prince ne se trouvoit pas en personne dans le Royaume, avant le mois de Mai suivant, avec une Armée qui fût en état de donner bataille. Cette condition mit le Roi de France dans la nécessité d'assister son Allié mieux qu'il n'avoit fait par le passé, de peur de se voir privé des avantages que les fréquentes diversions des Ecossois lui procuroient. Dans cette vue, il fournit de l'argent & des Troupes au Roi David, & lui fit reprendre le chemin d'Ecosse, où ce Prince leva une Armée très considérable. On prétend qu'elle étoit de soixante-mille hommes, tirez de l'Ecosse même, de France, de Danemarck, & de Norwege. Avec ces troupes il marcha vers les frontieres d'Angleterre, & pénétra jusqu'à Durham, dont il forma le siege. En peu de jours, il se rendit maître de cette Ville, dont les habitans furent tous passez au fil de l'épée. Il auroit poussé sa pointe plus loin : mais sur l'avis qu'il eut, qu'Edouard marchoit à grandes journées pour le combattre, il résolut de se retirer, les Généraux lui ayant représenté, qu'il ne pouvoit demeurer plus longtems en Angleterre sans s'exposer aux risques d'une Bataille, qui pourroit lui faire perdre une seconde fois son Royaume. Pendant qu'il étoit en marche pour s'en retourner dans ses États, la Garnison du Château de Werck, appartenant à la Comtesse de Salisburi, ayant donné sur quelques-unes de ses Troupes qui étoient demeurées derriere, il en fut tellement irrité, qu'il résolut de se rendre maître de ce Château. Il y fit donner divers assauts : mais il fut vigoureusement repoussé par les gens de la Comtesse, qui se trouvoit elle-même dans la Place. Cette résistance, & la nouvelle qu'il reçut qu'Edouard n'étoit pas éloigné, le fit désister de son entreprise. Il ne pouvoit se retirer plus à propos, puisqu'Edouard arriva ce même jour à ce Château. Il y rendit à la Comtesse de Salisburi une visite, qui a donné lieu à quelques Historiens de dire qu'il en devint passionnément amoureux.

EDOUARD III.
1343.
Sa Flotte est
ruinée par la tem-
pête.

Il accorde une
Treve aux Ecos-
sois.

David retourne
en Ecosse.

Il se rend maî-
tre de Durham,
& se retire à l'ap-
proche d'Edou-
ard.

Il est repoussé
à Werck.

Edouard rend
visite à la Com-
tesse de Salisburi.

EDOUARD III.
1343.

Il poursuit les
Ecoffois inutile-
ment.

Il conclut avec
David une Treve
de deux ans.

1343.
Edouard con-
voque un Parle-
ment.

Statut rigoureux
contre les Provi-
seurs.

Il seroit facile de détruire ce qu'ils ont avancé sans fondement : mais comme cette passion, vraie ou fausse, n'a produit aucun événement remarquable, il n'est pas nécessaire de s'y arrêter. Dès le jour suivant, Edouard se remit en marche pour aller chercher les ennemis : mais ayant appris qu'ils s'étoient retirez dans la Forêt de *Gedeours*, il cessa de les poursuivre. Comme ses affaires n'étoient pas dans une bonne situation en Ecoffe, & que cette Guerre étoit pour lui un fâcheux contre-tems par rapport aux mesures qu'il devoit prendre pour continuer celle qu'il avoit avec la France, il fit offrir à David une Treve de deux ans, qui fut acceptée avec l'approbation de Philippe. Cette Treve procura au Roi d'Ecoffe l'avantage de s'établir de plus en plus dans son Royaume, & donna au Roi d'Angleterre le tems de penser à ses affaires.

Depuis plusieurs années, les soins de la Guerre avoient tellement occupé l'esprit d'Edouard, qu'il n'avoit pu trouver un tems propre pour remedier aux divers abus dont le Peuple se plaignoit, & qui méritoient bien qu'on y fit une attention particuliere. Dès que la Treve avec la France & avec l'Ecoffe lui eut donné un peu de relâche, il convoqua un Parlement, afin de chercher avec lui les moyens d'assurer le bonheur & la tranquillité de ses Sujets. Pendant cette séance, qui dura une bonne partie de l'Hiver, cette assemblée s'occupait principalement à faire divers Réglemens qui procurerent de grands avantages au Peuple, & auxquels elle ne trouva aucune opposition de la part du Roi. Au contraire, ce Prince confirma d'une manière très solennelle, tous les Privileges que la Grande Charte accordoit aux Anglois, faisant voir par là, qu'il n'avoit pas moins à cœur le bien de son Peuple, que le sien propre ou celui de ses Successeurs. Entre les divers Actes qui furent faits dans ce Parlement, un des plus importants fut le *Statut contre les Provisseurs*, c'est-à-dire contre ceux qui portoient des Provisions de la Cour de Rome pour des Bénéfices. Les Papes précédens avoient beaucoup abusé du droit qu'ils s'étoient attribué, de disposer des Bénéfices du Royaume. Souvent même, sans attendre qu'ils fussent vacans, ils les conféroient à des gens qui devoient en prendre possession après la mort de ceux qui les tenoient ; ce qui faisoit beaucoup murmurer ceux qui avoient droit de présentation. Clement VI. étant allé plus loin, à cet égard, qu'aucun de ses Prédécesseurs, le Parlement s'étoit vu obligé de lui en faire des plaintes, mais qui n'avoient produit aucun effet. Au lieu de reformer cet abus, qui étoit d'autant plus intolérable que tous les Bénéfices étoient conferez à des Etrangers, ce Pontife avoit exhorté le Roi par un Bref, à se désister des plaintes qu'il faisoit contre les Provisions, qui étoient, selon lui, un droit incontestable du St. Siege. Cette réponse ayant fait connoître qu'en vain on s'attendroit à recevoir du Pape quelque remede à ce mal, le Parlement

prit la résolution d'y pourvoir par son autorité. Pour cet effet, il fit le Statut dont je viens de parler, qui ordonnoit la peine de mort, contre ceux qui à l'avenir porteroient de pareilles Provisions dans le Royaume (1). Quoique ce Statut causât un extrême chagrin au Pape, il ne jugea pas à propos d'en faire du bruit, parce qu'il fut informé que le Roi & le Parlement avoient pris la résolution de le soutenir & de mépriser ses censures, en cas qu'il voulût en faire usage sur ce sujet. Cependant, pour ne pas laisser perdre entièrement son droit prétendu, il prit le parti de feindre qu'il ne faisoit aucune attention à ce Statut. Mais, quoique dans la suite il accordât, de tems en tems, quelques Provisions, c'étoit avec tant de retenue, que l'abus en fut considérablement diminué pendant tout ce Regne. D'un autre côté, le Roi, qui ne vouloit pas entièrement se brouiller avec la Cour de Rome, se contenta de laisser subsister le Statut, sans le faire exécuter à toute rigueur. Mais dans la suite, sous les Rois Successeurs d'Edouard, les Papes ayant repris leurs premières brisées, on fut obligé de renouveler souvent ce Statut, qui reçut le nom de *Pramunire*, & dans lequel outre la défense des Provisions, on renferma divers autres cas qui avoient relation aux différens que l'Angleterre avoit avec les Papes. (2)

EDOUARD III.
1343.

Dans ce même Parlement, le Roi créa Edouard son Fils aîné, Prince de Galles, & l'investit de cette Principauté, par une Couronne ouverte & un Anneau d'or. Le Prince étoit alors âgé de treize ans, & donnoit de grandes esperances de ce qu'il devoit être un jour.

Le Roi crée Edouard son Fils aîné Prince de Galles.

Pendant qu'Edouard sembloit uniquement occupé de ses affaires domestiques, il ne négligeoit pas celles de dehors. Son esprit étoit continuellement attentif à chercher les moyens de recommencer la Guerre contre la France, aussi tôt que la Treve seroit expirée. Il paroissoit pourtant pencher vers la Paix, & entretenoit toujours à la Cour du Pape, des négociations auxquelles il se rencontroit tous les jours de nouveaux obstacles. Mais soit qu'il n'eût en vue que d'amuser son ennemi par ces négociations, ou qu'il n'en attendît aucun bon succès, il ne négligeoit rien pour se préparer à la Guerre. Il s'étoit si mal trouvé des Alliances qu'il avoit faites avec les Princes étrangers d'Allemagne, ou des Pais-Bas, qui lui avoient fait consumer des sommes immenses sans aucun fruit, qu'il résolut de changer de méthode. Pour cet effet, il dépêcha dans les Pais-Bas & en Allemagne, des

Il se prépare à faire la Guerre contre la France.

(1) L'Acte du Parlement ne portoit pas peine de mort contre ceux qui porteroient des Provisions ; mais celui qui en étoit convaincu étoit condamné à demeurer en prison jusqu'à ce qu'il eût payé une Amende ou Rançon, selon le bon-plaisir du Roi, & une satisfaction à la Partie grévée : il devoit aussi donner suffisante caution de ne plus le faire à l'avenir. TIND.

(2) Sur les contestations de la Cour d'Angleterre avec les Papes, voyez les Notes sur l'Etat de l'Eglise, à la fin du Livre IX. TIND.

EDOUARD III.
1343.

Tournois à Wind-
sor.

La Table ronde.

Dessain de ces
tournois.

Philippe en fait
de semblables.

Il fait couper la
tête à divers Sei-
gneurs Bretons.

Explication de
cette affaire.

Agens qui avoient pouvoir de traiter avec toutes sortes de Particuliers qui voudroient lui fournir des Troupes ou de l'argent. Outre que tous ces secours rassemblez pouvoient produire le même effet avec beaucoup moins de dépense, il esperoit de pouvoir plus absolument disposer de ces Troupes, qu'il n'avoit fait de celles des Princes. D'ailleurs, son but étoit de rendre par là plus embarrassantes les intrigues par lesquelles Philippe tâchoit continuellement de lui débaucher ses Alliez. Pour mieux réussir dans son dessein, & attirer dans son Royaume une foule de Seigneurs étrangers, avec lesquels il pût lui-même négocier, il s'avisa d'un moyen qui ne pouvoit manquer de lui réussir, parce qu'il étoit entierement conforme au goût de ce siècle-là. Il fit publier des Tournois, où il recevoit honorablement toutes les personnes distinguées qui vouloient y prendre part, & leur faisoit tant de caresses, qu'ils ne pouvoient se laisser d'admirer sa politesse, sa magnificence & sa libéralité. Pour rendre ces fêtes plus solennelles, & se délivrer en même tems des cérémonies auxquelles la difference des conditions l'auroit engagé, il fit faire à Windsor une Salle de planches toute ronde, de deux cens pieds de diametre. C'étoit là qu'il regaloit tous les Chevaliers à une même table, qui fut nommée la *Table Ronde*, en mémoire du grand Arthur, qui, comme on le prétend, institua un Ordre de Chevaliers sous ce même nom. L'année suivante, il fit faire une Salle d'une structure plus solide, pour pouvoir y continuer chaque année les mêmes divertissemens. Pendant ce tems-là il traitoit avec ces Seigneurs, des secours que chacun pouvoit lui fournir, à proportion de ses forces. Le Recueil des Actes Publics est plein de Traitez avec des Particuliers, qu'il faisoit lui-même, ou qu'il faisoit faire par ses Envoyez. Philippe ne put voir sans jalousie, les Espagnols, les Italiens, les Allemans, les Flamans, & les François mêmes, courir en Angleterre pour assister à ces Tournois. Il se doutoit bien qu'il y avoit dans ces fêtes quelque dessein caché, & pour rompre les mesures d'Edouard, il en fit publier de pareils dans son Royaume. Cette maniere de contre-quarrer son ennemi, n'avoit rien qui ne fût juste & honorable en elle-même : mais bien-tôt après, il employa un autre moyen qui ne fut pas si généralement approuvé, & qui eut de grandes suites. Quelques-uns prétendent, qu'ayant attiré à Paris, sous prétexte d'un Tournoi, *Olivier de Clisson*, & dix ou douze autres Seigneurs Bretons qui y accompagnerent Charles de Blois ; il leur fit couper la tête sans aucune formalité de justice. Mais il paroît par une Lettre qu'Edouard écrivit au Pape sur ce sujet, que ce n'étoit pas par finesse que Philippe avoit attiré ces Seigneurs à Paris, mais qu'il les avoit fait enlever en Bretagne. Comme cette action causa la rupture de la Treve, il est nécessaire de l'expliquer, parce que c'est par là seulement qu'on peut connoître qui fut l'Auteur de

la

la rupture. Olivier de Clifson, Seigneur Breton, ayant servi Charles de Blois pendant la Guerre, avoit été fait prisonnier par Edouard, qui, l'ayant vraisemblablement mis dans son parti, permit qu'il fût échangé avec un Anglois. Soit que Philippe eût des preuves qu'il avoit changé de parti, ou que ce ne fût qu'un simple soupçon, il le fit enlever en Bretagne, avec dix ou douze autres Seigneurs ou Gentilshommes Bretons, & les ayant fait conduire à Paris, il leur fit trancher la tête. Je crois pouvoir avancer que ces Seigneurs furent enlevés en Bretagne, parce que le Pape, en répondant à la Lettre d'Edouard, & en justifiant Philippe autant qu'il lui étoit possible, ne disoit pas un mot qui tendît à nier ce fait. Mais peut-être quelques-uns de ces Seigneurs ou Gentilshommes furent-ils arrêtés à Paris; & les autres enlevés en Bretagne par ordre du Roi. Ce qui fait qu'il y a de la difficulté à porter un juste jugement sur l'action de Philippe, c'est que, selon *Froissard*, *Argentré*, & tous les Historiens François, ces Gentilshommes avoient toujours suivi le parti de Charles de Blois, & néanmoins Edouard, dans sa Lettre au Pape, dit qu'ils étoient du nombre de ses adhérens (1). Il falloit donc qu'ils eussent changé de parti, soit ouvertement, soit secrètement, depuis la Treve; & c'est ce qu'il est difficile de savoir précisément. Il semble pourtant qu'Edouard n'auroit pas eu sujet de faire tant de bruit sur cette affaire, si ces Seigneurs n'eussent été que ses partisans secrets, en demeurant toujours extérieurement attachés au parti de la France. Cela, joint à la Lettre d'Edouard au Pape, semble prouver que du moins quelques-uns de ces Seigneurs étoient partisans déclarés du Comte de Monfort. Cela supposé, il n'y a point de doute que Philippe n'eût violé la Treve, en les faisant enlever en Bretagne. Mais d'un autre côté, si l'on suppose que ces Seigneurs n'étoient que partisans secrets d'Edouard, depuis la conclusion de la Treve, on peut faire sur ce sujet deux questions. La première, si Philippe étoit en droit de les faire enlever en Bretagne pendant la Treve. La seconde, si, en qualité de Seigneur suzerain de la Bretagne, il avoit droit d'exercer une telle autorité sur des Seigneurs Bretons, d'autant plus qu'en les faisant mourir d'une manière si peu juridique, c'étoit plutôt un meurtre qu'un Acte de justice. Quoiqu'il en soit, Edouard prétendit que par cette action la Treve étoit violée, & Philippe soutint qu'Edouard se servoit de ce faux prétexte pour la rompre.

Edouard fut tellement irrité de la mort tragique des Seigneurs Bretons, qu'il s'en fallut peu qu'il ne fit trancher la tête aux prisonniers Bretons du parti de Philippe, qu'il avoit en son pouvoir. Mais

EDOUARD III.
1343.

1344.

(1) *Quorundam nobilium, nobis adhaerentium, captorum in Britannia.* Act. Pub. Tom. V. p. 453. TIND.

EDOUARD II.
1343.
AB. Publ. T. V.
Pag. 450.

Edouard fait dire
au Roi de France,
que la treve est
rompue, & le fait
défier pour la se-
conde fois.

Le Comte de Der-
by commence la
Guerre en Guien-
ne.

Edouard reçoit
l'hommage des
Comtes de Mon-
fort & de Har-
court.
Argentré.
AB. Publ. T. V.
pag. 452.
Il publie un Ma-
nifeste.
Ibid. pag. 460.

24 Juin, il écrit
au Pape, qui lui
fait une réponse
peu satisfaisante.
Ibid. pag. 465.

sur les remontrances de Henri de Lencastre, il se désista de cette résolution. Cependant, il fit appeller *Henri de Leon*, Seigneur Breton prisonnier à Londres, & lui dit avec beaucoup d'émotion, que la mort de ses Compatriotes décapitez à Paris, le mettoit en droit d'user sur lui de représailles ; mais qu'il ne vouloit pas suivre un si mauvais exemple, ni se venger sur des innocens, & que son intention étoit de punir l'Auteur même de cette barbarie. Ensuite il lui dit, qu'encore qu'il pût exiger de lui une rançon de trente ou quarante mille écus, il vouloit bien le quitter pour dix-mille, à condition qu'il iroit de sa part défier Philippe, & lui déclarer, qu'ayant violé la Treve par cette indigne action, il n'avoit qu'à se préparer à la Guerre.

Ces menaces ne furent point vaines. Dans le dessein où étoit Edouard de pousser la Guerre avec plus de vigueur qu'il n'avoit fait auparavant, il fit expédier au Comte de Northampton une Commission qui l'établissoit son Lieutenant Général en France, lui ordonnant en même tems, de défier Philippe de sa part, & de lui déclarer la Guerre par terre & par Mer. Peu de tems après, il envoya en Guienne Henri de Lencastre Comte de Derby, pour y commencer les hostilités, en attendant qu'il pût aller lui-même dans cette Province, où il avoit dessein de faire ses plus grands efforts. Cependant, il fit venir en Angleterre Jean de Monfort, qui s'étoit évadé de sa prison, & l'admit à l'hommage de la Bretagne. Il reçut un pareil hommage de Geoffroi de Harcourt (1) pour ses Terres de Normandie, que Philippe avoit confisquées ; & s'engagea par des Lettres Patentes, ou à lui faire rendre son bien, ou à lui en donner un équivalent en France ou en Angleterre. Peu de tems après, il publia un Manifeste sur toutes les injures qu'il avoit reçues de Philippe de Valois. Après en avoir fait le détail, il invitoit les François à se ranger sous son obéissance, leur promettant de les exempter d'Impôts, & de les gouverner selon les Loix & les Coutumes observées en France, sous le Regne de St. Louis son Prédécesseur. Il ne négligea pas d'écrire au Pape, pour l'informer des raisons qu'il avoit de recommencer la Guerre. Mais la réponse du Pontife lui fit bien connoître, qu'il étoit un Médiateur partial. Non seulement il excusoit l'action de Philippe à l'égard des Seigneurs Bretons, & accusoit Edouard d'être le premier infraacteur de la Treve ; mais il le menaçoit même de se servir contre lui de sa Puissance Apostolique. Il n'en fallut pas davantage pour faire comprendre à ce Prince, qu'il ne pouvoit rien attendre de favorable du côté du Pape. Aussi ne s'adressa-t-il plus à lui que pour la forme, & pour garder les bienséances.

(1) *Geoffroy*, ou plutôt *Godefroy* Frere du Comte d'*Harcourt*, qui lorsqu'on arrêta les Seigneurs de Bretagne, s'étoit enfui en Angleterre. TIND.

Pendant que ces choses se passaient, Philippe faisoit des efforts pour détacher les Flamans des intérêts de l'Angleterre. Cette intrigue étant venue à la connoissance d'Edouard, il passa subitement en Flandre, où il ne séjourna que trois semaines. A son retour, il prétendit avoir prévenu les maux qu'il avoit sujet de craindre de l'inconstance des Flamans. Mais la suite fit voir qu'il s'étoit trop flaté, ou que ce Peuple l'avoit abusé, puisqu'il est certain qu'il n'en tira plus aucun secours.

Cependant, le Comte de Derby faisoit des progrès considérables en Guienne, où il emporta d'assaut la Ville de Bergerac, qui fut abandonnée au pillage. L'Histoire ne doit pas oublier de faire une honorable mention de la générosité de ce Général, peu imitée par ceux de nos jours. Pendant que les Anglois étoient occupez à piller la Ville, un Chevalier Gallois entra par hasard dans le Bureau de la Recepte. Il y trouva une si grande quantité d'argent, qu'il se crut obligé d'en avertir son Général, s'imaginant qu'un si grand butin lui étoit naturellement réservé. Mais il fut agréablement surpris, quand le Comte lui répondit d'un air satisfait, qu'il le félicitoit de sa bonne fortune, & qu'il ne faisoit pas dépendre la parole de la grandeur ou de la petitesse de ce qu'il avoit promis.

Pendant cette année, les Ecois, excitez par le Roi de France, firent une course sur les frontières d'Angleterre, & furent repoussez par les Troupes qu'Edouard avoit dans les Provinces du Nord.

Jean de Monfort, qui prenoit le titre de Duc de Bretagne, mourut au mois de Septembre, laissant au Roi d'Angleterre la tutelle de son Fils, & à Marguerite de Flandre sa Femme, la conduite d'une Guerre très importante.

Dans ces entrefaites, Edouard avoit perdu le secours d'un puissant Allié, par la mort de Jacques d'Artevelle, qui avoit été mis en pieces par les Flamans. Cette mort ayant entièrement changé la disposition des affaires dans les Pais-Bas, il n'étoit nullement à propos d'attaquer la France de ce côté-là. Par cette raison, Edouard avoit résolu de porter le fort de la Guerre dans la Guienne. Le Duc de Normandie étoit déjà entré dans cette Province, à la tête d'une Armée de soixante-mille hommes, pour y arrêter les progrès du Comte de Derby, & pour achever de la conquérir. A l'approche de cette Armée formidable, le Comte avoit abandonné la Campagne, & s'étoit retiré à Bourdeaux. Sa retraite ayant donné au Duc de Normandie la facilité de reprendre quelques Places, il s'étoit enfin attaché au Siege du Château d'Aiguillon, assis sur le confluent de la Garonne & du Lot. Ce siege fut extrêmement remarquable, tant par les vigoureuses attaques des assiegeans, qui, pendant une semaine, donnerent trois assauts par jours à la Place, que par la résistance des assiegez, à qui de si fréquentes attaques ne furent pas capables de faire

EDOUARD III.
1344.

Il fait un voyage en Flandre.
Ibid.
Pag. 272.
Pag. 474.

Progrès du Comte de Derby en Guienne.
Action généreuse de ce Général.

1346.
Le Duc de Normandie fait de grands progrès en Guienne.

Siege d'Aiguillon fort mémorable.

EDOUARD III.
1346.

Edouard s'em-
barque pour aller
secourir la Guie-
ne.
*AB. Publ. T. V.
pag. 517.*

Le vent le re-
pousse deux fois
dans le port.

Il va descendre
en Normandie.

Il fait le Prince
de Galles Cheva-
lier.

Il ravage le païs,
MÉTAFR.

& s'avance juſ-
qu'à Poiffi.

perdre courage. Ce fut pour ſecourir ces braves gens, qu'Edouard hâta ſes préparatifs, ayant réſolu d'aller en perſonne ſ'oppoſer aux progrès du Duc de Normandie.

Tout étant prêt pour le départ, il ſe rendit à Southampton, menant avec lui le Prince de Galles ſon Fils ainé âgé de ſeize ans, qui devoit faire ſa première Campagne. Avant que ſes Troupes ſ'embarquaſſent, il en aſſembla les principaux Officiers, pour les exhorter à ſe comporter d'une manière qui les rendit digne de ſon eſtime & des recompenſes qu'il deſtinoit à ceux qui ſ'acquitteroient de leur devoir. Il leur déclara, que ſon intention étoit de renvoyer ſes Vaiſſeaux dès qu'il ſeroit arrivé en Guienne, & qu'ainſi ce ſeroit en vain qu'ils eſpereroient de revoir leur Patrie, ſ'ils n'y retournoient victorieux. Il ajouta, que ſ'il ſe trouvoit quelqu'un qui manquât de réſolution, il n'avoit qu'à parler librement, & que dès ce moment même, il lui donnoit une entière liberté de demeurer. Ce diſcours ayant été répandu dans l'Armée, les Soldats ſe mirent à crier d'une commune voix, qu'ils étoient prêts à ſuivre leur Roi, par-tout où il voudroit les mener. Une réſolution ſi prompte & ſi générale lui ayant fait concevoir de grandes eſperances, il fit embarquer ſes Troupes, dans l'intention de prendre la route de Guienne. Mais le vent ne lui ayant pas permis d'exécuter ce deſſein, il ſe vit contraint par deux diverſes fois de retourner dans ſes Ports. Geoffroi de Harcourt, qui l'accompagnoit, ſe ſervit de cette conjoncture, pour lui perſuader d'aller deſcendre en Normandie, Païs extrêmement gras, qui, depuis très longtems, n'avoit point ſenti les miſeres de la Guerre. Edouard ayant ſuivi ce conſeil, alla débarquer à *la Hogue* dans le Cotentin, où il n'étoit nullement attendu.

Immédiatement après qu'il eut mis le pied ſur le rivage, il fit Chevaliers le Prince de Galles ſon Fils & quelques autres jeunes Seigneurs; après quoi, il ſe mit à la tête de ſon Armée, qui étoit de trente-mille hommes de pied, & de deux-mille cinq-cens hommes d'armes. Il partagea ces Troupes en trois Corps, qui marchaient ſéparément pendant le jour, & qui ſe rejoignoient ordinairement vers le ſoir pour ſe trouver dans un même Camp. Les premières marches que cette Armée fit dans le Païs ennemi, vengerent cruellement la mort des Seigneurs Bretons décapitez à Paris. *Valogne, S. Lo, Carentan, Harfleur*, furent les premières Villes qui éprouverent la fureur des armes Angloiſes. Raoul Comte d'Eu, Connétable de France, qui ſe trouvoit alors à Caen, ayant voulu avec les Milices du Païs ſ'oppoſer aux Anglois, ne fit que leur donner, par ſa défaite & par ſa priſe, un préſage de leurs victoires futures. Après la déroute du Connétable, Edouard continua ſa marche par les Evêchez de *Liſieux* & d'*Evreux*, brûlant & ſaccageant tout ce qui ſe trouvoit en ſon chemin. Il ne ſ'arrêta point juſqu'à ce qu'il fût arrivé à Poiffi, où il ſéjourna

quelques jours, pour tâcher d'attirer Philippe au combat. Il lui envoya même un Héraut pour lui porter un défi, qui ne fut pas accepté. Philippe avoit un autre dessein : c'étoit de l'enfermer entre les Rivières de Seine & d'Oyse. Si son projet avoit réussi, l'Armée Angloise auroit péri sans ressource. Mais Edouard s'en s'étant aperçu, quoiqu'un peu tard, décampa de Poissi, dans le dessein de passer la Somme, & d'aller se mettre à couvert dans le Comté de Ponthieu, sachant que son ennemi s'avançoit avec une Armée de cent-mille combattans. Il suivit quelque tems la Somme, sans y trouver aucun passage. Enfin, il fut assez heureux pour découvrir le Gué de *Blanquetaque*, par le moyen d'un prisonnier qui connoissoit parfaitement le pais. Quoique cette découverte lui parût d'abord un grand avantage, il trouva bientôt que les difficultez de sa retraite n'en étoient pas beaucoup diminuées. Philippe, qui avoit prévu que son ennemi pourroit prendre cette route pour se retirer, avoit détaché *Gondemar du Fay* avec un Corps de douze-mille hommes, pour aller garder ce passage d'où dépendoit la réussite de ses desseins. Edouard se vit donc dans la nécessité ou de forcer le Gué, ou de combattre avec un grand désavantage son ennemi qui le talonnoit de fort près. Sa résolution étant prise, il fit avancer ses Troupes, qui se trouvant animées par la présence de leur Roi se jetterent dans l'eau avec tant d'intrépidité, qu'elles commencerent à vaincre leurs ennemis avant que d'en venir à la charge. On peut aisément imaginer les difficultez qui se rencontrent dans un tel passage, en présence des ennemis, pour une Armée qui ne peut étendre son front qu'autant que la largeur du Gué le permet, & qui se voit obligée en même tems, de marcher dans l'eau, & de se servir de ses armes. Mais tout cela ne fut pas capable d'arrêter les Anglois, qui, sous les yeux de leur Roi témoin de toutes leurs actions, marcherent à travers ces difficultez comme à une victoire assurée. Il ne fut pas possible aux François de soutenir une attaque si vigoureuse. Après avoir fait quelques efforts pour repousser les Anglois, ils se virent contraints d'abandonner ce passage important, par où Edouard fit incontinent passer toute son Armée. Le soir même il alla camper à Crecy, pendant que Philippe passoit la Somme à Abbeville, qui n'en est éloignée que de trois lieues.

Edouard se voyant poursuivi de si près, & comprenant bien qu'il lui seroit impossible d'éviter le combat, s'arrêta tout court pour attendre les ennemis, & choisit un terrain avantageux, où il rangea son Armée en bataille. Philippe s'étant persuadé que la retraite d'Edouard étoit un effet de sa peur, ne douta point que l'avoir atteint ce ne fut l'avoir vaincu. Ainsi, pour ne lui pas donner le tems de se retirer plus loin, dès le jour suivant, il partit d'Abbeville à dessein de l'aller attaquer. L'Armée Angloise étoit partagée en trois Corps, dont le Prince de Galles commandoit le premier. Le second étoit conduit par les

EDOUARD III.
1346.
Philippe tâche
de l'enfermer en-
tre deux Rivières.

Edouard se re-
tire vers le Pon-
thieu.

Il force un gué
sur la Somme dé-
fendu par les
François.

Il attend Phi-
lippe à Crecy.

EDOUARD III.
1346.

Bataille de Crecy.

Le Corps commandé par le Comte d'Alençon est défait.

Comtes de Northampton & d'Arundel, & par le Lord Ross. Le Roi se tenoit à quelque distance avec le troisieme, afin de donner du secours à ceux qui en auroient besoin. Philippe ne put arriver à la vue des ennemis qu'à trois heures après midi, ayant fait ce jour-là une marche de trois lieues, de sorte qu'il étoit déjà plus de quatre heures, quand la Bataille commença. Il avoit aussi partagé son Armée en trois Corps, dont les Genoïs formoient le premier, commandé par *Antoine Doria & Charles Grimaldi* (1). Comme c'étoit dans ces Troupes que consistoit la principale force de son Infanterie, il voulut qu'elles fussent le premier effort. Dans le tems que la mêlée alloit commencer, une grande pluie qui survint, ayant fait lâcher les cordes des Arbalètes des Genoïs, ils ne purent s'en servir. Cependant, comme ils étoient déjà trop avancez, ils se virent exposez à une grêle de flèches Angloises, qui leur firent lâcher le pied. Charles Comte d'Alençon, Frere du Roi, qui les soutenoit avec un gros Corps de Cavalerie, les voyant plier sans en connoître la cause, s'imaginant qu'il y avoit de la trahison, leur passa sur le ventre, & commença par cette action précipitée, à mettre le désordre dans l'Armée Françoisé (2). Cependant, ce Prince se mettant peu en peine des Genoïs, & de ce qui se passoit derriere lui, attaqua le premier Corps des Anglois, commandé par le Prince de Galles, & fut reçu avec une fermeté à laquelle il ne s'étoit pas attendu. Il ne laissa pourtant pas de continuer ses efforts, qui n'aboutirent qu'à lui faire perdre la vie en combattant vaillamment. Sa mort fut cause que le Corps qu'il commandoit commença peu à peu à s'ébranler; & comme il ne put être assez promptement soutenu, à cause du désordre qu'il avoit lui-même causé parmi les Troupes Genoises, il fut enfin mis en déroute.

Le Prince de Galles ayant un si grand avantage dans cette premiere action, Philippe fit avancer un gros Corps de Cavalerie, afin de reparer le désordre causé par la défaite du premier. Ainsi la superiorité du nombre se trouvoit toujours du côté des François, quoique les Anglois maintinssent encore leur terrain. Selon les apparences, le jeune Prince, qui combattoit avec un courage heroïque, résolu de vaincre ou de mourir sur le champ de bataille, auroit été accablé par le nombre, si les Comtes de Northampton & d'Arundel ne fussent accourus à son secours. Cette démarche attira de ce côté-là de nouvelles Troupes Françoises, le peu d'étendue du terrain où l'on combattoit, ne permettant pas que les deux Armées pussent agir toutes à la fois. Ainsi le

(1) On dit qu'il n'y avoit pas moins de 12000 Genoïs, à la Bataille de Crecy.
T I N D.

(2) C'est ainsi que les Historiens François parlent du commencement de cette Bataille. Il falloit que les cordes des Arbalètes Genoises fussent d'une autre matiere que celles des Anglois, puisque la pluie ne faisoit pas le même effet sur les unes & sur les autres. R A P. T H.

combat y fut fort opiniâtre. La valeur du Prince de Galles, qui donnoit de l'admiration aux Généraux Anglois, leur caufoit en même tems une extrême inquiétude par rapport à fa personne, à caufe de la fuperiorité du nombre des ennemis. Dans la crainte où ils étoient qu'il ne lui arrivât enfin quelque malheur, ils envoyèrent en toute diligence dire au Roi, qu'il étoit tems qu'il vînt au fecours du Prince qui fe voyoit fur le point d'être accablé. Bien loin de s'émouvoir à cette nouvelle, Edouard demanda fi fon Fils étoit encore en vie; & fur ce qu'on lui dit que non feulement il vivoit, mais qu'il combattoit avec une valeur étonnante, il répondit à l'Officier qui lui avoit été envoyé: *Dites à mes Généraux, que, pendant que mon Fils vivra, ils ne me demandent point de fecours, car il faut qu'il ait tous l'honneur de cette journée, & qu'il gagne aujourd'hui ses éperons.* Cette reponfe, rapportée au Prince, l'ayant animé d'un nouveau courage, il se fit jour au travers des ennemis qui étoient prêts à l'envelopper. Ses Troupes imitant fa valeur heroïque, le feconderent fi bien, que les François commencerent à plier, & enfin à se difperfer en défordre dans la campagne.

Il reftoit à Philippe un Corps qui n'avoit pas encore combattu, à la tête duquel il étoit lui-même. Ce fut là que le Prince de Galles adreffa ses pas, après avoir rompu les deux autres, & ce fut auffi en cette occasion qu'il acquit le plus de gloire. Philippe, au défefpoir de voir ses deux Corps battus & difpersez, fit des efforts inconcevables pour arracher la victoire à ce jeune Heros, avant qu'elle fût complete. Le Roi de Boheme, qui, tout aveugle qu'il étoit, avoit voulu se trouver au combat, ayant fait attacher fon cheval par le frein à ceux de deux braves Chevaliers, fut tué selon ses fouhaits, en combattant pour la France. Sa Banniere, fur laquelle étoient brodées en or des plumes d'Autruche, avec ces paroles *Ich dien*, qui signifient *Je fers*, fut prife & portée au Prince de Galles, qui, en memoire de cette journée, prit des plumes d'Autruche pour cimier à fon Ecu, avec la même Devife. Cependant Edouard qui se tenoit avec fon Corps fur une Colline, épioit le tems propre pour donner, ne voulant pourtant pas trop se hâter, de peur d'ôter au Prince fon Fils une partie de fa gloire. Mais dans cet état d'inaction, il ne laiffoit pas d'inspirer de la terreur aux François, qui le voyoient prêt à fondre fur eux avec avantage. Philippe de fon côté, ayant fait des efforts inutiles pour repouffer les Anglois, rallia une partie de fa Noblesse & de ses hommes d'armes, & alla se jeter au milieu de la Bataille pour tâcher de redonner du cœur à ses Troupes par fon exemple. On ne peut nier qu'il ne donnât en cette occasion des marques éclatantes de valeur & d'intrepidité. Ce ne fut qu'après avoir eu deux chevaux tuez sous lui, & reçu deux bleffures, l'une au cou & l'autre à la cuiffe, qu'il se laiffa mener, quoiqu'avec une extrême peine, hors du champ de bataille. Sa retraite ayant achevé de faire

EDOUARD III.
1346.
Le Prince de Galles fait des merveilles.

Le Roi fon Pere lui laiffe tout l'honneur de la victoire.

Le Roi de Boheme est tué, & sa banniere prise.

Le Prince de Galles en charge son Ecu.

Philippe se distingue beaucoup par sa valeur.

La victoire devient complete pour les Anglois.

EDOUARD III.
1346.

Premier usage
du Canon.

perdre courage à ceux des siens qui maintenoient encore le combat; ils furent mis dans une entière déroute, avec le reste de l'Armée. Ce fut alors qu'il se fit un carnage épouvantable des fuyards, qui furent poursuivis jusques bien avant dans la nuit. On prétend que ce fut dans cette mémorable Bataille que les Anglois commencerent pour la première fois à se servir du Canon dont l'usage étoit encore inconnu en France. Quatre pieces, qu'ils avoient placées sur une petite Colline, firent une si grande exécution parmi les Troupes Françoises, & leur inspirerent tant de terreur, qu'on attribue en partie le succès de cette journée à la surprise que causa cette nouveauté. La France perdit dans cette Bataille, le Roi de Boheme, le Comte d'Alençon Frere du Roi, le Duc de Lorraine, le Comte de Flandre, le Comte de Blois, quinze autres Seigneurs des plus qualifiez du Royaume, douze cens Chevaliers, & plus de quatre-vingts Bannieres.

Edouard loue le
Prince son Fils.

Dès que, par la fuite précipitée des ennemis, Edouard eut compris que sa victoire étoit assurée, il s'avança pour aller donner au Prince son Fils des marques de son extrême satisfaction. *Mon cher Fils*, lui dit-il en l'embrassant, *vous vous êtes noblement acquitté de votre devoir dans cette journée, & vous avez véritablement mérité la Couronne pour laquelle vous avez combattu.*

Modestie du
Prince.

Le jeune Prince, confus des louanges que le Roi lui donnoit, gardant un silence qui marquoit sa modestie, se contenta de plier le genou pour demander au Roi son Pere sa bénédiction, selon la coutume pratiquée en Angleterre. La nuit qui suivit ce glorieux jour, fut employée par les Anglois en réjouissances. Mais le Roi fit publier dans son Camp des défenses très expressees d'insulter au malheur des vaincus, exhortant son Armée à rendre grâces à Dieu de la victoire qu'il venoit de lui accorder. Le lendemain, quelques Troupes qui avoient été envoyées à la poursuite des fuyards, ayant rencontré un Corps de Milices qui, sans savoir ce qui étoit arrivé le jour précédent, alloient se rendre au Camp de Philippe, en tuerent sept mille hommes. On prétend que la perte que la France fit dans ce second jour, fut plus grande que celle qu'elle avoit soufferte dans la Bataille, tant par la défaite de ces Milices, que par la mort ou par la prison des Soldats qui s'étoient dispersez dans la campagne en fuyant.

Autre perte de
la France.

Edouard assiege
Calais.

Edouard demeura quelques jours près du champ de bataille, pour y faire enterrer les morts & panser les blesez, tant ceux des ennemis que les siens propres. Ensuite, prenant sa marche par le Boulonnois, il s'approcha de Calais à dessein d'en faire le siege. Cette Place, qui étoit extrêmement forte, n'étoit pas moins incommode aux Anglois, que Dunkerke l'a été de nos jours. En s'en rendant maitre, non seulement il se delivroit d'un voisinage très fâcheux, mais il s'ouvroit encore une entrée en France. Il la fit investir le 8. de Septembre, & somma le Gouverneur de la lui remettre entre les mains, avec menaces,
en

en cas de refus, que la Garnison & les habitans seroient passez au fil de l'épée. *Jean de Vienne*, qui commandoit dans la Place, répondit qu'il ne reconnoissoit point d'autre Roi de France, que celui qui lui avoit confié la garde de cette Ville, & qu'il avoit résolu de vivre & de mourir à son service. EDOUARD III.
1346.

Le Roi ayant exactement reconnu les fortifications de Calais, comprit qu'il lui seroit trop difficile de venir à bout de ce siege par la force. Ainsi dès le commencement, il prit la résolution de réduire cette Place par la famine. Pour cet effet, il fit faire tout autour, des Lignes de circonvallation, fortifiées de Forts & de Redoutes, résolu de n'abandonner point son entreprise, jusqu'à ce qu'il en fût venu à bout. Le Gouverneur, qui vit faire les préparatifs, prévoyant la longueur du siege, prit la précaution de mettre dehors toutes les bouches inutiles, afin de ne pas s'exposer au danger de manquer de vivres. Quoique, selon les maximes de la Guerre, Edouard pût se dispenser d'avoir pitié de ces misérables qui étoient au nombre de dix-sept-cens, il ne laissa pas de les recevoir dans son Camp, & de leur donner ensuite la permission de se retirer où ils voudroient.

Cependant Philippe, qui se trouvoit dans une extrême inquiétude par rapport à ce siege, cherchoit tous les moyens possibles de le faire lever. Il n'en voyoit que deux, qui fussent propres à produire cet effet. Le premier, qui étoit d'attaquer les Lignes des assiegeans, ne pouvoit se pratiquer assez-tôt, pour qu'il pût espérer que la Place tiendrait jusqu'à ce qu'il fût en état d'en tenter le secours. Le second étoit, de faire une diversion en Angleterre par les armes des Ecoissois. Celui-ci ayant été jugé le plus prompt, il engagea le Roi d'Ecosse à faire une irruption en Angleterre. Il ne doutoit nullement qu'elle ne fût suivie d'un heureux succès, à cause que toutes les forces des Anglois étoient occupées en France. Il étoit à présumer que l'alarme que cette invasion causeroit en Angleterre, y produiroit de tels mouvemens, qu'Edouard se verroit obligé de lever le siege qu'il avoit entrepris. David, regardant les interêts de la France comme les siens propres, & suivant sans balancer les inspirations de Philippe, se mit à la tête de trente-mille hommes (1), & s'avança jusqu'à Durham. Cette invasion imprévue dans une telle conjoncture, alarma les Anglois; mais elle ne fut pas capable de leur faire perdre courage. Le jeune Lionnel, que le Roi son Pere avoit laissé pour Gardien en Angleterre, n'étant pas encore en âge de commander une Armée, la Reine Philippe se chargea du soin de repousser les ennemis. Pour cet effet, s'étant mise à la tête des Troupes qu'on avoit assemblées de tous côtez avec une merveilleuse diligence, elle marcha droit aux Ecoissois, & leur présenta la Bataille. David n'avoit pas moins d'impatience d'en venir aux mains. Il se per-

1347.
Le Roi d'Ecosse
entre en Angle-
terre.

(1) C'étoit 62000. hommes, selon *Speed*. TIND.
Tome III.

EDOUARD III.
1347.
Il est battu par
la Reine & fait
prisonnier.

Charles de Blois
est vaincu & fait
prisonnier par les
Anglois.

Argemont,
Mazerau.

Philippe tâche
en vain de secou-
rir Calais.
Froissard, Ma-
zerau, Knygh-
ton, Walsingham.

Il offre la ba-
taille à Edouard,
qui la refuse.

Il lui offre des
conditions de
Paix qui sont re-
jetées.

suadoit que rien n'étoit plus aisé, que de mettre en fuite ces Milices commandées par une femme. Mais le succès répondit mal à ses espérances. Non seulement il eut la mortification de perdre la Bataille, mais encore, de se voir lui-même prisonnier entre les mains des Anglois (1).

La fortune ne se laissoit point de favoriser Edouard. Comme ses armes avoient été victorieuses en France & en Angleterre, elles le furent aussi en Bretagne. Le Chevalier *Thomas Dagworth*, qui commandoit les Troupes Angloises en ce pays-là, battit deux fois Charles de Blois, & le fit prisonnier dans le dernier Combat qui se donna proche de *la Roche de Rien*.

Cependant, le siege, ou plutôt le blocus de Calais, se continuoît toujours par mer & par terre. Edouard y avoit fait venir jusqu'à sept-cens Vaisseaux pour garder la mer. Ainsi, rien ne pouvant entrer dans la Ville, elle se trouva enfin réduite à l'extrémité. Une Lettre interceptée ayant fait connoître au Roi l'état fâcheux des assiegez, il l'envoya incontinent à Philippe, & lui fit dire en même tems, qu'il n'avoit point de tems à perdre s'il vouloit secourir la Place. Philippe profitant de cet avis, se hâta de se mettre en campagne, & s'approcha du Camp des Anglois avec une Armée de cent-cinquante mille hommes. Il esperoit de pouvoir attirer l'ennemi hors de ses retranchemens, en lui faisant offrir la Bataille à diverses reprises. Mais Edouard n'avoit garde de rien hazarder, connoissant bien l'impossibilité qu'il y avoit à forcer les Lignes. De plus, il avoit une espérance bien fondée, d'avoir bien-tôt la Ville à discrétion. Ainsi, sans s'émouvoir pour tous ces défis, il répondit constamment, qu'il étoit là pour prendre Calais, & que si Philippe trouvoit à propos de l'en empêcher, il n'avoit qu'à prendre les mesures qui lui paroîtroient les plus propres. Philippe voyant qu'il ne pouvoit, sans un danger manifeste, entreprendre de le forcer dans ses Lignes, ni l'attirer en pleine campagne, lui envoya deux Cardinaux pour lui faire des propositions de Paix. Il lui offrit la Guienne, le Comté de Ponthieu, & un mariage entre leurs Enfans. Edouard se moqua de ces offres. Il répondit, que la Guienne & le Ponthieu lui appartenoient, qu'au premier jour il seroit maître de Calais,

(1) Le Roi d'Ecosse, quoiqu'il eût deux lances pendues à son corps, que sa jambe eût reçu une blessure presque incurable, & qu'on lui eût fait tomber l'épée de la main, ne vouloit pas se rendre, & provoquoit les Anglois par des injures afin qu'ils le tuassent. Lorsque *Jean Copland*, Gouverneur du Château de *Roxborough*, lui dit de se rendre, ce Prince lui donna un si rude coup de gantelet au visage, qu'il lui fit sauter deux dents. Cependant *Copland* l'emmena prisonnier hors du Camp. Sur ce que *Copland* refusa de le livrer à la Reine qui étoit à *Newcastle* pendant la Bataille, le Roi le fit venir à *Calais*, où il s'excusa de son refus d'une manière si belle, que le Roi le renvoya avec une récompense de 500. livres de rente en Terres, qu'il choisiroit lui-même auprès du lieu de sa demeure; & le fit outre cela Chevalier - Banneret. *MS. Pub. Tom. V. p. 542. TIND.*

& qu'ainsi il n'avoit que faire de ses liberalitez. Ce projet n'ayant pas réussi, Philippe lui fit proposer par un Héraut, de décider leur querelle par un Combat de six contre six. Le Héraut ayant ajouté, que le Roi de France marqueroit le jour & le lieu du Combat, le Comte de Derby répondit, que ce seroit donc Edouard, puisqu'il étoit le véritable Roi de France. Cette seule prétention fut suffisante pour faire tomber cette proposition, pour laquelle il est certain qu'Edouard n'avoit aucun penchant, dans la conjoncture où il se trouvoit. Son unique but étoit de prendre Calais, sans mettre cet événement en compromis. Peu de jours après, il reçut un renfort de dix-sept-mille hommes, que la Reine sa Femme lui amena d'Angleterre. Si l'on en croit quelques-uns des Historiens Anglois, ce secours lui vint tout à propos, pour lui faire avoir sa revanche sur Philippe. On prétend qu'il offrit de le combattre en rase campagne, de combler lui-même ses tranchées, & d'abattre ses retranchemens, pourvu qu'on lui donnât de bonnes assurances qu'on ne feroit rien entrer dans Calais, qu'après le combat. On ajoute, que Philippe n'ayant pas voulu accepter cette offre, prit le parti de se retirer. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne jugea pas à propos d'attaquer Edouard dans ses Lignes. Ainsi, les assiégés se voyant sans aucune esperance d'être secourus, demanderent enfin à capituler. Une Capitulation différée jusqu'à la dernière extrémité, ne pouvoit pas être fort avantageuse. Aussi Edouard refusa-t-il aux assiégés toutes sortes de conditions, à la réserve de la vie qu'il voulut bien accorder, tant aux Soldats qu'aux Habitans. Encore excepta-t-il de ceux-ci, six des principaux Bourgeois, pour les sacrifier à sa vengeance, laissant aux Habitans le soin de choisir eux-mêmes les victimes. Cette rigueur causa une extrême consternation dans la Ville. Il n'étoit pas facile de faire le choix de ces six personnes; & cependant, il n'y avoit point de tems à perdre. L'Histoire ne doit pas passer sous silence la généreuse action d'*Eustache de S. Pierre*, l'un des principaux Habitans de cette Ville. Ce bon Citoyen, voyant la crainte & le désespoir peints sur les visages de ses Compatriotes, s'offrit volontairement d'être l'un des six que le Roi d'Angleterre demandoit. Une magnanimité si peu commune toucha tellement le reste des Habitans, qu'il s'en trouva bien-tôt cinq autres qui, à l'exemple de celui-ci, se dévouerent pour le salut de leurs Citoyens. Ces six illustres Bourgeois, résolus d'apaiser la colere du vainqueur par le sacrifice de leurs vies, sortirent pieds nus, en chemise, la corde au cou, & allerent lui présenter les Clefs de la Ville. Ils le trouverent tellement irrité, que, malgré l'intercession du Prince de Galles & des principaux Seigneurs de la Cour, il ordonna qu'on les menât au supplice. Mais s'il eut assez de fermeté pour refuser cette grace aux instantes prières de son Fils, il ne put trouver dans son cœur la même dureté pour la Reine. Cette bonne Princesse, touchée de l'infortune de ces misera-

EDOUARD VI.
1547.
Il lui fait un
dés qui est refusé.

Edouard reçoit
un renfort.

Philippe se re-
tire.

Calais se rend
à discrétion.

Edouard veut
faire mourir six
des principaux
habitans.

Action magni-
fique d'un Bour-
geois de Calais.

La Reine est

EDOUARD III.
1347.
tient la grace des
six Bourgeois.

bles, s'étant jetté à ses pieds, les yeux baignez de larmes, lui demanda leur grace au nom de Jesus-Christ. Quelque résolution qu'il eût prise, il ne put voir à ses genoux une Epouse qu'il aimoit si tendrement, sans sentir amollir son cœur; & malgré la fermeté dont il s'étoit armé, il se laissa vaincre à ses prieres. La Reine ne se contentant pas d'avoir sauvé la vie à ces malheureux, ordonna qu'on leur donnât des habits, & après les avoir fait manger dans la propre Tente, elle fit présent à chacun de six pieces d'or, & les mit en liberté. Action qui fit alors, & fera toujours honneur à cette généreuse Princesse.

C'est ainsi que l'importante Ville de Calais fut réduite sous la domination Angloise, après avoir soutenu le siege pendant une année.

Edouard chasse
les François de
Calais, & y éta-
blit une Colonie
Angloise.

Peu de jours après qu'Edouard eut fait son entrée dans Calais, il en fit sortir tous les Habitans, pour y mettre une Colonie Angloise. C'est vraisemblablement à cette précaution que l'Angleterre a dû la conservation de cette Place, pendant deux cens ans. Le siege avoit été si long & si fatigant, qu'Edouard ne crut pas devoir refuser quelque repos aux Troupes, en consentant à une Treve d'un an, qui lui fut proposée. Cela fait, il laissa une bonne Garnison dans Calais, & s'en retourna triomphant en Angleterre.

Il consent à une
Treve.

Etat florissant
de l'Angleterre.

En.

Jamais le nom Anglois n'avoit été plus glorieux qu'il l'étoit en ce tems-là, & l'Angleterre n'avoit jamais joui d'une félicité plus parfaite. Si la valeur, la sagesse & la bonne fortune du Roi, donnoient à ce Royaume un lustre extraordinaire; les rares qualitez du vaillant Prince de Galles, Successeur présomptif de la Couronne, ne faisoient pas concevoir de moindres esperances pour l'avenir. La grande fertilité qui suivit immédiatement les victoires d'Edouard, sembloit encore marquer que le Ciel faisoit du Peuple d'Angleterre, le plus cher objet de ses soins.

1348.
Edouard refuse
la Dignité Impé-
riale.
M. M. Publi. T. V.
pag. 621.

Pour ajouter encore un nouvel éclat à la gloire d'Edouard, on vit arriver l'année suivante des Ambassadeurs des Princes d'Allemagne, qui venoient lui offrir la Dignité Imperiale. L'élection de Charles IV, qui s'étoit déjà fait couronner à Bonn, n'ayant pas été agréable à tous les Princes Electeurs, quelques-uns d'entre eux avoient résolu de faire un nouveau choix. Pour cet effet, ils avoient jetté les yeux sur le Roi d'Angleterre, que la victoire de Crecy, & la prise de Calais, venoient de rendre très illustre. Mais ce Prince, qui n'ignoroit pas combien il en avoit autrefois coûté à Richard, Frere de Henri III., pour avoir voulu accepter cette Dignité dans une semblable conjoncture, étoit trop sage pour se jeter dans les mêmes embarras. D'ailleurs, il avoit besoin de toutes ses forces & de toute son application, pour acquérir la Couronne de France, qui lui paroissoit un bien plus solide. Par ces considerations, il refusa l'honneur que les Princes Allemans vouloient lui faire, & s'excusa de se charger d'un si grand fardeau.

Pendant la prospérité dont les Anglois jouissoient, il n'est pas surprenant que l'aïse & l'abondance les jettassent dans les excès qui en sont les suites ordinaires. Tous les Historiens disent unanimement, qu'en ce tems-là, une débauche effrénée regnoit dans tout le Royaume, & que les femmes négligeant la modestie qui sied si bien à leur sexe, sembloient faire gloire d'être sans pudeur. Rien n'étoit plus ordinaire que de les voir en troupes, courir les Tournois habillées en Cavaliers, l'épée au côté, & montant des Chevaux superbement harnachés, sans se mettre en peine ni de leur honneur ni de leur réputation. Les excès des hommes n'étoient pas moins scandaleux. Dieu ne laissa pas longtems ces désordres sans châtement. Une cruelle Peste, qui, après avoir ravagé l'Asie & une partie de l'Europe, s'étoit étendue jusqu'en France, passa de là en Angleterre. Elle y exerça sa fureur avec tant de violence, qu'elle emporta la moitié des habitans. Principalement, elle se fit sentir dans Londres, où l'on remarqua qu'en une seule année, on avoit enterré plus de cinquante-mille personnes dans le seul Cimetière des Moines de Cîteaux (1).

Quoique ce terrible fleau n'eût pas plus épargné la France, Philippe ne laissoit pas de faire de grands préparatifs pour recommencer la Guerre, dans le dessein de faire tous les efforts possibles pour recouvrer Calais. Cette perte lui tenoit au cœur, à cause des fâcheuses suites qu'il en prévoyoit. Cependant, comme il jugeoit bien, qu'il trouveroit beaucoup de difficulté à regagner cette Place par les armes, il voulut employer un moyen moins incertain, en corrompant le Gouverneur. Les Seigneurs de Montmorency & de Charny voulurent bien se charger de l'exécution de son projet, & prendre sur eux la honte de cette action, pour faire plaisir à leur Maître. Mais il n'y a pas beaucoup d'apparence à ce que dit Mezerai, qu'ils crurent qu'il n'y avoit point de mal à surprendre cette Ville pendant la Treve. Vrai-semblablement, ils n'étoient pas ignorans jusqu'à ce point. Quoiqu'il en soit, ils nouèrent une secrète intelligence avec *Aymeri de Pavié* qui en étoit Gouverneur, & qui promit de la leur livrer moyennant une somme de vingt-mille écus. Cet argent lui ayant été remis, il trouva le moyen d'introduire peu à peu dans la Ville cent hommes d'armes, & douze Chevaliers François, qu'il cacha dans le Château. Le jour marqué pour l'exécution, les Sires de Charny & de Ribault se tenoient en embuscade près de deux portes de la Ville, pour s'y jeter dedans dès qu'elles seroient ouvertes. Le succès leur paroissoit immanquable,

EDOUARD III.
1349.
Dépravation des
mœurs en Angle-
terre.
Knightron,
Walsingham.

La peste fait de
grands ravages en
Angleterre.

Philippe cor-
rompt le Gouver-
neur de Calais.
Froissart, Me-
zerai.

(1) C'est la *Chartreuse*. TIND.

Il ne paroît pas vraisemblable que 50000. personnes ayent été enterrées en un an, dans un seul Cimetière; & ce qui prouve que cela est faux, est qu'il n'y a eu qu'une Abbaye de *Cîteaux* à Londres, savoir *Ste Marie de Grace*, près de la *Tour*, fondée par ce Roi, mais non avant l'an 1352. *Tanners*, Hist. Mon. pag. 139-
R. & V. W. S.

EDOUARD III.
1349.
Edouard en est
informé.

Il se rend à Ca-
lais.

Il charge les
Français.

tant leurs mesures étoient justes. Mais ils ne savoient pas tout ce qui s'étoit passé. Peu de tems auparavant, Edouard ayant eu quelque avis de ce complot, avoit mandé le Gouverneur à Londres, & lui avoit promis son pardon à condition qu'il trahiroit les François. Ce scélerat, qui se voyoit perdu sans ressource, s'il refusoit de faire ce que le Roi souhaitoit, l'avoit exactement informé de toutes les circonstances de cette intrigue, & du jour dont il étoit convenu pour introduire les ennemis dans la Place. Par ce moyen, Edouard s'étant instruit de toutes les dispositions qu'on avoit faite, prit si bien ses mesures, qu'il se rendit le soir auparavant à Calais, accompagné du Prince de Galles¹, & de huit cens hommes d'armes. Dès le lendemain à la pointe du jour, il sortit par une porte, & le Prince de Galles par l'autre, pour aller attaquer les François qui ne s'attendoient à rien moins. Le Roi, qui voulut combattre à pied sous la bannière du Lord *Mauwry*, s'engagea dans un Combat particulier avec *Estache de Ribbaumont*, Chevalier Picard, qui lui porta de si rudes atteintes, qu'il le fit deux fois tomber sur ses genoux. Le prompt secours qu'il reçut des siens, le tira de ce danger. Il battit même cette troupe, & fit Ribbaumont prisonnier.

Pendant que le Roi étoit occupé de ce côté-là, le Prince de Galles attaquoit vigoureusement le Seigneur de Charny, qui, après une assez longue résistance, fut enfin défait & demeura prisonnier entre les mains du Prince. Les François perdirent six-cens hommes en cette occasion, outre un bon nombre de prisonniers, qui avec les deux Chefs furent emmenez dans la Ville, dont peu d'heures auparavant ils avoient espéré de se rendre maîtres. Quoique la voye dont ils avoient voulu se servir ne fût rien moins qu'honorable, Edouard considérant qu'ils n'avoient fait qu'obéir à leur Souverain, les traita très humainement. Le soir même, il fit donner un splendide souper aux principaux d'entre eux, & voulut même les aller voir pendant qu'ils mangeoient. Il ne put s'empêcher de reprocher à Charny, le honteux moyen qu'il avoit employé, pour lui enlever par surprise, & pendant la Treve, une Place qui lui avoit tant coûté, & qu'il avoit prise de bonne guerre. Ensuite s'adressant à *Ribbaumont*, il loua beaucoup sa valeur, & lui fit présent d'un Tour de Perles de grand prix, qu'il portoit à son bonnet, pour témoignage de l'estime qu'il avoit pour lui. Il ajouta, que sachant de bonne part, qu'il se trouvoit volontiers dans la compagnie des Dames, il le prioit d'y porter ce Tour de Perles en lui disant, qu'elles ne le regarderoient pas de plus mauvais œil. Après plusieurs autres paroles obligeantes, il lui rendit la liberté, sans exiger aucune rançon. Avant que de quitter Calais, il en donna le Gouvernement à Jean de Beauchamp⁽¹⁾, ne croyant pas qu'il y eut de la prudence

Générosité d'Edouard envers Ribbaumont.

(1) L'Auteur avoit mis *Henri de Beauchamp*; mais selon, *M. Tindal*, il s'agit

à confier plus longtems la garde de cette importante Place au Lombard qui s'étoit déjà laissé corrompre. Mais ce ne fut pas là toute la punition que ce Traître reçut de sa double perfidie. L'année suivante, il eut le malheur de tomber entre les mains des François, qui le firent tirer à quatre chevaux.

L'entreprise sur Calais ayant manqué contre l'attente des François, Philippe en désavoua les Auteurs. Comme Edouard n'avoit pas ses affaires prêtes pour recommencer la Guerre, il se contenta de cette légère satisfaction. Ainsi la Treve subsista toujours, malgré le juste sujet que Philippe avoit fourni de la rompre.

Edouard n'ayant plus rien à faire à Calais, repassa dans son Royaume, où, bien-tôt après, il institua le fameux *Ordre de la Jarretiere*. Selon le sentiment le plus commun, cet Ordre doit son origine à un accident de peu d'importance en lui-même, mais qui a eu des suites très remarquables, s'il est vrai qu'il ait donné lieu à l'institution de cet Ordre de Chevalerie. On prétend qu'Edouard se trouvant dans un Bal, où la Comtesse de Salisburi laissa tomber sa jarretiere en dansant, il se baissa pour la relever; que cette action ayant fait croire à la Dame qu'il avoit quelque autre dessein, & lui en ayant témoigné sa surprise, il lui dit pour se justifier, *Honny soit qui mal y pense*. On ajoute, qu'en mémoire de cet accident, il institua l'Ordre de la Jarretiere, auquel il donna pour Devise les paroles qu'il avoit prononcées en parlant à la Comtesse. Une origine qui paroît si peu digne de la splendeur où cet Ordre a toujours été depuis son institution, offre d'abord quelque chose de choquant, qui a porté des esprits ingénieux à lui en chercher une plus honorable. Quelques-uns ont dit que ce qui porta Edouard à instituer cet Ordre, fut que le jour de la Bataille de Crecy, il avoit donné pour mot, *Garier*, qui signifie en Anglois une Jarretiere. D'autres prétendent que ce fut parce que ce même jour, il avoit fait mettre sa Jarretiere au bout d'une lance, pour donner le signal du combat. Enfin, il se trouve des Auteurs qui ont avancé, qu'Edouard ne fit que renouveler & mettre en forme d'Ordre de Chevalerie, ce que le Roi Richard I. avoit commencé au siege d'Acre dans la Palestine. Ils disent que ce Prince ayant résolu de donner un assaut à la Ville, avoit distribué à quelques-uns de ses principaux Officiers, certaines bandes de cuir, pour les attacher à la jambe, afin qu'il pût les distinguer pendant le combat; & que ce fut en mémoire de cet événement, qu'Edouard institua l'Ordre de la Jarretiere. Mais tout cela se dit sans produire des preuves suffisantes. D'ailleurs, quelques efforts qu'on ait pu faire pour donner à cet Ordre une origine différente de la premiere qui a été rapportée, on n'a pu jusqu'ici rien inventer qui

Institution de
l'Ordre de la Jar-
retiere.
Walsingham,
Aibmole.

de *Jean de Beauchamp*, Fils puîné de *Gui de Beauchamp* Comte de *Warwick*. Il cite *Dugdale*, Vol. I. p. 231.

EDOUARD III.
1349.

satisfasse touchant la raison de la Devise *Honny soit qui mal y pense*. Cette Devise convient assez bien à la première circonstance : mais elle n'a aucune liaison avec celles qu'on a voulu supposer à la place de celle-ci. On ne sait pas mieux pourquoi les Chevaliers portent la Jarretière à la jambe gauche plutôt qu'à la droite, ni la raison qui porta l'Instituteur à mettre cet Ordre sous la protection de St. George. Mais on peut assurer que le but de ce grand Prince fut d'engager ceux qui eurent alors, & ceux qui devoient avoir dans la suite l'honneur d'être admis dans cette Société, à se distinguer par leur courage & par leur vertu. C'est de tous les Ordres semblables, celui qui s'est le mieux tenu dans les règles de son institution. Plus ancien que ceux de la Toison d'Or & du St. Esprit, il n'a jamais dégénéré quant au nombre, qui a toujours été de vingt-six, en y comprenant le Chef, qui est constamment celui ou celle qui porte la Couronne d'Angleterre. Les Rois & les autres Princes Souverains, qui se sont fait, & se font encore un honneur d'être admis dans cet Ordre illustre (1), font assez voir l'estime qu'on en fait dans toute l'Europe.

1350.

AN. PUBL. T. V.
pag. 691.
Edouard va combattre des Corsaires Espagnols.

Quelque grande que fût la gloire qu'Edouard avoit acquise jusqu'alors, il ne dédaigna pas de hazarder sa réputation, dans une occasion qui sembloit être au-dessous de lui. Mais la grandeur de son courage ne lui permettoit pas de peser trop scrupuleusement ces sortes de considérations. Les Marchands lui ayant porté des plaintes touchant certains Vaisseaux Espagnols qui infestoient les côtes d'Angleterre, & leur causoient beaucoup de dommage, il leur promit de les en délivrer. Pour cet effet, ayant promptement fait assembler ceux de ses Vaisseaux qui se trouverent le plutôt prêts, il voulut lui-même aller donner la chasse aux Corsaires Il les attaqua, les battit, leur prit vingt-six Vaisseaux, en coula plusieurs à fond, & dissipa tout le reste. Cette action, quoique peu importante en elle-même, lui parut si glorieuse, qu'il fit battre une monnoye d'or, où il voulut être représenté sur un Vaisseau le sabre à la main, pour en perpétuer la mémoire.

(1) *Cambden* comptoit de son tems 22. Rois, sans compter ceux d'Angleterre ; qui avoient eu l'Ordre de la Jarretière ; & autant de Ducs & de Princes étrangers. Il nous a donné aussi la Liste des premiers vingt-six Chevaliers, nommés les *Fondateurs de l'Ordre* ; savoir, *Edouard III*, Roi d'Angleterre ; *Edouard son Fils*, Prince de Galles ; *Henri*, Duc de *Lencastr* ; *Thomas*, Comte de *Warwick* ; *Rodolphe*, Comte de *Stafford* ; *Guillaume Montague*, Comte de *Salisbury* ; *Roger Mortimer*, Comte de la *Marche* ; le *Capit. de Buch* ; *Jean Lisle* ; *Barthelemi Burgwasi* ; *Jean de Beauchamp* ; *Jean de Mohun* ; *Hugues Courtney* ; *Thomas Holland* ; *Jean Grey* ; *Richard Fitz-Simon* ; *Miles Stapleton* ; *Thomas Wall* ; *Hugues Wriothesley* ; *Niel Loring* ; *Jean Chandos* ; *Jacques de Audley* ; *Orbon Holland* ; *Henri Eme* ; *Zanbet Dabridgecourt* ; *Guillaume Paynel*. La Comtesse de *Salisbury*, qui apparemment donna lieu à la fondation de cet ordre, étoit la merveille de son tems, pour la beauté de la taille & du visage. TIND.

Philippe

Philippe de Valois ne vit pas la fin de la Treve qu'il avoit faite avec Edouard. Il mourut le 22. d'Août de l'année 1350., laissant pour Successeur Jean son Fils, qui renouvella la Treve jusqu'à la Pentecôte de l'année 1354 : mais elle ne fut gueres bien observée des deux côtez. En Bretagne, en Gascogne, en Picardie, il y eut de fréquentes hostilités, qui donnerent lieu à des plaintes réciproques, & même à des représailles, chacun des partis rejetant la faute sur son ennemi. Le Comte de Derby (1), qui avoit été honoré du titre de Duc de Lencastre, fut envoyé à Calais avec une Armée, comme si l'on eût été en pleine Guerre. Il fit des courses sur les Terres de France, & ravagea le païs depuis Calais jusqu'à Terouenne. Le plus grand avantage qu'Edouard tira de l'inobservation de cette Treve, fut l'acquisition de la Ville de Guisnes, que le Gouverneur lui vendit. Quand le Roi Jean voulut s'en plaindre, Edouard lui répondit, que Philippe son Pere, en voulant surprendre Calais, lui avoit appris que les Treves en étoient marchandes, & que l'achat d'une Place ne les rompoit point.

Cet avantage ne contrebalança pourtant pas la perte qu'Edouard fit en Flandre, par la défection entière des Flamans. Jusqu'alors, ce Peuple avoit gardé des ménagemens avec lui : mais depuis quelque tems, les affaires avoient entièrement changé de face en ce païs-là. Après la mort du Comte de Flandre tué à la Bataille de Crecy, les Flamans avoient envoyé des Députez à Philippe de Valois, pour lui demander le Fils de leur défunt Souverain, sous prétexte de vouloir le mettre en possession de la Succession de son Pere. Philippe ayant consenti à leur demande, dès qu'ils eurent le jeune Prince en leur pouvoir, ils le fiancerent à une des Filles d'Edouard. Ce contre-tems auroit sans doute causé un grand préjudice à Philippe, si le Comte lui-même ne l'eût tiré de cet embarras. Ce jeune Prince, que son éducation avoit entièrement attaché aux intérêts de la France, ne pouvant se résoudre à s'allier avec les ennemis de son Souverain, se déroba de ses Sujets, & alla de nouveau se jeter entre ses bras. Depuis ce tems-là, les Flamans commencerent peu-à-peu à se détacher des intérêts de l'Angleterre. Ils approuverent même le Mariage que Philippe fit de leur Comte avec une Fille du Duc de Brabant, qui avoit entièrement rompu avec Edouard. Leur inconstance fut causée que l'étape des Laines (2) d'Angleterre, qui avoit été établie dans leur païs,

EDOUARD III.
1350.
Mort de Philippe de Valois.
Treve mal observée.

1351.
Le Duc de Lencastre fait des courses en France.
Freiffard, Mezerai.

Les Flamans abandonnent le parti d'Edouard.

1352.

1353.

(1) Il étoit Fils de *Henri*, Frere de *Thomas* Comte de *Lencastre* décapité sous le Regne d'*Edouard II*, qui étoit Fils d'*Edmond* Fils puîné de *Henri III*. Ce *Henri* Frere du Duc de *Lencastre* fut élevé à cause de son mérite, par une Chartre spéciale du Roi datée du 6. de Mars de l'an 25. d'*Edouard*, au Titre de Duc de *Lencastre*; & il fut le second qui porta ce Titre en Angleterre. TIND.

(2) Le mot Etape signifie une Ville qui sert d'Entrepôt, & où les Marchands d'Angleterre devoient, en vertu d'un Acte du Parlement, porter leurs Laines,

EDOUARD III. fut transportée dans le Royaume même, à leur grand préjudice, & à l'avantage des Anglois.

1353.
1354.
Treve prolongée.
Walsingham.
Projet de Paix.

Le nouveau Roi de France paroissoit souhaiter avec beaucoup d'ardeur, que la Treve se changeât en une Paix ferme & durable, de quoi Edouard ne s'éloignoit pas. Dans les négociations qu'il y eut sur ce sujet, Jean offrit de céder au Roi d'Angleterre, la Guienne avec les Comtez d'Artois & de Guisnes, pour les posséder en toute Souveraineté, sans en faire hommage à la Couronne de France. Mais bien-tôt après, pour le malheur de la France & pour le sien propre, il rompit brusquement la négociation commencée, qui n'aboutit qu'à une prolongation de la Treve, jusqu'au mois d'Avril de l'année suivante.

Treve prolongée.

Traité pour la liberté du Roi d'Ecosse.

Il n'étoit pas difficile de comprendre que le Roi de France ne cherchoit qu'à gagner du tems, pour se mettre mieux en état de soutenir la Guerre. Edouard s'en appercevoit bien : mais il avoit lui-même besoin de quelque repos, pour régler chez lui des affaires très importantes. L'obstination des Ecoissois à maintenir les intérêts de leur Roi, quoique prisonnier, lui avoit fait comprendre qu'il ne lui seroit pas facile de réduire l'Ecosse, pendant qu'il seroit actuellement en Guerre avec la France. Cette considération lui fit former le dessein de plâtrer une Paix avec les Ecoissois, en attendant une meilleure occasion de renouveler la Guerre. Mais cette Paix ne pouvoit se faire sans tirer leur Roi de sa prison, tant ils demeuroient fermes sur cet article. Pour en trouver les moyens, Edouard avoit nommé des Commissaires, auxquels il avoit donné pouvoir de traiter avec ceux d'Ecosse, touchant la liberté du Roi David. Cette négociation, qui traina quelque tems, fut enfin terminée par un Traité qui se conclut à Newcastle, le 13. de Juillet 1354., dans lequel Edouard s'engageoit à mettre David en liberté, moyennant une rançon de quatre-vingts-mille marcs d'argent. Ce Traité fut ratifié peu de jours après, par le Prince de Galles son Fils : mais il ne fut point exécuté, par les raisons que je dirai dans la suite. Ainsi, David demeura prisonnier jusqu'en 1357.

Edouard donne au Prince de Galles le Duché de Guienne.

Dès que ce Traité fut conclu, Edouard regardant désormais les affaires d'Ecosse comme peu importantes, s'appliqua principalement à celles qui regardoient la France. La Treve étant sur le point d'expirer, il investit le Prince de Galles, son Fils, du Duché de Guienne, & l'ayant envoyé dans cette Province, il lui ordonna de recommen-

Draps, Plomb, & Etain, pour les y vendre en gros. On peut voir dans le Statut de l'an 14. de *Richard II.* C. I. quelles étoient les Marchandises d'Etape ou d'Entrepôt d'Angleterre, comme, *Laine, Cuir, Ecorce d'Arbre, Plomb, Etain, &c.* L'Etape de la *Laine* fut transférée à *Westminster, Cantorbery, Chichester, Bristol, Lincoln, & Hull.* TIND.

cer les hostilités. Quelques-uns ont dit que le Roi Jean avoit déjà investi le Dauphin Charles, son Fils, de ce même Duché, & que cette démarche fut cause de la rupture de la Treve. Mais on ne trouve aucune trace de cette particularité, ni dans les Historiens de France, ni dans le Recueil des Actes Publics d'Angleterre. D'ailleurs, il est certain que la Guerre ne recommença qu'après l'expiration de la Treve. Dans le tems que le Prince de Galles se préparoit à recommencer la Guerre en Guienne, le Roi son Pere étant descendu à Calais, ravageoit le Boulonnois & l'Artois, sans rencontrer aucune opposition. A cette nouvelle, le Roi de France se hâta d'assembler ses forces. En même tems il fit porter à Edouard un défi, par lequel il offroit de le combattre seul, ou à la tête de leurs Armées. C'est du moins ce que les Historiens François assurent. Ils ajoutent, qu'Edouard le refusa, & que sachant que Jean s'approchoit pour le combattre, il se retira en Angleterre. Les Anglois au contraire prétendent, que ce fut Edouard qui fit le défi, & que Jean ne voulut point l'accepter. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est que le Recueil des Actes Publics ne fait aucune mention de cette expédition d'Edouard, quoiqu'en toutes les occasions où les Rois d'Angleterre ont passé la mer, on ne manque gueres d'y trouver un Mémoire qui marque le jour du départ, aussi bien que celui du retour. Mais puisque les Historiens des deux Nations s'accordent à parler de ce passage d'Edouard à Calais, une simple preuve négative ne suffit pas pour faire rejeter leur témoignage. Quoi qu'il en soit, si Edouard repassa si promptement dans son Royaume, il est certain que des raisons très importantes l'y rappelloient. Les Ecoissois s'étant emparez par surprise de Barwick, il étoit trop dangereux de laisser entre leurs mains une Place de cette importance, qui leur donnoit en tout tems une entrée en Angleterre. Ce fut pour la leur arracher, qu'Edouard précipita son retour.

Immédiatement après son arrivée, il convoqua un Parlement, auquel il porta ses plaintes de l'infidélité des Ecoissois, qui, après un Traité conclu & ratifié, avoient abusé de sa bonne-foi, s'étant laissé séduire par le Roi de France. Le Parlement connoissant la nécessité qu'il y avoit de recouvrer Barwick, & les besoins du Roi pour continuer la Guerre contre la France, lui accorda cinquante shellings sur chaque sac de Laine qui se vendroit dans le Royaume. On prétend que ce Subside montoit à plus de trois-cens-cinquante-mille marcs, pour une année, tant le négoce des Laines étoit alors considérable. Avec ce secours, le Roi assembla bien-tôt une Armée, à la tête de laquelle il s'avança vers les frontieres d'Ecosse. A son approche, les Ecoissois abandonnerent Barwick, après en avoir razé les fortifications; & il s'en vengea, en ravageant leur País. La rupture imprévue des Ecoissois l'avoit d'autant plus surpris, qu'il venoit de faire un

D d ij

EDOUARD III.
1354.

Il passe lui-même en France, & y fait quelques ravages.

Défi entre les deux Rois sans succès.

Les Ecoissois surprisent Barwick.

Edouard reprend Barwick.
Hed. Boeth.

EDOUARD III.
1354.

Traité avec eux pour rendre la liberté à leur Roi, & qu'il n'attendoit pour cela que le paiement de la rançon dont on étoit convenu. La démarche de ce Peuple changea les dispositions du Roi à l'égard de la Paix, & lui fit prendre de nouvelles résolutions par rapport aux affaires d'Ecosse.

1355.
Etat de Baillol.

Depuis que Baillol avoit été chassé de ce Royaume, il avoit toujours conservé le titre de Roi, mais sans aucun pouvoir effectif, & dans une dépendance si servile du Roi d'Angleterre qu'il n'étoit regardé que comme un Sujet. Véritablement, Edouard lui avoit laissé le commandement de ses Troupes; mais elles étoient en si petit nombre, qu'il ne s'étoit jamais vu en état de faire de grands progrès. Ainsi, ce Prince passoit sa vie d'une manière assez triste, avec une pension de cinq marcs par jour qu'Edouard lui fournissoit, & quelques présens pour les dépenses extraordinaires. On trouve dans le Recueil des Actes Publics, des preuves évidentes de son extrême sujétion, particulièrement dans les fréquens pardons qu'Edouard lui accordoit, pour avoir chassé dans les Forêts. Ce n'étoit donc qu'un fantôme de Roi, dont Edouard s'étoit servi jusqu'alors pour parvenir à ses fins. Il étoit désormais inutile à ce Monarque de se cacher plus longtems, toutes ses démarches ayant assez fait connoître qu'il avoit moins travaillé pour Baillol, que pour soi-même. Mettant donc à l'écart les scrupules qui l'avoient retenu jusqu'alors, ou plutôt, quittant le masque dont il avoit voulu se couvrir, il se fit ceder par ce Prince tous les droits qu'il pouvoit avoir sur l'Ecosse, moyennant une pension de deux-mille livres, qui lui devoit être payée tous les ans. C'étoit une bien petite récompense pour une Couronne, si ce n'eût pas été une Couronne en idée, dont Baillol n'eut pas beaucoup de peine à se départir. Cette cession fut fatale au Roi David. Par là, ce Prince eut la mortification de se voir resserré plus étroitement, & de perdre en même tems l'espérance qu'il avoit conçue de recouvrer sa liberté.

Charles de Blois
est relâché.
Ibid. pag. 862.

Charles de Blois, prisonnier en Angleterre depuis la Bataille de la Roche de Rien, fut plus heureux que le Roi d'Ecosse, du moins par rapport à sa liberté, quoiqu'elle lui fût vendue à un très haut prix. Il s'engagea par un accord qu'il fit avec Edouard, à payer sept-cens mille écus pour sa rançon, & laissa ses deux Fils en otage pour sûreté du paiement (1).

1356.
Le Prince de Galles
ravage les Provinces méridionales

Pendant qu'Edouard étoit occupé dans son Isle, le Prince de Galles son Fils ravageoit les Provinces méridionales de France, & particulièrement le Languedoc. Il avoit fait dans cette Province une irrup-

(1) Edouard remit à Charles de Blois la moitié de la somme, à condition qu'il payeroit l'autre moitié ponctuellement au terme marqué. L'Acte qui fut passé pour cela est daté à Westminster, le 10. d'Août 1356. *Act. Pub.* Tom. V. p. 862. TEND.

tion soudaine, qui l'avoit rendu maître de Carcassonne & de Narbonne, où il avoit fait un très grand butin, après quoi il étoit retourné à Bourdeaux. Sa retraite ayant fait négliger les mesures qu'on commençoit à prendre pour s'opposer à son invasion, il crut pouvoir en toute sûreté en entreprendre une seconde. Dès que ses Troupes se furent un peu reposées, il se remit en marche à la tête de douze-mille hommes, dont il n'y en avoit que trois-mille qui fussent Anglois naturels. Il traversa le Perigord & le Limousin, entra dans le Berry, & se vit voir aux portes de Bourges. Mais la nouvelle qu'il reçut, que le Roi de France s'avançoit avec une Armée de soixante-mille hommes, l'empêcha de s'arrêter au siège de cette Place, & l'obligea même à prendre un détour pour se retirer à Bourdeaux. Mais Jean, qui avoit prévu son dessein, hâta tellement la marche, qu'il l'atteignit près de Poitiers. La retraite étant devenue impossible au Prince, il prit la résolution de se retrancher à *Maupertuis*, dans un poste embarrassé de vignes & de hayes, & d'un très difficile accès. Deux Légats, que le Pape avoit envoyez aux deux Princes pour les porter à la Paix, firent tous les efforts possibles pour empêcher que les deux Armées n'en vinssent aux mains. Ils portèrent même le Prince de Galles à promettre qu'il répareroit tous les dommages qu'il avoit faits dans sa course, & à s'engager à ne pas porter les armes contre la France, pendant sept ans. La supériorité où Jean se voyoit lui ayant fait rejeter ces offres, il prétendit que le Prince avec son Armée se livrât à sa discrétion. Cette condition parut trop dure à ce Prince. Il répondit généreusement, qu'il aimeroit mieux mourir les armes à la main, que de faire quelque chose contre son honneur, & contre la gloire du nom Anglois.

Toute espérance d'accommodement s'étant évanouie, le Prince de Galles harangua ses Troupes, & leur dit en peu de mots : Que la victoire ne dépendoit pas du grand nombre, mais de la valeur : Que pour ce qui le regardoit, il étoit résolu à mourir ou à vaincre, & qu'il n'exposeroit point l'Angleterre à la honte de payer sa rançon. Tous les Généraux du Roi Jean lui conseilloyent unanimement de prendre le parti d'affaiblir cette petite Armée, qui se trouvoit engagée au milieu d'un pays ennemi, où elle manqueroit bien-tôt de toutes choses. Ce conseil lui parut trop prudent, & trop opposé à son impatience. Il lui sembla qu'on vouloit le priver de la gloire éclatante qu'il espiroit d'acquiescer par la défaite d'un Prince si renommé, pour le repaître d'un honneur imaginaire d'avoir su vaincre sans combattre. Ainsi, plein de l'espérance flatteuse d'obtenir une victoire aisée, & de venger ses Sujets, il voulut sans retardement attaquer les ennemis. Il fit d'abord une faute considérable, en faisant commencer le combat par la Cavalerie, à laquelle il avoit fait mettre pied à terre. Ces Cavaliers peu accoutumés à combattre à pied ne purent enfoncer

EDOUARD III.
1336.
les de France.
Mézirai.

Il y fait une seconde invasion avec douze mille hommes.

Le Roi Jean le poursuivit avec une Armée de 60000 hommes; & l'atteint à Poitiers.

Les Offres du Prince de Galles qui sont rejetées.

Bataille de Poitiers.

EDOUARD III.
1356.

les Anglois qui avoient l'avantage du terrain, dans un païs embarrassé de hayes par où il falloit passer pour forcer leurs retranchemens. La Cavalerie à pied étant repoussée avec une très grande perte, l'Infanterie prit sa place & trouva la même résistance, malgré les efforts du Roi qui maintint le combat quatre heures durant, animant ses Troupes par sa voix & par son exemple, sans craindre de s'exposer aux plus grands dangers. Quelques efforts qu'il pût faire, il ne lui fut pas possible d'enfoncer cette poignée d'Anglois, que la nécessité de vaincre faisoit combattre en désesperez, étant d'ailleurs animez par l'exemple du Prince, qui fit ce jour-là des actions de tête & de main, comparables à celles des Capitaines les plus renommez. De quatre Fils que le Roi de France avoit avec lui, les trois aînez s'étant retirez de bonne heure avec huit-cens lances, leur retraite ne contribua pas peu à décourager le reste de l'Armée. Cependant, le Roi Jean animé par son désespoir, se faisoit remarquer dans tous les endroits les plus dangereux, & attiroit sur lui les plus braves des ennemis. Quoiqu'il se vit abandonné des siens, il ne laissoit pas d'inspirer de la terreur aux plus hardis. Mais, selon les apparences, il auroit enfin succombé sous le nombre des ennemis qui l'environnoient, & qui ne lui laissoient plus concevoir aucune espérance de sauver sa vie, si un Chevalier d'Artois, nommé *Denis de Morbeck*, après avoir écarté ceux qui le pressoient le plus vivement, ne l'eût fortement exhorté à se rendre prisonnier. Il auroit bien souhaité de ne ceder son épée qu'au Prince de Galles ; mais comme ce Prince se trouvoit éloigné, il se vit obligé de se remettre entre les mains de Morbeck, avec Philippe son quatrieme Fils, âgé de treize ans, qui avoit voulu toujours combattre à son côté. Dans cette funeste journée, qui fut si fatale à la France, il n'y eut qu'environ six-mille hommes de tuez : mais parmi ce nombre, se trouvoient huit-cens Gentilhommes, le Duc de Bourbon Prince du Sang, le Duc d'Athenes Connétable de France, le Maréchal de Nesle, & plus de cinquante autres Seigneurs des plus qualifiez du Royaume.

Jean est fait prisonnier.

Modération & modestie du Prince de Galles.
Froissard, Walsingham.

Si le Prince victorieux se distingua par sa conduite & par sa valeur dans cette glorieuse journée, il ne se fit pas moins admirer après sa victoire, par la maniere modeste & généreuse dont il traita son Prisonnier. Le soir après la Bataille, le Roi soupant dans la Tente de ce jeune Prince, le pressa beaucoup de s'asseoir à table avec lui ; mais il s'en excusa civilement, & se tint toujours debout auprès de lui, pour l'entretenir pendant le repas. Comme le Roi, dont l'esprit étoit toujours occupé du malheureux état où il se trouvoit, se plaignoit de sa destinée, le Prince lui dit d'un air libre, mais modeste, & qui ne marquoit pas la moindre affectation, "qu'il avoit un grand sujet de consolation, de ce que la Bataille ne s'étoit pas perdue par sa faute : que les Anglois avoient reconnu à leurs dépens, qu'il étoit

» le plus brave de tous les Princes : mais que Dieu seul avoit disposé
 » de la victoire ». Il ajouta, « que si sa mauvaise fortune l'avoit précipi-
 » té dans la disgrâce où il se trouvoit, il pouvoit du moins s'assurer,
 » qu'on conserveroit un respect inviolable pour sa personne, & qu'il
 » trouveroit toujours en lui un très respectueux Parent, s'il vouloit
 » bien lui permettre de se glorifier de ce titre ». Une si grande mo-
 destie dans un Prince victorieux, qui n'étoit âgé que de vingt & cinq
 ans, arracha des larmes au Roi, & se fit admirer de tous ceux qui
 en furent les témoins. Dès que Jean se fut un peu remis, il se
 tourna vers le Prince, & lui dit d'un air satisfait, « que puisque sa
 » destinée vouloit qu'il fût vaincu & prisonnier, il sentoit un grand
 » soulagement dans sa disgrâce, de ce qu'on ne pouvoit lui rien repro-
 » cher qui fût indigne de lui, & de ce qu'il étoit tombé entre les
 » mains du plus vaillant & du plus généreux Prince du monde ». Dès
 le lendemain, on rendit à Dieu, dans le Camp des Anglois, des ac-
 tions de grâces solennelles pour cette grande victoire. Le Prince
 remercia ses Troupes victorieuses avec des expressions qui leur attri-
 buoient l'honneur de cette journée, sans dire un seul mot de lui-
 même. Ensuite, il prit le chemin de Bourdeaux, chargé d'un bu-
 tin inestimable, & d'un si grand nombre de Prisonniers, qu'il
 auroit été difficile aux Anglois de se défendre, s'ils eussent été atta-
 qués (1).

EDOUARD III.
1356.

On peut aisément concevoir la joye que cette nouvelle répandit
 dans toute l'Angleterre, & quelle fut la satisfaction particuliere d'E-
 douard. La protection que Dieu avoit accordée au Prince de Galles
 étant trop visible pour pouvoir la méconnoître, ce Prince lui fit ren-
 dre pour cette grande victoire, des actions de grâces qui furent con-
 tinuées huit jours durant dans toutes les Eglises du Royaume. Le
 Prince de Galles passa l'Hiver à Bourdeaux, où deux Légats du Pape
 allerent le trouver, & le sollicitèrent si vivement, qu'il consentit,
 avec l'approbation du Roi son Pere, à une Treve de deux ans, dans
 laquelle tous les Alliez des deux Couronnes furent compris. Au mois
 d'Avril suivant, il se rendit en Angleterre, emmenant son prisonnier
 avec lui. Il y fut reçu avec une joye excessive : mais il refusa constam-
 ment tous les honneurs qu'on voulut lui rendre, & se crut assez ho-
 noré par ceux que l'on fit au Roi prisonnier. Lorsqu'ils firent leur en-
 trée dans Londres, le Prince de Galles, monté sur une petite haque-
 née noire, marchoit à côté du Roi de France, qui montoit un beau
 cheval blanc superbement harnaché. On auroit dit que toute la pom-
 pe qui fut étalée en cette occasion étoit uniquement destinée à faire

Froissard,
Polyd. Virg.

Treuve de deux
ans.

Jean est conduit
à Londres.
Il y est reçu ho-
norablement.
Avril.
AG. Publ. T. V.

(1) Cette Bataille (de Poitiers) fut donnée le 19. de Septembre 1356. Il y avoit plus de six François pour un Anglois. On prétend que le nombre des Prisonniers étoit plus grand que celui de l'Armée Angloise. T I N D.

EDOUARD III.
1317.

honneur au Roi étranger (1), tant on avoit pris soin d'éviter d'y faire paroître aucune marque de sa disgrâce, ni rien qui pût offenser ses yeux. Quoiqu'Edouard lui disputât le titre de Roi de France, il ne put pourtant s'empêcher de le traiter en Roi. La vue de ce Prince captif lui remettant dans l'esprit l'instabilité des grandeurs humaines, il le reçut, en l'embrassant avec autant de cordialité que s'il eût été son propre Frere, ou qu'il fût venu exprès pour lui rendre visite. C'étoit de cette maniere noble & généreuse, que le Pere & le Fils tâchoient à l'envi l'un de l'autre de consoler ce Roi malheureux, par toutes les marques de respect qui sont dues à un grand Prince, en quelque état que la fortune l'ait mis. On rapporte sur ce sujet, que lorsqu'Edouard reçut la premiere nouvelle de la victoire de Poitiers, il dit à ceux qui étoient au tour de lui, que la satisfaction qu'il recevoit d'un succès si glorieux, n'étoit pas à comparer à celle que lui causoit la généreuse conduite du Prince. Le Roi Jean & Philippe son Fils furent logez dans le Palais de Savoye (2), avec toute l'honnête liberté qu'ils pouvoient souhaiter. Les autres Seigneurs prisonniers reçurent le même traitement & la même civilité.

Le Roi d'Ecosse
est mis en liberté.
AB. Publ. T. VI.
Pag. 65-68.

Edouard jouissoit alors d'une gloire d'autant plus grande, qu'elle est peu commune, je veux dire, de tenir prisonnier ses deux plus puissans ennemis, le Roi de France à Londres, & le Roi d'Ecosse dans le Château d'*Odiham*. Celui-ci auroit dû depuis longtems être relâché, selon les conventions arrêtées trois ans auparavant : mais, par les raisons déjà rapportées, il se voyoit encore retenu dans sa prison. Cependant, dans le tems qu'il avoit le moins de sujet d'espérer quelque faveur d'un ennemi victorieux, qui venoit d'ôter à l'Ecosse toute la ressource, Edouard se laissa fléchir par les instantes prieres de la Reine sa Sœur, & consentit à renouer le Traité fait en 1354. Pour cet effet, il accorda des saufconduits à des Ambassadeurs d'Ecosse, qui, pendant une courte Treve dont on convint d'abord, obtinrent la liberté de leur Roi, à peu près aux mêmes conditions que dans le premier Traité. Ils s'engagerent à payer pour sa rançon, cent-mille marcs sterling, savoir dix-mille tous les ans, jusqu'à l'entier payement, pour la sureté duquel le Roi d'Ecosse livra vingt Otages. En même tems on conclut une Treve de dix ans, entre l'Angleterre & l'Ecosse.

(1) Jean fut reçu par *Henri Picard* Maire de Londres, (le même qui régala magnifiquement dans le même tems les quatre Rois, d'*Angleterre*, de *France*, d'*Ecosse*, & de *Chypre*) avec les Aldermans, en Robes de cérémonie, avec les Chars de triomphe de la Ville qu'on nomme *Pageants*. Dans toutes les rues où ce Roi prisonnier passa, les Bourgeois avoient étalé leur Argenterie, leurs Tapisseries & leurs Armes : tout cela étoit d'une magnificence qu'on n'avoit point vu alors, de mémoire d'homme. *Barnes*, pag. 526. TIND.

(2) Ainsi nommé de *Pierre Comte de Savoye*, qui y demouroit. *Elonor*, Femme de *Henri III*, l'acheta de la Confrérie de *Montjoye*, & le donna à son Fils *Edmond Comte de Lencastre* ; & il appartenoit alors à *Henri Duc de Lencastre*. TIND.

David

David fut mis en liberté sous ces conditions, qu'il prit soin de ratifier dès qu'il fut arrivé dans son Royaume, après une captivité qui avoit duré onze ans. Il semble qu'alors Edouard uniquement occupé des vastes projets qu'il formoit par rapport à la France, avoit perdu la pensée de se rendre maître de l'Ecosse. Du moins, il croyoit devoir différer l'exécution de ce dessein jusqu'à un tems plus convenable.

EDOUARD III.
1357.

Les Treves que ce Monarque venoit de signer avec la France & avec l'Ecosse, l'ayant délivré de l'embarras des affaires étrangères, il se renferma dans les soins du Gouvernement de son Royaume. Comme il ne s'y passoit rien d'extraordinaire, il employoit une partie de son tems à des divertissemens, auxquels le Roi de France & les autres principaux Prisonniers avoient toujours part. Le Tournoi qu'il fit à Windsor le 23 d'Avril 1358. pour solemniser la fête de St. George, Patron de l'Ordre de la Jarretière, fut le plus somptueux & le plus magnifique qu'on eût jamais vu en Angleterre. Le Duc de Brabant, plusieurs autres Princes Souverains, & un nombre infini de Chevaliers de toutes les Nations de l'Europe, y assistèrent, & y furent magnifiquement régalez.

1358.
Tournoi magnifique à Windsor.
Froissard,
Walsingham.

Ce divertissement fut suivi des funérailles de la Reine Isabelle, Mere du Roi. Elle mourut au Château de *Rising*, âgée de soixante & trois ans, après une détention de vingt & huit ans. Si le Mariage de cette Reine fut funeste au Roi son Epoux, il ne le fut pas moins à la France, puisqu'il donna lieu à une longue & sanglante Guerre, qui mit ce Royaume à deux doigts de sa ruine.

Mort de la Reine Isabelle Mere du Roi.

Geoffroi d'Harcourt, de qui j'ai déjà parlé à l'occasion de la descente du Roi à la Hogue, & qui servoit le Roi de Navarre en Normandie, y fut tué environ ce même tems. Comme par son Testament il avoit institué le Roi d'Angleterre pour son Héritier universel, & que ses Terres étoient dans les Domaines que le Roi de Navarre possédoit en Normandie, Edouard s'en mit en possession, & en fit présent au Lord Holland.

Le Comte d'Harcourt fait Edouard son Héritier.

Pendant que l'Angleterre jouissoit d'une profonde tranquillité, la France se trouvoit dans une extrême désolation, par les troubles intestins que la prison du Roi y caufoit. Le Dauphin Charles, Fils aîné de Jean, y tenoit le timon du Gouvernement, sous le titre de Lieutenant Général, qui fut ensuite changé en celui de Régent. Sa Régence fut tellement troublée, par les cabales de certains esprits inquiets qui trouvoient leur avantage dans la confusion des affaires, qu'il ne fut pas possible de penser efficacement à la liberté du Roi. Les affaires de la France étoient alors dans une situation déplorable. Charles le Mauvais, Roi de Navarre, quoiqu'issu de la Maison de France (1), exci-

Grands troubles en France.

(1) De la branche d'Eureux. RAP. TH.

Lisez: *Branche d'En*. Les Comtes d'*En* étoient descendus de Robert d'Artois, Tome III. E e

EDOUARD III.
1358.

Guerre de la Jac-
querie.

toit tous les jours des troubles & des séditions dans Paris, où il avoit un puissant parti. Par-là, l'autorité du Dauphin se trouvoit tellement resserrée, que ce Prince, quoique très habile, ne savoit comment s'y prendre pour gouverner un Etat si divisé. Parmi cette confusion, les François vivoient sous une espece d'Anarchie. La Noblesse & les gens de Guerre opprimoient le menu Peuple, particulièrement les Païsans, auxquels ils donnoient le nom de *Jacques Bon-homme*. La raillerie jointe à l'oppression, ayant jetté ces malheureux Villageois dans le désespoir, ils s'assemblerent en grandes troupes dans le Beauvoisis, résolu d'exterminer tous les Gentilshommes. En peu de tems, leur nombre se trouvant considérablement augmenté, ils se rendirent si redoutables, qu'on fut obligé d'assembler toutes les Troupes du Royaume, pour dissiper cette Armée rustique qui se fortifioit tous les jours. Cette Guerre, à laquelle on donna le nom de *la Jacquerie*, ne causa pas peu d'embarras au Régent. Ce fut une des principales causes qui l'empêcherent de prendre des mesures pour s'opposer à l'invasion dont les Anglois menaçoient la France, aussi-tôt que la Treve seroit expirée.

1359.

Conventions en-
tre les deux Rois,
rejetées par les
Etats de France.

Edouard ayant
pris la résolution
de porter la Guerre
en France, res-
serre le Roi Jean.
*AB. Publ. T. VI.
pag. 134.*

Pendant tous ces désordres, le Roi Jean, qui s'ennuyoit beaucoup en Angleterre, quelque douce que fût sa prison, négocioit lui-même sa liberté avec Edouard. Il ne pouvoit l'obtenir, qu'en subissant les conditions qu'il plairoit au vainqueur de lui imposer. Mais comme il étoit bien informé des troubles qui agitoient la France, il croyoit ne pouvoir acheter trop cherement cette liberté, qui pouvoit le mettre en état de rétablir le calme dans son Royaume. Par cette considération, il convint avec Edouard d'un Traité très défavantageux à la France, par lequel il cedit diverses Provinces à la Couronne d'Angleterre. Les Etats Généraux s'étant assemblez sur ce sujet en 1359, en trouverent les conditions si dures, qu'ils ne purent se résoudre à l'approuver. Ainsi, par ce refus, le Roi captif vit évanouir ses esperances. Cependant, les Etats comprenant bien qu'ils avoient donné lieu au renouvellement de la Guerre, offrirent au Régent tous les secours nécessaires, pour obtenir des conditions moins rudes, par la voye des armes. Mais les effets ne répondirent pas aux promesses. Edouard se plaignit hautement d'avoir été abusé, & changeant tout à coup de manieres avec le Roi Jean, il le confina dans le Château de *Sommerston*, d'où

Fils puiné de *Louis III*. Le Comte d'*Eu* fut un des Otages dont il sera parlé à la page 224. R. v. W. S.

L'Auteur de cette correction est assez mal instruit de *l'Histoire Généalogique de la Maison de France*. Nous ne comptons point de *Branche d'Eu*; C'est un simple Rameau de la *Branche d'Artois*. *Charles*, Comte d'*Evreux*, Roi de *Navarre II*. du Nom & surnommé *Le Mauvais*, n'étoit point de cette *Branche*. Il étoit Petit-Fils de *Louis de France* Comte d'*Evreux*, d'*Estampes*, de *Beaumont-le-Roger* de *Meulans* & de *Gien*, Tige de la *Branche d'Evreux*, & Fils puiné du Roi *Philippe III*. dit *Le Hardi*, Fils de *S. Louis*.

ensuite il le fit transférer à la Tour de Londres. Sans doute il ne crut pas que la prudence lui permit de laisser ce Prince à Londres sur sa parole, comme il y étoit auparavant, pendant qu'il seroit lui-même dans le cœur de la France, où il avoit résolu de porter la Guerre.

Les préparatifs pour cette nouvelle Expédition furent prodigieux. Une Armée de cent-mille combattans qu'il fit passer à Calais, donnoit assez à connoître le dessein qu'il avoit de faire un puissant effort pour subjuguier la France, pendant que les troubles de ce Royaume lui offroient une occasion si favorable. Dès que toutes les Troupes furent rassemblées à Calais, il les partagea en trois Corps. Le premier étoit commandé par le Duc de Lencaſtre, qui venoit de donner sa Fille unique en Mariage à Jean de Gand, troisième Fils du Roi (1). Le Prince de Galles étoit à la tête du second ; & le Roi conduisoit lui-même le dernier. Avec ces nombreuses Troupes, conduites par les trois plus fameux Capitaines qu'il y eût alors en Europe, Edouard s'avança dans la France sans aucune opposition. Le Dauphin, n'étant pas assez fort pour oser paroître en campagne, s'étoit contenté de munir les principales Places, sans vouloir hazarder une Bataille, avec des forces trop inférieures à celles de ses ennemis.

Cependant, Edouard ayant traversé l'Artois, entra dans la Champagne, & s'approcha de Rheims pour tâcher de surprendre cette Ville, où quelques-uns prétendent, quoiqu'avec peu de fondement, qu'il avoit dessein de se faire sacrer. Mais ayant manqué son coup, il se battit sur *Sens*, dont il s'empara sans beaucoup de peine. Le Duc de Bourgogne ne se sentant pas en état de sauver son Pais du pillage, obtint une Treve particulière de trois ans, en s'engageant à fournir trois-cens-mille florins, & des vivres à l'Armée Angloise. Le Nivernois suivit l'exemple de la Bourgogne : mais la Brie & le Gâtinois furent ravagés. Le but d'Edouard étant d'engager les François à une Bataille, il ne négligeoit rien pour les provoquer. Dans cette vue il alla sur la fin du Carême, camper à sept lieues de Paris, entre Chartres & Montlhéry. Son approche n'ayant pas été capable d'attirer le Dauphin hors des murailles, il s'avança jusqu'aux portes de cette Capitale, sans pouvoir réussir dans son dessein. Quoique de dessus les murailles on pût voir la fumée des Villages brûlés par les Anglois, le Dauphin, à qui on donna depuis le surnom de *Sage*, étoit en effet trop prudent pour rien hazarder en cette occasion. Instruit par les funestes exemples

EDOUARD III.
1359.

1360.
Il passe à Calais
avec cent mille
hommes.

Il ravage la
France jusqu'aux
portes de Paris.

(1) Alors Duc de *Richemond*. Le Duc de *Lencaſtre* avoit deux Filles, *Mahaud*, & *Blanche*. *Mahaud*, après avoir été mariée en premières nœces avec *Rodolphe* Fils & Héritier du Lord *Stafford*, & après sa mort avec *Guillaume* Duc de *Zélande*, mourut sans Enfants en 1363 : & ainsi les Biens entiers de la Maison de *Lencaſtre* échurent à sa Sœur *Blanche*, mariée avec le Comte de *Richemond* en 1360, qui après la mort de son Beau-père fut fait Duc de *Lencaſtre*. Dugdale. TIND.

EDOUARD III.
1369

Le Dauphin lui
fait des propo-
sitions qui sont re-
jetées.

Il marche vers
la Beauce.

Raisons qui le
portent à la Paix.

Accident ex-
traordinaire
le détermine.

On envoie des
deux côtés des
Plénipotentiaires
à Breigny.

des Rois son Pere & son Ayeul , il n'avoit garde d'exposer la Couronne à la décision d'une journée , de laquelle il ne pouvoit gueres esperer un bon succès. Comme il savoit que Paris étoit en état de soutenir un long Siege , il se tint renfermé dans cette Ville , sans que toutes les bravades d'Edouard pussent l'obliger à changer de résolution. Il tâcha pourtant de délivrer la France du danger dont elle étoit menacée , en faisant à son ennemi certaines propositions , mais qui furent hautement rejetées. Edouard se croyoit en état de donner la Loi , & de marquer lui-même les conditions de la Paix. Il sembloit d'abord avoir formé le dessein d'assiéger Paris : mais dans la suite , cette entreprise lui ayant paru pleine de difficulté , il rebroussa chemin vers la Beauce. Le Cardinal de Langres , Légat du Pape , l'accompagnait par-tout , & le sollicitoit continuellement à donner des bornes à son ambition : mais ces remontrances ne produisirent alors aucun effet. Edouard s'arrêta quelque tems dans la Beauce , d'où il avoit dessein de mener ses Troupes vers la Loire. Cependant , quoique son Armée eût toujours marché dans des Païs fort abondans , elle ne laissoit pas de dépérir tous les jours par les maladies. C'étoit sans doute une grande mortification pour ce Monarque , de voir qu'avec une si nombreuse Armée , il eût fait si peu de progrès. Bien qu'il se trouvât au milieu de la France , il ne pouvoit pas se flatter d'avoir fait aucune conquête assurée. Ce fut peut-être une des raisons qui le portèrent enfin à prêter l'oreille aux sollicitations du Légat. On attribue pourtant son changement à cette autre cause. Un jour qu'il étoit campé dans le Païs Chartrain , il s'éleva tout-à-coup un orage épouvantable , accompagné de tonnerres & d'une grêle prodigieuse , qui tua six-mille chevaux & mille hommes de son Armée. Un accident si extraordinaire fut regardé par ses Troupes comme une marque de la colere du Ciel. Le Roi lui-même parut imbu de cette opinion. Peut-être fut-il bien aise que cet événement lui fournît une occasion de faire voir qu'il vouloit accorder la Paix à la France , par un pur motif de générosité , & de couvrir par là la honte de n'avoir pu , avec une si belle Armée , faire autre chose que ruiner le plat-Païs. Quoi qu'il en soit , pendant que l'orage étoit dans sa plus grande force , il se tourna vers l'Eglise de Chartres qu'il voyoit de loin , & fit vœu à Dieu de consentir à la Paix , à des conditions équitables. Le Légat profitant de cette disposition , le pressa fortement d'exécuter ce généreux dessein , & obtint de lui qu'il enverrait des Plénipotentiaires au Village de Breigny proche de Chartres , pour y traiter la Paix. Ce fut en ce lieu que s'assemblerent pour la France , le Dauphin & ses principaux Conseillers ; & pour l'Angleterre , le Prince de Galles , avec ceux que le Roi son Pere lui donna pour l'assister dans cette importante négociation. En peu de jours il y fut conclu un Traité qui mit quelque interruption aux maux de la France. Cette Paix qui abolit tous les anciens Traitez , & qui servit de fondement à de nouveaux

droits, fait une Epoque très confiderable dans l'Histoire d'Angleterre, par rapport aux differens entre les deux Couronnes. Ainsi, on ne sauroit entendre le récit des événemens qui l'ont suivie, sans avoir une connoissance exacte des Articles qu'elle contenoit. Il est absolument nécessaire de les inserer ici, en les abregeant néanmoins autant qu'il sera possible, sans en obscurcir le sens.

EDOUARD III.
1360.

TRAITÉ DE BRETAGNE,

Signé le 8. de Mai 1360.

I. **P**REMIEREMENT, il est convenu, que le Roi d'Angleterre, outre tout ce qu'il possède déjà en Guienne & en Gascogne, aura pour lui & pour ses Héritiers & Successeurs, tout ce qui suit ; & le tiendra de la même manière que le Roi de France & son Fils aîné, ou leurs Ancêtres Rois de France, l'ont tenu ; savoir, ce qui est en Souveraineté, en Souveraineté, & ce qui est en Domaine, en Domaine.

AB. Publ. T. VII.
pag. 178.

Poitiers & tout le Comté de Poitou, avec les Fiefs de Thouars & de Belleville.

Xaintes & toute la Saintonge, deçà & delà la Charente.

Agen, & tout l'Agenois.

Perigueux & tout le Perigord.

Limoges & tout le Limousin.

Cahors & tout le Quercy.

Tarbe & tout le País de Bigorre.

Le Comté de Gaure.

Angoulême & tout l'Angoumois.

Rhodes, & tout le Rouergue.

Que tous les Seigneurs, dont les Terres sont enclavées dans les susdits País, comme les Comtes de Foix, d'Armagnac, de l'Isle de Perigord, le Vicomte de Limoges, & autres quels qu'ils soient, feront hommage au Roi d'Angleterre.

II. Que le Roi d'Angleterre aura Montrenil & son Territoire.

III. Plus, le Comté de Ponthieu & ses dépendances.

IV. Plus, Calais, Ville & Château, & Territoires, avec les Seigneuries de Merch, Songate, Couloigne, Homes, Wall, & Oye.

V. Plus, la Ville & le Comté de Guisnes, de même que le dernier Comte les a possédés.

VI. Plus, toutes les Isles adjacentes au País ci-dessus nommez.

VII. Il est aussi convenu, que le Roi de France & le Dauphin son Fils aîné, transporteront au Roi d'Angleterre, dans un an après la fête de St-

EDOUARD III.
1360.
Traité de Bre-
tigny.

Michel, tous les Honneurs, Obéissances, Hommages, Ligeances, Droits, Empire pur & mixte, & toutes les autres sortes de Juridictions hautes & basses, Ressorts, Sauvegardes, Patronats d'Eglises, & toutes les manieres de Seigneuries & Souverainetez, avec tous les droits qu'ils avoient ou pouvoient avoir, sous quelque titre ou couleur de droits que ce puisse être, d'eux-mêmes, ou de la Couronne de France, sur les lieux susdits & leurs dépendances, sans en rien réserver pour eux ou pour leurs Successeurs.

Qu'ils ordonneront par leurs Lettres Patentes, à tous les Prélats, Comtes, Vicomtes, Barons, Nobles, & Citoyens, d'obéir au Roi d'Angleterre, ainsi qu'ils ont obéi aux Rois de France, & leur quitteront tous les Hommages, Fois, Obligations, Serments, Sujettions, faits par aucun d'eux aux Rois de France, ou à la Couronne, de quelque maniere que ce soit.

VIII. *Que le Roi d'Angleterre aura tous ces lieux ci-dessus nommez, avec toutes les appartenances & dépendances, en quoi qu'elles puissent consister, pour les tenir lui & ses Successeurs, perpétuellement en héritages; savoir, en Domaine, ce que le Roi de France y avoit en Domaine; en Fi f, Service, Souveraineté & Ressort, ce que le Roi de France y tenoit de cette maniere; & que toutes les alienations faites par les Rois de France, depuis les soixante & dix ans que les Rois d'Angleterre en ont perdu la possession, seront cassées & annullées.*

IX. *Que le Roi d'Angleterre tiendra dans les lieux susnommez, tout ce qui n'a pas appartenu à ses Prédécesseurs, de la maniere que les Rois de France l'ont tenu ou le tiennent présentement.*

X. *Que si dans les bornes des Terres susmentionnées, il s'en trouve quelque une qui n'ait pas appartenu aux Rois d'Angleterre, mais pourtant dont le Roi de France étoit en possession le jour de la Bataille de Poitiers 19. de Septembre 1356, elle demeurera au Roi d'Angleterre, de la maniere susdite.*

XI. *Que le Roi de France & le Prince son Fils aîné, pour eux & pour leurs Successeurs, transporteront au Roi d'Angleterre, dans un an après la St. Michel, toutes manieres de Droits, Seigneuries & Souverainetez, sur lesdites Terres, sans qu'ils en puissent jamais rien demander. Que tous les Sujets des susdits Païs seront hommes-liges & Sujets des Rois d'Angleterre, & de leurs Successeurs & Héritiers, lesquels tiendront lesdites Terres comme Souverains liges, & voisins du Royaume de France, sans y reconnoître aucune Souveraineté, ou rendre aucune obéissance, hommage, ressort, ou sujettion, & sans faire en aucun tems à venir, aucune reconnoissance ou service à la Couronne de France.*

XII. *Que le Roi de France & son Fils aîné renonceront expressément auxdits ressorts & Souverainetez, & à tous les droits qu'ils ont, ou peuvent avoir, sur tous les Païs qui par le présent Traité doivent appartenir au Roi d'Angleterre.*

Que de leur côté, le Roi d'Angleterre & son Fils aîné, renonceront expressément à toutes les choses sur lesquelles le présent Traité ne leur donne aucun droit, & à toutes les autres demandes qu'ils faisoient auparavant au Roi

de France, spécialement au droit & au nom de la Couronne de France ; à l'hommage & Souveraineté des Duchez de Normandie & de Touraine, & des Comtez d'Anjou & du Maine ; à l'hommage & Souveraineté de la Bretagne ; à l'hommage & Souveraineté du Comté de Flandre, & généralement à toutes les autres demandes. Que les deux Rois se transporteront, & délaisseront réciproquement, & à perpétuité, tous les droits que chacun d'eux peut avoir sur les choses qui ne sont point spécifiées dans le présent Traité, & conviendront ensemble à Calais du jour & du lieu que se devront faire les susdites Renonciations.

EDOUARD III.
1360.
Traité de Bre-
tigny.

XIII. Que pour l'exécution de ce présent Traité, le Roi d'Angleterre sera conduire le Roi de France à Calais, dans trois semaines après la fête de St. Jean Baptiste, aux dépens du Roi d'Angleterre, les frais de la Maison du Roi de France exceptez.

XIV. Que le Roi de France payera au Roi d'Angleterre trois millions d'écus d'or, dont les deux valent un Noble de la Monnoye d'Angleterre, savoir six-cens mille écus à Calais, quatre mois après que le Roi de France y sera arrivé ; 400000. écus dans un an prochain ; & autant chacune des années suivantes, jusqu'à l'entier payement des trois millions.

XV. Que le Roi de France ayant payé dans le terme de quatre mois susdits les premiers six-cens mille écus, livré les Otages qui seront ci-dessous nommez, & remis au Roi d'Angleterre La Rochelle & le Comté de Guisnes, il sera libre de sa prison, & pourra sortir de Calais, pour rentrer dans son Royaume. A condition, qu'il ne pourra faire la Guerre au Roi d'Angleterre, que tout le Traité ne soit entièrement accompli.

Les Otages qui doivent être livrez au Roi d'Angleterre, tant de ceux qui ont été faits prisonniers à la Bataille de Poitiers, qu'autres, sont :

Louis Comte d'Anjou.
Jean Comte de Poitiers.
Philippe Duc d'Orleans.
Le Duc de Bourbon.
Le Comte de Blois, ou son Frere.
Le Comte d'Alençon, ou Pierre son Frere.
Le Comte de St. Pol.
Le Comte d'Harcourt.
Le Comte de Portien.
Le Comte de Valentinois.
Le Comte de Brenne.
Le Comte de Vaudemont.

Le Comte de Forez.
Le Vicomte de Beaumont.
Le Sire de Coucy.
Le Sire de Fiennes.
Le Sire de Preaux.
Le Sire de St. Venant.
Le Sire de Garentieres..
Le Dauphin d'Auvergne.
Le Sire de Hangeest.
Le Sire de Montmorency.
Le Sire Guill. de Craon.
Le Sire Louis de Harcourt.
Le Sire Jean de Ligny.

EDOUARD III.
1360.
Traité de Bro-
signy.

Prisonniers qui doivent servir d'Otages.

| | |
|--------------------------|------------------------|
| Philippe de France. | Le Comte de Vantadour. |
| Le Comte d'Eu. | Le Comte de Salbruch. |
| Le Comte de Longueville. | Le Comte d'Ancoeurs. |
| Le Comte de Ponthieu. | Le Comte de Vendôme. |
| Le Comte de Tancarville. | Le Sire de Craon. |
| Le Comte de Joigny. | Le Sire de Deval. |
| Le Comte de Sancerre. | Le Maréchal de Denham. |
| Le Comte de Dammartin. | Le Sire d'Aubigny. |

XVI. *Que les seize prisonniers qui doivent servir d'Otages ne seront plus censés prisonniers, & seront quittes de toute rançon, à moins qu'ils n'eussent déjà composé avant le 3. de Mai. Mais que si quelqu'un d'entre eux ne se rend pas à Calais, trois semaines après la St. Jean, il ne sera pas quitte de sa prison, & sera contraint par le Roi de France de retourner en Angleterre, en qualité de prisonnier.*

XVII. *Que si quelqu'un des Otages vient à se retirer sans congé, le Roi de France sera tenu d'en bailler un autre de semblable condition, quatre mois après que le Bailly d'Amiens, ou le Maire de St. Omer, auront été certifiés du fait par le Roi d'Angleterre.*

Que le Roi de France à son départ de Calais, pourra emmener avec lui dix des Otages dont les deux Rois conviendront ensemble, auxquels dix Otages le Roi d'Angleterre donnera un congé absolu.

XVIII. *Que trois mois après le départ du Roi de France, de Calais, il livrera pour Otages au Roi d'Angleterre, quatre Bourgeois des plus considérables de Paris, & deux de chacune des Villes ci-dessous nommées.*

| | | | | | | | |
|-----------|---|-----------|---|-----------|---|------------|---|
| Paris. | 4 | Beauvais. | 2 | Châlons. | 2 | Orleans. | 2 |
| Rouen. | 2 | Lille. | 2 | Troye. | 2 | Compiègne. | 2 |
| St. Omer. | 2 | Douay. | 2 | Chartres. | 2 | Caen. | 2 |
| Arras. | 2 | Tournay. | 2 | Toulouse. | 2 | Tours. | 2 |
| Amiens. | 2 | Rheims. | 2 | Lyon. | 2 | Bourges. | 2 |

XIX. *Que le Roi de France sera conduit à Calais, & y séjournera quatre mois, savoir le premier mois aux dépens du Roi d'Angleterre, & les trois autres mois à ses propres frais.*

XX. *Qu'un an après son départ de Calais, il rendra au Comte Jean de Monfort, sa Terre de Monfort, pour laquelle ce Comte lui rendra un hommage lige.*

XXI. *De plus il est accordé, que pour ce qui regarde le différend touchant le Duché de Bretagne, entre Charles de Blois, & Jean de Monfort, les deux Rois, ou leurs Commissaires, tâcheront de le régler le plutôt qu'il sera possible.*
Que

Que s'ils ne le font pas dans un an, les amis communs des Parties s'efforceront de les mettre d'accord.

EDOUARD III.
1360.
Traité de Bre-
tigny.

Que si les amis communs ne peuvent pas y réussir dans six mois, ils rapporteront les informations faites sur ce sujet aux deux Rois, qui par eux-mêmes, ou par leurs Commissaires, feront leurs efforts pour vider le procès entre les deux Prétendants.

Que si cette affaire ne peut pas être terminée dans six mois, alors les Parties feront ce que bon leur semblera, sans que les deux Rois y puissent mettre empêchement. Et pourront les amis desdits Prétendants les assister, sans en courir, pour ce fait, aucun blâme, reproche, ou dommage.

Que si l'une des Parties refuse de comparoître devant les deux Rois ou leurs Commissaires, ou si les deux Rois ayant donné un Jugement, l'une des Parties refuse d'y acquiescer, les deux Rois feront encore leurs efforts pour les accorder, sans pouvoir pourtant entrer en Guerre.

Que l'hommage de la Bretagne demeurera au Roi de France.

XXII. Que la possession des Terres, réciproquement cédées par ce Traité, sera confirmée, toutes les fois qu'un des deux Rois le requerra.

XXIII. Que le Roi de France rendra dans un an à Philippe de Navarre, tout ce qui lui appartient, tant de son chef, que de celui de sa Femme, dans le Royaume de France : & que lui & ses adhérens auront de suffisantes Lettres de pardon.

XXIV. Que le Roi d'Angleterre pourra, pour cette fois seulement, disposer des biens de Geoffroi de Harcourt, à condition que celui qui en sera possesseur, les tiendra du Duc de Normandie, ou de tel autre Seigneur de qui ces Terres relevent.

XXV. Qu'aucun Homme ou Païs qui ont été Sujets de l'un des deux Rois, & qui, par le présent Traité, doivent devenir Sujets de l'un ou de l'autre, n'en pourront être empêchez pour quoi que ce soit qu'ils aient fait au tems passé.

XXVI. Que toutes les Terres confisquées pour cause de la Guerre mue entre les deux Rois, seront rendues aux propriétaires ; Que les bannis seront remis en possession de leurs biens, & rétablis dans leurs honneurs, un an après que le Roi Jean sera parti de Calais : les Sires de Fronsac & de Galhard exceptez.

XXVII. Qu'un an après son départ de Calais, le Roi de France fera livrer au Roi d'Angleterre, toutes les Terres qui lui sont cédées par le présent Traité.

XXVIII. Il est aussi convenu, qu'aussi-tôt que le Roi de France aura livré les Terres ci-dessous spécifiées, avec les Renonciations & Mandemens nécessaires, savoir, Ponthieu, Monfort, la Saintonge & l'Angoumois, le Roi d'Angleterre, à ses propres dépens, le mettra en possession de tout ce que lui ou ses Alliez tiennent dans la Touraine, l'Anjou, le Maine, le Berry, l'Auvergne, la Bourgogne, la Champagne, la Picardie, la Normandie, & l'Isle de France, la Bretagne expressément exceptée, aussi bien

EDOUARD III. *que toutes les Terres, qui, par ce présent Traité, doivent appartenir au Roi d'Angleterre.*
1360.
Traité de Bre-
tigny.

XXIX. *Que le Roi de France fera livrer à ses dépens au Roi d'Angleterre ; sont ce qui doit être livré.*

Que s'il se trouve des Sujets Rebelles & désobeissans, le Roi de France les contraindra d'obéir à ses propres dépens, & le Roi d'Angleterre s'engage aussi à la même chose de son côté. Et seront tenus les deux Rois de s'entr'aider pour cela quand ils en seront requis, aux dépens du Requerant.

XXX. *Que le Clergé sera Sujet de celui des deux Rois auquel il tient son Temporel ; Que s'il en tient de l'un & de l'autre, il sera Sujet de tous les deux.*

XXXI. *Qu'il y aura une bonne amitié & Alliance entre les deux Rois ; nonobstant toutes autres Alliances, particulièrement d'Ecosse & de Flandre.*

XXXII. *Que le Roi de France & son Fils aîné se départiront de toutes Alliance avec les Ecossois, & promettent de ne leur donner aucun secours contre le Roi d'Angleterre, qui, de son côté s'engage à la même chose à l'égard des Flamans.*

XXXIII. *Que les deux Rois feront approuver le présent Traité par le Pape ; & qu'il sera confirmé & corroboré par sermens, censures, &c. de la manière la plus forte ; Que les deux Rois impetreront, chacun de son côté, toutes les Dispenses & Absolutions propres à procurer l'entière exécution du présent Traité.*

XXXIV. *Il est aussi accordé, que les Collations & dispositions des Bénéfices, faites pendant la Guerre, seront valables, & demeureront en l'état où elles se trouvent.*

XXXV. *Que les Sujets des deux Rois pourront aller étudier dans les deux Royaumes, & jouiront des privilèges des Universitez.*

XXXVI. *Et afin que le présent Traité soit bien & dûement exécuté, les deux Rois se donneront réciproquement les suretez suivantes. Des Lettres scellées de leurs Grands Sceaux. Le Traité sera confirmé par les sermens des deux Rois, de tous les Princes de leur Sang, & de vingt Seigneurs des plus considérables de chacune des deux Nations.*

Que s'il se trouve des gens qui refusent d'obéir, on emploiera toutes les voyes convenables pour les y contraindre.

Les deux Rois renonceront à toutes voyes de fait, & à toutes Guerres, en cas d'inexécution.

Que si, par la désobéissance de quelques-uns des Sujets, quelqu'un des Articles sus-mencionnez ne pouvoit s'exécuter, les deux Rois ne pourront pourtant se faire la Guerre, mais ils s'efforceront de ranger les Rebelles à leur devoir.

XXXVII. *Il est aussi accordé par le présent Traité, que tous les autres précédens demeureront cassez & annullex, & qu'aucun des deux Rois ne pourra s'en prévaloir.*

XXXVIII. *Que le présent Traité sera juré à Calais, par les deux Rois, en leurs propres personnes ; & qu'un mois après que le Roi de France sera parti*

de Calais, ils s'envoyeront réciproquement leurs Lettres Patentes confirmant ledit Traité.

EDOUARD III.
1360.
Traité de Bre-
tigny.

XXXIX. Qu'aucun des deux Rois ne procurera, ni par soi-même ni par autrui, qu'aucunes nouveautéz ou oppositions se fassent par la Cour de Rome contre le présent Traité. Que s'il arrivoit que le Pape voulût entreprendre d'y changer quelque chose, les deux Rois s'y opposeront de tout leur pouvoir.

XL. Que pour ce qui regarde les dix Oïages que le Roi d'Angleterre doit ceder au Roi de France, les deux Rois conviendront ensemble à Calais, touchant la manière & le tems de leur délivrance.

Après avoir lu ce Traité, dont les conditions paroissent si dures pour la France, on peut difficilement s'empêcher de se représenter un Roi triomphant qui tient le pied sur la gorge à son ennemi vaincu, & l'oblige à recevoir sans examen toutes les conditions qu'il juge à propos de lui imposer. Véritablement, cette idée est assez juste, pourvu qu'on ne la porte pas trop loin. Mais si l'on prétend y ajouter celle d'un vainqueur injuste qui exige de son ennemi des conditions entièrement éloignées de la raison & de l'équité, on se fera sans doute une fausse idée de ce fameux Traité, dont les conditions sont plus modérées qu'elles ne paroissent d'abord. Pour le bien comprendre, il faut se remettre dans l'esprit, que presque toutes les Provinces que la France cedit à l'Angleterre, avoient autrefois appartenu aux Prédécesseurs d'Edouard. Ce n'étoit ni par des Conquêtes, ni par des Traités extorquez, qu'ils les avoient acquises, mais par un droit d'héritage qu'ils avoient reçu de leurs Ancêtres, depuis un tems immémorial. Jamais on n'avoit entendu les Rois de France se plaindre que les Ducs de Guienne, ou les Comtes de Poitiers, leur eussent enlevé ces Provinces. Au contraire, nous avons vu dans l'Histoire des Rois précédens, que Philippe Auguste, & St. Louis, avoient par la force des armes dépouillé Jean sans Terre, & Henry III, non seulement des Provinces dont il est ici question, mais encore de l'Anjou, de la Touraine, du Maine, & de la Normandie. De plus, ce ne fut que par un Traité fait pendant que Henry III. étoit en captivité sous le Comte de Leicester, qu'elles furent cedées à la France. Ces vérités étant ainsi posées, on comprend aisément quel est le fondement de ce Traité. Edouard, profitant des conjonctures favorables, avoit pour but de recouvrer ce qu'en un autre tems la France avoit enlevé à ses Ancêtres. Il est vrai qu'il exigea de plus Calais, le Comté de Guisnes, & la Souveraineté des Provinces qu'il recouvroit. Pour éclaircir cet Article, il faut remarquer, qu'Edouard étoit en droit de demander tout ce qui avoit appartenu à ses prédécesseurs, sans parler maintenant de ses prétentions sur la Couronne même. Dans cette pensée il crut qu'en laissant à la France la Normandie, l'Anjou, le Maine, la Touraine, avec l'hommage de la Bretagne, il lui donnoit un équivalent qui pouvoit récompenser Guisnes & Calais, &

EDOUARD III.
1360.

la Souveraineté de la Guienne. Que si à cette cession on ajoute présentement ses prétentions sur la Couronne de France, qu'il regardoit sans doute comme plausibles, puisque c'étoit sur ce fondement qu'il avoit entrepris cette Guerre, je ne sai si l'on aura beaucoup de sujet de se recrier sur l'injustice de ce Traité. On ne peut donc pas blâmer Edouard d'avoir voulu recouvrer la Guienne avec toutes ses dépendances, qu'on ne condamne en même tems Philippe Auguste & St. Louis, qui en avoient enlevé la plus grande partie à ses Ancêtres, & Philippe de Valois qui s'étoit emparé du reste avant que la Guerre fût déclarée, sous un prétexte très léger. C'étoit parce qu'Edouard avoit refusé d'obeir à un Mandement, par lequel Philippe défendoit à tous ses Sujets & Vassaux de donner retraite à Robert d'Artois. Si Edouard avoit recueilli ce Prince à Bourdeaux, il y auroit eu quelque chose à dire : mais sa qualité de Vassal pour la Guienne, ne pouvoit pas lui ôter le droit d'agir en qualité de Roi d'Angleterre. Dira-t-on enfin que les Rois de France dont je viens de parler, étoient en droit de réunir à leur Couronne des Provinces qui avoient fait partie du Royaume sous la seconde Race ? Mais Hugues Capet les avoit données en Fiefs à des Seigneurs, de qui elles étoient venues aux Rois d'Angleterre par une succession légitime. Il faut donc se borner à dire, que Philippe Auguste avoit de justes raisons pour confisquer la Normandie, le Poitou, le Maine, l'Anjou, la Touraine, & que la Guienne avoit été justement confisquée sur Edouard III. mais tout cela est plus facile à dire qu'à prouver. Que si l'on prétend alleguer, en faveur de la France, une prescription de soixante & dix ans ; on en peut opposer une beaucoup plus longue pour les Rois d'Angleterre, dans le tems que ces Pais leur furent enlevés.

Enfin, si quelqu'un s'imagine encore qu'Edouard n'accomplit pas le vœu qu'il avoit fait de conclure la Paix à des conditions équitables, qu'il ajoute aux remarques précédentes, la considération de l'état ou les affaires de France se trouvoient, au tems du Traité de Bretigny. Le Roi Jean étoit prisonnier à Londres, & le Dauphin renfermé dans sa Capitale, d'où il n'osoit sortir. Il y avoit dans le centre du Royaume une Armée de cent-mille Anglois à laquelle on ne pouvoit opposer aucunes forces considerables. Edouard étoit maître d'un très grand nombre de Places, dont lui-même ou ses Généraux, s'étoit emparez depuis sa descente. Enfin, une consternation universelle étoit répandue dans tout le Royaume, d'où les troubles intestins ne permettoient pas d'espérer qu'on pût jamais chasser les Anglois. C'étoient là des avantages très réels, dont Edouard jouissoit actuellement. Il pouvoit donc, sans trop se flater, espérer de se rendre maître de toute la France, & de parvenir au but qu'il s'étoit proposé en commençant la Guerre. Qu'est-ce donc qui l'empêcha de profiter d'une conjoncture si favorable ? Certainement, on ne peut penser autre

chose, sinon qu'il voulut bien se contenter d'une partie, lorsqu'il pouvoit esperer d'avoir le tout: mais d'une partie qu'il crut pouvoir avec justice arracher à la France qui l'avoit acquise injustement. Il est tems présentement, de rapporter les événemens qui suivirent la Paix de Bretigny.

Ce fameux Traité, dont la négociation ne dura que huit jours, fut approuvé par les deux Rois: Jean fut conduit à Calais au mois de Juillet, & y séjourna quatre mois, ainsi qu'on en étoit convenu. Au premier repas qu'il fit dans cette Ville, il fut servi par les quatre Fils d'Edouard, qui lui firent tous les honneurs possibles, conformément aux ordres qu'ils en avoient du Roi leur Pere. On employa ces quatre mois à dresser tous les Actes nécessaires, tant pour l'explication, que pour la confirmation & l'exécution du Traité, afin qu'ils pussent tous être signez en un même jour. Ce ne fut que le 24. d'Octobre, que les deux Rois le signèrent, & en jurèrent l'observation dans Calais, où Edouard s'étoit rendu quelques jours auparavant. Toutes les affaires qui concernoient le Traité étant terminées, le Roi Jean fut mis en liberté le 26. du même mois. Immédiatement avant son départ, Edouard lui donna un témoignage sensible d'amitié, en lui permettant d'emmener avec lui le Prince Philippe son Fils, pris à la Bataille de Poitiers. C'étoit de tous les Enfans, celui qu'il aimoit avec le plus de tendresse. Quoique de tous les Otages qu'Edouard avoit en son pouvoir, celui-ci fût le principal, à cause de l'affection que le Roi son Pere avoit pour lui, il voulut bien consentir qu'il fût un des dix qui devoient être mis en liberté, par le XXII. Article de la Paix de Bretigny. La séparation des deux Monarques se fit avec des marques réciproques d'estime & de cordialité.

Dès que Jean fut arrivé à S. Omer, il y ratifia par un serment volontaire, & par ses Lettres Patentes, chacun des Articles du Traité de Bretigny. Par-là il fit voir qu'on ne lui avoit fait aucune violence à Calais, pour l'obliger à le jurer. Le reste de sa conduite fut conforme à cette premiere démarche. Il fit connoître en toutes occasions, que son intention étoit d'exécuter ses engagemens, jusqu'à ce qu'enfin il en donna la preuve la plus sensible, en mettant Edouard en possession des Païs qui lui avoient été cedez. Il y eut seulement quelque difficulté touchant le *Comté de Gaure* en Gascogne, & la *Terre de Belville* en Poitou, sur laquelle les deux Rois ne purent point s'accorder.

La Paix entre les deux Couronnes paroissant ainsi fermement établie, Edouard envoya *Chandos* en France pour y commander en son nom, dans les Païs de sa dépendance, avec le titre de Lieutenant Général. Il ne pouvoit faire un meilleur choix. Chandos étoit un Seigneur des plus accomplis qu'il y eût alors en Angleterre. Ce n'est pas un petit éloge, par rapport à ce tems-là. Aussi doux & modéré pendant la Paix, qu'il étoit brave à la Guerre, c'étoit un Sujet tout à fait

EDOUARD M.
1360.

Jean est conduit
à Calais.

Les deux Rois
jurent la Paix.

Jean est mis en
liberté.

Il ratifie le Traité,
étant en France.

1361.
Jean Chandos,
Lieutenant Général
du Roi en
France.

EDOUARD III.
1361.

propre pour lui confier un pareil Emploi. Comme le Roi avoit dessein de gagner les cœurs de ses nouveaux Sujets, il avoit pris soin de leur donner pour Gouverneur, un homme dont la sagesse étoit très propre à produire cet effet. De plus, il lui avoit assigné des appointemens très considérables, qui le mettoient en état de tenir une Cour magnifique à Niort en Poitou, où il faisoit sa résidence. Enfin, il l'avoit revêtu du pouvoir de pardonner toutes sortes de crimes, afin que, tant par l'éclat extérieur, que par la distribution des grâces, il pût concilier à son Maître les affections des Peuples nouvellement conquis.

Edouard restitue
les Terres des Monastères *Alliens*.

Dès qu'Edouard se vit dans un repos qui paroissoit devoir être durable, il rendit aux Prieurs *Alliens* (1), ou Etrangers, les Terres qu'il leur avoit ôtées vingt-trois ans auparavant, pour subvenir aux dépenses de la Guerre. Chose rare, de voir des Princes faire une restitution volontaire de ce qu'ils ont une fois acquis.

Mort du Duc de
Lancastre.

La Peste se fit encore sentir cette année en Angleterre. Parmi les ravages qu'elle fit, elle priva le Royaume du Duc de Lancastre, le plus estimé de tous les Seigneurs Anglois. On l'appelloit communément *le bon Duc*. Aussi fut-il extraordinairement regretté. Il avoit fondé l'Eglise Collegiale de Leicester (2), & dans la même Ville un Hôpital pour trois-cens pauvres, qui subsiste encore aujourd'hui.

Mariage du Prince
de Galles.

Le Prince de Galles, qui n'avoit point pensé au mariage pendant la Guerre, prit ce tems de tranquillité pour épouser *Jeanne de Kent* sa Cousine, qui étoit Comtesse Douairière de Holland. Cette Princesse étoit Fille d'Edmond Comte de Kent, décapité au commencement de ce Regne, par les intrigues de la Reine Isabelle & de Mortimer. On l'appelloit communément *la belle Jeanne*, à cause de sa parfaite beauté.

1362.
Edouard érige la
Guienne en Principauté.

L'année suivante, le Roi voulant donner des marques publiques de son estime & de son affection au Prince son Fils aîné, qui avoit porté si haut la gloire du nom Anglois, érigea pour lui le Duché de Guienne en Principauté, sous le nom de *Principauté d'Aquitaine* (3). Ensuite,

(1) Il y avoit deux sortes de *Prieurez*. Les uns qui étoient indépendans, comme les Abbayes; & ceux qui dépendoient de quelque grande *Abbaye*, d'où ils recevoient leur *Prieur*. Lorsque le Couvent auquel un Prieuré appartenoit, étoit étranger, ou l'appelloit Prieuré *Allien*, ou *Etranger*. TIND.

(2) Le Duc de *Lancastre* & son Pere sont ensevelis dans l'Eglise Collégiale de *Leycester*. Il se qualifie dans son Testament, Duc de *Lancastre*, Comte de *Derby*, *Lincoln* & *Leycester*, &c. *Knighton*, qui vivoit de son tems, dit que *Henri* Duc de *Lancastre* fut le premier fondateur de l'Eglise Collegiale & de l'Hôpital qui est hors de la porte du Sud à *Leycester*, dans laquelle il mit un Doyen & deux Chanoines Prébendiers, autant de Vicaires & autres Prêtres servans, cent Pauvres invalides, & dix Femmes pleines de santé & capables de servir les Pauvres & les Infirmes. Il rend cet Hôpital fort honnêtement. Cet Etablissement subsiste encore, au moyen de certains appointemens qu'on tire du Duché de *Lancastre*, avec diverses nouvelles Charités. *Cambd.* sur le Comté de *Leycester*. TIND.

(3) Le Prince *Edouard* se vit alors Prince de *Galles* & d'*Aquitaine*, Duc de *Cornouaille* Comte de *Chester* & de *Kent*; ce dernier, du chef de sa femme. TIND.

il en investit solennellement ce Prince, se contentant de l'engager à payer tous les ans, pour toute redevance, une once d'or à la Couronne d'Angleterre.

Edouard passa tout le reste de cette année à faire divers sages Règlemens avec son Parlement, touchant les affaires domestiques. Tel fut, par exemple, celui qui ordonna qu'à l'avenir dans les Cours de Judicature, & dans tous les Actes Publics, on se serviroit de la Langue Angloise, au-lieu de la Françoisé ou Normande, qui étoit en usage depuis le Regne de Guillaume le Conquerant.

Dans ce même Parlement, le Roi déclara, qu'ayant atteint sa cinquantième année, il souhaitoit qu'elle fût solennisée comme une espece de Jubilé (1). Pour cet effet, il accorda une Amnistie générale à tous ceux qui étoient détenus dans les prisons, pour quelque crime que ce pût être, sans en excepter même ceux de Leze-Majesté. Il confirma aussi de nouveau la Grande Chartre, qui fut confirmée par dix différentes fois sous ce Regne.

Après qu'Edouard se fut acquité de ce qu'il croyoit nécessaire pour le Public, il voulut aussi faire quelque chose pour sa Famille, en créant *Lionnel* son second Fils, Duc de Clarence, *Jean de Gand*, son troisième, Duc de Lancastre, & le quatrième qui portoit le nom d'*Edouard*, Comte de Cambridge. Enfin, après avoir établi l'Etape des Laines à Calais, il voulut se délasser en passant le reste de l'Hiver en fêtes & en divertissemens. Il visita diverses Provinces de son Royaume, accompagné de la principale Noblesse & des Otages François, qui participèrent à tous les plaisirs que les Peuples tâchoient à l'envi de procurer à leur Souverain.

Au commencement de l'année 1363., le Prince de Galles partit pour aller gouverner sa Principauté d'Aquitaine. Il fit sa résidence à Bourdeaux, où il tint une Cour Royale, aimé & respecté de tous ses Sujets, qui se trouvoient très heureux d'être gouvernez par un si grand Prince.

Cette même année fut remarquable par le retour du Roi Jean en Angleterre, où l'on prétend qu'il alla se remettre en prison, pour réparer la faute que le Duc d'Anjou son second Fils avoit faite, en se déroband de Calais sans congé. C'est là du moins la raison qu'on donne communément de cette résolution extraordinaire. Quelques-uns ajoutent, qu'il voulut aller conférer lui-même avec Edouard, touchant la Croisade dont le Pape l'avoit déclaré Général. Il se trouve encore des Historiens, qui n'ont pas fait difficulté d'avancer un motif beaucoup moins noble de son retour. Ils prétendent que l'amour qu'il avoit conçu pendant sa prison pour la Comtesse de Salis-

(1) On dit pareillement, que la coutume des Rois d'Angleterre le Jeudi saint, de laver les pieds, servir à manger & habiller autant de Pauvres qu'ils ont d'années, tire son origine de ce Jubilé du Roi *Edouard*. *Pol. Ving.* lib. 19. TIND.

EDOUARD VI.
1362.
Il en investit le
Prince de Galles.
AB. Publ. T. VI.
pag. 384.

Règlement touchant la Langue Angloise dans les Actes Publics.

Amnistie générale.

Edouard confère des titres à ses Enfants.

1363.
Le Prince de Galles va tenir sa Cour à Bourdeaux.

Le Roi Jean retourne en Angleterre.
AB. Publ. T. VI.
pag. 240.
Raisons prétendues de son retour.
Froissard, Mézerai.

EDOUARD III.
1363.

buri, fut la véritable cause de ce voyage, auquel d'autres motifs servirent de prétexte. Mais c'est une idée romanesque, qui n'a aucun fondement. Quelques recherches qu'on ait faites jusqu'à présent on n'a pu decouvrir le véritable motif du retour de ce Prince. Celui de l'amour est peu vrai semblable; & celui de vouloir reparer la faute du Duc d'Anjou, quoiqu'adopté par la plupart des Historiens, me paroît sans fondement. Pour le faire comprendre, il est nécessaire d'entrer dans un petit détail qui fait partie de l'Histoire, & que j'ai réservé pour cette occasion, quoique les choses qu'il contiendra se soient passées dans l'intervalle entre le Traité de Bretigny & le tems dont je parle présentement.

Parmi les trente Otages qui étoient entre les mains d'Edouard, outre les Bourgeois de diverses Villes, il y avoit quatre Princes du Sang Royal, savoir *Philippe* Duc d'Orleans, Frere du Roi Jean, *Louis* Duc d'Anjou, *Jean* Comte de Poitiers, qui fut ensuite Duc de Berry, & le Duc de Bourbon. Ces quatre Princes, qu'on appelloit communément *les Seigneurs des Fleurs de lys*, s'ennuyant beaucoup en Angleterre, cherchoient tous les moyens possibles pour retourner dans leur Patrie. Ce n'étoit pourtant pas une chose fort facile, puisque c'étoit principalement sur ces quatre Otages, qu'Edouard fondeoit l'assurance de l'entiere exécution du Traité de Bretigny, & en particulier le payement de la rançon du Roi Jean. Néanmoins à force de sollicitations, ils firent avec lui des conventions qui devoient leur procurer leur liberté, sous les conditions suivantes. I. Que le Roi relâcheroit ces quatre Princes, pourvu qu'avant le premier du mois de Novembre, on lui livrât la Terre de Belville & le Comté de Gaure, avec deux-cens-mille florins. II. Qu'avant le départ des Princes, on lui donneroit certaines Terres en gage dans le Poitou. III. Qu'en cas que le premier Article ne fût pas exécuté au tems dont on étoit convenu, les Terres données en gage demeureroient au Roi à perpétuité, & que les quatre Princes seroient tenus de venir se remettre en Otage comme auparavant. Il y avoit encore d'autres articles, mais qui sont inutiles pour l'éclaircissement de ce fait. Jean ratifia cet accord, & les quatre Otages furent conduits à Calais, où ils demeurèrent sur leur parole, en attendant l'exécution du premier Article. Ils avoient la liberté de sortir quand ils vouloient, & même de s'absenter pendant trois jours, pourvu qu'ils retournassent coucher dans la Ville, le quatrieme. Il paroît par une Lettre d'Edouard au Prince de Galles, inserée dans le Recueil des Actes Publics, que cet Accord ne fut point exécuté, & par là les Princes perdirent l'esperance de recouvrer si-tôt leur liberté (1). Le Duc d'Anjou, plus impatient & moins scrupuleux que les autres, profita de la liberté qu'il

(1) Le Pere *Daniel* dit, que le *Dauphin* empêcha que ces Conventions ne fussent exécutées. R. A. P. T. H.

avoit de fortir de Calais, pour s'évader, & n'y retourna plus. Quatre autres Otages moins confiderables imiterent ce mauvais exemple. Voilà le fondement sur lequel on a dit que le Roi Jean alla se remettre en prison à Londres, c'est-à-dire, afin de reparer la faute du Prince son Fils. Mais comme on ne trouve dans le Recueil des Actes Publics aucune trace qui fasse connoître que c'étoit là le motif de ce voyage, on a grand sujet d'en douter. De plus ce Prince n'étoit nullement obligé à faire cette démarche, non pas même quand tous les Otages se seroient évadés, tout son engagement ne consistant qu'à renvoyer en Angleterre ces mêmes Otages, ou d'autres du même rang, en leur place (1). Or on n'apprend point que le Duc d'Anjou se fût éloigné de la Cour du Roi son Pere, & par conséquent, il étoit facile de le renvoyer. Enfin si Jean étoit allé à Londres en qualité de prisonnier, ou pour se remettre en prison, il auroit par cela même délivré tous les Otages, puisqu'ils n'étoient plus retenus que pour la sûreté du payement de la rançon. Tous les autres articles du Traité de Bretigny étoient exécutez, à l'exception de celui qui regardoit le Comté de Gaure & la Terre de Belville, qui ne demandoit pas de si grandes sûretés. Cependant, durant les trois mois que Jean demeura à Londres, il n'y fut jamais parlé de la délivrance des Otages. Froissard, dont on fait valoir le témoignage, ne dit nullement que Jean alla se remettre en prison, mais seulement, qu'un des motifs de son voyage étoit d'*excuser*, & non pas de *reparer* la faute du Duc d'Anjou. Voici les propres termes de cet Historien : *Je fus à donc informé, & vrai estoit, que le Roi Jean avoit propos & affection d'aller en Angleterre voir le Roi Edouard son Frere, & ne pouvoit nul lui faire varier son propos, posé qu'il lui fust assez conseillé du contraire. Et lui disoient plusieurs Barons & Prélats, qu'il entreprenoit une grande folie. Mais lui repondant disoit, qu'il avoit trouvé tant de loyauté dans le Roi d'Angleterre, & ses Enfans, que rien ne se doutoit qu'ils ne lui fussent bons & loyaux amis en tous cas : & aussi vouloit-il excuser le Duc d'Anjou son Fils, qui étoit retourné en France. On ne voit rien dans ces paroles, qui marque que Jean fût retourné en Angleterre pour se mettre en prison ; d'où il paroît que c'est avec peu de fondement qu'on a voulu l'assurer. Pour ce qui regarde le troisieme motif qu'on lui attribue, savoir, de vouloir conferer avec Edouard touchant la Croisade, il est beaucoup plus vrai-semblable. Mais ce n'est au fond qu'une conjecture, sur laquelle on ne peut pas absolument compter.*

Dès qu'Edouard eut avis que Jean avoit débarqué à Douvre, il y envoya les Princes ses Enfans avec une grande suite de Noblesse, pour le recevoir & pour le conduire à Londres, où il lui fit tous les hon-

Jean est honorablement reçu en Angleterre.

(2) Voyez Article XVII. du Traité de Bretigny. RAP. TH.
Tome III.

EDOUARD III.
1363.

Somptuosité
d'un Marchand de
Londres.

1364.

Mort du Roi
Jean.

Bataille d'Avray
où Charles de
Blois eût tué.
Jean de Mon-
fort demeura en
possession de la
Bretagne.

neurs dûs à son rang & à son mérite. Les Rois d'Ecosse & de Chypre, qui se trouvoient alors en Angleterre, augmentèrent la pompe de cette réception. Le premier étoit venu pour rendre visite à Edouard, & l'autre pour lui demander un secours contre les Infidèles. En une occasion si peu commune, Edouard se fit un plaisir de traiter ses illustres Hôtes avec toute la magnificence possible, & de leur procurer tous les plaisirs dont il put s'aviser. Le Maire de Londres traita magnifiquement les quatre Rois, au nom de la Ville. On ne doit pas oublier la somptuosité d'un Bourgeois, Marchand de vin, qui les invita tous quatre avec leur suite à un festin qu'il leur donna dans sa propre Maison, où ils furent magnifiquement régalez. Le Roi Jean fut logé dans le même Palais de Savoye qu'il avoit occupé auparavant, & fut toujours traité aux dépens du Roi. Vers le milieu du mois de Mars, environ trois mois après son arrivée à Londres, il fut attaqué d'une maladie dont il mourut le 8. d'Avril 1364, au grand regret d'Edouard, qui avoit une estime singulière pour sa vertu. On attribue à ce Prince une parole digne d'être éternellement conservée à la Postérité : *Que si la Foi & la Vérité étoient bannies du reste du monde, elles devroient néanmoins se trouver dans la bouche des Rois.* On prétend que cela fut dit à l'occasion de son retour en Angleterre : mais on peut, avec beaucoup plus de vrai-semblance, l'attribuer à la bonne-foi dont il usa dans l'exécution du Traité de Bretigny, malgré les obstacles qu'il y rencontra de la part de quelques-uns de ses Conseillers (1). Charles V., qui lui succéda, ne suivit pas les mêmes maximes.

La bonne fortune d'Edouard ne s'arrêtoit pas à lui-même & à ses Sujets, elle s'étendoit encore sur ses Alliez. Cette même année, Jean de Montfort son Gendre gagna la fameuse Bataille d'Avray, contre Charles de Blois son Concurrent, qui y fut tué. Cette victoire termina le différend entre les deux Maisons qui dispuoient le Duché de Bretagne, & produisit le Traité de *Guerande*, par lequel la Bretagne fut assignée à Jean de Montfort, qui en fit hommage au Roi de France. *Bertrand du Guesclin*, qui servoit Charles de Blois, & qui se rendit très fameux dans la suite, fut pris dans cette Bataille par Chandos, Général des Troupes Angloises qui étoient au service de Monfort.

(1) Mr. *Barnes* dit que le Roi Jean, à son lit de mort, avoua à Edouard qu'il avoit des intelligences à Londres & ailleurs, au moyen desquelles il ramassoit secrètement l'Or le plus fin du Royaume, qu'il faisoit fondre en forme de Vaiselle, qu'on envoyoit en France dans des barrils, avec des Arcs & des Fleches, &c. & qu'il lui avoit retenu injustement la Couronne de France jusqu'au Traité de *Bretigny*. Sur quoi il demanda pardon à Edouard, qui le lui accorda sans réserve, & fit arrêter l'Or & les Armes. Tout cela ne s'accorde gueres avec le caractère que Mr. de *Rapin* attribue à Jean. Le corps de ce Roi fut porté à *S. Denys* en France.

T I N D.

Le nom Anglois étoit alors fameux dans toutes les Parties du Monde. Quelques Braves de cette Nation, qui avoient accompagné le Roi de Chypre en Orient, y firent des prodiges de valeur, & s'en retournerent comblez d'honneur & chargez d'un riche butin qu'ils avoient fait sur les Infidèles. Dans ce même tems, un autre Anglois, nommé *Thomas Hackwood*, qui étoit sorti d'Angleterre en qualité de Garçon Tailleur, ayant ensuite pris le parti des armes, se signala dans les Guerres d'Italie, par sa valeur & par sa conduite, qui le firent monter aux plus hauts Emplois. Il y acquit tant d'honneur & de reputation, pour avoir rétabli en ce Pais-là la Discipline militaire qui s'y étoit presque perdue, qu'après sa mort, les Florentins lui érigèrent dans leur Ville une Statue de Marbre noir, en reconnoissance des services qu'ils avoient reçus de lui. *Jean Chandos* & *Robert Knolles* se distinguèrent aussi d'une façon très particulière, dans toutes les Guerres qu'Edouard eut avec la France. La reputation des Anglois ne s'étendit pas seulement au-delà des Alpes, elle vola même au-delà des Pyrénées, comme nous le verrons tout à l'heure.

Les grandes acquisitions qu'Edouard avoit faites en France, firent juger au Pape Urbain VI. que la conjoncture étoit favorable pour demander le Tribut auquel le Roi Jean sans Terre s'étoit engagé envers l'Eglise Romaine, & dont les arrérages étoient dûs depuis trente-deux ans. Dans cette pensée, il en voulut exiger le payement ; mais ce fut avec tant de hauteur, qu'il nomma même par avance, des Commissaires pour citer Edouard devant lui, en cas de refus. La fierté de ce Prince n'ayant pu s'accommoder de ces manieres hautaines, il fit examiner la demande du Pape par le Parlement, qui décida, qu'un Roi d'Angleterre n'avoit pas le pouvoir de soumettre son Royaume à une semblable servitude, sans le consentement de ses Sujets : Que si la nécessité avoit obligé le Roi Jean à cette démarche, son engagement étoit mal, parce qu'il étoit contraire au serment qu'il avoit fait en recevant la Couronne. Cet auguste Corps ne s'étant pas contenté d'une décision si précise, prit encore cette vigoureuse résolution : Que si le Pape entreprenoit, par quelque voye que ce fût, de faire valoir ses injustes prétentions, la Nation lui résisteroit par tous les moyens convenables. La fermeté du Parlement arrêta tout court le Pontife, & fit non seulement un effet présent, mais empêcha de plus, qu'à l'avenir les Rois d'Angleterre ne fussent plus inquiétez sur ce sujet.

Le Prince de Galles se tenoit en Guienne, depuis trois ans, sans donner aucun exercice à sa valeur, & même sans apparence de pouvoir lui en donner de longtems. Il fut tout-à-coup retiré de cette tranquillité, par les sollicitations de *Pierre* Roi de Castille, surnommé *le Cruel*, qui venoit d'être chassé de ses Etats. Jamais Prince n'avoit donné à son Peuple de plus grands sujets de mécontentement. Cruel

EDOUARD III.
1365.
Exploits de quelques Anglois en Orient.

Fortune de Thomas Hackwood.

1366.
Urbain VI. demande avec hauteur les arrérages du tribut.

Le Parlement déclare nul l'engagement du Roi Jean Sans Terre.
Roiul, Parlam.

Affaires de Castille.
Froissard, Mézerai.

EDOUARD III.
1366.

jusqu'à l'excès, & d'une avarice sans bornes, il faisoit mourir les principaux de ses Sujets sans aucune cause légitime, & dans la seule vue de profiter de la confiscation de leurs biens. Il ne cherchoit qu'à satisfaire ses passions, sans aucun égard à l'honneur ni à la conscience. Sa barbarie étoit allée jusqu'à un tel excès, qu'il avoit fait mourir *Blanche de Bourbon* sa Femme, Sœur de la Reine de France, afin de pouvoit épouser *Marie de Padille*, qu'il avoit longtems entretenue comme Maitresse. De cinq Freres bâtards qu'il avoit, le plus âgé venoit d'être sacrifié à ses soupçons, & les quatre autres n'étoient pas en sureté. *Henri Comte de Trastamare*, l'un de ceux-ci, se voyant tous les jours menacé d'un pareil sort, se revolta contre Pierre, & fut engager dans sa querelle le Roi d'Arragon & les principaux Seigneurs Castillans, qui ne pouvoient plus endurer la tyrannie de leur Souverain. Son entreprise n'ayant pas eu d'abord un heureux succès, il fut repoussé par le Tiran, & contraint de se réfugier auprès du Roi de France, qui lui promit du secours. Outre le désir que Charles avoit de venger la mort de la Reine sa Belle-Sœur, il étoit bien aise d'employer un grand nombre de Soldats oisifs qui fourmilloient en France depuis la dernière Paix, & y faisoient de grands désordres. Dans cette vue, il leva, pour le secours de Henri, une Armée, dont il donna le commandement à Jean de Bourbon Comte de la Marche, Cousin Germain de la Reine, & voulut que du Guesclin, dont il paya la rançon à Chandos, fût de cette Expédition.

Pierre le Cruel
est chassé de ses
Etats.

Il implore la
protection du
Prince de Galles,
qui entreprend de
le rétablir.

1367.
Il marche vers
la Castille par la
Navarre.

Avec ces Troupes, & le secours des Castillans, Henri pénétra par l'Arragon dans la Castille, où le Tiran se vit incontinent abandonné de toute la Noblesse, à la réserve d'un seul Chevalier. Cette défection le mettant hors d'état de résister à son Frere, il voulut se retirer en Portugal : mais on lui en refusa l'entrée. Dans cet embarras, il prit le parti de sortir de l'Espagne par Bayonne, d'où il se rendit à Bourdeaux, pour implorer le secours & la protection du Prince de Galles. Si ce jeune Heros avoit fait réflexion à l'indignité du Prince qui lui demandoit son assistance, il auroit dû sans doute la lui refuser. Mais ne considérant en cette occasion que l'honneur de rétablir un Roi dépouillé, & peut-être se lassant d'une trop longue oisiveté, il entreprit de le remettre sur le Trône. Pour cet effet, il leva une Armée de trente-mille hommes, & s'étant mis à la tête, il marcha vers l'Espagne, comblé de promesses de la part du Castillan, & plein d'esperance de cueillir de nouveaux lauriers. Comme il n'avoit point d'autre chemin pour pénétrer dans la Castille, que par la Navarre, il avoit pris la précaution de s'assurer de ce passage, par un Traité qu'il avoit fait avec le Roi de ce Pais-là. Ainsi, sans trouver aucune opposition, il marcha jusqu'aux frontieres de la Castille. Henri, qui s'étoit déjà fait couronner à Burgos, ayant été informé de la marche du Prince Anglois, s'étoit avancé vers la Navarre avec une puissante Armée, pour lui bou-

cher le passage. L'exécution de ce dessein n'auroit pas été impossible, vu la supériorité de ses forces, s'il eût su éviter le combat. C'étoit ce que le Prince de Galles craignoit le plus, & ce fut aussi à dessein de le provoquer, qu'il lui fit faire un défi très insultant, que Henri ne put s'empêcher d'accepter. Les deux Armées s'étant approchées l'une de l'autre, la Bataille se donna tout proche de *Najara*, petite Ville située sur les frontières de Castille. Comme les champs de Crecy & de Poitiers avoient vu faire des prodiges de valeur au Prince de Galles, ceux de *Najara* furent encore témoins de ses actions heroïques, qui, après un long combat, firent pencher la victoire de son côté. L'Armée Espagnole, fortifiée d'un gros Corps de Troupes Françaises, fut mise dans une entière déroute. *Bertrand du Guesclin*, avec le Maréchal d'*Endreghen*, y furent faits prisonniers. Henri n'ayant plus aucune ressource dans la Castille, après la perte de son Armée, se retira dans l'Arragon, d'où il se rendit en Languedoc, pour implorer le secours du Duc d'Anjou, qui en étoit Gouverneur.

EDOUARD III.
1367.

Bataille de Najara gagnée par le prince de Galles.

Pierre fut d'abord si reconnoissant, qu'aussi-tôt que le combat fut fini, il se jeta aux genoux du Prince de Galles, pour le remercier d'un si grand service qui lui faisoit recouvrer son Royaume. Le Prince de Galles l'ayant promptement relevé, lui dit en l'embrassant, que c'étoit à Dieu seul qu'il étoit redevable de cette victoire, & non pas à un Prince qui n'avoit été qu'un foible instrument en sa main. La suite d'un si heureux succès fut le rétablissement de Pierre sur le Trône d'où il avoit été chassé. Il étoit alors tems que ce Prince pensât aux moyens d'accomplir ses promesses, & de recompenser de braves Soldats qui avoient exposé leurs vies pour son service. Mais comme il n'étoit pas moins perfide que cruel, après avoir longtems entretenu ces Troupes dans l'espérance de leur fournir des vivres & de l'argent il les paya d'une noire ingratitude. La disette produisit bien-tôt parmi les Soldats une mortalité qui en fit périr un grand nombre; & la crainte de perdre le reste, obligea le Prince, qui se voyoit indignement amusé, à se retirer très mal satisfait. Il se vit même contraint de vendre sa vaisselle, afin de pourvoir aux plus pressans besoins de son Armée, en attendant qu'il pût entièrement la satisfaire. Mais ce ne fut pas là tout le malheur que causa cette funeste Expédition. Pendant le séjour que le Prince fit en Espagne, il y contracta une maladie dont il ne releva jamais.

Pierre se reconnoit redevable au Prince de cette victoire.

1368.

Il le paye d'ingratitude.

Le Prince s'en retourne en Guenène.

C'est ainsi que se termina l'entreprise du Prince de Galles, entreprise glorieuse à la vérité, si l'on n'en considère que le succès, mais peu honorable par rapport à la cause qu'il soutenoit, puisque ce n'étoit que pour remettre sur le Trône le plus indigne des Princes. Dans la suite, le Ciel prit soin de venger les Anglois & les Castillans. Du Guesclin ayant payé sa rançon, alla rejoindre Henri, & tous deux ensemble travaillèrent à mettre sur pied une nouvelle Armée, par le secours de

Catastrophe de Pierre.

cedées. Le Roi Jean étoit le seul qui agît de bonne-foi, & ce fut lui qui, par son autorité, empêcha que ces obstacles ne fussent poussez trop loin. Charles son Fils & son Successeur, à qui les François ont donné le surnom de *Sage*, ne se trouva pas d'un caractère si scrupuleux. Il ne fut pas plutôt sur le Trône, qu'il tâcha d'éluder ce qui restoit à exécuter du Traité. Il négligea même de faire raison à Edouard sur l'évasion du Duc d'Anjou, & ne livra point le Comté de Gaure. Le Jugement touchant l'affaire de Belville, qui avoit été remis à des Arbitres, fut différé sous divers prétextes. La rançon du Roi Jean ne se payoit point, ou si Charles en paya quelque chose, depuis son avènement à la Couronne, ce ne fut qu'une bien petite partie, par rapport à ce qui restoit encore dû. Cependant Edouard, qui avoit toujours entre ses mains le Duc de Berry, le Duc d'Orleans, & plusieurs autres Otages, ne pouvoit s'imaginer que Charles pensât à renouveler la Guerre, & il se persuadoit que l'impuissance de ce Prince étoit l'unique cause de tous ces retardemens. Les affaires trainerent de cette maniere depuis la mort du Roi Jean, jusques à ce que son Successeur fût en état de prendre de justes mesures pour exécuter ses desseins. Il faisoit toujours mine de vouloir achever d'exécuter le Traité, & sous prétexte du paiement de la rançon du Roi son Pere, à quoi il étoit engagé, il amassoit de l'argent que les Etats lui fournissoient libéralement, sachant bien à quoi il étoit destiné. Avec ce secours, il engagea plusieurs Princes Allemands dans ses intérêts, & quand il se crut à peu près assez prêt, il chercha un prétexte de rompre avec l'Angleterre.

Dans le tems qu'Edouard méditoit de faire la Guerre à la France, il crut devoir attacher les principaux Seigneurs de Guienne à son service, par divers Dons, qu'il revoqua incontinent après la Paix. Cette démarche aigrit tellement ces Seigneurs, qu'ils ne cherchoient qu'une occasion favorable pour en témoigner leur ressentiment. Selon les apparences, ils l'auroient longtems attendue en vain, si Charles ne leur eût fait entendre sous main, qu'ils seroient appuyez. Dès qu'ils furent assurez de cette protection, il ne fut plus question que de trouver un prétexte de se plaindre, & ils ne furent pas longtems sans en avoir un qui leur parût assez plausible pour les autoriser à lever le masque. Le Prince de Galles ayant imposé dans la Guienne une Taxe sur chaque feu, afin de se mettre en état de payer les arrerages dûs aux Troupes qu'il avoit levées pour la Guerre d'Espagne, fournit, sans y penser, à ses ennemis, l'occasion qu'ils cherchoient pour se déclarer. Le Sire d'Albret, les Comtes d'Armagnac, de Cominges, de Perigord, de Carmaing, ayant excité leurs Vassaux à se plaindre de ce nouvel Impôt, reçurent leurs plaintes, les porterent au Prince, & lui firent des remontrances sur ce sujet. Elles furent mal reçues, tant parce que le Prince avoit besoin d'argent, qu'à cause de la hauteur

EDOUARD III.
1369.

Edouard mé-
contente les Sei-
gneurs de la Gui-
enne.
AB. Publ. T. VI.

Charles promet
de les appuyer.

Le Prince de
Galles impose une
taxe en Guienne.

EDOUARD III.
1369.

avec laquelle elles étoient faites. C'étoit précisément ce que ces Seigneurs demandoient. Sous prétexte qu'ils ne pouvoient avoir justice de leur Prince, ils s'adressèrent au Roi de France, qu'ils supposèrent être toujours Seigneur Souverain de la Guienne, & le prièrent de leur faire expédier des Lettres d'Appel à son Parlement. Charles ne jugeant pas à propos de se déclarer encore, les entretint quelque tems dans cette disposition, & cependant, il les gardoit à Paris. Le voyage de ces Seigneurs, & leur long séjour à la Cour de France, firent concevoir des soupçons au Prince de Galles. Il écrivit Lettre sur Lettre au Roi son Pere, pour l'avertir qu'il se tramoit quelque chose à Paris contre son service: mais ces avertissemens furent inutiles. Le Roi & son Conseil, persuadés que ce Prince guerrier, las de son oisiveté, cherchoit les occasions de renouveler la Guerre, n'eurent aucun égard à ses remontrances.

Pendant qu'Edouard se reposoit sur la bonne-foi des François, la maladie du Prince son Fils devenant tous les jours plus dangereuse, dégénéra enfin en une véritable hydropisie. L'état de ce Prince, & celui du Roi son Pere qui se sentoit déjà fort cassé, hâtèrent les résolutions du Roi de France. Comme il voyoit que la conjoncture ne pouvoit être plus favorable pour exécuter ses desseins, il accorda aux Seigneurs Galcons les Lettres d'Appel qu'ils demandoient, prétendant, malgré ses sermens & toutes les démissions & renonciations que le feu Roi son Pere & lui-même avoient faites, être encore Souverain de la Guienne. Il se fonda sur ce qu'Edouard n'avoit pas envoyé sa renonciation à la Couronne de France, comme il y étoit obligé par le Traité de Bretigny. Mais cette renonciation n'étant qu'une suite & une dépendance de l'entière exécution du Traité, Edouard n'avoit pas cru la devoir donner avant que tout fût exécuté, comme en effet il n'y étoit pas obligé. Cependant, il avoit absolument quitté le Titre de Roi de France, marque évidente qu'il n'agissoit pas de mauvaise foi. D'ailleurs, Charles lui-même n'avoit pas été plus exact à renoncer aux Provinces cedées à l'Angleterre par le Traité de Bretigny. Ces renonciations réciproques étoient regardées comme le sceau du Traité, après que les deux Rois seroient contens au sujet de l'exécution. Quoi qu'il en soit, ce fut sur ce prétexte, que Charles fit citer le Prince de Galles à comparoître en personne à la Cour des Pairs, pour y rendre compte de la prétendue tyrannie qu'il exerçoit sur les Peuples de ces Provinces. La fierté de ce Prince ne lui permettant pas de souffrir cet affront sans en témoigner son ressentiment, il répondit qu'il ne manqueroit pas de comparoître, mais que ce seroit à la tête de soixante-mille hommes. Cependant, Charles amusoit Edouard en lui faisant faire des plaintes, comme s'il eût souhaité que l'affaire fût mise en négociation. Edouard répondoit en donnant paroles pour paroles, ne pouvant se persuader qu'on voulût véritablement lui contester la Souveraineté de la Guienne,

Charles V. fait
citer le Prince de
Galles, qui répond
avec hauteur.

fi

si clairement établie dans le Traité de Bretigny, & moins encore que la France fût en état de recommencer la Guerre. Mais il se flatoit mal à propos. Ce n'étoit pas seulement la Souveraineté de cette Province que Charles avoit dessein de lui disputer: il prétendoit encore que le Traité de Bretigny étoit nul, parce qu'Edouard n'avoit pas empêché certaines bandes de pillards sortis de ses Etats, de se jeter dans les Provinces de France, & de ce qu'il n'avoit pas évacué toutes les Places qui devoient être rendues. Ce fut sur ce prétexte qu'il lui fit déclarer la Guerre, par un simple Valet de pied, parce que le Prince de Galles avoit fait arrêter ceux qui lui avoient porté la citation. Peu de tems après, il fit donner un Arrêt qui confisquoit toutes les Terres que les Anglois possédoient en France, & les réunissoit à la Couronne.

Les éloges que les Ecrivains François donnent à ce Prince, de ce qu'il fut se servir si à propos des conjonctures qui se présentèrent pour recouvrer ses Etats, méritent quelque réflexion. Il est vrai que cette conduite fut prudente, si l'on ne compte pour rien la bonne-foi. Les heureux succès dont elle fut suivie, retirèrent pour un tems la France du malheureux état où elle se trouvoit auparavant. Mais si l'on y prend garde de près, cette sagesse est une véritable perfidie. En supposant même qu'Edouard n'eût pas exécuté quelqu'un des Articles du Traité, cette inobservation ne mettoit pas Charles en droit de lui déclarer la Guerre. Le Roi son Pere, & lui-même avoient expressement renoncé par serment à toutes les voyes de fait en cas d'inexécution. D'ailleurs, il n'avoit pas lui-même accompli le Traité dans tous les Articles: de sorte que tout ce qu'il pouvoit justement demander, étoit une compensation. Mais c'étoit renoncer ouvertement à la bonne-foi, que de vouloir annuler le Traité tout entier, sous prétexte qu'il en restoit encore quelque Article à exécuter de la part de l'Angleterre, dans le tems qu'il en laissoit lui-même plusieurs sans exécution. Ajoutons, que les prétextes de rupture dont il se servit étoient si frivoles, que les Historiens François n'ayant pu les marquer précisément, ont été obligés de se jeter sur des généralitez sans rien spécifier. Voici ce que Froissard dit de plus spécieux sur ce sujet. *Le Prince de Galles n'ayant pas de quoi payer les Troupes revenues d'Espagne, il y eut six-mille hommes de cette Armée qui se débanderent, & qui s'étant ensuite rejoints, firent des maux infinis dans la Guienne. Ce Prince les ayant fait prier de se retirer de son pais, ils se jetterent dans les Provinces voisines appartenant à la France, & les pillerent impunément, sans qu'il fût possible aux François de les empêcher.* Cela supposé, comme Froissard le rapporte, il n'étoit pas plus facile au Prince de Galles d'aller reprimer en France des voleurs sans aveu, qui s'étoient jettés dans ce Royaume. Il paroît pourtant, qu'il fit tout ce qui étoit en son pouvoir, puisqu'il imposa sur son Duché un *Droit de fouage*, afin d'en payer ses Troupes. Mais ce fut cela même qui servit de prétexte à Charles pour la rupture: par où il paroît évidemment,

Tome III.

H h

EDOUARD III.
1369.Charles prétend
que le Traité de
Bretigny est nul.Il déclare la
guerre à Edouard.Remarques sur
cette rupture.

EDOUARD III.
1369.

qu'il ne cherchoit qu'une occasion de querelle. Le même Historien que je viens de citer, dit encore, que Charles ayant fait examiner le Traité de Bretigny dans son Conseil, on s'arrêta principalement sur l'Article par lequel les deux Rois renonçoient à toutes les voyes de fait en cas d'inexécution. Il ajoute, que ce fut sur ce fondement qu'on lui conseilla d'appuyer la rupture, parce qu'Edouard n'avoit jamais cessé de faire la Guerre à la France. Mais il ne dit point comment ni en quel endroit, & ne spécifie rien sur ce sujet. Cependant, de tout ce que cet Auteur rapporte il est très aisé d'inferer, qu'avant que de faire examiner le Traité, Charles avoit résolu la Guerre, & que cet examen ne fut fait que pour en chercher un prétexte. Mezerai dit, que le sujet de la rupture fut, qu'Edouard n'avoit pas fait retirer toutes ses Troupes du Royaume: mais il ne nomme pas un seul des lieux où elles étoient demeurées. Ainsi, l'embarras des Auteurs François est tout manifeste.

De tout ce qui vient d'être dit sur ce sujet, on peut aisément conclure, que la sagesse de Charles n'étoit pas une vertu fort scrupuleuse, soit qu'en signant le Traité il eût résolu de le rompre, soit qu'il n'eût formé ce dessein que quand l'occasion lui avoit paru favorable. C'est donc l'effet, & non pas la cause, qui a fait admirer la conduite de ce Prince. S'il eût été aussi malheureux qu'il fut fortuné, il auroit plongé la France dans un abîme de maux. Par-là, il se seroit justement attiré le blâme de toute la Terre, & sans doute, de ces mêmes Ecrivains qui lui ont donné tant de louanges.

Etat des affaires
entre les deux
Couronnes.

Avant que d'entrer dans le détail de cette seconde Guerre, il est encore nécessaire de considérer, quel étoit l'état des affaires entre les deux Couronnes, au tems de la rupture. Les François se plaignoient qu'Edouard n'avoit cessé de faire la Guerre à la France, ni retiré toutes ses Troupes du Royaume, comme il y étoit engagé. Mais ce sont là des plaintes générales, qui ne contiennent aucun fait particulier. D'ailleurs, il est peu vrai-semblable, qu'Edouard, à qui ce Traité étoit si avantageux, eût voulu fournir à la France un prétexte de le rompre. Le Traité même fait voir, que les engagements de ce Prince étoient peu considérables, par rapport aux avantages qu'il en retiroit. Cela donne lieu de présumer, qu'étant très habile, comme on ne peut en disconvenir, il n'avoit garde de faire lui-même trouver des obstacles à l'exécution d'une Paix qui lui étoit si avantageuse. Quant au prétendu tort fait aux Gascons par le Prince de Galles, il n'y a qu'à lire le Traité, pour se convaincre que Charles n'avoit aucun droit de s'en mêler.

Il n'en étoit pas de même à l'égard des Anglois, dont les plaintes paroissent bien mieux fondées. Véritablement, le Roi Jean, dont le bonne-foi ne peut être assez louée, exécuta le Traité autant qu'il lui fut possible. Il ne fut pas plutôt retourné dans ses Etats, qu'il en ratifia

tous les Articles chacun à part, par des Actes particuliers. Ensuite, ne se contentant pas d'en avoir lui-même juré l'observation, il obligea le Dauphin son Fils, qui devoit lui succéder, à faire le même serment. Ainsi, ce qu'il pouvoit y avoir de défectueux dans ses engagements à cause de sa captivité, fut levé par les ratifications qu'il fit étant en pleine liberté dans ses propres Etats. L'exécution fut encore une confirmation plus authentique, que les promesses & les sermens. Ce Prince mit Edouard en possession des Terres qu'il lui avoit cedées par le Traité, sans se rien réserver, & en particulier de toutes celles qui dépendoient de la Guienne. S'il n'eût pas entendu de livrer toutes les Terres, avec la Souveraineté, il n'est pas croyable que ce Monarque & le Prince son Fils n'eussent fait aucune exception de cette Souveraineté, ni dans le Traité même, ni dans aucune des ratifications particulières qu'ils firent de chacun de ses articles. Du moins, n'auroient-ils pas négligé de faire une protestation quand Edouard érigea la Guienne en Principauté, & qu'il en investit le Prince son Fils, sans la participation de la France. Il est vrai qu'il y eut entre les deux Rois, un différend touchant deux Terres de peu de conséquence; mais, pour ne pas se brouiller sur si peu de chose, ils s'en rapportèrent à des Arbitres. Pour ce qui regarde la rançon, la seule impuissance où le Roi Jean se trouvoit d'y satisfaire, l'empêcha de la payer dans les termes dont on étoit convenu. Edouard étoit tellement convaincu de la bonne-foi de ce Prince, qu'il ne fit aucune difficulté de prolonger le tems du payement, afin de lui donner quelque relâche. Cette modération fut causée qu'au tems de la mort du Roi Jean, il restoit encore deux-cens-mille écus à payer du premier million. De plus, dans l'espérance que Jean ou le Dauphin son Fils le satisferoient avec le tems, Edouard voulut bien se relâcher à l'égard des Otages, pour lesquels il eut plus de complaisance qu'il ne devoit. J'ai déjà dit, qu'il voulut bien consentir que le Prince Philippe, qui fut depuis Duc de Bourgogne, fût du nombre des dix qui devoient être relâchés par le XVII. Article du Traité, quoiqu'il fût en son pouvoir d'en donner un moins considérable. Tous les autres eurent en Angleterre toute l'honnête liberté qu'ils pouvoient raisonnablement souhaiter. Le Recueil des Actes Publics est plein des Congez qui leur étoient accordez, pour aller en France vaquer à leurs affaires domestiques. Le Duc d'Anjou, les Comtes de *Grand-pré* & de *Bronne*, les Sires de *Clare* & de *Derval*, abusèrent de cette condescendance, sans que toutes les instances d'Edouard pussent lui faire obtenir aucune satisfaction sur cet Article.

Comment les
Otages François
s'étoient tirez
d'entre les mains
d'Edouard.

Le Duc d'Orléans se tira d'affaire en donnant certaines Terres à Thomas de Woodstock, l'un des Fils du Roi. Par là il obtint sa liberté, avec celle d'*Andresel* l'un des prisonniers.

Le Duc de Bourbon ayant eu occasion de rendre quelques services au Roi, auprès du Pape, fut mis en pleine liberté, en payant seulement

EDOUARD III.
1369.

douze-mille écus que le Prince de Galles avoit donnez à celui qui l'avoit pris à Poitiers.

L'affaire de Belville ayant été mise en arbitrage, Edouard, qui comptoit sur la bonne-foi des François, & sur la justice de sa cause, ne craignit point de prendre un engagement, auquel il n'étoit pas obligé. Il voulut bien, même depuis l'évasion du Duc d'Anjou, s'engager à mettre le Duc de Berry & le Comte d'Alençon en liberté, en cas que la question fût décidée en faveur de la France. Il poussa même la générosité jusqu'à permettre à ces deux Princes de s'en retourner chez eux, se contentant de prendre leur parole, que si l'affaire étoit décidée en sa faveur par les Arbitres, ils retourneroient en Angleterre pour y demeurer en Otage, seulement jusqu'à ce qu'il fût en possession de la Terre en dispute. Ces deux Princes profiterent de la générosité, & s'en retournerent en France. Cependant, l'affaire ne fut point jugée, & les Otages ne songerent plus à revenir.

Le Comte de *St. Pol* obtint sa liberté, en laissant ses deux Fils en sa place.

Charles d'Artois s'évada sans prendre congé.

Les Sires de *Luxembourg*, d'*Estampes*, & de *Hengest*, moururent en Angleterre, & Charles n'envoya point d'autres Otages en leur place, quoiqu'il en fût souvent requis.

Le Comte de *Harcourt* eut un Congé limité, & ne retourna plus.

Gui de Blois fit la même chose : mais il s'accommoda dans la suite avec Edouard, en lui cedant sa Terre de Soissons.

Montmorency, *Boucherche*, & *Maulevrier* eurent congé pour aller en France, & se dispensèrent de retourner en Angleterre. Il y a pourtant quelque apparence qu'ils donnerent quelque satisfaction au Roi, puisqu'on ne trouve aucune plainte contre eux dans les Actes Publics d'où j'ai tiré ce détail.

Quant aux autres Otages de moindre considération, & aux Bourgeois des Villes, dont Toulouse négligea d'envoyer les siens, Edouard en renvoya quelques-uns généreusement, & les autres composèrent pour leur rançon, ou moururent en Angleterre.

Pour ce qui regarde la rançon du Roi Jean, il en restoit encore près de deux millions à payer. Il est vrai que Charles fit toucher à Edouard à diverses fois, environ trois-cens-mille écus, qui, joints aux sommes payées par le Roi son Pere, n'alloient guères au-delà du premier million, qui auroit dû être payé sept ou huit ans auparavant.

Il semble donc qu'Edouard étoit le seul grevé; & néanmoins, Charles prétendoit que le Traité de Bretigny étoit nul par l'inexécution de quelques articles de la part de l'Angleterre; articles qu'aucun Historien n'a bien particularisés. Sur ce fondement, il prétendit que la France, rentrant dans ses anciens droits, pouvoit justement confisquer les Provinces qu'elle avoit cédées à l'Angleterre. Après ces remarques, qui

m'ont paru nécessaires pour l'éclaircissement de ce fait, il est tems de reprendre le fil de l'Histoire.

La surprise d'Edouard fut extrême, de voir que Charles, qui ne passoit pas pour un grand Guerrier, osât entreprendre de se mesurer avec un Prince qui avoit gagné tant de Batailles. Elle devint encore plus grande, peu de tems après, quand il apprit que le Comté de Ponthieu lui avoit été enlevé, & que les principales Villes de Guienne s'étoient revoltées. Il assembla sur ce sujet un Parlement, qui lui accorda de grands secours pour soutenir une Guerre si nécessaire, dans laquelle il se trouvoit engagé malgré soi. Par le conseil de ce même Parlement, il reprit le Titre de Roi de France, qu'il avoit quitté depuis la Paix (1). Après qu'il eut obtenu ce secours de ses Sujets, & une promesse positive de le lui continuer pendant toute la Guerre, son premier soin fut d'envoyer des Troupes au Prince de Galles, pour recouvrer les Villes de Guienne. Ensuite il fit passer le Duc de Lancastre son second Fils à Calais, avec une puissante Armée. Mais les progrès de ce Prince n'aboutirent qu'à ravager le plat-païs, sans faire aucune conquête.

Le renouvellement de la Guerre ne fut pas la seule chose qui troubla le repos d'Edouard pendant cette année. La perte qu'il fit de la Reine son Epouse, fut pour lui un surcroît d'affliction bien sensible. Il avoit vécu quarante ans avec elle dans une parfaite union, & en avoit eu douze enfans. Cette bonne Reine fut aussi extrêmement regrettée de ses Sujets, qui l'avoient toujours trouvée prompte à les secourir dans leurs besoins. Les pauvres principalement, perdirent beaucoup par sa mort.

La Guerre se continuoît en France assez avantageusement pour l'Angleterre sous la conduite de *Chandos* qui commandoit dans la Saintonge & dans le Poitou, & y maintenoit les affaires de son Maître en bon état. Mais ce brave Général ayant enfin été tué dans un combat, elles commencèrent à décliner dans ces deux Provinces.

La Guienne n'étoit pas en meilleurs termes. Le Prince de Galles, qui ne pouvoit presque plus agir que de la tête, à cause de sa maladie,

(1) Cette même année, le Roi publia un Ordre pour faire armer tous les Ecclésiastiques. En voici un morceau, « Le Roi ordonne, & requiert tous les Prélats » assemblez en Parlement, qu'en égard au grand danger & dommage qui menace » le Royaume & l'Eglise d'Angleterre, à raison de cette Guerre, en cas que l'En- » nemi attaque ce Royaume, ils comparoîtront en personne pour le défendre, & » feront préparer leurs *Vassaux*, *Tenanciers*, *Dépendans*, *Moinas*, *Curex*, *Vicai- » res*, à se mettre en campagne, en équipage de guerre, & les obligeront de se » tenir prêts à résister à la force & à déconcerter la malice de leurs Ennemis. » Toutes choses que les *Prélats* assemblez en Parlement s'engagerent d'exécuter. *Kot. in Tur. Lond. in 43. Edward. III. Voyez Hist. Ecclef. de Collier, p. 561. Vol. I. T. I. D.*

EDOUARD III.
1369.

Le Comté de
Ponthieu est en-
levé à Edouard.

Plusieurs Villes
de Guienne se re-
voltent.

Edouard reprend
le titre de Roi de
France.
*AB. Publ. T. VI.
pag. 621.*

Mort de la Reine.
15. Août.

1370.

Mort de Chan-
dos.
Déclin des affai-
res.

EDOUARD III.
1170.
Limoges se laisse
volontairement
saisir par les
Français.

Le Prince de
Galles l'en punit.

Le mal du Prin-
ce augmente.

1171.
Il rend l'Aqui-
taine au Roi.
Il perd son Fils
ainé & retourne
en Angleterre.

Mort du Roi
d'Ecosse.
Robert Stuart
lui succede, &
s'allie avec la
France.
AB. Publ. T. VI.
pag. 696.

Le Duc de Len-
castre & le Comte
de Cambridge é-
pousent les deux
filles de Pierre le
Cruel Roi de Cas-
tille.

Le Duc prend
le titre de Roi de
Castille.

Henri Roi de
Castille s'unit a-
vec la France.

AB. Publ. T. VI.
pag. 698. 722.

se trouvoit encore extrêmement affoibli par la revolte des principales Villes qui dépendoient de sa Principauté d'Aquitaine. Limoges, Ville très importante, fut surprise par les François, ou plutôt elle voulut bien changer de maître. L'infidélité des habitans irrita tellement le Prince, qu'il résolut d'en faire un châtiment exemplaire. Pour cet effet, ayant reçu un renfort de Troupes que le Duc de Lencastre & le Comte de Cambridge lui amenèrent, il assiegea cette Ville, la prit d'assaut, & fit passer les habitans au fil de l'épée.

Ce fut là le dernier exploit guerrier de ce grand Prince, que sa maladie obligeoit à se faire porter en litier. Enfin, se voyant entièrement hors d'état d'agir, il prit la résolution de retourner en Angleterre. Il avoit encore quelque rayon d'esperance, que l'air natal pourroit lui redonner la santé. Après avoir remis au Roi sa Principauté d'Aquitaine qu'il ne pouvoit plus gouverner, il partit, laissant le commandement de l'Armée au Duc de Lencastre. Avant son départ il eut le chagrin de voir mourir Edouard son Fils aîné, qui commençoit sa septième année. C'étoit un Prince qui donnoit de grandes esperances, & qui paroissoit bien plus semblable à son Pere & à son Ayeul, que Richard son Frere cadet, qui leur succéda. Le Prince de Galles prit celui-ci avec lui, pour le faire élever en Angleterre.

David Roi d'Ecosse étoit mort l'année précédente, ayant laissé sa Couronne à Robert Stuart son Neveu, Fils de sa Sœur aînée. Celui-ci ne fut pas plutôt monté sur le Trône qu'il fit une Alliance offensive & défensive avec la France contre l'Angleterre. Mais cette Ligue fut tenue secrète, Charles n'ayant pas besoin de ce secours, qu'il reservoit sans doute pour une occasion plus pressante.

Le départ du Prince de Galles acheva de ruiner les affaires des Anglois dans la Guienne. Le Duc de Lencastre, & le Comte de Cambridge, voyant qu'avec le peu de Troupes qu'ils avoient, ils ne pouvoient esperer de reduire les Villes Rebelles, ni s'opposer efficacement aux François, prirent la résolution de repasser en Angleterre pour y solliciter de nouveaux secours. Avant que de partir ils épousèrent les deux Filles de Pierre le Cruel Roi de Castille, dépouillé & tué par Henri son Frere bâtard. Le Duc de Lencastre, qui avoit eu en partage l'aînée nommée *Constance*, prit incontinent le Titre de Roi de Castille & de Leon, faisant connoître par là qu'il étoit dans le dessein de faire valoir les droits de sa Femme. Cette démarche obligea Henri à s'unir encore plus étroitement avec la France. Comme son intérêt demandoit qu'il contribuât autant qu'il lui seroit possible à l'abaissement de l'Angleterre, il prit la résolution d'assister le Roi Charles de toutes ses forces.

Environ ce même tems, les Flamans qui s'étoient déclarés pour la France, furent battus sur mer par le Comte de Hereford, qui leur prit vingt & six Vaisseaux.



Mais cet avantage ne pouvoit pas contrebalancer ceux que *Du Guesclin* avoit remportez sur l'Angleterre, dans la Guienne, & dans les Provinces voisines. Ce brave Général, que Charles avoit retiré du service du Roi de Castille, pour lui donner l'Épée de Connétable, battoit par-tout les Anglois. Après les avoir chassés du *Limousin*, du *Perigord* & du *Rouergue*, il poussa si loin ses progrès, qu'il se vit en état de marcher dans la Saintonge, & enfin de faire le siège de La Rochelle, avec le secours d'une Flotte que le Roi de Castille lui envoya pour tenir la Ville bloquée du côté de la mer. Dès qu'Edouard eut reçu cette nouvelle, il se hâta d'envoyer le Comte de Pembroke avec quarante Vaisseaux pour jetter du secours dans la Place. Il sembloit que cette précaution étoit suffisante pour sauver La Rochelle : mais depuis quelque tems, tout réussissoit mal aux Anglois. Le Comte de Pembroke étant sur le point d'entrer dans le Port, rencontra la Flotte Espagnole commandée par l'Amiral *Boccanegra*, Genoïse, qui l'attaqua rudement. Le combat dura deux jours consécutifs, & finit enfin par la défaite entière de la Flotte Angloise, dont l'Amiral & plusieurs Officiers furent pris & envoyez en Espagne chargés de chaînes. Cette perte acheva de ruiner entièrement les affaires des Anglois. La Rochelle auroit pourtant pu tenir encore, sans la trahison du Maire. Ce Magistrat, qui avoit intelligence avec les assiégeans, trouva le moyen de faire sortir la Garnison de la Citadelle, sous prétexte d'une revue, & sur un ordre supposé du Roi, que le Gouverneur qui ne savoit pas lire prit pour vrai. Dès que la Garnison fut dehors, le Maire en fit fermer les portes, & ne voulut pas souffrir qu'elle rentrât. Ce coup étant fait la Ville capitula, & obtint des conditions si avantageuses, qu'elle devint plutôt libre, qu'elle ne changea de Maître.

La perte de La Rochelle ayant étonné les partisans d'Edouard en ces quartiers-là, Du Guesclin profita de ses avantages. Il s'avança dans le Poitou où il prit diverses Places, & enfin, il alla former le siège de *Thouars*, où les principaux Seigneurs du Pais s'étoient renfermez. Ce siège fut poussé si vivement, que les assiégés se virent enfin contraints de capituler, & de s'engager à se remettre sous la domination de la France, si le Roi d'Angleterre, ou un de ses Fils, ne se présentoit devant la Place avant la S. Michel, avec une Armée assez forte pour donner Bataille. C'étoit une Capitulation assez ordinaire en ce siècle-là, où la bonne-foi étoit plus estimée qu'en celui-ci. Aussi n'est-elle plus en usage. La perte de Thouars étoit d'une trop grande conséquence pour laisser cette Place sans secours, d'autant plus que l'honneur du Roi s'y trouvoit engagé. L'extrême desir qu'Edouard avoit de sauver cette Ville, & par ce moyen le reste du Poitou, lui fit faire un effort très considérable. En très peu de tems, il rassembla une Flotte de quatre-cens Vaisseaux, avec laquelle il voulut aller en personne faire lever le siège. Mais les vents ayant constamment refusé de le servir en cette

EDOUARD III.
1372.
Du Guesclin
remporte de
grands avantages
sur les Anglois.

Il assiège la Rochelle.

Le Comte de
Pembroke est
battu sur Mer.

Prise de la Rochelle.

Du Guesclin assiege Thouars.

Edouard fait de
vains efforts pour
sauver cette place.

Quoique les suites de cette dernière Guerre ne fussent pas moins considérables que celles de la précédente, puisque la France recouvra dans celle-ci ce qu'elle avoit perdu dans l'autre, il s'en faut pourtant bien que le détail n'en soit si engageant. Dans la première, les conquêtes d'Edouard furent illustrées par un Combat naval, où ce Prince commandoit en personne. La Bataille de Crecy, où toute la Noblesse des deux Royaumes combattoit sous les yeux des deux Rois, & gagnée par un Prince âgé de seize ans, offre un spectacle des plus intéressans qui se trouvent dans l'Histoire. La conquête de Calais, à la vue d'une Armée ennemie de cent-cinquante-mille hommes, n'est pas moins capable d'attacher l'esprit du Lecteur. La victoire de Poitiers, remportée par une Armée de douze-mille hommes contre soixante-mille, & la prise du Roi Jean, sont des événemens qu'on ne peut s'empêcher d'admirer, & qui réveillent l'attention. Enfin cette première Guerre fut terminée par un Traité le plus solennel qui eût jamais été fait entre les deux Couronnes. Dans la seconde, on ne trouve aucune action générale. Les deux Rois, se contentant de diriger leurs affaires dans le Cabinet, ne parurent jamais à la tête de leurs Armées. Pour ce qui regarde les Sieges, si l'on excepte ceux de Limoges & de la Rochelle, il n'en y passa presque rien qui vaille la peine d'être remarqué. Les Places que les Anglois perdirent, furent prises, ou surprises avec une rapidité merveilleuse. Quelques-unes même n'attendirent pas, pour se rendre, l'approche des ennemis. On peut donc dire que les pertes des Anglois furent une véritable déroute, qui ne peut fournir que peu de particularitez propres à satisfaire la curiosité des Lecteurs. C'est ce qui m'a empêché d'insister sur un détail qui ne pouvoit qu'être ennuyeux. Il suffit de remarquer, qu'au tems de cette dernière Trêve, il ne restoit plus à l'Angleterre, de tout ce qu'elle avoit acquis par le Traité de Breigny, que la seule Ville de Calais. Tant est vrai ce que mille exemples ont confirmé, & confirment encore tous les jours, qu'on ne doit point compter sur des acquisitions faites par la force des armes. Il arrive tôt ou tard qu'une force majeure se sert des mêmes moyens, pour les enlever à celui qui les a faites, ou à ses Enfans. C'est ainsi que la France perdit sous le Regne de Jean, ce que Philippe Auguste & St. Louis avoient conquis sur les Anglois, & qu'Edouard III. perdit les conquêtes qu'il avoit lui-même faites en France. On verra dans la suite de cette Histoire, qu'un des Successeurs d'Edouard repara avantageusement toutes ces pertes, & que les François à leur tour recouvrèrent, peu de tems après, tout ce que ce Prince leur avoit enlevé. De pareils exemples, qui reviennent fréquemment dans l'Histoire, devroient bien apprendre aux Princes à modérer leur ambition : mais il s'en trouve peu qui en sachent profiter. Si l'on veut rechercher les causes naturelles de cette Revolution, qui fit perdre à Edouard ce qu'il avoit acquis par le Traité de Breigny, il ne sera pas trop difficile de les trouver. La re-

EDOUARD III.
1376.
La Trêve est
prolongée.

EDOUARD III.
1376.

volte des Gascons, la maladie du Prince de Galles, la vieillesse d'Edouard, sa crédulité à l'égard du Roi de France sur la bonne foi duquel il s'étoit trop reposé, la prudence de Charles le Sage, qui sans sortir de son cabinet, dirigea toute cette Guerre, la conduite & la valeur de Bertrand du Guesclin, furent les moyens naturels dont la Providence se servit pour produire ce changement.

Edouard devient amoureux d'Alix Pierce.

Il fait des dépenses qui font murmurer le Peuple.

Tournoi à Smithfield.

Mortification donnée au Roi par le Parlement.

Il l'oblige à éloigner la Favorite & les Ministres.

Les Anglois se consolèrent en quelque maniere de tant de pertes, par le repos que la Trêve leur procura. Le Roi lui-même parut se défaire de ses inclinations guerrières, pour en prendre d'autres, qui exposèrent un peu sa réputation. Sur les vieux jours, il devint amoureux d'une Demoiselle nommée *Alix Pierce* (1). Cette passion prit tant d'empire sur lui, qu'elle le fit tomber dans des foiblesses indignes d'un si grand Prince. Les trésors qu'il avoit assemblez pour la Guerre, furent bien-tôt absorbez par l'avidité de cette Favorite. De là s'ensuivit un mécontentement universel dans le Royaume. Uniquement occupé du soin de plaire à sa Maîtresse, le Roi ne pensoit qu'à lui procurer des plaisirs. Ce n'étoit tous les jours que fêtes, dont la dépense étoit excessive. Les Impôts étoient d'autant plus intolérables au Peuple, que les Guerres continuelles de ce Regne l'avoient entièrement épuisé. Ce n'étoit qu'avec un chagrin extrême, qu'il voyoit l'argent destiné à payer les dettes publiques, prodigué à de vains divertissemens. Sur tout, il fut très choqué d'un Tournoi qui se fit dans la Place de *Smithfield*. On y vit Alix, à laquelle son vieux Amant avoit donné le nom de *Dame du Soleil*, montée avec lui sur un Char de triomphe, & suivie d'un grand nombre de Dames de qualité, dont chacune menoit un Chevalier attaché au frein de son Cheval. Quand les coffres du Roi se trouverent vuides, il assemblea le Parlement pour lui demander un subside. Mais il eut la mortification de voir, que son Peuple, qui l'avoit si puissamment assisté dans ses glorieuses entreprises, n'avoit pas la même ardeur quand il s'agissoit de fournir à des dépenses inutiles. Avant que d'accorder le secours que le Roi demandoit, le Parlement se plaignit avec aigreur de la mauvaise conduite des Ministres. Il insista principalement sur le sujet du Duc de Lencastré, que le Roi son Pere avoit chargé de la principale administration des affaires publiques. Il présenta même une Adresse au Roi, pour le prier d'éloigner de sa personne le Duc de Lencastré son Fils, *Alix Pierce* (2), *Latimer Grand*

(1) Elle est nommée *Perrers* dans les *Actes Publics*. RAP. TH.

Dans un don qui fut fait à cette Dame, de quelques Bijoux qui avoient appartenu à la défunte Reine *Philippe*, daté à *Woodstock* le 8. d'Août 1373, elle est nommée *Perrers*; Act. Publ. T. VII. p. 28. C'est le seul Mémoire qui prouve l'amour d'Edouard pour cette Dame : chose dont Mr. *Barnes* ne veut convenir en aucune maniere, pour deux raisons ; la première, qu'Edouard étoit fort chaste, même à la fleur de son âge ; & la seconde, parce qu'un aussi grand Seigneur que le Lord *Guillaume Windsor*, épousa dans la suite cette Femme. T. I. N. D.

(2) On accusoit cette Dame d'aller dans les Cours de Justice, de s'asseoir sur le

Chambellan , & quelques autres de ceux qui étoient le plus avant dans ses bonnes grâces. Cette demande fut faite avec tant de chaleur , que le Roi , comprenant qu'il ne pouvoit rejeter l'Adresse du Parlement sans danger , lui accorda ce qu'il demandoit , de peur qu'à son tour , le Parlement ne lui refusât l'argent dont il avoit besoin. On ne douta point que le Prince de Galles n'eût secrètement agi pour porter le Parlement à faire cette démarche , afin d'éloigner le Duc de Lencaſtre qui avoit trop de crédit auprès du Roi. Comme ce Prince se sentoit mourir , il ne pouvoit penser sans inquiétude , qu'il alloit laisser le jeune Richard son Fils , à la merci d'un Oncle ambitieux , qui pourroit se servir de son crédit pour lui enlever la Couronne. En effet , Richard étoit incapable par son âge , de s'opposer aux desseins du Duc , en cas qu'ils tendissent , comme on le soupçonnoit , à se faire déclarer Héritier présomptif du Roi , après la mort de son Frere aîné. C'est ce qui obligea le Prince de Galles à rechercher , pour son Fils , la protection du Parlement (1) , comme la seule capable de le maintenir dans ses justes droits. Ce fut aussi vrai-semblablement par cette même raison , que le Parlement demanda l'éloignement du Duc de Lencaſtre. Pendant cette même Séance , Edouard , qui se trouvoit dans la cinquantième année de son Règne , fit publier une Amnistie générale , qui causa beaucoup de joye à tout le Peuple.

EDOUARD III.
1376.

Amnistie générale.

Mort du Prince de Galles.
Son éloge.

Une tristesse non moins universelle succéda bien-tôt à la joye. Elle fut causée par la mort du Prince de Galles , le plus excellent Prince que l'Angleterre eût jamais produit. Il possédoit toutes les vertus , dans un degré éminent. Aussi bon Soldat que grand Capitaine ; brave sans férocité ; fier dans les combats , mais très affable dans la société , & d'une modestie qu'on ne pouvoit assez admirer ; toujours soumis & respectueux envers le Roi son Pere , à qui il ne donna jamais aucun sujet de mécontentement ; généreux , liberal , se faisant un plaisir de récompenser le mérite en quelque lieu qu'il le rencontrât , il ne lui manquoit aucune des qualitez qui font les véritables Heros. Les Anglois l'appelloient communément *Le Prince Noir* , non pas à cause de ses exploits guerriers , comme quelques-uns l'ont imaginé , mais parce qu'il portoit des armes noires. Ils reçurent la nouvelle de sa mort avec un deuil inconcevable , quoique depuis longtems ils s'y fussent attendus. Le Parlement voulut en cette occasion , donner des marques de sa juste douleur pour la perte d'un si grand Prince , qui s'étoit acquis l'affection & l'estime de toute la Nation , en assistant en Corps à ses funérailles , qui se firent à Cantorberi , où il avoit choisi sa sépulture (2). Cet

Tribunal avec les Juges , & de leur faire faire tout ce qu'elle vouloit *Walſingham*.
TIND.

(1) On nomma ce Parlement , dont le Prince de *Galles* implora le secours , *le bon Parlement*. TIND.

(2) Le Mausolée du Prince *Edouard* est à *Cantorberi*. TIND.

I i ij

EDOUARD III.
1376.

illustre Prince mourut à l'âge de quarante-six ans, pleuré du Roi son Père qui témoigna en cette occasion, moins de fermeté qu'il n'en avoit fait paroître dans tous les autres revers qu'il avoit éprouvés pendant sa vie (1). Le Roi de France même, quoiqu'il eût peu sujet de le regretter, lui donna des marques de son estime, par un service solennel qu'il lui fit faire à Paris, auquel il voulut lui-même assister. Ce Prince ne laissa qu'un Fils légitime âgé de dix ans, & deux Bâtards qui n'ont pas fait beaucoup de bruit dans l'Histoire.

1377.
Le Roi rappelle
le Duc de Lenca-
stre & Alix.
Walsingham.

Les Anglois furent d'autant plus sensibles à la perte qu'ils venoient de faire, qu'elle fut immédiatement suivie d'un nouveau sujet de chagrin. Le Roi rappella près de sa personne ceux qu'il en avoit éloignés. *Pierre de la Marck*, Orateur de la Chambre des Communes, qui en présentant au Roi l'Adresse dont il a été parlé, s'étoit servi de certaines expressions peu ménagées contre Alix Pierce, fut confiné dans le Château de Nottingham, à la sollicitation de cette Favorite. Le Duc de Lencastre reprit le poste qu'il avoit été obligé de quitter, & tous les autres Ministres furent rétablis dans leurs Emplois. Néanmoins, en donnant au Duc de Lencastre ce témoignage exprès de son affection & de sa confiance, Edouard ne voulut pas lui donner lieu d'espérer qu'il le destinât pour son Successeur. Au contraire, afin de prévenir tous les différens, qui pourroient survenir après sa mort, par rapport à la succession, il fit Richard son Petit-Fils Comte de Chester, & peu après, il lui conféra le Titre de Prince de Galles. Mais ne se contentant pas d'avoir fait connoître son intention, il lui fit prêter serment par toute la Noblesse, comme à l'Héritier présomptif de la Couronne. Enfin, de peur que ses Oncles ne conçussent quelque espérance de monter sur le Trône à son préjudice, il voulut par avance le mettre comme en possession du rang qui lui étoit destiné, en lui faisant prendre place au-dessus d'eux dans toutes les solennitez. C'est ainsi que ce sage Prince prenoit des mesures, pour prévenir les dissensions qui pourroient naître après sa mort dans sa famille, à l'occasion de sa succession. En même tems, il se faisoit un plaisir d'honorer la mémoire d'un Fils qu'il avoit tendrement aimé, & parfaitement estimé, par la justice qu'il rendoit au jeune Richard.

Troubles à l'oc-
casion de *Wickef*.

Pendant que ces choses se passoient à la Cour, *Jean Wickef*, Docteur en Théologie de l'Université d'Oxford, commençoit à publier sa croyance sur divers points de la Religion, en quoi il s'éloignoit de la Doctrine commune. Le Pape Grégoire XI. en ayant été informé, condamna quelques-unes de ses propositions, & chargea l'Archevêque de

(1) *Walsingham* dit, qu'avec le Prince *Edouard* mourut l'espérance des Anglois, qui ne craignoient point d'invasion pendant sa vie, ni les attaques d'aucun Ennemi. Il n'entreprit jamais aucune Expédition, sans faire quelque nouvelle conquête, & ne forma jamais de Siege, sans emporter la Place, &c. *Th. Wals.* in Vit. Ed. III. T. I. D.

Cantorberi, & l'Evêque de Londres, de le faire soufcrire à cette condamnation, & en cas de refus, de le citer à Rome. Il n'étoit pas facile d'exécuter cette commission. Wiclef avoit déjà beaucoup de partisans dans le Royaume, & pour Protecteur, le Duc de Lencaſtre, dont l'autorité n'étoit gueres moins redoutable que celle du Roi. Néanmoins, pour obeir aux ordres du Pontife, l'Archevêque convoqua le Synode de ſa Province dans l'Egliſe de S. Paul à Londres, où Wiclef fut ſommé de ſe trouver. Il ſ'y rendit, accompagné du Duc de Lencaſtre & du Lord Perci Comte Maréchal, qui crurent leur préſence néceſſaire pour le protéger. Après qu'il eut pris place ſelon ſon rang, & qu'il eut été interrogé par l'Evêque de Londres, il voulut parler aſſis; & par là il donna lieu à une grande conteſtation. L'Evêque vouloit qu'il ſe tint debout & découvert, & le Duc de Lencaſtre prétendoit que Wiclef n'aſſiſtoit à cette Aſſemblée qu'en qualité de Docteur, pour y donner ſa voix & expliquer ſes ſentimens, & non pas comme accusé. La diſpute ſ'échauffa tellement ſur ce ſujet, que le Duc de Lencaſtre en vint juſqu'à menacer l'Evêque & à lui dire des paroles fort dures. Alors le Peuple qui étoit préſent, ſ'imaginant que le Prélat étoit en danger, prit ſon parti avec tant de chaleur & de bruit, que le Duc & le Comte Maréchal trouverent à propos de ſe retirer, & d'emmener Wiclef avec eux. Leur retraite ne fit pas ceſſer le tumulte. Quelques bouteſeux firent courir le bruit, que ce même jour, à la ſollicitation du Duc de Lencaſtre, il avoit été propoſé dans le Conſeil du Roi de caſſer le Maire de Londres, d'ôter à la Ville ſes Privileges, & de la réduire ſous le Gouvernement du Comte Maréchal. Il n'en fallut pas davantage pour mettre le Peuple en fureur. Il courut ſur le champ à la priſon de la Maréchauſſée, & en délivra tous les priſonniers. Mais il ne s'arrêta pas là. Les mutins, dont le nombre croiſſoit inceſſamment, ſe rendirent au Palais du Duc de Lencaſtre, & ne l'y ayant pas trouvé, ils en pillèrent les meubles, & trainerent ſes Armoiries dans les rues. Le Duc ſe ſentit tellement offeñſé de cet affront, qu'il ne put être apaiſé que par la dépoſition du Maire & des Aldermans, qu'il accuſoit de n'avoir pas employé leur autorité à reprimer les ſéditieux.

Pour revenir à Wiclef, les Evêques ſ'étant aſſemblez une ſeconde fois, ce Docteur déclara devant eux quel étoit ſon ſentiment touchant le Sacrement de l'Euchariftie, expliqua la manducation du Corps de Chriſt, de la même maniere à peu près que *Berenger* l'avoit expliquée avant lui. Quoique cette opinion fût contraire à la Doctrine de l'Egliſe de ce tems-là, les Evêques n'oſant proceder rigoureuſement contre lui, ſe contenterent de lui impoſer ſilence. On prétend qu'il promit d'obeir: mais cela n'empêcha pas que cette diſpute ne ſe renouvellât ſous le Regne ſuivant.

Finifſons celui-ci par la dernière action publique d'Edouard, qui, dans un Chapitre de l'Ordre de la Jarretiere convoqué à Windſor,

EDOUARD III.
1377.

Wiclef explique ſes ſentimens au ſujet de l'Euchariftie.

Le Roi donna à Richard l'Ordre de la Jarretiere.

des Veuves, des Orphelins, & de tous ceux qui, par un pur malheur, étoient tombez dans quelque disgrâce, il se faisoit un devoir de leur faire trouver du soulagement à leurs peines. Aucun Roi, avant lui, n'avoit distribué les honneurs & les recompenses, avec plus de jugement & plus d'égards pour le vrai mérite. Quoique sa valeur fût connue & admirée dans tout le monde, il ne s'enorgueillit jamais sur cet article. Jamais il ne donna de plus grandes marques d'humilité, que dans le cours de ses victoires, qu'il attribua constamment à la seule protection du Ciel. Il sut maintenir les Prérogatives de la Couronne, sans faire breche aux Privileges des Sujets. Dans tous les Regnes précédens, il ne s'étoit point fait tant de Statuts Parlementaires avantageux au Peuple, qu'il s'en fit sous celui-ci. Edouard, toujours d'accord avec l'auguste Corps qui représentoit la Nation, sut se servir de cette heureuse union, pour reprimer les entreprises de la Cour de Rome, qui n'osa jamais se commettre avec lui. La gloire du Prince de Galles son Fils ajouta un nouveau lustre à la sienne, & la constante union dans laquelle il vécut avec la Reine son Epouse, augmenta sa félicité. Comme il ne s'étoit jamais trop élevé dans la bonne fortune, il ne se laissa point aussi abattre par l'adversité. Sa moderation ne parut pas moins dans la perte qu'il fit des Provinces dont la conquête lui avoit coûté tant d'argent, de fatigues & de soins, que dans les victoires qui lui en avoient acquis la possession. Enfin, on pourroit le regarder comme un Prince accompli, si son ambition ne lui eût fait rompre d'une maniere odieuse la Paix qu'il avoit faite avec l'Ecosse, pour dépouiller injustement un Roi mineur, qui d'ailleurs étoit son Beau-Frere. Quelques-uns ajouteront encore la rupture avec la France, & ses prétentions sur la Couronne de ce Royaume, qu'ils traitent d'extravagantes, & qu'ils attribuent uniquement à un motif d'ambition. La Dissertation que je vais ajouter ici sur ce sujet, pourra aider le Lecteur à former son Jugement sur cette conduite. Pour ce qui regarde sa foiblesse, dans l'amour qu'il prit sur les vieux jours pour Alix Pierce, cette tache est bien diminuée par tant de belles qualitez qui l'ont rendu si recommandable. On pourroit en quelque maniere l'excuser, en disant qu'il regardoit, au commencement, cette passion comme un simple amusement qui faisoit une espece de diversion à ses chagrins, & qu'ayant peu connu l'amour pendant son jeune âge, il ne prit pas assez de précautions pour s'en défendre dans sa vieillesse.

Philippe de Haynaut sa Femme lui donna douze Enfans, dont quelques-uns moururent avant lui. *Edouard* Prince de Galles, son Fils aîné, ne laissa qu'un Fils, qui monta sur le Trône après son Ayeul. *Guillaume*, qui étoit le second, mourut dans l'enfance. *Lionnel* Duc de Clarence, qui avoit fini ses jours en Italie, n'avoit laissé qu'une Fille nommée Philippe, de sa premiere Femme qui étoit Irlandoise. *Jean de Grand*, Duc de Lencastre, fut marié deux fois pendant la vie du Roi son Pere,

EDOUARD III.
1377.

& eut des Enfans dont j'aurai à parler dans les Regnes suivans. Le cinquieme Fils d'Edouard étoit *Edmond*, surnommé de *Langley*, lieu de la naissance. Il fut fait Comte de Cambridge par le Roi son Pere, & ensuite Duc d'Yorck, sous le Regne de Richard II, son Neveu. *Guillaume*, surnommé de *Windsor*, mourut jeune. *Thomas de Woodstock*, qui fut le septieme, reçut le Titre de Duc de Buckingham de Richard II, & ensuite de Duc de Gloucester.

Isabelle, Fille ainée d'Edouard, épousa *Ingelram de Coucy*, Comte de Soissons. *Jeanne* fut premierement accordée avec le Duc d'Autriche, ensuite avec Pierre le Cruel Roi de Castille (1) avant que ce Prince fût Roi; & mourut à Bourdeaux, en allant en Espagne pour y consommer son mariage. *Blanche* ne vécut que peu d'années. *Marie* épousa Jean de Monfort Duc de Bretagne, & mourut en 1363. *Marguerite* fut Femme de Jean Hastings, Comte de Pembroock.

(1) *Jeanne* fut mariée avec *Alphonse* Fils de *Ferdinand III.* en 1348. Elle fut épousée par Procureur & qualifiée *Reine d'Espagne*. *Alphonse* fut Pere de *Pierre le Cruel*, TIND.





DISSERTATION

SUR

LA LOI SALIQUE

ET SUR LE DIFFEREND

ENTRE PHILIPPE DE VALOIS ET EDOUARD III.

C E que presque tout le monde entend aujourd'hui par la *Loi Salique*, c'est une Loi fondamentale de la Monarchie de France, qui exclut les Femmes & leurs descendans de la succession à la Couronne. Ce terme de Loi Salique ne porte presque plus d'autre idée dans l'esprit. C'est aussi dans ce sens que *Bodin* a dit que cette Loi étoit le fondement de la Monarchie; *Mr. de Marca*, que c'étoit un privilège & une coutume particulière des François; *Mr de Thou*, que c'étoit le *Palladium* de la France. On pourroit citer une infinité d'autres Auteurs François, qui en parlant de la Loi Salique, ne l'ont considérée que comme une Loi qui regardoit particulièrement la succession à la Couronne de France. Cette idée est cause que la plupart des gens, se persuadant qu'on n'a jamais pensé autrement, depuis l'établissement de la Monarchie, ne peuvent comprendre qu'Edouard III. Fils d'une Princesse de France, ait pu, avec la moindre couleur, disputer la Couronne de France à Philippe de Valois qui descendoit de Pere en Fils de Hugues Capet. Mais ceux qui raisonnent ainsi, ne prennent pas garde qu'ils posent en fait une chose qui véritablement n'est plus contestée aujourd'hui, mais qui, dans le tems de cette fameuse querelle, faisoit l'unique sujet de la question & du differend entre les deux Rois. Depuis que cette question a été décidée, la notion qu'on a de la Loi Salique est juste & certaine: mais j'ose dire qu'elle étoit alors douteuse, & c'est ce que j'espère de faire voir avec assez de clarté.

Ce fut par la Loi Salique, qu'Edouard, qui étoit le plus proche parent mâle de Charles le Bel, fut privé de sa succession; & que la Régence, ou pour mieux dire la Couronne, fut adjugée à un Parent

Tome III.

K x

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

*Bodin de la Ré-
publique*, L. 1. §.
Marca de Jurid.
Par. 1. C. 28.
Nº. 31.
De Thou L. 110.

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

plus éloigné. Il faut donc, pour bien entendre ce procès, savoir ce que c'est que cette Loi, dont tout le monde parle, que si peu de gens connoissent, & sur laquelle les François eux-mêmes ne s'accordent pas, quoiqu'ils la regardent comme une Loi fondamentale de leur Monarchie.

Bignon, de l'Excellence du Roïaume de France, Liv. 3. pag. 298.

Quelques-uns d'entre eux, comme l'illustre *Jerôme Bignon*, ont dit qu'il ne falloit point chercher la Loi Salique dans les Ecrits, puisque c'étoit une Loi de la Nature; & que s'il y avoit des Royaumes où elle n'eût point de lieu, c'étoient des exemples plus dignes d'être admirez, que d'être imitez (1). Quelques-uns ont prétendu que *Pharamond*, premier Roi des François, ordonna par une Loi expresse, que les Femmes ne succederoient point à la Couronne; & que, depuis ce tems-là, elle n'a jamais été violée. D'autres attribuent cette même Loi à *Clevis*. *Mezerai* prétend que la succession des Mâles à la Couronne de France, n'a pas été établie par une Loi écrite, mais par une Coutume inviolable. Cette confusion d'idées, qui fait qu'on regarde la Loi Salique, tantôt comme une Loi naturelle, tantôt comme une Loi positive & expresse, & tantôt comme une simple Coutume, cause dans cette matiere une obscurité que je vais tâcher de dissiper, pour mettre le Lecteur au fait par rapport à la fameuse querelle entre les deux Rois.

Avant que les Francs s'établissent dans cette partie des Gaules, qu'ils occupent depuis si longtems, ils étoient dispersez par plusieurs troupes en Allemagne & dans les Pais-Bas, d'où il arriva qu'ils reçurent divers noms, selon les divers pais qu'ils habitoient. Les uns furent appelez *Saliens*, de la Riviere de *Sala* qui couloit dans leur pais (2). D'autres furent distinguez par les noms de *Chamaves*, de *Cattes*, d'*Atuariens*, de *Ripuariens*, ou *Ribarols*. Chacune de ces Colonies avoit des Loix, dont les principales étoient sans doute communes à tout le Peuple Franc, & selon les apparences, elles en avoient aussi de particulieres. Celles des *Saliens* & des *Ripuariens* se sont conservées jusqu'à notre tems. Parmi celles des *Saliens* se trouve celle-ci :

De Terrâ verò Salica, nulla portio ad mulierem transit, sed hoc virilis sexus acquirit.

Cette Loi, comme il est aisé de le remarquer, regarde les heritages des Particuliers; & le Titre des *Allends* (3), sous lequel elle est ran-

(1) On a raison de dire que l'on ne trouve ni commencement ni fin de cette *Loi Salique*, car c'est une Loi de Nature née avec les hommes, & de Droit non écrit, comme Aristote dit, que tout le Droit de Nature & des Gens n'est point écrit. (*Bignon.*) R A P. T H.

(2) Il y a douze sentimens differens sur l'étymologie du mot *Salique*. Celui qui la tire des Francs *Saliens*, & le nom de ceux-ci de la Riviere de *Sala*, me paroît le plus vraisemblable. Voyez *Limnaus, de Jure Imp. Roman. Germ. L. 1. C. 2.* R A P. T H.

(3) Voyez Tom. I. p. 442. Note 1. T I M D.

gée, ne permet pas d'en douter. C'est aussi le sentiment d'une infinité d'Auteurs tant François qu'étrangers, dont il seroit inutile de rapporter ici les noms. Mezerai en a eu aussi sans doute la même opinion; puisqu'il a dit que la succession des Mâles à la Couronne n'a pas été établie par aucune Loi écrite. Tout ce que peuvent dire de plus plausible ceux qui fondent l'exclusion des Femmes sur le Paragraphe des Loix Saliennes rapporté ci-dessus, c'est que la succession à la Couronne est comprise dans la Loi qui régloit la succession aux Héritages des Familles nobles. C'est aussi à cela que s'en tient le Pere *Daniel*, dans son Histoire de France. Il prétend que la Règle touchant la succession à la Couronne est contenue dans cet article particulier de la Loi Salienne ou Salique, qui comprend toutes les Loix des Francs Saliens. Ce que cet habile Historien dit sur cette matière, dans le Regne de Clovis, pouvant beaucoup servir à son éclaircissement, j'en transcrirai ici une partie, pour épargner aux Lecteurs la peine de l'aller chercher ailleurs.

DISSENTATION
sur la Loi Salique.

« Ce fut alors *vrai-semblablement*, que Clovis publia la fameuse Loi » Salique. Je sai que plusieurs de nos Historiens en font honneur » à Pharamond; mais j'écris ici conformément à la pensée d'un » de nos plus habiles Critiques. (*Hadr. de Valois.*)

Tom. 1. pag. 7.
de suiv. Edition
d'Amst. 1720.

» Bien des gens parlent & entendent parler de cette Loi, sans savoir ce que c'est. Il y a là-dessus un préjugé populaire, savoir, » que cette Loi ne regarde uniquement ou principalement, que la » succession des Mâles à la Couronne de France, en déterminant » les qualitez de ceux qui y peuvent prétendre. Cette pensée est » fautive en plusieurs points. De soixante & douze Articles dont cette Loi est composée (1), il n'y en a que trois ou quatre lignes » ne regardent-elles pas en particulier la succession des Mâles à la Couronne : mais elles appartiennent généralement à toutes les Familles » nobles, dont elles règlent le droit à cet égard, aussi bien que celui de » la Famille Royale. En voici les termes : *Pour ce qui est de la Terre Salique, que la Femme n'ait aucune part à l'Héritage, mais que tout aille aux Mâles.*

» On entendoit par le nom de *Terre Salique*, les Terres des Nobles de la Nation, & même, selon quelques-uns, les Terres de conquête, telles qu'étoient presque toutes celles de la Monarchie Francoise en-deça du Rhin. Ce qui a principalement donné lieu à l'idée populaire sur ce sujet, a été le grand différend qu'il y eut autrefois entre Philippe Comte de Valois, & Edouard III. Roi d'Angleterre Outre ce fameux différend, le peu d'usage qu'on fait présentement de cette Loi, que nos Jurisconsultes ne

(1) Quelques Editions en mettent plus ou moins. RAP. TH.

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

» s'avisent gueres de citer sur d'autres sujets , a été cause de cette
» persuasion vulgaire qui la restreint si fort. Mais en effet , elle
» comprenoit une infinité d'autres Reglemens sur toutes sortes de
» matieres.

» Je crois que ce que nous avons présentement de la Loi Salique ,
» n'est qu'un Extrait d'un plus grand Code qu'on abregea exprès
» afin que le Peuple & les Juges pussent en apprendre plus aisément
» la substance , & ce qu'il y avoit de principal. Ce qui me persuade ,
» c'est que dans le Livre de la Loi Salique que nous avons , on cite la
» Loi Salique même , & certaines formules qu'on ne voit point dans
» tout cet Ecrit. Et c'est encore ce qui ne laisse aucun lieu de
» douter qu'elle n'eût été d'abord composée dans le langage des Fran-
» çois & qu'ensuite on n'en eût traduit en Latin l'Abregé , en faveur
» des Gaulois auxquels elle devoit être commune , en plusieurs Arti-
» cles , avec les François. C'est cet Extrait ou Abregé qui est venu
» jusqu'à nous.

Voilà donc trois notions différentes , que trois habiles gens donnent de la Loi Salique , de cette Loi , dis-je , qui rend les Femmes incapables de succéder à la Couronne. *Bignon* dit que c'est une Loi de la Nature , qui devoit être commune à tous les Etats. Selon le *P. Daniel* , il faut entendre par la Loi Salique , un Abregé des Loix Saliennes publié par Clovis. Quant à cette Loi particuliere qui regle la succession à la Couronne de France , il prétend que c'est une chimere , une erreur populaire , & ajoute , sans en donner néanmoins aucune preuve , que l'exclusion des Femmes , par rapport à la Couronne , tire toute sa force de cet endroit particulier du Code Salique , qui règle la succession des Héritages des Familles nobles , & par conséquent , selon lui , de l'Héritage de la Famille Royale , c'est-à-dire de la Couronne. Selon *Mezerai* , il faut entendre par la Loi Salique , c'est à dire par cette Loi qui règle la succession , non une Loi écrite , mais une Coutume inviolable qui sert de Loi. Pour donner une idée exacte de cette matiere , j'examinerai ces trois sentimens , & ferai voir les difficultez qui se recontrent dans chacun.

Premierement , quant à celui qui suppose que la Loi Salique , ou ce qui est la même chose , l'exclusion des Femmes & de leurs Descendans de la succession à la Couronne , est une Loi de la Nature , j'avoue qu'on pourroit , avec quelque fondement , soutenir que la Nature demande que les Etats soient gouvernez par des Hommes , si la Loi Salique ne s'étendoit pas plus loin : mais puisqu'elle va jusqu'à exclure les Hommes descendus des Femmes du Sang Royal , il me semble qu'on ne voit plus la Nature dans cette extension. En second lieu , si la Loi Salique étoit une Loi de la Nature , elle seroit suivie dans tous les Etats ; ou du moins , s'il y avoit quelques exceptions , elles seroient en petit nombre. Mais ici , c'est tout le contraire. Dans tous les Royau-

mes de l'Europe, indépendans, qui ont été formez par les Nations Septentrionales, il n'y a que la France qui suit cette Loi prétendue naturelle. Tous les autres Etats, l'*Espagne*, le *Portugal*, *Naples*, la *Sicile*, la *Bohème*, la *Hongrie*, la *Suede*, le *Danemarck*, l'*Angleterre*, l'*Ecosse*, admettent la succession des Femmes. Il faut donc dire que la France seule suit la Loi de la Nature, & que tous les autres Etats s'en sont écartez; ce qui me paroît absurde. Aussi en troisième lieu, la Loi Salique a-t-elle été toujours regardée, ainsi qu'elle l'est aujourd'hui, comme une Loi particulière à la France; & l'on ne trouve point que Philippe le Long, ni Philippe de Valois, aient jamais prétendu la faire valoir sur un autre pied.

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

Pour ce qui regarde le sentiment du Pere Daniel, quelque estime que j'aye pour son Histoire qui paroît la meilleure de toutes les Histoires de France, je ne puis m'empêcher de dire, que non seulement il n'est pas fondé, mais qu'il est même hors de la vraisemblance. Il est très aisé de faire voir que le Paragraphe du Code Salique, sur lequel il fonde l'exclusion des Femmes & de leurs descendans, ne regarde en aucune maniere la succession à la Couronne. Pour le comprendre, il n'y a qu'à considérer le Titre entier sous lequel il est rangé. C'est le 62. intitulé *de Alode*, qui règle la succession des biens *alodiaux*. Mais avant que de rapporter ce Titre, il faut remarquer que les Terres alodiales étoient des Terres qui appartenoient en propre à celui qui les possédoit, & qui étoient indépendantes de tout autre Seigneur particulier. C'est ce qui les distinguoit de certaines autres Terres appelées *Beneficia*, qui avoient été distribuées à la Noblesse sous la condition de servir l'Etat personnellement, en certaines occasions; ce qui ne convenoit point aux Femmes. C'étoient celles-ci qu'on appelloit *Saliques*, parce qu'on les regardoit comme appartenant proprement à tout le Corps de la Nation, & qu'elles n'étoient possédées par des Particuliers, que sous l'obligation de servir l'Etat. Cela supposé, voici le Titre entier de la Loi Salique, dans lequel ce Paragraphe est inséré.

Du Cange, *Alodii*.

Tit. 62. *de Alode*.

- » 1. Si quis homo mortuus fuerit, & filios non dimiserit, si pater aut mater superfuerint, ipsi in Hæreditatem succedant.
- » 2. Si pater aut mater non superfuerint, & fratres vel sorores reliquerit, ipsi Hæreditatem obtineant.
- » 3. Quod si nec isti fuerint, sorores patris in Hæreditatem succedant.
- » Si verò sorores patris non extiterint, sorores matris ejus Hæreditatem sibi vindicent.
- » 5. Si autem nulli horum fuerint, quicumque proximiores fuerint de paterna generatione, ipsi in Hæreditatem succedant.

Edit. de Pubeon.

6. *De Terra verò Salica , nulla portio Hæreditatis mulieri veniat ; sed ad virilem sexum tota Terra Hæreditas perveniat.*

Il paroît par ce Titre 1. que les Terres Saliques étoient alodiales comme les autres , c'est-à-dire qu'elles étoient le véritable patrimoine du possesseur : autrement on ne les auroit pas rapportées à ce Titre. 2. Que le but du Paragraphe VI. étoit de distinguer les Terres Saliques des Terres alodiales communes , par la raison que les premières étoient sujettes à des services militaires que les Femmes ne pouvoient point rendre. Mais il me semble que c'est terriblement forcer le sens de ce 6. Paragraphe , que de l'étendre jusqu'à la succession à la Couronne. Tout ce qu'on pourroit prétendre de plus fort , ce seroit que les domaines particuliers du Roi fussent sujets à cette Loi.

Mais pour faire mieux comprendre que cet Article ne regarde en aucune manière la succession à la Couronne , il faut remarquer qu'il y a deux Editions primitives de la Loi Salique , l'une procurée par *Herold* , l'autre par *Fr. Pithou* , & que dans cette dernière , cet Article VI. du Titre 62. est tronqué , n'y ayant autre chose que ce qu'on vient de lire. Mais dans l'autre Edition , le Paragraphe est conçu en ces termes :

De Terra verò Salica in mulierem nulla portio Hæreditatis transit , sed hoc virilis sexus acquirit , hoc est , filii in Hæreditate succedunt. Sed ubi inter Nepotes & Pronepotes , post longum tempus , de Alode Terra consensio suscitatur , tunc non per stirpes , sed per capita dividantur.

Je ne vois pas , en considérant tout ce Paragraphe , qu'on puisse , avec aucune sorte de couleur , l'appliquer à la succession à la Couronne.

On peut ajouter encore qu'il est très vraisemblable , que quand la Loi Salique fut faite , les Francs n'avoient pas encore de Roi. Non seulement on n'en voit aucune trace dans les différens articles de cette Loi : mais même , on trouve dans des Préfaces , des choses qui font juger que les Francs n'étoient pas soumis à une Puissance souveraine.

Voici le commencement de la Loi Salique , selon la première Edition.

IN CHRISTI NOMINE.

Incipit Pælus Legis Salica.

Hi autem sunt qui Legem Salicam traxerunt , Wifogast , Arogast , Salegast , & Windogast , in Bodham , Saleham , & Widham.

Selon l'autre Edition.

Incipit Tractatus Legis Salica.

Gens Francorum inclita , auctore Deo condita , dum adhuc ritum barbarico

teneretur, inspirante Deo, inquirens scientia clavim, juxta morum suorum qualitatem, desiderans justitiam, & custodiens pietatem, dictavit Salicam Legem, per Proceres illius Gentis, qui tunc temporis ejusdem aderant Rectores. Electi de pluribus viri quatuor, his nominibus, Wifogastus, Bodogastus, Sologastus, & Wodogastus, in locis cognominatis Soleheim, Bodoheim, & Widoheim, qui per tres Mallos (1) convenientes, omnes causarum origines sollicitè tractantes, discutiendo de singulis, sicut ipsa Lex declarat, Judicium decreverunt hoc modo. At ubi, Deo favente, Rex Francorum Clodovæus, florens & pulcher, & inclitus, primus recepit Catholicum Baptismum, & deinde Childebertus, & Clotarius in culmen Regale, Deo protegente, pervenerunt, quidquid in Pacto (2) habebatur minus idoneum, fuit per illos lucidius emendatum, & sanctius decretum. Vivat qui Francos diligit &c.

Vrai-semblablement cette Préface fut mise à la tête de la Loi Salique, entre le tems de Clotaire II. & de Charlemagne, & peut-être avant le Regne de Dagobert, puisqu'il n'est point parlé de lui, quoiqu'il eût fait quelques changemens à cette Loi, aussi bien que Clotaire & Childebert.

En voici une autre qui fut faite du tems de Charlemagne.

PROLOGUS LEGIS SALICÆ.

Placuit atque convenit inter Francos & eorum Proceres, ut propter servandum inter se pacis studium, omnia incrementa veterum rixarum rescare deberent, & quia cæteris Gentibus juxta se positis, fortitudinis brachio præminebant, ita etiam Legum auctoritate præcellerent, & juxta qualitatem causarum, sumeret criminalis actio terminum. Extiterunt igitur inter eos, electi de pluribus quatuor viri, his nominibus, Wifogastus, Bodogastus, Sologastus, & Wodogastus, in Villis quæ ultra Rhenum sunt, Saleheim, Bodoheim, & Widoheim, qui per tres Mallos convenientes, omnium Causarum originem sollicitè discutiendo, tractantes de singulis, Judicium decreverunt hoc modo.

Ex Codice MS.

Marchomiris quoque dedit Francis id consilium, & elegerunt Faramundum ipsius filium, & levaverunt in Regem super se crinium. Tunc habere Leges cœperunt, quas eorum Proceres gentiles tractaverunt, his nominibus, Wifogastus, Arogastus, Salogastus, in Villis quæ ultra Rhenum sunt, in Botagin, Selecagin, & Widecagin.

Anno ab Incarnatione Domini Nostri Jesu-Christi, DCCXCVIII. Dominus Carolus Rex Francorum inclitus, hunc Libellum Tractatus Legis Salicæ scribere jussit.

(1) C'est-à-dire, Assemblées Publiques. R A P. T H.

(2) C'est-à-dire, dans la Loi qui étoit appelée *Pactus Legis Salicæ*. R A P. T H.

DISERTATION
Sur la Loi Salique.

Quelle apparence y a-t-il, que si les Auteurs de ces Préfaces eussent cru que les Francs avoient un Roi, lorsque la Loi Salique fut faite, ils n'en eussent fait aucune mention. Car pour l'Extrait de la Chronique, c'est une Piece à part, que l'Auteur de la dernière Préface a ajoutée comme regardant la même matiere. Mais si les Francs n'avoient point de Roi, comment pourra-t-on appliquer le Paragraphe sixieme du Titre 62. à la succession à la Couronne de France?

Voici une seconde difficulté, que je trouve dans le sentiment du P. Daniel. En supposant même que cet article, *De Terra vero Salica*, regardât la succession à la Couronne, aussi bien que les Héritages des Familles nobles; s'il est vrai que cette Loi étoit abrogée sous la troisième Race des Rois de France par rapport aux Terres Saliques, ou grands Fiefs, il me semble qu'on en peut conclure, qu'elle étoit aussi abrogée par rapport à la Couronne. Mais la chose parle d'elle-même, puisque personne ne peut nier que les Duchez, les Comtez, & en un mot tous les grands Fiefs de la Couronne, ne passassent entre les mains des Femmes. La Normandie, la Guienne, le Comté de Ponthieu, & Montreuil, n'étoient venus aux Rois d'Angleterre que par les Femmes. Il en est de même du Comté de Toulouse, de la Provence & de la Bretagne. La succession du Comté de Flandre étoit toujours déferée au plus prochain Héritier, sans préférence de sexe, depuis le tems de Charles le Chauve. Tous ces exemples subsistoient actuellement au tems de la mort de Louis Hutin, lorsqu'on commença pour la première fois à faire valoir la Loi Salique, pour y fonder le droit des Mâles. C'étoient là de grosses portions des Terres Saliques, dévolues aux Femmes par un pur droit de succession. Où étoit donc en ce tems-là l'observation de l'Article, *De Terra vero Salica nulla portio ad mulierem transit*?

Hist. des Comtes
de Flandre, à la
Haye, 1698.

Il me semble qu'on ne peut répondre à cette objection, que de deux manieres. Premièrement, en disant que les Terres Saliques, c'est-à-dire les Terres des Nobles ou les Fiefs de la Couronne, ne passaient entre les mains des Femmes, que quand il ne se trouvoit plus de Mâles dans la Famille. Mais cette réponse n'a aucun fondement. Outre ce qui a été rapporté ci-dessus touchant le Comté de Flandre du tems même de Philippe de Valois, l'Artois fut adjugé à *Mahaud*. au préjudice de Robert d'Artois, Petit-Fils par son Pere du dernier Duc; & le Duché de Bretagne, à la Femme de Charles de Blois, quoique le Comte de Montfort, Frere du dernier Duc, fût en vie. Mais quand même cette Loi n'auroit pas été abrogée lorsque Hugues Capet parvint à la Couronne, elle le fut au moins par ce Prince, en donnant en Fief à la Noblesse, de grandes Terres, sans en exclure les Femmes.

L'autre maniere de répondre à mon objection, consiste à dire, qu'encore que la Loi fût abrogée par rapport aux Terres Saliques, elle

« Elle ne l'étoit pas pour ce qui regardoit la succession à la Couronne, à l'égard de laquelle elle n'avoit jamais été violée. Mais comment peut-on supposer, qu'une Loi avoit été abrogée dans le sens indubitable qu'elle contient, & que tout le monde y voit, & qu'elle ait conservé sa force dans un sens douteux qu'on n'y voit pas, & qu'on se contente de supposer, sans en donner aucune preuve? D'ailleurs, je ferai voir dans la suite, qu'il ne s'étoit présenté aucune occasion de la violer.

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

Une troisième difficulté contre ce sentiment, se peut tirer de la Préface que le P. Daniel a mise à la tête de son Histoire de France. Cet habile Historien y soutient, Article III, que la Couronne, après avoir été héréditaire dans la première Race, devint élective sous la seconde; & qu'elle ne devint héréditaire dans la troisième, que par la voye de l'Association pratiquée par les premières Rois de cette Race, depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe Auguste. Si cela est, où trouvera-t-on l'observation de la Loi Salique, par rapport à la Couronne, depuis le tems de Pepin le Bref, jusqu'à celui de Louis VIII? Comment auroit-elle pu subsister dans un Royaume électif, où il dépendoit des Grands de donner la Couronne à qui bon leur sembloit, & de prendre même des Rois hors de la Famille Royale, comme ils le firent à l'égard de Raoul & d'Endes? Voici ce que dit le P. Daniel sur cet Article.

Il est très vraisemblable, que Hugues Capet ayant confirmé les Ducs, les Comtes, & d'autres Seigneurs dans leurs usurpations, non seulement pour eux, mais pour leur postérité, obtint aussi d'eux le rétablissement du droit successif à la Couronne dans sa Maison. Mais comme il se défioit de leurs caprices, il s'associa son Fils Robert. Celui-ci en fit autant pour son Fils Henri, & l'usage de l'Association dura jusqu'à Philippe Auguste, lequel jugeant le droit successif suffisamment rétabli, par la succession de plusieurs de ses Prédécesseurs qui succéderent de Pere en Fils à Hugues Capet, & dont les Regnes, pour la plupart, furent fort longs, ne se mit pas en peine de s'associer Louis VIII. son Fils.

Prof. Hia pag.
dern.

Il faut présentement examiner le sentiment de Mezerai, & de ceux qui, comme lui, croient que la *Loi Salique*, c'est-à-dire l'exclusion des Femmes & de leurs Descendans, n'est fondée que sur une Coutume inviolable. Mais avant toutes choses, il faut ôter l'ambiguïté qui se trouve dans le terme de *Coutume*: car on peut entendre par-là, ou une *Coutume négative*, si j'ose m'exprimer ainsi, ou une *Coutume positive*. J'appelle *négative*, une Coutume à laquelle on ne peut opposer aucun événement qui lui soit contraire, & qui néanmoins, ne forme ou n'établit aucun droit. Par exemple, il n'y a jamais eu en Angleterre, de Roi boiteux ou manchot. Qu'on ajoute tant qu'on voudra, que c'est une Coutume qui n'a jamais été violée; si malheureusement, le Fils unique d'un Roi d'Angleterre devenoit boiteux ou manchot, seroit-ce une bonne raison pour l'exclure de la succession du Roi son Pere? Il

en est de même de la Coutume inviolable de France, prise dans cette signification. De ce qu'il n'y a jamais eu en France de Reine qui ait porté la Couronne de son chef, & par son propre droit, il ne s'ensuit pas nécessairement que les Femmes n'ayent eu aucun droit à la Succession; comme on ne pourroit pas dire en Angleterre, qu'un boiteux ou un manchot ne peut monter sur le Trône, sous prétexte qu'en ce pays-là il n'y a jamais eu de Roi boiteux ou manchot. J'appelle une *Coutume positive*, celle qui est fondée sur quelque Loi, ou du moins, en faveur de laquelle il y a des exemples & des préjugés qui font voir qu'elle a été inviolablement observée, & qu'elle a servi de règle en certaines occasions. C'est de celle-ci que Mezerai a voulu parler, puisqu'il la confond avec la Loi Salique, & qu'il a voulu même donner quelque exemple de son observation. Il s'agit donc de savoir s'il y a eu en France une telle Coutume positive, avant le Règne de Philippe le Long, qui, pour soutenir son droit, fit valoir la Loi Salique, soit qu'il entendît par là le Paragraphe du Code Salique dont j'ai parlé ci-dessus, ou la Coutume inviolable. Mais où sont les Auteurs qui en ont parlé? N'est-il pas bien étrange, que, pendant neuf-cens ans qui se sont écoulés depuis Pharamond jusqu'à Philippe le Long, il ne se soit point trouvé d'Auteur qui ait fait mention de cette Coutume inviolable qui sert de Loi fondamentale à un grand Etat? Je crois pouvoir donner cela comme un fait certain, quoique je n'aye pas tout lu, parce qu'il ne me paroît pas possible que de tant de Savans qui, depuis le tems de Philippe le Long jusqu'à présent, se sont attachés à chercher des preuves pour soutenir la Loi Salique, il ne s'en fût trouvé quelqu'un d'assez heureux pour déterrer, dans les anciens Auteurs, quelques passages qui favorisassent cette Loi, écrite ou non écrite, ou qui, du moins, y fissent allusion. De tous les témoignages qu'on allègue, il n'y en a aucun qui ne soit postérieur au Règne de Philippe le Long. Je sais bien qu'on a déjà répondu à cette objection, en disant que *Marculfe*, qui vivoit au milieu du VII. siècle, a parlé de la Loi Salique dans ses *Formules*. Mais c'est donner le change. Personne n'a jamais prétendu contester l'existence de la Loi Salique. si on entend par là le Code Salique ou Salien en général. Mais il s'agit de prouver l'existence de cette Loi particulière qu'on appelle *Loi Salique*, par laquelle les Femmes étoient privées du droit de succéder à la Couronne, avant le Règne de Philippe le Long. *Marculfe* fait mention de la première, en plusieurs endroits de ses *Formules*; mais il ne dit pas un seul mot de la seconde, qui est celle dont il est question. Il reste donc, que cette Loi non écrite, cette Coutume inviolable, doit être fondée sur des exemples & des préjugés qui l'ont établie, ou du moins confirmée, sans quoi on ne fait ce qu'on en doit penser. Il faudroit donc faire voir, qu'avant le Règne de Philippe le Long, il y a eu des occasions où les Femmes & leurs Descendans ont été exclus de la Cou-

ronne, en vertu de la Loi Salique, ou de la Coutume inviolable. C'est ce qui me reste à examiner.

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

Pour commencer par la troisieme Race: depuis Hugues Capet jusqu'à Philippe le Long, aucune occasion semblable n'a pu se présenter; puisque les Rois de cette Famille ont succédé de Pere en Fils.

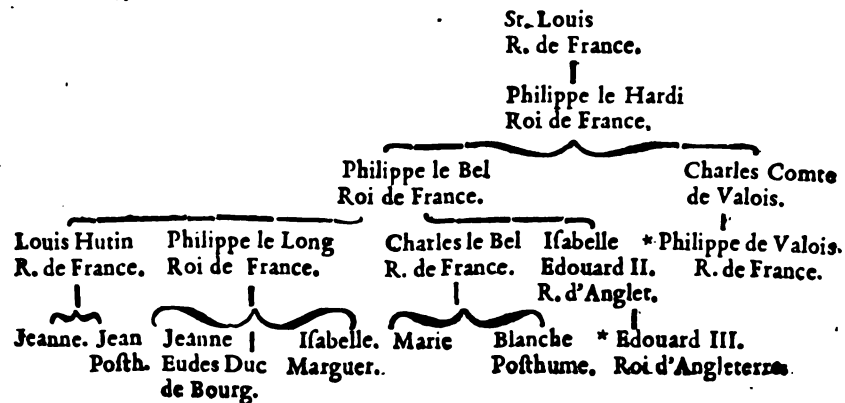
Dans toute la seconde Race, il n'est pas possible de trouver aucun exemple qui favorise la Loi Salique, ou la Coutume inviolable. On pourroit au contraire tirer un préjugé en faveur des Femmes, de ce que divers Princes descendus de Charlemagne par des Femmes, démembrement la Monarchie Françoisse, & s'emparerent de diverses Pieces de la Succession de Charlemagne. Mais comme c'étoit dans un tems où il n'y avoit que deux Princes mâles vivans, du sang de cet Empereur, savoir l'Empereur *Arnoul* qui étoit bâtard, & *Charles le simple* qui pouvoit aussi être réputé tel, je n'insisterai point là-dessus.

La premiere Race fournit trois préjugés, qui peuvent favoriser la Coutume dont il s'agit. Les Filles de Childebert I, Roi de Paris, ne succederent pas à leur Pere: ce fut Clotaire I. leur Oncle qui s'empara du Royaume de son Frere. Peu de tems après, Cherebert Roi de Paris étant mort sans Enfans mâles, *Gontran*, *Sigebert* & *Chilperic* ses Freres partagerent la succession, sans en faire part à ses Filles. Enfin, *Gontran* n'ayant qu'une Fille, laissa son Royaume à Childebert II. son Neveu. Si l'on pouvoit faire voir que tout cela se fit en conséquence de la Loi Salique, ou de la Coutume inviolable, il n'y auroit rien de plus fort que ces préjugés. Mais par malheur, il n'y a pas un seul Auteur antérieur à Philippe le Long, qui parle en cette occasion de la Loi Salique, ou de la Coutume. Il est vrai que Mezerai, qui a écrit douze-cens ans après, assure hardiment, que Clotaire I. recueillit la succession de son Frere, en vertu de la Loi Salique, & que c'est là le premier exemple qui se trouve de l'observation de cette Loi. Mais en rapportant le fait, il dit que Clotaire fit mettre ses Nieces en prison, de peur qu'elles ne lui disputassent la succession de leur Pere. La même chose arriva dans la succession de Cherebert. Ses Freres employerent la force pour s'emparer de son Royaume, sans alleguer la Loi Salique pour soutenir leur droit. Aussi le Président Fauchet, convaincu de la violence qui fut exercée en ces deux occasions, abandonne-t-il ces deux prétendus préjugés, pour se retrancher au troisieme. Celui-ci est plus spécieux. *Gontran* n'ayant qu'une Fille, adopta Childebert II. son Neveu, & lui laissa son Royaume. Mais cette Fille étoit Religieuse. D'ailleurs, de ce que *Gontran* crut qu'il lui étoit permis de laisser sa succession toute entiere à Childebert II. sans en faire part à Clotaire II. qui étoit aussi son Neveu, & Frere de Childebert, il semble qu'on en peut inferer, qu'il ne se croyoit pas lié par aucune Loi, & qu'il n'y avoit alors rien de réglé par rapport à la succession. On dira peut-être, qu'en nommant Childebert, qui étoit l'ainé des deux Freres,

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

pour son Successeur, il ne fit que suivre la disposition de la Loi ou de la Coutume : mais on le dira sans fondement. Toute l'Histoire de la premiere Race fait voir, que les ainez n'avoient aucun privilege, & que les Royaumes, dont la Monarchie Françoisé étoit alors composée, étoient toujours partages entre les Freres. Mais quoi qu'il en soit, il ne suffit pas de faire voir que Gontran a fait quelque chose de conforme à la prétendue disposition de la Loi Salique, ou de la Coutume; il faut aussi prouver qu'il l'a fait en vue de se conformer à cette Coutume, où à cette Loi; ce que je crois impossible. Ce seroit tout autre chose si la Loi étoit parfaitement connue, ou si la Coutume étoit incontestablement établie par divers exemples précédens, qui donnassent lieu de supposer que Gontran avoit en vue de s'y conformer. Si l'on examine bien tout ce qui se passa sous cette premiere Race, par rapport à la succession, on trouvera qu'il n'y avoit rien de fixe sur ce sujet, & que la force & les armes y avoient plus de part que les Loix. Cela est si vrai, qu'il est même incertain, selon que le P. Daniel l'assure, si les Enfans devoient être préferés aux Freres, & que cette question ne fut bien décidée, que bien avant sous la seconde Race. Il est donc manifeste, par tout ce que je viens de dire, que l'opinion, qu'il y avoit en France, avant le Regne de Philippe le Long, une Loi ou une Coutume qui excluait les Femmes de la succession à la Couronne, ne peut être appuyée sur aucun témoignage certain, ni sur aucun fait incontestable.

Après avoir montré ce que c'est que la Loi Salique, dont tant de gens parlent sans en avoir une juste idée, il faut, pour achever d'éclaircir cette matiere, faire voir comment l'observation de cette Loi s'établit en France. Mais pour la mieux comprendre, il faut jeter les yeux sur ce morceau de Généalogie des Rois de France, qui servira aussi à faire entendre le sujet de la querelle entre Edouard & Philippe de Valois.



Louis Hutin, qui mourut en 1316, ne laissa de Bourgogne sa Femme, qu'une Fille fort jeune nommée Jeanne. Mais comme la Reine sa Veuve étoit enceinte, on attendit qu'elle eût accouché, pour disposer de la Couronne. Ce délai étoit fondé sur ce qu'en cas que la Reine mît un Fils au monde, ce Fils devoit succéder à son Pere, non pas en vertu de la Loi Salique, mais par une Loi commune à tous les Etats, selon laquelle les Mâles sont toujours préférés aux Femmes d'un même degré. En attendant la délivrance de la Reine, la Régence fut destinée à Philippe le Long, qui étoit l'ainé des deux Freres du dernier Roi. Je dis que la Régence lui fut destinée, en me servant des termes du P. Daniel, qui ne dit point qui furent ceux qui la destinerent. Ce Prince étoit alors à Lyon, occupé à faire tenir un Conclave pour l'élection d'un nouveau Pape. Cela fut cause qu'il ne put arriver à Paris, que trois semaines après la mort du Roi son Frere. Il trouva qu'il s'y étoit déjà formé contre lui un Parti, à la tête duquel étoit Charles Comte de Valois son Oncle, qui prétendoit lui disputer la Régence, & qui s'étoit même déjà emparé du Louvre. Mais Philippe, en arrivant, trouva le moyen de le déloger de ce poste. Dès le lendemain, il fit assembler le Parlement, & du consentement unanime des Seigneurs & des Chevaliers, qui s'y trouverent, la Régence lui fut adjugée pour dix-huit ans, en cas que la Reine accouchât d'un Prince.

Cependant, comme il pouvoit arriver que la Reine auroit une Fille, *Eudes* Duc de Bourgogne, Oncle maternel de Jeanne Fille du feu Roi, se préparoit à faire valoir les droits de sa Niece. Enfin, la Reine accoucha d'un Prince qui fut nommé *Jean*, & qui ne vécut que peu de jours. Alors Philippe, se fondant sur la Loi Salique, prétendit que la Couronne lui étoit dévolue. Comme il avoit un puissant parti, ne voulant point mettre son droit en compromis, il se rendit à Rheims pour s'y faire sacrer. Mais le Duc de Bourgogne fit faire des oppositions au Sacre, avec une Protestation en présence des Pairs, pour maintenir le droit de Jeanne, à laquelle il prétendoit que la Couronne appartenoit par le Droit naturel & par le Droit Civil; & que du moins on ne devoit pas procéder au Sacre, avant que les prétentions de cette jeune Princesse fussent dûment examinées. Quoique le Comte de Valois eût accompagné Philippe à Rheims, on savoit pourtant qu'il étoit uni avec le Duc de Bourgogne. D'un autre côté, Charles Comte de la Marche, propre Frere du Roi, étant dans le même parti, sortit de Rheims, le matin avant la cérémonie du Sacre. Si l'on pouvoit bien prouver que la Loi Salique étoit reconnue & admise avant ce tems-là, j'avoue que l'opposition de ces Princes ne seroit pas d'un grand poids. Mais comme cette preuve est fort difficile, ainsi que je l'ai déjà fait voir, on peut inferer de la résistance des Princes mêmes du Sang Royal, & contre leurs

DISSERTATION
sur la Loi Salique.

propres intérêts, que cette Loi ne passoit pas alors pour incontestable.

Daniel. Hist. de
France.

La Protestation du Duc de Bourgogne, & la retraite du Prince Charles, causerent une telle inquietude à Philippe, qu'il fit tenir les portes de Rheims fermées pendant la cérémonie du Sacre, de peur qu'on ne vint le troubler, ou qu'il ne prît envie à d'autres Pairs de s'absenter. Peu de jours après, il fit tenir à Paris une Assemblée, à laquelle assistèrent *un grand nombre de Nobles, presque tous les Prélats, les plus considérables Bourgeois de Paris, & l'Université.* Ce fut cette Assemblée qui examina les Loix de l'Etat, qui décida que les Femmes étoient incapables de succéder à la Couronne, & qui approuva & confirma le Sacre du Roi. On pourroit demander, si une telle Assemblée étoit en droit de former une pareille décision : mais puisqu'il a plu à la Nation Françoisse de la recevoir, il n'est pas nécessaire d'insister là-dessus. Je ferai seulement remarquer, que près de neuf siècles s'étoient écoulés depuis l'établissement de la Monarchie, & que c'est la première fois qu'il a été expressément décidé en France, que les Femmes sont incapables de succéder à la Couronne.

Malgré cette décision, la Reine Clemence, Veuve du dernier Roi, le Comte de la Marche Frere du Roi, le Comte de Valois son Oncle, le Duc de Bourgogne Prince du Sang Royal, & leurs partisans, ne laissoient pas de témoigner du mécontentement de voir Philippe sur le Trône. Cela caufoit de l'inquietude au nouveau Roi, qui, pour s'en délivrer, trouva le moyen de gagner le Duc de Bourgogne Chef du Parti, en lui donnant la Fille aînée en Mariage, & le Comté de Bourgogne pour Dot. Ce Duc ayant été mis à l'écart, le Parti se dissipa, & la Loi Salique passa dès-lors pour une Loi aussi ancienne que la Monarchie. Mais on prit grand soin de confondre, comme on l'a toujours fait depuis, la Loi Salique générale ou le Recueil des Loix Saliques, avec la prétendue Loi Salique particulière qui exclut les Femmes de la Succession à la Couronne.

Philippe le Long étant mort après un court Regne, & n'ayant laissé que des Filles, Charles le Bel son Frere monta sur le Trône sans opposition au préjudice de ses Nieces. Ce fut là une seconde décision en faveur des Mâles. Depuis ce tems-là, personne ne s'est plus avisé de contester l'autorité de la Loi Salique. C'est ainsi que s'établit en France l'observation de cette fameuse Loi, sans qu'on sache encore si Philippe le Long, en la faisant valoir pour appuyer ses prétentions, se fonda sur le Paragraphe VI. du Titre 62. de la Loi Salique, ou sur la Coutume inviolable. Ce qu'on peut comme assurer, c'est qu'en ce tems-là les François ne pouvoient avoir que des idées fort confuses touchant cette Loi, puisque même, depuis qu'elle est incontestablement reconnue pour authentique, les plus habiles ne peuvent convenir ensemble sur ce sujet.

Je viens présentement à la fameuse querelle entre Philippe de Valois, & Edouard III. Charles le Bel, qui mourut au mois de Février 1328. n'ayant point laissé d'Enfans mâles, & la Reine sa Veuve se trouvant enceinte, on observa la même règle qui avoit été observée après la mort de Louis Hutin. C'est-à-dire, qu'avant que de disposer de la Couronne, on attendit la délivrance de la Reine, qui étoit dans le septième mois de sa grossesse. Mais il étoit nécessaire de nommer un Régent pour prendre soin du Gouvernement, en attendant que la Reine fût parvenue à son terme. Ce fut alors que s'émut un grand différend touchant la Régence, entre Edouard III. Neveu par sa Mere de Charles le Bel, & Philippe Comte de Valois Cousin germain du même Roi. C'étoit une affaire d'une très grande conséquence. Outre que la Régence devoit être longue, si la Reine accouchoit d'un Prince, il étoit aisé de prévoir, que le Jugement qui seroit donné pour la Régence seroit un grand préjugé pour la Couronne, s'il ne venoit qu'une Fille. C'est ce qui fit que cette affaire fut plaidée des deux côtes avec beaucoup de chaleur, non pas devant les Etats Généraux, comme quelques-uns l'ont assuré sans aucun fondement, mais devant une Assemblée de Grands convoquée exprès pour ce sujet. Edouard s'appuyoit sur ce qu'il étoit le plus proche parent mâle du dernier Roi. Philippe se fondeoit sur la Loi Salique, qui, selon lui, excluait non seulement les Femmes, mais encore tous leurs descendans de la Succession à la Couronne, & par conséquent de la Régence. Philippe gagna son procès quant à la Régence, & ensuite il se fit sacrer après que la Reine eut accouché d'une Fille, dans le mois d'Avril. Comme Edouard ne se mit en devoir de faire valoir ses droits que quelques années après, ce n'étoit plus de la Régence qu'il s'agissoit entre eux, mais de la Couronne même. Tous les Historiens François ont traité de chimeriques les prétentions d'Edouard, & les Anglois de leur côté se sont recriez sur l'injustice qui lui fut faite. Il s'agit donc présentement d'examiner les droits des Parties, indépendamment des événemens, & de la possession de Philippe. C'est par là seulement qu'on pourra juger, si la Guerre que cette affaire produisit étoit juste, ou injuste; ou si, comme c'est mon opinion, il y avoit des deux côtes, des raisons assez fortes pour autoriser l'attaque & la défense.

Pour se faire une idée distincte de cette question, il faut considérer qu'il ne s'agissoit pas entre les deux Rois, de savoir s'il y avoit une Loi qu'on appelloit Salique, qui excluait les Femmes de la Succession à la Couronne de France. Soit que cette Loi fût réelle, ou que ce ne fût qu'une chimere, les deux Rois avoient également intérêt de la faire valoir, puisqu'elle étoit l'unique fondement des prétentions de l'un & de l'autre. Sans cette Loi, la Couronne auroit incontestablement appartenu à Jeanne Fille de Louis Hutin, & les deux derniers Rois n'auroient pu être regardez que comme des usurpateurs.

De plus, s'il n'y avoit pas eu une Loi Salique, Philippe & Edouard auroient été manifestement exclus par les Filles des trois derniers Rois Fils de Philippe le Bel. Il s'agissoit donc uniquement de savoir, si la Loi Salique se bornoit aux personnes des femmes, pour les exclure de la Succession, ou si elle s'étendoit à toute leur posterité. C'étoit une question toute nouvelle qui n'avoit jamais été décidée, parce que le même cas ne s'étoit jamais présenté, depuis le commencement de la Monarchie. Philippe soutenoit qu'Edouard ne pouvoit prétendre à la Couronne que par droit de *Représentation*, comme Fils d'Isabelle; & que ne représentant qu'une Femme, il ne pouvoit tirer de sa Mere, un droit que sa Mere n'avoit pas. Mais Edouard n'avoit garde d'appuyer son droit sur la Représentation. Il insistoit au contraire, sur la proximité du sang, & soutenoit que la Couronne lui étoit dévolue, comme au Mâle le plus prochain capable de succéder.

En effet, on ne comprend pas quel usage il auroit pu faire de la Représentation, qui ne sert qu'à rapprocher un parent éloigné dans le degré de celui qu'il représente. Il n'avoit pas besoin de se rapprocher, puisqu'il étoit Neveu du dernier Roi, & que Philippe de Valois n'étoit que Cousin germain. Aussi, dans toutes les Pièces qui se trouvent dans le Recueil des Actes Publics sur cette matière, il n'y en a pas une seule où il allègue, en sa faveur, le droit de Représentation, mais toujours celui de la proximité. Cependant, il a plu à presque tous les Auteurs François qui ont écrit sur ce sujet, de combattre ce fantôme, & de fonder leurs raisonnemens sur l'inutilité de cette Représentation, dont pourtant Edouard ne s'est jamais servi. Les Anglois sont tombez de leur côté, dans une semblable erreur, en combattant de tout leur pouvoir l'existence de la Loi Salique, ou en employant de vains raisonnemens pour en faire voir l'injustice, sans considérer qu'elle n'étoit pas moins nécessaire à Edouard qu'à Philippe. Ainsi, on peut assurer que les uns & les autres ont mal compris & mal établi la question.

Mais pour s'empêcher de prendre le change, & pour débarrasser cette matière autant qu'il est possible, il faut se transporter, par la pensée, au tems de cette querelle, & considérer que la question dont il s'agissoit n'avoit jamais été décidée. Il étoit donc libre à chacun, avant la décision, d'expliquer la Loi Salique, & d'y faire le Commentaire qu'il jugeoit à propos, sans pouvoir être taxé de témérité. Au-lieu que présentement il seroit ridicule de disputer sur l'explication d'une Loi que les François ont reconnue & admise dans toute l'étendue que Philippe lui donnoit alors, & selon laquelle ils se sont toujours réglés depuis ce tems-là.

Cela supposé, il s'agissoit alors, pour juger cette nouvelle question, de

de bien comprendre le sens de la *Loi Salique*, au sujet de laquelle il y avoit lieu de douter si elle avoit jamais existé, ainsi que je l'ai fait voir ci-dessus. Mais en supposant même son existence, il falloit se déterminer à juger, ou selon le Paragraphe du Code Salique, *De Terra verò Salica*, qui ne donnoit aucun éclaircissement sur la question dont il s'agissoit, ou selon la Coutume inviolable qui se conservoit en France depuis neuf-cens ans, sans qu'il se fût jamais présenté d'occasion d'en faire usage. Sur quel que ce fût de ces deux fondemens qu'on voulût appuyer un Jugement, on ne pouvoit que rencontrer de grandes difficultés. Pouvoit-on dire que, par le Paragraphe *de Terra Salica*, il étoit clair que les Descendans mâles des Femmes devoient être exclus de la Succession à la Couronne ? Etoit-il bien évident que cette Loi, qui étoit hors d'usage depuis si longtems par rapport aux Terres Saliques, ou de la Noblesse, avoit conservé toute la force par rapport à la Couronne ? D'un autre côté, si l'on vouloit fonder son Jugement sur la Coutume, de quel moyen pouvoit-on se servir pour entrer dans la pensée de ceux qui l'avoient premièrement établie, quels qu'ils pussent être, pour savoir s'ils avoient eu dessein d'exclure de la succession les Descendans mâles des Femmes, aussi bien que les Femmes mêmes ? On ne pouvoit s'aider ni des préjugés ni des exemples, puisque le même cas ne s'étoit jamais présenté. Il y a donc de la témérité, comme il me le semble, à prononcer aujourd'hui d'une manière absolue, contre l'un ou l'autre de ces deux Princes concurrens, & encore plus, à décider que l'un ou l'autre formoit des prétentions extravagantes. Cela est d'autant moins raisonnable, qu'ils appuyoient tous deux leurs Droits par des raisons assez plausibles, dont je vais rapporter la substance, si tant est qu'on ne leur ait pas prêté depuis une partie de ces raisons.

Edouard soutenoit, que ce qui avoit été décidé jusqu'alors par rapport à Loi Salique, ne regardoit que les personnes des Femmes, & qu'on ne pouvoit l'étendre jusqu'à leurs Descendans mâles, sans donner des preuves que c'étoit là l'intention de la Loi. Mais que ces preuves étoient impossibles, vu le tems qui s'étoit écoulé depuis son établissement, jusqu'à ce qu'on eût eu occasion de la mettre en usage. Que véritablement, on pouvoit appuyer l'exclusion des Femmes sur des raisons très plausibles tirées de la faiblesse de leur sexe, & du naturel de la Nation Françoisse, qui n'avoit pas voulu s'exposer à être gouvernée par des Femmes : mais que ces mêmes raisons ne pouvoient être employées contre leurs Descendans mâles. Qu'on avoit vu autrefois parmi les Ostrogoths d'Italie, qui observoient la même coutume, un exemple tout pareil, qui faisoit voir que l'exclusion des Femmes pouvoit bien subsister sans celle de leurs Descendans mâles. Qu'après la mort de *Theodoric*, *Amalazonte* la Fille ne lui avoit pas succe-

dé, parce qu'elle étoit Femme : mais cela n'avoit pas empêché qu'*Athalaric* son Fils, quoiqu'enfant, ne fût placé sur le Trône de son Ayeul (1). Il ajoutoit encore, que la Loi Salique étoit une Loi extraordinaire, contraire au Droit Civil & au Droit Naturel. Que par cette raison, on devoit la resserrer dans de justes bornes, plutôt que de l'étendre, comme s'il s'agissoit de punir les Femmes de la Maison Royale de quelque grand crime qui méritât qu'on en fit tomber la vengeance sur toute leur postérité. Que si les François jugeoient que les Femmes étoient indignes ou incapables de les gouverner, à la bonne heure, qu'il ne prétendoit pas s'opposer à cette Loi. Mais qu'avoient fait les Princesses du Sang Royal, pour mériter qu'on infligeât à toute leur postérité une peine dont les Filles des Pairs & des autres Grands de France étoient exemptes, aussi bien que leurs Descendants ? Enfin, qu'en expliquant la Loi Salique d'une manière que les Descendants mâles des Femmes se trouvaient privés d'un droit que la Nature leur donnoit, c'étoit faire une nouvelle Loi, sous prétexte d'expliquer la Loi primitive.

Philippe répondoit, qu'Edouard reconnoissant l'autorité de la Loi Salique, s'abusoit pourtant beaucoup en bornant le but de cette Loi à empêcher que le Royaume de France ne fût gouvernée par des Femmes. Qu'elle en avoit un autre, qui n'étoit pas moins essentiel : c'étoit d'empêcher que la Couronne ne passât dans des Maisons étrangères. Que la Nation Françoisé avoit bien voulu se soumettre à Hugues Capet & à sa Maison : mais qu'elle n'avoit pas prétendu se soumettre à d'autres Familles ; & que, pour recevoir un Roi étranger, il faudroit faire de nouvelles Conventions (2). Que cette intention des François paroissoit manifestement, en ce qu'ils ne regardoient pas les Descendants des Princesses du Sang Royal, comme des Héritiers présomptifs de la Couronne (3). Que par conséquent, ce n'étoit pas indifféremment le plus proche Parent mâle qui devoit succéder ; mais le Mâle le plus proche, descendu de Pere en Fils de Hugues Capet.

C'est une chose étonnante, qu'entre tant d'Auteurs qui ont écrit

(1) Il y a des Ecrivains qui, ayant ignoré qu'il ne s'agissoit pas, entre *Philippe & Edouard*, de l'exclusion des Femmes, mais de leurs Descendants mâles, ont allégué cet exemple en faveur de *Philippe de Valois*. R A P. T H.

(2) Il seroit peut-être assez difficile de faire voir cet engagement de la Nation Françoisé envers la Maison de *Hugues Capet*. L'association pratiquée par les premiers Rois de la troisième Race, semble marquer qu'ils ne comptoient pas beaucoup sur ce prétendu engagement, dont le Pere *Daniel* se contente de dire qu'il est vraisemblable. R A P. T H.

(3) Je ne sai si cela se peut dire avec certitude, par rapport au tems qui a précédé le Règne de *Philippe le Long*. Du moins, cela même est fort douteux, par rapport à la seconde Race. R A P. T H.

sur cette fameuse querelle, il ne s'en trouve point, du moins dont j'aye connoissance excepté le Pere Daniel, qui ait bien compris l'état de la question entre les deux Rois. Ils se sont tous amusez à combattre des fantômes, & à mettre dans la bouche des Parties, des raisons qui ne vont point au fait, & quelques-uns même de contraires à leurs véritables intérêts. Les uns font dire à Philippe des raisons très fortes contre le droit de *Représentation*, dont il est certain qu'Edouard ne prétendit jamais se servir. D'autres alleguent pour Edouard, les argumens les plus plausibles contre la Loi Salique, quoiqu'il eût un intérêt manifeste de la soutenir. Cela me persuade, que la Harangue que Paul Emile met dans la bouche de Robert d'Artois pour maintenir le droit de Philippe, est une pure invention de l'Historien, puisque l'Orateur ne se renferme point dans le véritable cas, quoique, selon les apparences, Robert d'Artois n'ignorât pas en quoi consistoit ce différend. Pasquier, tout bon Jurisconsulte qu'il étoit, & bien versé dans l'Histoire de France, & en un mot tous les Auteurs, tant Anglois que François, se sont égarez de même. Pour ce qui regarde le P. Daniel, après avoir très bien établi le fait, & rapporté en peu de mots les raisons de Philippe de Valois, sans en dire son sentiment, il fait regarder dans la suite de son Histoire, les prétentions d'Edouard comme des prétentions chimeriques.

DISCUSSION
sur la Loi Salique.

Ce Procès ne fut jamais jugé pour ce qui regardoit la Couronne, mais seulement par rapport à la Régence. On ne peut disconvenir que, dans ce Jugement, Philippe n'eût un grand avantage, puisque les Juges étoient tous de ses parens & de ses amis, & que celui qui lui disputoit la Régence étoit Mineur & étranger. Philippe supposa dans la suite, à l'exemple de Philippe le Long, que le même Jugement qui lui avoit adjugé la Régence, le mettoit en droit de se faire sacrer, & ce fut par là que la question fut véritablement décidée. Il étoit tellement prévenu en faveur de son propre droit, qu'il fit couper les mains & les pieds à un Bourgeois de Compiègne, qui avoit osé soutenir que le droit d'Edouard étoit meilleur que le sien. On ne peut pas dire ce qui auroit été jugé, si la décision du Prince avoit été remise aux Etats Généraux du Royaume, comme c'étoit le sentiment de plusieurs, qui croyoient que c'étoit l'unique moyen d'établir solidement le droit de Philippe. Tout ce qu'on peut assurer, c'est que l'établissement de la Loi Salique en faveur de Philippe le Long, & sa confirmation par l'élevation de Charles le Bel sur le Trône, n'auroient pu porter aucun préjudice à Edouard. Il s'agissoit uniquement, ou de borner la Loi Salique aux personnes des Femmes, ou de l'étendre à toute leur postérité; & c'étoit ce qui n'avoit jamais été décidé auparavant.

Le but que je me suis proposé dans ce que j'ai dit, tant sur la Loi

Salique, que sur le Differend entre les deux Rois, a été, 1. de rectifier les idées de la plupart des gens sur cette matiere, 2. de faire connoître précisément en quoi consistoit le Differend entre les deux Concurrents; 3. que cette question avoit ses difficultez, & qu'il n'étoit pas aisé de la décider par les Loix; 4. enfin, que les deux Rois avoient chacun de son côté, des raisons assez plausibles, & que par conséquent, c'étoit un légitime sujet de Procès. C'est ce que je n'aurois pu faire dans le Corps de l'Histoire, sans en interrompre trop le fil. Comme la Guerre que cette querelle produisit dura très longtems, & qu'elle fut renouvelée par plusieurs des Successeurs d'Edouard III., j'ai cru qu'on ne seroit pas fâché d'en bien connoître l'origine & le fondement. On peut dire même que cette querelle n'est pas encore bien terminée, puisque depuis le tems d'Edouard III., les Rois d'Angleterre ont toujours porté, & portent encore le Titre de Rois de France.

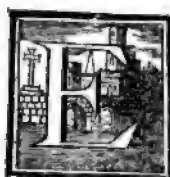




RICHARD II.

Surnommé DE BOURDEAUX,

Deuxieme Roi d'Angleterre depuis la Conquête.



EDOUARD III. ayant fini sa glorieuse vie, c'étoit naturellement Richard son Petit-Fils qui devoit monter sur le Trône, comme représentant le feu Prince de Galles son Pere. Mais, quoiqu'Edouard lui-même l'eût ainsi ordonné, bien des gens craignoient que l'exécution de sa dernière volonté ne rencontrât de grands obstacles.

Richard avoit trois Oncles qui pouvoient lui disputer la Couronne, & appuyer cette prétention par des raisons spécieuses capables de faire illusion, s'ils vouloient les faire valoir. Ce jeune Prince ne pouvoit s'asseoir sur le Trône, qu'en vertu d'un droit de *Représentation*, qui n'étoit appuyé d'aucun préjugé, du moins par rapport à la Couronne, depuis la Conquête des Normans. Quelque légitime que pût être ce droit à l'égard des Particuliers, par la disposition générale des Loix, il ne s'enfuiroit pas nécessairement qu'il fût incontestable par rapport à la Couronne. En France, par exemple, la succession du Royaume ne se régloit pas par les Loix des Terres particulieres. En Espagne, les Rois qui depuis un siecle avoient possédé la Couronne de Castille, étoient descendus d'un Prince qui l'avoit obtenue au préjudice de

RICHARD II.
1377.

On craint que les Oncles de Richard ne lui disputent la Couronne. Fondemens de cette crainte.

RICHARD II.
1377.

ses Neveux Fils de son Frere aîné. C'étoit même un Bâtard qui la possédoit actuellement, quoiqu'entre les Particuliers, les Bâtards n'eussent aucun droit sur la succession de leurs Peres. Dans l'Artois, la Tante avoit été préférée au Neveu qui représentoit son Pere, par un Jugement des Pairs de France. Une décision toute contraire de la même Cour, par rapport à la Bretagne, avoit causé dans ce Duché une Guerre, qui s'étoit enfin terminée à l'avantage de l'Oncle contre la Niece, & dans laquelle Edouard avoit lui-même soutenu le droit du premier. C'en étoit assez pour fournir au Duc de Lencastre, qui étoit l'aîné des trois Freres, un prétexte assez plausible, s'il avoit eu dessein de s'emparer du Trône, comme le feu Prince de Galles son Frere, le Roi son Pere même, & toute l'Angleterre l'en avoient déjà soupçonné. Ajoutons encore, que l'âge de Richard, qui n'étoit que dans sa onzième année, & l'expiration de la Treve avec la France, sembloient fournir au Duc de nouvelles raisons, pour demander une Couronne qu'il étoit mieux en état de défendre qu'un jeune enfant de onze ans. Mais d'un autre côté, quand même le Duc de Lencastre auroit eu cette pensée, il auroit pu en être détourné par la consideration de la disposition où se trouvoient les Anglois en faveur du jeune Richard, que la mémoire de son illustre Pere leur rendoit extrêmement cher, & à qui le Roi son Ayeul avoit destiné la Couronne. Soit que cette consideration empêchât ses Oncles de profiter des avantages que sa jeunesse leur donnoit, ou que ce fût par un motif de moderation & d'équité, bien loin de penser à le supplanter, ils furent les premiers à lui rendre leurs hommages. Le Duc de Lencastre, à qui on donnoit en Angleterre le Titre de Roi de Castille, bornoit son ambition à gouverner l'Etat pendant la minorité de Richard; & les Princes ses Freres n'étoient pas moins disposés que lui à exécuter la dernière volonté du Roi leur Pere. Ainsi, toutes les craintes s'étant évanouies, Richard fut couronné sans aucune opposition, le 16. de Juillet, vingt & quatre jours après la mort d'Edouard.

Les Oncles de
Richard sont les
premiers à le re-
counoitre.

Richard II. est
couronné.

Champion du
Roi.

C'est dans la cérémonie de ce Couronnement, que l'Histoire fait mention, pour la première fois, d'un Champion qui alla se présenter armé de toutes pieces, dans la salle de Westminster où le Roi mangeoit, & qui ayant jetté son gantelet à terre, défia tous ceux qui voudroient disputer au Roi ses justes droits sur la Couronne. On ignore l'origine de cette coutume, qui s'est conservée jusqu'à présent; mais il est certain qu'elle est plus ancienne que le Couronnement de Richard II., puisque le Chevalier *Jean Dimmock*, qui fit alors l'office de Champion, y fut admis en vertu d'un droit attaché à une Terre qu'il possédoit dans le Comté de Lincoln (1).

(1) *Jean Dimock* fit l'office de Champion, en vertu du Manoir de *Scrivelly*, qu'il avoit du chef de sa femme, Fille du Chevalier *Jean Marmion*. T I N D.

Immédiatement après cette solennité, le jeune Roi créa *Thomas de Woodstock* son Oncle, Comte de Buckingham, & *Guischard d'Angoulême*, qui avoit été son Gouverneur, Comte de Huntington. Dans le même tems, il conféra le Titre de Comte de Nottingham à *Thomas Mowbray*, & celui de Comte de Northumberland à *Henri Percie*, qui avoit aussi la Charge de Comte-Maréchal (1).

RICHARD II.
1377.
Divers titres con-
ferez.

La Treve qu'Edouard avoit faite avec la France étoit expirée depuis le 1^{er} d'Avril, sans que du côté des Anglois, on eût fait le moindre préparatif pour recommencer la Guerre. Soit que la maladie du feu Roi eût causé cette négligence, ou qu'on se fût flatté mal à propos, que la France, contente des grands avantages qu'elle avoit remportez, demeureroit en repos, on étoit en Angleterre dans une sécurité surprenante à cet égard. Il n'en étoit pas de même en France, où Charles V. se préparoit avec soin, à profiter de l'indolence des Anglois. Dès que ce Monarque avoit été informé qu'Edouard n'étoit plus en état d'agir, il avoit donné ses ordres pour lever des Troupes de tous côtez. Ainsi, en apprenant la nouvelle de sa mort, il se trouva prêt à mettre cinq Armées en campagne. Il envoya la première en Guienne, pour achever de chasser les Anglois de cette Province; la seconde, en Auvergne; la troisième, en Bretagne; la quatrième, en Artois; & il garda la cinquième auprès de lui, afin de pouvoir envoyer du secours aux autres en cas de besoin. Outre ces Armées, il avoit encore équipé une Flotte considérable, qui eut ordre d'aller insulter les côtes d'Angleterre. Comme les Anglois n'étoient nullement préparez, les François mirent du monde à terre en divers endroits, brûlerent *Hastings*, *Portsmouth*, *Darmouth*, *Plimouth*, & battirent quelques Troupes que le Prieur de *Lewes* avoit assemblées pour tâcher d'arrêter leurs ravages. Ils furent repoussez à *Winchelsey*: mais ils descendirent dans l'Isle de Wight, dont ils rançonnèrent les habitans; & après avoir inutilement tenté de se rendre maîtres du Château de *Carelsbrook* (2), ils se retirerent chargez de butin.

Négligence des
Anglois par rap-
port à la Guerre.

Charles V. met
cinq armées sur
pied.

Les François ra-
vagent les côtes
d'Angleterre.

Tout cela se passoit pendant que les Anglois étoient occupez à placer Richard sur le Trône, comme à l'affaire la plus pressée. Cependant, il n'y avoit ni Flotte ni Troupes préparées pour repousser les ennemis. Comme le Roi n'étoit pas en âge de gouverner lui-même son Etat, le Duc de Lencastre & le Comte de Cambridge, ses Oncles, se chargerent de l'administration des affaires, en attendant la tenue du Parlement, qui ne devoit s'assembler qu'au mois d'Octobre. Mais ils n'osoient se servir, qu'avec de grandes précautions, de l'autorité

Les Oncles du
Roi prennent soin
du Gouverne-
ment.

(1) *Henri Percie* fit l'office de *Comte-Maréchal* au Couronnement, en vertu des Lettres-patentes du Roi, sauf le droit d'un chacun; à cause que cette fonction étoit reclamée par *Marguerite*, Héritière de *Thomas Brotherton*, en son vivant Comte de *Norfolk* & *Maréchal d'Angleterre*. TIND.

(2) Ce Château fut courageusement défendu par le Chevalier *Hugues Tyrrel*. TIND.

RICHARD II.
1377.

Le Peuple se
plaint de leur né-
gligence.

Les Ecoſſois
s'emparent de
Roxborowgh.

Le Parlement
établit des Ré-
gens.

Il accorde de
l'argent au Roi,
à de jures condi-
tions.

Il bannit Alix
Pierse.

qu'ils s'étoient eux-mêmes attribuée, de peur de faire naître contre eux des préjuges qui leur portassent du préjudice dans le prochain Parlement. Le Duc de Lencaſtre n'étoit pas aimé : on l'accuſoit d'avoir abuſé de ſon pouvoir ſur la fin du dernier Règne, & d'avoir traité les Sujets avec un peu trop de hauteur. Il s'étoit ſur-tout attiré l'inimitié de la Ville de Londres, en lui faiſant porter la peine de l'émeute arrivée à l'occaſion de Wiclef, Quoique, depuis la mort du Roi ſon Pere, il ſe fût reconcilié avec cette Ville, on ne regardoit cette démarche que comme un effet de ſa Politique, & l'on craignoit qu'il ne reprît ſa première fierté, ſi on lui conſioit le ſoin du Gouvernement. Comme il n'ignoroit pas ce que l'on penſoit de lui, il gardoit beaucoup de ménagemens, dans la crainte où il étoit de ſe voir excluſ de la Régence à laquelle il aſpiroit. Mais toutes ſes précautions ne furent pas capables d'empêcher les murmures du Peuple, déjà prévenu contre lui. On ſe plaignoit ouvertement du peu de ſoin que les deux Princes prenoient de garder les côtes, ſans conſiderer qu'ils n'avoient ni Flotte, ni Troupes, ni argent, ni même aucune autorité légitime pour lever des ſecours extraordinaires. Un autre accident leur nuſit encore beaucoup dans l'eſprit du Peuple. Les Ecoſſois s'étant emparez par ſurpriſe du Château de *Roxborowgh*, on attribua cette perte à la négligence de ceux qui gouvernoient le Royaume.

Le premier ſoin du Parlement qui ſ'aſſembla au mois d'Octobre, fut de régler tout ce qui regardoit l'adminiſtration du Gouvernement pendant cette Minorité. Pour cet effet, il nomma pluſieurs Gouverneurs au Roi, pour prendre ſoin de ſon éducation, & ordonna que les trois Oncles du Roi ſeroient Régens du Royaume : mais il leur aſſocia quelques Evêques, & quelques Seigneurs Laiques. Cette précaution étoit fondée ſur le danger qu'il peut y avoir, à conſier la perſonne & les affaires d'un Roi mineur à la ſeule direction des plus proches Parens, qui, dans leur adminiſtration peuvent avoir des vues trop intéreſſées. Ce fut un grand ſujet de mortification pour les trois Princes, & particulièrement pour le Duc de Lencaſtre, qui s'étoit flatté de l'eſperance d'être ſeul Régent.

Cette affaire étant finie, le Parlement accorda au Roi un ſubſide pour ſoutenir la Guerre. Mais il y ajouta cette condition, qui fit comprendre combien il vouloit ſe tenir ſur ſes gardes pendant cette Minorité, que l'argent ſeroit mis entre les mains de *Philpot* & de *Walworth*, deux célèbres Aldermans de Londres, qui furent chargez de prendre ſoin qu'il ne fût employé qu'à repouſſer les François & les Caſtillans, liguez contre l'Angleterre. De plus, il déclara, que le ſubſide qu'il accordoit au Roi ne ſeroit point tiré à conſequence, & qu'à l'avenir, on prendroit ſur ſes revenus ordinaires ce qui ſeroit néceſſaire pour entretenir ſa Maïſon, & pour fournir aux frais de la Guerre. Après cela, il

Il reçut une accusation intentée contre *Alix Pierce* Favorite du dernier Roi, qui ayant été convaincue de diverses malversations, reçut une sentence qui confisquoit tous ses biens au profit du Roi, & la condamnoit au bannissement. Mais cette femme, qui étoit habile & intrigante, trouva bien-tôt le moyen d'obtenir du Roi son rappel, & la restitution de ses biens. Avant que le Parlement se séparât, Richard confirma les deux Chaires du Roi Jean & donna son consentement à divers Actes qui furent faits touchant les différens que l'Angleterre avoit avec la Cour de Rome.

RICHARD II.
1377.

Ce n'étoit pas sans raison, qu'on avoit ôté au Duc de Lencaſtre les moyens de gouverner ſeul à ſa fantaſie. Ce Prince étoit d'une humeur fière & hautaine, qui ne lui permettoit pas de ménager beaucoup ſes inférieurs, particulièrement dans les affaires où ſon intérêt ſe trouvoit mêlé. Immédiatement après la ſéparation du Parlement, ce Prince donna une preuve de la violence de ſon naturel, par une action qui fit juger de ce qu'il auroit pu faire ſ'il eût eu toute l'autorité entre les mains. Comme il avoit des prétentions ſur le Royaume de Caſtille, il crut qu'il pourroit tirer quelque avantage, de mettre dans ſes intérêts le jeune Comte de *Denia*, Seigneur Caſtillan qui étoit à Londres. Le Pere de ce jeune Comte ayant été pris à la Bataille de *Najara*, par deux Chevaliers Anglois, avoit été transporté en Angleterre, où il étoit demeuré pluſieurs années, ſous la garde de ceux qui l'avoient fait prifonnier. Enfin, en laiſſant ſon Fils en ôtage, il avoit obtenu la permiſſion de retourner dans ſon païs, où il étoit mort avant que d'avoir payé ſa rançon. Le Duc de Lencaſtre, eſperant de ſe faire des amis en Caſtille par le moyen du jeune Comte prifonnier, fit enſorte que le Roi ordonna aux deux Chevaliers de le relâcher. Mais comme on ne leur parloit point du payement de la rançon, ils firent cacher leur prifonnier, après avoir tiré parole de lui qu'il ne ſe découvrirroit point lui-même. Cette déſobeiſſance ayant irrité le Duc de Lencaſtre, il fit envoyer les deux Chevaliers à la Tour, d'où pourtant ils trouverent le moyen de ſ'évader, & ils allerent ſe réfugier dans l'Egliſe de *Westminster*. Cet Azyle ne fut pas capable de les ſauver. Le Duc de Lencaſtre ayant envoyé des Soldats dans l'Egliſe pour les enlever, l'un des fugitifs fut repris (1), & l'autre (2) ayant voulu ſe défendre, fut tué avec un Moine qui prenoit trop chaudement ſon parti. L'Archevêque de Cantorberi excommunia tous ceux qui avoient eu part à l'infraction des privilèges de l'Egliſe: mais l'autorité du Duc empêcha que cette affaire ne fut pouſſée plus loin. Quelque tems après, le Roi ſ'étant chargé de payer la rançon du Comte Eſpagnol, ce fut avec beaucoup d'ad-

1378.
Violence com-
miſe par le Duc
de Lencaſtre.

(1) C'étoit *Jean Shakel*. TIND.

(2) C'étoit *Robert Hauley*. Il fut enterré ſous une pierre couverte d'une plaque de cuivre, à l'Abbaye de *Westminster*. Speed les appelle vaillans Ecuyers, & dit qu'ils appartenoient au Chevalier *Jean Chandos*. pag. 593. TIND.

RICHARD II.
1378.

Le Duc se fait
remettre l'argent
accordé au Roi
par le Parlement.

Le Roi de Na-
varre livre Cher-
bourg aux An-
glois.

Un Pirate Ecof-
sois cause beau-
coup de dom-
mage aux Mar-
chands Anglois.

Un Alderman
de Londres le bat
& le fait prison-
nier.

miration, qu'on découvrit que ce jeune Seigneur, pour n'être pas obligé de manquer à sa parole, s'étoit toujours tenu en habit de valet, auprès de celui à qui il avoit donné sa foi.

Cependant le Duc de Lencastre, qui ne voyoit qu'avec chagrin l'argent accordé au Roi par le Parlement, entre les mains de deux Bourgeois de Londres, ne se hâtoit pas de faire préparer les Vaisseaux nécessaires pour la défense des côtes. Cette négligence affectée donna lieu à beaucoup de plaintes. Mais il s'excusa sur ce qu'il ne pouvoit former aucun projet, de peur qu'il ne se trouvât pas au gout de ceux qui avoient la disposition des Finances. Enfin, il importuna tellement les autres Régens sur ce sujet, qu'il fut ordonné aux deux Aldermans, de remettre entre ses mains les sommes dont ils étoient chargez. Il promit de son côté de faire en sorte que les côtes fussent mieux gardées, & les Vaisseaux Marchands protégés. Il tarda pourtant encore assez longtems à mettre une Flotte en mer, parce qu'il attendoit de Bayonne quelques Vaisseaux, qui devoient se joindre à ceux qu'il faisoit préparer.

En attendant que cet armement fut prêt, les Comtes d'Arundel & de Salisburi eurent ordre d'aller en Normandie, pour y prendre possession de *Cherbourg*, que le Roi de Navarre avoit promis de livrer aux Anglois. Ils avoient à peine quitté les côtes d'Angleterre, qu'ils rencontrèrent quelques Vaisseaux de Guerre Espagnols, qui les attaquèrent rudement & leur causerent même quelque dommage. Malgré cet obstacle, ils ne laissèrent pas d'introduire une Garnison dans *Cherbourg*, qui ouvroit aux Anglois une entrée dans la Normandie, comme ils en avoient une dans la Picardie, par le moyen de Calais.

Pendant qu'on achevoit de préparer la Flotte destinée à la garde des côtes, un Pirate Ecoffois, nommé *Mercier*, voyant que les Anglois négligeoient de se précautionner sur la Mer du Nord, entra dans le Port de *Scarborough*, & en enleva les Vaisseaux Marchands qui s'y trouvoient. Ce succès lui ayant fait concevoir de plus grandes espérances, il courut longtems cette Mer, & fit des prises considérables. Le dommage que les Marchands souffrirent en cette occasion, fit redoubler les plaintes contre le Duc de Lencastre qui s'acquittoit si mal de ses promesses. *Philpot*, de qui j'ai déjà parlé, indigné de voir les Marchands Anglois exposés aux courses de ce Pirate, entreprit de faire à ses dépens, ce que le Duc négligeoit de faire avec l'argent du Public. Il arma des Vaisseaux sur lesquels il fit embarquer mille Soldats, & ayant cherché & trouvé le Pirate Ecoffois, il le batit, le fit prisonnier, & s'en retourna triomphant à Londres. Cette action, qui lui attira les applaudissemens du Peuple, offensa les Régens, qui crurent qu'il étoit d'une dangereuse conséquence de souffrir qu'un Particulier eût entrepris une pareille chose, sans la permission du Gouvernement. Mais il justifia son action par de si bonnes raisons, & avec tant de modestie, qu'il fut renvoyé absous.

Le Schisme, qui venoit de se former dans l'Eglise, par la double élection d'Urbain VI. & de Clement VII, occupa quelque tems le Parlement qui s'étoit assemblé au mois d'Octobre de l'année 1378. La France avoit pris le parti de Clement, & peut-être fut-ce la principale raison qui obligea l'Angleterre à se déclarer pour Urbain. Cependant, de la maniere que le fait est établi par les partisans même de Clement, on ne peut s'empêcher de reconnoître, qu'il y avoit beaucoup d'irrégularité dans son élection. Voici quelle fut l'origine de ce Schisme.

Gregoire XI. ayant quitté Avignon, sur certaines prétendues Revelations, pour aller établir sa résidence à Rome, étoit mort le 7. de Mars 1378. De vingt & trois Cardinaux qu'il y avoit alors, six étoient demeurez à Avignon, un étoit allé en Légation, & les seize autres, dont douze étoient François & quatre Italiens, se trouvoient à Rome lorsque Gregoire mourut. Ceux-ci étant entrez dans le Conclave pour proceder à l'élection d'un Pontife, se trouverent fort embarrassés. Leur intention étoit d'élire un Pape François: mais comme ils prévoyoiient que le Peuple de Rome s'y opposeroit, ils prirent la résolution de lui donner une satisfaction apparente, en feignant d'élire un Italien. Mais auparavant, ils convinrent entre eux, qu'aussi-tôt qu'ils seroient en pleine liberté, ils en éliroient un autre qui seroit le véritable Pape; projet qui ne pouvoit gueres manquer de produire un Schisme. Suivant cette convention, dont on n'a pu avoir aucune certitude que par leur propre témoignage, ils élurent l'Archevêque de Bary Napolitain, qui prit le nom d'*Urbain VI.* Cette élection fut communiquée à tous les Princes Chrétiens, comme canonique, par les Cardinaux mêmes qui en étoient les Auteurs; & pendant quelque tems, ils reconnurent eux-mêmes Urbain pour le Chef de l'Eglise. Cependant, soit en conséquence de leur convention, ou, comme quelques-uns l'ont assuré, sur ce qu'Urbain les traitoit avec trop de hauteur, ces mêmes Cardinaux étant sortis de Rome, sous prétexte d'éviter les grandes chaleurs, s'assemblerent à *Anagnia*, où ils élurent un des Cardinaux d'Avignon, qui prit le nom de *Clement VII.* Ces deux élections faites par les mêmes personnes, occuperent longtems les plus célèbres Théologiens de l'Europe, & causerent un Schisme qui dura plus de trente ans. Il ne doit pas paroître étrange, qu'on trouvât tant de difficulté à décider lequel de ces deux Papes étoit le Chef de l'Eglise: il auroit été bien plus facile de trouver de bonnes raisons pour les rejeter l'un & l'autre. Quoi qu'il en soit, ce Schisme partagea toute la Chrétienté, chaque Etat s'étant déclaré pour l'un ou pour l'autre de ces deux Papes, moins par la force du droit des Parties, que par des raisons de Politique. La France, qui avoit intérêt que le Pape résidât à Avignon, embrassa le parti de Clement; & par une raison contraire, l'Angleterre crut qu'il étoit plus avantageux d'adhérer au Pape de Rome.

Origine de ce Schisme.

RICHARD II.
1378.
Le Duc de Len-
castre entreprend
de rétablir le Duc
de Bretagne.

Pendant que les deux Pontifes se frapportoient mutuellement de leurs foudres spirituels, le Duc de Lencaſtre achevoit d'équiper la Flotte qu'il préparoit depuis ſi longtems. Son deſſein n'étoit pas ſeulement de garder les côtes, comme il ſ'y étoit engagé: il avoit en vue une Expédition plus importante. C'étoit de rétablir le Duc de Bretagne, que le Roi de France avoit chaffé de ce Duché, par la connivence des Seigneurs Bretons qu'il avoit ſu mettre dans ſes intérêts. Ce malheureux Prince, qui s'étoit vu abandonné de la plus grande partie de ſes Sujets, étoit allé en Angleterre ſur la fin du Regne d'Edouard, pour y demander du ſecours: mais la mort de ſon Beau-Frere lui ayant fait perdre cette reſſource, il s'étoit retiré chez le Comte de Flandre ſon Parent & ſon Allié, pour y chercher un azylo. Pendant le ſéjour qu'il fit en ce pais-là, un Envoyé de France, qui alloit en Ecoſſe, ayant été arrêté en paſſant, par ordre du Comte, Charles prétendit que c'étoit par l'inſtigation du Duc de Bretagne, & voulut obliger le Comte de Flandre à le chaſſer de ſa Cour. Le Comte ne croyant pas que ſa qualité de Vaſſal dût l'obliger à cette complaiſance, fournit au Roi par ſon refus le prétexte qu'il cherchoit apparemment, de ſe venger du Duc par une autre voye. Il envoya dans la Bretagne une Armée, pour achever de dépouiller ce malheureux Prince, qui n'étoit pas en état de lui reſiſter. L'Angleterre avoit trop d'intérêt à le ſoutenir, pour ne pas faire quelque effort en ſa faveur. Le Duc de Lencaſtre voyant la Flotte qu'il venoit d'équiper, en état d'être miſe en Mer, ſ'y embarqua lui-même, & fit voile vers la Bretagne, où il aſſiegea St. Malo. Mais il trouva tant d'obſtacles à ce ſiege de la part de *Du Gueſclin*, qui commandoit l'Armée de France en ces quartiers-là, qu'il fut contraint de ſe déſiſter de ſon entrepriſe.

Mais il ne peut
en venir à bout.

Le Duc de Bre-
tagne offre de li-
vrer Brest aux An-
glois.

Ce mauvais ſuccès auroit peut-être rebuté les Anglois, ſi le Duc de Bretagne ne ſe fût rendu en Angleterre, & n'eût offert de livrer au Roi la Ville de *Breſt*, pendant tout le tems de la Guerre, ſi l'on vouloit lui donner un ſecours proportionné à ſes beſoins. Une offre ſi avantageuſe fit concevoir de nouvelles eſperances au Conſeil du Roi, puisſque par là on ſe voyoit en état de faire de ce côté-là une puisſante diverſion, qui ne pouvoit qu'être très-embarrasſante pour la France. En effet, ſi l'Angleterre eût ſu profiter de ſes avantages, elle auroit pu attaquer la France par quatre endroits différens, ſavoir, en Guienne; en Picardie, en Normandie & en Bretagne, par le moyen de Bourdeaux, de Calais, de Cherbourg, & de Breſt, qui ouvroient aux Anglois autant d'entrées dans ce Royaume. Le Conſeil de Richard ayant réſolu de ſe ſervir d'une conjoncture ſi favorable, accepta l'offre du Duc de Bretagne, & fit avec lui un Traité, ſur le pied qu'il avoit lui-même propoſé. Le Parlement, qui fut conſulté ſur cette affaire, étant entré dans les vues du Conſeil, accorda un Subſide très-conſiderable pour exécuter ce deſſein, qui, ſelon les apparences, devoit

La Cour prend
la réſolution de
lui ſecourir.

procurer de grands avantages à l'Etat. Outre le parti que le Duc de Bretagne avoit encore dans son Pais, plusieurs de ceux qui s'étoient déclarez contre lui, commençoient à souhaiter son rétablissement, ne pouvant endurer qu'avec une extrême peine, la hauteur avec laquelle les François les traitoient. Mais comme les Places fortes étoient entre les mains des amis de la France, les Sujets fideles ne pouvoient rien entreprendre, avant que d'être appuyez des Anglois, qui préparoient le secours promis au Duc, avec toute la diligence possible.

Cependant le Roi de France, qui voyoit former cet orage, prenoit des mesures pour le détourner, en procurant du côté de l'Ecosse une diversion qui empêchât les Anglois de porter leurs armes hors de leur Isle. Le Roi d'Ecosse, gagné par les présens & les promesses de ce Prince, rompit tout à coup la Treve, & s'empara par surprise du Château de Barwick, la Ville ayant été démantelée dans les Guerres précédentes. Le Comte de Northumberland, qui étoit Gouverneur des Provinces du Nord, surpris de la perte de cette Place qu'on attribuoit à sa négligence, rassembla un Corps de Troupes avec tant de promptitude, qu'il se trouva dans Barwick avant que les Ecossois fussent avertis de son dessein. Incontinent après, il fit investir le Château, & s'étant saisi d'un pont qui étoit le seul endroit par où l'on pouvoit introduire du secours dans la Place, il poussa ce siege avec tant de vigueur, qu'en neuf jours, il s'en rendit maître par assaut. Le Chevalier Douglas, qui s'étoit avancé pour faire lever le siege, se voyant déchu de son espérance, se retira dans son Pais avec quelque précipitation, pour ne pas s'engager à donner Bataille. Il fut poursuivi par le Comte de Northumberland, qui, pour retarder la retraite des ennemis, détacha un Corps de six-mille hommes sous la conduite de *Musgrave*, qui eut ordre de les amuser autant qu'il seroit possible, sans s'engager trop avant. Mais pendant qu'il s'avançoit lui-même avec le reste de son Armée, il apprit que son Détachement étoit tombé dans une embuscade où il avoit été entierement défait. *Henri Perci* son Fils se distingua beaucoup, tant dans le siege de Barwick, que dans cette dernière occasion, & donna des preuves signalées de ce grand courage qui lui fit donner le surnom de *Chaud-éperon*. La Peste, qui commençoit à ravager les Provinces du Nord, obligea les deux Nations à mieux entretenir la Treve, sans qu'il fût nécessaire de faire un nouveau Traité.

Cependant, les préparatifs pour le secours du Duc de Bretagne, se continuoient avec ardeur. Mais comme la dépense s'en trouva plus grande qu'on ne l'avoit cru, le Parlement accorda au Roi un nouveau Subside, dont la Noblesse & le Clergé portèrent tout le fardeau. Les Archevêques, les Evêques, les Ducs, les Comtes & les Abbez, furent taxez à dix marcs chacun, outre quarante sous que les Abbez étoient obligez de payer pour chacun de leurs Moines. Le reste du Clergé &

RICHARD II
1378.

Les Ecossois
s'emparent de
Barwick.

Le Comte de
Northumberland
le reprend.

Un détache-
ment de l'ar-
mée Angloise est
battu.

1379.
Impedien-
t de la
Noblesse & du
Clergé.

RICHARD II.
1379.

Le Roi de France confisque la Bretagne.

Les Bretons rappellent leur Duc

1380.
Continuation de la Guerre entre la France & l'Angleterre.

Parlement.

Statut contre les Bénéficiaires étrangers.

de la Noblesse, & tous ceux qui possédoient des Charges, ayant contribué à proportion de leurs revenus, ce Subside produisit des sommes très considérables.

Le Roi de France étoit dans une terrible colere contre le Duc de Bretagne, de ce qu'il avoit entrepris de rappeler les Anglois dans son País. Du moins, ce fut le prétexte qu'il prit pour le faire citer devant la Cour des Pairs, où ce Prince n'eut garde de comparoitre. Mais la Veuve de Charles de Blois envoya des Agens au Roi, pour lui représenter qu'il n'avoit aucun droit de confisquer la Bretagne, qui n'étoit pas originairement un Fief de la Couronne de France. Elle soutenoit, que si quelques-uns des Ducs précédens avoient jugé à propos de soumettre leurs personnes à quelques services envers les Rois de France, ils n'avoient pas eu le pouvoir d'assujettir le Duché sans le consentement de leurs Sujets. Mais on n'eut aucun égard à ses remontrances, & la Cour donna un Arrêt qui confisquoit la Bretagne au profit du Roi. Cette démarche ayant fait connoître aux Bretons, que Charles en vouloit moins au Duc qu'au Duché, ils craignirent de tomber sous la domination de la France, & que leur País ne devînt une Province de ce Royaume. Cette crainte produisit une association que les principaux firent entre eux, & qui aboutit enfin au rappel de leur légitime Souverain. Le Duc ayant reçu cette agreable invitation, se hâta de se rendre dans ses Etats, en attendant le secours qu'on lui préparoit en Angleterre. Il fut reçu de ses Sujets avec de grandes marques de joye. Cependant, comme les principales Places étoient entre les mains de ses ennemis, il pria instamment la Cour d'Angleterre de lui envoyer quelques Troupes pour le maintenir, jusqu'à ce qu'on pût lui donner un plus grand secours. Sur ces instances, le Conseil fit partir quelques Vaisseaux chargez de Troupes. Mais la plupart furent submergez par une violente tempête.

Pendant ce tems-là, les François & les Anglois continuoient la Guerre en divers endroits, mais sans en venir à aucune action décisive. Le Gouverneur de Cherbourg remporta quelque avantage sur les François, qui eurent bien-tôt leur revanche, par la prise de plusieurs Vaisseaux Marchands.

Le Parlement qui s'assembla au mois d'Octobre 1380. accorda au Roi un nouveau secours, pour continuer la Guerre contre la France & contre l'Ecosse, aussi bien que pour secourir le Duc de Bretagne. Ce Parlement est mémorable, par un Statut qu'il fit pour délivrer le Royaume des sangsues qui le dévorioient depuis très longtems. Je veux parler des Ecclésiastiques étrangers, qui, par ce Statut, furent rendus incapables de posséder aucun Bénéfice en Angleterre. Mais comme il y avoit apparence que cela ne seroit pas capable d'arrêter la Cour de Rome, qui ne se croyoit pas obligée de déferer aux Statuts du Parlement, on en fit un autre qui avoit pour but de rendre les sa-

vours du Pape, à cet égard, inutiles aux Etrangers. Par ce second, il étoit défendu, sous de grosses peines, à tous les Sujets du Roi, de tenir à ferme des Bénéfices conferez à des Etrangers par la Cour de Rome. C'étoit proprement, aller au même but, par un autre chemin. En effet, le Pape donnant pour l'ordinaire les Bénéfices d'Angleterre à ses Domestiques, à des Evêques, à des Cardinaux Italiens, ces gens-là ne pouvoient ni résider dans leurs Bénéfices, ni trouver des Fermiers dans le Royaume. En même tems, le Parlement pria le Roi de chasser tous les Moines étrangers, de peur qu'ils ne donnassent aux Anglois des impressions contraires au bien de l'Etat.

RICHARD II.
1380.

Les Moines
étrangers sont
chassés.

Le Comte de
Warwick est fait
seul Gouverneur
du Roi.

Après que cette Assemblée eut pourvu aux affaires Ecclésiastiques, elle cassa tous les Gouverneurs qu'on avoit donnez au Roi, tant pour éviter la trop grande dépense, que parce que leur nombre étoit préjudiciable à l'éducation de ce Prince. A la place de ces Seigneurs, on fit choix de *Thomas de Beau-champ*, Comte de Warwick, qui fut seul chargé de l'éducation du Roi.

Commissaires
nommez pour
examiner l'em-
ploi des revenus
de la Couronne.

Depuis que Richard étoit parvenu à la Couronne, ses revenus avoient été si mal administrez, que la Chambre des Communes souhaita de savoir à qui la faute en devoit être imputée. Dans cette vue, elle nomma quatorze Commissaires, qui furent chargez d'examiner à quoi ces revenus avoient été employez, & d'en rendre compte au prochain Parlement, qui ne devoit s'assembler que dans un an.

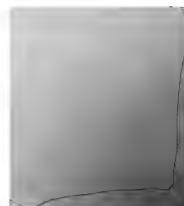
Le Duc de Buc-
kingham va au
secours du Duc
de Bretagne.

Peu de tems après, le secours destiné pour le Duc de Bretagne se trouvant en état de partir, le commandement en fut donné au Duc de Buckingham, Oncle du Roi. Ce Prince alla débarquer à Calais, dans le dessein de se rendre en Bretagne par terre. Peut-être auroit-il eu de la peine à exécuter cette entreprise, avec une Armée qui n'étoit que de huit-mille hommes, si le Duc de Bourgogne, qui le côtoyoit toujours avec des forces bien plus nombreuses, n'eût eu des ordres exprès du Roi de France son Frere, de ne pas attaquer les Anglois. Ce Monarque avoit une voye bien plus certaine, de se délivrer de ses ennemis. C'étoit de s'accommoder avec le Duc de Bretagne, qui souhaitoit de pouvoir jouir plus tranquillement de son Duché; à quoi il ne voyoit aucune apparence, tant qu'il auroit la France pour ennemie. Par cette raison, le Duc de Buckingham trouvant peu d'opposition, fit de grands ravages sur sa route. Pendant qu'il étoit en marche, le Roi de France mourut, laissant pour Successeur Charles VI. son Fils aîné, qui n'étoit âgé que de douze ans. Cette mort auroit pû être très avantageuse aux Anglois, si le Duc de Bretagne étoit demeuré constamment attaché à leurs intérêts. Mais ce Prince, jugeant qu'il devoit profiter de l'embarras où la Cour de France se trouvoit au commencement de cette Minorité, se hâta de faire son Traité avec le nouveau Roi, qui lui accorda tout ce qu'il pouvoit souhaiter.

Mort de Char-
les V.
Charles VI. suc-
cede.

Le Duc de Bre-
tagne fait la paix
avec la France.

Les affaires ayant changé de face par cet accommodement, les An-



RICHARD II.
1384.

Il renvoie les
Anglois.

Treuve avec l'E-
cosse.

Parlement.

Capitation im-
posée.

Résolution de
secourir le Por-
tugal contre la
Castille.

Anglois furent reçus assez froidement en Bretagne. Le Duc ne se déclara pas d'abord ouvertement, parce que les Anglois étoient en possession de Brest. Cependant, il étoit aisé de comprendre qu'il n'avoit pas dessein de se servir d'eux, puisqu'on leur refusoit par-tout l'entrée des Villes. Enfin, le Duc s'ouvrit entièrement au Duc de Buckingham, & s'étant excusé le mieux qu'il lui fut possible, il lui fournit des Vaisseaux pour retourner en Angleterre.

La contagion qui désoloit à la fois l'Angleterre & l'Ecosse, produisit un renouvellement de la Treuve entre les deux Royaumes, jusqu'à Pâque de l'année suivante.

Quoiqu'on fût convenu que le Parlement ne se rassembleroit que dans un an, de nouvelles affaires qui survinrent, obligèrent le Roi à le rassembler au mois de Novembre. C'étoit pour lui demander un nouveau secours d'argent, qui lui fut effectivement accordé, afin de le mettre en état d'exécuter les résolutions qui y furent prises, & dont je parlerai tout à l'heure. Mais, au-lieu que la Noblesse & le Clergé avoient fourni le Subside précédent, celui-ci fut levé par voye de *Capitation*, dont personne ne fut exempt, non pas même les Moines ni les Religieuses. Cette imposition étoit de douze sous sur chaque personne au-dessus de quinze ans.

On ne peut assez s'étonner que, pendant que le Royaume se trouvoit actuellement engagé dans cette Guerre contre la France & contre l'Ecosse, le Conseil du Roi pensât à le dégarnir de Troupes, pour en envoyer au Roi de Portugal qui étoit en Guerre avec la Castille. Mais les intérêts particuliers prévalurent sur ceux du Public, ainsi qu'il arrive d'ordinaire dans les Conseils des Rois, sur-tout pendant les Minoritez. Voici quel fut le motif de cette résolution, qui paroissoit peu convenable à l'état où le Royaume se trouvoit. Ferdinand, Roi de Portugal, avoit entrepris contre Jean Roi de Castille, Fils de Henri le Bâtard, une Guerre au-dessus de ses forces. Elle lui avoit si mal réussi, qu'au-lieu de faire des conquêtes sur son ennemi, il l'avoit attiré dans ses propres Etats. Ce fut le mauvais succès de cette Guerre qui lui fit rechercher l'Alliance des Anglois, afin d'en obtenir du secours contre les Castillans leurs ennemis communs. Bien qu'il ne fût nullement à propos d'envoyer des Troupes si loin, dans un tems où l'Angleterre avoit assez de peine à défendre ses propres côtes, le Duc de Lencastré eut assez de crédit dans le Conseil, pour y faire résoudre qu'on donneroit du secours à Ferdinand. Cette résolution fut colorée du prétexte d'empêcher l'agrandissement du Roi de Castille, ennemi mortel des Anglois; mais l'intérêt particulier du Duc de Lencastré fut le véritable motif. Ce Prince, qui avoit pris le titre de Roi de Castille, à cause de son Mariage avec Constance Fille aînée de Pierre le Cruel, esperoit qu'en engageant l'Angleterre à envoyer des Troupes en Portugal, il pourroit s'en servir pour avancer ses propres affaires.

Dans

Dans cette vue, après que le Parlement eut approuvé l'Expédition proposée, & fourni l'argent nécessaire pour l'exécuter, il fit donner la conduite de ce secours au Duc de Cambridge son Frere, ayant dessein de le suivre bien-tôt lui-même avec de plus grandes forces. Cependant, comme la Treve avec l'Ecosse alloit expirer, il fit en sorte que le Conseil prît la résolution de proposer au Roi d'Ecosse de la prolonger, sans quoi l'envoi des Troupes en Portugal auroit pu recevoir quelque obstacle. Pour faire réussir cette négociation, il voulut s'en charger lui-même, & sans différer, il se rendit sur la frontiere des deux Royaumes, où des Ambassadeurs d'Ecosse devoient aussi se trouver. Mais pendant qu'il étoit occupé à négocier avec eux, il survint en Angleterre des affaires qui étoient d'une tout autre conséquence que la Treve avec l'Ecosse, ou la Guerre avec la Castille.

RICHARD III.
1380.
Le Duc de Cambridge mène une armée en Portugal.

Le Duc de Lancastre négocie une Treve avec l'Ecosse.

La Capitation établie par le Parlement se levoit avec beaucoup de douceur, de telle maniere que les Collecteurs en exemptoient plusieurs personnes. Mais comme il n'y a que trop de gens qui ne cherchent qu'à s'enrichir aux dépens du Public, il s'en trouva qui persuaderent au Roi & à son Conseil, que si cette Taxe étoit levée avec plus d'exactitude, elle porteroit des sommes plus considerables, & ils offrirent même de l'argent pour en avoir la Commission. Il y a beaucoup d'apparence que ce furent des Flamans qui mirent cette Capitation en parti, & qui s'engagerent à donner au Roi une certaine somme pour tout ce qui en pourroit provenir. Les nouveaux Collecteurs que ces Partisans établirent, usèrent d'une extrême rigueur dans la levée de cette Taxe. Un d'entre eux, qui avoit son département dans la Province de Kent, ayant demandé à un Couvreur de Deptford, nommé *Walter*, la Capitation pour une de ses Filles, le Pere soutint que sa Fille étoit au-dessous de l'âge marqué dans l'Acte de Parlement. Sur cette contestation, le Collecteur insolent, comme le sont d'ordinaire ces sortes de gens, s'étant mis en devoir de s'assurer de la vérité par quelque action indécente, le Pere lui cassa la tête avec son marteau. Tous les assistans applaudirent à cette action, & promirent au meurtrier, qu'on appelloit communément *Wat-Tyler*, c'est à dire *Gautier le Couvreur*, de le protéger. En même tems, l'esprit de revolte s'empara, non seulement des habitans de Deptford, mais encore de tout le petit Peuple de la Province de Kent, auquel se joignit bien-tôt celui d'Essex. La Capitation n'étoit pas le seul sujet qu'ils avoient de se plaindre. Depuis longtems, il y avoit parmi ce Peuple un ferment qui venant à s'accroître par cet accident, acheva de le pousser dans la revolte. Il se plaignoit du peu de soin qu'on avoit eu d'empêcher les fréquentes descentes des François, qui avoient fait de grands ravages dans ces deux Provinces. A cela se joignoit un mécontentement général contre les Juges, & contre tous les Suppôts de la Justice, qui ruinoient les familles par leurs extorsions. Les Seigneurs & les Gen-

1381.
Revolte de *Wat-Tyler*.

Soulevement dans les Provinces de Kent & d'Essex.

RICHARD II.
1381.

Wat - Tyler se
met à la tête de
cent mille hom-
mes.

Jean Staw Prê-
tre anime les Re-
voltés.

Ils font main
basse sur les No-
bles & sur le Gens
de Justice.

Le Roi leur
fait demander ce
qu'ils desirerent.
Ils répondent
insolamment.

tilshommes n'étoient pas moins haïs des Paisans, à cause du droit de *Villenage* dont ils abusoient extrêmement. Cette populace étoit encore extraordinairement irritée contre le Duc de Lencastre, qu'elle accu- soit d'avoir causé par sa négligence tous les maux que ces deux Pro- vinces avoient soufferts. Toutes ces plaintes étant répandues dans ces quartiers-là, & se trouvant appuyées par des esprits séditieux, ou, comme quelques-uns l'assurent, par des Moines, qui se croyoient gre- vez par la Capitation dont ils n'étoient pas exempts, produisit un effet surprenant. En peu de tems, Wat - Tyler, que les séditieux avoient élu pour Chef & Protecteur du pauvre Peuple, se vit à la tête de plus de cent-mille hommes, animés du desir de se venger de la Noblesse & des Gens de Justice. Dès qu'il se vit si bien accompagné, il marcha droit à Londres, délivrant dans sa route tous les prisonniers qui étoient détenus dans les prisons publiques. Parmi ceux-ci se trouva un Prêtre de *Maidstone*, nommé *Jean Staw* (1), qui par ses Sermons séditieux, porta la fureur du Peuple au plus haut degré. Il leur per- suada, que tous les hommes étant Fils d'Adam, il ne devoit y avoir entre eux aucune distinction; & que par conséquent, il falloit faire en sorte que tout le monde fut réduit à une parfaite égalité. Suivant ce principe, ils résolurent de se défaire de toute la Noblesse, & de tous ceux qui étoient distingués par leurs Emplois. Ainsi, sans balan- cer, ils firent couper la tête à tous les Seigneurs, Gentilshommes, Juges, Avocats, & Procureurs qui tombèrent entre leurs mains. En- suite, ils s'engagerent par serment, à ne reconnoître jamais pour Roi aucun homme qui s'appellât *Jean*. C'étoit l'aversion qu'ils avoient conçue contre le Duc de Lencastre, qui portoit ce nom, & qu'ils soupçon- noient d'aspirer à la Couronne, qui leur faisoit prendre cette résolution.

Richard ayant appris que ces séditieux étoient arrivés près de Lon- dres, sur la Bruyère de *Black-heath*, où Wat-Tyler faisoit la revue de son Armée, leur envoya demander ce qu'ils prétendoient. Ils répon- dirent, qu'ils avoient à communiquer au Roi des affaires très impor- tantes, & qu'ils desiroient qu'il vînt lui-même leur parler. Cette de- mande insolente ayant été débattue dans le Conseil, quelques-uns furent d'avis que le Roi devoit avoir cette complaisance pour les Re- voltez. Ils appuyoient leur sentiment sur ce que n'étant pas en état d'opposer la force à la force, il n'y avoit point d'autre moyen pour les gagner, que la douceur. Mais *Simon Sudbury* Archevêque de Cantor- beri, & *Halles* Grand Prieur de St. Jean, & Grand Trésorier d'An- gleterre, s'y opposèrent fortement, soutenant qu'il étoit trop dange- reux pour le Roi, d'aller se mettre à la discrétion de cette canaille.

(1) Ce Prêtre, que *Mr. de Rapin* appelle *Jean Staw*, se nommoit *Jean Ball*. Il prêchoit au peuple sur un Texte pris d'une Chançon proverbiale, dont le sens est: *Quand Adam bechoit, & qu'Eve fisoit, qui étoit alors Gentilhomme* ? *Wal- singh*. p. 275. TIND.

Suivant cet avis, la demande des Revoltez fut rejetée, avec des menaces qui convenoient peu à la situation où la Cour se trouvoit. A cette nouvelle, les séditeux entrèrent dans une telle fureur, que sur le champ, ils se mirent en marche vers Londres, & se saisirent du Fauxbourg de Southwarck, séparé de la Ville par la Tamise. Le pillage de ce Fauxbourg ne les ayant arrêtez que peu de tems, ils se mirent en devoir d'entrer dans la Ville. Le Pont de Londres avoit alors des portes, qui ayant été fermées à leur approche, auroient pu pour quelque tems arrêter leur impétuosité, si la populace, qui prit d'abord leur parti, ne les eût ouvertes malgré les efforts des Magistrats. Rien ne s'opposant plus à leur marche, ils entrèrent dans la Ville, où ils firent tous les ravages qu'on pouvoit attendre d'un Corps si nombreux, guidé par la seule fureur. Le Palais du Duc de Lencastre fut réduit en cendres, & les maisons de ceux qu'ils regardoient comme leurs ennemis, furent abandonnées au pillage. Cependant, leurs Chefs prétendant qu'ils n'agissoient point par un motif d'avarice, ne permettoient pas que leurs gens s'appropriassent aucune partie du butin. Ils firent même jeter dans le feu qui consumoit toutes les richesses des maisons saccagées, un homme qui avoit voulu détourner une piece de vaisselle d'argent. Dans ce désordre général, où Londres ressembloit à une Ville prise d'assaut, le Palais de l'Archevêque, le Temple avec tous les Procès qui y étoient en dépôt, furent consumez par les flammes. Les Maisons des Juges, des Seigneurs, & des principaux Bourgeois, ne furent pas plus épargnées. Ces furieux se faisoient un devoir d'accomplir le serment qu'ils avoient fait, d'exterminer tout ce qui avoit quelque apparence de grandeur ou de distinction. Les Flamans, contre lesquels ils étoient extrêmement irrités, furent plus que tous les autres, exposés à leur fureur. On les arrachoit des Eglises où ils s'étoient refugiez, & pour peu qu'ils manquassent dans la prononciation de certains mots, qui étoit difficile à des Etrangers, ils étoient incontinent massacrez.

Après que les Revoltez eurent ainsi donné ces premières marques de leur rage, ils s'approcherent de la Tour, qui auroit pu être aisément défendue, si la terreur qui s'étoit répandue parmi la Garnison, ne leur en eût fait ouvrir les portes. Ils y trouverent l'Archevêque de Cantorberi, & le Grand Trésorier, qui avoient cru s'y mettre à couvert & sans aucune forme de procès, ils leur firent couper la tête. Ensuite, ils se partagerent en trois Corps. Wat-Tyler demeura aux environs de la Tour, avec trente-mille hommes. Jean Straw (1), s'avança dans la Ville avec les Revoltez d'Essex, qui étoient au nom-

RICHARD W.
1381.

Ils marchent à
Londres

Ils entrent dans
la Ville.

Ils y exercent
leurs barbaries.

Ils se saisissent
de la Tour.

Ils font couper
la tête à l'Arche-
vêque & au Tré-
sorier.

Ils s'avancent
dans la Ville.

(1) On croit que les noms de *Wat-Tyler*, & de *Jean Straw*, étoient supposés; & que ces Séditeux se les étoient donnés afin de marquer leur mépris pour la Noblesse. TIND.

Il y a *Straw* dans l'Anglois, ce qui signifie *Paille*. TRAD. DE TIND.

avec lui. Mais, par un bonheur auquel on n'avoit pas lieu de s'attendre, elle produisit un effet contraire. Il est vrai qu'aussi-tôt que les Rebelles virent leur Chef abattu, ils s'encouragerent les uns les autres à venger sa mort. Déjà même, ils bandoient leurs arcs, pour tirer sur le Roi & sur sa suite. Mais Richard prévint ce danger, par une action plus hardie & plus judicieuse, qu'on ne pouvoit l'attendre d'un jeune Prince de quinze ans. Au-lieu de prendre la fuite, il se tourna vers les Rebelles, & leur cria d'un ton ferme & résolu : *Quoi ! mes amis, voulez-vous donc tuer votre Roi ? Ne soyez point en peine de la perte de votre Chef, car c'est moi que vous aurez désormais pour Général. Suivez-moi.* En achevant ces paroles, il tourna doucement la bride de son cheval, & se mettant à leur tête, il prit le chemin de la Place de *S. George*. La fermeté de ce jeune Prince fit un tel effet sur les esprits des Rebelles, que s'imaginant qu'effectivement il se déclaroit pour eux, ils changerent leur première résolution, & le suivirent sans balancer. Ils ne furent pas plutôt arrivés dans la Place, qu'ils y virent arriver une troupe de mille Bourgeois bien armez, que le Maire avoit préparé à tout événement, & qui étoient conduits par *Robert Knolles*, Officier d'une grande reputation. Cette vue leur inspira une telle frayeur, que se persuadant mal à propos que toute la Bourgeoisie étoit en armes pour les aller attaquer, les premiers rangs jetterent leurs armes, & demanderent quartier. Cette démarche ayant fait peur aux plus éloignés, qui n'en savoient pas la cause, chacun se hâta de suivre leur exemple. Ainsi en peu de momens, cette multitude se trouva dispersée, sans qu'il y eût d'autre sang répandu que celui du Chef.

On ne sauroit considérer sans admiration, un événement si singulier, qui contient tant de choses extraordinaires. Véritablement, il n'est pas fort étrange que des Peuples se soulèvent ; mais il n'est pas fort ordinaire qu'ils mettent à leur tête un homme tel que *Wat-Tyler*, quoiqu'il ne soit pas impossible de trouver de pareils exemples dans d'autres Histoires. Mais il est sans doute hors du cours ordinaire des événemens du monde, qu'un homme seul, comme le Maire de Londres, ait osé tuer ce Chef accompagné de trente-mille hommes. Il est encore plus surprenant, qu'un jeune Prince, âgé seulement de quinze ans, ait eu la présence d'esprit & la fermeté que Richard eut en cette occasion, & que cette hardiesse ait produit un si bon effet. Enfin, qu'une multitude si nombreuse, qui venoit de se saouler de sang & de carnage, se dispersé tout-à-coup par une terreur panique, à la vue d'un petit nombre de Bourgeois armez, c'est ce qu'on ne peut regarder sans étonnement, & sans en attribuer la cause à celui qui tient les cœurs des Peuples en sa main. En effet, on va voir tout-à-l'heure, qu'il ne falloit pas moins qu'une espèce de miracle, pour pré-

RICHARD II.
1381.

dont il se tira
heureusement.

Les Révoltes,
saisi d'une ter-
reur panique, de-
mandent l'aide
au Roi.

RICHARD II.
1381.

Semblables ou-
lèvements dans
d'autres Provin-
ces.

Insolence &
crimites de Lit-
tles.

L'Evêque de
Norwich défait
les Rebelles, &
prend les Chefs
prisonniers.

Pas-son des
Rebellez.

venir la ruïne entière de l'Angleterre, vu les pernicioeux desseins que les séditieux avoient formez.

Ce n'étoit pas seulement dans les Provinces de Kent & d'Essex, que l'esprit de rebellion agitoit les Peuples. Pendant que Wat-Tyler & Jean Straw marchaient à Londres, Jean Ball & Jean Wraw, deux Prêtres séditieux, excitoient la populace dans le Comté de Suffolck, où ils assemblerent bien-tôt cinquante-mille hommes. Ils commirent dans ces quartiers-là, une infinité d'actions barbares, comme s'ils eussent craint de céder en cruauté à ceux qui exerçoient leur fureur à Londres. Jean Cavendish, Président de la Cour de Justice, fut sacrifié à leur rage. Après cela, ils brûlerent toutes les anciennes Chartres qu'on gardoit dans le Monastere de St. Edmondbury, & dans l'Université de Cambridge.

D'un autre côté, Litterer, Cabaretier de Norwich, se mit à la tête d'un autre Corps de Revoltez, dans la Province de Norfolck, & fit cruellement mourir tous les Juges & Avocats qui tomberent entre ses mains. A l'égard des Seigneurs & Gentilshommes, il avoit l'insolence de les obliger à le servir à genoux, & si quelqu'un balançoit à se soumettre à cette indignité, il lui faisoit sur le champ couper la tête. C'est ainsi qu'il traita le Comte de Suffolck, qui ne pouvoit se résoudre à seindre qu'il approuvoit cette revolte. Comme il étoit impossible que le Conseil du Roi prît des mesures assez promptes pour remedier à tous ces désordres, il étoit nécessaire que les Particuliers travaillassent d'eux-mêmes, & sans en attendre les ordres de la Cour, à se délivrer du danger dont ils étoient menacés. Henri Spencer, Evêque de Norwich, Prélat d'un grand courage, bien qu'élevé dans une profession contraire à la Guerre, ne crut pas qu'il fut de son devoir de se borner à prier Dieu, dans une occasion si pressante, qui menaçoit également le Clergé & les Laïques. Il se mit à la tête d'un Corps de Sujets fideles, & ayant attaqué les Revoltez, il en fit un carnage épouvantable. Les deux Chefs Wraw & Litterer ayant été pris dans le combat, le premier eut la tête tranchée sur le champ, & l'autre fut envoyé à Londres, pour y recevoir la punition de ses crimes.

Ces troubles étant apaisés, avec plus de bonheur & de promptitude qu'on n'avoit eu lieu de l'espérer, le Roi, par l'avis de son Conseil, résolut de châtier les coupables. Pour cet effet il donna ordre aux Seigneurs de lever dans chaque Province, des Troupes composées de gens connus pour fideles, & de les mener à Londres. En peu de tems, on assambla une Armée de quarante-mille hommes, qui fut partagée en deux Corps, dont le premier marcha dans la Province de Kent. Le Roi se mit lui-même à la tête du second, pour aller châtier les Peuples d'Essex, qui recommençoient à faire quelque mouvement, sur ce que la Charte & l'Amnistie dont ils avoient été leurrez, avoient été révoquées. Comme ces gens-là n'avoient pas eu le tems de pren-

dre de justes mesures, & qu'ils se trouverent prévenus par la diligence du Roi, ils furent aisément défaits. On en tua un fort grand nombre, & on en reserva plusieurs autres pour une punition publique. *Jean Staw*, Compagnon de Wat-Tyler, & Chef des Rebelles d'Essex, fut du nombre de ces derniers. Il avoua, que s'ils avoient réussi dans leurs projets, comme ils avoient lieu de l'esperer, leur dessein étoit de tuer le Roi, d'exterminer la Noblesse & le Clergé, à la reserve des Moines mendiants, de partager l'Angleterre en plusieurs Royaumes, de faire Wat-Tyler Roi de Kent, d'abolir toutes les anciennes Loix, & d'en faire de nouvelles. Vrai-semblablement ces projets n'avoient été faits qu'en général, & peut-être le verre à la main, pendant qu'ils étoient en marche vers Londres. Quoi qu'il en soit, un pareil dessein, conduit par des têtes peu capables de l'exécuter, ne pouvoit gueres manquer d'avoir une fin funeste à ses Auteurs. On prétend, qu'outre ceux qui furent tuez les armes à la main, il y en eut plus de quinze-cens qui passerent par les mains des Bourreaux. Le Juge *Tresilian* eut la commission d'aller dans les Provinces qui s'étoient revoltées, pour faire le procès aux coupables. Comme le nombre en étoit fort grand, il eut occasion de donner carrière à son humeur cruelle & barbare envers les malheureux, auxquels il ne fit aucune grace. On ne sauroit mieux comparer les cruautés qu'il exerça pendant la durée de cette Commission, qu'à celles qu'on a vu pratiquer en ces derniers tems, par un Juge du même caractère, sous le Règne de Jacques II.

Il y a des Historiens qui ont voulu attribuer cette revolte aux *Wicleffites*, auxquels on donnoit communément le nom de *Lollards* : mais c'est sans aucun fondement. Il est certain que la Religion n'eut aucune part à ces mouvemens, puisque le Duc de Lencastre, Protecteur déclaré de Wicleff, étoit le principal objet de la haine des Revoltez. D'ailleurs, Wicleff, qui étoit alors dans la Cure de *Lutterworth*, ne fut jamais tiré en Cause sur ce sujet. Tout ce qu'on peut alleguer pour donner quelque espece de couleur à cette accusation, est, que Jean Ball Moine Franciscain, l'un des Chefs des Rebelles, avoit été peu de tems auparavant mis en prison par ordre de l'Archevêque de Cantorbery, pour avoir prêché la nouvelle Doctrine. Mais on ne peut pas inferer de là, que les Sectateurs de Wicleff aient excité ce soulèvement. D'ailleurs, on ne voit gueres des soulèvemens excitez par un zèle de Religion, s'appaiser en aussi peu de tems que celui-ci, qui ne dura qu'environ un mois, depuis son commencement jusqu'à sa fin.

Le Duc de Lencastre étoit sur les frontieres du Nord, quand la Rebellion éclata dans la Province de Kent, qui est à l'autre extrémité du Royaume. Dès qu'il en eut appris la premiere nouvelle, il se hâta de conclure avec les Ecoissois une Treve de trois ans, de peur que ces mouvemens ne les rendissent plus difficiles. Cependant, comme

RICHARD II.
1381.

Projets faits par
les Revoltez.

Barbarie du
Juge *Tresilian*.

Justification des
Wicleffites.

On accuse à
tort le Duc de
Lencastre.

RICHARD II.
1381.

il craignoit de s'exposer à la rage de ses ennemis, s'il retournoit à la Cour, & même de fournir aux Provinces du Nord un prétexte d'imiter celles du Midi, s'il demeurait dans le Royaume, il prit le parti de se retirer en Ecosse, où il s'arrêta jusqu'à ce que la sédition fût apaisée. Le Roi d'Ecosse lui offrit vingt-mille hommes, pour aller reprimer les Revoltez : mais il les refusa, de peur de rendre la Revolte générale dans le Royaume, s'il entreprenoit d'y introduire des Etrangers. Malgré ces précautions, il ne put éviter que ses ennemis ne fissent courir le bruit, qu'il avoit eu dessein de marcher vers Londres, à la tête d'une Armée Ecossoise, pour s'emparer de la Couronne. Mais il se justifia aisément de cette accusation, qui n'avoit aucun fondement.

Mariage du Roi.

Pendant que, par ce soulèvement imprévu, Richard se voyoit en danger de perdre la Couronne & la vie, les Ambassadeurs négocioient son Mariage en Allemagne. Dès l'année 1379. il avoit voulu épouser une Fille de *Barnabé* Duc de Milan. Ce projet n'ayant pas réussi, il avoit fait demander, en 1380. une Princesse de Baviere Fille du feu Empereur *Louis*. Mais cette négociation n'avoit pas eu plus de succès que la précédente. Enfin, le 2. de Mai 1381. son Mariage avec *Aine de Luxembourg*, Sœur de l'Empereur *Wenceslas*, fut conclu à Nuremberg. Cette Princesse, qui arriva en Angleterre peu de tems après que les Troubles eurent été apaisés, y fut reçue avec beaucoup de pompe, conformément à l'humeur du Roi, qui se plaisoit beaucoup à ces sortes de solemnitez.

1382.
Mort du Comte
de la Marche.

Edmond, Comte de la Marche, Petit-Fils de Roger Mortimer exécuté au commencement du Regne d'Edouard III., mourut au mois de Février 1382. dans son Gouvernement d'Irlande. Il avoit épousé *Philippe*, Fille unique de Lionnel Duc de Clarence, second Fils d'Edouard III., & en avoit eu un Fils nommé *Roger*, qui lui succéda dans son Titre de Comte de la Marche.

Le Parlement
se rassemble.

Le Parlement, qui avoit été assemblé sur la fin de l'année 1381., & dont l'arrivée de la Reine avoit interrompu les séances, les reprit au mois de Mai de l'année suivante. Quelques Historiens ont assuré, que dans celle-ci, il fut fait un Acte qui donnoit pouvoir aux Evêques d'emprisonner les Hérétiques, sans en demander la permission au Roi. Mais d'autres, avec plus de fondement, soutiennent, que les Communes refusèrent de donner leur consentement au *Bill* qui leur fut présenté sur ce sujet, & que ce ne fut que du Roi seulement, que les Evêques obtinrent cette permission. Ce dernier sentiment se confirme par les plaintes que la Chambre Basse en fit au Roi, dans la suite, comme d'une infraction des Privileges du Peuple. Quoi qu'il en soit, il est certain qu'avant ce tems-là, les Evêques n'avoient pas ce même pouvoir, sans l'express consentement du Roi, pour chaque cas particulier. On en a des preuves dans le Recueil des Actes Publics, où se

Les Commu-
nes rejettent un
Bill pour donner
pouvoir aux Evê-
ques d'emprison-
ner les Héréti-
ques.

se trouvent de semblables permissions, accordées par Edouard III. à l'Evêque de Londres & à quelques autres. Il est manifeste que ces permissions auroient été inutiles, si les Evêques avoient joui de ce privilege sans le consentement du Souverain. D'ailleurs, dans une Commission de même nature adressée par Richard II. à l'Université d'Oxford, & qui se trouve dans le même Recueil, il n'y est parlé d'aucun Statut fait sur ce sujet, quoique ce fût une coutume constante, quand le Roi agissoit en vertu d'un Acte de Parlement, d'en faire mention dans ses Lettres Patentes ou dans ses Ordres. C'est de quoi il est aisé de se convaincre dans le Recueil dont je viens de parler.

RICHARD II.
1385.

Richard étant parvenu à sa dix-septième année, commençoit à faire paroître plus ouvertement ses inclinations, qui jusqu'alors avoient été gênées par l'autorité de ses Gouverneurs. Il avoit une haute opinion de son mérite, & ne se croyoit pas moins capable de gouverner ses Etats, qu'Edouard Troisième l'avoit été à son âge. Mais il y avoit une grande différence entre ces deux Princes. Edouard, dans sa plus grande jeunesse, avec beaucoup de pénétration, n'avoit que des inclinations nobles & généreuses, qui tendoient à sa propre gloire, & au bonheur de son Peuple. Richard, au contraire, ne s'attachoit qu'à des bagatelles, & ne pensoit uniquement qu'à ses plaisirs. Il aimoit le faste & la magnificence, plus qu'aucun de ses Prédécesseurs, & par là il s'engageoit dans des dépenses inutiles qui consumoient mal à propos ses revenus. Les flatteurs avoient beaucoup de pouvoir sur lui. Il marquoit autant d'estime pour ceux qui applaudissoient à ses passions, que d'aversion pour ceux qui, par leurs conseils, vouloient tâcher de le mettre dans un train de vie digne d'un grand Roi. Ses inclinations n'étant rien moins que guerrières, on remarquoit que, dans le Conseil, il penchoit toujours à se servir de la voye de la négociation, plutôt qu'à des résolutions vigoureuses. Dès qu'il fut sorti de l'enfance, on le vit commencer à se faire des Favoris, dont les inclinations étoient conformes aux siennes, ou du moins, qui savoient feindre d'approuver tout ce qu'il faisoit. Entre ceux-ci étoit *Alexandre Newil*, Archevêque d'Yorck; *Robert de Were* Comte d'Oxford, jeune homme plein de feu, dont les saillies étoient très agréables à son Maître; *Michel de la Pole*; Fils d'un Marchand de Londres (1); & le Juge *Tresilian*, qui ne manquoit jamais de raison pour appuyer ce qui étoit agréable au Roi. Ces Favoris, qui ne perdoient aucune occasion de le flater, étoient largement recompensés pour les moindres petits services; pendant que ceux qui manioient les affaires publiques, & qui prenoient toute la peine, étoient fort peu considérés. Cette manière d'agir commençoit à déplaire au Peuple, lors-

Caractère de
Richard.

Ses Favoris.

(1) Il étoit Fils d'un Marchand de *Kingston* sur la Rivière de *Hull*, duquel Lieu *Jean de la Pole* fut le premier Maire. *Dugdale. TIND.*

RICHARD II.
1385.

Le Chancelier
refuse de sceller
un don du Roi.

qui lui ôte le
grand sceau.

Le pouvoir don-
né par le Roi aux
Evêques est re-
voqué.

Urbain VI. pu-
blie une Croisade
contre Clement
VII.

qu'un accident , qui arriva sur la fin de cette année , acheva de lui donner une mauvaise opinion de son Souverain. Un des Courtisans dont je viens de parler , ayant été gratifié par le Roi d'un don considerable, *Richard Scroop* , qui étoit alors Chancelier , refusa d'en sceller la Patente. Il dit même nettement à celui qui le sollicitoit , que le devoir de sa Charge ne lui permettoit pas d'appliquer le Sceau dont le Parlement lui avoit confié la garde , à tous les dons qu'il plairoit au Roi de faire sans aucune discrétion , jusqu'à ce que ce Prince eût acquis un peu plus d'expérience. Richard , irrité de ce refus , lui envoya demander le Grand Sceau : mais il refusa de le rendre , sur ce qu'il ne le tenoit pas du Roi , mais du Parlement. Cette fermeté excitant encore plus la colere du jeune Prince , il alla lui-même chez le Chancelier pour le faire obeir. Alors ce Magistrat , ne pouvant plus s'en défendre , lui remit le Sceau , en protestant qu'il ne le serviroit plus dans aucun Emploi public , & qu'il se contenteroit de lui garder en toute autre chose , la fidelité qu'un Sujet doit à son Souverain. Richard retint le Grand Sceau entre ses mains pendant quelques jours , & de peur qu'un autre Chancelier ne mît les mêmes obstacles à ses dons inconsiderez , il en scella lui-même quelques Patentes ; après quoi il le mit entre les mains de *Robert Bay-brook* , Evêque de Londres , qui , selon les apparences , n'étoit pas si scrupuleux que Scroop. Cette action , que les Favoris exagérèrent beaucoup , en donnant de grandes louanges à la fermeté du Roi , déplut au reste du Peuple. On commença dès-lors à regarder le Roi comme un Prince capable de tomber dans de grands excès , si l'on ne prenoit soin de bonne heure de mettre un frein à ses passions.

Ce fut dans cette vue qu'à la prochaine Assemblée du Parlement , la Chambre des Communes résolut de remedier à un inconvénient qui naissoit de l'excès d'autorité que le Roi commençoit à s'attribuer. Le pouvoir que ce Prince avoit donné aux Evêques de faire emprisonner les Hérétiques , étoit regardé comme très préjudiciable à la liberté , puisque par là le Clergé devenoit en quelque maniere l'arbitre de l'honneur & de la fortune des Particuliers. Les plaintes qu'on en faisoit de tous côtez obligerent cette Chambre à présenter une Adresse au Roi , pour le prier de revoquer cette Concession , à laquelle elle n'avoit pas donné son consentement. Richard , qui avoit besoin d'argent , n'osa refuser ce que le Parlement lui demandoit. Mais quelques-uns prétendent que , par les artifices du Clergé , cette revocation fut ôtée des Registres du Parlement , où elle ne se trouve plus.

Le Schisme de l'Eglise continuoit toujours , au grand scandale des Chrétiens , qui demeuroient incertains lequel des deux Papes ils devoient regarder comme le Vicaire de Jesus-Christ. Urbain , qui avoit le plus grand nombre de partisans , voyant que les foudres spirituels ne produisoient pas un grand effet , jugea qu'il lui feroit plus

avantageux de se servir des armes temporelles. Dans cette vue, il publia contre Clement & contre ses adherans, une Croisade, dont Henri Spencer Evêque de Norwich fut déclaré Général. Ce Pontife accor-
doit par cette Bulle, à tous ceux qui voudroient s'engager dans cette
entreprise, les mêmes Indulgences qu'à ceux qui portoient les armes
contre les Infideles (1). L'effet que cette publication produisit en
Angleterre, répondit aux desirs du Pape. Les Gens de qualité, le Peuple,
les Ecclésiastiques, s'y engagèrent avec la même ardeur, que s'il
se fût agi d'aller faire la Guerre aux ennemis du nom Chretien. En
attendant que le Parlement y eût donné son approbation, de quoi
l'on ne doutoit nullement, chacun se préparoit avec soin à gagner les
Indulgences promises, soit en allant servir en personne dans cette
Guerre, soit en contribuant de l'argent pour la faire réussir.

Pendant que les Croisez faisoient leurs préparatifs, le Comte de
Cambridge retourna de Portugal, où il avoit été traité de la même
maniere que le Comte de Buckingham son Frere l'avoit été en Bre-
tagne: c'est-à-dire, que le Roi de Portugal se servit du secours des
Anglois, pour faire une Paix avantageuse avec le Roi de Castille, à
qui même il donna Beatrix la Fille unique, qu'il avoit promise au Fils
ainé du Comte de Cambridge. Ainsi le Prince Anglois s'en retourna
très mal satisfait, après avoir perdu l'esperance de procurer à son Fils
la Couronne de Portugal, & de servir à mettre celle de Castille sur
la tête du Duc de Lencastre son Frere.

Le Parlement, qui s'assembla au commencement de l'année 1383,
non seulement approuva la Croisade publiée par Urbain, mais accorda
même un Subside considerable pour ce sujet. Quand tout fut prêt,
l'Evêque de Norwich fit embarquer les Croisez, qui formoient une
Armée de quinze-mille hommes de pied & de deux-mille Cavaliers.
Dès qu'il fut arrivé à Calais, il y tint un Conseil de Guerre; pour
résoudre de quel côté il falloit tourner les armes des Croisez. La plu-
part des opinans étoient d'avis d'entrer en France, puisque la Bulle
portoit que cette Croisade étoit destinée contre Clement & contre
ses adherans. C'étoit vraisemblablement dans cette vue, que la Cour
d'Angleterre s'y étoit engagée avec tant d'ardeur. Mais le Général,
pour des raisons particulieres que l'Histoire n'explique pas, fit résou-
dre qu'on porteroit la Guerre en Flandre. Pour colorer cette résolu-

RICHARD II.
1382.
L'Evêque de
Norwich en est
le Général.

Les Anglois s'y
engagent avec ar-
deur.

Le Comte de
Cambridge re-
tourne de Portu-
gal, fort mécon-
tent.

1383.
Succès de la
Croisade.

(1) La forme de l'Absolution étoit conçue en ces termes.

*Par l'Autorité Apostolique qui m'a été remise à cet effet, je vous absous NN. de
tous vos Péchés confessés, & dont vous avez le cœur contrit; & en outre de tous
ceux que vous confesseriez s'ils se présentoient à votre mémoire; & je vous accorde
avec une pleine remission de tous vos Péchés, la récompense des Justes, & l'assurance
du Salut éternel: je vous donne de plus tous les Privilèges accordés à ceux qui vont à
la Guerre pour la défense de la Terre-Sainte, & je vous rends participant de l'uti-
lité des Prières de l'Eglise Catholique.* Walsingham, Hist. Angl. p. 295. TIND.

RICHARD II.
1383.

tion, on allegua, que la Flandre étoit un Fief de la Couronne de France, quoique le Comte de Flandre eût reconnu le Pape Urbain. Ainsi, contre l'intention de la Cour, & sans doute du Pape même, les Croisez firent une irruption en Flandre, où ils s'emparèrent de *Graveline*, de *Bourbourg*, de *Mardick*, & de *Dunquerque*. Le Comte de Flandre, surpris de cette attaque imprévue, ayant levé des Troupes avec toute la diligence possible, eut la témérité d'aller avec douze-mille hommes présenter la Bataille aux Croisez, qui avoient reçu un renfort considerable de Gantois. Cette hardiesse lui couta cher, puisqu'il eut le chagrin de voir dans une entiere déroute, cette Armée qui faisoit toute sa ressource. Réduit à cette fâcheuse extrémité, & voyant son País sur le point d'être entierement détruit, il ne vit point d'autre moyen pour se tirer de ce danger, que de s'adresser à la Cour de France. Il fit représenter au Conseil du jeune Roi, combien la France étoit interessée à sauver la Flandre, d'autant plus que, selon les apparences, le dessein des Croisez n'étoit pas de s'en tenir à cette seule conquête. La Cour de France, réveillée par ces remontrances, ou plutôt par son propre intérêt, qui ne lui permettoit pas de voir tomber la Flandre entre les mains des Anglois, résolut de donner du secours au Comte. Charles VI. s'étant mis à la tête d'une puissante Armée, marcha contre les Croisez qui s'étoient attachez au siege d'*Tyre*. A son approche, ils abandonnerent leur entreprise, & se retirerent dans *Bourbourg*, où ils furent investis. L'Evêque Général manquant de vivres pour faire subsister son Armée, auroit eu bien de la peine à se tirer de ce mauvais pas, sans l'assistance du Duc de Bretagne qui s'employa en sa faveur. Par l'intercession de ce Prince, les Croisez obtinrent la liberté de se retirer, après avoir rendu les Places dont ils s'étoient emparez. Ainsi s'en alla en fumée cette Croisade, entreprise pour les seuls intérêts d'Urbain, sans que ce Pontife ni l'Angleterre en tirassent aucun avantage. Dès que l'Evêque fut de retour en son País, le Roi fit saisir son Temporel (1), & mettre en prison quelques-uns de ses principaux Officiers, pour n'avoir pas suivi leurs Instructions.

Les François &
les Ecoissois rava-
gent l'Angleterre.

Pendant que l'Armée des Croisez fut occupée à ravager la Flandre, l'Angleterre souffroit beaucoup à son tour, par les fréquentes descentes que les François firent sur ses côtes, & par les irruptions des Ecoissois. Comme il n'y avoit aucune Armée prête pour repousser ces ennemis, il fallut convoquer un Parlement, qui accorda au Roi un Subside pour continuer la Guerre d'Ecosse, dont la conduite fut donnée

(1) *Speed* nous apprend que le Roi contremanda l'Evêque, dans le tems qu'il alloit s'embarquer; & il paroît que ce Prelat méprisa les ordres de son Souverain. p. 557. TIND.

Le Temporel de l'Evêché de *Norwich* fut rendu le 23. d'Octobre 1385. *Rymer*, Tom. VII. p. 479. REV. W. S.

au Duc de Lencaſtre. Le Roi d'Ecoſſe étant informé des préparatifs qui ſe faiſoient contre lui , demanda la Paix : mais elle lui fut abſolument refusée.

RICHARD II.
1383.

Cependant , le Duc de Bretagne faiſoit ſes efforts pour porter les deux Couronnes de France & d'Angleterre , à un accommodement. A force de ſollicitations , il obtint enfin que les deux Rois envoyeroient leurs Plénipotentiaires entre Calais & Boulogne. Mais cette négociation n'aboutit qu'à une Treve de dix mois , dans laquelle on laiſſa une place aux Rois d'Ecoſſe & de Caſtille , s'ils deſiroient d'y être compris. Le Duc de Bourgogne , Oncle du Roi de France , ſe chargea de rendre réponſe dans un certain tems pour le Roi d'Ecoſſe. Mais le Comte de Flandre ſon Beau-Frere étant mort dans cet intervalle , le ſoin de ſe mettre en poſſeſſion de ſes Etats , lui fit oublier ou négliger cet engagement. Cependant , ſoit que les Anglois cruſſent que les Ecoſſois ne vouloient pas être compris dans la Treve , ou qu'ils vouluſſent tirer quelque avantage de la dépenſe qu'ils avoient faite , le Duc de Lencaſtre alla ravager l'Ecoſſe juſqu'aux portes d'Edimbourg. Cette irruption obligea le Roi d'Ecoſſe à demander d'être compris dans la Treve , ce qui lui fut accordé par l'interceſſion du Duc de Bourgogne.

Treves avec la
France.

Le Duc de Len-
caſtre oblige les
Ecoſſois à accep-
ter la Treve.

Peu de tems après le retour du Duc de Lencaſtre , un certain Moine Irlandois ſe rendit à la Cour , qui étoit alors à Salisbury , pour découvrir au Roi un ſecret très important. C'étoit que le Duc de Lencaſtre ſon Oncle avoit comploté de lui ôter la vie , & de ſ'emparer de la Couronne. Cette accusation étoit accompagnée de tant de circonſtances , que Richard ne put d'abord ſ'empêcher d'y ajouter foi. Mais le Duc , ſans ſ'émouvoir , ſe juſtifa ſur chaque article , d'une telle manière , que le Roi en parut content. Il ordonna néanmoins que l'accuſateur fût mis en priſon , ſoit pour le faire punir , ou pour l'examiner plus exactement. Cependant , quand on voulut le mener devant le Conſeil , on trouva que la nuit précédente , il avoit été pendu dans ſa priſon , ſans qu'on pût découvrir l'Auteur de cet attentat. Cet accident fit un extrême tort au Duc de Lencaſtre , parce que le Peuple étoit prévenu contre lui , quoiqu'il y eut autant d'apparence que le Moine avoit été mis à mort par les Auteurs de l'accuſation , que par les ordres de l'accuſé.

1384.
Il eſt accuſé
d'avoir conſpiré
contre le Roi.

Il ſ'en juſtifie.

Un autre accident qui arriva peu de tems après , confirma le Peuple dans le ſoupçon que la Relation du Moine avoit fait naître contre le Duc de Lencaſtre. Un Alderman de Londres , qui étoit fort avant dans les bonnes grâces de ce Prince , ayant été accuſé d'avoir conſpiré contre le Roi , fut trouvé coupable après un rigoureux examen. Quoique le Duc fût alors abſent , les étroites liaiſons qu'il avoit avec le Criminel , & les efforts que ſes amis firent pour prévenir la Sentence & pour obtenir enſuite le pardon du Roi , donnerent lieu à des ré-

Il eſt encore
ſoupçonné.

RICHARD II.
1384.
La Treve avec
la France est pro-
longée.

flexions qui n'étoient pas avantageuses à ce Prince. Il étoit alors en Ambassade à Paris, où il fit une dépense de cinquante-mille marcs, qui ne produisit qu'une prolongation de la Treve pendant quelques mois.

1385.
Projet de per-
dre le Duc de
Lencastre.

Si le Duc de Lencastre n'étoit pas aimé du Peuple, il ne l'étoit pas plus des Favoris, qui ne pouvoient esperer de disposer de toutes choses à leur fantaisie, pendant qu'il seroit en crédit auprès du Roi. On sait que c'est assez le caractère de la plupart des Favoris, de ne souffrir auprès de la personne du Maître, que des gens qui leur sont entièrement dévouez. Ceux-ci regardant le Duc de Lencastre comme un surveillant incommode, & incapable de s'abaisser à leur faire la Cour, crurent qu'avant toutes choses, ils devoient se défaire de ce Prince. Dans ce dessein, ils agirent tous de concert, pour faire naître dans l'esprit du Roi des soupçons qui lui fissent regarder cet Oncle comme un ennemi très dangereux. Richard, qui ne voyoit rien, & qui ne vouloit rien voir que par leurs yeux, se laissa tellement prévenir sur ce sujet, qu'il consentit à la résolution qui fut prise, de faire intenter contre le Duc une accusation de Leze-Majesté. Le Juge Tresliân, homme cruel & entreprenant, se chargea d'en dresser les articles, & d'en diriger les preuves. Il offrit même de le juger comme un simple Particulier, quoique, par les Loix du Royaume, il ne pût être jugé que par les Pairs. Ce complot n'ayant pu se faire si secrettement que le Duc n'en fût averti, il jugea qu'il y avoit de l'imprudence à se livrer entre les mains de ses ennemis, qui avoient résolu sa perte. Ainsi, sans se mettre en peine de se justifier, il se retira dans son Château de Pontfract, où il assembla quelques Troupes, & fit d'autres préparatifs, à dessein de se défendre, en cas qu'il fût attaqué. Quoiqu'il n'eût pas beaucoup d'amis, comme on le voyoit persécuté par les Ministres qui étoient encore moins aimez que lui, il trouva sans peine assez de gens qui se rangerent dans son parti. On étoit sur le point de voir une Guerre Civile s'allumer dans le Royaume, lorsque la Princesse de Galles, Mere du Roi, s'entremet pour procurer la Paix, avant qu'on eût commencé les hostilités. Elle y réussit enfin, après bien des voyages & des fatigues, & Richard, désabusé des soupçons qu'on avoit voulu lui faire concevoir contre le Duc son Oncle, lui rendit ses bonnes grâces.

La Princesse de
Galles le recon-
cile avec le Roi.

La France se
prépare à un
grand effort.

Elle envoie du

Pendant ces brouilleries, on ne faisoit aucun préparatif pour la Guerre, quoique la Treve conclue en dernier lieu avec la France & l'Ecosse fût sur sa fin. On se flattoit de pouvoir la renouveler : mais le Roi de France avoit d'autres pensées. Comme il voyoit que la Cour d'Angleterre étoit à cet égard dans une parfaite sécurité, il résolut d'en profiter, en faisant un puissant effort, dont il se promettoit de grands avantages. Pour cet effet, il fit marcher une nombreuse Armée en Guienne, esperant qu'il pourroit achever de conquérir ce Duché, avant que les Anglois fussent en état de s'y opposer. Dans le

même tems , il envoya au Roi d'Ecosse un secours de mille Hommes d'armes (1), sous la conduite de *Jean de Vienne*, qui devoit faire une puissante diversion du côté du Nord , afin de favoriser la descente que les François devoient faire sur les Côtes meridionales de l'Isle. L'allarme que les Anglois prirent de tous ces préparatifs , leur fut salutaire. La Cour donna des ordres si pressans de lever des Troupes, & ces ordres furent exécutez avec tant d'ardeur & de promptitude, que, s'il en faut croire les Historiens, Richard se vit en très peu de tems à la tête de trois-cens-mille hommes. Il en détacha soixante-mille, sous le commandement du Duc de Lencastre, pour marcher vers l'Ecosse, pendant qu'avec le reste, il attendoit lui-même les François près des côtes meridionales. A l'approche du Duc de Lencastre, les Ecoffois, qui ravageoient déjà les frontieres d'Angleterre, se retirerent vers le centre de leur País, laissant au Général Anglois la liberté de venger ses Compatriotes, par les ravages qu'il fit en Ecosse, où il les avoit suivis. Les grandes forces que Richard avoit assemblées, ayant fait perdre au Roi de France l'esperance de réussir dans son projet, il en différa l'exécution jusqu'à un tems plus convenable. Par là Richard se vit en liberté de marcher vers l'Ecosse, avec l'élite de son Armée. Vrai-semblablement, il auroit entierement subjugué ce Royaume, s'il eût su profiter de ses avantages, puisque le Roi d'Ecosse n'étoit pas en état de lui résister. Mais la jalousie que les Favoris concurrent contre le Duc de Lencastre, qui commandoit sous lui, fut causée qu'on laissa perdre une si belle occasion, qui ne se rencontra plus. Les Ecoffois voyant que le Roi d'Angleterre, au lieu de les pousser vivement, s'amusoit à ravager les environs d'Edimbourg, commencerent à revenir de la terreur où les forces formidables de ce Prince les avoient jettez. Comme ils n'étoient pas en état de l'attaquer, ils jugerent que le meilleur moyen pour lui faire quitter l'Ecosse, étoit de faire une diversion dans son propre País. Suivant cette résolution, ils s'éloignerent encore plus de l'Armée Angloise, afin de faire croire au Roi, que c'étoit pour éviter le combat. Mais tout à coup, par des marches précipitées, ils se rendirent dans le Cumberland, où ils firent des ravages épouvantables. Pendant qu'ils étoient en marche pour cette Expédition, Richard ne se mit nullement en peine d'apprendre de leurs nouvelles. Ainsi, croyant qu'ils fuyoient, & content des avantages qu'il avoit déjà remportez, il résolut de retourner en Angleterre, la Guerre n'ayant rien d'agreable pour lui. Il apprit sur sa route, l'entrée des Ecoffois dans le Cumberland, & il auroit pu aisément leur couper le chemin de la retraite. Mais, quelques efforts que le Duc de Lencastre pût faire pour le porter à une vigoureuse résolution, il aima mieux suivre les conseils du Comte d'Oxford. Ce

RICHARD II.
1385.
secours au Roi
d'Ecosse.

Les Anglois le-
vent une nom-
breuse armée.

Le Duc de Len-
castre marche en
Ecosse.

La France re-
met son expédi-
tion à une autre
fois.
Richard marche
en Ecosse.
Il perd l'occa-
sion de subjugu-
er l'Ecosse.

Les Ecoffois font
une diversion
dans le Cumber-
land.

(1) Chaque Homme d'armes avoit avec lui trois ou quatre, & jusqu'à cinq Cavaliers. RAP. TH.

RICHARD II.
1385.

Richard les laisse
fuir & s'en re-
tourne à Londres.

Le Lord Holland
tue le fils du Com-
te de Strafford.

Le Roi refuse
son pardon à la
Princesse de Gal-
les, qui en meurt
de chagrin.

Le Duc de Len-
castre demande
des troupes au
Roi.

Affaires de Por-
tugal.

Le Roi de Por-
tugal demande du
secours à Richard.
Le Roi le lui ac-
corde.

Favori, qui avoit un grand ascendant sur l'esprit de son Maître, fut lui persuader que le Duc de Lencastre ne cherchoit qu'à l'exposer. Cet avis se trouvant conforme à ses soupçons & à ses inclinations, il continua sa marche, sans se mettre en devoir d'aller chercher les ennemis. Tout le monde, excepté les Favoris, trouva si étrange l'indifférence avec laquelle il regardoit les maux dont ses Sujets du Cumberland étoient affligés, qu'on ne put s'empêcher d'en murmurer ouvertement, & de le regarder lui-même comme un Prince peu affectionné au bien du Royaume.

Pendant que le Roi étoit en chemin pour s'en retourner à Londres, le Lord *Holland*, son Frere uterin, ayant pris querelle avec le Fils aîné du Comte de Strafford, le tua, & alla se réfugier dans le Monastere de *Beverley*. L'action étoit si mauvaise, que, malgré les liaisons du sang, Richard résolut d'abandonner le coupable à la rigueur des Loix. En vain la Princesse de Galles, leur Mere commune, interceda pour son Fils; elle ne put jamais obtenir son pardon. Ce refus lui causa un si sensible chagrin, qu'elle en mourut peu de jours après. Cependant, soit que le Roi se repentît d'avoir été si dur envers sa Mere, soit que le meurtrier trouvât une intercession plus puissante auprès de lui, la Princesse étoit à peine dans le tombeau, qu'il accorda le pardon qu'elle avoit inutilement demandé.

La crainte de l'invasion des François étant passée, le Duc de Lencastre mit ses propres affaires sur le tapis, & demanda du secours au Roi, pour faire valoir les droits qu'il avoit sur le Royaume de Castille. La conjoncture ne pouvoit être plus favorable, pour obtenir ce qu'il souhaitoit. Ferdinand Roi de Portugal étant mort, sans laisser d'autres enfans légitimes que Beatrix Femme du Roi de Castille, celui-ci prétendoit que la Couronne de Portugal étoit dévolue à la Reine son Epouse, par la mort du Roi son Pere. Mais les Portugais ne pouvant se résoudre à vivre sous la domination des Castillans, avoient mis sur le Trône, *Jean* Fils naturel de leur dernier Roi. Cette querelle ne pouvant gueres se décider que par les armes, le Roi de Castille entra dans le Portugal, & s'avança même jusqu'à Lisbonne, dont il forma le siege. Mais cette Ville s'étant mieux défendue qu'il ne l'avoit espéré, il se vit contraint de se retirer. Dans la Campagne suivante, il perdit une Bataille, qui le mit dans la nécessité de sortir de Portugal, conservant toujours l'esperance de venir à bout de ses projets, par le secours de la France. Le nouveau Roi de Portugal, voyant que son ennemi alloit être secouru par le Roi de France, envoya des Ambassadeurs en Angleterre, pour faire Alliance avec Richard, offrant de reconnoître le Duc de Lencastre pour Roi de Castille, & d'appuyer son droit de toutes ses forces. Les affaires étoient alors en Angleterre dans une situation tout à fait propre à faire réussir la négociation des Ambassadeurs Portugais. Richard, prévenu contre le Duc son Oncle, souhaitoit

souhaitoit avec ardeur son éloignement, ses Favoris lui faisant regarder ce Prince comme un parent dangereux, & en même tems, comme une espece de Gouverneur très incommode. Ils lui représentoient encore, qu'il étoit de son intérêt de détrôner le Roi de Castille, ennemi juré des Anglois; & qu'il étoit d'autant plus aisé d'y réussir, que le Roi de Portugal offroit de faire une puissante diversion. Le Duc de Lencastre pressoit de son côté, avec toute l'ardeur possible, la conclusion de cette affaire, se persuadant qu'avec les forces de l'Angleterre & le secours du Portugal, il ne lui seroit pas impossible de réussir dans ses desseins. Toutes ces considérations porterent le Conseil du Roi à écouter favorablement les propositions du Roi de Portugal, & à promettre au Duc de Lencastre, un secours proportionné à la grandeur de son entreprise. Suivant cette résolution, le Roi convoqua le Parlement pour lui demander un secours qui le mît en état de faire réussir ce projet. Les Communes l'accorderent avec joye, & marquerent beaucoup d'ardeur pour cette Expédition, moins par affection pour le Duc, que pour l'éloigner du Royaume, où l'on craignoit toujours qu'ils n'excitât enfin des troubles qui pourroient être funestes à l'Etat. Par cette raison, elles prirent cette affaire tellement à cœur, que le Clergé refusant de payer sa part du Subside accordé, elles présentèrent une Adresse au Roi, pour le prier de faire saisir son Temporel. Richard, qui n'aimoit pas assez son Oncle pour se brouiller pour l'amour de lui avec le Clergé, refusa de faire ce que les Communes demandoient. Sa moderation lui fit obtenir du Clergé, ce que la force auroit eu bien de la peine à lui arracher. Ainsi, le Duc de Lencastre, assuré de l'assistance du Parlement, fit en qualité de Roi de Castille, une Ligue offensive & défensive avec le Roi de Portugal, & travailla aux préparatifs de cette Guerre avec toute la diligence possible.

Dans ce même Parlement, *Roger Mortimer*, Comte de la Marche, fut déclaré Successeur présomptif de la Couronne, si Richard mourroit sans Enfants. Il étoit Fils de *Philippe*, Fille unique de *Lionnel Duc de Clarence* second Fils d'*Edouard II.*, & Petit-Fils de *Roger Mortimer* Comte de la Marche, qui avoit été exécuté comme Traître sous le Regne précédent. Mais la Sentence donnée contre lui avoit été cassée depuis, parce que les formalitez prescrites par les Loix & les Coutumes du Royaume n'y avoient pas été observées.

Avant que le Parlement se séparât, le Roi conféra au Comte de Cambridge son Oncle, le titre de *Duc d'York*, & au Comte de Buckingham son autre Oncle, celui de *Duc de Gloucester*. Il ne pouvoit gueres se dispenser d'élever ces deux Princes à une Dignité plus éminente que celles dont ils étoient revêtus, à moins que de vouloir les laisser au-dessous du Comte d'Oxford, qu'il fit en même tems Marquis de Dublin, & peu après, Duc d'Irlande. Ce Favori fut le premier qui porta le titre de Marquis en Angleterre, où il étoit jusqu'alors inusité. Mi-

Tome III.

Q q

RICHARD II.
1385.

Le Parlement
accorde de l'Ar-
gent pour cette
Guerre.

Le Comte de
la Marche est dé-
claré Successeur
présomptif, si Ri-
chard meurt sans
Enfans.

Le Roi confere
de nouveaux ti-
tres à ses Oncles
& à ses Favoris.

RICHARD II.
1385.

chel de la Pole, autre Favori du Roi, fut honoré du titre de Comte de Suffolck, & de la Charge de Grand Chancelier.

1386.
Le Roi d'Armenie arrive en Angleterre.
Richard lui donne une pension.

Au commencement de l'année 1386., *Leon* Roi d'Armenie, chassé de ses Etats par les Turcs, se rendit en Angleterre pour s'y aboucher avec Richard. Son dessein étoit de moyenner une Paix ferme & durable entre la France & l'Angleterre, dans l'esperance qu'ensuite ces deux Couronnes uniroient ensemble toutes leurs forces, pour le rétablir dans son Royaume. Mais s'il ne réussit pas dans son projet, du moins il se procura de la part de Richard, un présent considerable, & une pension annuelle de vingt-mille marcs.

Le Duc de Lancastre part pour l'Espagne.

Dès que le Duc de Lancastre eut achevé ses préparatifs pour son Expédition d'Espagne, il alla s'embarquer à Portsmouth, avec une Armée de vingt-mille combattans, parmi lesquels il y avoit deux-mille Hommes d'armes. Il menoit avec lui *Constance* de Castille sa Femme, & ses deux Filles, *Philippe* & *Catherine*, dont la premiere étoit venue de son premier Mariage avec Blanche de Lancastre, & l'autre du second lit. Le Roi & la Reine les allerent accompagner jusqu'au bord de la Mer, & en leur souhaitant un heureux succès dans leur entreprise, ils leur firent présent de deux Couronnes d'or. Le Duc ayant mis à la voile, s'arrêta quelque tems à Brest, & fit lever le Siege que le Duc de Bretagne avoit mis devant cette Place, que toutes les sollicitations n'avoient encore pu tirer d'entre les mains des Anglois. Ensuite, ayant poursuivi sa route, il arriva le 9. d'Août à la Corogne, où il fit débarquer ses Troupes. En arrivant, il se rendit maitre de diverses Places dans la Galice, & enfin de *Compostelle*, où il passa tout l'Hiver. Pendant que la saison l'empêchoit de continuer ses progrès, il conclut le Mariage de Philippe sa Fille ainée avec le Roi de Portugal, & s'occupa le reste du tems, à former les projets de la Campagne suivante.

Grands préparatifs de la France pour conquérir l'Angleterre.

Le départ du Duc de Lancastre, qui avoit fait du bruit longtems auparavant, avoit inspiré à la Cour de France l'envie de profiter d'une conjoncture si favorable. Comme il y avoit apparence que l'Angleterre, privée de ses meilleures Troupes, se trouveroit sans défense, Charles avoit pris la résolution de faire un nouvel effort pour conquérir ce Royaume. Dans cette vue, il fit des préparatifs si prodigieux, que toute l'Europe attendoit avec étonnement le succès de cette entreprise. Il avoit préparé neuf-cens vaisseaux pour porter les Troupes destinées à cette Expédition, & on avoit fait faire un Fort de bois, qui se démontoit par pieces, afin de mettre son Armée à couvert après la descente. Si le Duc de Berri, son Oncle, qui vouloit rompre ce projet, parce, dit un Historien, qu'il n'en étoit pas l'auteur ne se fût pas fait attendre trop longtems, les François auroient trouvé l'Angleterre dépourvue de Troupes pour sa défense. Mais ce Prince ne s'étant rendu à l'Ecluse que le 14. de Septembre, Richard eut le tems de se préparer d'une maniere à n'avoir plus sujet de craindre les

grands efforts de ses ennemis. Ce fut vrai-semblablement la grande diligence des Anglois, plutôt que la saison, qui n'étoit pas trop avancée pour un si petit trajet, qui obligea le Roi de France à renvoyer ses Troupes dans leurs quartiers.

RICHARD II.
1386.

Dès qu'on avoit été averti en Angleterre des grands desseins de la France, on avoit levé des Troupes avec tant de promptitude & de succès, qu'on avoit assemblé une Armée de deux-cens-mille hommes. Une partie de ces Troupes fut mise dans les Places les plus exposées, pendant que le reste se tenoit prêt à s'opposer à la descente des ennemis. Cependant, comme il ne suffisoit pas d'avoir des hommes, & qu'il falloit aussi les entretenir, ce qui ne pouvoit se faire sans une très grande dépense, le Parlement fut convoqué pour en trouver les moyens. Le Roi ayant demandé un Subside proportionné à ses besoins, le Parlement vouloit bien l'accorder; mais il ne pouvoit se résoudre à le laisser entre les mains du Roi & de ses Favoris, parmi lesquels le Marquis de Dublin & le Comte de Suffolck tenoient le premier rang. La haine que tout le Peuple en général avoit conçue contre ces Seigneurs, étoit si excessive, que pour les détruire le Parlement ne fit pas difficulté de risquer la perte de tout le Royaume. Il présenta au Roi une Adresse, pour demander que le Grand Trésorier & le Comte de Suffolck Grand Chancelier, fussent dépouillés de leurs Emplois. De plus, qu'on fit rendre compte à tous ceux qui avoient manié les deniers publics, soutenant que le Roi trouveroit dans la confiscation des biens de ceux qui avoient malversé, de quoi subvenir aux nécessitez de l'Etat. Richard, qui s'étoit attendu à tout autre chose, dans la conjoncture où le Royaume se trouvoit, reçut cette Adresse avec une indignation qu'il ne lui fut pas possible de dissimuler. Il répondit avec beaucoup d'aigreur, que le Parlement devoit penser aux affaires pour lesquelles il avoit été convoqué, sans se mêler de celles qui ne le regardoient pas. Il ajouta inconsiderément, que, pour faire plaisir au Parlement, il ne chasseroit pas le moindre Marmiton de sa Cuisine. En même tems, il partit pour aller à *Eltham*, ne voulant point recevoir de réplique.

Richard assemble une grande armée.

Il demande de l'argent au Parlement.

Adresse du Parlement au Roi, contre les Favoris.

Réponse offensive du Roi.

Quoique ce Prince ne pût pas douter qu'une réponse si offensante n'eût extrêmement aigri les Communes, il ne laissa pas peu de jours après, de leur envoyer le Chancelier même, pour leur ordonner, d'un ton absolu, de lui accorder le Subside qu'il leur avoit demandé. Cet ordre, jusqu'alors inusité pour des affaires de cette nature, fut reçu avec tant de chagrin, que les deux Chambres s'unissant en cette occasion, comme ayant un même intérêt, firent dire au Roi, qu'elles ne travailleroient à aucune affaire, jusqu'à ce qu'il se fut rendu à son Parlement, & que les Ministres fussent punis selon leurs mérites. Cette réponse ayant achevé d'irriter le Roi, il fit commander de sa part aux deux Chambres, de lui envoyer quarante Députés pour lui rendre

Le Roi demande de l'argent d'un ton absolu.

Brouillerie entre le Roi & le Parlement.

cher d'en être surpris , & de reprocher à son Favori , l'abus qu'il avoit fait de sa bienveillance.

RICHARD II.
1386.

Sur la fin de cette Séance , on reçut l'agréable nouvelle , que l'Armée de France s'étoit séparée , & que la tempête avoit causé un tel dommage à la Flotte ennemie , que de longtems elle ne pouvoit être en état d'agir. De ce grand nombre de Vaisseaux que la France avoit préparés , la plupart furent submergés , ou échouèrent sur la côte d'Angleterre. On en trouva parmi ceux-ci , quelques-uns qui étoient chargés de planches destinées à construire le Fort dont il a été parlé ci-devant.

La Flotte de France périt par la tempête.

Le Parlement s'étant séparé dès que la crainte de l'invasion fut passée , le Roi ne tarda pas longtems à donner des preuves de son inconstance , en rappelant auprès de sa personne le Duc d'Irlande , le Comte de Suffolck & l'Archevêque d'Yorck. Il affecta même de leur faire plus de caresses qu'il n'avoit fait avant leur disgrâce , & de les combler de nouveaux bienfaits. Ces Favoris reprirent leur premier poste , le cœur rempli du desir de se vanger de leurs ennemis , & particulièrement des deux Commissaires des Comptes Publics , qui , par l'examen rigoureux qu'ils avoient fait de leur conduite , avoient procuré leur condamnation. Il ne leur fut pas difficile de persuader au jeune Roi , que c'étoit pour l'amour de lui qu'ils avoient souffert , & que les desseins de leurs ennemis regardoient moins les Ministres que le Roi même. Ils lui représentèrent , qu'en accusant les Conseillers , on fait voir qu'on croit le Souverain incapable de gouverner ; & qu'il n'y a pas de plus prompt moyen pour décréditer un Prince , qu'en persuadant à ses Sujets qu'il se sert de mauvais Ministres. Ces insinuations souvent réitérées firent une si forte impression sur l'esprit du Roi , qu'il prit la résolution de se retirer de la sujettion du Parlement. Mais les Favoris lui firent entendre , que ce seroit un ouvrage très difficile à exécuter , pendant que le Duc de Gloucester seroit à la tête des factieux. Par là , ils le conduisirent à consentir à tous les complots qui pouvoient procurer la ruine de cet Oncle. Dès qu'ils furent sûrs du consentement du Roi , ils concerterent ensemble les moyens de parvenir à leur but. Ils n'en trouverent point de plus propre , que de faire empoisonner le Duc & quelques autres de leurs principaux ennemis , dans un festin ou la Ville de Londres les avoit invitez. Mais comme ils n'osèrent exécuter ce complot , sans s'assurer auparavant du Maire , ce Magistrat en avertit le Duc de Gloucester , qui ne se trouva pas au festin.

Richard rappelle ses Favoris qui l'excitent à se venger.

La perte du Duc de Gloucester est résolue.

Il évite le poison qu'on lui préparoit.

1387.
Les Favoris aiment le Roi contre leurs ennemis.

S'il eût été aussi facile aux Favoris de perdre leurs ennemis particuliers , comme il l'étoit de leur attirer la haine du Roi , à peine seroit-il resté dans le Royaume un Seigneur capable de leur donner de l'ombrage. Mais dans un Gouvernement tel que celui d'Angleterre , particulièrement pendant une Minorité , il n'est pas aisé au Roi & à ses

RICHARD II.
1387.

Les Comtes d'Arundel & de Nottingham quittent leurs emplois.

Le Duc d'Irlande repudie sa Femme & sa cousine du Roi.

Le Duc de Gloucester le menace.

Complot pour rendre le Roi absolu.

Ministres de faire tout ce qu'ils souhaitent. Les Favoris se virent donc obligés de chercher des moyens secrets pour ruiner leurs ennemis, dans la crainte continuelle où ils étoient d'en être eux-mêmes prévenus. Cependant, ils continuoient à donner au Roi de sinistres impressions contre ses meilleurs Sujets, en attendant que ce Prince, devenu majeur, pût agir avec une autorité plus absolue. Les Comtes d'Arundel & de Nottingham, Amiraux d'Angleterre, étant sortis en Mer au commencement du Printemps, enleverent une Flotte de Vaisseaux Marchands François, Espagnols, & Flamans, & en menerent en Angleterre quelques-uns qui étoient chargez de vin. Ensuite, ils prirent leur route vers la Bretagne, & secoururent Brest que le Duc tenoit assiégué. Ce service, qui méritoit quelque reconnaissance de la part du Roi, ne fit que leur attirer son indignation. Quand ils retournerent de leur Expédition, il ne daigna pas même leur parler, tant il avoit été prévenu contre eux par ses Ministres. On lui avoit fait entendre, que la prise de cette Flotte ne manqueroit pas de lui attirer des affaires qui le jetteroient dans un extrême embarras. Ces deux Seigneurs, outre de la manière offensante dont ils avoient été reçus, renoncèrent à leur commission, qui fut donnée au Comte de Northumberland.

C'est ainsi que les Favoris animoient leur Maître contre les principaux Seigneurs, dans l'esperance de recueillir le fruit de leurs artifices quand le Roi seroit venu à sa Majorité, qui n'étoit pas fort éloignée. Mais un accident qui arriva bien-tôt après, leur fit juger qu'ils devoient hâter davantage l'exécution de leurs projets. Le Duc d'Irlande se tenant fier du pouvoir qu'il avoit sur l'esprit du Roi, eut l'insolence de repudier sa Femme, Fille du Seigneur de Coucy, & Petite-Fille d'Edouard III., pour épouser une Fille d'honneur de la Reine, nommée *Lancerrone*, d'une médiocre Maison de Bohême. Quoique ce divorce fit un tort extrême à la Famille Royale, Richard n'en témoigna pas le moindre chagrin. Mais il n'en fut pas de même du Duc de Gloucester, qui ressentit vivement cet affront, & fit connoître qu'il ne perdroit pas l'occasion de s'en vanger, quand il la rencontreroit. Cette menace fit prendre au Duc d'Irlande la résolution de le prévenir. Pour cet effet, après en avoir concerté les moyens avec le Roi, il feignit d'avoir un voyage à faire en Irlande, & prit la route du País de Galles, où Richard voulut l'accompagner. Mais ce prétendu voyage n'étoit que pour pouvoir concerter ensemble plus secretement les moyens d'exécuter le projet qu'ils avoient formé, d'acquiescer un pouvoir despotique, dont le Duc de Gloucester, les Comtes d'Arundel, de Warwick, de Derby, de Nottingham, devoient éprouver les premiers effets. Le résultat de cette consultation fut, que le Roi leveroit une Armée pour intimider ces Seigneurs; Qu'ensuite, il convoqueroit un Parlement, dont on seroit en sorte que tous les Membres fussent à sa dévotion; &

qu'il feroit passer par ce Parlement, tous les Actes nécessaires pour lui assurer une autorité sans bornes.

RICHARD II.
1387.

Dès que ce complot eut été formé, ils se rendirent à Nottingham, où le Roi fit venir les Sherifs de toutes les Provinces, quelques-uns des principaux Citoyens de Londres, & tous les Juges du Royaume. Quand ils furent assemblez, il leur communiqua le dessein qu'il avoit de lever une Armée pour châtier les Seigneurs qu'il leur nomma, du nombre desquels étoit le Duc de Glocester; & demanda aux Sherifs quel nombre de Troupes chacun d'eux pourroit lui fournir. Ensuite, il leur dit qu'il avoit dessein de convoquer un Parlement, & leur commanda de ne pas permettre qu'aucun Député fût élu, qui ne se trouvât dans la Liste qu'il leur donneroit lui-même. Les Sherifs répondirent, qu'il leur donnoit des ordres qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'exécuter: Que le Peuple étoit tellement porté d'inclination pour les Seigneurs dont il leur avoit parlé, qu'il n'y avoit point d'apparence qu'on pût lever une Armée contre eux: Qu'il étoit encore plus difficile de le priver du droit d'élire avec liberté, ceux qui devoient le représenter dans le Parlement. Mais les Juges ne furent pas si scrupuleux dans ce qui les regardoit (1). Le Roi leur ayant demandé, s'il n'avoit pas droit de casser les treize Commissaires établis par le Parlement, & d'annuler les Actes faits à son préjudice; ils répondirent, que le Souverain étoit au-dessus des Loix. Néanmoins, quand on les requit de signer cet Avis, quelques-uns d'entre eux firent des efforts pour s'en dispenser; mais ils y furent contraints par les menaces des Favoris. On prétend qu'un de ces Juges dit tout haut, après avoir signé, que jamais action n'avoit mieux mérité le gibet que celle qu'il venoit de faire (2). L'avis des Juges étant ainsi extorqué, Richard se crut au-dessus de toutes les difficultés. Il voulut d'abord distribuer des Commissions pour lever une Armée. Mais il trouva si peu de gens disposés à le servir, qu'il se vit contraint de se désister de son projet. Ainsi plein de dépit d'avoir si mal réussi, il reprit le chemin de Londres, après avoir inutilement divulgué ses desseins, qui lui attirèrent de plus en plus la haine publique.

Richard communique son dessein aux Sherifs,

qui refusent de s'engager dans le Complot.

Les Juges déclinent que le Roi est au-dessus des Loix.

Le Roi ne peut venir à bout de son dessein.

Un complot de cette nature, tramé si ouvertement, & qu'on est obligé de laisser imparfait, manque rarement d'être funeste à ses Auteurs. Le Duc de Glocester, & les autres Seigneurs de son parti, comprirent par là que leur perte étoit résolue; & que si le Roi & ses Favoris ne

Le Duc de Glocester tâche d'apaiser le Roi.

(1) Ces Juges étoient, le Chevalier *Robert Trafilan*, Président de Justice; le Chevalier *Robert Belknap*, Président de Justice des Plaidoyers communs; le Chevalier *Jean Hols*; le Chevalier *Roger Fulthorp*; & le Chevalier *Guillaume Burgh*. TIND.

(2) C'étoit le Chevalier *Robert Belknap*, qui dit en signant, qu'il ne falloit plus rien qu'un traineau, un cheval, & une corde, pour le mener à la mort qu'il méritoit si bien. Hist. Locutions. TIND.

RICHARD II.
1387.

Le Comte de
Suffolck empêche
la reconciliation.

Les Seigneurs
prennent les ar-
mes.

Le dessein du
Roi est rompu.

Il tâche d'a-
muser les Sei-
gneurs mécon-
tens.

les avoient pas déjà sacrifiés à leur haine, c'étoit moins par défaut de volonté, que de puissance. La seule ressource qui sembloit leur rester, étoit la voye des armes. Mais, comme les gens sages ne se servent de ce moyen, qu'après avoir inutilement tenté tous les autres, le Duc de Gloucester crut devoir faire encore un effort, pour tâcher de faire revenir le Roi de sa prévention. Dans cette vue il lui envoya l'Evêque de Londres, qui lui porta de sa part, des assurances respectueuses de sa fidélité; & une offre de se purger par serment des crimes qu'on lui avoit faussement imputez. Richard parut d'abord assez porté à recevoir cette justification: mais le Comte de Suffolck lui fit bien-tôt changer de pensée, en lui disant, en présence même de l'Evêque, qu'il ne seroit jamais assuré sur le Trône, pendant que le Duc de Gloucester seroit en vie. L'Evêque de Londres fut si choqué de ce discours, qu'il ne put s'empêcher de dire à ce Favori, qu'étant condamné par le Parlement, & ne conservant sa vie que par la pure grace du Roi, il lui convenoit moins qu'à qui que ce fût, d'accuser des Sujets fideles. Cette hardiesse fut si désagréable au Roi, qu'il commanda au Prélat de sortir de sa présence. Les affaires étant réduites à ce point, & les Seigneurs proscrits étant persuadés qu'une vigoureuse défense étoit l'unique moyen qui leur restoit pour se mettre à couvert des desseins que la Cour avoit formés contre eux, ils se déterminèrent enfin à prendre les armes. Comme ils étoient bien avant dans la faveur du Peuple qui les regardoit comme ses protecteurs, ils eurent bien-tôt assemblé une Armée de quarante-mille hommes, avec laquelle ils marcherent droit à Londres.

La diligence des Seigneurs rompit toutes les mesures du Roi & de ses Ministres. Ce Prince avoit résolu de faire un voyage en France, & de livrer au Roi Charles, *Calais & Cherbourg*, afin d'en tirer un puissant secours qui le mît en état de réduire ses Sujets qu'il qualifioit de Rebelles. Mais l'approche soudaine des Seigneurs ne lui ayant pas permis d'exécuter ce dessein, il fallut avoir recours à d'autres moyens pour se tirer de ce mauvais pas. Celui qui lui parut le plus propre, fut d'amuser les Mécontents, pendant que le Duc d'Irlande s'en alloit lever une Armée dans le Pais de Galles, où il avoit beaucoup d'amis. Suivant ce projet, il fit dire aux Seigneurs mécontents, qu'il étoit disposé à leur accorder tout ce qui seroit raisonnable, & qu'il se trouveroit le lendemain, dans la grande Salle de Westminster, où ils pourroient venir lui présenter leur Requête. Les Seigneurs acceptèrent cette offre avec joye, & après avoir pris des précautions pour n'être pas surpris, ils se rendirent au lieu qui leur avoit été marqué. Ils y trouverent le Roi assis sur un Trône, & revêtu de ses Habits Royaux, qui les y attendoit. En approchant du Trône, ils se mirent à genoux, en posture de supplians, quoiqu'en effet ce fut moins pour demander grace, que pour obtenir de lui la punition de ses Ministres. L'Evêque d'Ely,

d'Ely, qui étoit Grand Chancelier (1), leur ayant demandé pour quel sujet ils avoient pris les armes, ils répondirent, qu'ils n'avoient intention que de procurer le bien du Roi & du Royaume. Ils ajoutèrent, que la personne du Roi leur seroit toujours sacrée, & que leur dessein n'étoit que de faire punir les Traîtres qu'il avoit autour de lui. Ensuite, ils nommerent en particulier, le Duc d'Irlande, le Comte de Suffolck, l'Archevêque d'Yorck, le Juge Tresilian, & un Alderman de Londres nommé *Brambre*, qui étoit de la même cabale. Le Roi leur répondit gravement, que dans la prochaine Assemblée du Parlement, on rendroit justice à tout le monde. Ensuite il leur reprocha leur présomption, & voulut leur faire comprendre qu'il ne tenoit qu'à lui de les accabler; mais que par pure condescendance, il vouloit bien les écouter favorablement. Après cela, Il alla prendre le Duc de Glocester par la main, & ayant ordonné aux autres de se lever, il leur dit qu'il auroit égard à leurs plaintes. Comme il n'avoit pour but que de les amuser, il fit publier une Proclamation pour justifier leur prise d'armes, dans l'esperance que cela les obligeroit à congédier leurs Troupes. Mais ils connoissoient trop bien le génie du Roi & de ses Ministres, pour se fier à leur simple parole. Dans la crainte où ils étoient de se voir tout à coup accablés, dès qu'ils ne seroient plus en état de se faire craindre, ils résolurent de demeurer armés, jusqu'à ce que le Parlement fût assemblé. Ils ne tarderent pas longtems à connoître combien cette précaution avoit été nécessaire. Le Duc d'Irlande, qui avoit levé une Armée dans le Pais de Galles, avec une merveilleuse promptitude, marchoit à grandes journées au secours du Roi. S'il eût pu s'approcher de Londres, il n'étoit pas sûr que la Bourgeoisie eût pris le parti des Conféderez. Pour prévenir ce danger, le Comte de Derby, Fils aîné du Duc de Lencastre, ayant pris une partie de l'Armée, alla au-devant du Duc d'Irlande, & l'ayant rencontré dans la Province d'Oxford, il lui livra Bataille, & remporta une victoire aisée sur ce Général qui n'étoit rien moins que guerrier. Dès le commencement du Combat, le Duc, qui craignoit de tomber entre les mains de ses ennemis, se mit à couvert de ce danger par la fuite, sans s'embarasser de ce qui arriveroit à son Armée. Tout son bagage ayant été pris, on y trouva une cassette, où il y avoit une Lettre du Roi, qui lui ordonnoit de marcher à Londres avec toute la diligence possible, & lui promettoit de vivre & de mourir avec lui. La défaite de cette Armée ayant rompu toutes les mesures du Roi & des Favoris, le Duc s'enfuit en Hollande, & après avoir fait quelque séjour à Utrecht, il alla demeurer à Louvain, où il mourut trois ans après. Le Comte de Suffolck voulut se retirer à Calais, mais le Gouverneur

RICHARD II.
1382.

Le Roi envoie
leurs demandes
au Parlement.

Les Seigneurs de-
meurent armés.

Le Duc d'Irlande
se met en marche au se-
cours du Roi avec
une armée.

Il est défait &
& s'enfuit.

Lettres trou-
vées dans la cas-
sette.

Il se retire en
Hollande.

(1) L'Evêque d'Ely, nommé *de la Pool*, ne fut point Chancelier de rechef après son rappel. T I N D.

RICHARD II.
1387.

Les desseins du
Roi sont décou-
verts.

1388.

Conference des
Seigneurs avec le
Roi.

Ils lui font de
grands reproches.

Le Roi ne ré-
pond que par des
larmes.

Il promet de se
rendre à West-
minster & puis
s'en dédit.

On le menace
d'élire un autre
Roi.

Il consent au
bannissement de
ses Favoris.

n'osant se charger dans une semblable conjoncture, ni de l'arrêter ni de le protéger, prit le parti de le renvoyer au Roi. Cependant, Richard s'étoit réfugié à la Tour, dans l'incertitude où il étoit de la résolution que les Seigneurs victorieux prendroient à son égard. Il avoit d'autant plus de sujet de craindre, qu'en ce tems-là, on arrêta un François qui lui portoit un Saufconduit, afin qu'il pût se rendre à Boulogne où le Roi Charles l'attendoit. On découvrit encore par une Lettre, qui fut trouvée entre les mains du même porteur, que Charles s'attendoit à être mis en possession de Calais & de Cherbourg, & qu'il avoit même avancé une partie de la somme qu'il étoit convenu de donner pour ces deux Places.

Les Seigneurs liguez ayant connu par là, mieux qu'ils n'avoient fait jusqu'alors, les pernicioeux desseins du Roi & de ses Ministres, firent entrer toute leur Armée dans Londres, après quoi ils firent demander au Roi une Conference. Richard auroit bien voulu s'en dispenser; mais comme il se voyoit sans ressource, & qu'il craignoit d'être affamé dans la Tour, il n'osa la refuser. Dans cette entrevue, ils lui reprocherent aigrement le complot formé à Nottingham pour les perdre; le dessein de se rendre absolu, par le moyen d'une Armée; la tentative qu'il avoit faite pour avoir un Parlement à sa dévotion; les ordres envoyez au Duc d'Irlande de marcher à Londres, pendant qu'il les amusoit par de vaines promesses; enfin, le Traité qu'il avoit fait avec le Roi de France, pour lui livrer Calais & Cherbourg. Richard ne répondit à ces reproches que par une grande abondance de larmes, qui touchèrent les Seigneurs. Ils se persuaderent que la mauvaise conduite du Roi ne provenoit que de son peu d'expérience, & des mauvais conseils de ses Favoris; & que ne les ayant plus auprès de lui, il pourroit se remettre dans le bon chemin. Cette pensée les ayant rendus plus traitables, il fut convenu que le Roi se trouveroit le lendemain à Westminster, pour y régler avec eux les affaires du Gouvernement. Ils étoient à peine sortis de la Tour, qu'il changea de résolution, & leur fit savoir qu'il ne vouloit point conférer avec eux. Cette inconstance les irrita tellement, que sur le champ, ils lui firent dire à leur tour, que s'il ne se trouvoit pas le jour suivant à Westminster, comme il s'y étoit engagé, ils s'y rendroient eux-mêmes, pour procéder à l'élection d'un nouveau Roi. Une déclaration si précise causa une telle frayeur à ce jeune Prince, que non seulement il se rendit au lieu de la Conference; mais il consentit même au bannissement de ses deux principaux Favoris, de l'Archevêque d'Yorck, des Evêques de Durham & de Chichester (1), & de plusieurs autres Seigneurs & Dames qui avoient favorisé les desseins de la Cour. Quant aux Juges, comme on

(1) L'Evêque de Chichester étoit *Thomas Rushoote*, qui fut privé de sa Dignité, & remplacé par *Richard Misford*, le 7. de Mai 1389. REV. W. S.

avoit dessein de les traiter à toute rigueur, ils furent arrêtés pendant qu'ils étoient occupez dans la Salle de Westminster à faire les fonctions de leurs Charges, & envoyez à la Tour.

Le Parlement s'étant assemblé au mois de Fevrier 1389, on y porta des accusations de Haute Trahison contre plusieurs personnes, qui furent condamnées à diverses peines. *Trefilian*, *Brambre*, & quelques autres Chevaliers & Gentilshommes, furent pendus à Tyburn. Les autres Juges, & l'Evêque de Chichester, reçurent aussi la même Sentence; mais on leur fit grace de la vie, & l'on se contenta de les releguer en Irlande. Pour ce qui regarde les deux Favoris & l'Archevêque d'York, ils furent condamnés au bannissement, & l'on confisqua leurs biens au profit du Roi.

Après que le Parlement eut satisfait à ce qu'il croyoit devoir à la Justice, il passa deux Actes, dont le premier défendoit d'attribuer au Roi les mouvemens précédens, & l'autre accordoit une Amnistie générale aux deux Partis. Les affaires étant ainsi réglées, le Roi renouvela son Serment du Sacre, comme s'il eût commencé un nouveau Regne, & tous les Seigneurs lui rendirent hommage, & lui prêterent un nouveau serment de fidélité. Ce Parlement, qui fut nommé *l'Impiroyable*, ne finit que le 4. de Juin.

Pendant les troubles qui avoient agité l'Angleterre, les Ecoffois voulant profiter de la conjoncture, s'étoient avancés jusqu'à Newcastle, sous la conduite du Chevalier Douglas, & avoient fait de grands ravages sur les frontieres. Dès que les troubles furent apaisés, *Henri Percy*, surnommé *Chaud-épéron*, Fils du Comte de Northumberland, marcha contre les Ecoffois, & leur ayant livré Bataille, il tua Douglas de sa propre main. Mais le Comte de Dumbar étant survenu pendant le Combat avec un Corps de Troupes toutes fraîches, en fit tellement changer la face, que l'Armée Angloise fut enfin battue, & Percy fait prisonnier.

Environ ce même tems, le Comte d'Arundel, à qui le Parlement avoit conféré la Charge de Grand Amiral, alla secourir le Duc de Bretagne que le Roi de France attaquoit. Ce secours ayant obligé Charles à donner la Paix au Duc, les Anglois furent renvoyés chez eux. En s'en retournant, le Comte d'Arundel prit aux François, quatre-vingts Vaisseaux chargés, & pillâ les Isles de Ré & d'Oleron, après quoi il fit rentrer sa Flotte dans les Ports. Peu de tems après, les deux Couronnes convinrent d'une Treve de trois ans, dans laquelle les Ecoffois furent compris.

Depuis le dernier Parlement, l'Angleterre se trouvoit dans un état assez tranquille. Les nouveaux Ministres, se conduisant par d'autres maximes que les précédens, n'avoient garde d'engager le Roi dans des démarches qui avoient été sur le point de causer sa ruine. Mais si l'on avoit réussi à changer le Conseil du Roi, on n'avoit pas trouvé la même

2: c v o u s n
2388.

1389.
Le Parlement
s'assemble.
Deux des Juges
sont pendus &
d'autres punis.

Amnistie.

Les Anglois sont
battus par les
Ecoffois.

Exploits du
Comte d'Arundel
sur Mer.

RICHARD II.
1389.

Richard prend
les rênes du Gouvernemen-
t.

Il change le
Ministère.

Le Duc de Glo-
cester étant ac-
cusé se justifie.

Retour du Duc
de Lencaſtre.

facilité à changer l'humeur de ce Prince. L'esprit rempli de son propre mérite, il ne se voyoit qu'avec une peine extrême sous la direction d'autrui, dans un tems où il se voyoit en âge de prendre lui-même les rênes du Gouvernement. Dès qu'il fut entré dans sa vingt & unième année, il assembla son Conseil, auquel il voulut que tous les Membres assistassent. Quand ils furent assemblez, il leur demanda quel âge il avoit ; à quoi on répondit qu'il avoit vingt ans accomplis. Puisque cela est, ajouta-t-il, je veux gouverner moi-même mon Royaume, la condition d'un Roi ne devant pas être moins avantageuse que celle de ses Sujets, qui sont autorisez à cet âge à diriger leurs propres affaires. Après leur avoir ainsi fait connoître ses intentions, il commanda au Chancelier de lui remettre le Grand Sceau, dont il confia la garde à l'Evêque de Winchester (1). En même tems, il destitua l'Evêque de Hereford de sa Charge de Grand Trésorier, & ayant ôté de son Conseil le Duc de Gloucester son Oncle, le Comte de Warwick, & quelques autres qui ne lui étoient pas agréables, il y mit en leur place, des gens qu'il crut plus soumis à ses volontez. Cette démarche n'avoit rien d'étrange en elle-même, puisqu'il étoit en droit de faire ces changemens. Cependant, on ne laissa pas de remarquer, qu'il n'avoit jamais moins donné de marques de la prudence qu'on suppose dans ceux qui commencent leur Majorité, que dans le choix qu'il fit de ses nouveaux Ministres, qui n'étoient nullement capables des Emplois qui leur étoit confiez. Aussi ne tarda-t-on pas longtems à voir le désordre & la confusion dans les affaires publiques. Un des premiers soins des Favoris fut, d'insinuer au Roi que le Duc de Gloucester avoit de mauvais desseins contre sa personne. Mais le Duc s'en justifia si bien, que le Roi eut honte d'avoir écouté une accusation si mal fondée. Il ne voulut pourtant pas permettre que le Duc poursuivît en justice ses accusateurs, quoiqu'ils eussent été confondus en sa présence.

Pendant que Richard étoit dans la crainte des entreprises de cet Oncle, qu'on lui représentoit comme un ennemi très dangereux, il en vit arriver un autre qui ne lui étoit pas moins formidable. C'étoit le Duc de Lencaſtre, qui revenoit de son Expédition d'Espagne. Les progrès qu'il avoit faits en ce Pais-là, avoient enfin obligé le Roi de Castille à faire avec lui un Traité, par lequel il s'étoit engagé à lui payer comptant six-cens-mille livres, & à lui assigner une pension annuelle de quarante-mille livres, pendant sa vie & celle de la Duchesse sa Femme. Ce Traité fut suivi du Mariage de la Princesse Catherine, Fille du Duc & de Constance, avec Henri Fils aîné du Roi de Castille, en faveur duquel le Duc & la Duchesse s'étoient départis de leurs prétentions sur ce Royaume.

(1) C'étoit *Guillaume Wickam*, Fondateur de l'Ecole de *Winchester* & du *Newman College*, à *Oxford*. TIND.

Quoique Richard ne fût pas trop content de l'arrivée du Duc de Lencaſtre, il ne laiffa pas de le recevoir avec des careſſes qui donnerent lieu d'eſperer qu'il y auroit déformais une heureuſe union dans la Famille Royale. Cette eſperance ſe confirma par la reconciliation que le Duc de Lencaſtre procura entre le Roi & le Duc de Gloceſter, reconciliation qui parut ſi ſincere de la part du Roi, que tout le monde y fut trompé. Malgré ces belles apparences, la préſence du Duc de Lencaſtre ne laiſſoit pas d'être importune à Richard. On en peut bien juger, par le prix dont il voulut bien acheter ſon éloignement. Pour parvenir à ce but, il lui fit le plus riche préſent dont un Roi d'Angleterre pût alors gratifier un Sujet, en l'investiſſant du Duché de Guienne, avec les mêmes droits qui avoient été accordez au feu Prince de Galles Pere du Roi. Comme il n'avoit jamais eu d'affection pour lui, ce ne pouvoit être que dans la vue de l'éloigner d'Angleterre, qu'il lui fit un ſi riche préſent.

Peu de tems après, le Comte de Derby, Fils ainé du Duc de Lencaſtre, alla porter les armes en Pruſſe, où il ſe distingua par un grand nombre de belles actions. Pendant que ce Prince travailloit à ſ'acquérir de la reputation par ſes exploits guerriers, Richard paſſoit ſa vie dans une apparence de Guerre. Il employoit des ſommes immenſes à faire des Tournois, qui donnoient occaſion de le comparer, très déſavantageuſement pour lui, avec le Comte de Derby ſon Couſin, qui étoit un Prince fort eſtimé.

Pendant que le Roi s'occupoit à ces divertiffemens, le Parlement renouvella un Statut fait ſous le Regne d'Edouard III., & confirmé ſous celui-ci. Cet Acte condamnoit comme coupables de Haute Trahiſon, ceux qui porteroient dans le Royaume des *Proviſions* de la Cour de Rome, ſans en avoir obtenu la permiſſion du Roi. Un Nonce, qui fut envoyé en Angleterre ſur ce ſujet, y fit grand bruit, & menaça même que le Pape en viendroit aux dernieres extrémitez. Mais ſes menaces ne furent pas capables d'obliger le Parlement à révoquer l'Acte. Tout ce qu'il put obtenir, fut un repit pour ceux qui étoient tombez dans cette nouvelle ſorte de crime, juſqu'à la prochaine Aſſemblée du Parlement.

Bien qu'une cruelle Peſte, & une Famine non moins intolerable affligeaſſent alors l'Angleterre, le Roi, qui aimoit le faſte juſqu'à l'excès, ne retranchoit rien ni de ſes plaiſirs ni de ſes dépenſes, qui alloient à des ſommes prodigieuſes. On dit qu'il entretenoit tous les jours dix-mille perſonnes. Il ſe faiſoit un honneur de ſurpaſſer en magnificence, tous les Souverains de l'Europe, comme s'il eût eu une ſource inépuisable d'argent. Trois-cens domeſtiques étoient employez à ſa ſeule Cuiſine, & la Reine avoit un pareil nombre de Femmes à ſon ſervice. Les Courtiſans obtenoient ſi aisément tout ce qu'ils demandoient que cette facilité faiſoit perdre aux faveurs du Roi une

RICHARD II.
1390.
Le Roi ſe reconcilie avec ſes Oncles.

Il donne la Guienne au Duc de Lencaſtre.

Le Comte de Derby va ſervir en Pruſſe.

1391.
Statut contre les Proviſions renouvelé.

Dépenses excessives du Roi.

RICHARD II.
1391.

bonne partie de leur prix. Enfin, ce Prince affectoit en toutes choses une prodigalité qui ne pouvoit qu'être à charge aux Sujets, & par une suite nécessaire, lui attirer leur aversion.

1392.
Londres refuse
de lui prêter mil-
le livres sterling.

Comme ses revenus ne pouvoient pas suffire à tant de dépenses, il voulut tenter de tirer quelque secours de la Ville de Londres. Mais, de peur d'effaroucher les habitans, il se contenta d'éprouver leur affection par un emprunt de mille livres sterling, apparemment à dessein de ne se borner pas dans la suite à si peu de chose. Quelque médiocre que fût cette somme, il eut le chagrin d'essuyer un refus très mortifiant, jusques-là même qu'un Marchand Italien, qui offrit de prêter seul cette somme, fut mis en pieces par la populace. Richard ressentit vivement cet affront, dont peu de tems après il trouva l'occasion

Le Roi lui ôte
sa Chartre,

& la lui rend
pour de l'argent.

de se venger. Sous prétexte de châtier une émeute de peu de conséquence qu'un Garçon Boulanger avoit excitée dans Londres, il dépouilla la Ville de tous ses Privileges, lui ôta sa Chartre, & transféra les Cours de Judicature à Yorck. Il est vrai que dans la suite il lui rendit le tout : mais elle fut obligée de le racheter par un présent de dix-mille livres sterling, & de deux Couronnes d'or. Mais, quoique Londres payât cherement le refus de prêter mille livres au Roi, c'étoit peu de chose en comparaison du préjudice que le Roi lui-même en reçut. Par cette démarche, il acheva de perdre l'affection de cette Ville, qui lui fit bien sentir dans la suite, combien il est dangereux à un Roi d'Angleterre de l'avoir pour ennemie.

1393.
Rebellion en
Irlande.

Dès le commencement de l'année 1393, on vit arriver à Londres des Députés des Anglois établis en Irlande, qui venoient demander du secours contre les originaires du Pais. Depuis quelque tems, il y avoit dans cette Isle de fréquens soulèvemens, qui faisoient comprendre que les Irlandois cherchoient à secouer le joug des Anglois. On auroit dû remédier plutôt à ces désordres ; mais Richard, trop abandonné à ses plaisirs, avoit négligé les affaires d'Irlande, comme s'il n'y eût eu aucun intérêt. Enfin, le mal s'étoit tellement accru, qu'il ne fut pas possible, sans risquer la perte de cette Isle, de différer plus longtems à y apporter les remèdes convenables. Le Duc de Gloucester s'offrit d'aller reprimer les Rebelles : mais le Roi ne jugeant pas

Le Roi se pré-
pare à se rendre
en Irlande.

à propos de lui confier le commandement d'une Armée, résolut d'aller lui-même en ce Pais-là. Dans ce dessein, il convoqua un Parlement, qui lui accorda une grosse somme, tant pour la Guerre d'Irlande, que pour subvenir à la dépense de l'Ambassade des Ducs de Lencastre & de Gloucester, qui devoient aller négocier une Paix finale avec la France. Mais cette affaire fut rompue par un accident qui empêcha les Plénipotentiaires de s'assembler entre Ardres & Guisnes, comme on en étoit convenu. Le Roi Charles, qui étoit de tems en tems attaqué d'une maladie qui lui troubloit l'esprit, s'étant rendu à Abbeville où on l'avoit mené pour faire voir aux Anglois qu'il

Négociation a-
vec la France.

se portoit bien, y retomba dans sa démenche ordinaire. Cette rechute fut cause qu'on renvoya la négociation de la Paix, à un tems plus convenable.

RICHARD II.
1793.

Les préparatifs que le Roi faisoit pour son voyage d'Irlande, furent un peu interrompus au commencement de l'année 1394, par les soins qu'il fallut prendre des funeraillles de la Reine son Epouse, & des Duchesses de Lencastre & d'Yorck, qui moururent à peu près dans un même tems. On prétend que la Reine favorisoit beaucoup la Doctrine de Wicleff, & que, si elle eût vécu plus longtems, elle auroit épargné aux *Lollards* (c'est le nom qu'on donnoit aux Sectateurs de Wicleff) bien des maux qu'ils souffrirent dans la suite. Le départ du Duc de Lencastre leur principal Patron, qui étoit allé en Guienne pour prendre possession de la Principauté, ne contribua pas peu à hâter les desseins de leurs ennemis, qui profitèrent de ces favorables conjonctures pour les persécuter.

1394.
Mort de la Reine.

Quelque grande que fût l'affliction que Richard ressentit de la mort de la Reine, il ne laissa pas de partir pour l'Irlande, comme il l'avoit projeté. Il arriva dans cette Isle au mois de Septembre, & fit d'abord quelques progrès contre les Rebelles. Mais, comme la saison ne lui permettoit pas de les continuer, il se rendit à Dublin, où il tint un Parlement, pendant que le Duc de Glocester assembla celui d'Angleterre (1), qui accorda un Subside pour pousser la Guerre d'Irlande.

Le Roi part
pour l'Irlande &
y fait quelques
progrès.

Richard se préparoit à se remettre en campagne, lorsqu'il vit arriver d'Angleterre l'Archevêque d'Yorck & l'Evêque de Londres, qui venoient le supplier de la part du Clergé, de hâter son retour dans son Royaume. Ils lui firent même entendre, que le moindre retardement étoit capable de porter un préjudice irréparable à la Religion. Le fondement de cette grande allarme étoit, que dans le dernier Parlement, les *Lollards* avoient fait des instances pour faire en sorte qu'on travaillât à la Réformation de l'Eglise (2). Comme ils avoient beaucoup de partisans dans le Royaume, & dans le Parlement même, le Clergé craignit qu'on ne procédât à cette Reformation. C'est par cette raison que les deux Prélats Députés exagerèrent tellement le danger où la Religion se trouvoit, que Richard partit sur le champ pour retourner en Angleterre, laissant au Comte de la Marche le soin de terminer la Guerre d'Irlande. Dès qu'il fut arrivé à Londres, il prit certaines mesures avec le Clergé pour tâcher de supprimer la Secte

1395.
Desseins des Lollards, qui obligent le Clergé à députer au Roi.

Retour du Roi.
Il tâche de supprimer la Secte des Lollards.

(1) *Walsingham* dit que le Parlement d'Angleterre fut convoqué par *Edmond* Duc d'*Yorck*, que le Roi avoit laissé Régent; & que le Duc de *Glocester*, que le Roi avoit mené avec lui en *Irlande*, s'en retourna en Angleterre pour y représenter les besoins du Roi. T I N D.

(2) Les *Lollards* présentèrent une Remontrance à la Chambre du Parlement, contre les corruptions de l'Eglise: elle contenoit douze Articles. T I N D.

RICHARD II.
1395.

des Lollards, & contraignit même un certain Chevalier d'en faire une abjuration publique, le menaçant de le punir de mort s'il se rengageoit dans la même Secte.

Le corps du Duc
d'Irlande est por-
té en Angleterre.

Peu de tems après, on apporta en Angleterre, par ordre du Roi, le Corps du Duc d'Irlande qui étoit mort à Louvain. L'affection de Richard s'étant réveillée à cet objet, il fit ouvrir le cercueil, pour se donner encore la satisfaction de voir cet homme qu'il avoit tant aimé.

Le Roi assiste à
ses funérailles.

Ensuite, il lui fit faire de magnifiques funérailles, & voulut lui-même les honorer de sa présence, comme Edouard II. avoit fait autrefois à l'égard de Gaveston. Mais la Noblesse refusa de faire cet honneur à un Favori de qui elle avoit trop de sujet de se plaindre. Ainsi, de même qu'Edouard II., Richard ne fut accompagné dans cette pompe funebre que de quelques Membres du Clergé (1).

1396.
Les Galcons re-
fusent de recon-
noître le Duc de
Lencastre.

Pendant que le Roi avoit été occupé à son Expédition d'Irlande, le Duc de Lencastre, qui étoit allé à Bourdeaux pour y faire reconnoître sa Souveraineté, y avoit trouvé des obstacles auxquels il ne s'étoit pas attendu. Les Galcons, prétendant que leur Païs étoit inséparablement uni à la Couronne d'Angleterre, soutenoient qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de l'aliéner. Cette prétention étoit fortifiée d'une raison d'intérêt, qui les confirmoit dans leur obstination. Ils disoient, que si une fois ils étoient séparés de l'Angleterre, ils courroient risque de se voir priver de la seule protection qui pouvoit les empêcher de tomber sous la domination de la France. Par cette raison, ils prétendoient que l'alienation dont il s'agissoit étoit également préjudiciable à eux-mêmes, & à la Couronne d'Angleterre. On leur objectoit, qu'ils n'avoient pas fait la même difficulté à l'égard du Prince de Galles Pere du Roi. Mais ils répondoient, qu'il y avoit une extrême différence entre l'alienation précédente, & celle-ci; Que la premiere ayant été faite en faveur de l'Héritier présomptif de la Couronne, ne devoit durer qu'un certain tems; au-lieu qu'il pouvoit aisément arriver que celle-ci fût éternelle. Après plusieurs contestations qu'il y eut sur ce sujet, & qui durèrent même assez longtems, le Roi résolut enfin de revoquer le don; à quoi le Duc de Lencastre se soumit de bonne grace, puisqu'aussi bien il n'étoit pas en état de l'empêcher. Pour le consoler en quelque maniere de la perte qu'il venoit de faire, le Roi lui permit d'épouser *Catherine Roet*, Veuve du Chevalier Thomas Swinford. Le Duc avoit longtems entretenu cette femme en qualité de Maitresse, & en avoit eu plusieurs enfans, que le Roi & le Parlement voulurent bien légitimer (2) sous le nom de *Beaufort*. Quelque tems après, le Roi créa l'ainé Comte de Sommerfet.

Le Roi révoque
le don.

Troisième Ma-
riage du Duc de
Lencastre.

Ses enfans lé-
gitimes.

(1) Le Duc d'Irlande fut enterré à *Coln* dans le Comté d'*Essex*. Le Comte d'*Oxford*, venant du chef d'*Alberic de Vere* son Oncle, succéda à ses biens & à ses honneurs. T I N D.

(2) Ces Enfans étoient au nombre de quatre, *Jean*, *Thoms*, *Henri*, & *Joanne*.
Avant

Avant l'arrivée du Duc de Lencaſtre, le Roi avoit envoyé des Ambaſſadeurs en France, pour y demander en Mariage la Princeſſe *Iſabelle* Fille de Charles VI. La Cour de France avoit d'abord rejeté cette propoſition, tant parce que la Princeſſe n'étoit âgée que de ſept ans, qu'à cauſe qu'elle avoit été promiſe au Duc de Bretagne. Cependant, malgré ces difficultez, ce Mariage ne laiſſa pas de ſe conclure, dans une ſeconde négociation, & en même tems, on convint d'une Treve de vingt & huit ans entre les deux Couronnes. Peu de tems après, les deux Rois ſe rendirent entre Ardres & Calais, ſous des Tentes qu'on y avoit fait dreſſer, où les deux Cours étalèrent toute leur magnificence, & où la Treve fut ſignée, & le Mariage ſolemnisé. On prétend qu'en cette occaſion, Richard fit une dépenſe de trois-cens-mille-marc (1), ſomme qui excédoit de beaucoup celle de deux-cens-mille marcs qu'il reçut en déduction de ce qui lui avoit été promis pour la Dot de la Reine ſon Epouſe. Le Duc de Gloceſter, qui n'étoit content ni du Mariage ni de la Treve, ne put ſ'empêcher d'en témoigner ſon chagrin. Il dit franchement au Roi, qu'il auroit été plus à propos de faire des efforts pour recouvrer ce que l'Angleterre avoit perdu en France, en y faiſant une vigoureuſe Guerre, que d'entrer en Alliance avec cette Couronne, qui tiroit toujours bien plus d'avantages des Traitez qu'elle faiſoit avec les Anglois, que du ſuccès de ſes armes.

La dépenſe ordinaire du Roi, & celle qu'il venoit de faire pour ſon Mariage, ayant entièrement épuisé ſon Epargne, & l'ayant même engagé à faire de grands emprunts, il fallut recourir à des moyens extraordinaires pour remplir ſes coffres. Quoique le Parlement, qui ſ'afſembla au commencement de l'année 1397, lui accordât une ſomme très conſidérable, ce ſecours ne fut pas ſuffiſant pour le mettre en état de payer ſes dettes. D'ailleurs, il prit encore occaſion d'augmenter la dépenſe de ſa Maiſon, du bruit qui courut que les Electeurs avoient jetté ſes yeux ſur lui, pour l'élever à la Dignité Imperiale, & par là, il ſe mit encore plus à l'étréit. Comme il avoit honte de demander de nouveaux ſecours au Parlement, il eut encore recours à la voye des emprunts, ou pour mieux dire, des dons forcez, qu'il exigea de toutes les perſonnes aiſées. Il n'y eut Seigneur, Prêlat, Gentilhomme, ou riche Bourgeois, qui ne fût obligé de lui prêter quelque ſomme, qu'on ſavoit bien qu'il n'avoit pas deſſein de rendre. Mais, quoique cette voye de lever de l'argent ſur le Peuple, ait toujours été regardée par les Anglois comme une des plus grandes infractions de leurs privileges; en cette occaſion, elle ne produiſit aucun mouvement. Chacun étoit

RICHARD II.
1396.

Richard épouſe
Iſabelle Fille de
Charles VI.

Treve de vingt
& huit ans, en-
tre la France &
l'Angleterre.
Entrevue des
deux Rois.

Le Duc de Glo-
ceſter reproche
au Roi la Treve
& ſon Mariage.

1397.
Dépenſe excéſ-
ſive du Roi.

Il ſe ſert de di-
vers moyens illé-
gitimes pour a-
voir de l'argent.

Ils furent ſurnommez *Beaufort*, du Château de *Beaufort* en France, qui leur ap-
partenoit du chef de *Blanche d'Artois*. TIMO.

(1) *Speed* dit quarante-mille. p. 606. TIMO.

Tom III.

RICHARD II.
1397.

intimidé ; & quoiqu'on ressentit vivement cette injustice, on prit patience, dans la pensée que ce seroit pour la dernière fois.

Le Public en
mourure.

Le Duc de Glo-
cester lui repro-
che cette faute.

Richard con-
çoit des soup-
çons contre ses
Oncles

Les Ducs
d'Yorck & Len-
castre quittent la
Cour.

Le Roi se dé-
fait du Duc de
Glocester.

On ne regarda pas avec la même tranquillité la restitution de *Cerbourg* au Roi de Navarre, & de *Brest* au Duc de Bretagne. Quoique ces deux Places ne dépendissent pas originairement de l'Angleterre, les Anglois avoient fait de si grands frais pour secourir les deux Princes à qui elles appartenoient, qu'on auroit pu légitimement les garder jusqu'à un entier remboursement. C'est ce qui fit que tout le monde en fut très mécontent, d'autant plus que le Roi n'en tira qu'une somme fort modique, qui ne fut même employée qu'à des dépenses inutiles. Il est vrai qu'il prétendoit que l'engagement où il étoit entré de rendre ces Places, après la Paix, ou une longue Treve avec la France, rendoit cette restitution nécessaire ; mais on savoit aussi que le Roi de Navarre, & le Duc de Bretagne, avoient été les premiers à lui manquer de parole. Quoiqu'il en soit, le Duc de Glocester trouva cette faute si préjudiciable à l'Angleterre, qu'il ne put s'empêcher de la reprocher au Roi son Neveu, en termes extrêmement forts ; à quoi Richard répondit d'une manière qui lui fit assez connoître combien il étoit choqué de sa remontrance. Cet accident réveilla dans le cœur du Roi, la haine qu'il avoit conçue contre le Duc de Glocester, qui étant plutôt assoupie qu'éteinte, ne laissoit pas de se manifester de tems en tems, quelque soin qu'il prît de la dissimuler. Il se plaignit aux Ducs de Lencastre & d'Yorck, que le Duc de Glocester se méloit de contrôler ses actions ; & parmi ses plaintes, il laissa couler des expressions, qui faisoient juger qu'il les soupçonnoit tous trois d'avoir de mauvais desseins contre lui. Ces deux Princes protestèrent qu'ils avoient pour lui une fidélité inviolable, & qu'ils ne doutoient point que le Duc leur Frere ne fût dans les mêmes sentimens, quoique son temperament bouillant le fit quelque fois parler avec trop de chaleur. Le Roi parut satisfait de leur justification. Cependant la facilité qu'il eut à s'appaiser après avoir marqué tant de passion, leur fit concevoir des soupçons qui les portèrent à quitter la Cour, pour se retirer dans leurs Terres. Leur retraite fut vraisemblablement la cause de la ruine du Duc de Glocester. Par là, ses ennemis eurent l'occasion & la facilité d'animer de plus en plus le Roi contre lui, & de le déterminer enfin, à se délivrer de ce surveillant incommode. Mais comme on ne pouvoit rien trouver dans sa conduite, qui l'exposât à la rigueur des Loix, & que même il auroit été dangereux de le prendre par cette voye, Richard résolut d'en employer une plus prompte & moins incertaine. Pour exécuter ce dessein, il se rendit un matin, à la maison de campagne de ce Prince, & l'ayant trouvé au lit, il le pria de s'habiller promptement pour l'accompagner à Londres. Il prit pour prétexte, qu'il avoit besoin de lui dans une affaire très importante, dont il l'informerait en chemin. Le Duc étant incontinent monté à cheval, se mit à côté du Roi, qui l'entretint

de cette prétendue affaire, sans témoigner qu'il eût aucun autre dessein. Pendant qu'ils parloient ensemble, ils entrèrent dans un chemin creux où le Duc fut tout à coup envelopé par une troupe de Cavaliers, & conduit de là, dans un Vaisseau qui l'attendoit sur la Tamise pour le transporter à Calais (1). Dès que le Roi fut arrivé à Londres, il fit appeler les Comtes de *Warwick* & d'*Arundel*, & après qu'il les eut entretenus quelque tems d'une manière qui ne marquoit rien moins que son dessein, il les fit arrêter & conduire à la Tour. Il en usa de même à l'égard du Lord Cobham, & de quelques autres Seigneurs dont il avoit dessein de se défaire. Cependant, les avis qu'on lui donna que le Peuple commençoit à s'émouvoir, l'obligerent à publier une Proclamation, dans laquelle il assuroit, que c'étoit pour de nouvelles malversations que ces Seigneurs avoient été arrêtez. De plus, il promettoit qu'on n'agiroyt contre eux que par les voyes ordinaires de la Justice.

RICHARD II.
1397.

Il fait arrêter
les Comtes d'A-
rundel & de War-
wick.

Cette Proclamation ayant un peu calmé les esprits, le Roi convoqua tous les Pairs du Royaume à Nottingham. C'étoit plutôt de dessein de les sonder, que de leur demander leur avis touchant la manière dont on devoit procéder contre les prisonniers, puisque sa résolution étoit déjà prise. Ce fut pourtant le prétexte qu'il prit pour les assembler. Après que l'affaire eut été débattue dans le Conseil, les Seigneurs craignant de s'attirer ou l'indignation du Roi, ou la haine du Public, s'ils en venoient à quelque résolution, déclarèrent qu'elle étoit d'une telle nature, qu'elle ne pouvoit être décidée que par l'autorité du Parlement. C'étoit précisément ce que le Roi demandoit. Il avoit déjà pris toutes les mesures nécessaires, pour avoir un Parlement à sa dévotion. Depuis quelque tems, il avoit changé tous les Sherifs du Royaume, & n'en avoit souffert aucun qui ne lui eût promis de le servir dans ses desseins. Il avoit pris les mêmes précautions à l'égard de toutes les charges de Magistrature, qui peuvent donner du crédit dans les Villes & dans les Provinces. Ainsi, par le moyen des Magistrats, & de ceux qui possédoient des Emplois publics, il avoit fait élire des Députés dont il s'étoit assuré par avance. S'il s'en étoit trouvé quelques-uns qui ne lui fussent pas agréables, les Sherifs avoient eu ordre d'user de toutes sortes de moyens pour les exclure de la nomination, & pour en faire élire d'autres en leur place. D'ailleurs, comme

Il convoque les
Pairs sur ce sujet.

L'affaire est ren-
voyée au Parle-
ment.

Le Roi prend
des mesures pour
avoir un Parle-
ment à sa dévotion.

(1) Le Roi arriva à *Pleshy* dans le Comté d'*Essex*, à cinq heures du soir, ou environ. Il dit au Duc en soupant, qu'il falloit qu'il allât avec lui à *Londres* cette même nuit. Sur quoi ce Seigneur partit avec le Roi, accompagné de sept Domestiques seulement, prenant le chemin de *Bondelay* pour éviter le grand-chemin; & comme ils alloient en diligence, ils arrivèrent à *Stratford* à dix ou onze heures. Le Roi alors donna des deux à son cheval, & s'en retourna. En même tems le Comte-Maréchal, qui s'étoit mis en embuscade, se saisit du Duc, qui appella inutilement le Roi à son secours. *Froissard*, pag. 287. TIND.

RICHARD II.
1397.

il n'y a point d'autre Juge des differens qui s'élevent touchant les élections des Députés, que la Chambre des Communes, il étoit bien assuré que dans un Parlement ainsi composé, il feroit approuver ou rejeter ceux qu'il voudroit.

Qu'on ne s'imagine pas que ce soit une chose trop difficile à un Roi d'Angleterre, d'exécuter un semblable projet. L'expérience a confirmé depuis, en une infinité d'occasions, que, par de semblables voyes, il n'est rien moins qu'impossible de faire élire des Députés à la dévotion de la Cour. Cependant, les Historiens remarquent, que ce fut dans le Parlement dont je parle présentement, que de semblables pratiques furent pour la première fois mises en usage. Mais il faut aussi ajouter, que ce fut une des principales causes de la ruine de Richard, ainsi qu'on le verra dans la suite. En effet, il est impossible que le Peuple puisse voir ses Libertés entre les mains de gens qu'il n'a pas lui-même volontairement choisis, sans qu'il souhaite de se voir délivré d'une telle oppression.

Discours de l'Evêque d'Exceter sur la puissance illimitée du Roi.

Ce Parlement étant ainsi composé, l'Evêque d'Exceter (1) ouvrit la Seance par un Discours, dans lequel il s'efforça de prouver, que la Puissance Royale étoit sans bornes, & que ceux qui tâchoient de la limiter, méritoient les plus sévères punitions. Suivant ce principe, qui fut généralement approuvé, le Parlement revoca l'Acte d'Amnistie accordé neuf ans auparavant au Duc de Gloucester, aux Comtes de Warwick & d'Arundel, & à tous leurs adherans. On en usa de même à l'égard de tous les Actes passez dans le Parlement qui avoit donné les treize Tuteurs au Roi, comme ayant été extorquez pendant sa Minorité.

Procédures injustes & violentes de ce Parlement.

Si le Parlement de 1386. avoit mérité le titre d'*Impitoyable*, je ne fai quel nom assez odieux on pourroit donner à celui-ci. Par une prévarication manifeste, cette Assemblée ne fit pas difficulté de sacrifier à la passion du Roi & de ses Ministres, les têtes les plus considérables du Royaume, aussi bien que les Libertés & les Privileges du Peuple. *Thomas Arundel*, Archevêque de Cantorberi, y fut accusé de Trahison, pour avoir été l'un des Commissaires nommez par le Parlement de 1386, auxquels on avoit donné l'inspection sur l'administration des affaires publiques. Pour cette nouvelle espece de crime, ce Prélat fut condamné au bannissement, & son bien confisqué au profit du Roi. Ensuite, on accusa les Comtes d'Arundel & de Warwick des mêmes crimes pour lesquels, neuf ans auparavant, le Roi avoit accordé une Amnistie, & ils furent condamnés à mort par ce Parlement véritablement impitoyable. Froissard dit, que le Roi voulut être présent à l'exécution du premier. Un autre Historien ajoute, que

L'Archevêque de Cantorberi est exilé.

Les Comtes d'Arundel & de Warwick sont condamnés à mort.

Le premier est exécuté en présence du Roi, &

(1) Cet Evêque, défenseur du Pouvoir arbitraire, consacré en 1395, & décrié en 1419, se nommoit *Edmond Stafford*. RAY. W. S.

cette image demeura tellement empreinte dans sa mémoire, que son sommeil étoit souvent interrompu par des songes qui lui représentoient ce Seigneur tout sanglant, & lui reprochoient son injustice. A cela contribua peut-être le bruit qui se répandit, qu'il s'étoit fait divers Miracles sur le Tombeau du défunt, & que sa tête s'étoit miraculeusement rejointe à son Corps. Quoique, pour prévenir les inconvéniens qui pouvoient naître de cette fausse persuasion, le Roi eût ordonné qu'on déterrât le Corps, qui demeura dix jours durant exposé dans une Eglise, il ne fut pas possible de guérir le Peuple de sa prévention. Quant au Comte de Warwick, qui voulut bien se reconnoître coupable, sans se prévaloir de l'Acte d'Amnistie, il fut traité avec moins de rigueur, sa peine ayant été changée en un exil perpétuel dans l'Île de *Man*. Pour ce qui regarde le Duc de Gloucester, selon les apparences, le Roi avoit craint qu'il n'y eût trop de danger à l'exposer à un supplice public; ou que le Parlement n'eût pas assez de complaisance, pour lui sacrifier une tête si considérable. Quoi qu'il en soit, il avoit pris la précaution de le faire étrangler secrètement dans Calais, ainsi qu'on l'apprit dans la suite. Cependant, ses ennemis prirent soin de publier qu'il étoit mort d'apoplexie, & qu'avant d'expirer, il avoit avoué qu'il étoit coupable de Trahison contre le Roi. Sur ce bruit, dont on ne voulut point examiner les preuves, tous les biens du Duc furent confisqués au profit du Roi.

Il étoit comme impossible, que les rigueurs qu'on venoit d'exercer, ne produisissent quelque alteration parmi la Noblesse. Mais, pour prévenir les accidens qui en pouvoient naître, Richard prit soin de gagner les principaux Seigneurs, & particulièrement les Princes de la Maison Royale, par des gratifications. Il créa Duc de Hereford le Comte de Derby son Cousin, Fils aîné du Duc de Lencastre. Le Comte de Rutland, Fils aîné du Duc d'York, fut fait Duc d'Albemarle. Le Comte de Kent reçut le titre de Duc de Surrey. Le Comte de Huntington, Frere uterin du Roi, fut honoré du titre de Duc d'Exceter; le Comte de Nottingham, de celui de Duc de Norfolk; & le Loord Scroop fut fait Comte de Gloucester (1). Enfin pour ménager le Duc de Lencastre, le Roi fit son fils aîné, du troisième lit, qui portoit déjà le titre de Comte de Sommerfet, Marquis du même nom (2). A ces titres honorables il ajouta encore d'autres faveurs,

RICHARD II.
1397.
passe pour Mar-
tyr.

Warwick est
relégué.

Le Duc de Glo-
cester est étran-
glé à Calais.

Le Roi gratifie
divers Seigneurs.

(1) Le Lord *Scroop* fut fait Comte de *Wiltshire*, & le Lord *Spencer* Comte de *Glocester*. (Dugdale, Walsingh.) *Thomas Percy* fut créé aussi Comte de *Worcester*; & le Lord *Neuil*, Comte de *Westmorland*. FINE.

(2) Le Comte de *Sommerfet* avoit été fait premièrement *Marquis de Dorset*; mais son Titre fut ensuite changé en celui de *Marquis de Sommerfet*, par une nouvelle Charte de Création, portant la même date que la précédente. Cependant, quoique le premier Titre eût été annullé, il fut toujours nommé *Marquis de Dorset*. Dugdale. FINE.

EDOUARD II.
1397.

Le Roi ajourne
le Parlement à
Shrewsbury.

1398.
Procédures ex-
traordinaires du
Parlement de
Shrewsbury.

Décision des
Juges en faveur
du Roi.

Le Parlement
commet son au-
torité à dix-huit
Députés.

Le Roi érige
Chester en Princi-
pauté.

Remarque sur
le Gouvernement
d'Angleterre.

en distribuant à tous ces Seigneurs, les biens du Duc de Glocester, & des Comtes d'Arundel & de Warwick.

En ce tems-là, le Parlement se prolongeoit rarement au-delà d'une Séance, à moins que les affaires ne requissent une courte prorogation. Mais celui-ci étoit trop bien disposé, pour que le Roi voulût se mettre au hazard d'en avoir un moins favorable. Ainsi, ne trouvant pas à propos de le dissoudre, il se contenta de l'ajourner à Shrewsbury; cette Ville, voisine du Pais de Galles où il avoit beaucoup de partisans, lui paroissant plus propre pour ses desseins, que Londres, où il favoit qu'il n'étoit pas aimé.

Cette nouvelle Séance ne fut qu'une continuation des procédures extraordinaires qu'on avoit déjà commencées à Westminster. Le Parlement prit à tâche de porter les Prérogatives Royales à un degré auquel aucun Roi d'Angleterre n'avoit jamais prétendu les pousser, & d'établir des maximes qui renversoient toutes les Constitutions de l'Etat, aussi-bien que la Liberté des Sujets. Il approuva comme conformes aux Loix, les opinions pour lesquelles, neuf ans auparavant, les Juges avoient été condamnés. Suivant ce principe, les Juges qui étoient en charge pendant la tenue du Parlement, décidèrent, que lorsque le Roi avoit proposé des Articles pour faire la matière des délibérations du Parlement, c'étoit un crime de Haute Trahison, que d'en proposer d'autres, avant que ceux-là fussent expédiés. Par cette décision & par d'autres de même nature, que le Parlement approuva, les cas de Haute Trahison furent tellement multipliés, qu'à peine étoit-il possible de s'empêcher de tomber dans ce crime, qu'en prenant la volonté du Roi pour unique règle de la vie. Enfin, sous prétexte de dépêcher les affaires, le Parlement nomma un certain nombre de Commissaires, qu'il revêtit de toute son autorité. Ainsi, par cet Acte jusqu'alors sans exemple, tout le pouvoir de la Nation fut dévolu au Roi, à douze Pairs du Royaume, & à six Députés des Communes. Pour donner plus de force à ces procédures irrégulières, le Roi les fit confirmer par une Bulle du Pape, qui fut publiée dans toutes les Provinces du Royaume.

Pendant cette seconde Séance, Richard avoit fait entrer dans Shrewsbury une nombreuse Garde des Milices de Chester, qui marquerent un si grand attachement pour sa personne, que pour gratifier cette Province, il l'érigea en Principauté.

Arrêtons-nous ici un moment, pour faire quelques réflexions sur la Constitution du Gouvernement d'Angleterre. Il est certain, que l'institution des Parlemens est très avantageuse à ce Royaume. C'est ce qui fait l'unique appui de la Liberté du Peuple, qui sans cela seroit depuis longtems tombé dans un funeste esclavage. Mais d'un autre côté, on ne peut disconvenir, que ces Assemblées ne deviennent quelquefois très dangereuses, quand elles sont dirigées par des Factions

populaires, ou par les Cabales d'un Prince trop ambitieux. En effet, RICHARD II.
1398. il est souvent arrivé, qu'au-lieu de procurer le bien du Royaume, elles n'ont produit que le désordre & le renversement des Loix, tantôt en voulant trop abaisser la Puissance Royale, tantôt en l'élevant plus haut qu'il ne seroit nécessaire pour le bonheur des Sujets. Alors le mal est d'autant plus grand & difficile à guérir, que ce qui est fait par le Parlement, est censé émané du consentement unanime de toute la Nation. Par cette raison, il arrive rarement qu'on puisse remédier à ce désordre, que par des moyens aussi violens que ceux dont on s'est servi pour le produire; d'où s'ensuivent ordinairement des Guerres Civiles. C'est là une des principales causes des Troubles domestiques qui ont de tout tems affligé l'Angleterre, plus que tout autre État de l'Europe.

Remarquons encore, que la méthode violente dont Richard se servit pour acquérir un Pouvoir arbitraire, je veux dire la contrainte des élections, & les décisions des Juges, a été exactement pratiquée de nos jours, par un de ses Successeurs, qui avoit sans doute le même but. Mais ajoutons, que les efforts de ces deux Monarques n'ont servi qu'à procurer leur propre ruine, & que leurs desseins ont abouti à une même Catastrophe. C'est ce qu'on va voir à l'égard de Richard II., dans ce qui me reste à dire sur son Regne.

Tout sembloit contribuer à maintenir ce Prince dans la jouissance du Pouvoir despotique qu'il venoit de s'attribuer. Ceux qui auroient été les plus capables de s'opposer à ses desseins, avoient eu une fin tragique, ou étoient bannis du Royaume; & ceux qui restoit encore, étoient gagnés par des Charges, par des présens, ou par d'autres sortes de bienfaits. Les Grands Officiers de la Couronne, les Gouverneurs des Villes & des Provinces, étoient tous dévoués au Roi. Parmi les Magistrats des Villes & de la Campagne, on n'en avoit souffert aucun qui ne fût prêt à concourir de tout son pouvoir à l'augmentation de la Puissance Royale. Malgré tous ces avantages, Richard se trompoit beaucoup, en se persuadant que ce pouvoir nouvellement acquis étoit hors de toute atteinte, puisqu'il n'avoit pas le Peuple pour lui, & qu'au contraire il s'étoit attiré sa haine, par ses actions violentes. Il y a même apparence, que parmi ceux qu'il comptoit au nombre de ses amis, il y en avoit beaucoup qui, par foiblesse ou par prudence, ne faisoient que dissimuler leurs sentimens, en attendant que l'occasion se présentât de délivrer le Royaume du joug qui commençoit à l'accabler. Cette occasion se présenta plutôt que le Roi ne l'avoit pensé, parce que se laissant conduire par sa passion, il n'eut pas la prudence de se tenir dans certaines bornes; faute dans laquelle les Princes de ce caractère manquent rarement de tomber. Comme ils se trouvent toujours environnés de flatteurs, ils s'imaginent que tout le reste du Peuple est dans les mêmes sentimens; & pour l'ordi-

Richard vit dans
une trompeuse sé-
curité.

RICHARD II.
1398.

naire, il est trop tard quand ils s'apperçoivent que le petit nombre de gens qu'ils ont gagnez, est un foible rempart contre la fureur de tout un Peuple irrité. Pendant quelque tems, il semble que cinq ou six-cens personnes qui composent le Parlement, & quelque centaine de Magistrats dans les Villes & dans les Provinces, fassent le Corps de la Nation, & l'on ne compte pour rien le reste du Peuple, Mais quelquefois il vient un tems où il faut compter par têtes; & alors, le nombre de ceux qui possèdent les Charges se trouve infiniment petit, en comparaison du reste de la Nation.

Querelle
les Ducs
de Hereford &
de Norfolk,

Richard, incapable de faire ces réflexions, se laissoit aveuglément conduire par sa passion, qui lui faisoit regarder comme un avantage considérable, les occasions d'exercer ce Pouvoir arbitraire qu'il croioit avoir si fermement établi. Vers la fin de l'année 1398, il donna une preuve signalée du peu de ménagemens qu'il prétendoit garder avec ses Sujets, à l'occasion d'une querelle qui s'émut entre deux des principaux Seigneurs de sa Cour. Le Duc de Hereford, fils aîné de Duc de Lancastre, intimidé par les exemples du Duc de Gloucester son Oncle, & des autres Seigneurs que le Roi avoit sacrifiés à sa vengeance, bornoit son ambition à se maintenir dans sa bienveillance, & tâchoit par toutes sortes de précautions, d'éviter qu'il ne conçût quelque soupçon contre lui. Ce fut apparemment par cette considération, que craignant que le Duc de Norfolk ne lui eût tendu un piège, en lui parlant du Roi en termes très-désavantageux, il en informa ce Monarque. Le Duc de Norfolk ayant nié de lui avoir jamais parlé contre le Roi, & le Duc de Hereford soutenant son accusation, il fut ordonné que cette affaire seroit décidée selon les Loix de la Chevalerie, c'est-à-dire, par un Combat singulier (1). La Ville de Coventri fut choisie pour ce Combat, auquel le Roi voulut lui-même assister. Mais, dans le tems que les deux Seigneurs ennemis entroient dans les barrières, le Roi, sous prétexte d'éviter l'effusion du sang, mais en effet pour se délivrer tout d'un coup de ces deux Seigneurs, leur fit défendre de passer outre. Ensuite, quoiqu'il ne pût y en avoir qu'un de coupable, il les bannit tous deux du Royaume, le Duc de Norfolk pour toute sa vie, & le Duc de Hereford pour dix ans. Le premier mourut peu de tems après à Venise, & l'autre choisit la France pour sa retraite. Cet acte d'autorité n'étoit pas moins contraire aux Privileges de la Noblesse, que ce que le Roi avoit fait jusqu'alors à l'égard de tout le Peuple en général, puisque par les Loix du Royaume, ces Seigneurs ne pouvoient être jugés

qui doit se décider par les armes.

Le Roi empêcha le combat, & bannit les deux Seigneurs.

(1) *Polydore Vergile*, & d'autres, qui ont dit que ce fut le Duc de Norfolk qui accusa le Duc de Hereford d'avoir mal parlé du Roi, se sont trompez. Voyez les *Annales de Parlement* de la 21. année de Richard. RAP. TH.

Collier a fait la même faute. TIMB.

que

que par leurs Pairs. Mais en ce tems-là, les Privileges de la Nation n'étoient gueres considerez.

RICHARD II.
1398.

Peu de temps après le départ du Duc de Hereford, le Duc de Lencaſtre ſon Pere mourut, peu regretté du Peuple, & moins encore du Roi qui ne pouvoit ſ'empêcher de le craindre. Par la mort de ce Prince, ſon Titre, & ſes biens, qui étoient fort conſiderables, étoient dévolus au Duc de Hereford ſon Fils, à qui, avant ſon départ, le Roi avoit remis quatre années de ſon banniſſement. De plus, il lui avoit accordé des Lettres Patentes qui lui donnoient pouvoir, quoiqu'exilé, de prendre poſſeſſion par Procureur, des Fiefs qui viendroient à lui écheoir pendant ſon abſence, avec ſuſpenſion de l'hommage juſqu'à ſon retour. Néanmoins, immédiatement après la mort du Duc ſon Pere, le Roi, par un Jugement qui n'étoit pas moins injuſte que le précédent, ordonna que le banniſſement de ce Prince ſeroit perpétuel, & conſiſqua tous ſes biens.

Mort du Duc de
Lencaſtre.

Injuſtice faite
au Duc ſon Fils.

Par de ſemblables actes d'autorité deſpotique, les Loix & les Libertez de l'Angleterre ſe trouvoient dans un déplorable état. Les Ducs de Lencaſtre & de Gloceſter, & le Comte d'Arundel, étant morts; Warwick relegué; l'Archevêque de Cantorbery, les Ducs de Hereford & de Norfolck en exil; il ne ſe trouvoit plus preſque perſonne dans le Roïaume, qui fût en état de ſ'oppoſer à la puiffance arbitraire que le Roi avoit ularpée. Le ſeul Duc d'Yorck, Oncle du Roi, auroit pu prendre en main les intérêts de la Nation. Mais comme il aimoit trop le repos, il n'étoit nullement propre à ſe donner les mouvemens qu'une telle entrepriſe demandoit. Richard ſe voyant donc, pour ainſi dire, hors de Page, ſ'abandonnoit à une vie molle & effeminée, ſans ſe mettre en peine du bien du Royaume. Pendant ce tems-là, ſes Miniſtres, gens peu capables des Emplois qu'ils exerçoient, laiſſoient dépérir les affaires, & voyoient ſans ſ'émouvoir, la Nation Angloiſe tomber dans un Maniſte mépris. Les Ecoſſois violoient ſouvent la Trêve, par des courſes qu'ils faiſoient ſur les Frontieres, étant bien aſſûrés que la Cour d'Angleterre ne penſoit à rien moins qu'à ſe venger de leurs injures. Ce que l'Angleterre avoit poſſédé en France, étoit preſque réduit à rien; & les Places qui auroient pu ſervir un jour à réparer ces pertes, avoient été vendues ſans néceſſité. Les Vaiſſeaux Marchands étoient tous les jours pillés par des Corſaires de France & des Pais-Bas, ſans que perſonne cherchât les moyens de protéger le Commerce. Parmi ces défordres, les Miniſtres, dont le Comte de Wiltſhire étoit le principal, ne penſoient qu'à augmenter les revenus du Roi, par des emprunts, par de nouveaux impôts, & par des voyes encore moins légitimes. Il ne ſ'agiſſoit plus de chercher des prétextes pour demander des Subſides: tout l'embarras des Miniſtres ne conſiſtoit qu'à trouver des moyens prompts & efficaces, pour extorquer de l'argent des Sujets, à qui on auroit

Etat ſâcheux du
Royaume.

RICHARD II.
1398.

Violences exercées par le Roi & par ses Ministres.

Les biens des habitans de dix-sept Provinces sont confisqués au profit du Roi.

Promesses extorquées.

Rébellion en Irlande.

Le Comte de la Marche y est tué.

Le Roi se prépare au voyage d'Irlande.

cru faire trop d'honneur d'en demander. Enfin, après avoir employé divers expédiens autant injustes qu'extraordinaires, pour subvenir à la dépense excessive du Roi, & pour contenter l'avidité de ses Ministres, on se servit d'une voye qui ne pouvoit manquer de lui procurer de grosses sommes. Comme le dernier Parlement avoit révoqué l'Amnistie accordée en 1386. aux Partisans du Duc de Gloucester, on porta des accusations contre ceux qui avoient alors pris les armes en faveur de ce Prince. Par les Jugemens qui furent rendus sur ces accusations, on condamna dix-sept Provinces comme coupables de Haute-Trahison, & l'on adjugea au Roi les biens de tous leurs habitans. Dans cette extrémité, les plus riches Gentilshommes & Bourgeois de ces Comtez se virent contraints, pour éviter la saisie de leurs biens, de donner des Obligations en blanc, que le Roi fit remplir des sommes qu'il lui plut d'exiger de chacun. De plus, par ce qui fut inséré dans ces Cédulés, qu'on appelloit *Ragmans*, tous ces Particuliers s'obligeoient sous de grosses peines, à maintenir les Statuts du Parlement de Shrewsbury, & tout ce qui avoit été fait en conséquence, c'est-à-dire, qu'ils se mettoient entièrement à la discrétion du Roi. Il étoit impossible qu'un Gouvernement si tyrannique n'attirât la haine du Peuple sur le Prince, & sur ceux qu'il employoit. On pouvoit même aisément s'apercevoir, que ces violences excitoient dans les cœurs des Sujets, un désir ardent de s'en délivrer, de sorte que la moindre petite étincelle étoit capable de produire un funeste embrasement.

Pendant que l'Angleterre étoit exposée à toutes ces calamitez, les Irlandois, méprisant le petit nombre des Troupes que Richard avoit laissées dans leur Païs, se souleverent d'un commun accord. Roger Mortimer Comte de la Marche, Gouverneur de cette Isle, ayant voulu s'opposer aux Rebelles, fut tué dans le premier Combat qu'il leur livra. Ce Prince, qui avoit été déclaré par un Acte du Parlement, Héritier présomptif de la Couronne, laissa deux Fils, *Edmond & Roger*, dont le premier lui succéda dans le Titre de Comte de la Marche, & mourut sans Héritiers, aussi bien que Roger son Frere. Mais le Mariage d'Anne leur Sœur avec le second Fils du Duc d'Yorck, fut une source féconde de troubles qui affligèrent long-tems le Royaume.

Richard, ayant reçu la nouvelle de la revolte des Irlandois, résolut d'aller en personne châtier les Rebelles, étant dans une terrible colere que ce chetif & miserable Peuple osât mépriser sa puissance, dans le tems qu'il ne trouvoit aucune opposition en Angleterre. Suivant cette résolution, il leva une nombreuse Armée, qui lui fournit une nouvelle occasion d'exiger de grandes sommes de son Peuple, par où il accrut considérablement la haine qu'on avoit déjà conçue contre lui.

Quant il fut prêt à s'embarquer, quelques soupçons qu'on lui inspira contre le Comte de Northumberland Gouverneur des Provinces du Nord, le porterent à lui envoyer un ordre positif de le venir joindre sans aucun retardement. Mais ce Seigneur s'en étant excusé sur ce que sa présence étoit absolument nécessaire dans ces quartiers-là, le Roi, sans autre examen, le déclara Traître, & fit saisir tous ses biens. Ensuite, ayant laissé la Régence du Royaume au Duc d'York son Oncle, il mit à la voile, & arriva le 31. de Mai à Waterford, d'où il marcha vers Dublin. Il étoit accompagné des Fils que le Duc de Lancastre avoit eus de sa troisième Femme, & de ceux du feu Duc de Gloucester, qu'il menoit comme en ôtage; & il avoit pris avec lui la plus grande partie de ses Joyaux, comme s'il avoit prévu qu'il ne rentreroit plus dans son Palais. Il fit d'abord quelques progrès contre les Rebelles, & dans plusieurs Combats qu'il leur livra, il donna des marques de valeur, qui firent juger, que si jusqu'alors il avoit témoigné peu de penchant pour la Guerre, on devoit moins l'attribuer à un défaut de courage, qu'à sa mauvaise éducation.

Mais, pendant que sa vanité étoit flatée par les avantages, qu'il remportoit sur les Irlandois, on formoit en Angleterre des complots pour lui faire perdre la Couronne. Il est impossible que sous un Gouvernement despotique, tel que celui de Richard, il n'y ait un grand nombre de mécontents. Il se trouve véritablement des personnes qui tirent de grands avantages de la puissance absolue du Prince; mais ces gens-là ne font pas le plus grand nombre. Ainsi, quoiqu'un Roi de ce caractère se trouve ordinairement environné d'une foule de flatteurs qui tâchent de lui persuader que le Peuple souffre le joug sans murmure, s'il a quelque expérience du monde, il doit compter, qu'il ne peut conserver un pouvoir acquis par la violence, que par la même voye qu'il l'a usurpé. Que s'il a l'imprudence de se confier à des Sujets qu'il a violemment opprimés, c'est en vain qu'il s'attend à trouver parmi eux une fidélité, qui ne fait que redoubler leur misère. C'est ce que Richard ne manqua pas d'éprouver. Par une imprudente sécurité, il s'étoit éloigné de son Royaume, & avoit mené toutes ses forces en Irlande, dans le tems que la haine du Peuple contre lui étoit montée au plus haut degré; en quoi il avoit fait une faute capitale, dont ses ennemis ne manquèrent pas de profiter. Il étoit à peine parti pour l'Irlande, avec presque tous les Seigneurs qui lui étoient dévoués, que les Mécontents, qui étoient demeurés en Angleterre, commencèrent à penser aux moyens de le ruiner. Pour cet effet, après plusieurs Conférences qu'ils eurent ensemble, ils firent savoir à l'Archevêque de Cantorberi, qui s'étoit retiré en France depuis son bannissement, que toute l'Angleterre étoit disposée à se soulever, & qu'il ne manquoit qu'un Chef de distinction pour se mettre

RICHARD II.
1399.
Il déclare Traître
le Comte de Northumberland.

Il laisse la Régence au Duc d'York.

Il remporte quelques avantages sur les Rebelles.

Conspiration en Angleterre.

RICHARD II.
1399.
Les Conjurez
appellent le Duc
de Hereford.

Le Duc se re-
sout à tenter cet-
te entreprise.

Il s'embarque
en Bretagne avec
peu de suite.

Il descend à Ra-
venspur, où il as-
semble soixante-
mille hommes.

Le Régent tâche
en vain de préve-
nir une révolte
générale.

à la tête des Mécontents : Qu'après y avoir murement pensé, ils avoient jugé qu'il n'y en avoit point de plus propre que le Duc de Hereford, pour qui le Peuple avoit beaucoup d'estime & d'affection, & qui d'ailleurs avoit un prétexte très-plausible de prendre les armes, pour demander raison des torts qu'il avoit soufferts : Que si ce Prince vouloit se rendre en Angleterre, ils s'engageoient à l'assister de tout leur pouvoir ; & que dans la disposition où le Peuple se trouvoit, il n'y avoit aucun doute, qu'il ne se joignît à ceux qui voudroient entreprendre de le délivrer de l'oppression qu'il souffroit. L'Archevêque, qui étoit lui-même très-animé contre le Roi, ayant communiqué cette Lettre au Duc, ce Prince résolut de profiter de cette conjoncture, pour tenter ce que la fortune voudroit faire en sa faveur. Cependant, comme il se sentoît peu en état par lui-même de pousser cette entreprise, il prit soin de la ménager de telle manière, qu'il pût aisément s'en défaire, en cas que les choses ne se trouvassent pas disposées comme on le lui faisoit espérer. Suivant cette résolution, il se rendit secrètement en Bretagne, où il fit équiper trois Vaisseaux sur lesquels il s'embarqua, n'étant accompagné que de l'Archevêque de Cantorberi, & d'environ quatre-vingts hommes, parmi lesquels il n'y avoit que quinze ou dix-huit Lances. Avec cette petite troupe, il mit à la voile, & se tint quelque tems sur les côtes d'Angleterre, tantôt en un lieu, tantôt en un autre, sans aborder nulle part. Son dessein étoit de voir quel effet son approche feroit parmi le Peuple, & d'engager les Anglois à se déclarer ouvertement dans la pensée qu'il étoit suivi de plus grandes forces. Cette tentative lui réussit au-delà de ses espérances. Dès qu'on fut qu'il étoit sur les côtes, le Peuple se souleva en divers endroits, sans considérer si le secours qui paroissoit étoit en état de le protéger ; & ce fut cette promptitude qui déterminâ le Duc à pousser plus loin son entreprise. Au commencement du mois de Juillet, il mit son monde à terre dans la Province d'Yorck, tout proche d'un lieu nommé *Ravenspur*, où le Comte de Northumberland & Henri Perci son Fils allèrent incontinent le joindre avec quelques Troupes. Après cette jonction, le concours du Peuple, qui alloit en foule se ranger sous les drapeaux, fut si grand, qu'en peu de jours son Armée se trouva de plus de soixante mille hommes : tant la Noblesse & le Peuple avoient d'empressement pour aller se mettre sous la protection d'un Prince, qui avoit lui-même un si grand besoin de leur secours.

Dès que le Duc d'Yorck, Régent du Royaume, eut reçu la nouvelle de la descente du Duc, il assembla le Conseil pour délibérer sur les mesures qu'il étoit nécessaire de prendre en cette occasion. Mais les nouvelles qui venoient à toute heure de l'accroissement des forces du Duc, & des dispositions où tout le Royaume se trouvoit, firent bientôt perdre aux Conseillers, entre lesquels il y avoit peu de gens habiles,

toute espérance de pouvoir remédier à ce mal. Dans cet embarras, ils firent une faute capitale, en prenant la résolution de quitter Londres pour se retirer à S. Alban. Cette démarche imprudente causa un préjudice extrême aux affaires du Roi. Les Seigneurs du Conseil ne furent pas plutôt partis de Londres, que cette Ville, ne se trouvant plus retenue par la présence de ceux qui représentoient la personne du Roi, se déclara pour le Duc, & entraîna par son exemple, celles qui n'auroient osé encore faire une pareille démarche.

Cependant le Duc, qui, en arrivant en Angleterre, avoit pris le Titre de Duc de Lencastre, publia un Manifeste, dans lequel, sans témoigner qu'il eût dessein de s'approprier la Couronne, il disoit qu'il n'avoit pris les armes, que pour tirer raison de toutes les injustices qu'on lui avoit faites. Ce manifeste produisit un si grand effet, que lorsque le Régent voulut distribuer des Commissions pour lever des Troupes, il ne se trouva presque personne qui voulût en accepter. Chacun disoit ouvertement, qu'il n'avoit garde de s'opposer aux légitimes prétentions d'un Prince qui avoit été très injustement opprimé. Ce refus ayant fait comprendre au Comte de Wiltshire & aux autres Ministres du Roi, que, bien loin de pouvoir maintenir leur autorité, ils couroient risque de se voir sacrifiés à la haine publique, ils abandonnerent le Duc d'Yorck, & se retirèrent dans le Château de Bristol. Après la fuite des Conseillers, le Régent ne voyant plus d'apparence de pouvoir résister au torrent, abandonna le soin des affaires publiques, & se retira dans sa Maison, laissant le Royaume comme un Vaisseau exposé aux vents & à l'orage, sans Pilotes & sans Matelots. Tous les autres Seigneurs qui étoient encore demeurez neutres, afin de pouvoir se ranger dans le parti du plus fort, voyant les intérêts du Roi abandonnez, ne différerent plus à se déclarer ouvertement pour le Duc.

Cependant, ce Prince profitant de ces avantages, marchoit avec une diligence extraordinaire vers Londres, où les habitans l'avoient appelé. Il fut reçu en triomphe dans cette grande Ville, avec toutes les démonstrations de zèle & d'affection que lui pouvoit donner un Peuple extrêmement animé contre son Souverain, & qui se croyoit délivré de la tyrannie. Mais quelque agréables que lui fussent les honneurs qu'il recevoit dans Londres, il n'y demeura qu'autant qu'il fut nécessaire pour s'assurer de la fidélité des habitans; après quoi, il marcha droit à Bristol. Dès qu'il fut arrivé en cette Ville, qui lui ouvrit ses portes avec joye, il fit attaquer le Château où les Seigneurs du Conseil s'étoient retirez. Ce Siege fut poussé avec tant de vigueur, qu'en quatre jours, les assiégez furent contraints de se rendre à discrétion. La rage du Peuple contre le Comte de Wiltshire & contre ses compagnons étoit si violente, que le Duc ne crut pas devoir lui refuser la satisfaction de voir ces Ministres odieux sacrifiés à sa vengeance. Ainsi, sans considérer que le pouvoir qu'il s'attribuoit

RICHARD II.
1399.
Le Conseil se retire à Saint Alban.

Londres se déclare pour le Duc.

Le Duc publie un Manifeste.

Le Régent ne peut lever des troupes.

Les Ministres du Roi se retirent à Bristol,

& le Régent dans sa Maison.

Le Duc marche à Londres, & y est bien reçu.

Il se rend maître de Bristol, & fait couper la tête à quelques-uns des Ministres.

RICHARD II.
1399.

Le Duc d'Yorck
va le joindre.

Le vent em-
pêche le Roi d'a-
voir des nouvel-
les d'Angleterre.

Il se prépare à
y retourner, &
diffère de quel-
ques jours.

Le Comte de
Salisbury va lever
une armée dans
le pais de Galles.

Le vent s'op-
pose au départ du
Roi.

L'armée de Sa-
lisbury se déban-
de.

Le Roi arrive &
ne fait quel parti
prendre.

étoit encore plus illégitime que les Usurpations du Roi, il fit couper la tête au Comte de Wiltshire, & à quelques autres du Conseil (1) pour satisfaire le Peuple qui demandoit leur mort avec une ardeur extrême. L'heureux succès de cette Expédition acheva de déterminer tout le Royaume à suivre le parti du Duc ; & peu de tems après, ce Prince eut la satisfaction de voir arriver auprès de lui le Duc d'Yorck son Oncle, pour l'aider de ses conseils.

Pendant que ces choses se passaient en Angleterre, Richard étoit en Irlande dans une parfaite sécurité. Le vent qui étoit contraire, & qui demeura fixe à un même point pendant plus de trois semaines, empêchoit qu'il ne reçût aucune nouvelle. Dès qu'il fut informé de la descente du Duc de Lencastr, il fit mettre en prison ses Freres, avec le Fils du Duc de Glocester, & résolut de passer incontinent en Angleterre à dessein d'y combattre son ennemi. Mais le Duc d'Albemarle lui conseilla d'attendre encore quelques jours, afin d'avoir le tems de préparer des Vaisseaux pour transporter toutes les Troupes à la fois. Il suivit ce fatal conseil, qui acheva de le ruiner, puisqu'il n'y a point de moment qui ne soit précieux dans une semblable conjoncture. En effet ce fut pendant ce tems-là, que Londres se déclara pour le Duc ; ce qui ne seroit peut-être pas arrivé, si l'on eût su le Roi en Angleterre, & dans la résolution de s'opposer vigoureusement aux desseins de ses ennemis. Richard s'étant déterminé à demeurer encore quelques jours en Irlande, envoya devant, le Comte de Salisbury pour lever des Troupes dans le Pais de Galles, lui promettant qu'il ne tarderoit pas longtems à le suivre. Ce Seigneur usa de tant de diligence, qu'en peu de jours, il assembla une Armée de quarante-mille hommes, les Gallois & les habitans de Chester ayant pris les armes avec ardeur pour le Roi. Si ce Prince fût arrivé avec son Armée au tems qu'il l'avoit promis, il auroit pu du moins avoir la satisfaction de tenter la fortune d'un Combat pour défendre sa Couronne. Mais le vent s'étant remis à l'Est, l'arrêta encore dix-huit jours en Irlande, sans lui permettre de faire ce petit trajet. Pendant ce tems-là, le bruit s'étant répandu dans l'Armée du Comte de Salisbury, que le Roi étoit mort en Irlande, elle voulut se débander. Ce ne fut qu'avec peine, que le Comte obtint quelques jours de délai, pour avoir des nouvelles certaines du Roi. Ce délai étant expiré, sans que Richard parût, les Troupes de Galles & de Chester abandonnerent leurs Drapeaux, & se retirèrent dans leurs maisons.

Richard prit terre quelques jours après & comme il ignoroit que l'Armée du Comte de Salisbury se fût débandée, il marcha vers *Carmarthen*, où il esperoit de la rencontrer. Mais quand il apprit qu'il avoit perdu cette ressource, que toute la Noblesse du Royaume s'étoit déclarée contre lui, que ses Ministres avoient perdu la tête à Bristol,

(1) Le Comte de *Wiltshire* fut décapité avec le Chevalier *Jean Bushy*, Trésorier, & le Chevalier *Henri Green*, T I N D.

& que le Peuple épousoit avec ardeur la querelle du Duc de Lencaſtre, il ne fut plus quel conſeil prendre, tous ceux qu'on lui donnoit lui paroiffant également dangereux. Les Officiers & les Soldats vouloient qu'il ſe mit à leur tête, pour aller livrer Bataille à ſon ennemi. Ils lui promettoient de répandre juſqu'à la dernière goutte de leur ſang pour ſa défenſe, & lui faiſoient eſperer que ſon Armée groſſiroit tous les jours dans ſa marche, par la jonction de ceux qui ne l'avoient abandonné que par force, ou dans la penſée qu'il étoit mort. Quelques-uns lui conſeilloient de ſ'en retourner en Irlande, & de ſ'y fortifier. D'autres étoient d'avis qu'il allât ſe réfugier en France, chez le Roi ſon Beau-Pere, juſqu'à ce qu'un tems plus favorable lui fournît l'occafion de rentrer dans ſes Etats. Parmi tant d'incertitudes, ce malheureux Prince, incapable de choiſir le meilleur conſeil, & n'ayant auprès de lui que des gens qui manquoient de courage, ou de capacité, ne put ſe fixer à aucune réſolution. Cependant, comme il ſe déſioit de tout le monde, il ne put demeurer longtems dans une ſituation qui lui paroifſoit trop dangereuſe. Tout-à-coup, ſans prendre conſeil de perſonne, il ſe déroba de ſon Armée, pendant la nuit, & alla ſe renfermer dans le Château de *Conway*, qu'on eſtimoit une place imprenable, mais qui ſe trouvoit dépourvue de tout. Il n'eut pas plutôt diſparu, que le Lord Thomas Perci Comte de Worceſter, Grand Maître de ſa maiſon, rompit ſa Baguette (1) en préſence des Domeſtiques du Roi, & alla trouver le Duc de Lencaſtre qui ſ'avançoit vers Cheſter à la tête de ſon Armée.

Richard ſe trouvant preſque ſeul dans le Château qu'il avoit choiſi pour azile, ſans aucune eſperance de pouvoir ſ'y défendre, craignit, ſ'il tentoit de ſe ſauver, de tomber entre les mains d'un Peuple furieux qui ne lui donnoit que trop de marques de ſa haine. Dans cette extrémité, il ne vit plus aucune reſſource que dans la généroſité de ſon ennemi. Il lui fit ſavoir par un de ceux qui l'avoient ſuivi dans ſa retraite, qu'il étoit prêt à ſe ſoumettre aux conditions qu'il jugeroit lui-même équitables, & qu'il le prioit de lui envoyer quelqu'un pour conferer avec lui. Le Duc fit partir ſur le champ l'Archevêque de Cantorberi, & le Comte de Northumberland, tous deux ennemis jurez du Roi, pour aller ſ'inſtruire de ſes intentions. Dans la courte Conférence que Richard eut avec ces Députés, il propoſa, que ſi on vouloit lui laiſſer la vie, avec une penſion honorable pour ſon entretien, & pour celui de huit perſonnes qu'il nommeroit, il reſigneroit ſa Couronne & ſe contenteroit de paſſer le reſte de ſa vie en ſimple Particulier. Les Députés lui ayant fait eſperer que ſa propoſition ſeroit acceptée, il ſouhaita de conferer avec le Duc même. Pour cet effet, il ſe rendit à *Flin*, quin'eſt éloigné que de trois lieues de Cheſter, où le Duc étoit

RICHARD II.
1399.

On lui donne
divers conſeils,
& il n'en ſuit au-
cun.

Il ſ'enferme
dans le Château
de *Conway*.

Tout le monde
l'abandonne.

Le Duc marche
vers Cheſter.

Le Roi lui fait
propoſer un ac-
commodement.

Il offre de re-
ſigner la Cou-
ronne.

(1) Les Officiers de la Maiſon du Roi portent à la main une Baguette blanche, pour marque de leur Dignité, & quand ils la rompent, leur autorité ceſſe, & ceux qui dépendent d'eux ſont déchargés de leur ſervice. R A P. T H.

RICHARD II.
1399.
Entrevue du
Roi & du Duc.

déjà arrivé. Le jour suivant, le Duc étant allé à Flint, se présenta au Roi, qui lui dit avec une contenance assurée : *Beau Cousin, vous êtes le bien-venu. Je suis venu*, répondit le Duc, *plutôt que vous ne l'aviez souhaité, sur ce que j'ai été informé des plaintes que le Peuple fait contre votre Gouvernement : mais s'il plaît à Dieu, j'y mettrai ordre pour l'avenir. Si c'est votre volonté*, repartit le Roi, *c'est aussi la mienne*. Quelques-uns ajoutent, que Richard supplia le Duc en termes fort soumis, d'avoir soin de sa vie, en considération de ce qu'il avoit épargné ses Freres, qu'il s'étoit contenté de faire mettre en prison en Irlande, & que le Duc le lui promit positivement. Il y a des Historiens qui disent, que Richard fut trahi par le Comte de Northumberland, qui, l'ayant engagé à demander cette Conference, lui dressa une embuscade en chemin, & l'emmena prisonnier au Duc. Quoi qu'il en soit, ces deux Princes allerent le même jour coucher à Chester, d'où ils prirent ensemble la route de Londres.

Ils vont ensemble à Londres.

Richard est renfermé dans la Tour.

A leur approche, le Peuple sortit en foule de la Ville, pour recevoir l'un avec mille malédictions, & l'autre avec des applaudissemens & des louanges excessives. Ensuite, le Roi fut conduit à la Tour, & détenu en prison, pendant que le Duc prenoit des mesures avec ses amis pour achever son ouvrage. On ne sauroit sans étonnement considérer la promptitude de cette revolution, ni la diligence avec laquelle le Duc de Lencastre parcourut tant de Provinces. Si l'on considère qu'en quarante-sept jours, il marcha de Ravenspur où il avoit débarqué, à Londres, à Bristol, à Chester, & de là à Londres, à peine pourra-t-on concevoir qu'une Armée de soixante-mille hommes ait pu faire tant de chemin en si peu de jours.

Consultations entre le Duc & ses amis.

On propose divers moyens pour lui procurer la Couronne.

Aussi-tôt que le Duc avoit eu le Roi entre ses mains, il avoit pris soin de lui faire convoquer un Parlement à Londres, afin de ne pas perdre du tems. Dans les Conferences qu'il avoit avec ses amis, avant que le Parlement s'assemblât, il ne s'agissoit pas tant de ce qu'on devoit faire, puisque la résolution étoit prise de le placer sur le Trône, que de la maniere dont on devoit y proceder. Les uns vouloient qu'il s'en mît en possession, sur la simple promesse que Richard avoit faite, de resigner la Couronne. D'autres croyoient que cette promesse paroissoit trop forcée, pour pouvoir y appuyer aucun droit : d'autant plus qu'il y avoit un Héritier plus prochain que le Duc. C'étoit *Edmond Mortimer* Comte de la Marche, Fils de ce Roger qui avoit été déclaré Successeur présomptif de Richard. En effet, il étoit descendu de *Lionnel* Duc de Clarence, second Fils d'Edouard III., au lieu que le Duc de Lencastre étoit Fils de Jean, Frere cadet de Lionnel. Quoiqu'Edouard ne tirât son droit que d'une Femme, il n'y auroit point eu de difficulté à son égard, si l'on eût voulu s'en tenir à la Règle ordinaire, puisqu'on ne connoissoit point en Angleterre de Loi semblable à la Loi Salique. Ainsi, par la resignation de Richard

chard, le Duc de Lencaſtre n'étoit pas en droit de demander la Couronne. Par cette raiſon, ils ajoutoiſent, que puifqu'il falloir néceſſairement paſſer par-deſſus les Loix, on ne pouvoit ſe diſpenſer d'y faire intervenir l'autorité du Parlement. Ils concluoiſent de là, que Richard devoit être formellement dépoſé, & le Duc élu par la même autorité. Cet avis avoit auſſi des difficultéz, puifqu'il attribuoit au Parlement, le droit de diſpoſer de la Couronne, contre les Loix & les Coutumes, au préjudice du légitime Héritier, auquel on ne pouvoit rien objecter qui dût porter du préjudice à ſes droits. Enfin, après beaucoup de débats ſur une matiere ſi délicate, le Duc d'Yorck fut d'avis de réunir les trois avis propoſez, afin de donner plus de force à ce qu'on avoit réſolu de faire. Premièrement, qu'il falloir obliger Richard à faire une Reſignation pure & ſimple. En ſecond lieu, que le Parlement procédat à la Dépoſition, avant que de diſpoſer de la Couronne. Enfin, que ces deux paſſés étant faits, & le Trône déclaré vacant, le même Parlement, en conſideration du grand ſervice que le Duc de Lencaſtre venoit de rendre à l'Etat, lui adjugeât la Couronne par ſa ſuprême autorité, qui, dans les cas extraordinaires, étoit ſupérieure aux Loix. Cet avis fut unanimement ſuivi. Ainſi, en puniſſant un Roi pour avoir voulu ſe mettre au deſſus des Loix, on accordoit au Parlement un pouvoir qui ne lui étoit pas moins oppoſé. Tant il eſt difficile, en ſemblables occaſions, de ſe tenir dans les bornes de la juſtice & de l'équité! Cet expédient, qu'on crut alors propre à rétablir la tranquillité dans le Royaume, fut la véritable ſource des maux qui l'affligèrent dans la ſuite, lorſqu'il ſembloit que ces violentes procédures étoient entièrement oubliées. La poſtérité du Duc d'Yorck, qui avoit ouvert cet avis, ſe trouva intéreſſée à renverſer le principe ſur lequel il étoit fondé, & à ſoutenir que le Parlement avoit excédé ſon pouvoir en transportant la Couronne dans la Maïſon de Lencaſtre.

Suivant les réſolutions que le Duc de Lencaſtre avoit priſes avec ſes amis, il ſe rendit à la Tour, le jour avant l'ouverture du Parlement, étant accompagné d'un grand nombre de Seigneurs. Là, en préſence de cette Aſſemblée, Richard livra la Couronne & le Sceptre avec toutes les autres marques de la Royauté, & par un Ecrit ſigné de ſa propre main, il ſe reconnut indigne & incapable de gouverner plus longtemps le Royaume. Le jour ſuivant, le Parlement s'étant aſſemblé, on produiſit cet Acte de Reſignation, qui fut accepté d'un conſentement unanime. Mais comme, ſelon les meſures dont on étoit convenu, cet Acte ſeul ne paroïſſoit pas ſuffiſant, les deux Chambres ordonnerent qu'on dreſât des Articles d'accuſation contre Richard, pour ſervir de fondement à ſa Dépoſition, à laquelle elles avoient deſſein de procéder. Voici la ſubſtance de ces Articles.

1. Que Richard avoit, ſans jugement & ſans diſcretion, prodigué

Tome III.

V u

RICHARD II.
1399.

Le Duc d'Yorck
ouvre un avis qui
eſt ſuivi.

Richard fait
une reſignation
pure & ſimple de
la Couronne.

Le Parlement
l'accepte.

Il fait dreſſer
une accuſation
contre lui.

Articles d'Ac-

RICHARD II.
1399.
accusations contre
Richard.

les revenus de la Couronne, & mis le Gouvernement de son Royaume entre les mains de gens sans expérience & mal-intentionnez, au grand détriment du Peuple qui s'étoit vu chargé d'impositions excessives.

2. Qu'il avoit sans fondement accusé de Trahison, & fait injustement punir, les Commissaires établis par le Parlement pour avoir inspection sur le Gouvernement du Royaume.

3. Qu'il avoit contraint les Juges de donner des décisions contraires aux Loix, afin de faire condamner les Comtes d'Arundel & de Warwick, & plusieurs autres personnes.

4. Qu'il avoit fait mourir le Duc de Glocester son Oncle, sans l'avoir fait juger selon les Loix du País.

5. Qu'il avoit levé des Troupes dans les Comtez de Lencastre & de Chester pour faire la Guerre à ces trois Seigneurs, & permis à ses Soldats de commettre toutes sortes de violences, sans les en punir.

6. Qu'encore que, par une Proclamation, il eût assuré que ces Seigneurs n'avoient été arrêtez que pour de legeres malversations, il les avoit fait condamner comme coupables de Haute Trahison.

7. Qu'il avoit exigé de diverses Provinces des amendes excessives, pour des crimes qui avoient été abolis par une Amnistie.

8. Qu'il avoit empêché qu'on ne communiquât les affaires publiques, aux Commissaires que le Parlement avoit établis pour prendre soin du Gouvernement.

9. Qu'il avoit défendu à tous ses Sujets, sur peine de la vie, de demander le rappel du Duc de Hereford.

10. Que, bien qu'il tint sa Couronne de Dieu & non du Pape, il avoit procuré des Bulles de la Cour de Rome, pour confirmer les Actes que le Parlement avoit faits en sa faveur.

11. Qu'il avoit banni le Duc de Hereford du Royaume, quoique ce Seigneur fût prêt à soutenir son accusation contre le Duc de Norfolk, selon les Loix du Royaume.

12. Qu'encore que, par ses Lettres Patentes, il eût accordé au même Duc, la faculté de se mettre en possession par Procureur, des Fiefs qui lui écheroient pendant son absence, il n'avoit pas voulu permettre que personne se présentât pour lui.

13. Qu'il avoit destitué divers Sherifs de leurs Emplois, & en avoit substitué d'autres en leur place, de sa simple autorité, contre les Loix du Royaume.

14. Qu'il avoit emprunté diverses sommes considerables, qu'il n'avoit jamais payées.

15. Qu'il avoit imposé des Taxes sur ses Sujets, de sa seule autorité.

16. Qu'il avoit souvent dit, que toutes les Loix du Royaume residoient dans sa tête, & dépendoient de sa volonté; Qu'en conséquence

de cette maxime extravagante, il avoit ôté la vie à plusieurs personnes, & ruiné un grand nombre de ses Sujets.

17. Qu'il avoit extorqué du Parlement, un Acte par lequel il étoit établi, qu'aucun Statut ne pourroit lui porter plus de préjudice qu'à ses Prédécesseurs; d'où il avoit pris occasion d'expliquer les Actes du Parlement selon son caprice, & non pas suivant l'intention des deux Chambres.

18. Que, contre les Loix du Royaume, il avoit permis que les Sherifs demeurassent plus d'un an en Charge.

19. Que, de sa seule autorité, il avoit annullé des élections des Députés au Parlement, & en avoit mis d'autres en leur place.

20. Qu'il avoit entretenu des Espions dans les Villes & à la campagne, afin d'être averti des plaintes qu'on faisoit contre son Gouvernement; & que ces mêmes plaintes lui avoient servi de prétexte pour faire payer des amendes excessives à divers Particuliers.

21. Qu'avant son départ pour l'Irlande, il avoit exigé de grandes sommes du Clergé, & contraint les Eglises de lui livrer leur Argenterie.

22. Que par des menaces, il avoit empêché les Juges du Royaume, & les Membres de son Conseil, de lui parler selon la vérité, quoiqu'ils y fussent obligés par serment.

23. Qu'il avoit emporté en Irlande, les Joyaux de la Couronne, & les Archives du Royaume.

24. Que, dans ses négociations avec les Princes étrangers, il avoit usé de tant d'équivoques & de mauvaise-foi, qu'aucun d'eux ne vouloit plus se fier à sa parole.

25. Qu'il avoit dit plusieurs fois, que les biens & les vies de ses Sujets étoient à sa disposition.

26. Que, contre la teneur de la Grande Charte, il avoit permis que des affaires qui devoient être jugées par le Droit Commun, fussent décidées par les Loix Militaires. Que, sous prétexte qu'en certaines occasions, ces Loix permettent les Combats singuliers, il avoit souffert que des gens robustes & vigoureux défiassent des gens cassés de vieillesse. Qu'enfin, si ceux-ci avoient refusé de s'exposer à un Combat inégal, il avoit donné gain de cause aux premiers.

27. Qu'il avoit obligé plusieurs de ses Sujets à prêter en termes généraux, des sermens qu'il avoit ensuite expliqués à leur préjudice & à leur ruine.

28. Qu'il avoit accordé, sous son Sceau Privé, des *Prohibitions*, auxquelles le Chancelier refusoit de mettre le Grand Sceau, parce qu'elles étoient contraires aux Loix.

29. Qu'il avoit banni sans cause l'Archevêque de Cantorberi, & sans un Jugement préalable: que même il l'avoit fait garder par des Soldats, dans le lieu où le Parlement étoit assemblé.

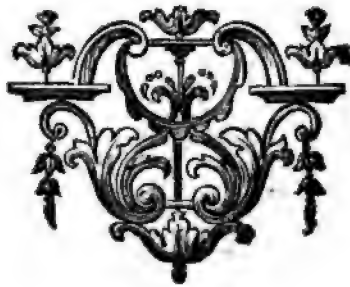
RICHARD II.
1399.
Articles d'Accu-
sation contre Ri-
chard.

Comme la résolution étoit prise d'adjuger la Couronne à ce Prince, le Parlement n'eut garde d'examiner ce droit trop scrupuleusement, & il voulut bien supposer qu'il étoit incontestable. Ainsi, sans faire attention aux justes droits du Comte de la Marche, il ordonna, que Henri de Lencastre seroit proclamé Roi d'Angleterre & de France, & Seigneur d'Irlande, ce qui fut exécuté le même jour, qui étoit le 30. de Septembre.

RICHARD II.
1399.

C'est de cette manière que finit le Regne de Richard II. Prince qui, dans sa premiere jeunesse, paroissoit avoir des inclinations nobles & généreuses; mais qui, malheureusement, se laissa corrompre par l'adulation. Il avoit l'avantage d'être descendu d'un Pere & d'un Ayeul si généralement estimez, que pour peu qu'il eût répondu à la noblesse de sa naissance, il auroit pu devenir un des plus glorieux Rois qui eussent porté avant lui la même Couronne. Mais, ainsi qu'Edouard II. son Bisayeul, il eut la foiblesse de s'abandonner à la conduite de ses Favoris. Aussi éprouva-t-il la même fortune que ce Prince, auquel il n'étoit que trop ressemblant en toute autre chose. La principale différence qu'on put remarquer entre eux, consiste en ce que Richard étoit d'un naturel plus dur & plus inflexible, & qu'il usurpa un pouvoir plus absolu qu'Edouard, ce qui le rendit plus odieux & le fit moins regretter. Finissons ce Regne par une réflexion que nous fournit la triste Catastrophe de ces deux Princes. C'est que dans un Gouvernement tel que celui d'Angleterre, tous les efforts que le Souverain fait pour usurper un Pouvoir absolu, sont autant de pas qui le conduisent vers le précipice.

Fin du Regne
de Richard II.



Par ce moyen, ils éluoient toutes les Elections canoniques faites en Angleterre, sans alléguer d'autre raison, sinon qu'il s'étoient réservé par avance le droit de nommer à ces Bénéfices. Il paroissoit si clairement qu'ils avoient pour but de s'emparer peu à peu de la Collation de tous les Bénéfices du Royaume, qu'on ne pouvoit s'y tromper. Car, quand même ils ne pouvoient se servir de ces prétextes, ils manquoient rarement à trouver à redire au sujet élu, & à conférer le Bénéfice à un autre. Souvent même, quand l'Evêque élu alloit se présenter pour faire confirmer son élection, il trouvoit que le Pape avoit déjà disposé de l'Evêché.

RICHARD II.
1399.

4. Mais, comme c'étoit ordinairement un sujet de grandes contestations, & que ceux qui avoient été canoniquement élus, étoient presque toujours soutenus par le Roi, les Papes trouverent un moyen infailible de se délivrer de ces importunités. Ils conféroient les Evêchez & les autres Bénéfices, avant qu'ils fussent vacans, par la voye des Provisions qu'ils accordoient par avance; & c'étoit là un autre grand sujet de plainte pour les Anglois.

5. On se plaignoit encore, que la plupart des Bénéfices dont le Pape disposoit par la plénitude de sa Puissance, étoient conferez à des Etrangers, particulièrement aux Cardinaux ou à leurs Parens, qui en vertu d'une Dispense du Pape, en retiroient les revenus sans y résider jamais. Ces Bénéfices étoient ordinairement donnez à ferme à des Anglois, qui, pour en tirer plus de profit, les faisoient desservir par des Vicaires à qui ils donnoient de très-petits gages. Par-là, le Service Divin étoit négligé, les Eglises tomboient en ruine, l'hospitalité étoit bannie, & l'instruction des Chrétiens presque entièrement abolie. Il en arrivoit encore cet autre inconvénient, c'est que l'argent étoit transporté hors du Royaume pour n'y rentrer jamais. On peut aisément juger du préjudice que le Pais en recevoit, si l'on considère que, par le calcul qui fut fait du tems de Henri III. on trouva que les Ecclésiastiques Etrangers possédoient en Angleterre plus de revenus que le Roi même.

Griefs des Anglois contre les Papes.

6. Un autre sujet de plainte provenoit des fréquentes Taxes que les Papes impoisoient sur le Clergé, tantôt sous le pretexte d'une Croisade, tantôt pour subvenir aux nécessitez du St. Siege, & enfin, par des Décimes qu'ils accordoient libéralement au Roi, parce qu'ils en retiroient ordinairement quelque partie.

7. En septieme lieu, les Légats & les Nonces, qui étoient envoyez en Angleterre sans aucune nécessité, chagrinoient beaucoup les Anglois. Non seulement le Clergé étoit obligé de les entretenir à grands frais, mais encore de leur faire des présens considérables, & de leur payer les *Procurations* & les autres Taxes que le Pape leur permettoit de lever sur les Ecclésiastiques. Par là l'argent sortoit du Royaume, sans qu'il y eût aucun moyen pour l'y faire rentrer.

8. Outre cela, les Papes s'étoient emparez des premiers fruits de tous

3. Qu'on ne vouloit pas permettre que ceux qui étoient citez pour ce sujet, obéissent aux Citations. Qu'on défendoit aux Notaires d'en passer des Actes publics; & aux Sujets du Roi, d'aller répondre hors du Royaume.

ÉTAT DE L'E-
GLISE.
Griefs des Papes
contre les An-
glois.

4. Qu'on empêchoit les Nonces du Pape, d'exercer leur Commis-
sion, à moins qu'auparavant ils n'en eussent reçu la licence du Roi.
Que même on en avoit mis quelques-uns dans des prisons publiques,
d'où ils n'avoient pu se tirer qu'en payant une grosse amende.

5. Que les Magistrats ne souffroient point que les Excommuniés
fussent emprisonnez après les quarante jours, qui, selon une bonne &
louable coutume, leur étoient accordez pour donner satisfaction à
l'Eglise.

6. Que le Roi faisoit de fréquentes inhibitions aux Cours Ecclésia-
stiques, de juger des Causes qui étoient de leur ressort.

7. Qu'on privoit ces mêmes Cours de la juridiction qu'elles ont sur
les Membres du Clergé, sans considérer, que les Personnes Ecclesiasti-
ques ne sont en aucune maniere dépendantes des Laïques.

8. Qu'on osoit condamner les Clercs dans les Cours Laïques, sans
le consentement de leurs Supérieurs.

9. Qu'on ne craignoit point de faire comparoitre les Clercs nuds en
chemise, devant les Cours Laïques, quoiqu'ils alleguassent leurs Immu-
nitez. Qu'à la vérité, on les renvoyoit à la Cour Ecclésiastique lorsqu'ils
étoient reclamez. Mais qu'il arrivoit très souvent, que s'ils n'étoient pas
trouvez coupables par les Juges Laïques, on osoit les absoudre à pur
& à plein, sans permettre que la Cour Ecclésiastique prît connoissance
de leurs affaires.

10. Qu'on soumettoit les Clercs à l'examen de douze personnes
Laïques, & qu'ils étoient ou absous ou condamnés, par le Jugement
de ces douze Juges incompetens.

11. Que les Grands alloient souvent loger dans les Abbayes, & y
causent de grandes dépenses, sous le prétexte frivole que ces Maisons
avoient été fondées par leurs Ancêtres.

12. Que, pendant la vacance des Abbayes, ceux à qui le Roi en
confioit la garde, en dissipoient les revenus, & y causent de très grands
dommages.

13. Enfin, que le Tribut de mille marcs que l'Angleterre devoit au
St. Siege, n'étoit pas régulièrement payé; & que les arrérages dûs qui de-
voient être envoyez à Avignon, avoient été employez à d'autres usages.

Ce sont là les plaintes réciproques des Anglois & des Papes, sur les-
quelles on peut remarquer que les Parties convenoient à peu près des
faits, & qu'elles n'étoient en dispute que touchant le droit. Pour dé-
couvrir de quel côté le droit se trouvoit, il faudroit examiner si le Pape
& le Clergé avoient originairement les droits qu'ils s'attribuoient, ou
s'ils leur avoient été accordez par quelque Puissance; enfin, si cette
Puissance avoit eu un pouvoir légitime pour les conferer. Mais ce se-

souvent engager à des condescendances pour la Cour de Rome, pernicieuses aux intérêts de son Royaume. C'est ce qui rendit inutiles les efforts que les Parlemens firent pendant tout le cours de son Regne.

STATUT DE L'ÉGLISE.

Mais sous Edouard III., on prit des mesures plus efficaces pour se délivrer des oppressions dont on se plaignoit depuis si longtems. Je veux parler des deux Statuts qui tendoient à déraciner deux des plus considerables Abus, s'ils eussent été ponctuellement exécutez. Le premier, qui étoit contre les *Provisours*, ordonnoit, que si le Pape conféroit un Archevêché, un Evêché, ou quelque autre Dignité Ecclesiastique, contre les droits du Roi, des Chapitres, ou des Patrons, la Collation en seroit dévolue au Roi, pour cette fois-là seulement. Que si quelqu'un demandoit, & se procuroit quelque *Reservation* ou *Provision* de la Cour de Rome, il seroit mis en prison, & condamné à une amende telle qu'il plairoit au Roi de lui imposer. Qu'avant que le prisonnier fût élargi, il seroit obligé de donner des cautions suffisantes, qu'il ne poursuivroit personne à la Cour de Rome, au sujet de son emprisonnement.

Statut contre les Provisours.

Le second Statut, qui fut appelé *Pramunire*, ordonnoit, que si quelque Sujet du Roi portoit dans une Cour étrangere des Causes dont la connoissance appartint aux Juges Royaux, il seroit emprisonné & son bien confisqué au profit du Roi.

Statut de Pramonire.

Malgré ces deux Actes, qui sembloient ôter au Pape l'esperance de disposer à l'avenir d'aucun Bénéfice, & qui devoient lui faire craindre qu'on ne travaillât sur le même plan à corriger les autres Abus, la Cour de Rome ne laissa pas de continuer toujours ses vexations. En 1376., c'est-à-dire environ un an avant la mort d'Edouard III., on présenta au Parlement un Mémoire, qui faisoit voir que, par la mort ou la translation des Evêques d'un Siege à l'autre, le Pape exigeoit la valeur de cinq années du revenu du Siege vacant; & que par ce moyen, il tiroit tous les ans vingt-mille marcs du Royaume; Que les Collecteurs du Pape, en tiroient tout autant pour les besoins du St. Siege; Que cette même année, le Pape s'étoit emparé des premiers fruits de tous les Bénéfices d'Angleterre; Qu'il avoit augmenté le nombre des Cardinaux jusqu'à trente, parmi lesquels il ne s'en trouvoit que deux ou trois qui fussent affectionnez à l'Angleterre; Que l'avarice du Pape étoit pire qu'une Peste; Que malgré le Statut contre les Provisours, on ne laissoit pas de voir tous les jours des gens pourvus de Bénéfices par la Cour de Rome; & qu'on ne viendroit jamais à bout de l'empêcher, si l'on ne bannissoit ceux qui seroient assez hardis pour en accepter. Enfin, qu'il étoit d'une nécessité absolue, d'empêcher ces vexations, si l'on ne vouloit voir l'Angleterre tomber dans un funeste esclavage. Sur les plaintes qui furent portées à Gregoire XI. touchant ces Abus, il fut fait entre le Roi & le Pape une espece d'Accord, mais si rempli d'équivoques & de reserves de la part du Pape, qu'il étoit aisé de comprendre qu'il n'avoit pas intention de se défaire de ses prétendus droits.

Mémoire présenté au Parlement contre la Cour de Rome.

Accord entre Edouard III. & Gregoire XI.

ETAT DE L'É-
GLISE.
Mal observé.

Nouveaux ef-
forts des Anglois.

Statut de *Pramunire*
amplifié.

Le Pape ne dis-
continue point.

Il se contentoit de promettre en général, qu'il auroit égard aux plain-
tes des Anglois, & qu'il feroit à l'avenir plus modéré. Gregoire étant
mort peu de tems après, ses Successeurs ne tinrent aucun compte de
ses engagements, & continuerent toujours à conférer les Bénéfices
d'Angleterre à des Etrangers. Cette conduite obligea la Chambre des
Communes à présenter une Adresse à Richard II., pour le prier de
faire saisir tous les biens des Bénéficiers étrangers, & de les bannir eux-
mêmes du Royaume; & le Roi accorda ce que la Chambre demandoit.

Sous le Regne du même Roi, le Statut contre les Provisours fut
renouvelé.

Deux ans après, Richard défendit au Clergé, sous de grosses pei-
nes, de payer une Taxe que le Pape lui avoit imposée.

L'année suivante, il publia une Proclamation qui ordonnoit sur
peine de la vie & de confiscation des biens, à tous ceux qui étoient
allez à Rome pour y solliciter la cassation des Statuts contre les Provi-
seurs, & de *Pramunire*, de retourner en Angleterre dans un certain tems.

Toutes ces précautions n'ayant pas été suffisantes pour arrêter la
Cour de Rome, qui ne prétendoit pas se laisser lier par des Actes de
Parlement, le Statut de *Pramunire* fut renouvelé en 1392., avec
des amplifications qui sembloient ne laisser aucune esperance à la Cour
de Rome de pouvoir encore l'éluder. Cet Acte portoit, que tous
ceux qui poursuivroient à la Cour de Rome des Translations d'Evêques
d'un Siege à un autre, des Sentences d'Excommunication, des Bulles,
des Mandats, ou autres choses quelconques contre les droits du Roi &
de la Couronne, seroient mis hors de la protection des Loix, & qu'on
leur feroit leur procès selon l'Acte de *Pramunire*. Que tous ceux qui
porteroient ces Actes étrangers dans le Royaume, ou qui les rece-
vroient, ou qui les publieroient, seroient sujets à la même peine. Enfin,
que tous ceux qui poursuivroient des Procès en quelque Cour étrangere,
au préjudice des droits du Roi, seroient traitez avec la même rigueur.

Cet Acte si severe pouvoit bien arrêter les Anglois, qui étoient su-
jets aux Loix, mais non pas le Pape, qui étoit hors de leur portée.
Aussi ne se désista-t-il pas de ses prétentions. En 1398. il transféra
l'Evêque de Lincoln à l'Evêché de Lichfield & de Coventry (1) &
donna l'Evêché de Lincoln à Henry Beaufort, l'un des Fils du Duc
de Lencastre. Mais l'Evêque de Lincoln, qui n'avoit pas demandé cette
Translation, n'ayant pas osé l'accepter, à cause du Statut dont je viens
de parler, se retira dans un Monastere; & le Pape transféra l'Evêché
de Lichfield à l'Evêque de Landaff. Richard se sentit fort offensé de ce
que le Pape, sans en être requis, s'ingeroit de transferer les Evêques
d'un Siege à un autre. Il fit assembler le Clergé sur ce sujet, & lui de-

(1) L'Auteur avoit dit l'Evêché de Chester. Le Rev. W. S. a corrigé cette faute
par une Note, dans laquelle il ajoute que le Prélat, dont il s'agit, étoit Jean
Bekingham; & que Chester étoit alors dans la Diocèse de Lichfield.

manda, quelle étoit son opinion sur ces Translations involontaires. Cette question étoit embarrassante pour le Clergé, qui, craignant de se commettre avec le Roi ou avec le Pape, évita de donner une réponse positive. Quelque tems après, le Pape envoya un Nonce en Angleterre, pour tâcher de faire revoker les Statuts dont il a été parlé. Mais, quoique ce Nonce fût reçu honorablement, il ne lui fut pas possible de réussir dans sa Commission. Richard ayant été déposé l'année suivante, les différens avec la Cour de Rome demeurèrent dans cette situation.

ETAT DE L'ÉGLISE.

Certainement, il étoit tems que la Nation Angloise, aussi bien que toutes les autres de l'Europe, travaillassent de tout leur pouvoir à empêcher l'accroissement de la Puissance Papale. Il auroit fallu se boucher les yeux volontairement, pour ne pas s'appercevoir que toutes les démarches des Papes tendoient à les rendre Souverains Temporels de toute l'Europe. La Décrétale *Unam Sanctam* de Boniface VIII., qui faisoit voir que ce Pontife se croyoit revêtu des deux Puissances, la Spirituelle & la Temporelle, en est une preuve assez forte. Mais comme on pourroit dire qu'il n'est pas juste d'attribuer à tous les Papes ce dessein ambitieux qui étoit particulier à Boniface, on peut appuyer cette preuve d'une autre, qui fait connoître que ce Pontife ne faisoit que suivre les traces de ses Prédécesseurs. Je veux parler de Jean XXII. qui, de sa seule autorité, fit publier une Treve entre l'Angleterre & l'Ecosse, contre la volonté d'une des Parties, & donna pouvoir à ses Légats de faire la Paix entre les deux Royaumes, de la manière qu'ils le jugeroient à propos, avec ordre de contraindre les deux Rois & leurs Sujets, sous peine d'Excommunication, à l'observer exactement. Cette démarche ne fait-elle pas voir que les Papes agissoient tous dans un même esprit, & que si l'on eût lâché la bride à leur ambition, ils n'auroient considéré les Princes Chrétiens que comme des Sujets, ou du moins, comme des Vassaux de l'Eglise Romaine ? Venons présentement aux Hérésies, ou plutôt aux opinions qu'on a ainsi qualifiées, pendant l'intervalle que nous parcourons.

Dessein des Papes d'étendre leur autorité sur le temporel.

En 1286. ou 1287., Peckam, Archevêque de Cantorberi, censura huit Propositions qui avoient été soutenues par un Moine Dominicain nommé *Knapwell*. Voici quelques-unes de ces Propositions, qui serviroient à faire voir à quoi on s'amusoit dans les Ecoles, & en quoi on faisoit consister la Science.

HÉRÉSIES.

Propositions condamnées.

La première étoit, que le corps mort de Jesus-Christ n'avoit pas la même forme substantielle, que son corps vivant.

La 3. Que si le Pain Eucharistique avoit été consacré pendant les trois jours que Jesus-Christ fut dans le tombeau, par ces paroles, *Ceci est mon Corps*, le Pain auroit été transsubstantié dans la nouvelle forme que le corps de Jesus-Christ prit précisément au moment de la séparation d'avec son ame.

La 4. Que depuis la resurrection de Jesus-Christ, le Pain Eucha-

ETAT DE L'E-
GLISE.

ristique est transsubstantié par la vertu de ces paroles, *Ceci est mon Corps*, dans tout le corps vivant de Jesus-Christ, savoir la matiere du Pain dans la matiere de son Corps, & la forme substantielle du Pain, dans la forme substantielle de son Corps, c'est-à-dire dans son ame intellectuelle, entant qu'elle constitue la forme du Corps.

La 7. Que dans les Articles de Foi, il ne faut point s'arrêter à l'autorité du Pape, ou de quelque Prêtre ou Docteur; mais que les Saintes Ecritures, & les justes conséquences que la Raison en tire, doivent être le fondement de notre Créance.

La 8. Que l'Ame raisonnable est la seule forme qui fait que l'Homme est Homme.

Cette dernière Proposition fut regardée comme le fondement des précédentes, & toutes ensemble furent condamnées par l'Archevêque.

Autres Propo-
sitions condam-
nées.

En 1314. sous le Regne d'Edouard II, certains Etudiens d'Oxford soutinrent dans leurs disputes, des Propositions touchant la Trinité, & la Création du Monde, qui, ayant été déferées à l'Université, furent condamnées comme Hérétiques.

Wiclef publie
sa doctrine.

Ces opinions, qui n'étoient fondées que sur des idées Scholastiques, furent aussi-tôt étouffées que produites, parce que le Peuple n'entroit point dans ces disputes. Mais il n'en fut pas de même de celles que le Docteur *Wiclef* publia sur la fin du XIV. Siecle, dans cette même Université. La raison en est, qu'elles étoient d'une autre nature, & qu'elles tendoient à reformer les abus qui s'étoient introduits dans la Religion. Aussi furent-elles embrassées par une infinité de personnes. Comme c'est ici ce qui s'offre de plus important, par rapport aux affaires de Religion du XIV. Siecle, il est nécessaire de s'y arrêter, pour faire connoître ces opinions, & l'ardeur avec laquelle elles furent reçues par quelques-uns, & condamnées par d'autres.

Jean Wiclef, ou plutôt *Wiclif*, avoit été élevé à Oxford dans le College de *Merton*, où il obtint le Degré de Docteur en Théologie. Il se distingua si avantageusement par son savoir, par sa capacité, & par la beauté de son génie, qu'*Isip*, Archevêque de Cantorberi, ayant fondé à Oxford un College qui portoit le nom de cette Métropole (1), lui en conféra le Rectorat. *Wiclef* exerça cet Emploi avec une approbation universelle, jusqu'à la mort de cet Archevêque, qui avoit une grande estime pour lui. *Langham*, Successeur d'*Isip*, voulant favoriser les Moines & les introduire dans les Charges du College, entreprit d'ôter le Rectorat à *Wiclef*, & de mettre en sa place un Moine nommé *Woodhull*. Mais il ne put jamais obtenir le consentement des Membres du College, qui souhaitoient de conserver leur Recteur. Cette affaire ayant été portée à Rome, les Moines de Cantorberi sollicitèrent si fortement le Pape en faveur de *Woodhull*, que *Wiclef* fut dépouillé de sa Charge. Cela ne fit pourtant aucun tort à la repu-

(1) Le College de *Cantorbery* est engloui présentement par l'Eglise de *Christ Church*.

nation de ce Docteur. On voyoit manifestement, que c'étoit une affaire générale, & que ce n'étoit pas tant à la personne que les Moines en vouloient, qu'à tous les Séculiers qui avoient des Emplois dans ce College. En effet, ils furent tous dépossédés aussi bien que lui, afin de remplir leurs places par des Moines. Peu de tems après, Wiclef obtint la Cure de *Lutterworth* dans le Diocèse de Lincoln; & ce fut alors qu'il publia dans ses Sermons & dans des Livres qu'il composa, certaines opinions qui parurent nouvelles, parce qu'elles étoient contraires à la Doctrine de ce tems-là. Comme ce ne fut qu'après avoir été dépossédé de son Rectorat, qu'il fit connoître ses sentimens, on en a pris occasion de l'accuser d'avoir agi par un esprit de vengeance, à cause du tort qui lui avoit été fait. Je n'entreprendrai pas de le justifier de cette accusation. Comme il n'y a que Dieu seul qui connoisse parfaitement les cœurs des hommes, il y a toujours de la témérité à les accuser, ou à les excuser, quand il s'agit des motifs secrets qui les font agir. Je dirai seulement, qu'à tout autre égard, les plus grands ennemis de Wiclef ne lui ont jamais rien reproché par rapport à ses mœurs. Voici les principales Propositions que Wiclef soutenoit dans ses Livres & dans ses Sermons.

ÉTAT DE L'E-
GLISE.

1. Que l'Eucharistie, après la consécration, n'est pas le véritable corps de Jesus-Christ, mais qu'elle en est seulement l'emblème & la figure.

Propositions
soutenues par
Wiclef.

2. Que l'Eglise de Rome n'est pas plus le Chef de l'Eglise Universelle, que toute autre Eglise; & que St. Pierre n'a pas été revêtu d'une plus grande autorité que les autres Apôtres.

3. Que le Pape de Rome n'a pas plus de juridiction, dans l'exercice des Clefs, que tout autre Prêtre.

4. Qu'en cas de malversation de la part de l'Eglise, il est non seulement permis, mais même méritoire de la déposséder de ses biens temporels.

5. Que quand un Prince, ou un Seigneur Temporel, est convaincu que l'Eglise use mal des biens qui lui ont été donnez, il est obligé, sur peine de damnation, de les lui ôter.

6. Que l'Evangile est suffisant pour diriger un Chretien dans la conduite de sa vie.

7. Que toutes les autres Règles instituées par les saints hommes, & observées dans les Monasteres, ne font pas plus de bien au Christianisme, que la blancheur à une muraille.

8. Que ni le Pape, ni les autres Prélats, ne doivent point avoir des prisons pour punir ceux qui péchent contre la Discipline de l'Eglise; mais que chacun doit être laissé en sa liberté, pour la conduite de sa vie.

Il faut remarquer sur cette dernière Proposition, que Wiclef ne prétendoit pas, comme il s'en expliqua dans la suite, ôter au Pape ou aux Prélats, le pouvoir de lier & de délier: mais il vouloit dire seulement, que l'Eglise n'étoit pas en droit d'infliger des peines temporelles aux pécheurs.

LE LORD PERCI. *Wiclef, asseyez - vous, vous avez besoin d'un siège, car vous avez à parler longtems.*

ÉTAT DE L'É-
GLISE.

L'EVESQUE. *Il n'est pas raisonnable qu'un Ecclésiastique cité devant son Evêque, demeure assis pendant qu'il répond. Il demeurera debout.*

LE DUC DE LENCASTRE. *Mylord Perci a raison. Et pour vous, Mylord Evêque, qui êtes devenu si fier & si arrogant, on prendra soin d'abattre votre orgueil, & non seulement le vôtre, mais encore celui de tous les Prélats d'Angleterre. Tu te confies au crédit de tes Parens ; mais bien loin de te pouvoir aider, ils auront assez de peine à se soutenir eux-mêmes.*

L'EVESQUE. *Je ne mets ma confiance, ni en mes Parens ni en aucun homme, mais en Dieu seul, qui me donnera la hardiesse de dire la vérité.*

LE DUC parlant doucement au LORD PERCI :

Plutôt que de souffrir la hardiesse de ce Prélat, je le tirerai par les cheveux hors de l'Eglise.

Il falloit que le Duc de Lencaſtre fût un Prince très paſſionné , puis- que certainement les dernières paroles de l'Evêque n'étoient pas aſſez inſolentes pour avoir dû cauſer un ſi grand emportement. Mais peut-être s'étoit-il exprimé d'une manière plus forte , & que les Hiſtori- ens, amis du Clergé, ont pris ſoin d'adoucir les termes, afin de mettre le tort du côté du Prince. Quoi qu'il en ſoit, ce que le Duc de Lencaſtre dit tout bas au Lord Perci, ayant été entendu par quelqu'un qui étoit proche, excita la ſédition dont il a été parlé dans le Règne d'Edouard III., & dont il n'eſt pas néceſſaire de répéter le détail. Il ſuffira de remarquer, que l'Assemblée fut rompue par cet accident, & que l'examen de Wiclef fut remis à une autre fois.

La mort d'Edouard III. étant arrivée peu de tems après, & le Duc de Lencaſtre ſe trouvant à la tête du Conſeil du nouveau Roi, les Evêques n'oſèrent pas preſſer Wiclef. Pendant ce tems-là, le nombre de ſes Sectateurs ſ'accrut ſi conſidérablement, que l'Univerſité d'Ox- ford mit en délibération ſi elle recevroit une Bulle du Pape, qui lui ordonnoit de pourſuivre Wiclef à toute rigueur. L'Hiſtorien qui rap- porte cette particularité, ne diſant pas ce qui fut réſolu ſur ce ſujet, il y a quelque apparence que la Bulle fut rejetée. On voit par-là que ce n'étoient pas quelques Particuliers ignorans qui embrasſoient la Doctrine de Wiclef, mais des gens qui avoient de la réputation dans les Lettres, & beaucoup de grands Seigneurs. Quelques-uns ont voulu dire, que c'étoit la crainte qui obligeoit les gens à ſeindre qu'ils ap- prouvoient cette Doctrine. Mais on pourroit dire au contraire, avec plus de vrai-ſemblance, que la crainte empêchoit pluſieurs perſonnes de l'embrasſer. En effet, on ne couroit aucun riſque en demeurant attaché aux anciennes opinions, au-lieu qu'il pouvoit y en avoir à ſuivre les nouvelles.

Le Pape, voyant que la Bulle qu'il avoit adreſſée à l'Univerſité d'Oxford, n'avoit pas produit un grand effet, envoya de nouveaux

On laiſſe Wi-
clef en repos.

Il a beaucoup
de Sectateurs.

Ordre du Pape
à l'Archevêque de
citer Wiclef,

ETAT DE L'E-
GLISE.

ordres à l'Archevêque de Cantorberi, & à l'Evêque de Londres, de poursuivre Wiclef. Mais comme on lui avoit fait comprendre, que les Evêques ne pouvoient point proceder en cette affaire, sans la permission du Roi; il leur enjoignit de représenter à Richard & à son Conseil, que les erreurs de Wiclef n'étoient pas seulement dangereuses pour la Religion, mais même pour l'Etat. Cependant, il semble qu'en ce tems-là, le Conseil du Roi ne les regardoit pas sur ce pied-là. Peut-être n'y avoit-il personne qui voulût choquer directement le Duc de Lencaſtre, protecteur déclaré de Wiclef.

Il le cite.

Mais il n'ose le
pouffer.

Quoi qu'il en ſoit, les deux Prélats voulant obeir au Pape, autant qu'il dépendoit d'eux, firent citer Wiclef une ſeconde fois à Lambeth, maiſon de l'Archevêque. Il comparut, & par la maniere dont il expliqua ſes ſentimens, il ſembla vouloir donner quelque ſatisfaction aux Prélats. Mais, ſelon les apparences, ils ne ſe ſeroient pas contentez d'une explication ſi générale, ſi un Gentilhomme, nommé *Clifford*, ne fût entré d'une maniere aſſez incivile, dans le lieu où ils étoient aſſemblez, pour leur défendre de paſſer plus avant. On prétend que les deux Prélats furent intimidéz par cet ordre abſolu, quoiqu'ils ignoraffent de quelle part il venoit, dans la penſée que *Clifford* n'avoit pas oſé faire cette démarche de lui-même. D'ailleurs, la populace faiſoit entendre par des diſcours menaçans, qu'elle ne ſouffriroit pas que Wiclef fût maltraité. Ces conſiderations obligerent les Prélats à renvoyer le Docteur, avec déſenſe d'entretenir davantage le Peuple des diſputes d'une ſi dangereuſe conſéquence. Mais il n'eut aucun égard à cette déſenſe, puisque, ſelon le témoignage d'un ancien Hiſtorien, il continua toujours à prêcher & à ſoutenir ſa Doctrine. Pour le dire en paſſant, cette fermeté ne s'accorde gueres avec l'explication de ſes ſentimens, qu'on prétend qu'il donna aux deux Prélats, & qu'on a représentée comme pleine d'équivoques & d'échappatoires. En effet, ce déguiſement étoit peu conforme à ſon naturel, qui n'étoit rien moins que timide. Quoi qu'il en ſoit, depuis ce tems-là, il vécut tranquillement dans ſa Cure de *Lutterworth*, ſans être davantage inquieté. Quelque tems après, *Courtney* Archevêque de Cantorberi, Succéſſeur de Simon Sudbury décapité par les Rebelles de Kent, aſſembla un Synode Provincial à Londres, dans lequel la Doctrine de Wiclef fut condamnée. Un Hiſtorien aſſure que ce Docteur y fut cité, & qu'il y expliqua ſes ſentimens, dans un ſens tout différent de celui qu'on pouvoit leur donner naturellement. Mais, comme on ne voit rien d'approchant dans les Actes de ce Synode, il y a beaucoup d'apparence que cet Hiſtorien l'a confondu avec l'Assemblée de Lambeth.

Wiclef demeure
tranquille dans ſa
Cure.

Ses opinions
ſont condamnées
par un Synode.

Le nombre des
ſectateurs de Wi-
clef s'augmente.

La condamnation de la Doctrine de Wiclef n'empêcha pas qu'elle ne ſe répandît dans tout le Royaume. Ce fut même avec un tel ſuccès, que l'Hiſtorien dont je viens de parler aſſure, qu'on ne pouvoit trouver deux hommes enſemble ſans que l'un d'eux fût *Lollard*. Richard

II. ayant permis aux Evêques de poursuivre les Hérétiques, & de les mettre en prison, ainsi qu'il a été dit dans l'Histoire de ce Prince, plusieurs Lollards furent citez en divers Diocèses. Quelques-uns se retractèrent, d'autres soutinrent le choc courageusement. Mais entre ces derniers, il n'y en eut aucun qui fût livré au bras séculier, parce qu'il n'y avoit point encore de Loi sur ce sujet. Ce ne fut que sous le Regne suivant, que ces barbares exécutions commencerent en Angleterre. Ainsi, malgré les oppositions des Evêques, les opinions de Wiclef se répandirent dans tout le Royaume avec une merveilleuse rapidité, parce que le Clergé n'avoit pas la liberté d'employer le seul moyen qu'il a toujours cru propre à extirper l'Hérésie. Il semble même, que les Evêques n'osoient attaquer Wiclef personnellement, de peur de faire trop paroître leur ignorance, par l'opposition de son savoir. Quoi qu'il en soit, ce Docteur fut laissé tranquille à *Lutterworth* jusqu'à sa mort, qui arriva en 1384. Il y a quelque apparence que dans la suite, ses Sectateurs ajouterent quelque chose à ce qu'il avoit enseigné, & que c'est de là qu'on a pris occasion de lui attribuer tout ce que ses Disciples ont avancé.

La perte du Maître ne découragea point les Disciples. Ils continuèrent à prêcher & à soutenir leurs opinions, avec la même fermeté qu'ils l'avoient fait pendant sa vie. Les progrès que cette Doctrine faisoit tous les jours devinrent enfin si considérables, qu'en 1386, le Parlement se crut obligé de présenter une Adresse au Roi, pour le prier de tenir la main à ce que la Religion & l'Etat ne reçussent point de dommage par les nouvelles opinions des Lollards. En conséquence de cette Adresse, le Roi nomma des Commissaires pour examiner les Livres de Wiclef; mais cette Commission ne fut exécutée qu'avec beaucoup de négligence.

En 1389, les *Wiclefites* ou *Lollards* commencerent à se séparer de l'Eglise Romaine, & à nommer des Prêtres pris d'entre eux pour célébrer le Service divin à leur maniere. Quoique, de tems en tems, les Evêques en poursuivissent quelques-uns, ces poursuites n'étoient pas fort rigoureuses. Il sembloit qu'ils n'avoient pour but, que de ne laisser pas prescrire leur droit. D'ailleurs, une Adresse qu'un des Parlemens précédens avoit présentée au Roi, pour le prier de révoquer la permission qu'il avoit donnée aux Evêques d'emprisonner les Hérétiques, retenoit les plus emportés.

Mais en 1395, les efforts que les Lollards avoient faits en l'absence du Roi, pour faire approuver leur Doctrine par le Parlement, engagèrent les Evêques à prendre d'autres mesures. Ces prétendus Hérétiques, se sentant appuyés par un nombre infini de personnes qui avoient embrassé leur Doctrine, avoient présenté à la Chambre des Communes, une Remontrance qui contenoit ces douze articles.

1. Que dès que l'Eglise Anglicane, suivant les traces de celle de

Y y ij

ETAT DE L'ANGLISSE.

Les Wiclefites se séparent du reste de l'Eglise.

Remontrance présentée au Parlement.

Les XII. Ar-

fit assembler à Londres un Synode, qui condamna dix-huit Propositions extraites d'un Livre de Wiclef, intitulé *Triologus*. ETAT DE L'EGLISE.

C'est là ce qui s'est passé de plus considérable par rapport à Wiclef & à sa Doctrine, jusqu'à la Déposition de Richard II. Mais je ne dois pas oublier d'ajouter, que certains Etudiens de Bohême, qui se trouverent à Oxford dans le tems que Wiclef commençoit à y publier sa Doctrine, la porterent dans leur Pais, où elle se répandit avec un succès merveilleux. Il est tems présentement de passer à quelques autres articles qui regardent l'Eglise Anglicane, & premièrement aux Conciles.

Je commencerai cet Article par le Concile Général de Lyon, qui s'ouvrit le 1. de Mai. 1274. Ce Concile étoit principalement assemblé pour recevoir les Grecs dans la Communion de l'Eglise Romaine, dont ils s'étoient séparés pour la seconde fois, depuis que les Latins avoient été chassés de Constantinople. On réussit véritablement à faire cette réunion; mais elle ne fut pas de longue durée. Le second motif qui avoit fait convoquer ce Concile, étoit le secours qu'on avoit projeté de donner aux Chrétiens de Syrie. Comme on prétendoit faire un grand effort en leur faveur, le Pape demanda un subside à toute l'Eglise. Il n'étoit pas difficile de comprendre que l'intérêt du Pontife se trouvoit dans cette demande. Ses Prédécesseurs s'étoient si souvent servis de cette voye pour amasser de l'argent, qu'on ne pouvoit s'y tromper. Cependant, aucun des Prélats n'osoit ouvrir la bouche pour s'y opposer, & l'Archevêque de Cantorberi qui étoit présent, garda le silence comme les autres. *Richard Mepham* (1), Doyen de Lincoln, fut le seul qui osa prendre en main les intérêts de l'Angleterre. Il dit hardiment, que le Clergé de ce Royaume se trouvoit hors d'état de contribuer à cette Guerre, à cause des exactions continuelles de la Cour de Rome, qui lui laissoient à peine les moyens de subsister. Cette hardiesse lui coura la perte de sa Dignité, que le Pape lui ôta sur le champ. On peut juger par là de la liberté qu'il y avoit dans ce Concile. Venons présentement à ceux qui se sont assemblés en Angleterre, pendant les quatre Regnes que nous parcourons.

DES CONCILES.
Concile Général de Lyon.

Le premier fut convoqué sous le Regne d'Edouard I., par *Jean de Peckam* Archevêque de Cantorberi. On y confirma ce qui avoit été décrété au Concile Général de Lyon, touchant la pluralité des Bénéfices. Ensuite, l'Archevêque y fit passer quelques Canons directement contraires aux Prérogatives Royales, & que par cette raison il fut obligé de faire révoquer dans la suite.

Concile Provincial de Cantorberi.

Le premier ordonnoit la peine d'Excommunication contre ceux Canons con-

(1) Au lieu de *Richard Mepham*, l'Auteur avoit mis *Richard de Peckam*. Le Rev. W. S. a corrigé la faute par une Note dans laquelle il dit qu'on croit que cet Ecclesiastique mourut au Concile de Lyon.

ce qui avoit été pendu sur la Croix pour leur salut, & sous l'Espece du Vin, le Sang qui avoit coulé du côté de J. Christ. Il semble qu'on peut inferer de là, que dans l'Eglise d'Exceter, on communioit alors sous les deux Especes.

ETAT DE L'EG-
LISE.

On ne trouve sous le Regne d'Edouard II., qu'un seul Concile remarquable qui fut assemblé à Londres en 1401, & où les Templiers furent condamnés à une prison perpétuelle.

Synode de Lon-
dres contre les
Templiers.

En 1320. sous le Regne d'Edouard III., *Mepham* Archevêque de Cantorberi, assembla un Synode Provincial à Londres, où il fut ordonné que les Fêtes du Vendredi Saint & de la Ste. Vierge, seroient chommées : mais il permettoit aux Païsans de travailler à la campagne, après le Service.

Autre de Lon-
dres.

Ce même Synode défendit à tous Moines, Hermites, & Chanoines Réguliers, de recevoir des Confessions. Il revoqua aussi un Canon d'un Synode précédent tenu à Oxford, qui n'admettoit les Appels qu'après une Sentence définitive.

En 1332. le même Archevêque assembla à *Maghfield* un Synode, qui fixa tous les jours de Fêtes observez dans la Province de Cantorberi. Parmi ces Fêtes, on trouve celle de St. George & de St. Augustin, premier Archevêque de Cantorberi.

Synode de
Maghfield.

Stratford, Archevêque du même Siege, fit assembler à Londres en 1342. un Synode Provincial qui fit quelques Canons, dont voici les plus remarquables.

Synode de Lon-
dres contre les
Moines.

Le 4. ordonnoit aux Moines qui s'étoient approprié des Paroisses, de faire des aumônes proportionnées à la valeur de ces Bénéfices. En cas de négligence, il autorisoit les Evêques à les y contraindre, en mettant les revenus de ces Bénéfices en sequestre.

Le 9. étoit contre les Moines Mendians, qui, abusant de la confiance que les mourans avoient en eux, les engageoient à faire des Testaments préjudiciables à leurs familles. Comme le Synode n'osoit s'en prendre directement aux Moines, qui étoient sous la protection du Pape, il défendit de donner une sépulture Chretienne aux morts qui s'étoient laissez persuader de faire de semblables dispositions.

Pendant le Regne de Richard II., on ne trouve de Conciles remarquables, que ceux qui furent assembles à l'occasion de Wiclef & de ses Sectateurs. Mais comme il en a été parlé ailleurs, il n'est pas nécessaire de répéter ici ce qui en a été dit.

Bien que l'Angleterre n'ait pas pris plus de part que les autres Etats de la Chretienté aux Schismes qui arriverent dans l'Eglise, je ne puis pourtant me dispenser d'en dire un mot. Non seulement cette connoissance est d'une nécessité absolue, pour entendre l'Histoire Ecclesiastique de ce tems-là, mais on peut même dire en quelque maniere, que la meilleure partie de cette Histoire consiste dans les suites de ces Schismes scandaleux.

Des Schismes.

ETAT DE L'E-
GLISE.
Jean XXII. &
Nicolas V.

Depuis le commencement du Regne d'Edouard I. jusqu'à la fin du Regne de Richard II., il y eut des Schismes qui diviserent la Chretienté. Le premier ne fut pas de longue durée. Clement V. ayant transporté le Siege Pontifical à Avignon, y mourut en 1314., & eut pour Successeur Jean XXII qui fit sa résidence dans la même Ville. L'élection de ce Pape se fit d'une maniere extraordinaire. Le Siege étant demeuré vacant pendant plus de deux ans, depuis la mort de Clement V., parce que les Cardinaux n'avoient pu s'accorder entre eux, enfin ils s'assemblerent à Lyon en 1316. pour faire choix d'un Pontife. Mais les mêmes divisions regnant toujours parmi eux, ils convinrent de s'en rapporter au Cardinal d'*Ossa* Evêque de Porto, qui, sans balancer, se nomma lui-même, & prit le nom de Jean XXII (1). Dans le même tems, l'Empire se trouvoit divisé par la double election qui s'étoit faite de deux Empereurs, une partie des Electeurs ayant donné leurs voix à Louis de Baviere, & l'autre à Frederic Duc d'Autriche. Le refus que Jean fit de reconnoître le premier, causa entre eux une querelle qui alla toujours en augmentant, jusqu'en 1328. que Louis étant passé en Italie, dégrada Jean XXII. de la Papauté. Ensuite il fit élire *Pierre Corbiere*, Cordelier, qui prit le nom de Nicolas V. & qui alla demeurer à Rome. Cet Antipape étant appuyé de l'Empereur & du Général des Cordeliers, subsista quelque tems. Mais enfin l'Empereur ayant été obligé de quitter l'Italie, & la dissension s'étant mise parmi les Cordeliers, Nicolas, qui se trouva sans protection, fut pris & conduit à Avignon, où il demanda pardon à Jean XXII. la corde au cou. Après avoir fait cette soumission, il fut mis dans une étroite prison, où il mourut peu de mois après.

Schisme d'Urbain VI. & de Clement VII.

Le second Schisme entre Urbain VI. & Clement VII. fut plus considerable, & dura bien plus longtems. J'en ai rapporté l'origine dans l'Histoire de Richard II ; c'est pourquoi il suffira d'en faire connoître la suite, jusqu'à la fin du Siecle, à quoi je me borne ici.

A Urbain VI. Pape de Rome, succeda en 1389. Boniface IX., qui feignit, aussi bien que Clement de vouloir terminer le Schisme : mais rien n'étoit plus éloigné de l'intention des deux Papes. Clement VII., qui mourut à Avignon en 1394, eut pour Successeur Benoit XIII.

Toute la Chretienté étant lassée & scandalisée de ce Schisme, la Cour de France fit des efforts pour persuader aux deux Pontifes de

(1) Le Pape Jean XXII. étoit Fils d'un Cordonnier de Cahors en Querci.
REV. W. S.

Il s'appelloit Jacques d'*Ufa*, ou d'*Ossa*, & son Pere *Arnauld d'Ufa*, selon l'opinion commune, étoit un pauvre Cordonnier. L'Abbé *Baluse* dans ses Vies des Papes d'*Avignon*, a prétendu que Jean XXII n'étoit pas d'une naissance si basse. L'a-t-il prouvé ?

résigner

résigner leur Dignité, afin qu'on pût élire canoniquement un autre Pape. Ils y consentirent tous deux : mais ils manquèrent à leur parole. Benoit sur-tout, usa de tant de détours, que le Roi de France prit la résolution de soustraire son Royaume de l'obéissance de ce Pape. Pour cet effet, il gagna les Cardinaux de ce Parti, qui promirent de l'abandonner : mais le Pape en ayant été averti, se fortifia dans le Palais d'Avignon, où il fit entrer une Garnison Arragonoise. Il y fut assiégé par le Maréchal de *Boucicaut* : mais peu de tems après, ce Général reçut ordre de lever le siège. Ainsi, par les intrigues de quelques Princes de la Cour de France, le Schisme continua toujours, malgré les soins que le Roi s'étoit donnez pour l'éteindre.

ETAT DE L'E-
GLISE.

Il ne me reste plus, pour finir cet Abregé, que de faire connoître les Ecclésiastiques qui se sont distinguez par leur mérite & par leur savoir, pendant les Regnes des trois Edouards & de Richard II.

Ecclésiastiques
distinguez.

Robert Kilwarby, Cordelier, qui fut Archevêque de Cantorberi, sous le Regne d'Edouard I., étoit un Prélat d'un savoir éminent pour le siècle où il vivoit. Il écrivit divers Traitez de Théologie, qui étoient en ce tems-là très estimez. Son mérite lui ayant procuré la Dignité de Cardinal, il quitta son Archevêché pour aller demeurer à Rome, où il mourut.

Kilwarby.

Robert Burnel, Evêque de Bath, fut élu pour Successeur à Kilwarby : mais le Pape, par la plénitude de sa Puissance Apostolique, conféra la Dignité d'Archevêque de Cantorberi, à un Cordelier Anglois, nommé *Jean Peckam*, qui étoit Auditeur de sa Chambre. Ce Prélat eut de grands démêlez avec Edouard I. tant à l'occasion des Canons de son Synode, dont j'ai déjà parlé, que sur d'autres sujets. Cette brouillerie alla si loin, que le Roi fut sur le point de le bannir du Royaume. Il passoit pour fort savant, particulièrement dans le Droit Civil & Canonique. On a de lui quelques Traitez de Theologie & divers Commentaires sur l'Ecriture Sainte.

Burnel.

Robert Winchelsey, Successeur de Peckam, préféra son Archevêché au Cardinalat, dont le Pape voulut l'honorer. On loue principalement dans ce Prélat, sa charité, qui lui faisoit donner à manger deux fois la semaine à plus de quatre mille pauvres, & entretenir plusieurs Ecoliers dans les deux Universitez. Ces aumônes lui attirerent l'affection du Peuple, qui, après sa mort, alloit en foule à son Tombeau, pour l'honorer comme un Saint. Cependant, ce même Archevêque, si chéri du Peuple, eut de grands démêlez avec Edouard I. pour être entré trop avant dans les intrigues des Seigneurs qui s'étoient opposez aux desseins de ce Prince. Le Pape, qu'Edouard fut mettre dans ses intérêts, cita le Prélat pour aller à Rome justifier sa conduite, & le suspendit. Ce ne fut que sous le Regne d'Edouard II, qu'il fut rétabli.

Winchelsey.

ETAT DE L'E-
GLISE.
Button.

Jean Button, Evêque de Hereford, excelloit principalement dans la connoissance du Droit. Il écrivit un Traité fort estimé, intitulé *De Juribus Anglicanis*, & il mourut en 1275.

Scot.

Jean Duns Scot, appelé communément *le Docteur subtil*, qui vivoit sous de Regne d'Edouard II. est trop connu, pour qu'il soit nécessaire de s'arrêter longtems sur son sujet. Il suffit de remarquer, qu'il s'éloigna, sur plusieurs matières, des sentimens de Thomas d'Aquin, & qu'il fut un grand partisan de la Conception Immaculée de la Sainte Vierge. Après avoir été Professeur en Théologie à Oxford, & à Paris, il mourut à Cologne faisant la même fonction, en 1309. ou 1310.

Stapleton.

Walter Stapleton, Evêque d'Exceter, fut recommandable par son savoir, & par sa capacité dans l'administration des affaires publiques, & particulièrement par sa fidélité envers Edouard II. son Souverain, pour laquelle il perdit la vie, ainsi qu'il a été dit dans l'Histoire de ce Prince.

Straford.

Straford, Archevêque de Cantorberi sous le Regne d'Edouard III. fut plus considérable en qualité de Ministre d'Etat, que comme Archevêque. J'ai parlé ailleurs du grand différent qu'il eut avec Edouard III. qui l'accusa de malversation. Mais dans la suite, ce même Prince ordonna que les accusations qu'il avoit intentées contre ce Prélat fussent annullées, comme contenant des choses qui n'étoient ni véritables ni raisonnables.

Bradwardin.

Bradwardin, Successeur de Straford, étoit un grand Philosophe & grand Mathématicien : Mais cela n'empêchoit pas qu'il ne fût aussi très-savant en Théologie. On l'appelloit communément *le Docteur Profond*, selon la coutume qu'on avoit en ce tems-là, de donner de pareils titres à ceux qui se distinguoient par leur savoir. Il écrivit contre les Pelagiens, un Livre qui a acquis beaucoup de réputation, intitulé, *De la Cause de Dieu*. Mais ce qui le rendoit encore plus estimable que sa science, c'étoit son humilité, & son zèle pour l'instruction des Peuples commis à ses soins. Avant que d'être élevé sur le Siège Archiepiscopal, il étoit Confesseur d'Edouard III. & il accompagna ce grand Prince dans toutes ses Expéditions. On lui a fait l'honneur de dire, qu'Edouard fut redevable à ses bons conseils, d'une bonne partie des heureux succès qu'il eut contre la France.

Occam.

Guillaume Occam, de l'ordre de St. François, Disciple de Scot, est fameux pour avoir été le Chef des *Nominaux* (1) contre les *Réalistes*,

(1) Beaucoup d'Auteurs ont confondu ce *Guillaume Occam* Cordelier, avec *Guillaume Okon*, Moine de Cîteaux, nommé dans l'Edit de Louis XI. Roi de France, contre les *Nominaux*, comme le Chef de leur Secte. Au reste cette Secte est de trois siècles plus ancienne que le Cordelier *Guillaume Occam*, qui vivoit dans le XIV. Elle a pour véritable Fondateur *Rocolin*, ou *Roffelin*, ou *Russelin*, que

qui avoient Scot à leur tête. Il seroit inutile d'expliquer ici en quoi consistoit la différence de ces deux Sectes de Philosophes, dont par la grace de Dieu les Ecoles publiques ne sont gueres plus troublées.

ETAT DE L'E-
GLISE.

Richard Fitz-Ralph, Archevêque d'Armagh en Irlande & né à *Dundalck*, dans la même Isle, fut un grand ennemi des Moines. Il les attaqua vivement dans des Sermons qui furent prononcés à Londres, où il entreprit de prouver les neuf Propositions suivantes.

Fitz-Ralph.

1. Que par rapport au lieu où se doivent faire les Confessions, les Eglises Paroissiales sont préférables à celle des Monastères.

2. Que les Paroissiens doivent plutôt se confesser à leur Curé, qu'à un Moine.

3. Qu'encore que J. Christ ait choisi de vivre dans un état de pauvreté, il ne l'a pas pourtant affecté.

4. Que J. Christ n'a jamais demandé l'aumône, ni fait profession d'une pauvreté volontaire.

5. Qu'il n'a jamais enseigné que les Fideles dussent faire profession de mendier.

6. Au contraire, qu'il a posé pour maxime, que les hommes ne doivent jamais demander l'aumône par inclination & par choix; mais seulement quand ils y sont contraints par la nécessité.

7. Que c'est une chose contraire à la Religion & au bons sens, que de faire profession de pauvreté.

8. Que l'engagement à une pauvreté volontaire, n'est pas fondé sur la Regle des Freres Mineurs ou Cordeliers.

9. Que la Bulle du Pape Alexandre IV. qui condamne le Libelle des Docteurs de Paris, ne censure aucune des huit Propositions précédentes.

Ces Propositions, qui attaquoient les Moines Mendians par l'endroit le plus sensible, parce que c'étoit par leur pauvreté volontaire qu'ils avoient acquis & qu'ils conservoient leur crédit parmi le Peuple, furent déferées au Pape, qui fit citer l'Archevêque devant lui. Il comparut, & soutint avec fermeté tout ce qu'il avoit avancé. Mais avant que cette affaire fut jugée, il mourut à Avignon en 1360. Il avoit traduit la Bible en Anglois, & composé deux Traitez, l'un en faveur des Curez contre les Moines, l'autre touchant ceux qui avoient droit de recevoir les Confessions.

d'autres nomment *Encelin*, dont les Ecrits furent condamnés par le Concile de Soissons en 1092. Ce *Rocelin* étoit Disciple de *Jean le Sophiste*, Médecin de Henri I. Roi de France. Ce fut quelques Opinions particulieres de ce Médecin, que *Rocelin* enseigna publiquement dans l'Université de Paris, qui donnerent la naissance à la Secte des *Nominaux*, dont *Pierre Abcillard*, Disciple de *Rocelin*, *Pierre Lombard*, appelé le *Maître des Sentences*, & le Cordelier *Occam*, ont été les plus grands ornemens. Voyez l'*Histoire de l'Université de Paris*, par *Du Boullay*. T. 1. p. 443-55.



S U I T E
DE L'ABREGÉ HISTORIQUE
D E S
A C T E S P U B L I C S
D' A N G L E T E R R E ,
R E C U E I L L I S
P A R
T H O M A S R T M E R .

E X T R A I T D U T O M E I I .

N O U S avons parlé (1) dans l'Article I. du Tome XVI. de cette Bibliothèque Choisie, du I. Tome de ce grand Recueil, & nous en avons montré l'utilité. Depuis ce tems-là, on en a vu encore trois Tomes, le VII, le VIII, & le IX, que j'espère de recevoir bientôt. J'en suis redevable à la libéralité d'un Seigneur, qui a été cause que cet Ouvrage a été entrepris, & que j'ai nommé à la fin de l'Extrait du I. Volume. Je suis si éloigné de ne reconnoître pas la générosité de ceux qui m'ont fait de semblables honnêtetés, que je ne perds point d'occasion de le faire. Je ne puis, à cet égard, que me louer du Clergé & de la Noblesse d'Angleterre, & je le ferai de toute autre Nation, dès que j'aurai sujet de le faire.

Ce Volume contient les Actes du Regne d'Edouard I. depuis l'an 1273, jusqu'à l'an 1307, qui étoit le trente-cinquième de son Regne, & le dernier de

(1) C'est Mr. Le Clerc qui parle dans cet Avant-propos. WHATLEY,
Z z iij

3. La Guerre d'Ecosse, avec l'origine & les causes de cette Guerre, qui eut de fâcheuses suites.
4. Les Affaires qu'*Edouard* eut avec la France.
5. Les Affaires qui regardent l'Angleterre en particulier.
6. Les Affaires Ecclésiastiques, ou plutôt, celles qu'*Edouard* eut avec les Papes.
7. Quelques Actes qui regardent *Edouard* en particulier.
8. Et enfin divers Actes séparés, qui peuvent avoir quelque chose d'important, ou de curieux.

I.

AFFAIRES DE GALLES.

ON voit dans ce Volume divers Actes, qui regardent le País de Galles, & la Guerre qu'*Edouard* y porta; mais il y en a peu qui soient importans. On trouveroit fort étrange aujourd'hui, qu'un Prince s'avîsât de faire excommunier les Princes avec qui il est en Guerre, par les Chefs de son propre Clergé. Il falloit pourtant qu'en ce tems-là, cela servît à quelque chose; puisqu'on trouve ici, page 79, que l'Archevêque de *Cantorbery*, après avoir excommunié *Leolyn* Prince de Galles, requiert l'Archevêque d'*Torck* d'en faire de même.

L'Archevêque de *Cantorbery* excommunie le Prince de Galles, Les Grands d'Angleterre condamnent *Leolyn*.

Cette Guerre de Galles ne fut commencée, qu'après (1) un Jugement solennel rendu par les Grands d'Angleterre contre *Leolyn*; on voit ce Jugement dans la page 68. Il fut condamné, sur ce qu'il avoit refusé de rendre hommage à *Edouard*, & avoit allégué des excuses qui n'étoient pas recevables. Pour l'exactitude, il auroit fallu expliquer les excuses (2) que *Leolyn* alléguoit, mais c'est ce qu'on ne trouve ici qu'en général.

Cette Guerre fut terminée enfin, par la mort de *Leolyn* qui fut tué dans un Combat (3). On voit dans la page 224, une Lettre de l'Archevêque de *Cantorbery* à *Edouard*, par laquelle il l'informe qu'on a

sa mort

(1) En 1276.

(2) Les particularités de la Guerre de *Galles* sont rapportées dans la Chronique du même País par *Powel*; & si elles sont vraies, elles paroissent considérables. Mais *Edouard* ayant résolu de faire la conquête de ce País-là, ne cherchoit qu'un prétexte. RAP. TH.

Le Docteur *Kennet*, dans sa remarque sur la relation que donne le *P. Daniel* de cette affaire, l'accuse de ne pas parler aussi favorablement des *Gallois* qu'il auroit dû le faire. Ce Docteur cite la Chronique dont nous venons de parler, pour montrer qu'ils avoient d'autres raisons essentielles pour faire la Guerre; que *Leolyn* & son Frere donnerent à l'Archevêque de *Cantorbery* plus de douze Articles de leurs Grievs, dont la plupart étoient considérables, & les obligeoient de prendre les armes; & que le Roi *Edouard* refusa de traiter avec eux. WHAT.

(3) En 1282; ce qui rectifie une autre erreur des Historiens Anglois, qui placent la mort de *Leolyn* en Décembre 1283. WHAT.

de lui livrer la Sicile. *Pierre* craignit d'abord d'entrer dans une Guerre, dont il ne prévoyoit pas qu'il pût sortir à son honneur; mais *Procide* leva toutes les difficultés, 1. en lui fournissant de l'argent qu'il avoit reçu de l'Empereur de Constantinople, qui, pour détourner *Charles* du dessein qu'il avoit de lui faire la Guerre, mit de grandes sommes entre les mains de *Procide* pour faire réussir la Conspiration: 2. en lui donnant secrètement l'Investiture de la Sicile, de la part du Pape *Nicolas III*; & 3. enfin, en lui faisant entendre qu'il n'étoit nullement nécessaire qu'il s'engageât dans cette entreprise, que quand la Conspiration de Sicile auroit réussi. Pour cet effet il fut convenu entre eux, que le Roi d'Aragon équiperoit une Flotte considerable, sous prétexte de faire la Guerre aux Sarrazins; qu'il se tiendrait sur les Côtes d'Afrique, prêt à faire voile en Sicile, si la Conspiration venoit à réussir; & que si elle venoit à manquer, il pourroit, sans paroître y avoir eu aucune part, continuer de faire la Guerre aux Sarrazins. Ces mesures étant prises, *Pierre* mena sa Flotte en Afrique, & y assiegea une Ville que les Historiens de Sicile appellent *Andacalle*. Cependant le complot de *Procide* réussit, & les Siciliens couperent la gorge à tous les François qui étoient dans l'Isle; c'est ce qu'on appelle les *Vêpres Siciliennes* (1). *Charles d'Anjou*, qui avoit une Flotte toute prête qu'il destinoit contre l'Empereur Grec, fit voile incontinent vers la Sicile, & assiegea Messine, dont les Habitans offrirent de se rendre à lui, avec la seule condition qu'il épargneroit leurs vies; mais il étoit si transporté de colere, qu'il refusa cette condition, ce qui leur fit prendre la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Pendant ce Siege, *Procide* alla trouver le Roi d'Aragon en Afrique, pour l'informer du besoin pressant que les Messinois avoient de son secours. Avant que *Pierre* quittât les côtes de l'Afrique, il écrivit une Lettre à *Edouard* (2) dattée d'*Altoyl* (je ne sai si c'est le même lieu qu'*Andacalle*) dans laquelle il lui dit, qu'étant occupé à la Guerre contre les Sarrazins, les Siciliens lui avoient envoyé des Députés pour le prier de se mettre en possession de la Sicile; ce qu'il étoit résolu de faire, puisque ce Royaume appartenoit à *Constance* la Femme. Cette Lettre se trouve à la page 208. Il fit donc voile vers la Sicile, & arriva à Palerme, où il fut reçu & couronné Roi de Sicile. Il écrivit de là un Billet à *Charles*, dans lequel il l'informe qu'il est arrivé dans l'Isle de Sicile, qui lui a été ajugée par l'autorité de l'Eglise, du Pape, & des Cardinaux; & lui commande de sortir de l'Isle, dès qu'il auroit lu sa Lettre, s'il ne veut y être contraint par la force. *Charles* répondit à ce Billet par un autre de même teneur, & le traite de méchant & de traître à Dieu, &

vêpres siciliennes.

(1) Les *Vêpres Siciliennes* furent ainsi appellées, à cause que la Cloche du Service du soir donna le signal du massacre. Cela arriva la veille de Pâques. W H A T.

(2) En 1282.

» eux, par un consentement réciproque, de faire ledit Combat de
» cette maniere, c'est-à-dire en l'absence d'Edouard.

» 6. Que si le Roi d'Angleterre ne se trouve pas en personne au lieu
» & au tems marqués, les deux Rois seront tenus de l'attendre trente
» jours.

» 7. Et afin qu'on puisse en toute maniere procurer la présence du
» Roi d'Angleterre, les deux Rois promettent & jurent de faire leur
» possible de bonne foi, & sans fraude, pour obtenir dudit Roi qu'il
» se trouve au lieu marqué, & au jour susdit, & de faire en sorte que
» leurs Lettres lui soient rendues ».

Après quelques autres Articles, qui regardent la Treve & les sû-
retés que les deux Rois se donnent réciproquement, il est convenu :

« 8. Que celui des deux Rois qui manquera de se trouver au lieu &
» jour susdits, soit réputé vaincu, parjure, faux, infidele, traître; qu'il
» ne puisse jamais s'attribuer, ni le nom de Roi, ni les honneurs dûs
» à ce rang; qu'il demeure pour toujours privé & dépouillé du nom
» de Roi, & de l'honneur royal; & soit incapable de tout Emploi,
» & Dignité, comme vaincu, parjure, faux, infidele, infame, éter-
» nellement ».

Tous les Historiens François, Espagnols, & Italiens, ont dit unani-
mement, qu'Edouard assura le champ aux deux Rois; trompés par
la présentation que fit Charles d'Anjou à Bourdeaux, avec ses cent
Cavaliers; car ils n'ont pû comprendre que ce Prince fût venu avec
sa Troupe prête à combattre, & se fût tenu à Bourdeaux depuis le
Soleil levant jusqu'au soir du jour marqué, s'il n'eût cru de combat-
tre. Mais on voit ici dans la page 239. une Lettre d'Edouard au mê-
me Prince, par laquelle il lui fait savoir, *que quand il pourroit gagner
les deux Royaumes d'Arragon & de Sicile, il ne voudroit pas assurer le Camp
aux deux Rois, ni permettre que ce Duel se fût dans aucun lieu de sa do-
mination, ni en aucun autre où il seroit en pouvoir de l'empêcher.* Dans la
Lettre qu'il écrivoit au Prince de Salerne, Fils de Charles, pag. 240.
il lui dit, *que bien loin d'avoir accordé à son Pere ce qu'il lui a demandé
touchant ce Combat, il l'a refusé tout ouïr;* c'est le terme dont il se sert,
car ces Lettres sont en François. Il n'y a donc aucun lieu de croire
qu'Edouard ait autorisé ce Combat, ni par sa présence, ni en envoyant
quelqu'un pour le représenter, ni en donnant des saufconduits aux
Rois, ni enfin en faisant préparer le lieu; & néanmoins les Histo-
riens le supposent comme certain, quand ils disent que Charles vint
à Bourdeaux, qu'il entra dans le Camp, & s'y tint depuis le Soleil
levant jusqu'au Soleil couchant, sans voir paroître son Ennemi. Ce
qu'il y a de vrai, c'est que Charles d'Anjou vint effectivement à Bour-
deaux le jour marqué, qu'il y demeura jusques vers le soir; & qu'ayant
des nouvelles que le Roi d'Arragon étoit encore éloigné, il se retira
ce jour-là même. Mais à peine fût-il parti, que Pierre, qui étoit dans

Erreur des His-
toriens rectifiée.

riens François, qui n'ont pas pu ignorer ce que les Italiens ont dit, ne le nient pas, & se contentent de n'en point parler ; de sorte qu'il est du moins aussi apparent que la chose est vraie, qu'il est apparent qu'elle est fautive. Au fond, quand même *Pierre* auroit été saisi d'une frayeur mal fondée de quelque surprise de la part du Roi de France, je ne vois pas que cela pût faire un grand tort à sa réputation. *Garibay*, Historien Espagnol, qui ignoroit sans doute les Conventions passées entre les deux Rois, a été assez hardi pour dire que le Roi d'Arragon se présenta à Bourdeaux, & qu'il s'en retourna, parce que *Charles* ne s'y trouva pas. *Despuez que el Rey D. Pedro se apoderò del Reyno de Sicilia, vivió cinco annos y dando orden en las cosas del nuevo Reyno, tornò à España y tuvo riepitos y desafios con el Rey Carlos, y disfracado pasó por la Provincia de Guipuscoa, para la ciudad de Burdeos, que por ser en este tiempo de Ingleses era el lugar de la batalla, a la qual por no acudir el Rey Carlos, tornò el Rey D. Pedro en Arragon y Cataluña.*

Je me suis un peu étendu sur ce sujet, parce qu'il m'a semblé que les Actes de ce Recueil qui le regardent, nous donnent une idée toute nouvelle de cette affaire.

Les autres Actes importants qu'on trouve ici sur les differends entre ces deux Maisons, dont *Edouard* étoit Médiateur, sont la Bulle de *Martin IV*, qui excommunie le Roi d'Arragon, & donne son Royaume à *Charles de Valois*, Fils de *Philippe III*. Roi de France. Elle se trouve à la page 252.

Bulle par laquelle le Pape excommunie le Roi d'Arragon.

On y voit encore tous les soins que se donna *Edouard* pour procurer la liberté du Prince de *Salerno*, pris prisonnier dans un Combat naval, par *Roger Lauria*, Amiral d'Arragon. Il auroit servi de repesailles pour *Conradin*, si *Constance*, Femme de *Pierre*, qui commandoit alors en Sicile, ne l'eût arraché à la vengeance des Siciliens, en l'envoyant en Arragon au Roi son Mari. Le sujet des Négociations d'*Edouard* fut donc la liberté de ce Prince ; il y a sur ce sujet un grand nombre d'Actes & de Lettres dans ce Volume. Les principaux sont les Articles dont *Edouard* convint à Oleron en Bearn, avec le Roi d'Arragon, page 342. Une Bulle du Pape *Nicolas IV*, qui désapprouve ces Articles, page 358. La confirmation de ces mêmes Articles faite à Campo-Franco, page 371. Les engagements où *Edouard* entra lui-même, pour servir d'assurance au Roi d'Arragon ; au moyen desquels le Prince de *Salerno* fut mis en liberté, à condition de revenir dans sa prison, s'il n'exécutoit pas le Traité. Un Certificat du même Prince, appelé depuis Roi de Sicile, comme il étoit venu à un certain lieu pour se remettre en prison, page 435. Deux Lettres du Roi d'Arragon à *Edouard*, page 450. & 456. où il fait voir la supercherie dont a usé le Prince de *Salerno* à cet égard, Comme ceci est tout à fait étranger à l'Histoire d'Angleterre,

Délivrance du Prince de Salerno.

fibles, pour qu'à l'occasion de ce Mariage, qui devoit unir les deux Royaumes sous la domination du jeune *Edouard*, la liberté de l'Ecosse n'en reçût point de préjudice. Ils stipulerent que le Royaume d'Ecosse demeureroit toujours entierement séparé, & sans aucune dépendance de l'Angleterre; à quoi *Edouard* ne fit aucune opposition. Tous ces projets s'en allerent en fumée, par la mort de la jeune *Marguerite*, qui mourut avant de quitter la Norwege, ou, comme quelques-uns l'assurent, dans une petite Isle où elle fut obligée de relâcher. On voit dans la page 1090, parmi les Actes omis, une Lettre de *S. André* à *Edouard*, où il lui donne avis du bruit qui couroit de la mort de la jeune Reine, & des Troubles que cette perte devoit vraisemblablement causer en Ecosse.

Les Ecois stipulent que le Royaume seroit indépendant de celui d'Angleterre.

Marguerite étant morte, il fut question de régler la Succession du Royaume d'Ecosse, sur lequel quelques Grands, descendus par les Femmes de la Famille Royale, avoient des prétentions. Les deux plus considérables étoient *Jean Baillol*, & *Robert Brus*, tous deux très puissans & très accredités en Ecosse; de sorte qu'en peu de tems toute la Nation se trouva divisée en deux Partis, ce qui rendoit la décision de ce Procès très difficile; & quand même on auroit pu parvenir à juger qui des deux Prétendans avoit le meilleur Droit, il auroit été très difficile d'exécuter la Sentence, sans plonger le Royaume dans une Guerre-civile. Les Historiens d'Ecosse prétendent que les Ecois prièrent *Edouard* d'être l'Arbitre de ce differend; & les Anglois assurent que ce fut lui-même, qui en vertu du Droit de Seigneurie directe qu'il avoit sur l'Ecosse, se porta pour Juge. Il est difficile de savoir si *Edouard* eut d'abord cette prétention, ou s'il ne la déclara qu'après avoir accepté l'offre des Ecois & on ne trouve rien dans ce Recueil qui justifie ce que *Buchanan* dit sur ce sujet. On trouve au contraire qu'*Edouard* ne négligea rien pour établir sa Souveraineté sur l'Ecosse; mais cela ne justifie pourtant pas qu'il eût manifesté ses prétentions avant que d'être reconnu pour Arbitre de ce differend. Quoi qu'il en soit, il convoqua les Etats d'Ecosse à Norham, Ville d'Angleterre, située sur la Tweede; mais si ce fut par un acte de pure autorité, ou à la priere des Ecois, c'est ce qui ne peut, ce me semble, être bien décidé. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'*Edouard* regarda cette occasion comme très favorable pour établir son Autorité sur l'Ecosse d'une manière indisputable à l'avenir.

Disputes touchant la succession entre Baillol & Brus.

Edouard convoque les Etats d'Ecosse dans une Ville frontiere de l'Angleterre. p. 542. jusqu'à 589.

Les Etats d'Ecosse ayant été convoqués à Norham, *Edouard* s'y rendit, accompagné de beaucoup de Seigneurs Anglois, & même de quelques Troupes; comme il paroît par la Sommation faite à divers Seigneurs, de se trouver à Norham avec les armes & les chevaux qu'ils s'étoient obligés de fournir au Roi. Cette Sommation se voit dans la page 525. La premiere Assemblée se fit le 10 de Mai de l'an 1291; & depuis ce jour-là, jusqu'à la fin de ce Procès, on trouve dans ce Re-

Dans cette Assemblée, l'Evêque de Bath & Wells, Chancelier d'Angleterre porta la parole pour *Edouard*, & dit aux Etats, que dans la précédente Assemblée le Roi leur avoit accordé trois semaines, pour préparer ce qu'ils avoient à opposer à sa prétention; mais que puisqu'ils n'avoient absolument rien répondu, ni allégué, pour affoiblir son Droit, l'intention de ce Prince étoit d'agir dans l'affaire qui étoit en question, en vertu de son Droit de Souveraineté reconnu; & en qualité de Souverain direct de l'Ecosse, d'examiner & terminer ce différend. Ensuite s'adressant à *Robert Brus*, l'un des Prétendants, il lui demanda s'il vouloit recevoir Jugement sur la prétention qu'il avoit à la Couronne d'Ecosse, du Roi d'Angleterre, comme Souverain & Seigneur direct du Royaume; à quoi celui-ci répondit en termes précis & formels, qu'il le reconnoissoit pour tel, & qu'en cette qualité, il consentoit de se soumettre à son Jugement.

P. 544.

P. 545.

La même question fut faite ensuite aux autres Prétendants; savoir, *Florent Comte de Hollande*, *Jean Hastings*, *Patrick Dumbart Comte de la Marche*, *Guillaume Ross*, *Gautier de Huntercumbe*, *Guillaume Vesci*, *Robert de Pynkeny*, & *Nicolas de Soules*. Ils firent tous la même réponse que *Robert Brus*. Après cela se leva un Chevalier, qui excusa l'absence de *Jean Baillol*, & demanda pour lui un délai jusqu'au lendemain. Dans l'Assemblée suivante, *Baillol* se présenta; on lui fit la même question, & il répondit comme les autres.

Prétendants à la Couronne d'Ecosse.
P. 546.

P. 548.

Dans la 5^e. Assemblée, l'Evêque de Bath & Wells, après avoir recapitulé ce qui s'étoit passé jusqu'alors, protesta de la part d'*Edouard*, que quoique dans le différend qui s'étoit ému entre divers Prétendants touchant la Succession du Royaume d'Ecosse, ce Prince agit en qualité de Souverain, pour rendre Justice à celui à qui elle seroit due; il ne prétendoit pas pourtant se départir du Droit Héritaire qu'il pourroit avoir lui-même sur ce Royaume, lequel Droit il prétendoit faire valoir quand il le jugeroit à propos. Le Roi lui-même répéta cette protestation de sa propre bouche, en François: Cela fait, *Jean Comyn* Seigneur de *Badenough* demanda d'être admis à produire ses prétentions sur la Couronne: ce qu'il lui fut accordé, après qu'il eut reconnu *Edouard* pour Seigneur direct & Souverain de l'Ecosse, comme les autres l'avoient fait.

P. 549.

P. 555.

Avant que de passer plus avant, on rédigea par écrit la reconnaissance que les Prétendants avoient faite d'*Edouard* pour Souverain de l'Ecosse, & on en fit un Acte authentique, qui fut signé de tous les Prétendants. Cet Acte se trouve dans le Journal à la page 555, & à la page 529. Il est en François. Le jour suivant, les Prétendants passerent & signerent un autre Acte qui se trouve à la page 529, par lequel ils consentoient qu'*Edouard* fût mis en possession du Royaume d'Ecosse, pour le délivrer ensuite à celui d'entre eux à qui il seroit jugé.

Ils reconnoissent Edouard pour Souverain de l'Ecosse.

Comme toutes leurs prétentions étoient fondées sur leur descendance de quelque Personne de la Famille Royale d'Ecosse, on pourroit mieux voir dans une Généalogie le fondement de leurs prétentions, que par un long discours. Mais le format de cet Ouvrage ne permet pas qu'on l'y insere. Les Prétendans étoient :

Florent Comte de Hollande, descendu d'*Ada* Sœur du Roi *Guillaume*.

Généalogie des
Prétendans, pag.
171. jusqu'à 180.

Patrick Dumbbar Comte de la Marche, descendu d'*Ilda* Fille du Roi *Guillaume*.

❖ *Guillaume de Vesci*, descendu de *Marguerite* Fille du Roi *Guillaume*.
Robert de Pynkeny, descendu de *Margerie* Sœur du Roi *Guillaume*, par une Fille de *Margerie*, nommée *Alix*.

Guillaume de Rosi, descendu d'*Isabelle* Fille du Roi *Guillaume*.

Nicolas de Soules, descendu de *Marguerite* Fille d'*Alexandre II*.

Patrick Galythly, descendu de *Henri* Fils de *Guillaume*.

Roger de Mandeville, descendu d'*Aufrique* seconde Fille du Roi *Guillaume*.

Jean Comyn Seigneur de *Badenough*, descendu de *Donald* autrefois Roi d'Ecosse.

Jean Hastings, descendu de la 3^e. Fille de *David* Comte de *Huntingdon*, Frere du Roi *Guillaume*.

Jean Baillol, descendu de *Marguerite* Fille ainée de *David* Comte de *Huntingdon*.

Robert Brns, descendu d'*Isabelle* 2^e. Fille de *David* Comte de *Huntingdon*.

Pour bien comprendre toutes ces prétentions, il est nécessaire de remarquer, que *Florent* Comte de Hollande, *Robert de Pynkeny*, & *Jean Comyn*, étant descendus, les deux premiers de deux Sœurs de *David* Comte de *Huntingdon*, & le dernier de *Donald* Frere cadet de *Macolm III*; ils ne pouvoient pas, selon le Droit, prétendre d'être préférés aux descendans de *David*: ce qui est manifeste. A l'égard de *Nicolas de Soules*, *Guillaume de Rosi*, *Patrick Dumbbar*, *Guillaume Vesci*, *Patrick Galythly*, & *Roger de Mandeville*, si leur Généalogie étoit bien exposée, il est certain que dans la succession d'un Fief qui n'étoit pas masculin, ils auroient dû être préférés aux descendans du Comte de *Huntingdon*, puisqu'ils descendoient de *Guillaume* Roi d'Ecosse, son Frere aîné; mais il y a lieu de croire, ou qu'ils n'avoient pas bien exposé leur Généalogie, ou que ceux dont ils tiroient leur origine n'étoient que des bâtards, & par conséquent incapables de transmettre aucun Droit à leurs descendans. Ce qui confirme cette conjecture, c'est que dans la Requête présentée par *Baillol*, où il expose en détail comment la Couronne a dû passer d'une main à l'autre jusques à lui; après avoir parlé de la mort de *Marguerite* de Norwege, il dit qu'après la mort de cette Princesse, la Couronne auroit dû venir à *Marguerite*

pour lui , qu'il étoit Petit-fils de *David* lui-même , & par conséquent qu'il étoit plus prochain d'un degré : mais comme on lui opposoit-que *Devergulde* , qui étoit encore en vie , étoit dans un degré aussi prochain que lui , & qu'elle avoit l'avantage d'être Fille de l'ainée , il répondoit , que dans un pareil degré de proximité , les Hommes doivent être préférés aux Femmes. C'étoit-là le précis des raisons des uns & des autres , & le sujet de l'examen qu'on devoit faire. Revenons présentement à ce qui se passa dans les Assemblées suivantes.

Toutes les Requêtes des Prétendants ayant été lues , *Edouard* fixa le 2^e. jour de Juin de l'année suivante 1292 , pour ouïr le rapport des Commissaires Examineurs ; & ainsi ils eurent neuf ou dix mois pour s'instruire.

Le Jour marqué étant venu , les Ambassadeurs d'*Eryck* Roi de Norwege se présentèrent , & demanderent pour leur Maître à être admis au nombre des Prétendants , comme Pere & légitime Héritier de *Marguerite* sa Fille ; ce qui lui fut accordé , après que ses Ambassadeurs eurent premierement reconnu la Souveraineté des Rois d'Angleterre sur l'Ecosse.

P. 380.

Les Commissaires se mirent ensuite à examiner ensemble les Requêtes de chacune des Parties ; mais comme il sembla à *Edouard* que cette maniere de proceder feroit trainer l'affaire en longueur , il fit trouver bon qu'on examinât , avant toutes choses , les Droits de *Baillol* & de *Brus* , sans préjudice de ceux des autres Prétendants. Cela étant ainsi réglé , il ordonna aux Commissaires d'examiner , par quelles Loix il falloit proceder au Jugement de cette Affaire ; sur quoi les avis furent si divers , que pour leur donner le tems de s'accorder , ou de s'instruire , il prorogea l'Assemblée jusqu'au 12. d'Octobre ; voulant aussi , disoit-il , consulter de son côté les Jurisconsultes des Pais étrangers.

A la prochaine Assemblée , qui fut le 14. d'Octobre , *Edouard* mit deux Questions sur le tapis , & souhaita d'avoir les avis des Examineurs. La 1. par quelles Loix il falloit proceder au Jugement de cette Affaire , en cas qu'on ne trouvât point dans les deux Royaumes des Loix & des Coutumes communes , ou même diverses. La 2. s'il falloit considerer le Royaume d'Ecosse comme tout autre Fief , & en juger comme on jugeroit des Comtés & des Baronies. Il fut répondu à la premiere de ces deux Questions par un avis unanime des Commissaires , que le Roi devoit juger cette affaire conformément aux Coutumes établies dans les deux Royaumes , s'il s'en trouvoit quelques-unes qui pussent y servir ; mais que s'il ne s'en trouvoit pas , le Roi pourroit par l'avis des Grands de son Royaume , établir une Loi nouvelle. Quant à la seconde , il fut répondu , qu'on devoit juger de la Succession du Royaume d'Ecosse , comme de celles des Baronies & des Comtés. Ces deux Articles étant vidés , *Edouard* s'adressa à *Baillol* & à *Brus* , pour leur demander s'ils avoient encore quelque chose à alléguer pour

P. 381. & c.

les avis de ces Commissaires. Peut-on rien voir , ce semble , de plus juste , & de plus exact ? Les Ecoissois ne laissent pas néanmoins de se plaindre de lui , & d'assurer qu'il n'a eu égard qu'à ses intérêts. C'est pour-quoi , pour avoir une idée nette & distincte de cette affaire , il est bon de voir les plaintes des Ecoissois , & sur quoi elles sont fondées , quoi-que ce Recueil n'en fasse aucune mention.

Ils disent donc , que l'unique but d'*Edouard* étoit , non pas de pacifier l'Ecosse ; mais de profiter de cette conjoncture , pour se faire reconnoître souverain Seigneur du Royaume , & pour faire tomber la Couronne sur la tête de celui qui étoit le moins en état de lui disputer ce Droit ; c'est-à-dire sur celle de *Baillol* , qui avoit un génie bien moins élevé que son Rival , & moins d'Amis & de crédit en Ecosse : Qu'il ne laissa pas les suffrages libres , & que pendant qu'en public il témoignoit une grande impartialité , il agissoit en secret par des menaces & par des promesses , pour porter les Commissaires députés à juger selon ses des-seins : Qu'il offrit d'abord la Couronne à *Robert Brus* , s'il vouloit s'engager à lui en faire hommage ; & que celui-ci l'ayant refusée à ce prix , il la promit à *Baillol* sous les mêmes conditions : Que si *Robert Brus* vint ensuite à reconnoître *Edouard* pour Seigneur souverain de l'Ecosse , ce fut parce qu'il comprit bien quel préjudice il s'étoit porté à lui-même par son refus. On ajoute qu'une marque que les Etats assemblés à Norham n'étoient pas libres , c'est premièrement , qu'*Edouard* y avoit amené des Troupes ; & en second lieu , qu'ils ne répondirent rien à la proposition , qu'*Edouard* leur fit de le reconnoître pour Seigneur souverain ; cars'ils eussent cru que ce Droit eût été incontestable , pourquoi eussent-ils demandé du tems pour délibérer ? ou s'il ne l'étoit pas , d'où peut venir que les Etats assemblés ne purent trouver aucune raison pour disputer ce prétendu Droit , puisqu'il est certain que les derniers Rois d'Ecosse s'y étoient toujours opposés ? Qu'on ne voit pas , malgré tout cela , que les Etats ayent reconnu cette Souveraineté ; & que la reconnaissance qui en fut faite , ne venoit que de la part des Régens gagnés par *Edouard* , ou de celle des Prétendants intéressés à gagner sa faveur , & dont la plupart étoient ses Vassaux , ou ses Sujets ; & qui dans le fond n'avoient aucun pouvoir de lier le Peuple d'Ecosse , par leur soumission particulière. On prétend encore , que ce fut *Edouard* qui fit par ses intrigues intervenir tous les Prétendants ; à l'exception de *Baillol* , de *Brus* , & de *Hastings* , afin d'embarasser l'affaire ; pour faire voir aux deux principaux , qu'ils avoient besoin de sa faveur , & pour avoir parmi les Prétendants même la pluralité des voix pour lui ; ce qui paroît , dit-on , manifestement , de ce qu'aussitôt que *Robert* eut perdu sa Cause , tous les autres Prétendants (*Baillol* & *Hastings* exceptés) se départirent de leurs prétentions : marque évidente , que ce qu'ils avoient fait n'étoit qu'une pure grimace , à la sollicitation du Roi qui les faisoit agir. Car comment peut-on conce-

voir, disent-ils, que l'Arrêt prononcé contre *Brus* fût préjudiciable aux autres Prétendans, & dût les obliger à se délistier de leurs prétentions? Il paroît encore plus évidemment, que l'intervention du Roi de Norwege étoit mendiée; puisqu'il n'y a aucune apparence que ses Ambassadeurs eussent osé trahir les intérêts de leur Maître, s'ils n'eussent eu des ordres secrets d'agir selon les directions d'*Edouard*, qui n'eut plus besoin de lui après que *Robert Brus* eut été débouté. Il semble même qu'il y avoit quelque mystère dans la conduite de *Baillo*, qui affecta de ne pas se trouver à la première Assemblée de Norham, pour laisser faire aux autres cette première démarche, de reconnoître le Roi d'Angleterre pour Souverain, comme s'il eût eu plus de mesures à garder que les autres; ce qui, dit-on, ne pouvoit provenir que de l'assurance qu'il avoit d'obtenir la Couronne: mais que nonobstant cette précaution, il ne put empêcher que la voix publique ne l'accusât d'avoir été le premier à s'engager avec *Edouard*. Aussi continua-t-on toujours à le lui reprocher; & quoique dans la suite il ait perdu cette même Couronne pour avoir voulu se retracter, il ne put jamais acquérir l'estime de ses Sujets, qui se tournerent ensuite du côté du Fils de son Rival.

Je ne puis m'empêcher de faire ici une remarque qui vient uniquement de moi, & que je ne donne aussi que comme une simple conjecture; c'est sur la seconde Assemblée qui se fit à Norham le 2 de Juin 1291. *Edouard* avoit accordé un délai de trois semaines depuis le 10 de Mai, afin de donner le tems aux Ecoffois de préparer ce qu'ils avoient à répondre à ses prétentions sur la Souveraineté de l'Ecosse. Selon ce délai, l'Assemblée devoit se tenir le 1 de Juin; & néanmoins on ne trouve ici que celle qui se tint le 2, dans laquelle, sans qu'il paroisse qu'on ait demandé aux Ecoffois ce qu'ils avoient à répondre, le Chancelier ouvre la Conference en disant, que puisqu'ils n'avoient rien répondu, le Roi d'Angleterre étoit résolu d'user de son Droit. Cela me donne lieu de conjecturer, qu'il pourroit bien s'être tenu une autre Assemblée le jour précédent, dans laquelle les Etats d'Ecosse produisirent leurs raisons qu'on n'a pas jugé à propos d'insérer dans ce Journal. Car comment pouvoit-il commencer d'ouvrir l'Assemblée, en disant que les Ecoffois n'avoient rien répondu, avant que de les avoir sommés de répondre? Que s'ils ont été sommés & qu'ils aient répondu, ce ne peut être qu'une de ces deux choses: ou que l'hommage n'étoit pas dû, ou qu'ils avouoient que l'Ecosse étoit un Fief de l'Angleterre. Au premier cas, il falloit dire au moins un mot de leur réponse, dans un Journal aussi exact que celui-ci, où les propres paroles sont rapportées, & souvent répétées mot à mot; & au second cas, rien ne pouvoit être plus avantageux aux intérêts du Roi, qu'un tel aveu. Que s'ils n'ont rien répondu du tout, du moins falloit-il rapporter les Sommations qu'on leur fit de répondre, & ajouter qu'ils

qu'ils étoient demeurés muets; car il faut remarquer, que ce n'est pas ici une narration, dont les termes dépendent du caprice de celui qui la suit, mais une espece de Procès-verbal où les propres mots sont rapportés.

Cette conjecture, & ce que les Ecoffois opposent, paroît avoir un fondement d'autant plus solide, que les raisons dont *Edouard* se servit pour faire voir que l'Ecosse avoit été de tout tems un Fief dépendant de la Couronne d'Angleterre, ne paroissent rien moins que convaincantes. C'est cet Acte que j'ai encore à examiner, & dont je n'ai pas voulu parler jusqu'ici, pour ne pas interrompre la narration; quoiqu'il se trouve inferé au milieu du Journal dont je viens de parler, page 559 & suivantes de ce Recueil.

Preuves de l'ancienneté de la Souveraineté du Roi d'Angleterre sur l'Ecosse.

Dans le discours que fit le Chancelier à la seconde Assemblée de Norham, il dit, que le Roi son Maître prétendoit prouver son Droit de Souveraineté sur l'Ecosse, par des documens incontestables; & ce fut dans ce dessein, qu'*Edouard* fit faire un Ecrit qui contient ses preuves. Cet Ecrit est trop long pour être transcrit ici; c'est pourquoi je me contenterai de dire en un mot, que toutes les preuves sont fondées sur des passages extraits de quelques Historiens: comme, *Marianus Scotus* Irlandois, *Guillaume de Malmesbury*, *Roger de Hoveden*, *Henri de Huntingdon*, *Raoul de Dicet*, & quelques autres, tous Anglois: que le fort des preuves consiste à faire voir par ces Historiens, que les Rois d'Angleterre ont souvent vaincu les Ecoffois, qu'ils ont quelquefois mis des Rois sur le Trône d'Ecosse par la force de leurs armes, & que les Rois d'Ecosse leur ont fait souvent hommage. Les Historiens Anglois, qui parlent de la Souveraineté de leurs Rois sur l'Ecosse, se fondent sur cet Ecrit d'*Edouard*; dont, pour le dire en passant, ils ne rapportent que peu de particularités. Quoique peu de gens s'intéressent présentement dans cette dispute, je me persuade pourtant, qu'il y a des Curieux qui ne seront pas fâchés de voir quelques remarques sur les preuves alléguées par *Edouard*.

1. Les Auteurs dont les passages sont extraits, sont tous Anglois; & il paroît extraordinaire qu'on prétende prouver par des Ecrivains Anglois que l'Ecosse est un Fief de l'Angleterre, ce qui fait le sujet du Procès entre les deux Nations: car c'est prendre les Parties pour Juges. Cela seroit bon, si ces passages ne servoient que de confirmation à des preuves plus authentiques.

Remarques sur ces preuves.

2. Pour prouver que l'Ecosse a été depuis longtems un Fief dépendant de la Couronne d'Angleterre, il ne suffit pas de prouver que les Rois d'Ecosse ont rendu hommage aux Rois d'Angleterre; il faut justifier qu'ils ont rendu cet hommage pour l'Ecosse. Car si, par exemple, le Roi de France vouloit prouver que les Rois d'Angleterre ont rendu hommage à ses Prédécesseurs, il le pourroit aisément par une foule d'Historiens: mais s'il prétendoit inferer de-là, que l'Angle-

terre est un Fief de la Couronne de France, cette conséquence seroit ridicule; parce que l'hommage que les Rois d'Angleterre ont rendu aux Rois de France, n'étoit pas pour l'Angleterre même, mais pour les Provinces qu'ils possédoient dans le Royaume de France. Il en peut être de même à l'égard des Rois d'Ecosse, qui ont possédé en Angleterre le Comté de *Huntingdon*, & quelques Terres sur la frontière des deux Royaumes, dont ils faisoient hommage au Roi d'Angleterre.

3. Mais quand même ils n'auroient rien possédé en Angleterre, il ne s'ensuivroit pas de ce qu'ils ont fait hommage aux Rois d'Angleterre, que l'Ecosse eût été un Fief de cette Couronne; puisqu'il est certain qu'on faisoit souvent hommage pour de simples Pensions annuelles, sans exprimer la cause de l'hommage. On en voit des exemples dans le premier Volume de ce Recueil, page 1, & en quelques autres endroits, à l'égard des Comtes de Flandres, qui rendoient hommage aux Rois d'Angleterre pour une Pension de 500 Marcs; de sorte qu'on ne peut rien conclure des hommages rendus par les Rois d'Ecosse, à moins qu'il ne fût exprimé que c'étoit pour le Royaume d'Ecosse.

4. Tout le monde sait avec quelle exactitude, ceux à qui l'hommage étoit dû, se le faisoient rendre à tous les changemens de Souverain & de Vassal, en présence de plusieurs Témoins; qu'on en dressoit des Actes authentiques, & que celui qui l'avoit rendu en donnoit ses Lettres-Patentes. D'où vient donc qu'*Edouard* ne produisoit aucun de ces hommages en bonne forme, & qu'il se réduisoit à prouver son Droit par des passages des Historiens? N'étoit-ce pas avouer qu'il n'avoit pas de meilleures preuves?

5. On pourroit peut-être opposer, que dans l'Ecrit d'*Edouard*, il y a un long récit de l'hommage que *Guillaume*, Roi d'Ecosse, rendit pour l'Ecosse même au Roi *Henri II* & à son Fils; outre que cet hommage n'est pas contesté. Mais on peut répondre, que comme cet hommage avoit été extorqué de *Guillaume*, comme une des conditions de sa liberté après qu'il eut été pris prisonnier par *Henri II*; *Richard*, Fils & Successeur de *Henri*, s'en départit volontairement, comme les Historiens Anglois l'assurent eux-mêmes, & comme on le peut prouver par un Acte qui se trouve dans le premier Tome de ce Recueil, parmi ceux de *Richard*: & ainsi cet article ne peut point faire de preuve.

6. Il est bien vrai que les Rois d'Angleterre ont souvent demandé l'hommage aux Rois d'Ecosse, pour l'Ecosse même: mais cela ne prouve que leurs prétentions, & non pas leur Droit. Car si cette simple demande suffisoit pour prouver leur Droit, il est certain que le simple refus des Rois d'Ecosse pourroit prouver le contraire; & il est d'une notoriété incontestable, que les Rois d'Ecosse ont quelquefois

refusé de rendre hommage pour leur Royaume. *Alexandre II* ayant rendu hommage à *Henri III* son Beau-pere, pour le Comté de Huntingdon, *Henri* lui demanda le même hommage pour l'Ecosse; mais ce Prince, quoique fort jeune en ce tems-là, s'en excusa en disant, qu'il ne pouvoit le faire sans le consentement des Etats de son Royaume; & ce qu'il y a de particulier, c'est qu'*Edouard* dans son Ecrit, cite l'hommage rendu par *Alexandre* à *Henri*, pour prouver son Droit: confondant adroitement l'hommage du Comté de Huntingdon qu'*Alexandre* rendit, avec celui de l'Ecosse qu'il refusa. Le même *Alexandre* étant venu rendre hommage à *Edouard* lui-même, protesta que ce n'étoit pas pour le Royaume d'Ecosse, & son hommage fut reçu avec cette protestation & cette restriction, comme il paroît par un Acte inseré dans la 126 page de ce II Volume. *Et idem Rex Anglia homagium ejusdem Regis Scotia recepit, salvo jure & clamio ejusdem Regis Anglia, & heredum suorum, de homagio predicti Regis Scotia, & heredum suorum de Regno Scotia, cum inde loqui voluerint.*

7. En lisant les passages des Historiens cités par *Edouard*, on ne peut s'empêcher de s'appercevoir, combien les conséquences qu'il prétend tirer de quelques expressions générales, sont foibles.

8. Enfin, quant aux passages qui montrent que les Rois d'Angleterre ont mis quelquefois des Rois d'Ecosse sur le Trône, cela n'emporte point que l'Ecosse fût dépendante de l'Angleterre. Si *Louis XIV.* avoit eu le bonheur de remettre *Jacques II* sur le Trône, il ne s'en suivroit pas que l'Angleterre dût reconnoître le Roi de France & ses Successeurs pour ses Souverains.

Je pourrois ajouter plusieurs autres remarques sur ces preuves alléguées par *Edouard*; mais cela suffit, ce me semble, pour faire voir combien il est étonnant que les Etats d'Ecosse n'aient rien répondu aux prétentions d'*Edouard*: ce qui donne quelque sujet de croire, ou que le Journal n'est pas exact, selon ma conjecture; ou que s'ils n'ont point répondu, ils étoient intimidés par *Edouard*, de qui ils avoient tout à craindre en l'état où ils se trouvoient.

Je me suis un peu étendu sur ce Journal, parce que c'est le fondement de toutes les Guerres qui affligèrent les deux Nations pendant 300 ans. Et quant aux remarques que j'y ai ajoutées, c'est pour empêcher qu'on ne se prévienne en faveur d'un Ecrit qui paroît si authentique; comme s'il devoit être le seul fondement de la vérité, quoiqu'il ait été fait par l'ordre d'une des Parties intéressées (1).

(1) Pour justifier ce qui a été avancé par Mr. de Rapin, il faudroit ajouter bien d'autres choses, qu'on pourroit tirer de divers Historiens tant Anglois qu'Ecossois. Mais n'y ayant point ici de place pour des citations, les Curieux qui souhaitent de se satisfaire plus pleinement au sujet de l'Indépendance & de la Souveraineté du Royaume d'Ecosse, ne trouveront pas mauvais qu'on les renvoie aux Pièces qui traitent ce sujet plus au long, en particulier, aux Observations du Chevalier

388 EXTRAIT DU II. TOME DE RYMER.

Les autres Actes les plus importants, qui se trouvent dans ce Volume touchant l'Ecosse sont la demande que fit *Baillol*, que les Causes des Ecossois fussent jugées en Ecosse ; & le refus qu'en fit *Edouard*, page 596. On voit dans la page 597. la déclaration du même *Baillol*, par laquelle il se désiste de la Concession accordée par *Edouard* sur le même sujet, aux Régens & Prétendans à la Couronne, laquelle il se trouve à la page 532.

Emprisonnement
de Macdulse.

Page 604, on voit que le Parlement d'Ecosse condamna *Macdulse*, Comte de Fife, à tenir prison. Cet Acte est remarquable, parce que la plainte qu'en fit *Macdulse* à *Edouard*, fut un des principaux sujets de la brouillerie qui arriva entre ces deux Princes. Voici ce que c'est.

Pendant qu'*Edouard* étoit en possession de l'Ecosse, par la concession des Régens & des Prétendans à la Couronne, il ordonna que *Macdulse*, Comte de Fife, seroit mis en possession de certaines Terres sur lesquelles il avoit des prétentions. L'affaire de la Succession étant réglée, & *Baillol* reconnu pour Roi, *Macdulse* fut cité au Parlement pour s'être mis en possession de ces Terres, qui devoient être en la garde du Roi d'Ecosse ; & fut condamné à être mis en prison. Etant délivré, il alla se plaindre à *Edouard* de l'injustice qui lui avoit été faite ; & sur sa plainte, *Edouard* cita le Roi d'Ecosse à comparoitre devant lui : à quoi celui-ci ayant obéi, on le traita comme un simple Particulier (1), & on l'obligea d'aller lui-même plaider sa Cause à la Barre ; ce qui l'aigrit au dernier point. La Citation de *Baillol* se voit à la page 606.

Le Roi Edouard
cite Baillol.

Mais ce ne fut pas la seule occasion qu'*Edouard* prit de faire valoir sa Souveraineté sur l'Ecosse : on trouve ici huit diverses Citations faites à *Baillol*, sur des sujets très légers, de venir comparoitre en personne devant *Edouard*. Voyez depuis page 605 jusqu'à page 641. Ce fut ce qui engagea *Baillol* à songer aux moyens de se délivrer d'un joug si fâcheux. La Guerre qui s'émut entre la France & l'Angleterre, sembla lui en offrir une occasion favorable. Il fit un Traité de Ligue offensive & défensive avec la France, page 695 ; maria *Edouard* son Fils avec une Fille de *Charles de Valois*, Frere de *Philippe le Bel*, page 697 ; & enfin renonça, par un Acte exprès, à l'hommage qu'il avoit rendu à *Edouard*. Cette Renonciation est à la page 707. *Baillol*

George Mackenzie, sur les Loix & les Coutumes des Nations par rapport à la Pré-
sance, Chap. III ; à la Dispute du Chevalier *Thomas Craig*, touchant l'Hommage,
intitulée, *Défense de la Souveraineté d'Ecosse* ; à l'*Histoire générale d'Angleterre*, de
Mr. *Tyrrel* ; aux Recueils concernant l'*Histoire d'Ecosse*, du Chevalier *Jacques Dal-*
rymple ; à l'*Essai* de Mr. *Anderson*, pour faire voir que le Royaume d'Ecosse est
Impérial & indépendant : & pour conclure le tout, on peut voir le dernier Traité
d'Union conclu entre l'Angleterre & l'Ecosse, comme entre deux Nations indé-
pendantes. WHAT.

(1) *Buchanan*. WHAT.

avoit cru qu'*Edouard*, occupé avec la France, n'auroit pas le tems de penser à lui ; mais le contraire arriva. *Edouard* négligea ses affaires en France, pour s'amuser à châtier le Roi d'Ecosse, qui fut vaincu & obligé à venir se rendre à *Edouard*, à qui il résigna son Royaume. On trouve cette Résignation à la page 718. Après quoi il fut envoyé prisonnier à la Tour.

Baillol obligé à résigner sa Couronne à *Edouard*.

Les Ecoffois se revolterent diverses fois, & furent toujours vaincus, & enfin contraints à reconnoître *Edouard* pour leur Souverain, page 950.

Les Ecoffois reconnoissent *Edouard* pour leur Souverain.

Robert Brus, Fils de celui qui avoit prétendu à la Couronne, s'échappa d'Angleterre, va en Ecosse, où il tue *Jean Comyn* qui l'avoit trahi (page 988), & se fait Couronner Roi d'Ecosse. Il est vaincu & va se cacher ; les Prisonniers de son Parti sont très maltraités par *Edouard*. Voyez la page 1012. On ne trouve point ici d'autres Actes qui fassent mention de la dernière Expédition d'*Edouard* en Ecosse, dans laquelle il mourut.

Jean Comyn tué par *Robert Brus*. Défaite de *Brus*.

IV.

AFFAIRES DE FRANCE.

ON trouve (page 134) un Traité entre *Philippe III*, dit le *Hardi*, & *Edouard*, qui confirme celui qui avoit été fait entre *Henri III* & *S. Louis*, par lequel le Roi de France étoit obligé de rendre à celui d'Angleterre la Terre d'Genois. Ce Traité est daté à Amiens, le 23 Mai 1279.

Traité du Roi *Edouard* avec la France.

Page 139, on voit une Lettre d'*Edouard*, par laquelle il prie l'Evêque d'Agen, entre les mains de qui, selon la coutume, il devoit faire le serment en personne, de vouloir le recevoir pour son Sénéchal de Guyenne. Elle est datée d'Abbeville, le 4 Juin 1279.

Lettre d'*Edouard* à l'Evêque d'Agen.

Page 167, il y a une Lettre d'*Edouard* à *Philippe*, par laquelle il le prie de ne rien changer aux coutumes de Gascogne, sans son consentement. Elle est du 4 Mars 1281. La Gascogne & la Guyenne étoient alors deux noms équivalens.

Page 168, on trouve une Lettre de la Noblesse de Gascogne à *Edouard*, par laquelle les Seigneurs de ce Pais-là le prient de ne pas céder la Haute-Justice de leurs Terres à *Arnaud de Senil*. Cette Lettre commence : *Domino pro cunctis mortalibus diligendo Edwardo*, &c. Cependant ils lui parlent d'un ton assez ferme : *Dominationem vestram tenere volumus pro constante, quod nullatenus nobis placet, ut aliam justitiam terrarum nostrarum in Arnaldum Raimundi de Solio, vel aliquem alium, maximè ignobilem, conferatis ; & un peu plus bas, numquam enim premissa proponimus sustinere, nisi id faceremus, quod absit, coacti à vobis*. Du 1 Mai 1281.

Lettre de la Noblesse de Gascogne à *Edouard*.

Hommage d'Edouard à Philippe de France.

Page 320, on lit les restrictions qu'*Edouard* apporta dans l'hommage qu'il rendit à *Philippe* l'an 1286, l'Evêque de Bath & Wells portant la parole. Sur quoi il faut remarquer, que sous les Regnes de *Jean* & de *Henri III*, Ayeul & Pere d'*Edouard*, la France avoit enlevé plusieurs Provinces aux Rois d'Angleterre, & qu'après plusieurs Guerres faites sur ce sujet, il y eut quelques Traités de Paix, de l'observation desquels *Edouard* se plaignoit. C'est pourquoi, après avoir protesté contre ces infractions, il ne rendit hommage qu'en termes généraux; de peur de se priver du Droit qu'il prétendoit avoir sur ces Provinces, s'il rendoit seulement hommage des Terres qu'il tenoit alors, en les nommant spécialement. L'hommage est donc conçu en ces termes: *Je deviens donc votre homme, des Terres que je tiens vous deçà la Mer, selon la forme de la Paix qui fut faite entre nos Ancêtres; & cet hommage fut reçu de cette maniere.*

Traité entre Edouard & Philippe le Bel.

Page 336, on voit un Traité de Paix entre *Philippe le Bel* & *Edouard I*, du mois d'Août 1286.

Philippe cite Edouard à comparoître en personne à Paris.

Page 617. Une querelle particuliere entre deux Mariniers, l'un Anglois, & l'autre Normand, ayant donné occasion à une rupture entre la France & l'Angleterre, *Philippe* cita *Edouard* à comparoître en personne à Paris, devant la Cour des Pairs. On trouve ici cette Citation.

Sujet des démêlez de ces Princes.

Pour entendre les Actes suivans, & le sujet des démêlés entre *Philippe le Bel* & *Edouard*, il faut savoir qu'*Edouard* se trouvant engagé dans la Guerre d'Ecosse, envoya à Paris *Edmond* son Frere, pour y comparoître en son nom; avec ordre de faire tout ce qu'il seroit possible pour éviter la Guerre avec la France. Les Historiens François disent, que *Philippe* n'étant pas content de ce qu'*Edouard* n'avoit pas comparu en personne, confisqua la Guyenne, & envoya dans ce Duché *Raoul de Nesle* son Connétable, qui s'en rendit maitre. On ne peut s'empêcher d'être surpris, que ce Général pût s'emparer si aisément de la Guyenne; mais on trouve ici, à la page 620, le dénouement de cette affaire, & la ruse dont *Philippe* se servit. Il fit entendre à *Edmond*, qu'il ne regardoit en cette occasion que son honneur, & son Droit de Souverain; & que pourvu qu'*Edouard* voulût faire quelques démarches pour le satisfaire, il se contenteroit de l'extérieur. Pour cet effet, il demanda qu'*Edouard* lui livrât certaines Villes de Guyenne, & quelques Personnes de la même Province dont il avoit sujet de se plaindre. *Edouard*, qui vouloit éviter la Guerre, ne se contenta pas de donner cette satisfaction extérieure au Roi de France, il lui livra même toute la Guyenne; dans la croyance où il étoit que *Philippe*, content de cette soumission, la lui rendroit incontinent, selon la promesse. Mais il fut dupé par le Roi de France, qui envoya le Connétable en Guyenne pour s'en mettre en possession; ce qui se fit volontairement: après quoi *Philippe* refusa de la rendre.

On trouve donc ici, page 619, l'Ordre d'*Edouard* à ses Officiers

de Guyenne d'obeir à *Edmond* son Frere, comme à lui-même ; & l'Ordre d'*Edmond* en conséquence de celui-ci, de livrer la Guyenne au Roi de France. On ne peut presque point douter que la chose ne se soit passée de cette maniere, & comme *Edmond* la raconte dans la page 620, puisque divers Actes & Lettres d'*Edouard*, qu'on voit dans les pages 642, 643, 644, 645, 652, 687, 789, 937, supposent manifestement cette supercherie dont *Edouard* se plaint.

Page 650, on trouve la Renonciation que fit *Edouard*, en termes formels, à l'hommage qu'il avoit rendu à *Philippe*. Elle est de l'an 1294.

Edouard renonce à l'hommage rendu à Philippe.

Page 741. Il y a les Conventions du Mariage projeté entre *Edouard* Fils d'*Edouard I*, & *Philippe* Fille de *Guy* Comte de Flandres, 1296. Mais comme cette Fille fut gardée à Paris par *Philippe le Bel*, qui vouloit empêcher ce Mariage, *Edouard* & *Guy* firent de nouvelles Conventions pour marier *Isabelle* Fille cadette de *Guy*, avec le jeune *Edouard*. Page 742.

Page 789, on voit une Lettre d'*Edouard* aux Gascons, par laquelle il s'excuse envers eux, de ce que, sans les avoir consultés, il s'étoit laissé duper par *Philippe* dans le Traité secret, qu'*Edmond* son Frere avoit fait avec lui.

Page 808 & 812, on voit un Compromis de *Philippe* & d'*Edouard*, pour faire *Boniface VIII* Arbitre de leurs differends ; non comme Pape, mais comme Personne privée, sous le nom de *Benoît Cajetan*. Voyez aussi page 817.

Philippe & Edouard prennent le Pape pour Arbitre de leurs differends.

Page 812. *Boniface* casse les Conventions du Mariage projeté entre *Edouard* le jeune, & *Philippe de Flandre*.

Page 819, on lit la Sentence arbitrale du Pape, pour terminer les differends des deux Rois. C'est cette Sentence qui choqua si fort la Cour de France, selon *Mezerai*, qu'étant présentée à *Philippe* par un Ambassadeur d'*Edouard*, *Robert d'Artois* la lui arracha & la jeta dans le feu. Il falut donc penser à d'autres moyens, pour finir cette querelle. Pour y parvenir, les Ambassadeurs des deux Rois s'assemblerent à Montreuil sur la Mer, & conclurent une Trêve, en arrêtant le Mariage d'*Edouard* le Pere avec *Marguerite* Sœur de *Philippe*, & celui d'*Edouard* le Fils avec *Isabelle* Fille (1) du même Roi. Plusieurs Historiens ont parlé de cette Trêve comme d'une Paix finale, & se sont trompés. On voit par les termes mêmes du Traité, qu'on trouve ici à la page 841, que ce n'étoit qu'une Trêve, en 1299. La Paix ne fut faite

Erreur des Historiens rectifiée.

Paix entre l'An-

(1) L'Auteur avoit dit *Sœur*. C'est une faute. Aussi M. *Whistley* dit-il dans une Note : « En consultant les *Fœdera*, il paroît que Mr. de *Rapin* s'est mépris lorsqu'il appelle cette *Isabelle* la Sœur de *Philippe* : c'étoit sa Fille ». Tous les Historiens François disent de même qu'*Isabelle*, mariée au Prince *Edouard* qui fut depuis Roi, étoit Fille de *Philippe le Bel*, & *Rapin Thoyras* lui-même la donne pour telle dans son Histoire. M. *Whistley* ajoute : « Nous avons aussi rectifié dans l'Anglois, quelques pages pleines de fautes d'impression dans l'Original ».

Page 21, on voit la maniere dont on faisoit amas des provisions de vivres nécessaires pour le Couronnement du Roi; chaque Province étant taxée à en fournir une certaine quantité. Par exemple, celle de Glocester devoit fournir 60 Bœufs, ou Vaches, 60 Cochons, 2 Sangliers gras, 60 Moutons en vie, 3000 Chapons, ou Poules, 40 quartiers de lard, &c. & les autres à proportion.

Provisions pour le Couronnement du Roi Edouard.

Page 34, il y a un *Memorandum* du jour qu'Edouard aborda à Douvre, & du jour qu'il fut couronné.

Page 49. Je ne sai ce que c'est que *Officium Spigornellorum* (1); dont il est ici fait mention. *Du Cange* en parle, mais il ne s'explique pas bien, ce me semble. Il cite un passage, qui semble marquer que c'étoit une Charge qui regardoit la Chapelle du Roi.

Page 78. *Edouard* écrit à son Justicier en Irlande, qu'on lui a offert 8000 Marcs, pour établir les Loix Angloises dans cette Isle, à quoi il consent; parce, dit-il, que celles dont on se sert en Irlande sont détestables, & par conséquent ne doivent pas être censées Loix. Néanmoins, il lui ordonne d'en tirer tout autant d'argent qu'il pourra.

Les Irlandois offrent une grande somme à Edouard pour qu'il établisse les Loix Angloises parmi eux.

Page 124. *Alexandre*, Roi d'Ecosse, étoit, sur le point de venir en Angleterre, *Edouard* ordonne à tous les Baillys d'empêcher qu'on ne lui vende les vivres trop cher. Une pareille précaution seroit souvent nécessaire ailleurs, sur-tout en Hollande.

Page 157, il paroît que les Rois d'Angleterre permettoient encore les Duels entre les Particuliers. Voyez aussi page 62.

Duels permis par les Rois d'Angleterre.

Page 160, on voit que la Maison de *Guildhall*, qui est aujourd'hui la Maison de Ville de Londres, appartenoit alors aux Négocians Allemands.

A qui Guildhall appartenoit autrefois.

Page 168, il paroît que les Loups, descendus des Montagnes du País de Galles, infestoient les Provinces voisines d'Angleterre, de ce que le Roi donna ordre de les exterminer.

Ordre d'exterminer les Loups.

Page 427, il y a un *Memorandum* du jour qu'Edouard aborda à Douvre en revenant de France, où il avoit demeuré trois ans, en 1289.

Page 787, on trouve qu'Edouard s'excusa envers ses Sujets pour les grandes Taxes qu'il avoit été obligé d'imposer sur eux; & la raison pour laquelle il avoit ôté les Charges de Connétable & de Grand-Maréchal à *Humphroy Bohun* & *Hugues Bigot*: pour prévenir les bruits qu'on faisoit courir, que c'étoit parce que ces Seigneurs avoient fait quelques remontrances au Roi pour le bien commun du Royaume.

Page 813, on voit une Commission d'Edouard, pour s'enquérir des torts qu'il peut avoir faits à son Peuple, auxquels il a dessein de remédier.

(1) Henri Spelman en parle aussi dans son *Glossaire*, & les nomme *Spigurnelli*. Il cite un passage ou deux, où il en est parlé: mais il ne dit pas ce que c'étoit. R. A. P. T. H.

C'étoit l'Emploi de mettre le Sceau aux Ordres du Roi, ainsi nommé de *Galfredus Spigurnel*, qui fut nommé à cet Office par le Roi Henri III. WHAT.

394 EXTRAIT DU II. TOME DE RYMER.

Bannissement
de Gaveston.

Page 1043, on voit un Serment qu'*Edouard* fit faire à *Gaveston* Favourite d'*Edouard* son fils, de ne remettre jamais le pied en Angleterre; & celui que fit *Edouard* le fils, de ne jamais le rappeler. Cet Acte peut être de quelque usage pour le Regne suivant.

Mort d'*Edouard*.

Page 1059, il y a un *Memorandum* de la mort d'*Edouard*, le 3 de Juillet 1307.

Les Juifs chassés
d'Angleterre.

Il paroît dans la page 169, que les Juifs avoient un Chef de leur Synagogue à Londres, & que cette Charge étoit conférée par le Roi. Les Juifs furent tous chassés d'Angleterre sous son Regne (1).

V I.

AFFAIRES AVEC LES PAPES.

IL y a, dans ce Volume, un grand nombre de Lettres d'*Edouard* aux Papes qui ont siégé sous ce Regne, & des Bulles des Papes adressées à ce Prince. Le sujet de la plupart de ces Bulles & Lettres, étoit une prétendue Expédition qu'*Edouard* feignoit de vouloir faire dans la Terre-Sainte; afin d'obtenir la permission de lever les Décimes sur le Clergé de son Royaume, aussi-bien que sur l'Ecosse & sur l'Irlande. C'est de quoi il voulut amuser les Papes, pendant tout le cours de son Regne. Ceux-ci de leur côté, qui ne vouloient pas se laisser duper, vouloient bien accorder la levée des Décimes: mais ils entendoient que premierement le Roi prit la Croix, après quoi ils consentoient bien qu'il reçût une partie des Décimes levées, à condition que le reste demeurât entre les mains de leurs Commissaires, pour en pouvoir disposer à leur volonté, & toujours sous le spécieux prétexte de la Guerre-Sainte. Mais c'étoit à quoi *Edouard* ne pouvoit consentir: si le Clergé du

(1) Le Docteur *Kennet*, dans ses Remarques sur l'Histoire que Mr. *Daniel* nous a donnée du Regne d'*Edouard I*; après avoir observé que le Grand-Prêtre des Juifs étoit confirmé dans son poste par le Roi, rapporte, que les Juifs passèrent en Angleterre avec *Guillaume le Conquérant*, & s'établirent dans certaines rues qui leur étoient particulières à Londres, desquelles *Old-Jewry* ou la vieille *Juiverie* étoit la principale. Et comme ils étoient toujours haïs par le Peuple, à cause de leurs usures, les Rois d'Angleterre les toléroient plutôt qu'ils ne les aimoient, & ne manquoient point de les tondre de tems en tems. Mais alors ils s'étoient rendus si insupportables à cause de leurs Sortilèges, de leurs Empoisonnemens, & de ce qu'ils rognioient la monnoye, contrefaisoient les Signatures & les Sceaux, crucifioient des Enfans en secret, & exerçoient des usures impitoyables, que rien ne pouvoit satisfaire le Peuple que leur destruction entiere, ou au moins leur bannissement du Royaume; à quoi le Roi *Edouard* consentit sans beaucoup de répugnance, à cause qu'il ne leur étoit permis d'emporter avec eux, que ce qu'il leur faisoit pour les frais de leur voyage, & qu'ils laissoient ainsi au Roi de grands trésors. La plupart d'entre eux s'en allerent en Italie & en Allemagne. Le Docteur *Hewel* rapporte, que 297 Juifs furent exécutés à Londres tout à la fois, pour avoir falsifié ou rogné la monnoye du Roi. WHAT.

Royaume devoit être ruiné, il vouloit en retirer tout l'avantage. Ce manège dura pendant tout ce Regne. Quelquefois le Roi & le Pape s'accorderent ensemble sur ce sujet, & d'autres fois ils eurent de grands differends. Quoi qu'il en soit, on voit aisément par l'Histoire de ce Prince, qu'il n'eut jamais une véritable intention, depuis qu'il fut révenu de la Palestine, d'y retourner une seconde fois. Les Bulles & Lettres sur ce sujet se trouvent aux pages 119. 122. 202. 235. 259. 273. 316. 321. 323. 341. 413. 432. 459. 460. 475. 495. 499. 501. 509. jusqu'à 523. 872. 876. 915. 968. 1006. 1036. 1039.

Bulles des Papes à Edouard, & Lettres de ce Prince aux Papes.

Il paroît par diverses Quittances des Papes insérées dans ce Recueil, pages 107. 208. 267. & ailleurs qu'*Edouard* paya exactement aux Papes le Tribut annuel, à quoi le Roi *Jean* s'étoit engagé envers eux (1). Il fit à la vérité une tentative pour tâcher de dénaturer ce Tribut, en demandant au Pape, page 121, qu'il assignât le revenu de certaines Abbayes du Royaume pour le payer; à quoi celui-ci ne voulut point consentir.

Quittances des Papes pour le Tribut annuel.

Page 36, on voit une Bulle de *Gregoire*, qui exhorte *Edouard* à ne pas se mêler des revenus des Eglises vacantes en Gascogne. 1274.

Page 130. *Edouard* prie *Nicolas* de ne pas usurper les Privileges de l'Angleterre. 1279.

Page 201, *Edouard* défend à ses Sujets de transporter hors du Royaume l'argent levé pour le secours de la Terre-Sainte. Apparemment, le Pape avoir dessein de s'en emparer.

Page 272, il y a une Bulle de *Martin IV*, qui absout *Edouard* de tous les crimes qu'il peut avoir commis, tant pendant la Guerre des Barons sous le Regne de son Pere, que dans celle de Galles.

Page 417, la Bulle de *Nicolas IV*, qui casse la coutume qu'il y avoit en Ecosse, de ne recevoir point les Etrangers dans les Monasteres pour y faire Profession; & en cas qu'il y en eût, de ne leur conferer pas les Dignités.

Page 493, *Edouard* se plaint au Pape des excès commis par la Cour de Rome en Angleterre. 1290. Et l'on trouve une Lettre semblable des Grands.

Page 493, il y a une Réponse du Pape, qui est tout à fait illusoire, 1290; & les Papes continuerent à en user comme auparavant. Plusieurs Actes en font foi.

Page 706, on trouve une Bulle de *Boniface VIII*, qui défend aux Ecclesiastiques de payer aux Princes aucune Taxe sans sa permis-

(1) Dans le Mémoire présenté par les Protestans Anglois au Prince & à la Princesse d'Orange, on soutient qu'*Edouard I* refusa ce tribut à *Gregoire X*, & on cite au bas Cook Instit. fol. 13. Cependant il paroît par les fréquentes Quittances insérées dans ce Recueil, que ce Prince paya exactement le même Tribut pendant tout son Regne. WHAT.

au-lieu que dans le premier il ne commence que depuis *Asbelfan*, l'un des Rois Saxons. Il favoit bien que le Pape ne s'amuseroit pas à examiner tous ces faits. On peut voir encore, page 1026, une Lettre du même *Edouard* à ce Pape, où il le prie de n'usurper pas les Droits de la Couronne d'Angleterre.

V I I.

A C T E S,

Qui regardent EDOUARD I. en particulier.

Page 290, on trouve des Lettres-Patentes de *Philippe* Comte de Savoye, par lesquelles il lui confere le droit de lui nommer un Successeur, l'an 1284.

Ganday, dans la vie d'*Alphonse III* Roi d'Arragon, dit qu'on pouvoit à bon droit le surnommer le *chaste*, puisqu'il ne se maria jamais: *T dignamente se puede cognominar el Casto, porque toda su vida vivio en castidad, sin casarse jamas.* Il est vrai qu'il ne fut jamais marié; c'est-à-dire, qu'il ne consumma point son Mariage: mais il ne tint pas à lui. On voit dans ce Recueil, page 14, que *Pierre* son Pere l'avoit accordé avec une Fille d'*Edouard*, l'an 1273. Cet Accord fut confirmé en 1281, comme il paroît par une Lettre d'*Edouard* à ses Ambassadeurs, page 173, par le Plein-pouvoir donné aux mêmes en 1282, page 187; & par les Conventions passées entre les deux Rois, page 210, en 1282. En 1287, *Edouard* promit par ses Lettres-Patentes, de faire consummer le Mariage, page 349; mais pour quelques obstacles survenus, la Princesse ne fut point envoyée en Arragon, & *Alphonse* mourut avant qu'elle arrivât (1).

Edouard maria ses Enfans.

On voit dans la page 18; qu'*Edouard*, pendant son premier voyage en Guyenne, avoit accordé *Henri* son Fils aîné, avec *Jeanne* Fille unique & Héritiere de *Henri* Roi de Navarre; mais le jeune Prince mourut avant que d'être en âge d'être marié.

Page 70, on trouve que le Mariage entre *Hartman* Fils de l'Empereur *Rodolphe*, & *Jeanne* Fille d'*Edouard*, avoit été accordé; mais la mort de *Hartman* en prévint la consommation. Il y a un grand nombre de Pieces touchant ce Mariage, dans ce Volume.

Page 175 on trouve dans ce même Volume, divers Actes sur le Mariage projeté entre *Alphonse* Fils d'*Edouard*, & *Marguerite* Fille de

(1) Ce fut *Alphonse III* qui, selon les Historiens Espagnols, chassa les Mores de *Majorque* & de *Minorque*: mais il fut méprisé par ses Sujets, à cause du Traité scandaleux qu'il fit avec le Pape & le Roi de Naples. Cet *Alphonse* mourut de Peste. WHAT

il s'engage de ne pas quitter la Cour du Roi d'Angleterre sans son consentement, à peine de perdre les terres qu'il tient de lui. Cette dépendance est encore supposée dans l'Acte de la page 16, & enfin dans tous les autres qui regardent les différends d'*Edouard* avec ce Seigneur. Il est vrai qu'on voit dans la même page, qu'une des plaintes d'*Edouard* étoit, que *Gaston* n'avoit pas obéi aux Sominations qui lui avoient été faites; mais il ne s'ensuit pas de là, qu'il disputât l'hommage qu'il devoit à *Edouard*. *Mexerni* le dit pourtant positivement, & apparemment il a eu les garants pour cela; mais quoi qu'il en soit, il est étonnant que dans aucun des Actes de ce Volume qui regardent le même *Gaston*, il ne soit pas fait mention de cet hommage qu'on prétend qu'il refusa. Voyez page 3, 14, 16, 25, 28, 93, 94, 106, 107.

Dans la page 4, on voit le Procès fait par le Pape à *Guy de Monifort*, Fils du feu Comte de *Leycester*, pour avoir tué dans l'Eglise de Viterbe, *Henri* Fils de *Richard* Roi des Romains, & Comte de Cornouaille. Ce fut à la sollicitation d'*Edouard I.* Cousin de ce même *Henri*, qui pendant son séjour à Rome, en revenant de la Terre-Sainte, obtint la condamnation des Meurtriers. On voit quelques suites de cette affaire, qui est d'ailleurs assez peu importante, aux pages, 17, 143, 144, 145, 156, 178, 185, 188, 189, 192, 193, 197, 1068, 1069, & 1077.

Comme on trouve dans le premier Volume de ce Recueil, page 1 & ailleurs, que les Comtes de *Flandre* rendoient hommage aux Rois d'Angleterre, pour de simples Pensions; on voit ici la même chose, à l'égard des Comtes de *Savoie*, de *Bourgogne*, & de *Karzenellebogen* en Allemagne, pages 12, 41, 56, 262, 663. La différence qu'on y trouve; c'est que ces derniers affectoient quelques-unes de leurs Terres, qu'ils reconnoissent tenir en Fief du Roi d'Angleterre, moyennant la Pension dont ils étoient convenus ensemble.

Le fameux Jurisconsulte *Accurse*, Professeur à Boulogne, étoit au service d'*Edouard*, qui se servit de lui en diverses occasions, & principalement dans l'affaire qu'il avoit avec *Gaston de Bearn*. Il l'envoya aussi à la Cour de France, pour y soutenir ses intérêts dans l'Assemblée des Etats-Généraux, & lui donna une Pension annuelle. Voyez les pages 4, 25, 28, 37, 50, 52, 125, 180, 496.

On peut voir par cet Extrait l'utilité du Recueil des Actes de ce Volume, pour ceux qui veulent écrire l'Histoire d'Angleterre, ou celle des Pais avec lesquels elle a eu quelques démêlés. S'il y a quelques Actes de moindre importance que d'autres, on a bien fait néanmoins de les mettre; parce qu'il est difficile de deviner tous les usages pour lesquels on en peut avoir besoin (1).

(1) Il ne sera pas hors de propos de conclure le Regne d'*Edouard I.* par le Portrait général que *Mr. Rymer* en a donné, dans la Dédicace de son second Volume à la Reine Anne.

EXTRAIT DU III. TOME DE RYMER. 401

faudroit même, pour donner une claire intelligence de toutes ces Pièces, y ajouter un Abregé très étendu de l'Histoire d'Angleterre; mais c'est ce qu'on ne doit pas attendre présentement. L'Extrait du II. Tome, où l'on est entré dans un plus grand détail qu'on ne fera dans les suivans, pourra servir à donner une idée générale de ce Recueil, puisqu'à la différence des matieres près, on peut tirer autant d'usage des autres Tomes que de celui-ci. J'ajouterai seulement quelques remarques, sur l'utilité de ce Recueil en général.

Il contient un très grand nombre de Lettres, de Traités, de Proclamations, de Mémoires, de Lettres-Patentes & d'autres choses de cette nature, sur les événemens de l'Histoire d'Angleterre. Chacune de ces Pièces portant la date du jour, du mois, de l'année, on ne peut douter que ces dates ne servent beaucoup à éclaircir les Faits les plus obscurs & les plus embarrassans. Tout de même que dans un Chiffre, une Lettre découverte vous aide à en découvrir une seconde, & ces deux-là une troisième: ainsi la date d'un Acte, quelque fois peu important, vous sert bien souvent à ranger en sa véritable place un Fait plus considerable. Mais ce qu'il y a encore ici de bien avantageux, c'est qu'on y trouve aussi les dates des lieux: ce qui n'est pas d'un petit secours; car par ce moyen on peut, pour ainsi dire, suivre le Prince de lieu en lieu, depuis le commencement de son Regne jusqu'à la fin.

Avant que d'y avoir bien pensé, j'avois en moi-même un peu blâmé celui qui a digéré ce Recueil, & trouvé étrange qu'il l'eût grossi d'un très grand nombre de Pièces qui ne paroissent à la premiere vue d'aucune consideration, ou même entierement inutiles; mais après y avoir mieux réfléchi, je me suis convaincu qu'il n'y en a point qui ne puissent avoir leur utilité, principalement pour ceux qui voudront écrire l'Histoire d'Angleterre.

L'Histoire de France en peut encore recevoir de grands éclaircissements, par la connexité qu'elle a avec celle d'Angleterre, à cause des Affaires que ces deux Royaumes ont eues fréquemment ensemble. En mon particulier, j'ai trouvé que les meilleurs Historiens de France peuvent être souvent relevés par le moyen de ce Recueil.

Je dis la même chose de l'Histoire d'Ecosse, les Historiens de ce Païs-là ayant souvent manqué d'exactitude dans les dates, & même dans certains Faits; comme il me seroit aisé de le justifier en plus d'un endroit, à l'égard de *Buchanan*.

Les Affaires que l'Angleterre a eues de tems en tems avec les Princes des Païs-Bas, sont qu'on trouve dans ce Recueil des Pièces qui peut-

l'Empereur *Henri VIII* mourut, il fut choisi unanimement à *Pise* par les Italiens, qui le prièrent de s'asseoir sur le Trône Impérial; mais il ne voulut point accepter cet honneur. Il mourut en 1523, après avoir fait trente-deux Sieges, & étendu considerablement les Etats de *Savoie*. WHAT.

402 EXTRAIT DU III. TOME DE RYMER.

être ne sont jamais sorties des Archives de ces Princes : comme des Lettres, des Traités, & autres choses qui peuvent être utiles pour l'Histoire de ces Provinces.

Il ne faut que jeter les yeux sur le premier & le second Tome, pour découvrir combien l'Histoire de Sicile peut être éclaircie par un très grand nombre de particularités qui s'y trouvent, & dont on ne voit pas la moindre trace dans les Historiens, ou de Sicile, ou de Naples (1).

Celles de Castille, d'Arragon & de Portugal, peuvent aussi tirer de ce Recueil certains Faits qui manquent dans leurs meilleurs Historiens, ou qui n'ont jamais été bien éclaircis. C'est de quoi on a pu voir un exemple dans l'Extrait du II. Tome, par rapport au Duel projeté entre les Rois d'Arragon & de Sicile (2).

Ceux qui voudroient travailler sur l'Histoire des Papes, pourroient encore trouver ici des Brefs, ou des Bulles des Papes, & des Lettres des Rois d'Angleterre ; qui, outre les Faits particuliers qu'elles contiennent, pourroient, par l'exactitude des dates, leur être d'un grand secours.

Enfin, quelques Particuliers trouveront dans ce Livre des circonstances qui regardent leurs Familles, ou les Personnes de leurs Ancêtres ; ce qui n'est pas une petite satisfaction. Il est vrai que ceci ne convient guere qu'aux Anglois & aux Gascons. Je dis aux *Gascons*, parce que la Guyenne ayant été longtems sous la domination des Rois d'Angleterre, on trouve ici une infinité de Pièces qui regardent cette Province.

Ce Recueil est donc très utile à ceux qui veulent s'attacher à l'étude de l'Histoire, & particulièrement de celle d'Angleterre ; c'est pourquoi ils ne peuvent assez reconnoître la liberalité de l'auguste Reine qui lui leur fait un si beau présent, & la générosité des Seigneurs qui l'ont procuré. Si tous les autres Etats vouloient suivre cet exemple, on pourroit avoir une Histoire des divers Etats de l'Europe, du moins pour ce qui regarde les sept derniers Siècles, aussi parfaite qu'on le pourroit souhaiter.

R E G N E D' E D O U A R D II.

Après ces remarques sur tous ces Volumes en général, il est tems d'en venir à ce troisieme Tome en particulier, qui contient les 16 premières années du Regne d'*Edouard II*. La méthode qu'on a observée en rangeant tous les Actes selon leurs dates, quoique sur différentes

(1) Voyez pag. 32, 35. jusqu'à 39, 41, 48, jusqu'à 51. des *Acta Regis de Septembre*. R. A. P. T. H.

(2) *D'Arragon & de Sicile*. Voyez pag. 50 des *Acta Regis de Septembre* R. A. P. T. H.

matieres , cause quelque confusion à l'égard de ceux qui n'ont pas la mémoire fraîche des événemens auxquels ces Actes se rapportent. Pour remédier en quelque maniere à cet inconvenient , & pour donner une idée plus distincte de ce que ce III Tome contient de plus important , je rangerai le tout sur quatre Articles , qui font la principale matiere de ce Volume ; savoir :

1. Les Troubles domestiques d'Angleterre , arrivés à l'occasion de *Gaveston* & des *Spensers* , Favoris d'*Edouard II.*
2. Les Affaires que ce Prince eut avec l'Ecosse , qui font une suite de ce qui a été rapporté sur ce sujet dans l'Extrait du II Tome.
3. Les démêlés avec la Cour de Rome , & quelques autres Affaires Ecclésiastiques.
4. Ce qui regarde les Templiers , dont l'Ordre fut aboli sous ce Regne.

I.

DES TROUBLES DOMESTIQUES
D'ANGLETERRE.

Edouard II. étoit un Prince foible , & d'un génie peu élevé ; s'engageant aisément dans les Affaires sans en prévoir les suites , & sans avoir la capacité nécessaire pour se tirer des embarras où il se jetoit. Son attachement extrême pour *Gaveston*, Gentilhomme Gascon , à qui il se livra entierement , & qu'il combla de bienfaits sans garder aucune mesure , souleva contre lui les plus considerables Seigneurs du Royaume , qui s'unirent ensemble pour perdre le Favori. Ils demanderent son éloignement ; le Roi le leur promit , & fit ensuite tout ce qui fut en son pouvoir pour se dispenser de tenir sa parole. Ne pouvant enfin s'en défendre , il trouva le moyen de tourner cet éloignement à l'avantage de celui qui devoit être exilé , en le faisant Gouverneur d'Irlande. Cette démarche auroit pourtant suffi pour satisfaire les Seigneurs , si la tendresse extrême qu'il avoit pour *Gaveston* , ne l'eût porté à le rappeler incontinent. Il le fit même assister à un Tournoi , où cet imprudent Favori effaça tous les autres Seigneurs , par la magnificence de son équipage & par une nombreuse suite de Gentilshommes qui l'accompagnoient , & qui lui servoient comme de Gardes. Les Seigneurs se voyant trompés par le Roi , prirent de nouvelles mesures. Etant assemblés en Parlement , ils lui présentèrent une Requête dans laquelle ils lui représenterent nettement & sans détour , que l'Etat , & sa propre Maison , étoient si mal gouvernés , qu'il étoit nécessaire d'y mettre quelque ordre : Que pour cet effet , ils le prioient de leur permettre de faire le choix d'un certain nombre de Personnes qui eussent le pouvoir de faire un Règlement pour mieux gouverner l'Etat & la Mai-

Caractere du
Roi Edouard II.

Histoire de son
Favori Gaveston.

fon du Roi, & de le faire observer. *Edouard* n'étant pas en état de leur résister, leur accorda ce qu'il n'osoit leur refuser. Ces Commissaires, à qui on donna le nom d'*Ordinateurs*, & dont le Comte *Thomas de Lancastre* étoit le Chef, furent donc élus; ils firent le Règlement, & furent autorisés par le Roi & par le Parlement, pour en procurer l'observation. Il n'y étoit fait aucune mention de *Gaveston*; mais les *Ordinateurs* voyant que le Roi continuoit à répandre toutes ses faveurs sur lui, firent un nouveau Règlement qui contenoit 41 Articles, par l'un desquels *Gaveston* étoit condamné à un Bannissement perpétuel; à quoi le Roi fut obligé de se conformer.

Soulevement
des Barons.

A peine ce Prince avoit donné son consentement à l'Exil de son Favori, qu'il s'en repentit & le rappella, sans en donner avis aux *Ordinateurs*; ce qui fit soulever les Barons. Ils prirent les armes (1), & mettant à leur tête le Comte de *Lancastre*, ils prirent la route d'*Yorck* où le Roi étoit alors, pour le forcer à leur livrer *Gaveston*. Sur le bruit de la marche des Seigneurs, *Edouard* se retira dans *Newcastle*; mais comme il apprit que l'Armée des Barons tournoit de ce côté-là, il quitta cette Ville, où il ne se trouvoit pas en sûreté; & craignant plus pour son Favori que pour soi-même, il le conduisit & le laissa dans le Château de *Scarborough*, qui étoit alors la plus forte Place du côté du Nord; & prit lui-même la route de *Warwick*, où il avoit dessein d'assembler une Armée, pour s'opposer aux Seigneurs. Ces derniers arrivèrent à *Newcastle* le même jour que le Roi en étoit parti, pillèrent ses meubles & son bagage, & firent de là un Détachement pour aller assiéger *Scarborough*. Le Comte de *Pembroke*, qui fut chargé de faire ce Siège, pressa si vigoureusement cette Place, que *Gaveston* fut obligé de capituler (2), à condition qu'on lui feroit parler au Roi, & qu'il ne pourroit être jugé que selon les Loix & les Coutumes du Royaume. Les Seigneurs ligués ne furent pas trop contens de cette Capitulation; mais le Comte de *Pembroke* qui avoit donné sa parole, s'étant chargé de conduire *Gaveston* au Roi, & de le ramener ensuite entre les mains des Seigneurs; ils y consentirent enfin, malgré les oppositions du Comte de *Warwick*, & de quelques autres. Pendant que le Comte de *Pembroke* conduisoit son Prisonnier, le Comte de *Warwick* sachant que *Gaveston* étoit dans un Château sur la route, où *Pembroke* n'avoit pu loger lui-même, y vint pendant la nuit, força la Garde, &

(1) Le Docteur *Kennet*, dans ses Remarques sur l'Histoire de Mr. *Daniel* sous ce Règne, dit que les Evêques s'étoient considérés dans cette affaire avec tant de zèle, que l'Archevêque de *Cantorbery* excommunia *Walter* Evêque de *Coventry*, à cause qu'il refusa; par un principe de fidélité au Roi, de se joindre à eux. *WHAT.*

(2) Le Docteur *Brady* assure, sur la foi d'un Registre de la Tour dont il fait mention dans l'Appendice de son Histoire Abregée, que *Gaveston* ne se rendit point au Comte de *Pembroke*, mais au Lord *Piercy*; & cela est confirmé par un Acte rapporté dans le Volume des *Fœdera*, pag. 334. *WHAT.*

d'Exceter, & de quinze autres Terres, ou Châteaux; ce qui le rendit en un instant le plus grand Seigneur du Royaume. Page 1. Voyez aussi p. 87, 136, 164.

Cet Acte est daté de Dumfrées en Ecosse, le 5 Août 1307: c'est-à-dire un mois après la mort d'Edouard I, qui peu de tems auparavant avoit banni Gaveston, & exigé de son Fils un serment qu'il ne le rappelleroit jamais.

Une Patente qui constitue Gaveston Gardien, c'est-à-dire, Viceroy du Royaume, pendant l'absence du Roi, qui alloit en France, pour y conformer son Mariage avec Isabelle Fille de Philippe le Bel. Page 47. Il le fait Viceroy du Royaume.

Je remarque exprès cet Acte, pour faire voir l'erreur de la plupart des Historiens (1), qui assurent que Gaveston accompagna le Roi en France; & en particulier celle du Pere d'Orléans, qui dit que ce fut à Boulogne où le Roi vit Gaveston, pour la première fois depuis son Exil, ce qui ne peut être, puisqu'il étoit alors Gardien ou Viceroy du Royaume; & en effet, on trouve ensuite quelques Ordres signés de lui en cette qualité, *Teste Gavston*, pendant l'absence du Roi. Page 57. Erreur des Historiens corrigée.

Dans un Mémoire qui regarde le Couronnement d'Edouard II, on voit que Gaveston y portoit la Couronne de S. Edouard (2). Page 63.

Ce fut peu de tems après, que les Seigneurs demanderent l'éloignement de ce Favori; & l'on trouve ici les Lettres-Patentes du Roi, dans lesquelles il s'engageoit à le faire sortir du Royaume, avant la Fête de S. Jean-Baptiste. Page 80. Elles sont du 18 de Mai 1308.

Le 7 de Juin suivant, Gaveston & sa Femme, qui étoit Niece du Roi (3), reçurent un présent de ce Prince de 3000 Marcs de revenu en fonds de Terre. Page 87.

Le 16 du même mois, il le fit Gouverneur d'Irlande. Page 92.

Depuis le retour de Gaveston, on voit que le Roi lui fit divers dons (4). Page 136. 164.

Le premier Règlement que firent les *Ordinateurs*, & qui ne contient que six Articles, est du 16 Mars 1310 (5). Page 204.

(1) Cette erreur n'a pas été corrigée par le savant Auteur des Remarques sur l'Histoire de ce Règne par Mr. Daniel. Elle a échappé aux yeux du Docteur Howel, & à d'autres célèbres Historiens. WHAT.

(2) Le Couronnement d'Edouard II se fit le 25 de Février 1307. (*Chronique de Thomas Wilke*). WHAT.

(3) L'Epouse de Gaveston étoit Fille de Jeanne d'Acre, Sœur de Gilbert Comte de Gloucester, qui s'opposa à ce Mariage, selon Kennet. Mais ses Remarques sur l'Histoire de Mr. Daniel ne s'accordent avec les *Fœdera*, ni sur le nom, ni sur la date du Mariage: on a mis mal à propos Octobre pour Juin, & Jeanne pour Marguerite. WHAT.

(4) Une des Patentes du Roi pour les Concessions faites à Gaveston, est datée à Westminster, le 15 de Mai 1309; & une autre, le 28 d'Août suivant. WHAT.

(5) Mr de Rapin a pris cet Acte pour le premier qui fut fait par les Ordonnateurs, & contient six Articles; il est daté de Northampton, le 2 d'Août. WHAT.

Affront fait à
la Reine Epouse
d'Edouard.
p. 897.

* Thomas Cul-
per.

La Reine sa Femme ayant dessein d'aller à Cantorbery, donna ordre à ses Officiers de lui préparer un logement sur la route dans le Château de Leeds, appartenant à *Barthelemy Baldefmere*, l'un des Barons ligués; mais le Gouverneur * du Château en refusa l'entrée aux gens de la Reine, dont il y eut même quelques-uns de tués. Elle s'en plaignit à *Baldefmere*, qui eut l'insolence d'avouer l'action du Gouverneur, & de répondre, qu'il n'avoit rien fait que par ses ordres. *Edouard* ne put souffrir un si grand mépris; il leva des Troupes, assiegea & prit le Château de Leeds, & fit pendre le Gouverneur. Se trouvant la force en main, il se servit de l'occasion, & poussa les Seigneurs ligués, sans leur donner le tems de se reconnoître. Après s'être rendu maître de la plupart de leurs Châteaux, il les obligea aisément à se soumettre à ses volontés, & ne fit plus difficulté de rappeler les *Spensers* auprès de lui.

Rebellion &
mort du Comte
de Lancastre.

Le Comte de *Lancastre*, qui n'osoit se confier au Roi, leva des Troupes pour se défendre; mais comme il étoit abandonné de la plupart de ses Amis, il ne fut pas en état de lui faire tête: ce qui lui fit prendre la résolution de se retirer vers le Nord, pour se joindre aux Ecoissois qui lui avoient promis du secours. Le Roi le poursuivit; & comme le Comte, pour éviter le Combat avec *Edouard*, vouloit forcer le passage d'un Pont que le Chevalier *Harclay* (1) gardoit, il fut fait prisonnier & conduit à Pontefract, où le Roi lui fit couper la tête. Ce Seigneur, qui étoit Petit-fils de *Henri III*, passa pour un Martyr dans l'esprit du Peuple, & fut enfin canonisé sous le Regne de *Richard II* (2).

Voilà la matiere des Actes de ce Volume qui regardent les Troubles domestiques d'Angleterre, & qui ne contiennent que les 16 premières années du Regne d'*Edouard II*, les quatre autres ayant été renvoyées au IV Tome.

Entre toutes ces Pièces qui sont en très grand nombre, je ne ferai qu'indiquer simplement les principales, qu'on pourra aisément appliquer aux événemens dont on vient de voir l'Histoire abrégée.

Dons faits par
Edouard à Gaveston.

On trouve dans ce Tome les grands dons faits par *Edouard* à *Gaveston*, & particulièrement celui du Comté de *Cornouaille*, de la Ville

(1) C'étoit *André Harclay*, Connétable de *Carlisle*. WHAT.

(2) Le Peuple couroit en foule au Tombeau du Duc de *Lancastre* à *Pontefract*, & après que les *Spensers* eurent obtenu du Roi qu'on y mît une Garde pour empêcher les gens d'y aller, ils le firent en secret. Sous le Regne suivant, on bâtit une Eglise sur le Tombeau de ce Seigneur; & la Reine *Isabelle* écrivit au Pape, pour confirmer les Miracles qui s'y faisoient, & pour demander la Canonisation, qui fut obtenue en l'année 1389: honneur qu'il méritoit certainement beaucoup mieux, qu'aucun de ses Compatriotes qui l'obtinrent depuis la Conquête. Car si l'amour pour la Patrie peut être appelé Piété, ce Seigneur étoit véritablement & inviolablement plein de Piété. Voyez les Notes du Docteur *Konnet* sur Mr. *Daniel*. WHAT.

d'Exceter, & de quinze autres Terres, ou Châteaux; ce qui le rendit en un instant le plus grand Seigneur du Royaume. Page 1. Voyez aussi p. 87, 136, 164.

Cet Acte est daté de Dumfrées en Ecosse, le 5 Août 1307: c'est-à-dire un mois après la mort d'Edouard I, qui peu de tems auparavant avoit banni Gaveston, & exigé de son Fils un serment qu'il ne le rappelleroit jamais.

Une Patente qui constitue Gaveston Gardien, c'est-à-dire, Viceroy du Royaume, pendant l'absence du Roi, qui alloit en France, pour y consommer son Mariage avec Isabelle Fille de Philippe le Bel. Page 47. Il le fait Viceroy du Royaume.

Je remarque exprès cet Acte, pour faire voir l'erreur de la plupart des Historiens (1), qui assurent que Gaveston accompagna le Roi en France; & en particulier celle du Pere d'Orléans, qui dit que ce fut à Boulogne où le Roi vit Gaveston, pour la première fois depuis son Exil, ce qui ne peut être, puisqu'il étoit alors Gardien ou Viceroy du Royaume; & en effet, on trouve ensuite quelques Ordres signés de lui en cette qualité, *Teste Gavstun*, pendant l'absence du Roi. Page 57. Erreur des Historiens rectifiée.

Dans un Mémoire qui regarde le Couronnement d'Edouard II, on voit que Gaveston y portoit la Couronne de S. Edouard (2). Page 63.

Ce fut peu de tems après, que les Seigneurs demanderent l'éloignement de ce Favori; & l'on trouve ici les Lettres-Patentes du Roi, dans lesquelles il s'engageoit à le faire sortir du Royaume, avant la Fête de S. Jean-Baptiste. Page 80. Elles sont du 18 de Mai 1308.

Le 7 de Juin suivant, Gaveston & sa Femme, qui étoit Niece du Roi (3), reçurent un présent de ce Prince de 3000 Marcs de revenu en fonds de Terre. Page 87.

Le 16 du même mois, il le fit Gouverneur d'Irlande. Page 92.

Depuis le retour de Gaveston, on voit que le Roi lui fit divers dons (4). Page 136. 164.

Le premier Règlement que firent les *Ordinateurs*, & qui ne contient que six Articles, est du 16 Mars 1310 (5). Page 204.

(1) Cette erreur n'a pas été corrigée par le savant Auteur des Remarques sur l'Histoire de ce Règne par Mr. Daniel. Elle a échappé aux yeux du Docteur Howel, & à d'autres célèbres Historiens. WHAT.

(2) Le Couronnement d'Edouard II se fit le 25 de Février 1308. (*Chronique de Thomas Wilke*). WHAT.

(3) L'Epouse de Gaveston étoit Fille de Jeanne d'Acre, Sœur de Gilbert Comte de Gloucester, qui s'opposa à ce Mariage, selon Kennet. Mais ses Remarques sur l'Histoire de Mr. Daniel ne s'accordent avec les *Fœdera*, ni sur le nom, ni sur la date du Mariage: on a mis mal à propos Octobre pour Juin, & Jeanne pour Marguerite. WHAT.

(4) Une des Patentes du Roi pour les Concessions faites à Gaveston, est datée à Westminster, le 15 de Mai 1309; & une autre, le 28 d'Août suivant. WHAT.

(5) Mr de Rapin a pris cet Acte pour le premier qui fut fait par les Ordonneurs, & contient six Articles; il est daté de Northampton, le 2 d'Août. WHAT.

cette matiere. J'ometts toutes les autres qui font en très grand nombre , pour ne pas grossir cet Extrait.

II.

AFFAIRES D'ECOSSE.

LA mort d'*Edouard I.* fut le salut de l'*Ecosse*. Ce Prince, après avoir trois fois conquis ce Royaume, y étoit rentré en intention de le mettre hors d'état de se revolter une quatrième fois; mais la mort prévint l'exécution de ses desseins. C'étoit l'affaire qu'il avoit eu le plus à cœur pendant tout son Regne, & celle qu'il recommanda le plus fortement à son Successeur; mais *Edouard II.* se trouva dans d'autres dispositions. Environ un mois après la mort de son Pere, il quitta l'*Ecosse*, où il s'étoit avancé jusqu'à Dumfrées; & laissant son Armée entre les mains de *Cumin* *Ecossois*, il retourna en Angleterre pour consommer son Mariage, & pour se faire couronner. *Cumin* voulut profiter en 1308 de l'état où se trouvoit *Robert Brus* nouveau Roi d'*Ecosse*, qui étoit dangereusement malade, & s'avança vers lui pour l'attaquer. *Robert*, tout malade qu'il étoit, l'attendit de pied ferme, le battit, & le chassa du Royaume. *Edouard Brus* son Frere gagna aussi une autre Bataille dans le Comté de *Galway*; ce qui mit les affaires des *Ecossois* dans une très bonne situation.

Cumin défait par *Brus*.

Le Roi d'Angleterre revint l'année suivante 1309 en *Ecosse*, avec une puissante Armée; mais, faute d'avoir bien pris ses mesures pour la faire subsister, il fut contraint de s'en retourner sans rien faire. En 1310 & 1311, *Robert* entra diverses fois en Angleterre, & y fit un grand butin.

Brus entra en Angleterre.

En 1312, il prit *Perth*, autrement *S. Jean*, *Dumfrées*, *Lanarick*, *Roxborough*, & enfin *Edimbourg*; pendant qu'*Edouard*, embarrassé dans des dissensions domestiques, se trouvoit hors d'état de s'opposer à ses progrès.

S'en retourne & prend plusieurs Villes en *Ecosse*.

En 1313, il fit assieger la forte Place de *Sterling*, par *Edouard* son Frere. Le Gouverneur, après s'être bien défendu, capitula, & promit de rendre la Place si elle n'étoit secourue dans un an: c'est-à-dire, avant la Fête de *S. Jean - Baptiste* de l'année suivante.

En 1314, *Edouard* se mit à la tête d'une Armée de 100000 hommes pour aller dégager *Sterling*. Il fut battu par *Robert*, & perdit 50000 hommes, si l'on en veut croire les *Ecossois*. Depuis ce tems-là, les Anglois se tinrent presque toujours sur la défensive (1).

Défait le Roi *Edouard* à *Stirling*.

(1) Le Docteur *Kennet*, dans ses Remarques sur l'Histoire de ce Regne par *Mr. Daniel*, dit que cette Bataille fut nommée la Bataille de *Bannockbourn*, ayant été donnée sur les bords de cette Riviere le 25 de Juin 1314; & les Historiens Anglois remarquent, comme un exemple des Jugemens de Dieu, qu'il punit la débauche

plurimis finibus Regni nostri Angliæ, diversimodè perpetratis, non contenti, ipsum Regnum jam hostiliter, in nostri ac omnium fidelium nostrorum dedecus, opprobrium, & dispendium, sunt ingressi, ibidem homicidia, depredationes, incendia, sacrilegia, & mala innumerabilia committendo. Par la Capitulation de Sterling, cette Place devoit être secourue, ou rendue, avant le 24 de Juin 1314. *Edouard* entra dans l'Ecosse avec une puissante Armée pour la dégager; cependant les Ecois ravagerent les frontieres d'Angleterre le 10 d'Août suivant; marque évidente, qu'ils avoient battu & chassé les Anglois. J'omets un très grand nombre d'Actes peu importants, pour venir à ce qu'il y a de plus curieux sur cette matiere. C'est la partialité avec laquelle le Pape *Jean XXII* agit contre *Robert Brus*. Peut-être seroit-il difficile de trouver ailleurs les particularités que ce Recueil renferme sur ce sujet; c'est pourquoi je m'y arrêterai un moment.

Partialité du Pape contre Robert Brus.

Edouard, qui fouhaitoit avec passion de finir la Guerre d'Ecosse par une Trêve, ou par une Paix comme les Actes de ce Recueil le témoignent en divers endroits, avoit mis dans ses interêts le Pape *Jean XXII*, qui pour le favoriser, entreprit de forcer *Robert* à faire la Paix avec l'Angleterre. Il envoya pour cet effet deux Légats munis de diverses Bulles, dont la premiere ordonnoit une Trêve de deux ans entre les deux Nations; *en vertu de l'Autorité conserée au Prince des Apôtres, & à ses Successeurs, comme Lieutenans du Roi pacifique, pour procurer la Paix dans toute l'Eglise Universelle, & pour la faire exactement observer.* La seconde Bulle commettoit les deux Cardinaux, *Gancelin & Luc*, du Titre de *S. Marcellin & de Ste. Marie*, pour faire la Paix entre *Edouard* Roi d'Angleterre, & *Robert Brus* se qualifiant Roi d'Ecosse. Cette Commission étoit aussi ample qu'elle pouvoit l'être; non-seulement elle leur donnoit pouvoir de régler les conditions de cette Paix, comme ils jugeroient à propos; elle les autorisoit encore à y contraindre les deux Parties, leurs Sujets & Adhérens, soit Ecclesiastiques, soit Laïques, de quelque qualité qu'ils fussent, par des Suspensions, des Excommunications, des privations des Privileges & du droit de tester, ou de recevoir des successions ou héritages; quand même *Edouard* ou *Robert* auroient obtenu du S. Siege le Privilege de ne pouvoir être excommuniés.

P. 194.

P. 613.

Le Pape savoit bien qu'*Edouard* ne feroit pas difficulté de se soumettre à une Autorité si extraordinaire, & qu'il accepteroit la Paix, ou la Trêve, de quelque maniere qu'elles se fissent: mais il s'attendoit à trouver plus de résistance de la part de *Robert*; c'est pourquoi, par une troisieme Bulle du même jour, il donna pouvoir aux Légats d'excommunier *Robert Brus*. Page 614.

Quelques jours après, il expédia encore trois Bulles, dont la premiere, adressée aux Archevêques de Dublin & de Cassel, leur permettoit d'excommunier *Robert & Edouard Brus*, qui avoient envahi l'Irlande;

l'Excommunication & l'Interdit seroient levés, comme aussi *Buchanan* l'assure positivement; car on voit dans la suite de ces Actes, que le Pape, au-lieu d'agir en Maître comme auparavant, offrit de faire l'office de Médiateur entre les deux Rois; & qu'il exhorta le Roi d'Angleterre à la Paix. Page 846, 860.

Le dernier Acte qui se présente dans ce Tome touchant l'Ecosse, est la Trêve de 13 ans conclue le 20 de Mai 1323. Dans le Traité même le titre de Roi n'est pas donné à *Robert*: mais dans la Ratification que ce Prince en fit, il commençoit par ces mots, *Robert Brus* suivis d'un *& cetera*, & finit par ceux-ci: *Nous Robert Roi d'Ecosse, susnommé*. Page 1030.

Trêve de treize ans avec l'Ecosse.

On voit en divers endroits, que la Femme de *Robert*, prisonnière en Angleterre depuis le Regne d'*Edouard*, y fut retenue du moins jusqu'en 1314, comme il paroît de divers Ordres de la transférer d'une prison en une autre; jusqu'à ce qu'enfin, au mois de Juillet 1314, *Edouard* la fit conduire à *Yorck*, page 489. C'étoit apparemment pour la rendre à son Mari; car il n'est plus fait mention d'elle dans la suite. Il semble qu'*Edouard* ne lui assignoit que vingt sols par semaine pour sa subsistance, page 385.

La Comtesse de *Boghan*, qu'*Edouard I.* avoit fait renfermer dans une Cage, pour avoir assisté au Couronnement de *Robert Brus*, en fut tirée par *Edouard II.* & mise sous la garde d'*Henri de Beaumont*, page 401.

III.

AFFAIRES ECCLESIASTIQUES.

E *Edouard II* n'eut pas avec la Cour de Rome de ces démêles éclatans, qui causerent tant de Troubles en Angleterre, sous les Regnes de *Henri II*, & de *Jean*: cependant, les memes sujets de dissension subsistoient toujours. Quoique les deux Rois, dont je viens de parler, eussent été subjugués par les Papes, on peut dire que l'Angleterre ne le fut pas. Elle conserva toujours ses Droits, sans jamais les abandonner; & les accommodemens qui se firent entre les Papes & les Rois, ne furent jamais approuvés par le Royaume, & par conséquent les Anglois conserverent toujours leurs prétentions; ce qui ne doit pas sembler étrange à ceux qui connoissent la constitution de ce Gouvernement. Il est certain que le Parlement ne cessa jamais de maintenir les Droits du Peuple & du Clergé, dans toutes les occasions qui se présenterent. Que s'il n'agit pas toujours avec la même vigueur, c'est que les Anglois, en sortant du Regne de *Jean*, eurent le malheur de tomber dans un Regne foible & impuissant sous un Roi, ou mineur, ou d'un génie peu élevé pendant sa Majorité, & qui se

Pour ce qui regarde la disposition des Bénéfices, ce Recueil est rempli de plaintes que les Rois faisoient sur ce sujet. Ils prétendoient que les Papes faisoient très souvent du tort aux Patrons, & au Roi lui-même. Les Papes de leur côté n'étoient pas moins persuadés qu'ils avoient droit de disposer extraordinairement des Bénéfices, quand le bien de l'Eglise le demandoit, de quoi ils étoient les seuls Juges. Mais nonobstant cette raison, à laquelle il semble qu'il n'étoit pas nécessaire d'en ajouter d'autres, ils ne laissoient pas d'appuyer leur Droit sur des fondemens particuliers, qui sembloient plutôt faire tort à leur Cause, que la fortifier. Par exemple, ils avoient établi, que quand un Evêque venoit à mourir dans leur Cour, c'étoit à eux à disposer du Siege vacant. Ce fut sur ce fondement, que *Clement V.* conféra l'Archevêché d'Armagh en Irlande, page 13. Tout de même, quand un Evêque se démettoit de son Evêché entre les mains du Pape, celui-ci ne manquoit jamais de remplir le Siege qui vaquoit par cette démission; comme le pratiqua le même Pape, à l'égard de l'Archevêché de Dublin, page 273. Quelquefois le Pontife se réservoir par avance, la disposition d'un Evêché quand il viendrait à vaquer. C'est sur cette raison que *Clement* disposa de l'Archevêché de Cantorbery, en faveur de *Walter* Evêque de Worcester, quoique le Prieur & le Chapitre eussent canoniquement élu *Thomas Cobham*, dont l'élection fut cassée: *Non persona dicti Thoma viuo*, disoit le Pape, *sed usque post Reformationem & Decretum prædicta attemptatam*. Page 439.

Prouvées par la
Collation de différens Bénéfices.

Quant aux Bénéfices inférieurs, les prétextes ne manquoient jamais aux Papes pour les conférer, & souvent même sans autre raison que leur volonté; ce qui faisoit crier beaucoup les Patrons qui avoient droit de présentation à ces Bénéfices. Entre les prétextes dont je viens de parler, celui de la vacance du Siege dont les Bénéfices vacans dépendoient, étoit un des principaux; & comme le Siege étoit regardé comme vacant, jusqu'à ce que le Pape eût confirmé la Personne élue, il se passoit souvent bien du tems entre la mort d'un Evêque, & la confirmation de celui qui lui succédoit; ce qui donnoit lieu au Pape de conférer les Bénéfices qui venoient à vaquer dans cet Evêché.

Mais ce qui faisoit le plus de peine aux Anglois, c'est que bien souvent le Pape gratifioit des Etrangers de ces Bénéfices (1), quel-

Bénéfices donnés par les Papes à des Etrangers.

(1) Il paroît par une recherche faite sur ce sujet en 1253, que les Revenus Ecclésiastiques dont jouissoient les Etrangers en Angleterre, la plupart Enfans ou sans aucun mérite, ne se montoient pas à moins de 70000 Marcs l'année; ce qu'on regardoit alors comme un Revenu plus grand que celui du Roi; & qui donna occasion à *Robert Groshead* d'écrire une Lettre fort aigre au Pape, qui la reçut avec beaucoup de mépris, comme cela est rapporté au long par *Matth. Paris*.

Dans un Parlement tenu l'an 1379. (*Rot. Parl. Angl. 3. Rich. II.*) on fit de grandes plaintes sur ce que les Etrangers possédoient des Bénéfices Ecclésiastiques; plusieurs Cardinaux à Rome étant nommés aux meilleurs, qu'on leur conféroit, ou dont on

core tous ceux qui vaquoient dans la Province de Cantorbery : & sur ce que le Roi avoit conféré deux Prébendes du nombre de ces Bénéfices donnés par le Pape, & que le Cardinal avoit été cité au Parlement ; *Clement* (1) écrivit au Roi d'une manière extrêmement forte, appellant les deux Bénéficiers du Roi, *Fils de perdition*, & se plaignant que c'étoit visiblement offenser Dieu, que d'empêcher ce Cardinal de jouir de ses revenus. Page 284.

Jean XXII (2) alla plus avant ; non-seulement il voulut disposer des Bénéfices vacans, mais même de ceux qui ne l'étoient pas, en revokant toutes les Dispenses données par ses Prédécesseurs pour la pluralité des Bénéfices, & réservant au S. Siege la disposition de ceux qui viendroient à vaquer par cette revocation ; sur quoi le Roi lui écrivit d'une manière si forte (page 691.) qu'il y a quelque apparence que le Pape laissa tomber cette affaire ; du moins, on n'en trouve point la suite dans ce Recueil.

Il seroit trop long de rapporter dans un Extrait, tous les exemples qu'on trouve dans ce Volume sur ce sujet ; mais je ne dois pas oublier de remarquer, qu'il n'arrivoit jamais au Pape de conférer des Evêchés sous quelqu'un des prétextes dont j'ai parlé, que le Roi ne s'y opposât avec vigueur en apparence : mais il n'y a pas un seul exemple que je sache, où il ait eu le dessus ; de sorte qu'après avoir beaucoup crié, écrit plusieurs Lettres au Pape, ou à l'Evêque nommé, il étoit enfin contraint de plier sous la puissance du Pontife. Tout ce Recueil fourmille de semblables plaintes. Ce fut *Edouard II*, si je ne me trompe, qui s'avisa le premier, quand il ne pouvoit plus se défendre d'admettre un Evêque pourvu par le Pape, de l'obliger à signer un Acte passé devant un Notaire public, par lequel il renonçoit à la Clause de la Bulle qui lui adjugeoit son Evêché, & à reconnoître qu'il le tenoit de la pure grace du Roi. On en voit plusieurs exemples dans ce troisième Tome, à l'égard des Archevêques de Cantorbery, page 465, de Dublin, page 273, d'Armagh, page 13, & de l'Evêque de Winchester, page 827. Mais le Pape, qui vouloit ignorer ces renonciations, ne laissoit pas de mettre toujours cette Clause dans ses Bulles.

Le second point, qui regarde la Jurisdiction Ecclésiastique, se peut Jurisdiction Ecclésiastique. considérer par rapport aux Clercs inférieurs, ou par rapport aux

(1) Le Pape *Clement*, dont il est ici parlé, étoit plongé dans tous les plaisirs des sens ; & si insolent, qu'il traita comme un Chien *François Dandolo* Venitien, qui l'avoit offensé par sa fidélité à la République, le faisant coucher sous sa table. Ce même Pape condamna à mort les Chevaliers du Temple, connus sous le nom de *Templiers* ; & transporta le Siege à *Avignon*, où il continua soixante & dix ans. Cette Translation fut, pour cette raison, appelée par les Italiens, *la Captivité de Babel*. *WHAT.*

(2) *Jean XXII* étoit Fils d'un Cordonnier, mais d'ailleurs, homme de beaucoup d'esprit & de savoir. Lorsqu'il mourut, la neuvième année de son Pontificat, il laissa un plus grand Trésor qu'aucun de ses Prédécesseurs. Voyez *Platine*, & l'*Atlas Historique & Géographique*. *WHAT.*

tous les Seigneurs, pour se plaindre de ces vexations, page 159.

Il est constant que la Cour de Rome se mettoit peu en peine de ce que le Roi pouvoit dire, ou écrire. Ce Prince, qui croyoit avoir besoin du Pape, ne jugeoit pas qu'il fût de la bonne Politique de pousser les choses trop loin; & c'est de quoi cette Cour savoit bien profiter. Mais quand le Parlement s'en mêloit, elle étoit plus réservée, & gardoit plus de mesures avec lui qu'avec le Roi. Aussi Edouard écrivant à un Cardinal, lui disoit: *Quod si nollemus facere, illas defenderet Communias Regni nostri, ut jus nostrum hereditarium ac nostra Regia dignitas.* Page 573. Et en une autre occasion, écrivant au même: *Advertentes, si placet, quod etsi dictus Clericus noster à jure in hac parte sibi quasitio, seu prosecutione ejusdem, desistero vellet; nihilominus jus nostrum predictum, vinculo juramenti nos arctante, & Magnatum nostrorum Consilio perurgente, qui etiam, nobis dissimulantibus, toto nisu contradicerent, prosequi cogeremur,* page 965.

Si les Anglois se plaignoient de la Cour de Rome, celle-ci ne se plaignoit pas moins de son côté des Magistrats. On voit, page 187, un Bref du Pape à l'Evêque de Worcester, où sont ramassés tous les Grieffs du S. Siege contre les Officiers du Roi, ou plutôt contre les Loix d'Angleterre qui se trouvoient contraires à ses prétentions; mais comme ils regardent presque tous les Articles que je viens de toucher, il n'est pas nécessaire de s'y arrêter. Il suffit de remarquer que ce que le Pape appelloit les *Privileges & les Immunités de l'Eglise*, les Anglois le nommoient les *Entreprises & les Usurpations de la Cour de Rome*.

On auroit peut-être plus efficacement résisté au Pape, si le Roi eût bien sécondé son Parlement; mais des intérêts particuliers obligeoient quelquefois ce Prince, non-seulement à se soumettre aux prétentions du Pontife, mais à les fortifier même en le sollicitant à user de son pouvoir absolu. C'est ce qu'il fit, entre autres occasions, pendant la vacance du Siege de Hereford. Il desiroit de placer sur ce Siege *Thomas Charleton*; mais craignant de ne pouvoir obtenir son élection du Chapitre, il pria le Pape de se réserver la disposition de cet Evêché, *par la plénitude de sa puissance Apostolique*, ce qu'il n'eut pas de peine à obtenir; & lui recommanda *Charleton*. Quelque tems après, il apprit que le Pontife avoit dessein de gratifier *Adam Orleton* de cet Evêché; sur quoi il le pria de ne point penser à ce Sujet qui lui étoit très-désagréable, l'assurant en même tems, qu'il ne permettroit jamais qu'*Orleton* fût placé sur ce Siege. Ses instances furent sans effet; car le Pape conféra cet Evêché au même *Orleton*, qui devint un des principaux Auteurs de la ruine de ce Prince. Pages 617, 622, & suivantes.

Ceux qui sont tant soit peu versés dans l'Histoire de ce Siecle, savent que le tems pendant lequel les Papes tinrent leur Siege dans

richesses changerent enfin leur humilité en orgueil, & la vie exemplaire qu'ils menoient au commencement, en libertinage; ce qui les rendit odieux.

Philippe le Bel fut l'auteur de leur ruine, pour se venger d'une émeute que quelques-uns d'entre eux avoient excitée dans Paris. Il s'aboucha pour cet effet avec le Pape *Clement V* à Poitiers, où la destruction de l'Ordre entier fut résolue. Quelques scélérats qui étoient eux-mêmes Membres de ce Corps, soit de leur propre mouvement, soit qu'ils fussent gagnés par le Roi de France, dénoncerent tout l'Ordre, comme coupable des plus grands crimes; sur quoi *Philippe* fit arrêter tous ceux qui se trouverent dans ses Etats, & en fit brûler cinquante-sept. Cette vengeance lui paroissant trop legere, il poursuivit l'abolition de cet Ordre; & le Pape, qui s'étoit engagé à favoriser ce dessein, convoqua un Concile général à Vienne, où cet Ordre fut interdit.

Comme l'Angleterre prenoit beaucoup de part à ce qui regardoit les *Templiers*, à cause des grands Biens qu'ils possédoient dans ce Royaume; on trouve dans ce Recueil un grand nombre d'Actes sur cette matiere, dont nous allons parcourir les principaux.

La première Pièce est une réponse d'*Edouard* à *Philippe le Bel*, dans laquelle il dit, qu'il ne peut ajouter foi à ce qui est contenu dans sa Lettre touchant la détestable *Hérésie* qui se répand en Guyenne; mais qu'il a mandé le Senéchal d'Agen pour s'instruire plus particulièrement de cette affaire. Quoique le nom des *Templiers* ne se trouve pas dans cette Lettre, il y a pourtant apparence que c'étoit d'eux dont il s'agissoit. Page 18.

On trouve ensuite un Bref de *Clement V* adressé au Roi dans lequel il expose que le Roi de France ayant été informé que les *Templiers* renonçoient Jesus-Christ à leur entrée dans l'Ordre, qu'ils crachoient contre un Crucifix, adoroient une Idole dans leurs Chapitres, & commettoient d'autres crimes énormes, ce que le Grand-Maitre même avoit avoué; ce Prince avoit fait arrêter en un même jour tous ceux de cet Ordre qui s'étoient trouvés dans ses Etats, & fait saisir tous leurs Biens, pour être appliqués à l'usage de la Guerre-Sainte, si ces crimes étoient avérés. Il ajoute, que sur ces informations dont *Philippe* lui avoit donné connoissance, il avoit lui-même examiné un des Chevaliers, *magna generositatis virum*, qui avoit confessé qu'il avoit lui-même fait cette abnégation, & qu'il l'avoit vu pratiquer dans l'Isle de Chypre, par le commandement du Grand-Maitre, en présence de plus de 200 Freres, dont 100 étoient Chevaliers. Il l'exhorte ensuite à imiter l'exemple du Roi de France. Ce Bref est du 30 de Novembre 1307, page 30.

Bref du Pape à
Edouard touchant
les *Templiers*.

Page 35, il y a une Lettre d'*Edouard* aux Rois de Castille, d'Arragon, de Portugal & de Sicile, à qui il fait savoir, qu'un certain Clerc

Lettre du Roi
sur le même su-
jet.

ce ne fut qu'à la seconde Session qui se tint au mois de Mai 1312, que leur Sentence fut publiée. On croit communément que ce fut le Concile qui les condamna : mais il semble plus sûr de suivre le sentiment de quelques Historiens qui paroissent mieux instruits, & qui ont écrit que le Concile ne jugea pas qu'il fût juste d'abolir un Ordre entier, pour les crimes de quelques-uns de ses Membres ; d'autant plus que les Templiers n'avoient été ni convaincus, ni même cités au Concile. Ces mêmes Historiens ajoutent, que les Peres intimidés par la présence du Pape qui présidoit en personne, & du Roi de France qui assistoit à cette seconde Session, n'osèrent s'opposer à la Bulle de condamnation qui fut lue en leur présence. Il est vrai que dans une Bulle suivante qu'on trouve dans ce Recueil, page 323, Clément assure que le Concile avoit approuvé ce qui s'étoit fait à cet égard ; mais il paroît aussi dans la même Bulle, qu'à cause que les procédures contre les Templiers n'avoient pas été tout à fait juridiques, il n'avoit pu abolir entièrement cet Ordre, mais seulement l'interdire pour jamais. Voici ses paroles. *Ejusdem Ordinis statum, habitum, atque nomen . . . sacro approbante Concilio, non per modum definitiva sententia, cum eam super hoc, secundum inquisitiones & processus, non possemus ferre de jure, sed per viam Provisionis, & Ordinationis Apostolica, irrefragabili & perpetuo valitura sustulimus sanctione ; ipsum prohibitioni perpetua supponentes. Universa etiam bona Ordinis prelibati, Apostolica Sedis ordinationi & dispositioni, auctoritate Apostolica reservanda.*

Il paroît par-là, que bien que le Pape s'appuye de l'autorité du Concile, il agit pourtant en son propre nom, en vertu de son Autorité Apostolique. On peut dire même que l'approbation du Concile, dont parle le Pape, paroît assez conforme à la manière dont les Historiens l'ont expliquée ; puisqu'il n'est guere apparent que des gens choisis pour Juges dans une affaire de cette conséquence, aient approuvé une Sentence, qu'ils n'ont pas eux-mêmes osé prononcer. Il est d'ailleurs très vraisemblable, que puisque le Pape avoit assemblé ce Concile principalement pour y faire condamner les Templiers, il auroit été bien aisé de se décharger sur lui de cette condamnation, s'il y eût trouvé les dispositions qu'il souhaitoit.

Dans la même Bulle que je viens de citer, le Pape déclaroit, qu'après avoir réservé au S. Siege la disposition des Biens des Templiers, il avoit longtems consulté avec les Cardinaux, les Patriarches, les Archevêques, les Evêques, les Prélats, & autres qui se trouvoient au Concile, & qu'il avoit enfin trouvé à propos d'adjuger ces Biens à l'Ordre de S. Jean de Jerusalem, *par la plénitude de sa Puissance Apostolique.* Il en exceptoit pourtant ceux qui étoient situés dans la Castille, l'Arragon, le Portugal, & l'Ile de Minorque ; dont il se réservoir encore la disposition. Remarquez, qu'il ne dit pas que ce fût une résolution du Concile même ; mais seulement, qu'il avoit pris les avis de ceux qui

le composoient. Il ajoutoit la peine de l'Excommunication contre tous les détenteurs de ces Biens, qui refuseroient de les délivrer à l'Ordre de S. Jean, dans un mois après la première réquisition. Page 383.

Cette Bulle fut bien-tôt suivie d'un Bref adressé au Roi *Edouard*, pour l'exhorter à se soumettre à cette disposition, & pour enjoindre à tous les Comtes & Barons du Royaume de délivrer les Biens des Templiers dont ils étoient en possession, aux Chevaliers de S. Jean. Page 326.

Lors qu'*Edouard* avoit contribué si volontiers à la ruine des Templiers, il avoit espéré de profiter de leurs dépouilles, dont il avoit même commencé à disposer; de sorte qu'il ne fut pas peu surpris, quand il apprit qu'on vouloit le contraindre à s'en dessaisir. Le Bref du Pape arriva dans le tems que ce Prince étoit le plus embarrassé par des dissensions domestiques; c'est-à-dire, fort peu de tems après la mort de *Gaveston*. Il ne laissa pas pourtant de se maintenir dans la possession de ces Biens, jusqu'à la fin de l'année 1313. Mais enfin, le Prieur de l'Ordre de S. Jean en Angleterre, muni d'une Procuration du Grand-Maitre, lui ayant présenté une Requête sur ce sujet, il n'osa résister plus longtems, & lui accorda la main-levée des Biens des Templiers qui étoient en son pouvoir. Cependant, comme il étoit persuadé qu'on lui faisoit une grande injustice, il fit une Protestation devant un Notaire, dans laquelle il déclara, qu'il ne se dessaisissoit de ces Biens que par la crainte du danger auquel il s'exposeroit s'il le refusoit; vû le peu de tems que la Bulle lui donnoit, selon la clause que le Prieur avoit pris soin d'inserer dans sa Requête. Mais il protestoit, que cela ne pourroit porter aucun préjudice, ni à ses Droits ni à ceux de ses Sujets, qu'il se réservoit de faire valoir quand il en feroit tems. Cette Protestation se trouve, page 451.

Les Anglois qui avoient reçu quelque partie de ces Biens, de la libéralité du Roi, ou qui peut-être les avoient achetés, n'obéirent qu'avec peine. En 1322, il y en avoit encore qui s'en trouvoient saisis; ce qui fut le sujet d'une plainte très forte qu'en fit *Jean XXII* à *Edouard*. Page 957.

Ces gens-là se fondoient sur ce que le Parlement n'avoit pas donné son consentement à la Cession que le Roi avoit faite de ces Biens; qui, selon les Loix du Païs, devoient être confisqués à la Couronne, & non pas au Pape, ou en faveur de l'Ordre de S. Jean. Il semble même que le dernier craignît que tôt ou tard, le Parlement ne vînt à remuer cette affaire; c'est pourquoi il pressa le Pape de solliciter *Edouard*, afin qu'il obtînt le consentement du Parlement sur ce qui avoit été fait. On trouve en effet, dans le Tome suivant, qu'en 1324 *Edouard* écrivit au Pape, qu'on avoit agité cette affaire dans le Parlement, & qu'il espe-
roit

roit que l'Ordre de S. Jean demeureroit en possession des Biens des Templiers (1) Tome IV, page 46.

C'est-là ce qui se trouve de plus remarquable dans ce troisieme Tome, sur les quatre Articles généraux sous lesquels j'ai tâché de ranger les principales matieres. Il y a une infinité d'autres Pieces sur des sujets qui n'ont aucune relation à ces quatre Articles ; mais pour pouvoir les remarquer & les expliquer, il faudroit entrer dans un détail qui grossiroit trop cet Extrait. Je me contenterai donc d'en rapporter deux ou trois.

Jusqu'au tems d'*Edouard II*, on se servoit en Angleterre de Notaires Impériaux: ce qui paroît assez étrange, puisque depuis l'Empire d'*Honorius*, les Empereurs n'avoient jamais eu aucune Jurisdiction dans ce Royaume. On voit ici, page 829, qu'*Edouard II* cassa tous ces Notaires Impériaux, & défendit d'avoir aucun égard aux Actes qu'ils passeroient à l'avenir.

Notaires Impériaux cassés.

On trouve encore, qu'en 1317 il y avoit en Guyenne des Clercs mariés; ce qui se justifie par un Ordre d'*Edouard II* au Connétable de Bourdeaux, de leur faire payer l'impôt du Vin, nonobstant leurs Privileges; dont ils abusoient, en faisant vendre le Vin d'autrui sous leur nom. Page 666.

Des Clercs mariés devenus marchands de vin.

Il pourroit paroître étrange que le Comte de Savoye fût Vassal du Roi d'Angleterre, & qu'il lui rendît hommage pour quelques Terres du Chablais; comme il paroît d'un Acte qu'on trouve dans ce Volume, page 715: mais il faut savoir qu'en ce tems-là, & même dans les Siecles précédens, c'étoit une coutume assez ordinaire, que les petits Princes recevoient des plus grands certaines Pensions, pour lesquelles ils s'engageoient à leur rendre hommage; & que bien souvent, pour servir de fondement à ces pensions, ils affectoient certaines Terres de leurs Etats, pour lesquelles ils rendoient hommage autant de tems que les Pensions étoient continuées. C'est ce qui paroît par divers endroits de ces trois premiers Tomes, & même dans

(1) Les Curieux qui en voudront savoir davantage au sujet des Règles primitives & de la nature de ces deux Ordres, pourront consulter *Dugdale*, sur le Comté de *Warwick*; *Henri Knighton*, dans son Recueil: l'Histoire de *Thomas Walsingham*; & la *Description de Stow*. A l'égard des Hospitaliers, ou Chevaliers de S. Jean de *Jerusalem*, nous trouverons dans la suite, que *Henri VIII* les cassa, & s'empara de leurs Biens; que la Reine *Marie* les rétablit dans leur demeure endommagée, à *Clerkenwell*; & que le Chevalier *Thomas Tresham*, qui fut fait Prieur de l'Ordre, fut convoqué par écrit à la Chambre des Pairs au Parlement, en qualité de Baron: mais qu'enfin ils furent abolis par la Reine *Elisabeth*. On dit que le Temple à *Londres* étoit anciennement la Maison principale de cet Ordre en Angleterre, & qu'ils la remirent à des Etudiens en Droit, qui avoient quitté l'Hôtel de *Thames*, pour le loyer annuel de dix livres sterling: (cela se passa vers le milieu du Regne d'*Edouard III*.) & que les Jurisconsultes furent locataires de ces mêmes Hospitaliers, jusqu'à ce qu'ils furent abolis par *Henri VIII*. WHAT.

deux *Spensers*, à qui il avoit causé un dommage de 60000 livres sterling, ainsi qu'il a été remarqué dans l'Extrait précédent; on ne peut qu'être convaincu, qu'il devoit avoir une protection bien puissante, puis qu'elle étoit capable de balancer le credit des deux Favoris. Cela donne lieu de conjecturer, que c'étoit la Reine *Isabelle de France* qui l'arrachoit à la vengeance de ces deux puissans Ennemis. Cette conjecture se fortifie par la passion que la Reine témoigna pour lui dans la suite; d'où l'on peut inferer, que leur bonne intelligence avoit commencé avant que *Mortimer* fût mis à la Tour. On peut ajouter encore, que ce fut à peu près en ce même tems, que les *Spensers* commencèrent à chagriner la Reine, en lui retranchant une partie de l'argent qui lui étoit assigné pour sa dépense; ce qui lui donna lieu de se plaindre à *Charles le Bel* son Frere, qu'elle étoit traitée comme une Servante. Comme il ne paroît pas qu'ils eussent aucun autre sujet de se plaindre de cette Princesse, il est très vraisemblable, que les chagrins qu'ils lui donnoient, n'étoient que pour se venger de la protection qu'elle avoit donnée à leur Ennemi. Cette vengeance leur couta cher, & entraîna le Roi même dans leur ruine. La bonne fortune de *Mortimer* ne se borna pas à éviter le supplice qui lui étoit destiné; il trouva bien-tôt après le moyen de se sauver de la Tour, & de se refugier en France, malgré tous les soins qu'on prit pour le rattraper. Ce détail étoit nécessaire pour faire connoître cet homme, qui joua depuis un rôle assez considerable dans le Royaume. Il est tems présentement de rapporter en gros les événemens des quatre dernieres années du Regne d'*Edouard II*, qui finit par la déposition de ce Prince. Quelques différends qui survinrent entre la France & l'Angleterre touchant la Guyenne, fournirent l'occasion des derniers Troubles qui agiterent l'Angleterre: la haine de la Reine contre les *Spensers*, ajoutons hardiment sa passion pour *Mortimer*, & le desir de vengeance dans ceux que les *Spensers* avoient persécutés, en furent la véritable cause. C'est ce qu'il faut un peu expliquer, pour l'intelligence des Actes contenus au commencement de ce quatrieme Tome.

Depuis le Traité de *Montreuil*, fait entre *Edouard I* & *Philippe le Bel*, la France & l'Angleterre avoient été dans une assez bonne intelligence; jusqu'à ce qu'au commencement du Regne de *Charles le Bel*, un accident, peu considerable en lui-même, altera l'union de ces deux Couronnes. Dans un Bourg de l'Agenois, nommé *Saint Sardos*, il s'étoit commis quelque excès que ce Recueil n'explique pas, sur lequel les Officiers d'*Edouard* avoient négligé de rendre une exacte Justice: ce qui donna lieu à quelques Personnes qui étoient intéressées dans ce fait, d'en appeller au Roi de France, comme Seigneur souverain de la Guyenne. Sur cet Appel, *Charles* fit donner un Arrêt qui condamnoit au banissement quelques Gentilshommes Gascons Sujets d'*Edouard*, & confisquoit leurs Biens à la Couronne de France, & entre autres le

tiendroit ces deux Provinces, moyennant la somme de 60000 livres tournois.

Edouard accepta sans balancer un expédient qui s'accommodoit si bien à son inclination, & ceda ces Terres à son Fils, qui partit incontinent pour en aller rendre hommage. Ce fut-là le terme fatal où finit le peu de tranquillité dont *Edouard* avoit joui depuis qu'il avoit soumis les Barons. Aussi-rôt que le jeune Prince fut à Paris, la Reine sa Mere, qui, selon toutes les apparences, avoit ménagé toute cette intrigue pour l'avoir auprès d'elle, commença presque ouvertement à prendre des mesures pour l'exécution des projets qu'elle avoit déjà formés. Elle tenoit des Conseils secrets, dans lesquels elle n'admettoit que *Mortimer*, & les autres Bannis Anglois qui se rendoient assidus auprès d'elle; pendant que les Evêques de *Winchester* & d'*Exceter*, Ambassadeurs d'*Edouard*, en étoient exclus. Ce fut dans ce même tems, que par ses familiarités avec *Mortimer*, & par le peu de mesures qu'elle prenoit pour cacher les sentimens qu'elle avoit pour cet homme, qu'elle auroit dû éloigner de sa présence comme un Ennemi du Roi son Epoux, elle donna lieu à toute la Cour de France, & particulièrement aux serviteurs d'*Edouard*, de soupçonner que leurs Conférences secretes cachotent, outre quelque complot pernicieux, quelque chose encore de plus criminel. L'Evêque d'*Exceter* ne put voir une semblable conduite, sans en être scandalisé; il crut qu'il étoit de son devoir d'en avertir le Roi son Maître, aussi-bien que des soupçons qu'il avoit qu'il se tramoit quelque chose contre lui, ce qu'il étoit facile de conjecturer des secretes Conférences que la Reine avoit avec les Bannis; & pour cet effet il se déroba de Paris sans prendre congé, pour aller informer le Roi de tout ce qui se passoit. *Edouard* commençoit déjà à trouver étrange que la Reine différât son retour sur des prétextes frivoles, & lui avoit écrit plusieurs fois, pour la presser de revenir & de lui ramener son Fils. L'information qu'il reçut de l'Evêque d'*Exceter* l'obligea à réitérer ses ordres, qui ne furent pas mieux obéis. Quand *Isabelle* ne put plus trouver de prétexte sur les affaires qui l'avoient amenée à Paris, elle fit écrire à *Edouard* par le Roi son Frere, qu'elle ne vouloit plus s'exposer aux mauvais traitemens de *Spenser* le jeune, qui la haïssoit. Cependant les Amis qu'elle avoit en Angleterre, particulièrement l'Evêque de *Hereford*, travailloient à débaucher les Sujets du Roi, & à former un Parti, qui devint en peu de tems très considerable; ce qui n'est pas surprenant, vu la haine qu'on avoit conçue contre les *Spensers*, & le peu de cas qu'on faisoit du Roi. La Reine n'agissoit pas moins de son côté pour se procurer des Amis. Elle fut engager le Comte de *Hainaut* à lui fournir un secours considerable, en accordant le jeune *Edouard* avec *Philippe*, Fille de ce Comte. Quand elle eut pris toutes les mesures, elle quitta la Cour de son Frere, d'où l'on prétend qu'elle fut chassée, & prit la

Conduite de la
Reine en France.

selon les apparences, & comme la suite le fit voir, elle n'eut aucune envie de le lui laisser. Pendant ce tems-là, le bruit s'étant répandu que le Roi se tenoit caché dans le Pais de Galles, le Comte de *Lancastre* le chercha si soigneusement qu'il le trouva, & s'étant assuré de lui, & de ses Compagnons de fortune, *Spenser* le jeune, *Baldok* (1) Chancelier, & *Simon Reading*, il les conduisit à *Monmouth*. A cette nouvelle, la Reine se rendit à *Hereford*, où elle fit conduire *Spenser*, qui y fut pendu à une Potence de cinquante pieds (2). Elle fit ensuite assembler un Grand-Conseil, où il fut résolu, qu'à cause que la Commission du *Gardien* étoit finie par le retour du Roi, l'Evêque de *Hereford* seroit envoyé au Roi, pour lui demander le Grand-Sceau; sans quoi ceux qui gouvernoient alors ne pouvoient rien faire qui fût valable, *Edouard*, qui n'étoit rien moins que libre, le délivra de bonne grace, & autorisa sa Femme & son Fils pour s'en servir ainsi qu'ils le jugeroient à propos, même dans les affaires de pure grace. Dès que la Reine eut le Grand Sceau en sa possession, elle s'en servit pour sceller, au nom du Roi, tous les Actes dont elle crut avoir besoin; & principalement, un Ordre pour la convocation d'un Parlement. Ce fut un des derniers Ordres qui furent expédiés au nom & en l'autorité du Roi, quoiqu'il n'y eût aucune part; & par où finissent les Actes de ce Volume qui regardent le Regne de ce Prince. Comme on trouve dans ce Recueil un petit vuide entre la convocation du Parlement & le commencement du Regne d'*Edouard III*, j'ajouterai en peu de mots, pour la suite de l'Histoire, que le même Parlement qui s'assembla vers la fin de Janvier 1328, résolut tout d'une voix de déposer *Edouard II*, & de mettre son Fils sur le Trône. On auroit exécuté cette résolution sans autre formalité, si le jeune Prince n'eût protesté avec serment, qu'il n'accepteroit jamais la Couronne sans le consentement de son Pere. Cette fermeté, à quoi on ne s'étoit pas attendu, fit que le Parlement envoya des Députés à *Kenilworth*, où le Roi étoit gardé, pour exiger de lui une Résignation, que le malheureux état où il se trouvoit ne lui permettoit pas de refuser. Cette Résignation passa pourtant pour volontaire; & ce fut sur ce fondement que le jeune *Edouard*, qui n'avoit que quatorze ans, accepta la Couronne qu'on lui offroit.

Mort du jeune
Spenser.

Le Roi Edouard
résigne la Cou-
ronne à son Fils.

(1) Le Chevalier *Roger Baldock* étoit aussi Evêque de *Norwich*. Il fut mis premièrement dans la Prison de l'Evêque de *Londres*, d'où il fut tiré par la Populace pour être amené à *Newgate*: mais il en fut battu si cruellement pendant le chemin, qu'il en mourut dans de grandes douleurs. *Chronique de Walsingham*. WHAT.

(2) Le jeune *Spenser* étoit en ce tems-là Comte de *Glocester*, & fut pendu avec sa Cotte-d'armes, où étoient ces mots écrits dessus: *Quid gloriaris in malitia?* (Pourquoi tires-tu vanité de mal faire?) Pseaume 52. *Simon Reading* fut pendu avec lui. *Daniel, Histoire d'Edouard II*. WHAT.

à cause du fait arrivé à *S. Sardos*, qui étoit un Bourg de la dépendance de *Montpezat*. Cette affaire est parfaitement bien expliquée en diverses Pièces qu'on trouve dans ce Recueil, tant sous le Règne d'*Edouard II*, que sous celui d'*Edouard III*.

On voit, page 84, un Ordre du Roi pour reprendre en sa main le Comté de *Coronouaille*, à cause du risque qu'il y avoit à le laisser entre les mains de la Reine. Le 8 de Septembre 1324.

Ordre du Roi
touchant le Comté
de Coronouaille.

Une Lettre d'*Edouard* au Pape, page 140, est considérable, en ce qu'elle fait voir, que la première proposition d'envoyer *Isabelle* en France, vint de la part de la France: que ce furent des gens considérables du Conseil du Roi *Charles* qui s'en ouvrirent les premiers aux Nonces du Pape, & que ceux-ci proposèrent cet expédient aux Ambassadeurs Anglois; sur quoi l'Evêque d'*Excester* fut dépêché en Angleterre pour en faire la proposition. Du 8 Mars 1325.

Lettre d'Edouard
au Pape concernant
l'envoi de la Reine en France.

Le Traité fait par *Isabelle* avec le Roi son Frere, se trouve tout entier, page 161. Traité si désavantageux au Roi d'Angleterre, qu'il falloit que les *Spensers* qui le gouvernoient, craignissent bien la Guerre, puis qu'ils lui conseillèrent de le ratifier. En effet, non-seulement il s'engageoit à livrer toute la Guyenne au Roi de France, & à ne prendre d'autre sûreté pour la restitution, que la parole de *Charles*, sûreté dont *Edouard* son Pere s'étoit très mal trouvé à l'égard de *Philippe le Bel*; mais encore, il consentoit que *Charles* retînt l'Ageinois, sur lequel *Edouard* ne se réservoit que la liberté de faire discuter son Droit à la Cour des Pairs; & enfin, en cas qu'il vînt ensuite à gagner son Procès dans cette Cour. il s'engageoit à payer une certaine somme pour les frais de la Guerre. Par-là on voit qu'*Isabelle* n'avoit pas bien ménagé les intérêts de son Epoux. Ce Traité est du 31 Mai 1325.

Le Traité fait
avec le Roi de France.

Le complot formé par la Reine *Isabelle* contre son Mari, a été, si je l'ose dire, mal expliqué par les Historiens. On se trouve tout surpris de voir cette Reine, qui n'avoit pas fait une grande figure en Angleterre jusqu'à son Voyage en France, revenir un an après à la tête d'une Armée, & détrôner le Roi son Epoux, sans qu'on ait rien vu auparavant touchant son intrigue. *Mexeraï* se contente de dire, que *Charles* son Frere lui promit du secours contre les *Spensers*; mais qu'ensuite, sur ce qu'il apprit de sa conduite avec *Mortimer*, il la chassa de ses Etats, & défendit à ses sujets de l'assister; que cette Reine désolée se refugia dans le Haynaut, où *Jean*, Frere du Comte de ce nom, la fit recevoir, se déclara son Chevalier, & assembla 300 Chevaliers pour la conduire en Angleterre. Ce Recueil donne un peu plus de lumieres sur ce sujet; & fait voir, si je ne me trompe, que ce complot étoit formé avant que la Reine allât en France, & se continua pendant tout le tems qu'elle fut à Paris.

Complot de la
Reine contre son
Epoux.

Je ne répéterai point ici ce que j'ai dit touchant la vraisemblance
Tome III. l i i

434 EXTRAIT DU IV. TOME DE RYMER.

Autre erreur
historique corri-
gée.

qu'il y a, que la correspondance avec *Mortimer* avoit commencé dès l'an 1323, ou plutôt que sa protection sauva la vie à cet homme; ce qui attira à la Reine les chagrins que lui donnerent les *Spensers*. Cela supposé, on peut conclure, que ce fut elle qui se fit demander par le Roi son Frere; puisqu'il paroît que ce fut de lui qu'en vint la première proposition, comme on l'a vu ci-dessus. Il n'y a pas moins d'apparence que ce fut elle qui fit proposer l'expédient de la cession de la Guyenne & du Ponthieu à son Fils; car l'usage qu'elle en fit fait voir qu'elle y avoit grand intérêt: au-lieu qu'on ne sauroit imaginer quel avantage le Roi de France auroit pu trouver dans ce changement, si ce n'avoit été pour favoriser sa Sœur. Les Historiens François ont prétendu, que *Charles* n'eut aucune part au complot formé par sa Sœur, & qu'il la chassa même de ses Etats; mais ce Recueil fait voir assez clairement, ce me semble, qu'il entroit bien avant dans cette menée: car outre ce que *Mexeraï* ne fait pas difficulté d'avouer, qu'il avoit promis un secours d'hommes & d'argent à sa Sœur; le desir qu'il témoigna de la voir, & la facilité qu'il apporta dans le changement qu'il fit à l'égard de l'hommage, de la personne d'*Edouard* le Pere, en celle du Fils, ne pouvoit avoir d'autre cause que le desir de la servir; car autrement il lui auroit été plus honorable de recevoir l'hommage du Roi d'Angleterre, que de son Fils. Il apporta si peu d'obstacles à ce changement, que la Négociation s'en fit dans moins de quinze jours; car les Actes de ce Volume font voir que le 21 d'Août 1325, *Edouard* croyoit encore d'aller lui-même rendre l'hommage; mais que le 24 il écrivit au Roi de France, pour s'en excuser, sous prétexte d'une maladie (page 169); que le 2 de Septembre il ceda le Comté de Ponthieu à son Fils (page 165); que les Lettres-Patentes du Roi *Charles*, par lesquelles il consent à ce changement, sont du 4 de ce même mois; que le 10, *Edouard* fit une cession de la Guyenne, selon le modele qui avoit été envoyé de France (page 165); & que le 12, *Edouard* le Fils s'embarqua pour aller en France. Si l'on ajoute à cela, que le Roi de France garda sa Sœur auprès de lui près d'un an, après avoir reçu l'hommage du jeune Prince, malgré toutes les sollicitations d'*Edouard*, qui le pressa plusieurs fois de la lui renvoyer; que cette Princesse étoit encore en France le 4 de Septembre 1326, comme il paroît d'une Lettre d'*Edouard* aux habitans de Bayonne (page 226), & qu'elle prit terre dans la Province de Suffolk le 22; on trouvera que toutes les affaires étoient prêtes avant qu'elle quittât la Cour du Roi son Frere; & par conséquent, qu'elle ne fut chassée, comme on le prétend, que quand il étoit tems qu'elle commençât d'agir.

Lettre d'*Edouard*
au Roi de France
au Sujet de sa
Femme & de

On trouve, page 180, une réponse d'*Edouard* à *Charles le Bel*, qui lui avoit fait savoir que la Reine ne pouvoit retourner en Angleterre à cause de la haine que *Spenser* le Fils lui portoit. *Edouard* justifie

Spenser dans cette réponse, & assure qu'il n'avoit jamais manqué au respect qu'il devoit à la Reine, & que s'il l'avoit fait, il en auroit été châtié. Car par Dieu, disoit-il, n'y a *Hugh*, n'autre vivant en nostre poair, que mal le voulsist, & nous le puissions sentir, que nous ne lui chassierians, en manere que les autres prenderoient ensemble ; & ce est & a esté, & touz jours sera nostre ensiere volomé, & assez ent avons le poair, le Dieu mercy. Il ajoutoit, qu'il ne pouvoit comprendre que sa Femme se plaignit de *Spenser*, après les caresses qu'elle lui fit lorsqu'il prit congé d'elle, & les Lettres pleines d'affection qu'elle lui avoit écrites depuis son départ. Du 1 de Décembre 1325.

Il écrivit le même jour à sa Femme, pour la presser de revenir. Il lui disoit que l'Evêque d'Exceter l'avoit assuré, qu'en sa présence, le Roi son Frere avoit protesté qu'il ne la retiendroit pas contre la teneur de son Sauf-conduit. Cette Lettre commence par ce mot, *Dame*. Je ne fai si c'étoit le stile ordinaire, ou s'il lui donnoit un Titre si sec, à cause des sujets de plainte qu'il avoit contre elle.

Voici la Lettre qu'il écrivit le jour suivant à son Fils, laquelle, à cause de sa brieveté, & pour donner une idée du langage François de ce tems-là, je mettrai ici toute entiere.

Très cher Fintz, toi soyez vous jœfve, & de tendre âge, remembrez bien ceo que nous vous chargeasmes & comandasmes à vestre departir de nous à Dovre, & de ceo que vous nous respondistes lors, dont nous vous savions molt bon gré, & ne trespassez ne contrevenez en nul poynt, ceo que nous vous chargeasmes adonques, pur nully. Et puisq'il est ensi, que vestre hommage est rescen, esployez vous devers nostre très cher frere le Roy de Fraunce, vostre uncle, & parnez conge de luy & venez par devers nous, en la compagnie nostre très chere compaigne la Reine vostre mere, si elle veigne tantost. Et si elle ne veigne, venez vous ove toute haste, sans plus longue demore, car nous avons très grant desir de vous veer & parler ; & ceo ne laisset en nulle manere, ne pur mere, ne pur autri, sur nostre beneizon.

Page 182.

La plupart des Historiens, même des Anglois, ont assuré qu'*Edouard*, irrité de la désobéissance de sa Femme & de son Fils (1), les avoit tous deux bannis du Royaume par une Proclamation : mais cela s'est dit sans autre fondement, que le bruit qui en avoit été répandu en France. Cela paroît par une Lettre qu'*Edouard* écrivit au Pape sur ce sujet, dans laquelle il se plaignoit de ceux qui faisoient courir ces faux bruits, & l'assuroit qu'une telle pensée ne lui étoit jamais venue dans l'esprit ; puisque bien loin de mettre obstacle à leur retour, il faisoit tous les efforts possibles pour les faire revenir auprès de lui. *Et idem filius noster*, disoit-il, *erga nos non deliquit, nec permittit atatis teneriudo ut sibi offensa*

1 Lettre à sa Femme, & à son Fils p. 181.

Erreur de la plupart des Historiens rectifiée par une Lettre du Roi au Pape, touchant sa Femme & son Fils.

(1) On trouve les particularités de cette Affaire dans l'*Histoire Complete d'Angleterre*. WHAT.

436 EXTRAIT DU IV. TOME DE RYMER.

aliqua possit aut debeat imputari. Propter quod inhumanum foret, nec secundum permitteret naturale, tanta crudelitatis seviriā contra eos exercere. Du 15 d'Avril 1326, page 200.

Proclamation
contre Mortimer,
&c.

Edouard n'eut pas plutôt appris la nouvelle du débarquement de la Reine, qu'il publia une Proclamation, pour ordonner de courir sus à ceux qui envahissoient le Royaume; mais il en exceptoit la Reine, son Fils, & le Comte de *Kent* son Frere. Il mettoit aussi la tête de *Mortimer* à prix, & promettoit à celui qui la lui apporteroit, le pardon de tous ses crimes & trois (1) livres sterling de recompense. C'étoit bien peu de chose pour un si notable service, ce qui me fait conjecturer qu'il pourroit bien y avoir là quelque faute. Page 232.

Manifeste con-
tre les *Spencers*.

On trouve encore le Manifeste de la Reine, d'*Edouard* le Fils, & du Comte de *Kent*, contre les *Spencers*, page 236, dans le stile ordinaire de ces sortes de Pieces, où l'on prend à tâche de faire voir qu'on n'a que le Bien-public en vue.

Régence confiée
à *Edouard* le Fils.

Page 237, on voit un Mémoire touchant la nomination faite à Bristol, d'*Edouard* le Fils pour Gardien ou Régent du Royaume; & un autre touchant l'envoi de l'Evêque de *Hereford*, pour demander au Roi le Grand-Sceau. Voici ce que porte ce Mémoire. *Et idem Dominus Rex habitā inde aliquāli deliberatione penes se, respondebat, quod placuit sibi mittere dictum magnum Sigillum suum, prefatis Consortii sua & Filio; & quod iidem Consorts & Filius dictum Sigillum, sub privato sigillo suo tunc clausum, aperiri facerent, & non solum ea qua pro jure & pace essent facienda, sed etiam qua gratia forent, sub dicto Sigillo, fieri facerent.*

On se servit de ce Grand-Sceau pour faire payer quelques dettes de la Reine; pour faire rendre les Biens du Comte de *Richemont*, que le Roi avoit fait saisir, parce que ce Comte avoit eu part au Traité fait à Paris; & enfin pour convoquer, au nom du Roi, un Parlement qui devoit le déposer. Page 239, & suiv.

Ce sont là les Pieces les plus remarquables du commencement de ce IV. Tome, qui regardent les Affaires domestiques d'Angleterre.

II.

AFFAIRES D'ECOSSE.

Lettre du Pape
à *Edouard* au su-
jet de *Robt. Bruce*.

Pendant les quatre dernieres années du Regne d'*Edouard II*, on ne trouve rien de considerable dans ce Recueil par rapport à l'Ecosse, qu'une Lettre de *Jean XXII* à ce Prince, par laquelle il l'informoit des raisons qu'il avoit eues de donner à *Robert Bruce* le Titre de

(1) Mr. *Daniel* écrivant la Vie de ce Roi, dans son Histoire susdite, fait monter la somme à 1000 livres sterling. WHAT.

Roi d'Ecosse qu'il lui avoit refusé jusqu'alors ; ce qui , disoit-il , ne pouvoit porter aucun préjudice aux Droits d'*Edouard*. Page 28. Janvier 1323.

On peut inferer de-là , que l'Excommunication contre la personne de *Robert* étoit levée : mais il n'en étoit pas de même de l'Interdit du Royaume d'Ecosse ; car il subsista jusqu'à la Paix qui fut faite au commencement du Regne d'*Edouard III*.

III.

AFFAIRES ECCLESIASTIQUES.

LA Collation des Evêchés fournissoit de tems en tems de nouveaux sujets de differend entre le Pape & le Roi , & par conséquent de nouvelles mortifications pour le dernier. Il en reçut une très grande à l'occasion de l'Evêché de *Winchester* , laquelle j'expliquerai en deux mots , parce qu'elle fait une des matieres principales des Actes de ces quatre années. *Edouard* avoit pour Ambassadeur auprès du Pape, *Rigand* Evêque de *Winchester* , & *Jean de Strasford* Archidiacre de *Lincoln*. Le premier étant mort à Avignon, *Jean XXII*, selon la pratique déjà établie , devant disposer de cet Evêché , & le Roi reconnoissant ce Droit auquel il s'étoit auparavant en-vain opposé ; il donna promptement ordre à *Strasford* de demander cet Evêché pour *Robert Baldock*, qui fut ensuite Chancelier. *Strasford* fit si bien , qu'il se le fit donner à lui-même : ce qui mit *Edouard* dans une grande colere contre son Ambassadeur , qu'il traita de prévaricateur. Il écrivit diverses Lettres au Pape pour faire revoquer cette nomination , mais ce fut en-vain ; *Jean* soutint toujours ce qu'il avoit fait , & renvoyale nouvel Evêque avec une Lettre de recommandation , dans laquelle il assuroit *Edouard* , que *Strasford* avoit fait tout son possible pour obtenir de lui que *Baldock* fût promu à cet Evêché ; mais que le merite extraordinaire de *Strasford* l'avoit déterminé à l'en gratifier lui-même , en quoi il avoit cru faire plaisir au Roi. Dès que cet Evêque fut de retour , *Edouard* voulut lui faire son procès sur diverses accusations , qui regardoient les autres chefs de son Ambassade : mais il ne put venir à bout de le faire condamner , & cette affaire se termina de la même maniere , que celles de cette nature finissoient ordinairement ; c'est-à-dire , que le nouvel Evêque fut approuvé par le Roi , après avoir renoncé à l'Article de la Bulle du Pape qui lui ajugeoit le Temporel.

Démêlé entre le Roi & le Pape sur l'Evêque de Winchester.

Edouard entreprit une autre affaire qui ne lui reussit pas mieux : il voulut faire déposer , par l'autorité de l'Archevêque de *Dublin* , les Evêques de *Lincoln* , de *Bath & Wells* , de *Hereford* , & de *Condom* en Guyenne , ou du moins les faire transférer hors de ses Etats. C'est le sujet d'un

REGNE D'EDOUARD III.

LEs Pièces de ce Recueil qui regardent le Regne d'*Edouard III*, remplissent presque tout le Tome IV, le V, le VI, & une partie du VII. Si l'on vouloit donner un Extrait exact de chacun de ces Volumes, on s'engageroit dans une longueur extraordinaire. On se bornera donc aux Actes les plus importans qui peuvent donner quelques éclaircissémens sur ce Regne, l'un des plus considérables de l'Histoire d'Angleterre (1).

EDOUARD III.

comme la Chape d'un Prêtre, excepté qu'il étoit fermé en devant. Dans la suite, le *Pallium* devint une manière d'Etole qui pendoit devant & derrière, avec quatre Croix d'écarlate, l'une sur la poitrine, l'autre sur le dos, & une à chaque épaule. Les Papes la donnerent premièrement aux Primats & aux Vicaires Apostoliques seulement; mais non à aucun Prélat de l'Occident, avant le VI^e Siècle. Dans le VIII^e, les Papes l'accorderent à tous les Métropolitains ou Abbés; & ensuite à plusieurs Evêques de marque, qui recevoient le *Pallium* à la Consécration, avant quoi ils ne pouvoient faire aucune fonction Episcopale. Ils s'en servoient à l'Autel seulement à la célébration des grandes Messes, le mettant autour du col sur leurs autres Habits Pontificaux. Le Docteur *Howel* dit que le *Pallium* est fait, de laine d'Agneau, & sans aucune teinture, filée par des Religieuses d'un Ordre particulier. Il est orné de Croix noires, & a deux queues pendantes devant & derrière. A certains jours, on le jette dans le Tombeau de *S. Pierre*. Nous lisons qu'on le met sur le Corps des Patriarches & des Archevêques, lorsqu'on les enterre.

Les Prélats de l'Eglise Romaine donnent une grande somme pour le *Pallium*, & le Docteur *Howel* nous apprend que lorsque le Docteur *Gray* fut nommé Archevêque d'*York* sous le Regne du Roi *Jean*, il en donna mille livres sterling. Selon le Règlement superstitieux de l'Eglise de Rome, le *Pallium* doit être tissu de la laine de deux Agneaux que l'on offre au grand Autel le jour de *Ste Agnès*, & après qu'on les a bénis, on les donne à garder au Sousdiacre de la même Eglise, qui les fait paître dans un lieu destiné à cela. Il faut remarquer, que le Corps entier de ce vêtement n'est point d'un tissu de laine, mais seulement la lisière qui tombe devant & derrière, & entoure le col. *Claude Vilette*, Chanoine de *St. Marcel*, décrit tout cela au long, dans son Livre intitulé: *Raisons de l'Office & des Cérémonies de l'Eglise Romaine*. WHAT.

(1) Le Docteur *Nicholson*, ci-devant Evêque de *Carlisle*, & à présent de *London*, parlant d'*Edouard III*, l'appelle le plus grand Homme de l'Europe, de son tems, & la gloire du Trône d'Angleterre. Mr. *Josué Barnes*, qui a fait la meilleure relation de ce Regne qu'on puisse consulter, au sentiment du savant Prélat si bien instruit dans l'Antiquité, nous a donné dans sa Préface ce Portrait-ci d'*Edouard III*.

Le principal sujet de mon Ouvrage, est la gloire de ma Patrie; c'est la Vie & les Actions d'un des plus grands Rois qui aient peut-être jamais été au monde. . . On a remarqué de tout tems, que les Sujets ordinairement se conforment aux mœurs du Prince. Ici je puis dire, que si jamais un Monarque illustre & belliqueux a été le Souverain d'un homme qui lui ressemblât, nous trouverons que c'est le Prince dont je parle. Il y a eu de son tems plusieurs Grands-Hommes, plusieurs Capitaines célèbres, hardis dans leurs entreprises, sages dans leur conduite, & heureux dans le succès:

III, & lui choisit douze Tuteurs, ou Gouverneurs, dont *Henri de Lancastre* devoit être le Chef. Cette nomination fut entièrement inutile. La Reine, qui avoit la force en main, s'empara du Gouvernement, & ne laissa aucune autorité aux Tuteurs nommés par le Parlement. Ce fut *Roger Mortimer* qui gouverna sous elle, avec un pouvoir absolu. Le Parlement, bien loin de le trouver mauvais, seconda de tout son pouvoir les desseins de la Reine & de son Ministre; desseins qui n'avoient pour but, que de décrier le Gouvernement passé. Les Bannis furent rappelés: la conduite du dernier Comte de *Lancastre* fut approuvée, & le jugement rendu contre lui fut cassé, comme contraire aux Loix du Royaume. Les Evêques de *Winchester*, de *Norwich*, de *Lincoln*, & de *Hereford* furent rétablis dans la jouissance de leur Temporel, & eurent la principale administration des Affaires, sous la direction de la Reine & de *Mortimer*. Toutes les Sentences rendues contre les Adhérens du Comte de *Lancastre*, furent annulées, dans la supposition qu'elles avoient été extorquées par le crédit des *Spensers*. C'est-là la principale matiere des premiers Actes de ce Volume, qui contiennent les Requêtes présentées au Parlement par ceux qui avoient été disgraciés sous le dernier Regne. *Isabelle* se fit allouer un Douaire, qui emportoit les deux tiers des Revenus de la Couronne, & paya du Trésor public les dettes qu'elle avoit contractées en France. Outre cela, elle fit assigner à *Jean de Haynaut*, qui l'avoit accompagnée en Angleterre, une Pension annuelle de mille Marcs. C'est ce qu'on trouve de principal, depuis la page 249, jusqu'à la page 262.

jeune Roi laissés
sans autorité.
La Reine &
Mortimer gou-
vernaient tout.

Douaire de la
Reine.

Toutes les démarches de la Reine, de *Mortimer*, & du Parlement, ne tendoient qu'à décrier la conduite du dernier Roi; afin de justifier par-là celle qu'on avoit tenue à son égard. Lorsqu'*Isabelle* avoit entrepris son Expédition contre le Roi son Epoux, elle s'étoit principalement fondée sur l'appui des partisans du dernier Comte de *Lancastre*, décollé à Pontefract. Ce furent eux proprement qui déposèrent *Edouard II*, & qui mirent son Fils sur le Trône. Il étoit donc nécessaire, pour donner quelque couleur à la rigueur excessive dont on avoit usé envers le dernier Roi, non-seulement de justifier la conduite de ce Comte, mais encore de relever son mérite pour le mettre en opposition avec la prétendue injustice d'*Edouard II*. La conjoncture se trouvant très favorable, puisque le Peuple prévenu alloit révéler le Portrait de ce Seigneur dans l'Eglise de S. Paul, ainsi que je l'ai remarqué dans l'Extrait précédent; on ne la laissa pas échaper. On trouva donc à propos d'écrire au Pape, au nom du Roi, pour lui demander la Canonisation du Comte *Thomas de Lancastre*; & voici une partie des expressions dont on se servit dans cette Lettre:

Quâdam floruit prerogativa constantia singularis. Nam statuis & ordinationibus Regni Angliæ, secundum Deum, pro utilitate Reipublicæ & li-
Tome III.

Raisons en fa-
veur de la Ca-
nonisation du

K K K

celle, qui prioit sans cesse son Fils d'épargner le *gentil Mortimer*. Cela ne se put faire sans qu'il en coûtât la vie à deux Chevaliers de la Garde, qui voulurent faire quelque résistance. Ce coup étant fait, le Comte fut tiré du Château, par le même chemin par où le Roi étoit entré, qui fut appelé depuis le *Tron de Mortimer* (1), & conduit à la Tour de Londres. Dès le lendemain *Edouard* congédia le Parlement, & en convoqua un autre à Westminster. Ce nouveau Parlement s'étant assemblé, le Roi s'y plaignit de la mauvaise Administration de la Reine, & déclara qu'il vouloit prendre désormais les rêmes du Gouvernement, nonobstant sa Minorité. Ensuite il fit faire le Procès au Comte de *la Marche*, qui sans être ouï dans ses défenses (2), & sur la simple notoriété publique, fut condamné à souffrir le supplice des Traîtres, ce qui fut exécuté au Gibet public de *Tyburn* (3). La Reine *Isabelle* fut dépouillée de ses Biens & de son Autorité, & confinée dans le Château de *Rising* (4). *Mezerai*, & ceux qui l'ont suivi, se sont trompés quand ils ont dit que ce Prince avança les jours de sa Mere dans ce Château, puisqu'il est certain qu'elle y vécut encore 28 ans.

Condamné à mort & pendu.

La Reine Isabelle confinée dans un Château. Erreur de Mezerai & de quelques autres Historiens.

Sur les événemens qui viennent d'être rapportés en abrégé, on trouve dans ce Recueil un grand nombre d'Actes, dont les plus importants sont :

Une Proclamation, contenant les motifs qui avoient porté le Roi à faire arrêter le Comte de *la Marche*. Il disoit dans cette Proclamation, qu'ayant été informé, que ceux qui jusqu'alors avoient eu en main le Gouvernement de l'Etat, s'étoient mal acquittés de leur devoir ; il étoit résolu de gouverner lui-même, par les conseils des Grands du Royaume. Du 20 Octobre. 1330. Page 452.

Proclamation d'Edouard contre Mortimer.

Une autre Proclamation, pour inviter les Sujets à porter leurs plaintes au Parlement. Le Roi se plaignoit beaucoup de la précédente Assemblée, & disoit que les Membres ayant été corrompus, refusoient d'écouter les Griets du Peuple. Il prenoit occasion de-là, d'exhorter les Sherifs à faire élire dans les Provinces, des Députés affectionnés au bien de la Patrie. page 453.

Proclamation pour un nouveau Parlement.

(1) Notre Historien cite l'*Histoire des Guerres des Barons*, par *Drayton*, pour montrer que ce Passage merveilleux fut taillé & creusé par un des Rois Saxons, pour une plus grande sûreté en cas de Siege ; & cela au tems des Invasions des *Danois*. Il semble que la Reine, ni *Mortimer*, ni aucune personne de leur suite, ne connoissoient ce Passage, dont les Curieux trouveront une description détaillée dans l'*Histoire de Barnes*, pag. 48. WHAT.

(2) Mr. *Barnes* remarque, qu'à cet égard *Mortimer* reçut le même traitement qu'il avoit fait aux deux *Spensers*, & au Comte de *Kent* Oncle du Roi. WHAT.

(3) La plupart des Historiens Anglois disent que l'exécution de *Mortimer* se fit le 29 de Novembre 1330. Mais Mr. *Barnes* prouve que ce fut le 26 ; & qu'il fut enseveli le 29, après avoir demeuré à la Potence deux jours & deux nuits, par ordre exprès du Roi. WHAT.

(4) Mr. *Barnes* cite *Holingshead* pour montrer que *Rising* étoit un Château près de Londres. WHAT.



ACTES DETACHEZ.

Concernant les Affaires Domestiques.

On trouve, page 361, une confirmation d'une Chartre en faveur des Marchands étrangers négocians en Angleterre. Cette Chartre, qui est ici toute entière, est du mois d'Août 1328. Elle fut encore confirmée en 1332, & en 1333, page 516, & 574.

Chartres en fa-
veur des Mar-
chands étrangers.

Deux Lettres du Roi touchant le Mariage de *Jean d'Eltham* son Frere, avec *Marie de Biscaye*. Page 334. Voici la plus courte de ces Lettres, par où on pourra se former une idée du langage & de la maniere d'écrire de ce tems-là.

Lettres du Roi
touchant le Ma-
riage du Prince
Jean son Frere.

*Le Roi, à notre très chere & très ame MARIE Dame de Biscaye,
salutz bonne affection.*

Pour ces que parlaunce a esté faite par devers nous, de mariage faire entre nostre très ame frere Joham de Eltham, & la fille de vostre fruz, que Dieu assoille : Et nous serions bien de l'assent que le mariage se preigne issint, que ces fust à la plaissauce de vous, & de nostre cher Cosyn ly Roys d'Espaigne, nous entendons que ces pourroit estre à honneur & profit de vous, & de nous, & assurance de nos amis celles parties; vous prions & requirons affectueusement, que vous voillez au dit mariage bonnement assentir, & nous certifier de ce que vous voudriez estre fait, plus en hast que vous pourriez. Donné à Nicole (1), le 28 jour de Mars 1328.

Parmi les Actes de 1329, il y a un Ordre d'amener au Roi, de gré, ou de force, deux hommes qui se vantoient de savoir faire de l'Argent. Il paroît même que le Roi avoit dessein de les faire travailler pour lui.

Ordre d'arrêter
deux Alchymistes.

Une Pension accordée à *Thomas Priour*, pour la nouvelle portée au Roi de la naissance d'*Edouard* son Fils aîné. Octobre 1331. Page 497.

Pension accor-
dée à Thomas
Priour.

Contrat de Mariage d'*Alienor* (2) Sœur du Roi, avec *Renald Comte de Gueldre*. Octobre 1332. Page 512.

Contrat de Ma-
riage de la Sœur
du Roi.

(1) Lincoln. RAP. TH.

(2) Cette *Eleonor* étoit Sœur cadette du Roi *Edouard* : elle avoit quatorze ans quand elle fut mariée. Et ce *Reynold* ou *Reginald*, Comte de *Gueldre*, étoit grand armateur du Roi *Edouard*, & de la Nation Angloise. La Dot de cette Princesse étoit de 15000 livres sterling, dans ce tems-là que les Dots des Filles de France n'excedoient pas 6000 écus en argent comptant. Cette Dame, seconde Femme du Comte dont nous venons de parler, lui donna deux Enfans, *Renald* ou *Reginald* & *Edouard*, qui furent Ducs successivement après la mort de leur Pere; car lorsqu'*Edouard III* fut fait Vicaire du S. Empire, il créa ce Comte *Reginald* Duc de *Gueldre*; depuis lequel tems ce Comté est devenu Duché. *Barnes*, Histoire d'*Edouard III*. WHAT.

cerent sur les frontieres avec une Armée de 25000 hommes, presque toute Cavalerie, & firent quelques ravages sur les Terres que les Anglois possédoient encore en Ecoffe. Cette irruption engagea les Anglois à lever une Armée de 60000 hommes, y compris 500 Hommes-d'armes, que *Jean de Haynaut* amena de son Pais au secours d'*Edouard*. Comme le Roi étoit sur le point de partir d'Yorck, où il avoit assemblé ses Troupes, il survint entre les Hennuyers & les Archers de la Province de Lincoln, une querelle, dans laquelle il y eut beaucoup de sang de répandu de part & d'autre (2). Il fallut du tems pour appaiser cette querelle; & cependant les Ecoffois passerent la Thyne entre Carlisle & Newcastle, & ravagerent les Provinces Septentrionales d'Angleterre.

Querelle dans
l'Armée Angloise.

On trouve, page 287, un Ordre d'*Edouard*, pour lever des Troupes, intitulé, *De Arraiaione faciendâ*. Ce mot barbare est formé du vieux mot François *arrayer*, qui signifie orner, préparer, ou mettre en ordre, en Latin *instruere*. Les Anglois ont approprié ce mot aux Troupes qu'on prépare pour la Guerre. Ils appellent, *a Commission of Array*, une Commission pour lever des Soldats; & ceux qui en sont chargés sont nommés *Arrayeurs*, comme on le voit, page 296.

Ordre d'Edouard
pour lever des
Troupes.

L'émeute étant apaisée, *Edouard* marcha vers Durham pour chercher les Ecoffois; mais il fut longtems sans pouvoir apprendre de leurs nouvelles. Cette incertitude lui donna beaucoup de chagrin, il promit une Pension de cent livres sterling, & le Titre de Chevalier, à quiconque le meneroit en présence des Ennemis. Cette promesse fit son effet. Il apprit peu de jours après, qu'ils n'étoient campés qu'à deux lieues de lui, vis-à-vis du Parc de Stanhope, de l'autre côté de la Riviere de Were. Il y courut incontinent, à dessein de les combat-

Il promet une
récompense à ce-
lui qui le mene-
roit en présence
des Ennemis.

sang, & y fit ce qu'il avoit déjà fait sous le Regne de son Pere à la Bataille de *Bannockbourn*. Voyez l'Histoire de *Barnes*. WHAT.

(1) Cette querelle est décrite en détail par Mr. *Barnes*. Il rapporte, que *Jean de Haynaut* & ses Etrangers Auxiliaires étoient fort favorisés par le jeune Roi & par sa Mere, à cause qu'ils venoient de se déclarer pour leur défense contre les *Spensers*, dans le tems même que le Roi de France Frere de la Reine avoit abandonné la cause de sa Sœur. Il arriva que le Roi & la Reine-Mere donnerent une Fête splendide pour faire honneur à ces Etrangers; mais leurs Domestiques poussèrent si fort à bout les Anglois par leur insolence, que près de trois-mille Archers Anglois s'étant assemblés, tuerent un grand nombre de *Hennuyers*, & forcerent le reste, avec la plupart de leurs Chevaliers & Commandans, de s'enfuir à leurs logis dans les Fauxbourgs d'*York*, où ils se fortifierent du mieux qu'ils purent. Mr. *Barnes* dit que dans ce tumulte, une partie de la Ville fut brulée; que quatre-vingts Archers, la plupart de la Province de *Lincoln*, furent tués ce même jour, qui étoit le Dimanche de la Trinité; & que dans la nuit, les Etrangers se leverent secrètement, & tuerent environ trois-cens Archers des Comtés de *Lincoln* & de *Northampton*; ce qui obligea 6000 Archers de se joindre ensemble, & de protester qu'ils en tiroient une vengeance terrible; mais le Roi, pour mettre ces Etrangers à couvert de leur fureur, mit auprès d'eux une bonne Garde, & tira les Archers de leurs anciens quartiers. Son Autorité, & les soins charitables que se donnerent les Grands pour ces Etrangers, appaierent la colere des Archers avec le tems. WHAT.

vaïse Administration de ceux qui gouvernoient en son nom. On voit dans ce Recueil, page 337, l'Acte authentique qu'*Edouard* délivra pour se défiliter de toutes ses prétentions sur l'Ecosse. Du 1 Mars 1328.

*Edouard se dé-
fiste de toutes ses
prétentions sur
l'Ecosse.*

Le Roi *Robert* mourut en 1329. On trouve, page 400, un Passeport d'*Edouard* pour *Jaques Douglas*, qui alloit porter le Cœur de ce Prince à Jerusalem (1). Du 27 Août 1329.

*Mort du Roi
Robert Brus.*

Peu de tems après, les affaires changerent de face. *Edouard* devint majeur, ou du moins prit les rênes du Gouvernement; & l'Ecosse se trouva sous une Minorité, par la mort de *Robert Brus*, qui avoit laissé son Fils en enfance. La chute de la Reine *Isabelle*: & le châtimement du Comte de *la Marche*, donnerent aux Anglois la liberté de se plaindre du Traité honteux qu'on avoit fait avec l'Ecosse. On n'eut pas beaucoup de peine à persuader au jeune Roi, qu'il n'étoit pas obligé d'observer un Traité si défavantageux à l'Angleterre, & fait pendant sa Minorité. Il prit donc la résolution de s'en relever; mais il attendit qu'il eût terminé quelques affaires pour l'exécution de son projet. Son intention n'étoit pas de rompre ouvertement avec l'Ecosse, puisque les Ecoïsois ne lui en donnoient aucun prétexte; il voulut aller à ses fins par une autre voye. Il prit donc la résolution d'exciter en Ecosse des Troubles qui lui fournissent l'occasion qu'il cherchoit. Pour cet effet, il fit venir en Angleterre *Edouard Baillol*, Fils de *Jean Baillol*, qu'*Edouard I* avoit mis sur le Trône d'Ecosse, & qu'il avoit ensuite déposé. Il y avoit déjà trente-deux ans, que la Famille de *Baillol* avoit renoncé à la Couronne. *Jean* étoit mort, & son Fils ne pensoit rien moins qu'à faire revivre ses Droits. Cependant, comme *Edouard* avoit besoin de lui, il lui fit beaucoup de caresses, & lui persuada que le Royaume d'Ecosse lui appartenoit. A ces persuasions, il ajouta une promesse positive de lui donner du secours pour le mettre en état de recouvrer ce Royaume. Comme on se flatte aisément dans ce qui est avantageux, *Baillol* crut qu'*Edouard* n'agissoit que par un excès de bonne volonté pour lui, & accepta ses offres sans balancer. Rien n'étoit pourtant plus éloigné de la pensée de ce Roi, son unique but étant de se servir de lui pour l'exécution de ses desseins. Il laissa donc *Baillol* croire tout ce qu'il voulut, & l'engagea dans cette entreprise, dont il espérait de tirer lui-même tout le profit.

*Conférence en-
tre le Roi Edou-
ard & Edouard
Baillol.*

Cette affaire étant ainsi disposée, *Edouard* prit soin de faire savoir secrètement à ses Sujets, qu'on lui feroit plaisir d'assister *Baillol*, dans le dessein qu'il avoit de recouvrer son Royaume. Il n'en fallut pas davantage pour engager diverses Personnes qui avoient de vieilles pré-

(1) Ce brave Comte, que le défunt Roi avoit conjuré à son lit de mort de porter son Cœur dans la Terre-Sainte, pour secourir les Chrétiens contre les Infidèles, fut tué allant à Jerusalem, dans une Bataille donnée contre les *Mores* en Etpagne, l'année 1330. Voyez *Buchanan*, sur sa mort & sur son caractère personnel. WHAT.

pour avoir un prétexte d'armer. Il assembla pour cet effet son Parlement, auquel il représenta la nécessité où il se trouvoit de mener une Armée en Irlande, pour mettre ordre aux affaires de cette Isle. Son dessein fut approuvé, & le Parlement lui accorda un Subside considérable. Il leva donc des Troupes, & les fit marcher vers la côte occidentale, comme pour les faire embarquer. Pendant qu'elles étoient en marche, il représenta au Parlement, que les Troubles survenus en Ecosse demandoient sa présence dans les parties Septentrionales, & qu'il n'étoit pas sûr de laisser les frontieres dégarnies, pendant que leurs voisins étoient en armes. Son voyage d'Irlande fut donc rompu, & ses Troupes destinées pour cette Isle, eurent ordre de s'avancer vers les frontieres d'Ecosse. *Edouard* commença dès-lors à se plaindre, que les Ecossois avoient rompu la Paix, & feignit d'avoir appris de bon lieu, qu'ils avoient dessein d'envahir l'Angleterre. Quoique ce fût une plainte très mal fondée, vû le triste état où les Ecossois se trouvoient alors ; ce fut pourtant sur ce prétexte qu'il leva de nouvelles Troupes, comme il paroît d'une Commission donnée pour cet effet le 7 Octobre 1332. Page 533.

Cependant le Roi *David*, après toutes ses pertes, s'étoit retiré en France avec sa Femme, laissant en Ecosse un Régent, qui tâchoit, autant qu'il lui étoit possible, de relever les affaires de son Maître qui étoient tombées dans un très fâcheux état. Ce Régent, voyant *Edouard* s'approcher des frontieres, voulut savoir quel étoit son dessein. *Edouard* amusa quelque tems ses Envoyés, en nommant des Commissaires pour traiter avec eux. Page 535. Du 23 Novembre 1332. Mais son intention n'étoit pas de rien conclure. Dans le même tems il faisoit avec *Baillol* un Traité, par lequel il le reconnoissoit pour Roi d'Ecosse ; & celui-ci lui cedioit la Ville de *Barwick* & son Territoire, & s'engageoit pour lui & pour ses Successeurs, de faire un hommage aux Rois d'Angleterre pour la Couronne d'Ecosse. Cet Acte est du 23 Novembre, c'est à dire, du même jour qu'*Edouard* nomma des Commissaires pour traiter avec le Régent. Page 537. On voit manifestement dans cet Acte, l'intelligence qu'il y avoit entre *Edouard* & *Baillol*. Ce dernier y déclaroit, qu'il avoit été couronné par la permission d'*Edouard*, & par le secours des *bonnes gens* d'Angleterre. Il ajoutoit dans l'Acte de Cession, qu'il avoit rendu au Roi d'Angleterre cet hommage-lige pour toute l'Ecosse & les Isles qui en dépendent, & qu'il lui avoit prêté serment de fidélité comme son Vassal. Dans un autre Acte du même jour, page 539, *Baillol* s'engageoit à secourir *Edouard* de toutes ses forces, toutes les fois qu'il en seroit requis ; & reconnoissoit ouvertement, que c'étoit par son secours qu'il avoit été couronné. Il faut remarquer que ces Actes sont du 23 Novembre, c'est à dire, trois mois après l'entrée de *Baillol* en Ecosse. Qui pourra donc se persuader, qu'en si peu de tems, & immédiatement après

Le Roi David
se retire en France.

Edouard nomme des Commissaires pour traiter avec les Envoyés d'Ecosse.

Il fait dans le même tems un Traité avec *Baillol*, par lequel celui-ci s'engage à lui faire hommage pour la Couronne d'Ecosse.

lation fut-elle signée, qu'*Edouard* apprit que les Ennemis étoient près. Il alla les attendre sur la hauteur de *Halidown*, où il remporta une des plus mémorables Victoires que les Anglois aient jamais remportées sur l'Ecosse. On voit ici, pages 568 & 571, des Ordres pour rendre grâces à Dieu pour le gain de cette Bataille, qui fut donnée, si je ne me trompe, le 18 de Juillet 1333 (1).

Victoire remportée à Halidown. Ordres du Roi d'en rendre grâces à Dieu.

Barwick se rendit ensuite; & les Ecoissois abattus par tant de pertes, laissèrent *Edouard* & *Baillol* jouir de leurs avantages. Quelques-uns pourtant persistant dans leur fidélité pour le Roi *David*, se tinrent à couvert dans les marais & sur les montagnes, prêts à profiter des occasions qui pourroient se présenter.

Au mois de Février 1334, *Baillol* tint son premier Parlement à *Edimbourg*, & non pas à *Perth*, comme les Historiens l'assurent (2). On voit ici, page 590 & suivantes, les Actes de ce premier Parlement. L'hommage rendu par *Baillol* y fut approuvé, la Souveraineté de l'Angleterre sur l'Ecosse rétablie, & la cession de *Barwick* confirmée. On y cassa de plus tous les Actes passés sous le Regne de *Robert Brus*, comme ayant été faits par une Autorité illégitime.

Erreur des Historiens sur le premier Parlement tenu par Baillol.

Le 12 suivant, *Baillol* n'étant pas content de tout ce qu'il avoit fait en faveur d'*Edouard*, voulut lui donner un nouveau témoignage de sa reconnoissance, par le don pur & simple qu'il lui fit d'*Edimbourg*, *Roxborough*, *Jedworth*, *Selkirk*, & de quelques autres Terres & Châteaux à la bienfaisance de l'Angleterre. Page 614. *Edouard* se mit en possession de toutes ces Places, comme on le voit, pages 616 & 617.

Dons faits par Baillol à Edouard.

Edouard en prend possession.

Les Ecoissois, qui se virent ainsi trahis par leur nouveau Roi, commencèrent à prendre de nouvelles mesures, & résolurent plutôt de périr que de se voir plus longtems soumis au Roi d'Angleterre. Ils s'aperçurent aisément que c'étoit moins *Baillol* qu'*Edouard*, qui étoit le véritable Roi d'Ecosse; le premier n'étant qu'un instrument dont le Roi d'Angleterre se servoit pour parvenir à ses fins. Ils assemblèrent donc secrètement quelques Troupes & allèrent surprendre *Baillol*, qui ne se doutoit de rien. Dans cette attaque imprévue ils le défirent entièrement, & l'obligèrent à se sauver sur un cheval sans selle à Carlisle, d'où il fit savoir son désastre à son Protecteur.

Baillol défait par surprise.

Edouard étoit trop engagé, pour laisser son ouvrage imparfait. Il marcha donc en Ecosse & ravagea diverses Provinces; après quoi il retourna dans ses Etats. Les Ecoissois se rassemblèrent pendant l'Hiver, pour s'opposer à la nouvelle invasion qu'il méditoit: mais une Trêve que le Roi de France leur procura jusqu'à la fin de Juin, leur donna quelque relâche. Dès qu'elle fut expirée, *Edouard* ravagea l'E-

Edouard en tire vengeance en ravageant l'Ecosse.

Après une coup-

(1) Selon *Henri Knighton* & *Josué Barnes*, la Bataille se donna le 19. WHAT.
(2) *Walsingham* & *Barnes*, ont tous deux commis cette erreur, & leur autorité sans doute a égare bien d'autres Ecrivains. WHAT.



On a vu au long, dans l'Extrait du II Tome, les fondemens des prétentions des Rois d'Angleterre sur l'Ecosse. C'est au Lecteur à juger si ce fut avec justice, qu'*Edouard III* les fit revivre, après s'en être solennellement désisté; & si les voyes dont il se servit pour cela furent régulières. Ceux qui ont voulu le justifier sur cet article, ont donné plutôt des marques de leur prévention, que de leur bonne foi. Cette prévention de la Souveraineté de l'Angleterre sur l'Ecosse, a été longtems la passion favorite des Politiques Anglois. Elle n'a pas même entièrement cessé. Il n'y a que peu d'années qu'on a encore publié des Livres sur cette même matiere, avec autant de vivacité que si l'affaire étoit encore récente. Il faut espérer que l'union des Royaumes étouffera cette dispute; qui n'a regné que trop longtems.

III.

AFFAIRES DE FRANCE.

PEU de gens ignorent le grand & fameux démêlé qu'*Edouard III* eut avec *Philippe de Valois*, touchant la Couronne de France; & la Guerre qui s'alluma entre ces deux Princes à cette occasion. Ce IV. Tome ne contient que les préparatifs de cette Guerre; préparatifs qui durèrent huit ou neuf ans, avant qu'*Edouard* se déclarât ouvertement. Quoique ce qui s'est passé pendant ces neuf années paroisse d'abord peu important, on peut pourtant tirer diverses instructions des Pièces que ce Recueil fournit sur ce même tems. Elles peuvent servir principalement à faire connoître le Caractere d'*Edouard III*. Les grand & heureux succès dont les entreprises de ce Prince furent accompagnées, ont fait que les Historiens ont passé légèrement sur ses moindres actions, pour s'arrêter sur les plus considérables. Dans le récit de ses Victoires, ils ont fait avec plaisir l'éloge de sa valeur, de sa prudence, de sa générosité, de la grandeur de son génie; & l'on ne peut nier qu'il n'ait mérité les louanges qu'on lui a données: mais cela ne suffit pas pour achever son Portrait. Il faut ajouter à cela, pour faire connoître à fond le Caractere de ce Prince, sa souplesse dans les Négociations, & quelques autres circonstances de ses moindres actions, qui font voir que sa Vertu n'étoit pas des plus rigides, ou du moins, qu'il étoit persuadé que la dissimulation n'étoit pas incompatible avec les vertus d'un grand Roi. C'est un défaut qui lui a été commun avec plusieurs grands Princes, qui ont comme lui négligé le soin de leur réputation envers la Postérité; soin qui devoit pourtant suppléer à leur égard à la crainte des Loix, qui sert de frein aux Particuliers. Nous venons de voir une preuve remarquable de ce Caractere d'*Edouard*, dans le projet qu'il forma contre l'Ecosse. Le reste de ce Volume en fournit encore quelques

Caractere du
Roi Edouard.

tes de ce Volume peuvent fournir quelques lumieres. La 1^e. est, si *Edouard* envoya des Ambassadeurs en France incontinent après la mort de *Charles le Bel*, pour demander la Régence du Royaume. La 2^e. si les Etats donnerent deux Jugemens, l'un pour décerner la Régence à *Philippe*, & l'autre pour lui ajuger la Couronne. La 3^e. consiste à savoir, si les Ambassadeurs d'*Edouard* demanderent la Couronne pour leur Maître, après les couches de la Reine *Blanche*, s'ils furent écoutés; & si ce fut sur les raisons de l'un & de l'autre des deux Prétendans, que les Etats se déterminèrent pour *Philippe*. 4. Il sera nécessaire d'examiner en quoi consistoit principalement le nœud de la question, que les auteurs François ont traitée, ce semble, d'une maniere trop générale, & avec beaucoup de confusion, de peur que le détail ne leur fût pas favorable. J'espère qu'on ne sera pas fâché que je m'arrête un moment sur chacune de ces questions, puisque cette matiere fait un des points les plus considerables des Histoires de France & d'Angleterre, à cause des grandes suites de ce fameux Procès.

I. Tous les Historiens François assurent unanimement qu'*Edouard* envoya des Ambassadeurs à Paris pour demander la Régence. Ils rapportent même la Harangue qu'ils firent devant les Etats, les raisons qu'ils alleguerent, & la réponse qu'y fit *Robert d'Artois*, qui étoit alors grand partisan de *Philippe*. Entre les Historiens Anglois, il n'y en a pas un, que je sache, qui fasse mention de cette Ambassade. Dans tous les Actes de ce IV Tome, qui en contient une infinité d'autres moins importans, on ne trouve pas un seul mot qui donne lieu de croire qu'*Edouard* envoya des Ambassadeurs sur ce sujet. Il est même à présumer que la Reine *Isabelle* & le Comte de *la Marche*, qui gouvernoient les Affaires du Royaume, n'auroient pas voulu faire cette démarche, de peur de s'engager dans une Guerre avec la France; eux qui, pour éviter la Guerre avec l'Ecosse, n'avoient pas craint de trahir visiblement les interêts de leur Pupille. Ces raisons peuvent donner lieu de soupçonner, que les Harangues des Ambassadeurs Anglois, & de *Robert d'Artois*, ont été forgées à plaisir par *Paul Emile* qui les a rapportées, ou par quelque autre Historien. Ce n'est pourtant qu'une preuve négative, sur laquelle on ne peut pas entierement s'appuyer, puisque tous les Historiens François conviennent du contraire. Quoi qu'il en soit, qu'*Edouard* ait envoyé des Ambassadeurs pour demander la Régence, ou qu'il n'en ait pas envoyé, il est certain qu'il regarda comme une injustice qu'on lui avoit faite, la détermination des Etats en faveur de *Philippe de Valois*; comprenant bien l'avantage que son Rival pouvoit tirer de la Régence, en cas que la Reine Veuve vînt à mettre une Fille au monde. Cela paroît par des Lettres qu'il écrivit dans le tems qui se passa entre l'adjudication de la Régence, & les couches de la Reine qui ne fut délivrée qu'au mois

Affaire entre
Edouard & Phi-
lippe de Valois sur
la Régence de la
France.

Lettres d'Edouard
à différens Sei-
gneurs de Fran-
ce.

Recueil. Dans ce Manifeste, *Edouard* se plaint expressément que ses Ambassadeurs n'avoient pas été écoutés, & qu'ils avoient même couru risque de la vie. Tout cela donne lieu de croire qu'il n'y eut point de Jugement solennel touchant la Couronne, & que *Philippe de Valois* ne se mettant point en peine d'une seconde décision, après avoir obtenu la Régence, se fit sacrer; comptant qu'il devenoit Roi, par les mêmes raisons qui l'avoient fait déclarer Régent. Du moins doit-on avouer, que s'il y eut un second Jugement, il fut fait avec beaucoup de précipitation, & sans l'intervention des Ambassadeurs Anglois.

III. La troisième difficulté a été éclaircie conjointement avec la seconde; c'est pourquoi il n'est pas nécessaire d'y revenir.

IV. Bien qu'*Edouard* parût tacitement acquiescer au Jugement des Etats, il ne perdit pourtant jamais la pensée de faire valoir ses Droits quand il en trouveroit une occasion favorable; mais son âge, la suggestion où sa Mere & *Mortimer* le tenoient, & la Guerre d'Ecosse qui survint ensuite, l'empêcherent de faire paroître ouvertement son dessein, jusqu'en 1337. C'est ce que nous allons voir tout à l'heure. Mais comme cette Affaire eut de terribles suites, & qu'elle est comme le principe & la cause de ce qu'il y a de plus remarquable dans les Histoires de France & d'Angleterre, pendant plus d'un siècle; il est nécessaire d'éclaircir la quatrième difficulté, qui consiste à savoir exactement sur quoi *Edouard* se fondeoit, quand il entreprit d'arracher la Couronne de France à *Philippe*. Il semble que les Auteurs François ont eu pour but d'obscurcir cette matière, en la traitant d'une manière générale, & en faisant entendre qu'*Edouard* disputoit aux François l'autorité de leur *Loi Salique*, dont ils étoient en possession depuis près de mille ans. C'est par-là, si j'ose le dire, qu'ils ont donné le change à leurs Lecteurs, & ont prévenu une infinité de gens, contre les prétentions d'*Edouard*.

Remarque sur les Auteurs François.

La *Loi Salique*, sur laquelle les François se fondent pour exclure les Femmes de la Couronne, n'est appuyée que sur la Tradition. On n'en a jamais produit, ni l'Original, ni aucune Copie authentique. Son Auteur, & ceux qui l'ont appuyée de leurs suffrages, sont également inconnus. On se contente de citer sur ce sujet, une ancienne Chronique, dont on ne marque ni le tems, ni l'Auteur, qui en donne la gloire à *Pharamond*, premier Roi connu des François. Depuis *Pharamond* jusqu'à la mort de *Louis Hutin*, c'est-à-dire pendant près de 900 ans, on ne l'a point mise en pratique. Du moins, on ne connoît ni aucun Acte public, ni aucun Fait rapporté dans les anciennes Histoires, qui fasse voir incontestablement, que les François se soient conduits par l'autorité de cette Loi, dans l'adjudication de leur Couronne. Ceci paroitra sans doute étrange à ceux qui sont déjà prévenus en sa faveur; c'est pourquoi il est nécessaire d'en-

Loi Salique.

464 EXTRAIT DU IV. TOME DE RYMER.

trer dans un petit détail sur ce sujet, & de parcourir en peu de mots les trois Races ou Familles des Monarques François.

Race Merovin-
gienne.

Pendant que la Famille de *Merovée* fut sur le Trône, on ne trouve que trois exemples qui puissent être produits, pour prouver la pratique de cette Loi; & tous trois également foibles, pour en pouvoir déduire les conséquences qu'on en veut tirer. Le premier est pris de la disposition qui se fit de la Couronne, après la mort de *Childebert* Roi de Paris, dont les Filles furent privées de la Succession de leur Pere. Voici ce que *Mezerai* dit sur ce sujet dans son Abregé : *Leur Oncle Clotaire, soit en haine de leur pere, ou de peur qu'elles prétendissent à la Succession, les tint en prison jusqu'à tant qu'il fût assuré du Royaume. Voici le premier exemple de la Loi Salique, en faveur des Mâles.* Peut-on alleguer rien de plus foible, pour prouver l'autorité de cette Loi, puisqu'on y voit manifestement, que ce fut la force seule, qui priva ces Filles de *Childebert* de l'Héritage de leur Pere ? Le second exemple peut se tirer de ce qui arriva par rapport à la Succession, après la mort de *Cherebert* Roi de Paris. Ce Prince avoit laissé trois Filles, dont les deux premières étoient bâtarde, & Religieuses. *Berthe*, qui étoit la troisième, & qui fut depuis Femme d'*Athelbert* Roi de Kent en Angleterre, fut privée de la Succession de son Pere par ses trois Oncles, *Gontran*, *Sigebert*, & *Chilperic*; mais ce fut aussi par la force, & non pas en vertu de la *Loi Salique*, dont l'Histoire ne fait aucune mention en cet endroit. Pour prouver que ce fut en vertu de la *Loi Salique*, il faudroit, ou produire cette Loi en bonne forme, ou du moins justifier qu'elle étoit en usage. Mais l'exemple qu'on vient de rapporter est le seul qui précède celui-ci; & comme j'ai fait voir qu'il est insuffisant, on ne sauroit s'en servir en cette occasion. Le troisième exemple est tiré de la Succession de *Gontran*, laquelle ses Freres partagerent, parce qu'il n'avoit laissé qu'une Fille. Mais cette Fille étoit Religieuse, & par conséquent hors d'état de succeder. D'ailleurs, l'Histoire ne dit nullement, que les Freres de *Gontran* lui succederent en vertu de la *Loi Salique*; mais seulement, qu'ils partagerent la Succession. Cela pouvoit se faire aussi bien par la force, que par un Droit légitime, d'autant plus qu'on fait bien que les François n'étoient pas en ce tems-là fort scrupuleux. Tous ceux qui sont tant soit peu versés dans l'Histoire de France, savent assez, qu'en ce tems-là la force avoit plus de part que les Loix, dans la distribution des Royaumes qui partageoient cette Monarchie. Sur la fin de cette même Race, ce furent les Maires du Palais (1) qui mirent sur le Trône ceux

(1) L'Autorité de ces *Maires du Palais*, comme les François les appelloient, étoit si exorbitante, qu'ils étoient non-seulement les Curateurs, mais aussi les Gouverneurs des anciens Rois; les plaçoient sur le Trône, ou les en dépouilloient, selon leur bon plaisir. L'Histoire nous apprend que *Clovis II*, & les dix Rois qui lui succederent jusqu'à la fin de la Race des *Merovingiens*, furent appelés *Fai-*
des

des Princes du Sang Royal qu'ils trouverent à propos, sans se mettre trop en peine des Loix du País; Loix qui nous sont d'ailleurs fort inconnues.

Dans la Famille *Carlovingienne*, qui occupa le Trône après celle-ci, on ne trouve point que les Filles ayent été privées de la Couronne en vertu de la *Loi Salique*. Je ne sai même, s'il y a eu quelque occasion de la mettre en usage. Quoi qu'il en soit, on voit au contraire, que vers la fin de cette Race, ce furent des Descendans de *Charlemagne*, par les Femmes, qui démembrement cette puissante Monarchie, comme *Mezerai* le remarque en quelque endroit; sans qu'il paroisse qu'on ait opposé la *Loi Salique* à leurs prétentions.

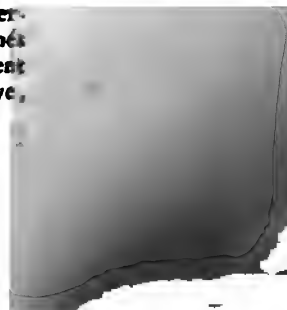
Race Carlovingienne.

Pour ce qui regarde la troisième Race des *Capetiens*, il est certain que pendant plus de 300 ans, on n'eut point d'occasion de mettre en pratique cette prétendue Loi. Que si on prétend objecter que les Femmes n'avoient jamais succédé à la Couronne, depuis le commencement de la Monarchie, ce n'est pas dire assez; car par la même raison, on pourroit prouver qu'il y a une Loi qui exclut les Aveuglés de la Couronne, puis que depuis *Pharamond*, il n'y a point eu d'Aveuglé-né qui soit monté sur le Trône. Ajoutons encore, que si la *Loi Salique* avoit été établie & reconnue en France, *Hugues Capet*, qui distribua aux Grands de son Royaume les Terres dont se formerent ensuite les Duchés & Comtés-Pairies, n'auroit pas manqué d'assujettir ces Terres à cette même Loi; puisque personne n'auroit pu trouver mauvais qu'il eût assujetti les parties à la même Loi, à laquelle le tout étoit assujetti. Cependant il ne le fit pas: il est certain au contraire, que les grands Fiefs, qui dépendoient de la Couronne, descendoient aux Femmes, comme *Pasquier* & *Mezerai* l'assurent positivement. Je ne prétends pas au reste combattre le Droit des Mâles, pour ce qui regarde le tems présent: il suffit que les Etats l'ayent ainsi établi, pour qu'il soit hors de toute contestation. Je ne veux parler que de ce qui s'étoit passé jusqu'à la première décision des Etats, faite après la mort de *Louis Hutin*, qui ne précéda que de quelques années le Procès dont il s'agit. A cet éclaircissement touchant la *Loi Salique* en général, il est nécessaire d'en ajouter un second, pour les cas particuliers qui regardent cette Loi; en faisant voir ce qui s'étoit passé depuis la mort de *Louis Hutin*, jusqu'à celle de *Charles le Bel*.

Race des Capetiens.

Louis Hutin, qui mourut en 1316, ne laissa qu'une Fille nommée *Jeanne*. Comme la Reine sa Veuve étoit enceinte, les Etats voulurent attendre qu'elle fût délivrée, avant que de disposer de la Cou-

ronne, à cause qu'au-lieu de songer au Gouvernement, ils en abandonnoient la conduite à ces Maires, à qui tout le monde faisoit la Cour, tandis que les Princes perdoient tout leur tems dans les plaisirs, & étoient en quelque maniere emprisonnés dans leur Palais, avec les Domestiques que le Maire leur donnoit, & qui étoient plutôt des Espions, que des Serviteurs. Ce même *Clovis II*, épousa une Esclave, qui appartenoit au Maire du Palais. Voyez *Mezerai*. WHAT.



Filles? Et si *Charles* n'avoit point eu de Droit à la Couronne, comment *Isabelle* sa Sœur, Mere d'*Edouard*, auroit-elle pu en avoir? D'ailleurs, si la *Loi Salique* n'avoit point eu lieu, *Edouard* n'auroit eu lui-même aucun Droit à la Couronne, puisqu'il auroit été précédé par les Filles de *Philippe le Long*, par celle de *Charles le Bel*, & par sa propre Mere qui étoit encore en vie. Il n'avoit donc garde de contester l'autorité de cette Loi, qui lui étoit si avantageuse, soit qu'elle fût vraie ou non; mais il soutenoit qu'elle ne s'étendoit pas aux Descendans des Femmes, mais aux Femmes seulement: d'où il inferoit, qu'étant le Mâle le plus prochain du dernier Roi, la Couronne lui étoit dévolue par Droit de parenté, & non pas à *Philippe de Valois*, qui étoit plus éloigné d'un degré. *Philippe* de son côté soutenoit que la Loi n'excluoit pas seulement les Femmes, mais leurs Descendans; & c'étoit-là véritablement la question qu'il s'agissoit de décider dans les Etats. Pour juger ce Procès dans les règles ordinaires de la Justice, il auroit falu avoir recours à la Loi même, ou aux Préjugés; mais on ne pouvoit trouver ni l'un ni l'autre. La *Loi Salique* n'existoit nulle part; & dans toute l'Histoire de France on ne pouvoit trouver aucun exemple qui pût s'accommoder au cas qu'il falloit juger. En effet, les deux décisions précédentes des Etats, à l'égard de *Philippe le Long*, & de *Charles le Bel*, & qui étoient pourtant les seules qu'on pût trouver dans l'Histoire, ne touchoient en aucune maniere le cas qui se présentoit. Elles établissoient à la vérité l'autorité de la *Loi Salique*; mais elles ne regardoient point l'exclusion des Descendans des Femmes, de quoi il étoit seulement question. C'est ce qui me persuade, pour le dire en passant, que les Harangues rapportées par *Paul Emile*, je veux dire celle des Ambassadeurs Anglois & la réponse de *Robert d'Artois*, n'ont pas été véritablement prononcées; parce que, ni l'une ni l'autre ne touchent en aucune maniere le nœud de la difficulté. S'il étoit difficile de prouver l'existence de la *Loi Salique*, comme je l'ai déjà fait voir; il ne l'étoit pas moins de l'expliquer, puisqu'on ne pouvoit ni en peser les termes, ni en examiner les circonstances. Il falloit pourtant juger, & les Etats décidèrent en faveur de *Philippe de Valois*. Quatre raisons les déterminèrent vraisemblablement à cette décision. La première, qu'*Isabelle* ne pouvoit pas conférer à son Fils un Droit qu'elle n'avoit pas elle-même; la seconde, qu'*Edouard* étoit étranger, né hors du Royaume; la troisième, qu'il étoit encore mineur; & la quatrième enfin, qu'ils craignirent une Guerre civile, s'ils ajugeoient la Couronne à ce Prince; & qu'au pis aller, ils aimèrent mieux s'exposer aux risques d'une Guerre étrangère. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner ces raisons. Il suffit de remarquer, que la décision des Etats étoit nouvelle, & sans aucun exemple précédent: qu'elle n'étoit point prise de la Loi même, & qu'elle étoit fondée sur des raisons de Politique. On peut donc, ce

Examen du Jugement des Etats en faveur de Philippe de Valois.



sur le même pied avec le Comte d'*Armagnac*, le Vicomte de *Lomagne*, le Seigneur d'*Albret*, & avec toutes sortes de Personnes de quelque condition qu'elles fussent, page 367. Dira-t-on que tous ces préparatifs se faisoient contre l'Ecosse, avec laquelle il venoit de faire la Paix ? Mais il paroît au contraire que c'étoit contre la France, par certaines Lettres-patentes d'*Edouard* datées du 26 Septembre de la même année, insérées page 368, par lesquelles il s'engageoit à ne faire ni Paix ni Trêve avec la France, que les Villes & les Seigneurs de Gascogne n'y fussent compris. Or on ne peut pas dire que ce fût pour d'autres intérêts que pour la Couronne elle-même, qu'il vouloit faire la Guerre à la France, puisque dès l'année précédente, il avoit réglé avec elle tous les autres différends.

Philippe de Valois, qui dès le commencement de son Regne, se trouva engagé dans une Guerre contre les Flamans, ne se hâta pas de demander à *Edouard* l'hommage pour le Duché de Guyenne & le Comté de Ponthieu. Ce ne fut qu'au mois de Mars 1329, qu'il le fit sommer de venir le rendre en personne. *Edouard* n'étoit pas trop porté à s'aller humilier devant un Prince, qu'il ne regardoit que comme un Usurpateur ; mais son Conseil fut d'une autre opinion, il fut arrêté qu'il iroit rendre cet hommage. Ce Prince étoit encore sous la Tutele de sa Mere & du Comte de la *Marche*, qui croyoient la Guerre très préjudiciable à leurs intérêts ; comme il avoit bien paru, dans la Paix qu'ils avoient faite avec l'Ecosse. Il y a donc grande apparence que ce furent eux qui firent passer cet avis dans le Conseil, pour éviter une Guerre qui auroit été inévitable, si cet hommage avoit été refusé. Ce ne fut pourtant qu'à regret, qu'*Edouard* se laissa vaincre, n'ayant pas encore assez de fermeté pour résister en face à ceux qui avoient le maniement de ses Affaires. Son Historien (1) assure, qu'il fit, en présence de son Conseil, une Protestation contre l'hommage qu'il alloit rendre ; afin qu'il ne pût pas lui porter du préjudice, par rapport aux prétentions qu'il avoit sur la Couronne de France. Quoiqu'on ne trouve rien d'approchant dans ce Recueil, toutes les démarches que ce Prince fit, devant & après l'hommage, rendent cette circonstance fort vraisemblable. Tout ce qu'on trouve ici sur ce sujet, est une Lettre d'*Edouard* à *Philippe* dans laquelle il lui disoit, que depuis longtems il avoit pris la résolution de s'acquitter de son devoir envers lui ; mais que les diverses affaires qui lui étoient survenues, l'avoient empêché de l'exécuter. Le 14 Avril 1329, page. . . Il passa donc en France le 15 Mai, & rendit son hommage à Amiens le 6 Juin suivant. L'instrument de cet hommage se trouve page 389, où l'on voit un détail de tout ce qui se passa en cette occasion ; détail qui peut servir à éclaircir ce que quelques Historiens François ont mal expliqué. Voici ce que porte ce Mémoire.

Edouard rend
hommage à Phi-
lippe.

(1) *Edouard Barnes*. RAP. TH.

Histoire de cet
événement.

Philippe avoit prétendu qu'*Edouard* lui rendroit un hommage-lige (1), pour le Duché de Guyenne & le Comté de Ponthieu; mais dans les Conférences qui furent tenues sur ce sujet, avant la cérémonie, *Edouard* protesta qu'il étoit incertain s'il devoit rendre un hommage-lige, & refusa de le rendre autrement qu'en termes généraux. Il promit pourtant sur son honneur, que si après avoir consulté ses Archives, il trouvoit que l'hommage dut être lige, il en donneroit sa Déclaration en forme de Lettres-Patentes scellées de son Grand-Sceau. Ce fut à cette condition qu'il fut reçu à faire un hommage simple.

L'Instrument dont je viens de parler porte qu'*Edouard* ayant comparu devant *Philippe*, *Miles de Noyers*, Vicomte de Melun, Grand-Chambellan de France, lui dit: Sire, le Roi n'entend point de vous recevoir à l'hommage des Terres qu'il tient & doit tenir en Gascogne & dans l'Agenois, touchant lesquelles le feu Roi Charles protesta qu'il n'entendoit point de recevoir l'hommage. Alors l'Evêque de Lincoln protesta de son côté pour *Edouard*, que l'hommage qu'il alloit rendre, ne pourroit point lui porter de préjudice touchant les Droits qu'il avoit sur toute la Guyenne, & sur toutes ses dépendances, & que la France ne pourroit pas acquérir par-là un nouveau Droit. Ensuite il délivra au Chambellan une Cédule, contenant la forme de l'hommage qu'il alloit rendre. La Cédule étant reçue, le Grand-Chambellan dit au Roi d'Angleterre: Sire, vous devenez Homme du Roi de France mon Seigneur, pour le Duché de Guyenne, & ses appartenances, que vous reconnoissez tenir de lui, comme Duc de Guyenne, & Pair de France; selon la forme des Paix faites entre ses Devanciers, Rois de France, & les vôtres, selon que vous, & vos Ancêtres Rois d'Angleterre, & Ducs de Guyenne, avez fait pour le même Duché à ses Devanciers, Rois de France. Le Roi d'Angleterre répondit, *Voire*. Le Chambellan reprenant la parole, dit: Le Roi de France notre Sire vous reçoit, sauves ses protestations, & les retenues dessus dites; & le Roi de France répondit, *Voire*. Ensuite *Edouard* ayant mis ses mains entre celles de *Philippe*, celui-ci le reçut au baiser de la bouche. La même chose fut réitérée pour l'hommage de Ponthieu, & de Montreuil. Cette Cédule dont il a été parlé, qui se trouve page 389, est conforme à ce qui vient d'être rapporté. Il est donc certain qu'*Edouard* ne rendit alors qu'un hommage simple, & en termes généraux, quoique *Du Tillet*, *De Serres*, & quelques autres Historiens François, ayent assuré le contraire (2).

Erreurs des His-
toriens François.

(1) L'Hommage-lige est rendu par le Vassal, sans ceinture & nue-tête, les mains jointes sur les Evangiles. Il reçoit un baiser du Seigneur à qui il prête le Serment. Voyez *Cotgrave*. WHAT.

(2) Mr. *Barnes* cite aussi *Mezerai*, & ensuite les propres Lettres du Roi d'Angleterre, pour montrer que c'est une méprise; & cela mérite d'autant plus d'être remarqué, que cela n'a pas été corrigé dans l'Histoire générale d'Angleterre, où Mr. *Daniel*, Historien de ce Regne, semble l'avoir empruntée des Ecrivains peu exacts dont nous venons de parler. Il dit, que lorsque le Roi parut devant *Phi-*

Edouard revint en Angleterre le 11 Juin (1), comme on le voit dans un Mémoire inséré page 390. Avant que de partir, il convint avec *Philippe*, que sur leurs demandes & prétentions réciproques, il enverroient des Ambassadeurs à Paris pour terminer tous les différends. Le reste de cette année fut employé en diverses Négociations, tant sur les demandes réciproques faites à Amiens, que sur des propositions de Mariages entre le Frere & la Sœur d'*Edouard*, & les Enfans de *Philippe*, pages 392, 403. *Edouard*, selon qu'on en étoit convenu, envoya pour Ambassadeurs à Paris, *Henri de Lancastre* & l'Evêque de *Norwich*, pages 407, 411.

Propositions de
Mariages entre
les Familles d'An-
gleterre & de
France.

Au commencement de l'année suivante, *Edouard* eut avis que *Philippe* avoit dessein de le presser de répondre nettement sur la qualité de l'hommage rendu à Amiens; ce qui fit qu'il envoya un Plein-pouvoir à ses Ambassadeurs, pour débattre tous ses Droits à la Cour de France. Tout cela n'étoit que pour gagner du tems; & *Philippe*, qui s'en aperçut, lui envoya de son côté des Ambassadeurs, pour le sommer d'envoyer la Déclaration promise le 5 Février. *Edouard* amusa près d'un an ces Ambassadeurs, sans leur donner une réponse positive, faisant faire pendant tout ce tems-là des propositions qui amusoient le tapis, & dont on trouve les Négociations dans les Actes de l'année 1330.

Il continuoit, pendant tout ce tems-là, à s'assurer d'un secours extraordinaire, de la part des Seigneurs & des Villes de Guyenne, ce qui paroît de diverses Procurations expédiées pour cet effet, pages 442, & 443. On trouve, page 443, une Liste de 118 Seigneurs; ce qui fait voir qu'il avoit de grands desseins, qui ne regardoient pas la seule Guyenne. Cependant, comme *Philippe* le faisoit presser, & qu'*Edouard* n'avoit pas ses affaires prêtes, on conclut à Vincennes, le 1 de Mai (2), un Traité (page 447) dans lequel *Edouard* s'engageoit

Traité entre E-
douard & Philip-
pe.

lippe, il consentit à ôter sa Couronne, son Epée, & ses Eperons, & à se mettre à genoux sur un carreau. Mr. *Barnes* remarque, quel contre-tems ce fut pour *Philippe* Roi de France, de voir la roideur du Roi d'Angleterre sur cet article, lui qui s'attendoit à un Hommage plein & formel; & qui avoit invité les Rois de *Bohème*, de *Navarre*, & de *Majorque* pour en être les témoins illustres. Là se rendit aussi, dit le même Auteur, la fleur de la Noblesse de France, comme si elle avoit voulu l'emporter sur la Nation Angloise dont elle ne s'attendoit à voir que six-cens Cavaliers: mais le Roi d'Angleterre mena avec lui quatre Evêques, quatre Comtes dont deux étoient ses Oncles; huit autres Seigneurs, plus de quarante Chevaliers, & mille hommes de guerre à cheval. WHAT.

(1) La raison pourquoi le Roi d'Angleterre se hâta de partir, paroît une circonstance trop essentielle pour être omise, si elle est telle que la rapporte Mr. *Barnes*, savoir: Que *Philippe*, dépité intérieurement de ce que le Roi d'Angleterre ne lui avoit pas rendu la soumission qu'il en attendoit, lui dressa un piège pour se saisir de sa personne. Le Roi en fut averti secrètement, & il s'embarqua sur le champ avec sa Suite, pour s'en retourner en Angleterre, avant que personne pût savoir la raison d'un départ si précipité. WHAT.

(2) Il n'y a pas jusqu'à l'exact Mr. *Barnes*, qui ne se soit ici trompé en datant Traité du 30 Mai. WHAT.

Il sembloit que la Paix devoit être parfaitement établie entre les deux Rois : mais *Edouard* n'avoit pas dessein de l'entretenir ; c'est pourquoi il tâchoit de laisser quelque queue à tous les Traités qu'il faisoit avec *Philippe*, afin d'avoir toujours un prétexte de prendre les armes, quand il verroit le tems propre pour cela. L'occasion n'étoit pas alors favorable. Il se trouvoit engagé dans la Guerre d'Ecosse, & bien loin d'être en état d'attaquer *Philippe*, il avoit lieu de craindre que celui-ci ne donnât de puissans secours aux Ecossois. Il étoit donc nécessaire de l'amuser pendant cette Guerre, par les apparences d'un desir sincere d'entretenir la Paix avec lui ; & laisser de pourtant les affaires en un tel état, que le prétexte de rompre ne manquât pas quand il en seroit tems. C'étoit-là manifestement le but de toutes les Négociations d'*Edouard* avec la France, pendant les cinq années que la Guerre d'Ecosse dura. Pour cet effet, sachant que *Philippe* avoit à cœur l'Expédition de la Terre-Sainte, à laquelle il s'étoit engagé, il feignit de vouloir être de la partie, & lui envoya des Ambassadeurs, pour régler avec lui tout ce qui regardoit ce voyage qu'ils devoient faire ensemble. Mais comme cette affaire auroit pu être trop tôt réglée, il chercha les moyens de la tirer en longueur, en renouvelant quelques vieilles prétentions, que les Traités de Montreuil & de Périgueux, faits entre *Philippe le Bel*, avoient laissées indécises ; & sous prétexte de terminer ces différends avant que de commencer le voyage prétendu, il amusoit le tapis pendant qu'il poussoit ses conquêtes en Ecosse. Pour endormir d'autant mieux le Roi de France, il accorda de tems en tems, à sa sollicitation, quelques Trêves aux Ecossois, afin de lui faire croire qu'il avoit véritablement dessein de demeurer uni avec lui. C'est à quoi conduisent tous les Actes qui se trouvent sur cette matiere, depuis 1332 jusqu'en 1335. Ce ne sont que de Plein-pouvoirs pour traiter avec *Philippe*, tantôt sur l'Expédition d'Orient, tantôt sur des projets de Mariages entre les Princes & les Princesses des deux Maisons, tantôt sur les Traités de Montreuil & de Périgueux, dont il seroit inutile de rapporter le détail.

Erreur d'un Historien.

Edouard amuse Philippe.

Cependant, quoique *Philippe* ne soupçonnât pas qu'*Edouard* voulût faire revivre ses prétentions sur la Couronne, il ne laissoit pas de s'apercevoir que son intérêt n'étoit pas de souffrir qu'il se rendît maître absolu de l'Ecosse, il témoigna donc que son dessein étoit d'assister ce Royaume affligé, dont le Roi s'étoit venu refugier chez lui. *Edouard* se servit de ce prétexte, pour faire des préparatifs de son côté. Il convoqua pour cet effet un Grand-Conseil à Londres, pour y délibérer sur les préparatifs que la France faisoit contre l'Angleterre. Il présupposoit que la France donnant du secours à l'Ecosse, c'étoit rompre la

Barnes dit qu'il y fut *incognito*, avec seulement quatorze Personnes de la suite, sous déguisés en Marchands. WHAT.

de réduire l'Ecosse. Peut-être auroit-il, dès ce tems-là, fait paroître ouvertement les desseins qu'il avoit formés contre la France, si la disgrâce arrivée en Ecosse au Comte d'*Athol*, son Général, n'eût attiré une quatrième fois ses armes dans ce Pais-là (1). Il continua donc à feindre qu'il vouloit s'accommoder avec *Philippe*, & même avec *David Brus*, & reçut les Ambassadeurs qui lui furent envoyés par ces deux Princes, le 2 Janvier 1337, pages 730, 745. Cependant il négocioit toujours avec les Princes étrangers, & non seulement avec les Princes, mais encore avec toute sorte de Personnes qui vouloient s'engager à son service. Page 746.

Edouard traite avec diverses Puissances étrangères.

Robert d'Artois, qui s'étoit brouillé avec *Philippe*, étoit déjà en Angleterre au mois d'Avril 1337 (2), comme il paroît d'une Permission qu'*Edouard* lui donna de chasser dans ses Forêts, datée du 23 du même mois, page 747. La plupart des Historiens prétendent que ce fut *Robert d'Artois* qui lui inspira la pensée d'arracher la Couronne à *Philippe de Valois*; mais les mesures qu'*Edouard* avoit prises avant l'arrivée de ce Prince, font voir qu'il ne fit tout au plus, que le confirmer dans le dessein qu'il avoit déjà formé.

Il permet à Robert d'Artois de chasser dans ses Forêts

Erreur des Historiens touchant ce Robert.

Voici une Liste des principaux Princes, ou Seigneurs, avec qui *Edouard* négocia pour traiter avec eux pendant la Guerre d'Ecosse.

Liste des Alliés d'Edouard.

Le Comte d'*Armagnac*.
Le Comte de *Foix*.
Le Vicomte de *Lomagne*.
Le Vicomte de *Tartas*.
Le Seigneur d'*Albret*.
Le Duc d'*Autriche*.
Le Duc de *Brabant*.
Le Comte Palatin du *Rhin*.
Le Comte de *Hollande*.
Louis de Savoye.
Louis de Baviere, Empereur.
Le Marquis de *Brandebourg*.
L'Archevêque de *Cologne*.
Le Marquis de *Juliers*.
Le Comte de *Haynaut*.
Le Comte de *Gueldre*.
Le Comte de *Zélande*.

Le Comte de *Mons*.
Le Comte de *Marle*.
Edouard, Fils du Comte de *Limbourg*.
Le Comte de *Geneve*.
Hughes de Geneve.
Le Comte de *Los*.
Le Comte de *Chymy*.
Herman de Blankard, Doyen d'*Aire*.
Guillaume de Duvvenvorde.
Le Seigneur de *Chalanck*.
André de Peyceyr.
Nicolas de Dordrecht.
Robert de Toebourgh.
Lambert de Deppy.
Croye de Hochstraet.
Jean de Quatre Mars.
Henri de Geminish.

(1) Il paroît par ce que dit Mr. *Barnes*, que cette Bataille où le Comte d'*Athol* fut tué, se donna le dernier jour de Décembre 1335, dans les Prairies de *Kilblain*, près du Château de *Kildrummy*. Le Lecteur peut en voir les particularités dans cet Ecrivain. WHAT.

(2) Selon M. *Barnes*, *Robert d'Artois* s'étoit enfui en Angleterre dès la fin de l'année 1332, vers le tems que le Roi *Edouard* tint son premier Parlement à *Torch*. WHAT.

une Proclamation (page 804.) dans laquelle il exposoit à son Peuple toutes les démarches qu'il avoit faites pour prévenir cette Guerre. En voici les principales.

1. Il avoit offert le Mariage du *Duc de Cornouaille*, son Fils, avec une Fille de *Philippe*. déclarer à la France. Offres faites à Philippe.

2. Le Mariage d'*Alienor* sa Sœur, Comtesse de *Gueldre*, avec *Jean* Fils aîné de *Philippe*, & une grosse somme d'argent.

3. Il avoit offert autant d'argent que *Philippe* en demanderoit pour le satisfaire.

4. De l'accompagner à la Terre-Sainte, à condition qu'il lui rendroit la moitié des Terres qu'il lui retenoit.

5. Il avoit fait les mêmes offres, si *Philippe* vouloit s'engager à lui faire cette restitution au retour de leur voyage.

6. A la requisiion de *Philippe*, il avoit accordé aux Ecoissois une Trêve, pendant laquelle ils avoient tué le Comte d'*Athol*.

7. Malgré cette perfidie, il leur avoit accordé une autre Trêve, à la requisiion du Roi de France.

Le Lecteur jugera de l'importance de ces offres, & si elles n'étoient pas sujettes à des explications qui lui auroient aisément fourni un prétexte de retirer sa parole. Aussi *Philippe* ne s'y laissa point amuser. La ruine des Ecoissois (car c'est tout ce que *Philippe* craignoit alors) étoit trop préjudiciable à ses intérêts, pour abandonner ce Peuple, comme *Edouard* le demandoit en vertu de ces offres, qui étoient bien moins avantageuses à *Philippe*, qu'au Roi d'Angleterre.

Edouard écrivit à peu près les mêmes choses au Pape, pour le munir, disoit-il, contre les fausses suggestions de ses Ennemis, page 807. Du 1 de Septembre 1337. Mais il ne parloit pas encore de ses prétentions sur la Couronne de France. Au contraire, il donna le 3 Octobre des Plein-pouvoirs à ses Commissaires, pour traiter avec le Roi de France à tous égards, sans parler pourtant de la Couronne. Page 812.

Lettre d'Edouard au Pape sur le même sujet.

Mais le même jour il donnoit pouvoir à ses Envoyés au-delà de la Mer, de céder à ceux qui voudroient s'engager à son service, des Terres ou Fiefs à lui appartenans, soit qu'il en fût en possession, ou non; ce qui ne se peut entendre que des Terres situées en France. Page 815.

Quatre jours après, il leva entièrement le masque, dont il s'étoit si longtems couvert. Il donna Procuration au Duc de *Brabant*, au Marquis de *Juliers*, & à *Guillaume Bohun* Comte de *Northampton*, pour demander la Couronne de France, & en prendre possession en son nom. Le 7 Octobre 1337. Page 818.

Il demande la Couronne de France.

Le même jour il fit expédier au Duc de *Brabant* une Patente, qui le constituoit son Lieutenant-Général en France. Page 818.

Il établit un Viceroy en France.

478 EXTRAIT DU IV. TOME DE RYMER.

& ordonne aux
François de lui
obeir.

Erreur de quel-
ques Historiens
François.

Lettre d'Edouard
au Pape.

Passeport pour
deux Cardinaux.

A leur arrivée,
il convoque son
Parlement.

Petit délai ac-
cordé à la France.

De plus, un Ordre à tous les François d'obeir au Duc de *Brabant*, comme à lui-même. Page 819.

Ces trois dernieres Pieces sont décisives, pour prouver qu'il n'attendit pas jusqu'en 1339, à déclarer ouvertement ses prétentions sur la Couronne; ainsi que l'assurent quelques Historiens François, à l'occasion du scrupule des Flamands, dont il sera parlé dans l'Extrait du Tome suivant.

Ce pas étant fait, *Edouard* écrivit au Pape, pour s'excuser de ce qu'il avoit fait Alliance avec l'Empereur, qui étoit excommunié. Le 17 Octobre. Page 819.

Benoît XII, qui occupoit alors le Siege de Rome, & qui étoit un peu partial pour la France, apprenant les préparatifs d'*Edouard*, lui envoya deux Cardinaux, pour tâcher de prévenir l'effusion du sang Chrétien. Leur Passeport est du 17 Octobre. Page 827.

Sur la nouvelle de l'approche des Légats, *Edouard* assembla son Parlement, pour délibérer avec lui sur leur reception, & sur les motifs de leur envoi. Le 20 Décembre. Page 832.

Les Légats étant arrivés, *Edouard* leur fit beaucoup de caresses, & fit fort valoir l'engagement qu'il prit à leur consideration, de ne pas commencer la Guerre contre la France, avant le 1 de Mars 1338. Cette grace étoit peu considerable, puisque cet engagement est du 24 Décembre, page 833. Il est vrai que ce terme fut prolongé dans la suite jusqu'à la Fête de S. Jean.

C'est par-là que finissent les Actes de ce Tome IV, qui regardent la France. Le but que j'ai eu en faisant cet Extrait, qui dans le fond ne contient que les préparatifs de la Guerre contre la France, a été de faire connoître le génie & une partie du caractère d'*Edouard III*; & il ne m'a pas été possible de l'abréger davantage, de peur de perdre de vue le but que je m'étois proposé.

IV.

AFFAIRES ECCLESIASTIQUES.

IL y a dans ce Volume moins de Pieces, touchant les Affaires Ecclésiastiques, que dans aucun des trois précédens. Celles qui s'y trouvent sont ou peu considerables, ou ne sont proprement qu'une répétition de ce qu'on a déjà vu dans les autres Tomes. Ce sont les mêmes démêlés entre les Papes & les Anglois, touchant la Collation des Bénéfices, les Appels, & les Citations à la Cour de Rome. Je crois donc inutile d'entrer dans aucun détail sur ce sujet, puisqu'on a vu de quoi il s'agit dans les Tomes précédens. Il faut seulement se souvenir, que dans toutes les disputes qui arrivoient entre le Roi & le Pape, touchant la Collation des Bénéfices, le premier avoit tou-

jours du dessous, parce que le Clergé prenoit le parti du Pape. C'est ce qui faisoit que les Papes tâchoient tous les jours d'augmenter le nombre des Bénéfices, dont ils s'attribuoient à eux-mêmes la disposition. Par exemple, on voit dans ce Tome IV, que l'Evêché de Worcester étant venu à vaquer par la translation de son Evêque au Siege d'Ely, le Pape remplit d'abord le Siege vacant, sans avoir égard à la nomination du Chapitre. La raison qu'il en donnoit, n'étoit pas tirée de l'Ecriture, ou des anciens Canons, mais de sa simple volonté. Car, disoit-il, *avant la vacance de l'Eglise de Worcester, nous avons ordonné que tous les Evêchés vacans par la translation des Evêques à un autre Siege, seroient à notre disposition.* S'il lui avoit pris envie d'ordonner par avance, que tous les Bénéfices vacans, de quelque maniere que ce fût, seroient à la disposition du Saint Siege; ç'auroit été une raison suffisante pour priver tous les Chapitres, & tous les Patrons, de leur Droit. Nous verrons dans la suite de ce Regne, que le Roi & le Parlement mirent un frein à cette Usurpation.

On trouve dans ce Tome comme dans les autres, divers Ordres du Roi contre les Appels & les Citations personnelles à la Cour de Rome, & contre diverses autres vexations des Papes; mais comme ils ne contiennent rien de nouveau, ou de particulier, nous ne nous y arrêterons pas.

Une Lettre d'Edouard au Pape Jean XXII, page 428, fait voir que ce Pape ne s'oubloit pas lui-même, quand il accordoit au Roi les Décimes sur le Clergé; puisqu'il s'étoit réservé la moitié de celles qu'il avoit accordées à ce Prince pour quatre ans.

Lettre du Roi au Pape sur les Décimes que payoient les gens d'Eglise.

On trouve encore, que le même Pape demanda les arrerages de 30 ans du Tribut établi par Jean sans Terre, sauf à rabattre ce qu'Edouard II en avoit payé. Le Roi, qui avoit alors intérêt de ménager la Cour de Rome, promit de payer 500 Marcs tous les ans, jusqu'à l'entier payement de ces arrerages, comptant quatre florins d'or pour chaque Marc. Page 588. Il n'accomplit pas sa promesse, & nous verrons dans les Tomes suivans, qu'il abolit enfin ce Tribut.

Edouard ayant accordé à un Cardinal, qui avoit des Bénéfices en Angleterre, la permission de faire appeller ses Débiteurs à la Cour Ecclésiastique; le Parlement le pria de révoquer cet Ordre, comme contraire aux Loix du Royaume; ce qui fut exécuté. Page 356.

Il y a dans ce Tome, diverses Lettres d'Edouard au Pape, pour obtenir la Canonisation du Comte de Lancastre, pages 268, 421, & 478; de Robert de Winchelsey, Archevêque de Cantorbery, page 272; de Jean d'Alderby, Evêque de Lincoln, pages 275, 336; & de Guillaume de la Marche, Evêque de Bath & Wells, page 375.

Ses Lettres au Pape pour obtenir la Canonisation de divers Saints.

Un Bref de Benoît XXII, qui notifie son élection à Edouard, avant tout autre Prince Chrétien. Page 633.

Bref de Benoît, qui notifie son élection à Edouard.

Ce qu'il y a de plus considérable dans ce Tome IV, par rapport

480 EXTRAIT DU IV. TOME DE RYMER.

à la Religion, c'est une Bulle de *Jean XXII* contre certains Hérétiques de Baviere, qui prenant le parti de l'Empereur contre le Pape, avoient fait un Livre contenant diverses Propositions, que le Pape condamne dans cette Bulle. Il ne se contente pas de les condamner, il les refute pied à pied, par des Argumens qui ont été fournis, ou qui ont été approuvés, dit-il, par un nombre de Cardinaux, d'Archevêques, d'Evêques, & de Docteurs en Théologie & en Droit. Si cet Extrait n'étoit pas déjà trop long, je ferois ici un détail de tous les raisonnemens de ce Pontife; mais pour abréger, je me contenterai de donner les cinq Propositions condamnées, & quelques-unes des preuves les plus particulieres, par lesquelles le Pape refute ces Propositions. Cette Bulle est datée d'Avignon, le 3 des Calendes de Septembre 1337. Page 315.

1. Proposition. *Quand Jesus-Christ paya le Didrachme (1) à l'Empereur, par le moyen de la Siatere (2) prise dans la bouche d'un poisson, il ne le fit pas par condescendance, mais par nécessité.*

Jesus-Christ, répond le Pape, étant Fils de David, n'étoit point obligé de payer le Tribut: donc il est faux qu'il l'ait payé par nécessité. Ce que les Hérétiques disent, que les Biens temporels de Jesus-Christ étoient soumis à la Jurisdiction de l'Empereur, & par conséquent les Biens de l'Eglise, est un raisonnement faux; parce que Jesus-Christ paya pour sa Personne, & non pas pour les Biens.

2. Proposition. *Saint Pierre n'a pas eu plus d'autorité que les autres Apôtres, & Jesus-Christ n'a établi aucun Chef sur l'Eglise.*

Entre autres raisons dont le Pape se sert pour refuter cette Proposition, il dit, que Jesus-Christ a donné aux Apôtres une autorité limitée, en leur disant, *Ceux dont vous retiendrez les péchés, &c. ou bien, Allez & batisez, &c.* Mais que celle qu'il a donnée à S. Pierre, est sans bornes, *Paix mes brebis, ou bien, Je te donnerai les Clefs, &c.* ce qu'il n'a dit à aucun autre Apôtre en particulier.

De plus, il a dit à S. Pierre, *Duc in altum: Mene en haute mer*; voulant dire, que c'étoit à lui seul à définir les doutes & les disputes les plus importantes touchant la Foi: au-lieu qu'il a dit aux autres Apôtres, *Lâchez les filets,*

3. Proposition. *C'est à l'Empereur à faire le Pape, à le déposer, & à le punir.*

Parmi les argumens dont *Jean XXII* se sert pour combattre cette Proposition, il dit que S. Pierre a été établi par Jesus-Christ, & non pas par un Seigneur Temporel; & que les Empereurs, avant *Constan-*

(1) Ce Tribut, qui est appelé *Didrachme* dans l'Original, valoit quinze deniers sterling. WHAT.

(2) Le *Siatere*, ainsi nommé dans l'Original, est une demi once d'argent, valant deux sols six deniers sterling. WHAT.

tin, n'ont pas fait les Papes : que bien loin que *Constantin* ait acquis ce Droit par sa conversion, il est au contraire devenu Fils & Disciple sujet du Pape. Il ajouta, que cet Empereur a transféré le Siege de l'Empire à Constantinople, ne jugeant pas qu'il pût exercer sa puissance dans une Ville où résidoit le Chef de l'Eglise Chrétienne.

Après plusieurs autres réponses qui n'ont rien de particulier, il attaque les Hérétiques, sur ce qu'ils soutiennent que *Pilate*, en qualité de Juge ordinaire, a fait crucifier Jesus-Christ. Il dit sur cela, que ces paroles peuvent avoir un double sens. Car, ou on entend que *Pilate* l'a fait de Droit, ou de Fait. Si on l'entend de Droit, cela est faux; car personne ne peut être jugé de Droit, qu'il ne soit criminel. Or Jesus-Christ étoit innocent. Si on l'entend de Fait, on n'en peut conclure autre chose, sinon que l'Empereur peut injustement tuer le Pape; ce qui est avoué, non-seulement de l'Empereur, mais de toute autre Personne privée.

4. Proposition, *Tous les Prêtres, soit Papes, Archevêques, ou Evêques, ont une égale Jurisdiction, par l'institution de Jesus-Christ. Que si quelques-uns ont plus d'autorité que les autres, ils l'ont reçue de l'Empereur, qui, comme il la peut donner, la peut aussi révoquer.*

Parmi plusieurs autres raisons, le Pape se sert de celle-ci, pour faire voir que la distinction des divers degrés de puissance dans l'Eglise, est de l'institution de Jesus-Christ. Celui en l'autorité de qui on fait quelque chose, semble la faire lui-même. Or *Pierre*, Vicaire de Christ, & Chef du Troupeau, voyant que ce Troupeau étant augmenté, il étoit nécessaire d'augmenter le nombre de ses Gardiens, a institué les divers degrés de puissance dans l'Eglise. Donc cette distinction, faite par l'autorité de *S. Pierre*, doit être censée faite par Jesus-Christ même.

Sur la Question, si tous les Prêtres sont égaux, il dit, que selon la dignité de l'Ordre, ils sont tous égaux: mais non pas quant à la puissance. Il avoue pourtant, que quand un Prêtre inférieur celebre l'Eucharistie, il en suit le même effet, que si c'étoit un supérieur; parce que c'est un même Prêtre intérieur, à savoir Jesus-Christ, qui produit la Transsubstantiation.

5. Proposition. *Toute l'Eglise jointe ensemble ne peut pas punir quelqu'un par une puissance coactive, si ce n'est par concession de l'Empereur.*

Jean XXII prétend que le pouvoir d'excommunier est une puissance coactive; or le pouvoir d'excommunier a été donné à l'Eglise par Jesus-Christ; donc l'Eglise a une puissance coactive. Pour prouver que l'Excommunication est coactive, il dit que l'Excommunication Majeure prive la Personne excommuniée, non-seulement des Sacremens, mais encore de la communion des Fideles. Or, ajoute-t-il, les Loix Impériales disent, qu'il est plus rude de converser parmi les hommes étant privé de leurs suffrages, que d'en être

482 EXTRAIT DU V. TOME DE RYMER.

séparé. Donc l'Excommunication est plus rude qu'une peine temporelle: d'où il suit, que l'Eglise a une puissance coactive.

Pour prouver encore que la puissance de l'Eglise est coactive, il allegue celle dont *S. Pierre* se servit envers *Ananias*, avec ce passage de *S. Paul* aux Corinthiens: *Viendrai-je avec la verge ? & cet autre: Nos armes ne sont point charnelles: mais puissantes de par Dieu pour la destruction des forteresses.*

EXTRAIT DU V. TOME DE RYMER.

C E cinquieme Tome (1) contient un très grand nombre de Pièces, qui peuvent être d'un grand usage pour l'éclaircissement de divers événemens du Regne d'*Edouard III*, l'un des plus considérables de l'Histoire d'Angleterre. Mais comme il n'est pas possible de parler dans un Extrait, de tous ces Actes, qui, outre qu'ils sont en trop grand nombre, ne sont pas également importants; je me bornerai à quelques-uns de ceux qui peuvent servir à éclaircir quelque Fait obscur, ou douteux, ou déguisé par les Historiens.

Les Affaires qu'*Edouard III* avoit avec la France, étant comme le centre où toutes les Négociations aboutissoient; il est nécessaire de commencer par cet Article, comme le plus important, & celui dont tous les autres dépendent, en quelque maniere.

I.

AFFAIRES D'EDOUARD AVEC LA FRANCE. depuis le commencement de 1338, jusqu'à la fin de 1356.

A NNÉE 1338. Quoiqu'*Edouard* eût employé plusieurs années à se préparer à la Guerre contre *Philippe de Valois*, & que dès l'année précédente 1337, il eût manifesté le dessein qu'il avoit de lui arracher la Couronne; ce ne fut pourtant qu'au mois de Septembre 1339, qu'il put se mettre à la tête de son Armée. Comme son intention étoit d'attaquer *Philippe* par la Flandre, ce fut aussi dans les Pais-Bas, & en Allemagne, qu'il tâcha principalement de fortifier sa Ligue par des Alliances avec les Princes de ces quartiers-là. L'Empereur *Louis de Baviere*, les Ducs de *Brabant* & de *Gueldre*, le Comte de *Gueldre*, le Comte de *Haynaut*, les *Flamands* qui étoient alors gouvernés par *Jacques d'Artevelle*, & les Princes Allemands voisins de la Flandre, étoient ceux dont l'Alliance pouvoit lui être la plus avanta-

(1) Cet Extrait contient dix-neuf années du Regne d'*Edouard III*. depuis le commencement de 1338, jusqu'à la fin de 1356. RAP. TH.

geuse pour faire réussir son entreprise. Il avoit déjà fait quelques Traités avec plusieurs d'entre eux, ainsi qu'on l'a vu dans l'Extrait du Tome précédent; mais il étoit nécessaire qu'il allât lui-même dans les Pais-Bas pour confirmer toutes ces Alliances, & pour prendre avec ses Alliés de justes mesures pour l'exécution de ses projets. Il partit donc d'Angleterre au mois de Juillet 1338, pour se rendre à *Arrvers*, où il séjourna plus d'un an, afin d'y régler toutes les affaires. Peu de jours après son arrivée, il alla s'aboucher à *Cologne* avec l'Empereur, qui lui conféra le Titre de *Vicaire de l'Empire* (1). On a vu dans l'Extrait précédent, que le Comte de *Haynaut* avoit souhaité qu'*Edouard* fût revêtu de cette Dignité; & sans doute le Roi lui-même crut qu'elle lui seroit utile pour engager plusieurs Princes Allemands dans la Ligue.

Il s'abouche à Cologne avec l'Empereur, qui le fait Vicaire de l'Empire.

Ces affaires l'ayant occupé jusqu'au mois de Septembre 1339, ce ne fut qu'en ce tems-là qu'il se mit à la tête de ses Troupes, pour entrer dans les Terres de France. On trouve dans un des Actes de ce Recueil, * que le 26 du même mois il étoit à *Marchienne*, entre *S. Amand* & *Douay*, d'où il s'avança dans le Cambresis; & ce fut là qu'il apprit que *Philippe de Valois* s'approchoit avec une nombreuse Armée. La supériorité des Ennemis n'empêcha pas qu'*Edouard* ne passât l'Escaut pour les aller rencontrer; de sorte que les deux Armées se trouverent bien-tôt assez près l'une de l'autre pour donner Bataille. *Philippe* fit même à *Edouard* un Défi, qui fut accepté sur le champ; & le jour & le lieu étoient déjà marqués pour décider la querelle, par

Il entre en France.

* p. 124.

Philippe fait un défi à Edouard, & puis se retire.

(1) Cette entrevue fut véritablement glorieuse & magnifique. On éleva deux Trônes en pleine Place publique, l'un pour l'Empereur, & l'autre pour le Roi. L'Empereur se plaça le premier, & le Roi *Edouard* s'assit près de lui. Ils étoient assistés de 4 Grands-Ducs, 3 Archevêques, & 6 Evêques, 37 Comtes; & suivant l'estimation des Hérauts, 17000 Barons, Bannerets, Chevaliers, & Ecuyers. L'Empereur tenant son Sceptre à la main droite, le Globe à la gauche, & un Chevalier d'Allemagne tenant sur la tête de l'Empereur une Epée nue, Sa Majesté Impériale manifesta la déloyauté, la perfidie & la lâcheté du Roi de France; & sur cela le défi, & déclara que lui & ses Adhérens avoient perdu par Confiscation, la protection & les Privileges de l'Empire; & en même tems, il nomma le Roi *Edouard* son Lieutenant ou Vicaire-Général de l'Empire, lui accordant un plein-pouvoir absolu sur tout le Pais qui est depuis *Cologne* en-deça, dont il lui expédia la Charte Impériale, aux yeux de tous ceux qui étoient présents. Mr. *Barnes*, à qui nous devons cette relation, rapporte ce qui a été dit par quelques-uns; qu'à la première entrevue, l'Empereur trouva mauvais que le Roi *Edouard* refusât de se soumettre à lui baiser les pieds. (Il semble par-là que les Rois avoient accoutumé d'en user ainsi envers les Empereurs.) Mais le Roi *Edouard* répondit courageusement à l'Empereur: *Qu'il étoit lui-même Roi sacré & oint; qu'il avoit sa vie & ses membres en sa propre puissance, n'étant comptable qu'à Dieu, en qualité de Souverain indépendant de toute Puissance humaine, étant aussi Seigneur de la Terre & de la Mer, & portant même une Couronne Impériale; à cause de quoi il ne devoit s'abaisser devant aucune Personne de la Terre.* Laquelle réponse fut admise. *WHA T.*

étoit de cent-cinquante mille hommes, dont il en détacha cinquante-mille sous la conduite de *Robert d'Artois*, pour aller à *S. Omer*, pendant qu'avec le reste, il alla lui-même faire le *Siege de Tournay*. Il s'en falut bien que les succès de cette Campagne ne répondissent à de si grands préparatifs. *Robert d'Artois*, après avoir reçu un échec près de *S. Omer*, vit dissiper toute son Armée, qui étoit principalement composée des Milices de Flandre; pendant que *Philippe de Valois*, qui s'étoit approché de Tournay, mettoit de si grands obstacles au *Siege*, qu'*Edouard* fut trois mois devant cette Place, sans espérance de s'en rendre maître. Il ne lui fut pas même possible de donner Bataille, quoiqu'il envoyât un Cartel de défi à *Philippe*, qui ne voulut pas l'accepter. Comme *Edouard* ne voyoit aucune apparence de pouvoir prendre Tournay, & qu'il ne pouvoit lever le *Siege* sans honte, il fut tiré de cet embarras par *Jeanne Comtesse Douairiere de Haynaut*, sa Belle-mere, & Sœur de *Philippe de Valois*, qui étant sortie d'un Couvent où elle s'étoit retirée, négocia si heureusement, qu'elle fit consentir les deux Rois à une Trêve, dans laquelle tous leurs Alliez furent compris. Cette Trêve devoit durer jusqu'au 25 de Juin de l'année suivante.

Siege de Tournay.

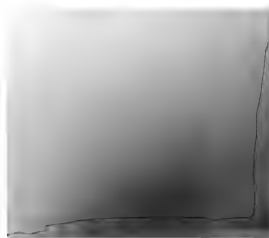
Trêve avec la France.

Après une si grande levée de bouclier, *Edouard* se trouvoit très mortifié d'avoir été obligé de faire une Trêve, qui rompoit toutes les dépenses qu'il avoit faites jusqu'alors. Il avoit d'autant plus de sujet de s'affliger du mauvais succès de cette Campagne, qu'il se voyoit sur le point de perdre tous ses Alliez. Le Duc de Brabant avoit déjà retiré ses Troupes, pendant le *Siege de Tournay*. Les Flamands sembloient se repentir de s'être engagez dans la Ligue. L'Empereur, mécontent de ce que la Trêve de Tournay s'étoit faite sans sa participation, menaçoit d'abandonner le Parti; & sa défection entraînoit celle des Princes Allemands. A cela se joignoit un autre soin, c'étoit de trouver de l'argent pour payer ses dettes; & d'en faire provision, pour recommencer la Guerre aussi-tôt que la Trêve seroit expirée. C'étoit par les conseils de l'Archevêque de *Canterbury* son principal Ministre, qu'il avoit entrepris cette Guerre, & sur les promesses que ce Prélat lui avoit faites de ne le laisser manquer de rien. Cependant, il ne fut pas plutôt engagé au *Siege de Tournay*, que l'Archevêque gagné, comme on le croit, par le Pape *Benoit XII*, qui étoit fort partial pour la France, non-seulement ne lui envoya point l'argent qu'il lui avoit promis, mais s'opposa même à la levée d'un Subside que le Parlement avoit accordé au Roi. Ce manquement de parole obligea *Edouard* à s'engager dans des emprunts considérables, pour lesquels il payoit un gros intérêt;

Quelques Alliez d'Edouard l'abandonnent.

Embarras où se trouve Edouard, par la perfidie de

quois y perdirent vingt-cinq à trente-mille hommes, entre lesquels étoient deux de leurs Amiraux; & que les Anglois leur prirent 230 de leurs Navires, sans compter ceux qu'ils coulerent à fond. WHAT.



mit de livrer toutes les Places de Bretagne dont elle pouvoit disposer. En conséquence de ce nouveau Traité, *Edouard* envoya des Troupes en Bretagne, sous la conduite du Comte de *Northampton*, pour se mettre en possession de ce Duché. Peu de tems après, il y envoya *Robert d'Artois*, qui après s'être rendu maître de Vannes, fut assiégé dans la même Ville, & mourut des blessures qu'il avoit reçues en défendant cette Place, qui fut emportée d'assaut. Comme le Comte de *Northampton* n'avoit pas assez de forces pour se maintenir dans la Bretagne, *Edouard* prit en 1342, la résolution d'y mener lui-même un puissant secours; & s'étant rendu dans ce Duché, il y fit assiéger quatre Places à la fois. Mais à l'approche du Duc de Normandie, qui s'avançoit à la tête d'une nombreuse Armée, *Edouard* fut obligé de rassembler ses Troupes en un seul Corps, qui se trouva encore inférieur à l'Armée Française. Il prit donc le parti de se retrancher; & il le fit d'une telle manière, que le Duc n'osa jamais l'attaquer. Enfin, après que les deux Armées eurent demeuré comme en présence une bonne partie de l'Hiver, avec beaucoup d'incommodité, deux Légats du Pape moyennèrent une Trêve générale, dans laquelle tous les Alliez & Adhérens des deux Rois furent compris. Année 1343. Cette Trêve, qui fut conclue le 20 de Février 1343, devoit durer jusqu'à la Fête de *S. Michel* 1346. On convint encore, que les deux Rois envoyeroient à *Avignon* leurs Plénipotentiaires, pour y négocier la Paix devant le Pape, comme Personne privée; & que cette Négociation commenceroit un certain jour, & dureroit un certain tems: Que le Pape envoyeroit un Nonce en Bretagne, pour y faire observer la Trêve: Que la Ville de Vannes seroit mise entre les mains du Nonce; pour la garder au nom du Pape, jusqu'à la fin de la Trêve; & que *Jean de Monfort* seroit mis en liberté.

Quoique dès le 20 de Mai, *Edouard* eût nommé ses Plénipotentiaires pour la Paix, & qu'il leur eût donné leurs Instructions & leurs Plein-pouvoirs, un accident inopiné fit retarder leur départ. *Nicolas de Flisco*, Envoyé d'*Edouard* à la Cour du Pape, ayant été enlevé de sa Maison pendant la nuit, & emmené en France; *Edouard* voulut avoir réparation de cet affront, avant que de faire partir ses Ambassadeurs, & demanda en même tems, un Sauf-conduit qui les mît à couvert de pareilles violences. Mais le Pape n'ayant fait aucune démarche pour punir ceux qui avoient enlevé l'Envoyé du Roi, & ne voulant point d'ailleurs accorder un Sauf-conduit contre la forme ordinaire, les Plénipotentiaires Anglois demeurèrent dans leur Isle; ce qui fut cause que le terme pris pour traiter la Paix fut souvent prolongé.

Année 1344. *Edouard* ne vouloit point entamer la Négociation, avant que d'avoir eu satisfaction, tant sur l'enlèvement de son Envoyé, que sur le Sauf-conduit extraordinaire qu'il demandoit pour ses Ambassadeurs. A cela se joignoit encore un autre sujet de plainte tou-

Edouard envoya des Troupes en Bretagne.

Et y mene lui-même un grand secours.

Autre Trêve avec la France. p. 337.

p. 366.

Edouard demanda satisfaction, sur l'enlèvement de son Envoyé.

Et sur d'autres sujets de plainte.



de lui, de faire descente en Normandie. Suivant cette résolution, il fit débarquer ses Troupes à *La Hogue* dans le Cotentin; & comme les forces de *Philippe* étoient éloignées, il eut le loisir de ravager la Normandie, sans trouver aucune résistance, que de la part du Comte d'*Eu* Connétable de France; qui ayant voulu s'opposer à ses progrès avec les Milices du País, fut battu, & fait prisonnier. Ensuite, *Edouard* s'avança jusqu'à *Poissy*; d'où il envoya défier *Philippe*, offrant de le battre sous les murailles du Louvre. A la première nouvelle du débarquement d'*Edouard*, *Philippe* avoit usé d'une diligence extraordinaire pour assembler une Armée, qui se trouva bientôt de plus de cent mille hommes; avec laquelle il forma le dessein d'enfermer les Anglois entre la Seine & l'Oyse, pour leur couper le chemin du retour. *Edouard* qui s'en aperçut, quoiqu'assez tard, prit la résolution de se retirer dans le Ponthieu; à quoi il trouva de grandes difficultés, puisqu'il n'avoit aucun passage sur la Somme. Il fut pourtant assez heureux, pour découvrir & pour forcer le passage de *Blanquetaque*, quoiqu'il fût gardé par douze-mille hommes, commandés par *Gondemar du Fay*. Le soir même, après avoir fait passer son Armée, il alla camper à *Crecy*, où il résolut d'attendre *Philippe*, qui l'atteignit dès le lendemain. Ce fut là que se donna la fameuse Bataille de *Crecy*, le 26 d'Août 1346. *Philippe* y fut mis dans une entière déroute, après avoir perdu trente-mille hommes, douze-cens Chevaliers, le Comte d'*Alençon* son Frere, le Roi de *Bohème* son Allié, & quinze Princes ou grands Seigneurs des plus qualifiés du Royaume. On peut dire que ce fut le Prince de *Galles* Fils aîné d'*Edouard*, âgé seulement de quinze ans, qui gagna cette Bataille; le Roi son Pere s'étant contenté de se tenir à portée, avec un Corps de réserve, pour le soutenir en cas de besoin: sans vouloir se mêler dans le Combat, pour ne pas ravir au Prince son Fils une partie de sa gloire (1).

Envoya un défi au Roi de France.

Bataille de Crecy gagnée par Edouard le Prince noir.

(1) *Barnes*, qui a donné le détail de cette glorieuse Victoire, en rapporte une ou deux particularités qui méritent bien d'être remarquées en cet endroit. Il remarque, comme une faveur singulière de Dieu sur les armes d'*Edouard*, qu'aucun Seigneur Anglois ne périt dans cette journée; & que trois Chevaliers, & un Ecuyer, furent tués. Il dit encore, que le Roi de France apporta avec lui de *S. Denis* le grand Etendard de France, que les François regardent comme sacré, & qui à cause de cela ne servoit au commencement que dans les Guerres contre les Infideles. Que *Philippe* se croyant assuré de la Victoire, & ayant résolu de finir la Guerre tout d'un coup, fit arborer cet Etendard sacré sur le Champ de Bataille, pour faire entendre que tous les Anglois seroient passés au fil de l'épée, à la réserve du Roi *Edouard* & du Prince de *Galles* son Fils. Que le Roi *Edouard*, informé de cette cruelle résolution, fit arborer le Dragon couleur de feu, pour marquer qu'on ne feroit pas plus de quartier aux François. L'Auteur profite judicieusement de ces circonstances, pour justifier la conduite d'*Edouard*, qui se tint à l'écart pendant tout le tems de la Bataille: parce que si son Armée avoit eu du pire, tout auroit été perdu sans ressource; & c'est aux déclarations des Etendards dont nous venons de parler, que l'Auteur attribue la mort de tant de François qui

Année 1352 & 1353. La première chose dont ils convinrent, fut de prolonger la Trêve jusqu'au 12 de Septembre 1352; mais ce tems n'étant pas suffisant pour ajuster tous les differends, elle fut encore prolongée jusqu'au 1 d'Août 1353; & enfin, jusqu'au 1 d'Avril 1354.

Pendant cette dernière prolongation, le Roi *Jean* sembla vouloir enfin conclure la Paix, en cedant à *Edouard* la *Guyenne*, & les Comtés d'*Artois* & de *Guînes*, avec la Ville de *Calais* & son Territoire, en toute Souveraineté. C'est ce qu'on apprend clairement de l'Histoire d'Angleterre, & dont *Mexerau* ne fait aucune mention: mais divers Actes qu'on trouve dans ce Recueil, faisant voir manifestement qu'*Edouard* croyoit la Paix faite; & n'étant nullement vraisemblable qu'elle se pût faire sans qu'il y trouvât quelque avantage; ce que les Historiens *Anglois* avancent, paroît hors de toute contestation.

Omission considérable dans *Mexerau*.

Quelque peu de proportion qu'il y eût entre les premières prétentions d'*Edouard*, & les offres qu'on lui faisoit, il les accepta pourtant. Il n'étoit plus question que de conclure ce Traité d'une manière solennelle; ce que les deux Rois ne crurent pouvoir mieux faire qu'en le faisant confirmer par le Pape, à qui ils donnerent pouvoir de les contraindre tous deux par des Censures Ecclésiastiques, à l'observation de ce même Traité qui devoit être signé en sa présence. Suivant ces Conventions, *Edouard* fit partir ses Ambassadeurs pour Avignon, avec des Pouvoirs très amples de signer le Traité, & de le soumettre lui-même à la Jurisdiction du Pape, pour ce qui regardoit l'observation. Mais l'espérance de cette Paix s'évanouit bientôt, par le refus que firent les Ambassadeurs de *Jean*, de confirmer devant le Pape, ce qui avoit été arrêté entre *Guînes* & *Calais*.

P. 744.

Ce refus produisit une nouvelle rupture, *Edouard* ne voulant plus entendre parler de Paix, quelques instances que le Pape fit pour l'obliger à renouer la Négociation. La résolution étant prise de recommencer la Guerre avec vigueur, *Edouard* donna le Gouvernement de *Guyenne* au Prince de *Galles* son Fils, & l'envoya dans cette Province pour y commencer les hostilités, pendant qu'il se préparoit à faire lui-même une seconde invasion en France d'un autre côté.

Nouvelle rupture avec la France.

Année 1356. Le Prince de *Galles*, qui étoit alors âgé de vingt-cinq ans étant arrivé en *Guyenne*, se mit à la tête d'une petite Armée, & alla ravager le *Languedoc*, où il prit *Carcassonne* & *Narbonne*, & en emporta un grand butin, qu'il alla mettre en sûreté dans *Bordeaux*. Après s'être un peu rafraîchi dans cette Ville, il en partit avec une Armée de douze-mille hommes, dont trois-mille seulement étoient des *Anglois* naturels. Il traversa le *Périgord* & le *Limousin*, & entrant dans le *Berry*, il alla se faire voir aux portes de *Bourges*, où il apprit que le Roi *Jean* s'avançoit à la tête de soixante-mille hommes. Cette nouvelle l'obligeant à penser à la retraite, il voulut prendre un détour, pour se retirer en *Guyenne* par le *Poitou*; mais *Jean* usa de tant de

Edouard le Prince Noir ravage le *Languedoc*, &c.

l'ordre des années, afin qu'en cas de besoin, on puisse avoir recours à ce qui a été rapporté dans l'Abregé sur ces mêmes années.

Année 1338.

Prolongation jusqu'au 24 de Juin, de la surseance qu'*Edouard*, à l'instance des Légats, avoit accordée à la France jusqu'à Pâques. Page 2 (1). Trêve avec la France.

Lettre d'*Edouard* à l'Empereur pour le prier d'accorder le Titre de Roi au *Dauphin de Viennois*. Du 3 de Mars. Page 10. Lettre d'Edouard à l'Empereur en faveur du Dauphin de Viennois.

Apparemment, le Dauphin avoit promis de s'engager à ce prix, dans le Parti d'*Edouard*.

Lettre d'*Edouard* aux Archevêques de *Cantorbery* & d'*Torck*, pour leur demander le secours de leurs prières, & pour les requérir de l'excuser envers son Peuple, touchant les grandes Impositions dont il est obligé de le charger (2). Le 28 de Mars. Page 20. Sa lettre aux deux Archevêques, pour demander des prières, &c.

Ordre de faire armer les Habitans de l'Île de *Wight*, sur le point d'être attaquée par la Flotte Française. Le 15 d'Avril. Page 24. Ordre d'Edouard touchant l'Île de Wight.

C'est apparemment ce qui donna lieu à l'Acte suivant.

Revocation de la surseance accordée à la France, sur ce que *Philippe* a commencé le premier les hostilités. Du 1 de Mai. Page 35 (3). Revocation de la surseance accordée à la France.

(1) On peut mettre en question, lequel étoit plus à charge, ou une Trêve de cette nature, ou une Guerre? *Mr. Barnes* dit que ces Pacificateurs, Chef du Christianisme, coûtèrent à l'Eglise d'Angleterre 50 Marcs par jour tout le tems qu'ils y séjournèrent, qui fut depuis le milieu de Décembre 1337, jusqu'au 21 de Mars suivant. *WHAT.*

(2) Nous pouvons conjecturer en partie, ce que c'étoit que ces Taxes, par le récit que *Mr. Barnes* nous en a donné. Il dit que les Laïques accorderent au Roi la moitié de leurs Laines, dans toute l'étendue du Royaume, pour l'Eté suivant; lequel don le Roi reçut de bon cœur. Et à l'égard du Clergé, le Roi en prit la Laine entière, ordonnant qu'on lui payeroit neuf Marcs de chaque sac de la plus fine Laine: après quoi il en prit la moitié du prix, de tout homme entre les mains de qui on le trouvoit, Marchand ou autre, conformément au don que nous venons de rapporter. De sorte qu'au témoignage de *Knighon* qui étoit Religieux de l'Abbaye de *Leycester*, il n'eut de cette Maison pas moins de 18 sacs de Laine. Après cela, le Roi prit un Quinzème sur toute la Communauté du Royaume, en Laine, selon l'estimation de deux chelins pour quatorze livres de Laine; & encore le dernier de Novembre il avoit envoyé l'Evêque de *Lincoln*, & les Comtes de *Northampton* & de *Suffolk*, dans le Brabant, avec dix-mille sacs de Laine, pour engager des Troupes dans la Haute Allemagne. Ces Envoyés vendirent en même tems toute leur Laine à raison de quarante livres le Sac, ce qui monta en tout à 400000 livres. Outre tout cela, on dit que ce Prince, environ le même tems, saisit les Biens des Religieux de *Clugny* & de *Cîteaux*, étrangers, ceux des Lombards, & toutes les Dixmes triennales qui avoient été dans leur origine destinées à la Guerre contre les Infidèles. *WHAT.*

(3) *Mr. Barnes* dit qu'immédiatement après ceci, *Edouard* voyant que le Roi de France refusoit de donner des sûretés pour l'observation inviolable de la Trêve, non-seulement en revoqua la dernière Prorogation, mais partit encore pour la Flandre, dans le dessein de s'aboucher avec ses Alliés pour l'exécution de ses desseins contre la France. *WHAT.*

R E G N E D' E D O U A R D I I I. 495

Alliance avec *Louis de Bavière*, se prétendant Empereur, qui étoit excommunié. Il s'excuse aussi sur les Décimes accordées à *Philippe*, prétendant qu'il n'a pas eu intention d'assister ce Prince contre *Edouard*, mais contre les Allemands qui menaçoient d'envahir la France. Il en allègue pour preuve les termes mêmes de sa Bulle; comme si les expressions de cette Bulle rendoient ce secours moins efficace contre *Edouard*. Id. Nov. Pag. 88.

dans lequel il reproche à Edouard son Alliance avec l'Empereur excommunié.

Défense aux Plénipotentiaires Anglois, de donner à *Philippe de Valois* le Titre de *Roi de France*. Du 16 Novembre. Page 93.

Défense aux Plénipotentiaires au sujet de Philippe.

Année 1339.

Plein-pouvoir aux mêmes Ambassadeurs, pour traiter avec *Philippe*, qu'il qualifie seulement, *Philippum de Valesio, Consanguineum nostrum*. Du 11 de Janvier, Page 95.

Plein-pouvoir pour traiter avec Philippe.

A la fin de cet Acte, on trouve ce *Memorandum* : *Idem Archiepiscopus, Episcopi, & alii supra scripti, habent consimile Procuratorium, ad tractandum cum Excellentissimo Principe Domino Philippo Rege Francie Illustri.*

C'étoit apparemment pour en faire usage, en cas qu'on pût convenir des Articles de la Paix. Cela fait voir en même tems, qu'*Edouard* se seroit contenté de moins que de la Couronne de France.

Lettres-patentes d'*Edouard*, par lesquelles, en qualité de Vicaire de l'Empire, il déclare que le Comte de *Haynaut* n'est point obligé à lui fournir le secours qu'il lui donne. Le 27 Sept. Page 123.

Edouard déclare le Comte de Haynaut exempt de secours à l'Empire.

Un Ordre daté de *Markoing* (*Marchienne*) *infra Marchiam Francie*. Du 26 Sept. Pag. 124.

Ordre daté de Marchienne.

Promesse au Marquis de *Juliers*, de le faire Pair d'Angleterre. Du 28 Novembre. Page 139. C'étoit au retour de la Campagne de 1339.

Promesse au Marquis de Juliers de le faire Pair d'Angleterre.

Bulle de *Benoît XII*, qui s'offre pour Médiateur entre les deux Rois. X. Kal. Jan. Page 146.

Le Pape offre la Médiation.

Année 1340.

Plein-pouvoir pour traiter avec les Flamands, qui avoient résolu d'entrer dans la Ligue contre la France. Du 2 Janvier. Page 149.

Plein-pouvoir d'Edouard, pour traiter avec les Flamands.

En vertu de ce Pouvoir, il fut fait avec les Flamands un Traité, par lequel ils s'engagerent à se joindre à la Ligue, à condition qu'*Edouard* prendroit le Titre de Roi de France. On ne trouve point ici ce Traité; mais on en voit la Ratification, page 155, datée de Gand, le 8 Janvier 1340 (1).

Ratification du Traité.

(1) Ce fut un des Articles de la Convention, selon Mr. *Barnes* notre fidele Histo-

Autre Déclaration, qui marque en détail toutes les avances qu'il avoit faites à *Philippe*, & les injures qu'il avoit reçues de sa part. P. 160.

Autre Déclaration.

Mémoire qui marque le jour du retour d'*Edouard* en Angleterre, le 21 Fevrier 1340. Page 174.

Jour de son retour en Angleterre.

Lettre à l'Archevêque de *Canterbury*, pour le sommer de se trouver au Parlement; & touchant le Titre de Roi de France.

Lettre à l'Archevêque de *Canterbury*, au sujet du Parlement, & du titre de Roi de France.

Non mirantes ex hoc quod stylum nostrum consuetum mutavimus, & Regem Francie nos facimus nominari; nam diversa subsunt cause, per quas hoc facere necessario nos oportet, & quas vobis, ac aliis Prelatis & Magnatibus, nec non Communitatibus ejusdem Regni Anglia ad dictum Parlamentum plenius exponemus, &c. Teste me ipso, apud Harwich, 21. Febr. Page 174.

Bref de *Benoît XII*, qui exhorte *Edouard* à quitter le Titre de Roi de France. *Nuper Excellentia Regis Litteris, dit ce Pape, nostro Apostolatus presentatis, & contentis in ipsis plenius intellectis, novus in eis descriptus Titulus, & impressio sigilli Francie armis & Anglia sculptis, ut primâ facie videbatur, stuporis & admirationis magnam nobis materiam prabuerunt.* Dans tout le reste de cette Lettre, le Pontife tâche, par toutes les raisons dont il peut s'aviser, de persuader au Roi de quitter ce Titre. III. Non. Mart. Page 175.

Bref du Pape qui exhorte *Edouard* à quitter le Titre de Roi de France.

Lettres-patentes, par lesquelles *Guillaume* Marquis de *Juliers* est créé Pair d'Angleterre, sous le Titre de Comte de *Cambridge*, avec une Pension annuelle de 1000 liv. Du 12 Mai. Page 184 (1).

Pairie & pension du Marquis de *Juliers*.

Il paroît de divers Actes de ce Recueil, qu'*Edouard* avoit engagé sa Couronne, *hereditariam & precellentiorem*, à l'Archevêque de *Treves*, pour 50000 florins; & celle de la Reine, avec une autre plus petite, à quelques Marchands de *Cologne*. Pages 101, 185, 409, 447.

Edouard engage ses Couronnes.

Lettre d'*Edouard* au Pape, à qui il se plaint de ce que *Nicolas de Flisco*, son Envoyé, avoit été enlevé d'*Avignon* & conduit en France. Il demande reparation de cet affront, & dit nettement au Pontife, qu'il ne devoit point s'attendre à recevoir des Ambassadeurs de sa part, jusqu'à ce qu'il lui ait fait raison de cette violation du Droit des Gens (2). Le 1 Juin. Page 188.

Lettre dans laquelle *Edouard* se plaint au Pape de l'enlèvement de son Envoyé.

(1) Mr. *Barnes*, en cet endroit, relève une erreur de *Cambden*, ce savant Antiquaire, qui dit dans sa *Britannia*, qu'*Edouard III*, à cause de l'amour qu'il portoit à la Reine *Philippe* son Epouse, créa *Jean de Haynaut* Oncle de cette Princesse, Comte de *Cambridge*; & que ce Prince s'étant tourné du côté des François, il le dépouilla de ce Titre, & le conféra à *Guillaume* Marquis de *Juliers*, Fils de la Sœur de cette Reine. Mais la vérité est, que *Jean de Haynaut* n'avoit pas alors pris le parti des François, & ne le prit que quelques années après, comme cela est reconnu par le laborieux & exact Ecrivain, le Chevalier *Guillaume Dugdale*. WHAT.

(2) Mr. *Barnes* dit: que tandis que *Nicolas de Flisco*, & *André* son Fils, étoient à *Avignon* sous la protection du Pape, certains Scélérats, pour avoir les bonnes grâces du Roi de France, entrèrent par force dans la maison de *Flisco* à minuit, la veille du Vendredi saint; enfoncerent la porte de sa chambre, & sans presque lui donner le tems de se couvrir d'un méchant habit, ils l'enleverent avec son Fils &

» de nostre part, & que bien quidoms que vous averniez de vostre part,
 » ne se purront mie longement tenir ensemble, sans faire gref destruc-
 » tion au Peuple & au Pays, la quelle chose chascuns bons Chrestiens
 » doit eschuer, & especialement Prince, & autre qui se tignent Gou-
 » verneurs des Gentz; si desirons mout,

» Que brief point se prist, pur eschuer mortalité des Chrestiens.
 » Ensi comme la querelle est apparaint à vous & à nous,

» Que la Discussion de nostre Chalaunge se felist entre nos deux
 » corps, à laquele chose nous nous ofrons, par les causes dessus dites,
 » coment que nous pensons bien le graunt noblesse de vostre corps
 » de vostre sens, auxi & avisement.

» Et en cas que vous ne vourriez cèle voye, que adonques fu mis
 » nostre Chalaunge, pour affiner ycele par bataille de corps de cent
 » personnes des plus suffisants de vostre part, & nous autres tauns de
 » nos Gentz Liges.

» Et si vous ne voillez l'une voye ne l'autre, que vous nous assi-
 » gnez certaine journe devant la Citee de Tournay, pur combattre,
 » poer contre poer, dedens ces 10 jours prochains après la date de ces
 » Lettres.

» Et nos offres dessus dites vouloms par tout le Mount estre con-
 » nues, ja que ce est nostre desyr, ne mye par orgul, ne surquidance,
 » mais par les causes dessus dites, au fyn que la volonte Nostre Sei-
 » gneur Jehu Christ monstre entre nous, repos puisse estre de plus en
 » plus entre Chrestiens, & que par ceo les ennemis Dieu fussent re-
 » sistez, & Chrestiente enfausie.

» Et la voye, sur ce que eslire voillez, des offres dessus dites, nous
 » voillez signer par le Portour de ces dites Lettres, & par les vestres,
 » en luy fesaunt hastive delivrance.

» Donce de souz nostre Privee Seal, à Chyn, sur les Champs de
 » lees Tournay, le 26. jour du mois de Juille, l'An de nostre Regne
 » de Fraunce premier, & d'Anglererre 14 ». Page 198.

Réponse de Philippe.

» **P**HILIP, par la Grace de Dieux, Roi de Fraunce, a Edouard
 » Roi d'Angleterre.

» Nous avoms veu vos Lettres apportées a nostre Court, de par
 » vous, a Philip de Valeys, en queles Lettres estoient contenus algu-
 » nes Requestes, que vous feistes al dit Philip de Valeys.

» Et,

» Pur ceo que les ditz Lettres ne venoient pas à Nous, & que les
 » Requestes ne estoient pas faites à Nous, comme appert cleirement
 » par le tenor des Lettres;

R r r ij

vêque de *Cantorbery*, & les malversations de ce Prélat. Pages 225, 235, 236. En Février & Mars (1). l'Archevêque de Cantorbery.

Lettre de l'Empereur, qui s'offre pour Médiateur entre les deux Rois, & dit que *Philippe* a déjà accepté sa Médiation. Il s'excuse sur ce qu'il s'est accommodé avec le Roi de France, & prend pour prétexte qu'*Edouard* a fait sa Trêve sans sa participation. Enfin il revoke sa Patente, qui constituoit *Edouard* Vicaire de l'Empire. Le 25 Juin. Page 262. L'Empereur revoke la Patente qui constituoit Edouard Vicaire de l'Empire.

Réponse d'*Edouard* à la Lettre précédente. Il dit à l'Empereur, qu'à l'égard de la médiation proposée, il le prie de l'excuser s'il ne l'accepte pas; ses Droits étant d'une telle évidence, qu'il ne croit pas devoir les mettre en compromis. Touchant la Trêve, il le prie de se souvenir, que par leurs Conventions il étoit autorisé pour faire la Trêve quand il le jugeroit à propos; mais non pas une Paix finale. Il ajoute, qu'il ne peut assez s'étonner de la revocation de la Patente; puisque, selon leur Traité, il devoit jouir du Titre de Vicaire, jusqu'à ce qu'il fût en paisible possession du Royaume de France, ou de la meilleure partie. Le 25 Juin. Page 262. Réponse d'Edouard à la Lettre de l'Empereur.

Prolongation de la Trêve, jusqu'au 24 Juin 1342. Page 281.

Don fait à *Jean de Montfort*, du Comté de *Richemont* en Angleterre, pour recompense de celui de *Montfort*, qui avoit été confisqué en France. Il paroît par cet Acte qu'il y avoit un Traité d'Alliance entre *Edouard* & *Jean de Montfort*. Le 24 Septembre. Page 283. Prolongation de la Trêve avec la France
Don fait à Jean de Montfort.

Année 1342.

Commission donnée à *Gautier de Mawny*, pour se mettre en possession, au nom du Roi, des Places de Bretagne. Du 10 Mars. Page 301. Commission à Gautier de Mawny, pour s'emparer des Places de Bretagne.

C'étoit après la prise de *Jean de Montfort*, & en vertu du nouveau Traité fait avec *Marguerite* sa Femme.

Envoi du Comte de *Northampton* en Bretagne. Du 27 Mars. Page 304. Et au Comte de Northampton.

(1) L'Archevêque étoit par hazard parti de *Lambeth*, lors du retour du Roi. Il apprit l'indignation de ce Prince contre lui, & se tint prudemment à l'écart, jusqu'à ce que l'orage fût passé. Mr. *Barnes* accuse ce Prélat d'avoir été aussi froid à continuer la Guerre contre la France, à cause des menaces & des prières du Pape, qu'il avoit été au commencement ardent à l'allumer. Il avoit gouverné le Royaume pendant que le Roi étoit en Flandre; & lorsqu'on voulut l'obliger à rendre compte de son Administration, il s'en défendit à la manière de ce tems-là, en lançant l'Excommunication avec les cérémonies redoutables des Cloches, des Livres & des Chandelles, contre tout homme qui mettroit la main sur la Personne ou sur les Biens des Ecclesiastiques. Les Cloches sonnoient d'un ton lugubre, pendant la cérémonie, & on éteignoit tout d'un coup les Chandelles, qui rendoient une mauvaise odeur. Le Lecteur pourra voir un détail particulier de l'affaire de cet Archevêque, & ses défenses, dans l'Histoire de Mr. *Barnes*, où nous trouvons, qu'après sa soumission, il fut entièrement pardonné, & rentra même en grace. WHAT.

REGNE D'ÉDOUARD III. 503

Lettre d'Edouard au Pape, à qui il se plaint de diverses infractions de la Trêve. Il consent à la prolongation du terme assigné pour le Traité, & demande pour ses Plénipotentiaires le sauf-conduit en la forme qu'il a déjà prescrite. Le 29 Novembre. Page 394.

Autre Lettre d'Edouard au Pape, à ce sujet.

Année 1344.

Autre Lettre pour demander le Sauf-conduit. Le 3 Août. Page 419.

Lettre pour demander le Sauf-conduit.

Plein-pouvoir à l'Evêque de *Norwich*, pour porter des plaintes au Pape, sur les infractions de la Trêve. Du 3 Août. Page 419.

Plein-pouvoir à l'Evêque de *Norwich*, de se plaindre de la Trêve rompue.

Bref de *Clement VI*, qui demande qu'Edouard lui envoie l'Ambassade solennelle qu'il lui a fait espérer; & que, selon les Conventions, il y ait parmi ses Ambassadeurs, quelque Prince de son Sang. Il le prie aussi que l'un d'entre eux soit chargé de son secret, & qu'il ait ordre de lui communiquer; promettant de le tenir, *quasi sub Confessionis sigillo*. VIII. Id. Decemb. Pag. 433.

Bref du Pape touchant l'Ambassade promise par Edouard.

Année 1345.

Réponse du Roi à deux Légats, qui lui avoient écrit de Lyon, pour l'informer qu'ils lui étoient envoyés pour l'exhorter à la Paix. Il leur dit, qu'il ne peut traiter sans la participation de ses Alliez; qu'il a déjà répondu la même chose au Nonce du Pape, par l'avis de son Conseil, & qu'il ne peut s'en départir. Le 18 Janvier, page 439. Il paroît par-là que le Pape le pressoit d'abandonner ses Alliés, ce qui regardoit sans doute *Jean de Montfort*.

Réponse du Roi à deux Légats du Pape.

Lettre d'Edouard au Pape, sur la violation de la Trêve en Bretagne, par la mort des Seigneurs Bretons décapités à Paris. Le 26 Mai, page 453. Dans cette Lettre qui est fort longue, Edouard fait une breve récapitulation de tout ce qui s'étoit passé, depuis le commencement de la Guerre, jusqu'à la Trêve conclue en Bretagne; après quoi il ajoute: *Et cum sic, spe Pacis arridente, sub dictarum Treugarum fiduciâ redeunt in Angliam, dimissis paucis Ministris nostris in Britannia, pro regimine dictarum Partium, & Coadjuutorum nostrorum, ibidem ordinavimus Nuncios nostros ad Sanctitatis vestre presentiam, pro Tractatu Pacis, transmittendos, prout conditum fuerat; supervenerunt nobis nova certa non levis pungentia mentem nostram, de morte, videlicet, quorundam Nobilium nobis adherentium, captorum in Britannia, & de speciali precepto dicti Philippi, Parisiis ignominiose morti traditorum; nec non de strage & depopulatione magna fidelium & locorum nostrorum in Britannia, Valconia, & alibi, ac Tractatibus subdolis & occultis cum Alligatis & sub-*

Lettre d'Edouard au Pape, sur la violation de la Trêve en Bretagne.

les principaux Articles , parce que de cet examen dépend l'éclaircissement de ce Fait , que les Historiens ont laissé dans une grande obscurité ; ce qui est un des principaux usages qu'on peut tirer de ce Recueil.

Porro , dit ce Pontife , quia illi qui dictas tuas Nobis missas Litteras distulerunt , rei veritatem forsitan ignorabant , multa posuerunt in eis , & aliqua tacuerunt , in quibus erraverunt notabiliter , factum taliter recitando.

Voici les preuves sur lesquelles il se fonde , pour convaincre *Edouard* qu'il est l'infracteur de la Trêve.

1. Il lui reproche qu'il n'a pas exécuté les Conventions par lesquelles il s'étoit engagé à lui envoyer des Ambassadeurs , entre lesquels il y auroit quelque Prince du Sang Royal ; & que *Philippe* avoit satisfait à ces deux Articles.

Pour répondre à cette objection , on peut dire , qu'entre les Ambassadeurs qu'*Edouard* avoit nommés , se trouvoient *Henri de Lencastre* , Comte de *Derby* , son Cousin ; & *Hugues Spenser* , Fils d'une de ses Cousines-germaines. La nomination de ces Ambassadeurs se prouve par le Plein-pouvoir qui leur fut donné , & qui se trouve à la page 381 de ce Recueil. Il est vrai qu'avant que de faire partir cette Ambassade solennelle , il envoya au Pape d'autres Ambassadeurs , pour se plaindre de quelques infractions de la Trêve , & de l'enlèvement de *Elisée* ; comme aussi , pour demander un Sauf-conduit en la forme qu'il le desiroit. C'est de-là que le Pape prend occasion de lui objecter , qu'entre les Ambassadeurs qui lui ont été envoyez , il ne s'est point trouvé de Prince de la Famille Royale. Mais qui ne voit que cette objection est illusoire , puisque ces Ambassadeurs n'étoient pas envoyez pour traiter la Paix ? D'un autre côté , si *Edouard* ne fit pas partir ses Plénipotentiaires , c'étoit parce qu'on ne lui donnoit aucune satisfaction sur l'enlèvement de son Envoyé , & que même , sans sa participation , le Pape avoit absous ceux qui avoient commis cette violence. En second lieu , *Jean de Monfort* étoit retenu en prison , contre les Conventions de la Trêve. Enfin , le Pape refusoit de donner aux Plénipotentiaires Anglois le Sauf-conduit , en la forme qu'*Edouard* le demandoit. Il ne devoit donc s'en prendre qu'à lui-même , du retardement des Ambassadeurs Anglois , jusqu'au tems de la mort des Seigneurs Bretons.

Justification d'*Edouard*.

2. A l'égard de l'exécution de ces Seigneurs , voici comment le Pape excuse ce Fait. Il dit qu'en ayant écrit au Roi de France , *Philippe* avoit répondu , qu'il avoit fait punir ces Seigneurs pour divers crimes qu'ils avoient commis , & pour avoir violé la Trêve en Bretagne. Que d'ailleurs ces mêmes Seigneurs avoient assuré , qu'ils n'avoient aucune sorte de confédération avec *Edouard* , mais seulement avec *Jean de Monfort* ; & que ce Comte , qui étoit alors prisonnier

de la Trêve. Peut-être étoit-ce par représailles, pour quelque Place dont *Charles de Blois* s'étoit emparé. Pour le dire en passant, ceci peut servir à éclaircir comment Vannes tomba entre les mains de *Jean de Montfort*, ce que l'Historien de Bretagne a ignoré.

Voilà les principales raisons sur lesquelles *Clément* se fondeoit, pour convaincre *Edouard* qu'il étoit le premier Auteur de l'infraction de la Trêve. Il ne parloit point dans cette Bulle, de l'enlèvement de *Flisco*, sur lequel apparemment il n'avoit aucune bonne excuse à donner. *Edouard* pouvoit donc, sur cet article, comme sur les précédens, dire à son tour au Pontife, que ceux qui avoient dicté la Bulle avoient passé sous silence des articles importans, & déguisé la vérité sur quelques autres. Il y auroit encore diverses observations à faire sur cette Bulle, si je ne craignois de m'engager dans une trop longue discussion. Ce que je viens de dire suffira, ce me semble, pour faire juger auquel des deux Rois on devoit attribuer la rupture de la Trêve. XII. Kal. Aug. Page 460.

Lettre d'*Edouard* au Pape, sur la Bulle précédente, à laquelle il dit qu'il prépare une Réponse, dont il ne doute pas que le Pontife ne soit satisfait. Du 11 de Novemb. Page 483.

Lettre d'Edouard
au Pape.

Année 1346.

Cette Réponse ne se trouve pas dans ce Recueil; mais on y voit que dans la suite il envoya un homme au Pape, avec des Instructions sur ce sujet. Du 8 de Fevrier. Page 489.

Proclamation pour justifier la Guerre contre *Philippe de Valois*. Ce qu'il y a de remarquable dans cette Proclamation, c'est qu'*Edouard* y dit, qu'incontinent après la mort de *Charles le Bel*, il consulta les Grands, les Prélats, & les Jurisconsultes de son Royaume, & que ce fut par leur conseil qu'il envoya des Ambassadeurs en France pour demander la Couronne de ce Royaume. Il ajoute, qu'ils ne purent avoir Audience, & qu'après avoir fait leurs Protestations, ils furent obligés de se retirer, ayant sujet de craindre pour leur vie. Ceci confirme ce qui a été avancé sur ce sujet, dans l'Extrait du Tome IV. Du 15 de Mars. Page 497.

Proclamations
pour justifier la
Guerre contre la
France.

Conventions entre *Jean Duc de Normandie* Fils de *Philippe de Valois*, & les Normands, dans lesquelles ceux-ci s'obligent à suivre le Duc en Angleterre avec 40000 hommes, pour faire la conquête de ce Royaume; avec diverses conditions de part & d'autre, en cas que cette entreprise réussît. Au Bois de Vincennes, le 23 de Mars, l'an 38. Je ne sai ce que signifie cette date, s'il n'y a pas faute d'impression. Peut-être ces Conventions sont-elles de l'an 1338 (1).

Dessein des Nor-
mands de faire la
conquête de l'An-
gleterre.
P. 504.

(1) Mr. *Barnes* dit que cela fut appelé l'*Ordonnance de Normandie*, & qu'on

clure la Paix avec Jean. *Ita quod ex parte nostrâ non reperietur, per Dei gratiam, dissimulatio, dilatio, vel defectus, quod de nobis sentire velis vestra moderatio circumspiciat.* Du 8 de Novemb. Page 772.

C'étoit lorsque Jean s'avança jusqu'à offrir la Guyenne, l'Artois, Guisnes, & Calais, en toute Souveraineté.

Année 1353.

Lettre à Innocent VI, sur son exaltation sur la Chaire de S. Pierre. Du 20 de Juin. Page 753.

Plein-pouvoir donné par Edouard à ses Ambassadeurs, plus ample que les précédens, pour conclure la Paix, & pour renoncer en son nom à la Couronne de France. Du 30 de Mars. Page 779.

Prolongation de la Trêve, depuis le 6 d'Avril 1353, jusqu'au 1 d'Avril 1354. Sous les Tentes devant Guisnes. Le 6 d'Avril. P. 784.

Pouvoir donné aux Ambassadeurs, plus ample que tous les précédens, par lequel il paroît manifestement qu'Edouard croyoit la Paix faite. Voici ce que portoit ce Plein-pouvoir. *Dantes & concedentes eisdem Procuratoribus auctoritatem, & speciale mandatum, tractandi cum Adversario nostro, seu Deputatis & Assignatis per eum, de pace finali inter nos & ipsum, per Dei gratiam, ineunda, & super omnibus Debatis, Litibus, & Controversiis, inter Nos & dictum Adversarium nostrum exorsis: Specialiter super jure quod habemus, vel habere poterimus, ad Coronam & Regnum Francia, & pertinentia eorundem: Vel in eis transigendi, componendi, paciscendi, & etiam juri Nobis in hac parte competenti, ex causâ Transactionis, seu Compositionis, ac Recompensationis, nobis super hoc faciendâ, renunciandi, &c. Et cum inter Nuncios utriusque Partis sic tractatum fuerit & finaliter concordatum, ut sic concordata, quantum ad nos attinet, feliciter observentur, submitendi Nos, Hæredes, & subditos nostros, ac Terras & Dominia quacumque quæ jam habemus in Regno Francia, & quæ, virtute hujusmodi Concordiæ in eodem continget nos habere, jurisdictioni dicti Summi Pontificis, videlicet, ut ipse per censuras ecclesiasticas, & alias vias legitimas, ad observationem promissorum Nos, Hæredes, & subditos nostros, compellere valeat, & arctare; & omnia sic concordata, auctoritate Apostolicâ confirmare, homologare, & quâ cum firmitate valere.* Du 28 Août. Page 794.

Il est manifeste par ce Plein-pouvoir, qu'on avoit fait à Edouard des offres qu'il jugeoit à propos d'accepter; ce qui confirme ce que les Historiens Anglois ont avancé sur ce sujet, & que Mezerei a cru devoir passer sous silence.

droit sur les Revenus de l'Eglise d'Angleterre, la somme de 20000 liv. sterling l'année, sauf le droit du Pape: Et que tout ce qui avoit été pris aux Ecoissois, & annexé à la Couronne d'Angleterre, leur seroit restitué. WHAT.

S f f iij.

Lettre au nouveau Pape Innocent VI.

Plein-pouvoir d'Edouard pour renoncer à la Couronne de France.

prolongation de la Trêve.

Plein-Pouvoir, par lequel Edouard soumet ses droits sur la France au jugement du pape.

Mezerai convaincu d'avoir gardé le silence sur un Article important.



Ce Prince étoit Frere de *Charles* Roi de Navarre, que le Roi *Jean* mandie. détenoit en prison dans le Château d'*Arleux* en Cambresis (1).

II.

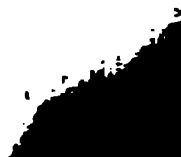
AFFAIRES D'EDOUARD AVEC L'ECOSSE.

DANS l'Extrait du Tome précédent, nous avons laissé l'Ecosse en un très fâcheux état. Année 1338. *Edouard*, maître des principales Places, y regnoit sous le nom d'*Edouard Baillol*, qui portoit le Titre de Roi, mais qui n'étoit qu'une ombre de Souverain; tandis que le Roi *David* étoit réfugié à la Cour de France, qui cherchoit plutôt à faire durer la Guerre en Ecosse, qu'à la terminer par quelque puissant secours. Depuis qu'*Edouard* avoit manifesté ses desseins contre la France, *Philippe de Valois* auroit bien souhaité de pouvoir faire une puissante diversion en Ecosse; mais il étoit trop tard, puisqu'il falloit qu'il pensât à se défendre lui-même contre une Ligue qui s'étoit formée contre lui, pendant qu'*Edouard* l'avoit amusé d'une vaine esperance de Paix, ainsi qu'on l'a vu dans l'Extrait précédent. Par cette raison, les secours qu'il pouvoit donner aux Ecossois n'étoient pas bien considerables. Cependant *Robert Stuart*, Régent en Ecosse pour le Roi *David*, voyant qu'*Edouard* alloit être assez occupé en Flandre, conçut quelque esperance de pouvoir profiter de cette diversion; & ayant assemblé quelques Troupes, aussi-tôt qu'il fut qu'*Edouard* avoit passé la Mer, il recommença les hostilités en Ecosse. Le peu d'opposition qu'il rencontra de la part de *Baillol*, à qui *Edouard* n'avoit laissé que peu de forces, & quelques heureux succès que ses armes eurent au commencement, lui ayant donné la facilité d'augmenter son Armée, il prit la résolution d'assieger *Perth*; ce qu'il exécuta l'année suivante 1339, à peu près dans le tems qu'*Edouard* commençoit sa première Campagne en Flandre. La prise de cette Place, qui lui coûta un Siege de trois mois, ayant obligé *Baillol* de se retirer vers les frontieres d'Angleterre, le Régent profita de ses avantages pour attaquer la forte Ville de *Sterling*, qu'il prit par composition; après quoi il se rendit encore maître d'*Edimbourg* par un stratagème.

Progrès de Robert Stuart en Ecosse.

Année 1340. *Edouard* étant trop occupé aux préparatifs de la Campagne qu'il devoit faire en Flandre en 1340, pour pouvoir penser à l'Ecosse, *Stuart* profita de la conjoncture pour faire une irruption dans le Northumberland, d'où il emporta un grand butin. Ensuite, pendant qu'*Edouard* étoit devant *Tournay*, le Régent d'Ecosse s'empara

(1) Mr. *Barnes* prétend que le Roi *Jean*, qui étoit Beau-pere de ce Prince; le fit mettre en prison, à cause qu'il entretenoit des correspondances avec les Ennemis du Roi. WHAT.



France n'eût pris soin de les faire comprendre dans la Trêve de Calais, & dans les fréquentes prolongations de cette Trêve, qui dura jusqu'en 1354, comme on l'a vu dans l'Article précédent. Pendant ces Trêves, on tâcha de procurer au Roi *David* sa liberté, par diverses Négociations; qui après avoir duré plusieurs années, furent enfin terminées par un Traité qui se fit en 1354. *Edouard* s'engageoit, par ce Traité, à mettre *David* en pleine liberté; moyennant une Rançon de quatre-vingt-dix-mille Marcs sterling payables dans neuf ans, & pour lesquels *David* devoit donner divers Otages. C'étoit précisément dans le tems qu'*Edouard* se croyoit sur le point de conclure la Paix avec le Roi *Jean*, selon les Articles arrêtés entre Calais & Guisnes. Mais comme *Jean* n'avoit pas dessein de confirmer ces Articles, il engagea les Ecoffois à recommencer les hostilités, en faisant distribuer quarante-mille écus parmi les Grands, ainsi que *Buchanan* l'assure. Dans le tems donc que *David* alloit être mis en liberté, *Stuart* s'empara par surprise de Barwick, & y fit mettre le feu (1). Cette rupture imprévue obligeant *Edouard* à prendre d'autres mesures, il fit renfermer *David* plus étroitement dans le Château d'*Odiham*, & marcha vers les frontieres des deux Royaumes, pour recouvrer *Barwick*; ce qui ne lui fut pas difficile, puisque les Ecoffois l'avoient abandonné.

Rançon du Roi David.

Le Roi de France fait tenir de l'argent aux Ecoffois.

Barwick pris par surprise, brûlé, & abandonné par les Ecoffois.

Edouard ravage l'Ecosse.

L'Expédition d'*Edouard* ne se termina pas à *Barwick*. Il se rendit encore maître d'*Edimbourg* & de *Roxborough*, & ravagea impitoyablement quelques Provinces d'Ecosse. Si la rupture du Traité commencé avec la France ne fût arrivée en ce tems-là, il y a grande apparence qu'*Edouard* se seroit rendu maître de toute l'Ecosse. On ne peut du moins douter qu'il n'eût ce dessein, quand on considère que dès ce tems-là il commença ses Négociations avec *Baillol*, pour se faire céder tous les Droits que ce Prince pouvoit avoir sur ce Royaume, comme il paroît par quelques Actes de ce Recueil. Cette Négociation, qui vraisemblablement fut interrompue par les préparatifs qu'*Edouard* fut obligé de faire pour recommencer la Guerre contre la France, fut renouvelée en 1356. *Edouard* s'étoit servi jusqu'alors du nom de *Baillol*, pour faire la Guerre à l'Ecosse; mais enfin il leva le masque, & il voulut agir en son propre nom. Pour cet effet, il se fit céder par *Baillol* le Royaume d'Ecosse, avec toutes ses dépendances; moyennant une Pension annuelle de deux-mille livres sterling, qu'il lui donna pour récompense de cette Couronne imaginaire. C'est par-là que finissent les Actes de ce Tome, qui regardent l'Ecosse. Nous allons présentement parcourir les principaux.

Baillol cède ses prétentions sur l'Ecosse à Edouard pour une Pension.

(1) Mr. *Barnes* dit que ceci arriva le 6 de Nov. 1355, W H A T.



Année 1338.

Edouard nommé
au Gouverne-
ment de Perth.

On voit dans l'année 1338, un Acte qui fait voir la dépendance de *Bailiol* à l'égard de l'Angleterre. C'est une prière, ou plutôt un ordre à *Bailiol* de donner le Gouvernement de Perth à *Thomas Ughtred*, en ces termes: *Cum pro reipublica ac vestrorum & nostrorum subsidiorum commodo & utilitate, de Concilio nostro ordinaverimus quod dilectus & fidelis noster Thomas Ughtred habeat custodiam Villa Sancti Johannis de Perth in Scotiâ . . . vestram amicitiam requirimus & rogamus, quatenus eidem Thoma custodiam Villa predicta, per Litteras vestras Patentes, in formâ debitâ, committi faciatis. Teste Custode Angliz. Du 4 d'Août. Page 70.*

Année 1339.

Ordre pour la
subsistance de
Bailiol.

Ordre de payer à *Bailiol* pour sa subsistance trente sols par jour; en tems de Paix, & cinquante en tems de Guerre. *Teste Custode. Du 3 de Mai. Page 109.*

Pardon accordé
à *Thomas Ughtred*.

Pardon accordé à *Thomas Ughtred*, pour avoir rendu la Ville de *Perth* aux Ennemis. Du 27 d'Octobre. Page 131.

Année 1340.

Autre ordre pour
la subsistance de
Bailiol.

Assignation à *Bailiol* de quarante sols par jour, en tems de Paix; & de soixante, en tems de Guerre. Page 186.

Congés donnés
au Comte de
Murray.

Divers Congés au Comte de *Murray* prisonnier en Angleterre. Page 147. &c.

Année 1341.

Pouvoir donné
à *Henri de Lancastre*.

Pouvoir donnée à *Henri de Lancastre*, de faire la Paix ou la Trêve avec les Ecoissois. Du 10 d'Octob. Page 286.

Ordre d'assembler
une Armée.

Ordre d'assembler une Armée contre l'Ecosse. Du 4 de Novembre. Page 290.

Année 1342.

Sauf conduit
pour les Envoyés
de *David Brus*.

Sauf-conduit pour quelques Envoyés de *David Brus*, venant en Angleterre pour traiter avec le Roi. Du 20 de Mars. Page 303.

Année 1343.

Ordre d'observer exactement, avec les Ecoffois, la Trêve conclue en Bretagne. Du 20 de Mai. Page 367. Ordre d'observer la Trêve.

Année 1346.

Ordre d'assembler des Troupes pour s'opposer aux Ecoffois, qui, après avoir fait une irruption en Angleterre, & s'être retirés, assemblent toutes leurs forces pour faire une nouvelle invasion. *Teste Custode.* Du 20 d'Août 1346. Cette date est remarquable, en ce qu'elle fait voir que le Roi *David* avoit commencé les hostilités, même avant la Bataille de Crecy, qui ne se donna que le 26 du même mois. Page 524. Autre Ordre d'assembler des Troupes.

Lettre du Régent d'Angleterre à l'Archevêque d'Yorck, pour le remercier de la Victoire de *Durham*. Du 20 d'Octobre. Page 528. Lettre du Régent d'Angleterre à l'Archevêque d'Yorck, pour le remercier de la Victoire de *Durham*.

Il paroît par cette Lettre, que ce Prélat ne s'étoit pas contenté de donner ses soins à la levée des Troupes pour résister aux Ecoffois; mais qu'il s'étoit trouvé à la Bataille. *Vestras, insuper, fidelitatem & strenuitatem probatissimas, pro honore nostri nominis, & tuitione Rei nostra publica Anglicana contra hostiles invasiones Scotorum Inimicorum & Rebellionum nostrorum, modernis temporibus praexpertas, sudoribus bellicis, praecrim in nostrâ absentia, claras factas, cum inimicis gratiarum actionibus in Domino commendamus.*

Dans un autre Acte, qui se trouve à la page 692, le Roi dit : *Attendentes grata & laudabilia obsequia, qua venerabilis Pater Willelmus de la Zouche Eborum Archiepiscopus multipliciter nobis fecit, necnon locum magnum, quem nobis & toti Regno Anglia, pro defensione ejusdem Regni, praesertim in conflictu Dunelmensi, noscitur tenuisse.* Autre Piece relative au même Prélat.

Ordre pour conduire *David Brus* à la Tour. Du 15 de Décembre. Page 537. Ordre pour conduire *David Brus* à la Tour.

Année 1347.

Honneur conféré à *Jean Coupland*, qui avoit pris *David Brus*. Du 20 Janvier. Page 542. Récompense donnée à *Jean Coupland* qui l'avoit pris.

Ordre pour faire le procès aux Comtes de *Menteith* & de *Fife*, qui après avoir pris le parti d'*Edouard*, avoient été pris dans la Bataille de *Durham*. Page 549. Ordre pour faire le procès aux Comtes de *Menteith* & de *Fife*.

Jugement qui condamne ces deux Comtes à la mort, & Répit accordé au Comte de *Fife*, parent du Roi. Du 22 Février. Page 550. Condamnation de ces Seigneurs.

R E G N E D' E D O U A R D I I I. 517

être mis entre les mains des Ecoſſois ; & il paroît de divers Actes de cette même année, qu'on n'attendoit que l'arrivée des premiers Otages, pour être échangés avec ce Prince.

Année 1356.

Ce Traité n'ayant pas été exécuté, à cause de la ſurpriſe de *Barwick* arrivée vers le milieu de Décembre 1354, *Robert Stuart* Régent d'Ecoſſe voulut renouer cette Négociation en 1356, comme il paroît d'un Plein-pouvoir donné par ce Régent à ſes Envoyés le 17 Janvier 1356, page 822. Cette affaire traina juſqu'à l'année 1357, que *David* fut enfin relâché, ainſi qu'on le verra dans le Tome VI.

Plein-pouvoir donné par le Régent d'Ecoſſe pour faire un nouveau Traité.

Ceſſion de *Baillol* à *Edouard*, du Royaume d'Ecoſſe, & de toutes ſes dépendances. A *Roxborough*. Du 20 Janvier 1356, page 832, & ſuivantes.

Ceſſions de *Baillol* à *Edouard*.

Conventions entre *Edouard* Roi d'Angleterre, & *Edouard Baillol*, par leſquelles le premier s'engage à payer à *Baillol*, en récompenſe de la Couronne d'Ecoſſe, une Penſion annuelle de deux-mille livres ſterling, payable en quatre termes. A *Bambury*. Du 20 Janvier. Page 836.

Conventions entre ces deux Princes.

Proclamation d'*Edouard*, qui promet de maintenir les Loix & les Coutumes d'Ecoſſe ſans y rien changer. Du 15 Mars. Page 146.

Proclamation d'*Edouard*, &c.

On trouve dans la page 859, qu'*Edouard* demanda du tems à *Baillol* pour lui payer le ſecond quartier de ſa Penſion, à cauſe des grandes dépenſes qu'il étoit obligé de faire.

Commiſſion pour traiter avec les Ecoſſois, ſur la liberté de *David Brus*. Du 25 Mars. Page 847.

Commiſſion pour traiter ſur la liberté de *David*.

Sauf-conduit pour les Envoyés d'Ecoſſe. Du 13 Décembre. Page 875.

Sauf-conduit pour les Envoyés d'Ecoſſe.

I I I.

A U T R E S A F F A I R E S E T R A N G E R E S.

PENDANT les 19 années dont on trouve les Actes dans ce Volume, *Edouard* eut une infinité d'Affaires à négocier avec divers Princes, ſur-tout par rapport à ſon Affaire principale, je veux dire, la Guerre contre la France. Mais comme on ne ſauroit expliquer les ſujets de toutes ſes Négociations, ſans s'engager dans un trop long détail, je me contenterai d'indiquer les Princes ou autres, avec qui il eut à négocier pendant ce tems-là ; afin que ceux qui pourront avoir beſoin de quelqu'un de ces Articles, puſſent conſulter le Recueil même.

Il y a donc des Négociations avec l'Empereur *Louis de Baviere*, les Villes de Flandre, le Duc de *Guldre*, le Marquis de *Juliers*, le Duc de

Négociations d'*Edouard*.

T t t iij

518 EXTRAIT DU V. TOME DE RYMER.

Brabant, particulièrement touchant un Mariage projeté entre *Edouard* Fils aîné du Roi, & une Fille du Duc. Il y a apparence que le Pape refusa la Dispense pour ce Mariage, quoiqu'elle lui eût été souvent demandée.

Differend entre
la Reine & sa
Sœur.

Il y en a avec le Comte de *Haynaut*, Beau-frere d'*Edouard*. Après la mort de ce Comte, il y eut un differend entre ses deux Sœurs, dont *Marguerite* l'aînée étoit Veuve de l'Empereur *Louis de Bavière*; & *Philippe*, qui étoit la cadette, avoit épousé *Edouard III*. Elles prétendoient toutes deux à la Succession du *Haynaut*, de la Hollande, & de la Zelande; sur quoi on trouve divers Actes dans ce Tome V.

Mariage de la
Fille d'Edouard.

On y voit des Négociations avec *Alphonse IX* Roi de Castille, principalement touchant le Mariage de *Jeanne* Fille aînée d'*Edouard*, avec *Pierre*, qui fut ensuite surnommé *le Cruel*, Fils aîné d'*Alphonse*. Ce Mariage ayant été enfin arrêté après de longues Négociations, la Princesse mourut à Bourdeaux, en allant trouver son Epoux.

Trêve de 20 ans
avec l'Espagne.
p. 717.

On trouve encore dans ce Recueil, quelques Actes qui font mention d'une Flotte d'Espagne qui faisoit beaucoup de desordres dans la Manche, & qu'*Edouard* alla combattre en personne. L'avantage qu'il eut dans ce Combat, procura une Trêve de 20 ans avec les Espagnols, en 1351.

Il y a de plus des Traités avec le Roi d'*Arragon*, le Roi de *Portugal*, le Roi de *Majorque*, *Philippe de Navarre*, Frere de *Charles le Mauvais*, les Ducs d'*Autriche*, le Marquis de *Brandebourg*, *Charles IV* Empereur, le Comte de *Geneve*, le Dauphin de *Viennois*, *Geffroi de Harcourt*, & divers Seigneurs de *Guyenne*, & particulièrement avec le Seigneur de *Le Bret*, ou d'*Albret*.

Rançon de
Charles de Blois.

On trouve encore dans ce Tome divers Actes qui concernent la Bretagne, & l'Alliance avec *Jean de Monfort*; un Traité fait avec *Charles de Blois*, qui ayant été fait prisonnier à la Bataille de *Rien* en 1347, fut conduit en Angleterre, où il demeura jusqu'en 1356, qu'il obtint sa liberté; moyennant une Rançon de sept-cens-mille écus, payable en divers termes, dont *Edouard* lui quitta la moitié, à condition qu'il payeroit exactement l'autre moitié à chaque terme.

On y trouve encore divers projets de Mariage des Enfans d'*Edouard*. Tous ces Articles fournissent la matiere d'une infinité de Pieces, qu'il seroit trop long d'expliquer dans cet Extrait.

I V.

AFFAIRES DOMESTIQUES.

L'INTÉRIEUR de l'Angleterre ayant été dans une profonde Paix pendant ces 19 années, il ne s'y est point passé d'évenement qui ait eu aucune suite. Toute la matiere de cet Article se réduit donc à quelques Actes détachés, dont voici quelques - uns des plus importants.

Année 1338.

Ordre de se saisir, de tout l'Etain de *Cornouaille*, & de *Devonshire*, pour servir aux frais de la Guerre, en donnant des suretés aux Propriétaires. Du 10 Mai. Page 39.

Ordre de se saisir de l'Etain de Cornouaille.

Emprunts faits par le Roi aux Abbayes, consistant en diverses pieces d'Argenterie, appartenant aux Eglises. Pages 48, & suivantes.

Emprunts faits par le Roi aux Abbayes.

Permission de fouiller dans le Pais de Cornouaille, pour trouver des Mines d'Or ou d'Argent; à condition que les Propriétaires en feront les frais, & que le Roi aura le tiers de l'Or ou de l'Argent, quand ils seront épurés. Page 71.

Permission de fouiller dans le Pais de Cornouaille.

Année 1339.

Défense de payer ni les Créanciers du Roi, ni les Assignations données sur ses revenus, jusqu'à son retour. Page 109.

Payement des dettes du Roi arrêté.

Permission aux Tisserands en Laine de faire du Drap, sans être sujets à aucune vexation de la part des Officiers du Roi. Page 137.

Permission de faire du Drap.

Revocation d'un Statut du Parlement, faite par la seule autorité du Roi; sous prétexte qu'il n'y avoit donné son consentement, que dans la crainte que le Parlement ne se séparât sans finir les affaires publiques. Du 1 Octobre. Page 282.

Revocation d'un Statut du Parlement.

Année 1341.

Revocation d'un Jugement donné contre *Jean Maltravers*, sur ce que contre les Loix du Royaume, le Condamné n'avoit pas été ouï dans ses défenses. Du 28 Décembre. Page. 600.

Revocation d'un Jugement donné contre *Jean Maltravers*.

Il y a grande apparence, que c'étoit le même *Maltravers* qui avoit été accusé d'avoir tué *Edouard II*; car il est dit dans cet Acte que cet homme étoit venu trouver le Roi à *L'Ecluse* en Flandre. Mais cette Revocation ne regardoit que la forme, puisqu'*Edouard* ne l'accordoit qu'à condition qu'il se présenteroit devant la Cour quand il seroit cité.

Année 1348.

Etape de Laines établie à *Calais*. Du 28 Décembre. Page 600.

Etape de Laines à Calais.

Lettre de créance aux Ambassadeurs des Electeurs, pour leur notifier la réponse du Roi au sujet de l'offre qu'on lui faisoit de l'élever à l'Empire. Du 10 Mai. Page 622.

L'Empire offert à Edouard.

On ne trouve point ici cette Réponse, mais on fait d'ailleurs qu'il refusa cette Dignité.

Année 1349.

La Peste, qui affligea l'Angleterre pendant l'année 1349, fournit la matière de quelques Actes, dont il y en a deux remarquables.

Défense de quitter le Royaume.

Le premier est une défense de quitter le Royaume à cause de la Contagion. Du 1 Décembre 1349. Page 668.

Ordre touchant les Domestiques.

Le second est un Ordre pour obliger les Hommes & les Femmes, qui ne pouvoient pas vivre de leurs revenus, & qui n'exerçoient aucune profession, à se mettre en service aux gages ordinaires des lieux où ils se trouvoient; à peine d'être emprisonnés, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé des cautions pour leur obéissance. Cet Ordre étoit fondé sur ce que la Peste ayant emporté la plupart des Domestiques, il étoit très difficile d'en trouver; & que ceux qui vouloient bien servir, en prenoient occasion de rançonner les Maîtres. Page 693.

V.

*AFFAIRES AVEC LA COUR DE ROME,
ou qui concernent la Religion.*

Les Usurpations des Papes au sujet de la Collation des Bénéfices, & quelques différends entre les Archevêques au sujet du port de la Croix, font la principale matière du peu de Pièces qui se trouvent dans ce Tome par rapport à la Religion. Voici celles qu'on peut regarder comme les plus importantes.

Année 1341.

Ordre à l'Archevêque de Cantorbéry de révoquer certaines Censures.

Un Ordre à l'Archevêque de *Cantorbéry*, de révoquer certaines censures, dénoncées aux Commissaires chargés par le Roi de faire des informations touchant les malversations de ses Ministres, dont ce Prélat étoit le principal.

Quod si facere non curaveritis, ad vos tanquam inimicum & rebellem nostrum, & pacis Regni nostri perturbatorem, quantum de jure poterimus, capiemus. Du 6 Mars. Page 234.

Notification aux Commissaires du Pape des Prérogatives Royales.

Notification à deux Chapelains & Commissaires du Pape, de certains Articles qui regardent les Droits & les Prérogatives Royales; afin qu'ils ne les violent pas dans les Jugemens des Causes qui seront portées devant eux. Page 335.

Edouard prie le Pape de révoquer certains Ordres.

Lettre où *Edouard* prie instamment le Pape de révoquer certains Ordres contre les Prérogatives de la Couronne, lesquelles il est résolu de maintenir. Page 363.

Ordre d'arrêter

Ordre d'arrêter tous ceux qui porteront dans le Royaume des Bulles du

de Provision, pour des Bénéfices dépendans de la collation du Roi.
Page 371.

les porteurs de
Bulles pour les
Bénéfices.
Autre Ordre
pareil.

Défense, en conséquence d'une Résolution du Parlement, d'exécuter les Mandemens du Pape, touchant les Provisions des Bénéfices accordées à des Etrangers. Page 377.

Ordre d'arrêter tous ceux qui portent des Bulles dans le Royaume.
Page 381.

Nouvel Ordre
semblable.

Lettre au Pape sur ce sujet, où l'on voit ces mots : *Novit igitur Deus Veritatis, esse verum, quod iam Procures & Nobiles, quam Communitas Regni nostri Anglia, nuper in Parlamento nostro apud Westmonasterium congregati, attendentes* Provisorum exercitum qui Regnum nostrum Angliæ in excessivâ multitudine jam invasit, & perpendentes ac dolentes dampnum & præjudicium intolerabilia, quæ dicto Regno ex hujusmodi Provisionibus provenerunt, & provenire timeantur per amplius in futurum, & impatientes dictorum doloris & præjudicii proposuerunt querelose & clamose unanimiter, quod talia diutius tolerare non poterant, nec valebant. Page 382.

Lettre du Roi
au Pape sur ce
sujet.

Autre Lettre au Pape, beaucoup plus forte, sur le même sujet, où on lit ces paroles : *Sed, quod dolendum est, ipsius vineæ propagines degenerant in labruscas, & exterminant eam Apri de sylvâ, dum per impositiones, & Provisiones Sedis Apostolica, quæ foliis gravius invalescunt, ipsius peculium, contra piam voluntatem & ordinationem Donatorum, manus occupant indignorum, & præsertim Exterorum ; & ejus Dignitates & Beneficia pingua personis conferuntur alienigenis, plerumque Nobis suspectis ; qui non resident in dictis Beneficiis, & vultus commissorum eisdem pecorum non agnoscunt, linguam, non intelligunt ; sed animarum curâ neglectâ, velut mercenarii, solummodo temporalia lucra quarunt, & sic diminuitur Christi cultus, animarum cura negligitur, subtrahitur hospitalitas, Ecclesiarum jura depereunt, ruunt ædificia Clericorum, auenuatur devotio Populi. Clerici dicti Regni, viri magnæ literaturæ, & conversationis honestæ, qui curam animarum possent ibi salubriter peragere, & forent pro nostris & publicis Consiliis opportuni, studium deserunt, propter promotionis congruæ spem ablatam, quæ divina sci-mus non esse placita voluntati Nos autem Anglicana depressionem Ecclesie, & exhereditationem Corona Regia, & mala prædicta quæ diutius tolerata adjicerent verissimiliter graviora, paulo cernentes intuitu, ad vos successorem Apostolorum Principis, qui ad pascendum, non ad tendendum Oves Dominicas, ac ad confirmandum, & non deprimendum Fratres suos mandatum à Christo suscepit, ista deferimus, votivis affectibus supplicantes quatenus, &c. Page 385.*

Autre Lettre au
Pape sur le même
sujet.

Année 1344.

Mémoire sur un homme qui avoit été arrêté, portant neuf Bulles de Provision. Page 433.

Porteur de Bul-
les arrêté.

Tome III.

V u u



Année 1346.

Revenus des Bénéfices possédés par des Etrangers, saisis.

Quelque fortes que fussent les remontrances qu'*Edouard* avoit faites au Pape, il paroît que ce Pontife n'y avoit eu aucun égard; ce qui obligea le Roi à se procurer quelque satisfaction par une autre voye. Pour cet effet, il fit saisir tous les revenus des Bénéfices possédés par les Etrangers, pour servir aux frais de la Guerre; sur quoi il écrivit au Pape une Lettre d'excuse, qui se trouve page 491.

Lettres de provision accordées par les Papes, avant la vacance des Bénéfices.

Les Papes ne se contentoient pas de pourvoir aux Bénéfices vacans: ils se réservoient encore, sous divers prétextes, la collation des Archevêchés, des Evêchés, & de tous les meilleurs Bénéfices; & accordoient des Lettres de Provision, avant qu'ils vinssent à vaquer, de peur d'être prévenus. On trouve ici diverses Bulles contenant de semblables Provisions.

Bulles de ce genre pour l'Archevêché d'York & pour l'Evêché de Worcester

Bulle qui ordonne de mettre l'Evêque de *Worcester* en possession de l'Archevêché d'*Torck*, aussi-tôt qu'il sera vacant. Page 744.

Autre pour remplir l'Evêché de *Worcester*, quand il vaquera par la translation de l'Evêque à l'Archevêché d'*Torck*. Page 745.

Bulle pareille pour un Canonikat & une Prébende.

Bulle de Provision pour un Canonikat de l'Eglise de *Lichfield*, quoiqu'il n'y en eût point de vacant, & pour la première Prébende vacante: *Non obstantibus de certo Canonico numero, & quibuscumque aliis Statutis & Consuetudinibus ejusdem Ecclesie contrariis, juramento, confirmatione Apostolica, vel aliâ quacumque firmitate roboratis.* Page 513.

Année 1347.

Défense du Roi au sujet des Procurations.

Défenses aux Prélats, de permettre qu'on leve dans leurs Diocèses des *Procurations* pour les Cardinaux Légats, employés en France aux Négociations de la Paix. Page 558.

Permission sur le même sujet.

Permission de lever ces *Procurations*, à cause des bons services que les Légats avoient rendus au Roi. Page 631.

Année 1349.

Ordre touchant l'Archevêque d'Armagh.

Ordre pour empêcher l'Archevêque d'*Armagh*, se prétendant Primat d'Irlande, de faire porter la Croix devant lui dans Dublin.

Différend de cet Archevêque avec celui de Dublin.

Permission au même Prélat, de n'assister pas aux Parlemens assemblés à Dublin, à cause des différens qu'il avoit avec l'Archevêque de cette Ville.

Année 1353.

Défenses au Nonce , de lever les Premiers-fruits des Bénéfices pour le Pape , sous prétexte des Collations, ou Réservations de la Cour de Rome. Page 747. Défense au Nonce de lever les premiers - fruits des Bénéfices pour le Pape.
Lettre à *Innocent VI* sur son exaltation. Du 20 de Juin. Page 752. Lettre du Roi au Pape.

Année 1354.

Défense de troubler l'Archevêque d'*Tarck*, sur le port de la Croix dans Londres. Page 753. L'Archevêque d'Yorck porte la Croix dans Londres.

Année 1355.

Il paroît par un Acte, qui se trouve parmi ceux de l'année 1355, qu'il y avoit encore à Bourdeaux des Clercs tonsurés qui étoient mariés. Clercs tonsurés mariés.

Il y a une Permission à *Jean Blome* de faire fouiller dans l'enceinte du Monastere de *Glaston*, pour y chercher le Corps de *Joseph d'Arimathée*. Cette Permission étoit fondée sur une Révélation que *Blome* disoit avoir eue sur ce sujet en 1344. Du 10 Juin 1345. Page 458. Permission de chercher le Corps de Joseph d'Arimathée.

EXTRAIT DES VI. ET VII. TOMES DE RYMER.

LE VI. Tome de ce Recueil contient seize années du Regne d'*Edouard III*; savoir, depuis le commencement de l'année 1357, jusqu'à la fin de 1372. Le commencement du VII. regarde les dernières années de ce Prince, depuis 1373 jusqu'à sa mort, qui arriva au mois de Juin 1377. Comme les affaires qu'*Edouard* avoit avec la France font la principale matiere des Actes de ce Volume, c'est sur celles-là que j'insisterai le plus. Les autres Articles ne contiennent que peu de choses dignes d'être remarquées.

I.

A F F A I R E S D E F R A N C E.

IMMÉDIATEMENT après la glorieuse Victoire, qu'*Edouard* le Fils avoit gagnée près de Poitiers, ce Prince se rendit à Bourdeaux, où le Pape lui envoya un Cardinal, pour y négocier une Trêve en faveur de la France. * Cette Trêve ayant été arrêtée pour deux ans, le Prince de *Galles* partit au mois d'Avril 1357, pour conduire le Roi

Trêve avec la France; & le Roi Jean amené prisonnier à Londres.

* 1357.

V u u ij

524 EXTRAIT DES VI. ET VII. TOMES DE RYMER.

Jean à Londres, où *Edouard* reçut ce Roi prisonnier, avec les mêmes honneurs que s'il fut venu exprès pour lui rendre visite (1).

son Fils prend
le titre de Ré-
gent.

Cependant, la prison de ce Prince causoit en France des troubles qui ne permettoient guere au Dauphin son Fils, qui prit le titre de Régent, de penser aux moyens de procurer la liberté au Roi son Pere. Il avoit, dans le Roi de Navarre, un Ennemi qui fut si bien profiter de cette fatale conjoncture pour semer la division dans l'Etat, qu'il ne fut pas possible au Régent de faire des préparatifs pour recommencer la Guerre, aussi-tôt que la Trêve seroit expirée. Le Roi *Jean*, qui étoit parfaitement instruit de tous ces desordres, & qui comprenoit bien qu'il n'avoit rien à esperer du côté des armes, pensa à se procurer la liberté en négociant lui-même un Traité de Paix avec *Edouard*. Ce Traité, qui ne pouvoit qu'être très avantageux à l'Angleterre, vû la conjoncture du tems, ayant été envoyé en France, les États-Généraux refuserent de le ratifier, & promirent au Dauphin de lui fournir les moyens d'obtenir des conditions plus avantageuses; mais ils tinrent mal leur parole.

Le Roi Jean
négocie un Traité
de Paix avec E-
douard.

Edouard le fait
renfermer dans
un Château.

Edouard se voyant ainsi déchu de l'esperance de faire une Paix telle qu'il la souhaitoit, résolut de reprendre les armes; & comme il crut que dans la négociation précédente *Jean* n'avoit eu pour but que de l'amuser, il eut moins d'égards pour lui, & le fit renfermer dans le Château de Sommerton. Cependant, il faisoit ses préparatifs pour porter la Guerre dans le cœur de la France, ne doutant point qu'il ne dût tirer de grands avantages de la confusion qui regnoit alors dans ce Royaume. Il partit d'Angleterre au mois d'Octobre 1359, avec une Flotte de mille Vaisseaux, qui portoient une Armée de cent-mille hommes. Avec ces nombreuses Troupes, il se rendit maitre de plusieurs Places de Normandie, où il mit son Armée en quartier d'Hiver; & dès le mois de Mars 1360, il se mit en marche vers la Champagne, à dessein de s'emparer de Rheims, où l'on prétend qu'il avoit résolu de se faire sacrer. Ce coup lui ayant manqué, il se fit ouvrir les portes de Sens; & ensuite tournant vers la Bourgogne,

Edouard passe
en France avec
une grande Flo-
te : les progrès en
Normandie.

Et en Bourgogne.

(1) Plus de mille Bourgeois de *Londres* à cheval allerent au-devant du Roi *Jean* au Bourg de *Southwarck*. Le Roi prisonnier montoit un beau coursier blanc, en signe de Souveraineté; & le Vainqueur marchoit à côté de lui, monté sur un petit cheval noir d'Irlande, comme pour éviter un air de triomphe. *Jean* fut reçu par le Lord-Maire de *Londres* &c. avec toutes les cérémonies & l'appareil de la Ville; & dans toutes les rues où il passa pour aller à *Westminster*, les habitants avoient étalé leur argenterie, leurs armes, & tendu leurs tapisseries; de sorte qu'on n'avoit jamais rien vu de semblable, de mémoire d'homme. Le Roi *Edouard* reçut le Roi prisonnier, assis sur son Trône Royal dans la Salle de *Westminster*, d'où il se leva sur le champ & courut l'embrasser. Il le régala en Roi le même jour avec *Philippe* son Fils, & les autres Prisonniers de marque; & en attendant que le Palais de la Savoye fût en état de recevoir le Roi prisonnier, *Edouard* le fit loger dans la propre Cour. Voyez l'*Histoire de Barnes*, p. 526. WHAT.

il menaça cette Province d'une entière désolation. Le Duc de Bourgogne, qui n'étoit pas en état de s'y opposer, prit le parti de composer, pour exempter ses Etats du pillage; & obtint une Trêve particulière pour trois ans, moyennant deux-cens-mille florins, & des vivres qu'il fournit à l'Armée Angloise.

En quittant la Bourgogne, *Edouard* marcha vers l'Isle de France, à dessein d'attirer le Régent au combat. Mais ce Prince étoit trop sage, pour hazarder ainsi témérairement le salut de la France. Il se tint donc renfermé dans Paris, sans que toutes les bravades d'*Edouard*, pussent l'obliger d'en sortir. Le Siege de Paris paroissant une entreprise trop difficile au Roi d'Angleterre, il rebroussa chemin vers la Beauce, pour aller faire rafraichir son Armée le long de la Loire. Pendant qu'il étoit campé près de Chartres, il survint un orage épou-

Orage épou-
vantable.

vantable, accompagné de tonnerres, & d'une grele d'une grosseur prodigieuse, qui tua trois-mille chevaux & plus de mille hommes de son Armée. Cet événement extraordinaire, qui sembloit marquer la colere du Ciel, frappant de terreur l'esprit de ce Prince, il se tourna vers la Tour de l'Eglise de Chartres, & mettant les genoux en terre, il fit vœu de donner la Paix à la France, à des conditions équitables. Suivant cette résolution, il envoya le Prince de *Galles* son Fils au Village de Bretigny: où le Dauphin se rendit aussi. Ce fut en cet endroit que ces deux Princes, après une négociation qui ne dura que huit jours, conclurent un Traité de Paix; qui, selon les apparences, étoit à peu près le même que celui qui avoit été arrêté à Londres l'année précédente.

Traité de Bre-
tigny.

Par le Traité de Bretigny, la Couronne de France cedit au Roi d'Angleterre un grand nombre de Provinces en toute Souveraineté, & partageoit, pour ainsi dire, le Royaume avec les Anglois. Outre cela, le Roi *Jean* s'engageoit à payer trois millions d'écus d'or pour sa rançon, & à livrer divers Otages, entre lesquels se trouvoient cinq Princes du Sang. En conséquence de ce Traité, le Roi *Jean* fut conduit à Calais, où il fut mis en liberté, après qu'il eut ratifié le Traité, & donné toutes les autres assurances qu'*Edouard* voulut exiger de lui.

Le Roi Jean
mis en liberté.

Dès qu'il fut arrivé à S. Omer, il ratifia tout ce qu'il avoit fait à Calais, il jura la Paix encore une fois, & fit faire le même serment à *Charles* son Fils aîné, à ses autres Fils, & à vingt Seigneurs des plus qualifiés du Royaume. Enfin, il n'oublia rien de ce qui pouvoit contribuer à faire connoître qu'il n'avoit rien fait que volontairement, quoiqu'il eût été prisonnier. Mais il fit encore mieux paroître sa bonne-foi dans la suite, en exécutant ponctuellement le Traité de Bretigny, à deux Articles près. Le premier regardoit le Comté de Gavre en Gascogne, & la Terre de Belville en Poitou, sur lesquelles il survint quelque différend. Le second étoit par rapport à sa rançon, qu'il ne lui fut pas possible de payer aux termes prescrits,

dition d'une Croisade dont le Pape l'avoit déclaré Général, semblent avoir plus de raison; mais ce n'est tout au plus qu'une conjecture. Quelle puisse avoir été le motif de son retour, il est certain qu'il se rendit à Londres, où il mourut quelques mois après, le 8 d'Avril 1364.

Le Roi Jean s'en retourne à Londres & y meurt.

Au mois de Septembre de cette même année, la fameuse querelle entre les Maisons de Blois & de Montfort fut décidée par la Bataille d'Avray, où Charles de Blois fut tué. Cette Bataille fut suivie du Traité de Guérande, qui mit Jean de Montfort en possession de la Bretagne.

Bataille d'Avray, & Traité de Guérande.

Depuis la Paix de Bretigny, Edouard avoit en 1362 érigé en Principauté le Duché de Guyenne, dont il avoit investi Edouard son Fils aîné. Ce Prince étoit allé tenir sa Cour à Bourdeaux, où il vivoit dans une oisiveté très opposée à son humeur guerrière, la Paix ne lui donnant point d'occasion d'exercer sa valeur. En 1366, il fut retiré de cette oisiveté par Pierre le Cruel, Roi de Castille, qui ayant été chassé de ses Etats par Henri Comte de Trastemare, son Frere bâtard, se rendit à Bayonne pour implorer le secours du Prince de Galles. Comme la France favorisoit Henri, qu'elle avoit mis sur le Trône de Castille, ce fut une raison suffisante pour porter le Prince Anglois à prendre le parti de Pierre. Il assembla donc une puissante Armée dans sa Principauté, & après avoir fait un Traité avec le Roi de Navarre, qui lui donna passage dans ses Etats, il se rendit sur les frontieres de Castille, où il rencontra Henri qui s'étoit avancé pour lui disputer l'entrée du Royaume. Ce fut tout proche de la petite Ville de Najara, que ces deux Princes se livrerent une sanglante Bataille, dans laquelle les Castillans furent entierement défaits. La Victoire du Prince de Galles fut suivie du rétablissement de Pierre, qui, bien loin de reconnoître un si grand service, laissa périr de faim & de misère la plus grande partie de l'Armée qui avoit si vaillamment combattu pour lui. Cette perfidie obligea le Prince de Galles à quitter la Castille, où il avoit contracté une maladie dont il ne releva jamais, pour s'en re-

Le Prince Noir fait Prince de Guyenne.

Il remet sur le Trône Pierre le Cruel de Castille.

Ingratitude de ce Roi.

voit un Poëme pour divertir, & non pas pour instruire la postérité d'un fait historique. Ainsi, il ne sauroit pardonner au Chevalier Richard Baker, & à d'autres Ecrivains de son caractère: car, dit-il, s'ils entendent par la Comtesse de Salisbury, l'Epouse du premier Comte de Montaignu, qui étoit Catherine Fille de Mylord Grandison, il y avoit déjà douze ans qu'elle étoit morte: s'ils nous renvoient à la belle Dame de Kent, elle étoit mariée deux ans auparavant, au Prince Edouard, & étoit alors avec lui en Guyenne; ce que le Roi Jean ne pouvoit pas ignorer: & s'ils sont réduits à dire la Dame Elisabeth, Fille de Mylord Mohn, Femme du second Comte de Montaignu, & la seule Comtesse de Salisbury qu'il y eût alors, il défie ces Ecrivains d'en apporter la moindre ombre d'autorité. Sur tout cela Mr. Barnes témoigne beaucoup d'indignation, de voir non-seulement l'honneur d'une illustre Dame; mais encore celui de deux Rois, qu'on dit qui en ont été amoureux, indignement attaqué par des Ecrivains sans esprit, ou plutôt sans pudeur. WHAT.

border des Lettres d'Appel. *Charles* les entretint quelque tems à Paris, jusqu'à ce que ses affaires fussent prêtes; & enfin, il leur accorda ce qu'ils demandoient. En conséquence de cet Appel, il fit citer le Prince de *Galles* à comparoître devant la Cour des Pairs, pour se justifier sur les plaintes de ses Sujets. Le Prince ayant répondu qu'il ne manqueroit pas de comparoître à la tête de soixante-mille hommes, *Charles* fit déclarer la Guerre à *Edouard* par un simple Valet; parce que le Prince avoit fait arrêter, sous quelque prétexte, ceux qui lui avoient porté la Citation.

Charles cite le Prince de Galles devant la Cour des Pairs.

Et déclare la Guerre à Edouard.

Comme on ne trouve que très peu de circonstances de cette Guerre, dans le Recueil des Actes Publics, je me contenterai d'en rapporter brièvement le succès, qui fut très funeste à l'Angleterre. Immédiatement après la déclaration de Guerre, *Edouard* se vit enlever le Comté de Ponthieu, & apprit en même tems que la plus grande partie de la Guyenne s'étoit révoltée. Comme il se vit dans une nécessité indispensable de recommencer la Guerre, il reprit le Titre de Roi de France, qu'il avoit quitté depuis le Traité de Bretigny: mais ce Titre ne lui procura aucun avantage. *Bertrand du Guesclin*, Connetable de France, fit de grands progrès dans la Guyenne & dans les Provinces voisines; sans que le Prince de *Galles*, dont le mal avoit dégénéré en une parfaite Hydropisie, pût s'opposer à ses armes. Au contraire après avoir sévèrement puni la Ville de Limoges de sa rébellion, il fut obligé de retourner en Angleterre pour tâcher d'y rétablir sa santé; laissant *Jean Duc de Lancastre*, son Frere, en sa place.

Edouard reprend le Titre de Roi de France. Malheureux succès de ses armes: sa maladie, & son retour en Angleterre.

Peu de tems après, le Duc épousa la Fille aînée de *Pierre le Cruel*, & prit incontinent le Titre de Roi de Castille. Cette entreprise obligea le Bâtard *Henri* à s'unir plus étroitement avec la France, & à donner au Connetable un puissant secours par Mer, pour faire le Siege de La Rochelle. *Edouard* ayant voulu faire un effort pour secourir cette Place, sa Flotte, commandée par le Comte de Pembroke, fut battue par les Espagnols, & La Rochelle fut prise. Ensuite *Du Guesclin* s'avança dans le Poitou, & mit le Siege devant Thouars, où toute la Noblesse Poitevine s'étoit retirée. Cette Ville ne se trouvant pas en état de faire une longue résistance, les Seigneurs Poitevins capitulerent, & promirent de reconnoître le Roi de France pour leur Souverain, si le Roi d'Angleterre, ou un de ses Fils ne venoient dans le Poitou avant la Fête de Saint Michel, avec une Armée capable de donner bataille. *Edouard* ayant appris cette Capitulation, fit promptement équiper une Flotte, où il s'embarqua lui-même sur la fin du mois d'Août, pour tâcher de sauver cette Province. Mais les vents contraires s'étant constamment opposés à son passage pendant plus d'un mois, Thouars lui fut enlevé avec tout le reste du Poitou.

Prise de La Rochelle.

Perte du Poitou.

Enfin, pour dire tout en un mot, cette Guerre fut si fatale aux Anglois, qu'il ne leur resta plus rien de toutes les Conquêtes qu'ils avoient

Traité conclu à Bretigny lez Chartres, le 8 de Mai 1360. Page 178 & suivantes.

Quelque long que soit ce Traité qui contient quarante Articles, il est absolument nécessaire d'en faire un Extrait ; parce qu'il sert de fondement à presque tous les Actes de ce VI. Tome, & à plusieurs de ceux des Tomes suivans. On peut dire même, qu'il est presque impossible de bien entendre l'Histoire de ce tems-là, sans la connoissance de ce Traité.

Traité de Bre-
tigny.

Article I. Premièrement, le Roi d'Angleterre, outre ce qu'il possède en Guyenne & en Gascogne, aura pour lui, & pour ses Héritiers, & possèdera de la même maniere que le Roi de France, ou son Fils aîné, ou leurs Ancêtres les Rois de France, l'ont possédé, le *Poitou*, la *Saintonge*, l'*Agenois*, le *Perigord*, le *Limousin*, le *Quercy*, le *Païs de Bigorre*, le *Comté de Gaure*, l'*Agenois*, le *Rouergue*.

II. III. IV. V. VI. *Montrenil*, le *Comté de Ponthieu*, *Calais* & son Territoire, & le *Comté de Guisnes*, & toutes les Îles adjacentes aux Païs ci-dessus nommés.

VII. Item, il a été convenu que le Roi de France & son Fils aîné transporteront au Roi d'Angleterre, dans un an apres la fête prochaine de S. Michel, tous honneurs, obeïssances, hommages, ligeances, vassaux, fiefs, services, reconnoissances, droïts, empire pur & mixte, juridictions hautes & basses, ressorts, sauvegardes, patronats, & toute autre maniere de Seigneuries & Souverainetés, avec tous les droïts qu'ils avoient, ou pouvoient avoir, sous quelque titre ou couleur de droit, d'eux, ou de la Couronne de France, sur les lieux susdits & leurs dépendances, sans rien réserver pour eux, ni pour leurs successeurs. Qu'ils ordonneront, par leurs Lettres Patentes, à tous Prélats, Comtes, Vicomtes, Barons, Nobles, & Citoyens, d'obeïr au Roi d'Angleterre & à ses Héritiers, de la même maniere qu'ils ont obeï aux Rois de France, & leur quitteront tous les hommages, foïs, sermens, obligations, sujettions & promesses, faites par aucun d'eux aux Rois & à la Couronne de France, de quelque maniere que ce soit.

VIII. Que toutes les aliénations faites depuis les 70 ans, que les Rois d'Angleterre ne sont plus en possession de ces Provinces seront cassées & annullées.

IX. Que le Roi d'Angleterre tiendra, dans les susdits lieux, ce qui n'a pas appartenu à ses Prédécesseurs, de la même maniere que les Rois de France l'ont tenu jusqu'à présent.

X. Que tout ce qui se trouvera dans les susdits Païs avoir appartenu au Roi de France, le jour de la Bataille de Poitiers, demeurera au Roi d'Angleterre.

XI. Que le Roi de France & son Fils aîné transporteront au Roi d'Angleterre, toute maniere de Seigneurie & Souveraineté sur lesdits lieux, & que les Sujets desdits Païs seront hommes-liges des Rois

Prisonniers qui doivent servir d'Otages.

Philippe de France, qui fut ensuite Duc de Bourgogne, Fils de Jean.

| | |
|--------------------------|-----------------------|
| Le Comte d'Eu. | Le Comte de Salbruck. |
| Le Comte de Longueville. | Le Comte d'Anceurs. |
| Le Comte de Ponthieu. | Le Comte de Vendôme. |
| Le Comte de Tancarville. | Le Sire de Craon. |
| Le Comte de Toigny. | Le Sire de Derval. |
| Le Comte de Sancerre. | Le Sire de Denham. |
| Le Comte de Dampmartin. | Le Sire d'Aubigny. |
| Le Comte de Ventadour. | |

XVI. Que les seize Prisonniers ; qui doivent servir d'Otages, ne feront plus censez Prisonniers, & seront quittes de toute rançon, &c.

XVII. Si quelqu'un des Otages quitte l'Angleterre sans congé, le Roi de France sera obligé d'en bailler un autre, quatre mois après que le Bailly d'Amiens, ou le Maire de S. Omer, aura été certifié du fait, par le Roi d'Angleterre.

Que le Roi de France, en partant de Calais, pourra emmener avec lui dix des Otages (1), dont le Roi d'Angleterre & lui conviendront, auxquels dix Otages le Roi d'Angleterre donnera un congé absolu.

XVIII. Que le Roi de France, trois mois après son départ de Calais, livrera pour Otages quatre Bourgeois de Paris des plus considérables, & deux de chacune des Villes ci-dessous nommées.

| | |
|-----------|------------|
| Paris. | Troye. |
| S. Omer. | Lyon. |
| Arras. | Orleans. |
| Amiens. | Compiègne. |
| Beauvais. | Rouen. |
| Lille. | Caen. |
| Douay. | Tours. |
| Tournay. | Bourges. |
| Rheims. | Toulouse. |
| Châlon. | Chartres. |

(1) Le Lecteur peut remarquer que les noms des Otages ci-dessus copiés d'après les *Fœdera*, se montent à 41. Mr. Barnes les fait répondre exactement au nombre de quarante, en supprimant les Seigneurs de *Fiennes*, *Prenaux*, & *S. Venant*, & en changeant la disjonctive *ou* après les noms des Comtes de *Blois* & d'*Alençon*, pour la conjonctive *&* ; en quoi il corrige tous les exemplaires *François* & *Latins*. Mr. Barnes fait de ceci un Article séparé N° XVIII. contre les originaux *Latins* & *François* des *Fœdera*, & contre *Du Chesne*. Ses autorités pour cela, sont un Manuscrit *Anglois* du Docteur *Spenser*, & un autre en *Latin* du Docteur *Stillingfleet*. WHAT.

Qu'ils renonceroient à toutes Guerres, & à toutes voyes de fait, en cas d'inexécution.

Que si par la desobeïssance de quelques mal-intentionnés, quelques-uns des Articles du présent Traité ne pouvoient s'exécuter, les deux Rois ne pourront pourtant se faire la Guerre, mais s'efforceroient de ranger les Rebelles à leur devoir.

XXXVII. Que par le présent Traité, tous les autres précédens sont cassés & annullés.

XXXVIII. Que le présent Traité sera juré à Calais, par les deux Rois en leurs propres personnes; & qu'un mois après que le Roi de France sera parti de Calais, ils s'enverront réciproquement leurs Patentés, confirmant ledit Traité.

XXXIX. Qu'aucun des deux Rois ne procurera aucune opposition, ou obstacle, à l'exécution du Traité de la part de la Cour de Rome; & que si le Pape vouloit l'entreprendre, les deux Rois l'en empêcheront de tout leur pouvoir.

XL. Que les deux Rois conviendront ensemble à Calais, touchant les dix Otages que le Roi de France doit emmener avec lui.

C'est-là en substance le fameux Traité de Bretigny, qui est la principale Piece de ce Volume. Continuons à voir les autres Actes, qui pour la plupart sont des dépendances de ce Traité.

Mémoire qui marque le retour d'*Edouard* en Angleterre, le 18 de Mai 1360. Page 196.

Retour d'*Edouard* en Angleterre.

Ordre pour conduire le Roi *Jean* à Calais, du 16 de Juin 1360. Page 198. Il n'y arriva que le 8 de Juillet, comme il paroît d'une Lettre, qu'il écrivoit aux Habitans de La Rochelle. Page 206.

Le Roi *Jean* conduit à Calais.

Privileges accordés par *Edouard* à La Rochelle, le 22 d'Octobre 1360. Page 217.

Privileges de La Rochelle.

Tout le tems entre l'arrivée de *Jean* à Calais, & le 24 d'Octobre, fut employé à préparer tous les Actes nécessaires pour la confirmation du Traité de Bretigny. Non seulement *Jean* ratifia le Traité en général, mais il fit encore des Actes particuliers pour la ratification de chaque Article du Traité; tant en son nom, qu'en celui du Dauphin, qui s'étoit rendu à Boulogne. Tous ces Actes, qui étoient des confirmations, des ratifications, des renonciations, des mandemens, se trouvant prêts, *Edouard* se rendit à Calais, où les deux Rois signerent ces Actes particuliers, & jurerent solennellement le Traité, le 24 d'Octobre.

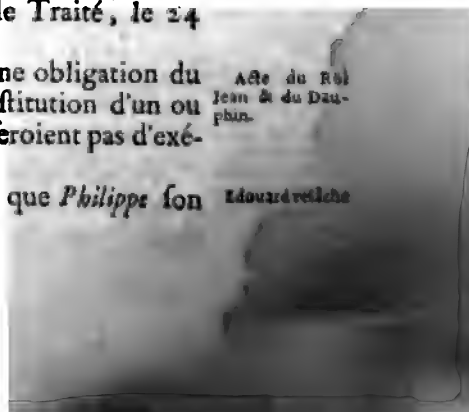
Ratification du Traité de Bretigny.

A tous ces Actes on en ajouta un qui contenoit une obligation du Roi *Jean* & du Dauphin, que pour le défaut de restitution d'un ou de deux Châteaux, de la part d'*Edouard*, ils ne laisseroient pas d'exécuter le Traité. Page 276.

Acte du Roi *Jean* & du Dauphin.

Edouard voulut bien accorder au Roi de France que *Philippe* son

Edouard veücho



REGNE D'EDOUARD III. 537

les trois millions dussent déjà être payez, à 400000 écus près.

Conventions pour mettre l'affaire de Belville en arbitrage. Le 30 de Janvier 1366. Page 484.

Obligation du *Duc de Bourbon* & du *Comte d'Alençon*, de demeurer en Otage jusqu'à ce que le différend touchant Belville soit terminé. Page 486.

Congé au *Duc de Bourbon* & au *Dauphin d'Auvergne*, d'aller en France sous la caution du *Duc de Berry*. Le 1. de Février 1366. P. 492.

Congé limité au *Comte de S. Pol*, en laissant deux de ses Fils en sa place. Du 25 de Février 1366. Page 494.

Révocation du don de certaines Terres en *Guyenne*, annexées à la Couronne d'Angleterre. Du 8 de Mai 1366. Page 499.

Conventions entre *Pierre* Roi de Castille, *Charles* Roi de Navarre, & *Edouard* Prince de Galles, par lesquelles Charles s'oblige à donner passage au Prince dans ses Etats. Du 5 de Septembre 1366. Page 514.

Don fait par *Pierre* au Prince de *Galles*, de quelques Terres en Castille, le 22 de Septembre 1366. Page 521.

Privilege accordé aux Anglois, qu'ils auront toujours l'Avantgarde, quand ils se trouveront dans les Armées de Castille. Du 11 de Février 1367. Page 531.

Lettre en Espagnol du *Prince de Galles*, au *Comte de Trastemare*, deux jours avant la Bataille de Najara. Page 554.

Réponse de *Henri*. Page 556.

Mémoire qui marque le jour de la Bataille de Najara, le 1. d'Avril 1367. Page 557.

Obligation de *Pierre*, Roi de Castille, qui s'engage à payer les frais de la Guerre. Du 2 de Mai 1367. Page 559.

Prolongation du terme, pour l'affaire de Belville, & des congés du *Duc de Berry*, & du *Comte d'Alençon*. Du 5 de Mai 1367. P. 562.

Proclamation d'*Edouard* contre ceux de ses Sujets qui ravageoient la France. Du 16 de Novembre 1367. Page 577.

Quittance de 100000 écus sur le second million de la rançon du Roi *Jean*. Du 13 de Mai 1367. Page 562.

Autre quittance de 92000 écus sur le second million. Du 18 de Novembre 1367. Page 579.

C'est ici le dernier payement qui fut fait sur cette rançon; de sorte qu'au lieu de trois millions, *Edouard* ne reçut qu'un million 192000 écus.

Sommaton au *Comte d'Harcourt* de retourner en Angleterre, son congé étant depuis longtems expiré. Du 1 de Decemb. 1367. P. 580 & P. 582.

Traité de Ligue offensive & défensive entre le Roi de France & *Henri* Roi de Castille, par lequel ce dernier s'engage à donner du secours au Roi de France contre le Roi d'Angleterre. Du 20 de Novembre 1368. Page 598.

Tome III.

Y y y

Affaire de Belville mise en Arbitrage.

Oblig. du Duc de Bourbon & du Comte d'Alençon.

Congé au Duc de Bourbon & au Dauph. d'Auverg. d'aller en France. Et au Comte de S. Pol.

Revocat. du don de certaines Terres en Guyenne.

Convent. entre le Roi de Castille, le Roi de Navarre, & le Prince de Galles.

Don fait par le Roi de Castille, au Prince de Galles. Privilege accordé aux Anglois.

Lettre du Prince de Galles.

Réponse.

Bataille de Najara.

Le R. de Cast. s'engage à payer les frais de la Guer.

Prolongat. du terme pour l'aff. de Belville &c.

Proclamation d'Edouard.

Quittances pour la rançon du Roi Jean.

Sommaton au Comte d'Harcourt.

Ligue entre la France & la Castille.

538 EXTRAIT DES VI. ET VII. TOMES DE RYMER.

Edouard mé-
content du Roi
de France.

Quoique *Charles* se préparât à la Guerre, il vouloit pourtant faire croire à *Edouard* qu'il avoit dessein d'entretenir la Paix. Mais il paroît qu'*Edouard* n'étoit pas content de lui, puisqu'il lui renvoya un présent de cinquante tonneaux de vin, comme il paroît d'un Acte du 26 d'Avril 1369. Page 617.

Proclamation
d'Edouard.

Proclamation d'*Edouard*, pour mettre à couvert les Otages François des insultes des Anglois. Du 26 d'Avril 1369. Page 617.

Il reprend le Ti-
tre de Roi de
France.

Edouard reprend le Titre de *Roi de France*, par l'avis du Parlement. Du 3 de Juin 1369. Page 621.

Don des Terres
conquises sur la
France.

Don fait par *Edouard*, des Terres qui pourront être conquises sur la France, à ceux qui s'en empareront. Du 19 de Juin 1369. P. 626.

Lettre d'Edouard
aux Seigneurs de
Guyenne.

Lettre d'*Edouard* aux Seigneurs de Guyenne, sur la rupture avec la France. Du 30 de Décembre 1369. Page 643.

Traité avec le
Duc de Bretagne.

Traité d'Alliance, entre *Edouard* & le *Duc de Bretagne*, en 1370. Page 698.

Alliance entre
la France & l'E-
cosse.

Alliance entre *Charles V* Roi de France, & *Robert Stuart* Roi d'Ecosse. Du 28 d'Octobre 1370. Page 696.

Sauf - conduit
pour les Ambas-
sadeurs de France.

Sauf-conduit pour les Ambassadeurs de France, nommez pour la négociation de la Paix. Du 19 de Juillet 1371. Page 718.

Embarq. d'E-
douard pour la
France.

Embarquement d'*Edouard*, pour aller secourir *Thomas*. Du 30 d'Août 1371. Page 747.

Plein - pouvoir
aux Ambassa-
deurs.

Plein-pouvoir aux Ambassadeurs d'Angleterre, pour traiter la Paix avec la France. Du 8 de Janvier 1372. Page 761.

T O M E V I I.

Embarq. du Duc
de Lancastre.

Embarquement du *Duc de Lancastre*, Roi de Castille, pour aller porter la Guerre en France. Le 7 de Mai 1373. Pages 8 & 13.

Emb. du Comte
de Cambridge.

Embarquement du *Comte de Cambridge*, pour le même sujet. Le 18 de Novembre 1374. Page 48.

Trêve avec la
France.

Trêve avec la France jusqu'à Pâques. Du 11 de Février 1375. P. 53. Trêve prolongée jusqu'au 30 de Juin 1376. Page 68.

Plein - pouvoir
pour la Paix.

Autre prolongation de la Trêve jusqu'au 1. d'Avril 1377.

Autre Plein-
pouvoir.

Plein-pouvoir pour faire la Paix avec la France. Du 12 de Juin 1376. Page 110.

Autre Plein - pouvoir semblable. Du 26 d'Avril 1377. Page 143.

Mort d'E-
douard.

Mémoire qui marque le jour de la mort d'*Edouard III*. Le 21 de Juin 1377.

II.

REFLEXIONS

Sur le Traité de Breigny, & sur la rupture de ce même Traité, de la part de la France; on l'on verra divers éclaircissmens sur les Aâles contenus dans le VI. Tome.

IL n'y a personne, qui n'étant point instruit de l'Histoire d'Angleterre, après avoir parcouru ce Traité ne croye qu'*Edouard* profita de ses avantages, d'une maniere injuste & impitoyable. En effet, à ne considerer que le Traité même, on voit qu'il ne se contenta pas d'arracher à la France un grand nombre de Provinces; mais qu'il la priva même de la Souveraineté de ces mêmes Pais, sans lui donner d'autre équivalent, que quelques Places détachées, qu'il avoit conquises depuis peu, en diverses Provinces. Il est pourtant certain que ce Traité, bien loin d'être injuste, étoit au contraire plein de moderation; soit qu'on considere l'état où la force des armes avoit mis *Edouard*, soit qu'on n'ait égard qu'à ses droits, & à la justice même.

Remarques sur le Traité de Breigny.

On a vu dans les Extraits précédens, les prétentions qu'*Edouard* avoit à la Couronne de France; prétentions qui bien loin d'être aussi frivoles que les Auteurs François ont voulu le faire croire, ne manquoient pas de fondement, si on les considere par rapport à l'équité, indépendamment de la Politique, & des avantages de la France. Quoi qu'il en soit, dans le tems qu'*Edouard* exigea les conditions contenues dans ce Traité, il se voyoit sur le point de toucher au but qu'il s'étoit proposé en commençant la Guerre; je veux dire, d'arracher la Couronne de France au Prince qu'il regardoit comme l'Usurpateur de son bien: Il tenoit le Roi *Jean* prisonnier en Angleterre. Les Ecoissois, dont le Roi étoit encore entre ses mains, n'étoient pas en état de lui donner la moindre inquietude. La France étoit dans une telle confusion, par les dissensions qui regnoient dans ce Royaume, & par les cabales du Roi de Navarre, ennemi juré de la Maison Royale, qu'il n'avoit pas été possible au Dauphin de lever une Armée capable de défendre le Royaume. De plus, *Edouard* se trouvoit dans le cœur de la France, avec une Armée de cent-mille hommes, à laquelle on ne pouvoit rien opposer. Il s'étoit rendu maitre d'un très grand nombre de Places dans la Normandie, dans la Touraine, dans l'Anjou, dans le Maine, dans le Poitou, dans l'Auvergne, dans le Berry, dans la Bourgogne, dans la Champagne, dans la Picardie, & avoit porté ses conquêtes dans l'Ile de France, jusqu'aux portes de Paris. Qu'est-ce donc qui peut l'avoir poussé à se contenter d'une si petite partie du Royaume de France.

Circonstances où se trouvoit *Edouard* lors de la conclusion de ce Traité.

dans le tems même qu'il pouvoit l'avoir tout entier ? Certainement ; on ne peut l'attribuer qu'à sa moderation , & au vœu qu'il avoit fait de faire la Paix à des conditions équitables. Cette moderation est d'autant plus remarquable , qu'on a peu accoutumé de voir des Conquerans se borner tout d'un coup , sans aucune cause apparente, ou sans y être forcés , à une petite partie de leurs prétentions , lorsqu'ils sont sur le point de voir l'accomplissement de leurs desseins. Voilà ce qui regarde l'état où *Edouard* se trouvoit , au tems de la conclusion de ce fameux Traité. Venons présentement à ses Droits.

Droits d'*Edouard*.

Lorsqu'*Henri II*, l'un de ses Prédécesseurs , parvint à la Couronne d'Angleterre, il possédoit tranquillement , & par un droit héréditaire, la Normandie, l'Anjou, la Touraine, le Maine ; & par son mariage avec *Alienor d'Aquitaine* , il étoit en possession de la Guyenne & du Poitou , & de toutes leurs dépendances. C'est un fait qui ne peut être contesté. La France , contente de conserver la Souveraineté directe de ces Provinces , ne s'avisa jamais d'en contester la possession à ce Prince, non plus qu'à *Richard* son Fils , qui lui succéda. *Jean sans Terre*, Frère & successeur de *Richard* , se mit en possession de ces mêmes Pais , sans que *Philippe-Auguste* , qui regnoit alors en France , y mît le moindre obstacle ; sachant bien qu'il ne pouvoit y avoir d'autre droit , que celui de Souveraineté. Mais dans la suite , *Jean* ayant été accusé d'avoir fait mourir *Arthur* Duc de Bretagne, son Neveu ; sur cette simple accusation , *Philippe* , sans faire ouïr des témoins , & sans faire les procédures nécessaires dans une affaire de cette importance , fit condamner *Jean* , & confisquer toutes les Terres que ce Prince possédoit en France. Ce fut en conséquence de cet Arrêt, donné par défaut, que *Philippe-Auguste* se mit en possession de la Normandie , du Maine, & d'une partie de l'Anjou ; sans qu'il fut possible au Roi *Jean* de recouvrer ce qui lui avoit été enlevé.

Henri III, Fils & successeur de *Jean*, Prince d'un très petit génie , & peu propre à la Guerre , ayant voulu faire un effort pour recouvrer ces Provinces , ne fit qu'attirer dans celles qu'il possédoit encore, les armes de *S. Louis* ; qui lui enleva le reste de l'Anjou , le Poitou , & une partie de la Guyenne.

On a vu , dans l'Extrait du second Tome de ce Recueil , comment *Edouard* perdit la Guyenne , par la mauvaise-foi de *Philippe le Bel*. Il est vrai que cette Province lui fut restituée ; mais ce ne fut pas sans qu'il en restât une partie entre les mains du Roi de France.

Edouard II perdit l'Agenois , à l'occasion de l'affaire de *S. Sardos*, dont il a été parlé dans un des Extraits précédens. Non-seulement la France lui ôta cette partie de la Guyenne, mais elle lui fit encore payer les frais de la Guerre, qu'elle lui avoit faite mal à propos. Ensuite , pour lui accorder la permission de transporter la Guyenne à *Edouard* son Fils, elle exigea de lui une somme de soixante-mille li-

vres; tant elle savoit prendre ses avantages contre l'Angleterre, quand elle en trouvoit l'occasion!

On peut voir dans ce petit Abregé, où il n'y a rien d'exagéré, que c'étoit avec beaucoup d'injustice que la France s'étoit emparée des Provinces, qui appartenoient légitimement aux Rois d'Angleterre; sans y avoir d'autre droit, que celui que la force lui avoit donné. Ces Pais dont nous venons de parler, n'étoient pas parvenus à la Couronne d'Angleterre par Conquête, ou par des Traités faits par la force des armes; mais par une légitime succession de Pere en Fils, depuis un tems immémorial. Quant au Comté de Ponthieu, il étoit échu à *Edouard* par le droit d'*Alienor* sa Mere, & ce fut le Roi de France même, qui lui en donna la premiere Investiture; quoiqu'il usât de quelque injustice en cette occasion, puisqu'il exigea d'*Edouard* qu'il se désistât auparavant de tous ses droits sur la Normandie.

Qu'on examine donc sur ce pied-là le Traité de Bretigny, & l'on trouvera qu'*Edouard III* ne fit autre chose que revendiquer, dans ce Traité, des Provinces que la France avoit injustement arrachées à ses Ancêtres par la pure force des armes. En effet, tous ces Pais que la France cedit au Roi d'Angleterre, si l'on en excepte Guisnes & Calais, étoient des dépendances de la Guyenne & du Poitou, & avoient été tranquillement possédés par les prédécesseurs d'*Edouard*. Il est vrai que ce Prince exigea de plus Calais & le Comté de Guisnes, avec la Souveraineté de toutes les Provinces que la France lui livroit: mais en récompense, il lui abandonnoit la Normandie, l'Anjou, la Touraine & le Maine, avec l'hommage de la Bretagne; sur quoi il n'avoit pas moins de droit, & qui comme tout le reste, faisoit partie de l'héritage de ses Ancêtres. Il lui cedit encore toutes les Conquêtes qu'il avoit faites en diverses Provinces de France; &, ce qui étoit encore plus considérable, il se désistoit de ses prétentions sur la Couronne.

Pour ce qui regarde la rançon du Roi *Jean*, je ne sai si on peut dire qu'elle étoit excessive, pour un si grand Prince, que la Guerre avoit fait tomber entre les mains de ses ennemis. Ces exemples sont si rares, qu'il est difficile de pouvoir fixer la rançon d'un Roi prisonnier, à proportion de la grandeur de ses Etats, suivant les règles de la justice & de l'équité.

A l'égard des Otages qu'*Edouard* demanda pour la sureté, quel-qu'un pourroit-il trouver étrange, qu'en une telle conjoncture il ait pris ses suretés, pour obliger les François à l'exécution d'un Traité qui leur étoit si désavantageux? Il parut bien que ces précautions étoient plus que nécessaires, puisque même elles ne furent pas capables d'arrêter la mauvaise-foi de *Charles V*, non plus que de quelques-uns des plus considérables Otages, qui ne firent pas difficulté de violer la foi

publique, & de servir même contre un Prince à qui ils s'étoient engagés par parole d'honneur & par serment.

A qui la rupture de ce Traité doit être imputée.

Ce sont-là les réflexions que j'ai cru nécessaires, pour donner au Lecteur une juste idée du Traité de Bretigny; dans lequel on ne peut s'empêcher de voir une modération, peu ordinaire parmi les Princes victorieux. Venons présentement à la rupture de ce même Traité, & voyons à qui la faute en doit être imputée. Mais pour n'en pas porter un jugement précipité, il est nécessaire de connoître premierement quel étoit l'état des affaires entre la France & l'Angleterre, au tems de cette rupture.

Le Roi *Jean* dont la bonne-foi ne peut être assez louée, avoit mis *Edouard* en possession de toutes les Terres qu'il s'étoit engagé de lui livrer; à l'exception du Comté de Gavre situé dans l'Armagnac, & de la Terre de Belville en Poitou, sur lesquels il étoit survenu quelque différend. A l'égard du premier, j'en ignore le sujet. Mais pour ce qui regarde Belville, je trouve dans un des Actes de ce Recueil, qu'*Edouard* prétendoit que certaines autres Terres, qui dépendoient de ce Fief, devoient lui être livrées, de quoi *Jean* ne convenoit pas. Pour ce qui est des Otages, ils avoient tous été livrés à la réserve de deux Bourgeois de Toulouse, trop peu considérables pour pouvoir faire le sujet d'un grand différend.

Bien que *Jean* eût exactement tenu sa parole, dans les Articles du Traité qui regardoient les Provinces cedées à l'Angleterre, il ne lui avoit pas été possible d'avoir la même exactitude à l'égard du paiement de la rançon. Après avoir compté les premiers 600000 écus avant son départ de Calais, le reste ne venoit que bien lentement. Des trois millions qui, selon qu'on en étoit convenu, auroient dû être payés à la fin de l'année 1366, il n'y avoit de payé en 1369, lorsque la Guerre fut déclarée, qu'un million & quelques deux-cens-mille écus. Il y a grande apparence, qu'*Edouard* recevoit avec bonté les excuses qu'on lui faisoit de tems en tems sur le défaut de paiement; d'autant plus qu'il avoit toujours entre ses mains des Otages, qui lui répondoient de ce qui lui étoit dû.

Entre ces Otages, il y avoit cinq Princes du Sang de France; savoir, le Duc d'Orleans, les Ducs d'Anjou, de Berry, & de Bourbon, & le Comte d'Alençon. Comme il ne s'agissoit plus, pour l'entière exécution du Traité, que des deux Seigneuries de Gavre & de Belville, & du paiement du reste des trois millions, *Edouard* se fit vraisemblablement un scrupule de retenir tant de Princes en Otages pour si peu de chose. Il proposa donc, de lui-même, qu'il donneroit un congé absolu aux quatre premiers, & aux Seigneurs de Brenne, de Montmorency, de Clare, de Hengeest, & d'Andresfel, dont le dernier étoit du nombre des Prisonniers; à condition qu'on lui livreroit le Comté de Gavre, & la Terre de Belville, dans l'état qu'il les demandoit: Que pour sûreté de l'exé-

cution, on lui donneroit en gage Mesle, Chisay, Chivray, Villeneuve, & quelques autres Terres en Poitou & en Saintonge : Et que si, avant la fête de Tous les Saints, on ne le mettoit pas en possession de Gavre & de Belville, les Seigneuries qu'on lui auroit baillées en gage seroient confisquées à son profit, & que les quatre Princes & les autres six Seigneurs seroient obligés de revenir se mettre en Otage, comme auparavant. Les Princes François ayant accepté ces conditions, le Roi Jean en confirma le Traité à condition qu'au-lieu des Sires de *Grand-pré*, de *Clare*, & d'*Andresel*, *Edouard* mettroit en liberté le Comte d'*Alençon*, le Dauphin d'*Auvergne*, & le Seigneur de *Coucy*. Mais *Edouard* n'ayant pas voulu consentir à cet échange, Jean ratifia l'accord tel qu'il avoit été fait premierement.

Dès que la ratification du Roi de France fut arrivée, ces dix Seigneurs furent conduits à Calais; où on leur laissa une entiere liberté, non-seulement de se promener dans la Ville, mais même de s'en absenter pendant trois jours, à condition d'y revenir coucher le quatrieme. Il y a quelque apparence, qu'il survint quelque difficulté à l'égard des Terres qui devoient être données en gage, & que ce fut ce qui arrêta les Seigneurs François à Calais, plus longtems qu'ils n'avoient cru. Quoi qu'il en soit, le Duc d'*Anjou*, qui craignit sans doute d'être obligé de retourner en Angleterre, profita de la liberté qu'il avoit de sortir de Calais, & n'y retourna plus. Les Comtes de *Brenne* & de *Grand-pré*, & les Sires de *Clare* & de *Derval*, imiterent ce mauvais exemple, s'évaderent comme lui; après quoi, il ne fut plus parlé de l'exécution du Traité pour la liberté des autres. Peu de tems après, le Roi Jean étant retourné en Angleterre, soit pour excuser le Duc d'*Anjou*, ou pour quelque autre dessein, y finit sa vie, au mois d'Avril 1364 (1).

Charles V son Fils étant monté sur le Trône, les affaires changerent de face; & si *Edouard* n'avoit été aveuglé par la bonne opinion qu'il avoit de la bonne-foi de ce Prince, qu'il croyoit semblable au Roi son Pere, il ne lui auroit pas été difficile de comprendre qu'il avoit quel-

(1) Mr. *Barnes* dit que le Roi Jean arriva à *Douvres* le 4 de Janvier 1364, & mourut le 8 d'Avril suivant, au Palais de la *Savoie*, qui étoit alors un des plus beaux d'Angleterre. Il y étoit logé avec les Otages qui étoient du Sang Royal, il faisoit & recevoit fréquemment des visites des Rois d'*Angleterre*, d'*Ecosse*, de *Danemarck*, & de *Chypre*. *Stow* nous apprend dans sa Description de *Londres*: que ces cinq Rois ensemble furent régalez un jour, avec les principaux Otages de *Franco*, les Fils du Roi *Edouard*, & plusieurs des principaux Seigneurs d'Angleterre, par le Chevalier *Henri Picard*, Marchand de Vin, qui quelques années auparavant avoit été Lord-Maire de *Londres*. Mr. *Barnes* cite *Knighton* & *Walsingham*, pour prouver que le Roi Jean à son lit de mort fit venir le Roi *Edouard*, & lui confessa que depuis le tems de sa premiere arrivée en Angleterre, il avoit des intelligences dans *Londres*, & des Agens qui ramassoient secrettement le plus fin Or du Royaume, qu'on mettoit en lingots dans des barils gazois de cercles de fer

que mauvais dessein. *Charles* ne lui donna aucune satisfaction sur l'événement des Otages, quoi qu'il la demandât avec instance; aussi bien que sur les deux Bourgeois de Toulouse, & sur deux autres Otages, qu'il vouloit avoir à la place des Sires d'*Estampes* & de *Hengest*, qui étoient morts en Angleterre. Il ne se mit point en peine de payer le reste de la rançon du Roi *Jean*: que s'il lui en fit toucher quelque partie, ce ne fut qu'en très petite quantité, &, selon les apparences, pour l'amuser. Quatre années se passèrent de cette manière, dans des négociations inutiles pour l'affaire de Belville, qui ne fut jamais décidée, quoi qu'elle eût été remise à des Arbitres; parce que, selon les apparences, *Charles* ne se soucioit pas d'en voir la fin.

On ne peut s'empêcher de soupçonner que les Otages, qui étoient en Angleterre, furent avertis du dessein que le Roi de France avoit de rompre la Paix, quand on voit dans ce Recueil, que ce fut principalement en ce tems-là qu'ils firent les plus grands efforts pour obtenir des congés, sous divers prétextes, ou pour composer avec *Edouard* touchant leur liberté.

Le Duc d'*Orleans* obtint sa liberté, & celle d'*Andresel*, en donnant quelques Terres en Poitou à *Thomas de Woodstock*, Fils d'*Edouard*.

Le Duc de *Bourbon*, & le Dauphin d'*Auvergne*, eurent congé pour aller en France, sous la caution du Duc de *Berry*; & ce congé ayant été prolongé, le Duc de *Bourbon* s'accorda avec *Edouard*, pour douze mille écus que ce Prince avoit payé à celui qui avoit pris le Duc, à la Bataille de Poitiers.

Le Duc de *Berry* ayant eu congé pour aller à Paris, ne revint plus.

Le Comte de *S. Pol* obtint la même permission, en laissant ses deux Fils pour sûreté de son retour.

Le Comte d'*Harcour*, qui avoit eu un congé limité sur sa parole d'honneur, se dispensa de tenir son engagement, quoiqu'*Edouard* le rappellât plusieurs fois.

Montmorency, *Boucherche*, *Maulevrier*, firent la même chose; mais il y a de l'apparence, qu'ils donnerent ensuite quelque satisfaction au Roi.

Charles d'Artois se retira, sans prendre congé.

Enguerrand de Concy se procura un congé absolu, je ne sai par quel moyen,

pour l'envoyer en France, avec des arcs, des fleches, & une grande quantité d'autres armes; que lui *Jean* avoit injustement retenu la Couronne de France à *Edouard*, jusqu'à la Paix de *Breigny*; toutes choses dont il demandoit pardon au Roi de bon cœur. *Edouard* lui pardonna sans réserve; il fit arrêter tout l'Or & toutes les armes, & punir sévèrement les Anglois qui étoient tombez en contravention, entre lesquels il y avoit plusieurs Marchands Lombards qui furent mis en prison à la Tour, d'où ils ne sortirent qu'après avoir payé au Roi ce qu'il trouva à propos d'exiger d'eux. WHAT.

Guy de Blois, qui avoit eu un congé limité, ne retourna plus en Angleterre, s'étant accommodé pendant qu'il étoit éloigné.

Le *Dauphin d'Auvergne* obtint son congé, à condition de payer dix-mille écus, en cas qu'il ne retournât pas au tems qui lui fut prescrit.

Le Comte de *Luxembourg*, les Sires d'*Estampes* & de *Hengeest*, moururent en Angleterre, & *Charles* ne donna point d'autres Otages en leur placé. Joignons à ceux-là les dix Otages, que *Jean* avoit emmenés avec lui en partant de Calais, & qui vraisemblablement étoient des principaux; & nous trouverons qu'il n'en restoit plus guere de considérables entre les mains d'*Edouard*, au tems de la rupture de la Paix.

Tout cela paroît par divers Actes qui se trouvent dans ce Recueil; par où l'on peut aisément comprendre, que la considération des Otages qui restoit encore en Angleterre n'étoit pas capable de faire un grand effet sur l'esprit du Roi de France. Aussi ne se mit-il plus en peine d'exécuter le Traité, dès qu'il eut retiré ses Freres; & les principaux des autres Seigneurs. D'un autre côté, la maladie du *Prince de Galles* devenant de jour en jour plus dangereuse, *Charles*, qui voyoit ce Prince hors d'état d'agir, crut qu'il devoit profiter de cette conjoncture; pendant qu'*Edouard*, qui étoit dans une parfaite sécurité, ne pouvoit s'imaginer que la France fût en état de recommencer la Guerre. Dans cette résolution, il fit diverses Alliances avec des Princes d'Allemagne, & particulièrement avec le Roi de Castille, avant que de faire connoître ouvertement ses desseins. Il obtint de grosses sommes des Etats-Généraux, qui sans doute n'ignoroient pas les intentions, quoique ces sommes fussent accordées sous d'autres prétextes. Quand ses affaires furent à peu près dans l'état où il les souhaitoit, il se plaignit avec aigreur, au sujet des Troupes Angloises qui ravageoient la France. Nous avons vu qu'*Edouard* lui donna toute la satisfaction possible dans un pareil cas; mais comme *Charles* cherchoit une occasion de querelle, il témoigna qu'il n'étoit pas content, & prétendit qu'*Edouard* lui faisoit actuellement la guerre. Pour colorer encore un peu mieux la rupture qu'il méditoit, il se plaignit que les Anglois n'avoient pas vuide tous les Châteaux qui devoient lui être restitués. Mais comme aucun Historien n'a spécifié quels étoient ces Châteaux, on a lieu de croire que ce sujet de plainte étoit de peu de conséquence. Dans ces entrefaites, arriva l'affaire de l'Impôt que le Prince de *Galles* avoit établi dans la Guyenne; affaire qui vraisemblablement lui fut suscitée par le Roi de France. Quoiqu'il en soit, bien que *Charles* n'eût aucun droit de se mêler des affaires de cette Principauté, à la Souveraineté de laquelle le Roi son Pere & lui avoient expressément renoncé, il en prit occasion de citer le Prince de *Galles* à la Cour des Pairs; & sur le refus que ce Prince fit de comparoître, il fit ordonner la confiscation de toutes les Terres que les Anglois possédoient en France.

Après avoir vu l'état où se trouvoient les affaires entre les deux

Couronnes, il ne reste plus qu'à juger si la rupture étoit bien fondée; de la part de la France. *Edouard* avoit des sujets de plainte très réels. Gavre & Belville étoient encore entre les mains du Roi de France: il restoit encore à payer près des deux tiers de la rançon du Roi *Jean*; & les principaux Otages, ou s'étoient évadés; ou ayant eu congé, n'étoient plus retournés; ou avoient composé pour de très-petites sommes, par proportion aux deux millions d'écus d'or qui lui étoient encore dûs. Cependant *Charles* prétendit que le Traité de Breigny étoit nul, par le défaut de restitution de quelques Châteaux, dont aucun Historien n'a pu marquer les noms; parce qu'*Edouard* n'avoit pas empêché que ses Sujets ne ravageassent la France, quoiqu'il les eût désavoués; & enfin, parce que le Prince de *Galles* avoit refusé de paroître comme Vassal, quoiqu'il fût certain que la France avoit renoncé à la Souveraineté de la Guyenne.

Froissart dit, que *Charles* ayant fait examiner le Traité de Breigny dans son Conseil, on s'arrêta principalement sur l'Article qui portoit, que les deux Rois renonçoient à toutes voyes de fait, en cas d'exécution. Il ajoute, que ce fut sur cette considération, qu'on lui conseilla de fonder la Déclaration de guerre; parce qu'on prétendit qu'*Edouard* n'avoit jamais cessé, depuis la Paix de Breigny, de faire la guerre à la France. Il seroit à souhaiter que cet Historien se fût un peu mieux expliqué, & qu'il eût fait connoître sur quoi cette plainte étoit fondée. Si c'étoit sur les ravages que les Troupes cassées du Prince de *Galles* faisoient, il semble que puisque la France ne pouvoit pas elle-même s'en délivrer, il étoit encore plus difficile au Prince de *Galles*, ou au Roi son Pere, de forcer ces Troupes vagabondes à l'obéissance, parce qu'elles se trouvoient dans un Etat étranger.

Mezcris, qui a bien senti l'injustice de cette rupture, passe très légèrement là-dessus, & en parle d'une manière, qui fait assez comprendre que la Politique y eut plus de part, que l'équité. Voici ce qu'il en dit dans son Abregé sur l'an 1369. *Edouard se croyoit Souverain absolu en Guyenne, depuis le Traité de Breigny: mais comme de son côté il n'avoit pas fait vider les gens de Guerre, & que de plus il avoit commis diverses hostilités, le Roi prétendit que le Traité étoit nul. & résolu, & partant, que ce Prince demeureroit toujours Vassal de la Couronne. Ce fut sur ce pied-là qu'il lui envoya déclarer la Guerre, & qu'ensuite son Parlement s'étant assemblé, la Vigile de l'Ascension, lui étant en son Lit de Justice, donna un Arrêt, qui pour ces rebellions, attentats, & desobéissances, confisquoit toutes les Terres que les Anglois tenoient en France. Qu'on confere ces termes de rebellions & de desobéissances, avec les Articles du Traité de Breigny, où Jean & Charles se départoient de toute sorte de Souveraineté sur les Provinces qu'ils cedoient au Roi d'Angleterre; & l'on jugera si le Parlement pouvoit, avec la moindre couleur, se servir de semblables expressions, contre un Prince qui depuis la dernière Paix, ne possé-*

devoit pas un seul Village, pour lequel il fût Vassal de la Couronne de France.

Cette rupture, qui fut faite si à propos, & qui remit la France en son premier état, a été une des principales causes qui ont fait donner à *Charles V* le surnom de *Sage*. Mais quel nom auroit-on pu lui donner, si la Guerre avoit réussi tout au contraire, comme il pouvoit arriver? Etoit-il sûr des événemens? & ne peut-on pas dire qu'il ne tint pas à lui qu'il ne replongeat la France dans l'abîme d'où elle ne faisoit que de sortir? Au reste, quoique ce Prince ait eu de très heureux succès, c'est pourtant lui qu'on doit regarder comme la première cause de toutes les misères, que la France souffrit sous le Regne de *Charles VI* son Fils & son Successeur, pendant lequel les Anglois eurent assez bien leur revanche.

III.

AFFAIRES D'ECOSSE.

CET Article ne contient que peu de circonstances remarquables. On a vu dans l'Extrait du Tome V, qu'on étoit convenu d'un Traité pour la liberté du Roi *David*, qui s'étoit engagé à payer 90000 marcs sterling pour sa rançon. Ce traité, qui étoit demeuré sans exécution, fut repris en 1357; mais avec cette différence, que le Roi d'Ecosse fut obligé de payer dix-mille marcs de plus. Ce dernier Traité est du 3 Octobre 1357. Page 46.

Il est suivi de beaucoup d'Actes, par lesquels les Prélats, les Seigneurs Laïques, & toutes les bonnes Villes d'Ecosse s'engageoient au paiement de la rançon de leur Roi. Page 56 & suivantes.

On trouve, page 90, un Bref du Pape *Innocent VI*, adressé au Roi d'Ecosse, qui contient un refus de consentir que le Clergé d'Ecosse s'engageât pour lui. En 1358.

Quelques Plein-pouvoirs d'*Edouard*, pour traiter d'une Paix finale avec l'Ecosse. 1361. Page 361.

Un Sauf-conduit pour le Roi *David*, allant en Angleterre. 1362. Page 375.

Il paroît par un Mémoire inséré dans la page 476, qu'*Edouard* fit quelque tentative pour persuader aux Ecossois de le déclarer Successeur du Roi *David*, en cas que ce Prince mourût sans Enfans, & qu'il leur faisoit de grandes promesses pour les y porter. Mais ce projet ne réussit point. Du 27 de Novembre 1363.

Prolongation de la Trêve, pour quatre ans. Du 12 de Juin 1365. Pages 464 & 468.

Autre prolongation de la Trêve, pour 14 ans. En 1369. Page 632.

Zzz ij

Engagement de payer la rançon du Roi.

Refus du Pape de consentir &c.

Plein-pouvoir d'*Edouard*.

Sauf-conduit pour le Roi *David*.

Tentative d'*Edouard* pour avoir la Couronne d'Ecosse.

Prolongation de la Trêve.

Autre.

348 EXTRAIT DES VI. ET VII. TOMES DE RYMER.

Mort de David,
& Traité de la
Successeur avec
la France.

David étant mort en 1371 (1), *Robert Stuart* son Neveu, Fils de la Sœur aînée, qui fut son Successeur, ne fut pas plutôt sur le Trône, qu'il fit Alliance avec la France le 28 d'Octobre 1372. On trouve ce Traité, page 699.

C'est tout ce qui s'offre de plus considérable dans le VI Tome; par rapport à l'Ecosse.

IV.

AFFAIRES DOMESTIQUES.

CET Article ne consiste qu'en quelques Actes détachés, qui ont du rapport à l'Angleterre en particulier, ou à la Famille Royale; dont voici les principaux.

Mort de la
Reine - Mere Isabe-
lle.

Il paroît par un Ordre d'*Edouard* de 1349, pour faire payer les frais de l'anniversaire de la Reine *Isabelle* sa Mere, que cette Princesse étoit morte en 1356, dans le Château de Rising, où elle avoit été confinée vingt-huit ans auparavant. Page 140. (2).

La Guyenne é-
rigée en Princi-
pauté.

Erection du Duché de Guyenne en Principauté, en faveur du Prince de *Galles*. Du 19 de Juillet 1362. Page 384.

Acte à ce sujet.

Acte par lequel le nouveau Prince d'Aquitaine s'engage à payer tous les ans à la Couronne d'Angleterre une redevance d'une once d'Or. Du 19 de Juillet 1362. Page 388.

Ordre d'exercer

Défense au Peuple d'Angleterre de s'occuper à diverses sortes de

(1) Il paroît par-là que Mr. *Barnes* & quelques autres Historiens se sont trompez en plaçant la mort en l'année 1370. *Robert*, son Successeur, fut le premier Roi de la Race des *Stuarts*: Famille dont Mr. *Barnes* nous a donné la Généalogie; à propos de laquelle il réfute une ancienne erreur des Historiens *Ecossois*, touchant les Enfans de *Robert*.

(2) Mr. *Barnes*, qui dit que la Reine-Mere mourut le 22 d'Août, s'est assurément trompé au tems de son enterrement, qui se fit, selon lui, le 27 de Septembre suivant, au milieu du Chœur de l'Eglise des Franciscains, qu'on nomme à présent l'Eglise de *Christ*. La vérité est qu'il y a un Ordre dans ce Volume des *Fœdera*, pag. 110. en date du 20 de Novembre à *Westminster*, pour faire nettoyer les rues au dehors de *Bishopgate* & d'*Aldegate*, à l'arrivée du Corps de la Reine à *Londres*. A l'égard de la prison de cette Princesse, quelque longue qu'elle fût, on la lui rendit douce & respectueuse; elle avoit assez de liberté sous les yeux du Concierge, & une pension de 4000 livres sterling par an. Le Roi lui rendoit visite au moins une fois l'an, & lui donna plusieurs amusemens convenables à une Princesse. A l'égard de la part qu'elle avoit à l'assassinat du Roi son Mari, notre Auteur croit que lorsqu'elle vint à main armée en Angleterre, elle n'avoit aucun dessein contre la personne de ce Prince; c'étoit seulement contre les *Spensers*: mais que *Mortimer* & d'autres qui avoient encouru les peines de la Loi à cause de leur trahison, la poussèrent si loin pour se mettre à couvert, qu'elle ne put plus reculer; & lorsque le Roi fut déposé, ils firent tant de peur à cette Princesse, lui faisant accroître que si le Roi remontoit sur le Trône, il la feroit brûler sous vive, qu'elle donna les mains à la mort de son Mari.

Jeux-inutiles, & ordre aux Sherifs de le faire exercer à tirer de l'Arc. le peuple à tirer de l'Arc.
Du 1. de Juin 1363. Page 417.

Sauf - conduit pour *Valdemar* Roi de Danemarck allant en Angleterre. Du 1. de Février 1364. Page 432. Sauf - conduit pour le Roi de Danemarck.

Articles de mariage entre le *Comte de Cambridge* Fils d'*Edouard*, & la *Duchesse Douairiere de Bourgogne*, Fille de *Louis* Comte de Flandre. Mariage d'un Fils d'Edouard avec la Duchesse de Bourgogne.
Du 9 d'Octobre 1367. Page 445.

Articles de mariage, entre *Lionel Duc de Clarence*, second Fils d'*Edouard*, & *Violente*, Fille de *Galeaz* Duc de Milan. Du 5 de Mai. Et d'un autre de ses Fils avec la Fille du Duc de Milan.
1368. Page 564.

Départ du *Duc de Clarence*, pour aller à Milan, avec une suite de 457 hommes & de 1280 chevaux. En 1369. Page 590. Le Duc de Clarence va à Milan.

Ce Prince mourut en Italie en 1370 (1). Protection pour trois Horlogers de Delft, allant exercer leur métier en Angleterre. Page 590. Protection pour quelques Horlogers.

Commission qui établit *Jean de Gand*, Duc de Lencastre & Roi de Castille, Fils d'*Edouard*, Lieutenant du Roi au-delà de la Mer. Tome VII, page 13. Commission donnée à Jean de Gand.

On ne trouve ici qu'un seul Acte, qui donne quelque indice de l'amour qu'*Edouard* conçut en sa vieillesse pour *Alix Pierce* (2): c'est un don que ce Prince lui fit de quelques Joyaux, qui avoient appartenu à la Reine *Philippe*. Du 8 d'Août 1373. Tome VII. Page 28. Don d'Edouard à Alix Pierce.

Cette Maitresse d'*Edouard* est nommée, par quelques Auteurs, *Alix Percy*, par d'autres *Piers* ou *Pierce*; & dans cet Acte elle est

(1) Mr. *Barnes* dit que le Duc de *Clarence* mourut, non sans soupçon de poison, le 17 d'Octobre, la premiere année de son mariage.

(2) Mr. *Barnes*, qui nomme cette Dame *Alix Perrers*, cite la Description de *Londres* par *Stow*, pour prouver que c'étoit une personne d'une beauté si extraordinaire, qu'environ l'an 174 elle fut faite *Dame du Soleil*, & fit une Cavalcade depuis la Tour de *Londres* par la rue de *Chancery*, suivie de plusieurs Seigneurs, Chevaliers & Dames; chaque Dame avoit un Seigneur, ou un Chevalier, qui tenoit la bride de son Cheval, jusqu'à la Place de *Smithfield*, où commença un Tournoi magnifique qui dura sept jours de suite. Mais quoiqu'il paroisse par un Régistre mentionné par le Chevalier *Robert Cotton*, que cette Dame étoit en si grand crédit auprès d'*Edouard III*, qu'elle étoit assise au chevet de son lit dans le tems que les autres Courtisans étoient réduits à demeurer à la porte de la chambre, & qu'elle portoit au Roi des choses que les Officiers de la Chambre secrète n'osoient lui porter; cependant Mr. *Barnes* ne veut point convenir de ce qui a été assuré par plusieurs Ecrivains, savoir, qu'elle étoit concubine d'*Edouard*: à cause, comme il dit, du peu d'apparence qu'un Prince qui avoit été si sage à la fleur de son âge, fût livré aux flâmes de la concupiscence dans sa caducité; & qu'un aussi illustre Seigneur que *Guillaume* Baron de *Windsor*, l'eût ensuite épousée, si elle avoit passé pour aussi impudique en ce tems-là qu'on l'a représentée dans les siècles suivans.

V.

AFFAIRES QUI REGARDENT LA RELIGION.
ou quelques affaires avec les Papes.

Les mêmes différends subsistoient toujours, entre l'Angleterre & la Cour de Rome, touchant la Collation des Bénéfices; les Ecclésiastiques étrangers & non résidens; les Bénéfices de Collation Royale, que le Pape usurpoit de tems en tems; le Temporel des Evêchez, que le Pape prétendoit conférer par ses Bulles; les Provisions qu'il donnoit pour des Bénéfices qui n'étoient pas encore vacans, par où il privoit les Patrons de leurs droits. C'est sur ces matières, que rouleait la plupart des Actes qui regardent la Religion. Mais comme on a déjà

(1) Nous ne saurions terminer dignement les Remarques sur ce grand & glorieux Regne, sans donner un Abrégé du Caractere d'Edouard, & une idée de ses exploits, d'après Mr. Barnes son Historien.

Ce fut un Prince le plus formé, & qui se soutint le plus, dont on puisse avoir mémoire. Sa stature n'avoit rien d'extraordinaire: elle étoit grande, sans l'être trop, n'excédant pas la hauteur de six pieds, mesure d'Angleterre, Ses membres étoient proportionnez & bien faits, son corps robuste, sa taille bien tournée: son visage n'était pas long, mais fort beau, gracieux, & d'une physionomie angélique: le nez long, droit & viril: les yeux pleins de feu & majestueux, mais cela avec tant de douceur, que l'on tenoit à bon augure de le regarder au visage, quand ce n'étoit qu'en songe. Ce Prince fut extrêmement heureux, surtout jusqu'aux six dernières années de son Regne. Il étoit sage & prudent dans le Conseil; versé dans les Loix, dans l'Histoire, dans les Humanitez, & dans la Théologie; il entendoit le Latin, le François, l'Espagnol, l'Italien, le haut & le bas Allemand, outre sa Langue naturelle. Il avoit la conception prompte, naturellement beaucoup de jugement & d'adresse. Son langage étoit éloquent. Il étoit doux, familier & affable, dans sa manière ordinaire; terrible à ceux qui vouloient lui résister, mais bon & généreux pour ceux qui se soumettoient. Il étoit plein de courage & de grandeur d'âme, plus qu'aucun Prince de son tems; propre à la Guerre, & amateur de la Paix. Il n'étoit jamais enflé par la prospérité, ni abattu par l'adversité. Son esprit étoit grand, déliant, & vraiment Royal; ne s'amusant jamais à rien de bas ou de trivial, comme on le voit par les Loix excellentes qu'il fit, par les deux fameux Jubilés qu'il observa, & par l'Ordre illustre de la Jarretière qu'il imagina & institua le premier. Ses divertissemens étoient le Vol de l'Oiseau, la Chasse & la Pêche. Il aimoit sur-tout l'exercice guerrier des Joutes & des Tournois. Il étoit curieux, splendide, & magnifique dans ses bâtimens: porté à la libéralité, & à faire des grâces, sur-tout pour les personnes de mérite & de génie. Il étoit dévot envers Dieu, bienfaisant pour le Clergé, gracieux à ses Sujets, charitable pour les Pauvres, fidèle à sa parole, plein de charité pour ses Amis, & terrible à ses Ennemis. Ses Sujets le voyant si religieux observateur de sa parole, si délicat sur le point d'honneur, & avec cela si vaillant, si politique & si heureux, s'imaginoient que c'étoit triompher que de vivre sous son Regne; & sa renommée passa jusqu'aux Nations les plus reculées & les plus barbares:

vu les mêmes choses dans les Extraits précédens, il n'est pas nécessaire de s'y arrêter longtems. Je me contenterai donc de faire remarquer quelques Actes, qui font voir, que ni le Roi, ni le Pape, ne se défiant point de leurs prétentions, ces différends demeuroient indécis; chacun de son côté se servant des occasions favorables qui se présentoient, pour maintenir leurs droits.

tous les Peuples s'estimoient heureux & en fiérent, s'ils étoient sous sa protection, ou alliés avec lui. Les Turcs & les Sarazins le craignoient; les Princes Chrétiens opprimés imploroient humblement son assistance. Il eut les Allemands sous son commandement, pendant le tems de son Vicariat ou Lieutenance sous Louis de Bavière, & les eut pour Sujets, s'il eût accepté l'offre de l'Empire, qu'ils lui firent. Les Flamans étoient ses Confédérés. Il avoit attaché les Italiens à sa personne, par les liens de l'affinité. Il vainquit par les armes les François, les Espagnols & les Ecossois. Il se rendit maître de Calais, recouvra la Guyenne, la Normandie & le Ponthieu. Il fut prisonnier Jean Roi de France, & David Roi d'Ecosse. Il fut le premier Roi d'Angleterre, qui porta les Armes & le Titre de Roi de France. Pour abrégér, il avoit le plus grand nombre de vertus, & le plus petit nombre de défauts, qu'aucun Prince dont j'aye lu l'Histoire. Il étoit vaillant, juste, bienfaisant, rempérant, & sage: le meilleur Roi, le plus grand Capitaine, le plus sage Législateur, l'Ami le plus sincère, le meilleur Père, & le meilleur Mari de son tems. Après tout ce que je viens de dire, ajoute Mr. Barnes, ses ennemis mêmes trouveront que je n'ai pas tout dit.

J'ajouterai à cela le témoignage d'un homme d'honneur, savoir, du Chevalier Robert Howard, dans sa Comparaison des Regnes des trois premiers Edouards, & de Richard II.

EDOUARD III, dit ce Chevalier, au moyen des vertus & de la conduite de son Grand-Père, rétablit ce que son Père avoit perdu. Il remarque que ce Prince parvint à la Couronne lorsqu'elle avoit été ébranlée par les fautes de son Père: que de même qu'Edouard I, il fut plutôt homme-fait que les autres, & victorieux à un âge où d'autres ne songent pas encore à combattre; de sorte qu'avant qu'il fût Roi, il fit voir combien il étoit digne de l'être. Quoiqu'il fût très capable de juger par lui-même, il n'avoit aucune répugnance à écouter les avis des autres. Avisé dans ses résolutions, & ferme dans ses entreprises: indéroutable dans le danger, ferme & d'une humeur égale dans le calme. Ses engagements regardoient toujours la Paix du Genre-humain; & sa prudence consistoit à être fidèle à la Vérité. Ses vertus & son courage faisoient toujours espérer à la Nation qu'il gouvernoit, un heureux succès dans toutes ses entreprises. La résistance le rendoit terrible: mais la soumission le rendoit doux & traitable. Il refusoit rarement le pardon à ceux qui le lui demandoient de bonne-foi; mais il savoit se venger de ceux qui abusoient de sa clémence. Il avoit tout le courage nécessaire pour vaincre ses Ennemis, & la grandeur d'âme pour pardonner à ceux qu'il avoit vaincus. Il étoit également vainqueur de lui-même, & des autres; & ceux qui se soumettoient à lui étoient plus heureux que ceux qui lui résistoient. Dans les occasions les plus dangereuses, il n'ouïssoit pas de ses Soldats qu'ils s'exposassent plus que lui-même; & dans la Paix, il ne donnoit point de Loix sur la Vertu & sur la tempérance, qu'il n'appuyât par son exemple. Il savoit acquérir la puissance, & en faire un bon usage: celui qui pouvoit enfreindre les Loix impunément, étoit celui qui les observoit le plus inviolablement. Il savoit gagner & conserver l'amour & la confiance de ses Sujets, par des sentimens de reconnaissance pour le premier, & par son éloignement à abuser du second. Les Taxes qu'il imposoit, quelque grandes qu'elles fussent en elles-mêmes, n'étoient point à comparer avec ses Victoires.

552 EXTRAIT DES VI. ET VII. TOMES DE RYMER.

Ordre d'arrêter
les porteurs de
Bulles.

Ordre du Roi au Maire de Londres, d'emprisonner ceux qui se-
roient trouvez dans la Ville, portant des Bulles du Pape. Du 10 d'Oc-
tobre 1357. Page 65.

Paiement des
Procurations.

Ordre de payer aux Cardinaux, envoyez pour traiter la Paix, les
Procurations qui leur étoient dûes sur l'Evêché d'Ely, qui étoit alors
entre les mains du Roi. Du 7 de Novembre 1357. Page 68.

Quand le Roi avoit besoin de la Cour de Rome, il faisoit payer
ces Procurations; mais en d'autres tems, il les défendoit.

Bulle du Pape
touchant le Trai-
té de Bretigny.

Bulle d'*Innocent VI.* qui consent que le Traité de Paix de Bretigny
soit exécuté, bien qu'il contienne des Articles offensans pour le Saint
Siege. En 1360. Page 201. C'étoit par rapport à l'Article 39.

*dans la Principauté de Galles, sur les Royaumes d'Ecosse & de France: ce n'étoient
pas des Victoires qu'en pût obtenir sans de grands secours. Ce que la Nation donnoit,
étoit employé selon son intention; & le Roi l'imposoit pour l'honneur & l'avantage de
ses Peuples. Il leur rendit en échange de leurs dons, non-seulement la sûreté & le
profit, mais encore des Loix excellentes au-dedans du Royaume: ce qu'Edouard I.
avoit commencé heureusement, fut conduit à la perfection par Edouard III. Ce grand
Prince étoit non-seulement juste dans la composition de ses Loix, mais encore sévère
dans leur exécution. Il n'a jamais montré plus de rigueur, que contre ceux qui abo-
issoient du dépt de la Justice. Plus irrité contre les Ennemis du Genre-Humain, que
contre les siens propres, il confondoit ses intérêts avec ceux de ses Sujets, & n'a ja-
mais refusé de prêter l'oreille aux plaintes des injustices souffertes par ceux qui l'avoient
aidé à venger ses propres injures. Edouard I. & Edouard III. étoient également vani-
eux & heureux; aucun d'eux n'essuya les revers de la Fortune: avec cette différence,
qu'Edouard I. mourut à propos, & qu'Edouard III. survécut à lui-même. La mort de
son illustre Fils, le Prince Noir, jointe au poids de l'âge, firent que ce Soleil fut
couvert de nuages à son couchant.*

*Froissard rapporte, que lorsque Charles Roi de France apprit la mort d'Edouard
son Ennemi, il lui rendit ce témoignage, qu'il avoit regné avec beaucoup de va-
leur, & qu'il méritoit à juste titre d'être mis au rang des anciens Héros. Il assembla
toute la Noblesse & les Prélats de son Royaume, & lui fit avec eux des Obsèques
magnifiques. Nous concluons le Portrait d'Edouard, par l'Epitaphe Latine qu'on
lit sur son Tombeau dans l'Abbaye de Westminster, faite selon le goût & les rimés
du Siècle auquel il vivoit.*

*Hic Decus Anglorum, Flos Regum praeclororum,
Forma futurorum, Rex clemens, Pax populorum,
Tertius Edwardus; Regni completum Jubilaeum,
Invictus Pavidus, Bellis potens Machabaeum;
Prospero, dum vixit, Regnum pietate revixit,
Armipotens rex: Jam Caelo (Caesice Rex) sit!*

Tertius Edwardus famâ super aethera notus.

PUGNA PRO PATRIA.

M, CCC. LXXVII.

Renonciation

Renonciation de l'Evêque d'Ely au Temporel, qui lui étoit conféré par les Bulles du Pape. Du 6 de Janvier 1364. Page 435.

Renonciation de l'Evêque d'Ely &c.

Défenses de transporter l'argent hors du Royaume, c'est à dire, à Avignon; & Ordre d'arrêter ceux qui portent des Bulles en Angleterre. Du 28 de Juillet 1365. Page 475.

Défenses de transporter de l'argent hors du Royaume.

Lettre de Grégoire à Edouard, par laquelle il l'informe qu'il a dessein d'aller tenir la Cour à Rome. *Non. Jul.* 1373. Tom. VII. Page 115.

Lettre du Pape au Roi.

Conventions entre le Roi & le Pape, sur leurs différends. En 1377. Par ces Conventions, Edouard s'engageoit à ne conférer aucun Bénéfice, qui auroit vaqué avant le 15 de Février de la cinquantième année de son Règne; sans conséquence pour l'avenir.

Conventions entre le Roi & le Pape.

Le Pape, de son côté, s'engageoit à diverses choses: mais d'une manière si générale, & avec tant de restrictions, qu'il paroïssoit bien qu'il ne prétendoit pas se lier par ces sortes d'engagemens.

1. Il promettoit d'être à l'avenir plus modéré, dans les Collations des Bénéfices en Angleterre.

2. Qu'il accorderoit un tems raisonnable pour faire les Elections; & qu'il admettroit le Sujet élu, pourvu qu'il se trouvât propre à servir l'Eglise.

3. Qu'il donneroit les Bénéfices à des gens qui fussent en état d'y résider.

4. Sur la plainte qu'on lui avoit faite du grand nombre d'Ecclésiastiques Etrangers, qui possédoient des Bénéfices en Angleterre, il répondoit, qu'il n'en avoit conféré qu'un seul, à d'autres qu'à des Cardinaux.

5. Sur ce qu'on lui avoit représenté que les Cardinaux avoient plus de revenu en Angleterre, qu'en France, quoique la France fût trois fois plus grande que l'Angleterre, il répondoit qu'il seroit à l'avenir plus modéré.

6. Qu'il ne pouvoit se départir des Premiers-fruits, mais qu'il espéroit de trouver quelque moyen pour les modérer.

7. Que pour ce qui regardoit les Expectatives & Provisions, il se rendroit à l'avenir plus difficile; sauf son droit, qu'il prétendoit conserver. Tome VII. page 135.

Attestation du Roi, qu'une Femme qui étoit détenue en prison, y avoit subsisté quarante jours sans manger ni boire; & pardon à cette Femme, en faveur du miracle. Du 25 d'Avril 1357. page 13.

Une Femme subsiste quarante jours en prison sans manger ni boire.

Don fait par Edouard à l'Eglise de Westminster, de la Tête de Saint Benoît, Abbé & Confesseur. Du 5 de Juillet 1368. page 93.

Don fait par Edouard de la tête de S. Benoît. Purgatoire de S. Patrice.

Attestation d'Edouard, qu'un Gentilhomme Hongrois avoit passé un jour & une nuit dans le Purgatoire de Saint Patrice en Irlande. Du 3 d'Octobre 1358. page 107.

Restitution aux Prieurs étrangers, de leurs revenus, qui avoient été saisis au commencement de la Guerre. Du 16 de Février 1360. P. 311.

Restitution aux Prieurs Etrangers.

554 EXTRAIT DES VI. ET VII. TOMES

Ordre aux Archevêques d'Armagh & de Dublin.

Ordre aux Archevêques d'Armagh & de Dublin, s'accorder sur le port de la Croix, & de se permettre de faire porter la Croix dans leurs Provinces, à l'Evêques de Cantorbery & d'Yorck; faute de quoi se rendre à la Cour, pour y terminer leur différend

Page 467.

Permission d'emprisonner un Héretique.

Permission à l'Evêque de Londres d'emprisonner 20 de Mars 1370. page 561.

Jean Wicleff, envoyé en Ambassade au Pape.

On trouve, dans un Acte de l'année 1374, qu'il fit tant de bruit dans la suite, étoit un des Ambassadeurs envoyés au Pape, cette année-là. Tome VII. page

SUITE DE L'EXTRAIT DU DE RYMER.

REGNE DE RICHARD

RICHARD II Fils du fameux Prince de GEDONARD I I son Ayeul, le 21 de Juin 1377 d'onze ans; & regna jusqu'à la fin de Septembre

Ce VII Tome du Recueil des Actes Publics du VIII, contiennent les Actes qui ont du rapport avec le Regne de ce Prince. De tous les Actes parcourus, celui-ci me paroît le moins rempli d'éclaircir quelque point de l'Histoire de ce tems qu'un petit nombre sur les principaux événements y en a une infinité sur des matières détachées, & il n'est possible de faire un Extrait, sans s'engager dans une longueur. Je me bornerai donc à six Articles qui concernent la France, la Bretagne, l'Ecosse, la Castille, le Portugal & l'Eglise. Il y a peu d'événemens remarquables qui ne soient renfermés dans quelqu'un de ces

I.

AFFAIRES DE FRANCE

LA Trêve qu'Edouard III avoit faite avec la France au mois d'Avril 1377, près de trois mois avant que les Anglois eussent fait aucun préparatif pour la Guerre. Il n'en étoit pas de même en France avec ardeur à profiter de la foiblesse d'un Ennemi Minorité qui, vraisemblablement, devoit avoir de

l'Angleterre. Ce ne fut pourtant que vers la fin de Juin, que *Charles V* recommença les hostilités, cinq ou six jours après la mort d'*Edouard*. Les François firent descente en Angleterre, & dans l'Ile de Wight, où ils firent de grands ravages, à cause du peu d'opposition qu'ils trouverent de la part des Anglois.

Les François font une descente en Angleterre

L'année suivante, (1378) le Roi de Navarre, qui possédoit de grands domaines en Normandie, livra *Cherbourg* aux Anglois; mais ils ne furent pas profiter de cette acquisition, qui leur ouvroit une entrée dans la Normandie, comme ils en avoient une dans la Picardie par le moyen de Calais.

Cherbourg livré aux Anglois.

En 1380, ils firent un effort pour secourir le Duc de Bretagne; mais ils n'eurent pas le succès qu'ils en avoient attendu.

Charles V étant mort cette même année, & *Charles VI* son Successeur étant mineur lorsqu'il monta sur le Trône, la Guerre ne se continua que foiblement de la part de la France, & plus foiblement encore du côté de l'Angleterre qui n'étoit pas en meilleurs termes.

Mort de Charles V. Charles VI succède à la Couronne.

En 1383, les François firent encore une descente en Angleterre; & peu de tems après, les deux Couronnes conclurent une Trêve de dix mois, qui fut prolongée pour peu de tems, en 1384.

Autre descente des François en Angleterre. Trêve.

Cette Trêve étant expirée en 1385, le Roi de France envoya un puissant secours au Roi d'Ecosse, pour faire diversion dans les Provinces septentrionales d'Angleterre; pendant qu'il préparoit une Flotte, pour faire ravager les côtes méridionales. La Cour d'Angleterre prit une telle allarme des préparatifs de la France, qu'ayant assemblé toutes les Milices du Royaume, elle mit sur pied une Armée de trois-cens-mille hommes. Cette précaution fit peur aux François, qui, se désistant de leurs projets, laisserent tomber le faix de la Guerre sur l'Ecosse.

Projet de la France contre l'Angleterre.

En 1386, le Duc de *Lancastre*, Oncle de Richard, ayant emmené en Castille une Armée de vingt-mille hommes; la France résolut de profiter de cette conjoncture, pour conquérir l'Angleterre. Elle prépara pour cette expédition une Armée de soixante-mille hommes, & une Flotte de neuf-cens Vaisseaux; mais on prétend que le Duc de *Berry*, Oncle de *Charles VI*, fit échouer cette entreprise, par un délai affecté. Quoi qu'il en soit, ces Troupes ne furent point embarquées, & la tempête dispersa les Vaisseaux destinés à les transporter, dont même quelques-uns furent pris par les Anglois.

La grande dépense que cet armement avoit causé, ne permit pas au Roi de France de faire de grands efforts dans la suite. *Richard*, de son côté n'étoit gueres mieux en état de pousser cette Guerre. Ainsi, en 1389, les deux Rois conclurent une Trêve de trois ans, qui fut prolongée pour un an, en 1391.

Le peu d'inclination que *Richard* avoit pour les armes, & les dépenses excessives & inutiles qu'il faisoit d'ailleurs, l'empêchoient de pen-

356 EXTRAIT DU VII. TOME DE RYMER.

ser sérieusement à la Guerre. D'un autre côté, *Charles VI* ayant été attaqué, en 1392, d'une maladie qui lui ôtoit assez souvent l'usage de la raison; la Cour de France se trouva tellement divisée, qu'on n'y pensoit qu'à s'entre-détruire, bien loin de se préparer à profiter de la nonchalance de l'Ennemi. Cela fut cause qu'il ne se passa rien de considerable, depuis que les hostilités eurent recommencé, jusqu'à l'année 1395, que les deux Couronnes convinrent d'une Trêve de vingt-huit ans, qui fut scellée par le mariage de *Richard* avec *Isabelle*, Fille de *Charles VI*.

Autre Trêve.
Mariage de Richard.

On peut bien juger qu'il n'y a pas dans ce Recueil beaucoup de Pièces importantes sur ce sujet. Ce ne sont que des Ordres pour garder les côtes, des Sauf-conduits pour des Ambassadeurs, & des Traités de Trêve, qui furent souvent renouvelés.

Le Sire de Concy renvoie l'Ordre de la Jarretiere.

Voici une Lettre, que le *Sire de Concy*, Gendre d'*Edouard III*, écrivit à *Richard*, en lui renvoyant l'Ordre de la Jarretiere; par laquelle on pourra se faire une idée de la maniere d'écrire de ce tems-là.

Tres honoure & Tres puissant Seigneur.

Vostre Noble & Grand Seigneurie sçet & cognoît assez l'alliance, que, de la grace & bonte de Tres puissant & bon Roi, mon Tres honoure Pere & Tres redoubte Seigneur & Pere, le Roy dernièrement tres-passe (que Dieux face mercy) a plu que j'aye en aly & au encore avec vous, dont, Tres honoure Seigneur, je vous mercie tant comme je puis & sçai.

Or il est advenu que la Guerre est entre le Roi de France, mon naturel & souverain Seigneur, d'une part, & vous d'autre.

Dont il me desplaît plus que de choses qui puißt estre en ce monde, se amender le puiße.

Et m'a commande & requis que je le serve, & aqûitte mon devoir, comme je y suis tenu, auquel, comme vous sçavez bien, je ne doy desobeir, si le serviray à mon pooir, comme je le doy faire.

Et pour ce, Tres honoure & Tres puissant Seigneur, que on ne puißt, en aucune manere, parler ne dire choses qui fust contre moi, ne mon honneur, vous fais assavoir les choses dessus dites, & vous renvoye tous ce que je pourroie tenir de vous en Foy & Hommage.

Et au'si, Tres honoure Seigneur, mon Tres redoubte Seigneur & Pere dessusdû, vuolt moy ordonner & mettre en la tres noble compagnie & Ordre du Jarrier; si plaist Vostre tres noble & puissant Seigneurie de pourvoir, en lieu de moi, tel, ou ainsi qu'il vous plaira, & moy tenir pour excuse en ce.

Car, tres honoure Seigneur, se en autre manere vous me voliez aucune chose commander, je le feroie de tous mon pooir.

Tres honoure & Tres puissant Seigneur, je prie a Messire qu'il vous donne bonne vie & longue.

Ecrit le xxvi. jour d'Août.

Le Sire de Concy. Page 172. 1377.

REGNE DE RICHARD II. 557

Il y a une lettre de *Richard II* au Duc de *Lancastre* son Oncle, par laquelle il lui donne pouvoir, s'il le trouve à propos, d'offrir de sa part au Roi de *France*, de terminer leurs differends par un Combat singulier, entre leurs deux personnes, ou chacun étant assisté de ses trois Oncles; ou bien par une Bataille. Du 8 de Septembre 1387. Page 407.

Lettre de Richard au Duc de Lancastre.

Richard avoit alors dix-sept ans, & *Charles* n'en avoit que quinze. Ainsi il n'y avoit aucune apparence qu'on acceptât ce défi; ni que le Duc de *Lancastre*, que le Roi son neveu laissoit maître de le proposer, ou non, voulût l'engager à ce Combat.

Traité de Trêve conclu à *Lelingham*, entre *Ardres* & *Calais*, depuis le 18 de Juin 1389, jusqu'au mois d'Octobre 1392. Page 622.

Trêves avec la France.

Autre Traité de Trêve pour vingt-huit ans, commençant le 29 Septembre 1398, & finissant le même jour 1426. Page 820.

II.

AFFAIRES DE BRETAGNE.

LE Duc de *Bretagne* avoit toujours tenu le parti d'*Edouard III*, son Beau-pere. C'étoit assez pour irriter contre lui le Roi de *France*, qui, par la connivence des Seigneurs Bretons, le chassa de ses Etats, & le contraignit de se réfugier en *Flandre*. Le Duc de *Lancastre* ayant voulu faire un effort pour le rétablir, alla faire le Siege de *S. Malo*; mais il fut obligé de le lever. *Charles V*, encore plus irrité contre lui depuis cette entreprise, le fit citer devant la Cour des Pairs, & fit donner par défaut un Arrêt qui réunissoit la Bretagne à la Couronne de *France*. Alors les Bretons, voyant qu'il s'approprioit ce Duché, rappellerent leur Duc; qui, pour se maintenir, fit un Traité avec les Anglois, par lequel il lui livra la Ville de *Brest*. En conséquence de ce Traité, le Comte de *Buckingham*, Oncle de *Richard*, fut envoyé en Bretagne avec une Armée de huit-mille hommes; qu'il fit débarquer à *Calais*, afin de prendre sa route par terre. Pendant qu'il étoit en chemin, le Roi *Charles V* mourut, laissant son Successeur âgé seulement de douze ans. La conjoncture paroissant favorable au Duc de Bretagne, il fit sa Paix particulière avec la France, & renvoya les Anglois. Ils garderent pourtant *Brest*, jusqu'en 1397, que *Richard* le rendit au Duc, pour une somme modique.

Le Duc de Bretagne chassé & puis rappelé.

Siege de S. Malo.

La Ville de Brest livrée aux Anglois. Le Comte de Buckingham débarqué en France.

Mort de Charles V.

Paix avec la France.

La Ville de Brest rendue aux Bretons.

Parmi un grand nombre d'Actes, qui regardent la Bretagne, les deux plus importants sont:

Un Traité, par lequel le Duc de Bretagne s'engage à livrer *Brest* aux Anglois, à condition que cette Place lui sera restituée, dès que la Guerre cessera, ou par la Paix, ou par une longue Trêve. Du 1. d'Avril 1378, Page 190.

Traité concernant Brest.

558 EXTRAIT DU VII. TOME DE RYMER.

Traité entre
Richard & le Duc
de Bretagne.

Un Traité de Ligue offensive & défensive, entre le Roi d'Angleterre & le Duc de Bretagne; par lequel les deux Princes s'engagent à ne faire ni Paix, ni Trêve, sans un consentement mutuel. Du 1. de Mars 1380. Page 236.

Ce Traité fut violé peu de mois après, par le Duc.

Plusieurs autres Actes, qui regardent l'expédition du Comte de *Buckingham*, & la Ville de Brest.

I I L

A F F A I R E S D' E C O S S E .

Le Roi d'Ecosse
prend Roxbo-
rough.

LA Trêve qu'*Edouard III* avoit faite avec l'Ecosse, devoit durer jusqu'à l'année 1384 : mais elle avoit été mal observée par les deux partis, qui s'accusoient réciproquement de l'avoir rompue. Sous ce prétexte, dès qu'*Edouard III* fut mort, *Robert Stuart* Roi d'Ecosse s'empara, par surprise, de Roxborough.

Et Barwick.

En 1378, il se saisit encore du Château de Barwick, qui fut tout aussi-tôt repris par le Comte de *Norihumberland*.

Négociation
pour une Trêve
avec l'Ecosse.

En 1380, le Duc de *Lancastre* ayant fait résoudre, dans le Conseil d'Angleterre, qu'on enverroit du secours au Roi de Portugal contre la Castille, crut qu'il étoit nécessaire, avant que de faire partir ces Troupes, de confirmer la Trêve avec l'Ecosse. Pour cet effet, il se rendit lui-même sur la frontière; mais il y trouva de grandes difficultés. Les Ecossois soutenoient que les Anglois avoient les premiers rompu la Trêve, & que s'ils vouloient la renouveler, il falloit faire de nouvelles conditions : à quoi les Anglois ne vouloient point consentir, mais ils demandoient une simple confirmation de la Trêve. En attendant qu'on pût s'accorder sur ce différend, le Duc de *Lancastre* obtint, qu'au-lieu de confirmer la Trêve, on se donneroit des deux côtés des sûretés réciproques, que pendant trois ans il ne se commettrait aucunes hostilités. Ce fut un grand bonheur pour l'Angleterre, que cette affaire se trouvât terminée avant qu'on eût reçu en Ecosse la nouvelle du soulèvement excité dans la Province de Kent, dont il sera parlé dans la suite.

Trêve avec la
France.

En 1383, *Robert* fit une irruption en Angleterre, pendant que les François ravageoient les côtes méridionales. Peu de tems après, la France & l'Angleterre convinrent d'une Trêve, dans laquelle on laissa une place au Roi d'Ecosse, en cas qu'il voulût y entrer. Cependant comme il différa longtems à rendre réponse, le Duc de *Lancastre* entra en Ecosse; & comme *Robert* ne se vit plus soutenu par les François, il demanda d'être compris dans la Trêve, ce qui lui fut accordé.

Et avec l'Ecosse.

En 1385, pendant que le Roi de France se préparoit à conquérir l'Angleterre, le Roi d'Ecosse fit une seconde irruption dans les fron-

Les Ecossois en-

tiers du Nord; & comme le dessein de la France échoua, ainsi qu'il a été dit, *Richard* marcha lui-même en Ecosse, & ravagea les environs d'Edimbourg. S'il avoit su profiter de ses avantages, il auroit pu conquérir ce Royaume: mais s'étant bien-tôt lassé de la Guerre, il se retira, laissant son ouvrage imparfait.

trent en Angleterre, & les Anglois en Ecosse.

Depuis ce tems-là, les Ecossois furent compris dans toutes les Trêves qui se firent entre la France & l'Angleterre.

On trouve dans ce Tome, une grande quantité d'Actes qui regardent l'Ecosse; dont quelques-uns pourroient être utiles à ceux qui voudroient écrire l'Histoire de ce Royaume, principalement à cause des dates: mais je n'en ai point trouvé, qui fussent assez remarquables pour mériter que j'en fisse le détail.

Parmi ces Actes on en trouve quelques-uns en Anglois, de la manière qu'on l'écrivoit & qu'on le prononçoit en Ecosse.

IV.

AFFAIRES DE CASTILLE.

ON a vu, dans l'Extrait du VI Tome, que *Pierre le Cruel*, Roi de Castille, avoit été rétabli dans son Royaume par le Prince de Galles, qui ensuite s'étoit séparé de lui, très mécontent. Après le départ de ce Prince, *Pierre* fut attaqué de nouveau par *Henri*, son Frere bâtard; qui gagna sur lui une Bataille, & ensuite le tua, de sa propre main, dans la Tente de *Du Guesclin*, Général François, où ils s'étoient rencontrés par hazard. Après la défaite & la mort de *Pierre*, *Henri* fut reconnu pour Roi de Castille.

Mort du Roi de Castille.

Pierre avoit laissé deux Filles, *Constance* & *Catherine*, qui se retirèrent à Bayonne, où malgré l'ingratitude de leur Pere, le Prince de Galles voulut bien leur donner un asyle. Lorsque ce Prince quitta la Guyenne, à cause de sa maladie, il y laissa le Duc de *Lancastre* & le Comte de *Cambridge*, ses Freres, qui, peu de tems après, épousèrent les deux Princesses Castillanes. Le Duc de *Lancastre*, qui avoit eu l'ainée en partage, ayant pris d'abord le Titre de Roi de Castille, fut cause que le Bâtard *Henri* s'unît étroitement avec la France; & depuis ce tems-là, il y eut toujours une Guerre ouverte entre l'Angleterre & la Castille.

Mariages de ses Filles.

Pendant le Regne de *Richard*, une rupture qui arriva entre *Ferdinand* Roi de Portugal, & le Roi de Castille, obligea le premier à demander du secours à l'Angleterre; offrant de donner *Beatrix* sa Fille unique en mariage au Fils aîné du Comte de *Cambridge*, & de le faire déclarer son Successeur présomptif. Cette offre ayant été acceptée, le Comte de *Cambridge* fut envoyé en Portugal, avec une Armée. Mais *Ferdinand* ne se servit de ce secours, que pour faire une Paix plus avan-

Brouillerie entre les Rois de Portugal & de Castille.

Le Roi de Portugal trompe les Anglois.

tageuse avec le Roi de Castille, au Fils duquel il donna sa Fille; & il renvoya les Anglois.

Nouvelle brouil-
lerie.

En 1363, ou environ, il arriva un nouveau sujet de Guerre, entre la Castille & le Portugal. *Ferdinand* étant mort, sans laisser d'autre Enfant que *Béatrix* Femme de *Jean* Roi de Castille, qui avoit succédé à *Henri* son Pere; *Jean* prétendit que la Couronne de Portugal étoit dévolue à *Béatrix* son Epouse: mais les Portugais mirent sur le Trône *Jean*, Frere bâtard de leur dernier Roi. Ce fut-là le sujet d'une Guerre, qui ne fut pas aussi avantageuse au Roi de Castille qu'il l'avoit espéré. Cependant, comme il ne vouloit point démordre de ses prétentions, il rechercha le secours de la France. Le nouveau Roi de Portugal, de son côté, fit Alliance avec le Roi d'Angleterre, & avec le Duc de *Lancastre*, qu'il reconnut pour Roi de Castille. *Richard*, qui n'aimoit pas le Duc son Oncle, fut bien aise de trouver l'occasion de l'éloigner sous un prétexte si plausible, en lui donnant le commandement d'une Armée de vingt-mille hommes, pour aller faire valoir ses droits sur la Castille. Le Duc prit terre à la Corogne, & dans la première Campagne, il s'empara de Compostelle & de plusieurs autres Places. Pendant l'Hiver, il fit le mariage de *Catherine* sa Fille aînée, qu'il avoit eue de *Blanche de Lancastre* sa première Femme, avec le Roi de Portugal. Sans nous arrêter au détail de cette Guerre, il suffira de dire qu'elle fut terminée par un Traité. Le Duc donna *Constance* sa Fille, qu'il avoit eue de *Constance* de Castille, sa seconde Femme, à *Henri* Fils du Roi de Castille, & se désista de ses prétentions sur cette Couronne. Le Roi de son côté promit de payer au Duc une somme de six-cens-mille francs, & une pension annuelle de quarante-mille francs, pendant la vie du Duc & de la Duchesse sa Femme.

Le Roi de Portugal épouse la Fille du Duc de Lancastre.

Le Duc se désiste de ses prétentions sur la Castille.

Cet Abregé contient la matiere des Actes de ce Volume, qui regardent la Castille. Ils sont en très grand nombre: mais je passerai sous silence les moins importants, pour ne parler que de quelques-uns des principaux.

Engagement contracté par le Roi de Portugal avec le Comte de Cambridge.

Il y a un engagement de *Ferdinand* Roi de Portugal, & de la Reine *Léonor* sa Femme, touchant le secours qu'ils demandoient à l'Angleterre. On voit dans cet Acte, qu'ils s'étoient positivement engagés à donner *Béatrix* leur Fille au Fils aîné du Comte de *Cambridge*, & d'assurer la Couronne de Portugal à ce jeune Prince, après leur mort. 1380. Du 15 de Juillet. Page 262.

Accord entre la France & la Castille.

Renouvellement de l'Alliance entre la France, & *Jean* Roi de Castille, où il est stipulé, qu'en cas que le Duc de *Lancastre* soit fait prisonnier par les François, il sera livré au Roi de Castille. 1381. Page 285. Du 18 de Décembre.

Négociations avec le Roi de Castille.

Plein-pouvoir, donné par *Richard* à ses Ambassadeurs, de traiter avec *Jean* Roi de Castille. Du 1. Avril 1383. Page 388. Il paroît par-là, que le Roi de Castille craignoit le secours que l'Angleterre pouvoit donner

donner aux Portugais. On voit même dans l'Acte suivant, qu'il avoit fait quelque avance pour s'accommoder avec les Anglois.

Conventions entre *Richard II*, & le Duc de *Lancastre*, comme Roi de Castille; par lesquelles le Duc s'engage à ne faire point la Paix avec le Roi de Castille, à moins que celui-ci ne s'oblige de payer à *Richard* deux-cens mille Doubles d'or, pour les dommages caulés aux Anglois, ainsi qu'il l'avoit déjà offert une autre fois. Du 7 d'Août 1386. P. 495.

Conventions
entre Richard &
le Duc de Lan-
castre..

Ordre de faire publier en Angleterre une Bulle d'*Urbain VI*, qui accordoit des Indulgences à ceux qui assisteroient le Duc de *Lancastre* dans son expédition contre *Jean*, le disant Roi de Castille & adhérent de l'Antipape *Robert de Geneve*. (Clément III.) (1).

Bulle contre
l'Anti-pape & le
pretendu Roi de
Castille.

Traité d'Alliance & de Ligue perpetuelle, entre *Richard* & le Duc de *Lancastre* son Oncle, comme Roi. Du 8 d'Avril 1386. Page 511.

Alliance & Li-
gue entre Richard
& le Duc de Lan-
cast. comme Roi.

Convention touchant le secours, que l'Angleterre devoit envoyer au Roi de Portugal. Du 9 de Mai 1386. Page 521.

Secours promis
au Portugal.

Traité d'Alliance & de Ligue perpétuelle, entre l'Angleterre & le Portugal. Du 9 Mai 1386. Page 524.

Alliance perpé-
tuelle avec le Por-
tugal.

Plein-pouvoir donné au Duc de *Lancastre*, pour traiter au nom de *Richard*, avec *Jean* Roi de Castille. du 1 de Juin 1388. Page 583.

Négociations
avec la Castille.

Instructions au Duc, sur ce sujet.

Le Duc de *Lancastre* avoit alors fait son Traité avec le Roi de Castille.

Protection accordée aux Otages, que le Roi de Castille devoit donner au Duc de *Lancastre* pour la sûreté de leur Traité, afin qu'ils pussent demeurer en Angleterre. Du 26 d'Août 1388. Page 603.

Protection ac-
cordée aux Ota-
ges du Roi de
Castille.

V.

AFFAIRES DOMESTIQUES.

RICHARD II. n'étant âgé que de onze ans, quand il monta sur le Trône, le Duc de *Lancastre* & le Comte de *Cambridge* ses Oncles prirent soin des affaires du Gouvernement, depuis le 21 de Juin 1377, jusqu'à la Saint Michel de la même année, que le Parlement s'assembla. Pendant cet intervalle, les François firent de grands

(1) *Walsingham*, Moine Bénédictin de l'Abbaye de *S. Albans*, dans ce tems-là, dit que le Duc avoit obtenu des Indulgences aussi amples que celles qui furent accordées à l'Evêque de *Norwich* en 1382, pour la Croisade contre le susdit Antipape; mais il remarque que la multitude de ces Pardons & de ces Indulgences les avoit si fort avilis & rendu méprisables, qu'à peine y avoit-il quelqu'un qui voulût les regarder, ou donner un sou pour cette dernière Croisade, quelque entièrement qu'ils eussent eu pour la première. Ce qui doit être une leçon, qu'une imposture, quelque sacrée qu'elle soit, ne doit pas être mise deux fois en usage dans un même siècle. WHAT.

La conduite du
Duc de Lancastre
blâmée.

Gouverneurs
établis pendant
la Minorité du
Roi.

Thomas de
Woodstock créé
Comte de Buc-
ingham.

Commission
pour avoir soin
des revenus du
Roi.

Revolte de Wat-
Tyler.

ravages en Angleterre, & les Ecoissois s'emparèrent de Roxborough.

On attribua ces malheurs à la négligence du Duc de *Lancastre*, qui n'étoit pas aimé, à cause qu'il avoit abusé de la confiance que le Roi son Pere avoit eue en lui, pendant les dernières années de son Règne. Cela fut cause que le Parlement l'exclut de l'administration des affaires, en nommant douze Seigneurs pour être Gouverneurs du Roi, pendant sa Minorité.

Le même jour que *Richard* fut couronné, il créa Comte de *Buckingham*, *Thomas de Woodstock* son Oncle, le seul des Fils d'*Edmond*, qui n'avoit pas encore de Titre.

En 1380, le Parlement cassa les douze Gouverneurs du Roi, & commit l'éducation de ce Prince au seul Comte de *Warwick*. En même tems, il établit quatorze Commissaires pour avoir inspection sur les Revenus du Roi, & pour examiner à quoi ils avoient été employés depuis son avènement à la Couronne.

Au mois de Novembre de cette même année, le Roi convoqua un autre Parlement, qui lui accorda un subside de douze sols pour chaque personne au-dessus de quinze ans, dont même les Moines ne furent pas exemptés.

En 1381, la levée de cette Capitation causa un terrible soulèvement. Un des Collecteurs en ayant demandé le paiement à la Fille d'un Couvreur de Deptford, dans la Province de Kent; le Pere qu'on appelloit communément *Wat-Tyler*, c'est à dire, *Gauvier le Couvreur*, soutint que sa Fille étoit au-dessous de quinze ans. Sur cette contestation, le Collecteur ayant voulu s'assurer de la vérité par quelque action indécente, *Wat-Tyler* lui cassa la tête avec son marteau. Les Assistans applaudirent à cette action, & promirent de soutenir le meurtrier. En même tems, l'esprit de revolte s'empara non-seulement de cette Ville, mais encore des deux Provinces de Kent & d'Essex. La Canaille s'assembla de tous côtés, & en peu de jours il y eut plus de deux-cens mille hommes qui reconnurent *Wat-Tyler* pour leur Chef. Les séditieux se voyant en grand nombre, marchèrent droit à Londres, dont la Populace leur ouvrit les portes. Ils y commirent des excès épouvantables, après quoi ils se rendirent maîtres de la Tour (1).

(1) Les Chefs des Rebelles ayant publié qu'ils ne venoient pas pour piller, ne souffroient pas que leurs gens emportassent la moindre chose: de sorte que l'un d'eux, ayant voulu enlever une piece de vaisselle, ils le jetterent dans le feu, où ils consumèrent toutes les dépouilles des maisons qu'ils avoient pillées. Dans ce désordre, Londres perdit une Ville prise d'assaut: le Palais de l'Archevêque, l'Hôtel de *Saint Jean* près de *Smithfield*, & le Temple, l'Hôtel de *Lancastre*, les maisons des Juges, des Seigneurs, & des principaux Bourgeois, tout cela fut consumé, pour exécuter le serment que les Rebelles avoient fait de ne rien épargner de ce qui auroit un air de grandeur ou de distinction. Les Flamands, qu'on doit être les Inventeurs, de même que les Fermiers de la Capitation, leur étoient devenus si odieux, qu'on les tra même des Eglises où ils avoient cherché un asyle, & qu'on les massacra sur la place. WHAT.

L'Archevêque de *Canterbury* & le Grand-Trésorier, qui s'y étoient retirés, furent sacrifiés à la fureur de cette multitude insolente, qui leur fit d'abord couper la tête. Les Revoltés étoient principalement irrités contre la Noblesse & contre les Gens de Justice, dont ils n'épargnerent aucun de ceux qui tombèrent entre leurs mains (1). Le Duc de *Lancastre* étoit encore un des principaux objets de leur fureur, parce qu'on l'accusoit d'avoir été cause, par sa négligence, des ravages que les François avoient faits dans le País de Kent (2).

Après qu'ils eurent exercé leur barbarie aux environs de la Tour, ils se séparèrent dans la Ville, au nombre de soixante-mille hommes (3), & jetterent une telle terreur dans le Conseil du Roi, qu'on leur fit offrir une Chartre, telle qu'ils la pourroient souhaiter, pour la sûreté de leurs Privileges, & une Amnistie générale pour tous ceux qui avoient pris les armes. L'offre fut acceptée, & cette Troupe se retira, après avoir obtenu tout ce qu'elle avoit demandé. *Wat-Tyler* étoit encore près de la Tour avec environ quarante-mille hommes, paroissant peu disposé à se contenter de la même chose. Néanmoins le Roi, qui s'étoit avancé jusqu'à la Place de *Smithfield*, lui ayant fait demander une Conférence, il voulut bien l'accorder. Dans ce dessein, il marcha vers cette Place à la tête de ses gens (4), & parla au Roi, tous deux étant à cheval. Les demandes qu'il faisoit étoient si extravagantes, que ce Prince ne savoit ce qu'il devoit lui répondre (5). Cependant le Rebelle, qui avoit son épée nue à la main;

Insolence,

(1) On faisoit généralement des plaintes contre les Seigneurs à cause de leur oppression, & contre les Gens de Justice à cause de leurs extorsions; & comme les Moines étoient sujets à la Capitation de même que les autres Sujets, les Ecrivains de ce tems-là assurent qu'ils n'épargnoient rien pour fomenter la Sédition. Les Rebelles s'étant avancés jusqu'à *London*, y mirent tous les prisonniers en liberté, au nombre desquels étoit *Jean Straw* Prêtre de *Maid-Stone*, qui aigrissoit les Peuples contre ses Supérieurs par des Sermons qu'il faisoit à tout bout de champ pour apostropher les Grands, disant, qu'étant tous Enfants d'Adam, il ne devoit y avoir entre les hommes ni distinction, ni supériorité, & que tout devoit être possédé en commun. WHAT.

(2) Les Rebelles avoient conçu une si grande haine contre *Jean Duc de Lancastre*, qu'ils soupçonnoient d'aspirer à la Royauté, qu'ils mirent le feu à son Palais de la *Savoye*, le plus beau qu'il y eût en *Angleterre*, & le réduisirent en cendres. Ils s'obligèrent aussi par serment à ne reconnoître aucun Roi qui se nommât *Jean*. WHAT.

(3) Le détachement des Rebelles d'Essex avoit pour Chef *Jean Straw*. WHAT.

(4) *Wat-Tyler* fut insolent au point de répondre au Chevalier que le Roi lui envoya pour lui demander un pourparler, qu'il viendrait quand il le jugeroit à propos; & lorsqu'il se mit en chemin, il marcha avec un attirail si lent, que le Roi lui ayant envoyé une seconde fois le même Chevalier pour le faire bâter; cette commission faillit à lui coûter la vie: car lorsque ce Chef de Rebelles arriva à la Place de *Smithfield*, le Chevalier pensa être massacré, parce que lui parlant de la part du Roi, il ne descendit point de cheval; ce qui irrita si fort l'impérieux *Tyler*, qu'il alloit lui passer son épée au travers du corps, si le Roi ne se fût avancé & n'eût ordonné au Chevalier de mettre pied à terre. WHAT.

(5) *Wat-Tyler* en général demandoit l'abolition de toutes les Loix anciennes,

B b b b ij

Et mort de
Wat - Tyler.

faisoit de tems en tems certains gestes, qui sembloient menacer le Roi. Cette insolence irrita tellement *Walworth*, Maire de Londres, que, sans considérer à quel péril il alloit exposer la personne du Roi, il fendit la tête d'un coup d'épée à ce Chef orgueilleux, & le fit tomber mort à ses pieds. Déjà les Revoltés commençoient à bander leurs arcs pour venger sa mort; lorsque le Roi, avec une fermeté qu'on ne devoit point attendre d'un Prince de quinze ans, leur cria d'un ton résolu, qu'ils ne se missent point en peine, & qu'il vouloit être lui-même leur Général. En même tems il se mit à leur tête, & les conduisit au petit pas jusqu'à la Place de S. George. Ils n'y furent pas plutôt, qu'ils y virent arriver mille Bourgeois armés, qui étoient sous la conduite de *Robert Knolles*, Officier d'une grande réputation. Cette vue leur donna une telle terreur, que jettant leurs armes à terre, ils demanderent pardon au Roi, & se disperserent (1).

Dispersion des
Rebelles.

Sédition en Suffolx & Cambridge appaisée par l'Evêque de Norwich.

Dans le même tems, il y avoit de pareils mouvemens parmi les habitans des Provinces de Suffolx & de Cambridge (2), où les séditions tuèrent *Cavendish* le premier Juge, & le Comte de *Suffolk*. L'Evêque de *Norwich* s'étant mis à la tête de quelques Troupes, alla chercher les Revoltés, les battre, & en fit un grand carnage. Par cette défaite, la sédition fut appaisée; après quoi le Roi revoqua l'Amnistie qu'il avoit accordée, & fit faire une severe punition des coupables, dont plus de quinze-cens passerent par les mains des Bour-

& un changement du Gouvernement conforme à son plan visionnaire : Que toutes les Garennes, Parcs & Lieux de chass. fussent rendus communs & libres au pauvre comme au riche, pour pécher, prendre des oiseaux, chasser, & le reste. *WHAT.*

(1) *Mr. de Rafin*, en remarquant dans son Histoire d'Angleterre qu'il n'y eut aucun des Rebelles tué pendant ce tems-là, à la réserve de leur Chef, témoigne son admiration pour certaines circonstances qui accompagnerent ce soulèvement. Ce n'est pas, dit-il, une chose extraordinaire de voir le Peuple prendre les armes contre le Gouvernement; mais il est rare qu'il mette à sa tête un homme tel que *Wat-Tyler*, quoiqu'il y ait des exemples de cela dans les autres Histoires. Il est encore plus extraordinaire de voir un seul homme, comme le Maire de *Londres*, avoir le courage de tuer un Chef des Rebelles suivi de trente-mille hommes. Il est encore plus merveilleux que le courage du Roi *Richard*, & sa résolution, si rare à son âge, ait produit un aussi heureux effet. Et enfin, qu'une nombreuse multitude attroupée pour se gorger de sang & de carnage se soit dispersée tout d'un coup, par une terreur panique, à la vue d'une poignée de Bourgeois armés; c'est ce qu'on ne sauroit considérer sans étonnement, & sans en attribuer la cause à celui qui tient le cœur des Peuples en sa main. *WHAT.*

(2) Les Rebelles de ces Comtés assemblés au nombre de 50000, furent attroupés par *Jean Wraw* & par *Jean Ball*, deux Prêtres séditions. Outre les meurtres que ces Rebelles commirent, ils brulerent tous les anciens Titres qui étoient dans le Monastere de *S. Edmondsbury*, & dans l'Université de *Cambridge*; ils couperent la tête au Chevalier *Jean Cavendish*, & la mirent sur le Pilon à *S. Edmondsbury*. A *Norwich* un certain *Littester*, qui tenoit un Cabaret à boire, étant à la tête d'une Troupe de Rebelles, tua tous les Juges & tous les Gens de Justice qu'il put rencontrer, & obligeoit les Seigneurs & les Gentilshommes de le servir à genoux, faute de quoi il leur coupoit la tête sur le champ. Mais ces Rebelles ayant été à la fin défaits par l'Evêque, comme il est rapporté plus haut, & les deux Chefs *Wraw* & *Littester* pris; le premier eut d'abord la tête tranchée, & l'autre fut envoyé à *Londres*. *WHAT.*

reaux (1). Pendant que la Sédition dura, le Duc de *Lancastre* se tint en Ecosse, n'osant s'exposer à la fureur de cette Populace, particulièrement irritée contre lui.

Peu de mois auparavant, le Roi avoit envoyé à Nuremberg des Ambassadeurs, qui y arrêterent son mariage avec *Anne de Luxembourg*, Sœur de l'Empereur *Wenceslas* (2). La nouvelle Reine n'arriva en Angleterre qu'après que la Sédition fut apaisée, & qu'on eut puni ceux qui en étoient le plus coupables.

Mariage du Roi.

En 1382, *Richard* étant parvenu à sa dix-septième année, commençoit à faire paroître des inclinations, qui n'étoient gueres agréables au Peuple. Quoique sa capacité fût des plus médiocres, il avoit une haute opinion de son mérite, & se faisoit un honneur de surpasser ses Prédécesseurs dans la dépense de sa maison. Outre cela, il avoit choisi certains Favoris, qui ne gardoient aucune mesure dans leur avidité, & qui ne cessoient point de lui inspirer l'envie d'usurper un Pouvoir despotique sur ses Sujets. Les principaux de ces Favoris étoient *Robert de Were*, Comte d'Oxford, *Michel de la Pole*, Fils d'un Marchand de Londres, l'Archevêque d'*Torck*, un Alderman de Londres nommé *Brembre*, & le Juge *Tresilian*. Ce dernier étoit un homme vendu à l'iniquité, qui ne faisoit aucun scrupule de trahir les intérêts de sa Patrie, pour procurer au Roi une Autorité sans bornes. Ces Favoris se rendirent bien-tôt odieux, par leur orgueil & par leur avidité. Comme ils craignoient de trouver de l'opposition de la part des Oncles du Roi, ils s'attachèrent à les lui rendre suspects, & le portèrent souvent à se servir de mauvais moyens pour les perdre.

Caractère de ce Prince.

Ses Favoris.

En 1383, & en 1384, ils firent accuser le Duc de *Lancastre* d'avoir conspiré contre le Roi; mais ils ne purent venir à bout de le ruiner.

Conspiration attribuée au Duc de Lancastre.

En 1385 *Richard* entra en Ecosse, & à son retour il conféra le Titre de Duc d'*Torck* au Comte de *Cambridge*, & celui de Duc de *Glocester* au Comte de *Buckingham*, ses Oncles. Il créa le Comte d'*Oxford*, Marquis de *Dublin*, & peu après Duc d'*Irlande*; & *Michel de la Pole* fut fait Comte de *Suffolk*, & revêtu de la Charge de Grand-Chancelier.

En 1386, *Leon* Roi d'Arménie, qui avoit été chassé de ses Etats par les Turcs, se rendit en Angleterre, pour tâcher de procurer la Paix entre le Roi de France & *Richard*; dans l'espérance que ces deux

Le Roi d'Arménie tâche de procurer la Paix entre la Fran. & l'Angl.

(1) Le Juge *Tresilian* envoyé dans le Pays pour punir les Rebelles leur fit si peu de quartier, que Mr. de *Rapin* dans son Histoire compare les cruautés qu'il exerça dans sa Commission, à celles qui rendirent si odieux un Juge de la même trempe sous le Règne de *Jacques II*. WHAT.

(2) Cette Alliance fut regardée comme assez honorable, mais peu utile au Royaume, parce qu'elle fut suivie d'une multitude de *Bohémiens* insatiables, à qui la trop grande facilité du Roi donnoit occasion d'emporter de grandes richesses hors du Royaume. WHAT.

Princes uniroient ensuite leurs armes pour le rétablir : mais il ne lui fut pas possible de réussir dans ce projet.

Le Parlement obtient que les Favoris soient chassés, mais le Roi les rappelle.

La même année, le Duc de *Lancastre* partit pour son expédition de Castille, emmenant avec lui une Armée de vingt - mille hommes. La France voulant profiter de cette conjoncture, fit des efforts prodigieux, à dessein de conquérir l'Angleterre. *Richard*, de son côté, assembla une puissante Armée pour défendre son Royaume, & convoqua un Parlement pour en obtenir un subside. Le Parlement se servit de cette occasion, pour demander que les Favoris fussent chassés, & qu'on leur fit rendre compte de l'administration des Finances. Le Roi refusa hautement, & il y eut sur ce sujet, entre lui & le Duc de *Glocester* son Oncle, que le Parlement lui avoit député, des paroles très aigres, qui attirèrent au Duc la haine du Roi & des Favoris. Enfin, le Roi se vit obligé de consentir à tout ce que le Parlement souhaitoit. Il chassa le Duc d'Irlande & le Comte de *Suffolk* ; mais dès que le Parlement fut séparé, il les rappella.

Ils travaillent à établir le Despotisme.

Les Juges décident que le Roi est au dessus des Loix.

(1387). Les Favoris ayant repris leur premier poste, animèrent de plus en plus le jeune Roi contre leurs Ennemis, & particulièrement contre le Duc de *Glocester*. Peu de tems après, le Duc d'Irlande ayant repudié *Philippe* sa Femme, Fille du Sire de *Concy* & d'une Fille d'*Edouard III*, le Duc de *Glocester* ressentit vivement cet affront, & fit aux Favoris des menaces, qui leur firent prendre la résolution de le prévenir. Pour cet effet, ils crurent que le meilleur moyen de parvenir à leur but, étoit de faire en sorte que le Roi se rendît absolu ; après quoi, ils espéroient qu'il ne leur seroit pas difficile de se débarrasser de leurs Ennemis. *Richard*, suivant ce conseil, se rendit à Nottingham, où il fit assembler les Sherifs du Royaume, avec quelques habitans de Londres. Quand ils furent en sa présence, il demanda aux Juges s'il ne pouvoit pas casser les Commissaires que le Parlement avoit établis pour prendre soin du Gouvernement. Les Juges répondirent, que non-seulement il pouvoit casser des Commissaires, mais même, en vertu de sa Prérogative Royale, annuler tous les Actes du Parlement, & ils signèrent cet Avis (1). Ensuite, le Roi s'adressant aux Sherifs leur communiqua le dessein qu'il avoit, de convoquer un Parlement qui fût à sa dévotion ; & en même tems leur commanda de ne pas permettre qu'aucun Député fût élu, qui ne s'engageât auparavant à seconder ses projets. Il ajouta, qu'il vouloit lever une Armée pour se mettre en état de pouvoir châtier ceux de ses Sujets qui prétendroient s'opposer à ses volontés ; & leur demanda combien chaque Comté pour-

(4) Mr. de *Rapin* dans son Histoire d'Angleterre, Liv. X. dit que quelques-uns des Juges auroient bien voulu se dispenser de cette signature, mais qu'ils y furent réduits par les menaces des Favoris. Il ajoute qu'on disoit publiquement, qu'un des Juges, d'abord après avoir signé, déclara sans façon que jamais action n'avoit mieux mérité la potence que celle qu'il venoit de faire. *WHAT*.

roit lui fournir de troupes. Les Sherifs répondirent, qu'il leur commandoit des choses qu'il n'étoit pas en leur pouvoir d'exécuter; que le Peuple ne souffriroit jamais de se voir privé de la liberté des Elections; & que pour ce qui regardoit l'Armée qu'il avoit dessein de lever, il n'y avoit aucune apparence que personne voulût prendre les armes pour opprimer des Seigneurs qui étoient dans l'approbation générale de tout le Peuple. La réponse des Sherifs ayant fait comprendre au Roi qu'il ne lui seroit pas facile de réussir dans ses desseins, il s'en désista, & reprit le chemin de Londres.

Les Sherifs s'opposent à ses desseins.

Il s'en retourne de Nottingham à Londres.

Ce complot, fait avec si peu de ménagement, obligea le Duc de Gloucester à se liguier avec le Comte de Derby son Neveu, Fils du Duc de Lancastre, avec les Comtes d'Arundel & de Warwick, & avec quelques autres, qui n'étoient pas dans un moindre danger que lui (1). En peu de tems, ces Seigneurs assemblèrent une Armée de quarante-mille hommes, & marcherent droit à Londres. Richard, de son côté, envoya le Duc d'Irlande dans le Pais de Galles, pour y lever une Armée; en attendant qu'elle fut prête, il tâcha d'amuser les Confédérés, par des propositions d'accommodement. Il leur engagea sa parole, qu'il leur donneroit satisfaction au prochain Parlement (2), dans l'espérance que sur cette promesse, ils ne feroient pas difficulté de quitter les Armes; mais ils ne crurent pas devoir desarmer, avant que d'en voir l'exécution. Pendant cet intervalle, ayant appris que le Duc d'Irlande s'avançoit à la tête d'une Armée, ils détacherent le Comte de Derby pour le combattre. La victoire s'étant déclarée pour les Confédérés, le Duc d'Irlande prit la fuite, & se sauva en Hollande, d'où il alla mourir à Louvain (3). On trouva parmi ses papiers, des Lettres qui

Les Seigneurs assemblent une Armée.

Le Roi les amuse.

Fuite & mort du Duc d'Irlande.

Intrigues de

(1) Mr. de Rapin dit au même endroit que le Duc de Gloucester, en homme sage, tenta toutes les voyes de douceur, & envoya l'Evêque de Londres au Roi pour l'assurer de sa fidélité, & qu'il étoit prêt de se purger par serment sur tous les Articles dont il étoit accusé. Mais le Duc de Suffolk qui étoit présent, rallentit les dispositions favorables que le Roi avoit pour ce Prince, en lui disant, que Sa Majesté ne seroit jamais en sûreté sur le Trône, tant que le Duc de Gloucester seroit en vie. Ce discours irrita si fort l'Evêque de Londres, qu'il ne put s'empêcher de dire à ce Favori, qu'il s'étonnoit d'entendre tenir un tel langage à un homme, qui devoit être le dernier de tous à accuser les fideles serviteurs de Sa Majesté; lui qui étoit déjà condamné par le Parlement, & qui ne tenoit sa vie que de la pure grace du Roi. Notre Auteur ajoute, que ce discours libre de l'Evêque offensa si fort le Roi, qu'il lui ordonna de se retirer de sa présence. WHAT.

(2) Mr. de Rapin nous apprend encore dans son Histoire, que les Seigneurs supplièrent le Roi à genoux dans la Salle de Westminster, de châtier les Ministres; ajoutant, que la personne de Sa Majesté leur seroit toujours sacrée, & qu'ils n'avoient pris les armes que pour le salut du Roi & du Royaume, & pour faire punir les Traîtres qui étoient autour de la personne du Roi; entre lesquels ils nommerent en particulier le Duc d'Irlande, le Comte de Suffolk, l'Archevêque d'York, le Juge Tresilian, & un Alderman de Londres nommé Brembre qui étoit de la même cabale. Le Roi répondit aux Seigneurs, que l'on rendroit justice à tout le monde, dans le Parlement suivant. WHAT.

(3) Notre Historien dit que la Bataille fut donnée dans le Comté d'Oxford, & que le Duc d'Irlande mourut dans les Pais-Bas environ trois ans après. WHAT.

Richard avec la France découvertes.

Favoris bannis. Autres pendus.

Amnistie générale.

Le Roi prend lui-même les rênes du Gouvernement.

Il ôte à la Ville de Londres sa Chaire.

Mort de la Reine. Le Clergé prend

furent comprendre que Richard avoit demandé du secours au Roi de France, & qu'il s'étoit engagé à lui livrer Calais & Cherbourg.

Au mois de Février 1388, le Parlement s'assembla dans des dispositions peu favorables au Roi. Il bannit les deux premiers Favoris & l'Archevêque d'*Torck*, & fit pendre *Tresilian* & *Brembre*, pour avoir signé des Avis contraires aux Loix du Royaume & aux Libertés des Sujets. Il finit la séance par une Amnistie générale pour tous ceux qui s'étoient engagés dans les précédens mouvemens (1).

Quelques mois après, le Roi étant parvenu à l'âge de 21 an, prit entre ses mains les rênes du Gouvernement. Depuis ce tems-là, l'Angleterre fut assez tranquille pendant quelques années; quoiqu'on remarquât avec chagrin, que de tems en tems, le Roi s'attribuoit un Pouvoir au-dessus des Loix. Comme il aimoit beaucoup le faste & la magnificence, il faisoit une dépense qui alloit beaucoup au-delà de ses revenus; & pour y subvenir, il étoit obligé d'employer plusieurs moyens illicites. Il voulut un jour éprouver l'affection de la Ville de Londres, par un emprunt de mille livres sterling; mais, quelque modique que fût cette somme, elle lui fut refusée avec dureté (2). Peu de tems après, il se vengea de cet affront, à l'occasion d'une émeute (3) qu'un Boulanger avoit excitée dans Londres. Il priva la Ville de ses Privilèges, cassa le Maire, établit un *Gardien* en la place, & transféra les Cours de Judicature à *Torck*. Il en couta dix-mille livres sterling à la Ville pour recouvrer sa Chaire, dont elle avoit été privée.

La Reine *Anne* mourut en 1394; & la même année, *Richard* partit pour l'Irlande, où il y avoit eu un soulèvement. Il en revint subite-

(1) L'Historien nous apprend que les Seigneurs Confédérés, avant ceci & immédiatement après la victoire qu'ils avoient remportée dans le Comté d'*Oxford*, firent avancer toute leur Armée à Londres, & demandèrent une Conférence avec le Roi *Richard* qui étoit alors à la Tour, & qui craignant d'y être forcé par la f. m. y consentit. Ces Seigneurs lui reprochèrent son dessein de rendre son Gouvernement despotique par le moyen d'une Armée & d'un Parlement à sa dévotion, & de son Traité avec la France &c. ce qui obligea le Roi à pleurer du fond du cœur, & à leur promettre qu'il iroit les trouver le lendemain à *Westminster* pour régler l'Administration des Affaires. Mais à peine fut-il sorti de la Tour, qu'il changea de dessein. Cette conduite irrita les Seigneurs à un tel point qu'ils lui dirent que s'il ne se rendoit à *Westminster*, selon ce qu'il avoit promis, ils y iroient eux-mêmes choisir un nouveau Roi; ce qui fit tant de peur au jeune Prince, que non-seulement il s'y rendit, mais encore qu'il consentit à l'éloignement des Favoris dont il est parlé plus haut, & à celui des autres Seigneurs & Dames qui étoient de leur parti. *WHAT*.

(2) On dit qu'un Marchand Italien, qui avoit offert de porter cette somme au Roi fut insulté par la populace. *WHAT*.

(3) Voici la raison du tumulte, selon les Historiens Anglois. Le Garçon d'un Boulanger allant dans la rue nommée *Fleet-Street*, chargé d'un panier de pain, un Domestique de l'Evêque de Londres, selon *Canton*, (selon le Chevalier *Jean Hayward* dans sa Vie de *Henri IV*, c'étoit un Domestique de l'Evêque de *Salisbury*, en quoi ce Chevalier s'accorde avec *Holingshead* & d'autres Ecrivains;) ce Domestique donc prit un pain au Garçon & le maltraita. Le Garçon se plaignit, de sorte qu'il excita la populace, qui menaça de mettre le feu au Palais de l'Evêque où ce Domestique s'étoit réfugié. Les Magistrats furent obligés de venir apaiser le tumulte. *WHAT*.

ment

ment l'année suivante (1395) à la priere du Clergé, qui avoit pris l'allarme de ce que les *Wicleffites* ou *Lollards* avoient présenté une Requête au Parlement, pour demander une Reformation.

l'allarme de ce que les Wicleffites demandent une Reformation.

Depuis que le Duc de *Lancastre* étoit retourné en Castille, le Roi lui avoit donné la Guyenne en toute Souveraineté; mais en 1396 il revoqua ce don, à la priere des Gascons (1).

Don de la Guyenne au Duc de Lancastre revoqué.

En 1397, *Richard* fit paroître manifestement le dessein qu'il avoit formé d'usurper un pouvoir despotique. Ses revenus ne pouvant pas suffire à son excessive dépense, il voulut se délivrer de la peine de demander si souvent des Subsidés à son Parlement. Pour cet effet, il emprunta diverses sommes de presque toutes les Communautés, & des plus riches Particuliers de son Royaume. Comme ces prêts, qui n'étoient rien moins que volontaires, faisoient beaucoup murmurer le Peuple, il craignit que le Duc de *Glocester*, & les Comtes d'*Arundel* & de *Warwick*, qui étoient fort populaires, ne se servissent de cette occasion pour exciter quelque Revolte. Dans cette vue, il les fit arrêter tous trois, après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour procurer infailliblement leur ruine. Le premier fut envoyé à Calais, & les deux autres à la Tour en attendant que le Parlement s'assemblât (2).

Conduite tyrannique du Roi.

Il fait arrêter le Duc de Glocester & les Comtes d'Arundel & de Warwick.

Richard avoit si bien disposé toutes choses par avance, qu'il ne pouvoit manquer d'avoir un Parlement à sa devotion. Il avoit cassé tous les Sherifs & autres Magistrats des Villes & des Provinces, qui ne lui étoient pas favorables, pour en mettre d'autres en leur place, dont il pût s'assurer. Toutes les Charges du Royaume, qui pouvoient donner quelque crédit parmi le Peuple, avoient été mises entre les mains de gens dévoués au Roi, ou de scélérats, qui, sans se mettre en peine du Bien public, ne cherchoient qu'à faire leurs propres affaires. Ces précautions étant prises, il convoqua un Parlement, & envoya des ordres exprès dans les Villes & dans les Provinces, qu'on n'y élût aucun Député, que ceux dont il avoit lui-même donné la liste. Il n'est pas difficile de comprendre qu'il ait pu réussir dans ce dessein, quand on considère qu'il étoit appuyé par tous ceux qui possédoient des Charges publiques, dans les lieux où les Elections se faisoient.

(1) Les *Gascons* soutenoient que leur Pais étoit si inséparablement uni à la Couronne d'*Angleterre*, qu'il n'étoit point au pouvoir du Roi de l'aliéner; & qu'en le séparant d'avec l'*Angleterre*, on lui faisoit perdre la seule protection qui pût les empêcher de tomber sous la domination de la France. Hist. d'*Angleterre* par Mr. de Rapin. WHAT.

(2) Le Duc de *Glocester* étoit si innocent de ce dont on l'accusoit, & il étoit si aimé du Peuple, que *Richard* fut réduit à lui jouer un tour de Corsaire. Il fut un matin à la Maison de campagne du Duc, à *Plashey* dans le Comté d'*Essex*, le pria de s'habiller & de venir avec lui à *Londres* pour une affaire de conséquence, qu'il vouloit lui communiquer en chemin; & lorsqu'ils furent à un endroit où le terrain étoit creux, le Duc se trouva d'abord investi d'une Troupe de gens à cheval, qui le menerent de là à bord d'un Navire sur la *Tamise*, prêt à le transporter à *Calais*. WHAT.

Étrange conduite du Parlement dévoué au Roi.

Le Duc de Gloucester étranglé en prison.

Parlement ajourné à Shrewsbury.

Procédé de cette Compagnie.

Remarque sur le Gouvernement Anglois.

Ce Parlement, ainsi composé, s'assembla dans la disposition de faire tout ce que le Roi pourroit souhaiter. Il commença d'abord par révoquer le pardon accordé neuf ans auparavant à ceux qui avoient pris les armes contre le Roi; & sur ce fondement, fit le procès au Duc de *Gloucester*, & aux Comtes d'*Arundel* & de *Warwick*, pour le même crime dont le Roi & le Parlement de 1388 leur avoient accordé le pardon. Les deux derniers furent condamnés à mort, & la Sentence fut exécutée à l'égard du Comte d'*Arundel*: mais on se contenta de reléguer le Comte de *Warwick* dans l'Île de Man. Quant au Duc de *Gloucester*, le Roi avoit pris une voye plus courte pour se défaire de lui, en le faisant étrangler à Calais dans sa prison. Cependant on fit courir le bruit qu'il y étoit mort d'apoplexie, & qu'avant que d'expirer, il avoit avoué tous ses crimes. Sur cette prétendue confession, tous ses biens furent confisqués (1).

L'affaire de ces trois Seigneurs étant terminée, le Parlement fut ajourné à *Shrewsbury*, où il continua les procédures extraordinaires. Il déclara que les Juges, que le Parlement de 1388 avoit fait pendre, étoient innocens, & leurs Avis conformes aux Loix. Sur ce fondement, on cassa tous les Actes de ce Parlement, & on en fit d'autres directement contraires. On décida, que c'étoit un crime de Haute-Trahison, que de proposer aucune affaire dans le Parlement, avant que celles que le Roi avoit commandées, fussent entièrement achevées. Enfin, pour tout dire en un mot, ce Parlement prit à tâche de porter la Prérogative Royale au-dessus de toutes les Loix. Pour achever de donner au Roi une entière liberté de faire tout ce qu'il jugeroit à propos, le Parlement commit toute son autorité à douze Seigneurs, & à six Députés des Communes, qui furent choisis parmi ceux qui étoient les plus dévoués au Roi. On peut voir, par cet exemple, qu'il n'est pas impossible que le Parlement, qui est destiné à maintenir les

(1) Si le Parlement de l'an 1386 méritoit d'être appelé *impitoyable*, notre Historien ne fait où prendre un nom assez fort pour donner à une Assemblée qui par une prévarication manifeste ne fit aucun scrupule de sacrifier le plus pur sang du Royaume, & les plus précieuses Franchises des Sujets, au caprice d'un Roi & de ses Ministres. *Thomas Arundel* Archevêque de *Canterbury*, qui avoit été un des Commissaires nommés par le Parlement en 1386 pour examiner l'Administration des Affaires publiques, fut accusé de Haute-Trahison, banni, & ses biens confisqués. Le Lord *Cobham* fut condamné au bannissement pour le même crime. Quant à l'exécution à mort du Comte d'*Arundel*, *Froissard* nous apprend que le Roi voulut y être présent; & *Walsingham* assure que cet horrible spectacle fit une si profonde impression sur l'imagination du Roi, qu'il faisoit souvent des songes effrayans, où il voyoit l'Ombre de ce Seigneur toute sanglante qui lui reprochoit son injustice. Mr. de *Rapin* remarque que le Comte de *Warwick* fut traité avec moins de rigueur que les autres, à cause qu'il ne s'en étoit pas tenu à l'Acte d'Amnistie avec le courage & la résolution des autres, mais s'étoit confessé lâchement coupable. A l'égard du Duc de *Gloucester*, il fut étouffé entre deux lits de plume. Ce Prince étoit Fils & Oncle de Roi, & extrêmement cheri du Peuple, qui vit expirer avec lui, dit *Walsingham*, la consolation & l'espérance publique. WHAT.

Privileges de la Nation, la jette dans l'Esclavage. Par ce moyen, ce qui en un tems étoit juste & avantageux au Royaume, se trouve injuste en un autre tems & préjudiciable à l'Etat. Quand une telle chose arrive, il est presque impossible de guérir le mal, que par des remèdes violens; & c'est, à mon avis, à cette seule cause qu'il faut attribuer les fréquentes Guerres-civiles, qu'il y a eu en Angleterre, plutôt qu'à l'inconstance naturelle dont on accuse les Anglois. C'est un inconvénient qu'on ne peut éviter, dans un Gouvernement tel que celui de ce Royaume.

L'exécution du Comte d'*Arundel*, la condamnation du Comte de *Warwick*, & la mort tragique du Duc de *Glocester*, jetterent l'épouvante dans tout le Royaume. D'un autre côté les décisions du Parlement, qui rendoient le Roi arbitre de la fortune des Sujets & la concurrence des dix-huit Commissaires à tout ce que le Roi souhaitoit, firent qu'il ne trouva plus d'opposition. Les Seigneurs étoient effrayés par le sort de ceux qui venoient d'être sacrifiés à la vengeance du Roi; & le Peuple, gourmandé par ses propres Magistrats, & opprimé par le Parlement qui le représentoit, étoit obligé de feindre qu'il approuvoit ce qu'il n'étoit pas en état d'empêcher. Mais cette feinte est souvent fatale aux Rois du caractère de *Richard*, qui se laissent trop aisément tromper par cette obéissance forcée. Si celui-ci avoit su mettre lui-même des bornes au pouvoir excessif qu'il venoit d'usurper, il y a grande apparence qu'il l'auroit conservé toute sa vie.

Triste état du Royaume.

Richard croyoit avoir pris toutes les précautions possibles, pour conserver son Pouvoir illimité; en soumettant les uns par la crainte, & en gagnant les autres par des bienfaits. Il avoit fait le Comte de *Derby*, son Cousin, Duc de *Hereford*; & avoit donné le titre de Duc d'*Albemarle* au Fils aîné du Duc d'*Torck*. Plusieurs autres Seigneurs avoient été honorés de plus grands Titres qu'ils n'avoient auparavant; & les biens confisqués des Seigneurs condamnés, avoient été distribués à ceux qui témoignoit le plus de soumission & de complaisance aux volontés du Roi. Cependant cela ne fut pas capable de mettre ce Prince en sûreté, parce qu'il abusa d'une étrange manière de la puissance qu'il venoit d'acquérir. Comme je ne prétends pas faire ici une Histoire exacte de sa Vie, mais seulement rapporter les principaux événemens de son Regne, je me contenterai de donner deux exemples remarquables, qui font voir le peu de mesures qu'il gardoit avec ses Sujets.

Quoique par divers moyens illicites il eût déjà tiré de grosses sommes de son Peuple, cela ne suffisant pas pour contenter son avidité, il fit condamner dix-sept Provinces, pour avoir fourni des Troupes aux Seigneurs confédérés en 1388, nonobstant l'Amnistie qui avoit été publiée. Par cette condamnation, les biens de tous les habitans de

Dix-sept Provinces ajugées au Roi.

ces dix-sept Comtés furent ajugés au Roi ; & pour se racheter , les plus riches furent obligés de donner des Promesses , dont la somme étoit en blanc , & que le Roi remplit ensuite comme il voulut. On peut bien juger qu'une si grande tyrannie lui attira la haine de ses Sujets ; mais une autre injustice qu'il commit , lui fut encore plus funeste.

Querelle entre les Ducs de Hereford & de Norfolk.

Le Duc de *Hereford* , Fils du Duc de *Lancastre* , l'ayant informé que le Duc de *Norfolck* lui avoit tenu des discours peu respectueux pour sa personne , & qui tendoient à soulever le Peuple contre son Gouvernement , & celui-ci ayant hautement nié le fait , il fut arrêté que cette affaire seroit décidée par un Combat singulier , entre l'Accusateur & l'Accusé. (1) Le Roi voulut assister à ce Combat , qui se devoit faire dans la Ville de *Covenry* : mais dans le tems qu'ils alloient le commencer , il leur fit défendre de passer outre. Ensuite , il fit ensuite qu'un Jugement , qui ne pouvoit être qu'injuste , ils furent tous deux bannis du Royaume ; le Duc de *Norfolck* pour toute sa vie & le Duc de *Hereford* pour dix ans. Le premier alla demeurer à Venise , & le second choisit la France pour y passer le tems de son exil , dont avant son départ le Roi retrancha quatre années. Il lui accorda même des Lettres-Patentes , qui lui donnoient la permission , d'établir des Procureurs pour se mettre en possession , en son nom , des Fiefs qui viendroient à lui échoir pendant son absence , avec suspension de l'hommage jusqu'à son retour. Cependant , le Duc de *Lancastre* son Pere étant mort peu de tems après , le Roi s'empara de tous ses biens , & ordonna que le bannissement du Fils seroit perpétuel , défendant à toutes personnes de parler en sa faveur , à peine de la vie.

Ces deux Seigneurs bannis.

Mort du Duc de Lancastre , & injustice faite à son Fils.

Rebellion en Irlande.

Quelques Seigneurs mécontents appellent le Duc de Hereford , qui prend le titre de son Pere.

Comment il est reçu en Angleterre.

Quelque tems après , il y eut en Irlande une Rebellion , que le Roi voulut aller lui-même châtier. Il eut l'imprudence de quitter son Royaume & d'emmener toutes les Troupes avec lui , quoiqu'il ne pût pas ignorer qu'il ne le laissât plein de mécontents. Pendant son absence , les Seigneurs qui étoient demeurés en Angleterre appellerent le Duc de *Hereford* , qui avoit pris le Titre de Duc de *Lancastre* , depuis la mort de son Pere. Ce Prince , se confiant sur le mécontentement du Peuple , se rendit incontinent en Bretagne , où il fit équiper trois Vaisseaux , & avec une suite de quatre-vingts personnes seulement , alla débarquer à *Ravenpur* , dans la Province d'*Torck* , où plusieurs Seigneurs allèrent le joindre. L'extrême desir , que le Peuple avoit de se tirer de dessous le joug qu'on lui avoit imposé , le fit courir avec tant d'ardeur pour se ranger sous les drapeaux du Duc , qu'en peu de jours ce Prince se vit à la tête de plus de soixante-mille hommes.

(1) Mr. de Rapin remarque dans son Histoire , l'erreur de *Polydore Virgile* & de quelques autres , qui ont assuré que le Duc de *Norfolck* accusoit le Duc de *Hereford* d'injecter contre le Roi. Il renvoie pour cela le Lecteur aux Actes du Parlement de l'an 21. du Regne de *Richard II.* WHAT.

Avec cette nombreuse Armée il marcha droit à Londres, qui lui ouvrit les portes avec joye. Ensuite il alla faire le Siege de *Bristol*, où les Ministres du Roi s'étoient retirés; & s'en étant rendu maitre, il fit couper la tête au Comte de *Wiltshire*, & à deux Chevaliers qui étoient du Conseil du Roi.

Il fait couper la tête à quelques Ministres du Roi.

Pendant ce tems-là, *Richard* n'eut aucune nouvelle de cette révolution; le vent étant demeuré contraire plus d'un mois, sans qu'il fût possible à aucun Vaisseau de passer en Irlande. Dès qu'il en fut informé, il repassa promptement en Angleterre, où il trouva ses affaires désespérées, presque tout le Royaume ayant pris parti pour le Duc. Dans cette fâcheuse situation, il s'arrêta quelque tems au País de *Galles*, sans savoir à quoi se déterminer. Enfin, craignant d'être trahi par sa propre Armée, il s'en déroba secrettement, & prit le chemin du Comté de *Carnarven*, où il alla se renfermer dans le Château de *Conway*. Mais cette précaution ne fut pas capable de le sauver. Le Duc de *Lancastre*, qui avoit été informé de son retour, marchoit à grandes journées vers *Chester*, à dessein de le combattre; dans la pensée que cette affaire ne pouvoit se décider que par une Bataille. Cependant, comme *Richard* s'étoit mis hors d'état de tenter cette voye, & qu'il ne pouvoit pas faire une longue résistance dans le Château où il s'étoit renfermé, il se livra volontairement entre les mains du Duc, & offrit de résigner sa Couronne, si on vouloit lui sauver la vie. Cette offre ayant été acceptée, le Duc le conduisit lui-même à Londres, où il le fit renfermer dans la Tour. Peu de tems après, le Parlement s'étant assemblé, fit dresser contre le Roi des Articles d'Accusation, sur lesquels ce Prince fut solennellement déposé. Les Chefs d'accusation étoient au nombre de trente-cinq (1), & il seroit trop long d'en donner ici le détail; d'autant plus que ce Recueil n'en fait aucune mention. Je ne puis pourtant m'empêcher de faire observer le XXIV. qui me paroît singulier. Dans cet Article, *Richard* étoit accusé d'avoir usé de tant d'équivoques & de mauvaise-foi dans les Traités qu'il avoit faits avec les Princes étrangers, qu'il ne s'en trouvoit aucun qui voulût plus prendre aucune confiance en lui.

Le Roi revient d'Irlande & se dérobe de sa propre Armée, pour se renfermer dans le Château de Conway.

Il résigne sa Couronne, est renfermé dans la Tour, & déposé.

Richard ayant été dépouillé, la Couronne fut ajugée à *Henri de Lancastre*, qu'on regardoit comme le Libérateur de la Patrie, quoiqu'il y eût un Héritier plus prochain. C'étoit *Edmond Mortimer*, Comte de la

Son Successeur.

(1) Les Auteurs ne sont pas d'accord sur le nombre de ces Articles. Quelques-uns n'en comptent que 33. L'Ecrivain de la Vie & du Regne de ce Roi, qu'un homme de qualité publia en 1681 d'après les Relations de *Knighon* & de *Walsingham*, les rapporte au long au nombre de 33, d'après un Registre imprimé dans un Livre intitulé *Historia Anglicana Scriptores decem*, qui fut publié premièrement, tiré des Manuscrits authentiques, par deux sçavans Antiquaires, savoir, le Chevalier *Roger Twissden* Baronet, & Mr. *Jean Selden* Ecuyer. La substance des Articles est rapportée dans l'*Histoire complète d'Angleterre*, Vol. 1. de même que dans le III. Tome de Mr. de Rapin. WHAT.

374 EXTRAIT DU VII TOME DE RYMER.

Marche, Petit-Fils de *Philippe*, Fille de *Liannet* Duc de *Clarence*, le second des Fils d'*Edouard III*; au-lieu qu'*Henry* ne descendoit que de *Jean* Duc de *Lancastre*, qui étoit le troisieme des Fils d'*Edouard*. Quoiqu'*Edmond* ne vint que d'une Fille de *Liannet*, son droit étoit si incontestable, que *Roger* Comte de la *Marche*, son Pere, avoit été déclaré Successeur présumé de *Richard*, par un Acte du Parlement. Ainsi, dans le tems qu'on punissoit *Richard* pour avoir contrevenu aux Loix du Royaume, le Parlement s'attribuoit le pouvoir de priver de ses légitimes droits un Prince contre lequel on ne pouvoit rien objecter, & de disposer de la Couronne en faveur d'un autre qui n'y avoit aucun droit. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si le Parlement, dans un tems où il n'y avoit encore aucun Préjugé sur ce sujet, du moins depuis la Conquête, avoit plus de droit que le Roi, de se mettre au-dessus des Loix. Je remarquerai seulement, que l'injustice qu'on fit en cette occasion au Comte de la *Marche*, fut l'unique source des Guerres-civiles qui dans la suite affligèrent le Royaume.

C'est-là la matiere des Actes qu'on trouve dans ce VII Tome, & dans le commencement du VIII, touchant les Affaires domestiques: dont voici les principaux.

Mort d'Edouard III.

Mémoire qui marque le jour de la mort d'*Edouard III*, un Dimanche 21 de Juin 1377, dans la Maison de *Shene*, appelée aujourd'hui *Richmond*. Page 151.

Couronnement de Richard.

Ordre observé dans le Couronnement de *Richard II*, le 16 de Juillet 1377. (1) Page 157.

Quoiqu'à l'occasion de ce Couronnement l'Histoire fasse mention pour la première fois, du Champion, qui dans de semblables solennités se présente dans la grande Salle de *Westminster*, pour défendre les droits du Roi; il est à remarquer, qu'on ne trouve rien d'approchant dans ce Mémoire, quoique d'ailleurs fort circonstancié (2).

Plein-pouvoir pour traiter du Mariage du Roi.

Plein-pouvoir pour traiter du Mariage du Roi avec une Fille de *Barnabé* Duc de *Milan*, du 18 de Mars 1379. Page 213. Cette négociation ne réussit pas.

Commission qui établit 14 Commissaires, pour examiner l'empl. des Revenus du Roi. Autre Plein-pouvoir pour traiter du Mariage du Roi.

Commission qui établit quatorze Commissaires, pour examiner l'emploi des Revenus du Roi, en conséquence d'une résolution du Parlement. Du 2 Mai 1380. Page 250.

Plein-pouvoir pour traiter du Mariage du Roi avec *Catherine de Bavière*, Fille du feu Empereur Louis. Du 12 de Juin 1380. Page 357. Ce projet échoua, comme le précédent.

(1) Ceci découvre une erreur de l'*Histoire complete d'Angleterre*, qui met la date du Couronnement au seizieme de Juin, cinq jours avant la mort d'*Edouard III*. WHAT.

(2) La vraie origine de cet usage, qui s'est maintenu jusqu'à notre tems, n'est pas connue. Mr. de *Rapin* dans son Histoire par. être assuré qu'elle est plus ancienne que le Couronnement de *Richard II*, à cause que le Chevalier *Jean Dimmock*, qui fit l'office de Champion en ce tems-là, fut admis à cette fonction en vertu d'une prérogative attachée à une Terre qu'il possédoit dans le Comté de *Lincoln*. WHAT.

REGNE DE RICHARD II 575

Traité pour le Mariage du Roi avec *Anne de Luxembourg*, Sœur de l'Empereur Wenceslas. Du 2 de Mai 1381. Page 290. (1) Il est à remarquer que, dans ces Conventions, il n'est point parlé de la Dot de la future Reine, & qu'au contraire, *Richard* prêta 20000. florins à l'Empereur son Beau-frere.

Traité pour le Mariage du Roi avec la Sœur de l'Empereur.

Ordre pour ajourner les Cours de Judicature, à cause du soulèvement de *Wat-Tyler*. Du 15 de Juin 1381. Page 311.

Ordre touchant les Cours de justice.

Cette date marque à peu près le commencement de la Revolte.

Proclamation pour informer le Peuple, qu'il étoit faux que les Rebelles eussent agi du consentement du Roi, ni par ses ordres, comme ils s'en glorifioient. Du 23 de Juin 1381. Page 316.

Proclamation contre les Rebelles.

Les Séditieux s'étoient fondés, apparemment, sur ce qu'après la mort de *Wat-Tyler*, le Roi leur avoit dit qu'il vouloit être leur Général.

Révocation de la Charte & de l'Amnistie accordée aux Rebelles, pendant leur soulèvement, sur ce que ces actes avoient été expédiés sans une mûre délibération. Du 2 de Juillet 1381. Page 317.

Revocation de l'Amnistie accordée aux Rebelles.

Cette date fait voir, que la Sédition ne dura gueres plus de quinze jours.

Proclamation pour justifier le Duc de *Lancastre*, des calomnies que les Séditieux avoient publiées contre lui. Du 3 de Juillet. 1381. (2) Page 318.

Proclamation pour justifier le Duc de Lancastre.

Commission donnée au Duc de *Lancastre*, pour aller dans les Provinces, faire le procès aux Coupables. Du 8 d'Août 1381.

Commission pour faire le procès aux coupables.

Amnistie accordée à ceux qui s'étoient revoltés, à la priere de la future Reine. Du 23 de Décembre 1381. Page 337.

Amnistie accordée au Revolts.

Pension annuelle de 1000 L. sterling, accordée à *Leon* Roi d'Arménie. Du 3 de Fevrier 1386. Page 494.

Pension accordée au Roi d'Arménie.

Lorsque sur la fin de l'année 1387, l'Armée des Seigneurs confédérés se fut approchée de Londres (3), le Roi leur promit de les satisfaire au prochain Parlement, & pour cet effet il en avoit convoqué un; & dans les Lettres ou Ordres, pour en faire élire les Membres, il avoit inséré cette clause: *Eligi faciat duos Milites gladiis cinctos, magis idoneos & discretos [& in debatis modernis magis indifferentes.]* Dans la suite, il revoqua ces dernieres paroles, *in debatis modernis magis indifferentes*,

Clause insérée dans les Lettres de Richard &c.

(1) Cette Princesse arriva en *Angleterre* peu de tems après que la Rebellion de *Wat-Tyler* eut été étouffée. Elle fut reçue avec beaucoup de magnificence, conformément à l'humeur du Roi qui avoit beaucoup de goût pour cette sorte de faste. Le Maire, les *Aldermans* & les principaux Bourgeois de *Londres* lui allerent au-devant à *Black-Heath*; & tous les Seigneurs du Royaume affisterent à son Couronnement, & n'épargnerent rien pour rehausser la gloire & la magnificence de cette journée.

W H A T.

(2) Ce Duc s'étant retiré en *Ecosse*, ses ennemis publierent qu'il avoit dessein de venir à *Londres* à la tête d'une Armée d'*Ecossois*, pour s'emparer de la Couronne.

W H A T.

(3) *Knighon* dit qu'ils étoient au nombre de 40000. W H A T.

376 EXTRAIT DU VIL TOME DE RYMER.

parce qu'elles étoient contre l'usage. Apparemment les Seigneurs ne prétendoient pas que les Députés fussent des gens indifférens, ou peut-être craignoient-ils que cette clause ne donnât aux Sherifs la liberté de chicaner sur les élections. Du 1 de Janvier 1388. P. 556.

Ordre d'arrêter le Juge *Tresilian*, *Brembre*, le Duc d'Irlande & le Comte de *Suffolk*.

Ordre d'arrêter le Juge *Tresilian* & *Nicolas Brembre*, sur l'accusation intentée contre eux par le Duc de *Glocester* & autres Seigneurs. Du 4 de Janvier 1388. Page 556.

Proclamation pour faire arrêter le Duc d'Irlande & le Comte de *Suffolk*. Du même jour.

Serment pour la sûreté du Duc de *Glocester*, des Comtes d'*Arundel* & de *Warwick* & du Comte-Maréchal.

Serment que tous les Sujets étoient obligés de prêter, pour la sûreté du Duc de *Glocester*, des Comtes d'*Arundel* & de *Warwick*, & du Comte-Maréchal, pendant la tenue du Parlement. Du 20 de Mars 1388. Page 572.

Proclamation pour informer le Peuple que le Roi va gouverner lui-même.

Proclamation pour informer le Peuple, que le Roi avoit pris en ses propres mains les rênes du Gouvernement (1). Du 8 de Mai 1389. Page 618.

Don du Duché de *Guyenne* au Duc de *Lancastre*.

Don fait au Duc de *Lancastre*, pour sa vie seulement, du Duché de *Guyenne*, à le tenir du Roi, comme Roi de France, sous condition de l'hommage; avec suspension du Privilege accordé auparavant au même Duché, qu'il ne pourroit point être aliéné de la Couronne d'Angleterre (2). Du 2 de Mars 1390. Page 659.

Lettres-Patentes du Roi, pour certifier qu'il avoit donné la *Guyenne* au Duc de *Lancastre*, volontairement, & par les avis des *Trois-Etats* assemblés en Parlement. Du 7 de Juillet 1392. Page 727.

Ordre aux Cours de Judicature de *Westminster*.

Ordre aux Cours de Judicature de *Westminster*, de se transporter à *Torck*.

Maire de Londres déposé.

Etablissement d'un Gardien à Londres, à la place du Maire déposé (3). Du 24 de Juin 1392. Page 727.

Quittance de 10000 livres sterling.

Quittance de dix-mille livres sterling, payées au Roi par la Ville de Londres, pour rentrer dans ses bonnes grâces. Du 28 de Février 1393. Page 739.

(1) Le Roi prêta de nouveau le serment fait à son Couronnement, comme s'il avoit commencé son Règne de nouveau, & tous les Seigneurs lui rendirent de nouveau foi & hommage. WHAT.

(2) Mr. de *Rapin* remarque dans son Histoire, que *Richard* souhaitoit de voir le Duc de *Lancastre* hors de l'Angleterre, & qu'ainsi il lui donna l'investiture du Duché de *Guyenne* avec les mêmes prérogatives qui furent accordées à *Edouard* surnommé le Prince Noir: ce qui, dit notre Auteur, étoit le plus riche présent qu'un Roi d'Angleterre pût faire à un Sujet. WHAT.

(3) Ce Gardien de Londres étoit le Chevalier *Edouard Dalgyngrugge*, qui fut bientôt démis de sa Charge, parce qu'on le crut trop favorable aux Bourgeois; & le Chevalier *Baudouin Radington*, d'une humeur plus sévère, fut mis à sa place. Ce dernier fut plaire au Roi & à la Ville par sa prudente conduite. On voit dans le récit de ce Règne, contenu dans l'Histoire complète d'Angleterre, Vol. I. & dans celui qui est intitulé, Vie & Règne du Roi *Richard II.* recueilli par une

Ordre

Ordre de restituer *Cherbourg* au Roi de Navarre. Du 24 d'Octobre 1393. Page 756.

Restitution de Cherbourg.

Ordre pour l'enterrement de la Reine *Anne* (1). Du 10 de Juin 1394. Page 779.

Enterrement de la Reine.

Ordre concernant le Duché de Guyenne, donné au nom du Roi, le 21 de Juin 1394. Il paroît par-là, que *Richard* avoit déjà sevoqué le don de la Guyenne (2).

Revocation du don de la Guyenne.

Conventions pour le Mariage du Roi, avec *Isabelle* de France, Fille de *Charles VI*.

Conventions pour le mariage du Roi avec Isabelle de France.

personne de qualité dont nous avons parlé plus haut, tiré des relations de *Knigh-ton* & de *Walsingham*; il paroît, dis-je, que l'Evêque de *Salisbury* avoit une ancienne rancune contre les Bourgeois, qu'on croyoit en général attacher à la Doctrine de *Wiclef*. Ce Prélat se prévalut de l'émeute dont nous avons fait mention à la page 47, pour aigrir si fort l'esprit du Roi contre la Ville, qu'il menaça de la raser jusqu'aux fondemens: mais on employa la médiation de certains Seigneurs, qui firent venir le Maire, les Sherifs, les Aldermans & vingt-quatre des principaux Bourgeois, à la Cour que le Roi tenoit alors à *Nottingham*. C'est-là que s'accusant les uns les autres, pour s'insinuer dans les bonnes grâces du Roi, le Maire fut emprisonné au Château de *Windsor*, & les autres dans d'autres prisons. Cependant la Reine, le Duc de *Glocester*, l'Evêque de *Londres*, & d'autres personnes de distinction employant sincèrement leur intercession pour la Ville, vinrent si bien à bout d'apaiser le Roi, qu'il partit pour *Londres*, & vit venir au-devant de lui quatre-cens hommes à cheval avec des habits uniformes, une quantité prodigieuse de gens à pied, une Procession solennelle du Clergé, & 500 jeunes Garçons en surplis. Les balcons étoient tendus de tapisseries & de peintures; il y avoit des fontaines de vin &c. Outre cela ils firent présent au Roi d'une Couronne d'or de grand prix, & d'une autre de la même matière à la Reine, avec un Tableau de la Trinité valant 800 livres sterling, & divers autres dons: ce fut par ce moyen qu'ils obtinrent la restitution de leurs anciens Privileges. Mais après tout ceci, ils furent obligés de payer encore la somme de 10000 livres sterling, pour ne pas encourir de nouveau l'indignation du Roi. L'Evêque de *Londres*, qui avoit eu si bonne part à la reconciliation du Roi avec la Ville, reçut de grands honneurs des Bourgeois, non-seulement pendant sa vie, mais encore après sa mort: le Maire, les Aldermans, & les Compagnies faisoient neuf Processions dans l'année à *Westminster* où il étoit enterré, & y faisoient des prières pour le repos de son ame. *Mr. de Rapin* remarque que *Richard* vécut assez longtems pour se repentir du traitement rigoureux qu'il avoit fait à la Ville de *Londres*, lequel lui fit perdre le cœur des Bourgeois; & il apprit à ses dépens dans la suite, combien il est dangereux à un Roi d'avoir cette Capitale pour ennemie. *WHAT*.

(1) Le Roi fut si touché de la mort de la Reine, qu'il proféra des malédictions contre *Shoen* près de *Richemond*, où elle étoit morte; il ne voulut plus y retourner, & en fit démolir le Palais. On dit que cette Princesse favorisoit la Doctrine de *Wiclef*, & qu'elle avoit beaucoup de vertu & de piété. Elle fut ensevelie avec beaucoup de pompe à *Westminster*, le 3 d'Août. *WHAT*.

(2) Quoique le Duc de *Lancastre* vint de gagner le cœur des *Gascous* avec de grandes dépenses, il ne laissa pas d'obéir ponctuellement à son rappel, & fut reçu avec beaucoup d'honneur par le Roi, si ce ne fut pas de bon cœur. Après que ce Seigneur eut été peu de séjour à la Cour, il obtint la permission de se retenir dans son Palais à *Lincoln*, où il épousa *Catherine Swinford*, qu'il avoit entretenue auparavant de sa femme, & dont il avoit eu deux fils & une fille. *WHAT*.

378 EXTRAIT DU VII. TOME DE RYMER

Voici quelques-unes de ces Conventions.

La Dot étoit de 800000 livres dont 300000 devoient être payées le jour du mariage, & le reste 100000 tous les ans.

Que quand la future Reine seroit âgée de douze ans, (elle n'en avoit alors que sept,) elle renonceroit à toutes successions paternelles & maternelles, à l'exception du Duché de Baviere, s'il venoit à lui échoir du côté d'Isabelle de Baviere sa Mere.

Que les Enfants, mâles & femelles, qui viendroient de ce mariage, ne pourroient point prétendre à la Couronne de France, quand même quelqu'un d'entre eux viendrait à se trouver le plus prochain Héritier.

Richard se reservoit expressément les droits qu'il pouvoit avoir d'ailleurs sur cette Couronne, auxquels il ne prétendoit point renoncer par ces Conventions (1).

ACTES DU TOME VIII.

TOUCHANT LES AFFAIRES DOMESTIQUES,

Pendant le Regne de RICHARD II.

Proclamation
touchant la pri-
son &c.

PROCLAMATION pour appaier le Peuple, touchant la prison des Comtes d'*Arundel* & de *Warwick*, & du Duc de *Glocester*. Du 15 de Juillet 1397. Page 6.

Richard protestoit dans cette Proclamation, que ces Seigneurs n'avoient pas été arrêtez pour la prise d'armes de 1388, mais pour de nouvelles malversations. Cependant, ce fut uniquement sur cette accusation, qu'ils furent condamnés. Ce fut dans la suite un des Chefs d'accusation contre le Roi, en 1399.

Emprunts faits
par le Roi.

Emprunts faits par le Roi, des Communautés, & de divers Particuliers. Du 10 d'Août 1397. Page 8.

Ces emprunts montoient en tout à 19735 marcs, & à 5685 livres sterling.

Ordre d'assem-
bler le Clergé
pour un subside.

Ordre d'assembler le Clergé pour accorder un subside au Roi. Du 14 d'Août 1397. Page 12.

Risil un des
meurtriers du Duc
de Glocester.

Ordre à un nommé *Risil* Irlandois, d'aller de la part du Roi, parler au Duc de *Glocester*, prisonnier à Calais. Du 17 d'Août 1397. Page 13.

Selon les apparences, ce *Risil* fut un des meurtriers du Duc (2).

(1) *Walsingham* nous apprend que le voyage que le Roi *Richard* fit en France, pour l'amour de ces Armoiries, lui couta plus de 500000 marcs, sans compter les présens qu'il fit au Roi de France & à ses Seigneurs, qui en valoient plus de 10000.

WHAT.

(2) C'est peut-être le Juge *Risil*, dont il est parlé dans l'*Histoire Complète*,

REGNE D'EDOUARD II. 579

Quoique *Richard* fût bien assuré de la mort du Duc son Oncle, il ne laissa pas d'envoyer un Ordre au Gouverneur de Calais de faire conduire ce Prince en Angleterre, pour répondre devant le Parlement aux accusations intentées contre lui. Du 21 de Septembre 1397.

Ordre au Gouverneur de Calais touchant ledit Duc.

Page 15.

Ordre à l'Archevêque d'*Torck*, de faire prier Dieu pour l'ame du Duc de *Glocester*. Du 6 d'Octobre 1397. Page 19.

Prieres pour l'ame de ce Duc.

Dans cet Ordre, le Roi disoit à l'Archevêque, que le Duc avoit avoué tous les crimes avant sa mort, & que sa Confession avoit été communiquée au Parlement. Mais c'étoit un Parlement qui selon les apparences, n'avoit pas trop scrupuleusement examinée.

Amnistie pour tous les Adhérens du Duc de *Glocester*, & des Comtes d'*Arundel* & de *Warwick*. Du 29 de Novembre 1397. Page 26.

Amnistie pour les Adhérens de ce Duc.

Révocation du Pardon accordé au Comte d'*Arundel*. Du 3 de Février. Page 34.

Ordre au Gouverneur de *Windsor*, de garder sûrement les Ducs de *Heresford* & de *Norfolk*, qui devoient lui être livrés. Du 23 d'Avril 1398. Page 47.

Ordre de garder les Ducs de Heresford & de Norfolk.

Lettres-Patentes, pour accorder au Duc de *Heresford* la permission d'établir des Procureurs, pendant son absence. Du 8 d'Octobre 1398. Page 49.

Procureurs accordés à ces Reigneux.

Lettres semblables, pour le Duc de *Norfolk*.

Ordre de publier les Statuts du Parlement de *Shrewsbury*. Du 25 de Mars 1399. Page 72.

Parlement à Shrewsbury.

Testament de *Richard*. Page 72.

Testament de Richard.

Dans ce Testament, ce Prince marquoit dans un grand détail tout ce qu'il vouloit être observé à son enterrement, & faisoit divers legs; mais il ne nommoit point d'Héritier, ni celui qui devoit lui succéder. Ce Testament, qui est sans date, fut fait apparemment peu de tems avant son dernier voyage d'Irlande.

La révolution, dont il a été parlé dans l'Abregé, étant arrivée pendant que *Richard* étoit dans cette Ile, on ne trouve plus que quelques Actes qui sont sous son nom, quoiqu'il fût entre les mains du Duc de *Lancastre*.

Ordre d'arrêter ceux qui font des Assemblées, pour troubler la Paix du Royaume. Daté de *Chester* le 20 d'Août 1399. Page 84.

Ordre contre les Assemblées tumultueuses.

Autre sur le même sujet, daté de *Lichfield* le 24 d'Août 1399, Page 85.

Ces deux derniers Ordres furent donnez sur la route, pendant qu'on conduisoit *Richard* à Londres, & contre ses propres partisans.

D'Angleterre, qui après la mort du Duc, lut une Confession de plusieurs perfidies signée de sa propre main, & pour lesquelles on prononça contre lui, quoique mort, la même sentence qu'on prononce dans les crimes de Haute-Trahison.

W H A T.

D d d d ij

VII.

AFFAIRES DE L'EGLISE.

Les Extraits des Tomes précédens peuvent donner une idée de celui-ci, pour ce qui regarde les affaires de l'Eglise; puisque les mêmes differends subsistoient toujours entre les deux Cours de Rome & d'Angleterre. Tout l'effet que le Schisme produisoit, étoit qu'*Urban VI*, à qui l'Angleterre adhéroit, gardoit un peu plus de ménagement pour la forme: mais au fond, il agissoit de la même maniere que ses Prédécesseurs.

Quoiqu'*Edouard III* eût fait un accord avec *Gregoire XI*, sur leurs differends; cet accord, ainsi qu'on l'a vu dans l'Extrait précédent, ne consistoit, de la part du Pape, qu'en certaines généralitez qui pouvoient recevoir diverses explications, selon les conjonctures du tems. Aussi paroît-il en plusieurs endroits de ce VII Tome, que le Roi l'entendoit d'une maniere, & le Pape d'une autre; ainsi les mêmes prétentions subsistoient des deux côtez.

Usurpations de
la Cour de Rome

Pendant le Regne de *Richard II*, le Parlement fit divers Statuts, contre les *Provisions* de Rome, les *Réservations*, les *Expectatives*, & les Bénéficiers étrangers. Mais le Pape ne laissoit pas d'aller toujours son train, & après quelque dispute, qui lui attiroit quelquefois des reproches un peu durs, il remportoit toujours la victoire. Il pourvoyoit aux Evêchez, tantôt parce qu'il s'étoit réservé la Collation de ceux qui viendroient à vaquer par la translation d'un Evêque à un autre Siege, tantôt parce qu'un Evêque étoit mort à la Cour, ou sous divers autres prétextes. Quand ceux-là lui manquoient, il ne laissoit pas de s'attirer le droit d'y pourvoir, sous prétexte que son zèle ne lui permettoit pas de souffrir qu'une telle Eglise demeurât long-tems privée de Pasteur.

Il est certain, que si le Roi avoit voulu sérieusement tenir la main à l'exécution des Statuts du Parlement, il auroit été soutenu de tout son Peuple, & qu'enfin la Cour de Rome auroit été obligée de lâcher prise. Mais comme il arrivoit souvent, qu'il vouloit faire tomber les élections sur des personnes qui n'étoient pas agréables aux Chapitres, de peur de n'obtenir pas ce qu'il souhaitoit de ceux qui devoient faire le choix, il s'adressoit au Pape, qui manquoit rarement de le favoriser, afin d'établir en même tems son propre droit. On trouve dans ce Volume plusieurs Licences, accordées par le Roi, de solliciter des Provisions & des Expectatives à la Cour de Rome; de se mettre en possession des Bénéfices conferez par le Pape, contre les droits de la Nation; à des Etrangers, de posséder des Bénéfices en Angleterre; & à des Anglois, de prendre à ferme les Bénéfices des Etrangers; & tout

tela contre des Statuts exprès du Parlement. Après cela, le Roi avoit mauvaise grace d'exagerer les conséquences de ces abus, puisqu'il leur ouvroit lui-même la porte.

Il y a dans ce Tome quelques Actes, qui regardent la Secte des *Wicleffites*, qu'on appelloit communément *Lollards* (1), qui s'étoit beaucoup accrue sous ce Regne : mais ce ne sont proprement que des Ordres tendans à la ruïne.

Secte des Lollards.

Une Croisade qu'*Urbain VI.* publia contre *Clement III.* son Compétiteur, & dont l'Evêque de *Norwich* fut déclaré Général, fournit aussi quelques Actes de peu d'importance.

Croisade du Pape Urbain contre Clement III.

Pendant ce Regne, les Religieux Mendians furent vivement attaqués par diverses personnes, qui tâchoient de tourner en ridicule leur pauvreté affectée. Entre autres, un certain Archevêque d'*Armagh* prêcha contre eux dans Londres & leur porta un grand préjudice, tant par ses Livres, que par ses Sermons. Ils se plaignirent au Roi de la malice de leurs ennemis, & en obtinrent divers Ordres en leur faveur.

Religieux Mendians tournés en ridicule.

Voici présentement quelques Actes, qui regardent les matieres que nous venons d'indiquer.

Ordre de chasser du Royaume tous les Religieux étrangers, selon l'Ordonnance du Parlement. Du 20 de Décembre 1377. Page 280.

Religieux étrangers chassés.

Ordre de saisir tous les Bénéfices appartenans aux Cardinaux, qui obéissoient à l'Antipape *Clement*. Du 6 de Juillet 1378. Page 222.

Ordre de saisir les Bénéf. appart. aux Cardinaux.

Divers Ordres pour faire reconnoître l'autorité d'*Urbain VI.* dans le Duché de Guyenne.

L'autorité du Pape reconnue en Guyenne.

Permission de prendre à ferme les Bénéfices d'un Cardinal parent du Pape, nonobstant le Statut du Parlement. Du 8 de Juillet 1380. Page 265.

Permission de prendre à ferme les Bénéfices d'un Cardinal parent du Pape.

Autre Licence semblable. Page 266.

Concession au Pape *Urbain*, des revenus de tous les Bénéfices des Cardinaux adhérens à l'Antipape. Du 6 Juillet 1379. Page 222.

Revenus des Bénéfices accordés au Pape.

Urbain abusant du prétendu droit de conférer tous les Bénéfices d'Angleterre, le Roi lui écrivit pour lui remontrer, qu'il violoit l'Accord qui avoit été fait avec *Grégoire IX.* On trouve ici la réponse du Pape, qui élude ce reproche, en disant, que pour le présent il n'a pas cet Accord entre les mains; mais qu'en attendant qu'il l'ait trouvé, il consent qu'il ne soit rien innové. Cependant, il se maintenoit dans la possession de conférer les Bénéfices. 1382. Page 362.

Plainte de Richard au Pape : réponse du Pontife.

(1) *Trithemo* dit que ces Hérétiques furent aussi nommez à cause de *Gautier Lollard*, Allemand, qui fleurissoit environ l'an 1315; ou, comme d'autres prétendent, de *Lollum*, mot Latin qui signifie *Turpe*; Sobriquet qu'on croit venir des Moines leurs ennemis, qui ne manquèrent pas de leur donner le nom diffamant d'*Turpe* semé par le Malin dans le champ de l'Eglise de Dieu. WHAT.

582 EXTRAIT DU VII. TOME DE RYMER.

Ordre à l'Université d'Oxford de chasser tous les Sectateurs de Wicleff.
Général de la Croade.

Ordre à l'Université d'Oxford, de chasser tous les Sectateurs de Wicleff, & de saisir tous les exemplaires d'un Livre de ce Docteur, intitulé *Triologus*. Du 13 de Juillet 1382. Page 363.

Permission à l'Evêque de *Norwich*, d'accepter la Charge de Général de la Croisade, publiée par *Urbain VI*. Du 6 de Décembre 1382. Page 372.

Bulle touchant l'Evêché de *Landaff*.

Bulle de Provision, pour l'Evêché de *Landaff*, fondée sur la translation de l'Evêque, & sur la réservation que le Pape avoit faite en pareil cas. En Février 1383. Page 276.

Il y en a plusieurs autres de même espèce.

Garnison dans *Graveline*.

Ordre de mettre garnison dans *Graveline*, conquise par l'Evêque de *Norwich*, Général des Croisez. Du 2 de Juin 1383. Page 399.

Protection pour les Ordres Mendians.

Protection pour les quatre Ordres de Religieux Mendians, Du 4 de Novembre 1384. Page 448.

Il y en a quelques autres semblables.

Le Clergé chargé d'une imposition.

Ordre à l'Archevêque de *Canterbury*, d'arrêter la levée d'une Imposition, mise par le Pape sur le Clergé d'Angleterre, contre un Statut du Parlement. Du 10 d'Octobre 1389. Page 644.

Licence de pouvoir impêtrer des Bénéfices en Cour de Rome.

Licence du Roi de pouvoir impêtrer des Bénéfices en Cour de Rome, nonobstant le Statut contraire, Du 26 de Mai 1390. Page 692.

On en trouve plusieurs autres semblables.

Plaintes contre la Cour de Rome.

Lettre du Roi & des Seigneurs au Pape, sur les horribles excès de la Cour de Rome, touchant la Collation des Bénéfices. Du 26 de Mai 1390. Page 672.

Voici un endroit de cette Lettre, qui fait voir en substance de quoi les Anglois se plaignoient, & combien ils étoient outrez de la manière dont la Cour de Rome en usoit avec eux. *Imò quod à seculis inauditum est, humana artis industria tantum didicit avaritia famulari, ut si forte & unicam Ecclesiam vacare contigerit, sex aut quinque translationes secundum Episcopatum continuo celebrentur; non ut de virtute sit transitus ad virtutem, sed potius, ut saliat uberius, qui salit alius, & imago Caesaris in domum Domini multiplicietur, sed tamen abominabilius, transferatur.*

Ceterum, in tantum processu Provisionum & Reservationis abusus, quod Dignitates Ecclesiastica Regni nostri, & pinguiora Beneficia, curata & non curata, alienigenis conferuntur, interdum fortassis nobis feraliter inimicis, & aliis numquam residentibus, nec residere valentibus in eisdem; qui linguam non intelligunt, nec cognoscunt oves suas, nec à suis ovibus cognoscuntur.

Cette Lettre est pleine de semblables plaintes, & d'expressions extrêmement fortes, qui ne produisirent pourtant aucun effet.

Les Sujets du Roi rappelés de Rome.

Ordre à tous les Sujets du Roi, qui étoient à la Cour du Pape pour solliciter des Bénéfices, de retourner en Angleterre dans un certain tems. Du 3 de Mai 1391. Page 698.

Lollards chassés d'Oxford.

Ordre de chasser les Lollards de l'Université d'Oxford. Du 18 de Juillet 1395. Page 805.

